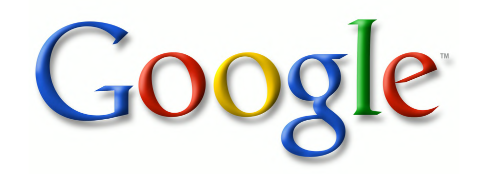




EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1851.

TRAVAUX

DE

LA COMMISSION FRANÇAISE

SUR L'INDUSTRIE DES NATIONS.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1851.

TRAVAUX

DE

LA COMMISSION FRANÇAISE

SUR L'INDUSTRIE DES NATIONS,

PUBLIÉS

PAR ORDRE DE L'EMPEREUR.

TOME I.

PREMIÈRE PARTIE.



PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

M DCCC LVIII.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1851.

TRAVAUX
DE LA COMMISSION FRANÇAISE.

INTRODUCTION

PAR

M. LE BARON CHARLES DUPIN,

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION,

SÉNATEUR ET MEMBRE DE L'INSTITUT.

FORCE PRODUCTIVE

DES NATIONS CONCURRENTES,

DEPUIS 1800 JUSQU'A 1851.

Ire PARTIE.

OCCIDENT.

COMMISSION FRANÇAISE

DE 1851.

SITUATION DES TRAVAUX

AU 1er FÉVRIER 1858.

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

SIRE,

Le projet approuvé par VOTRE MAJESTÉ se poursuit avec constance. La Commission instituée pour représenter la France, en 1851, dans un grand Jury international accomplit son dessein : celui d'écrire un demi-siècle du progrès des arts chez les peuples mis en présence par la première Exposition universelle.

Dans l'année qui vient de s'écouler, les rapports spéciaux de cinq commissaires ont été publiés. Ils rapprochent les deux extrêmes du champ que nous avions à parcourir.

C'est en premier lieu, suivant l'ordre de publica-

tion, le tableau des beaux-arts considérés dans leurs œuvres et dans les présents qu'ils font à l'industrie[1]. Ce tableau met en parallèle les écoles des peuples qui se sont illustrés à la fois par le goût et par le génie; on y voit appréciées la suprématie et la direction des arts d'imagination sur les ouvrages si divers où l'élégance et la beauté peuvent ajouter un nouveau prix à l'utilité. La Grèce, l'Italie, la France, ont tour à tour exercé cet empire, et l'auteur étudie les moyens d'assurer la durée des succès obtenus par la dernière des trois contrées régulatrices.

La seconde catégorie des publications de 1857, qui comprend quatre rapports[2], complète l'histoire raisonnée des inventions relatives aux arts mécaniques : inventions dont quelques-unes, créées au milieu du siècle précédent, n'ont obtenu que de nos jours leurs derniers perfectionnements et les immenses résultats de leurs applications.

Ici trois nations apparaissent avec le plus d'éclat : ce sont l'Angleterre, la France et les États-Unis. Une impartialité constante, un amour sincère de la vérité, président à la recherche des titres de chaque inventeur, à la proclamation des droits de ces hommes

[1] En suivant la classification de 1851, le rapport qui concerne les beaux-arts et leurs applications appartenait au XXX[e] Jury; M. le comte Léon de Laborde en est l'auteur.

[2] V[e] Jury. Rapport de M. le général Morin sur les machines à vapeur.

Même Jury. Rapport de M. Arnoux sur les voitures.

VI[e] Jury. Rapport de M. le général Poncelet sur tous les genres de machines et de machines-outils, 1° pour les arts qui s'appliquent à des matières non textiles, 2° pour les arts textiles.

VII[e] Jury. Rapport de M. Combes sur les arts du génie civil.

si modestes, dont il faut trop souvent arracher les découvertes à la fraude, au charlatanisme des exploitants. D'autres fois, en présence de l'ingratitude et de l'incurie, on est réduit à tirer de l'oubli des bienfaits ignorés ou dissimulés à dessein.

Un beau succès national a couronné la plus considérable des œuvres que nous signalons. La pieuse justice de VOTRE MAJESTÉ a voulu récompenser du moins la mémoire de l'ingénieur illustre qui répondit à l'appel de Napoléon Ier, appel dont l'objet même était une découverte. Philippe de Girard, dès 1813, avait créé pour la France la filature du lin par la mécanique; mais on méconnut le mérite qui caractérisait son invention, portée bientôt frauduleusement chez nos intelligents émules, appliquée par eux aux fabrications les plus simples, les moins coûteuses, à celles qui satisfont les masses, et qui par là rapportent des trésors; et Philippe de Girard a terminé sans fortune son existence agitée, toute remplie de découvertes dont l'industrie a profité! Ses titres, merveilleusement remis en lumière par le rapporteur du VIe Jury, furent communiqués en manuscrit aux pouvoirs publics. Cette défense du génie par le génie porta dans les esprits une telle conviction que le Conseil d'État, le Corps législatif et le Sénat donnèrent trois votes unanimes pour une récompense, qui s'accrut chemin faisant, afin de mieux honorer et consoler la famille de l'Arkwright français. Tel fut le succès de la science inspirée par l'amour de la justice et de l'honneur national.

Dans les premiers mois de l'année 1858 paraîtront les cinq rapports qui compléteront l'œuvre des trente-quatre commissaires et de leurs dignes adjoints ; deux seulement de ces rapports ne sont pas encore imprimés. Leur valeur, je crois pouvoir l'annoncer, justifiera l'impatience de ceux qui les attendent.

Des nombreux travaux dont nous venons de signaler le complément, plusieurs, osons le dire, par leur étendue, leur éclat et leur profondeur, sont de grands ouvrages.

On décrit ainsi l'ensemble des arts suivant des catégories spéciales et méthodiques. Un pareil ordre, indispensable à l'étude particulière des diverses industries, disperse forcément les titres de chaque nation et n'en montre pas la valeur collective.

Afin de compléter l'œuvre commencée, il a paru nécessaire de considérer d'un autre point de vue le concours universel. On s'est proposé d'offrir par nation le progrès des races concurrentes, progrès étudié dans la réunion des arts dont l'ensemble constitue la force productive. On a pris pour point de départ l'année qui commence le XIX[e] siècle, et remonte au Consulat.

Tel est l'objet de l'*introduction* confiée par la Commission à son président. Elle offre deux parties : l'Occident, qui pour nous commence à l'Angleterre ; et l'Orient, qui finit à la France. La dernière partie est sous presse, et la première paraît maintenant. Celle-ci comprend :

Trois royaumes,
Deux empires,
Quatre-vingt-trois républiques
Et trente-cinq colonies.

Depuis l'origine du siècle, ces États, pris dans leur ensemble, ont triplé le nombre de leurs habitants. A l'exception d'un seul, tous ont accru leur population, mais à des degrés très-différents; nous essayons d'assigner simultanément la mesure et les raisons de ces différences, qui changent les rapports entre la force des nations.

Nous considérons ensuite les progrès extérieurs et plus ou moins matériels.

Les dons que le globe nous présente à sa surface et ceux qu'il recèle en ses profondeurs sont répartis entre les diverses régions avec une extrême inégalité. Mais les trésors, les fruits que l'homme exhume ou fait naître par le travail se mesurent bien moins sur cette largesse inégale et primitive que sur une autre largesse, présent supérieur de la Providence : c'est la puissance intellectuelle départie au genre humain; cette puissance avec laquelle chaque peuple fait sa part, quelles que soient, dans la région qu'il habite, les générosités ou les parcimonies de la nature.

Deux exemples, empruntés à l'Occident, montreront l'énergie suprême de cette action de l'esprit, telle que nous la considérons.

L'Attique du nord, avec ses monts dénudés, ses steppes glacés et son ciel de fer, l'Écosse envoie chez les diverses nations plus de produits de son sol

et de ses arts que le vaste pays du Mexique avec ses mines d'argent creusées par centaines, son printemps éternel, son soleil d'Égypte et sa végétation, devant laquelle s'efface même la terre promise de l'antique et merveilleux Orient. L'Écosse, avec ses nombreux troupeaux, aide à nourrir Londres, la ville aux 2,500,000 âmes. Par l'œuvre de deux de ses fils, Adam Smith et James Watt, elle a devancé l'Angleterre dans l'étude de la richesse; alliant la pratique à la théorie, elle a tiré de la vapeur d'eau la plus puissante et la plus obéissante des forces motrices, pour l'appliquer à l'infinie variété des arts. Aujourd'hui la Grande-Bretagne construit un plus grand nombre de navires en fer, mus par cette vapeur, que n'en construisent ensemble tous les autres peuples de l'Europe; et dans la part merveilleuse de la Grande-Bretagne, la petite Écosse, à force d'industrie, prend plus de la moitié.

A l'occident de l'Atlantique, le Massachusetts, exigu par son territoire incomparablement moins fertile que les bassins du Mississipi, de la Plata, de l'Amazone, le Massachusetts grandit par l'agriculture et surtout par l'industrie. Il se place à la tête des sciences et des arts, au milieu des cent vingt États du nouveau monde. A sa terre trop limitée il ajoute deux océans; vers les cercles polaires, pour attaquer les grands cétacés, il envoie plus de marins que tous les peuples ensemble. Il va chercher jusqu'en Asie les trésors de l'équateur; et les aromates, les parfums sans prix de la zone torride, il les paye *avec la glace*

de ses lacs! Pour tirer de ses eaux courantes un parti plus étonnant, il transforme ses cataractes, ses rapides, en moteurs réguliers rivaux de la vapeur. Il ne suffit pas à cet État de créer son Alma Cambridge, afin de reculer les bornes de la science et d'ajouter même des astres à ses conquêtes; il fonde à la fois ses Manchester, ses Glasgow, ses Leeds et ses Halifax. Pour le demi-siècle qui fait suite à celui que nous décrivons, il prépare contre le colosse de l'industrie britannique une lutte de géants : il la commence. La Nouvelle-Angleterre livre la seconde guerre de l'indépendance; et la conquête sera l'indépendance des arts!

La création, la mise en jeu des forces productives par le savoir et le génie, chez les nations comparées, tel est le sujet de notre étude. C'est suivant l'échelle de l'intelligence que les peuples sont classés, et que sont réparties la gloire et l'efficacité des arts. La domination des races n'est plus assurée, comme au temps des barbares, par la brutalité du nombre, ni par les caprices du hasard et les faveurs d'une Fortune que les anciens faisaient aveugle. Maintenant la victoire, et dans la guerre[1], et dans la paix, suit la voie lumineuse où vole une Fortune à la vue d'aigle, qui découvre de haut et de loin chaque but précis que la conquête doit atteindre.

[1] Diu magnum inter mortales certamen fuit, vine corporis an virtute animi res militaris magis procederet..... Tum demum periculo atque negotiis compertum est in bello plurimum *ingenium* posse. (Sallust. *Catilina*, §§ 1 et 2.)

Nos travaux ont pour objet de suivre les traces de cette Fortune aux longs regards, qui prévoit et qui calcule, et d'en mesurer les découvertes; nous présentons aujourd'hui son action sur les peuples situés à l'occident de la France.

Les nations de l'Orient, vers lesquelles depuis quatre ans se fixe l'attention de l'ancien monde, confirmeront les vérités que démontre le spectacle de l'Occident.

Quelque temps encore, daignez, SIRE, continuer à notre Commission, et nous osons dire à LA VÔTRE, la bienveillance inspiratrice à laquelle elle doit le courage d'avoir entrepris et poursuivi ses longs et pénibles travaux.

J'ai l'honneur,

SIRE,

D'être avec le respect le plus profond,

De VOTRE MAJESTÉ

Le très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur.

Baron CHARLES DUPIN,

Président de la Commission.

INTRODUCTION.

FORCE PRODUCTIVE
DES NATIONS CONCURRENTES,
DE 1800 A 1851.

OBJET ET PLAN DE CETTE INTRODUCTION.

Pour la première fois, en 1851, les nations ont mis leurs produits en présence, dans un concours universel.

Afin d'être plus équitable on s'est efforcé, lors des examens du Jury international, d'oublier la provenance des œuvres mises en parallèle, par une abstraction qui pourtant n'a pas toujours été possible.

A travers l'infinie diversité des appréciations relatives à des mérites personnels, nous avons dû rechercher quelle collection de récompenses était en définitive remportée par chaque peuple, quel ensemble, quel mérite, quelle puissance de production étaient représentés par ces mêmes récompenses.

Nous avons été plus loin : nous avons transporté par la pensée nos regards sur les nations mêmes ainsi mises en parallèle.

Nous nous sommes demandé quels ont été leurs progrès dans l'immense lutte que les peuples industrieux et commerçants ont soutenue, soit en amis, soit en rivaux, depuis le commencement du XIXe siècle.

Nous offrons ici le résumé de cette étude. On y verra l'indication des services rendus au genre humain, dans une période mémorable, par les peuples qui perfectionnent les sciences et les arts.

Afin d'éviter la confusion, voici l'ordre que nous croyons devoir adopter dans cette introduction.

Nous prenons pour point de départ le pays même où s'est accomplie la première Exposition universelle.

Après avoir étudié la Grande-Bretagne, nous tournons nos regards vers l'Occident. Nous avançons toujours vers cette direction, pour faire le tour du monde.

Nous passons successivement :

A l'Irlande,
A l'Amérique du Nord,
A l'Amérique du Sud,
A l'Océan Pacifique ;
A l'Asie du Nord, c'est-à-dire à la Chine ;
A l'Asie du Sud, qui comprend :

L'archipel Indien,
L'Indoustan,
La Perse,
La Turquie asiatique ;

A l'Afrique du Nord, où nous comprenons :

L'Égypte,
Les États Barbaresques ;

A l'Afrique du Sud, dont nous parcourons le littoral ;

A l'Europe orientale, visitée d'orient en occident :

La Turquie européenne,

La Russie,
Les États scandinaves,
La Germanie et ses annexes,
La Péninsule italique,
La Péninsule espagnole;

Enfin la France, en y joignant l'Algérie.

Nous finissons ainsi par notre patrie, après avoir commencé par la grande nation qui partage avec elle ce que j'oserai nommer le patronage des peuples inoffensifs et le protectorat de l'équilibre européen.

Afin de n'offrir au lecteur que des idées précises sur la grandeur comparée des pays habités par les diverses nations, il faut dire un mot sur la grandeur de la terre.

Si l'on suppose un homme de haute taille et qui marche à longues enjambées, toutes égales, en quarante millions de pas il aura parcouru l'étendue d'un grand cercle de la terre. Cette enjambée, ce pas que les Français et dix autres peuples ont pris pour unité fondamentale de mesure, c'est le *mètre*.

Mille pas d'un mètre composent le *kilomètre*, qui correspond à notre ancien *quart de lieue* : tel est l'espace que parcourt en *un quart d'heure* le piéton qui chemine d'une vitesse fort ordinaire.

Un carré parfait de cent mètres de long sur cent mètres de large forme l'unité de superficie : c'est l'*hectare* des Français. Voilà l'unité qu'il faut partout comparer au nombre d'hommes à nourrir si l'on veut avoir une idée de la production agricole. L'hectare est égal à cent *ares*.

Le kilogramme est le poids d'un décimètre cube d'eau distillée, réduite au maximum de densité.

Le tonneau français égale 1,000 kilogrammes.

Partout nous réduisons en tonneaux français les ton-

neaux étrangers. Celui d'Angleterre, *the ton*, égale 1,016 kilogrammes.

Depuis la remise des payements en espèces à la banque d'Angleterre, il y a trente-six ans, la valeur de la livre sterling n'a différé que de quelques centimes avec 25 francs: nous adoptons cette valeur.

Lorsque le système des nouveaux poids et mesures fut créé, il y a déjà soixante ans, les représentants politiques de la France, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Suisse, etc., concoururent à la fixation des unités. A ces nations d'autres encore sont venues successivement s'ajouter.

Dans l'intérêt des relations savantes et des communications commerciales entre toutes les nations, on doit vivement désirer que les mêmes unités métriques soient adoptées par tous les peuples.

DONNÉES PRIMORDIALES

SUR L'ÉTENDUE ET L'HABITATION DE LA TERRE.

Surface totale du globe..........	50 milliards d'hectares.
Les terres, moins les zones glaciales.	12 milliards d'hectares.
Population approximative.......	1 milliard d'habitants.
Terres par habitant....................	12 hectares.

PREMIÈRE PARTIE.

ROYAUME-UNI.

I. GRANDE-BRETAGNE.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES SUR LE SOL ET SA CULTURE.

Deux nations longtemps distinctes peuplent la Grande-Bretagne : au midi le peuple anglais, au nord le peuple écossais. La nature même avait marqué cette division par un isthme qui n'a que 110 kilomètres, ou 27 lieues et demie de largeur, entre Carlisle et Newcastle.

LES DEUX NATIONS.		HECTARES.	POPULATION (1801).
Superficie de la Grande-Bretagne.	Angleterre.......	15,011,031	8,892,536
	Écosse..........	8,042,939	1,608,420
Totaux...........................		23,053,970	10,500,956

La Grande-Bretagne égale en superficie la 521e partie des terres, non compris la zone glaciale.

La Grande-Bretagne égale en population la 96e partie du genre humain.

Essayons de montrer comment, avec ce deux-millième des terres, avec ce centième des peuples, la nation britannique a pu devenir un État du premier ordre, par sa force productive, par son génie, sa science et ses arts.

Quelque petit qu'on trouve le territoire dont nous donnons la mesure, on commettrait une grave erreur en

*

supposant que tout y soit cultivable et qu'on ait, même aujourd'hui, mis en valeur tout ce qu'on peut cultiver.

Sur 1,000 hectares de terres, on a calculé dans ces derniers temps qu'il faut compter :

		En Angleterre.	En Écosse.
Hectares...	En valeur	776	271
	Cultivables mais non cultivées..	107	300
	Absolument incultivables	117	420

On sera certainement frappé des deux résultats suivants. qui montrent si bien l'inégalité des obstacles opposés par la nature dans les deux royaumes britanniques :

En Angleterre, les trois quarts du territoire sont en culture;
En Écosse, un quart seulement du territoire est en culture.

Avec un ciel moins clément, un soleil plus froid, un sol plus ingrat, il me semble que l'agriculteur écossais, moins riche que l'Anglais, a bien plus de mérite quand il tire aussi bon parti de la terre; il n'est pas le moins avancé dans tous les progrès de l'agriculture moderne, et le résultat qui suit est à son avantage.

TERRES CULTIVÉES PAR MILLE HABITANTS, EN 1851.

En Angleterre	649 hectares.
En Écosse	761

Dans la dernière moitié du XVIIIe siècle, l'Angleterre avait amélioré tous ses modes de culture, elle avait généralisé les assolements qui n'épuisent pas la terre, en la faisant produire sans cesse; elle avait fait des merveilles dans l'élève des animaux. Ses chevaux de labour étaient puissants; ses chevaux de course réunissaient l'haleine et la vitesse. Elle avait créé, c'est le mot, des races de bêtes

à cornes, les plus propres à donner le plus grand poids à la boucherie pour une même quantité d'aliments consacrés à les engraisser; elle avait résolu le même problème, avec la même supériorité, pour les moutons et pour les porcs; elle avait créé des races de bêtes à laine, ayant des toisons perfectionnées, soit à longue laine et propres à la Grande-Bretagne, soit à laine courte et fine, pour suppléer en partie à celle d'Espagne.

On verra quels secours l'industrie britannique a retirés d'une agriculture si remarquable pour l'abondance et la beauté de ses produits.

Grâce à la vaste étendue de prairies naturelles, favorisées par un climat humide et doux, grâce aux prairies artificielles multipliées par les assolements, les Anglais ont pu consommer beaucoup plus de viande que les habitants de toute autre partie de l'Europe et du monde.

Cette nourriture éminemment substantielle procure au travailleur une grande force musculaire; ce qui lui permet d'accomplir un travail journalier considérable.

Sous ce point de vue, l'agriculture britannique a rendu l'ouvrier anglais plus capable de produire que ceux des autres nations; il suffit pour cela que sa nourriture favorite, la viande, ne vienne pas à lui manquer.

De 1700 à 1800, la population de la Grande-Bretagne a précisément doublé. Mais, dans le même laps de temps, l'agriculture a fait des progrès correspondants : elle a fécondé beaucoup de terres incultes; elle a défriché de vastes landes, presque toutes les forêts, et substitué la houille au bois comme combustible. Par ces moyens, le sol britannique a suffi largement à nourrir un nombre d'habitants doublé dans l'intervalle d'un siècle.

C'est ce que démontre l'examen attentif du commerce britannique pendant cette période. On y voit tour à tour

la Grande-Bretagne figurer, par l'exportation et par l'importation des céréales, pour des quantités si faibles, qu'on doit les regarder comme de simples oscillations autour d'un équilibre stable.

Le commerce du bétail est insignifiant au XVIIIe siècle, et celui des chevaux n'existe pas. Les Anglais prohibent la sortie de leurs races précieuses.

Vers la fin de cette époque, la Grande-Bretagne présente une autre source de supériorités agricoles : c'est l'amélioration des instruments nécessaires à tous les genres de culture. Ces instruments sont appropriés aux besoins d'un peuple riche. Ils sont dispendieux de première acquisition; mais ils flattent la vue, et, ce qui vaut incomparablement mieux, ils économisent la force de l'homme et des animaux. Ici l'agriculture emprunte aux arts mécaniques une supériorité qui se développe par degrés rapides en Angleterre, en Écosse, et qui mérite de fixer notre plus sérieuse attention.

Nous voyons, dans le XIXe siècle, de nouveaux progrès agricoles accomplis pour essayer de suffire aux progrès, bien plus accélérés, de la population. Le drainage, rendu systématique, est développé dans ces derniers temps avec une extrême activité; l'art des engrais est perfectionné par la science; enfin l'achat des engrais exotiques atteint une grandeur auparavant inconnue : on peut citer pour exemples les tourteaux oléagineux, les os de bétail et le guano.

Pour mieux apprécier les prospérités de l'industrie britannique, nous devons en expliquer le plus puissant véhicule. Il est offert par la configuration même d'un pays que baignent, de trois côtés, des mers où la navigation favorise à la fois les arts nationaux par les exportations et les importations.

En jetant un coup d'œil rapide sur les moyens de

production britannique, considérés dans leurs rapports avec la mer, nous suivrons la marche générale que nous nous sommes tracée pour les pays habités par les diverses nations. Nous partirons du point le plus avancé vers l'Orient; nous parcourrons la côte orientale, puis la côte occidentale; nous finirons par la côte méridionale. Nous verrons à quel degré les eaux naturelles, séparées en autant de bassins, apportent à chacune de ces côtes les richesses du sol et celles de l'industrie.

PREMIÈRE SECTION.

LES TROIS BASSINS DE LA GRANDE-BRETAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

BASSIN ORIENTAL.

§ 1er. Côte orientale de l'Angleterre.

Lorsqu'on passe le détroit de la Manche pour arriver au cap qui commence la côte orientale, on est à l'entrée du golfe de la Tamise.

Sur la rive gauche de ce golfe, on rencontre d'abord *Deal*, *Ramsgate* et *Margate*. Ce sont des ports de relâche; ils sont au nombre des lieux si multipliés où les Anglais aiment à prendre des bains de mer.

Depuis Margate jusqu'à la rive opposée, l'ouverture du golfe surpasse 40 kilomètres, ou 10 lieues de largeur. A partir de ce point, il faut compter en ligne droite trois fois la même distance pour arriver au pont de Londres.

L'immense masse d'eau poussée par la mer qui monte dans la corne d'or de la Tamise, ayant ainsi 40 kilomètres de largeur à sa base, n'a pas un kilomètre au sommet. Il en résulte une force énorme d'impulsion de l'eau quand la marée s'élève, et les navires sont poussés avec énergie pour remonter la Tamise.

Si nous suivons la rive droite de ce fleuve, nous passons devant Faversham, et bientôt nous arrivons à l'em-

bouchure de la *Medway*, rivière principale du fertile comté de Kent.

Rochester, ville active et riche, est le port où s'arrêtent les navires qui remontent cette rivière.

PORTS D'ENREGISTREMENT DES NAVIRES SUR LA RIVE DROITE DE LA TAMISE.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES en 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Deal	34	2,117	17	314	5,037
Ramsgate	248	4,966	165	6,536	68,857
Faversham			290	13,215	150,805
Rochester	392	19,828	392	19,462	236,308
TOTAUX	674	26,911	864	39,527	461,007

Immédiatement au-dessous de Rochester, sur la droite de la Medway, s'élève la ville de *Chatham;* son arsenal est le plus important de tous après Portsmouth et Plymouth. Il ne convient guère qu'à des constructions navales, parce que la rivière, à raison de ses bas-fonds, empêche les vaisseaux d'être armés en face de l'arsenal : c'est plus bas qu'ils sont mouillés.

En 1821, le célèbre Sir John Rennie, dont nous admirerons les travaux en Angleterre, en Écosse, en Irlande, Sir J. Rennie, par un plan remarquable, remédiait à ces imperfections. En avant de Chatham, à la gorge d'un méandre de la Medway, il ouvrait un large et profond canal éclusé, dont il faisait un dock militaire. Les déblais lui servaient pour exhausser, assainir les marais adjacents

et donner à la marine un terrain précieux. Enfin, les vaisseaux de guerre auraient été constamment à flot dans l'eau tranquille du canal. L'amirauté n'a pas réalisé cet heureux projet.

Descendons la Medway. En approchant de l'embouchure, nous trouvons une partie de rivière, longue d'une lieue, large, profonde; pendant la guerre, on peut y mouiller une flotte de haut bord.

Au-dessous de ce havre, à droite, est l'île de Sheppey, que longe au nord la Tamise. Dès le commencement du XVIII[e] siècle, on avait établi sur cette île des ateliers de radoub à l'angle formé par les deux rivières : c'était *Sheerness*. Les formes de radoub étaient d'anciennes carènes coulées bas; d'autres carènes, aussi coulées bas, servaient de magasins et d'ateliers. On peut juger combien cent ans plus tard, à Sheerness, tout était vieux et décrépit.

En 1805, grâce à Nelson, l'Angleterre n'a plus rien à redouter sur les mers. Néanmoins, dès 1806, un comité du Parlement est institué *pour la révision des affaires navales*. Il cherche partout à perfectionner, à fortifier les établissements de la marine militaire; il réclame la rénovation, l'agrandissement de Sheerness.

John Rennie et son ami Joseph Whidbey, le compagnon intelligent des voyages de Vancouver, proposent leurs vues. En 1813, quoique la guerre évidemment touche à sa fin, Rennie reçoit l'ordre d'exécuter son plan définitif. Jamais la nature n'avait présenté de plus grands obstacles. On avait à bâtir sur un fond de vase et de sable mouvant; on allait chercher à d'énormes profondeurs le terrain résistant pour enfoncer des pilotis, il fallait exécuter des batardeaux faisant face à la marée, et dans des proportions gigantesques. Sur les pilotis, on bâtissait les quais extérieurs, en

granite d'Écosse et de Cornouailles. A l'intérieur, on construisait un bassin de flot et trois formes de radoubs, non plus pour de petits navires, mais pour des vaisseaux de 120 canons. On consolidait le sol entier de l'arsenal, afin d'ériger en maçonnerie durable l'ensemble des édifices exigés par le service. Dès 1830, les travaux étaient finis; ils n'avaient coûté que 26,292,050 francs. Ils sont un chef-d'œuvre d'architecture hydraulique.

En admirant l'énergie que met l'amirauté de l'Angleterre pour exécuter des entreprises aussi difficiles, avec un tel esprit de hardiesse et d'activité, on se tromperait si l'on croyait qu'elle accepte toujours les projets dignes de la grandeur britannique.

Nous remontons la Tamise et nous doublons le petit port de *Gravesend*. Une lieue plus haut, le fleuve incline vers le nord, puis revient au sud en formant une presqu'île basse et marécageuse d'environ 300 hectares de superficie : c'est *Northfleet*.

Lorsqu'en 1806 J. Rennie fut consulté sur tous les établissements de la marine militaire, il proposa de prime abord d'abandonner les arsenaux insuffisants, incomplets, existants sur les rives de la Medway comme sur celles de la Tamise; il proposa d'y substituer un grand arsenal qu'il créait à Northfleet. Son plan était simple, régulier, grandiose, et surpassait à tous égards les établissements antérieurs[1].

Ce plan séduit!.... On achète le terrain nécessaire au nouvel établissement.

Le grand ingénieur proposait un bassin couvrant 30 hectares et pouvant recevoir des vaisseaux à trois ponts. On

[1] Le rapport de Rennie est de 1807; il se trouve reproduit dans le *Traité des rades et des ports* que son fils a publié (2 vol. in-folio, 1852).

eût débouché de deux côtés par des avant-bassins dans la Tamise; 8 formes de radoub et 8 cales de construction eussent bordé le bassin; enfin, l'exécution de ces travaux et de l'arsenal tout entier n'aurait pas coûté plus de cent millions. Les Anglais ont reculé devant ce chiffre, qui leur eût épargné de nombreuses et graves dépenses faites plus tard pour obtenir de moindres résultats.

Passons : remontons toujours la Tamise. Nous trouvons sur la même rive droite *Woolwich*, avec ses deux arsenaux de la marine et de la guerre. Le premier est médiocre et secondaire. Le second, unique en son genre, est admirable de grandeur et de richesse; il appartient au département de l'Ordonnance, Artillerie et Génie militaire.

Entre Woolwich et Deptford on voit *Greenwich*. Le palais des Stuarts est devenu pour les marins l'*Hôtel des Invalides;* et le pavillon qu'habita la fille de Henri IV, la magnanime Henriette, immortalisée par Bossuet, ce pavillon sert aujourd'hui pour élever les orphelines des marins morts dans les combats.

A nos yeux, Greenwich est avant tout remarquable pour son observatoire, où pendant deux siècles, depuis les Flamstead jusqu'aux Airy, d'illustres astronomes ont fait et font encore de si grandes découvertes. C'est à partir du méridien de Greenwich que les Anglais comptent les degrés de longitude, comme nous les comptons à partir du méridien de Paris.

Au-dessus de Greenwich est *Deptford*, dont l'arsenal maritime est bien inférieur à celui de Woolwich; puis le grand établissement des vivres de la marine.

A peine avons-nous quitté Greenwich et Deptford, nous abordons le plus grand port du monde : nous touchons à Londres.

Les trois villes de Londres.

Pour donner aux lecteurs français une juste idée de Londres, au degré de richesse, de grandeur et de lumières où l'ont portée les prospérités, les découvertes et les conquêtes britanniques, voici ce que je leur dirai : Supposez que la capitale d'un empire immense égale en superficie les deux tiers du département de la Seine. Supposez qu'elle possède un peuple aussi nombreux que les cinq départements de cette Normandie suffisante, il y a huit siècles, pour conquérir l'Angleterre. Imaginez cette myriade urbaine développée sur les deux rives d'un fleuve qui porte des vaisseaux de première grandeur jusqu'aux bassins artificiels de sa partie maritime. Imaginez les navires de tous pays, mouillés en ordre à partir du dernier pont, disposés, comme une armée de géants, par rangées transversales qui se succèdent, à peu près sans intervalle, dans une lieue de longueur; imaginez que la vaste largeur du fleuve laisse néanmoins, au milieu de la flotte marchande ainsi coordonnée, un libre espace sillonné par les bâtiments, soit à vapeur, soit à voiles, qui circulent entre l'Angleterre et toutes les parties du monde. Pour suppléer à l'insuffisance de ce grand port naturel, concevez cinq groupes de bassins, de docks, qui reçoivent les bâtiments spéciaux du commerce des Indes orientales, des Indes occidentales et d'autres sources distinctes de navigation. Représentez-vous, par ce moyen, une surface d'eaux immuables, soustraite à l'inégalité des marées, et presque égale à la superficie du Champ-de-Mars. Concevez autour de ces bassins des établissements, des magasins et des ateliers pour la construction, pour le gréement et l'armement des navires du commerce et de la guerre. Enfin, au

voisinage, imaginez une infinité d'industries qui manquent à Paris et dont Paris n'a pas seulement l'idée. Telle est la *ville maritime*, que prolongent, comme trois faubourgs contigus, les hospices, les ports, les villes et les arsenaux de Greenwich, de Deptford et de Woolwich.

Immédiatement au-dessus de cette capitale de la mer, en remontant la Tamise, nous trouvons : d'un côté, le faubourg du Sud, *Southwark;* de l'autre, la *Cité de Londres* proprement dite, avec l'infinie variété de ses ateliers urbains; avec ses brasseries colossales, qui suffisent à 3 millions de consommateurs; avec ses fabriques puissantes, mues par tant de machines à vapeur et chauffées, comme les foyers domestiques, par une telle masse de charbon fossile, que l'atmosphère en est assombrie pendant les trois quarts de l'année. Si l'on voulait obtenir par coupes réglées l'équivalent de cette houille en combustible végétal, il faudrait pour approvisionner Londres seul un royaume aussi grand que le Portugal, et tout couvert de forêts; la fumée perdue surpasse en chaleur, négligée jusqu'à ces derniers temps, les coupes réglées aussi de 500,000 hectares de bois. Avec les forces réunies du feu, de la vapeur et d'un million de bras, on donne la dernière main-d'œuvre à des quantités immenses de produits, destinés à Londres d'abord, puis à tous les peuples de l'univers : telle est la *ville-atelier*.

Tout à fait à l'occident, et nous dirons, en style de marin, au vent de l'atmosphère cyclopéenne, en dehors des ténèbres qui règnent pendant la sombre saison où prédominent les vents pluvieux de l'Atlantique, voici la *troisième cité :* c'est la cité des arts luxueux, celle de l'opulence et du plaisir, de l'aristocratie, du gouvernement et de la royauté. Elle étend au loin ses hôtels et ses monuments sur la gauche de la Tamise; elle est traversée, as-

sainie, embellie par une succession continue de parcs publics immenses, parsemés de rivières, de lacs, de prairies, avec des ombrages formés d'arbres plus que séculaires. Sur le bord du fleuve impérial l'œil est ébloui par les splendeurs sans exemple d'un nouveau palais du Parlement, reconstruit à neuf sur les débris incendiés du palais antique : 70 millions de francs n'auront pas suffi pour ce monument. Il est bâti, décoré, suivant le goût d'une architecture empruntée à la conquête des Normands, dans ce pays où le respect des traditions, qui s'ajoute à celui des lois et des mœurs antiques, prépare et garantit la longévité des mœurs et des lois présentes. Tout à côté, voici la basilique autrefois romaine du *Monastère de l'ouest*, laissée debout malgré la réformation; là sont déposées les cendres dés grands hommes des trois royaumes, richesse morale et religieuse d'un peuple illustre. Elles sont réunies avec orgueil dans ce temple de *Westminster*, pour honorer, pour immortaliser la cité parlementaire, qui fleurit par les lois et la liberté, par la gloire et par l'éloquence.

Tel est l'ensemble majestueux de la capitale d'un empire où 170 millions de sujets ont à peine assez de navires pour suffire aux consommations et au commerce croissants d'une accumulation de 2,500,000 habitants.

Depuis trois siècles, les sciences, les lettres et les arts fleurissent dans la cité qu'ont illustrée tour à tour les Newton et les Davy, les Shakspeare et les Milton; un Christophe Wren, qui conçut, qui bâtit Saint-Paul de Londres; un John Rennie, qui, de nos jours, a construit sur la Tamise des ponts en granite[1], en fer[2], dignes du

[1] Waterloo bridge.
[2] Southwark bridge.

monument religieux d'architecture classique le plus grand, le plus beau de tous après Saint-Pierre de Rome.

Puissance productive de la presse, à Londres.

Londres est la ville du monde où la presse a la plus grande puissance productive pour les sciences, pour les lettres et pour les arts. De simples associations, par exemple, la Société biblique, étonnent par le nombre des volumes qu'elles publient.

La presse est pour l'industrie un grand élément de succès; elle sert prodigieusement le commerce, au moyen d'annonces qu'on varie sous mille formes et qu'on répète chaque jour.

Un peuple trafiquant par excellence doit être le plus avide d'informations régulières et de publicité quotidienne. La progression de ses journaux dans les deux demi-siècles qui viennent de s'écouler frappera tout observateur; leur publication *double* dans le premier et *quintuple* dans le second. Citons les nombres effectifs :

JOURNAUX PUBLIÉS.	NOMBRES TOTAUX.	PAR MILLION D'HABITANTS.
En 1751	7,412,575	1,000,000
En 1801	16,085,085	1,600,000
En 1851	95,000,000	4,520,000

Faisons connaître les résultats de la plus grande force productive que la mécanique ait encore obtenue pour l'impression typographique.

Le problème était de suffire aux besoins du journal le

plus considérable et le plus répandu de tous : son débit actuel n'est pas moindre de 60,000 doubles feuilles chaque jour, et chaque numéro contient plus de 500,000 caractères, c'est-à-dire autant que 400 pages de ce volume.

Il a fallu que les progrès de l'invention mécanique marchassent de pair avec la fortune accélérée du *Times*.

Par un premier perfectionnement, avec une même *forme* de caractères, au lieu de 250 feuilles imprimées dans une heure, on en obtient 1,800. *Ce résultat inaugure la paix :* il est de 1814. Treize ans après, devient nécessaire un nouveau progrès; on l'obtient : on imprime avec une seule forme 4,000 feuilles par heure. Dix-huit ans plus tard, il n'est pas moins urgent d'obtenir un troisième progrès. On y parvient : on place les caractères sur le contour d'un énorme cylindre vertical, que la vapeur fait tourner sans cesse; la même puissance entraîne huit cylindres compresseurs qui conduisent à la fois huit feuilles de papier : cela suffit pour imprimer, *au minimum*, 10,000 feuilles à l'heure. On tire ainsi quarante fois, par la force automatique, ce qu'en 1814 on tirait à la main d'une forme de caractères. Un tiers de siècle suffit à ce grand résultat.

Telle était la difficulté des conditions mises à décerner les médailles du premier ordre au concours universel, que M. *Applegath*, l'auteur de ces merveilleux perfectionnements, n'a vu ses machines les plus parfaites récompensées que par une médaille de *seconde classe*.

Non-seulement l'entreprise commerciale du *Times* parvient à suffire aux demandes du public; elle ne veut rien négliger pour les accroître : il lui faut avant tout le *crédit*, dans le plus noble sens du terme. La condition de succès est qu'aucun trésor, aucune puissance ne la puisse intimider ni marchander; c'est elle qui rétribue, et qui fait trembler. Elle

est la plus rude expression de la force, des lumières, des préjugés et de la passion chez la nation qui prend le taureau, le *Bull*, pour emblème. Il avance, il recule, il se détourne dans l'arène, selon le vœu du gros des Anglais; ceux-ci, le voyant changer comme eux, aussi souvent qu'eux, toujours avec eux, l'admirent pour sa constance et le suivraient au bout du monde: c'est du *Times* que je parle. En quelque lieu de la terre où les grands événements se préparent, un envoyé du puissant journal accourt, afin d'en être le témoin et le premier narrateur. Voyez la Crimée! Les autorités d'Angleterre, de France et de Russie n'ont eu ni la palme ni la primeur des récits: le vainqueur, c'est le *Times*. C'est lui qui peint avec une incroyable énergie l'Alma, bataille toute moderne; Inkermann, bataille de l'antiquité pour le mélange des masses et pour le heurt à l'arme blanche; et Balaclava! ce combat du moyen âge, où les cavaliers, disons mieux, les chevaliers d'Angleterre marchent à la mort certaine, comme si leur Richard Cœur de Lion était le juge du camp! On voit les lieux, on suit les chefs, on lutte avec les soldats. C'est tour à tour du Jomini, du Polybe et du Froissart. Mais voici qu'après la victoire des héros vient la victoire du climat. Notre XXIII[e] bulletin, dans l'hiver de 1812, n'était pas plus sombre ni plus vrai que le tableau de cette armée britannique qui périt sur ses lauriers, de faim, de froid, de nudité, et d'insuffisance administrative, à trois lieues de ses ressources! Ici reparaît le commerçant observateur : il voudrait mettre au rabais l'approvisionnement sur place, et presque le commandement; il voudrait que les plus fameux industriels entretinssent à prix fixe l'armée, pour prendre à jour fixe Sébastopol. Le Provéditeur de la presse et du populaire remplace, au XIX[e] siècle, ces Provéditeurs de l'aristocratie vénitienne qui jugeaient tout

bas sur le champ de bataille, en ajournant au Pont des Soupirs les Condottieri soupçonnés. C'est, au contraire, à la classe gouvernante et privilégiée que s'attaque le *Times* avec exaspération, je dirais presque avec furie. C'est le pouvoir qu'il bat en brèche; ce sont les grands, les riches, les dominateurs, qu'il traîne aux gémonies, sans s'inquiéter si sa voix n'encourage pas la nation ennemie et n'ébranle pas l'édifice de l'État. Voilà la force agitante, passionnée, immense, que je tenais à mesurer et qui ressort d'une entreprise de commerce typographique, dans la cité du commerce par excellence.

Après ce coup d'œil dirigé vers l'industrie de la presse périodique, vers sa force productive, ses combats et ses tempêtes, reposons nos regards sur un spectacle paisible et sublime : le spectacle de la science, ambitieuse seulement de reculer ses limites dans l'intérêt du genre humain. L'un de ses plus nobles sanctuaires se présente à notre culte.

Travaux de la Société Royale de Londres.

La *Société Royale de Londres*, protégée mais libre, compte dans son sein tous les Anglais qui cultivent avec quelque distinction les sciences exactes, les sciences naturelles et leurs applications utiles aux arts. Depuis la présidence de Newton, c'est-à-dire depuis la mort de cet immortel géomètre, les sciences mathématiques n'ont plus été représentées en Angleterre par des génies du premier ordre; mais les sciences d'observation, les sciences naturelles et leurs applications n'ont pas cessé d'être cultivées par des hommes illustres, qui conservent à la grande institution son rang parmi les académies le plus justement célèbres du monde civilisé. Disons quel-

ques mots de ses travaux modernes; ils nous donneront la mesure du génie de l'Angleterre.

A l'aurore du XIXe siècle, brillait encore dans toute la force du talent William Herschell, naturalisé sur le sol britannique par l'amitié de Georges III et placé près du souverain dans l'observatoire de Windsor. Là, ce grand astronome a découvert la première planète que les hommes n'eussent pas connue dès l'antiquité. Avec les instruments qu'il a construits, et dont la puissance est sans égale, Herschell interroge le ciel à des profondeurs dont les savants n'avaient avant lui nulle idée. Il échelonne, il étage, pour ainsi dire, ces myriades de mondes solaires, si variés dans leurs aspects, dans leurs groupes, dans leur éloignement certain de la terre. Il recule ainsi les bornes de l'univers bien au delà des limites qu'avaient rêvées les imaginations les plus hardies.

Le fils d'Herschell, exilé volontaire, ira passer plusieurs années du XIXe siècle auprès du cap des Tempêtes, dans un autre hémisphère, pour observer un autre ciel. De l'observatoire ultra-marin qu'il a fondé sortira la mesure de la distance entre la terre et l'étoile la plus voisine; il ne faut pas moins de trois ans et six mois à la lumière pour venir d'elle jusqu'à nous, et la distance parcourue s'élève à 225,916 fois les trente-quatre millions de lieues qui nous séparent du soleil.

A côté des plus sublimes recherches sur la grandeur et le peuplement stellaire de la sphère céleste, ne craignons point de placer un simple bienfait de l'humanité.

Avec une admirable sagacité le docteur Jenner découvre et fait adopter à ses concitoyens un mode nouveau de conjurer l'épidémie si souvent mortelle de la petite vérole, et l'opération qu'il enseigne est simple, facile et sans danger. La vaccine a pris date parmi les plus rares bienfaits de la

science dans l'année qui précède le XIX° siècle. En moins d'une génération, la pratique s'en est répandue chez tous les peuples éclairés; les peuples qui ne sont pas en état de comprendre nos idées ont compris notre puissance, en recevant de nous un moyen qui sauve la vie de leurs enfants.

Pour payer la dette des nations, le Parlement d'Angleterre décerne près d'un million de francs à Jenner, comme il l'aurait voté pour des généraux, des amiraux victorieux : la victoire, ici, marque sa grandeur par les existences sauvées.

La chimie pneumatique semblait avoir épuisé les merveilles de la science moderne, lorsqu'un digne successeur des Cavendish et des Priestley, des Lavoisier et des Berthollet, Sir Humphrey Davy fait servir la pile de Volta pour décomposer des corps que l'on croyait indécomposables : ce sont, en premier lieu, les alcalis fixes et bientôt après les terres pures. Avec le secours de l'électricité voltaïque, il en dégage l'oxygène; aussitôt la base de ces corps prend place au nombre des métaux. Le *sodium*, le *potassium*, le *calcium*, offrent à la science des substances que caractérisent des propriétés remarquables, et dont quelque jour s'emparera l'industrie.

C'est au milieu d'une guerre implacable que paraît la découverte de Davy; Napoléon, préjugeant l'avenir, avait offert un prix vraiment digne de lui pour récompenser toute grande invention conséquente à celle de Volta. L'Institut de France était juge; écartant l'idée de la haine issue des combats, il couronne l'Anglais Humphrey Davy, comme il l'aurait couronné dans le calme de la paix et dans l'harmonie d'une concorde universelle.

La Société Royale de Londres ne reste pas en arrière de cette équité magnanime. Aussitôt que Malus a décou-

vert une loi de la lumière que Newton n'a pas soupçonnée, la médaille d'or de la Société traverse le détroit pour honorer à la fois le savant français et les donateurs britanniques.

Un autre succès, un de ceux que nous citons de préférence, ajoute un reflet plus cher et plus doux à la renommée de Davy. Le savant a découvert qu'un léger tissu métallique, en permettant que la lumière passe à travers les interstices, arrête au passage le plus subtil et le plus inflammable des gaz. Il enferme la lumière dans cette enveloppe à deux fins opposées : c'est la *lampe de sûreté.* Elle garantit les travailleurs contre des explosions ordinairement mortelles. De telles explosions portaient l'incendie dans les mines de combustible et produisaient des dommages trop souvent irréparables; ces dommages n'auront plus lieu. Lorsque Sir Humphrey Davy fut nommé président perpétuel de la Société Royale, les propriétaires des mines du comté houiller de Durham et les citoyens de Newcastle se réunirent, afin de lui présenter un magnifique service d'orfévrerie; ils y joignirent un plus beau tribut, les remercîments de tout le peuple des mines pour la vie des hommes déjà sauvés et des hommes qui seront sauvés dans l'avenir.

Les autres découvertes dues à des membres illustres de la Société Royale, importantes au point de vue de la science et de l'industrie, en physique, en chimie, en optique et dans toutes les sciences naturelles, ces découvertes obtiendront à leur tour des conséquences, des applications précieuses pour l'humanité.

Au sujet des arts qui sont l'objet plus particulier de nos études, la Société Royale a compté, elle compte encore parmi ses membres les savants et les artistes éminents à qui sont dues les applications merveilleuses de

la mécanique aux ponts suspendus, aux ponts-tubes, aux chemins de fer, aux locomotives, à la télégraphie électrique, etc.

L'Écosse a fini par revendiquer James Watt; mais l'Angleterre a commencé par l'adopter, et la Société Royale par le compter entre ses plus illustres membres.

C'est un élève de Watt, c'est Murdoch qui, le premier, a consigné dans les *Transactions philosophiques de la Société Royale de Londres* les procédés et l'économie du nouvel éclairage essayé dans Manchester et fourni par le gaz extrait de la houille. Le XIXe siècle a vu cette application, si précieuse pour les cités, les grandes manufactures et jusqu'aux simples ménages, propagée dans les moindres villes des trois royaumes, et de là sur le continent européen, d'où la découverte était partie.

Un membre de la Société Royale, sir William Snow Harris, complétant pour la marine le bienfait de Franklin, a conçu le seul système, à la fois sûr et parfait, propre à conduire la foudre, depuis la sommité des mâts jusqu'à la mer, à travers les ponts et la carène, dans tous les cas et par tous les temps.

Les Thomas Young, les Brewster, les Faraday, les Wheatstone, ont rivalisé, par leurs découvertes sur les propriétés et sur les applications de la lumière et de la force électro-magnétique, avec les Malus, les Fresnel, les Œrsted et les Arago.

Dalton, célèbre physicien de Manchester, est l'émule de Gay-Lussac dans ses recherches et dans ses inventions sur les gaz et la loi de leurs tensions.

Je m'arrête : je ne fais qu'indiquer ici quelques sommités des découvertes atteintes, durant le XIXe siècle, par les membres les plus éminents de la Société Royale. Des sciences nouvelles, des arts auparavant inconnus, ont été

le fruit de ces travaux, et nous aurons à signaler partout les progrès et le bienfait des mêmes arts.

Succès artistiques et scientifiques de Londres, en 1851.

Apprécions, pour Londres même, les résultats de l'alliance que nous venons de signaler entre les hautes conceptions du génie et les services qu'elles rendent aux populations.

Animés par un esprit libéral et généreux, les Jurés internationaux empruntés pour l'Angleterre à la Société Royale et pour notre patrie à l'Institut de France ont réuni leurs efforts afin qu'on rendît justice aux industries artistiques ou scientifiques de Londres. Voyez à quelle place magnifique la capitale de l'empire britannique est élevée dans le Concours universel! Elle reçoit, l'aurait-on pu croire d'avance, en récompenses de premier ordre, une part égale à celle de toutes les nations, la France et l'Angleterre exceptées!

Récompenses de premier ordre obtenues en 1851.

Par les exposants de Londres...............	33
Par ceux de l'univers, autres que les Français et les Anglais..................................	33

De là nous tirons cette conséquence propre à montrer l'éminence artistique et scientifique de Londres :

Population par récompense de premier ordre.

	Dans Londres.	Dans l'Univers, moins la France et l'Angleterre.
	71,564 habitants.	28,578,000 habitants.
Rapports :	1	399

Telle est l'inégalité que présentent les mérites supé-

rieurs. Je demande à présent si les marchands de la Grande-Bretagne montraient quelque prévoyance et quelque perspicacité dans leurs efforts incroyables pour s'opposer aux jugements, aux récompenses classées d'un concours universel qui produit de tels résultats, et quand ils regardaient comme un bonheur d'empêcher toute mesure d'inégalité qui devait être à ce point glorieuse pour leur patrie?

Cette population de Londres, qui surpasse de si loin un si grand nombre de nations par ses succès dans les sciences et les arts appliqués au commerce, à l'industrie, sa croissance numérique pendant le demi-siècle objet de notre étude, est d'une constance vraiment digne d'être observée et méditée. Une constance pareille montre la puissance et la régularité des causes auxquelles il faut rapporter un tel progrès.

RECENSEMENTS OFFICIELS DE LONDRES, AU XIX[e] SIÈCLE,

ANNÉES.	POPULATION DE LONDRES.	ACCROISSEMENT ANNUEL par million d'habitants.
1801	958,863	
		18,090
1811	1,138,815	
		19,359
1821	1,378,497	
		18,415
1831	1,654,994	
		16,453
1841	1,948,360	
		19,422
1851	2,361,640	
1901?	5,816,608	18,191

Si vous supposez, ce qui paraît naturel, que l'accroisse-

ment de Londres suive la même loi progressive dans la dernière moitié du siècle que dans la première, vous trouverez que, dans l'année 1901, Londres comptera 5 millions 816,000 habitants; elle égalera Pékin, la capitale d'un peuple de 360 millions d'habitants. Qui peut dire ce qu'alors sera la puissance industrielle et maritime d'une aussi grande cité?

Le port de Londres.

Revenons au *port de Londres*. Le croira-t-on? jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, les Anglais n'avaient encore rien accompli pour ajouter les œuvres de l'art au présent inappréciable que leur avait fait la Providence en leur donnant la Tamise.

Ils avaient laissé la nature régler elle-même le cours du fleuve et ses vastes méandres. Nulle part une police intelligente n'avait réglé la voie publique le long de ses bords. Chaque particulier avait plus ou moins empiété sur le rivage, soit par des débarcadères, soit par maisons érigées sur pilotis. Des alluvions de vase et d'immondices malsaines et nauséabondes étaient découvertes, sur de larges espaces, à chaque basse marée.

Les navires mouillés par rangées, des deux côtés du fleuve, étaient sujets à des déprédations incroyables. Les abus, les crimes, étaient au comble à la fin du siècle dernier. C'est à de semblables excès qu'on a dû l'entreprise des travaux dont nous donnerons une idée; ils ont changé l'aspect du port de Londres.

On a douté, dans ces derniers temps, de la faculté d'organisation des forces britanniques enrégimentées; on n'en douterait pas si l'on reportait sa pensée sur ce qu'ont pu, vers la fin du siècle dernier, d'obscurs malfaiteurs. Ils

avaient appliqué la division du travail et l'embrigadement à la spoliation systématique des richesses que la navigation accumulait dans le port de Londres. Une première classe était chargée de recéler les objets dérobés. Elle n'était pas apparente; elle était censée ne rien recevoir que par voie d'achat, et ses livres de comptes étaient parfaitement réguliers. Une autre classe de travailleurs, servant à terre, était chargée de faire disparaître les objets soustraits à bord des navires et débarqués par des bateliers appropriés aux mouvements sur le fleuve. Des catégories spéciales d'ouvriers, tonneliers, layetiers, serruriers, etc., étaient destinées, en nombres déterminés, pour exploiter les navires, invisiblement visités et désignés par les spoliateurs en chef. A des heures assignées pour chaque nuit, l'œuvre s'accomplissait avec un ordre incroyable, sous la protection des ténèbres, et le succès couronnait presque toujours cette savante stratégie de la spoliation.

Afin qu'on ne croie pas à l'exagération de ces faits, constatés dans l'ouvrage important d'un magistrat de la police de Londres[1], je me contenterai de citer le résultat d'une enquête sérieuse. On a trouvé qu'en trois ans, de 1799 à 1801, les déprédations opérées sur la Tamise n'avaient pas été moindres de 1,214,600 livres sterlings, somme qui vaudrait aujourd'hui plus de 30 millions de francs. Il a fallu de telles pertes pour qu'on entreprît les travaux dont nous allons donner l'idée.

Les docks du port de Londres.

On a formé presque en même temps trois associations

[1] Colquhoun, *sur la police de la métropole* (Londres), in-4°.

financières, afin de construire trois systèmes de docks destinés à trois commerces spéciaux, et qui souffraient le plus des déprédations dont nous venons d'offrir la mesure.

Le 20 juin 1800, un acte du Parlement autorisait la construction des *London-docks*, les plus voisins de la Cité qu'on ait construits à cette époque. Ils offrent un port complet, où des bassins, à niveau presque constant, tiennent à flot des navires et sont bordés d'immenses magasins : le tout clos de murs infranchissables. Ces docks jouissent du *droit d'entrepôt réel* : ils recevaient, par privilége, des produits européens, tels que les vins, les tabacs, les riz, etc. Le capital primitif de l'association créatrice de ce monument était de 30 millions de francs, avec faculté de l'élever à 35. En moins d'un demi-siècle, ce capital a fini par atteindre à la somme de *cent millions*.

Le dock et son avant-bassin présentent 11 hectares de superficie aquatique; les magasins, les hangars et les quais occupent 33 autres hectares.

C'est au célèbre ingénieur J. Rennie qu'on doit les plans et l'exécution des travaux.

Dès l'année 1799, une autre association s'était formée pour établir, un peu plus bas que l'établissement dont nous venons d'offrir une idée, les docks consacrés aux produits coloniaux de l'Amérique : ce sont les *docks des Indes occidentales*. Ici l'on n'était plus gêné par les édifices urbains de Londres. On se plaçait sur un terrain libre, à la gorge d'une presqu'île dont le sommet se trouve en face de Deptford et de Greenwich.

Pour donner aux personnes du continent qui n'ont pas visité Londres, et qui connaissent notre capitale, une idée sensible de la grandeur des docks des Indes occidentales, je prendrai l'objet de mes comparaisons dans le quartier de Paris le plus brillant et le plus admiré. Imaginons

une compagnie de négociants qui soit propriétaire d'un terrain aussi vaste que le jardin des Tuileries et la place de la Concorde. Concevons que les hôtels latéraux de la rue de Rivoli, du ministère de la marine et de l'ancien garde-meuble de la couronne ne forment qu'un seul magasin, et que la moitié du palais soit ajoutée comme appendice à cet entrepôt. Creusons un premier bassin depuis le pavillon Marsan jusqu'aux Champs-Élysées et depuis la rue de Rivoli, transformée en large quai, jusqu'à la grande allée des Tuileries, dans une largeur de 152 mètres et demi. Ensuite, parallèlement à la terrasse du Bord de l'eau, creusons un second bassin, aussi long mais moins large d'un cinquième que le premier. Entre ces deux bassins, remplis de vaisseaux dont le port moyen soit de 300 tonneaux, élevons encore d'immenses magasins et des hangars, les uns en bois, les autres en fer, pour le service de ce double port artificiel. Enfin, regardons la Seine comme un canal également artificiel, qui joigne au-dessus du pont des Arts, au-dessous du pont Louis XVI, un fleuve trois fois plus large communiquant par les avant-bassins avec les deux extrémités des docks, et traversant dans toute la longueur une capitale de 2,400,000 âmes..... Alors nous aurons l'idée d'un seul des établissements maritimes accessoires au port de Londres. Or, il y en a cinq du même genre.

Les plans et la construction des docks des Indes occidentales sont l'œuvre de William Jessop; un tel monument perpétuera sa mémoire.

Le troisième établissement, celui des *docks des Indes orientales* n'a reçu qu'en juillet 1800 l'autorisation législative. Il est la propriété d'une association qu'il faut se garder de confondre avec la compagnie dominatrice des Indes orientales, quoique les actionnaires des deux asso-

ciations aient été généralement les mêmes dans le principe.

C'étaient surtout les produits si précieux des Grandes Indes, les soieries, les mousselines, les élégants tissus de coton, les cachemires, les aromates, qu'il fallait mettre à l'abri des déprédations dont nous avons signalé la hideuse étendue. La richesse même des cargaisons permet d'effectuer le commerce des Indes orientales avec beaucoup moins de navires qu'on n'en affecte au commerce des Indes occidentales; ils n'exigent pas des bassins aussi spacieux, et 12 hectares suffisent à la totalité de l'établissement. Les navires ayant un très-fort tonnage, il a fallu plus de profondeur d'eau et des portes d'écluse de plus grandes dimensions. Ces portes, en fer, comme celles des deux autres docks, étaient un progrès dans l'art de couler, de forger et d'assembler ce métal, d'après des proportions jusqu'alors sans exemple.

Je n'ai jusqu'ici donné l'idée que de la grandeur d'établissements si vastes que, transportés dans l'antiquité, Tyr, Syracuse ou Carthage auraient pu les prendre pour leur port tout entier. Il faut maintenant les montrer peuplés, animés, fécondés par l'activité calme, impassible, incessante, des travailleurs britanniques, secondés, par les forces de l'art et de la nature. La mer monte; elle est presque étale; et déjà sont manœuvrées, à des issues différentes, les portes d'écluse pour la sortie et pour l'entrée des navires : des portes monstres qui, pour les docks des Indes orientales, suffiront au passage de ces bâtiments de 1,500 tonneaux que les Anglais, par la métaphore la plus hardie, appellent leurs hommes des Indes, leurs *Indiamen;* ces Briarées de la mer, qui manœuvrent avec des bras et des mains composés de mâts et de voiles, avec un timon qui transmet l'intelligence. Les grandes

et doubles portes de nos basiliques ne peuvent pas se comparer aux portes tour à tour immergées, émergées, des docks. Leurs battants en fer tournent sur des arbres de fonte, dans le creux desquels un travailleur peut descendre; l'extrémité mobile roule ou plutôt glisse sur des rouleaux qui parcourent des voies de fer circulaires, sous la profondeur des eaux. Ces grands mouvements s'opèrent par la traction de chaînes invisibles.

Le bâtiment marchand introduit dans le dock des débarquements vient prendre place au lieu vacant, parmi les rangées parallèles de navires qui bordent les immenses quais, et qui, leurs cargaisons enlevées, passeront à leur tour dans le bassin des chargements. A l'équipage appartient d'extraire de la cale les marchandises, puis d'attacher les ballots et les tonneaux à la chaîne d'une grue : cette grue va les poser sur des chariots que roulent, avec une incroyable vitesse, les hommes de peine, les forts des docks. Le transport s'opère sur des plaques de fer et sur des dalles de granite poli, sans beaucoup plus de résistance que sur des chemins de fer. Les chargements arrivent ainsi par la ligne la plus courte au pied des vastes magasins.

Là, des cordages munis de grappins les saisissent et les élèvent avec une rapidité qui n'est surpassée que par les mouvements contraires, quand il faut redescendre les marchandises; alors on lâche absolument la corde, et le fardeau se précipite avec l'impulsion accélérée de sa pesanteur. Dès que la masse est au moment de toucher le sol et près de se briser par la force acquise, la main d'un observateur attentif pèse sur un frein inaperçu; elle paralyse la puissance accumulée du corps grave ainsi précipité, qui tout à coup devient immobile. L'instant d'après on lâche en douceur ce frein si puissant, et de lui-même le chargement se pose sur la plate-forme d'un nouveau chariot, pour être con-

duit à la destination ultérieure qu'assignera le commerce. Des manœuvres particulières font descendre et remonter les tonneaux pleins de liquides précieux dans des caves où l'on peut arrimer avec ordre jusqu'à quarante mille tonnes de rhum ou de vin de Madère : c'est la halle aux vins de Paris posée sous le magasin des Indes.

Dans les docks des Indes occidentales, on décharge d'énormes arbres d'acajou qui pourraient suffire à l'ébénisterie de l'Europe entière. Ces masses sont manœuvrées avec un art que, trente ans plus tard, ont adopté nos chemins de fer pour charger et décharger des diligences entières portant tous leurs voyageurs. Qu'on imagine un immense hangar, avec des voies de fer qui mènent du quai jusqu'à l'alignement des piles auxquelles il sert d'abri. Qu'on imagine, à 15 ou 20 mètres de hauteur, une voie de fer aérienne posée sur des poutres longitudinales, et perpendiculaire à la direction des mêmes piles, sur l'aplomb de leur milieu. Avec un treuil que terminent des chaînes armées de crampons, on saisit l'énorme masse d'acajou sur le chariot inférieur qui l'apporte du navire. On l'élève à la hauteur d'une pile en formation; puis on fait voyager le chariot supérieur, qui tient la masse d'acajou suspendue et qui la conduit à l'aplomb de la pile, pour la laisser descendre doucement à la position qu'elle devra garder. Des opérations inverses et non moins faciles servent à l'enlèvement des blocs d'acajou dont le commerce réclamera la sortie. C'est au célèbre J. Rennie qu'on doit l'innovation de ce système et la construction du beau hangar dans lequel on en fait usage.

Tel est, en définitive, le caractère des grands établissements dont nous offrons l'idée : la force partout soumise à l'intelligence; les résistances réduites à leur moindre expression; chaque résultat assigné pour le travail atteignant

le maximum de son effet; une multitude d'ouvriers, les gardiens, les commis d'emmagasinage, tous à leur mission active ou passive, sans distraction, sans cris, sans une parole perdue. Voilà le spectacle d'un dock complet et clos de toutes parts, tel que la Grande-Bretagne n'en avait pas même eu l'idée avant l'année 1800.

Ce système combiné de la discipline, de l'activité, du silence et de l'ordre, pareil à celui qu'un supérieur de chartreux obtiendrait s'il transformait en ateliers ses plus vastes cloîtres, ce système, que nous verrons introduit par Arkwright dans les grandes manufactures dont il a créé le modèle, je l'ai retrouvé partout propagé, dans les fabriques des genres les plus divers, dans les principaux établissements publics, dans les arsenaux de terre et de mer, sur les bâtiments de guerre et jusque sur ceux du commerce. Ce bel ordre règne à la douane, à la banque, à l'hôtel des Grandes Indes. L'organisation nationale s'y prêtait pour le sangfroid et pour l'absence des paroles inutiles; il s'y refusait par l'indépendance obstinée d'un peuple ivre d'orgueil d'être libre. Une volonté de fer l'a soumis à la règle du travail systématique; et lui, pareil au plus fier coursier dompté par l'art, il semble ramasser sa force, pour n'en rien perdre quand il veut charger à fond sur les obstacles à vaincre.

Voilà donc quel était le cachet, le type d'efficacité croissante, qui s'imposait de toutes parts à la force productive de la Grande-Bretagne, et qui conduisait à la perfection les grandes créations que nous venons de signaler, de 1800 à 1805.

Les priviléges des anciens docks expiraient en 1825; on en a profité pour construire immédiatement les nouveaux docks de Sainte-Catherine, tout près de la Tour de Londres. Au point de vue de l'art, ils offraient à vaincre

les plus grandes difficultés; elles ont été très-habilement surmontées par le célèbre Telford. Je me contente de citer les docks de la rive droite, assez nombreux, mais beaucoup moins importants que ceux de la rive gauche.

Quelle que soit la grandeur des établissements que nous venons d'énumérer, on les trouve insuffisants. Un acte du Parlement autorise la construction de nouveaux docks; ils seront si vastes, qu'ils surpasseront la superficie de tous ceux qu'on a créés depuis un demi-siècle. Ils occuperont la gorge de la presqu'île entre Deptford et Woolwich. Trois bassins consécutifs et rectangulaires offriront, perpendiculairement aux longs côtés, trente-six embarcadères avancés dans l'eau, abordables par leurs deux faces, pour qu'un plus grand nombre de navires puissent, sans perdre un moment, être chargés ou déchargés : cette disposition, vraiment nouvelle, sera pleine de grandeur et d'utilité.

Superficie des eaux dans les docks du port de Londres.

1° Docks de Sainte-Catherine................	4 hect. $\frac{1}{10}$
2° —— de Londres (*London-docks*)...........	11
3° —— des Indes occidentales..............	26
4° —— supplémentaires des Indes occidentales.	13
5° —— des Indes orientales...............	9
6° —— commerciaux (rive droite)...........	26
7° —— Victoria, votés par le Parlement......	111
Superficie artificielle ajoutée à la Tamise...	200 hect. $\frac{1}{10}$

Les premiers ports au nord de la Tamise.

Au nord de la Tamise se projette dans la mer un vaste pays bas qui comprend les comtés d'Essex, de Suffolk et de Norfolk.

Le voisinage de Londres ne permet pas que les 80 lieues de côtes qui bordent ces trois comtés présentent aucun grand port de commerce, et surtout de commerce extérieur. Le cabotage prédomine.

La population si nombreuse et surtout si riche de Londres est pour les côtes britanniques l'objet d'un intercours incessant, afin de l'approvisionner en céréales, en produits alimentaires de diverses natures, et surtout en combustible. Londres, à son tour, expédie par mer, tout le long du littoral, les produits de son industrie et les produits coloniaux, et ceux de l'Orient, dont cette ville est le grand marché central.

Le comté d'Essex rappelle le nom d'un des sept royaumes qui composèrent l'heptarchie saxonne : c'était le royaume des Saxons de l'est, des Est-Saxons.

Ce pays n'a pas de grandes manufactures. Sous le règne d'Élisabeth, lorsque Philippe II régnait en Espagne et que le duc d'Albe mettait à mort les protestants des Pays-Bas, beaucoup d'entre eux, adonnés à la filature, au tissage de la laine, franchirent le détroit; ils se réfugièrent dans un autre Pays-bas, en Essex. Leur industrie, pratiquée par ateliers de famille, s'était encore assez bien conservée vers la fin du XVIIIe siècle; mais elle n'a pu résister à la concurrence formidable des grandes manufactures érigées plus tard dans le nord et l'ouest du royaume [1].

Signalons, de 1801 à 1851, l'accroissement de la population dans la péninsule que nous commençons à parcourir :

Essex	15	p. 100.
Suffolk	57	
Norfolk	60	
Toute l'Angleterre	102	

[1] J'ai consulté le recensement de 1851, et j'ai trouvé que l'industrie de

Ce qu'il y a de très-remarquable, c'est que le comté dont la population s'est le moins accrue est un de ceux qui produisent les plus beaux froments et les orges exclusivement préférées dans les brasseries de Londres. Ce n'est pas pour ses habitants, mais pour la capitale, que l'Essex réserve ses meilleures subsistances.

Les parties basses et voisines de la mer avaient à la fois l'avantage d'offrir de magnifiques prairies et l'inconvénient de rendre les eaux saumâtres ou putrides; de nombreux puits artésiens, creusés à proximité des habitations, ont fait disparaître beaucoup de fièvres endémiques.

Les terres plus légères du Suffolk et surtout du Norfolk ont été l'objet des plus grands progrès agricoles dans le XVIIIe et dans le XIXe siècle; ils nous expliquent l'accroissement de leur population, beaucoup moins lent qu'en Essex. Des terrains immenses, auparavant en vaine pâture, ont été graduellement enclos et livrés à la culture; les turneps, introduits dans les assolements, ont fait disparaître les jachères et favorisé l'élève du bétail, etc..... Le Norfolk, par ce moyen, a pu demander à l'Écosse des bœufs maigres pour les engraisser et les envoyer à Londres; double commerce que favorise éminemment la vapeur appliquée à la navigation.

Le Suffolk, comme l'Essex, a perdu la majeure partie de son industrie des lainages. Le Norfolk a du moins retenu le travail de la soierie pure ou mélangée; *Norwich*, la capitale du comté, ville importante qui compte 68,195 habitants, reste le centre de cette industrie.

Il faut encore signaler les grands ateliers modernes consacrés à la construction des instruments aratoires; ils ont

la laine occupait seulement, en Essex, 30 ouvriers et 9 ouvrières âgées de vingt ans et plus. En vérité, ce n'est rien.

obtenu des récompenses remarquables à l'Exposition universelle. (Voyez le rapport de M. Moll, IX[e] Jury.)

Occupons-nous maintenant de l'industrie maritime.

PORTS ET NAVIRES DES TROIS COMTÉS ORIENTAUX.

PORTS.	ÉPOQUES COMPARÉES.				ENTRÉES ET SORTIES :
	1800.		1851.		1851.
	Navires.	Tonneaux.	Navires.	Tonneaux.	Tonneaux.
Maldon	178	5,498	158	7,800	131,728
Colchester	156	4,738	257	11,274	65,098
Harwich	137	7,127	117	6,235	80,461
Ipswich	94	4,855	177	14,608	157,462
Yarmouth	375	33,454	667	47,656	394,668
Clay	24	1,906	97	9,697	64,348
Totaux	964	57,578	1,473	97,270	893,765

Ce matériel naval, assez imposant quant aux chiffres totaux, s'applique principalement à la navigation côtière, ainsi qu'à la pêche[1].

Jetons un coup d'œil sur les ports dont nous venons de signaler l'importance comparative. Le littoral des trois comtés orientaux offre trois baies principales.

[1] Nous en offrirons la preuve par la comparaison suivante : Mille tonneaux de navires possédés par la Grande-Bretagne représentent, pour le commerce extérieur, un transport annuel de 2,738 tonneaux de marchandises. Mille tonneaux de navires possédés par les comtés orientaux d'Essex, de Suffolk et de Norfolk ne représentent, pour le commerce extérieur, qu'un transport annuel de 327 tonneaux.

A la baie du Blackwater appartiennent les ports de *Maldon* et de *Colchester*, ancienne colonie romaine. Dans cette baie et dans les rivières qu'elle absorbe, sont de riches huîtrières; on apporte des îles normandes de Jersey et de Guernesey les jeunes huîtres, qu'on engraisse et qui sont ensuite envoyées à Londres.

A l'extrémité du cap qui termine au nord les côtes d'Essex est situé le port de *Harwich*, au confluent de deux rivières, la Stour et l'Orwell. Les bâtiments de mer peuvent remonter l'Orwell jusqu'à la ville d'*Ipswich*.

De 1800 à 1815, des travaux hydrauliques sont accomplis pour améliorer le port d'Ipswich et pour approfondir l'Orwell jusqu'à cette ville. Aussi voyons-nous que le tonnage des bâtiments enregistrés dans ce port est doublé de 1800 à 1851, et la contenance totale des navires est plus que triplée.

Harwich est à la fois une ville de bains (*watering place*) et le point de départ des paquebots destinés pour la Hollande; on a désigné cette position pour en faire un *port de refuge*, d'après les travaux de la Commission instituée par sir Robert Peel en 1845[1].

Yarmouth, à l'embouchure de l'Yare, est le port le plus important de tout le littoral depuis la Tamise; c'est aussi celui dont les navires offrent la plus grande somme de tonnage et qui fait le plus grand commerce extérieur[2]. La ville compte aujourd'hui 31,000 habitants : chose rare en Angleterre, elle est ornée dans toute sa longueur, au bord de l'Yare, par un quai large et régulier.

Au nord d'Yarmouth, nous trouvons le port de *Clay*, destiné principalement au transport des sels que pro-

[1] Voyez le rapport sur le VIII[e] Jury.

[2] En 1851, le total des entrées et des sorties d'Yarmouth pour l'étranger s'élève à 74,499 tonneaux, fournis par la navigation à vapeur.

duisent les salines du voisinage : la presque totalité ne sort pas de l'Angleterre. Faisons remarquer que le matériel naval de ce port a *quintuplé* depuis 1800 jusqu'à 1851, progrès dont n'approche aucune autre localité sur la côte que nous avons jusqu'ici parcourue.

La baie du Wash.

La baie du Wash ou de l'*Égout* est le réceptacle des eaux qui n'arrivent à la mer qu'en traversant d'immenses marécages dans les comtés de Norfolk, de Cambridge, de Huntingdon et de Lincoln. Elle a trois ports : à l'est, *Lyme ;* au midi, *Wisbeach ;* à l'ouest, *Boston.*

PORTS ET NAVIRES APPARTENANT À LA BAIE DU WASH.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES : 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Lyme................	119	12,841	164	17,677	15,516
Wisbeach............	22	1,234	112	11,613	135,846
Boston..............	122	6,491	176	8,327	68,173
Totaux.......	263	20,566	452	37,617	219,535

Le Lincoln, peu remarquable au point de vue de la navigation, est digne au contraire de l'attention la plus profonde pour les travaux hydrauliques dont il est devenu le théâtre, pour les progrès de son agriculture et pour ceux de sa population, qui brave à la fois les difficultés et les périls des marais à conquérir et de leur transformation.

Afin de rendre sensible le résultat de tels efforts, il nous suffira de dire qu'en 1806 la population du Lincoln ne surpassait pas en densité celle que compte aujourd'hui notre département *des Landes;* maintenant, elle surpasse de beaucoup celle *de la Touraine*, un des jardins de la France.

Les grands efforts ont commencé depuis un siècle pour assécher les marécages des parties basses de tous les comtés dont les eaux se déchargent dans le Wash. Smeaton, le doyen des grands ingénieurs britanniques, visita d'abord la Hollande avant de proposer les premiers plans qu'on ait exécutés; ensuite, au XIX[e] siècle, J. Rennie et Th. Telford ont accompli les plus belles et les plus fructueuses opérations. Des terrains extrêmement considérables, conquis sur les eaux, ont été donnés à l'agriculture dans les comtés de Norfolk, de Cambridge, de Huntingdon et surtout de Lincoln.

On a beaucoup assaini les terres de l'intérieur; nous en citerons un exemple. Il existait aux environs de Lincoln une lande marécageuse et très-étendue, où l'on ne trouvait pas une seule chaumière; il devint nécessaire d'allumer un fanal sur la tour élevée de Dunston, afin de guider les voyageurs qui traversaient pendant la nuit ce dangereux désert. Aujourd'hui les eaux dormantes ont disparu, et la solitude stérile a fait place à des fermes bien peuplées; leur riche culture est comparable à celle des parties les plus avancées de la Grande-Bretagne.

Dans presque tout le comté de Lincoln, on a poursuivi les améliorations agricoles avec un courage, avec un génie d'entreprise et sur des proportions qu'on n'a surpassés dans aucune autre contrée de l'Angleterre. Pour les terres consacrées au labourage, le perfectionnement a surtout été produit par l'engrais tiré des os, engrais dont

on a fait là plus d'usage qu'en aucun autre comté. On a par ce moyen *décuplé* certains produits de la terre.

Les pâturages offrent d'autres merveilles : le Lincoln est le pays qui, proportion gardée avec l'étendue du territoire, élève le plus de bêtes à cornes et de bêtes à laine. Certaines parties de marais asséchés ne nourrissent pas moins d'un bœuf ou de quinze moutons par hectare. Grâce à l'excellence des pâturages, les animaux du Lincoln sont tous de haute stature, depuis ces puissants chevaux de trait qu'on admire à Londres au service des brasseurs, et qui sont nourris avec l'avoine du Lincoln, jusqu'au bœuf de boucherie et jusqu'au mouton remarquable par la longueur étonnante de sa laine : aussi les toisons pèsent plus de 4 kilogrammes. Beaucoup d'agriculteurs ont croisé cette espèce avec celle du Leicester, en sacrifiant un peu sur les dimensions pour obtenir d'autres qualités précieuses.

La seule industrie remarquable, pratiquée sur une échelle étendue dans le Lincoln, est la fabrication des instruments aratoires et des machines à vapeur appliquées à l'agriculture. Aussi voyons-nous qu'à l'Exposition universelle une des quatre récompenses de premier ordre méritées, à ce sujet, par les trois royaumes britanniques est acquise au Lincoln, par M. Hornsby[1].

La baie du Humber.

Après le golfe de la Tamise, la baie du Humber est la plus importante sur la côte que nous parcourons; sa navigation et son commerce sont d'une admirable activité.

Deux ports de cette baie, *Grimsby* et *Gainsborough* appartiennent au Lincoln : le premier sur les bords de la

[1] Voyez le rapport du IX[e] Jury, par M. Moll.

baie, le second dans l'intérieur et sur les bords de la *Trente:* cette rivière remonte jusqu'au cœur du royaume, à proximité de Birmingham.

Deux autres ports appartiennent au comté d'York : *Hull* et *Goole,* au-dessous du confluent des rivières l'Ouse et la Derwent, qui descendent, la première, d'York, et la seconde, de Leeds.

PORTS ET NAVIRES ENREGISTRÉS DE LA BAIE DU HUMBER.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.	
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.
Grimsby	611	69,630	69	2,813
Gainsborough			19	1,103
Goole			524	34,457
Hull			478	68,075
TOTAUX	611	69,630	1,090	106,448

Des ouvrages considérables, un vaste bassin de flot, ont été depuis dix ans exécutés à Grimsby pour rattacher ce port au chemin de fer le plus direct de Manchester et de Sheffield à la mer du Nord. La manœuvre des docks, des grues, des magasins, est opérée ingénieusement par une force hydraulique; on doit ces travaux à l'éminent M. Rendel.

Goole, il est vrai, située tout à fait au fond de la baie, mais en un point qui réunit les eaux de trois rivières qui sont navigables dans la partie la plus industrieuse du comté d'York; Goole, au débouché du canal qui vient directement de Manchester, reçoit des produits manufacturés

d'une valeur infinie, qui de là sont conduits à Hull. Je crois devoir insister sur ces faits et sur le tonnage des navires de ce port intérieur, lequel tonnage est dix fois plus grand que celui des navires de Grimsby. Cela démontre qu'à l'égard des marchandises, les transports opérés par les rivières et les canaux sont bien loin d'avoir perdu la supériorité.

Le comté d'York, aussi vaste qu'industrieux, produit la prospérité de Goole, où convergent les eaux de la section occidentale (West-Riding). La grande richesse de cette section est dans la coutellerie, dans la ferronnerie de Sheffield, et bien plus encore dans la filature et le tissage des laines. Les manufacturiers avaient à repousser la redoutable concurrence que les cotons faisaient aux lainages; ils n'y sont parvenus qu'en appropriant à leur industrie les mécanismes nouveaux et puissants d'Arkwright et de ses successeurs. Ils n'ont pas moins réussi dans la mise en œuvre du lin et de l'alpaga que dans celle de la laine. On appréciera le succès de leurs efforts par le progrès admirable de leurs villes industrielles, depuis 1801 jusqu'à 1851.

POPULATION PROGRESSIVE DES CITÉS MANUFACTURIÈRES DU COMTÉ D'YORK.

NOMS DES CITÉS.	ANNÉE 1801.	ANNÉE 1851.
Bradford	13,264	103,778
Halifax	12,010	33,582
Huddersfield	7,268	30,880
Leeds	53,162	172,270
Sheffield	45,755	135,310
Wakefield	10,581	22,057
TOTAUX	142,040	497,877

Voilà, par conséquent, un ensemble de villes dont la population, à force d'activité, *triple en un demi-siècle.*

A la première des cités que nous venons d'énumérer, à Bradford, appartient, dans la chambre des communes, M. Cobden; c'est le fameux et véhément agitateur de *la Ligue* dont les efforts ont réduit sir Robert Peel à supprimer tous les droits qui protégeaient l'agriculture nationale.

Revenons à la baie du Humber, par où s'écoulent vers l'Europe les produits métallurgiques et textiles fournis par l'ouest du comté d'York. Elle est admirablement située, non-seulement pour le commerce de l'intérieur, mais pour celui de l'extérieur. Elle n'est éloignée que de quatre-vingts à cent lieues des embouchures de la Meuse et du Rhin, du Zuyderzée, de l'Elbe et du Weser; elle est favorablement placée pour commercer avec la Baltique; enfin, elle se trouve en rapport facile et rapide avec de vastes pays, riches à la fois par l'agriculture et l'industrie.

Nous comprendrons maintenant la grandeur des mouvements maritimes dont la baie du Humber est le théâtre.

MOUVEMENT D'ENTRÉE ET DE SORTIE DES PORTS DU HUMBER, EN 1851.

PORTS.	CABOTAGE et commerce extérieur.	TONNAGE du commerce extérieur.
Grimsby	81,550[t]	69,875[t]
Gainsborough	55,608	7,331
Goole	345,631	74,642
Hull	1,285,641	934,024
Totaux	1,768,430	1,085,872

Le port de *Hull*, ainsi qu'on le voit, domine tous les

autres. Nous ferons juger de son importance par un simple rapprochement : dans la même année 1851, le Havre, notre plus grand port sur l'Océan et le débouché de Paris, le Havre présente, pour mouvement de son commerce extérieur, 704,581 tonneaux, c'est-à-dire un quart de moins que Hull.

La rivière de ce nom formait originairement le port où les navires de *Kingston-sur-la-Hull* trouvaient un abri. En 1774, le commerce de Hull avait acquis, par les résultats de la canalisation intérieure, une importance nouvelle. Il fallut ajouter un bassin artificiel pour tenir à flot une quantité de navires égale à celle que pouvait recevoir la rivière : Smeaton a construit ce bassin. Dès 1803, on creusait un second bassin, en même temps qu'on reconstruisait, en les agrandissant, les écluses du premier. En 1825, MM. Telford et Walker en exécutaient un troisième. Cet ensemble, avec la Hull et le Humber, formait un polygone qui circonscrivait complétement la ville maritime. Cela ne suffisait point encore : aussi, dès 1836, il fallait créer, de l'autre côté de la rivière, un nouveau système de bassins susceptibles de recevoir les plus grands navires, soit à voiles, soit à vapeur, et d'une étendue considérable. La réunion de ces travaux est magnifique.

On remonte la Hull, et par un canal on arrive à *Beverley* avec des navires d'assez fort tonnage. Près de cette ville on trouve la belle fabrique d'instruments aratoires créée par M. *Croskill;* c'est l'une de celles qu'on a distinguées par une récompense de premier ordre à l'Exposition de 1851.

Les quatre médailles de cet ordre décernées aux exposants britanniques ont été remportées par les comtés orientaux et presque contigus de Suffolk, de Lincoln et d'York. En même temps, plus de la moitié des médailles

de second ordre sont obtenues par ces comtés et par ceux d'Essex et de Norfolk. Rien ne prouve mieux la supériorité agricole de cette partie de l'Angleterre.

La côte d'Angleterre au nord du Humber.

Quittons le Humber et côtoyons la mer du Nord, en longeant le littoral du comté d'York. Nous passons devant *Hornsea*, petit port de pêche, et *Bridlington*, port un peu plus important. Nous trouvons ensuite *Scarborough* et *Whitby*, dont la navigation mérite un peu plus de notre attention : la pêche est surtout la ressource de Scarborough, et le cabotage celui de Whitby.

Sur les hauteurs voisines de Whitby, nous voyons ces énormes piles formées par des couches alternatives de combustible et de pierres schisteuses dont on tire l'alun : c'est une industrie considérable.

Nous arrivons à l'embouchure de la Tees, qui sépare de l'Yorkshire le comté de Durham, pays infiniment remarquable pour ses vastes mines de houille. Elles donnent une activité toujours croissante aux ports de ce comté, qui sont *Stockton*, sur la Tees; *Sunderland*, sur la Wear; *Tynemouth*, *South-Shield* et *Newcastle*, sur la Tyne.

Au delà de la Tyne commence le grand comté de Northumberland, dont les côtes, sans abris sûrs, ne présentent que le port de Berwick, sur la Tweed, rivière qui sépare l'Angleterre de l'Écosse.

Sur ma proposition, le Jury des arts maritimes et militaires, le VIII[e], a voté la médaille de premier ordre pour honorer les sacrifices éclairés qu'a faits le duc de Northumberland afin d'établir à ses frais les meilleurs bateaux de sauvetage sur les côtes de son duché, bateaux dont il avait provoqué l'amélioration par un concours dont les

prix étaient de sa fondation. C'est ainsi que l'aristocratie britannique justifie et rend populaires sa richesse et sa puissance.

La culture des terres n'est nullement arriérée dans les comtés de Durham et de Northumberland; mais il faut surtout y remarquer l'élève des animaux domestiques.

Les bêtes à courtes cornes des bords de la Tees sont reconnues depuis longtemps comme une des meilleures espèces pour le laitage et pour l'engrais. En France, les taureaux de cette race, désignés sous le nom de *Durham*, ont une haute réputation.

Les moutons de ce pays avaient une admirable laine longue; mais on a fini par préférer des toisons moins belles et des produits plus lucratifs pour la boucherie.

PORTS ET NAVIRES ENREGISTRÉS, AU NORD DU HUMBER.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES : 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Scarborough.........	118	19,214	187	32,343	19,135
Whitby.............	227	37,456	388	62,382	45,315
Stockton............	41	3,452	185	28,171	460,441
Hartlepool..........	506	76,524	113	23,757	1,204,118
Sunderland..........			1,025	220,101	2,919,539
Shields............	632	142,296	723	168,263	490,122
Newcastle..........			938	182,409	3,990,420
Berwick............	61	5,485	61	4,075	57,476
TOTAUX.......	1,585	284,427	3,620	721,501	9,195,566

Ce qui mérite de fixer notre attention dans ce tableau,

ce sont les ports qui servent au débouché de la houille, dont les mines principales s'étendent du bassin de la Tees au bassin de la Tyne.

Le tableau suivant nous donnera l'idée du commerce extérieur des quatre ports principaux par lesquels s'exporte la houille sur la côte orientale d'Angleterre.

ENTRÉES ET SORTIES DES PORTS D'ANGLETERRE AU NORD DU HUMBER, EN 1851.

PORTS HOUILLERS.	CABOTAGE.	COMMERCE EXTÉRIEUR.
	Tonneaux.	Tonneaux.
Hartlepool	811,488	392,722
Sunderland	1,450,711	459,150
South-Shields	223,424	275,698
Newcastle	1,829,133	1,246,897
TOTAUX	4,314,756	2,374,476

Le port de *Hartlepool,* amélioré dès 1813, est devenu l'objet de travaux très-considérables. Depuis 1833, on l'a mis en communication par un chemin de fer avec les gîtes houillers de Haswell et de Thornley, éloignés seulement de 32 kilomètres. Un vaste bassin de flot communique avec un port de marée. Dès qu'un navire en chargement est à quai dans le bassin, par un nouveau mécanisme la houille est instantanément déchargée dans sa cale.

Sunderland, avec sa banlieue, présentait, lors du recensement de 1851, une population totale de 67,374 habitants sur une superficie de trois lieues carrées : elle avait plus que triplé dans l'espace d'un demi-siècle.

Le pont en fer de Sunderland, érigé dès l'année 1796, était cité pour sa grande ouverture et pour son élévation, qui permet aux navires à la voile de passer sous son arche unique : il était alors la plus grande construction en fer forgé et la plus hardie qu'on eût encore exécutée. Les pièces en avaient été fabriquées dans les forges célèbres de *Rotherham*, les mêmes qui plus tard ont fourni les pièces si remarquables du pont en fer de Southwark, à Londres, l'un des chefs-d'œuvre de Sir John Rennie.

C'est seulement en 1838, et sous la direction de M. Brunel le fils, qu'on a construit un premier bassin de flot pour Sunderland.

En 1841 fut exécutée dans ce port une opération digne d'être citée. Un phare en pierre fut transporté, tout entier, à 135 mètres de distance et posé sur une base nouvelle. Quoiqu'il pesât 340,000 kilogrammes, on lui fit parcourir cet espace en 13 heures et demie.

Les besoins du commerce augmentant toujours, en 1846, MM. Robert Stephenson et Murray commencèrent l'exécution d'un plan qui change la face du port de Sunderland. Une entrée nouvelle à la mer est créée à 1,000 mètres de l'embouchure de la Wear, qui seule formait l'ancien mouillage. On entre d'abord dans un avant-bassin dont le niveau varie suivant la hauteur de la marée; ensuite on pénètre dans un magnifique bassin de flot, long de 890 mètres, et dont la superficie n'est pas moindre de 11 hectares. De ce même bassin l'on communique avec la Wear par un second avant-port dont l'eau s'élève ou s'abaisse comme celle de ce fleuve. Toutes ces cons-

4.

tructions sont régulières, grandioses et parfaitement entendues.

Le chemin de fer qui va de Durham à Sunderland longe le grand bassin, dans lequel on charge les navires qui doivent exporter la houille.

A 9 kilomètres seulement, 2 lieues et quart de la Wear, la Tyne débouche à la mer, en descendant de Newcastle et baignant les rivages des deux Shields, au nord et au sud de son embouchure.

Au nord de la Tyne est *Newcastle;* en face et du côté du sud est *Gateshead.*

Sur un territoire qui n'a pas cinq lieues carrées, les cinq villes de Sunderland, de Tynemouth, de South-Shields, de Newcastle et de Gateshead, avec leurs banlieues, ne contiennent pas moins de 238,860 habitants; ils n'étaient pas 91,000 au commencement du siècle; ils ont prospéré par une incroyable industrie. Dans ces villes, hors de ces villes, abondent les usines ayant le feu pour agent : fonderies métalliques, verreries, poteries, briqueteries, fours à chaux, fabriques de céruse, ateliers puissants pour la confection des instruments aratoires et des machines à vapeur; enfin, chantiers de construction pour les navires si nombreux destinés principalement au transport du combustible minéral.

Newcastle surtout mérite d'être citée pour ses établissements d'instruction populaire et sa société scientifique. A l'Exposition universelle, M. *Pattinson*, habitant de Newcastle, obtenait une récompense du premier ordre pour une très-belle opération métallurgique. En voici l'idée :

Lorsqu'une masse fondue de plomb argentifère se refroidit par degrés, le plomb passe le premier par la cristallisation à l'état solide. On enlève successivement les cristaux de ce métal, et la partie liquide restante a re-

tenu tout l'argent; on chauffe, on refroidit de nouveau pour retirer encore les cristaux de plomb. Après trois ou quatre opérations, il suffit d'opérer sur le résidu le départ final de l'argent, par la méthode ordinaire de coupellation. Avant ce procédé savant, du plomb qui contenait un demi-kilogramme d'argent pour mille payait à peine la dépense du départ; aujourd'hui l'opération est avantageuse lors même que l'argent est dans une proportion *six fois* moindre.

§ 2. Écosse orientale.

Un peuple qui ne compte guère plus d'habitants que notre Bretagne ou notre Normandie, absorbé par l'Angleterre et privé de son Parlement, le peuple écossais, a trouvé dans son énergie d'incroyables ressources. Il a dirigé l'activité des esprits vers les sciences, les lettres et les arts : par ses travaux intellectuels et par ses applications à l'industrie, il a pris une double position que représentent, à nos yeux, Édimbourg du côté de l'orient et Glasgow du côté de l'occident. Bornons-nous maintenant au premier aspect.

L'enseignement populaire est en Écosse plus répandu, plus sérieux, plus fructueux qu'en aucun autre pays; il a fait surgir les hommes les plus éminents que nous aurons à signaler. En même temps les hautes études et les institutions transcendantes ont pris, dès le XVIIIe siècle, un essor digne d'admiration.

La Société Royale d'Édimbourg.

En 1783, dans l'année même où finissait la guerre d'Amérique, Georges III instituait la *Société Royale d'Édim-*

bourg, organisée sur un plan que l'Institut de France ne devait surpasser que douze ans plus tard. On partageait en deux sections, des sciences et des lettres, l'ensemble des connaissances humaines : et par quels noms illustres n'étaient-elles pas personnifiées! Pour la philosophie mathématique et naturelle, Mathieu Stewart, l'élève de Maclaurin, le continuateur ingénieux et profond des géomètres grecs; Hutton, l'un des créateurs de la géologie savante, le fondateur d'une école géologique, ne créait pas comme Buffon une géogonie empruntée, avant tout, à l'imagination, mais à des observations éclairées au flambeau de la chimie. Sous le titre de *théorie de la terre*, il inaugurait les Transactions de la Société d'Édimbourg par un de ces mémoires qui font époque dans l'histoire des sciences, en accroissant leur domaine. A côté de Hutton brillait son illustre ami le chimiste Blake, le précurseur de Lavoisier; celui qui, dès 1759, avait constaté dans la pierre calcaire la présence du gaz acide carbonique; celui qui, bientôt après, avait découvert dans les corps la *chaleur latente*, source des plus grands phénomènes et des applications les plus fécondes en faveur de l'industrie. La philosophie morale et politique, la littérature, n'étaient pas professées avec moins d'éclat par Reid, par Gregory, par Dugald Stewart, génies courageux qui, relevant le drapeau du spiritualisme, l'ont rendu victorieux contre les doctrines désolantes du XVIII[e] siècle. L'Écosse était fière de compter pour représentant de l'histoire David Hume, à peine descendu dans la tombe; lui dont la grande composition embrassait trois dynasties d'Angleterre et portait, dans le récit des révolutions les plus féroces, l'amour constant de l'humanité, de la raison, avec cette équité, toujours si rare, qui tient la balance entre des partis moins disparus que transformés. Enfin Robertson, à jamais célèbre

par ses deux histoires de Charles V et de l'Amérique espagnole, Robertson était alors le Principal révéré de l'Université d'Édimbourg, comme l'Université de Paris s'honorait d'avoir eu Rollin pour Recteur.

Ces profonds penseurs, ces écrivains éminents, avaient été les uns les condisciples, les autres les élèves, et tous les amis de ce Blair qui fut le Massillon de la chaire écossaise, surprise, grâce à lui, de s'attendrir et de charmer les cœurs au lieu de les consterner. Blair était l'auteur de la rhétorique la plus étendue, la plus élevée, la plus sagement libérale qu'eussent possédée les nations du monde occidental, depuis Cicéron et Quintilien. Elles voyaient un aristarque britannique, d'un cœur assez large et d'une raison assez haute pour admirer à la fois les beautés si divergentes de Shakespeare, de Dryden et d'Addison, de Corneille, de Racine et de Molière; d'un aristarque qui plaçait le *Siècle de Louis XIV*, œuvre de Voltaire, à côté des chefs-d'œuvre historiques de l'école écossaise. Pour terminer cette imparfaite énumération, citons Adam Smith, qui débuta par professer à Glasgow la philosophie morale, ce qui valut à l'Europe une théorie pleine de charme et de finesse sur la sympathie et les sentiments moraux. C'était par un bien plus grand ouvrage qu'il devait fixer sa place dans l'admiration toujours croissante des contemporains et de la postérité : *la théorie de la richesse des nations*, développée comme une science d'observation, sans préjugés, sans idées préconçues, et fondée sur des principes qu'on n'a pu fausser qu'en les outrant dans leurs dernières conséquences.

Telle était la pléiade de ces génies impérissables qui répandaient les trésors de l'intelligence dans un pays pauvre alors, et défavorisé par un climat rigoureux; dans un pays qui, pendant des siècles, n'avait possédé l'autonomie que

pour présenter le spectacle d'un royaume déchiré par les factions, persécuté par ses voisins et déshonoré par des barbaries sans exemple. Quand les vicissitudes humaines eurent entraîné ses rois sur le trône d'Angleterre, pour qu'ils perdissent, un siècle plus tard, et l'Angleterre et l'Écosse, Édimbourg, abaissée au rang d'une ville subalterne, Édimbourg se relève par le génie de ses enfants; elle prend sa part dans les royautés de l'esprit humain, supérieures à celles de la politique, et le chef-lieu d'une province, capitale de nouveau, reçoit des nations qui l'admirent le beau surnom d'*Athènes du Nord!*

Quand un nouveau siècle commence, parmi les admissions de la Société Royale d'Édimbourg je remarque cette simple indication : *Année 1800, M. Walter Scott, avocat.* C'était l'écrivain que la grâce et l'élégance devaient élever seulement au rang des poëtes du second ordre, en attendant une autre et plus grande illustration, conquise avec l'appui de l'anonyme, qui du moins nous soustrait à l'envie. En 1813, sous ce titre si mérité, *l'Écosse il y a soixante ans* [1], paraissait la première de ces peintures, bien autrement poétiques, où l'auteur faisait revivre les mœurs, les habitudes et le génie de l'Écosse et de l'Angleterre, à leurs plus grandes époques, depuis la conquête des Normands jusqu'à l'extinction du dernier espoir des Stuarts. Aujourd'hui les sociétés polies du monde entier connaissent mieux les beautés du sol écossais, ses basses-terres et ses highlands, ses puritains et ses montagnards, qu'ils ne connaissent les beautés de leur propre pays et les mœurs des siècles passés chez leurs propres ancêtres. Ce qui donne un nouveau prix à cette magie du grand peintre, c'est qu'elle n'ajoute jamais les fictions

[1] Waverley.

à la vérité que pour mieux flétrir le crime, livrer le vice au ridicule, et donner un plus doux charme aux vertus qui sont l'honneur du genre humain. Telle est la seconde influence de l'esprit écossais, que je tenais à signaler.

La troisième et dernière influence, également créée sous le voile de l'anonyme, est celle de la critique, grave, savante, profonde, mais incroyablement acerbe et trop souvent passionnée : telle est la *Revue d'Édimbourg*, qui commence avec le siècle, pour publier un volume par trimestre, et qui touche à son deux cent vingtième. En économie, elle défend la doctrine écossaise d'Adam Smith; en politique, elle relève le drapeau, je dirais presque en certains moments, la torche de Junius. Sur la terre où le torysme jacobite avait fait ses dernières armes en 1745, c'est le parti whig et novateur qui conduit cette Revue, et qui fait subir au gouvernement de Pitt et de ses successeurs une critique redoutable. Les gouvernements étrangers subissent à leur tour la censure d'Édimbourg. Londres ne croit pouvoir en balancer les effets que par la création de sa Revue Quartenaire (*Quarterly Review*), égale en talent sans être plus indulgente; elle est l'organe des torys, conservateurs à la fois des doctrines les plus sages et des plus anciens préjugés sur lesquels s'appuie le gouvernement traditionnel de la Grande-Bretagne.

Les ports du golfe d'Édimbourg.

Reprenons notre visite du littoral maritime, et pénétrons par le côté du midi dans le golfe d'Édimbourg.

Par l'agrandissement de cette capitale, *Leith* n'en est plus qu'un faubourg; le port de la petite ville devient celui de la vaste cité. Des docks commencés, dès le

XVIIIe siècle sont agrandis dans le XIXe pour suffire aux progrès de la navigation.

Borrowstoness est un port très-secondaire, à l'ouest de Leith.

En avançant sur la côte méridionale de la baie d'Édimbourg que les Anglais appellent le golfe, le frith du *Forth*, nous arrivons à *Grangemouth*, où débouche le canal qui conduit à Glasgow pour unir les mers d'Irlande et du Nord. A peu de distance de Grangemouth débouche dans le golfe la rivière de *Carron*, sur le bord de laquelle sont les magnifiques fonderies et les forges de ce nom : leur prospérité remonte au moment où l'on a perfectionné la fabrication du fer, et les progrès de cette industrie, pendant le XVIIIe siècle, sont en partie datés de ce lieu célèbre. Là sont exécutés tous les produits qu'on peut tirer de la fonte et du fer, depuis les canons ordinaires et depuis les courtes pièces dites *carronades*, parce qu'on les doit à l'usine de *Carron*, jusqu'aux simples ustensiles de ménage, depuis le fer en barres étiré par des cylindres cannelés jusqu'à la tôle de fer que les Anglais ont les premiers obtenue au laminoir.

En avançant davantage, nous trouvons l'embouchure de la rivière *Forth*, d'où le golfe a tiré son nom ; au nord de la Forth, en contournant toujours le golfe, voici le port d'*Alloa*, sur la rivière d'Alloa. Plus loin est *Kirkaldy*, justement enorgueillie d'avoir produit Adam Smith, qui naquit fils du contrôleur des douanes de cette ville et qui mourut commissaire supérieur de ces mêmes douanes, dont les commerçants considèrent les perceptions, motivées ou non, avec cette espèce d'horreur qu'a le peuple pour les gendarmes.

NAVIRES ENREGISTRÉS DANS LES PORTS DE LA BAIE D'ÉDIMBOURG.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES : 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Leith	134	14,116	209	25,429	753,356
Borrowstoness	130	8,545	77	5,763	113,135
Grangemouth	"	"	102	17,325	127,854
Alloa	100	6,241	62	9,076	65,525
Kirkaldy	97	11,529	54	7,590	167,714
TOTAUX	461	40,431	504	65,183	1,227,584

On le voit, par un progrès doublement remarquable, tandis que le nombre des navires est presque resté stationnaire, le tonnage total a plus que tiercé : changement favorable aux navigations lointaines, ainsi qu'à l'économie des transports.

Si l'on comparait la navigation du port d'Édimbourg (Leith) à celle des grands ports de France, on verrait qu'elle n'est inférieure qu'à celle de Marseille, du Havre et de Bordeaux.

Ce mouvement maritime est l'expression du progrès de la richesse et des magnificences d'Édimbourg. Une seconde ville, régulièrement percée, construite en pierre, et présentant une foule de beaux édifices, telle est la nouvelle cité. D'après les recensements officiels, en 1801, le comté d'Édimbourg ne contenait que 122,597 habitants; dès l'année 1851, il en comptait 258,524.

Sortons du golfe d'Édimbourg et continuons notre route vers le nord.

PORTS ET NAVIRES ENREGISTRÉS, AU NORD DE LA BAIE D'ÉDIMBOURG.

PORTS.	ANNÉE 1800.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES : 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Dundee	123	8,881	351	60,522	209,181
Perth	31	2,462	68	5,624	46,156
Arbroath	"	"	126	15,495	62,677
Montrose	112	6,658	108	14,825	71,650
Aberdeen	281	32,608	327	53,182	450,232
Peterhead	"	"	42	8,117	59,072
Banff	"	"	142	12,709	76,421
Inverness	42	2,176	244	11,348	207,733
Wick	"	"	41	2,213	127,214
Kirkwall	15	938	48	3,097	59,307
Lerwick	17	561	63	2,013	39,747
Totaux	621	54,284	1,560	189,145	1,469,390

Nous passons devant *Saint-Andrews*, ville autrefois florissante comme métropole de l'Église écossaise. Elle a conservé son université, dirigée par un savant illustre, Sir David Brewster, qui présidait le *Jury des instruments et mécanismes de mathématiques et de physique, à l'Exposition universelle de 1851*. Le commerce de Saint-Andrews est aujourd'hui presque nul et ne figure point parmi les ports dont le Gouvernement constate la navigation.

Au nord de Saint-Andrews est la baie du Tay, qui nous intéresse par les ports de Perth, dans la partie supérieure, et surtout de Dundee, vers la partie inférieure.

Dundee, parmi toutes les villes de la côte, fait le plus grand commerce avec l'étranger; elle n'a pas moins de 60,000 habitants. Son industrie s'est beaucoup développée dans le XIX[e] siècle, par ses manufactures variées de toiles, de cotons, etc. Elle est le centre d'une fabrication textile de chanvre et de lin dont la valeur annuelle surpasse 40 millions de francs.... A l'Exposition universelle de 1851, cette ville remporte une récompense de premier ordre pour l'invention des machines : M. *Parker* a mérité cet honneur par son métier automatique, métier qui sert à tisser les toiles à voiles avec une régularité vraiment mathématique.

Le port de Dundee, sur la rive d'un large fleuve [1] sujet au mouvement des marées, exigeait des bassins de flot; il y a près d'un siècle, il en existait un seul, dont la superficie n'était pas égale à 2 hectares.

En 1815, au retour de la paix générale, l'on adopta les plans du célèbre Telford pour un nouvel et plus grand bassin; dès 1830, il fallut encore l'agrandir. Enfin, en 1851, on poursuivait les travaux d'un dock auquel on a donné le nom de la *Reine Victoria*. Ces grands travaux hydrauliques sont autant de conquêtes sur le lit trop large du fleuve, dont on améliore en même temps le régime. Lorsqu'ils seront totalement achevés, la surface des eaux contenues dans les bassins et dans les avant-bassins ne sera pas moindre de *vingt* hectares : elle aura *décuplé* dans un siècle!

[1] La largeur est d'environ 2 kilomètres et demi (plus d'une demi-lieue) vis-à-vis de Dundee.

Les chemins de fer qui conduisent de Perth à Dundee et de Dundee à Arbroath passent entre les bassins et la ville, dans la situation la plus avantageuse au commerce.

C'est surtout au-dessus de Dundee, dans la partie rapprochée de *Perth*, qu'on a perfectionné la navigation du Tay; aujourd'hui des bâtiments de 400 tonneaux peuvent remonter jusqu'à Perth, qui compte à présent 23,835 habitants..

A 20 kilomètres de l'embouchure du Tay, le *rocher de Bell-Rock*, qui découvre un peu lors des basses mers, était un danger permanent; sur ce rocher s'élève un phare magnifique, exécuté de 1809 à 1811, d'après les plans de Sir John Rennie, par R. Stevenson. J'ai décrit les travaux de construction de ce monument : *Voyages dans la Grande-Bretagne*, 3e partie, *Force commerciale.*

Le port secondaire d'*Arbroath* est en face du phare de Bell-Rock : Arbroath s'est signalée en envoyant neuf exposants de ses toiles à l'Exposition universelle.

Un peu plus au nord est le port de *Montrose*, sur la rive gauche de l'Esk. *Aberdeen* a bien plus d'importance : cette ville, en 1851, ne comptait pas moins de 71,945 âmes. Depuis le commencement du siècle, elle a triplé sa population, par les bienfaits réunis de l'industrie et de la navigation. La filature et le tissage du lin et de la laine occupent un grand nombre de ses ouvriers. Les fils à coudre d'Aberdeen, justement estimés, sont envoyés à Londres, tandis que d'autres qualités de fils, pour le tissage des toiles, sont achetées par les fabriques d'Arbroath, de Dundee, etc. Aberdeen s'est encore occupée de mettre en œuvre le coton et de cultiver avec succès d'autres industries fort variées : on a cité, comme une fabrication pratiquée très en grand, la fabrique des

peignes de corne, avec une division du travail et des procédés perfectionnés. Enfin, pour Aberdeen, une source de richesse est dans la fabrication de sa bière, extrêmement estimée, et qu'elle exporte au loin.

La ville est bâtie sur le littoral de la mer et sur les bords de deux rivières, le Don et la Dee, séparées seulement par une distance de deux kilomètres. Rien n'est plus remarquable que les travaux hydrauliques au moyen desquels les ingénieurs Smeaton, au XVIII[e] siècle, puis Telford et Rennie, au XIX[e], ont lutté contre les difficultés de la nature pour bâtir des jetées et creuser des bassins; il le fallait afin de suffire à la navigation toujours croissante de ce port. Depuis 1843, on a formé de nouveaux et grands desseins d'amélioration.

Aberdeen occupe un rang honorable par son collége scientifique, où professa le premier Grégory, l'inventeur d'un télescope qui finit par être trouvé préférable même à celui de son contemporain Newton. D'autres professeurs illustres ont honoré la même institution; et la famille des Grégory, dont je viens de citer l'ancêtre illustre, n'a pas fourni moins de *vingt professeurs*, en deux siècles, à l'Écosse ainsi qu'à l'Angleterre : honneur à cette noblesse scientifique, qui doit tout au mérite personnel!

Sans nous arrêter à des lieux de peu d'importance, avançons vers le nord. Doublons le port secondaire de *Peterhead;* tournons brusquement à l'ouest, passons devant *Banff*, devant *Elgin*, et pénétrons au fond du golfe de Murray. Là débouche la Ness, sur les bords de laquelle s'élève la ville d'*Inverness*, la dernière vers le nord qui soit de quelque importance: elle a 11,000 habitants.

Ici la nature nous présente un spectacle extraordinaire : les montagnes de l'Écosse se séparent en deux vastes groupes.

Du côté de l'orient, sont les montagnes qui dominent les nombreux bassins dont les eaux arrivent aux ports que nous venons de parcourir; elles se continuent du nord au sud, à travers toute l'Angleterre. Du côté de l'occident, une chaîne parallèle s'abaisse vers le nord jusqu'à la dernière des îles Shetland, au delà des Orcades et presque au 60e degré de latitude; cette chaîne, vers le midi, se prolonge jusqu'à l'île de Mull, au 56e degré.

Les deux chaînes de montagnes sont séparées par une continuité de lacs très-allongés et de bras de mer, dans une direction remarquablement rectiligne. Ce long défilé, qui se déploie dans les proportions les plus grandioses, a plus de 40 lieues d'étendue. La nature elle-même invitait à compléter une communication aquatique si bien indiquée entre les deux mers qui baignent, l'une à l'est et l'autre à l'ouest, l'Écosse septentrionale.

Dès le XVIIIe siècle, on avait eu cette pensée. On avait chargé l'illustre J. Watt, alors modeste ingénieur à Glasgow, de dresser le plan de la grande vallée calédonienne où l'on pouvait établir une navigation continue.

La population de la haute Écosse.

Dès les premières années du XIXe siècle, la situation nouvelle et critique où se trouvaient les habitants de la haute Écosse accéléra l'exécution de ce projet.

Dans les pays montagneux dont nous venons d'esquisser la topographie, pays aussi grands que la Suisse entière, habite un peuple de race celtique, ayant conservé la langue qu'on reconnaît encore dans le pays de Galles et dans la Bretagne française, avec des costumes, des mœurs, un état social qui, jusqu'au milieu du siècle dernier, avaient gardé les formes du moyen âge; divisé par

clans ou tribus, sous l'autorité mi-féodale et mi-patriarcale de ses chefs; en armes pendant la paix, avec le droit ou plutôt avec la coutume de guerroyer entre tribus; portant la terreur dans les basses terres par ses déprédations, et surtout par ses vols de bestiaux, vols qu'on évitait en payant la rançon périodique appelée *black-mail*. Tel était le peuple des *Highlands*, c'est-à-dire des hautes terres.

Lorsque les Stuarts eurent été dépossédés par Guillaume III, les montagnards écossais restèrent parmi leurs plus fidèles partisans; deux fois ils prirent les armes et luttèrent contre les forces anglaises. En 1745, à la suite d'une victoire remportée près d'Édimbourg, ils avaient porté la terreur jusqu'au centre de l'Angleterre. Après leur défaite finale, le Gouvernement chercha tous les moyens de briser un état social qui l'exposait à de pareils dangers. Il commença par exécuter un système de routes militaires qui permissent de porter la force répressive dans le cœur des Highlands, et qui plus tard servirent éminemment aux relations paisibles du commerce. On désarma les clans; on anéantit le pouvoir féodal des chefs. On rendit insupportable aux seigneurs l'ancienne vie qu'ils chérissaient, lorsqu'ils employaient tout le produit de leurs terres et de leurs lacs à la nourriture, à l'armement de vassaux dont le nombre et le courage étaient à la fois le principe et l'honneur de leur puissance. Par degrés dans leur esprit d'autres pensées prédominèrent : la terre et l'argent prirent à leurs yeux la valeur qu'auparavant ils attachaient au peuple même. Ils se formèrent à leur tour une idée moderne de la richesse des nations; les hommes ne furent plus à leurs yeux que des instruments de labeur, au lieu d'être des compagnons de gloire, de cœur et de fortune. On s'occupa de calculer des produits nets, et pour

les accroître, on voulut aussi résoudre le problème que les fermiers d'Angleterre attaquaient avec âpreté : tirer du sol le plus grand bénéfice monétaire, en ne l'exploitant qu'avec le plus petit nombre de bras, pour se débarrasser du reste. Aux laboureurs dépossédés par de tels calculs l'Angleterre offrait ses ateliers toujours croissants; au contraire, dans les montagnes d'Écosse, dès que le sol faisait défaut, tout manquait à l'habitant, et l'expatriation restait comme une ressource dernière, détestée, mais inévitable.

L'émigration s'accroissant tout à coup, dans les premières années du XIX[e] siècle, le Parlement, qui ne s'était pas encore fait des idées complétement commerciales sur cette *exportation* économique de la race humaine, le Parlement s'inquiéta. Il chercha quelque moyen d'offrir du travail aux Highlanders congédiés par la moderne agriculture : il ne trouva pas de projet plus grandiose et plus favorable que l'ouverture du canal Calédonien. Ce canal, pendant vingt-cinq années qu'a duré son exécution, a fourni le travail le plus fructueux aux montagnards. La navigation intérieure qui s'est établie d'une mer à l'autre est devenue pour eux une ressource permanente.

De grands navires de commerce et des bâtiments de guerre jusqu'au rang de frégates peuvent suivre le canal Calédonien, en évitant une voie de mer bien plus longue et plus périlleuse : celle qui tourne à l'ouest toutes les îles Hébrides pour communiquer entre le nord de l'Europe et l'occident de la Grande-Bretagne.

La noble sollicitude du Parlement britannique a porté ses fruits.

En définitive, la population highlandaise, au lieu de s'amoindrir sans cesse, a repris, quoique lentement, une marche ascendante.

De 1801 à 1851, dans le vaste comté d'Inverness, traversé suivant toute sa longueur par le canal Calédonien, la population s'est accrue de *31* p. o/o.

Dans les hautes terres, la population s'est encore accrue, mais seulement de *21* p. o/o.

Durant le même laps de temps, la basse Écosse, éclairée, fécondée par le progrès des sciences et des arts, rivalise avec l'Angleterre pour les plus grandes industries, et sa population s'accroît de *99* p. o/o.

Présentons à la juste estime des hommes l'indication bien sommaire des travaux du grand ingénieur que l'Angleterre a chargé de construire le canal Calédonien.

La vie d'un ingénieur écossais : Thomas Telford.

Dans le comté de Dumfries, en 1757, Thomas Telford naquit de parents sans fortune; il apprit ce qu'un adolescent pouvait apprendre dans une école de village. Voulons-nous connaître la fécondité de cet enseignement? Remarquons, aux bords de l'Esk, un coin de la basse Écosse qui voit sortir presque en même temps de pareille école : l'illustre Telford, dont on va juger la carrière; Pasley, qui partira sapeur et deviendra général du génie; enfin quatre *Malcoms*, qui seront à leur tour généraux, administrateurs ou gouverneurs dans les Indes! Telford, au sortir de l'école, devint *apprenti maçon.* Le bon duc Henry de Buccleugh, le digne et premier président qu'ait eu la Société Royale d'Édimbourg, possédait presque tout le pays, où végétaient peu de familles, habitant des chaumières bâties en terre : il mit ses paysans en état d'élever des maisons en pierre, à la fois saines et commodes; il ouvrit des routes et fit les frais des nombreux ponceaux nécessaires pour traverser les cours d'eau. Telford débu-

tait quand la maçonnerie s'introduisait ainsi sur sa terre natale. La division du travail n'existant pas dans ces travaux un peu primitifs, il eut besoin de mettre en œuvre de sa main la pierre, le bois, le fer; ce qui lui donna l'esprit de ressource. A vingt-trois ans, formé de la sorte sur le plus modeste théâtre, il va travailler aux constructions de la Nouvelle-Édimbourg, qui devait parvenir à tant de splendeur. En pratiquant son métier, il trouve le temps d'apprendre à dessiner l'architecture, et son génie s'ouvre au sentiment du beau. Toujours fidèle à l'étude, il apprécie, ses outils à la main, la résistance, les qualités et les défauts des pierres, des ciments, des mortiers, des bois et des métaux. A vingt-cinq ans, il a complété seul son éducation technique; il sent sa force et part pour Londres : là, deux architectes célèbres, Robert Adam et Sir William Chambers l'apprécient. Enfin le Gouvernement lui confie l'érection d'un vaste hôtel pour le commissaire en chef de l'arsenal de Portsmouth : cet hôtel porte un cachet de mouvement, d'élégance et de simplicité gracieuse qui rappelle l'école italienne. A Portsmouth, Telford étudie l'architecture hydraulique d'après la vue des fondations à la mer, des bassins, des portes d'écluse, etc. : il pressent qu'un jour il exécutera de tels travaux pour le commerce.

On sait combien, chez les Écossais, est puissant l'amour du *compatriote*. Le député de Shrewsbury pour la Chambre des communes descend d'une famille née, comme Telford, dans la vallée de l'Esk. Pour lui Telford est *un pays :* cela suffit pour qu'il lui confie la restauration de son château de Shrewsbury. L'architecte du député devient celui de la ville et l'ingénieur du comté. Le voilà chargé de bâtir sur la Severne un premier pont : il est en pierre, il rappelle l'élégance et les formes de notre illustre Peyronnet; puis un second, qu'il entreprend d'exécuter en fonte

de fer, genre où l'on n'avait encore qu'un seul modèle : c'était celui de Colebrookdale, dont l'arche en plein cintre avait seulement 30 mètres d'ouverture; celui de Telford en aura 40, avec moitié moins de flèche et des combinaisons métalliques nouvelles, ingénieuses, où la solidité n'exclura pas l'élégance. Quarante ponts moins considérables succèdent à ces entreprises. Alors le créateur de la canalisation britannique, l'illustre duc de Bridgewater, veut créer un canal qui joindra trois fleuves : la Mersey, la Dee, la Severne, en traversant trois cités, Ellesmère, Nantwich et Chester. Telford est choisi pour ingénieur; il se montre créateur par le travail, aussi neuf que hardi, d'aqueducs en fer qu'on n'avait pas vus encore, et qui portaient des bateaux en passant au-dessus de vallées larges et profondes. J'ai visité ces chefs-d'œuvre, et je n'ai pu les décrire avec un autre sentiment que celui de l'admiration. Lorsqu'ils furent achevés, un certificat attestant la perfection et l'économie des travaux portait avec lui la gloire par cette simple signature du célèbre président : *Bridgewater*.

Ce qui caractérise le talent de Telford, c'est le génie novateur, hardi souvent jusqu'à l'audace, mais qui s'appuie sur l'expérience pour n'être jamais téméraire. En 1800, il veut remplacer le *pont de Londres*, dont les arches étroites, irrégulières, et les piles obstruantes sont un si grand danger. Il propose un pont en fer forgé d'une seule arche ayant 180 mètres d'ouverture. La structure en est savante; le Gouvernement la soumet aux géomètres les plus éminents, entre autres à l'illustre Thomas Young. Pendant que les savants méditent, Telford passe à d'autres travaux, et son projet n'a pas de suite.

Dès 1801, il reçoit du ministère une mission digne de lui, mission qui va le ramener à sa chère Écosse.

On lui prescrit de parcourir et les côtes et les Highlands

afin de proposer : 1° les ponts, les routes nécessaires pour accroître le commerce ; 2° les moyens d'exécution d'un *canal Calédonien ;* 3° les moyens de développer les pêcheries de l'est et de l'ouest ; 4° les moyens d'arrêter l'*émigration* des montagnards et d'en évaluer l'étendue ; 5° de perfectionner les ports et les chemins dans la basse Écosse du sud, pour faciliter les communications avec l'Irlande.

Voilà donc le même homme, parti *maçon* de son pays et revenant, vingt ans après, pour proposer le système complet des travaux publics qui peuvent répandre la vie, l'activité, le bien-être, sur sa terre natale. Il jouit du plus grand bonheur qu'un noble cœur puisse éprouver !

Sa réputation franchit la mer. Sous la latitude du nord de l'Écosse, on veut ouvrir le canal maritime de Gotha, entre la mer du Nord et la Baltique, afin d'éviter au besoin le passage du Sund ; la Suède demande à Telford de présenter des plans, qu'elle achèvera d'exécuter en 1813.

Il lui faut *un tiers de siècle* afin d'accomplir tout ce qu'il va projeter. Quinze cents kilomètres de routes à créer, sans compter les routes restaurées ; onze cent dix-sept ponts bâtis ; les pêcheries, les rivières, les ports améliorés, et jusqu'aux églises, aux presbytères érigés dans les montagnes, voilà la partie purement écossaise des travaux de Telford. Bientôt après on le chargera de rectifier et d'améliorer les routes gouvernementales du pays de Galles, ce qui lui fournira l'occasion d'ériger sur le bras de mer de Menai le plus grand, le plus hardi des ponts suspendus qu'on ait encore osé construire. Tant de travaux ne nuisaient pas à ceux qu'il dirigeait en beaucoup d'autres lieux. Il visitait au moins deux fois par an les côtes et l'intérieur, afin d'inspecter, de diriger la totalité des constructions exécutées d'après ses plans et ses calculs en Écosse, en Angleterre, en Irlande. Pendant

la durée des sessions parlementaires, il revenait à Londres pour préparer les projets de l'avenir; pour répondre aux villes, aux comtés, aux associations privées qui lui confiaient leurs desseins; pour comparaître devant les comités d'enquête chargés d'examiner celles de ses entreprises que devaient autoriser des actes du Parlement; pour satisfaire à des interrogatoires sans fin et déjouer les machinations, les oppositions intéressées. Voilà l'existence incroyablement laborieuse que l'ingénieur écossais a menée pendant son dernier tiers de siècle, et poursuivie jusqu'à soixante-dix ans. Tout cela n'empêchait pas qu'il ne réservât chaque jour des moments à l'amitié, moments que j'ai partagés, et qui jamais ne sortiront de ma mémoire!.... Il était d'un commerce plein de douceur et d'aménité; d'une conversation variée, lumineuse, profonde, et non moins souvent enjouée; d'une obligeance à toute épreuve. Et voici quelle était sa générosité : sa fortune, celle du moins intéressé des hommes, fortune si bien gagnée dans la direction des plus grands travaux de l'Europe, à défaut d'enfants, il l'a partagée entre des Écossais éminents et quelques Anglais illustres, dont il avait été l'ami. Il a donné cinquante mille francs pour distribuer des prix annuels dans la *Société des ingénieurs civils*, dont il est le fondateur; il a donné cinquante autres mille francs à deux paroisses de son pays, pour fournir chaque année des livres à leurs écoles populaires, bienfaitrices de son enfance. C'est d'un point de vue si magnanime qu'il a disposé de plus de six cent mille francs, qui composaient sa glorieuse fortune.....

Ah! n'ai-je pas raison de présenter en exemple à toutes les nations l'incomparable modèle que nous offre l'ingénieur écossais?

CHAPITRE II.

BASSIN OCCIDENTAL DE LA GRANDE-BRETAGNE.

---

§ 1er. Écosse occidentale.

Avant de parcourir la côte et les ports de l'Écosse occidentale, je donnerai, pour abréger et pour fixer les idées du lecteur, le tableau relatif à la navigation de cette côte.

PORTS, NAVIRES ET NAVIGATION DE L'ÉCOSSE OCCIDENTALE.

PORTS.	ANNÉE 1801.		ANNÉE 1851.		NAVIGATION TOTALE (en 1851).
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Stornoway	50	1,787	55	2,492	58,730
Campbeltown	75	3,552	23	1,237	116,464
Greenock	377	35,618	427	77,991	287,445
Port-Glasgow	90	10,213	94	15,216	92,070
Glasgow	"	"	509	148,025	1,513,681
Irwine	82	5,875	123	18,688	438,398
Ayr	44	3,308	53	7,219	159,630
Stranraer	38	1,715	32	1,594	88,509
Wigtown	34	1,214	63	3,687	57,122
Dumfries	29	1,209	146	11,828	130,960
Totaux	819	64,491	1,525	287,977	2,943,009

Depuis les îles Shetland jusqu'à la pointe la plus méridionale du comté d'Argyle, pas une ville industrieuse et

pas un port dont le commerce ait quelque activité ne nous sont offerts par la côte occidentale de l'Écosse.

Cette côte est séparée des îles Hébrides par deux détroits de largeur inégale : le grand et le petit Minsh. La principale de ces îles, appelée *Lewis*, a pour port *Stornoway;* dans ce port ne sont pas enregistrés 2,500 tonneaux pour l'ensemble de ce district maritime.

Ces îles, ces mers, si dépourvues de tout intérêt moderne, étaient celles où régnait la race gaëlique, au temps des héros d'Ossian. L'illustre Blair, littérateur d'un goût si sûr, a regardé comme authentiques les poésies de ce barde, recueillies et plus ou moins altérées, complétées, suppléées par Macpherson. L'enthousiasme exagéré qu'elles avaient excité dans le siècle dernier s'est refroidi; mais leurs beautés, quoique incultes et sauvages, les sauveront de l'oubli.

Lorsqu'on arrive, en avançant vers le sud, à l'extrémité de la presqu'île de Cantyre, où finit le comté d'Argyle, on franchit un détroit qui n'a pas plus de 23 kilomètres de largeur, et qui sépare le midi de l'Écosse du nord de l'Irlande; on tourne vers l'orient pour remonter vers le nord dans le golfe du Clyde.

On laisse à gauche le petit port de *Campbeltown*, puis l'île d'Arran, puis l'île de Bute; on pénètre dans une baie très-resserrée, très-découpée, qui, par ses rameaux, sépare quatre comtés : on arrive à l'embouchure du fleuve qui mène à *Glasgow :* c'est le Clyde.

Quand les habitants des basses terres se sont établis à Glasgow, des barques légères suffisaient à tous les besoins; elles remontaient jusqu'au pont de cette ville, où finit la navigation maritime. Dès le moyen âge, Glasgow comptait comme une ville importante, où l'on pratiquait les arts alors connus; elle est devenue le marché des mon-

tagnards pour le midi de la haute Écosse occidentale. Dotée d'une université, la culture des sciences a favorisé dans son sein le progrès des industries. Adam Smith y professait; et c'est dans ses murs que Black et James Watt on tfait, au milieu du siècle dernier, leurs plus merveilleuses découvertes.

Quand Arkwrigth eut changé la face de l'industrie textile du coton, un citoyen de Glasgow s'empressa d'établir une filature à Lanark, sur le Clyde; elle a suivi tous les progrès de cette fabrication.

Lorsque l'emploi de la vapeur comme force motrice applicable en tous lieux, en tout temps, eut permis d'en faire dans les cités un usage sans bornes, Glasgow se sentit appelée à de nouveaux destins. Elle avait dans son voisinage un gîte inépuisable de houille et d'abondants minerais de fer; elle en fit usage avec une étonnante activité. Elle ne craignit pas d'entrer en rivalité directe avec Manchester, en établissant tour à tour les diverses sortes de fabrications qui prenaient l'essor dans la grande cité du Lancastre.

En même temps, Glasgow devenait, en faveur du pays d'alentour, un centre pour la filature et le tissage du coton, de la laine, du chanvre et du lin.

Ne demandez pas aux Jurés de l'Exposition de Londres quelles récompenses supérieures ont été décernées à Glasgow. Des magistrats de cette ville, fabricants eux-mêmes, figuraient dans le Jury international pour y combattre, de concert avec les industriels mandataires de Nottingham, de Manchester, etc., toute récompense d'ordre supérieur, personnelle et du premier ordre. C'était le résultat d'une idée systématique contre lequel les Jurés français ont en vain lutté.

Expliquons cette étrange résolution du commerce

britannique. En 1851, dans l'année même de l'Exposition universelle, l'Angleterre vendait à toutes les nations des masses énormes de fils et de tissus de coton à des bas prix fabuleux. La généralité des fabricants comprenait parfaitement que la richesse de ses exportations reposait sur le bon marché, qui satisfait chez tous les peuples aux besoins sans bornes des masses.

En réunissant tous les avantages que peuvent fournir la nature et l'art, par la houille et le fer procurés à très-bas prix, l'Anglais et l'Écossais étaient privilégiés sous ce point de vue. Ils produisaient pour l'exportation, dès 1851 :

1° Cotons filés,	65,301,730^{kil}	pour.......	143,966,106^{f}
2° Tissus blancs,	880,907,800^{m}/^{c}	pour.......	293,138,450
3° — colorés,	530,042,460	pour.......	258,166,000
		Valeur totale............	695,270,556

Voilà donc les *deux tiers d'un milliard* dépassés dans la vente annuelle des fils et des tissus en coton, assez communs pour ne coûter :

Les fils, que 2 fr. 54 cent. le kilogramme[1];
Les tissus blancs, que 33 centimes 28/100 le mètre courant;
Les tissus imprimés ou teints, que 48 centimes 71/100 le mètre courant.

Un tel abaissement de prix démontre que les produits qui composent la partie la plus opulente des exportations britanniques sont des produits *très-communs*, fabriqués par les moyens les plus simples, avec des mécanismes et des procédés vulgarisés chez des milliers de fabricants.

Aujourd'hui, loin que la conduite de ces fabrications

[1] Dont à peu près 1 fr. 50 cent. pour le coton.

communes soit difficile à pratiquer par le propriétaire, elle est au contraire pour lui comme une routine tracée d'avance. Il arrive à sa manufacture vers les neuf heures du matin; il en repart de manière à ce qu'il puisse regagner sa maison de campagne avant l'heure du dîner; ses ouvriers ne travaillent que dix heures par jour. La vapeur et les mécanismes opèrent, pour ainsi dire, d'eux-mêmes; et, pourvu que la fabrique ait des contre-maîtres attentifs, elle prospère.

C'est entre tous ces fabricants que les Anglais et les Écossais ont voulu l'égalité. Que leur importent ceux qui désirent filer du fin ou tisser du beau! Qu'ils fassent fortune, s'ils le peuvent, en sortant d'une ornière où *les rails sont d'or* : ce sera leur récompense. Mais quant aux Expositions, si elles signalaient un filateur, un tisserand plutôt qu'un autre, celui-ci s'en prévaudrait pour vendre plus que ses concurrents : ce qui désolerait ceux-ci.

Voilà l'esprit des fabricants de fils et de tissus, aussi bien de Glasgow que de Manchester.

Glasgow, d'ailleurs, n'avait pas négligé de faire représenter ses opulentes industries; 33 de ses fabricants étalaient leurs fils et leurs tissus de laine et de coton, de chanvre et de lin, dans le Palais de Cristal.

Les arts savants étaient également représentés; ils sont pratiqués avec un vrai succès dans Glasgow. Cette ville a des fabriques de produits chimiques proprement dits dont la grandeur est étonnante. Cette grandeur permet au plus haut degré la division du travail, l'économie des frais généraux et la vente à bon marché, source elle-même de ventes toujours croissantes.

Lorsque j'ai visité Glasgow, j'ai surtout été frappé de l'instruction généralement répandue dans la classe ouvrière, et des effets excellents qu'a produits cette

instruction. Je crois devoir citer ici le tableau que j'ai présenté de cette ville en 1818[1]:

« Glasgow est au nombre de ces villes qui montrent « tout ce que peuvent produire l'activité, la persévérance « et l'industrie. Dans l'espace d'un siècle seulement, elle « a rendu dix fois plus considérables sa population, sa ri- « chesse, son commerce et ses manufactures.

« Je puis rendre un témoignage personnel honorable « pour Glasgow : il est plus facile de visiter ses établisse- « ments et ses ateliers que ceux d'aucune autre ville de « l'empire britannique. On montre là, sans hésitation, ce « que l'on cache obstinément à Manchester. L'esprit libé- « ral des habitants est, sous ce point de vue, poussé aussi « loin qu'il puisse l'être chez un peuple manufacturier, qui « doit naturellement redouter et tenter de prévenir non- « seulement la perte de sa prépondérance, mais toute con- « currence étrangère.

« Les riches habitants de Glasgow ont fondé l'*Institu- « tion Andersonnienne*, où l'on professe, dans les soirées « de chaque hiver, les éléments de géométrie, de méca- « nique, de physique et de chimie appliquées aux arts. Ces « cours sont spécialement destinés pour les jeunes artisans, « qui n'ont à payer pour cela qu'environ six francs par sai- « son. Une aussi faible rétribution est exigée, afin de n'avoir « que des étudiants mus par l'amour de l'instruction et « qui veuillent faire pour elle au moins un léger sacri- « fice.

« La reconnaissance publique doit s'attacher à la mé- « moire du savant Birbeck, qui le premier fit descendre

[1] *Mémoires sur la marine et les ponts et chaussées de France et d'Angleterre, etc.*

« jusqu'à la classe ouvrière cet enseignement des notions « mathématiques appliquées aux arts.

« L'Institution Andersonnienne a produit des résultats « étonnants. C'est une chose admirable que de voir au- « jourd'hui, dans beaucoup d'ateliers de Glasgow, de « simples ouvriers posséder et développer au besoin les « principes de leurs opérations, et les moyens théoriques « d'arriver aux résultats pratiques les plus parfaits qu'on « puisse désirer.

« Le principal professeur de l'Institution Anderson- « nienne, le docteur Ure, connu par sa bienveillance « pour les étrangers, et surtout pour les Français, m'a « conduit lui-même dans toutes les manufactures impor- « tantes, et dont un grand nombre sont aujourd'hui diri- « gées par ses élèves.

« Si la naïveté des détails, qui peignent l'esprit d'un « peuple et les lumières des classes inférieures, n'alarme « pas trop les auditeurs délicats, pour leur donner un « exemple de l'instruction des simples artisans de Glas- « gow, je leur citerai deux frères boulangers qui, dans « l'intervalle d'une cuisson à l'autre, s'occupent à faire « des machines et des instruments de physique. Ils ont « coulé, tourné, ajusté toutes les pièces d'une ma- « chine à vapeur, dont la modeste bouilloire fonctionne « à côté du four aux petits pâtés. La machine est du pou- « voir de deux hommes; les mouvements en sont ingé- « nieux : elle sert à faire aller un tour en l'air, à l'aide du- « quel nos deux artistes tournent les métaux et façonnent « des lentilles pour des instruments d'optique. Ils ont « construit un petit appareil pour éclairer par le gaz « leur boutique et leur logement. Les tuyaux qui trans- « mettent le gaz ont des genoux flexibles qui permettent « de transporter la lumière aux endroits où elle est mo-

« mentanément nécessaire. Ces jeunes gens connaissent « bien les principes mathématiques et physiques des ins- « truments qu'ils construisent. Un jour ils quitteront leur « profession pour cultiver avec bonheur les sciences natu- « relles ; mais leur fortune dépend d'un oncle qui préfère « de beaucoup la boulangerie et la pâtisserie à la géomé- « trie et à l'astronomie, et qui, jaloux du titre héréditaire « de sa famille, veut transmettre à ses arrière-neveux le « pétrin de ses ancêtres. Hélas! combien d'hommes sont « parmi nous, sans s'en douter, oncles des deux pâtissiers[1] ! »

Je me suis empressé, dès 1817, de porter devant l'Institut de France et devant le public ce témoignage en faveur de l'enseignement des ouvriers, tel qu'il avait commencé dans Glasgow. Je me suis moi-même empressé de l'introduire en France. Les ouvrages dans lesquels j'ai signalé les avantages qu'avaient obtenus les Écossais, dès qu'ils furent traduits en anglais, inspirèrent aux principales cités de la Grande-Bretagne le désir d'arriver par les mêmes moyens aux mêmes résultats. Des associations se formèrent sous ce titre d'institutions d'ouvriers, *Mechanics Institutions*, où, moyennant des souscriptions modiques, on développa l'enseignement des sciences mathématiques et physiques appliquées à l'industrie.

Si j'ai pu contribuer en quelque chose à cette propagation des connaissances utiles, c'est, à mes yeux, la plus précieuse récompense que j'eusse pu souhaiter pour mes écrits et mes travaux ; je reprends ma narration.

« Un ouvrage qui contribue beaucoup à la prospérité de

[1] *Relation d'un premier voyage fait en 1816........*, présentée, le 26 janvier 1818, à l'Académie des sciences de l'Institut de France.

« Glasgow, c'est le grand canal des deux mers, qui joint le « Clyde, un peu au-dessus de cette ville, avec la baie du « Forth, un peu au-dessus de Stirling.

« J'ai été invité à visiter ce canal avec le conseil de la « compagnie qui en est propriétaire. J'ai eu le plaisir de « faire cette excursion instructive avec le célèbre J. Watt, « ancien habitant et ingénieur civil de Glasgow. Par une « faveur trop peu méritée, la première classe de l'Institut « de France me nomma son correspondant à la place même « de M. Watt, lorsqu'elle l'eut nommé son associé étranger. « J'ai dû à cet honneur, et à l'indulgente recommandation « de l'illustre Berthollet, la connaissance et la bienveillance « du grand Écossais. C'est avec un respect mêlé d'admira- « tion que j'ai vu ce beau vieillard de quatre-vingts ans, « conservant la vigueur de son esprit aussi bien que sa force « physique, et m'instruisant d'une foule de détails relatifs « aux progrès de l'industrie anglaise, dont plus qu'aucun « autre inventeur il accéléra la marche. C'est à M. Watt « que l'Angleterre doit, en grande partie, l'immense ac- « croissement de sa richesse depuis un demi-siècle.

« Je fus invité par Watt à descendre de Glasgow à Gree- « nock sur le Clyde, en m'embarquant sur des bateaux à « vapeur; il me demanda de lui transmettre mes observa- « tions, qui, disait-il, l'intéresseraient particulièrement, « parce que son fils faisait alors en grand des expériences « très-soignées sur le bateau à vapeur *la Caledonia.*

« Naguère le Clyde n'était navigable jusqu'à Glasgow « que pour les plus petits bâtiments. Dès 1817, des navires « de 150 tonneaux y remontaient avec facilité. D'immenses « chaussées donnent à l'agriculture de vastes terrains au- « paravant inondés chaque jour par les marées; le lit du « fleuve, rendu plus étroit, est devenu plus profond, et des « machines à curer, mues par la vapeur, ont achevé ce grand

« ouvrage dans les points où le cours naturel des eaux ne « suffisait pas pour produire cet effet.

« *Je voudrais*, disais-je en 1817, *que l'exemple du Clyde et « de Glasgow conduisît aux mêmes efforts et fît obtenir les mêmes « résultats pour la Seine et pour Paris.* »

Depuis l'époque où j'émettais ce vœu, beaucoup d'efforts ont été tentés. J'ai dirigé des études pour l'entreprise d'un grand canal maritime, parallèle à ce fleuve et partant de la capitale; cette entreprise n'a pas été réalisée. D'autres ont fait des travaux considérables et couronnés de succès afin d'améliorer la Seine même, et de la rendre navigable pour des bâtiments de 400 tonneaux, entre Rouen et la mer. Une aussi belle opération n'est pas arrivée, pour la Seine inférieure, au dernier terme de la perfection : c'est aux Français de prendre exemple sur la persévérance écossaise, qui depuis 1817, en continuant les endiguements et les dragages du Clyde, fait remonter jusqu'à Glasgow des navires considérables.

Port-Glasgow est un vaste bassin contenant les grands bâtiments qui font le commerce des deux Indes, et qui tirent trop d'eau pour remonter jusqu'à la ville même. Plus bas est Greenock, sur la rive gauche du fleuve.

A *Greenock*, le Clyde, extrêmement large, entouré de tous côtés par de hautes montagnes, offre une rade spacieuse, profonde et sûre. On améliore, on agrandit, on renouvelle en quelque sorte les bassins de Greenock.

De Greenock à Port-Glasgow la côte abonde en chantiers de constructions navales. Dès 1812, M. Bell exécutait pour naviguer sur le Clyde le premier et faible bateau à vapeur qu'ait possédé l'Angleterre.

En 1851, Glasgow possédait, non plus un simple batelet, mais 80 navires à vapeur, qui jaugeaient 19,231

tonneaux, les plus forts ayant une force motrice de 400, de 500 chevaux et davantage. L'admirable position du Clyde, où la houille et le fer sont à si bas prix, a favorisé surtout les nouvelles constructions navales, quand on a connu l'extrême avantage d'adopter des navires dont la coque et les ponts fussent en fer. Aujourd'hui les rives du Clyde présentent de magnifiques usines pour construire et ces navires et leurs mécanismes à vapeur, non-seulement afin de suffire aux besoins croissants de l'Écosse, mais à ceux de l'Angleterre. Plus de la moitié des navires en fer à vapeur exécutés dans les trois royaumes le sont sur les bords du Clyde. C'était avec pleine justice qu'on avait appelé parmi les jurés de l'Exposition universelle M. Robert Napier, l'un des plus considérables et des plus habiles constructeurs de navires à vapeur qui fassent honneur à Glasgow.

En 1854, M. R. Napier préparait pour l'empereur de Russie les mécanismes de forts navires à vapeur : la guerre en a fait naturellement changer la destination.

Voyons maintenant à quel degré de grandeur est arrivée, pour les ports du Clyde, la navigation par la vapeur, comparativement à la navigation à voiles.

PARALLÈLE DE LA VOILE ET DE LA VAPEUR DANS LES PORTS DU CLYDE.

ENTRÉES ET SORTIES (1851).	NOMBRE DE NAVIRES.	TONNAGE TOTAL.
A la voile	4,120	991,100t
A la vapeur	3,034	734,376

Il est curieux d'opposer à ce mouvement comparé ce-

lui que présentent les deux navigations pour l'Angleterre avec des bâtiments britanniques. Il y a pour 100,000 tonneaux de navires à voiles, entrées et sorties :

Navires à vapeur.	Tonneaux.
Ports d'Angleterre..........	26,566
Ports du Clyde, en Écosse....	73,945

Par conséquent, les ports du Clyde ont poussé trois fois aussi loin que l'Angleterre la proportion déjà conquise par la navigation à vapeur.

En même temps que nous signalons cet avantage remporté par l'Écosse, il est juste de faire mentionner dans un autre sens une grande supériorité de l'Angleterre sur l'Écosse : elle est relative au commerce avec l'étranger et les colonies.

Si nous débouchons du Clyde pour avancer vers le midi, nous passons devant les ports d'*Ardrossan*, d'*Irvine* et d'*Ayr*. Ardrossan est vivifié par le canal qui va de la mer au Clyde près de Glasgow; d'Irvine et d'Ayr est envoyée la houille écossaise que l'on destine à l'Irlande. On doit à Telford les travaux de ce canal et de ces ports.

En avançant vers le midi nous trouvons, au fond d'une baie étroite et profonde, le petit port de *Stranraer*. Au dehors d'une presqu'île est *Port-Patrick*, à 8 kilomètres seulement de Stranraer : c'est le point le plus rapproché de l'Irlande. Il est droit en face de la vaste baie de Belfast, cette admirable colonie que les Écossais ont établie comme pour montrer ce que la Grande-Bretagne peut opérer de miracles industriels, même en Irlande.

Au midi de Port-Patrick, nous débouchons du détroit dit chenal du Nord; nous retournons vers l'orient, nous laissons à notre droite l'île de *Man*, et nous passons devant la baie de *Wigtown*.

Nous pénétrons dans le golfe de Solway; nous doublons l'embouchure de la With, rivière qui passe à Dumfries.

Au point le plus enfoncé du golfe est le village de Gretna-Green, célèbre seulement pour le libre échange des mariages entrepris malgré la prohibition des pères et mères. Ici finit l'Écosse occidentale.

Progrès généraux de l'agriculture écossaise.

L'Écosse est aujourd'hui florissante par l'agriculture. Les habitants, dépourvus de capitaux il n'y a pas beaucoup d'années, ont fait des efforts dignes d'admiration; ils se sont rendus propres toutes les améliorations de l'agronomie anglaise, avec des perfectionnements dont ils sont les auteurs. Malgré les difficultés extrêmes que les Écossais trouvaient dans leur sol et dans leur climat, ce qu'ils tirent aujourd'hui de leur territoire doit nous frapper d'étonnement. En voici la preuve :

État officiel des récoltes écossaises, par hectare, en 1851.

Froment	26 hectolitres.
Orge	23
Avoine.................	32 1/2

On estime qu'en France la récolte moyenne en froment est de 13 hectolitres par hectare. Tel est donc le magnifique problème que notre agriculture doit se proposer : « En « combinant avec autant d'habileté que les Écossais et les « assolements et la science des engrais, *doubler nos récoltes;* « c'est un résultat simple et net. Il nous permettra de nourrir « *soixante-douze millions* de Français, au lieu de *trente-six.* « Cela vaudra mieux que d'aller mendier des blés à l'é« tranger. »

§ 2. Côtes occidentales d'Angleterre.

Les ports que baigne la mer d'Irlande.

État de la navigation au XIXe siècle.

Ports.		Année 1800. Navires.	Année 1800. Tonneaux.	Année 1851. Navires.	Année 1851. Tonneaux	Entrées et sorties : 1851.
Cumberland.	Carlisle.....	19	1,081	37	2,540	79,083
	Maryport...			125	18,956	194,889
	Workington.	47	57,169	102	20,029	92,006
	Whitehaven.			213	35,985	395,192
Lancastre..	Fleetwood...			24	1,621	169,683
	Lancastre...	140	19,399	88	6,666	281,125
	Preston.....	83	1,656	122	7,600	74,850
Totaux..........		289	79,305	711	93,307	1,286,828

Des sept ports qui sont énumérés ici, *Carlisle*, au point de vue maritime, a le moins d'importance. Sa situation est cependant remarquable : elle offre, sur la côte occidentale, le point le plus rapproché de la mer orientale. Carlisle est seulement à 100 kilomètres du port de Newcastle; on peut les franchir en deux heures par le chemin de fer qui joint ces deux ports.

Les ports qui suivent, *Maryport*, *Workington*, et *Whitehaven*, doivent leur importance à l'exportation de la houille que le Cumberland fournit à l'Irlande.

On doit être surpris de voir les trois ports du comté de

Lancastre, si célèbre pour son commerce et son industrie, ne pas présenter plus de négoce et de mouvement maritime : la cause en est à la prépondérance de Liverpool.

Port de Liverpool.

Après avoir longé, du nord au midi, toute la côte du Lancastre, nous arrivons à l'embouchure de la Mersey; nous y pénétrons, et nous trouvons à gauche *Liverpool*, qui se développe sur une longue croupe de collines.

Devant Liverpool, la largeur de la Mersey n'est pas moindre de 1,000 mètres, lorsque la mer est haute. Au-dessus et au-dessous de ce point, le fleuve s'élargit encore; il présente à la navigation intérieure un magnifique bassin rattaché par des canaux à tout l'intérieur de l'Angleterre.

On a calculé la masse des eaux qui sont refoulées dans ce bassin et qui descendent devant Liverpool aux grandes marées d'équinoxe : elle est de 395,690,000 mètres cubes par vingt-quatre heures. La hauteur de ces marées à l'embouchure du fleuve est de 10 mètres, et dans les moindres marées elle est encore de 6 mètres.

On conçoit que des navires, pour opérer leurs chargements et leurs déchargements, seraient exposés à des mouvements, à des dangers graves, s'ils devaient rester à l'ancre exposés à toute l'action des vents et de telles marées.

Dès l'année 1710, le commerce de Liverpool avait assez grandi pour que ses habitants entreprissent de construire dans leur marais, leur *pool*, un dock ou bassin dans lequel les navires pussent rester à flot et tranquilles. C'est le premier de ce genre que le commerce britannique ait possédé; sa superficie, grande pour l'époque, était seulement de 1 hectare 1/2.

Ce dock, alors suffisant pour le commerce entier de Liverpool, est couvert maintenant par le vaste édifice de la douane.

Qui le croirait? en 1760, à l'avénement de Georges III, Liverpool était, pour l'importance du commerce, au-dessous de Bristol, que maintenant elle dépasse de si loin. Elle n'occupait que 300 navires et n'avait encore que deux docks, occupant 3 hectares 1/2.

Bientôt les progrès s'accélèrent. En 1800, les anciens et les nouveaux docks couvrent déjà 14 hectares; en 1851, ils en couvrent 77. Ainsi, dans l'espace d'un demi-siècle, ils ont plus que quintuplé!...

Mais Liverpool ne s'arrête pas à ce terme : elle projette, en amont de ses bassins, deux nouveaux docks dont la superficie sera plus grande que la totalité de ceux qu'elle possédait en 1814, au commencement de la paix générale.

Il est un fait digne de remarque. Tous ces docks, et leurs quais, et les édifices que leur service réclame, sont autant de conquêtes que l'art a faites sur le lit du fleuve. On évalue maintenant la superficie conquise sur la Mersey, pour les quais, les places, les docks et leurs bassins d'entrée, à 250 hectares.

Depuis 1808 jusqu'en 1821, les travaux hydrauliques de Liverpool furent dirigés par le célèbre Sir John Rennie. Après sa mort, on eut recours à Thomas Telford, à qui ont succédé MM. Forster, Jesse-Hartley et Rendel.

Le comité d'administration pour les docks de Liverpool a publié, vers la fin de 1854, un rapport du plus haut intérêt sur la situation de ces établissements. J'en ai déduit les faits suivants :

MOUVEMENT ANNUEL DES DOCKS DE LIVERPOOL.	REVENUS MOYENS.	TONNAGE.
De 1815 à 1830, 1re période de paix générale.......	3,527,625f	1,112,162t
De 1830 à 1845, 2e période *idem*................	4,588,555	2,112,162
De 1845 à 1854, 3e période *idem*................	6,600,715	3,918,385
Dernière année de paix générale..................	7,600,000	4,316,583

A la vue d'un si rapide accroissement, le comité constate que les docks actuels, quelle que soit leur étendue, sont *insuffisants* : il déclare urgent d'y pourvoir, ainsi qu'aux progrès immanquables d'un prochain avenir. En conséquence, il propose au pouvoir municipal l'exécution de nouveaux bassins, assez vastes pour couvrir 56 hectares, et qui, joints aux anciens, présenteront une superficie de 133 hectares. Les navires admis dans ces bassins y trouveront, pour décharger et recharger, des quais revêtus en maçonnerie, dans une longueur de 10 kilomètres et deux tiers!

En même temps, on triplera les édifices devant servir de magasins; leurs toits couvriront 100,000 mètres carrés.

A Liverpool et dans les comtés circonvoisins, la consommation des bois étrangers propres à bâtir est devenue si considérable, que leur importation annuelle, opérée par ce port, surpasse aujourd'hui 400,000 tonneaux. Pour suffire à ce commerce, on projette un dock spécial ayant en superficie 400,000 mètres carrés, c'est-à-dire 40 hectares. Il aura deux grandes annexes : 1° 10 hectares de quais et de chantiers communiquant avec les canaux de l'intérieur; 2° 10 autres hectares pour établir des formes, des cales et des ateliers de constructions navales.

On redressera, on élargira les rues qui longent l'ensemble des docks; on n'en fera qu'une seule voie, dont la largeur sera de 20 mètres.

Figurons-nous notre rue de Rivoli, conservant toute sa largeur, bordée d'un côté par ses maisons, par ses boutiques remplies des prémisses d'un commerce de deux milliards; de l'autre côté, par les navires des deux mondes, rangés à quai, dans une étendue supérieure à deux lieues. Tel sera le frontispice de Liverpool du côté d'un fleuve quatre fois aussi large que la Seine.

Pour terminer de pareils travaux, il faudra 80 millions de francs. Le crédit des citoyens y pourvoira; et les revenus de ces créations de géant payeront, dans un court laps de temps, intérêt et capital.

L'ensemble des docks de Liverpool, exécutés sans aucun secours du Gouvernement, a coûté le quart d'un milliard : 250 millions de francs.

A l'Exposition universelle figurait, en relief, un vaste plan de la ville et du port de Liverpool, avec tout le système des bassins. En le contemplant on pouvait se former l'idée de cette succession continue de vastes docks, où sans cesse arrivent de nouveaux navires pour remplacer ceux qui sortent : ce qui rappelait un spectacle magnifique!

Dans ces dernières années, d'après l'ingénieux projet de M. William Cubbit, on a construit un embarcadère flottant, porté sur de légers pontons en fer : il s'élève et s'abaisse avec la marée. En même temps un vaste et solide tablier à charpente en fer fait l'office de plan incliné et tourne sur des axes horizontaux. Il forme un chemin intermédiaire entre les surfaces horizontales de l'embarcadère et du quai [1].

[1] Les dimensions du tablier sont assez grandes pour permettre une diffé-

En 1812, les ingénieurs français avaient établi sur l'Escaut un système analogue, en face d'Anvers.

Revenons, avec une attention particulière, sur les progrès de la marine commerçante de Liverpool, en faveur de laquelle on a fait de si beaux et de si vastes travaux.

Liverpool possédait..	en 1800 :	796 nav. jaugeant	142,883 ton[x].
	en 1851 :	1,894	581,049

Remarquons, avant tout, comme une grande amélioration, l'accroissement de capacité des navires. Leur jaugeage moyen, en 1800, n'était que de 180 tonneaux; dès 1851, il s'élevait à 307 tonneaux : en un demi-siècle, il avait presque doublé! Cet accroissement permettait de transporter des quantités beaucoup plus fortes de marchandises, avec un même nombre de marins; par une telle économie, l'Angleterre soutient avec avantage la concurrence avec les marines étrangères.

Présentons quelques faits qui nous puissent faire bien comprendre la grandeur et la nature de la navigation dont Liverpool est le port.

Dans l'année même de l'Exposition universelle, l'entrée et la sortie des navires chargés, tant nationaux qu'étrangers, présente en totalité ce résultat énorme :

Liverpool....................	6,608,119 tonneaux;
Les trois royaumes..........	40,759,331

On voit par là que, en 1851, le tonnage total de la navigation de Liverpool est égal *au sixième* du tonnage de la navigation des trois royaumes.

rence de descente et de montée de 10 mètres lors des grandes marées. Le tablier ou pont mobile présente deux voies séparées, dont l'une est garnie de rails en fer. Cet embarcadère mobile a coûté 1,250,000 francs. On en projette un second, qui sera long de 300 mètres, et qui coûtera 2,500,000[f].

Si nous comparons seulement les navigations accomplies dans les mers extérieures, allers et retours compris, nous trouvons, en 1851 :

Pour Liverpool	2,073,216 tonneaux;
Pour les trois royaumes	9,818,876

Par conséquent, à l'égard de la navigation extérieure, la plus opulente des deux et celle qui demande les plus longs voyages, la part de Liverpool est supérieure *au cinquième* du mouvement accompli par les trois royaumes.

Demandons-nous quelle est la part de Liverpool dans le tonnage de la navigation qui s'opère *par la vapeur?*

	Mers intérieures.	Mers extérieures.
Pour Liverpool............	1,741,336	232,537
Pour les trois royaumes...	9,251,005	1,895,076
Part de Liverpool........	19 p. 0/0.	12 p. 0/0.

Ainsi, chose remarquable à l'égard de la navigation par la vapeur, tandis que Liverpool approche du cinquième pour les mers intérieures ou le cabotage, elle n'atteint pas le *huitième* pour le commerce extérieur. A quoi tient une aussi grande disproportion? Ce n'est certes pas au défaut d'activité ni d'énergie, ni d'esprit d'entreprise dans l'application de la vapeur par le commerce de Liverpool. En voici les vraies causes :

En premier lieu, la navigation à vapeur la plus active est celle qui s'accomplit avec l'Europe; or Liverpool, érigée sur la côte occidentale qui fait face à l'Amérique, est mal située pour entrer en concurrence, dans les ports européens, avec les navires appartenant aux deux côtés de l'Angleterre qui regardent l'orient et le midi.

En second lieu, la concurrence américaine, la plus

redoutable de toutes, s'accomplit à Liverpool. Les États-Unis subventionnent avec largesse une compagnie pour envoyer périodiquement dans ce port ses magnifiques paquebots à vapeur : cela diminue la part britannique.

Afin de parer au désavantage de sa position, Liverpool ne craint pas d'envoyer chercher *gratis* au Havre les voyageurs qui veulent passer aux États-Unis : pour aller en Amérique, ils ne payent pas plus cher que s'ils partaient directement d'Angleterre. On conçoit facilement qu'un semblable sacrifice ne pourrait pas s'accomplir pour toute espèce de voyages, et surtout pour des voyages où l'État ne payerait pas une partie de la dépense.

Résumons en deux mots la grandeur du commerce maritime de Liverpool. Si l'on évaluait seulement à 350 francs le tonneau de produits soit importés soit exportés en douze mois, le total surpasserait *deux milliards cent millions de francs.*

Le revenu des douanes, sur les produits étrangers entrés à Liverpool en 1851, s'élevait à 88 millions de francs!

Pour nous former une idée des causes d'un tel degré de richesse obtenue par Liverpool, il faut considérer le territoire dont ce port est le centre commercial.

Orbe industriel et commercial dont Liverpool est le foyer.

Concevons un demi-cercle légèrement aplati, une demi-ellipse qui passe par Birmingham, par Nottingham et Leeds, pour aboutir dans le nord du Lancastre à la mer d'Irlande. Liverpool se trouve au foyer de cette moitié d'ellipse, dont le grand axe s'étend de Birmingham à l'extrémité du Lancastre. L'espace que je viens de circonscrire est ce que j'appellerai l'*orbe de Liverpool.*

La superficie totale comprise dans l'orbe de Liverpool

est égale à 2,256,000 hectares. La plus grande distance à parcourir, de Liverpool aux confins de ce territoire est de 36 lieues, et la plus courte de 24. Par conséquent, avec les chemins de fer, dans l'ellipse commerciale dont Liverpool est le foyer, nulle part on ne se trouve à plus de trois heures de ce grand port, s'il s'agit des voyageurs; nulle part à plus d'un jour de distance, s'il s'agit d'un roulage un peu pressé.

Voilà donc un espace de 2,256,000 hectares qu'on peut regarder sinon comme un faubourg, au moins comme *une banlieue* de Liverpool. Montrons à quel point cet espace est habité.

POPULATION DE L'ORBE COMMERCIAL DONT LIVERPOOL EST LE FOYER.

COMTÉS.	RECENSEMENTS.	
	1801.	1851.
	Habitants.	Habitants.
Lancastre	683,252	2,063,913
York (division de l'ouest)	576,336	1,339,962
Chester	189,411	423,438
Derby	140,998	260,707
Nottingham	152,573	294,438
Stafford	254,084	630,506
District de Birmingham	70,676	232,841
Totaux	2,067,330	5,245,805

En 1751, la population des comtés que nous venons d'examiner n'excédait guère un million d'âmes : par conséquent, en cent années elle a *quintuplé*... Aucun autre

pays de l'ancien monde ne présente à beaucoup près un si rapide accroissement. Le parallèle avec les diverses parties de l'Angleterre est également remarquable.

Accroissement des populations anglaises, de 1801 à 1851.

Dans l'orbe de Liverpool, ...	154 p. 100
Dans Londres.	144
Dans le reste de l'Angleterre..................	76

Par conséquent, les populations urbaines et rurales de tout l'orbe de Liverpool, sans aucun secours gouvernemental, obtiennent pourtant un accroissement plus rapide que la capitale d'un empire de 170 millions d'habitants, qu'une capitale où l'accumulation des habitants est favorisée par le séjour du ministère, de la cour et du Parlement; par l'action et la richesse de grandes associations, telles que la compagnie des Indes; par des institutions privilégiées, comme la banque royale d'Angleterre, etc. A l'égard du reste de la Grande-Bretagne, l'accroissement semi-séculaire de la population n'est pas même égal à la moitié de celui que présente l'orbe dont Liverpool est le foyer.

Chose surtout digne de remarque, ce progrès, à tel point supérieur dans l'orbe de Liverpool, s'est accompli sur un territoire où la population, déjà très-condensée en 1801, semblait devoir éprouver plus d'obstacles à continuer ce développement rapide pendant le XIXe siècle.

Habitants par mille hectares.

Années......	1801	1851
Orbe de Liverpool..............................	916	2,325
Le reste de l'Angleterre, en y comprenant Londres..	532	989

Ainsi, pour une même étendue de territoire, la popu-

lation de l'orbe de Liverpool était, dès 1801, presque *double* de celle du reste de l'Angleterre; cinquante ans plus tard, elle approche du *triple*.

Pour les personnes qui savent combien est grand le danger du paupérisme chez les populations trop condensées, et surtout qui le sont devenues trop rapidement, une inquiétude pénible doit s'emparer des esprits. Jusqu'où s'est étendue la lèpre du paupérisme dans l'orbe de Liverpool? N'y a-t-elle pas exercé des ravages plus grands que dans le reste de l'Angleterre? Pour étudier ce parallèle, je me suis servi d'un document officiel rapporté par le savant Mac-Culloch dans sa belle description de l'empire britannique. Il fait connaître, au moment où Sir Robert Peel va commencer ses plus grandes réformes commerciales, le nombre des pauvres, ou perpétuels, comme les estropiés, les infirmes, les incurables, ou secourus temporairement lorsqu'ils manquent de travail. J'ai trouvé pour le même laps de temps, sur 1,000 habitants :

Pauvres secourus dans l'orbe de Liverpool...	58
Pauvres secourus dans le reste de l'Angleterre.	106

Par conséquent, bien que le peuplement ait marché beaucoup plus vite dans l'orbe de Liverpool, l'indigence y frappe moitié moins de personnes, sur un même chiffre total, que dans le reste de l'opulente Angleterre.

Rassurés de ce côté, tournons notre attention vers un autre point de vue. Demandons-nous quelles sont, dans l'orbe de Liverpool, les cités grandes et puissantes où se concentrent les masses d'ouvriers? Quelles sont les cités dont chacune peut être considérée comme un foyer spécial de production et d'activité, tandis que l'ensemble est soumis à l'action générale et suprême de Liverpool? Elles sont comme les planètes qui retiennent autour d'elles leurs sa-

tellites, tandis qu'elles circulent elles-mêmes autour de l'astre principal.

TABLEAU DES GRANDS CENTRES INDUSTRIELS, DANS L'ORBE DE LIVERPOOL.

COMTÉS.	CENTRES INDUSTRIELS.	POPULATION. 1801.	POPULATION. 1851.
		Habitants.	Habitants.
Lancastre	Liverpool	82,295	375,955
Idem	Manchester	94,876	367,232
Warwick	Birmingham	70,670	232,841
Ouest-York	Leeds	53,162	172,270
Idem	Sheffield	45,735	135,310
Stafford	Wolverhampton (paroisse)	30,584	119,748
Ouest-York	Bradford	13,264	103,778
Stafford	Stoke-sur-la-Trente	23,278	84,027
Lancastre	Preston	12,174	69,542
Idem	Bolton	17,966	61,171
Nottingham	Nottingham	28,801	57,407
Chester	Stockport	14,830	53,830
Lancastre	Oldham	21,677	52,820
Totaux		509,312	1,885,931

C'est ici qu'il importe de considérer l'action prodigieuse qu'exerce un tel ensemble de cités, au point de vue de la force productive.

Manchester est le grand marché des tissus de coton, de soie et de ces matières mélangées avec la laine et le lin; plus d'un milliard de marchandises y sont centralisées et vendues annuellement. La majeure partie de ces produits

s'expédie sur Liverpool. Par un mouvement opposé, le transport des cotons en laine s'opère en partant de Liverpool et plus de 200,000 tonneaux de cette matière première sont envoyés annuellement à Manchester. Pour l'aller et le retour, entre ces deux cités, on n'évalue pas la circulation à moins de 800,000 tonneaux. Ce trafic énorme a fait entreprendre, sur la route qui les sépare, le premier chemin de fer qui dût servir à la fois au transport accéléré des voyageurs et des marchandises. Ajoutons qu'à son tour la rapidité des mouvements par la voie ferrée en a beaucoup accru la quantité. Ce résultat n'a pas été produit seulement dans une direction; l'art a fait remonter vers les points les plus importants de l'horizon industriel, j'oserais presque dire *huit fleuves de fer* sur lesquels la richesse arrive et repart augmentée à chaque voyage.

Birmingham est un centre pour une foule d'industries métallurgiques et pour les articles si variés dont elle offre les modèles imités par les comtés circonvoisins : depuis les ouvrages colossaux en fonte, en fer, en cuivre, en acier, jusqu'aux produits les plus délicats de l'armurerie, de la quincaillerie, de l'argenterie et de la bijouterie; depuis les cartons vernis imités du Japon jusqu'à la galvanoplastie la plus splendide. Un labyrinthe de canaux et sept lignes de chemins en fer rayonnent dans tous les sens à partir de Birmingham.

Leeds est pour le comté d'York ce qu'est Manchester pour le Lancastre : c'est le grand marché des laines demandées au dehors et des lainages apportés de tous les lieux de fabrication circonvoisins. Leeds a des bazars uniquement consacrés à ce commerce, remarquables à la fois pour le nombre des étalages et pour la police du négoce. Des canaux, une rivière et six rayons de voies ferrées établissent les communications de Leeds avec l'intérieur de

l'Angleterre, avec Manchester, et surtout avec Liverpool, où les Américains et les Irlandais viennent chercher les lainages de l'Yorkshire.

Bradford partage avec Leeds la centralisation des lainages du comté d'York : elle a pareillement un bazar perpétuel, quoique moins considérable, pour ce genre de commerce ; elle a de plus entrepris avec une extrême énergie la filature et le tissage des cotons ; elle est un centre secondaire pour Manchester et Liverpool. Les voies ferrées se ramifient en cinq branches à partir de Bradford.

Sheffield offre un immense atelier sur plusieurs lieues de superficie ; là, toute la population est employée aux fabrications si variées de coutellerie, de faucilles et de faux, de limes et de râpes, de cheminées en fonte de fer, etc. Des canaux et quatre rayons de voies ferrées conduisent aux quatre points cardinaux, y compris Liverpool. L'industrie de Sheffield[1] a ses lois, ses mœurs, ses usages calculés pour le succès héréditaire d'une industrie qui depuis plusieurs siècles a constamment prospéré. Elle a des institutions d'enseignement et de bienfaisance qui sont des modèles et l'honneur du pays.

Wolverhampton, dans le comté de Stafford, est en communication par des canaux et par des chemins de fer avec toutes les parties du royaume, surtout avec Birmingham, Manchester et Liverpool. Ici fleurissent toutes les industries de Birmingham. Cette opulente paroisse est couverte d'usines à fer et de mines de houille. Elle est au centre d'un territoire qui produit aujourd'hui par an plus de 60 millions de kilogrammes de fonte de fer. Wolverhampton est le rendez-vous périodique des grands maîtres de forges, et c'est là que sont fixés les prix régulateurs.

[1] Voyez, Rapport sur le XXI[e] Jury, le tableau plein d'intérêt qu'en a tracé M. Le Play.

En 1750, Wolverhampton ne comptait pas plus de 7,000 âmes; en un siècle elle a multiplié *par douze* le nombre de ses habitants.

Stoke-sur-la-Trente est une grande paroisse couverte d'ateliers qui fabriquent les poteries et la porcelaine; là se trouve la magnifique manufacture de porcelaine de M. Minton, la seule qu'on ait jugée digne de recevoir, après Sèvres, la récompense du premier ordre à l'Exposition universelle. Elle communique avec Manchester, avec Liverpool, par le Grand-Tronc et par un chemin de fer.

Preston et *Bolton* sont deux centres secondaires pour l'industrie des cotons, dans l'ouest et le nord du Lancastre : ces deux villes sont chacune à l'intersection de cinq lignes de chemins de fer, sans compter les canaux; de plus, Preston communique par mer avec Liverpool.

Nottingham est justement célèbre pour la bonneterie et pour la fabrication du tulle. C'est dans cette ville qu'on a commencé d'établir et d'assurer la prospérité des mécaniques destinées à faire la fortune du Lancastre, *qui les détraisait*. Nottingham communique directement avec Liverpool et par un canal et par chemin de fer.

Stockport est un des marchés précieux pour les cotons filés et tissés dans le comté de Chester : son voisinage de la Mersey le met en communication facile avec Manchester et Liverpool; Stockport jouit d'un chemin de fer.

Enfin *Oldham*, très-rapprochée de Manchester, est absorbée dans le mouvement commercial de cette grande cité; un court chemin de fer parti de Manchester suffit pour rattacher Oldham au réseau complet des voies ferrées.

Cette énumération, bien imparfaite, à coup sûr, doit faire comprendre l'action puissante des cités principales qui simultanément reçoivent l'impulsion de Liverpool et la lui transmettent.

Les chemins de fer dans l'orbe de Liverpool.

Je crains que l'impatience ait saisi le lecteur en retrouvant treize fois l'indication fastidieuse des lignes de chemins de fer et de leur rayonnement, à partir des treize centres placés dans l'orbe de Liverpool ; j'ai voulu frapper les esprits par la mention répétée d'une supériorité qui caractérise cet orbe. Aucune autre contrée, égale en superficie, n'est, à beaucoup près, couverte d'un réseau si serré de ces lignes modernes qui fécondent la production et donnent des ailes au commerce.

Les 2,256,000 hectares de l'orbe de Liverpool sont subdivisés, comme une ruche productive, *en soixante-quatre alvéoles* par les croisements des lignes ferrées. La superficie moyenne de chaque alvéole entouré de chemins de fer est égale à celle d'un carré qui n'a pas plus de 4 lieues et demie de long sur 4 lieues et demie de large. Dans toutes les localités vraiment industrieuses, le village le moins favorisé n'a pas *trois lieues* à parcourir pour aller au chemin de fer; beaucoup d'usines importantes ont fait à leurs frais de petits embranchements qui les rattachent au système général; une foule de bourgades et 30 villes du second ordre sont traversées par au moins un chemin de fer; enfin, les 13 grands centres de population, je l'ai fait voir, sont en même temps des centres de production et de commerce d'où rayonnent les voies ferrées par trois, par quatre, par six et jusqu'à *huit* directions.

En résumé, plus de la moitié de la population de l'orbe de Liverpool a ses maisons, ses ateliers, ses magasins placés pour le moins sur une voie ferrée. Tout cela s'est accompli depuis 25 ans. Pour obtenir un tel résultat, on a dépensé 1,500 millions; et Liverpool répond à ce sacrifice

une fois fait par un commerce qui, chaque année, surpasse deux milliards d'entrées et de sorties. Voilà la grandeur commerciale dont je voulais donner la mesure.

En présence de pareils faits, c'est un éloge bien vague, ce n'est rien de dire : Aucun lieu du monde, quelques présents qu'il ait reçus de la nature, quelque parti qu'il en ait tiré par ses arts, aucun ne présente, pour un égal territoire, un aussi grand nombre de cités aussi populeuses, aussi renommées par leurs industries respectives. Donnons une idée précise de cette supériorité par un exemple remarquable et qui se trouve à la frontière de la France.

Parallèle entre la Belgique et l'orbe de Liverpool.

Choisissons pour terme de comparaison l'un des pays les plus avancés, et le mieux situé de tous; choisissons le *royaume de Belgique*, au confluent des plus belles rivières, riche en prairies naturelles admirablement arrosées, ajoutant à la fertilité de la terre une agriculture extrêmement avancée, ajoutant à ces sources d'opulence les mines les plus abondantes de houille et de fer, et tous ces trésors exploités infatigablement par un peuple rempli d'intelligence. Commençons par mettre en regard les superficies et les populations :

	Belgique.	Orbe de Liverpool.
Superficie : hectares...........	2,945,593	2,256,000
Population totale...............	4,426,202	5,245,805

Nous reconnaissons d'abord qu'avec plus d'étendue la Belgique contient un moindre nombre d'habitants. En quel nombre y sont les cités d'au moins 50,000 âmes?

	Belgique.	Orbe de Liverpool.
Nombre de ces villes.............	5	13
Leur population totale............	440,607	1,885,931
Population moyenne par grande ville...	88,121	145,072

Ajoutons que, malgré sa population plus condensée, le nombre proportionnel des pauvres est plus petit dans l'orbe de Liverpool[1].

Si l'on supposait que les villes d'au moins 50,000 âmes fussent disposées, comme le sont les abeilles, au centre de leurs alvéoles hexagones et d'égale grandeur; si l'on se demandait ensuite quelle serait la distance de chaque ville aux plus voisines? La voici:

Belgique.	Orbe de Liverpool.
22 ½ lieues.	12 lieues.

Enfin l'on compléterait l'intelligence du parallèle par les résultats suivants, où se montrent la puissance et l'étendue d'action de chaque grande cité qui répand la prospérité sur le pays d'alentour :

Résultats moyens.	Belgique.	Orbe de Liverpool.
Population de la cité fécondante.	88,121 hab.	145,072 hab.
Superficie par cité fécondante...	589,118 hect.	175,538 hect.
Territoire stimulé par 50,000 habitants des grandes cités fécondantes.	324,267 hect.	59,812 hect.

Par conséquent, soit que la population des grandes et riches cités agisse sur le territoire pour en stimuler, pour en rémunérer l'agriculture, soit qu'elle agisse sur les arts et métiers des moindres villes, des bourgs, des villages épars dans le pays, voici quelle est l'énorme différence : 50,000 habitants des cités principales, dans l'orbe de Liverpool, concentrent leur action sur un terrain qui n'est égal qu'au sixième de celui sur lequel se dissémine le même genre d'action dans la Belgique.

[1] Dans le bel ouvrage officiel intitulé : *Statistique générale du royaume de Belgique*, on voit que, de 1849 à 1850, le nombre des indigents secourus par année est de 97 pour 100.

Qu'on juge par là de l'extrême inégalité des conditions relatives à la richesse, à la supériorité de tous les genres dans les deux contrées que nous venons de mettre en parallèle !

L'orbe de Liverpool à l'Exposition universelle.

A présent on pourra comprendre, au sujet de l'Exposition universelle, le parallèle qui va suivre entre l'orbe de Liverpool et toutes les nations, la France et l'Angleterre exceptées.

Consultons les jugements du grand Jury international, dont les trois cents membres ont décerné les récompenses à toutes les nations, suivant leurs mérites respectifs. La France et l'Angleterre mises à part, voyons comment se sont réparties les récompenses de premier ordre, celles qu'on donnait surtout au génie inventif. Nous comparons d'un côté l'ensemble des nations, de l'autre le simple demi-cercle dont nous avons tracé les limites à trois heures de parcours sur un chemin de fer.

PARALLÈLE DES RÉCOMPENSES DE PREMIER ORDRE ENTRE LES NATIONS ET L'ORBE DE LIVERPOOL, EN 1851.

TERRITOIRES MIS EN PARALLÈLE.	L'UNIVERS, MOINS LA FRANCE et L'ANGLETERRE.	L'ORBE de LIVERPOOL.
Récompenses de premier ordre votées par le Jury international	33	24
Population par récompense	28,000,000	218,156
Rapport des deux populations	128	1

Une immense disproportion, celle de 128 à 1, telle est donc l'inégalité que le progrès des arts éclairés par la science établit entre les neuf dixièmes du genre humain et la peuplade condensée dans l'orbe exigu dont Liverpool est le foyer.

Nous avons trouvé dans Londres une disproportion plus forte encore; mais, au lieu des habitants d'une capitale, nous avons ici jusqu'aux habitants des villages et des campagnes, y compris les lieux écartés et les moins favorisés sous tous les rapports. A mon avis, le territoire dont Liverpool est le centre commercial est plus étonnant que Londres, et sa victoire est plus grande.

Il faut voir dans les rapports des VI[e], VII[e], VIII[e], IX[e], X[e], XIX[e], XXI[e], XXII[e], XXIII[e], XXV[e] et XXVIII[e] Jurys l'explication raisonnée des inventions sorties de l'orbe de Liverpool et jugées dignes d'obtenir le premier ordre de récompenses. Indiquons-en quelques-unes, à la suite du nom des cités qui s'en font honneur.

Leeds : les machines de Donistorpe pour le peignage de la laine et de Lawson pour la filature du lin. *Sheffield :* le mécanisme de Spear et Jackson pour tailler les dents des grandes scies circulaires, par le moyen d'instruments à diviser de précision, comme pour fabriquer des instruments d'horlogerie. *Stoke-sur-la-Trente :* les porcelaines perfectionnées de Minton. *Oldham :* les outils-machines de Hicks, qui percent des plaques de fer épaisses d'*un décimètre* avec une presse hydraulique exerçant une pression de 2,500,000 kilogrammes. *Warrington :* la fonderie dans laquelle on a construit d'autres presses hydrauliques assez puissantes pour soulever le grand pont tube sur le bras de mer de Menai. *Manchester :* 1° pour les nouvelles machines-outils, pour les grues tubulaires, etc.,

de M. Fairbairn, cet inventeur si fécond à qui les filatures doivent le doublement de leur vitesse et par là de leur produit, et de M. Withworth, récompensé de plus pour sa machine à diviser, ce qui semble à peine possible, jusqu'à la 40,000^e partie d'*un millimètre;* 2° pour l'application du caoutchouc à l'imperméabilité des tissus, par M. Mackintosh, et pour la volcanisation de la gutta-percha, dont Goodyear faisait mystère, et qu'a trouvée M. Hancock, l'associé de Mackintosh; 3° pour le marteau pilon de Nasmith : marteau tour à tour si délicat et si puissant, indispensable aux constructions en fer, auquel la vapeur donne autant d'intelligence que l'éléphant à sa trompe, avec une force incomparablement plus grande. Manchester, qui cultive avec zèle l'application des sciences et des arts, en a retiré la gloire de toutes ces inventions. Enfin arrêtons-nous à *Birmingham*, qui, pour obtenir les récompenses de premier ordre, présentait d'abord les meubles en métal creux, où Winfield réunit l'élégance à la solidité, et la magnifique galvanoplastie d'Elkington, le Boulton du XIXe siècle. Birmingham, pour produit principal de ses industriels, présentait le palais même de Cristal, dont la verrerie, coulée par Chance, et le fer, par Fox et par Henderson, avaient été préparés, transportés et posés avec une intelligence, avec une rapidité, une grandeur que n'ont pas encore présentées d'usines de ce genre, même les plus considérables.

Voilà quelques-uns des titres qu'a produits l'orbe de Liverpool pour conquérir un si haut rang dans l'industrie de l'univers.

Ne nous bornons point à des rapprochements de résultats. Remontons aux causes; nous les trouverons surtout dans les hommes, et dans un petit nombre.

Il y a cent ans, les plus grandes, les plus riches

industries, celles qui donnent une supériorité si surprenante à l'orbe de Liverpool, ces industries n'existaient pas; en même temps la force mécanique de la vapeur, qui décuple celle des hommes, cette force était à développer.

Essayons de retracer, non pas la description technique des inventions, c'est l'objet des savants rapports qui composent la présente collection; mais l'esprit des hommes, les difficultés qu'ils avaient à vaincre, et l'impulsion qu'ils ont donnée à leur pays.

Les grands promoteurs des industries qui rayonnent autour de Liverpool.

---

1. *Le Lancastre, le Derby, le Nottingham. — Arkwright, Hargreaves, Crompton.*

Arkwright. — A la fin de 1732, naquit à Preston, dans le comté de Lancastre, Richard Arkwright, le dernier et treizième enfant d'une famille sans fortune. Pour lui donner un moyen de vivre, on le fit barbier. Ce Figaro d'Angleterre, actif, courageux, fertile en ressources comme le type espagnol, au lieu d'avilir son esprit dans les intrigues de la domesticité, voulut conquérir la fortune par la puissance du travail et la liberté du génie. Son talent de spéculateur le fit d'abord réussir dans la teinture et le commerce des cheveux. Ses produits acquirent du renom et lui donnèrent quelque aisance; elle était trop bornée pour son ambition. Ignorant, mais amateur de la mécanique, il rêva ce que rêvent la plupart des esprits inventifs et sans culture, la possibilité du mouvement perpétuel. A cet effet, il fit exécuter quelques roues d'engrenage par un horloger, Kay, dont il devait bientôt tirer un parti moins

imaginaire. Il lui fit faire des cylindres accouplés pour l'étirage des fils de coton ou de lin, afin de remplacer les doigts d'une fileuse par un mouvement automatique et continu. Cette idée n'était pas nouvelle, et plus tard lui fut disputée. Ajoutons que l'auteur primitif n'avait abouti qu'à la ruine : il était mort à la peine, et ses essais, depuis longtemps, étaient abandonnés.

Arkwright, pour compléter sa machine telle qu'il la concevait, se servit de l'horloger Kay, d'un forgeron et d'un faiseur d'outils employés à la confection des montres. Ses préparatifs achevés, on lui prêta le parloir du collége de Preston, dans lequel il monta, puis essaya son mécanisme.

Alors cette ville et *tout le comté de Lancastre* étaient infestés d'un esprit incroyablement hostile contre une invention, quelle qu'elle fût, qui pouvait produire plus d'ouvrage en économisant sur la main-d'œuvre. La jennie du pauvre Hargreaves avait été brisée dans sa chaumière par une émeute d'ouvriers. Arkwright, frappé de crainte, transporte son invention dans le comté de Nottingham. Là se trouve l'opulente maison Wright, disposée à l'aider de ses capitaux, mais seulement après qu'un très-habile mécanicien, Jedediah Strutt[1], *l'inventeur du métier qui produit les bas à côtes*, aura reconnu et déclaré le mérite du système d'Arkwright. Chose capitale au milieu d'un pays adonné surtout à la bonneterie! Strutt annonce que les fils produits par le mécanisme proposé auront une supériorité spéciale pour la fabrique des tissus à mailles.

Secouru, par conséquent, Artwright établit à Notting-

[1] M. Strutt, qui devint lui-même un des partenaires d'Arkwright, avait d'abord été petit fermier et beau-frère d'un ouvrier tisseur de bas; ce fut de celui-ci qu'il apprit qu'on avait cherché, mais en vain, à faire au métier des bas à côtes, problème qu'il résolut à force de persévérance.

ham sa première manufacture; pour force motrice, il choisit un manége à chevaux. C'était en 1768.

Il prend sa célèbre patente en 1769, dans l'année même où James Watt prenait la sienne et n'en usait pas encore.

Deux ans plus tard, Arkwright établit une seconde fabrique à Cromford, dans le comté de Derby, sur la rivière Derwent, qui lui procure un puissant moteur naturel. C'est là qu'on verra réunies pour la première fois les opérations préparatoires et les opérations définitives, depuis le cardage jusqu'à la complète filature du coton, par un ensemble de mouvements continus[1]. Tel sera le célèbre modèle de ces manufactures puissantes qui vont s'élever successivement dans tout l'ouest de l'Angleterre et de l'Europe. Un canal particulier rattachait Cromford au réseau que l'on commençait d'établir, afin de communiquer avec les plus grands ports de ce royaume.

Les travaux d'Arkwright n'auraient eu qu'une utilité trop limitée, s'ils s'étaient bornés à pourvoir des fils les plus convenables la simple fabrication des bas. Le système qu'il avait adopté donnait à la fois aux fils la force et la parfaite égalité : telles sont les deux qualités indispensables aux fils longitudinaux qu'on appelle *la chaîne des tissus*, et qui doivent être capables de résister à la battue des peignes, chaque fois que la navette fait traverser cette chaîne par un nouveau fil de trame. Avant Arkwright, aucun fil de coton fabriqué dans la Grande-Bretagne ne pouvait servir à la chaîne des tissus; c'était le lin qu'on employait à cet usage, quand on faisait des tissus ayant la trame en coton.

Ce fut donc après l'érection de la fabrique d'Arkwright[2]

[1] La patente d'Arkwright, pour carder par mouvements soutenus, est de 1775.

[2] En 1773.

que l'on commença de tisser la première pièce de vrai *calicot*, c'est-à-dire toute en coton. Actuellement l'Angleterre en exporte par année *deux milliards de mètres courants;* elle vend à l'étranger ce qu'il faut de fils pour en fabriquer près d'un autre *demi-milliard*, à quoi l'on doit ajouter des bas pour une valeur de trente-cinq millions de francs.

En 1785, Arkwright perdit son droit à la patente qu'il avait prise en 1775. Depuis longtemps c'était à qui s'efforcerait de copier ses procédés. Les plus riches capitalistes érigeaient à l'envi de grandes manufactures. Tous imitèrent la discipline nouvelle et parfaite qu'il avait imaginée, en réunissant des ouvriers d'un caractère aussi peu maniable que le sont ceux de l'Angleterre, pour les plier à la règle, à la ponctualité, à l'attention incessante : conditions indispensables au succès des grands mécanismes automatiques, surveillés et secondés par l'intelligence humaine.

Dès l'instant où le succès d'Arkwright avait été complétement établi, le premier soin des industriels du Lancastre avait pareillement été de nier toute invention de leur compatriote. Aussitôt que la filature à force hydraulique eût procuré les meilleurs fils anglais propres à fabriquer les bas de coton, à servir de chaîne aux tissus de calicot, les manufacturiers du pays formèrent une coalition dans le dessein d'en repousser l'emploi. Leur jalousie allait plus loin : ils faisaient détruire par une émeute la première filature qu'Arkwright eût osé fonder dans le Lancastre (à Barkacre, près de Chorley). Pour compléter son éloge, j'ai déjà dit qu'ils s'efforçaient de voler ses inventions, qu'ils ne lui reconnaissaient pas.

Il fallut que la compagnie Arkwright s'occupât elle-même à mettre en œuvre ses fils, que les coalisés refu-

saient d'employer. Elle les appliqua non-seulement au tricot mécanique des bas de coton, mais surtout au tissage des calicots, chaîne et trame en coton.

Une autre difficulté s'éleva lorsqu'on voulut imprimer les tissus appelés *indiennes*, à l'imitation de l'Orient. L'Excise, que nous appellerions en France la direction des Contributions indirectes, l'Excise percevait 3 deniers par yard, 33 centimes par mètre, de tissu dont la trame était en coton et la chaîne en fil de lin. Mais, aussitôt qu'Arkwright eut remplacé le lin par le coton, l'Excise, avec sa logique fiscale, prétendit qu'il fallait que la même superficie payât double droit, parce que le tissu fabriqué de la sorte, devenant un vrai calicot, *était un tissu tout indien*. Il fallut recourir au Parlement afin d'obtenir un Acte (14, Georges III) qui repoussât cette incroyable fiscalité.

A côté d'Arkwright, on doit placer deux hommes dont le mérite a bien dépassé la fortune.

Hargreaves. — Si j'avais suivi l'ordre des dates, j'aurais dû commencer par l'indigent et modeste Hargreaves. Ce tisserand du Lancastre avait inventé, vers 1764, un métier auquel il donna le nom de *Jennie* (Jeanne la fileuse). Il fut pauvre autant que pouvait l'être un simple ouvrier, père de sept enfants. Il réussit cependant à force de temps, d'efforts et de petits sacrifices, à faire mouvoir par un seul rouet de fileuse 16 broches parallèles qui fabriquaient autant de fils, sous la direction d'une seule personne. Ses voisins ayant fini par surprendre son secret, on le regarde aussitôt *comme un ennemi de la classe ouvrière;* on envahit sa maison, et sa mécanique est brisée! Il se sauve à Nottingham; il y trouve, comme un peu plus tard Arkwright, un associé qui lui fournit le moyen de fonder un petit établissement d'après son système. Il finit par prendre patente en 1770; mais, poussé par le besoin, il avait déjà vendu

quelques-unes de ses *jennies*. Les tribunaux d'Angleterre, comme ceux de quelques autres pays, fidèles à leur instinct, conclurent contre le génie et déclarèrent qu'il n'avait pas droit d'inventeur; peu d'années après, il mourut. Pour être heureux alors il fallait avoir plus d'audace.

Crompton. — Crompton était sans fortune, et simple tisserand, comme Hargreaves. Dès 1769, il avait appris à se servir de la jennie de celui-ci; il devait être moins infortuné. Il en combina le système avec la machine d'Arkwright, et nomma le fruit de cet accouplement la *mule-jennie*. Il ne prit pas de patente.

En 1779, un soulèvement général des ouvriers du Lancastre eut lieu contre les métiers mécaniques. Cependant les idées avaient marché; les émeutiers décidèrent dans leur sagesse qu'ils briseraient seulement les jennies qui fileraient plus de 20 fils à la fois. En conséquence, lorsqu'ils ne les détruisaient pas en entier, ils réduisaient du moins à ce nombre toléré les fuseaux ou broches des métiers, selon eux, trop perfectionnés et trop considérables.

La première mule-jennie de Crompton commença par 32 fils; l'émeute en eût coupé 12, si l'auteur avait pu propager sa découverte avant 1779.

Dans ce désordre général, le père d'un homme d'État qui s'illustrera dans le XIXe siècle, M. *Robert Peel*, vit démolir sa filature d'Altham; sa vie même fut menacée. Alors il se transporta du comté de Lancastre dans le comté de Stafford, et, sur les bords de la Trente, il construisit une autre manufacture. Quelques années plus tard, quand la tolérance reviendra dans la première province à l'égard des progrès manufacturiers qui doivent en faire la contrée la plus opulente de la terre, M. Robert Peel y reportera son mérite et ses capitaux, pour compléter à lui seul un en-

semble de manufactures qui n'occupera pas moins de cinq mille travailleurs.

Crompton, en 1812, après quarante années d'efforts et de succès, a constaté que les mule-jennies en activité dans la Grande-Bretagne comptaient déjà plus de *quatre millions* de broches ou fuseaux mécaniques. Le nombre s'en élevait à *sept millions* dès l'année 1829.

A force de démarches près du Parlement d'Angleterre, on obtint 125,000 francs, récompense bien modeste après d'aussi grands services. Une partie considérable de cette somme fut dévorée par les incroyables frais nécessaires pour obtenir un acte législatif qui devait être au moins gratuit, à titre de munificence nationale.

Je présente de tels faits afin que l'on juge mieux combien les contemporains font payer cher aux inventeurs les bienfaits qu'ils en reçoivent, même dans la Grande-Bretagne.

En résumé : des barbiers déclassés, de petits fermiers, filateurs à leurs moments inoccupés, de petits horlogers, des tisserands, des forgerons, voilà les humbles artisans qui préparèrent, malgré leur ignorance première, mais à force de persévérance et d'esprit d'invention, l'une des révolutions matérielles les plus étendues et les plus fécondes.

2. *Birmingham, Warwickshire et Staffordshire. — Boulton et Watt.*

Boulton. — Dès le milieu du XVIIIe siècle, Boulton, le principal fabricant de Birmingham, perfectionne, agrandit les genres de travail que jusqu'alors cette ville accomplissait en des ateliers plus ou moins restreints. A quelques kilomètres de ce foyer d'industrie, à Soho, dans le

comté de Stafford, il fait servir un vaste réservoir d'eau pour mouvoir une puissante roue hydraulique destinée à mettre en mouvement un très-grand nombre d'outils; il s'en sert pour donner les formes les plus variées aux objets d'or, d'argent, de cuivre et d'acier, aux objets en émaux, en écaille, etc., objets qui constituaient dès cette époque la fabrique de Birmingham. Dans la confection d'une foule d'articles dorés, argentés, incrustés, émaillés, il s'attache à réunir le bon goût et l'élégance. Il atteint un haut degré de perfection dans le travail des boucles d'acier que les hommes portaient alors à leurs souliers, à leurs jarretières, puis dans le travail des boutons métalliques, dans celui des chaînes de montre, etc. Il emploie six cents ouvriers à des travaux si nombreux et si délicats. Les produits de Boulton deviennent à la mode dans les trois royaumes et sur tout le continent européen.

Le plus grand service que Boulton ait rendu non-seulement à l'Angleterre, mais au monde entier, c'est d'avoir été la cause intelligente et dévouée des succès de Watt.

James Watt. — A Greenock, sur les bords du Clyde, est né J. Watt, petit-fils d'un maître d'école et fils d'un père sans fortune. Enfant, il acquiert tout ce que l'Écosse permet d'acquérir d'instruction élémentaire dans ses excellentes écoles populaires. A seize ans, il devient l'apprenti d'un fabricant d'instruments d'optique, dans Glasgow. A dix-huit ans, il entre chez un fabricant d'instruments de mathématiques et de physique, à Londres. De retour à Glasgow, Watt, qui n'est pas fils d'un bourgeois de cette ville, n'y peut exercer de maîtrise. Mais les professeurs de l'Université, par un heureux privilége, ont le droit d'affranchir de cette servitude dans l'enceinte de leur collége; ils y donnent un atelier à leur jeune favori.

Dès 1759, le professeur Robison attirait l'attention de Watt sur les propriétés de la vapeur d'eau. En 1764, le professeur Anderson, qui fondera l'institution si populaire, si bienfaisante, qui porte son nom, Anderson chargeait Watt de réparer le modèle d'une pompe à feu de Newcomen, afin qu'elle pût fonctionner pour l'instruction des élèves de l'Université. Cette machine, les découvertes de Watt l'ont fait à la fin regarder comme appartenant à l'enfance de l'art. Elle était pourtant alors *l'invention la plus merveilleuse que présentât l'industrie des peuples modernes*. On y voyait la pompe à feu proprement dite, qui mettait en mouvement une pompe à eau; ce qui servait déjà pour l'épuisement des mines et pour l'élévation des eaux nécessaires aux cités. Il suffisait qu'un chauffeur mît du combustible sous une chaudière remplie d'eau pour en dégager de la vapeur : alternativement développée par le feu, puis absorbée par un jet d'eau froide dans le repos de la pompe à feu, cette vapeur opérait d'elle-même, comme un être intelligent, pour tourner des robinets nécessaires aux mouvements alternatifs; il n'avait pas fallu moins de deux siècles, depuis Cardan jusqu'à Worcester et depuis Papin jusqu'à Newcomen et ses successeurs, afin d'arriver à de tels résultats.

En essayant le modèle qu'il avait mission de réparer, Watt fut frappé de la dépense extraordinaire d'eau vaporisée et d'eau de condensation. Il démontra qu'on dépensait six fois autant de vapeur qu'en pouvait contenir l'espace à remplir sous le piston de la pompe à feu, c'est-à-dire près de cinq fois plus qu'il n'en eût fallu sans l'énormité des pertes causées par l'imperfection du mécanisme et des moyens de condensation. Il découvrit que, pour transformer la vapeur d'eau à cent degrés en eau liquide également à cent degrés, il fallait six fois autant d'eau à

zéro de température. Telle était donc l'immense quantité de chaleur sur laquelle la science et l'art devaient chercher à porter l'économie ; cette chaleur, la vapeur la cachait entre ses molécules et la faisait reparaître aussitôt qu'elle cessait d'être un gaz pour devenir un liquide : voilà la *chaleur latente* que Watt, né physicien, trouvait par expérience; c'était celle dont la belle théorie venait d'être découverte, dans l'Université même de Glasgow, par l'illustre Blake.

On est surpris, dans l'histoire des arts et des sciences, lorsqu'on voit avec quels humbles moyens le génie découvre souvent les plus riches secrets de la nature. Quels appareils J. Watt a-t-il mis en œuvre pour s'élever à cette propriété de la vapeur, à cette propriété qui changera la face de l'industrie des nations? c'est le plus commun des ustensiles que les ménagères emploient dans la Grande-Bretagne, une simple théière. Il soumet à l'observation du thermomètre la vapeur d'eau qui sort de la bouilloire; il compare la chaleur absorbée à la chaleur que la vapeur restitue quand elle repasse à son premier état en échauffant de l'eau froide, et sa découverte est faite.

Tel est le point de départ d'une longue série de perfectionnements et d'inventions, série que Watt poursuivit avec une patience incroyable. Il n'y consacra pas moins de *cinquante années*, sans être jamais arrêté ni ralenti par un succès obtenu. Supérieur au puéril désir de produire une machine qui lui fût absolument propre, il examina tour à tour chaque partie de la machine connue, et qui portait le nom de Newcomen, pour transformer par degrés cette partie jusqu'à ce qu'il la rendît vraiment nouvelle, grâce à la perfection qu'il finissait par obtenir. Ce fut ainsi que la machine de Newcomen, insensiblement métamorphosée sur tous les points, devint en réalité la machine de Watt.

En évitant de rien perdre de la vapeur qu'il conduisait en dehors du cylindre de la pompe à feu dans un condenseur isolé, en alimentant la chaudière avec l'eau déjà chauffée par la condensation de la vapeur, en simplifiant admirablement le jeu des tiroirs pour introduire ou pour intercepter la vapeur, Watt obtenait une très-grande économie de combustible.

Il avançait ainsi de succès en succès sans rien produire au dehors. Sa patience attendait qu'il se trouvât un associé digne de le comprendre, et suffisamment riche pour l'aider à réaliser en grand ses inventions.

Heureusement, non loin de Glasgow, le docteur Roebuck dirigeait la célèbre usine de Carron, dans laquelle il avançait la mise en œuvre du fer vers ce degré de perfection et d'économie qui devenait une des causes les plus puissantes de la prospérité britannique. Roebuck, chimiste et physicien distingué, avait trouvé la source d'une grande fortune par l'établissement d'une fabrique de produits chimiques; ensuite il avait tourné sa science vers la fondation de la fondèrie si renommée que nous venons de mentionner et vers l'exploitation des mines

Roebuck était digne de comprendre Watt. Il lui fournit les fonds nécessaires pour la construction d'une machine faite en grand; le succès en fut complet. Le même capitaliste fit les frais d'une patente en commun avec l'inventeur : c'était en 1769, dix ans après les premiers essais du plus persévérant des hommes.

Par malheur, les travaux des mines ruinèrent Roebuck, malgré les succès obtenus à Carron.

Parmi les débris de sa fortune, sa moitié de patente pour la machine à vapeur tombe entre les mains d'un riche fabricant de Birmingham, moins savant peut-être, mais autrement calculateur que Roebuck : c'était Boulton.

Ici commence une admirable alliance entre le génie du commerce et le génie de la science. Boulton, remuant, infatigable; jetant au loin ses regards sur la marche de l'industrie et du négoce; maniant avec une égale dextérité les hommes et les affaires; bien à la cour et mieux à la ville; ardent à concevoir et froid dans le calcul; hardi, dès qu'il avait bien compté; entreprenant à propos, après avoir su se retenir jusqu'au moment opportun : voilà le partenaire incomparable que la Providence destinait au patient, au sage, au circonspect James Watt.

C'est tout près de Birmingham, à Soho, côte à côte avec ses ateliers de quincaillerie, de joaillerie, de bijouterie, que Boulton établit la grande manufacture de machines à vapeur dont la juste célébrité retentit bientôt dans toute l'Europe.

Ce fut un bonheur pour James Watt d'avoir pratiqué personnellement deux professions qui demandaient dans le travail une extrême précision : la construction des instruments d'optique et celle des instruments de mathématiques. Lorsqu'il entreprit de fabriquer des machines à vapeur, son ambition fut de porter dans l'exécution de ces grands mécanismes la même rigueur géométrique pour en perfectionner les diverses parties, et la même perfection dans le jeu des pièces en contact, que dans la confection des meilleurs instruments à l'usage des sciences exactes. Il lui fallut pour cela former des ouvriers spéciaux à qui un double enseignement fut donné dans la pratique et dans la théorie. De cet enseignement sont sortis des contre-maîtres et des chefs d'atelier créateurs d'établissements nombreux et remarquables, soit en Angleterre soit en Écosse.

Watt avait le premier conçu l'avantage de substituer le fer au bois dans toutes les parties de ses machines à va-

peur, pour diminuer les frottements, pour occuper de moindres espaces et pour obtenir une stabilité, une rigidité, une durée impossibles à moins d'opérer cette substitution.

L'époque était éminemment favorable, puisque c'était celle où l'on allait développer avec activité le moyen le plus économique et le plus puissant de fabriquer le fer.

Remarquons, en passant, la bizarrerie du destin des inventions les plus précieuses. C'est en France, et non pas en Angleterre, qu'on avait eu la première idée d'appliquer le jeu des paires de cylindres dans l'étirage du fer. Les Anglais et les Écossais, à Carron surtout, s'étaient hâtés d'adopter cette heureuse idée, dont ils augmentaient la valeur en remplaçant par la houille le bois des forêts, lesquelles disparaissaient avec une effrayante rapidité.

Le brevet célèbre de *Corte* pour le puddlage et l'étirage du fer par des paires de cylindres date de 1784.

Dès 1786, lors de la paix qui suivit la guerre d'Amérique, l'Angleterre interdisait, par acte du Parlement, l'exportation des mécanismes et des instruments qui servent à fabriquer le fer et la sortie des ouvriers employés à cette industrie.

Au moment où Watt développait sa fabrique de Soho, il reçut pour le travail des métaux le secours le plus précieux. Il ne s'en fiait pas à des fondeurs étrangers pour les grands cylindres et les pièces capitales nécessaires à ses machines. Il établit de bonne heure, comme succursale, une belle fonderie. Il put imiter une méthode perfectionnée d'aléser les grands cylindres, imaginée par *John Wilkinson*, inventeur des fourneaux qui portent son nom. Tout ce que Watt avait pu faire auparavant était de forer un cylindre ayant un mètre et quart de diamètre, avec une erreur qui ne dépassait pas 4/3 de

millimètre dans la mesure des diamètres. Avec la nouvelle méthode, il parvint à forer des cylindres ayant presque 2 mètres, en ne commettant pas d'erreur supérieure à 6/10 de millimètre.

En 1775, lorsque cinq ans à peine avaient permis à Watt de commencer à profiter de sa patente, il s'adresse au Parlement pour une prolongation. S'il n'avait eu de son côté que son génie et la sublimité de ses méditations, il n'eût guère eu chance de succès. Mais Boulton était là! Boulton, propre à faire tout valoir, à se multiplier dans les comités, à jeter sur la raison profonde l'éclat de la superficie. Il réussit; et le Parlement prolonge le privilége de l'inventeur jusqu'à la dernière année du XVIII[e] siècle.

Indiquons quelques dates précieuses; elles font époque dans l'industrie des nations.

En 1778, Watt met en pratique sa machine à double effet, ainsi nommée parce que la force de la vapeur agissait non-seulement à la remonte, mais encore à la descente du piston moteur : en 1782, il prend patente pour ce double effet.

A partir de 1782 et successivement, les machines de Watt à double effet sont employées pour la fabrication du fer, pour les souffleries des fourneaux, pour servir à puddler, à laminer, à battre, à fendre le fer.

C'est alors que commence la grande prospérité des comtés de Warwick et de Stafford, si riches en mines de houille ainsi qu'en minerais de fer.

Déjà, pour épuiser les eaux et pour élever les matières tirées des mines, Boulton et Watt, si l'on veut employer leurs machines à vapeur, ne demandent pour récompense *que le tiers* de l'économie opérée sur le combustible : économie qui sera constatée par *un compteur automatique*, à l'abri de toute fraude. Le Cornouailles et le Devonshire y

trouvent un immense avantage pour leurs mines de cuivre et d'étain.

En 1784, patente de Watt pour le mouvement parallèle. A cette époque, deux machines de 50 chevaux chacune sont appliquées à mouvoir 20 paires de roues pour moudre la farine.

En 1785, première filature de coton mue par machine à vapeur, dans le comté de *Nottingham*, et non pas dans le comté de *Lancastre*.

En 1788, équipage complet de machines monétaires établi à Soho, plus tard imité à Londres, et plus tard encore à Saint-Pétersbourg, dans tous les cas avec la vapeur pour force motrice. Citons comme un fait honorable pour la France, qu'en établissant son atelier monétaire, Boulton et Watt ont emprunté l'ingénieux mécanisme du Français Droz à la monnaie de Paris[1].

En 1793, la vapeur est appliquée aux filatures de laine.

En 1797, la vapeur est appliquée, dans Sheffield, à la coutellerie.

En 1800, époque où finit la prolongation de la patente de Watt, on ne trouve encore que le faible emploi suivant de la vapeur employée :

A Londres......................	650 chevaux;
A Manchester....................	450
A Leeds.........................	300
	1,400 chevaux.

[1] Voyez, VI[e] Jury, le rapport de M. le général Poncelet.

3. *Le comté de Stafford. — Joseph Wedgewood.*

Un potier de peu de fortune trouva dans son plus jeune fils un enfant que la nature avait favorisé d'une précoce intelligence; celui-ci, pour vivre, suivit le métier de son père. Il s'instruisit lui-même; il ne dut qu'à ses efforts les connaissances étendues qu'il finit par acquérir, et l'heureux parti qu'il sut en tirer pour perfectionner son industrie et bien servir son pays.

En 1763, dans l'année même qui succède à la guerre de Sept ans, si fortunée pour l'Angleterre, Wedgewood fit connaître les premiers échantillons de ses belles poteries: il commença la fortune du comté de Stafford, si riche à la fois en mines de houille, ainsi qu'en matières premières propres aux arts céramiques.

Aux procédés grossiers précédemment en usage, il fit succéder des méthodes raisonnées, qu'il éclaira par les lumières de la physique et de la chimie. Au lieu d'abandonner à d'imparfaits tâtonnements l'action de la chaleur, il parvint à la mesurer pour les degrés les plus intenses, par l'ingénieux instrument qu'il a nommé *pyromètre*.

Non content de mettre à contribution les sciences, il appela le goût et les beaux-arts à son secours, par l'heureux choix des formes et des couleurs. Il sut donner un nouveau prix à la finesse de ses pâtes, habilement préparées, en les décorant d'un émail qui joignait l'éclat à la solidité. Ses travaux obtinrent un succès immense, même chez les nations étrangères; plus des cinq sixièmes de ses produits trouvèrent leur placement hors de son pays natal.

Wedgewood fut un des premiers à juger de l'extrême importance qu'aurait sur l'industrie de l'Angleterre un

système de canaux qui conduirait des districts manufacturiers aux principales mers dont ce royaume est entouré. Il entrevit aussitôt l'influence qu'aurait l'artère principale (*le Grand-Tronc*), qui devait traverser le pays des poteries pour conduire aux ports de Liverpool, de Hull et de Bristol. Deux hommes secondèrent puissamment ce projet : l'un était le comte de Stafford, par son poids aristocratique et par son immense fortune ; l'autre était le fils d'un petit potier de Burslem, Wedgewood, devenu par son génie l'âme des travaux industriels dans le pays du grand seigneur. Il servit surtout à constituer la compagnie qui fit à ses frais cette magnifique entreprise.

Aussitôt que le canal du Grand-Tronc eut assuré la belle circulation hydraulique entre l'intérieur et les trois mers, à l'est, à l'ouest, au sud-ouest de l'Angleterre, Wedgewood créa près du canal, dans le comté de Stafford, la célèbre manufacture à laquelle il donna le nom d'*Etruria*.

Il eut le double avantage d'influer non-seulement sur le commerce de son pays, mais sur les mœurs d'un peuple entier.

Les poteries de grès, colorées en nuances de crême ou de bleu céleste, ces poteries, si flatteuses à la vue, si brillantes par l'émail, et d'une forme si commode, recommandées de plus par leur extrême bon marché, ces poteries remplacèrent en Hollande les produits de Delft et ceux de la France ; elles remplacèrent aussi les poteries d'étain qu'on employait dans les laiteries et dans les petits ménages d'Angleterre. Le goût du peuple anglais pour un nouveau degré de propreté, de comfort et de modeste élégance s'est accru sensiblement par cette innovation.

A l'Exposition universelle de 1851, les enfants et les petits-enfants de l'illustre potier anglais, MM. Thomas

Wedgewood et ses fils, ont obtenu la médaille de prix. Nous croyons devoir traduire ici les expressions du rapporteur du XXV[e] Jury, le duc d'Argyle :

« Les produits exposés sont d'un mérite éminent et depuis longtemps reconnu, qui consiste surtout dans la fidèle reproduction des formes qu'adopta le premier Wedgewood; plusieurs de ces formes sont dues au génie de Flaxman. On n'a jamais surpassé quelques-unes des terres cuites et des stonewares (les grès). Le vœu le plus éclairé qu'on puisse former est que le peuple d'Angleterre se familiarise de nouveau avec des produits dont l'origine est purement nationale et qui sont applicables à bon marché dans presque tous les genres d'usages domestiques. Les poteries de grès, blanches ou colorées, longtemps célèbres et spécialement adaptées à l'exportation, maintiennent leur réputation ancienne et bien méritée. »

L'Angleterre exportait en poteries, verres et cristaux :

Dans les années qui précédèrent immédiatement le XIX[e] siècle, pour 537,959 liv. st.;

En 1851, année de l'Exposition universelle,

Poteries seules...........	1,121,006 l. st.	1,448,623 l. st.
Verres et cristaux.........	327,617	

Le progrès en un demi-siècle est celui de 100 à 269.

Après avoir présenté les développements qu'exigeaient le territoire et les hommes dont Liverpool est le centre commercial, il faut reprendre notre itinéraire des côtes occidentales.

Les ports et les canaux de l'ouest, au midi de Liverpool.

Nous pénétrons dans le vaste bassin maritime qu'offre la Mersey au-dessus de Liverpool.

En face de cette ville, sur la rive gauche du fleuve, est le port de *Birkenhead*, dont la population, en moins d'un tiers de siècle, s'est accrue dans la proportion incroyable de 200 âmes à 24,285. Birkenhead est une annexe de Liverpool; et cette annexe est bien récente, puisque les travaux hydrauliques n'ont été commencés que postérieurement à 1843. On a fait un bassin de flot, dont la superficie n'est pas moindre de 60 hectares, qu'il faut ajouter à la surface plus que *triple* des bassins de Liverpool. Ces travaux, aussi vastes qu'habilement conçus et dirigés, sont l'œuvre de M. Rendel, l'ingénieur actuel de Liverpool.

Au-dessus de Birkenhead, à deux kilomètres de distance, est le *Port-Ellesmère;* c'est le débouché d'un système de canaux qui communiquent avec le port de Chester, ensuite avec les célèbres salines de Nantwich, et de là se dirigent sur Ellesmère, Shrewsbury et Birmingham.

Continuons de remonter le grand bassin maritime de la Mersey. Nous trouvons sur la rive droite de ce fleuve un canal plus célèbre encore, dont nous avons déjà parlé : c'est celui du Grand-Tronc, qui réunit la Mersey à la Trente, rivière qui, comme nous l'avons vu, verse ses eaux dans le Humber, après avoir vivifié les comtés de Nottingham, de Derby, de Stafford.

Au canal du Grand-Tronc se rattache le *canal du Duc de Bridgewater;* cette entreprise, la première de toutes, accomplie de 1759 à 1765, conservera la mémoire du noble puissant qui l'a conduite à ses frais avec une persévérance, une énergie incroyables : il ne fallait pas moins,

même avec le secours de Brinkley, génie naturel et le seul ingénieur peut-être qui n'ait pas su même écrire; il n'en a pas moins été plein de ressources par la spontanéité de son talent et par la puissance de sa mémoire.

Grâce au canal du Duc de Bridgewater, la houille arriva dans Manchester avec une telle abondance que le prix en fut sur-le-champ réduit de moitié. Un bienfait si grand pour les besoins des habitants devint beaucoup plus précieux quand Watt eut trouvé le moyen d'employer la force de la vapeur à faire travailler des usines au sein des cités, et sans aucune limite. Auparavant chaque ville ne possédait que la force toujours bornée des cours d'eau sur le bord desquels elle était située.

Le canal du Duc de Bridgewater n'est pas moins utile pour procurer à bas prix le combustible dans Liverpool. On y voit un bassin réservé tout entier pour les bateaux de ce canal.

Il ne faut pas croire que les succès si merveilleux des chemins de fer aient anéanti les belles ressources de la navigation intérieure. Les revenus *usuraires* de plusieurs canaux ont sans doute été fort abaissés par la nouvelle concurrence; mais les canaux bien situés donnent encore des revenus d'un avantage comparable à celui du plus grand nombre des chemins de fer.

Après avoir jeté ce coup d'œil rapide sur la prospérité qu'ont fait naître les voies hydrauliques rayonnant sur Liverpool, quittons la rivière dont cette ville est la richesse et continuons notre route vers le midi.

Chester.

Nous trouvons immédiatement l'embouchure de la Dee, que des navires remontent jusqu'à *Chester*. C'est la

capitale d'un comté qui partage avec celui de Lancastre la grande industrie des cotons.

A l'ouest du Chestershire, commence le *Pays de Galles*, pays montagneux et bien moins fertile que l'Angleterre.

Lorsqu'en 1800 les deux Parlements d'Angleterre et d'Irlande n'en ont plus formé qu'un seul, le Gouvernement a senti la nécessité de perfectionner les voies de communication entre les capitales des deux royaumes. Il a chargé Thomas Telford d'employer tous les moyens que l'art pourrait lui fournir, afin de créer des routes dont les pentes ne fussent nulle part excessives et qui, par d'heureux tracés, ne fussent pas allongées. C'est ce qu'a fait l'habile ingénieur avec un succès complet. Des routes améliorées, l'une part de Birmingham et passe par Shrewsbury; l'autre part de Chester et longe la mer : toutes deux se réunissent à Bangor pour franchir le détroit de Menai, qui sépare le pays de Galles de l'île d'Anglesey.

Ce détroit est devenu célèbre par deux travaux gigantesques; ils sont l'un et l'autre des monuments de l'industrie moderne.

Le premier en date est le pont en chaînes de fer le plus hardi, le plus grand qu'on eût encore construit; il est l'œuvre de Telford, qui l'achevait en 1826. Ce pont a 366 mètres entre les points d'attache de ses chaînes; son arche principale a 180 mètres d'ouverture, et des navires à la voile passent dessous avec facilité.

Afin d'assurer le passage de la rivière Conway, qu'il faut franchir avant d'arriver au détroit de Menai, Telford avait construit un pont en fer, en partie forgé, en partie coulé, de 60 mètres d'ouverture.

Vingt ans plus tard, on entreprit un chemin de fer pour

procurer ce nouveau mode de communications accélérées entre Londres et Dublin.

La construction du chemin de fer fut confiée à M. Robert Stephenson, ingénieur justement célèbre.

Pour franchir et la Conway et le détroit de Menai, on chercha des moyens nouveaux; on adjoignit à M. Robert Stephenson un ingénieur non moins éminent, M. Fairbairn, qu'on regardait comme le mécanicien le plus habile dans l'adaptation du fer aux grandes constructions.

Le système de structure d'une voie creuse et *quadrangulaire*, mal à propos appelée TUBE, établie sur des piliers en maçonnerie et portant le chemin de fer sur sa face horizontale inférieure, ce système fait un grand honneur au génie de M. Fairbairn, ainsi que les moyens essentiels d'exécution qui lui sont dus.

Les talents de M. Fairbairn dans tous les genres de mécanique et de constructions l'ont fait nommer par l'Institut de France correspondant pour la section de *mécanique*. Plusieurs de ses machines ont mérité la récompense du premier ordre à l'Exposition universelle de 1851.

Afin de mettre en place le pont tube sur le détroit de Menai, on a fait usage de presses hydrauliques assez puissantes pour soulever un poids d'un million de kilogrammes. Ces presses, déjà citées, ont également obtenu la récompense du premier ordre à l'Exposition universelle de 1851.

Le port de *Beaumaris*, dans l'île d'Anglesey, et celui de *Caernarvon*, dans le pays de Galles, appartiennent tous deux au détroit de Menai.

A l'ouest de l'île d'Anglesey est la presqu'île de Holyhead, où l'on a fait de grandes jetées, afin d'avoir un bon port dans le canal Saint-Georges. De ce point au port le plus avancé dans la baie de Dublin, la distance

est seulement de 80 kilomètres; des bateaux à vapeur peuvent la franchir en 5 heures.

Au midi de Holyhead, nous trouvons les ports d'*Aberyswyth* et de *Cardigan*, utiles au cabotage.

Les ports de la baie de Bristol.

Nous contournons le comté de Pembroke, et nous entrons dans l'importante baie ou havre de *Milford*. Là, pourrait mouiller, abritée de toutes parts, une grande armée navale. Si l'Angleterre était en guerre avec les États-Unis, ce serait la position la plus rapprochée de l'ennemi et la plus avantageusement située.

Dès 1790, on avait établi en avant de Milford un arsenal de constructions; le fond de la mer, en avant des cales, était à pentes trop douces. On a transporté cet arsenal à Paterford, auprès de Pembroke, où l'eau présente toute la profondeur qu'on peut désirer. Cette translation remonte à 1814, et les travaux, dirigés par M. J. Rennie père, ont été terminés en 1813. Ils ont coûté huit millions de francs.

A l'est du havre de Milford, nous trouvons le port secondaire de *Caermarthen* et celui de *Llanelly*, par lesquels on exporte près de 300,000 tonneaux de houille chaque année.

Nous arrivons à *Swansea*, port bien plus important, à l'entrée du vaste chenal de Bristol. Ici commence une série d'établissements métallurgiques d'une industrie et d'une richesse incomparables; elle s'annonce par les trois ports rapprochés de *Swansea*, de *Cardiff* et de *Newport*.

En 1800, ces trois ports ne possédaient que 5,500 tonneaux de navires enregistrés; dès 1805, ils en possédaient 30,000 : ils avaient presque *sextuplé*.

Des canaux, des chemins de fer, remontent de ces trois ports dans des vallées riches de houille, de pierres à chaux et de minerais de fer. Le bas prix du combustible rend avantageux d'envoyer là les minerais de cuivre du Cornouailles et de l'étranger, pour en extraire le métal ou simplement pour l'affiner : d'où résulte un grand commerce. En 1851, les trois ports, objet de tant d'activité, présentaient pour navigation totale 2,400,000 tonneaux de cargaisons, dont les deux tiers au moins comme sortie.

Sur un affluent de la Séverne sont les grandes forges et fonderies de *Coalbrookdale*, où l'on érigeait dès 1774 le premier pont en fer qu'ait eu l'Europe. Cet établissement a mérité la récompense de 1[er] ordre pour ses grands objets d'art, coulés les uns en bronze, les autres en fonte de fer ; il fait vivre plus de quatre mille personnes.

Nous mentionnerons en passant le petit port de *Chepstow*. Ici nous sommes en pleine *Séverne*, un des plus beaux fleuves de l'Angleterre. Il est le seul qui remonte vers le nord ; il se rattache par des canaux à Londres, à Birmingham, à Manchester, à Liverpool, à Hull.

Un large canal, latéral à la Séverne, facilite la remonte aux navires les plus forts. Le mouvement de la navigation de Gloucester, en 1851, s'élevait à 400,000 tonneaux ; il vivifiait une ancienne cité peuplée de 18,000 habitants et riche par son industrie.

Le comté de Gloucester est un de ceux où l'agriculture a fait beaucoup de progrès ; ses moutons des collines de Costwold sont justement estimés. Dans ce comté, l'industrie depuis plusieurs siècles met en œuvre la laine. Comme on est déjà dans le sud de l'Angleterre, on y cultive en abondance les arbres fruitiers, et les fruits y parviennent presque à maturité : ce pays a même eu longtemps la pré-

tention de produire du vin ! Le pays nourrit une énorme quantité de porcs et de bœufs de boucherie.

Bristol s'élève sur l'Avon, affluent de la Séverne. Quoique ce port ait perdu la suprématie de la côte occidentale, il n'est pas resté stationnaire; mais depuis un demi-siècle, tandis que la marine de Liverpool quadruplait, la sienne doublait à peine.

Bristol cultive les sciences et pratique plusieurs industries importantes; au confluent de deux rivières, elle en a profité pour se ménager des bassins spacieux, bordés par de beaux quais. En 1836, elle tenait un congrès scientifique où les hommes les plus éminents de l'Angleterre s'étaient donné rendez-vous. A cette époque, M. Brunel fils perçait le dernier et vaste souterrain du chemin de fer appelé le Grand-Occidental (*Great-Western*), qui joint Londres à Bristol. Le même ingénieur dirigeait, dans cette ville, la construction du grand navire à vapeur pareillement appelé *le Great-Western*, pour essayer la navigation transatlantique. On préparait les piles d'un pont suspendu d'une extrême hardiesse; on tendait sa première chaîne sur un vaste et profond vallon. Tel était le mouvement progressif qui se faisait remarquer alors dans cette opulente cité.

Remontons l'Avon jusqu'à *Bath*. De là, nous pourrons suivre trois lignes de canaux : la première dirigée vers Gloucester, à l'ouest; la seconde vers Oxford, au nord; la troisième vers Londres, à l'est.

Bath est la plus belle ville de l'Angleterre; ses bains, célèbres dès l'antiquité, sont la source de sa richesse. Ici, les classes opulentes sont attirées par un ciel doux, des alentours délicieux, des plaisirs tranquilles, et surtout par l'éloignement de la fumée et du fracas des manufactures.

Entre Bristol et Gloucester, dans un vallon ravissant, on trouve *Cheltenham*. C'est une ville de bains toute moderne; sa population, de 35,000 âmes, depuis un demi-siècle a plus que quadruplé. Dès 1817, les voyageurs arrivaient de Cheltenham conduits en waggons sur un chemin de fer, mais avec des chevaux *vivants*, que les chevaux de vapeur n'avaient pas encore vaincus : il s'en fallait de treize ans! Revenons à la mer.

Bridgewater et *Barnstaple* sont, au midi de Bristol, les seuls ports à noter dans le comté de Sommerset. Le comté de Devon n'a sur la côte occidentale que le petit port de *Bideford*, à l'entrée du chenal de Bristol; le Cornouailles nous présente *Padstow*, puis Saint-Yves.

Saint-Yves exporte non pas de l'étain, mais des ardoises : c'est l'objet d'un tonnage considérable.

Telle est la côte occidentale de l'Angleterre, où nous avons signalé 26 ports, centres légaux des douanes britanniques, et plusieurs autres ports qui fleurissent par des industries et des navigations variées.

CHAPITRE III.

CÔTE MÉRIDIONALE DE L'ANGLETERRE.

Nous n'avons plus à parcourir que la côte méridionale, la moins étendue des trois. Elle commence au cap de *Land's end*, en français *le cap Finistère* (*Finis terræ*); c'est le point le plus avancé vers l'occident.

PORTS, NAVIRES ENREGISTRÉS ET NAVIGATION.

PORTS.	ANNÉE 1801.		ANNÉE 1851.		ENTRÉES ET SORTIES. 1851.
	NAVIRES.	TONNEAUX.	NAVIRES.	TONNEAUX.	TONNEAUX.
Iles Scilly	10	261	58	6,691	9,306
Penzance	27	1,418	97	8,905	103,314
Falmouth	62	5,656	121	7,932	113,296
Fowey	76	4,610	137	11,100	152,268
Plymouth	232	14,800	445	42,788	730,565
Dartmouth	209	11,215	341	34,529	129,816
Exeter	148	12,372	180	18,427	145,874
Lyme-Regis	21	1,733	17	1,368	15,466
Bridepport	»	»	17	1,995	30,367
Weymouth	105	6,098	86	7,498	33,178
Poole	153	10,735	115	16,283	156,667
Cowes	128	3,278	171	8,845	86,434
Southampton	243	12,888	238	16,271	646,454
Portsmouth	212	7,985	242	13,272	189,726
Chichester	64	2,679	42	2,244	21,982
Arundel	28	1,926	102	5,910	34,517
Shoreham	30	902	108	10,469	123,633
Newhaven	20	1,187	21	1,865	89,849
Folkstone	»	»	10	663	192,259
Douvres	154	15,800	85	4,507	60,541
TOTAUX	2,042	115,343	2,633	221,562	3,071,512

Les îles Scilly sont sans importance. Le premier port que nous rencontrons, en tournant vers l'orient, est celui de *Penzance*, port de pêche et de relâche au fond de la

la baie de *Mount*. Nous en sortons pour doubler le cap Lizard, position la plus avancée de l'Angleterre vers le midi : 50° de latitude.

Nous doublons ce cap et nous arrivons à *Falmouth;* là peuvent aborder à quai de forts navires, dans un havre excellent, à l'embouchure de la rivière *Fal*. Ce port a dû sa prospérité à l'établissement de paquebots dirigés sur l'Espagne, le Portugal et les Indes occidentales, afin d'avoir les plus courts passages de mer; il doit une autre partie de sa richesse à la pêche du hareng.

Au fond de la baie de Falmouth est le port de *Truro*. C'est ici que les mineurs des pays circonvoisins envoient en saumons l'étain que fournit le comté de Cornouailles, et qu'on embarque pour la Méditerranée, la Baltique et les Indes occidentales. Les ports du Cornouailles reçoivent aussi le cuivre brut du pays, embarqué principalement pour être épuré dans le pays de Galles.

Les côtes du Cornouailles, comme celles de la Bretagne, sont éminemment fertilisées par l'usage des sables chargés des détritus de poissons et de plantes marines. L'intérieur du pays est aride et peu productif.

Le port de *Fowey* n'a d'importance que pour la pêche et surtout celle du hareng. Nous longeons la côte et nous voyons, à 16 kilomètres au large, le grand phare d'*Eddystone*. C'est le chef-d'œuvre de Smeaton, le plus savant et le plus célèbre ingénieur anglais du XVIII[e] siècle. Ce phare, bâti sur le roc ou pierre d'*Eddy*, a servi de modèle à celui de Bell-Rock, en Écosse.

A l'orient de ce phare, on trouve l'Entrée, le *Sond* de la baie de *Plymouth*. Ici la nature a tout fait pour la marine, et l'Angleterre n'a rien négligé pour en tirer avantage.

La vaste baie de Plymouth fait face au midi; elle est

profonde et subdivisée en trois rameaux : vers l'orient, le nord et l'occident.

La branche du nord, formée par le val du Tamar, et qu'on appelle le Hamoaze, contient les grands établissements militaires; la ville marchande de Plymouth est au point le plus avancé vers l'entrée de la baie. *Devonport*, est bâti sur le plateau qui domine l'arsenal de la marine royale.

Plymouth et Portsmouth sont, pour la force navale de l'Angleterre, les deux positions capitales; la première fait face à Brest, la seconde à Cherbourg. J'ai décrit leurs grands arsenaux, leurs bassins, leurs chantiers et leurs ateliers et la jetée, dont il me reste à parler[1].

L'entrée du *Sond* ou havre de Plymouth est trop large pour qu'avec les vents du midi la mer n'y soit pas très-agitée. Lorsque les Anglais ont vu le succès de notre digue de Cherbourg, ils ont eu la pensée d'en construire une pareille en avant de Plymouth. Ils ont eu deux avantages : avec une jetée moitié moins longue, ils ont pu couvrir, pour les plus grands vaisseaux, un mouillage d'une superficie beaucoup plus considérable. Ils n'ont entrepris cette jetée que vers la fin de leur guerre contre l'Empire; mais ils l'ont poursuivie avec tant d'activité et de constance, que dès l'année 1820 les travaux étaient terminés. Le célèbre John Rennie, directeur en chef de cette construction, secondé par M. Whitbey, s'est fait un grand honneur : 1° par l'économie des matériaux, employés en blocs assez forts pour résister au déplacement causé par l'action de la mer agitée; 2° par des moyens ingénieux et nouveaux pour opérer l'extraction et le transport des matériaux; 3° par la rapidité des travaux

[1] *Force navale de la Grande-Bretagne*, tome II.

d'une entreprise commencée trente ans après la jetée de Cherbourg et finie trente ans plus tôt.

Ce n'est pas seulement la marine militaire qui produit la richesse de Plymouth, au centre d'un pays industrieux, fertile, et d'un commerce étendu. Il faut considérer cette ville comme ne formant qu'une même population avec Devonport, et leur réunion n'offre pas moins de 80,000 habitants. Le mouvement total de la navigation commerciale de Plymouth s'élevait en 1851 au chiffre imposant de 734,116 tonneaux; aucun port de la côte méridionale ne présente un aussi grand résultat. On va creuser un vaste bassin à flot, appelé Great-Western, pour suffire à l'affluence des navires marchands.

Ici, nous commençons à voir aboutir sur la côte le réseau méridional des chemins de fer; il sera prolongé jusqu'à Falmouth. Une ligne secondaire, dirigée vers le nord-ouest, aboutit à Barnstaple, dans le chenal de Bristol; la ligne principale remonte à Bristol et se bifurque, au nord sur Birmingham, à l'est sur Londres.

A l'est de Plymouth sont les ports de *Dartmouth*, et plus haut, sur le Dart, la ville importante d'*Exeter*, où les navires remontent. Exeter, plus que doublée depuis un demi-siècle, surpasse aujourd'hui 40,000 habitants; c'est la capitale du comté de Devon, l'un des plus grands de l'Angleterre. En 1851, les deux marines marchandes d'Exeter et de Dartmouth offraient ensemble un mouvement commercial qui surpassait 300,000 tonneaux. Exeter a fleuri par l'industrie : elle s'est depuis longtemps adonnée à la confection des tissus de laine pour l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal, l'Italie et l'Allemagne; elle achetait ces tissus dans tous les pays circonvoisins, pour les imprimer et les teindre. Cependant, à l'Exposition universelle, pas un exposant ne rappelait ces industries d'Exeter.

Doublons le petit port de *Lyme-Regis*, puis le *cap de Portland*, presqu'île où les Anglais font aujourd'hui de grands et remarquables travaux, afin d'ouvrir un *port de refuge*[1] aux navires si nombreux contrariés par des vents irrésistibles entre la France et l'Angleterre.

Les jetées de ce port sont construites avec de gros blocs de marbre tirés des collines de Portland. C'est le labeur de condamnés qu'on ne déporte plus : la discipline de ces hommes et les moyens de moralisation, dignes d'être médités, ont été très-bien observés et décrits par M. Bérenger, éminent magistrat et membre de l'Institut.

Après Portland nous longeons la côte et nous laissons à notre gauche la fertile et charmante île de Wight. *Cowes*, son principal port, fait face à *Portsmouth*, dont elle est séparée par l'immense havre de *Spithead*. C'est le *rendez-vous* des armées navales d'Angleterre, naturellement abrité par le *brise-lames* que forme l'île de Wight.

A l'occident de Spithead est la baie de *Southampton*. C'est aujourd'hui le centre d'où rayonnent les grandes lignes de paquebots à vapeur pour la Péninsule ibérique, la Méditerranée et la mer Noire, le golfe du Mexique et Panama, les Antilles et l'Australie. Ces moyens de prospérité, joints au plus vaste cabotage, se traduisent par un mouvement de navigation qui, dès 1851, s'élevait à 648,654 tonneaux. La population de Southampton, favorisée par de telles circonstances, en un demi-siècle a passé de 7,800 à 35,305 habitants : elle a presque *quintuplé !*

Portsmouth a l'avantage de présenter un grand lac intérieur, où sont mouillés, dans un calme parfait, les nombreux bâtiments de guerre à l'état de désarmement. A l'orient de ce lac est l'arsenal de la marine, le plus vaste

[1] Voyez le Rapport sur le VIII° Jury, par le baron Charles Dupin.

et le plus complet que possède l'Angleterre. A l'occident est l'établissement des vivres de *Gosport;* il contient une manutention de biscuits suffisante pour approvisionner les flottes les plus nombreuses : les moyens de fabrication et les mécanismes modernes réunis à Gosport nous ont paru mériter d'être pris pour modèle.

Entre cet établissement et la mer s'élève l'hôpital d'Haslar, bâti dans le dernier siècle, imposant par sa grandeur; il est remarquable par ses belles dispositions, suggérées ou du moins approuvées par l'illustre Howard.

En choisissant pour sa résidence d'été, dans l'île de Wight, un coteau d'où le regard domine ce grand ensemble de mouillages, de ports et d'établissements maritimes, la reine Victoria nous semble avoir bien mieux saisi le génie de l'Angleterre que Georges IV, ce dandy des rois, qui bâtissait des pavillons orientaux sur la falaise de Brighton, hors de vue des abords qui sont la gloire et la force de l'Angleterre.

Un Anglais, un Français : Bentham et Marc-Isambart Brunel.

Avant de quitter les plus grands établissements de la marine militaire britannique, arrêtons-nous aux travaux d'un Français, honorables à la fois pour notre patrie et pour l'Angleterre.

L'arsenal de Portsmouth doit de grands travaux hydrauliques au général *Samuel Bentham;* les marins lui doivent aussi la substitution des caisses en fer aux tonneaux dans lesquels se corrompait l'eau potable. Il avait imaginé le moyen d'exécuter les poulies par des moyens mécaniques. Un Français, pauvre émigré, qui n'avait encore aucune réputation, lui communique ses inventions sur le même objet. Bentham les étudie et, sans hésiter, en re-

connaît la supériorité. Loin de faire servir sa puissance pour écarter son rival, il met un zèle généreux à faire préférer l'étranger, l'inconnu; et cet inconnu, c'était Brunel.

L'amirauté d'Angleterre a voulu qu'on exécutât l'invention de Brunel avec une grandeur qui caractérise cette nation. Le mouvement général de quarante-quatre mécanismes coordonnés est imprimé par une machine à vapeur de 32 chevaux; Watt l'a fournie. Un travail automatique débite et transforme des blocs de bois et des pièces de métal suivant les formes et les dimensions variées qu'exige la poulierie des navires, depuis les plus grands jusqu'aux plus petits; et les ouvriers n'ont, pour ainsi dire, qu'un travail de surveillance. Le travail des caisses et des rouets, des essieux et des dez qui forment moyeux, tout s'exécute avec une précision mathématique; et cela par de véritables *machines-outils*, que les Anglais imiteront plus tard dans les industries civiles, pour scier, tourner, perforer, planer, etc.

Pendant la guerre, cette perfection doublait de prix par une rapidité d'exécution si grande que le seul atelier de Portsmouth produisait par jour 1,420 poulies d'une confection parfaite; il suffisait aux besoins de tous les ports, de toutes les flottes britanniques, même au milieu de la plus grande activité d'une lutte gigantesque.

L'arsenal de Chatham renferme un atelier de précaution qui contient, par duplicata, les machines de Brunel; on les tient prêtes à travailler, si celles de Portsmouth étaient détruites par un incendie. A Ghatham, il a construit l'ingénieux établissement des scieries et du parc aux bois débités. Les bois bruts arrivent de la rivière Medway, par un canal, au fond d'un puits immense; la vapeur les élève, les scie, les transporte et les arrime. Ici les méca-

nismes de Brunel, combinés en fer, en acier, en cuivre, sont encore à la fois des inventions et des modèles.

C'est aussi Brunel qui, pour l'industrie privée, a fait ces gigantesques scies circulaires propres à débiter les plus gros blocs d'acajou par larges feuilles de placage, d'une régularité, d'une minceur étonnantes : problème dont la difficulté ne peut être appréciée que par des personnes aptes à juger la mécanique de précision.

On doit encore à Brunel d'avoir, le premier, confectionné des souliers à la mécanique, auxquels il employait des invalides. On conçoit l'importance de pareilles applications pour nos besoins usuels.

Et c'est le même ingénieur qui, dans la partie du port de Londres qu'on ne pourrait par un pont soustraire aux vaisseaux, a creusé la *tonnelle sous-marine*, remarquable surtout par la nouveauté, par l'audace des moyens. Avec un bouclier aussi haut, aussi large que la section souterraine, bouclier percé de portes contiguës qui s'ouvrent et se ferment pour le travail d'excavation fait par autant d'ouvriers, il pousse une sape et bâtit à mesure. Il affronte le poids de la Tamise, dont l'eau pleut sur sa tête et sur celle de ses travailleurs, en filtrant à travers le lit du fleuve, à chaque haute marée. Deux fois ce lit, détrempé, cède à la pression des eaux; elles se précipitent dans la galerie déjà creusée, et l'ingénieur ne trouve de salut qu'en nageant à travers l'inondation souterraine. Ces voies d'eau de la Tamise, il les bouche comme si c'étaient simplement celles d'un navire. Il les *aveugle;* puis il reprend son bouclier et son attaque avec impassibilité : c'est l'héroïsme du génie.

Pour dernier ouvrage, Brunel a formé son fils, l'ingénieur éminent du chemin de fer à très-large voie, du *Great-Western*, constructeur du navire à vapeur de ce nom, le plus grand qu'on eût fait jusqu'à 1838, et du na-

vire bien plus hardi dont la capacité doit surpasser cinq fois celle des vaisseaux de premier rang.

Nous avons loué, dans toute l'effusion de notre cœur, les grands ingénieurs et d'Écosse et d'Angleterre. Nous sommes heureux et fiers de mettre en parallèle, et sur leur propre terrain, des ingénieurs issus de la France. Honorons-les; mais honorons avant tout Bentham! Bentham, qui se fait Mécène aux dépens de lui-même, et qui sacrifie sa propre invention pour ouvrir la route à qui doit le dépasser. Oh! combien parmi nous, dans leurs diverses carrières, ont subi l'étouffement de ces vanités égoïstes et médiocres qui, du haut de leurs petites grandeurs, pesaient sur les pauvres commençants, pour empêcher leur essor! Je serais heureux si mes paroles gravaient à jamais dans les cœurs le généreux, le noble nom de Bentham.

Les ports à l'est de Portsmouth.

Les ports à l'est de Portsmouth sont des ports insignifiants et d'un mouvement médiocre : *Chichester, Arundel,* et *Shoreham*, un peu moins nul; puis *Brighton* et *Newhaven.* De ce dernier, une ligne de paquebots conduit les voyageurs à Dieppe et le chemin de fer les amène de Londres.

Nous ne trouvons rien à signaler jusqu'à *Folkstone*, sur la route la plus directe de Londres à Boulogne, tandis que Douvres est sur la route de Calais.

Sur le littoral voisin de Folkstone, l'histoire des arts modernes nous présente une belle et grande application des forces réunies de la poudre et de l'électricité; on s'en est servi pour jeter à la mer d'énormes masses calcaires. On a par ce moyen, avec autant d'économie que de rapidité, taillé dans de hautes falaises à pic l'empla-

cement nécessaire au chemin de fer qui conduit de la mer à Londres.

En août 1851, lorsque la Commission française, en compagnie du Conseil municipal de Londres, approchait de Folkstone, un tronçon de câble en fil de fer nous fut présenté : c'était le câble qu'on devait poser entre Douvres et Calais pour la communication télégraphique de Londres et du continent européen. Un second câble, posé plus tard, communique entre Ostende et l'Angleterre.

A *Douvres*, on doit remarquer surtout la grande jetée à la mer, construite sous l'habile direction de M. Walker, le digne et pieux élève de Thomas Telford, dont il a publié les œuvres posthumes, illustrées par un grand et bel atlas[1].

La côte méridionale que nous venons de parcourir est partout voisine des hauteurs médiocres, d'où les eaux descendent vers le midi. Il en résulte des rivières d'un faible volume d'eau, et qui ne sont navigables qu'à de courtes distances; très-peu de canaux s'ajoutent à la navigation naturelle, et l'on ne voit point de vastes cités intérieures dont le débouché naturel s'opère par cette côte. Sans les grands établissements militaires et ceux des compagnies subventionnées pour la navigation à vapeur, la côte méridionale ne présenterait qu'un commerce médiocre et qu'une faible navigation; mais elle a, sous ce point de vue, des compensations considérables.

[1] Londres, 1838.

DEUXIÈME SECTION.

LES ÉPOQUES DU PROGRÈS BRITANNIQUE.

Nous distinguerons cinq époques bien distinctes :

La première offre l'état des forces productives de la Grande-Bretagne vers le commencement du XIX[e] siècle et l'état de paix caractérisé par l'année 1802;

La seconde époque comprend la guerre de 1803 à 1815;

La troisième est la transition de la guerre à la paix, de 1815 à 1830;

La quatrième est l'état de paix continue, de 1830 à 1845, entre deux grandes réformes;

La cinquième comprend la révolution commerciale de 1846 et les agitations subséquentes.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

§ 1[er]. LA TRANSITION DU XVIII[e] AU XIX[e] SIÈCLE.

La première partie nous a fait voir quel est le nombre et quelle est l'importance des villes du littoral, des golfes, des fleuves et des ports qui sont pour la Grande-Bretagne les éléments matériels de la prospérité maritime.

A la fin du XVIII[e] siècle, on avait déjà beaucoup fait à l'intérieur pour accroître le commerce des villes situées au bord de la mer.

En 1800, il y avait déjà dix ans que des canaux *à point de partage* avaient mis en communication les deux mers à l'est et à l'ouest de la Grande-Bretagne, en Angleterre, par un système qui prenait pour centre les deux principales cités manufacturières, Birmingham et Manchester, afin de les unir par des lignes navigables continues avec les quatre ports les plus importants, Londres, Bristol, Liverpool et Hull, aux quatre sommets d'un trapèze dans lequel se déploie un génie manufacturier et commercial dont l'univers n'a pas encore eu d'exemple.

Il y avait aussi dix années, en 1800, que les deux cités principales de l'Écosse, Édimbourg et Glasgow, l'une à l'occident, l'autre à l'orient, étaient unies par un canal des deux mers, œuvre de l'ingénieur Wilworth, l'un des successeurs de Brindley.

Comparativement à sa population, la Grande-Bretagne, qui ne comptait en 1800 que 10 millions et demi d'habitants, atteignait un plus grand commerce relatif que celui dont elle a joui sans exception dans toutes les années antérieures à 1850, après trente-cinq ans de paix universelle : c'est le résultat que nous allons essayer de mettre en lumière.

A la fin du siècle dernier, les publications statistiques étaient bien éloignées d'être aussi méthodiques, aussi complètes en Angleterre qu'elles le sont devenues depuis la paix générale.

Nous trouvons, cependant, un document précieux qui nous fait connaître la valeur des exportations britanniques sur un ensemble d'observations de trois années, 1796, 1797 et 1798. Le tiers de chaque genre de produits exportés en somme pendant les trois ans est ce qu'on appelle l'exportation de l'année moyenne; elle exprime parfaitement la situation commerciale à la fin du XVIIIe siècle.

On n'oubliera point qu'il s'agit d'un temps de guerre et d'une grande guerre contre la France et ses alliés.

Exportations britanniques à la fin du XVIII[e] siècle.

Produits agricoles. Jusqu'à l'époque où nous nous plaçons, l'agriculture de la Grande-Bretagne ne se trouve qu'indirectement comprise dans les exportations; on ne voit figurer pour des valeurs importantes ni céréales, ni foins, ni fruits. Nous distinguons seulement une industrie qui demande au labourage ses matières premières, l'orge et le houblon: c'est la bière, que les Anglais, depuis bien longtemps, fabriquent en perfection, sous les noms si connus d'*ale* et de *porter*. A la fin du XVIII[e] siècle, ils en exportent pour la somme de....... 5,409,675 fr.

Pêcheries. Comme supplément à l'agriculture, il faut compter la pêche maritime: la plupart de ses produits, poissons, huiles, fanons, etc., sont consommés à l'intérieur. Cependant, ses diverses exportations s'élèvent à la somme de....................... 6,541,800 fr.

Avant 1800, les Anglais n'ont pas encore achevé la destruction de leurs forêts: aussi voit-on figurer un objet d'exportation qui disparaîtra de bonne heure au XIX[e] siècle pour faire place à l'importation, c'est l'*écorce à tan;* elle s'offre dans les sorties pour la somme de.. 8,978,450 fr.

Cuirs. Le chiffre qui précède est d'autant plus remarquable que les Anglais ont déjà donné beaucoup d'extension à leurs tanneries; ils excellent dans la préparation des cuirs, surtout pour la sellerie. Ils en exportent pour.......................... 10,307,650 fr.

Produits minéraux: sels. L'Angleterre est riche en sel gemme. Déjà les machines à vapeur sont employées pour rendre plus facile et plus économique l'extraction qui s'en

fait à Nantwich, à Middlewich, dans le comté de Chester; déjà des canaux conduisent de ces mines aux ports de mer. L'exportation du sel est représentée par le faible chiffre de........................... 3,638,850 fr.

Les nouvelles machines à vapeur qui, d'après l'offre de Watt, ont réduit au tiers la dépense de combustible dans les mines, ont favorisé beaucoup l'extraction des métaux les plus utiles aux arts; non-seulement l'Angleterre en fournit pour les besoins toujours croissants de l'intérieur, mais elle les exporte soit à l'état brut, soit plus ou moins élaborés, pour les valeurs suivantes :

Le plomb............................	6,758,150 fr.
L'étain.............................	7,182,950
Le cuivre...........................	14,619,975
Le fer, l'acier et leurs transformations........	54,176,650

On sera certainement frappé de cette énorme supériorité qu'offre le commerce du fer et de l'acier. C'est le résultat des inventions que nous avons signalées : application de l'action continue de cylindres lamineurs; application de la machine à vapeur; et, surtout, emploi croissant de la houille.

Dès l'année 1740, la production du fer au bois n'était plus dans la Grande-Bretagne que de 17,350 tonneaux. Avant la fin du siècle, grâce à la substitution du combustible minéral, la production du fer avait plus que *quintuplé*. Les Anglais faisaient mystère de leurs procédés; la guerre en avait empêché la connaissance et l'adoption chez l'étranger. Cela nous explique l'exportation considérable dont le chiffre vient d'être donné.

La houille, qui commence à rendre de si grands services à la Grande-Bretagne, est de plus en plus demandée par les autres nations. Ce commerce prospère, grâce à

l'économie d'extraction qu'on doit aux machines de Watt; déjà l'exportation figure pour la somme de 9,210,500 fr.

La houille contribue à la prospérité des poteries si développées dans le Staffordshire, d'après l'impulsion du célèbre Wedgewood. En y comprenant pour quelque chose la verrerie, le chiffre d'exportation, qui comprend surtout les poteries, s'élève à......... 13,448,925 fr.

Les tissus. J'ai réservé pour la fin ce genre de produits, le plus important de tous par l'étendue des résultats obtenus et par l'avenir qu'il annonce dès la fin du XVIIIe siècle. Les Anglais exportent des tissus fabriqués avec quatre filaments de nature différente; la proportion des ventes à l'étranger indique avec fidélité le degré d'avancement des diverses industries qui les produisent.

Les soieries. La moins avancée des quatre est celle des soieries, fabriquées à Londres, à Macclesfield, à Derby, à Coventry, etc. Des Français réfugiés en Angleterre après la révocation de l'édit de Nantes ont bien pu transporter leurs métiers plus ou moins imparfaits; le goût national ne les a pas suivis : il s'est bientôt oblitéré sur une terre étrangère. Aussi, malgré le prix élevé de la matière première, les Anglais n'exportent annuellement de ce produit que pour la somme de......... 15,263,800 fr.

Les toiles. Viennent ensuite les toiles communes de lin et de chanvre, fabriquées surtout en Irlande. L'Angleterre les achète ainsi que celles d'Écosse; elle en fabrique elle-même, mais en moindre quantité. L'ensemble de ces produits vaut plus du double de celui des soieries : il figure dans les exportations pour...... 31,968,350 fr.

Les cotons. Déjà sont commencés les miracles de l'industrie qui prend le coton pour matière première. En 1797, il y a douze années seulement que le brevet d'Arkwright est expiré, et voilà que les tissus de coton sont

exportés pour une valeur qui surpasse *cent millions de francs*, ci.......................... 104,380,900 fr.

En 1800 l'on évaluait seulement à 25,400,000 kilogrammes le poids du coton mis en œuvre dans la Grande-Bretagne. En 1785, époque où déjà les filateurs du Lancastre avaient employé tous les moyens pour éluder la patente détestée qui finissait, le coton mis en œuvre n'excédait pas *huit millions de kilogrammes*. La vente au dehors était presque nulle, quoiqu'elle fût encouragée en 1783 et 1784 par une prime de sortie (23 Georg. III, c. 21).

Un progrès aussi rapide indique une véritable révolution dans l'usage des tissus par les populations.

Dès les vingt dernières années du XVIIIᵉ siècle, les classes laborieuses et de médiocre fortune ont trouvé tant d'économie à faire usage du coton, les femmes ont été si charmées de l'éclat, de la propreté des parures qu'elles en tirent pour leurs robes, leurs coiffures, leurs bas, leurs gants mêmes, qu'elles ont fini par s'en faire un vêtement presque exclusif, au moins dans la belle saison. Ce goût qui naît en Angleterre se propage par les mêmes motifs chez les peuples étrangers; il nous explique le prodige d'un commerce qui triple ses exportations dans les quinze dernières années du XVIIIᵉ siècle.

Lorsque nous passerons au XIXᵉ siècle, nous verrons avec quelle force et quelle constance a continué ce progrès.

Les laines. Malgré les succès naissants et déjà si grands des tissus ayant le coton pour matière première, la fabrication des tissus de laine est encore l'industrie prépondérante. Les progrès de l'agriculture britannique ont eu pour résultat d'accroître à la fois le nombre des bêtes à laine et la quantité des toisons, singulièrement estimées. Aussi voyons-nous qu'à cette époque l'exportation des laines indigènes était défendue. L'importation fournissait

environ *deux millions de kilogrammes* de laines étrangères.

Quels changements infinis depuis cette époque ! L'exportation des laines nationales n'est pas moindre aujourd'hui de *six millions de kilogrammes*, et l'importation des laines étrangères surpasse aujourd'hui *cinquante millions de kilogrammes*.

En attendant ces progrès, la fabrication des tissus de laine a pris les plus beaux développements, et de 1795 à 1798 elle présente pour exportation annuelle une valeur de........................ 210,318,050 fr.

Résumons les produits textiles exportés à cette époque par la Grande-Bretagne :

Soieries..........................	15,263,800 fr.
Toiles..........................	31,968,350
Cotons..........................	104,380,900
Lainages..........................	210,318,050
Total.............	361,931,100

A cette valeur de tissus vendus par l'Angleterre à toutes les nations, il est intéressant d'opposer la valeur des tissus tirés de l'Orient par la Grande-Bretagne.

Certainement, vers la fin du siècle dernier, la Grande-Bretagne était bien loin encore de pouvoir affronter, dans l'Inde même et dans la Chine, l'industrie des Orientaux, si renommés pour la mise en œuvre du coton et de la soie. C'était, au contraire, de la Chine et de l'Indoustan qu'étaient apportés à l'Occident de tels produits, que recommandait, pour le bas prix et la beauté, une perfection acquise depuis des siècles.

En examinant les comptes officiels de la Compagnie

britannique des Indes orientales pour la dernière année du XVIIIe siècle, je trouve le prix de vente des produits mis aux enchères dans son palais de Londres, savoir :

Ventes d'une année (1800) par la Compagnie des Indes.

Tissus de toute sorte envoyés du Bengale.....	56,734,800 fr.
Nankins..................................	18,827,575
	75,562,375

Par conséquent, dès la fin du XVIIIe siècle, l'Angleterre vendait aux nations étrangères pour cinq fois autant de valeur que l'Orient tout entier importait chez elle de tissus, depuis les plus simples jusqu'aux plus somptueux : c'est un résultat qu'on était loin de soupçonner.

Ajoutons qu'à cette époque l'Angleterre réexportait la plus grande partie de ces importations, si minimes, empruntées à l'Orient ; elle prohibait dans les trois royaumes l'usage de la plupart des beaux tissus de coton asiatiques.

Par ces moyens, elle accoutumait les peuples britanniques à ne faire usage que des tissus indigènes.

Après ces développements nécessaires pour qu'on puisse comprendre l'état de l'industrie et du commerce à la fin du XVIIIe siècle, résumons en un seul chiffre toutes les exportations, en y joignant les produits de valeur secondaire que nous n'avons pas énumérés.

Résumé des exportations à la fin du XVIIIe siècle.

Produits britanniques exportés dans un an....	781,681,625 fr.
Population (1797)........................	10,250,000
Exportation par million d'habitants...........	76,261,630 fr.

Tel est, en résumé, le magnifique commerce que fait

l'Angleterre, avec les produits de son industrie, au milieu d'une des plus grandes guerres que les trois royaumes aient eu jamais à soutenir.

On commettrait, cependant, une grave erreur si l'on supposait que la guerre ne fît pas éprouver d'extrêmes souffrances au commerce britannique; elle avait forcé, précisément en 1797, de suspendre le payement obligatoire en argent des billets de la Banque Royale. La même suspension continuera jusqu'après la fin d'une autre guerre, celle de l'Empire.

Jetons un coup d'œil rétrospectif sur l'action et l'influence de la guerre, poursuivie avec tant d'acharnement, de 1793 à 1800. Le commerce maritime de l'Angleterre peut continuer à prospérer; il remplace en entier le commerce de la France, parce que la force navale de la première puissance ne rencontre aucun obstacle. Nos flottes, privées par l'émigration du beau corps d'officiers expérimentés et savants qu'avait formé la guerre d'Amérique, nos flottes n'offrent plus qu'une résistance impuissante, parce qu'ici le courage seul ne peut pas suppléer à l'instruction fécondée par la pratique.

Sur terre, au contraire, la Grande-Bretagne ne hasarde que de faibles entreprises, confiées à des commandants médiocres; elle est battue à Dunkerque, en Hollande, au Hanovre, partout où ses régiments apparaissent sur les bords du continent européen.

Mais ces revers, qui ne sont point petits pour l'honneur des armes, le sont pour les pertes matérielles et pour le nombre des soldats tués ou faits prisonniers.

Les grands efforts de l'Angleterre sur le continent, dans la première guerre contre la France, sont en réalité des efforts d'argent. L'Autriche alors n'est pas opulente; les petits États d'Allemagne ne le sont guère plus, à proportion

de leurs territoires; et la Russie, avec ses déserts, est indigente malgré sa grande population.

L'or britannique est employé pour décider tour à tour chaque puissance à prendre, à reprendre les armes. C'est, à vrai dire, une entrée en campagne qui leur est donnée, avant que les heureux insulaires les abandonnent à la fortune ou plutôt à l'infortune de leurs efforts. Les pertes de chaque État subventionné surpassent dix fois la subvention touchée; le territoire est envahi, la population perd ses hommes les plus robustes : l'agriculture, l'industrie, le commerce des alliés, tout à la fois est frappé.

Voilà comment l'Angleterre, malgré ses sacrifices d'argent, souffre moins que ses amis transitoires, qu'elle abandonne à leur sort quand la défaite oblige ces derniers à rendre les armes. Les arts de ceux-ci dépérissent et les siens fleurissent; par ces moyens, l'avance qu'elle a déjà sur les autres nations augmente avec leurs malheurs.

La seule plaie qui fasse souffrir l'Angleterre est la plaie d'argent, et son gouvernement l'élargit sans cesse.

Dans la session parlementaire de la première année du siècle, en 1801, M. Pitt, ministre immuable depuis 1783, présente ainsi le bilan de la *dette nationale :*

En 1800	393,554,392 l. st.
Au 1er février 1793	229,282,818
Accroissement en 7 années	164,271,574 l. st.

Somme qui vaudrait aujourd'hui plus de *quatre milliards* de nos francs !

Au commencement de 1802, lorsqu'on aura ratifié la paix, neuf ans de guerre auront augmenté la dette de *quatre milliards cinq cents millions.*

Mais un développement admirable d'activité intérieure;

l'agriculture perfectionnée, agrandie; les voies de communication plus économiques, multipliées entre les ports importants, entre les cités manufacturières et les gîtes les plus riches en métaux, en minéraux productifs; enfin le commerce étendu sur toutes les mers, voilà ce qui soulage l'Angleterre; voilà ce qui lui fait endurer avec moins de fatigue et de douleur l'accroissement exorbitant des charges publiques.

Cet accroissement si rapide et si pénible à supporter, de la dette et des impôts, expliquera comment, dès 1800, le peuple anglais voulait absolument la paix; chez lui, la haine le cédait à la fatigue. Aussi, dans l'automne de 1801, lorsque le général Andréossy vint à Douvres apporter les prémices de la pacification, les populations le reçurent avec un enthousiasme impossible à redire.

§ 2. PAIX TRANSITOIRE : 1801 À 1803.

Il fallut donc que l'aristocratie britannique sanctionnât, dès les premiers jours de 1802, la paix ou plutôt la trêve, qu'elle rompit violemment dès le mois de mai 1803.

Effets importants de la courte paix d'Amiens.

Arrêtons-nous à 1802, la seule année complète de paix générale dont l'univers eût joui depuis dix ans. Signalons quelle fut alors l'incroyable prospérité du commerce britannique.

Valeur comparée des produits britanniques vendus à l'univers.

1° Dans la dernière année de guerre contre la France..................	39,730,659 l. st.
2° Dans l'année de paix universelle (1802)...........................	45,102,230

De la dernière année de guerre à la première année de paix, les Anglais accroissent de 130 millions de francs la vente de leurs produits à l'univers.

De l'année complète de paix aux années suivantes de guerre, l'effet contraire se produit avec non moins d'étendue.

Par conséquent, le résultat qu'on se proposait d'atteindre en recommençant les combats, celui d'enrichir le commerce britannique par tout le commerce qu'on allait empêcher les Français et leurs alliés de continuer, ce résultat n'est pas atteint; on n'est conduit qu'à l'appauvrissement des commerçants à tout prix, même au prix de la paix du monde!

Examinons le conflit qui va produire des effets si peu prévus par le génie de la discorde; mais auparavant indiquons ce que vaudraient maintenant, en monnaie française, les exportations de l'année de paix 1802.

Exportations de produits britanniques, en 1802.

Valeur totale....................	1,127,555,475 fr.
Population en 1802...............	10,848,900
Exportations par million d'habitants...	103,936,700 fr.

Gravons bien ce résultat dans notre mémoire; il va nous servir de terme de comparaison pour apprécier les effets nouveaux de la guerre sur l'industrie et le commerce britanniques.

CHAPITRE II.

SECONDE ÉPOQUE : LA GUERRE DU XIX[e] SIÈCLE. — 1803 À 1815.

Je crois important de diviser en deux cette période. Dans la première partie, le commerce anglais décline; dans la seconde, il revient vers sa prospérité première.

§ 1[er]. TEMPS OÙ LE COMMERCE ANGLAIS DÉCLINE : 1803 À 1808.

Ici commence une lutte nouvelle et pour l'esprit, et pour le genre des efforts, et pour les phases si diverses que la fortune y fait naître tour à tour. Ce n'est plus une guerre contre un peuple et ses idées; c'est une guerre *à mort* contre un homme, et contre un homme plus capable de lutter par son génie que n'avait été Louis XIV même au plus beau temps de sa jeunesse.

Chacun des antagonistes va commencer par des succès inouïs sur son élément favori.

Sous prétexte que la mer appartenait aux Anglais et la terre aux Français, on s'est complu, durant tout ce conflit, à comparer les premiers aux Carthaginois et les derniers aux Romains : rapprochement qu'on aimait à faire en protestant contre le droit des gens foulé pour plus de moitié sous les pieds de nos rivaux. Le Premier Consul pensait de la Grande-Bretagne ce que Scipion pensait de la patrie d'Annibal, qu'on n'en triompherait jamais à moins d'y porter la guerre.

C'est ce qu'il voulait faire avec une immense flottille, dont la seule réunion porta la terreur dans tous les foyers britanniques. Nelson! Nelson même échoua contre une

simple division de canonnières, en vue de Boulogne et des camps français, spectateurs de ce prélude.

Ce que l'Angleterre prodigua de trésors en travaux défensifs, en milices mises sur pied, en escadres d'observation, en bâtiments garde-côtes, en temps perdu par les producteurs de toute classe, surpassait de beaucoup les sommes que la flottille pouvait coûter aux Français.

Ce fut alors que W. Pitt imagina la coalition de l'Autriche et de la Russie, coalition qu'il obtint au prix d'un grand nombre de millions, et seulement deux ans après que Napoléon avait commencé de lever son épée de Damoclès sur la rive de la Manche.

Par une convention secrète du 30 mars 1805, l'Autriche et la Russie mettront en campagne 415,000 hommes, et l'Angleterre payera 31,250,000 francs pour chaque force de 100,000 hommes en action!

Napoléon déjoua ces conceptions gigantesques. En deux mois de marches fabuleuses, deux armées autrichiennes et la grande armée des Russes étaient défaites; l'Autriche était réduite à la paix pour sauver son existence, et la Russie pour sauver le reste de ses bataillons, qui rétrogradaient, leur empereur à leur tête.

Une victoire aussi grande sur la mer que celle-ci sur la terre avait tranché, d'un autre côté, la seconde part du destin : l'Océan restait sans conteste à l'Angleterre, et le continent à la France.

W. Pitt, malgré son rare génie, son intrépidité politique et des succès sans exemple, se trouvait ainsi, dès les premiers jours qui suivaient le 2 décembre 1805, la journée d'Austerlitz, plus éloigné que jamais du but que rêvait son désir passionné : l'abaissement, le dépouillement de la France, et la suppression d'un gouvernement issu de la révolution, quoiqu'il en fermât les abîmes. La douleur

et le désespoir achevèrent d'anéantir une santé depuis longtemps minée par les travaux et les soucis : cinquante jours après la bataille qui renversait ses espérances, il mourut.

La paix aurait dû s'ensuivre, Fox surtout devenant premier ministre. Mais, dans un pays libre, le Gouvernement n'est pas la toute-puissance : des deux côtés de la Manche, les passions nationales étaient trop fortes pour poser sitôt les armes.

Napoléon ne revint plus camper sur les hauteurs de Boulogne et menacer l'Angleterre avec sa flottille. Il voulut refaire une flotte de haut bord et ses travaux furent immenses.

Remarquons ici l'esprit de la Grande-Bretagne : il ne reste pas dix vaisseaux de ligne armés dans tous nos ports, et loin de désarmer les siens, loin de rester stationnaire, elle augmente ses escadres avec une prévoyance incroyable. Elle fait tout contre des dangers qui n'existent plus, mais qui pourraient renaître un jour.

En 1804, époque où la France possède encore une grande armée navale, l'Angleterre ne consacre à la marine que 300 millions de francs.

En 1806, cette puissance n'a plus rien à redouter de nous sur les mers; néanmoins elle dépense 452 millions pour sa marine. Enfin, dans l'année 1813, quand l'Empire français est au bord de sa ruine, l'Angleterre porte son budget naval à 501 millions de francs!...

Ce n'était pas assez pour l'Angleterre d'avoir la domination des mers, elle en voulait la tyrannie. Elle aspirait surtout à dicter des lois aux puissances neutres, en les obligeant par la violence à ne faire aucun commerce chez les peuples en guerre avec l'empire britannique.

Dès 1781, lors de la guerre d'Amérique, les États du

nord de l'Europe, la Russie, la Suède, le Danemark, et je crois aussi la Prusse, avaient posé les justes bases du droit des neutres.

Paul Ier, marchant sur les traces de Catherine, avait renouvelé la confédération des neutres peu de temps avant sa mort. Dans le mois même de son décès, Alexandre, son successeur, désertait cette illustre cause et passait à l'Angleterre.

Dès 1806, les prétentions excessives de cette puissance reparaissent, et l'on peut s'en étonner sous le ministère de Fox.

C'est le 15 mai de cette année que Napoléon, par son célèbre décret de Berlin, répond à l'Ordre en Conseil publié le 6 à Londres.

Le 7 janvier de l'année suivante, l'Angleterre fait paraître un second Ordre en Conseil pour interdire aux marines neutres de transporter quelque objet que ce soit entre deux ports des Français ou de leurs alliés chez lesquels les Anglais ne seraient pas admis; la France repousse de telles prétentions par de justes représailles.

Jusqu'à 1808, tous les événements sur le continent européen tournaient contre le gré de l'Angleterre.

Jusqu'à cette époque, malgré le perfectionnement apporté par les Anglais dans leurs fabrications, à raison même des bas prix auxquels ils peuvent les livrer au continent, la valeur nominale de leurs ventes diminue; l'avilissement du papier anglais abaisse encore les prix réels; *la contrebande*, quelque active qu'elle puisse être, se trouve impuissante à changer ce triste résultat. Donc, alors le commerce britannique a cessé de porter un secours croissant au trésor public, de plus en plus obéré par des dépenses excessives. Le tableau suivant rendra frappantes les diminutions que nous venons de signaler :

EXPORTATIONS COMPARÉES POUR QUATRE ANS DE GUERRE.

ANNÉES.	VALEUR TOTALE DE L'ANGLETERRE	
	À L'EUROPE.	AU RESTE DU MONDE.
	liv. st.	liv. st.
1805	13,625,676	22,443,471
1806	11,363,635	27,369,095
1807	9,002,237	26,410,630
1808	9,016,033	25,991,558

Nous rendrons beaucoup plus sensible la décadence dont ces chiffres renferment l'expression, par le calcul de ce que la Grande-Bretagne vend à l'Europe, par millions de produits vendus à toutes les autres parties de la terre.

DIMINUTION PROGRESSIVE DE LA VENTE PAR L'ANGLETERRE DE SES PRODUITS À L'EUROPE, COMPARATIVEMENT AU RESTE DU MONDE.

ANNÉES.	VENTE TOTALE DE L'ANGLETERRE	
	À L'EUROPE.	AU RESTE DU MONDE.
	liv. st.	liv. st.
1805	607,111	1,000,000
1806	415,199	1,000,000
1807	340,857	1,000,000
1808	346,883	1,000,000

§ 2. RENAISSANCE DU COMMERCE BRITANNIQUE : 1808 À 1815.

Si l'année 1808 semble arrêter le décroissement proportionnel, c'est que déjà les prétentions absolues de l'Angleterre ont irrité les États-Unis : ceux-ci ne peuvent plus autant acheter à cette puissance, par la difficulté de re-

vendre, et cela sans que la Grande-Bretagne en profite pour accroître elle-même ses ventes aux Européens[1].

Si l'empereur Napoléon, uniquement antagoniste des Anglais, se fût abstenu, comme il l'avait fait jusqu'à 1808, de tourner contre lui la fierté nationale et les passions populaires d'aucun pays étranger; s'il eût laissé chaque État maritime se révolter successivement pour l'intérêt et la dignité de son propre pavillon, que serait-il arrivé? L'univers de proche en proche se fût détaché de l'Angleterre. Le temps marchait contre elle, et l'aurait vaincue.

Mais tout change après la paix de Tilsitt. A peine l'Angleterre, avec la sagacité de sa haine et de son danger, a-t-elle entrevu que deux peuples européens vont devenir irréconciliables avec la France, aussitôt elle leur prodigue ses moyens d'action. Pour prix de son alliance, elle les inonde de ses marchandises.

J'ai toujours été frappé d'une gravure, satirique il est vrai, mais fondée sur l'observation; elle représente les Anglais montant à l'assaut d'une place, dans la péninsule Ibérique. Le commandant tient d'une main le drapeau

[1] *Commerce avec les États-Unis et l'univers.*

ANNÉES.	VENTE DES PRODUITS BRITANNIQUES	
	aux États-Unis.	à l'univers.
	liv. st.	liv. st.
1807	11,846,513	35,412,867
1808	5,241,739	35,007,591
1809	7,258,500	44,794,452
1810	10,920,752	45,761,121
1811	1,841,253	29,893,549
1814	8,129	45,494,119
1815	13,255,374	51,632,971

britannique; à peine arrive-t-il au sommet de la brèche, de l'autre main qui tient l'épée, il fait signal vers les bagages, et s'écrie : *À présent, faites avancer les cotons !*... Montrons avec quelle force croissante on les a fait avancer....

MARCHANDISES BRITANNIQUES IMPORTÉES DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE.

ANNÉES.	VALEUR.
	liv. st.
1807	2,724,691
1808	6,249,103
1809	9,609,509
1810	7,391,787
1811	11,653,565
1812	13,545,859

Par conséquent, de 1807 à 1812, en cinq années, les produits de la Grande-Bretagne vendus tant à l'Espagne qu'au Portugal sont *quintuplés*.

Dans les conseils qui furent tenus à Bayonne en 1808, si quelque ami sincère et prévoyant eût osé parler; s'il eût dit à Napoléon : « Au lieu d'affaiblir l'influence et le commerce de l'Angleterre au delà des Pyrénées, vous allez, par degrés rapides, doubler ses ventes en Europe; vous allez les *quintupler* dans l'Espagne et le Portugal ! » Napoléon l'aurait-il cru? et s'il avait pu le croire, aurait-il tenté l'entreprise qui commença sa ruine?

Puisse-t-on n'oublier jamais ces grandes et terribles leçons que Dieu, suivant la sublime pensée de Bossuet[1], donne aux rois quand il lui plaît !

[1] Oraison funèbre de la reine d'Angleterre.

Le tableau suivant fait voir combien de produits l'Angleterre vend à l'Europe par millions de produits vendus au reste du monde, dans l'époque de renaissance.

PROGRÈS DES PRODUITS VENDUS À L'EUROPE, À PARTIR DE 1808.

ANNÉES.	VENTE DES PRODUITS BRITANNIQUES	
	À L'EUROPE.	AU RESTE DU MONDE.
	liv. st.	liv. st.
1808	346,883	1,000,000
1809	546,312	1,000,000
1810	518,628	1,000,000
1811	752,376	1,000,000
1814	1,449,699	1,000,000

En 1814, la part de l'Europe est doublement accrue par la paix rendue au continent et par la guerre que les États-Unis, poussés à bout, font à l'Angleterre. Ce qu'ils achètent de produits à cette puissance décroît avec une incroyable rapidité.

Dès 1813, il faut voir avec quelle explosion de haine satisfaite, avec quelle exaltation de bonheur inattendu l'Angleterre salue son retour à la fortune, retour dont elle avait pu désespérer dans la première moitié de sa lutte contre l'Empire français. Écoutons le plus éloquent de ses ministres, écoutons Georges Canning : il propose de voter des actions de grâces pour une victoire en Espagne contre nos forces réduites et qu'on peut à peine entretenir ; on est au moment où la Prusse, la Russie, la Suède et finalement l'Autriche joignent leurs armes contre nous :

« Le même coup qui brise en Espagne le talisman de

notre ennemi rompt le charme qui paralysait les peuples du Nord. Combien leur avenir est changé! Dans ces États, où tout au plus un bref conflit se terminait par un revers accablant pour leurs désirs, s'il ne conduisait pas au dernier désespoir, les hommes désormais ont à contempler un tout autre aspect de la fortune européenne! La Germanie ne rampe plus, tremblante aux pieds de la tyrannie; elle affronte l'oppresseur, et soutient une lutte balancée. L'immense déluge par lequel avait été submergé le continent commence à retirer ses eaux. Déjà les limites des nations redeviennent visibles; et les créneaux et les dômes des établissements antiques montrent de nouveau leurs sommités au-dessus de l'onde qui s'abaisse[1]. »

Quand ces paroles retentirent sous les voûtes de Westminster, un long écho d'applaudissements répondit au sentiment qui les dictait, à la vue de nos désastres.

L'Angleterre, à son tour, reçoit une impérissable leçon dans l'année même qui met le comble à ses succès. Les États-Unis, après avoir souffert tout ce que des marchands intéressés peuvent souffrir avant de rompre une paix lucrative, les États-Unis ne peuvent plus endurer davantage les vexations dont les accable l'Angleterre; car celle-ci, visitant leurs navires, y fait la presse et foule aux pieds le droit des gens. Les Américains sont faibles par le petit nombre de leurs bâtiments de guerre, mais puissants par le courage; ils prennent les armes pour attaquer les dominateurs de la mer. Ils rendent la lutte si rude et si désastreuse contre le négoce et la navigation de leur ennemi, qu'ils le contraignent à la paix, sous la condition formelle qu'il n'exercera plus ses visites outrageuses et vexatoires sur les bâtiments de l'Union.

[1] *Vote of thanks for the victory of the 17 june 1813, near Vittoria in Spain.*

Même à l'époque où la fortune se prononçait de plus en plus pour l'Angleterre, il ne faut pas supposer que des luttes aussi pleines d'alternatives imprévues, favorables et contraires, se succédaient sans faire éprouver d'énormes pertes à cette puissance. Son crédit s'en ressentait; des faillites énormes et multipliées en étaient la conséquence, et son papier-monnaie éprouvait sur le continent la dépréciation la plus désastreuse.

Suivant un usage singulier, mais parlementaire, le chancelier de l'Échiquier, M. Vansittart, appelle la Chambre des communes à voter la constatation d'une série de faits désastreux, pour expliquer la dépréciation du papier-monnaie. Je me contenterai de citer un seul de ces votes, appelés *résolutions*, en conservant la barbarie du style original.

XIII[e] Résolution. « Décidé—*que*, depuis novembre 1806 et surtout depuis l'été de 1807, un système d'exclusion s'est établi contre le commerce britannique, *sous l'influence de la terreur occasionnée par les Français*, système qui s'est renforcé avec un degré de violence et de rigueur qui n'avait pas encore été tenté : *ce pourquoi*, entre la Grande-Bretagne et le continent de l'Europe (à peu d'exceptions près, comme avec la Suède, quelques portions du Portugal et de l'Espagne, etc.), toute correspondance et tout commerce sont devenus hasardeux, précaires et dispendieux; le trafic, en outre, s'est trouvé chargé de frais excessifs à payer *aux armateurs étrangers*, et d'autres dépenses inaccoutumées; — *que*, de plus, le commerce avec les États-Unis est devenu pareillement incertain et interrompu; — *que* tous ces obstacles ont considérablement affecté le cours des payements entre la Grande-Bretagne et les autres nations, ainsi que la solde de l'armée et de la marine à l'étranger; — *que* la difficulté s'est accrue par le prix des

grains, plus élevé pendant la dernière disette qu'en aucun autre temps, disette qui nécessitait de grandes importations de blés. »

Les faits ici rapportés suffisent pour qu'on apprécie tout ce que la guerre contre l'Empire français a fait éprouver de souffrances et de pertes à la Grande-Bretagne. Ce qu'il y avait de plus déplorable pour cette puissance, c'est que le retour même de la paix universelle pouvait bien mettre un terme à la cause première de ses maux, mais la laissait en présence de la situation la plus grave et la plus effrayante.

La paix en effet n'a pas suffi, malgré ses infaillibles bienfaits, pour guérir et cicatriser sur-le-champ des blessures aussi profondes. Nous allons montrer les souffrances inévitables de la transition, si désirée, des combats à la pacification; mais il faut montrer avant tout le mouvement progressif de la population qui devait souffrir de tels maux.

§ 3. PROGRÈS DE LA POPULATION BRITANNIQUE DEPUIS LA FIN DU XVIII[e] SIÈCLE.

En 1801, la Grande-Bretagne comptait 10,567,893 habitants; elle en a compté 20,936,468 lors du dernier recensement, celui de 1851, dans l'année même de l'Exposition universelle.

Par conséquent, on peut poser comme premier résultat simple et facile à retenir que, dans les cinquante années où s'est décidée pour longtemps l'immense question de la suprématie commerciale en faveur de la Grande-Bretagne, le nombre de ses habitants *a doublé*.

Cet accroissement de population sur un territoire exigu est de beaucoup plus rapide qu'en aucune autre contrée de l'Europe. Il est plus rapide même qu'en Russie, où l'espace est si vaste et la nourriture si facile à produire.

Chose remarquable, depuis 1801 jusqu'à 1821, intervalle qui comprend 13 années de guerre contre 7 années de paix, l'accroissement de la population est plus rapide que dans les temps qui précèdent ou qui suivent.

C'était le moment où la Grande-Bretagne accomplissait ses plus grands armements, où le sang de ses défenseurs était versé tour à tour sur toutes les mers et sur tous les continents, où l'on croyait qu'elle devait éprouver comme les autres États belligérants une disette de défenseurs chaque année plus grande; c'était l'époque, au contraire, où le progrès naturel et prodigieux de sa population suffisait avec une égale abondance à tous les besoins et d'une guerre universelle et d'une industrie qui jamais n'avait été plus occupée.

Un de ces esprits à longue prévoyance, Malthus, professeur illustre au collége de la Compagnie des Indes, s'était effrayé d'un accroissement de population qu'on allait trouver sans exemple en Europe. Près d'un demi-siècle à l'avance il rêvait l'époque où la Grande-Bretagne ne pourrait plus suffire à nourrir tous ses habitants; dès 1798 il avait publié sa théorie si célèbre, qui fit réfléchir tous les sages et qui souleva contre lui tous les instincts démagogiques. En voici le principe :

Lorsque la terre est surabondante, les populations doublent aisément en vingt-cinq années, quadruplent tous les cinquante ans, octuplent tous les cent ans : c'est la progression qu'on appelle géométrique.

Il est évident qu'un territoire étant donné, l'on peut toujours assigner un nombre d'années, et fort court, au bout duquel une progression si rapide présentera plus d'habitants que ce territoire n'en pourra nourrir. Alors naîtront toutes les horreurs de l'indigence et de la faim; des souffrances excessives frapperont un nombre immense

de familles. Alors surviendront, tristes conséquences, les épidémies, les mortalités par masses; moyens terribles par lesquels se rétablit dans les sociétés un lugubre équilibre.

Pour prévenir de tels malheurs, Malthus aimait à penser qu'on pouvait modérer les tendances que les classes inférieures, à la fois imprévoyantes et nécessiteuses, ont à peupler plus rapidement que les classes opulentes; c'était dans un dessein si bienveillant qu'il assombrissait les tableaux de leur misère actuelle, et de la misère plus grande qui s'apprêtait pour leur postérité.

Ces rêves d'humanité n'ont abouti dans la Grande-Bretagne qu'à soulever l'indignation de la foule, qu'à rendre l'objet de la haine populaire un observateur ami des hommes, un esprit spéculatif dont la théorie, parfaitement *inappliquée* et dès lors *innocente* a laissé les nations, comme par le passé, se développer suivant leurs instincts et leurs mœurs. Ces instincts étaient, d'ailleurs, beaucoup moins aveugles que n'aimait à le penser l'orgueil de la théorie.

Une des causes principales de la grandeur britannique et de l'empire qu'elle exerce aujourd'hui sur la majeure partie du monde commercial, c'est précisément cette hardiesse, cette témérité de multiplication qui forme le caractère d'une race où, bien plus efficacement qu'autrefois chez les Hébreux, on suit le précepte que recevait il y a quatre mille ans le peuple de Dieu : *croissez* et *multipliez*.

Pour avoir une idée juste du peuplement où peut arriver la race britannique sur un territoire exigu, il faut considérer en particulier l'Angleterre; parce que l'Écosse, déjà si rapprochée du Nord, avec des rochers pelés et des chaînes de montagnes extrêmement peu productives, ne permet pas une extrême accumulation des hommes.

PROGRÈS DE LA POPULATION ANGLAISE.

ANNÉES.	POPULATION.	SUPERFICIE par 10,000 HABITANTS.	PROGRÈS	
			DÉCENNAL.	ANNUEL.
		Hectares.		
1801.........	8,892,536	16 830	$15\frac{881}{1000}$.	$1\frac{484}{1000}$.
1815.........	10,860,337	13 822	$14\frac{932}{1000}$.	$1\frac{401}{1000}$.
1851.........	17,922,768	8 470		

Avec la vitesse de peuplement qui se manifestait en Angleterre de 1801 à 1815, la population se développait de manière à doubler en *quarante-six* ans.

Dans la seconde période de 1815 à 1851, lorsque la difficulté de subsister augmente, la vitesse du peuplement diminue et la population se développe de manière à ne doubler qu'en *cinquante-quatre* ans.

Ce qui doit surprendre les esprits observateurs, ce n'est pas ce léger ralentissement de huit années par demi-siècle dans le doublement de la population; c'est, au contraire, la constance qu'une aussi légère différence atteste dans la faculté d'accroissement de la race britannique, sur un sol où la population semble aujourd'hui se trouver trop à l'étroit.

En définitive, ne soyons pas étonnés de la supériorité d'accroissement que nous avons signalée de 1803 à 1815. Pendant ce laps de temps, la Grande-Bretagne a presque été le seul État de l'Europe qui n'ait pas subi les ravages d'armées étrangères. Ses champs, ses ateliers, ses ports, n'ont pas cessé de prospérer dans la plus complète sécurité. Si le commerce extérieur était ralenti dans ses pro-

grès, les dépenses publiques devenaient de plus en plus grandes; elles représentaient, pour l'agriculture et pour l'industrie, des demandes de produits qui faisaient travailler un nombre d'ouvriers toujours croissant. Les salaires haussaient de plus en plus par l'effet même de cette activité et par les bras occupés dans l'armée, sur la flotte et pour les commandes militaires; l'aisance des familles laborieuses en était la conséquence, et le peuplement était par là favorisé.

§ 4. PROGRÈS DES FACULTÉS PRODUCTIVES, DE 1800 À 1815.

La période écoulée de 1800 à 1815 ne présente pas de ces innovations capitales qui deviennent la source de grands progrès dans l'industrie; mais c'est l'époque où les découvertes du demi-siècle antérieur reçoivent leur développement le plus marqué.

Quoiqu'en 1800 l'avantage d'employer dans les cités la force de la vapeur soit parfaitement reconnu, on a lieu d'être surpris de voir combien l'usage en est encore insignifiant dans les villes qui vont bientôt en faire un si grand usage.

C'est en 1800 qu'expire le privilége garanti par le brevet de Boulton et Watt; aussitôt des ateliers s'élèvent dans les principales villes pour construire à l'envi des machines à vapeur, qu'on varie de cent manières et qu'on s'efforce d'approprier à tous les besoins des arts.

On met à profit l'invention de l'Américain Evans, pour employer la vapeur *à haute pression.*

Ici la vapeur n'est plus condensée par de l'eau froide, ainsi que Watt en a conservé la pratique : on la laisse fuir après qu'elle a produit son effet, à chaque coup de piston. Ces machines, d'un petit volume, légères et peu coûteuses,

proportion gardée avec leur force, offrent des avantages spéciaux qui les font employer dans une foule de cas.

On emploie pareillement les machines à vapeur *à la moyenne pression* de 2, 3, 4 et 5 atmosphères; on fait éprouver à la vapeur *une détente* calculée pour en consommer la force vive avec le moins de perte qu'il soit possible de le faire.

En 1803, M. Jonathan Woodhouse construit des chemins ayant des ornières en fonte de fer, sur lesquelles circulent des chariots et des voitures à voyageurs; mais ici les véhicules sont traînés par des chevaux. Il faudra près de trente années avant que la vapeur fasse cette conquête, et change la face des transports par terre.

L'invention des presses hydrauliques suivant le système de Bramah est antérieure à 1800; mais, de cette année à 1815, elle reçoit des applications variées, importantes pour l'industrie et pour faciliter l'arrimage en comprimant les produits élastiques et légers : par exemple, le coton en laine. C'est un service considérable, vu les quantités énormes et toujours croissantes de cette matière importées en Angleterre.

Voici maintenant la plus belle application des arts chimiques. Vers la fin du siècle dernier, Bon et Desarnod avaient inventé leur *thermolampe*, laquelle n'était autre chose qu'un appareil à brûler le gaz hydrogène, plus ou moins chargé de carbone. Cette invention était restée sans conséquences.

En 1804, Frédéric-Albert Winsor prend patente à Londres pour un appareil en grand avec lequel il extrait de la houille épurée ou réduite en coke du goudron, de l'huile minérale, certains acides et surtout du gaz hydrogène carboné propre à l'éclairage. En 1807, il perfectionne encore ses procédés.

Déjà, dans un mémoire au roi Georges III, F.-A. Winsor a démontré l'économie et tous les avantages d'employer la lumière du gaz à l'éclairage des rues; il calcule qu'en peu de temps la réduction des dépenses annuelles pour les villes du Royaume-Uni ne sera pas moindre de 50 millions de francs.

Cette grande innovation n'avait, jusqu'en 1815, obtenu d'application étendüe que dans la ville de Londres; mais les autres cités du premier ordre s'apprêtaient à suivre cet exemple.

L'emploi de la vapeur d'eau se multiplie pour chauffer les ateliers et les comptoirs, pour sécher des tissus et des fils en masse, etc.

Les Anglais ne se tiennent pas pour satisfaits de la supériorité qu'ils ont obtenue sur les autres nations pour la fabrication de la fonte et du fer, dont ils multiplient de plus en plus les usages aux constructions de toute nature. Ils en profitent pour perfectionner leurs machines les plus variées et leurs instruments aratoires.

Ils en profitent surtout pour rendre plus économiques et d'un jeu plus parfait les métiers qui leur servent à filer, à tisser le coton et la laine.

On peut dire que, de 1803 à 1815, le commerce des produits textiles éprouve une vraie révolution; les tissus de coton acquièrent une supériorité qui ne devra plus les quitter.

Afin de montrer, par des résultats authentiquement recueillis, la révolution que nous signalons ici, nous allons offrir le parallèle des produits textiles fournis par la Grande-Bretagne à l'ensemble des nations : premièrement, à l'époque où va commencer le XIXe siècle; secondement, en 1815, année où commencera la paix universelle.

PROGRÈS DES ARTS TEXTILES DE 1793 À 1815.

NATURE DES PRODUITS TEXTILES.	ANNÉES 1796 À 1798. — (Année moyenne.)	ANNÉE 1815.
Tissus de laine..........................	7,771,808 l. st.	9,338,142 l. st.
—— de coton..........................	4,108,617	20,620,857
—— de lin ou de chanvre..........................	1,256,200	1,777,563
—— de soie..........................	585,561	622,118
TOTAL pour les quatre matières.......	13,722,186	32,358,680
TOTAL GÉNÉRAL des exportations de la Grande-Bretagne..........................	29,185,193	40,653,245

Du tableau qui précède nous déduirons celui qui suit, et qui fixera les idées du lecteur sur les proportions dont nous voulons faire apprécier l'étendue.

VALEUR PROPORTIONNELLE DES PRODUITS TEXTILES VENDUS PAR L'ANGLETERRE AUX AUTRES NATIONS, EN PRENANT LE COTON POUR TERME DE COMPARAISON.

NATURE DES PRODUITS TEXTILES EXPORTÉS.	ANNÉES 1797 À 1799. — (Année moyenne.)	ANNÉE 1815.
Cotons..................................	1,000,000 l. st.	1,000,000 l. st.
Lainages..................................	1,895,991	452,849
Lins et chanvres..........................	305,738	86,202
Soieries..................................	142,520	30,183
Total des tissus autres que les cotons..........	2,344,249	569,234
Cotons seuls..............................	1,000,000	1,000,000

Tels sont les changements immenses produits en faveur des cotons, pendant dix-sept années, par la seule conséquence des inventions fécondes, antérieures d'un demi-siècle.

Le plus important progrès, après celui des arts textiles, appartient aux arts métallurgiques; il résulte pareillement des inventions du XVIIIe siècle. C'est d'abord la substitution du mouvement continu des cylindres lamineurs, pour la production, le puddlage de la fonte, et l'étirage du fer; c'est ensuite l'emploi de plus en plus intelligent des machines à vapeur. Par cette application perfectionnée, le combustible minéral, la houille, revient à des prix de moins en moins élevés. Cependant les ventes à l'étranger, si nous en exceptons les fers, ne reproduisent qu'imparfaitement l'idée de ces progrès.

VALEUR DES PRODUITS MÉTALLURGIQUES EXPORTÉS.

NATURE DES PRODUITS.	ANNÉES 1796 À 1798. — (Année moyenne.)	ANNÉE 1815.
Houille	212,077 l. st.	114,591 l. st.
Fer et acier ouvrés ou bruts	2,047,902	3,252,500
Cuivre et ses alliages ouvrés ou bruts	1,016,113	730,962
Étain ouvré ou brut	431,188	448,809
Plomb ouvré ou brut	223,091	304,701
SOMMES	3,930,371	4,851,563
Sel gemme	109,336	204,590
Poteries et verreries	462,884	1,386,922
TOTAUX	4,502,591	6,443,075

En arrêtant notre pensée sur la première ligne de ce tableau, nous serions tentés de penser que, de 1796 à 1815, le continent européen a désappris l'usage de la houille anglaise, usage qu'il reprendra plus tard avec tant d'ardeur et d'avantages.

On sera certainement frappé de voir la houille et les métaux compter pour plus du *huitième* dans les exportations de 1796 à 1798, et ne plus même compter pour *un dixième* dans les exportations de 1815.

Des observations analogues pourraient être faites à l'égard de beaucoup d'autres produits exportés.

Nous préférons présenter un fait général qui dominera tous les autres.

PARALLÈLE DES PRODUITS TEXTILES ET DE L'ENSEMBLE DES AUTRES PRODUITS EXPORTÉS DE 1797 À 1815.

NATURE DES PRODUITS.	ANNÉES 1796 À 1798. — (Année moyenne.)	ANNÉE 1815.
TOTAL des exportations...............	29,185,193 l. st.	49,653,235 l. st.
Produits textiles à retrancher...............	13,722,186	32,358,682
TOTAL, moins les produits textiles.....	15,463,007	17,294,553
Produits minéralurgiques....................	4,515,889	6,443,075
Tous les autres produits réunis..............	10,947,118	10,851,478

Ainsi, lorsqu'on a prélevé les produits textiles et les produits minéralurgiques, l'ensemble des autres marchan-

dises britanniques, malgré dix-sept ans d'efforts, cet ensemble, loin d'offrir un progrès, n'offre qu'une exportation *un peu diminuée.* Les industries variées que ces objets représentent entraient à la première époque pour plus *d'un tiers* dans le commerce avec l'étranger, et n'y figurent plus que pour *un cinquième* lors de l'année où finit la guerre universelle.

CHAPITRE III.

TROISIÈME ÉPOQUE.

---

§ Iᵉʳ. PASSAGE DE L'ÉTAT DE GUERRE À L'ÉTAT DE PAIX.

La paix de 1815 produisit, comme celle de 1801, une immense joie et qui semblait mieux motivée; ce n'était plus une trêve avec un antagoniste prochain, inévitable, et qui grandissait à vue d'œil. La France était pour longtemps appauvrie autant qu'affaiblie; tandis que des possessions nouvelles, et capitales, étaient reconnues à l'Angleterre en Amérique, en Afrique, en Asie.

Voilà le beau côté; voici les inconvénients de cette position. La mer, qui pendant la guerre n'était un peu partagée qu'avec les États-Unis, la mer devenait libre; les peuples des deux mondes allaient en disputer le paisible parcours à la nation qui, depuis un quart de siècle, en possédait à peu de chose près le monopole.

§ 2. ANNÉES DE CRISE TRANSITOIRE.

Les produits de la terre entière allaient se trouver en présence, et si les autres puissances étaient moins habiles

à fabriquer que l'Angleterre, la modicité des impôts, le bas prix de la main-d'œuvre et souvent celui des matières premières pouvaient compenser ce désavantage.

Prix élevé des céréales.

Une première difficulté pour l'Angleterre était dans le prix élevé des subsistances et surtout des céréales. Pendant une grande partie de la guerre contre l'Empire français, les blés de l'Allemagne, de la Pologne et de la Russie ne pouvaient pas être régulièrement transportés en Angleterre. L'agriculture britannique, par ses efforts multipliés, suffisait aux besoins de la population croissante, mais en payant chèrement la main-d'œuvre.

Le premier besoin, lors du retour de la paix, fut de sauvegarder l'intérêt agricole contre la concurrence, alors impossible à soutenir, avec les blés de la Vistule, du Dniéper et du Nil; la législation protectrice qu'on établit à cette époque satisfaisait à cette nécessité.

Jusqu'à l'année 1817, et pendant quelque temps encore, l'agriculture occupe sans comparaison le premier rang chez la nation britannique. La richesse de la terre est la plus grande des richesses; elle donne aux propriétaires la majorité politique. L'aristocratie britannique est avant tout territoriale, et les maximes séculaires de l'État reposent sur cette base.

C'est en partant de tels principes que le célèbre Huskisson, le premier des hommes d'État qui aient fait passer dans les lois l'application judicieuse et modérée des principes d'Adam Smith, disait dans la Chambre des communes ce qu'aujourd'hui, je le crains, on n'oserait plus y dire :

« Rien n'est plus faux que de regarder toujours comme

« un bénéfice *le bas prix des subsistances*. Je sais, d'après « une autorité sûre, que les ouvriers écossais consomment « aujourd'hui moins de farine qu'ils n'en consommaient « lorsque le grain était beaucoup plus cher. Le bon marché, « sans demande de travail, est un symptôme de détresse; « et le bas prix suit toujours lorsque les entreprises lan- « guissent. Voilà pourquoi en France c'est le bas prix, en « Angleterre c'est le capital qui prévaut. Les deux extrêmes « sont pernicieux pour le travailleur : des salaires exagérés « rendent ses mœurs dissolues, et des salaires incertains « l'exposent à la misère. *Le grand objet qu'il faut atteindre, « c'est la stabilité des prix et la demande active du travail.* » (T. I, p. 306 et 307.)

Lorsque Huskisson émettait de telles opinions, il défendait un projet de loi que réclamait l'agriculture britannique : agriculture incapable, vu les charges immenses qui pesaient sur elle, de soutenir la concurrence avec des pays agricoles où le prix de la main-d'œuvre n'égalait pas même le *quart* du prix de la main-d'œuvre anglaise.

En conséquence, on prenait pour valeur désirable du *quarter* de froment (2 hectolitres 9 dixièmes) le prix de 80 shillings, qui valaient alors 72 francs : c'était établir à 24 fr. 88 cent. le prix désirable du froment.

§ 3. EFFET DE LA DETTE PUBLIQUE À PARTIR DE LA PAIX.

Lorsqu'on endette un État pour des travaux militaires ou pacifiques, la population qui vit de ces travaux, tant qu'ils durent, n'en ressent pas le fardeau; c'est plus tard. Montrons quelle en était la conséquence à la fin de la guerre générale.

De 1794 à 1816, la totalité des emprunts portés en compte de la dette publique s'était élevée à la somme de 471,788,967 liv. st., qui vaudraient aujourd'hui *onze milliards huit cent cinq millions de francs.*

On doit ajouter à ce capital 65,750,000 liv. st. empruntées en Irlande pour le compte de la Grande-Bretagne, puis 48,155,585 liv. st. empruntées en 1816 et 1817 pour acquitter les dépenses qu'exigeait encore le pied de guerre. Alors, on arrive au total de 584,874,556 liv. st., qui vaudraient actuellement *quatorze milliards six cent vingt-deux millions de francs.*

Malgré l'amortissement, l'intérêt annuel des dettes anciennes et nouvelles, dans l'année 1817, s'élevait encore à 32,015,941 liv. st., valeur qui représenterait aujourd'hui 800,398,525 francs à payer chaque année.

L'Angleterre avait préféré pendant la guerre ces immenses sacrifices d'argent pour multiplier ses alliés. Elle soldait les puissances étrangères, afin de les engager dans la lutte contre la France; elle payait des soldats mercenaires, afin d'épargner le sang anglais; elle prodiguait l'or afin que ses armées, même en campagne, n'éprouvassent jamais de ces privations auxquelles l'Anglais ne sait pas résister, et qui dans ses rangs moissonnent plus de soldats que ne le font des batailles acharnées.

Mise par sa flotte à l'abri d'une invasion, tandis que les autres États étaient ravagés tour à tour, son territoire était intact, et ses arts se développaient avec la sécurité qu'ils auraient eue dans la paix la plus profonde.

La Grande-Bretagne obligée de fournir sans cesse aux coalisés des armes, des munitions, des équipements militaires, des vivres même, *et surtout de l'argent*, le change tournait contre elle : réduite, dans un moment de panique, à suspendre les payements en numéraire, son

papier public, celui de sa banque nationale, avait fini par perdre sur le continent jusqu'à 25 p. o/o de sa valeur primitive.

L'Angleterre voyait le continent tourner contre elle le génie de la contrebande : on exportait en France l'or de ses guinées, et l'on payait ses marchandises sur le pied de ses livres sterling, de plus en plus dépréciées.

A l'intérieur, tout était devenu plus cher dans la même proportion, ce qui n'avait fait éprouver aucune perte aux travailleurs. Les contributions, le taux nominal restant le même, étaient devenues en réalité d'autant plus légères.

Ces causes réunies suffisent à peine pour expliquer et faire comprendre comment en 1814, dernière année de la guerre, la nation britannique a pu solder un budget de 130,305,758 liv. st., qui, même avec la dépréciation, valait encore 2 milliards 443 millions.

Telle était la situation extrême d'où le gouvernement et le peuple britannique devaient chercher à sortir, sous peine de ruine et de mort.

Soulagement progressif des charges publiques.

Commençons par montrer l'immense soulagement opéré dans les charges publiques de 1814 à 1830 :

Dépenses publiques, amortissement déduit.

En 1814................	106,832,260 liv. st.
En 1820................	54,457,247
En 1830................	49,078,108

Dépenses publiques par habitant de la Grande-Bretagne.

En 1814......................	147 francs.
En 1820......................	97
En 1830......................	76

Par conséquent, en seize années de paix le Gouvernement britannique a réduit les dépenses, par tête, à la moitié de la dépense accomplie dans la dernière année de guerre; il a produit ce beau résultat par des efforts gradués, intelligents, et qu'il a continués jusqu'à 1853.

Ces grandes réductions sont opérées, remarquons-le bien, lorsque la plupart des États du continent européen accroissent leurs dépenses gouvernementales.

Sous ce double point de vue, l'industrie britannique se trouve, chaque année, mieux en état de lutter contre celle des autres nations européennes.

Retour du payement en numéraire.

Une des sages mesures qui ont le plus contribué à rasseoir sur des bases stables les finances du Royaume-Uni, c'est le retour au payement en espèces, et la suppression du discrédit de 25 p. o/o qu'un usage excessif et forcé des billets de banque avait entraîné. Ce rétablissement est d'autant plus honorable qu'il s'est opéré sans porter la plus légère atteinte au revenu des rentes sur l'État, non plus qu'aux engagements conclus précédemment de citoyens à citoyens.

En 1819 seulement fut mise en pratique cette grande mesure, discutée, préparée depuis 1815. Ses conséquences ont été, pour ainsi dire, escomptées et graduellement accomplies à mesure que s'est approché l'instant de la réalisation. Par ce moyen l'on a prévenu les effets fâcheux d'une brusque transition lors du retour des payements en espèces.

Il est un fait qu'on n'a pas remarqué et qui me paraît très-digne d'observation. Entre 1819 et 1820 se trouve le moment où les valeurs des marchandises britanniques,

évaluées dans leur ensemble, présentent le même taux qu'en 1696 : cette dernière époque est celle où l'on a fixé les prix normaux qui servent à comparer les progrès de l'industrie britannique.

Époque où l'équilibre s'établit entre les produits britanniques exportés, estimés : 1° suivant la valeur officielle *immuable, datée de 1696; 2° suivant la valeur courante de l'année, ou ce qu'on appelle la* valeur réelle.

	Valeurs officielles.	Sommes.
Année 1819........	32,983,689 liv. st.	70,803,982 liv. st.
—— 1820........	37,820,293	
	Valeurs réelles.	
Année 1819........	34,252,251 liv. st.	69,821,328 liv. st.
—— 1820........	35,569,077	

Il faut louer l'administration des finances, les douanes et la trésorerie d'avoir, chaque année, donné pour les principaux objets d'exportation la valeur officielle et la valeur réelle[1]. Tous les progrès de l'industrie britannique, à partir du 1er janvier 1820, sont mesurés du côté de l'économie par la quantité dont la valeur réelle et variable s'abaisse au-dessous de la valeur officielle et constante.

On ne saurait trop regretter qu'un aussi bon esprit que M. Georges Porter, en commençant ses belles *tables* statistiques *du revenu, de la population et du commerce*, n'ait pas senti l'importance de la publication simultanée des deux valeurs, et qu'il ait supprimé la *valeur officielle*, sous le prétexte un peu futile que cette valeur *différait* de la valeur réelle. Sans doute elle en diffère; mais c'est pour cela qu'elle est importante et qu'elle donne la mesure ou

[1] Ces valeurs sont données dans les *Finance Accounts, classe VIII; Trade and navigation.*

du progrès ou de la décadence des divers genres de production. Au moment de livrer cette feuille à l'impression, je vois les nouvelles tables, continuées par M. Fonblanque, avec la réunion des deux valeurs comparatives : c'est une grande amélioration qui s'ajoute à des perfectionnements divers, et j'en félicite l'auteur.

Je vais à l'instant même offrir un exemple remarquable du parti qu'on peut tirer des deux genres d'évaluations.

Mesure des progrès de l'industrie britannique et des industries étrangères à partir du 1er janvier 1820 jusqu'à l'époque de l'Exposition universelle de Londres, en 1851.

Produits britanniques exportés.

Valeurs réelles de 1851.........	74,448,722 liv. sterl.
Valeurs officielles..............	190,658,314

Rapport des deux ordres de valeurs.

Valeurs réelles.................	39
Valeurs officielles...............	100

Par conséquent, de 1820 à 1851, le même ensemble d'objets britanniques, payé 100 francs en 1820, ne s'est plus payé que 39 francs en 1851.

Si l'on admet que les produits étrangers importés dans le Royaume-Uni équivalent, à peu de différence près, aux exportations de produits britanniques, nous tirons de là le moyen d'apprécier le progrès vers le bon marché fait par l'ensemble des nations étrangères.

Produits étrangers importés dans le Royaume-Uni en 1851.

Valeur réelle des importations.......	74,448,722 liv. st.
Valeur officielle...................	110,679,125
Rapport.............	67 à 100.

De là nous pouvons tirer cette conclusion : en un tiers de siècle, l'Angleterre a fait dans la voie du bon marché des progrès presque doubles de l'étranger. C'est, à mon avis, un des motifs principaux des magnifiques succès du commerce britannique dans le laps de temps compris entre 1820 et 1851.

Rapprochons les deux rapports entre ces valeurs réelles et les valeurs officielles auxquelles nous sommes parvenus.

Parallèle des diminutions de prix opérées sur la vente des produits de l'agriculture et de l'industrie.

Par l'Angleterre à l'Univers, diminution de...	1,000 à 396
Par l'Univers à l'Angleterre, diminution de...	1,000 à 699

Dans l'énorme différence de ces deux diminutions se trouve, selon moi, le secret de l'accroissement prodigieux du commerce de la Grande-Bretagne et de la supériorité de son industrie, depuis l'année 1820 jusqu'à l'époque de l'Exposition universelle.

Il faut expliquer par quels sacrifices, soit publics, soit privés, et par quels efforts de génie manufacturier l'Angleterre a pu, non-seulement sans ruine, mais en accroissant sa richesse, atteindre à ce résultat merveilleux.

Dès 1820, le parti des impatients voulait réformer la loi des céréales, quoique le prix effectif, en raison de deux récoltes abondantes, fût réduit à l'avilissement.

Le sage Huskisson, dont nous allons dans un moment signaler les grandes mesures commerciales, résiste à cette pétulance. Les raisons qu'il énumère sont dignes d'être méditées par les hommes d'État de toutes les nations :

« Notre pays, dit-il, ne doit pas être rendu *trop* dépendant des pays étrangers. Pour nous tranquilliser, on ob-

jecte qu'il y aurait *souffrance des deux parts* si la contrée qui récolte du blé pour nous cessait de nous en fournir. Oui; mais la lutte serait inégale. La nation étrangère, en cessant de nous vendre, pourrait subir une diminution de revenu, d'où résulterait quelque pénurie éprouvée par ses agriculteurs; mais pour nous, il en pourrait résulter *une révolution* et le *renversement de l'État*. Rappelons-nous qu'en certains pays où le Gouvernement obéit le plus au sentiment populaire, on a décrété pendant la dernière guerre un embargo, pour nous nuire, en interceptant notre approvisionnement de céréales. Cet acte, il est vrai, ne concernait que les deux puissances belligérantes. Mais le cas pourrait arriver où l'une des deux, comme l'a fait Bonaparte, exerçât un pouvoir irrésistible sur les États neutres et faibles: alors cette puissance pourrait nous nuire, sans éprouver elle-même aucun inconvénient[1]. » (Œuvres de Huskisson, tome II, pp. 46, 47.)

Enfin, ce qui ne permet pas, d'après Huskisson, d'appliquer aux céréales les principes d'un commerce sans restriction, c'est la situation de l'*Irlande*. « L'Irlande, dit-il, avait été par nous précédemment encouragée à produire du blé pour notre consommation; si nous avions retiré tout à coup cet encouragement, elle en aurait éprouvé le plus grave détriment. Donner une culture supérieure à la terre fertile de l'Irlande, porter sur ce sol le capital de l'Angleterre, c'est accroître dans un très-grand degré les ressources et le revenu de l'Empire. Depuis le bill sur les grains de

[1] Même en des pays de gouvernement absolu pareille mesure peut être prise. En 1854, l'empereur de Russie, apprenant la cherté des grains en Angleterre, ainsi qu'en France, s'est efforcé d'ajouter à la pénurie de ces contrées en prohibant la sortie de ses propres céréales et, de plus, en prohibant la sortie des céréales allemandes par les bouches du Danube. Qu'en disent les cosmopolites?

1815, les importations de blé d'Irlande ont considérablement augmenté d'année en année.»

Tels étaient les motifs de Huskisson pour défendre la loi de 1815, qui lui semblait avoir la première atteint le but auquel on s'était proposé de parvenir; il citait les deux faits suivants :

«De 1815 à 1820, il y a deux années de disette: dans l'une, 1,500,000 quarters de blé furent importés; dans l'autre, 1,100,000.

«Dans les trois autres années, où l'on obtient de fort bonnes récoltes, 1815, 1816 et 1819, l'Angleterre exporte 428,000 quarters de froment au delà de la quantité importée dans les deux mauvaises années, où le prix était resté au-dessous de 80 shillings; nous avions été totalement indépendants de l'étranger et le bas prix avait dépendu, non pas de la concurrence étrangère, mais des perfectionnements que l'agriculture britannique avait reçus pendant la guerre, etc.»

Plus tard, afin de concilier les deux intérêts, l'agriculture et le commerce, le bien-être du consommateur, Huskisson proposera de régler la sortie des grains indigènes par la combinaison d'un droit variable qui, sous le nom d'*échelle mobile*, régira pendant près d'un quart de siècle la législation des céréales.

Parlons maintenant des classes ouvrières, qui s'accroissaient d'un huitième tous les dix ans. Pour que le nombre des pauvres sans travail n'augmentât pas plus vite que la population, il fallait que le progrès des industries créât, dans un même rapport, de nouveaux ateliers, de nouvelles manufactures. Dès le moment où cette création s'arrêtait, le manque de travail se faisait sentir, et par conséquent la misère pesait sur le peuple; elle pesait bien davantage quand le commerce diminuait, et qu'on voyait de plus

en plus les ateliers fermés, les usines inoccupées : triste spectacle que présentaient, après 1815, les parties les plus actives et les plus industrieuses des trois royaumes.

On comprendra maintenant combien la transition de l'état de guerre à l'état complet de paix, pour s'accomplir, avait fait éprouver d'énormes souffrances à toutes les classes laborieuses. Il fallait du temps avant que les capitaux et les ouvriers se détournassent des professions que la guerre alimente, et qu'ils trouvassent un emploi dans les arts pacifiques.

La surabondance des travailleurs ramenés vers les professions non militaires produisait l'avilissement de la main-d'œuvre. Le peuple anglais, étonné, s'indignait que, pour prix de victoires inespérées et d'une fortune extérieure sans exemple, il commençât par trouver la misère à l'intérieur. Des commotions populaires, en 1819, ensanglantaient Manchester; la tour de Londres était assaillie par des conspirateurs : tout paraissait en désordre, et les nations étrangères supposaient que l'heure de la ruine avait sonné pour l'Angleterre.

Les deux tableaux qui vont suivre résument parfaitement les souffrances du commerce britannique pendant la guerre qui succède à la paix de 1802, souffrances qui durèrent jusqu'à 1820.

Tableau comparé des exportations depuis 1802, année de paix générale, jusqu'à 1820.

Année 1802	46,902,330 liv. st.
—— 1815	42,875,996
—— 1820	35,569,077

Si du premier chiffre on retranchait 15 p. 100 et du second 25 p. 100 pour dépréciation du papier-monnaie, et si l'on calculait la part de chaque habitant, on trouverait :

Produits d'industrie exportés par habitant de la Grande-Bretagne.

	Valeur des produits.
Année 1802	94 fr.
—— 1815	69
—— 1820	63

§ 4. ÉPOQUE DE RETOUR À LA PROSPÉRITÉ : 1820 À 1830.

Nous venons de voir, pendant cinq ans après la guerre, la nation tout entière lutter avec un courage indomptable : les financiers, afin de retrouver l'emploi de leurs capitaux; les manufacturiers, afin d'obtenir du travail pour leurs machines, et les ouvriers de l'emploi pour leurs bras. Les inventions se multiplient; on tente, on exploite des voies nouvelles. On porte partout l'économie pour arrêter l'appauvrissement, et cet ensemble d'efforts finit par ramener la fortune.

Dès 1820, l'horizon s'éclaircit autour du Royaume-Uni. La prospérité continue en 1821. Les grains, il est vrai, se vendent *à des prix avilis*, désastreux pour les cultivateurs. Mais c'est l'effet de l'abondance sur le sol national; l'étranger n'accroît pas cet avilissement par une intervention factice, et les travailleurs des arts industriels profitent d'un bon marché qui résulte des bienfaits de la nature. La diminution dans la valeur totale des produits exportés a cessé, le chiffre des exportations augmente un peu malgré l'abaissement incessant des prix; ce qui démontre à la fois plus de travail et de bénéfice final.

Administration de Huskisson.

C'est au printemps de 1822 que Huskisson, de vice-président du bureau du commerce, devient président, c'est-à-dire ministre de ce département.

Les services de William Huskisson.

Arrêtons-nous avec un profond intérêt sur les services qu'a rendus à son pays l'un des hommes d'État les plus illustres, un homme que ses instincts semblent avoir créé pour les plus hautes questions qu'offrent les forces productives et la richesse des nations. A l'âge de vingt ans, dès 1790, il prédisait l'insuccès d'un papier-monnaie qui devait ruiner la France; il en appréciait les défauts et les dangers avec autant de prescience et de profondeur que Burke appréciant l'avenir d'une politique nouvelle qu'attendaient aussi des ruines. Cinq ans après, au plus fort de la guerre, Huskisson est nommé sous-secrétaire du ministère de la guerre et des colonies, ce qui veut dire, en Angleterre, l'administrateur effectif. L'année suivante, il est introduit dans la Chambre des communes par cette habile aristocratie dont les bourgs étaient ouverts aux grands talents sans ancêtres ou sans fortune, et que pour ce motif, je crois, la médiocrité jalouse appelait des bourgs *pourris*[1]. Défiant de ses forces, il est longtemps à soupçonner la rare faculté qu'il aura d'entraîner les esprits par la lumière jetée sur les sujets les moins explorés. Pendant plusieurs années, il se réduit à l'état d'observateur silencieux; il laisse libre la place à tant d'orateurs qui substituent d'intarissables paroles à la connaissance des

[1] Le petit capitaine d'infanterie Pitt Ier, qui deviendra le Grand lord Chatham, est nommé par *Old-Sarum*, le bourg pourri par excellence. Burke, pour entrer dans la Chambre des communes, reçoit du ministre Buckingham la propriété nécessaire pour être *éligible;* Shéridan, Mackintosh et Macauley, etc., n'arrivent au Parlement qu'avec le secours intelligent de l'aristocratie britannique. Depuis la réforme de 1831, l'on a remarqué que les talents du premier ordre diminuent dans la Chambre des communes, et la démocratie s'en étonne!....

choses. En 1801, lorsque la paix éloigne Pitt du pouvoir, Huskisson aussi quitte l'administration; il y rentre en 1804, ramené par une guerre où l'Angleterre n'a pas trop de ses talents les plus éprouvés. Pitt sera Premier Lord, et lui Secrétaire de la Trésorerie. Le voilà sous l'enseignement immédiat de celui qui, pendant un quart de siècle, fut à la fois dans la Grande-Bretagne le premier homme politique et le premier homme d'affaires. On lui confie pour coup d'essai de rendre au commerce un service, annonce lointaine de plus nombreux et plus importants bienfaits de même nature, et dont un jour il aura l'initiative : on le charge de proposer et de soutenir le bill qui crée le système d'entrepôts imaginé pour les célèbres docks de Londres.

Après la mort du grand ministre britannique, Huskisson se retire pour rester fidèle à ses amis, et se retire de l'administration lorsqu'il est devenu l'administrateur le plus capable de son pays pour la gestion des finances.

Libre désormais, il finit par triompher de sa timidité naturelle; il apparaît sur la grande scène de la Chambre des communes, sans autre recherche oratoire que la netteté des idées, la simplicité du langage, et le savoir incomparable donné par le génie, par l'étude et l'expérience. Pendant les vingt-cinq années qui s'écouleront jusqu'à la fin de sa carrière, aucune grande question de revenu national et d'économie publique ne se résoudra plus dans le Parlement d'Angleterre, sans qu'il l'éclaire de ses vues et souvent la décide par le poids de son jugement.

Suivant l'esprit des gouvernements parlementaires, l'homme qui s'occupe à servir les choses passe après ceux qui songent avant tout à combattre les personnes. A partir de 1807, Huskisson, lorsque ses amis deviennent minis-

tres, redevient simplement Secrétaire de la Trésorerie. Il en conduit les affaires sous la présidence aristocratique et nominale d'un Premièr Lord appelé duc de Portland; il est au-dessous d'un chancelier de l'échiquier qui n'a laissé de son passage aux affaires d'autres traces que sa mort, arrivée par assassinat. On le trouve à ce point indispensable, qu'on le conjure de ne pas accepter un poste plus éminent, celui, par exemple, de ministre en Irlande, parce qu'on ne pourrait point le remplacer aux finances d'Angleterre.

Lorsque G. Canning quitte le ministère, Huskisson, toujours fidèle, suit son ami dans la retraite.

Pendant son loisir volontaire, au milieu des embarras qui s'accroissent par l'abus du papier-monnaie, il fait paraître un écrit mémorable. Une question que vingt ans plus tôt il avait abordée d'instinct, maintenant il l'épuise en maître consommé. Il établit des principes dont l'Angleterre se rapprochera de plus en plus pendant neuf années; principes qu'elle finira par sanctionner en 1819, par la reprise, habilement préparée, du payement légal en valeurs métalliques.

Pour rappeler Huskisson au gouvernement, il ne fallait pas moins que la paix universelle, quand allait s'exercer une autre lutte entre les intérêts des nations, lutte ardemment soutenue par le négoce et l'industrie. On voile en quelque sorte la rentrée de Huskisson sous les titres secondaires de Commissaire des forêts, avec le rang de Conseiller privé. Bientôt, comme par magie, les forêts sont améliorées dans leurs plantations et leur régime.

Pendant qu'il obtenait ce succès pour quelques milliers d'hectares, comme il l'aurait obtenu pour le plus vaste territoire, il ne cesse de prêter à l'administration générale du pays l'autorité de ses lumières et le secours de ses vues afin d'opérer la transition, si difficile aux intérêts de l'État

et des citoyens, d'un pied de guerre générale au pied de paix universelle.

Enfin, en 1822, après vingt-sept ans d'immenses services, une tardive gratitude ou plutôt le besoin public l'élève à la présidence de l'administration collective appelée Bureau de commerce (Board of trade). Il est ministre, mais, d'abord, à condition qu'il n'aura pas voix au Conseil, sous prétexte que, lui de plus, le cabinet serait trop nombreux pour l'expédition des affaires; des affaires, que personne ne comprenait, n'élucidait, ne faisait marcher comme lui! Qu'il soit ou non du cabinet, qu'importe? C'est lui qui va devenir pour le commerce d'Angleterre tout un conseil de ministres. Le propre du vrai génie est de n'arriver jamais en vain à mettre la main aux affaires où sa vocation l'appelle, quelles que soient pour l'abaisser d'indignes réserves. Il semble qu'à l'instant l'Angleterre apprenne *ce que peut être un ministre du commerce*, et de quel poids il doit peser en faveur de la fortune nationale. L'horizon de la loi s'agrandit; les intérêts privés et divergents, éclairés du sommet de l'intérêt public, sont attirés vers la conciliation, comme pour se servir eux-mêmes; les difficultés s'aplanissent; l'approbation nationale étouffe l'égoïsme des résistances partielles; chaque lutte devient un sujet d'enseignement pour le pays et de triomphe pour le ministre attaqué. L'opinion, poussée par l'espérance que fait naître l'heureux promoteur, s'élance en avant; celui qui marche à pas de géant se montre avec modestie comme s'il était en arrière et cheminant à la suite du vœu national, dont il est l'inspirateur : voilà son seul artifice. Il a compris la Grande-Bretagne et son avenir; il a compris la supériorité de ses arts, de ses capitaux, de ses possessions dans toutes les parties du monde; il découvre qu'avec son activité sans bornes elle peut, à termes

égaux, non pas seulement partager les succès avec le reste du monde, mais l'emporter sur le monde par la paix, par l'industrie, par le commerce et par la navigation. Cette prescience de victoire, sans l'afficher, sans en parler, il en transmet l'instinct à son pays, auquel il inspire sa suprême confiance. Voilà le grand, le rare mérite de Huskisson, celui qui perpétuera sa mémoire parmi les bienfaiteurs de sa patrie.

Passons à l'indication des mesures proposées par l'homme d'État à qui nous venons de rendre justice.

Une foule de lois avaient été portées, surtout depuis la révolte des colonies d'Amérique, en partie commandées par des alternatives de paix et de guerre; des taxes avaient été créées pour procurer des revenus, et qui devenaient autant d'obstacles au développement ultérieur de la richesse publique; des mesures restrictives avaient été prises à l'égard de certaines industries afin d'en favoriser d'autres. Il fallait briser tant d'entraves.

Mesures législatives sur les industries textiles.

La partie principale du commerce britannique est celle des arts textiles. Dans le premier quart du XIXe siècle, elle avait éprouvé des changements immenses.

Parmi les industries qui mettent en œuvre la laine, le coton, le lin et la soie, la première avait perdu la suprématie, et la valeur de ses exportations avait diminué de deux cinquièmes.

La filature et le tissage du coton, par un mouvement contraire, avaient quadruplé leurs ventes à l'étranger; les exportations de ce genre égalaient presque en importance la somme des ventes faites au dehors par l'ensemble de toutes les autres industries.

Les toiles de chanvre et de lin présentaient une augmentation faible encore, mais qui révélait, pour l'observateur attentif aux moyens de produire, une révolution dont les effets allaient grandir en peu d'années.

Enfin les tissus de soie restaient toujours au dernier rang; leur exportation était réduite de moitié.

Le tableau suivant donne la valeur réelle des exportations pour les quatre industries textiles aux deux époques dont nous étudions le parallèle.

EXPORTATIONS COMPARÉES DES PRODUITS TEXTILES, DE 1797 À 1820.

FILS ET TISSUS EXPORTÉS.	ANNÉE MOYENNE, 1796 à 1798.	ANNÉE 1820.
	Francs.	Francs.
Lainages	211,464,175	139,653,450
Cotons	104,380,900	412,918,700
Toiles	31,968,350	43,245,100
Soieries	15,263,800	9,293,875
TOTAUX	363,077,225	605,111,125

Lainages. — Il fallait avant tout venir au secours des lainages. Que de lois n'avait-on pas imaginées pour contraindre à seconder cette industrie, non-seulement les vivants, mais aussi les morts! Sous le règne de Guillaume III, un Acte du Parlement obligeait d'employer la laine pour *le linceul* des Anglais : consommation la plus inévitable de toutes. En 1788, on avait redoublé les pénalités pour défendre la sortie des laines britanniques, ces longues laines si soyeuses, dont la production était regardée comme un des éléments les plus précieux de la richesse nationale, ces laines que l'Europe enviait à la Grande-Bretagne.

D'un autre côté, le besoin d'obtenir des revenus avait contraint à frapper de droits les laines étrangères.

La première vue de Huskisson fut d'offrir à la fois deux mesures qui ne pouvaient plaire à chaque espèce d'intérêt particulier, mais dont la réunion servirait l'intérêt public. En faveur de l'agriculture, il demandait la libre sortie des laines nationales; en faveur des industries textiles, il offrait de réduire beaucoup les taxes sur les laines étrangères. Après une négociation longue et difficile, ce compromis accepté devint, en 1824, un Acte du Parlement. En même temps, il abaissait, sans excès, les droits d'entrée sur les lainages étrangers.

Pour juger le bien et le mal qui peuvent résulter des lois économiques, il faut en comparer les résultats à de longs intervalles; nous nous bornerons à cet examen.

PARALLÈLE DES QUANTITÉS DE LAINE ENTRÉES OU SORTIES EN 1823 ET 1851.

	ANNÉE qui précède la législation nouvelle : 1823.	ANNÉE de l'exposition universelle : 1851.
	kilog.	kilog.
Entrée des laines étrangères	7,539,800	37,788,300
Sortie des laines anglaises	15,524	3,888,660
Reste pour les manufactures britanniques	7,524,276	33,899,640
	fr.	fr.
Valeur des tissus de laine exportés aux deux époques	160,672,750	246,541,675
Valeur des fils exportés	Nulle.	37,113,600
TOTAUX	160,672,750	283,655,275

Il ne faut pas croire que ces magnifiques progrès dans les quantités de matières employées et dans la vente à l'étranger soient en entier dues à la législation plus intelligente dont nous indiquons les mesures. La majeure partie des accroissements appartient aux améliorations, à l'économie toujours plus grande introduites dans les procédés de filature à la mécanique et dans le tissage par métiers automatiques ayant la vapeur pour agent.

L'admirable prospérité de l'industrie qui met en œuvre le coton rendait moins urgent de supprimer le droit d'entrée sur cette matière; Huskisson l'a diminué.

Dans l'année où ce ministre fit passer en loi le grand travail de révision et de simplification des douanes britanniques, en 1825, il obtint du Parlement qu'on réduirait à des proportions moins exorbitantes les droits sur les produits étrangers qui protégeaient trois genres de tissus britanniques.

SYSTÈME DE RÉDUCTIONS.

	DROITS D'ENTRÉE	
	ANTÉRIEURS À 1825.	À DATER DE 1825.
Tissus de coton	50 à 75 p. 100	10 p. 100
Tissus de laine	50 p. 100	15 p. 100
Tissus de lin	40 à 180 p. 100	25 p. 100 *

* A dater de 1833.

Il importe de faire observer que les 25 p. 0/0 auxquels on réduisait les droits sur les tissus de lin ne devaient arriver à ce *minimum* d'abaissement qu'en 1833, après huit années de réductions successives.

Du peu de danger qu'ont eu les réductions de droits en Angleterre.

En même temps que je signale la tendance moins restrictive des lois britanniques, depuis la paix générale, il importe aussi de faire observer qu'aucun pays, autant que l'Angleterre, n'a pu sans danger tenir ses portes entr'ouvertes aux produits des manufactures étrangères.

On en jugera par les résultats suivants que j'emprunte à 1830, l'année même où finit la carrière de Huskisson.

PRODUITS ÉTRANGERS DE COTON, DE LAINE, DE LIN OU DE CHANVRE CONSOMMÉS PAR LE ROYAUME-UNI EN 1830.

GENRE DE PRODUITS.	VALEURS EN FRANCS.		
	IMPORTATIONS.	RÉEXPORTATIONS.	RESTE pour la consommation.
	fr.	fr.	fr.
Tissus de coton européens.	611,200	452,375	158,825
Toiles................	1,689,225	997,850	691,375
Tissus de laine........	1,714,725	91,400	1,623,325
Fils de laine...........	2,506,175	»	2,506,175
TOTAUX........	6,521,325	1,541,625	4,979,700

Rien n'est plus curieux que de comparer avec ces minces résultats la vente des mêmes genres de tissus fabriqués par la Grande-Bretagne et vendus à l'univers.

PRODUITS BRITANNIQUES DE COTON, DE LAINE ET DE LIN, VENDUS À L'ÉTRANGER EN 1830.

GENRE DE PRODUITS.	VALEURS EN FRANCS.	
	OFFICIELLES.	RÉELLES.
	fr.	fr.
Tissus de coton	1,026,274,275	483,399,300
—— de laine	138,791,100	121,183,950
—— de lin	77,526,275	49,906,400
TOTAUX	1,242,591,650	654,489,650

Même en supposant, ce qui n'est pas, que les États étrangers n'eussent rien produit à meilleur marché que les évaluations officielles, au-dessous desquelles l'Angleterre descendait avec tant d'énergie et de rapidité, on n'en arriverait pas moins à cette conclusion, que je prie le lecteur de graver dans sa mémoire :

«Avec le plein effet des concessions de Huskisson, lorsque l'Angleterre vendait à l'étranger *pour un million* de ses tissus, coton, laine et lin, elle consommait seulement, des mêmes tissus fabriqués à l'étranger, pour 76,207 francs.» En vérité, ce n'est rien.

Voyons l'état où se trouvait le même commerce dans cette France accusée de si peu recevoir de l'étranger.

COMMERCE DE FRANCE EN 1830.

GENRE DE PRODUITS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	fr.	fr.
Fils de chanvre	7,462,128	3,058,420
Toiles	14,451,511	26,900,410
Tissus de laine	364,989	26,625,210
Tissus de coton	2,792,264	55,000,878
Totaux	25,070,892	111,584,918

De ces tableaux nous extrayons le résultat qui suit pour 1830. Lorsque l'Angleterre et la France vendent à l'étranger pour 1 million de fils et de tissus, laine, coton et lin, la valeur des produits similaires étrangers s'élève :

Pour l'Angleterre, à........ 76,207 francs ;
Pour la France, à......... 224,652

Si je pensais comme les Anglais, j'aurais l'ingénuité de préférer le résultat qui donne à ce point la prépondérance aux fabrications de mon pays, sans me soucier plus qu'eux des similaires empruntés à l'étranger.

Mesures relatives aux soieries.

Il faut actuellement nous élever à des considérations d'un ordre différent pour le quatrième genre de tissus.

Un des changements les plus considérables apportés par Huskisson dans les lois commerciales de la Grande-Bretagne est relatif à l'industrie de la soie.

Lors de la révocation de l'édit de Nantes, un grand

nombre d'ouvriers français, filateurs et tisserands, émigrèrent; ils transportèrent leur précieuse industrie à Spitalfields, dans un faubourg de Londres. Ils ne purent pas conserver la supériorité qu'elle avait acquise en France sous l'administration de Colbert.

Afin de les protéger contre la concurrence du dehors, on ne se contentait pas de prohiber les soieries étrangères; on permettait aux magistrats de Londres de fixer un minimum de salaires, au-dessous duquel on ne pouvait pas faire travailler l'ouvrier en soierie. On agissait dans un intérêt d'humanité; mais on renchérissait les produits, et, par ce moyen, on diminuait la vente chez les autres nations. Ce n'est pas tout : hors de Londres, rien ne limitait l'abaissement des salaires. C'était un énorme avantage offert aux fabricants de soieries à Coventry, à Derby, à Manchester. Ainsi la loi déraisonnable qui semblait venir au secours des ouvriers de Londres avait pour résultat de les priver de travail!

Lorsque, après 1815, la paix générale eut ouvert, au moins sur les marchés du dehors, une libre concurrence, les soieries anglaises ne parvenaient pas à s'y placer pour plus de *onze millions* de francs.

Sur le marché britannique, non-seulement les soieries françaises et celles de toutes les nations du continent européen étaient bannies, mais les soieries de l'Inde anglaise étaient aussi prohibées.

Veut-on juger combien l'infériorité des soieries anglaises était grande? Malgré les facilités qu'une île présente pour empêcher la contrebande, les soieries étrangères entraient en quantités prodigieuses. Pour se mettre à l'abri du danger, on traita les confiscations comme on traite les sinistres de naufrage ou d'incendie : on établit des maisons d'assurance qui, moyennant 15 p. 0/0, et

parfois 10 p. o/o, prenaient à leur charge cette espèce de périls. Elles déposaient à Londres, dans tel magasin qu'on voulût désigner, les soieries de France.

Frappé d'une telle insuffisance des lois, Huskisson proposa trois mesures connexes : la première, qui faisait disparaître la limitation exceptionnelle des salaires à Londres; la seconde, qui réduisait considérablement les droits d'entrée sur la soie grége et sur la soie moulinée; la troisième, qui remplaçait par un droit de 30 p. o/o la prohibition des soieries étrangères.

On aimait à supposer qu'à ce taux les étrangers abandonneraient un système d'assurances où l'on ne demandait au plus que 15 p. o/o de sacrifices. Le Gouvernement se trompait peut-être à dessein; mais évidemment, si l'étranger continuait de préférer la contrebande, on restait dans le *statu quo* représenté jusqu'alors par la prohibition : rien ne changeait au détriment du manufacturier anglais, qui profitait, au contraire, de la remise des droits sur les matières premières.

Malgré ces raisons palpables, un premier bill, présenté par Huskisson en 1823, adopté d'abord par la Chambre des communes, fut à tel point mutilé par la Chambre des pairs, que le ministre préféra l'abandonner.

Il s'y prit plus habilement en 1824; il imagina de proposer le bienfait *immédiat* de la suppression du droit d'entrée sur les matières premières, et d'ajourner *à deux années* le remplacement de la prohibition des soieries par un droit protecteur de 30 p. o/o.

Cette solution enleva tous les suffrages. Les manufacturiers, bravant la contrebande, agrandirent de plus en plus leurs ateliers, sans s'inquiéter si la consommation suivrait le même progrès. Mais lorsqu'approcha le mois de juillet 1826, époque où devait s'exécuter la seconde

partie de l'acte bilatéral, ils s'y refusèrent avec violence, ils alléguèrent un engorgement qu'ils avaient créé.

Le ministre, dont le système, en 1824, avait obtenu l'adhésion universelle, devient, deux années après, l'objet des attaques les plus passionnées, même au sein du Parlement. Sa défense est un monument de droiture et de raison. Il n'avait point à se justifier des maux produits en supprimant une prohibition, *puisqu'elle n'avait pas encore été supprimée*. On jouissait, au contraire, d'un bienfait réalisé depuis deux ans par la réduction du droit sur les matières premières. L'auteur de ce bienfait, on l'attaquait comme un traître envers l'industrie britannique; on l'accusait de la ruine *anticipée* qu'elle éprouvait. Un demi-million d'hommes allait périr de misère; et, pour sauver de la mort ce nombre fabuleux de victimes supposées, on demandait la conservation de mesures parfaitement inefficaces!.....

Huskisson fait voir que, loin d'avoir été novateur, il a simplement suivi l'impulsion donnée par la nation même depuis l'année 1820. Il rappelle une pétition puissante présentée dès cette époque par les marchands de Londres, la plus grande cité commerciale de l'ancien et du nouveau monde. « Cette pétition, dit-il, embrasse tous les principes de la politique commerciale d'après lesquels le Parlement a depuis rédigé ses lois.

« Si je me reportais à bien d'autres pétitions de même nature, ajoute-t-il, je pourrais montrer que l'impulsion primitive n'a pas été donnée par le Gouvernement; c'est un honneur que nous ne réclamons pas. Les changements opérés jusqu'ici sont le résultat de l'opinion publique, sanctionnée par le concours d'hommes pratiques et confirmée par les enquêtes poursuivies dans les deux Chambres du Parlement. Nous n'avons pas créé cette opinion; nous

ne l'avons pas devancée ; nous ne l'avons pas même suivie avant qu'elle eût été clairement et distinctement manifestée. Nos actes n'ont jamais outre-passé les bornes de la circonspection, commandée par l'autorité des hommes dont l'expérience était la plus compétente pour prononcer un jugement assuré. Mais, lorsqu'une fois ce jugement est authentique et déclaré, notre devoir est d'agir en conséquence. Le pays a droit d'attendre des administrateurs responsables, non pas qu'ils soient lents à se convaincre des vérités de la science économique, mais qu'ils soient réservés dans leurs délibérations, avant de procéder à l'application. L'aiguillon qu'on emploie pour accroître la force impulsive est mieux placé dans d'autres mains. Le soin des gouvernants doit plutôt être de régler la traction, pour ne pas ralentir le mouvement, et maintenir une marche ferme et sûre vers l'amélioration. »

Chose étrange ! c'était le même membre du Parlement, M. Baring, qui, six ans auparavant, avait présenté, expliqué, défendu la pétition de Londres contre les prohibitions; c'était lui qui présentait maintenant la plainte amère de ses commettants contre l'introduction des soieries étrangères : même avec un droit TRIPLE de l'assurance qui suffisait à la plus ample contrebande.

D'un autre côté, Huskisson affirme qu'en 1821 la valeur totale des soieries fabriquées annuellement en Angleterre était de 250 millions de francs; il affirme qu'au moment où s'élevait la discussion de 1826, cette valeur était de 13 millions sterling ou 325 millions de francs. Qu'en fallait-il conclure? Que la prohibition des soieries étrangères n'avait pas empêché pendant cinq années ce grand progrès. Mais la rapidité d'accroissement des produits, en avilissant les prix, devenait une cause de souffrance, qui n'était pas particulière aux soieries.

On était au milieu de la crise commerciale de 1826, occasionnée par un excès de production en tout genre et par une multitude d'entreprises insensées dans cette année dite *des bulles de savon* (bubble year).

Une telle crise avait d'autant plus de gravité qu'elle était accompagnée d'un décroissement accidentel dans la quantité des produits anglais vendus à l'étranger.

A ce sujet, Huskisson fait entendre le plus noble langage : « Pendant un temps qui sera court, la détresse actuelle peut peser lourdement sur les ressorts de notre prospérité; mais, si nous poursuivons notre course avec modération, nous n'avons rien à craindre pour notre progrès à venir. Je m'attache avec conviction à cet espoir qui sourit au courage; et, sans regarder en avant, jusqu'au terme d'une longue existence, j'ai la confiance que je serai témoin de sa réalisation.

« Que je me trouve alors dans la vie publique ou dans la retraite, ma plus grande félicité sera de voir ainsi la preuve que la puissance et les ressources de ma patrie auront grandi par les mesures commerciales qu'il m'est échu pour partage de soumettre au Parlement. »

Après avoir montré dans toute sa grandeur cette noble défense, présentée avec un art infini par le plus clairvoyant, le plus instruit et le plus modéré des hommes d'État, contentons-nous de montrer le résultat obtenu par les mesures qu'il a fait triompher pour régler le commerce des soieries.

Lorsqu'il défendait ainsi les mesures qui lui suscitaient tant d'ennemis, il ne pouvait pas prévoir que sa vie, si fructueuse pour la prospérité de l'Angleterre, serait, quatre années plus tard, tranchée par un de ces accidents qui sont le secret de la Providence, et qu'il périrait au milieu d'un des triomphes commerciaux que célébrerait Liverpool,

dont Huskisson était le représentant, triomphes obtenus avant sa mort si prématurée.

Eh bien! l'espoir qu'il avait formé s'est réalisé. En 1826, l'exportation des soieries n'égalait pas même la moitié de ce qu'elle était en 1821; dès 1830, elle s'était relevée et surpassait de moitié l'exportation de 1821.

Exportations des soieries britanniques.

Année	1821	374,473 liv. sterl.
——	1826	296,736
——	1830	521,010

D'un autre côté, Huskisson avait affirmé qu'en 1825 les soieries françaises enregistrées à la douane de France pour passer en Angleterre valaient environ 3 millions de francs, tandis que les saisies de la douane britannique étaient seulement de 125,000 francs, c'est-à-dire 4 $\frac{1}{6}$ pour cent des produits importés en contrebande.

N'aurait-on pas pu répondre : Puisque les saisies ne s'élèvent qu'au vingtième des objets de contrebande, comment pouvez-vous espérer que la contrebande ne continuera pas d'exister, quand vous demanderez un droit d'entrée septuple de cette perte volontaire?

En réalité, le Gouvernement anglais n'a pas obtenu, comme il en témoignait l'espoir, de supprimer à la fois pour les soieries la prohibition et la contrebande. Il ne l'a pas obtenu lorsqu'il a réduit les droits protecteurs de 30 à 15 pour cent; ni même aujourd'hui, qu'il se contente d'un droit de protection, supposé de 10 pour cent.

C'est ce dernier fait que je veux mettre en lumière. Je prends pour terme d'observation 1851, l'année de l'Exposition universelle de Londres.

Mouvement des soieries d'Europe apportées en Angleterre (1851).

	Kilogr.
Poids des soieries exportées de France en Angleterre..	908,889
Poids des soieries admises à la douane d'Angleterre comme provenant de l'*Europe entière*.............	185,035
Déficit représentant la réexportation, la contrebande, etc.	723,854
Réexportation officiellement constatée.....	1,565
Déficit final, inconnu à la douane d'Angleterre.........	722,289

On suppose qu'une fraction de cet énorme déficit est transbordé sur des navires en partance et n'entre pas en Angleterre. Je crains beaucoup que ce transbordement ne soit pas très-considérable : il montrerait combien a peu d'efficacité le système d'entrepôts dont la Grande-Bretagne est si fière, et qui ne recevrait pas un centième des produits les plus précieux réexportés.

J'ai cru nécessaire de présenter ces faits pour dissiper beaucoup d'illusions au sujet du commerce des soieries. Je l'ai fait avec un plus grand développement pour les soieries, les cotons et les lainages, dans l'*Appendice aux rapports des XI*[e]*, XII*[e] *et XIII*[e] *Jurys*, tome III.

Les Anglais, quels qu'aient été leurs efforts, n'ont pu tirer leurs soieries d'une immense infériorité par rapport à celles du continent européen. Jugeons-en par les résultats commerciaux de 1851 :

	Francs.
Soieries britanniques vendues à l'Univers........	33,169,950
Soieries d'Europe exportées par la France.......	347,616,450
Y compris les soieries françaises, pour.........	239,553,255

ENTREPÔTS.

Parmi les actes remarquables votés pendant l'administration de Huskisson, il faut citer la loi pour étendre et favoriser l'entrepôt des marchandises étrangères. On se flattait que ces marchandises, une fois attirées sur les plus grands marchés du monde, à Londres, à Liverpool, y seraient avidement recherchées par les navigateurs des diverses nations; on entrevoyait un avenir sans bornes à ce nouvel élément de prospérité.

L'expérience, que je me suis fait une règle de consulter sans cesse pour apprécier la valeur des lois économiques, l'expérience n'a pas en tout justifié ces espérances.

En rappelant que la loi qui régularise et facilite les entrepôts en vue des réexportations date de 1823, j'offrirai le parallèle suivant:

PARALLÈLE DES IMPORTATIONS ET DES RÉEXPORTATIONS DE 1800 À 1830.

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	RÉEXPORTATIONS.	RÉEXPORTATIONS PAR MILLION de produits importés.
	Liv. st.	Liv. st.	
1800	30,515,222	18,847,726	617,650
1820	31,762,122	10,602,090	333,966
1823	29,432,376	9,211,028	312,986
1830	44,815,397	8,535,786	190,465

Nous verrons, en France, les mêmes illusions égarer les imaginations et faire espérer des résultats chimériques d'une législation pareille, relative aux entrepôts pour reventes à l'étranger.

LOIS COLONIALES ET DE NAVIGATION.

Quand je parcourrai les possessions extérieures de la Grande-Bretagne, j'aurai soin d'y signaler la proportion des commerces accomplis d'un côté par l'empire britannique, de l'autre par les nations concurrentes.

A présent, je me borne à présenter les nouvelles vues de Huskisson sur la navigation et le commerce des colonies de son pays. C'est en 1825 qu'il fait adopter une législation améliorée avec un rare discernement.

Pour déterminer l'Angleterre à se relâcher des mesures de protection qui remontaient à Cromwell, et dont les effets salutaires étaient depuis longtemps produits, Huskisson, qui ne nie pas les bienfaits du passé, se borne à montrer les exigences du présent. Il demande à son pays s'il peut laisser immuables ses lois à l'égard de l'étranger, quand le monde étranger se transforme de toutes parts[1]? « Je puis assurer la Chambre des communes, dit-il, pour premières paroles, qu'en lui demandant des altérations qui diffèrent des anciens sentiments du pays sur le régime et le commerce de nos colonies, ce n'est ni parce que je regarde comme erronées les vues de nos ancêtres, ni parce que je prends l'innovation en elle-même pour la perfection nécessaire. Non; c'est simplement parce que les circonstances du globe sont changées dans leurs rapports avec nos intérêts commerciaux. C'est uniquement sous ce point de vue que je désire être considéré comme novateur. Je n'éprouve aucun empressement à

[1] Quinze cents lois sur le commerce accumulées depuis le règne d'Édouard I[er] jusqu'à celui de Georges IV; elles ont été remplacées par onze actes spéciaux et corrélatifs pour former un seul ensemble, par M. James Deacon Hume, sous la présidence de Huskisson.

mettre en pratique des principes nouveaux, aussi longtemps que les circonstances n'en imposent pas l'obligation. Chaque jour l'expérience me démontre davantage à quel degré, dans les intérêts si vastes, si compliqués, de ce pays, toute théorie générale, incontestable au point de vue de l'abstraction, a besoin d'être pesée avec sagesse et circonspection, pour être appliquée d'une main discrète, pour être conciliée avec les rapports préexistants entre les parties de la société, et pour être ainsi mise en harmonie avec les établissements, avec les institutions qui sont nés sous les garanties de lois et de relations préétablies. »

Ayant signalé de la sorte la prudence de sa marche, il appelle sur trois sujets l'attention des Communes : 1° le système des lois commerciales à l'égard des colonies ; 2° la nécessité d'alléger beaucoup de taxes, en rendant service aux industries britanniques ; 3° les moyens de secourir les armateurs et la navigation.

« Il était autrefois de droit public européen que le commerce avec les colonies appartenait sans réserve à la métropole. Mais, depuis les premières années du siècle, quelles invasions ce principe n'a-t-il pas souffertes ! Ici le ministre développe un tableau d'une admirable grandeur :

« En 1808, la famille de Bragance abandonne le Portugal et s'établit au Brésil ; ce pays dès lors n'a plus son commerce enchaîné par celui de la métropole. Saint-Domingue, cette île si vaste et si fertile, voyez depuis vingt-cinq ans combien son sort est changé : son commerce aussi ne dépend plus de l'ancien continent. Voyez quelle est la situation des États nouveaux, immenses, qu'offrent l'Amérique du centre et l'Amérique du Sud ! Jusqu'à ces derniers temps, colonies de l'Espagne, ils vivaient isolés et privés de commerce avec le reste de la terre. Enfin, dans

la même partie du monde, voyez Cuba, voyez les îles secondaires restées fidèles à l'Espagne! aujourd'hui leurs ports sont ouverts et leur négoce est rendu libre avec les autres nations.

« Il faut bien considérer l'influence d'une révolution si vaste sur le négoce et la navigation des colonies britanniques et des nations rivales. N'est-ce donc pas assez pour nous justifier quand nous cherchons à connaître si des changements d'une telle importance, chez les peuples qui nous entourent, ne réclament pas aussi quelques changements chez nous? Nous prétendons prendre notre part dans tous les commerces nouveaux; tour à tour, cette part, nous la sollicitons et nous l'exigeons... Je ne veux pas dire encore à quel point, en équité, en noblesse de conduite, au nom *des droits du plus faible* vis-à-vis du plus puissant, nous nous trouvons dans l'obligation de rendre des bienfaits pareils à ceux que nous réclamons auprès de qui ne peut nous résister. »

Huskisson se demande, enfin, si le vaste changement produit cinquante années plus tôt, du golfe du Mexique au golfe du Saint-Laurent, par la création des États-Unis, peut ne rien changer à l'administration des possessions anglaises insulaires et continentales dans cette portion du globe? « Voilà des questions que j'ai dû me poser, dit-il, en ma qualité de ministre responsable, et qu'aujourd'hui mon devoir m'oblige de soumettre à la considération sérieuse du comité de la Chambre. »

Alors il fait le tableau des bienfaits qu'a retirés l'Irlande depuis que tout obstacle a cessé d'exister dans son commerce avec l'Angleterre. Il revient aux États-Unis; il fait voir quels avantages mutuels sont résultés des facilités qui leur ont été données, après leur séparation d'avec la mère patrie, pour commercer avec les colonies restées fidèles.

De ces grands exemples et des exemples offerts par les colonies étrangères, Huskisson conclut à l'avantage des facilités d'échange et d'intercours qu'il va proposer pour les colonies britanniques.

Il demande qu'on accorde aux peuples d'Europe la faculté concédée aux États-Unis de transporter directement, et par leurs propres navires, leurs produits dans les colonies britanniques et les produits de ces colonies dans leur propre pays. Il laissera toutefois subsister, sur les produits étrangers, des droits spéciaux d'entrée.

La concession faite aux États-Unis ne les avait point satisfaits. Ils voulaient que leurs produits fussent placés avec ceux de l'Angleterre sur le pied d'égalité; l'Angleterre s'y refusa. Huskisson maintient ce refus. Il maintient aussi pour la mère patrie la navigation directe avec ses propres colonies; l'étranger n'y participera pas.

Quant aux droits protecteurs sur les produits étrangers importés aux colonies, le *statu quo* sera maintenu pour les marchandises déjà taxées. A l'égard des produits interdits jusqu'à ce jour, la prohibition sera remplacée par des droits qui pourront s'élever depuis 7 1/2 jusqu'à 30 p. o/o de leur valeur réelle. Cette source de revenus est concédée aux colonies, et leurs législatures en disposeront.

Des entrepôts ouverts aux produits de toutes les nations seront établis dans les colonies, suivant le même principe que dans la mère patrie. Ils deviendront des marchés commodes pour les États indépendants qui se constituent dans toute l'Amérique méridionale.

Le ministre s'en promet des résultats merveilleux; nous les apprécierons en parlant de l'Amérique.

En même temps il désire que le blé du Canada, franc désormais de toute interdiction, puisse être admis sur les marchés de la métropole, moyennant un droit modéré.

En faisant un tableau séducteur des prospérités qu'il prévoyait et qu'il s'exagérait, je le crois, il s'élevait aux pensées les plus généreuses : « Je promets des progrès vagues et spéculatifs, m'objectera-t-on ? Soit. Voyez pourtant l'avantage des premières facilités données à notre commerce avec l'Inde orientale, lorsqu'en 1813 nous avons renouvelé la charte de la Compagnie ! On n'osait pas, on ne voulait pas concevoir les nouvelles sources de commerce que saurait exploiter l'industrie privée ; et pourtant déjà des résultats importants sont obtenus. Il en sera de même à l'égard des Indes occidentales. De semblables effets se produiront avec bien plus de fécondité dans les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, chez des populations composées de travailleurs libres et de race européenne, avec un sol excellent, avec des côtes vastes et poissonneuses, avec des marins et des pêcheurs intrépides.

« Tout ce qu'on pourra faire pour identifier la prospérité de ces provinces et de la mère patrie les empêchera de contempler avec envie, convoitise et regret l'éclat des États-Unis, et de soupirer après l'indépendance.

« Pour nous, remplissons les devoirs de parents affectionnés et désintéressés ; remplissons-les avec bonté, avec libéralité : ainsi le veut la véritable prudence. C'est le meilleur moyen pour perpétuer une utile et ferme connexion. Si jamais, ce que Dieu ne permette pas, le cours des vicissitudes humaines doit amener la dissolution des liens que nous aurons rendus doux et profitables, nous aurons tout fait pour empêcher que la séparation soit souillée par la haine et par le sang. »

Dans une séance suivante, Huskisson explique le remplacement de certaines prohibitions par de forts droits protecteurs : les gants, par exemple, dont la contrebande est énorme, payeront 30 pour o/o de droit d'entrée ; les

verres et les glaces, au lieu de 80 pour o/o, en payeront 20; les porcelaines, au lieu de 75, en payeront 15.

A l'égard des tissus, ce grand objet du commerce britannique, il explique le système des mesures que j'ai précédemment indiquées et que je résume ici. D'anciennes taxes sur les lainages, qui s'élevaient de 67 1/2 à 50 p. o/o, sont remplacées par 15 p. o/o de droit d'entrée. Pour les toiles, la protection restera plus forte, afin d'assurer une grande et prochaine victoire; les anciens droits de 40 à 80 p. o/o sont abaissés seulement à 25. Le ministre fait remarquer qu'un changement capital s'accomplit dans la fabrication des toiles : l'emploi des mécaniques en modifie la filature et le tissage; il se développe avec rapidité. C'est pour favoriser cette transformation dispendieuse qu'il propose un droit de 25 p. o/o sur les toiles étrangères. Pour plus de prudence, on adoptera huit années de réductions graduelles avant de descendre à ce droit de 25 p. o/o. Par cette mesure, on veut favoriser surtout l'Irlande.

Relativement aux cotons, le ministre considère qu'en 1825 les Anglais peuvent déjà prendre dans l'Inde orientale le coton en laine, l'apporter en Angleterre, le filer, le tisser, le reporter en Orient et, malgré huit mille lieues de voyages, en vendre les produits à plus bas prix que les Indous. En conséquence, il fait disparaître les droits exagérés, et se contente d'un droit protecteur de 10 p. o/o sur les cotons unis de l'étranger.

Je n'étendrai pas davantage cette récapitulation; elle suffit pour démontrer que Huskisson ne proposait rien d'aventureux, et s'entourait de garanties en marchant d'un pas intelligent. Il concevait que pour la vie commerciale, comme pour la vie sociale, une liberté sans limite et prodiguée tout à coup pouvait mener les nations à des conséquences désastreuses, même pour cette liberté.

Je viens de présenter avec fidélité les mesures capitales qu'un grand ministre a proposées, il y a trente années, dans l'intérêt de sa patrie. Je me suis placé, comme il le faisait, au point de vue de son pays. Quand je parlerai des États-Unis et d'autres contrées, je présenterai de même, au point de vue de leur avantage national, des mesures à plus d'un égard différentes, et qui contribuent à leur prospérité. Ce sera le moyen d'éviter l'absolutisme de certaines théories qui, bonnes en elles-mêmes, ont pourtant leurs exceptions de temps, de lieux et de circonstances.

Il faut parler maintenant du progrès de la plus grande industrie britannique après celle des arts textiles. Elle n'avait nul besoin des lois pour prendre l'essor.

§ 4. SITUATION NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES FONTES, DES FERS ET DES ACIERS; CRÉATION DES CHEMINS DE FER À GRANDE VITESSE.

Le tableau qui va suivre présente : 1° la *valeur réelle* de tous les produits ouvrés ou bruts en fer, exportés; 2° le prix de 1,016 kilogrammes, ou tonne britannique, pendant un quart de siècle.

ANNÉES.	EXPORTATIONS.	PRIX des 1016 KILOGRAMMES.
1797	2,059,222 l. st.	40 liv. sterl.
1815	1,280,962	20
1820	1,131,793	13 $\frac{1}{2}$
1823	1,073,941	11 $\frac{1}{20}$

Les producteurs de fer, justement effrayés de la dimi-

nution incessante du prix et de la baisse totale des produits exportés, songèrent à des moyens de salut tirés de leur propre territoire. Ils ne trouvèrent rien de plus propre à procurer une grande consommation que l'entreprise de vastes *chemins de fer*.

Dès 1823[1], le Royaume-Uni possédait en assez grand nombre de pareils chemins, mais destinés au transport à pas lents du produit des mines et des carrières. Les travaux publics s'en servaient aussi pour transporter les matériaux : c'est ce qu'on faisait, par exemple, dans la construction des docks de Liverpool et pour les terrassements du canal Calédonien. Des chevaux traînaient, au pas, des waggons ou tombereaux qui roulaient sur les *rails* ou barres de fer posées parallèlement sur le sol : ici tout l'avantage consistait dans l'économie de la force de traction.

Le commerce, surtout entre les cités principales, avait besoin d'une bien plus grande vitesse que celle d'une lieue par heure, dont nous venons d'offrir l'idée.

Ce qu'il importe de montrer ici, c'est l'esprit des nouvelles entreprises, c'est le concours qu'elles trouvent dans une industrie préparée à tous les perfectionnements.

Il ne suffit plus de ces belles diligences d'Angleterre qui parcouraient au moins trois lieues par heure, ni même de la malle-poste, qui parcourait jusqu'à quatre lieues par heure. Le Parlement croit à la possibilité de diligences à vapeur qui circuleraient même sur les routes ordinaires avec de grandes vitesses : il ne croit pas aux obstacles et fait sur ce point une longue enquête en 1830 et 1831. Chacun s'agite et chacun cherche.

[1] Dans l'ouvrage de G. Porter (*Progress of the nation*), on voit que, de 1801 à 1824, le Parlement d'Angleterre avait autorisé l'établissement de vingt-quatre lignes de chemins de fer et l'extension de vingt-cinq lignes pour satisfaire aux besoins de l'ancienne et lente circulation.

Dès 1814, un mécanicien qui va devenir justement célèbre, Georges Stephenson, avait surpassé tous les essais de véhicules à vapeur, appelés depuis *locomotives*. Sa machine était séparée du chariot d'approvisionnement, du *tender*, qui portait le combustible et l'eau nécessaire à la vaporisation. En 1825 on ouvrait à la circulation les chemins de fer de Stockton et de Darlington, sur lesquels les locomotives de l'éminent ingénieur obtenaient un succès marqué, pour des vitesses portées jusqu'à 12 et 13 kilomètres par heure.

Chemin de fer modèle entre Liverpool et Manchester.

Dans la même année 1825, une compagnie composée des négociants et des fabricants de Manchester et de Liverpool forme une grande entreprise de chemin de fer entre ces deux cités. En 1826, elle obtient du Parlement l'autorisation d'y consacrer 40 millions de francs. Les ingénieurs de la voie nouvelle seront MM. Georges et John Rennie, les fils de l'illustre sir John Rennie que nous avons cité tant de fois.

Commençons par signaler les plus grandes hardiesses qu'imaginait la Compagnie Manchester-et-Liverpool. Elle croyait qu'il suffirait d'offrir au public deux doubles rangées de rails en fer, posées sur un terrain bien nivelé, l'une servant pour l'aller et l'autre pour le retour. On traiterait avec les particuliers qui voudraient, *avec leurs propres véhicules*, circuler sur ces deux voies.

Dans le principe, on hésitait entre la traction par des machines fixes ou par des locomotives; les succès obtenus à Darlington firent adopter le dernier moyen. Les directeurs de la compagnie Manchester-et-Liverpool proposèrent un prix de 12,500 francs pour la meilleure

locomotive qui satisferait, comme minimum, aux conditions suivantes : « le poids du véhicule moteur devait ne pas excéder 6,000 kilogrammes, pour en traîner 18,000, avec une vitesse d'au moins 16 kilomètres par heure. »

Trois compétiteurs, Georges Stephenson, Ericsson, Hackworth, concoururent; le premier remporta le prix dans l'année 1829. La locomotive de Georges Stephenson, *le Rocket,* parcourut non pas seulement 16 kilomètres, mais 20 et jusqu'à 30 par heure. Pour vaporiser l'eau, Stephenson la faisait circuler dans une multitude de petits tuyaux autour desquels circulait la flamme. La vapeur agissait à la pression de 5 atmosphères; en s'échappant, après son action produite, elle était lancée par un tube étroit dans la cheminée, pour activer le tirage.

Stephenson perfectionne encore son invention pour d'autres locomotives, telles que *la Planète,* employée à l'ouverture du chemin, en septembre 1830.

L'Angleterre avait acquis une assez grande expérience dans le travail des ponts et chaussées pour que les vastes terrassements, les viaducs, les galeries souterraines et les ponts nécessaires à la voie ferrée n'offrissent aucune difficulté qu'on ne fût en état de vaincre. MM. Rennie y réussirent parfaitement.

Comme il s'agissait d'obtenir une voie qui n'offrît partout que des pentes extrêmement faibles, on ne devait plus reculer devant des déblais et des remblais énormes, afin d'obtenir des parcours moins longs, des courbes d'un plus grand rayon pour tourner insensiblement, etc.

Réaction soudaine des chemins de fer sur les canaux.

Dès le premier moment où les chemins de fer furent

proposés au commerce, les propriétaires des canaux sentirent qu'une concurrence redoutable allait les atteindre.

Dans le Staffordshire, entre Birmingham et Liverpool, il y avait un labyrinthe de canaux tracés, pour ainsi dire, au hasard, avec des détours incroyables : détours qu'on s'était cru permis quand on n'avait à redouter d'autre rivalité que celle d'un roulage imparfait sur des routes empierrées et très-mauvaises, comme elles l'étaient généralement jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle.

Le célèbre ingénieur Telford, consulté par les propriétaires de ces canaux, leur propose un nouveau tracé digne de son talent. La ligne qu'il adopte traversera les comtés pleins d'industrie de Warwick, de Stafford et de Chester; elle conduira presque en ligne droite de Birmingham à la rive gauche de la Mersey, en face de Liverpool. Ce magnifique projet reçut une exécution rapide.

Ainsi la seule annonce des nouveaux chemins de fer rendait au commerce le service le plus signalé; un canal plus court réduisait considérablement le prix des transports par eau entre deux grandes cités. On va voir d'autres bienfaits dus à la même invention.

Organisation du service des chemins de fer.

La compagnie Manchester-et-Liverpool, en approfondissant ses études, avait reconnu qu'il était impossible d'abandonner à l'inexpérience, à l'incurie, à l'impéritie, à l'imprudence du premier venu, le droit de circuler sur ces nouvelles voies, où des vitesses supérieures allaient rendre les accidents et plus fréquents et plus redoutables que sur les chemins ordinaires.

Il fallut qu'une même association fût propriétaire non-seulement du chemin de fer, mais de tous les véhicules

qui circuleraient sur ses rails. Il fallut organiser, avec l'ordre le plus complet, un personnel très-nombreux et le matériel le plus varié, le plus délicat, le plus coûteux.

Il fallut construire, soit au point de départ, soit au point d'arrivée, des édifices d'une étendue inaccoutumée, pour des services tout nouveaux; des halles gigantesques, pour l'arrivée, le départ et le dépôt des véhicules; des appartements d'attente rapprochés, mais distincts, pour les voyageurs de diverses classes; des ateliers, disons mieux, *des arsenaux* d'une immense étendue, pour la construction, pour la réparation et l'entretien journalier des locomotives et des voitures, et des waggons les plus variés, appropriés à tous les genres de transports; enfin, des magasins qui pussent suffire aux dépôts des marchandises avant la formation des convois.

L'esprit d'ordre, de discipline sévère, d'activité silencieuse et de travail intelligent que nous avons signalé dans les docks du commerce et de l'État, cet esprit fut adapté dès le premier jour, avec une entente merveilleuse, à tous les travaux, à tous les nouveaux services des chemins de fer.

Ce fut seulement en septembre 1830 qu'eut lieu l'ouverture du chemin de Liverpool à Manchester, dont la simple annonce tenait dans l'attente le commerce du monde entier.

Ce magnifique spectacle, où les chefs du Gouvernement et les personnages les plus distingués s'étaient donné rendez-vous, termine dignement la période marquée par le retour à la prospérité de l'industrie britannique, après toutes les misères souffertes en châtiment d'une guerre générale prolongée pendant un quart de siècle.

Pourquoi faut-il que nous ayons à rappeler la mort lamentable de l'illustre Huskisson, qui, surpris entre le

convoi dans lequel il cherchait à remonter et la soudaine arrivée d'une locomotive à grande vitesse, tomba sur un rail, eut les jambes brisées sous les roues du véhicule, et périt au milieu d'horribles souffrances.

Ainsi, la même journée a signalé les bienfaits et les périls du nouveau mode de transport, que bientôt nous allons voir se propager, avec une incroyable émulation, dans tous les États civilisés.

Je ne puis m'empêcher de rendre un dernier hommage à l'homme d'État qui fit tant pour le pays dont je décris le progrès, au ministre dont le caractère bienveillant accueillait les étrangers avec une libéralité dont je dois porter témoignage. En 1824, je lui montrai le désir de connaître l'état des relations établies entre l'empire britannique et les États étrangers pour faciliter le commerce de l'univers. Huskisson fit réunir la correspondance de tous les consuls anglais sur cette matière; il la disposa dans un cabinet adjacent au sien. «Vous viendrez ici, me dit-il, tant que vous le voudrez; nous ne gardons pas de secrets, et vous ferez tous les extraits que vous voudrez.» J'avais été moins heureux dans mon pays, et l'homme qui m'avait refusé s'appelait Châteaubriand. Qu'on ne s'étonne donc pas si j'ai gardé pour Huskisson, dans le fond de mon cœur, le culte d'une amitié qui, pareille à mon respect pour sa mémoire, ne finira qu'avec ma vie.

CHAPITRE IV.

QUATRIÈME ÉPOQUE, DE 1830 À 1841.

---

§ 1er. DÉVELOPPEMENS ULTÉRIEURS DES CHEMINS DE FER.

L'Europe et l'Amérique apprirent avec admiration qu'un nouveau système venait d'être réalisé, qui ne demandait pas même aux voyageurs le prix qu'on payait dans la malle-poste et dans la diligence, pour transporter sans cahots, sans fatigue, avec une vitesse de 7 à 8 lieues par heure, des voyageurs de première classe; des voyageurs parfaitement à l'aise, dans des voitures spacieuses, et nous dirions presque des salons, boisés avec luxe et décorés d'un tapis; des voyageurs assis comme s'ils reposaient dans les fauteuils à bras les plus confortables, sur des coussins élastiques, et recouverts d'étoffes somptueuses; dans des voitures éclairées de manière à pouvoir lire pendant la nuit et lors du passage des souterrains, par le secours d'une lumière astrale qui ne fatigue point la vue; enfin chauffées pendant l'hiver par un système efficace.

Une partie de ce confortable, mais avec moins de luxe, donnait encore aux voyageurs de seconde classe bien plus d'agrément et d'aisance que dans les diligences les mieux établies, et pourtant à moitié prix.

Il restait à procurer aux classes nécessiteuses leur part de ces bienfaits. Le Parlement y pourvut. Dès 1835, il ordonna que des véhicules de troisième classe, couverts et bien établis, permettraient à la classe ouvrière de faire au moins six lieues par heure en payant 25 centimes par lieue. C'était le prix qu'autrefois en France on payait

pour voyager en *patache*, assis sur la paille, en plein air, les pieds enfermés dans un panier peu bourré de paille, et le corps brisé par d'horribles cahots, sur des routes grossièrement empierrées et dans une charrette non suspendue. Tel fut le progrès en faveur du peuple.

Il a fallu créer une carrosserie nouvelle; combiner les roues et les essieux, qui devaient supporter les plus grands poids et résister à d'extrêmes vitesses; assurer la suspension des voitures destinées aux voyageurs; donner aux caisses de ces voitures la solidité, l'élégance et le confort qu'il était possible de concilier. On ne saurait croire avec quelle rapidité ces conditions nouvelles ont été cherchées et satisfaites.

Une partie moins délicate, mais qui méritait également d'être étudiée, était la charronnerie des voitures ou waggons destinés au transport des chevaux, des bêtes à cornes, des cochons et des bêtes à laine, au transport des effets délicats ou fragiles, des objets encombrants et des objets très-pesants pour leur volume. Là se trouvaient à résoudre une foule de problèmes pour réduire le véhicule au minimum de poids et de volume, en lui conservant la forme la plus commode et la solidité qui produit la durée.

Les chevaux sont transportés trois par trois dans des étables suspendues; ils y sont rangés transversalement à la direction de la voie.

Pour les bêtes à laine, les véhicules sont des bergeries *à deux étages*, afin de transporter plus d'animaux dans un espace donné.

De simples plates-formes, montées sur des roues, reçoivent les diligences, les malles-postes, les berlines et les autres voitures de maître qu'on veut transporter par la voie de fer. On les soulève, on les fixe sur ces plates-formes; puis, à l'arrivée, on les démarre, on les des-

cend avec une facilité merveilleuse. On imite ici les procédés employés trente ans plus tôt dans les docks de Londres pour empiler et désempiler les pesantes masses d'acajou.

Les moindres questions ont de l'intérêt quand il s'agit de faire voyager avec ensemble et sans accident des masses énormes telles que les locomotives, les diligences pour les personnes et les chariots pour les bagages, c'est-à-dire des poids de 4, 5, 6, 8 et jusqu'à 40 milliers de kilogrammes, sans que la mise en mouvement ou les ralentissements soudains de vitesses occasionnent de chocs funestes.

Au milieu de la largeur, chaque véhicule est rattaché au véhicule qui le suit par une forte chaîne que tend une vis de rappel avec écrou. Des deux côtés, à l'arrière de chaque véhicule, sont établis deux très-gros tampons circulaires, en matière à la fois élastique et résistante. Chaque tampon qui se trouve à l'avant est mobile; il forme la tête d'une puissante barre de fer horizontale qui pénètre, comme un piston, dans un cylindre sous le véhicule, et qui presse contre une spirale d'acier fixée au fond du cylindre.

Supposons qu'un ralentissement quelconque parte de la tête du convoi, les chaînes d'attache des véhicules se détendent; le premier véhicule presse pour se rapprocher du deuxième, le second du troisième, etc. Les tampons fixes du premier véhicule d'arrière poussent les tampons mobiles à l'avant du second; mais ils éprouvent une résistance d'autant plus forte que le tampon mobile comprime davantage les spirales élastiques en acier. La force vive dont chaque véhicule antérieur est animé se trouve absorbée de la sorte par degrés; les chocs sont évités, et, par conséquent, les ruptures qu'ils eussent occasionnées.

C'est ici le lieu de parler des dangers si graves qui résultent des collisions entre des convois énormes dont les masses sont animées d'aussi grandes vitesses que celles des chemins de fer. Il en résulte des désastres qui frappent par la grandeur, mais qu'une habile police et le bon choix des employés tendent à rendre de plus en plus rares.

Une Commission du Gouvernement britannique fait dresser chaque année, pour chaque voie spéciale et pour l'ensemble, l'état des accidents éprouvés par les personnes, afin d'appeler l'attention sur les causes des accidents qui peuvent être prévenus. C'est le même soin que le Gouvernement apporte à constater, pour y porter remède, les meurtres et les blessures qu'occasionnent les mécanismes dans les manufactures. Une telle surveillance est l'honneur de l'autorité publique, et caractérise un peuple pour qui le mot si souvent prodigué de civilisation veut dire au moins humanité.

D'après les états officiels publiés annuellement, j'ai pu constater les résultats suivants : du 1er janvier 1850 au 30 juin 1854, on a compté 391,934,710 personnes ayant voyagé sur les chemins de fer du Royaume-Uni; voici quels ont été les accidents :

Tués par accident que le voyageur ne pouvait pas éviter..................................	1 sur 4,999,285
Tués par l'imprudence ou l'incurie du voyageur..................................	1 sur 4,394,888
Blessés par accident que le voyageur ne pouvait pas éviter..................................	1 sur 319,948
Blessés par l'imprudence ou l'incurie du voyageur..................................	1 sur 634,817

On doit certainement être frappé de voir près de la

moitié des cas mortels et le tiers des blessures occasionnés par des accidents que le voyageur pouvait éviter.

Dans son excellent ouvrage sur l'*Économie des chemins de fer* (Londres, 1850, 1 vol. in-8°), le docteur Lardner a publié sous ce titre : *Règles simples pour les voyageurs*, un résumé dans lequel il a réuni les précautions faciles que chacun devrait toujours prendre à l'arrivée, au départ et pendant le voyage, afin de se mettre en dehors des dangers possibles. De telles règles devraient être affichées dans l'intérieur de chaque waggon destiné pour les voyageurs. Il y a beaucoup d'autres parties du même ouvrage qui sont dignes d'attention.

A l'égard des dangers que le voyageur ne peut pas éviter, c'est aux compagnies de chemins de fer à redoubler d'efforts par le choix de leurs agents et par toutes les mesures que peut dicter une prévoyance éclairée. En même temps, c'est aux tribunaux à sévir si rigoureusement, que les associations recourent à tous les moyens, à tous les sacrifices, pour aller au-devant des condamnations.

En parlant des progrès qui caractérisent l'orbe de Liverpool (Ire partie, chap. 2, p. 100), j'ai fait connaître le beau développement des chemins de fer dans cette partie de l'Angleterre. Portons nos regards sur le point central, le plus important de tous.

Huit chemins de fer considérables partent *de Londres;* ils sont dirigés : 1° vers l'Orient, pour longer la rive méridionale de la Tamise; 2° vers la mer qui fait face à la France, et pour aboutir, en se bifurquant du côté de l'est, à Douvres et Folkestone, plus au midi à Brighton, trois ports qui font face à Calais, à Boulogne, à Dieppe; 3° au Sud-Ouest, à Southampton, à Portsmouth, à Plymouth, en face du Havre, de Caen et de Cherbourg, ce

qui complète les communications les plus directes avec la France; 4° vers l'Ouest, avec Bristol: c'est le Great-Western, le grand occidental, chemin de fer remarquable sous tous les rapports, et construit de 1834 à 1837 par le fils du célèbre Brunel; 5° vers l'Ouest-Nord-Ouest, par Birmingham, suivant deux lignes, l'une infléchie par Oxford, l'autre directe sous le nom de *North-Western*, pour se subdiviser, à Birmingham, droit à l'Ouest, vers l'Irlande, ensuite au Nord-Ouest, puis au Nord, à travers l'orbe de Liverpool; 6° vers le Nord, sur la direction de Hull, de Newcastle et jusqu'en Écosse; 7° vers le Nord, inclinant à l'Est par Cambridge, à Norwich jusqu'aux ports de Norfolk, en face de la Hollande et de la Belgique; 8° vers le Nord-Est, en passant par Ipswich, pour se rallier à la ville importante de Norwich, déjà mentionnée.

Complétons l'indication de ce magnifique système en disant qu'un vaste chemin de ceinture côtoie la mer méridionale depuis l'embouchure de la Tamise jusqu'aux confins du Cornouailles. Le chemin du Nord-Est se prolonge jusqu'à Édimbourg, tandis que le réseau d'Écosse unit les ports principaux de cette capitale et de Glasgow avec Stirling, Perth, Dundee, Arbroath et Aberdeen.

De 1831 à 1841 furent construites les lignes capitales du grand réseau dont nous venons de marquer les centres et les points principaux d'aboutissement. Ce n'était pourtant pas le tiers des chemins exécutés dans l'époque subséquente pour subdiviser les espaces, rattacher aux grandes lignes les villes du second ordre, raccourcir les lignes existantes. On créait ainsi, de tous côtés, des concurrences aux lignes les plus prospères; tandis que d'innombrables embranchements ajoutaient à l'activité, à la richesse des lignes principales.

La Grande-Bretagne avait en chemins de fer, pour transports accélérés ouverts, année moyenne[1] :

	kilom.	moyenne annuelle.
En 1831	64	145
En 1844	1,952	
En 1847	5,007	525

Ce qu'il importe de faire apprécier, c'est la grandeur des sommes souscrites par les associations privées, et soldées successivement sans le moindre secours du Gouvernement, pour créer des chemins de fer.

	Milliards.	Millions.
De 1826 à 1830	"	100
De 1831 à 1835	"	375
De 1836 à 1840	1	189
De 1841 à 1845	2	302
De 1846 à 1849	4	757
Total en vingt-trois années	8	723

Cette somme prodigieuse de 8,723 millions ne sera pas toute employée à construire les (12,012 milles) 19,505 kilomètres autorisés par des actes du Parlement.

On a calculé que, sur ce vaste développement, 3,925 kilomètres appartiennent à des projets qui ne seront jamais exécutés, et qui représentent une évaluation présumée de 1,760 millions.

Il en résulte que, dans un très-prochain avenir, les trois

[1] Rien n'est plus intéressant que la progression suivie, à partir de 1844, dans l'exécution des chemins de fer du Royaume-Uni.

Étendue des chemins de fer livrés à la circulation.

	Milles.
1° De 1831 à la fin de 1843 (année moyenne)	146
2° En 1844	196
3° En 1845	293
4° En 1846	595
5° En 1847	780
6° En 1848	1,191

En construction au 1er janvier 1849, 2,160 milles.

Royaumes auront employé, pendant un quart de siècle, 6,963,000,000 de francs pour la seule création de chemins de fer.

Durant ce laps de temps, deux périodes quinquennales sont surtout remarquables par la grandeur et la multiplicité des entreprises; il faut les signaler ici :

ANNÉES.	CHEMINS NOUVEAUX.	ACCROISSEMENTS.	DÉPENSES AUTORISÉES.
PREMIÈRE ÉPOQUE.			
1833	5	6	138,133,325[f]
1834	5	9	57,801,325
1835	8	11	120,320,825
1836	29	6	571,874,950
1837	15	27	338,044,475
Chemins autorisés	62	59	1,226,174,900
SECONDE ÉPOQUE, *ou recrudescence de faveur pour l'entreprise des chemins de fer britanniques.*			
1844	26	22	446,759,025[f]
1845	76	44	1,520,602,200
1846	225	45	3,302,405,600
1847	115	75	1,009,934,875
1848	28	57	365,511,775
Chemins autorisés	470	243	6,645,213,475
TOTAL souscrit et sanctionné en deux périodes quinquennales.			7,871,388,375

EN DIX ANNÉES : 7 milliards 871 millions!.....

Après avoir montré la grandeur des sacrifices *risqués* par les habitants des trois Royaumes pour donner à leur pays une supériorité sans exemple dans les voies de communication, il faut indiquer les avantages retirés par suite de ces énormes dépenses.

Au 1er janvier 1854, la circulation accélérée était en activité sur 12,089 kilomètres de chemins de fer. Au 1er juillet, l'étendue des chemins livrés à la circulation était de 12,559 kilomètres, c'est-à-dire égale à 3,140 lieues.

Le tableau suivant fait connaître, pour les diverses classes de voyageurs, le nombre des voyages et les recettes par classe :

NOMBRE ET PRODUIT DES VOYAGES POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 1854.

SPÉCIFICATIONS.	NOMBRE DES VOYAGEURS.	RECETTES SUR LES VOYAGEURS, en livres sterling.	RECETTES SUR LES VOYAGEURS, en francs.
1re classe	6,616,458	1,241,201	31,030,025
2e classe	17,580,151	1,463,449	36,586,225
3e classe	10,674,950	435,829	10,895,725
Classe parlementaire	15,482,581	859,068	21,476,700
Billets périodiques	13,264	82,245	2,056,125
Totaux afférents aux voyageurs	50,367,404	4,081,792	102,044,800
Appoint	....	10,868	271,725

TRANSPORT DU MATÉRIEL.	AUTRES RECETTES en livres sterling.	AUTRES RECETTES en francs.
Pour chevaux, voitures, malles-postes, bagages de voyageurs et pataches à transporter	505,116	12,627,900
Bétail, minéraux, marchandises	4,826,826	120,670,650
Recettes sur le matériel transporté	5,331,942	133,298,550
Recettes sur le personnel et le matériel transportés	9,424,603	235,615,075

Comme on le voit par le tableau qui précède, quelque considérable que soit le revenu produit par le transport des personnes, celui des animaux, des voitures et des marchandises est devenu plus productif encore.

Rien ne serait plus important que de connaître le poids total des objets transportés; mais les comptes parlementaires sont muets sur ce point.

En définitive, les produits actuels des chemins de fer du Royaume-Uni dépassent pour un semestre :

1° Pour les voyageurs..................	103,000,000 fr.
2° Pour les marchandises, animaux, etc....	267,000,000
Total du revenu brut.........	370,000,000

Cette immense perception s'opérant sur une étendue de 12,324 kilomètres, elle donne en nombre rond 30,000 francs par kilomètre.

Si le produit n'est pas plus considérable, il faut l'attribuer à la modicité des prix de transport. On en jugera par le tableau suivant :

SOMMES PAYÉES SUIVANT LES DISTANCES POUR LE TRANSPORT DES PERSONNES.

CLASSES DE VOYAGEURS.	POUR 100 KILOMÈTRES	POUR 100 LIEUES.
	fr. c.	fr. c.
1re........................	13 89	55 56
2e........................	9 81	39 24
3e........................	5 36	21 44
Classe parlementaire............	6 42	25 68

Le compte officiellement publié fait connaître la lon-

gueur des espaces parcourus par les diverses classes de voyageurs ; nous en déduisons d'abord l'étendue moyenne et la dépense par voyage.

LONGUEUR ET DÉPENSE MOYENNE DES VOYAGES.

CLASSES DE VOYAGEURS.	ESPACES PARCOURUS en kilomètres.	ESPACES PARCOURUS en lieues.	DÉPENSE par voyage.
			fr. c.
1re	$33 \frac{8}{10}$	$8 \frac{44}{100}$	4 69
2e	$25 \frac{2}{10}$	$5 \frac{30}{100}$	2 08
3e	$19 \frac{1}{10}$	$4 \frac{76}{100}$	1 02
Classe parlementaire	$25 \frac{6}{10}$	$5 \frac{40}{100}$	1 39

Il résulte de ce tableau que la très-grande quantité des voyages, excepté ceux de la première classe, est au-dessous de 5 lieues et demie ; elle n'égale pas une journée de piéton.

En prenant pour unité l'ensemble de la troisième classe et de la classe dite parlementaire, on trouve que la dépense par voyage est à peu près *double* pour la seconde classe et *quadruple* pour la première.

Les Anglais donnent pour les trois Royaumes l'étendue totale que parcourent les trains qui portent : 1° les passagers ; 2° le matériel et le nombre des trains. Il en résulte que l'espace moyen parcouru par les trains de voyageurs est égal à $47^{k} \frac{44}{100}$. Ce résultat nous explique la faible étendue du parcours moyen des voyageurs ; il nous permet de présenter les résultats suivants, qu'il serait intéressant de comparer à ceux du même genre chez les autres nations.

Rapport de l'espace que parcourent les voyageurs avec celui que parcourt le train qui les conduit.

1re classe	71 centièmes.
2e	45
3e	40
Classe parlementaire	45

Il est à regretter que les comptes publiés ne donnent pas, pour chaque classe, le nombre des voyageurs qui suivent la ligne entière parcourue par le train.

Comment les chemins de fer du Royaume-Uni se rattachent à la navigation générale, qui continue sur les mers les voyages à la vapeur.

Dans le rapport que j'ai rédigé pour le VIIIe Jury, celui de la guerre et de la marine (voy. t. III), j'ai présenté l'historique de la navigation par la vapeur, qui s'est étendue sur les mers lointaines dans la période subséquente à 1830. Je ne reproduirai pas ici tous les développements dans lesquels j'ai cru devoir entrer pour faire connaître cette grande innovation, où l'Angleterre a donné l'exemple aux autres nations.

Afin de montrer à quel point l'Angleterre a déjà porté l'union de ses communications à vapeur de terre et de mer, il me suffira de citer ce fait :

Pour 1851, l'année de l'Exposition universelle, j'ai trouvé que les ports de mer auxquels aboutissaient déjà des chemins de fer percevaient en droits de douane sur les importations la somme de 459,314,550 francs, et les autres ports seulement 591,350 francs.

Quand les chemins de fer actuellement en construction seront achevés, les ports qui resteront encore isolés ne représenteront pas en droits de douane une perception égale *au millième* de la perception totale. Ce résultat est magnifique.

§ 2. DE LA POPULATION DANS SES RAPPORTS AVEC LE TRAVAIL DES MANUFACTURES.

Afin de ne pas diviser un sujet important, surtout par l'enchaînement, j'ai réuni, dans l'époque qui commence à 1830, l'exposition des faits qui concerne une législation devenue fructueuse seulement à partir de cette époque.

Travaux des enfants, des adolescents et des femmes.

Dès le commencement du siècle, il était nécessaire que le législateur protégeât les enfants, chaque jour plus nombreux, appelés au travail des nouvelles manufactures qui filaient à la mécanique et le coton et la laine.

L'Angleterre industrielle a commencé, comme on commence en tout pays, par exécuter la loi, mais en s'étudiant à découvrir les moyens de l'éluder.

Le plus opulent filateur qu'ait eu l'Angleterre après Arkwright, le premier sir Robert Peel, a terminé noblement sa carrière en venant au secours des enfants employés dans les nouvelles fabriques. Membre de la Chambre des communes dès 1802, il a fait adopter l'Acte qui chargeait, dans chaque district, un juge de paix, avec un ecclésiastique, de surveiller gratuitement les filatures où l'on employait des enfants.

Mais les grands filateurs, disséminés alors dans les campagnes, aux lieux où se trouvaient les eaux motrices,

étaient devenus, par leur influence et leur richesse, la plupart juges de paix.

En conséquence, ils couvraient leur habitation, c'est-à-dire leur fabrique, par leur caractère de magistrat; et les inspecteurs gratuits, bénévoles, se trouvaient écartés des lieux qu'ils devaient inspecter. Il a fallu trente années avant qu'on apportât remède à ce premier abus.

Pour plus grande sécurité, les manufacturiers anglais profitèrent de l'esprit judaïque d'après lequel sont interprétées les lois dans leur patrie.

Au commencement du siècle, les filatures employaient des enfants et des adolescents engagés pour sept années, suivant la loi générale de l'apprentissage.

L'Acte de 1802, au lieu de parler d'adolescents ou d'enfants, désigne simplement les jeunes travailleurs sous la dénomination d'*apprentis*.

Les filateurs sont partis de là pour ne plus passer de contrats d'apprentissage. Au lieu de prendre des adolescents ou des enfants pour sept années, ils ne les ont plus engagés qu'à courts termes.

Lorsqu'ils employaient des apprentis à longs termes, ils avaient un avantage direct à ne pas les épuiser dans les premières années, pour en mieux profiter dans les dernières. Il ne fallait pas, de prime abord, les exténuer au point de les rendre malades; car on aurait été réduit à les soigner, à les nourrir longtemps après, sans qu'ils travaillassent. Là se trouvait un contre-poids à l'intérêt de les exploiter à outrance.

Mais aussitôt qu'on eut imaginé de recourir aux procureurs de paroisses (*oversers*) pour louer, acheter, dépayser les enfants pauvres; aussitôt qu'on eut trouvé ce moyen de libérer la bienfaisance municipale, autre calculatrice acerbe, ces enfants étant transportés au loin, sans père ni

mère, sans parents ni tuteurs qui les suivissent et qui veillassent à leur bien-être, rien n'arrêtait plus l'excès du travail que les maîtres leur imposaient.

Une autre révolution industrielle multipliait les victimes du sordide intérêt.

La machine à vapeur, incessamment perfectionnée, rivalisait chaque jour avec plus de puissance contre les moteurs hydrauliques. Le nombre et la force de ces derniers étaient bornés, la vapeur était sans limites. On pouvait l'établir dans tous les lieux favorables à la fois pour le commerce et la production.

C'est dans les villes qu'on trouvait le plus d'avantage à concentrer le nouveau moteur, et, pour y satisfaire, la population de ces villes devint immense. Sans cesse elle offrait la ressource inépuisable de ses enfants pour remplacer et ceux qui succombaient et ceux qui devenaient infirmes; voilà comment le mal s'accroissait en étendue ainsi qu'en intensité.

Il était naturel que le législateur britannique cherchât un remède à ces maux excessifs; mais les obstacles se multipliaient à l'envi pour paralyser ses efforts.

Toutes les fois qu'une grande force physique ou morale étend son empire au milieu d'un peuple, il s'élève à la suite des sophistes qui prêtent, qui prostituent par une double bassesse non-seulement le rigorisme, mais l'adulation du raisonnement, à la puissance qui triomphe. Il se forma donc une logique industrielle qui, sous le nom de théorie économique, justifia, préconisa sans réserve et la prédominance des forces inertes sur les forces animées et l'exploitation immodérée de l'ouvrier par les machines : il faut la voir en lutte avec la loi.

L'Acte de 1802, pour ainsi dire enlevé par surprise, avant qu'on ait eu le temps d'en prévoir la portée et de

le repousser par des sophismes, cet acte qui parlait uniquement *des apprentis*, ne s'appliquait qu'à peu d'enfants, dans une seule classe de manufactures, laquelle n'était pas la sixième partie en nombre, en puissance, de ce qu'elle est aujourd'hui. L'Acte de 1802 fit si peu de sensation, que nous ne trouvons pas dans l'histoire des débats parlementaires[1] un seul mot qui rappelle la présentation du bill, ni ses lectures successives, ni les discussions auxquelles il a pu donner lieu. Mais il n'en est pas de même à l'égard de la lutte qui commence après la paix générale, lorsque la guerre industrielle va se déclarer entre les grandes nations qui reprennent les unes avec les autres leur commerce et leurs échanges.

Le promoteur vénérable de l'Acte de 1802, affligé de voir la loi dont il se sentait responsable éludée par l'astuce et la cupidité, frappé des abus renaissants et plus déplorables que jamais, le premier sir Robert Peel, le père du ministre illustre, renouvelle ses efforts. Dès 1815, il présente un nouveau bill à la Chambre des Communes pour étendre à tous les jeunes travailleurs la protection réservée aux seuls apprentis par le bill antérieur.

La Chambre des Communes, malgré l'évidente justice et l'humanité d'une semblable proposition, veut bien ne pas se trouver suffisamment informée; elle institue un comité d'enquête.

Les sessions de 1815, de 1816 et de 1817 sont absorbées par des recherches dilatoires.

En 1818, on s'occupe avec plus d'ardeur d'un nouveau bill sur les enfants des manufactures, dans lequel il était proposé que tous les jeunes travailleurs ayant moins de seize ans ne fussent pas assujettis, chaque jour, à plus de

[1] Hansard's Parliamentary debates.

douze heures de travail, y compris le temps des repas et l'instruction.

Un seul homme, c'est Wilberforce, devançant de prime abord ses contemporains, fait briller sur cette question un rayon de lumière, qui n'éclaire pas alors les esprits, et qui n'entraînera les convictions que quinze ans plus tard. Il ne peut approuver ni la classification proposée parmi les travailleurs, ni l'affectation d'un égal nombre d'heures imposées à toute la classe définie par un bill où la même dénomination d'enfants est appliquée, sans différence, à tous les travailleurs de neuf à seize ans. Il trouve injuste, il trouve cruel d'imaginer que des enfants de neuf ans soient capables de supporter un travail aussi prolongé que ceux de quatorze à seize ans. Il veut en conséquence proposer deux longueurs de travail, pour deux classes distinctes :

1re classe : Enfants de neuf à douze ans;
2e classe : Enfants de douze à seize ans.

Après trois années de recherches préparatoires et de retards habilement prorogés par de sourdes résistances, en 1818, les débats solennels commencent enfin dans la Chambre des Communes.

Le sophisme est sous les armes et s'empresse de combattre. Dans cet achat, ce louage, cette exploitation de la femme et de l'enfant en qualité de serviteurs des forces matérielles, en qualité, nous dirons presque de *serfs* des machines, l'idolâtrie des profits affecte de voir une liberté sainte! Elle ose en dresser l'autel sur le lieu du trafic, pour protéger ce qu'elle appelle, en sa langue de trafiquant, le *marché du labeur* (the market of labour); aussitôt la science arithmétique industrielle réclame, dans son âpre langage et pour ses inflexibles théories, le culte sans bornes de la liberté, sur ce marché du labeur où se négo-

cient, au jour le jour, le travail, la santé, la vie des femmes, des adolescents et des enfants.

La liberté! mais le vendeur ne l'a pas en Angleterre. Dans un pays qui passe en moins d'un demi-siècle de 8,000,000 à 16,000,000 d'habitants, malgré des émigrations immenses; dans un pays où la classe agricole ne peut pas même occuper avec parcimonie ses femmes et ses enfants, réduite qu'elle est au moindre nombre de mains sur un territoire exigu, tandis que le surplus affamé de toutes les classes offre ses bras à l'industrie, qui les remplace; avec une efficacité toujours croissante, par ses métiers, par ses moteurs; dans un tel pays l'offre du travail est toujours incomparablement supérieure à la demande. C'est donc l'acheteur qui dicte les conditions, dures ou non; c'est le vendeur qui les subit, et qui n'a pas la liberté du refus. L'ombre de cette liberté, si le vendeur ne l'a pas pour lui-même, le vendu, fils, fille, épouse de l'ouvrier, l'a bien moins encore, sous la puissance qu'il est du père, du tuteur ou du mari. C'est par conséquent du mineur, c'est de la femme qu'on dispose ainsi, sans les consulter, lorsqu'il s'agit de leur sort... On voit maintenant à quel point, pour aider l'intérêt industriel, on profanait ce nom sacré de liberté, qui fait tressaillir tous les cœurs et qui s'empare même des consciences.

Au milieu de ces débats parlementaires, des milliers d'ouvriers, pères de famille, adressaient à la Chambre des Communes d'humbles et pressantes pétitions : ils suppliaient qu'on les protégeât, dans la personne de leurs enfants, contre un travail immodéré dont ils ne pouvaient pas exiger la réduction à de justes limites. Leurs prières et leurs larmes déposaient contre la prétendue liberté dont on proclamait pour eux un exercice impossible et dérisoire.

Les pauvres pétitionnaires ne réclamaient pas seulement en faveur de leurs enfants. L'industrie moderne, qui donne à ses mécaniques le plus grand degré possible de vitesse, afin de multiplier en proportion son travail et ses bénéfices, cette industrie exigeait des ouvriers la plus grande force réunie à la plus grande agilité. Dès que l'âge où l'homme atteint la plénitude de la maturité se trouvait dépassé, dès que ses mouvements commençaient à s'appesantir, on le jugeait en décadence; on le trouvait vieillissant à quarante ans, et vieillard à quarante-cinq[1]! Aussitôt que les commandes alanguies commençaient à diminuer le travail des manufactures, on congédiait l'ouvrier entre ces deux âges. Lorsque l'activité du commerce renaissait, et que l'homme expulsé se présentait pour reprendre le travail, on le repoussait comme un manouvrier usé et fini....! Tel était le second motif qui portait les ouvriers à demander que la loi fixât une certaine longueur de journée qui, favorable aux deux extrémités de la vie, convînt plus doucement à l'enfance et plus longtemps à l'âge mûr.

A l'instant même, l'intérêt personnel attaque les réclamants qui faisaient entendre ces doléances et ces vœux. Les pétitionnaires, affirme-t-on en plein Parlement, c'est la lie, le rebut des classes qui devraient être laborieuses. On affecte de les regarder comme des fainéants en révolte contre l'emploi de leurs bras, contre la sueur de leur front! On les représente comme aveuglés par le fol espoir qu'en obtenant pour les jeunes travailleurs de moins longues et moins pénibles journées, les leurs se-

[1] En 1839, d'après des rapports concernant les fabriques de Manchester et de Stockport, sur 22,094 ouvriers des filatures, il y en avait seulement 143 ayant atteint leur *quarante-cinquième année* : ce n'est pas tout à fait *sept individus sur mille*.

raient en même temps raccourcies, sans pour cela rien perdre de leurs salaires. Ces médecins, ces ecclésiastiques, ces notables de tout état, dont le témoignage et les réclamations se joignent à celles des pères de famille intéressés, on les peint aussitôt comme des personnes vaniteuses, légères, complaisantes, irréfléchies, de peu de poids, et dont les suffrages doivent être comptés pour rien.

Voilà ce qu'on répétait aveo une assurance imperturbable jusqu'au moment où le très-honorable Robert Peel, défendant le bill présenté par son père, faisait, avec une éloquence austère, justice de ces dénégations dans la Chambre des Communes; et jusqu'au moment où, dans la Chambre des Lords, un célèbre évêque de Chester, dont le vaste diocèse[1] comprend les neuf dixièmes des manufactures soumises à la loi qu'on amendait, jusqu'au moment, dis-je, où ce prélat faisait entendre ces paroles, qu'on ne put pas, comme celles des ouvriers, infirmer en déversant sur elles le dédain et l'ironie : « Mon devoir d'ecclésiastique et de prélat, disait-il, était de visiter moi-même les nombreuses manufactures de mon diocèse, où tant d'êtres faibles, suivant les uns, ne souffraient rien, mais, suivant d'autres, souffraient beaucoup dans leur santé, dans leur moral, par l'effet d'un travail qui, prolongé sans mesure, les abrutit et les accable. J'ai rempli ce devoir; j'ai vu partout de mes yeux. Je déclare que l'excès du labeur est tel, qu'il ne compromet pas seulement les forces et les facultés des jeunes créatures épuisées ainsi, mais leur vie même! »

La Chambre des Lords, entraînée par ce puissant et

[1] L'évêché de Chester comprend en entier les comtés de Chester et de Lancastre, plus une portion des comtés de Cumberland et d'York, deux chapellenies du Derbyshire et cinq du Flintshire.

vénérable témoignage, accepta le bill déjà voté par la Chambre des Communes, et, peu de jours après, la sanction royale en fit l'Acte de 1819 : Acte qui protége, sans exception, tous les enfants employés dans les manufactures qu'il concerne.

Mais cette victoire, achetée par quatre ans de luttes et de retards, elle était réduite à ses moindres termes. Le vœu qu'avait le premier fait entendre le généreux Wilberforce n'était pas exaucé. La tendre enfance n'obtenait pas une plus grande protection que l'adolescence avancée, qui touche à la virilité. Douze heures de travail effectif pour tous les jours de la semaine, tel avait été le vote des Communes; telle était la journée définitive que devait subir l'enfance, à neuf ans comme à seize ans. Ce redoutable minimum aurait dû satisfaire l'avidité des maîtres les plus exigeants : il n'en fut rien.

On avait signalé l'insuffisance et l'inefficacité des inspections gratuites : on ne les salaria point. On ne prit aucune mesure pour les rendre vigilantes et fructueuses. On n'assura pas même aux inspecteurs des manufactures le droit de les visiter sans obstacles.

Ces lacunes de la loi, ménagées par ses ennemis, furent exploitées à plaisir; les limites du temps furent de moins en moins respectées, et l'abus alla jusqu'au point où l'intervention législative devint de nouveau nécessaire.

Ce fut un successeur de Fox à la représentation de Westminster, M. J. C. Hobhouse, qui, s'inspirant des sentiments généreux du grand orateur, attaqua dès 1825 les excès de travail qu'exigeaient de nouveau les manufacturiers anglais; il déclara, dans la Chambre des Communes, que les dispositions tutélaires des Actes de 1802 et de 1819 étaient indignement foulées aux pieds.

Le père de Sir Robert Peel, accablé sous le poids des ans et satisfait d'avoir été l'heureux auteur des deux premiers bills, n'en demandait pas un troisième. Son fils, si dévoué, si puissant pour faire adopter le second bill en 1819, était devenu plus tard secrétaire d'État; il déclarait, en 1825, qu'il combattrait toute concession nouvelle, tendante à réduire au-dessous de douze heures la journée des plus jeunes travailleurs employés aux manufactures.

Pour unique satisfaction, le jeune ministre donnera des ordres afin qu'il devienne possible aux individus chargés d'inspecter les manufactures d'en faire au besoin la visite.

Par l'Acte de 1825 (C. 63), trois heures sont retranchées au labeur de chaque samedi pour les jeunes ouvriers n'ayant pas plus de seize ans. Ces trois heures seront affectées aux soins de mise en ordre, de propreté, de réparations, qui se faisaient auparavant le matin de chaque dimanche.

La révolution profonde éprouvée non pas dans la nation, mais dans le gouvernement français, en 1830, agita par contre-coup les gouvernements de l'Europe entière. Dans la Grande-Bretagne, elle accéléra le changement d'un ministère et d'un système. Elle raviva la pensée de toutes les réformes : celle de l'électorat politique, celle du travail dans l'ordre industriel, signalèrent la dernière session du Parlement contemporain de nos trois journées.

En 1832, un nom jusque-là sans retentissement, celui de M. Saddler, s'attache avec honneur à la cause de l'enfance employée par les manufactures. Mais au moment où de tels efforts dans la Chambre des Communes semblaient toucher à la victoire, le Parlement est dissous. Chose rare en Angleterre! l'homme de bien qui pour-

suivait d'un zèle intrépide une réforme nationale, chère aux amis de l'humanité, M. Saddler n'est pas réélu.

Un patricien accepte la mission du plébéien pour accomplir l'œuvre populaire. C'est lord Ashley qui va s'emparer d'une arène où, pendant quatorze années, on le voit lutter avec une imperturbable constance.

Après une enquête que nous citerons comme un modèle, et qu'il a présidée, c'est lui qui propose et finit par faire adopter le célèbre bill de 1833, dans la première session du Parlement réformé.

Le trait principal et caractéristique de cet acte législatif est la réalisation de la pensée mise en avant par Wilberforce dès 1818 : c'est la distinction du travail en deux degrés, suivant les forces du jeune âge.

Sous le titre d'adolescents (*young persons*) sont compris les travailleurs de treize à dix-huit ans, et l'on défend d'exiger d'eux plus de soixante-neuf heures de travail par semaine. Pour les enfants au-dessous de treize ans, le travail journalier sera seulement de huit heures.

Une réduction si favorable à l'enfance n'a pas été remportée comme une conquête, après un combat où le ministère ait succombé : c'est d'un commun accord entre l'auteur du bill et le ministre de l'intérieur, lord Althorp, que la nouvelle classe et sa protection spéciale ont été votées.

Une autre innovation capitale et presque inouïe dans l'histoire de l'administration britannique, ce fut d'instituer une *Inspection générale du travail des manufactures*, salariée par l'État et fonctionnant au nom du Gouvernement.

Pour l'obtenir, il fallait affronter les sentiments britanniques les plus fiers et qui s'allient aux idées les plus généreuses. Le manufacturier, fût-il très-riche et très-puissant, n'allait plus être, comme le moindre paysan, roi

dans sa maison, de par les libertés anglaises! Le manufacturier britannique verrait un fonctionnaire du pouvoir exécutif entrer chez lui, de par la loi, pour s'enquérir si la loi régnait là sur le travail, et non l'arbitraire du maître! Mais trente ans d'abus odieux à l'humanité, trente ans d'excès commis contre l'enfance, trente ans d'incurie, de mollesse et d'insuffisance trop démontrées chez les juges de paix, inspecteurs légaux et primitifs, cette impunité sans terme avait fini par révolter le Parlement. Elle avait fini par le pousser à l'une des mesures qu'on pouvait le moins espérer de ces Communes ombrageuses et fières, qui ne croient jamais trop défendre les libertés contre le pouvoir.

On institua quatre inspecteurs généraux des manufactures, secondés par des sous-inspecteurs. On en fit des magistrats considérables; on les traita comme on traite en Angleterre les fonctionnaires sur lesquels doit peser une grande responsabilité morale, en lutte avec des intérêts opulents. On sut les rétribuer avec la générosité intelligente d'un peuple riche et digne de l'être.

Le Gouvernement justifia la confiance du Parlement par l'excellence de ses choix. Les inspecteurs généraux, dont les rapports périodiques sont adressés au Parlement et publiés sans altérations, sans suppressions intéressées, sont des hommes à la fois éminents par leurs talents et leur caractère.

C'est à partir de leur nomination que des lumières certaines ont été fournies aux ministres, ainsi qu'aux législateurs, sur la vraie situation des manufactures, sur la durée, sur la nature des travaux et sur l'influence des lois qui protégent l'adolescence et l'enfance.

Nous avons dû faire une étude approfondie de cette situation qui, seule, a pu conduire au but en Angleterre.

Nous l'avons étudiée dans son action, dans toutes les difficultés qu'elle a rencontrées d'abord et dont elle a fini par triompher, dans les faits qu'elle a constatés, et qui sont devenus pour nous les résultats précieux d'expériences authentiques.

Postérieurement au bill de 1853, on a prouvé qu'en Angleterre, pour les fabriques textiles, l'extrême rapidité du mouvement imprimé par les mécanismes rendait nécessaire de réduire à onze heures par jour le travail humain. On ne croyait pas que la loi pût imposer cette condition au labeur de l'homme, supposé maître de ses actions. Le législateur se fit le tuteur des filles et des femmes, comme il l'était des enfants et des adolescents; il fut défendu de les faire travailler plus de onze heures par jour, sans parler des trois heures retranchées chaque samedi. Le travail des manufactures exigeait impérieusement le concours de tous ces êtres plus faibles, mais beaucoup moins rétribués; la loi, par le fait, vint également au secours des hommes.

On jugera de l'assertion que nous avons faite sur l'énorme proportion des adolescents et des femmes dans le tableau suivant donné, dès l'année 1833, par les inspecteurs généraux des manufactures. Il a pour nous l'avantage de faire connaître le degré d'avancement des manufactures textiles à cette époque.

En 1833, on comptait dans les trois Royaumes 1,819 fabriques en activité pour filer et tisser les cotons. Ces fabriques avaient des moteurs mus par la vapeur ou par l'eau, d'une force de 59,804 chevaux, équivalente à la force de 239,236 hommes adultes.

Ces mêmes établissements occupaient la population suivante :

		SEXE	
		MASCULIN.	FÉMININ.
Enfants de 13 ans		7,106	5,221
Adolescents	de 13 à 16 ans	30,522	37,034
	de 16 à 20 ans	20,282	41,457
Adultes au-dessus de 20 ans		55,031	62,633
Totaux par sexe		112,941	146,345
Total des deux sexes		259,286	

Les deux sexes ainsi répartis représentent approximativement la force physique de 150,100 hommes adultes.

Et nous avons trouvé l'équivalent de 239,236 hommes adultes pour forces motrices d'eau et de vapeur.

Ainsi, dès 1833, les forces motrices de l'eau et de la vapeur *surpassaient de moitié* les forces humaines employées dans les fabriques de coton.

Tout ce travail était employé pour mettre en œuvre 133,210,700 kilogrammes de cotons importés pour la consommation, à très-peu d'exceptions près.

Il est intéressant de connaître les forces de la fabrique de moyenne grandeur, déduite des données que nous venons de présenter.

Forces de la fabrique moyenne de coton, entre 1830 et 1840.

Forces de vapeur et d'eau, 31 chevaux équivalents à 217 adultes.

Adolescents	féminins	46
	masculins	32
Adultes	féminins	55
	masculins	30
	Total des travailleurs	163

Il sera curieux de comparer cette énorme concentration de travailleurs, sous le pouvoir absolu d'un seul manufacturier, avec la répartition des travailleurs, même dans cette Angleterre si renommée pour son système de grandes cultures.

ÉTAT DE L'AGRICULTURE D'ANGLETERRE EN 1851.

	FERMIERS.	LABOUREURS sous leurs ordres.
		Adultes.
	223,280	665,651
Fermes n'occupant pas 10 ouvriers................	207,149	353,944
Fermes occupant 10 ouvriers et plus...............	17,335	349,597

Forces moyennes des plus grandes fermes d'Angleterre.

Travailleurs adultes..........................	20
Femmes..	8
Adolescents....................................	5
Travailleurs effectifs de la grande ferme moyenne.....	33
Travailleurs de la fabrique moyenne de coton.......	163

C'est-à-dire que l'aristocratie textile du coton, qui va faire bientôt une âpre guerre à celle de la terre, l'aristocratie manufacturière dans sa fabrique de moyenne importance, tient sous la loi de son travail cinq fois autant de personnes que la grande ferme moyenne. C'est un résultat qu'il importe de graver dans notre mémoire.

§ 3. LES OUVRIERS ET LES MACHINES.

Nous venons de considérer, surtout dans leurs rapports avec les êtres faibles, les femmes et les enfants, l'influence des machines. Il faut considérer actuellement dans leur action combinée les ouvriers en général et les moyens mécaniques.

Parmi les éléments de sa supériorité productive, l'Angleterre place avec raison, à côté de ses ouvriers, les machines fabriquées par ses ouvriers.

Dès 1781, sur la demande des manufacturiers en produits textiles, un Acte du Parlement interdisait, sous peine de confiscation et d'amendes considérables, l'exportation des mécanismes, qui prenaient alors un si grand développement, pour la mise en œuvre du coton, de la laine et de la soie; la pénalité s'étendait à l'équipage, au capitaine et même au navire *confiscable* qui faisaient cette contrebande.

Après la paix de 1783, on entreprit aussi de mettre obstacle à l'embauchage des artisans qui fabriquaient les métiers et les machines. Quand ils voudront aller à l'étranger, on leur fera déclarer, sous serment, que ce n'est pas pour y travailler de leur état. S'ils reviennent après avoir faussé leur serment, ils seront passibles des peines les plus graves.

La guerre, presque incessante, poursuivie entre la France et la Grande-Bretagne de 1793 à 1814 fut un obstacle bien plus grand que les prohibitions.

Mais, à partir de la paix générale, un double effet se produisit : les Européens s'appliquèrent par tous les moyens à connaître, à s'approprier, et les mécanismes anglais et les constructeurs de machines avec leurs artisans.

Dans la crise occasionnée par le passage de l'état de guerre à l'état de paix, entre 1815 et 1820, un nombre considérable d'ouvriers anglais furent privés de travail par la suppression presque absolue des commandes militaires et par les premiers effets d'une concurrence de tous les peuples avec l'Angleterre, qui cessait d'avoir le monopole des mers.

Le Gouvernement britannique s'effraya de la turbulence et des agitations factieuses imprimées aux masses inoccupées; il ferma les yeux sur l'écoulement temporaire de ce trop-plein de travailleurs exaspérés par le manque de travail. On estime qu'il en est parti *quinze mille*, sortis des ateliers les plus divers, pour aller servir d'initiateurs et de guides aux ateliers du continent européen.

On cessa pareillement de se montrer très-sévère sur la sortie d'un grand nombre de machines; l'achat qu'en faisait l'étranger donnait aux ateliers anglais un emploi dont ils éprouvaient un besoin si pressant et si nouveau.

On essaya toutefois de faire des distinctions. On permit la sortie des machines qui n'avaient rien d'inconnu et qu'on pouvait appeler générales, parce qu'elles pouvaient s'appliquer à des industries très-diverses; mais on continua l'interdiction à l'égard des mécaniques spéciales, propres aux industries productrices, et surtout à celles du tissage et des filatures.

Aussitôt, pour éluder la défense, on décomposa les mécaniques dont l'ensemble ne pouvait pas sortir, afin d'en exporter les pièces propres à divers usages, et contre lesquelles le texte absolu des exclusions ne pouvait pas être opposé. A l'égard des parties essentielles qu'on ne pouvait pas faire ainsi passer, la contrebande, moyennant une certaine assurance, surmontait la difficulté.

L'exportation des machines, gênée de la sorte, acqué-

rait cependant par degrés plus d'importance; dès l'année 1822, sa valeur était assez grande pour commencer d'être écrite sur les tableaux officiels du commerce britannique: on l'y voit portée pour la somme de 2,905,500 francs. En 1823, elle atteint le chiffre de 3,946,150 francs.

Les fabricants de machines et de mécaniques, ayant redoublé d'efforts, étaient devenus de plus en plus nombreux et riches. Ils firent entendre des réclamations assez puissantes pour que la Chambre des Communes instituât, dès 1824, une enquête où sont révélés les faits les plus précieux. On y voit quelle était la concurrence de l'Angleterre avec les autres nations pendant la première période décennale écoulée depuis la paix générale.

Cette enquête fut dirigée avec une impartialité, une habileté, une finesse remarquable, par Joseph Hume, cet ennemi froid, étroit, systématique, des dépenses que fait l'État, eussent-elles pour but l'organisation vitale des forces défensives qui sont l'honneur et la sécurité de la patrie.

Déjà des constructeurs anglais du premier ordre, les Manby, les Wilson, les Edwards, les Dixon, les Cockerill, etc., se sont transportés en France, en Belgique, en Russie. Ils ont créé de vastes ateliers pour confectionner, par les procédés anglais, des machines empruntées à l'Angleterre; ils sont amplement pourvus d'ouvriers anglais. Les prohibitions qu'avait imaginées le législateur britannique étaient donc de ce côté restées sans efficacité.

Les établissements qu'on vient de citer ne fabriquaient pas toutes leurs pièces; ils demandaient à l'Anglèterre les parties les plus avantageuses à tirer de cette source et se bornaient à confectionner les autres.

Les Anglais pouvaient supposer, s'ils avaient permis la sortie de leurs mécanismes, qu'ils auraient empêché la

création d'ateliers sur le continent pour en construire de semblables; cette espérance eût été vaine.

A l'égard des mécaniques délicates de filature et de tissage, on calcule qu'au bout de peu d'années il faut presque autant d'ouvriers pour les réparations et l'entretien de l'ensemble que pour la confection des machines neuves. En premier lieu, des ateliers d'entretien se seraient formés pour satisfaire à ce besoin; en second lieu, les mêmes ateliers, voulant produire par eux-mêmes, seraient devenus bientôt après des ateliers de création.

Je ferai voir, *Rapport du VIII[e] Jury, Arts de la marine et de la guerre*, comment cet effet s'est produit dans les arsenaux de la France.

Naturellement, en Angleterre, les manufacturiers de filatures ou de tissages s'opposaient avec énergie à la sortie des mécaniques. Ils y voyaient un grave danger pour leurs commerces respectifs; ils y trouvaient au moins la diminution de leurs avantages sur les concurrents étrangers. De leur côté, les constructeurs anglais se figuraient qu'avec la libre sortie, le monde entier n'accepterait plus de machines que de la main des Anglais.

Le prudent Huskisson, si défavorable en principe aux prohibitions, a cependant prié la Commission d'enquête de n'en pas proposer la levée pour les machines; il a fallu vingt-neuf ans de paix générale avant qu'on ait enfin concédé cette mesure. Les effets ont également déçu les espérances que les uns fondaient sur cette liberté et les craintes exagérées de ceux qui la redoutaient.

En premier lieu, Manchester, loin d'être ruinée par cet Acte, n'a pas cessé de prospérer, et ses cotons de se vendre à l'univers avec un avantage immense.

En second lieu, les constructeurs de machines, loin de fournir au monde entier la totalité des machines nouvelles,

ne lui fournissent pas le dixième de celles que les nations confectionnent pour elles-mêmes.

Mais cette fraction offre encore un progrès assez magnifique pour consoler un peu l'inépuisable ambition des constructeurs britanniques.

Dans le quart de siècle écoulé depuis l'enquête sur la sortie complétement libre des machines, les exportations annuelles offrent les progrès qui suivent :

Exportations progressives des machines, métiers, etc.

En 1824, à l'époque de l'enquête.......	3,241,125	francs.
En 1842, l'année qui précède la sortie complètement libre....................	13,861,375	
En 1851, l'année de l'Exposition universelle.	29,215,276	
En 1853, dernière année de paix universelle.	49,638,400	

Je reviens aux ouvriers employés soit à la construction, soit à l'emploi des machines et des métiers.

Des machines-ouvriers appelées machines-outils.

Les Anglais avaient sur les autres nations une incontestable supériorité pour leur confection du fer par voie de laminage, pour l'art de produire et d'épurer ce métal, pour l'habileté de leurs ouvriers à travailler, sous toutes les formes et dans les dimensions les plus colossales, la fonte, le fer et l'acier.

Dans les temps réguliers de prospérité commerciale, il fallait payer à des prix exorbitants ces ouvriers qui joignaient une force athlétique à la dextérité, à la longue expérience ; quand les commandes étaient soudaines et considérables, on ne pouvait improviser les instruments animés.

Dès que la production industrielle eut repris sa marche

ascendante, la population des mécaniciens travailleurs habiles cessa de suffire aux besoins extrêmes des nouvelles manufactures, des chemins de fer, etc. On y suppléa par les *machines-outils*.

Le propre de ces inventions, qu'on a perfectionnées, variées et multipliées, est d'accomplir d'elles-mêmes, avec une exactitude mathématique, les opérations qui demandaient auparavant les mains les plus exercées soit pour rendre planes, ou circulaires, ou spirales, etc., des surfaces, soit pour diviser des espaces rectilignes, ou des cercles, ou des cylindres, ou des cônes. Tout cela s'accomplit sans exiger d'un surveillant d'autre participation que le soin de mettre le mécanisme en mouvement et de l'arrêter à propos : on remplace ici le labeur pénible ou délicat des bras et de la main par la simple surveillance de l'œil et de l'intelligence.

Ces perfectionnements ont été produits en abondance à l'époque même qui les réclamait impérieusement, c'est-à-dire de 1820 à 1840.

L'Exposition de 1851 présentait les plus beaux modèles de ces machines-outils inventées ou perfectionnées par des Anglais et des Français.

Voilà précisément le genre de machines qui pouvait être le plus désirable pour les nations rivales de la nation britannique, et celui qui pouvait le mieux suppléer au nombre trop petit de ces ouvriers excellents dont le talent n'arrive à la maturité qu'après une longue expérience.

Malgré des secours aussi puissants, aussi nombreux, fournis aux nations concurrentes, malgré la possibilité de se procurer librement et des machines et des ouvriers constructeurs anglais, il existe encore des genres nombreux et du premier ordre pour lesquels la Grande-Bretagne conserve une incontestable supériorité. Elle possède en

premier lieu, sur presque toutes ses rivales, la supériorité du plus bas prix à qualités égales.

Avec du combustible qui coûte un centime par kilogramme, avec du fer en gueuse produit à huit centimes également par kilogramme et rendu dans les ports ; avec des chemins de fer et des canaux qui conduisent à la mer aussi rapidement qu'à bon marché ; avec des navires sans nombre, qui vont partout et prennent des chargements, parmi lesquels une foule de machines peuvent entrer pour ainsi dire par-dessus le chargement ; quel peuple étranger soutiendrait sur les marchés neutres une concurrence étendue et sérieuse ?

Les Anglais tiennent donc, sans aucune espèce de contestation, le premier rang pour le commerce des machines ; les nations les plus avancées, prises ensemble, n'égalent pas le tiers des ventes qu'ils opèrent sur cet article important.

J'ai parlé des ouvriers qui construisent les machines ; il est une autre classe bien plus nombreuse, et par là plus importante : c'est celle des ouvriers qui mettent en action les machines et les métiers, ouvriers que les Anglais, par une singulière altération du langage, appellent des mécaniques (*mechanics*).

Lorsque les inventions des mécaniciens ont successivement opéré la conquête de classes entières de travaux à la main, les ouvriers privés d'ouvrage et ceux qui craignaient d'en être privés par des moyens analogues ont pris en haine furieuse les machines mêmes qui leur faisaient cette concurrence fatale.

A certaines époques, des villes ont été célèbres, Nottingham entre autres, comme le foyer des conspirations, des émeutes et des actes destructifs contre les métiers mécaniques. C'était après 1809, à l'époque où l'invention

des métiers à tulle commençait une série de perfectionnements portés si loin dans cette ville ingénieuse.

Par degrés, les progrès du commerce, occasionnés par le bon marché qui résultait de l'emploi des machines, n'ont pas seulement compensé pour les travailleurs la diminution de leur travail relatif; dans un court espace de temps, il a fallu plus d'ouvriers, quoique bornés au service intelligent des machines, lesquelles font à leur tour fonction de simples manœuvres. Par cette compensation, la bonne intelligence est revenue entre les travailleurs et les instruments modernes du travail.

Dans l'historique du travail des enfants employés aux manufactures, on a vu combien la difficulté de se procurer des travailleurs avait favorisé l'excessive longueur des journées. On a vu comment par degrés on a réduit à 12 heures, à 11 heures, le temps du travail dans les fabriques textiles, les plus riches de toutes en Angleterre.

Les inspecteurs généraux des manufactures ont fait des recensements précieux qui montrent bien le progrès de ces manufactures et des forces motrices appliquées à seconder le travail des ouvriers.

PROGRÈS COMPARÉ DU TRAVAIL DES MANUFACTURES TEXTILES DE 1825 À 1839.

FORCE MÉCANIQUE (EAU OU VAPEUR).	CHEVAUX DE FORCE.	OUVRIERS EMPLOYÉS.
Année 1825	52,960	250,590
Année 1839	102,077	423,636
Différence	49,117	173,046

En 1825, 1 cheval de force motrice par 5 ouvriers;
En 1839, 1 cheval de force motrice par 4 ouvriers.
Accroissement de la force motrice, 94 p. o/o;
Accroissement du nombre des ouvriers, 69 p. o/o.

Nous ferons remarquer ici que la majeure partie des travaux textiles était autrefois exercée dans les campagnes par les adolescents, par les femmes pour la filature, et pour le tissage par des laboureurs ou de petits fermiers, dans les moments que l'agriculture n'absorbait pas.

Par degrés, ces occupations ont été ravies aux travailleurs de la campagne ; en même temps on s'est efforcé de perfectionner tous les instruments du labeur agricole : la mécanique s'est emparée du battage, du criblage, souvent même du semis, et d'une foule d'autres opérations. On a pour ainsi dire chassé les enfants et les femmes de l'agriculture anglaise, en même temps qu'on réduisait progressivement le nombre des hommes.

Ces explications feront comprendre le tableau suivant :

PROPORTION DES HOMMES DE VINGT ANS ET PLUS EMPLOYÉS PAR L'AGRICULTURE EN 1841.

	TOTAL DES ADULTES.	CLASSE AGRICOLE.
Angleterre	1,000,000	245,817
Écosse	1,000,000	253,647
Pays de Galles	1,000,000	243,805
Irlande	1,000,000	661,901

Ainsi partout, excepté dans l'Irlande, la classe agricole était tombée dans une effrayante minorité.

Nous terminerons par une dernière et grave observation sur l'inégal emploi des deux sexes dans les travaux de l'agriculture anglaise; les jeunes adultes en sont exclus à moins de 4 p. o/o près, et les filles au-dessous de 20 ans occupées ne sont pas la deux-centième partie de celles qui servent à d'autres professions. Sous ce point de vue, le tableau suivant mérite l'attention la plus profonde :

OCCUPATIONS COMPARÉES DU PEUPLE ANGLAIS.

	POPULATION	
	employée À L'AGRICULTURE.	de toutes LES PROFESSIONS.
Hommes de 20 ans et plus..........................	25,679	100,000
Hommes au-dessous de 20 ans..........................	23,317	100,000
Femmes de 20 ans et plus..........................	3,422	100,000
Femmes au-dessous de 20 ans..........................	1,847	100,000

Il est impossible de ne pas déplorer un état de société qui présente une aussi grande inégalité d'occupations dans les ménages qui vivent de l'agriculture. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous décrirons la situation incomparablement meilleure des ménages dans les campagnes de la France.

§ 4. AVANCEMENT DE L'ANGLETERRE EN 1840.

Lorsqu'ils arrivaient à la fin de 1839, les Anglais avaient traversé l'une des périodes les plus difficiles et les plus laborieuses de leur existence nationale; ils atteignaient avec un plein succès au terme d'un quart de siècle

écoulé depuis la fin de la guerre générale. La lutte avait été librement soutenue contre toutes les nations, et sur les marchés des trois Royaumes britanniques, et sur les marchés extérieurs. Partout l'Angleterre obtenait un avantage marqué : elle avait, pour certains genres, conquis la prépondérance absolue; pour d'autres, elle avait pris rang parmi les concurrents les plus industrieux, les plus riches et les plus entreprenants.

Jamais la navigation britannique n'avait été plus active. En ajoutant l'entrée des cargaisons extérieures et la sortie des cargaisons tirées de l'intérieur, les navires britanniques offraient les tonnages qui suivent :

ANNÉES.	NAVIRES	
	BRITANNIQUES.	ÉTRANGERS.
1820	3,087,913	780,042
1830	4,282,189	1,517,196
1840	5,216,159	2,281,674

La majeure partie de cette grande navigation était encore accomplie par des bâtiments à voiles, qu'on essayait de rendre plus rapides, plus grands et manœuvrés par un plus petit nombre d'hommes, relativement à leur tonnage, et, par conséquent, accomplie avec une économie toujours croissante.

A côté de l'antique marine à voiles, lentement améliorée, une autre marine déployait ses progrès merveilleux.

A la fin de la guerre, en 1815, la navigation par la vapeur était, pour ainsi dire, nulle sur les rivières et les canaux d'Angleterre; en 1820 seulement, elle commen-

çait de naître pour les traversées de mer. Voici ses progrès gigantesques en seize ans :

NAVIRES À VAPEUR EXISTANTS DANS LES TROIS ROYAUMES.

ANNÉES.	NOMBRE.	TONNEAUX.
1814	1	69
1820	17	3,018
1830	203	30,009
1840	560	87,539

Depuis 1836, on traversait l'Atlantique à l'aide de la vapeur; des voyages de 50 à 30 jours ont été réduits à 12, 11 et 10 jours.

En 1826, l'année des folles entreprises, *bubble-year*[1], une vive impulsion était imprimée à la construction des navires à vapeur, et présentait 8,638 tonneaux d'enregistrement maritime. Ce nombre diminue jusqu'en 1830; il reprend une marche très-ascendante en 1834 et 1835, où l'on se prépare à la navigation transatlantique.

Quelques observateurs superficiels imaginèrent que la navigation par la vapeur rendrait l'art nautique inutile et ferait disparaître une des grandes sources de supériorité du peuple britannique; le contraire allait arriver. J'en ai montré les motifs dans le Rapport du VIII[e] Jury.

L'étranger ne pouvait suivre la Grande-Bretagne dans sa rapide extension de la marine à vapeur pour le service des voyageurs; elle transportait dix passagers et dix tonneaux de produits précieux quand l'étranger en transportait un.

[1] L'année des bulles de savon.

Depuis 1830, un moyen nouveau s'était développé pour la rapidité, jointe à l'économie, des communications par terre. Afin d'exécuter les chemins de fer propres aux transports les plus rapides des voyageurs et des marchandises, les citoyens demandaient et le Parlement autorisait la concentration des capitaux recueillis sur les bénéfices d'un peuple qui s'enrichissait de plus en plus.

	NOUVEAUX CHEMINS.	EXTENSION DES ANCIENS.	VALEUR EN FRANCS.
De 1826 à 1830	26	18	81,684,650
De 1831 à 1835	28	34	393,835,725
De 1836 à 1840	49	98	1,186,095,600
Totaux	103	150	1,661,615,975

Dans les quinze ans qui suivront, le peuple britannique fera plus que tripler cette somme. En trente années, il aura réalisé pour sept milliards de travaux sur ses nouveaux chemins de fer; et, loin d'être épuisé par de semblables sacrifices, il sera prêt à de nouvelles entreprises. Par conséquent, on le voit, un progrès si prompt et si vaste, 103 chemins nouvellement créés et 150 agrandis, le tout au prix de 1,662 millions, loin de tarir l'idée nouvelle, n'en étaient, pour ainsi dire, que l'inauguration.

Tandis qu'on rattachait, avec cette grandeur et cette rapidité, les centres principaux de population, ces centres eux-mêmes accroissent Manchester avec une vitesse correspondante à leur population.

La vapeur donnait aux ateliers des cités une force motrice illimitée. Auparavant, il fallait placer les fabriques

sur des cours d'eau, en des vallons isolés, pour profiter de leur puissance.

Pour caractériser ce mouvement par un grand exemple, il nous suffira de citer Birmingham, la cité métallurgique.

En 1814, à la fin de la guerre, Birmingham n'avait encore que 42 machines à vapeur. Dès 1820, elle en comptait plus de 60; en 1830, elle en possédait 120; et dix ans plus tard, elle en avait 240. Ainsi, le nombre de ces puissants moteurs avait sextuplé dans un quart de siècle.

Manchester, Leeds, Sheffield et dix autres cités manufacturières présentaient le même progrès. Sheffield a fini par consommer chaque année, pour ses machines à vapeur, ses foyers et ses fourneaux, 500,000,000 kilogrammes de houille.

J'ai dit comment la source de tous ces progrès appartenait à deux matières premières, la houille et le fer : l'une extraite et l'autre fabriquée à des conditions de plus en plus économiques.

ANNÉES.	FER FABRIQUÉ dans la Grande-Bretagne	FER EXPORTÉ de la Grande-Bretagne	HARDWARES EXPORTÉS.
	Tonneaux.	Tonneaux.	Tonneaux.
1820............................	400,000	83,860	6,697
1830............................	800,000	116,116	13,369
1840............................	1,500,000	268,328	14,925

Les fabricants de fer, qui ne savaient que faire, en 1826, pour sortir de l'avilissement des prix où les avait jetés une production excessive, avaient réussi. Les chemins de fer prenaient un développement immense en Angleterre, en Europe, aux États-Unis d'Amérique.

L'éclairage de toutes les cités britanniques s'était accompli de 1811 à 1840. Les capitalistes anglais, en compagnie avec les maîtres de forges, entreprenaient d'éclairer sur le continent un nombre toujours croissant de riches cités, auxquelles ils fournissaient le fer nécessaire aux tuyaux de conduite, aux gazomètres, aux appareils producteurs; ils inondaient l'Allemagne de leur métal; ils faisaient reculer la production des États-Unis à force d'*invasion*.

L'étranger s'empressait d'aller chercher en Angleterre la matière brute qui produisait tant de merveilles. Aussi voyons-nous qu'il achète à l'Angleterre :

	Tonn. de houille.
En 1820	249,119
En 1830	502,492
En 1840	1,606,316

Ainsi, dans la première période décennale, avant la création des chemins de fer accélérés, l'exportation de la houille anglaise s'accroît seulement de 253,373 tonnes.

Et dans la seconde période décennale, où chacun veut créer des chemins de fer et des locomotives consommatrices de houille, ce n'est plus seulement le quart d'un million de tonneaux de ce combustible, c'est d'un million 100,000 tonneaux que l'étranger accroît ses emprunts à l'Angleterre.

Ces prospérités du commerce extérieur sont simplement le reflet au dehors de la vitalité progressive de l'intérieur : *Intus alit spiritus;* elle grandit dès sa source; elle coule à flots qui grossissent à mesure qu'ils avancent, comme ceux des plus vastes fleuves.

Voilà le moment que vont choisir les plus audacieux de tous les industriels pour jeter le cri de misère, de ruine

et de dépopulation dans la Grande-Bretagne, en soulevant des passions qui vont la faire trembler.

Avant de suivre le mouvement dont l'univers entier s'est ému, disons un mot sur le sort du peuple au milieu des progrès dont nous venons de mesurer la vitesse.

Cette admirable longévité de l'Angleterre, supérieure à celle de la plupart des autres nations, faut-il l'attribuer à sa grande industrie? Non; car, si nous prenons les sept comtés qui constituent l'orbe de Liverpool d'un côté, Londres de l'autre et le reste de l'Angleterre, nous trouvons :

	NOMBRE D'INDIVIDUS décédés.	AGRICULTEURS par MILLE HABITANTS.
Dans la capitale........................	1 sur 40	zéro.
Dans l'orbe manufacturier de Liverpool.......	1 sur 41	104
Dans le reste de l'Angleterre, où prédomine l'agriculture........................	1 sur 52	334

Il ne faut pas faire un crime à l'industrie manufacturière de l'Angleterre d'un inconvénient qu'elle porte avec elle, d'entraîner une mortalité plus grande que les travaux en plein air de l'agriculture, avec ses fatigues et sa pénible mais fortifiante existence.

Il faut seulement exiger que l'industrie rende ses ateliers de moins en moins insalubres, ses travaux moins dangereux, ses sinistres, ses désastres moins funestes. On peut espérer ainsi de diminuer quelque chose à la mortalité supérieure qui n'a pas cessé de peser sur elle.

Enfin, l'on doit s'étonner que l'Angleterre, dans les comtés mêmes où l'industrie prédomine, ne présente pas une mortalité plus grande.

Le comté de Lancastre, par exemple, celui des plus grandes cités : Manchester, Liverpool, Bolton, Preston, etc., présente cet affligeant résultat : *1 décès par an sur 35 vivants;* c'est-à-dire un tiers de décès de plus que dans les comtés agricoles.

Voilà les faits qui résultent des relevés authentiques opérés par le Gouvernement pour constater les mouvements de la population. J'ai voulu les reproduire avant de relater les faits de la guerre suscitée au nom de l'industrie contre les intérêts de l'agriculture britannique.

§ 5. LA LIGUE CONTRE LA PROTECTION DE L'AGRICULTURE.

Il n'entre pas dans ma pensée de me prononcer sur une mesure prise par les Anglais : celle de supprimer d'un seul coup toute protection à leur agriculture.

Ce qui me frappe, ce sont les moyens employés pour contraindre le législateur par toutes les voies d'agitation et d'*intimidation*. C'est l'établissement d'une *ligue* conduite avec une étonnante habileté, organisée avec profondeur, administrée avec talent, et présentant le mélange incessant de l'audace pour avancer, de la circonspection pour ne pas se compromettre.

La ligue contre la loi des céréales est un digne sujet d'études, un sujet aujourd'hui plus important que jamais. Car une ligue nouvelle, formée contre le Gouvernement, ne changerait plus seulement les lois économiques ; elle pourrait renverser la constitution.

Lorsqu'une partie du peuple grandit plus vite que l'autre en nombre, en richesse, en commerce ; lorsqu'elle forme exclusivement la population des cités, il est dans la nature des choses qu'elle souhaite accroître à la fois toutes ses influences et modifier les lois à son bénéfice :

elle finit par le vouloir, fût-ce au détriment de l'autre portion du peuple, qui croît moins vite et qui perd ses moyens de défense relative.

Telle est la situation que discernèrent avec une vive pénétration quelques manufacturiers secondaires de l'orbe de Liverpool, et surtout ceux du comté de Lancastre. L'agriculteur dans cet orbe ne figurait plus que pour *un dixième*, et dans ce comté que pour *un treizième* de la population totale; on pouvait les compter pour rien.

En 1838, une récolte mauvaise avait produit une hausse prononcée dans le prix des céréales; il fallait en tirer parti. L'automne avançait, et bientôt le Parlement allait ouvrir sa session : c'était l'instant d'oser. Les agitateurs, constitués à Manchester en Comité provisoire, s'adressent à la Chambre de commerce de cette ville, Chambre qui dirige l'opinion de tout un vaste pays; ils expriment le vœu qu'elle use du droit de pétition et qu'elle intercède contre les lois qui régissent l'importation des céréales étrangères. Cette demande ne peut pas être refusée. Une pétition, rédigée avec modération par les principaux commerçants, directeurs de la Chambre, se bornait à solliciter la révision de ces lois; elle est attaquée ardemment comme insuffisante. Alors apparaît pour la première fois un homme que la lutte aura bientôt rendu fameux : c'est M. Cobden, fils d'un petit fermier du comté de Chester, et, par son intelligence, devenu possesseur d'une *teintarerie de calicot* dans la ville de Stockport. Il présente un contre-projet qui tranche hardiment une solution signalée seulement par les directeurs; comme il flatte avec adresse les intérêts, les passions et surtout la peur de perdre, chez les industriels de son pays, il réussit.

La nouvelle pétition commence par établir les motifs *qui*

font trembler pour l'avenir de l'industrie de Manchester et du Lancastre tout entier! Elle affirme que l'Angleterre n'a plus la supériorité sur l'Europe pour les canaux et les routes si nécessaires à la prépondérance de son commerce. Elle l'affirme! lorsque déjà quatorze cent quarante-cinq millions [1] engagés dans les entreprises de chemins de fer, et comme un premier appoint, mettent l'Angleterre en avance d'un siècle sur l'ancien monde.

Les pétitionnaires voient *avec une grande alarme* la rapide extension des fabriques étrangères; ils déplorent la diminution qui s'est faite d'un commerce lucratif. Ils attestent que la valeur de leurs ventes en Europe, au lieu d'augmenter, a décru depuis la fin de la guerre! Pour signaler un des progrès effrayants de l'étranger, la Saxe, affirment-ils, a devancé l'Angleterre pour le tissage spécial de la bonneterie. Sur cet article, l'hyperbole va jusqu'à dire que les Saxons vendent quatre fois plus que l'Angleterre, et que leurs envois aux États-Unis dépassent ceux de l'Angleterre au monde entier! L'Europe fait des progrès immenses dans l'industrie générale des cotons, et la Grande-Bretagne est menacée de perdre *la prépondérance* de sa plus riche industrie. Après ces allégations, si peu d'accord avec les faits, le projet fait dire aux membres de la Chambre de commerce :

« Nous déclarons ici notre conviction solennelle sur la situation *périlleuse* où se trouve notre industrie; à moins qu'elle ne soit secourue sans perdre de temps; à moins qu'on ne la délivre, *sans aucun retard*, de tous droits protecteurs sur le blé et sur tout autre objet de subsistance : sans cela, notre situation aura pour résultat certain de transférer notre industrie chez les nations rivales.

[1] Somme exacte au 31 décembre 1838 : 1,444,711,100 francs.

La pétition n'allègue pas seulement des intérêts et des faits plus ou moins inexacts ; elle proclame ce qu'elle appelle *un principe éternel* de justice commerciale. Elle invoque *un des droits de l'homme :* le droit inaliénable d'échanger *librement* le fruit de son propre labeur avec les produits d'un autre homme. Ici la théorie interprète la liberté par la suppression de toute taxe établie sur un objet de trafic : c'est la morale et la logique du libre échange.

Si nous sortons un moment du point de vue britannique, nous serons frappés d'un fait : c'est que les agitateurs de Manchester se gardent bien de réclamer la mise en pratique de leur libre échange pour arriver à l'égalité des fabrications et des résultats commerciaux entre tous les peuples. Ils réclament une législation qui ne permette pas à l'Europe d'approcher d'une supériorité qu'ils affectent de croire en péril. Ce qu'ils désirent est d'obtenir une législation qui, de plus en plus, accroisse la prépondérance des fabriques d'Angleterre sur celles du continent : cette supériorité, n'est-ce pas d'ailleurs le vœu perpétuel et naturel du grand et du petit commerce britannique?

Mais les ouvriers des fabriques anglaises, voyant qu'on affecte de craindre la supériorité des manufactures étrangères où les travailleurs sont payés *d'autant moins* qu'ils ont le pain *à plus bas prix,* ils en concluent que l'on veut en définitive porter atteinte à leur salaire ; en conséquence, ils repoussent les prétentions libre-échangistes[1].

Revenons à la Chambre de commerce de Manchester. Il ne faut point s'étonner si les principaux directeurs n'ont pas accepté sans opposition tous les termes d'une pétition si tranchante et si peu d'accord avec les faits.

[1] M. Georges Porter, un des plus zélés partisans de cette école, a

Comment pouvait-on leur parler de décadence, lorsque leur industrie, marchant à pas de géant, avait mis en œuvre les quantités suivantes de coton?

En 1800	24,000,000 kilogr.
En 1815	41,000,000
En 1830	122,000,000
En 1838	205,000,000

Ce n'étaient pas seulement les quantités qui s'accroissaient ainsi; malgré la baisse des prix, baisse commandée par les concurrences et du dedans et du dehors, le prix total des exportations croissait chaque année.

Aujourd'hui, nous pouvons juger *à posteriori* cette ruine qu'en 1838 on déclarait devoir être *immédiate*, si l'on ne faisait *sur-le-champ* droit à la pétition que n'avaient pas rédigée les directeurs légaux de la Chambre de commerce de Manchester.

En fait, on n'a pas obtenu la suppression instantanée des lois attaquées; pour y parvenir, il a fallu *sept ans* de

donné des résultats précieux sur la situation des fileurs de la ville de Manchester.

Quantités comparées de farine que pouvait acheter un fileur de coton avec ses gains de six jours ouvrables.

ÉPOQUES MISES EN PARALLÈLE.	KILOGRAMMES DE FARINE gagnés à la filature commune.	KILOGRAMMES DE FARINE gagnés à la filature plus fine.
En 1804 (2e année, guerre générale)	53	56
En 1814 (dernière année, guerre générale)	79	114
En 1833 (année de paix générale)	95	121

lutte et de retards. Dans cet intervalle, qui devait être mortel au dire des agitateurs, montrons quelle mutation subit la grande industrie dont le Lancastre est le foyer.

Au moment où s'agitait le projet de pétition, nous venons de voir que la fabrication des cotons s'étendait à 205 millions de kilogrammes; après sept ans, cette fabrication s'étend à 315 millions : voilà la ruine.

Mais il faut voir si l'avilissement des prix n'aura pas détruit le bienfait de l'accroissement des quantités.

La valeur totale des exportations des cotons s'élevait :

En 1838, à....................	603,693,150 francs.
En 1845, à....................	652,983,025

50 millions de francs d'accroissement sur les ventes d'un seul objet de commerce : voilà la ruine.

Et les lins, les soies, les laines, les fers, les étains, les cuivres, les poteries, toutes les grandes branches essentielles du commerce britannique, offraient un progrès encore plus marqué.

Et la somme de ces progrès, la valeur des produits de toute nature que l'industrie britannique plaçait sur les marchés étrangers, va s'élever :

En 1838, à....................	1,251,524,250 francs.
En 1845, à....................	1,502,802,000

20 p. 0/0 d'augmentation pendant les sept années d'une législation qui devait produire la ruine immédiate des manufactures de la Grande-Bretagne, tel était le démenti que l'accomplissement des faits s'apprêtait à prononcer contre des allégations audacieuses.

Après des discussions animées et longues, où les plus riches fabricants et les plus modérés résistaient à l'entraînement, la Chambre de commerce vote enfin, le 20 dé-

cembre 1838, la pétition qui déclarait l'agriculture coupable envers l'industrie d'une ruine immédiate, à moins qu'elle ne cessât sur-le-champ d'être protégée.

Ce premier succès obtenu par les agitateurs industriels qui faisaient prononcer ainsi le commerce dans sa propre cause, pas un moment n'est perdu. Les promoteurs de la pétition évoquent des émissaires de tous les coins du royaume. Dès janvier 1839, réunis à Manchester, ils vont faire un pas en avant. Une simple pétition ne saurait les satisfaire. Ils veulent être entendus personnellement à la barre des Communes; ils sont 300 qui signent cette demande, et sont refusés.

Derechef ils se réunissent; M. Cobden, qui vient de l'emporter sur l'aristocratie commerciale, prononce contre l'autre aristocratie sa déclaration de guerre. «De nos grandes cités formons *une ligue;* qu'elle soit destinée à renverser les iniquités de l'aristocratie féodale; et que les châteaux démolis de l'Elbe et du Rhin révèlent à nos adversaires le destin *qui les attend*, s'ils se posent en obstacle aux classes industrielles!» Cette idée saisit l'assemblée. Aussitôt la ligue est résolue; elle prend ce titre : *anti-corn law league,* ligue contre la loi des céréales.

Chaque district manufacturier aura son centre d'action, c'est-à-dire d'*agitation.* A Manchester résidera le pouvoir central exécutif; ce pouvoir aura son budget pour les frais de propagande et les dépenses de guerre; il aura son journal pour tribun périodique : 150,000 francs de souscription suffiront au commencement des hostilités.

A partir de ce moment, la loi qui protége bien ou mal, qui protége trop ou trop peu l'agriculture, devient le bouc émissaire sur lequel la ligue rejettera systématiquement tous les maux, toutes les plaies de l'industrie, les crises du commerce et les malheurs de la société. C'est

un nouveau champ de bataille sur lequel il faut s'arrêter pour en apprécier la stratégie.

Ce qui facilitait cette lutte, sociale en réalité, c'est qu'il y avait des détresses vraies et fréquentes, surtout dans l'orbe de Liverpool et de Manchester. Elles étaient occasionnées, non point par l'agriculture, mais par des fluctuations brusques, profondes, et certainement inévitables, dans cet immense mouvement d'affaires entre l'Angleterre et l'univers.

Lorsque les États-Unis, avec une audace mercantile incroyable, faisaient des achats immodérés, suivis d'engorgements, de dépréciations et de faillites énormes, faillites, on le sait, sans déshonneur en ce pays; lorsque de tels égarements réagissaient sur l'orbe de Liverpool et se traduisaient en souffrance pour le commerce, pour le fabricant, pour l'ouvrier, qu'y pouvait l'agriculture?

Et pour qu'on ne me croie pas sur parole, citons seulement quelques chiffres de ces achats sans frein, sans règle, risqués par les États-Unis dans leur commerce avec l'Angleterre :

1834	171,124,725 francs.
1835	264,211,375
1836	521,315,125
1837	117,370,625
1838	189,620,625
1839	220,980,100
1840	130,950,500

De nouveau je me demande, en présence de ce trafic américain aussi versatile, aussi peu sage, aussi joueur, qui faisait souffrir l'industrie anglaise, que pouvait l'agriculture britannique?

Les négociants et les armateurs d'Anglèterre avaient exaspéré les Chinois en violant leurs lois, et politiques et

morales, pour les inonder d'un produit délétère; les Chinois avaient confisqué les produits introduits en contrebande à main armée. La Grande-Bretagne, au lieu de désavouer un commerce que réprouvait l'amour de l'humanité, envahissait le céleste empire. A travers la lutte, le commerce de la Grande-Bretagne avec la Chine éprouvait par contre-coup d'énormes déficit; évidemment, ici, ce n'était pas la faute des céréales d'Angleterre, c'était celle de l'*opium*, semé, récolté *sur le sol indien.*

Et quand le contre-coup des saisies du narcotique ôtait aux Indiens les moyens de consommer en quantités toujours croissantes le calicot et les fils de coton du Lancastre, du Chester, etc., encore une fois qu'y pouvaient les laboureurs et les fermiers d'Angleterre, eussent-ils été les fermiers et les laboureurs d'une aristocratie, féodale ou non féodale? Les châteaux, *même démolis*, auraient-ils porté remède aux blessures que le commerce s'était faites de sa propre main, au bout du monde?

Il s'agissait bien pour les ligueurs de répondre à de telles objections; jamais les fautes de logique n'ont arrêté le succès d'une entreprise fondée sur l'agitation et propagée par la violence.

En 1840, seconde année de la ligue, elle comptait cent villes de la Hanse nouvelle. A Manchester, on avait construit une salle d'assemblée où l'on pouvait réunir jusqu'à cinq mille auditeurs, demandés pour complément à la classe inférieure. Afin de mieux envenimer la lutte, lorsqu'on veut bâtir ce nouveau temple, qui ne sera pas celui de la concorde, on choisit le site où les yeomen, les cavaliers formés des classes agricoles, avaient, d'après l'ordre du magistrat, en 1819, fait feu sur les émeutiers sortis des ateliers de Manchester.

Les revenus de la ligue s'accroissent par tous les

moyens. Un bàzar temporaire, avec ses ventes ménagées à grand apparat, produit 250,000 francs, somme qui sentait peu la ruine.

En Angleterre, où le sentiment religieux a tant de puissance, les agitateurs n'hésitent pas un moment à mêler la religion dans leurs questions de lucre mercantile. On n'espère rien de l'Église établie, moins jalouse de renverser que de n'être pas renversée; les dissidents vaudront mieux. Les voilà 700 appelés, réunis à Manchester. A leur tour ils pétitionnent au Parlement et leur pétition finit par cette sentence : « Les lois sur les céréales violent *la loi du Seigneur* et restreignent les bienfaits de la Providence. »

Ainsi, depuis quatre siècles, les gouvernements, plus ou moins éclairés, mais animés, ne fût-ce que dans leur propre intérêt, du désir de favoriser l'agriculture, n'avaient pas seulement commis des erreurs d'administration : ils avaient été sacriléges; ils avaient violé la loi du Seigneur! Les Pitt, les Huskisson, les Canning, les Wellington, les Grey, les Peel et les Russell, tant d'amis illustres de la patrie britannique, qui tous avaient proclamé la protection de l'agriculture, tant d'hommes vénérés pour leurs vertus privées et publiques, ils étaient condamnés comme ayant violé la loi de Dieu et comme ayant sciemment restreint ses bienfaits. Telle était la portée d'un vote insidieusement préparé.

Pendant que la ligue sanctifiait de la sorte ses questions d'intérêt, les *chartistes*, les radicaux d'Angleterre, allaient plus loin dans leur association: ce qu'ils voulaient abolir, ce n'était pas seulement une loi sur le blé, c'était l'ensemble des lois constitutives; ils voulaient renverser les hiérarchies sociales et gouvernementales, quelles qu'elles fussent, de députés, d'éligibles, etc. Ils avaient aussi leurs

menaces de démolition, non pas adressées seulement à l'aristocratie féodale, mais à l'aristocratie commerciale, mais à la classe moyenne, en un mot à tout ce qui s'élevait au-dessus du dernier rang, soit de manœuvres, soit de fainéants.

Il faut rendre justice à la ligue commerciale : elle entendait trop bien la théorie et la pratique de ses intérêts pour accepter d'aussi dangereux alliés. Des désordres graves, des soulèvements d'ouvriers, ayant troublé le nord du royaume, la ligue anti-céréale suspendit un peu ses réunions ; elle parut sommeiller ou du moins languir jusqu'au milieu de 1842.

L'année 1842 était pour l'agitation une époque excellente. Les ventes à l'étranger étaient tout à coup tombées de 106 millions de francs : c'était une bonne fortune dont il fallait s'emparer. Écoutons M. Cobden avec un langage tiré de sa profession d'imprimeur sur coton :

« L'impression sur le coton va mal, et menace d'aller plus mal; mais depuis peu nous menons avec énergie l'impression sur papier : voici 25,000 kilogrammes[1] de publications que nous allons distribuer. Les imprimeurs, depuis trois semaines, nous ont fourni 380,000 brochures : le peuple en a soif. Il faut décupler ce moyen d'agiter; nous avons besoin pour cela de 50,000 livres sterling (1,250,000 francs). En conséquence, un apostolat pécuniaire est ouvert dans toutes les grandes cités. »

Au lieu d'un pavillon précaire, mais toujours sur le terrain où du sang avait coulé entre l'agriculture et l'industrie, un édifice à demeure est bâti : c'est la *Halle du libre commerce* (Free trade Hall). Dès janvier 1843, on l'inaugurait et l'argent recueilli pour imprimer à l'agitation,

[1] 25 tonneaux de 1015 kilogrammes.

selon les termes de M. Cobden, plus d'activité et plus *d'audace*, la souscription passait déjà 1,100,000 francs.

La gestion d'une telle affaire, avec une correspondance infinie, est presque un gouvernement. Le Conseil exécutif a ses Comités d'action, entre autres ceux des dames et des ouvriers pour agir sur les masses, et par l'imagination plutôt que par la raison.

En 1843, la ligue ose enfin transporter à Londres ses assemblées générales : elle passe de la *Taverne de l'ancre et de la couronne* au grand théâtre de *Covent-Garden*. C'est alors qu'elle accuse, en termes exprès, de *vol* les propriétaires du sol.

Ce n'est pas assez : voici les autres méfaits des hommes qui vivent de l'agriculture. Écoutons un des agitateurs les plus distingués, M. Fox; il reprend la lutte contre l'aristocratie terrienne : « La diminution des mariages, l'accroissement des décès parmi les classes pauvres, l'extension du crime et de la débauche, ce sont là des arguments, vieux il est vrai, contre la législation des céréales. Si l'aristocratie veut d'autres arguments, elle les trouvera sous l'herbe épaisse qui couvre *les cadavres* de ceux dont un travail honnête eût dû soutenir l'existence. »

Suivant les coutumes empruntées aux vieilles luttes du puritanisme et des autres sectes, empruntées au covenant si célèbre dans les guerres de religion, l'orateur mêle à ses accents passionnés le texte des livres saints. Ceux qui se rangent du côté des lois agricoles offensent les Écritures! Alors il s'écrie : « Nous, les membres de la ligue, nous nous engageons à elle comme à un *covenant religieux;* et nous jurons, par Celui qui vit dans tous les siècles[1], que les lois sur les céréales seront radicalement abolies.

[1] *Per omnia secula seculorum.*

N'était-il pas urgent, alors, qu'on désintéressât la conscience des amis de l'humanité, et qu'on rappelât à sa sphère sacrée le sentiment religieux?

En Angleterre, afin d'empêcher que personne ne meure de faim, l'État ne s'en rapporte pas à la générosité des citoyens. Depuis le règne de la grande Élisabeth, tout propriétaire est obligé de fournir une part de son revenu, afin de former un fonds de secours : telle est la taxe des pauvres. Cette taxe, dans le XIX[e] siècle, n'a jamais été moindre de cent millions de francs par an. Dans les années les plus prospères, la taxe était naturellement modérée; elle augmentait dans les années calamiteuses.

D'après la même législation, les secours étaient donnés en partie considérable par l'agriculture, non-seulement à tout infirme incapable de travail, mais à tout ouvrier, à tout laboureur qui prouvait son manque involontaire d'occupation; il suffisait même qu'il prouvât l'insuffisance de la rétribution pour lui, sa femme et ses enfants.

Avec de pareilles mesures il était impossible de prétendre que l'homme du peuple mourait, même en des temps de disette, pour n'avoir pas de quoi payer son pain.

Si nous consultons les résultats qui constatent dans les différents pays la longévité des populations, nous arrivons à la preuve mathématique d'un résultat qu'avait rendu certain l'humanité du législateur.

Au temps où l'on accusait les propriétaires agricoles, en Angleterre, de faire mourir les pauvres de faim, la vie de l'homme du peuple surpassait de huit ans celle des habitants les plus avancés, les plus heureux, dans tout le reste de l'Europe. Comment pouvait-on prétendre que, dans la Grande-Bretagne, les lois, même les lois sur les céréales, abrégeaient les jours du peuple et, suivant les expressions de M. Fox, *accroissaient les décès?*

Ces théories de bon marché absolu, qu'on veut, à toute force, mêler à des questions d'existence et de longévité, supportent-elles le rapprochement entre la Grande-Bretagne, où les blés coûtent naturellement deux à trois fois plus à l'agriculteur, et la Russie, où les blés coûtent de deux à trois fois moins cher? le supportent-elles, lorsque nous savons que la longueur de la vie est presque *de moitié moindre* chez les Russes que chez les Anglais et les Écossais?

Si nous voulions serrer de plus près cette terrible question du sort des classes pauvres, quelles réalités, quels désastres variés, infinis, successifs, ne trouverions-nous pas sous la splendeur de l'industrie britannique, de cette industrie qui, par la voix de la ligue, accusait l'agriculture de tous les méfaits, de tous les maux dont peut gémir l'Angleterre!

Dans un pays où le progrès des machines avait réduit énormément le prix des travaux à la main, où, par exemple, le prix du tissage avait diminué, c'est Sir Robert Peel qui l'affirme, de 1815 à 1842, dans le rapport de 27 à 3 shillings; à chaque pas de cet immense rabais, il en avait dû résulter des suppressions soudaines d'emploi chez les pauvres tisserands; des souffrances infinies, transitoires à coup sûr, mais qui, dans le moment même de l'innovation, n'en étaient pas moins accablantes. Les misères intermittentes par lesquelles la mécanique commençait chaque prospérité nouvelle, devait-on, pouvait-on en accuser l'agriculture? Enfin, dans le pays où la vie moyenne des comtés manufacturiers était d'un quart et même d'un tiers plus courte que celle des comtés agricoles, était-ce l'agriculture et ses propriétaires que l'on pouvait accuser de hâter la mort des hommes?

Et surtout l'accusation n'aurait jamais dû partir des

comtés et des cités où l'industrie faisait payer d'un tel prix ses immenses bénéfices et ses milliards artistement entassés sur des milliards.

Dans le comté de Lancastre, l'opulent foyer de la ligue, les revenus nets des propriétés réelles sont comme il suit :

Année 1840 à 1841[1] :

Revenus tirés de la terre.....	36,055,200 francs.
Autres genres de revenus.....	51,224,950

C'est-à-dire que les revenus des propriétés réelles, non terriennes, ont une supériorité de 75 pour cent; et ce sont les plus riches qui débutent dans leurs attaques au nom de leur prétendue ruine, de leur ruine immédiate.

J'ai voulu jeter quelque lumière, et, je l'espère, avec une sévère impartialité, sur les faits introduits pour envenimer et fausser un débat qu'on a tout fait pour rendre passionné. Conduire ainsi le pays, la foule, les masses, ce n'est point là ce que les législateurs et les sages ont jamais appelé la démocratie, le peuple conduit par la vertu. C'est le peuple entraîné par l'erreur, par les passions, à l'emportement, à l'intimidation, à la violence; c'est ce que les Grecs ont appelé *démagogie*. Depuis Socrate et Platon, depuis Périclès et Démosthènes, ce mot, passé dans toutes nos langues modernes, n'a point changé d'acception.

Nous arrivons à l'époque où la nouvelle administration, l'administration libre encore de Sir Robert Peel, repousse, en 1842, les excès et la terreur que la ligue répandait partout autour d'elle pour mieux atteindre le ministre.

[1] D'après les recensements officiels pour asseoir la taxe des pauvres.

Sir Robert Peel.

Sir Robert Peel, fils d'un fabricant imitateur et contemporain d'Arkwright, est l'héritier d'une fortune immense obtenue dans la filature et le tissage des cotons. De 1812 à 1818, il administre l'Irlande avec habileté, mais en comprimant d'une main de fer la population catholique. En 1812, il devient à Londres ministre de l'intérieur. Quoiqu'il appartienne au parti tory, si longtemps contraire aux réformes de la législation criminelle, il les fait adopter lorsqu'il arrive au pouvoir.

Dans le tableau que je présentais, en 1827, des *Forces productives et commerciales de la France* [1], je caractérisais ainsi le noble exemple donné par Sir Robert Peel :

« L'Angleterre offre l'exemple d'une grande mutation dans les idées et les principes d'un gouvernement l'un des plus immuables de l'Europe.... Ce changement des volontés nationales, exprimé dans l'enceinte du sénat britannique, plus tard il est vrai qu'au dehors de cette enceinte, me paraît marqué surtout dans l'amélioration des lois criminelles. La réforme de ces lois, demandée par la génération nouvelle, fut repoussée tant que l'ancienne génération se vit en majorité dans le Parlement; l'éloquence du vertueux Romilly ne put rien contre la monomanie stationnaire des législateurs surannés. Enfin, la moderne Angleterre prédomina dans les deux Chambres, et soudain les lois criminelles furent améliorées sans résistance. Un jeune administrateur (Sir Robert Peel), espoir précieux du torysme, vint remplacer un ministre cassé par l'âge. Mais le jeune tory connaissait, éprouvait

[1] Paris, 2 vol. in-4°, 1827.

les besoins de son époque; il donna la loi du jury la plus sage qui soit en Europe, et put un jour faire entendre ces belles paroles dans le Parlement britannique : « Je « puis dire avec assurance que j'ai plus amélioré les lois « de justice en faveur des accusés qu'on ne l'a jamais « fait en Angleterre. » Heureuses les nations où de semblables paroles sont accueillies avec enthousiasme par des législateurs qui conçoivent les idées de la génération nouvelle ! »

La seconde innovation du jeune ministre sera d'aider à réduire en loi de l'État l'émancipation des catholiques, à laquelle précédemment il s'était montré si contraire.

Le contre-coup des événements français de 1830 renverse à la fois du pouvoir Lord Wellington et Sir Robert Peel. Celui-ci, comme chef du parti conservateur, combat la réforme parlementaire, défendue par Lord John Russell. Il est vaincu, mais sans désespérer de ressaisir le pouvoir. Il y parviendra par son mérite et surtout par les fautes du parti vainqueur. Voyons-le manœuvrant en tacticien consommé; pour donner tour à tour à son parti la confiance et la modération, traitant avec supériorité toutes les questions vitales de revenus, de commerce et d'administration; prenant part à de vives discussions, sans animosité perceptible; ne repoussant de ses adversaires que les opinions nuisibles; appuyant le ministère dans tout ce que l'autorité peut proposer d'avantageux, et s'efforçant d'améliorer les mesures qui pouvaient être perfectionnées. Par ces moyens, il grandissait dans l'estime publique, et, moins il laissait percer de vulgaire convoitise, plus les Anglais étaient prêts à ne lui refuser rien que pût désirer la plus noble ambition.

Trois guerres entreprises au milieu d'une époque toujours appelée l'époque de la paix universelle, les expédi-

tions de Chine, d'Afghanistan et de Syrie, l'armement d'une grande flotte en 1840, tout s'était réuni pour déranger l'équilibre du budget. D'un autre côté, sans souffrir d'autre mal que celui de la surabondance, le commerce et l'industrie criaient misère pour un moment de stagnation; de plus en plus exigeants, ils s'exaspéraient non-seulement à la pensée du moindre accroissement d'impôts, mais en voyant qu'on n'ouvrait plus chaque année financière par la réduction des droits sur leurs produits ou sur les matières premières, et qu'on osait parler de rehausser quelques taxes pour suffire aux besoins publics! Enfin, les saints, les saints mêmes d'Albion, s'indignaient qu'un budget nouveau facilitât la consommation d'un peu de sucre produit par des esclaves, eux dont la conscience, élargie du côté de l'industrie, souffrait avec indulgence l'univers habillé des mains de l'Angleterre avec un coton planté, cueilli par des millions d'autres esclaves. Au milieu de l'ouragan, l'Administration, dont n'était pas Sir Robert Peel, avait l'ingénuité d'attendre un dernier secours de celui qui tant de fois l'avait ménagée lors du beau temps. Mais l'instant était venu d'achever la chute du cabinet, et le coup fut porté de main de maître.

Dans cette lutte suprême, un grand hommage est rendu des deux parts à la politique commerciale de Huskisson. Sir Robert Peel réfute à la fois et les ultra-libres échangistes, qui le somment de déclarer que la vraie, la saine doctrine commerciale est d'acheter au plus bas prix possible, sans aucune autre considération, et les ministres qui vont tomber, en protestant qu'ils sont les seuls amis des vraies libertés commerciales.

« Vous vous croyez, dit-il à ceux-ci, des droits exclusifs à l'héritage légué par la sagesse d'Huskisson. Avant ces jours de détresse, en avez-vous jamais parlé? Le budget

de l'année dernière reposait-il sur ces principes dont aujourd'hui vous vous dites les champions? Ne confondez pas avec les vôtres les mesures de ce ministre; rendez-lui justice! Il appliquait ses principes avec réserve sans doute; il les appliquait avec prudence, mais avec la puissance et surtout avec l'intention sincère de les faire triompher. »

Le plus beau moment de Sir Robert Peel est celui de ses premières mesures comme chef du Gouvernement, en 1842. Il est libre; il peut, sans obstacle, suivre sa pensée et dicter les mesures les plus favorables au grand essor de la prospérité publique.

Dès 1839, il avait reproduit, presque textuellement, les raisons données par Huskisson, pour ne pas laisser sans protection l'agriculture, lorsque tant d'industries étaient encore protégées; il voulait, à son tour, assurer le salut *de l'Irlande*. Était-il prudent, répétait-il, de rendre un grand pays, tel que l'Angleterre, de plus en plus dépendant de l'étranger pour sa subsistance?

A l'égard des céréales, Sir Robert Peel maintient, mais il adoucit le système de l'échelle mobile, qu'il défendait en 1828. Il le proclame *le seul* qui soit applicable tour à tour, et sans détriment, aux années d'abondance et de détresse, quand les chiffres en sont posés avec intelligence et modération. Il réprouve le système qu'épousait particulièrement Lord John Russell, celui d'un *droit fixe;* droit exhaussant, avec une indifférence inintelligente et cruelle, le prix du pain dans les temps de surabondance et dans les temps de famine.

Sir Robert Peel, en 1842, regardait une importation qui pourrait aller jusqu'à *quatorze* millions d'hectolitres comme un danger formidable : « Que deviendrez-vous, dit-il, dans le cas d'une disette générale, lorsque le sentiment de la conservation, qui prévaudra dans les autres pays, y

mettra des obstacles à la sortie des grains? » Il ne veut pas renoncer à voir l'Angleterre, dans les années de fécondité moyenne, se suffire à elle-même. « Si cet espoir était trompé, si dans les années ordinaires vous étiez obligés, dit-il, de demander sans intermittence à l'étranger un complément de ressources alimentaires, il y aurait encore une distinction profonde à faire entre l'importation bornée que nécessite une modique insuffisance et l'importation à la fois permanente et sans limites. »

Qu'aurait donc dit Sir Robert Peel, s'il avait pu voir, après sa dernière loi, les importations de céréales n'être jamais moindres de *vingt* millions d'hectolitres et finir par surpasser *trente* millions dans une année.

Pour ramener l'équilibre dans les finances, la combinaison du ministre, contestable peut-être en principe, est pleine d'habileté. Il propose qu'on établisse, pour trois années seulement, un impôt direct sur les revenus de toute nature. Il exempte les petites et les médiocres fortunes; ce moyen désintéresse la très-grande majorité des propriétaires, des employés, et même des capitalistes. Il demande aux plus riches 28 francs d'impôt sur 1,000 francs de revenu; on ne payera rien si l'on n'a pas un revenu de 3,750 francs. Les richesses, en Angleterre, sont à ce point grandes et nombreuses, qu'en accordant une si forte exemption le calcul de l'impôt donne encore plus de 93 millions de nos francs; si l'on y joint quelques faibles accessoires, on obtiendra 100 millions. Alors le déficit sera plus que comblé.

Il résulte de cette évaluation, qu'en 1842 les revenus des citoyens, à partir de 3,750 francs par chef de famille, s'élevaient au moins à 3,300,000,000 de francs!... C'était l'équivalent de 330,000 familles ayant chacune dix mille livres de rente.

Avec l'impôt qui frappait sur les fortunes acquises, le ministre était en mesure d'offrir aux manufacturiers, aux commerçants, les plus amples remises des droits auxquels ils portaient une haine intéressée et mortelle ; on achevait de lever toutes les prohibitions, excepté sur les machines, ces armes qui procuraient la victoire à l'Angleterre ; on affranchissait des droits d'entrée les matières premières, sauf un petit nombre d'articles qui ne payeraient au maximum que 5 pour 100 ; on établissait deux autres catégories de produits étrangers qui payeront : *à demi confectionnés*, 12, et *tout à fait achevés*, 20 pour 100 ; on réduisait à peu de chose le droit sur les bois du Canada ; on abaissait de moitié les droits sur les bois étrangers. Pour les produits britanniques, on supprimait ce qui restait de droits d'exportation ; le bétail vivant, les viandes, les graisses, le poisson, étaient désormais exempts de taxes à l'entrée ; on supprimait beaucoup de droits sur d'autres comestibles, y compris la *pomme de terre*. En un mot, on venait en aide au peuple pour une foule d'objets nécessaires à sa subsistance, à son ménage, à ses travaux.

Sir Robert Peel terminait avec raison la longue énumération des mesures qu'il proposait, en se félicitant de partager les principes manifestés si brillamment en 1825 par l'illustre auteur des changements commerciaux, précurseurs de ceux qu'en 1842 on étendait si largement. Il affirmait, et c'était vrai, qu'il avait procédé comme Huskisson, en évitant autant qu'il était possible de porter atteinte aux intérêts individuels, sans reculer devant les nécessités de l'intérêt général.

Sir Robert Peel ne le disait pas, mais le fait était évident : bien éloigné qu'il était, au fond de l'âme, de désarmer l'industrie anglaise, les dégrèvements qu'il multipliait, qu'il combinait, qu'il échelonnait si dextrement,

avaient pour objet de remporter plus que jamais la victoire au dehors.

Dans le temps même où l'illustre ministre méritait si bien de l'industrie et du commerce, *on le brûlait en effigie* à Manchester, à Hull, à Bradford (Wilts), et dans plusieurs autres cités.

Fallait-il s'en étonner! Incriminé *personnellement* par la ligue à Manchester et dans le parlement par M. Cobden, Sir Robert Peel se plaignit qu'à vingt pas de la Halle du Libre Échange, à Manchester, côte à côte avec les publications du libraire de la ligue, un placard fût resté longtemps affiché contre lui, avec ce mot pour appel à l'attention publique : *Murder!* qui signifie indifféremment *Assassinat* ou bien *Assassine.*

Le succès de Sir Robert Peel en 1842 ne fut pas moins grand que celui de son devancier et de son modèle en 1825 ; les conséquences pour l'industrie britannique ne furent pas moins heureuses.

Montrons, à présent, comment se releva le commerce extérieur, affaissé passagèrement en 1842.

ANNÉES.	EXPORTATIONS.
1842	29,382,906,875 fr.
1843	32,488,782,500
1844	36,449,945,625
1845	37,404,787,500

C'est seulement en 1843, et sur la proposition de M. Gladstone, qu'on a levé la prohibition qui, depuis 1785, avait pesé sur la sortie des instruments, des outils et des machines.

En 1845, Sir Robert Peel trouvait des raisons aussi spécieuses qu'en 1842 pour renouveler la taxe des revenus. Il oubliait sa promesse de n'en faire qu'une mesure transitoire; mais il fallait complaire à l'industrie.

CHAPITRE V.

CINQUIÈME PÉRIODE, DE 1845 À 1853.

§ 1er. RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE 1846.

Malgré trois années d'abondance, et lorsque le prix des céréales était plus bas qu'on ne l'avait vu depuis beaucoup d'années, la ligue ne continuait pas moins d'agiter. Elle redoublait d'activité; elle ne cessait pas de présenter les calculs les plus exagérés, afin de prouver au peuple qu'il était réellement affamé par des lois cruelles, au bénéfice d'une classe privilégiée qui regorgeait de richesses.

Enfin l'été de 1846 annonce à la ligue une récolte médiocre, qui peut donner à ses moyens d'agiter une puissance fortunée. Au 1er janvier de cette année, le froment était descendu jusqu'à 45 sh. 8 d. le quarter, équivalant à 19 fr. 63 cent. l'hectolitre. Le prix s'élève successivement :

	l'hectol.		l'hectol.
En août, à..........	23f 97c	En octobre, à.......	24f 55c
En septembre, à.....	22 83	En novembre, à.....	24 58

Je prends ici les prix du froment donnés par la gazette officielle, et résumés, de 1840 à 1854, dans l'extrait statistique préparé par le ministère du commerce et publié d'après l'ordre du Parlement. C'est à la même source authentique, et dans des tables plus détaillées, dont elle

offre le résumé, que j'ai puisé les chiffres officiels relatifs au commerce du Royaume-Uni dont je fais usage dans ce chapitre. J'offre ces explications, afin qu'on ne soit pas tenté de révoquer en doute des évaluations dues non pas à moi, mais à l'Administration britannique.

Les prix que je viens de citer étaient, pour l'Angleterre, des prix fort ordinaires, puisque la valeur moyenne des cinq années précédentes, dont la moitié très-abondante, était de 24 fr. 87 cent. l'hectolitre.

Mais les nouvelles que le cabinet recevait de l'Irlande étaient inquiétantes. De tous les comtés de ce royaume, on annonçait que la récolte des pommes de terre paraissait fort insuffisante. C'était le commencement des calamités qui devaient frapper ce pays infortuné.

Rien ne semblait plus simple que d'ouvrir les ports de l'Irlande à l'entrée, franche de droits, des céréales étrangères : on eût ainsi laissé l'Angleterre hors de la question. Sir Robert Peel allait plus loin : ce sont les ports des trois Royaumes qu'il voulait ouvrir, sans dissimuler à ses collègues qu'il n'apercevait pas comment, une fois ouverts, on pourrait revenir à la législation actuellement en vigueur. Des objections graves furent présentées contre un tel parti, dans le mois d'octobre, et le cabinet ne prit aucune mesure.

Dans le cours du mois prochain, Lord John Russell, le chef ambitieux du parti whig, jugeant l'instant favorable, faisait paraître une lettre dont le retentissement fut immense. Il abandonnait même le système de protection qu'il avait préconisé, celui qui pesait autant sur les années de disette que sur les années de surabondance; il passait de fait à la ligue et portait un coup décisif au ministère tory.

Cette lettre fait de nouveau réunir le ministère. Il faudrait prendre une résolution extrême devant laquelle re-

cule encore une partie considérable du cabinet. Sir Robert Peel donne alors sa démission. Lord John Russell est chargé de former un cabinet; mais la difficulté qu'il a créée est si grande, qu'elle fait reculer son propre parti : il échoue, et la reine revient à Sir Robert Peel.

En recouvrant le pouvoir, celui-ci comprend qu'il est en mesure de dicter la loi la plus impérieuse à ses anciens collègues. Il ne sera plus le représentant de l'ancien parti conservateur ou tory; il le délaisse. C'est lui, *l'homme des idées prêtes à régner*, qui se chargera de faire passer en loi l'opinion lancée par Lord John Russell. Il battra son rival avec les armes du tiers parti d'une ligue dont bientôt il célébrera les louanges. Un seul des anciens ministres croit devoir conserver ses anciens principes : c'est Lord Stanley, qui deviendra le comte de Derby.

Je ne suivrai pas les phases de cette métamorphose. Sir Robert Peel annonce au Parlement qu'il *s'est éclairé et converti*. Il ne pense plus que l'agriculture britannique ait besoin de la moindre protection; il ne pense plus qu'avant qu'elle en soit dépouillée, il faudrait que l'industrie en eût donné le complet exemple. L'industrie conservera des droits protecteurs de 10, de 15, de 20 et de 25 p. 0/0 sur un nombre de produits considérable; les céréales en seront privées. Cependant, afin d'empêcher que la transition soit trop brusque, l'agriculture nationale sera protégée pour trois ans encore. Elle le sera, non plus par un droit mobile intelligent, tel que l'établissait la loi de 1842, formulée par Sir Robert Peel, mais par un droit fixe, par un droit à la John Russel, qui pèsera sur le consommateur pendant trois mauvaises années pour cesser tout à coup dans les années de surabondance écoulées de 1850 à 1852.

Je m'abstiens de juger Sir Robert Peel. J'aime à pen-

ser que des raisons d'État d'un ordre supérieur, et qu'il n'a pas déclarées, auront entraîné sa décision en présence des dangers que courait l'ordre social, après sept ans d'agitation d'une ligue implacable et qui soulevait les passions de la multitude.

J'ai vu trop de choses dans la vie des hommes politiques pour être étonné qu'après avoir été traîné dans la fange par les ligueurs, non-seulement il ait fait avec eux la paix et leur ait rendu des éloges pour des outrages; mais je regrette, pour sa renommée, qu'en quittant le pouvoir, d'où le précipitaient en peu de mois whigs ardents d'arriver et tories désespérés par l'abandon de leur illustre coryphée, il ait cru devoir flétrir son ancien parti comme coupable de conserver encore les convictions qu'il avait quittées, lui, depuis moins d'un an.

Ce que je veux considérer uuiquement, c'est la conséquence de la grande mesure qui concerne l'agriculture britannique. Je ne crains point de le dire, ce n'est pas seulement une innovation économique considérable en elle-même; *c'est une révolution.*

C'est une révolution! Vainement on a tenté d'en déguiser la portée; elle est patente à mes yeux, et j'en dois signaler toute l'étendue.

Sir Robert Peel, deux années avant sa conversion, déclarait qu'à ses yeux toute législation sur les blés serait vicieuse, si le résultat en devait être une importation considérable dans les années ordinaires; il y voyait un danger pour l'indépendance de son pays, et, dans certains cas, un péril pour l'existence de la population.

Les partisans les plus renommés du commerce complétement libre des céréales affirmaient que les importations resteraient insignifiantes; des appréhensions de ce genre ne pouvaient être que des paniques insensées.

J'ai sous les yeux l'excellent ouvrage de Georges Porter, un des principaux administrateurs du ministère du commerce : la dernière édition est datée de 1851. Le titre du premier chapitre relatif à l'agriculture porte, pour commencer, ces mots remarquables : « Impossibilité d'importer toute portion considérable de nourriture pour la population, » *Impossibility of importing any large portion of food for the population.*

L'auteur n'a pas de peine à démontrer que pour nourrir *tout* le peuple britannique avec des céréales étrangères, il faudrait une marine actuellement impossible. Il calcule ensuite la faible quantité des blés importés.

Céréales importées pendant le XIXe siècle (année moyenne).

De 1801 à 1810................	600,496 quarters.
De 1811 à 1820................	458,578
De 1821 à 1830................	531,991
De 1831 à 1840................	907,638
De 1841 à 1849................	2,588,705

Dans cette dernière période, G. Porter fait remarquer avec raison la calamité de 1847, relative à l'Irlande. Mais il n'a pas pu voir ce qui s'est passé dans trois années d'avilissement des prix par suite de récoltes *abondantes* dans tout le Royaume-Uni; il n'a pas pu voir que, dans ces trois années heureuses, l'importation du froment étranger surpasse en moyenne celle de l'année de famine où l'agriculture avait encore un peu de protection. Il n'a pas calculé dans leur entier les diverses espèces de céréales et leurs farines; s'il l'eût fait, il aurait trouvé les importations suivantes :

		Quarters.
En 1847,	famine d'Irlande et disette d'Angleterre...	6,123,000
En 1850	années d'abondance et d'avilissement des prix........................	6,240,000
En 1851		6,124,000
En 1852		6,524,000
	Moyenne des trois années d'abondance...	6,296,000

Dans un État qui ne compte que 28 millions d'habitants et qui, dans ses meilleures années de récolte, est encore obligé d'importer la nourriture de 6,296,000 hommes, ce pays, je le demande, est-il de ceux dont on peut dire : il n'emprunte de l'étranger que la subsistance d'*une faible partie de sa population?*

Concluons, en premier lieu : l'énormité des importations de blés étrangers, depuis 1846, a complétement démenti les assertions rassurantes de G. Porter et des théoriciens dont il exprimait la pensée.

Le lecteur sera frappé d'un plus grand étonnement s'il considère les importations de la dernière année de paix générale. En 1853, avec une récolte médiocre, les importations atteignent le chiffre effrayant de 10,382,110[1] quarters de toute espèce de blés, c'est-à-dire 30,189,000 hectolitres; leur embarquement représentait 3 millions de tonneaux d'encombrement.

En 1831, lorsque le Royaume-Uni comptait déjà 23 millions d'habitants, sa marine de commerce ne suffisait qu'à l'importation de 2,367,312 tonneaux! c'est à peine

[1] Équivalant à 8,416,000 quarters de froment, nourriture d'un pareil nombre d'habitants.

Pendant la même année 1853, la France, balance faite des entrées et des sorties, introduit seulement 2,473,315 hectolitres de grains pour 36 millions d'habitants.

les trois quarts de ce qu'il a fallu pour le transport des céréales tirées de l'étranger vingt-deux ans plus tard.

En 1853, les céréales introduites dans le Royaume-Uni représentent presque la consommation totale de l'Angleterre telle qu'elle était peuplée au commencement du siècle[1].

Non-seulement on n'a pas prévu l'immense extension que prendrait l'importation des céréales; on semble ne pas s'être occupé des mains égoïstes ou dangereuses qui disposeront de ce redoutable commerce.

Au nombre des amis peu naturels ou peu dévoués de l'Angleterre, on doit compter, ce me semble, au premier rang les Russes; au second, les États-Unis; au troisième, l'Allemagne; il faut encore ajouter les Grecs, si prononcés contre l'Angleterre et qui font éclater leur haine d'un bout à l'autre de l'Europe : les Grecs ont dans leurs mains le commerce entier des céréales du Levant.

Céréales importées en 1853.		Quarters.	Quarters.
De Russie	du Nord	637,436	1,456,366
	du Sud	818,930	
D'Allemagne	Prusse	1,176,621	1,981,737
	Mecklembourg	172,903	
	Hanovre	166,998	
	Villes anséatiques	356,128	
	Autriche	109,087	
Des États-Unis	Grains	947,006	1,961,342
	Farines	1,014,336	
Commerce du Levant, entre les mains des Grecs			2,053,434
Total			7,452,879
Équivalents en hectolitres			21,720,600

[1] En 1801, la population de l'Angleterre s'élève à 8,892,536 habitants.

Si la Russie avait bien consulté ses véritables intérêts, elle aurait fait regorger le marché d'Angleterre avec les blés à prix avilis qu'elle peut produire en quantités illimitées; en même temps, elle aurait pris des mesures pour que les Grecs ne lui ravissent pas le plus clair des profits de cet immense commerce.

Les États-Unis surpassent déjà la Russie pour la quantité de farines et de grains envoyés dans les trois royaumes. Si leur population entreprenante veut pousser à ses dernières limites ce grand et nouveau commerce, aucun autre pays du monde n'inondera mieux les trois royaumes avec ses produits alimentaires. Voyons ce que pourra demander un avenir qui n'est pas fort éloigné.

Avenir comparé de la population agricole avec celui de tout le reste de la société britannique.

Aussi longtemps qu'on s'efforçait par les lois de maintenir l'agriculture britannique en situation de nourrir la presque totalité des habitants, cette condition agissait pour ralentir le progrès trop accéléré de la population.

Depuis 1846, deux effets sont produits en sens contraires : le premier sur la population agricole, le second sur la population industrielle. Tout tend à l'accroissement de la dernière et tout à la diminution de la première : on fait émigrer celle-ci.

Pour obvier à l'énorme réduction de leurs bénéfices, les fermiers, plus que jamais, visent à diminuer le nombre des laboureurs.

Déjà l'industrie urbaine s'est emparée de tous les travaux de filature, de tricot, de tissage, etc., que faisaient surtout les femmes et les filles à la campagne.

Aussi, dans le dernier recensement de la population

britannique, en 1851, l'on est surpris douloureusement en voyant combien est petit le nombre de filles et de femmes dont fait emploi l'agriculture.

Il faut maintenant attaquer les hommes; on leur a déjà supprimé le battage en grange, le vannage, etc.

Un certain nombre de pâtres, de porchers et de bouviers s'occupe encore à surveiller dans les champs les animaux conduits au pâturage. On a découvert qu'il est plus profitable de tout élever, traire, engraisser au fond d'une étable. Ainsi les troupeaux cesseront d'embellir les campagnes britanniques et d'en orner les prairies; c'est un faible sujet de regrets en présence de changements d'une toute autre gravité.

Il suffira désormais que l'on salarie peu de garçons d'étable pour les animaux enfermés. Des mécanismes automoteurs pourront conduire à l'auge, à la crèche, l'aliment et la boisson des animaux immobilisés.

A l'Exposition universelle on accordait avec les plus grands éloges la récompense du premier ordre aux mécanismes imaginés par un Américain qui m'a bien l'air de descendre de l'Irlande. M. Mac-Cormick supprime les moissonneuses et les moissonneurs. Il faut entendre en quels termes le commissaire des brevets d'invention aux Etats-Unis parle de cette découverte : « A l'égard de l'a-« griculture, c'est une conception comparable en importance à la « mule-jennie pour la filature, au métier à « vapeur pour le tissage. C'est une de ces grandes inven-« tions qui commencent une ère nouvelle de progrès dont « les bienfaits seront recueillis dans les âges à venir. »

Certainement, en Amérique, l'immensité des terres facilement labourables n'aura de longtemps trop de laboureurs; l'invention préconisée n'y diminuera pas la population des agriculteurs. Mais, en Angleterre, le terrain

labourable, envahi par les pâturages, diminue au lieu d'augmenter; toute invention de ce genre supprime *sans compensation possible* des masses d'agriculteurs qui sont expulsés du pays.

Ce succès superbe enhardit : on expérimente un changement d'une tout autre conséquence. On pousse aux champs la locomobile; on l'exerce au travail de la terre, à fendre un sillon, à traîner la herse, à tirer l'extirpateur pour les grands défrichements, etc. Tout ce travail, on espère l'accomplir avec plus d'économie qu'avec des animaux de trait et les bras du laboureur; avec plus d'économie *qu'avec l'homme*, c'est la condition sacramentelle, unique et dominatrice. Tout cela reste encore à l'état d'essai, mais non pas d'essai dédaigné.

Écoutons le rapporteur anglais du IX° Jury, celui de l'agriculture, lorsqu'il résume ses conclusions générales : « Il ne faut pas que les fermiers continuent plus long« temps de rester enchaînés aux anciens modes de cul« ture; il faut qu'ils considèrent tout d'un coup comment « ces modes anciens peuvent être réformés, afin de pousser « *aux dernières limites* les avantages des mécanismes mo« dernes. » Voilà le mot d'ordre.

Si la mécanique appliquée à l'agriculture réussit dans ses efforts, on aura des trains agricoles conduisant des socs de plus en plus multipliés, sans autre embarras que celui d'un mécanicien, et peut-être d'un servant.

Les pâtres, les bouviers, les moissonneurs, les vanneurs, les faucheurs, les faneurs et les laboureurs supprimés, on peut espérer de voir, c'est un espoir industriel, on peut espérer de voir prochainement la population agricole se réduire à si peu de chose qu'on ait à peine besoin de l'énumérer. Je parle sérieusement : c'est le but que des hommes qui sont les docteurs du progrès moderne

proclament comme le *nec plus ultra* des perfectionnements économiques.

En admettant, non pas un succès aussi complet, mais cependant considérable, un succès qui réduise à *trois* millions ce qu'on n'aura pas pu supprimer d'agriculteurs dans les trois royaumes, la population purement industrielle n'aura plus rien qui lui fasse ombrage; elle ira demander, dans les deux hémisphères, les grandes masses de blé qu'il lui faut pour vivre, et pour vivre au rabais. Alors rien n'arrêtera son accroissement numérique.

Afin de ne pas exagérer, je me borne à supposer que la population du Royaume-Uni, de 1851 à 1901, doublera simplement, comme a doublé la population britannique de 1801 à 1851[1].

A ce compte les trois royaumes auront 55 millions d'habitants lors de la première année du siècle prochain. Sur ce nombre je viens d'indiquer comment la marche des idées et des machines aura réduit probablement au-dessous de trois millions le nombre des agriculteurs; il restera donc au moins 52 millions de personnes applicables à toutes les branches de l'industrie britannique.

Je prie le lecteur de permettre que je mette sous ses yeux le tableau comparatif de la situation des populations du Royaume-Uni pour les deux extrêmes du siècle au milieu duquel nous vivons.

[1] Si quelques personnes contestaient cette rapidité d'accroissement, si, pour objection, elles disaient que la Grande-Bretagne a ralenti son accroissement de 1841 à 1851, qu'en résulterait-il? que la population du royaume, au lieu d'atteindre en 1901 le nombre de 55 millions d'habitants, l'atteindrait seulement dix ans plus tard. J'ai supposé de plus que la population de l'Irlande, remplacée rapidement par des Anglais et des Écossais, suivrait désormais le progrès de la Grande-Bretagne.

APERÇU COMPARÉ DES POPULATIONS DU ROYAUME-UNI EN 1801 ET EN 1901.

ANNÉES.	POPULATIONS	
	AGRICOLES.	INDUSTRIELLES.
1801	7,500,000	7,500,000
1901	3,000,000	52,000,000

Si les 7,500,000 industriels partis de 1801 ont pu suffire à donner le sceptre de l'industrie à l'Angleterre, s'ils ont pu lui procurer un commerce incomparablement plus riche que celui des nations les plus populeuses, les plus actives, les plus florissantes, j'oserai demander de quoi ne seront pas capables en prodiges du même genre 52 millions d'industriels britanniques, armés de tous les moyens nouveaux ou déjà découverts ou qui vont l'être avant 1901? Je demande ce qu'ils pourront faire en devenant sept fois aussi nombreux qu'en 1801, eux, maîtres de capitaux immenses, ayant toujours la houille, le fer, la vapeur, à plus bas prix que leurs rivaux; ayant dans leurs possessions extérieures 150 millions de vassaux, consommateurs de leurs produits et fournisseurs de matières premières, 150 millions de consommateurs dépendants, près d'un cinquième de l'univers non britannique!... Je le demande?

Voilà ce que j'appelle une révolution, et certes on ne m'accusera pas d'en vouloir rapetisser les conséquences: je la dépeins aussi grande que je la conçois.

Cependant cette perspective magnifique n'aura-t-elle pas, à côté de sa grandeur, des dangers du premier ordre?

Quand il faudra, pour nourrir 55 millions d'habitants

sur une terre qui ne donnera pas de blé pour plus de 20 à 25; quand il faudra demander à l'étranger 35 millions de quarters, c'est-à-dire 102 millions d'hectolitres de froment; quand il faudra demander des navires pour dix millions de tonneaux employés à transporter ces blés, supposera-t-on encore que ce soit là *peu de chose* et seulement *une faible partie de la subsistance d'un peuple?* Si mon regrettable ami G. Porter n'avait pas péri d'une mort prématurée dès 1851, j'en appellerais à sa candeur pour qu'il reconnût combien était peu fondée sa trop confiante assertion.

Un grand fait rendra la situation dont je signale ici les développements probables digne surtout d'attirer l'attention des hommes d'État britanniques, au commencement du siècle prochain : c'est la moindre population qui se puisse évaluer pour les trois nations chez lesquelles la Grande-Bretagne va chercher plus de la moitié des céréales qu'elle importe.

APERÇU DES POPULATIONS PROBABLES DES TROIS GROUPES DE NATIONS.

NATIONS.	ANNÉE 1851.	ANNÉE 1901.
États-Unis	23,351,207	93,000,000
Allemagne	70,000,000	100,000,000
Russie	69,000,000	108,000,000

En 1901, l'Allemagne n'aura-t-elle pas plus de population que son sol, même amélioré, n'en pourra nourrir? N'aura-t-elle pas besoin d'importer des blés, au lieu d'en exporter? Première source tarissable.

Resteront alors les États-Unis et la Russie, *les rivaux*

nés de la Grande-Bretagne et maîtres absolus d'une énorme partie de sa subsistance.

Peut-être se rappellera-t-on les paroles prudentes de Sir Robert Peel, avant qu'il fût devenu l'exécuteur déférant des injonctions de la ligue... sur les craintes qu'il aurait eues si son pays avait besoin d'importations un peu grandes de céréales? Voyez p. 280.

Dans les considérations précédentes, j'ai parlé seulement des machines supposées *préférables à l'homme* et l'expulsant de la culture de la terre; je n'ai parlé que d'industriels se coalisant contre le terroir, que de produits confectionnés, que de transports sans limite et de trésors accumulés.

Je voudrais qu'il entrât aussi dans mon sujet de considérer les changements moraux des nations et la surveillance élevée de leurs plus précieux intérêts. On ne conduit pas les États avec les seules règles d'un comptoir; la grandeur des nations rarement s'escompte à tant pour cent, comme un billet au porteur recouvrable par Shylock, au prix de la chair humaine. L'argent n'est pas tout pour le bonheur au dedans et pour la puissance au dehors. Si le trafic, si les trésors corrompent une nation, loin d'accroître sa force, ils la lui font perdre. Ainsi, l'on a vu des États dater précisément leur décadence du moment où la richesse coulait à pleins bords dans leur sein : par là s'est dégradée la patrie des Fabricius et des Scipions dès l'époque de Sylla. On calculerait aujourd'hui si les bras de Cincinnatus ne seraient pas avantageusement supprimés par la vapeur.

Dans son dernier siècle, Carthage surpassait en opulence accumulée tous les peuples de l'ancien monde; avant qu'elle regorgeât d'or, elle avait eu cinq cents ans de lois admirées par le Montesquieu de l'antiquité, par

Aristote. A la fin Carthage, assez riche pour soudoyer des mercenaires depuis la Nubie jusqu'aux Espagnes et depuis la Numidie jusqu'à la Gaule, Carthage l'était trop peu pour enrôler des citoyens qui, du moins, lui seraient restés fidèles, même après la perte de l'argent. Les industriels de cette race punique concevaient un métier plus lucratif que celui de combattre pour les lois et plus profitable que de mourir pour la patrie. Pendant dix-sept ans qu'Annibal, avec des soldats empruntés à tous les pays, vainquait pour ses concitoyens absents, on calculait dans le sénat de Carthage : on se demandait si la lutte permettait au commerce d'aller aussi vite, aussi loin que pouvait le désirer une arithmétique insatiable; on forçait le héros, dénué de tout secours, à repasser la mer, en versant des pleurs de désespoir. Peu de temps après, Carthage ne perdait pas seulement son honneur avec son indépendance; on lui ravissait ses trésors et ses vaisseaux, en attendant que le vainqueur la renversât de fond en comble.

Je fais les vœux les plus sincères pour que ce tableau devienne, avec les années, de moins en moins applicable au puissant empire dont je décris la force productive; je fais des vœux pour que l'école de Manchester et de Carthage ne triomphe pas à la fois sur le grand caractère anglo-normand, sur ce caractère si constant au milieu des revers, si magnanime au milieu des périls, et qui sait allier à l'amour des biens donnés par la victoire l'enthousiasme pour la gloire qui les prodigue au vainqueur.

En terminant son magnifique exposé de la Constitution britannique, l'auteur de l'*Esprit des lois* ajoute ces mots : « Ce beau gouvernement a été trouvé *dans les bois.* » Fasse le dieu des grandes nations que la perte de ce chef-d'œuvre de ses mains ne soit pas trouvée *dans un comptoir.*

Sans nous arrêter davantage à ces idées d'avenir, considérons l'état de la Grande-Bretagne dans la dernière année de paix universelle, dans celle qui clôt la grande période dont nous écrivons l'histoire au point de vue de la science et des arts appliqués à la vie des nations.

§ 2. SITUATION ALIMENTAIRE ET COMMERCIALE DU ROYAUME-UNI DANS LA DERNIÈRE ANNÉE DE PAIX UNIVERSELLE.

La dernière année de paix universelle est la plus propre de toutes à montrer ce que le peuple britannique peut consommer de produits étrangers, puisque c'est l'année de son plus grand commerce extérieur.

Les objets d'alimentation m'ont paru pouvoir se subdiviser naturellement en six catégories, à commencer par ceux de *première nécessité*, pour finir par ceux qui favorisent le luxe, la sensualité, l'intempérance.

Je me suis efforcé de calculer, *approximativement*, la valeur des objets de chaque catégorie et de les mettre en regard du total des droits perçus à l'entrée. Il en est résulté le tableau suivant :

PRODUITS ÉTRANGERS ALIMENTAIRES CONSOMMÉS EN 1853.

NATURE DES PRODUITS.	VALEUR DES PRODUITS.	DROITS D'ENTRÉE.
	Francs.	Francs.
Céréales et autres farineux	656,875,000	13,854,525
Aliments du règne animal	125,668,000	15,516,775
Fruits alimentaires	41,223,000	10,901,175
NOURRITURE	823,766,000	40,272,475
Produits saccharins	210,300,000	123,272,300
Aromes, épices, narcotiques	204,131,000	272,411,825
Boissons spiritueuses	61,405,000	115,487,175
ALIMENTATION TOTALE	1,299,602,000	551,443,775

De ce tableau, j'ai déduit la proportion des droits perçus avec les objets à consommer, par million, pour les personnes qui désirent plus de rigueur dans les parallèles. A côté des proportions ainsi calculées, je donne le droit perçu pour 100 francs de valeur consommée.

TAXATION GRADUÉE DES PRODUITS ALIMENTAIRES CONSOMMÉS EN 1853.

NATURE DES PRODUITS.	DROITS PERÇUS par million.	DROITS PERÇUS par cent francs.
	Francs.	
Céréales et autres farineux	21,091	2 p. 100
Aliments animaux	43,902	4
Fruits alimentaires	264,444	26
Produits saccharins	586,172	59
Produits aromatiques	1,334,498	133
Boissons spiritueuses	1,880,745	188[1]
Tous les produits alimentaires	416,623	42 p. 100

[1] Sur les eaux-de-vie le droit passe 200 pour 100.

On sera certainement frappé d'une échelle de taxation qui, sans parler des objets ne payant *aucun droit*, part d'une taxation moyenne de 2 p. 0/0 et finit par des droits de 188 p. 0/0. Il est honorable pour l'Angleterre que le maximum s'applique aux boissons alcooliques, source de tant d'immoralité, d'appauvrissement, de maladies et de fins prématurées chez les classes inférieures.

Croira-t-on qu'en France il existe des provinces, vinicoles il est vrai, où les habitants ont l'esprit fin, pénétrant, sagace, et qui croient néanmoins que l'Angleterre ferait aisément passer les spiritueux exotiques du plus haut degré de taxation à l'affranchissement absolu?

Lorsque l'Angleterre demande à toutes les nations

1,000 hectolitres de vins, la plupart capiteux et qui se font sentir âprement au gosier, elle n'y comprend que 80 hectolitres de vins français, plus ou moins légers, agréables à des sens délicats. La grande masse du peuple des trois royaumes reste étrangère à cette consommation. Voulût-on partager le vin français pour en donner une portion égale à chaque habitant, celui-ci recevrait, pour l'usage d'une année, *les neuf dixièmes d'un litre de vin!...*

Une autre considération s'oppose à ce que le Gouvernement britannique fasse disparaître la taxation des spiritueux étrangers, c'est l'énorme revenu qu'il perçoit sur la consommation des spiritueux britanniques.

Droits d'excise établis sur la préparation des spiritueux britanniques[1].

	Livr. sterl.	Livr. sterl.
Sur le houblon	231,360	12,965,353 ou Francs. 324,133,825
Sur la drèche	5,323,935	
Sur les spiritueux britanniques	6,226,736	
Licences aux vendeurs de spiritueux	1,183,322	
Il faut ajouter 4 p. 100 (1853)		12,965,353
Taxation sur les spiritueux étrangers (1853)		115,443,775
Total		452,542,953

A la seule vue d'une somme aussi considérable que celle de 452 millions, il est évident que l'Angleterre, *pour le petit intérêt d'un litre de vin français par habitant et par an*, ne peut pas affranchir de droits les spiritueux étrangers.

Résumons la totalité des sommes que l'Anglais a payées, soit à l'étranger soit au Trésor, pour ses aliments de toute nature, en 1853 :

[1] En 1852 : les sommes perçues dans cette année sont au total de 4 pour 100 inférieures aux perceptions de 1853.

1° A l'étranger	1,299,602,000 fr.
2° A la douane	541,443,775
3° A l'excise	337,098,178
Total	2,178,143,953

Ainsi, dans la seule année 1853, le peuple des trois royaumes a payé, pour ses aliments et autres objets d'absorption corporelle, la somme énorme de *deux milliards cent soixante et dix-huit millions* de francs. Admettons qu'on puisse réduire quelques-unes de nos évaluations, bien qu'il en soit d'autres que je crois sensiblement trop faibles, on ne pourrait guère admettre moins de *deux milliards*.

Aux yeux des amis passionnés du commerce, c'est un magnifique éloge pour l'empire britannique de pouvoir dire que ses peuples s'élèvent à cette énorme consommation; ils y voient la mesure du bonheur matériel des humains, et peu s'en faut qu'ils n'ajoutent la mesure de leur vertu. Je dois mentionner ces idées par cela seul qu'elles se sont fait jour; mais je me garderai d'en préconiser l'exagération et le principe.

On peut actuellement embrasser les trois grandes catégories des produits consommés en 1853.

§ 3. CE QUE L'UNIVERS FOURNISSAIT À L'ANGLETERRE POUR SES CONSOMMATIONS EN 1853, DERNIÈRE ANNÉE DE PAIX GÉNÉRALE.

Système complet des consommations exotiques.

1° Produits alimentaires	1,299,602,000 fr.
2° Matières premières pour l'industrie britannique	871,012,000
3° Produits étrangers manufacturés	129,600,000
Total	2,300,214,000

Sur une aussi grande masse d'importations, les produits étrangers manufacturés à l'usage immédiat des habitants sont assez peu de chose : 5 2/3 pour cent. L'Angleterre a raison de ne pas s'en préoccuper.

La consommation de ces produits manufacturés étrangers est maintenue dans de justes bornes par des droits établis sur certains produits spéciaux; quelques-uns de ces droits s'élèvent encore à plus de 25 p. o/o. C'est un reste d'hommage que l'Angleterre paraît rendre à la protection séculaire jadis consacrée au développement de sa puissante industrie.

Les marchands appellent *libre échange* le commerce fait avec des produits sur lesquels l'autorité ne prélève aucun droit, ni d'entrée ni de sortie. C'est comme si l'on appelait exclusivement *libres habitations* les maisons affranchies d'impôt et *maisons esclaves* les maisons qui payent une contribution.

De la part de l'Angleterre il y a naturellement libre échange pour ses produits, qu'elle exporte sans les taxer, quoiqu'on l'ait vue, il n'y a pas longtemps encore, prélever un droit sur la sortie de la houille. Relativement aux produits alimentaires importés, nous avons fait voir suivant quelle échelle excessivement inégale ils sont établis, depuis 2 pour cent jusqu'à plusieurs fois 100 pour cent.

Quand on ne perçoit que 2, 3 et 4 pour cent sur de tels produits, cela s'appelle toujours libre échange.

Quand on perçoit davantage, cela s'appelle *du revenu :* les Anglais en perçoivent pour 500 millions de francs par année. Il paraît que ce n'est plus du libre échange.

Plusieurs produits exotiques payent encore des droits d'entrée qui sont inégaux, suivant les provenances. Les bois communs, par exemple, s'ils viennent de l'étranger,

payent des droits de 400 à 600 pour cent plus élevés que les droits payés par les similaires des colonies britanniques. Ces droits, en 1853, ont produit 14,486,200 francs: la théorie n'a pas encore décidé si c'est là du libre échange.

Les Anglais agissent quelquefois d'après des principes assez difficiles à saisir : tandis qu'ils perçoivent de tels droits sur les matériaux qui servent à la construction de leurs habitations et même de leurs manufactures, ils affranchissent les bois de teinture; l'exception, très-motivée, favorise les arts textiles. Mais les Anglais affranchissent aussi les bois réservés au luxe, l'acajou, l'ébène, le cèdre, le palissandre, etc.; ils réservent leur taxation inégale pour les bois avec lesquels ils construisent leurs vaisseaux, leurs maisons et leurs plus humbles chaumières. Dans cette dernière catégorie de bois imposés, ils établissent seulement une différence : quand les bois propres à construire sont sciés ou refendus, ils payent une surtaxe de 33 pour cent s'ils proviennent des colonies britanniques, ils payent une surtaxe de 100 pour cent s'ils proviennent de l'étranger. C'est apparemment pour protéger en Angleterre plus qu'aux colonies la main-d'œuvre du sciage. Je ne veux ni louer ni blâmer ces anomalies: je les énumère.

Ce n'est pas seulement sur les bois que sont établies des surtaxes, à mesure qu'un degré de main-d'œuvre éloigne les produits du simple état de matière brute.

Sur l'ensemble des produits manufacturés proprement dits qui viennent de l'étranger, nous avons calculé que les droits sont encore de 10 p. 0/0 en valeur moyenne. Aucun anathème britannique ne se fait entendre actuellement contre cette exception, que je serais tenté de croire intelligente et calculée.

Tel est l'esprit le plus récent, telle est la phraséologie la plus moderne des lois économiques et fiscales qui régissent la Grande-Bretagne, et dont elle se félicite.

Lorsque nous expliquerons la force productive et commerciale des grandes nations qui commercent avec l'Angleterre, nous dirons aussi ce qu'elles entendent par leur libre échange et par leurs droits de protection ou de revenu. Nous les laisserons parler leur propre langue, sans chercher non plus à la condamner.

§ 4. TRANSPORTS MARITIMES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE.

En 1853, le commerce maritime de l'empire britannique atteint son plus vaste développement.

Le total des entrées et des sorties dans les ports de la métropole s'élève à la somme prodigieuse de 18,685,189 tonneaux métriques, chacun de 1,000 kilogrammes.

Dans cette grande intercourse, voici quelle est la part respective de la nation britannique et de l'étranger :

		Tonneaux.
Transports accomplis en 1853	par des navires britanniques...	10,433,027
	par des navires étrangers.....	8,252,162
	Total.....................	18,685,189

Ce grand commerce est divisé naturellement en deux parties : la première entre les possessions extérieures de l'empire britannique et la métropole, la seconde entre la métropole et les Etats étrangers.

NAVIGATION OPÉRÉE, EN 1853, ENTRE LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE ET LE RESTE DE L'UNIVERS.

ENTRÉES ET SORTIES.	POSSESSIONS DU ROYAUME-UNI.	UNIVERS ÉTRANGER.
	Tonneaux.	Tonneaux.
Navires britanniques	3,503,452	6,929,575
Navires étrangers	594,899	7,657,263
TOTAUX	4,098,351	14,586,838

Ici nous remarquons un fait extrêmement grave : la marine britannique ne présente un tonnage supérieur à celui des concurrents étrangers que dans le commerce avec ses propres colonies.

C'est, au contraire, l'ensemble des marines étrangères qui l'emporte sur la marine britannique dans la navigation de ces puissances avec le Royaume-Uni.

Il est juste de dire que l'abandon de toute protection pour la navigation britannique a procuré cet avantage aux marines étrangères, dont l'Angleterre n'a plus peur. Elle ne redoute pas même le rapprochement qui suit :

TONNAGE PAR NATIONALITÉS AVANT ET APRÈS LA RÉFORME DE LA NAVIGATION.

RÉSULTATS COMPARATIFS.	ANNÉES	
	1823.	1853.
1° Intercourse avec les possessions extérieures.	Tonn.	Tonn.
Par navires britanniques	1,000,000	1,000,000
Par navires étrangers	2,575	169,804
2° Intercourse avec l'étranger.		
Par navires britanniques	1,000,000	1,000,000
Par navires étrangers	706,182	1,105,012

Les étrangers doivent être satisfaits du vaste accroissement que présente leur navigation dans les possessions extérieures de l'empire britannique, dont ils étaient réellement exclus avant la loi de 1824. Ils doivent l'être d'avoir passé de l'infériorité à la supériorité de leurs tonnages comparés à ceux des Anglais pour l'intercourse du Royaume-Uni avec les États non britanniques.

Cette supériorité toute récente, *et peut-être transitoire*, n'appartient qu'à quelques nations, aux États-Unis, aux peuples scandinaves, aux Allemands riverains de la Baltique, etc. J'aurai soin de signaler, en parlant de chaque nation, la proportion qu'elle prend dans son intercourse avec l'empire britannique.

§ 5. PROGRÈS COMMERCIAL DE L'ANGLETERRE, CONSIDÉRÉ DANS SON ENSEMBLE.

Ainsi que déjà nous l'avons fait observer, l'année 1853, la dernière accomplie sous l'heureux régime de la paix universelle, est celle où l'exportation des produits britanniques s'est élevée au plus haut degré qu'elle ait jamais atteint. Ce progrès est devenu rapide, surtout dans les dernières années; on l'a regardé comme la preuve évidente des effets exercés par la législation des céréales. Ici s'offre à nous une importante et belle question qu'il faut juger par les faits impartialement étudiés.

Pour examiner l'influence de la grande innovation qui date de 1846, nous comparons deux périodes décennales :

La première s'étend de 1833 à 1843 : elle est tout entière soumise à des droits mobiles sur les céréales étrangères;

La seconde s'étend de 1843 à 1853, et, sur *dix* années, elle en comprend *huit* de législation nouvelle.

Tableau comparé des produits britanniques vendus à l'univers.

	Francs.
Année 1833........................	983,285,325
Année 1843........................	1,305,161,725
Année 1853........................	2,473,344,525

Voilà certes un magnifique développement. Nous allons en rendre sensible la marche décennale.

Augmentation décennale par million d'exportation.

De l'année 1833 à 1843..............	327,347 francs.
De l'année 1843 à 1853..............	895,050

A la vue d'un progrès qui, dans la seconde période, est presque *triple* du progrès dans la première, on en conclut sans hésiter qu'une augmentation si remarquable est le résultat nécessaire du commerce des céréales affranchi de toute restriction dans la dernière décade. Si nous voulons à ce sujet nous former une idée juste, considérons d'un côté le commerce de l'Europe avec la Grande Bretagne, de l'autre avec le reste de la terre :

EXPORTATIONS COMPARÉES DES PRODUITS BRITANNIQUES.

ÉPOQUES.	L'EUROPE.	LE RESTE DE LA TERRE.
	Francs.	Francs.
1833..................................	390,294,725	592,990,600
1843..................................	624,286,425	680,874,750
1853..................................	788,624,475	1,684,720,050

Toujours dans le dessein de rendre plus évidents les progrès comparés, nous déduisons de ces grands nombres le tableau qui suit :

AUGMENTATION DÉCENNALE PAR MILLION D'EXPORTATIONS BRITANNIQUES.

PÉRIODES.	VENTES FAITES à l'Europe.	VENTES FAITES au reste de la terre.
	Francs.	Francs.
De 1833 à 1843	599,508	148,205
De 1843 à 1853	263,256	1,474,347

Déjà nous avons lieu d'être surpris lorsque nous voyons l'étrange inégalité qu'offrent les progrès dans les deux périodes consécutives : c'est, pour l'Europe, un accroissement décennal qui *descend* de 60 à 26 p. o/o ; c'est, pour le reste de la terre, un accroissement décennal qui *s'élève* de 15 à 145 p. o/o, c'est-à-dire de 1 à 10.

Notre étonnement doublera quand nous verrons l'Angleterre compensant les ventes dont nous venons de montrer les mouvements décennaux par des achats de céréales qui s'accroissent dans un sens énormément opposé.

Commençons par comparer ces achats avec les exportations des produits britanniques dans l'année même de plus grande prospérité commerciale, celle qui termine la période fortunée de longue paix universelle :

NATURE DES PRODUITS : 1853.	COMMERCE BRITANNIQUE avec l'Europe.	COMMERCE BRITANNIQUE avec le reste de la terre.
	Francs.	Francs.
Céréales achetées	377,557,600	162,838,100
Produits britanniques vendus	788,624,475	1,684,720,050
Rapport de l'achat à la vente	49 p. 100	10 p. 100

De ces résultats rapprochons ceux qui nous sont donnés par les ventes générales, et méditons sur le contraste.

PARALLÈLE DES MOUVEMENTS DU COMMERCE BRITANNIQUE ENTRE L'EUROPE ET LE RESTE DE LA TERRE.

ÉPOQUES DÉCENNALES COMPARÉES.	L'EUROPE. — RALENTISSEMENT du progrès décennal.	LE RESTE DE LA TERRE. — ACCÉLÉRATION du progrès décennal.
De 1833-1843 à 1843-53	De 60 à 26 p. 100	De 15 à 144 p. 100
Terme final : Proportion des céréales *achetées* avec les produits britanniques *vendus* (1853)	49 p. 100 [1]	10 p. 10 [2]

[1] En 1843, 11 p. 100 — [2] En 1843, 3 1/2 p. 100

Me demandera-t-on si je veux conclure de là qu'à la vente énorme des céréales par l'Europe est dû le ralentissement comparatif de ses achats en Angleterre, et si j'en veux conclure aussi qu'à la vente modique des céréales par le Nouveau Monde est dû l'accroissement énorme de ses achats de produits britanniques?

Je répondrai simplement, *non;* car cela serait insensé.

Mais je crois avoir le droit de conclure que des progrès développés en sens inverse des causes prétendues ne peuvent permettre qu'à des sophistes la conclusion qu'ils ont formulée chaque année, chaque mois, et presque chaque jour, depuis neuf ans : « c'est à la législation des céréales, introduite au commencement de 1845, qu'il faut attribuer l'essor prodigieux qu'a pris le commerce britannique jusqu'à la dernière année de la paix universelle. »

Si l'on me demande à quelles causes naturelles et simples il faut attribuer les contrastes si grands, si singuliers,

que j'ai signalés dans la marche du commerce entre l'ancien monde et le nouveau, je prierai simplement qu'on examine dans cette introduction les faits qui concernent le progrès des principales nations.

Après cet examen, l'observateur attentif connaîtra, non pas des systèmes, mais la réalité des événements accomplis. Il conclura comme il le voudra. J'aurai rempli ma tâche d'historien, et, j'en suis certain, de sincère et fidèle historien.

Avant de quitter la Grande-Bretagne, qu'il me soit permis d'oublier avec bonheur des questions trop controversées, pour reposer un peu le lecteur sur l'invention qui couronne avec tant d'éclat les découvertes du XIX[e] siècle : elle appartient en grande partie à l'Angleterre.

§ 6. DERNIÈRE GRANDE INVENTION DE LA DERNIÈRE PÉRIODE : LES CHEMINS DE LA PENSÉE.

Électro-télégraphie terrestre et sous-marine.

L'industrie moderne s'est agrandie et perfectionnée par l'application des sciences aux arts. Nulle part cette application ne s'est présentée sous une forme plus remarquable et plus soudaine que pour créer la *télégraphie électrique.*

Aussitôt que les chemins de fer eurent donné le goût des communications extrêmement accélérées, on éprouva le besoin d'étendre cette accélération même à transmettre la pensée. On avait déjà les télégraphes aériens : mais ils ne servaient que pendant le jour; ils étaient interrompus par les intempéries fréquentes de l'atmosphère; un brouillard arrêtait tout, et la nuit tout cessait. Ce fut l'électricité

qui fournit un nouveau moyen, incomparablement supérieur, et qui fonctionnât sans cesse.

Idée du principe scientifique de la télégraphie électrique.

Un fluide est animé d'une force prodigieuse et d'une vitesse qui, par sa grandeur même, est difficile à mesurer. Ce fluide existe dans tous les corps de la nature : dans l'air, dont il sort par la foudre et les éclairs; dans les corps électrisés, dans les corps aimantés, qui le mettent en action aussi loin que s'étend la sphère de leur puissance; dans les actes de la végétation et dans la plupart des phénomènes de la vie animale.

Telle est la force que le génie de l'homme contraint d'obéir à ses directions; qu'il trouve l'art de faire agir ou de rendre au repos, suivant sa volonté; qu'il fait servir à presser, à frapper, à compter; disons plus, qu'il fait parler, écrire même, et qu'il sait rendre, à d'énormes distances, l'organe instantané de sa pensée.

Le premier miracle appartient à Franklin, qui, par un système de pointes et de conducteurs métalliques, s'est emparé de la foudre plus ou moins accumulée dans les nuages, afin de la diriger et de la disperser dans le sein de la terre. Aussitôt on s'en est servi pour préserver des incendies causés par l'électricité atmosphérique les maisons et les navires.

Un demi-siècle plus tard, Volta produit le second miracle. Il prend deux plaques métalliques, l'une qui brûle (qui s'oxyde) plus lentement par l'action d'un acide, l'autre plus rapidement; il les sépare au moyen d'un carton imprégné de cet acide. Si maintenant un fil métallique isolé, d'une longueur et d'une courbure quelconques, touche d'un bout à la première plaque et de l'autre

à la seconde, quoique rien ne se montre à la vue, un fait immense est produit.

Le fluide électrique positif part de la première plaque; il avance en suivant le fil conducteur jusqu'à ce qu'il pénètre dans la seconde plaque, il revient à la première pour sortir de nouveau, parcourir derechef le fil conducteur, atteindre la deuxième plaque, et continuer le circuit aussi longtemps que l'acide agit sur les plaques parallèles.

Disposons dans le même ordre une seconde paire de semblables plaques, une troisième, une quatrième.... Superposons-les en les séparant par des cartons mouillés avec l'acide excitateur, nous allons former une pile : c'est la pile de Volta. Ses phénomènes agrandis se produiront en faisant toucher le fil conducteur d'un bout à la première plaque de la paire inférieure, de l'autre à la dernière plaque de la paire supérieure. Le fluide électrique de toutes les paires va prendre à la fois son mouvement circulaire en partant toujours de la première de toutes les plaques pour suivre le fil conducteur, rentrer dans la pile par la dernière des plaques et continuer sans s'arrêter. On multiplie autant de fois que le nombre des paires de plaques la quantité d'électricité mise en mouvement.

Ce générateur d'électricité, par des découvertes successives, on l'a prodigieusement varié de forme et de matière, pour l'approprier à des besoins divers; le principe est resté le même.

Imaginons que le fil conducteur, au lieu d'être totalement isolé dans l'air, soit à moitié dans l'atmosphère, à moitié caché sous le sol, dans une longueur qui peut être énorme. Plaçons sous terre une masse métallique, assez près de la pile et traversée d'un bout par le fil conducteur; plaçons une semblable masse le plus loin possible de la pile et traversée pareillement par l'autre extrémité du fil

conducteur : le mouvement de l'électricité continuera de suivre ce fil.

Mais voici le phénomène le plus étonnant : supprimons tout à coup la partie souterraine du fil entre les deux masses métalliques, le mouvement sans fin de l'électricité n'en continuera pas moins. L'électricité cherchera sa route d'elle-même à travers la terre; quelle que soit la distance, elle cheminera d'une masse à l'autre, et tout continuera comme si nulle part le fil conducteur n'avait été supprimé.

Si l'on veut établir un télégraphe électrique entre deux points à cent lieues l'un de l'autre, on posera sous terre les deux masses métalliques à cent lieues aussi l'une de l'autre, et le courant électrique va faire alternativement cent lieues dans l'air, suivant le fil conducteur, et cent lieues sous terre, en allant d'une masse métallique à l'autre, sans aucun fil conducteur.

Le fil conducteur qui traverse l'air doit être supporté de distance en distance par des corps *non-conducteurs*, qui ne dérobent rien de l'électricité voyageuse.

Aux États-Unis, pour empêcher que l'électricité de l'atmosphère trouble par des accidents la communication, les poteaux qui supportent les conducteurs sont chacun porteurs d'un paratonnerre, qui ne communique pas avec les fils conducteurs : *c'est Franklin veillant sur Volta.*

La compagnie d'Angleterre dite compagnie du télégraphe électro-magnétique cache dans la terre le fil conducteur, auparavant placé dans l'air; elle isole les fils comme s'il s'agissait d'un câble métallique employé pour traverser un bras de mer. Elle fait servir de la manière la plus ingénieuse l'aiguille aimantée pour découvrir à quel endroit caché sous terre, s'il arrive quelques accidents, le fil conducteur est interrompu. Indiquons actuel-

lement le parti qu'on a tiré du courant électrique obtenu par l'action de la pile.

Si l'on coupe le fil conducteur en deux parties qui cessent d'être en contact, le circuit est rompu; l'électricité s'arrête et semble ne plus exister. Si l'on rejoint les parties séparées au moyen d'un conducteur métallique, à l'instant même le courant reprend avec énergie, et la vitesse est si grande qu'on peut à peine apprécier la fraction de seconde écoulée entre le passage de l'électricité aux extrémités de la ligne télégraphique la plus étendue.

Dans la suppression et le rétablissement du courant électrique repose tout le secret de la transmission merveilleuse des signaux.

En Angleterre, chaque station du télégraphe possède une espèce de clavier dont les touches, comparables à celles d'un piano, peuvent, par un simple et rapide doigté, disjoindre ou rejoindre deux parties du fil conducteur général. Par des dispositions mécaniques intelligentes et simples on sait rendre parfaitement périodiques et constantes les alternatives de jonction et de séparation.

Expliquons à présent par quelles opérations s'effectuent les signaux entre celui qui les fait sur un point de la ligne conductrice et celui qui doit les recueillir et les comprendre ensuite sur un autre point de la même ligne.

Ce dernier, par précaution, met en communication avec le réservoir souterrain les deux parties de la ligne conductrice, en amont et en aval du point qu'il occupe; il met de plus en communication une sonnette d'amont avec le fil d'amont, une sonnette d'aval avec le fil d'aval. Alors il attend; il peut même en attendant lire, écrire, et suivre une occupation quelconque.

Tout à coup une cloche sonne par l'effet de l'électricité, celle d'amont par exemple : c'est de là que vont arriver

les signaux. A l'instant l'observateur met son *piano de signaux* en communication avec le fil d'amont et se tient prêt. Le premier signal qui va suivre indiquera la station à laquelle on veut parler; si c'est à celle de l'auditeur, il répond qu'il est attentif, et le dialogue commence.

On sait comment les anciens télégraphes conversaient: c'était avec trois grandes ailes rectilignes diversement inclinées; par la combinaison de positions très-distinctes, on les groupait de manière à représenter, suivant des conventions établies, ou les 25 lettres de l'alphabet ou des syllabes, ou des mots, ou des chiffres. Le répétiteur de signaux disposait les bras de son télégraphe parallèlement à ceux du signaliste, et les signaux étaient répétés.

Ici les ailettes du télégraphe sont remplacées par autant d'aiguilles aimantées qui prennent des inclinaisons spéciales lorsqu'on fait agir un courant électro-magnétique, et qui reviennent par un ressort à la position primitive, suivant la volonté du signaliste.

Pour donner plus de puissance à l'électricité sur chaque aiguille, on met à profit les belles découvertes d'Œrstedt, on entoure d'une spirale à révolutions pressées et nombreuses une barre de fer droite, qui s'aimante aussitôt que ce fil fait partie du conducteur télégraphique et qui cesse d'être aimanté dès que le fil en spirale est isolé du conducteur télégraphique.

Ici l'on découvre la perfection du nouveau moyen scientifique. Au lieu de la manœuvre lente et pénible des grandes ailes d'un télégraphe, un doigt qui pèse sur une touche établit ou supprime la communication avec l'appareil magnétique; cela fait tourner une aiguille légère et petite, par une transmission pour ainsi dire instantanée: le même mouvement est répété par l'aiguille de la station prévenue, et les signaux sont transmis.

Depuis près de dix ans, les télégraphes électriques se se sont établis presque à la fois en Angleterre, aux États-Unis et bientôt dans toute l'Europe. On les a d'abord dirigés parallèlement aux lignes des chemins de fer. Ils ont été d'une utilité remarquable au service même de ces chemins, pour prévenir des accidents, pour appeler des secours en cas de sinistre, etc.

On établit aussi des lignes télégraphiques sur des directions où ne sont pas encore ouvertes des voies de fer.

Enfin, dans l'année 1851, on a posé sous la mer le premier câble métallique au moyen duquel une île communique avec un continent : c'est le câble dirigé de Douvres à Calais. On a posé d'autres câbles entre l'Angleterre et la Belgique, entre l'Angleterre et l'Irlande, entre l'Italie, la Sardaigne et la Corse pour aller jusqu'en Afrique. Cette année même, on a joint la Crimée à la terre-ferme par un câble qui s'étend de la baie de Kamiesch à Varna.

On projette une communication de l'Irlande avec l'Amérique du Nord, pour rejoindre la vaste ligne de communication des États-Unis et de la Nouvelle-Bretagne.

Les récompenses décernées à l'industrie britannique au concours universel de 1851 révèlent autant de progrès du nouvel art de communications télégraphiques.

Les noms d'Ampère pour la conception première, de Wheatstone en Angleterre et de Morse en Amérique, sont glorieusement unis à la belle industrie de l'électro-télégraphie. Elle sert maintenant pour une foule d'opérations commerciales, pour des commandes de fabrication, de ventes, d'armements, de transports, pour l'indication des fonds publics, pour la transmission des nouvelles, malheureusement *sans garantie*, etc.

Déjà la science a fait usage de la télégraphie électrique

pour comparer et vérifier la longitude entre des lieux séparés par la mer, entre Londres, Bruxelles et Paris.

Avec des fils électriques, on transmet à tous les cadrans publics d'une ville l'heure au moyen d'une horloge ayant elle-même l'électricité pour moteur.

Certainement les Anglais n'ont pas tout découvert dans l'établissement et le progrès de la télégraphie électrique; mais leur part est magnifique, quoiqu'il soit peut-être difficile de faire exactement le partage entre les nations concurrentes. On trouvera cet historique dans le supplément au rapport du X[e] Jury par le savant M. Moigno.

RÉCOMPENSES

OBTENUES PAR LA GRANDE-BRETAGNE À L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1851.

I[er] GROUPE. — MATIÈRES PREMIÈRES.

I[er] Jury. — *Règne minéral, produits et travaux des mines et des carrières.* — Voilà l'une des grandes richesses de l'Angleterre et l'un des objets principaux de son commerce extérieur. — Récompenses du 1[er] ordre données :

1° A M. Brokedon : découverte des moyens de soumettre la poudre de graphite, sans mélange d'aucun corps coagulant, à d'énormes pressions, sous un réservoir pneumatique, afin de retirer l'air d'entre les globules du métal : d'où résulte l'adhérence du métal comme s'il sortait en bloc de la mine.

2° A M. Patisson, dont nous avons expliqué, page 52, le procédé pour extraire par cristallisations successives l'argent que contient une masse de plomb.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 2 ; 2[e] ordre, 24 ; ment. hon., 33.

II[e] Jury. — *Arts chimiques et préparations pharmaceutiques.* — Récompense du premier ordre :

A M. LONGMAN, pour le procédé par lequel on extrait le cuivre des pyrites, par l'usage du sel commun.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 1 ; 2e ordre, 37 ; ment. hon., 32.

IIIe JURY. — *Produits alimentaires.* — On décerne la récompense du premier ordre à MM. LAWSON père et fils, pour leur magnifique collection des produits végétaux de l'Écosse, disposés dans un ordre scientifique.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 1; 2e ordre, 34; ment. hon., 23.

IVe JURY. — *Matières animales et végétales employées par l'industrie.* — La Grande-Bretagne obtient une seule récompense du premier ordre, décernée à M. MERCER pour le procédé qui modifie les fibres du coton par un caustique alcalin.

Lorsque nous parlerons de l'Irlande, nous mentionnerons une récompense du premier ordre, la seule qu'ait reçue ce royaume : elle est donnée à la société royale formée pour le perfectionnement de la culture et de la préparation du lin.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 2; 2e ordre, 29; ment. hon., 48.

Les nombreuses récompenses du second ordre sont relatives aux amidons faits avec du riz; aux moyens nouveaux de M. CLAUSSEN pour préparer le lin et le coton; à des huiles purifiées; à des expositions de bois, de laines, de coton, de lin, de gommes britanniques, etc. Voyez le rapport de M. Payen, IVe Jury.

IIe GROUPE. — ARTS GÉOMÉTRIQUES ET MÉCANIQUES.

Ve JURY. — *Machines motrices directes.* — Ici commence une des parties où la Grande-Bretagne brille avec le plus d'éclat. Récompenses du premier ordre :

1° J.-P. APPOLD : pompe centrifuge avec des vannes

courbes, propre à dessécher les marais; elle peut être mise en mouvement par la force de la marée.

2° M. CRAMPTON, pour ses puissantes et célèbres locomotives.

3° M. DUNN, pour un mécanisme propre à faire passer les véhicules d'une voie de fer à une autre.

Une subdivision du V[e] Jury concerne les voitures ordinaires de luxe ou de charronnage. Malgré la renommée des Anglais dans cette branche d'industrie, personne n'a reçu de récompense du premier ordre.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 3; 2[e] ordre, 64; ment. hon., 0.

Ici les récompenses du second ordre ont une extrême importance. Elles montrent, par leur nombre et par leur valeur, combien est étendue et perfectionnée la fabrication des machines de la Grande-Bretagne : 16 récompenses sont données pour les perfectionnements apportés aux machines à vapeur, ou stationnaires ou locomotives; 7 sont données aux améliorations des voies des chemins de fer. Là se trouve aussi la série des modèles imaginés par M. F.-P. SMITH pour l'application de l'hélice à la marche des navires. (Voyez mon rapport sur le VIII[e] Jury.)

VI[e] JURY. — *Mécanismes pour les arts et métiers.* — Récompenses de premier ordre :

1° M. E. BARLOW : modification du métier Jacquard pour lever et baisser simultanément les fils de suspension.

2° M. DONISTHORPE : double machine à peigner la laine.

3° M. B. DONKIN : mécanisme complet pour fabriquer le papier sans fin. La première application de ce système est venue de France au commencement du siècle.

4° M. FAIRBAIRN, pour l'invention de sa machine à river les boulons des plaques de fer assemblées et pour beaucoup d'autres perfectionnements ingénieux.

5° M. Hibbert Platt et ses fils, pour une série de mécanismes nécessaires à la filature du coton, depuis la première manipulation jusqu'à la dernière.

6° M. B. Hich et son fils, pour une collection de machines-outils variées et perfectionnées.

7° M. Lawson et ses fils : collection de mécanismes employés à la préparation ainsi qu'à la filature du lin.

8° M. J. Masson : machine à carder la laine, ainsi qu'à la formation des rubans (*rowings*) : simplification des procédés et par là nouvelle économie.

9° MM. Maudslay : presse monétaire agissant au moyen d'un excentrique. Les mêmes fils du célèbre collaborateur de Brunel avaient mérité d'autres récompenses pour leurs machines à vapeur et pour d'autres mécanismes.

10° M. Nasmith, pour l'invention du marteau-pilon mû par la vapeur.

11° MM. C. F. et C. Parker : métier mécanique employé pour tisser les toiles à voiles. (Voyez p. 61.)

12° MM. Pontifex et Wood : appareil de cuivre et de laiton faisant le vide, pour le raffinage du sucre.

13° M. T. S. Reed : nouveau métier pour tisser des franges sans employer de navettes.

14° MM. Sharp frères : grand tour double, pour les roues des chemins de fer; machines-outils perfectionnées; mécanismes à filer le coton, dits *throstle*.

15° M. Withworth : sa belle collection de machines-outils, sa machine qui mesure les étendues à moins d'un millionième de pouce anglais, c'est-à-dire à moins d'un 39 millième de millimètre.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 15; 2e ordre, 51; ment. hon. 0.

VIIe Jury. — *Constructions civiles*. — Récompenses du premier ordre :

1° S. A. R. le Prince Albert, pour le modèle d'une maison économique, salubre et commode, à l'usage d'une famille d'ouvriers.

2° MM. Fox et Henderson : système de structure en fer et construction du *Palais de cristal.*

3° M. Joseph Paxton : conception et plan de ce palais.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 3 ; 2e ordre, 17 ; ment. hon., 25.

VIIIe Jury. — *Arts de la marine et de la guerre.* — Récompenses du premier ordre :

1° L'Amirauté d'Angleterre, pour les diverses collections des bâtiments de guerre à voiles et à vapeur ; pour ses cartes hydrographiques.

2° Le département officiel de la carte géologique du Royaume-Uni, pour le levé et la publication de cette carte.

3° Le département de l'ordonnance, artillerie et génie militaire, pour la nouvelle carte géographique du royaume, exécutée par les officiers de ce département.

4° Sir William Snow-Harris, pour son système de conducteurs fixés aux mâts et aux parties de la carène des navires, afin de garantir en tout temps le navire, quelles que soient les manœuvres, contre l'action de la foudre.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 4 ; 2e ordre, 49 ; ment. hon. 9.

Les récompenses du 2e ordre ont été données à d'éminents constructeurs du commerce, soit pour navires à voiles, soit pour navires à vapeur ; à des fabricants d'instruments nautiques ; à des armuriers fabricants d'armes perfectionnées pour la guerre, pour le commerce, etc.

IXe Jury. — *Instruments d'agriculture.* — L'exposition britannique était aussi nombreuse que riche. — Récompenses du premier ordre :

1° W. Busby : charrues, semoirs, chariot.

2° M. W. Croskill : houe norwégienne, moulin à farine, chariot, etc.

3° M. Garrett et ses fils : semoirs pour le blé, etc.

4° M. Hornsby et fils : machine à vapeur applicable à l'agriculture, instruments perfectionnés.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 4; 2e ordre, 30; ment. hon., 1.

Les instruments aratoires deviennent pour l'Angleterre un objet d'exportation assez important pour que, dès 1853, on l'ait fait figurer dans les comptes officiels; il s'y trouve compris pour 1,934,475 francs.

Xe Jury. — *Instruments de mathématiques, de physique, de chirurgie et de musique.* — Récompenses du premier ordre :

1° M. Bain : télégraphe électrique susceptible de transmettre et de consigner *mille lettres* et même *mille mots* par minute; télégraphe électrique pour copier des profils, des autographes, des signes sténographiques, etc.

2° M. F. Backewell : télégraphe électrique pour transmettre des fac-simile, autographes, signatures, etc.

3° M. J. Brett : télégraphe imprimeur en romain, en italique, etc., à des stations plus ou moins éloignées.

4° M. Ch. Brook : invention pour enregistrer les phénomènes naturels au moyen de la photographie.

5° M. S. Buckle : photographies tirées sur papier.

6° M. Chance : un disque de flint-glass ayant 74 centimètres de diamètre.

7° M. Claudet : chambre obscure multipliant les aspects d'un même objet : un sculpteur recevant sept photographies d'une même personne, à des points de vue différents, peut en faire le parfait relief sans l'avoir vue; instruments pour mesurer l'intensité de la radiation photogénique et comparer le pouvoir des verres lenti-

21.

culaires dont on fait usage; recherches ingénieuses et belles applications pour représenter les objets par la photographie.

8° M. G. Dollond : instrument pour enregistrer automatiquement les variations du baromètre et du thermomètre, la chute de l'eau, la direction du vent, etc., etc.

9° Comte Dunin, Polonais : mécanisme pour agrandir ou diminuer proportionnellement la représentation en relief des formes humaines.

10° J. Griffith : un baromètre où le vide peut être complétement rétabli par un *air-trap* au sommet.

11° M. W. T. Henley : application ingénieuse de l'électricité magnétique à la télégraphie.

12° Newman : machine pneumatique perfectionnée pour obtenir un vide plus grand que par le passé; jauge automatique des marées.

13° L. Œertling : balance d'une rare sensibilité.

14° M. A. Ross : perfectionnements remarquables du microscope et d'un équatorial : les verres travaillés par un mécanisme de l'auteur, qui garantit l'achromatisme.

15° Ross et Thompson : belles images photographiques, imitées de Talbot, mais obtenues par l'action négative d'un verre albuminisé.

16° MM. Smith et Beck : microscopes de qualités remarquables.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 16; 2e ordre, 42; ment. hon., 18.

Section A. — *Instruments de musique.* — Récompense du premier ordre:

1° MM. Gray et Davidson : orgues; le jeu des leviers qui ouvrent ou ferment le passage du vent.

2° M. Hill : orgue; invention d'un *stop* d'une grande puissance, et des moyens de lever les stops avec des clefs.

3° M. H. Willis : orgue; perfectionnements à l'emploi du levier pneumatique.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 3; 2° ordre, 20; ment. hon., 12.

Section B. — *Horlogerie.* — Une récompense du premier ordre est donnée à M. Dent : moyen d'accroître l'exactitude des horloges pour les grands édifices.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 1; 2° ordre, 10; ment. hon., 5.

Section C. — *Instruments de chirurgie.* — Ici les Anglais ont cessé de l'emporter sur les Français.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0; 2° ordre, 19; ment. hon., 0.

III° GROUPE. — INDUSTRIES TEXTILES : LES PEAUX, LES PAPIERS.

Les Anglais n'ont pas voulu que ces industries reçussent de récompense du premier ordre : cela rendra plus rapide notre énumération.

Ils n'avaient nullement pour objet de présenter les plus fins tissus de coton, de laine et de soie ou de lin; peu leur importe que les Indiens, par le tissage à la main, l'emportent sur eux par des mousselines d'une beauté fabuleuse, que les Français fabriquent des batistes dont aucun tissu de lin ne puisse approcher : de tels produits sont trop coûteux pour n'être pas d'une consommation restreinte. Au contraire, les Anglais vendent à l'univers pour 1,250 millions de francs de tissus en coton blanc, à 38 centimes le mètre; des tissus imprimés ou teints, à 55 centimes; des draps communs, à quelques francs le mètre; des soieries mélangées, et par là même à bon marché. Que leur importent des qualités qu'on appelle supérieures et qui ne procurent aux industries raffinées qui les obtiennent que des commerces exigus? Les Anglais seraient plutôt tentés d'appeler produits superfins

ou superlatifs les produits inférieurs ou secondaires; au point de vue du bénéfice, ils ont raison.

La vraie récompense, celle qu'ont obtenue les fils et les tissus de l'Angleterre dans leur concurrence avec ceux de l'univers, surpasse déjà 1,200 millions par année : ce commencement lui sourit.

XIe Jury. — *Cotons.* — Sur 9,000 exposants anglais, 65 seulement représentaient la filature et le tissage du coton.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0; 2e ordre, 16; ment. hon., 5.

XIIe Jury. — *Lainages drapés.* — Autant les fabricants de coton avaient témoigné d'éloignement pour l'Exposition, autant les fabricants de lainages ont témoigné d'empressement à s'y présenter : ils n'étaient pas moins de 500. On explique ainsi comment ils ont obtenu quatre fois autant de récompenses que la première industrie, infiniment plus étendue et plus opulente.

La laine n'était pas seule à figurer : on remarquait parmi les produits nouveaux des tissus brillants dont la trame était d'*alpaca* et la chaîne de lin ou de soie; on voyait aussi des tissus d'alpaca ornés de broderies.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 0; 2e ordre, 69; ment. hon., 12.

XIIIe Jury. — *Soieries.* — La fabrication des soieries anglaises, depuis peu d'années, devient considérable ; mais elle laisse beaucoup à désirer pour l'heureux assortissement des dessins et des couleurs.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 0; 2e ordre, 26; ment. hon., 7.

XIVe Jury. — *Tissus de lin et de chanvre.* — Comme nous l'avons expliqué précédemment, si les tissus de lin et de chanvre ont, du côté des Anglais, la supériorité commerciale, ce n'est point par la beauté, c'est par le bas prix. Ce bas prix résulte des moyens que la mécanique fournit pour la filature et le tissage du lin.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0; 2e ordre, 21; ment. hon., 29.

XV[e] JURY. — *Tissus ras, mérinos, popelines, châles, etc.* — Dans ces genres d'industrie, qui la plupart datent de ce siècle, les Anglais ont trouvé sur le Continent des rivaux redoutables. C'est ce qu'on verra complétement expliqué dans les rapports de M. Bernoville sur les XII[e] et XV[e] Jurys et de M. de Gaussen sur les châles.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 0; 2[e] ordre, 42; ment. hon., 0.

XVI[e] JURY.— *Peaux, fourrures, plumes, etc.*— Les Anglais avaient autrefois la plus grande réputation pour la préparation et pour la mise en œuvre des cuirs; leur sellerie était célèbre. Actuellement ils vont chercher en France des quantités considérables de peaux apprêtées et de peaux mises en œuvre, surtout sous forme de gants; ils nous empruntent une énorme quantité de tiges de bottes et de souliers confectionnés pour femmes.

Ce qu'on doit admirer chez les Anglais, c'est leur incomparable richesse de fourrures empruntées au nord de l'Europe et de l'Amérique. Ils les apprêtent parfaitement.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 0; 2[e] ordre, 39; ment. hon., 0.

XVII[e] JURY. — *Papeterie, typographie, reliure, etc.* — Le concours universel de 1851 n'a pas présenté ces chefs-d'œuvre de typographie tels qu'en ont fait paraître, dans nos premières expositions, les Didot frères, tels qu'en avaient édité les Baskerville et les Bodoni.

Au lieu de la belle simplicité de l'art typographique, on a cherché, par tous les genres d'accessoires, à piquer la curiosité publique. Rien n'est plus brillant que les moyens imaginés depuis peu d'années pour embellir les ouvrages imprimés, par des illustrations, par l'application des couleurs, de l'argent et de l'or.

On a pareillement varié, perfectionné la reliure, pour l'approprier à toutes les fortunes, depuis les couverturse

en tissus de coton gaufré, colorié, simple ou décoré, jusqu'aux magnifiques produits ornés des dessins les plus recherchés, et même incrustés de pierres précieuses.

Les Anglais (1853) n'entendent pas que les étrangers fassent concurrence à leurs imprimeurs, à leurs libraires; ils protégent ceux-ci par des droits longtemps exorbitants, et même aujourd'hui très-élevés. Un kilogramme de livres imprimés depuis moins de cinquante-quatre ans, que la Belgique pourra vendre 5 francs, qui donnera 250 francs pour valeur d'un quintal anglais, payera 37 fr. 50 cent.: c'est un droit protecteur de 14 p. 0/0. Avec une précaution pareille, l'Angleterre réduit les importations de cette catégorie à 99,075 fr. En revanche, elle vend à l'étranger, et presque en entier aux pays de sa domination ou de race anglaise, pour 11,300,130 fr. de livres imprimés.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 0; 2e ordre, 33; ment. hon., 19.

XVIIIe Jury. — *Teinture et impression des tissus.* — Par les applications réunies de la chimie et de la mécanique, les Anglais ont obtenu les succès les plus remarquables pour la teinture et l'impression des tissus.

En 1853, l'Angleterre en exportait plus de 600 millions de mètres au prix de 289 millions de francs; ce qui ne portait le prix moyen du mètre courant qu'à 48 centimes. (Voyez le rapport de M. Persoz.)

Résumé des récomp.: 1er ordre, 0; 2e ordre, 18; ment. hon., 0.

XIXe Jury. — *Tapis, dentelles, broderies.* — Les Anglais n'ont pas l'ambition de l'emporter pour les tapis de haute lisse, où le génie des beaux-arts montre toute sa puissance; mais ils excellent à produire des tapis confortables qui descendent à des prix que peuvent atteindre les fortunes les plus modestes.

Leurs dentelles, sous le nom de *point d'Angleterre*, ont acquis une juste célébrité.

Un objet peu brillant, mais de grand commerce, c'est la dentelle en coton faite avec la mécanique. Ici l'Angleterre trouve la richesse dans le bon marché.

Le rapport de M. Aubry fait connaître, pour l'Angleterre comme pour la France et les autres nations, les progrès des divers genres de dentelles et de broderies.

Par exception, une récompense du premier ordre est accordée à MM. Ball et Duncliffe, pour leurs dentelles de velours et pour d'autres inventions.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 1; 2e ordre, 55; ment. hon., 39.

XXe Jury. — *Produits vestiaires confectionnés.* — Les Anglais n'espèrent pas l'emporter sur les Français pour l'invention des modes, ni pour l'élégance dans les objets de parure; mais ils confectionnent en masses prodigieuses des vêtements communs qu'ils expédient surtout aux nations dont le goût et la civilisation sont encore dans l'enfance. En 1853, la Grande-Bretagne exportait, sous le titre de vêtements et chaussures, *apparels and slop*, pour 47,436,650 francs, et des vêtements de nègres pour 21,705,750 francs.

Les Anglais imposent des droits, dont quelques-uns sont fort élevés, sur les produits vestiaires confectionnés. Le droit sur les gants de peau me semble le plus énorme: il va jusqu'à 40 p. 0/0; malgré cette exagération, l'importation surpasse trois millions de paires par an. Avec des droits plus élevés, la contrebande frustrerait le fisc.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 0; 2e ordre, 46; ment. hon., 46.

IVe GROUPE. — MISE EN ŒUVRE DES MÉTAUX, VERRERIE, CÉRAMIQUE.

XXIe Jury. — *Coutellerie, outils tranchants, ciseaux, limes, etc.* — L'Angleterre doit surtout la supériorité de sa

coutellerie, de ses scies et de ses limes à l'excellence de ses aciers, fabriqués généralement avec des fers tirés de Suède. C'est ce que démontre très-bien M. Le Play dans son rapport.

Une seule récompense du premier ordre est donnée à MM. Spear et Jackson, de Sheffield, pour la perfection de leurs scies circulaires. L'une d'elles avait un mètre et demi de diamètre; ses dents étaient taillées avec le secours géométrique d'une machine à diviser les circonférences, afin d'obtenir une complète égalité.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 1 ; 2[e] ordre, 58; ment. hon., 49.

XXII[e] Jury. — *Travail des métaux communs : le fer, l'acier, le cuivre, le zinc.* — L'Angleterre obtient les plus grands succès commerciaux pour les travaux dont le fer et l'acier sont la base. En y comprenant la coutellerie, elle vendait de ses produits sous le nom de *hardwares* (produits durs) pour 91,626,275 fr. dans l'année 1853.

Rien n'était plus brillant à l'Exposition universelle que les produits de ce genre, pour lesquels les Anglais ont obtenu *cinq* récompenses de premier ordre données à :

1° La fonderie de Coal-Brooke-Dale, pour la perfection de ses fontes, soit artistiques, soit industrielles.

2° MM. Hardman, de Birmingham, pour leurs produits combinés de fer et de bronze.

3° MM. Hoole et Robson, de Sheffield, pour leur cheminées soit en acier, soit en fonte de fer, à foyers mobiles.

4° MM. Stuart et Smith, de Sheffield, pour des foyers perfectionnés.

5° M. R. W. Winfield, de Birmingham, pour les objets d'ornement fabriqués avec des métaux creux cylindriques ou *coniques*, obtenus par *étirage*.

Résumé des récomp.: 1[er] ordre, 5; 2[e] ordre, 192; ment. hon., 107.

Malgré le mérite général des Anglais, il est difficile d'admettre que, sur 810 exposants, 304 aient mérité des récompenses.

XXIIIe Jury. — *Travail des métaux précieux.* — Avec la richesse générale, avec les énormes fortunes accumulées que présente la Grande-Bretagne, le travail des métaux précieux est puissamment encouragé. On doit à M. le duc de Luynes un rapport si développé, d'un goût si sûr et d'une équité si parfaite, qu'il ne nous reste rien à dire, sinon de mentionner son estime pour les qualités qui caractérisent l'orfévrerie et la bijouterie britanniques : la solidité, la parfaite intelligence du travail manuel ou mécanique, sont les premiers caractères de ces arts, de l'autre côté du détroit. Ils font des efforts infinis, mais moins heureux, pour y joindre la beauté des formes et la pureté du goût. Cependant, lorsqu'ils obtiennent de prendre à leur solde des artistes français, M. Vetche par exemple, ils semblent alors ne rien laisser à désirer. Des récompenses du premier ordre ont été données à :

1° M. Elkington, de Birmingham, pour sa grande et belle fabrique de galvanoplastie.

2° MM. R. et S. Garrard, orfévres de la reine, pour leur orfévrerie artistique et leur magnifique joaillerie.

3° M. C. F. Hancock, à qui l'on doit le beau groupe en argent de la reine Élisabeth à cheval, entre son page et son écuyer, d'après un modèle du célèbre Marochetti.

4° MM. W. M. Hunt et Roskell, pour un vase au repoussé, l'œuvre de Vetche.

5° M. Morel (Français), pour la beauté de ses émaux.

On a placé sous le nom des Trois-Royaumes un bouclier en argent avec des figures au repoussé dessinées par le célèbre Cornélius : ce travail appartient à la Prusse, quoique la récompense soit censée revenir à S. A. R. le

prince de Galles. Le bouclier est un présent de son parrain le roi de Prusse.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 5; 2e ordre, 15; ment. hon., 29.

Tandis que l'Angleterre exporte pour plus de 69 millions d'objets fabriqués en fer, acier, etc., elle n'exporte en orfévrerie et argenterie que pour 2,500,000 francs, et pour 300,000 francs de plaqué.

XXIVe Jury. — *Verrerie.* — La verrerie anglaise est bien éloignée de la perfection; les verres employés pour construire le Palais de cristal étaient du genre le plus commun. Le grand mérite était dans la quantité fournie et la promptitude de la confection. Après l'Exposition, pour une masse considérable de flint-glass, on a laissé le Jury de Londres maître d'attribuer une récompense du premier ordre à M. Chance.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 1; 2e ordre, 2; ment. honor., 15.

XXVe Jury. — *Arts céramiques.* — Les arts céramiques, pour les ouvrages communs, ont pris un grand essor en Angleterre depuis le célèbre Wedgwood. Aussi les exportations sont-elles considérables: elles s'élevaient, en 1853, à 33,259,250 francs.

On a justement accordé les récompenses du premier ordre aux beaux produits de M. Minton, de Stoke-sur-la-Trente, dans le comté de Stafford. Ses riches porcelaines sont décorées avec goût, et la beauté des couleurs est remarquable; il fabrique aussi des poteries dont le public apprécie la bonté et l'élégance. Il ne faut pas qu'on s'imagine que même M. Minton peut donner des produits qui réunissent de telles perfections et qui restent à bas prix: de tels miracles sont impossibles, même en Angleterre.

Résumé des récomp.: 1er ordre, 1; 2e ordre, 12; ment. hon., 14.

XXVIe Jury. — *Meubles et décorations des édifices.* —

Ici l'Angleterre laisse à la France les récompenses du premier ordre.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0 ; 2e ordre, 23 ; ment. hon., 29.

Les exportations, sous le titre *cabinet and upholstery wares*, s'élèvent à 3,749,875 francs, payées presque en entier par le Canada et les autres colonies de la Grande-Bretagne ; l'Europe en achète à peine pour un vingtième.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0 ; 2e ordre, 22 ; ment. hon., 39.

XXVIIe Jury. — *Travail architectural de produits minéraux.* — Ici nous trouvons encore, pour ses teintes à l'encaustique, le célèbre M. Minton. Il reçoit la récompense du premier ordre, avec la Société formée pour améliorer le sort de la classe laborieuse, qui s'est occupée de leurs logements.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 2 ; 2e ordre, 46 ; ment. hon., 42.

XXVIIIe Jury. — *Emplois industriels des produits animaux ou végétaux.* — Le Jury décerne deux récompenses du premier ordre : à M. Goodyear, pour ses transformations du caoutchouc par la volcanisation et ses applications ; à M. Mackintosh, pour les vêtements imperméables préparés avec cette substance.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 2 ; 2e ordre, 25 ; ment. hon., 6.

L'application du caoutchouc, si nouvelle encore, est déjà l'objet d'une exportation de 1,550,300 francs.

Nos savants collègues, MM. Balard et Payen, ont traité le caoutchouc et l'*india rubber* ou gutta-percha en chimistes consommés, dans leurs rapports du XXVIIe et du IVe Jury.

XXIXe Jury. — *Fleurs artificielles, ombrelles, éventails, objets de fantaisie, parfumerie, savons, bougie, chandelles.* — Pas de récompense du premier ordre à l'Angleterre pour ces objets, où la palme appartient à la France.

Résumé des récomp. : 1er ordre, 0 ; 2e ordre, 45 ; ment. hon., 27.

Mais si l'Angleterre cède à d'autres le pas pour les joujoux, qui sont charmants, voici ce qu'elle vend à la fois de commun et de lucratif :

Savons communs....................	7,250,600[f]
Chandelles de suif ou stéariques..........	84,565,800

J'aime à présenter ces contrastes : ils font connaître le génie particulier du commerce anglais.

XXX[e] Jury. — *Arts plastiques.* — L'Angleterre a désiré passionnément deux choses : ne pas avoir de récompense du premier ordre pour le lin, la laine et le coton, qui sont sa richesse; en avoir à tout prix pour la musique et la sculpture. On a donné la récompense du premier ordre à M. Richard Wyat, pour sa gracieuse statue de Glycère; 2° à M. le baron Marochetti, Piémontais naturalisé Français, et résidant à Londres, pour la statue équestre de Richard Cœur-de-Lion.

Résumé des récomp. : 1[er] ordre, 2 ; 2[e] ordre, 27 ; ment. hon., 39.

Résumé général des récompenses obtenues par le royaume-uni de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande.

1[er] ordre...........	75	proportions	8 pour 1,000.
2[e] ordre...........	1,066	———	117
Mentions honorables..	678	———	75
	1,819		
Exposants...........	9,094		

II. ROYAUME D'IRLANDE.

§ 1er. OBSTACLES PRIMITIFS OPPOSÉS AU DÉVELOPPEMENT PRODUCTIF DE L'IRLANDE.

Lorsqu'on part d'Angleterre pour avancer vers l'occident, le premier pays qu'on rencontre est une île encore plus différente, encore plus séparée de la Grande-Bretagne, que la Grande-Bretagne elle-même ne l'est de l'univers entier : c'est l'Irlande. Sa population, par l'origine, par la langue, par les mœurs et par la foi, profondément opposée à la nation dominatrice, n'a jamais pu ni briser son joug ni le subir avec une résignation qui désarmât la tyrannie.

Après avoir été traitée pendant sept siècles comme un pays de conquête récente, l'Irlande a conservé d'une longue oppression des stigmates ineffaçables. La communauté des lois, introduite depuis le commencement du XIXe siècle, loin d'identifier cette terre avec la Grande-Bretagne, a produit sur des intérêts essentiels des conséquences diamétralement opposées. Le dernier progrès pour ses enfants est aujourd'hui l'expatriation, célébrée comme le perfectionnement suprême.

Avant d'expliquer et de mettre en présence les hommes et les arts, disons quelques mots sur la nature du pays.

Après la Grande-Bretagne, l'Irlande est de beaucoup l'île la plus spacieuse qui soit dans les mers d'Europe : su superficie, 8,420,050 *hectares*, est plus considérable que celle de la Sicile, de la Sardaigne, de la Corse et de Chypre prises ensemble. Son terroir est fertile et favorable à la production des céréales. Son climat est doux, égale-

ment garanti contre les froids excessifs et contre les chaleurs extrêmes par le bienfait de l'Océan. Les vents qui prédominent et qui traversent l'Atlantique versent sur ses plaines des brouillards et des pluies qui fécondent ses vastes prairies; à ces prairies elle a dû le nom gracieux de *la verte Érin*.

L'île est divisée par une chaîne de montagnes en deux bassins principaux. Le bassin oriental verse ses eaux dans la mer intérieure qu'on appelle proprement *la mer d'Irlande*, et qui fait face à l'Angleterre ainsi qu'à l'Écosse du sud; le bassin occidental verse ses eaux du côté de l'Amérique. Dans l'un et l'autre bassin, les côtes sont découpées par des baies profondes et des golfes spacieux; elles présentent aux marins des ports nombreux et des mouillages sûrs, avec un développement de côtes plus étendu que celui du littoral de la France depuis la Belgique jusqu'à l'Espagne.

Ainsi, l'Irlande a reçu de la nature tout ce qui peut rendre une contrée heureuse et riche par l'agriculture, par la navigation, et par les arts que le commerce appelle à son secours.

Après la conquête de l'Angleterre, les Normands domptent les Celtes du pays welche. L'envahissement les conduit en face de l'Irlande, alors partagée en cinq faibles royaumes; cette division sert l'Angleterre normande pour conquérir l'un par l'autre ces petits États. Le dernier des rois anglais d'origine française, Henri VIII, réunit les cinq provinces irlandaises, qu'il constitue en royaume unique. Il octroie aux asservis un parlement, comme autrefois les Romains donnaient à des conquis un roi, afin d'avoir un instrument de servitude. Cet instrument est néanmoins sans efficacité pour changer la foi du peuple irlandais, comme allait être changée la foi du peuple an-

glais, servile alors. La haine et l'oppression s'accroissent contre celui qui restait fidèle à la religion de ses ancêtres.

Cette résistance des âmes occasionna des luttes sanglantes et tous les malheurs de l'Irlande. Lorsque les Stuarts eurent réuni sous leur sceptre les deux royaumes de la Grande-Bretagne, ils persécutèrent en Angleterre, en Écosse, les puritains et les indépendants, qui s'expatrièrent, les uns dans le nord de l'Amérique, les autres dans le nord de l'Irlande. Ces exilés, victimes de l'intolérance, en auraient dû porter la haine et le mépris avec eux; leurs cœurs ne gardèrent qu'un ardent besoin de persécuter le culte d'autrui, comme on persécutait le leur.

La barbarie n'existait pas d'un seul côté. Elle dictait parfois des représailles qui dépassent toute idée; et les Irlandais ont eu leurs vêpres siciliennes. Lorsque commença la querelle de Charles Ier avec le Parlement d'Angleterre, les Irlandais massacrèrent plus de 50,000 protestants établis dans leur île. On voulut que le châtiment des coupables fût surtout rendu *productif*. Après avoir décimé leurs vies on fit plus que décimer leurs propriétés : on confisqua près de 1,000,000 d'hectares de terres, le huitième du pays. Des protestants, la plupart appelés d'Écosse et d'Angleterre, obtinrent à vil prix ces biens extorqués. Le territoire oriental, le plus rapproché de la Grande-Bretagne, était surtout celui qu'on s'efforçait de faire passer entre les mains de possesseurs britanniques.

Quand les dissidents d'Écosse et d'Angleterre eurent commencé la rébellion contre les Stuarts, ils eurent pour alliés naturels les victimes de ces princes, réfugiées sur la côte orientale d'Irlande. Cromwell eut ceux-ci pour auxiliaires, quand il passa la mer afin d'abattre l'étendard inséparable du catholicisme et de la royauté. Ce fut alors qu'il

réalisa la pensée sauvage de pousser aux limites extrêmes de l'ouest la population primitive pour en purger l'Irlande orientale, la remplacer par les sectaires de sa faction, et, le fer à la main, crier au paysan dépossédé : « Va dans Connaught ou dans l'enfer : *go to Connaught or to hell!* »

A travers ces cruautés, que devenait la fortune de l'Irlande? La nature avait tout fait pour donner à cette contrée un grand commerce maritime; mais jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, au lieu d'être pratiqué par des navires nationaux, ce commerce était usurpé par ceux de la Hollande. Cromwell, si jaloux d'enlever à de tels rivaux le transport des produits anglais, Cromwell ne comprit pas le pays dont il se faisait le fléau dans la protection qu'il accordait à la marine anglaise par son *Acte de navigation.* L'injustice ira plus loin, et bientôt cet acte sera dirigé contre l'Irlande.

Le climat favorisait la production de la laine. Les Irlandais en faisaient des tissus communs, à très-bas prix, recherchés même des Anglais. Des Actes du Parlement interdisent l'entrée de ces tissus en Angleterre, et l'effet en devient si désastreux, que des tisserands irlandais, privés d'occupation, s'expatrient; ils arrivent jusqu'en France.

Les Anglais et les Écossais établis sur les terres d'Irlande confisquées au temps de Cromwell étaient en grand nombre habiles dans l'art d'élever le bétail et d'améliorer les prairies; leurs soins prospérèrent à tel point qu'au bout de quelques années les cultivateurs de la jalouse Angleterre s'effrayèrent des produits que l'Irlande, même protestante, pouvait mettre en concurrence avec les leurs.

En 1663, trois ans après le retour de Charles II, ce modèle des rois ingrats, défense est faite, sous peine d'amende et de confiscation, d'introduire en Angleterre

aucun bétail élevé dans les prés d'Irlande. Trois ans plus tard, le Parlement anglais va plus loin : il interdit l'entrée des salaisons irlandaises dans les ports de la mère, disons mieux, de la marâtre patrie.

Ce qu'on défend pour les produits d'agriculture, on le défend pour d'autres sources de travail : ainsi, dès 1663, année funeste, on interdit aux navires irlandais le transport direct des produits de l'Europe dans les colonies britanniques et des produits de ces colonies en Europe.

L'Irlande avait une industrie dans laquelle elle excellait : c'était la filature du lin, dont les modestes profits, obtenus par la main des femmes, concouraient à soulager la misère des campagnes; on faisait ainsi beaucoup de toiles que recherchaient les autres nations.

Dès le commencement du XVII[e] siècle, Manchester convoitait ce commerce ; elle achetait les fils que produisaient les Irlandaises et les transformait en tissus. Son habileté trouvait le moyen de renvoyer ces toiles en Irlande et les y vendait avec avantage. On voit par là quelle était déjà la supériorité de cette étonnante cité. Elle s'essayait à faire sur un moindre théâtre, avec l'Irlande et le tissage du lin, ce qu'elle accomplira deux cents ans plus tard avec l'Inde entière et le tissage du coton.

De leur côté, les Écossais, dès l'époque de Charles II, commencent à faire une rude concurrence aux toiles irlandaises. Ils transportent leur industrie jusque dans le pays de leurs rivaux, où les lins les plus estimés croissent en abondance.

Ils s'établissent de préférence au nord-est, en face de leur côte occidentale; ils font de *Belfast*[1], la ville au

[1] Bell-fast, la cloche et le jeûne.

nom britannique et puritain, un centre d'activité pour les toiles fabriquées avec les fils des pays circonvoisins.

Malgré d'aussi redoutables rivalités, tant que les métiers mécaniques n'eurent pas changé la face des arts textiles, la race irlandaise put encore se défendre; ses exportations ne cessèrent pas d'être considérables.

En même temps que la Grande-Bretagne poussait la rivalité jusque sur le sol de l'Irlande contre les industries de celle-ci, en même temps qu'elle empêchait sur le sol britannique les produits irlandais de lui faire concurrence, elle exigeait que les marchandises anglaises fussent introduites sans obstacle, sans droit d'entrée et sans réciprocité, dans l'île asservie qu'elle osait pourtant appeler sa sœur-royaume (*sister-kingdom*).

Dès la fin du siècle précédent, nous trouvons la juste mesure de tant de soins combinés pour atrophier le commerce d'une vassale.

ANNÉE MOYENNE, DE 1699 À 1709.

	COMMERCE EXTÉRIEUR	
	de LA GRANDE-BRETAGNE.	de L'IRLANDE.
	Francs.	Francs.
Exportations	116,478,150	8,510,350
Importations	130,656,175	8,562,875
TOTAUX	247,134,325	17,073,225

Ainsi, déjà le commerce extérieur de l'Irlande était réduit à 7 pour cent du commerce britannique.

A cette époque, l'île entière ne comptait guère que 2 millions d'habitants; il fallut une loi pour enjoindre au cultivateur de la verte Érin de labourer au moins *le vingtième* de la terre envahie par les pâturages.

Les grands événements qui se pressent, à partir du milieu d'un siècle qui commençait si pauvrement pour l'Irlande, semblent promettre à cette île une fortune moins adverse. De 1756 à 1763, la guerre de Sept ans renchérit sur le marché d'Angleterre les provisions de bouche; alors le Parlement anglais, moyennant *la surcharge d'un droit d'entrée*, admet les salaisons irlandaises dans les ports de la Grande-Bretagne.

Jusqu'en 1775, l'Angleterre interdisait aux Irlandais la pêcherie si féconde des côtes du nord de l'Amérique; à cette époque, on leur en permet l'accès, dans l'espoir d'augmenter par là le nombre des matelots métropolitains, insuffisant pour lutter avec les colonies révoltées.

Dans la même année on accorde comme une faveur aux Irlandais d'habiller, *avec leurs propres lainages*, les régiments irlandais soldés par l'argent d'Irlande!

Lorsqu'une politique oppressive autant qu'imprévoyante eut produit la révolte des colonies dans la Nouvelle-Angleterre, si voisine de l'Irlande, le peuple de cette île, sans distinction alors de catholiques et de protestants, imita les patriotes de Boston. Il résolut, en 1779, de n'importer, de ne consommer aucun produit britannique, jusqu'à l'instant où l'Angleterre abolirait ses prohibitions dirigées contre l'Irlande; en même temps il prit les armes par mesure comminatoire. Pour ne pas perdre un aussi beau royaume, le Gouvernement britannique se vit forcé de faire droit à des réclamations élevées par ce peuple, deux fois aussi nombreux que celui qui venait de s'affranchir par la force des armes. Pour concession dernière, dans

l'année même où fut reconnue l'indépendance absolue des États-Unis, on reconnut, sauf la suzeraineté de l'Angleterre, l'autonomie du peuple et du parlement de l'Irlande.

Cette étrange position d'une île à demi soumise, à demi menaçante, ne pouvait pas subsister. L'Angleterre continua son despotisme exécutif. L'Irlande aveuglée tendit la main à l'anarchie, qui venait de France; alors elle fut en proie aux guerres civiles, aux exécutions sans terme et sans exemple. Ses déchirements ne cessèrent que par la perte de sa nationalité, qui fut vendue, à beaux deniers comptants, au sein d'une législature corrompue.

La première année du XIX[e] siècle est inaugurée par le suicide du parlement irlandais, cent ans après le suicide du parlement écossais. Les trois royaumes, alors, prennent le titre de *Royaume-Uni;* et le pavillon impérial de *l'union* allie les couleurs des trois pavillons nationaux.

L'IRLANDE AU XIX[e] SIÈCLE.

Suivons maintenant les progrès de l'Irlande dans la période de temps dont nous écrivons l'histoire industrielle.

A partir du moment où les trois royaumes ne formaient plus qu'un État indivis, les Actes législatifs ne purent plus conserver de différences oppressives à l'égard des produits de la terre et de l'industrie chez aucun des trois États. Le commerce de la Grande-Bretagne avec l'Irlande prit un essor que favorisa la guerre contre Napoléon et que la paix générale fut impuissante à ralentir; mais le commerce extérieur préféra de plus en plus la Grande-Bretagne à l'Irlande.

PROPORTION DES PRODUITS NATIONAUX EXPORTÉS DIRECTEMENT À L'ÉTRANGER.

ÉPOQUES.	PRODUITS EXPORTÉS de LA GRANDE-BRETAGNE.	de L'IRLANDE.
	Francs.	Francs.
1821	1,000,000	23,781
1831	1,000,000	10,992
1841	1,000,000	8,576

Le dernier chiffre fait voir à quel degré d'anéantissement est tombé le commerce direct de l'Irlande avec les nations étrangères.

Cette décadence rendra d'autant plus remarquable la grandeur à laquelle, au contraire, s'était élevé le commerce direct entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. L'année 1821 est la dernière pour laquelle on a donné séparément la valeur réelle des produits irlandais envoyés dans la Grande-Bretagne.

Exportations de l'Irlande en 1821.

A l'étranger	20,803,350 fr.
Dans la Grande-Bretagne	224,362,725
Total	245,166,075 fr.

Si l'on suppute la valeur comparée des produits d'agriculture et des produits manufacturés compris dans ce total, on jette une vive lumière sur l'état économique de l'Irlande à cette époque de 1821.

Céréales exportées d'Irlande...............	98,000,000 fr.
Grains distillés..........................	3,000,000
Animaux vivants........................	36,000,000
Salaisons...............................	40,000,000
Total des produits d'agriculture, au moins..	177,000,000
Tissus et autres produits manufacturés....	68,000,000
Total.................	245,000,000

C'était peu qu'une exportation de produits d'industrie qui surpassait à peine le quart de l'exportation totale : 27 1/4 pour cent.

Arts industriels de l'Irlande.

Malheureusement, cette proportion des produits de l'industrie irlandaise a tendu sans cesse à diminuer.

En 1821, la filature mécanique du lin était encore à sa naissance ; dès lors, néanmoins, elle portait atteinte à la filature, que pratiquaient à la main les femmes irlandaises, renommées à juste titre pour cette élégante industrie. L'exportation des fils de lin se changeait en importation[1]!...

L'exportation des toiles irlandaises atteignait son maximum en 1817; bientôt après, les quantités vendues au dehors diminuaient dans une progression rapide.

Les inspecteurs généraux des manufactures constataient, dès 1835, les nombres suivants de métiers pour tisser, à moteurs mécaniques, employés dans les manufactures :

[1] Aujourd'hui le Yorkshire envoie des quantités considérables de fils de lin pour être tissées par les Irlandais. (G. Porter, 1851.)

	NOMBRE DE MÉTIERS	
	de LA GRANDE-BRETAGNE.	de L'IRLANDE.
Pour le coton	108,010	1,416
Pour la laine	5,127	»
Pour la soie	1,714	»
Pour le lin	209	100
TOTAUX	115,060	1,516

En 1844, le recensement des métiers à tricoter présente une disproportion encore plus frappante.

Nombre de métiers à tricoter : Grande-Bretagne, 48,227; Irlande, 265.

Toujours d'après les états officiels des inspecteurs généraux des manufactures, nous pouvons faire apprécier une excessive disproportion des ouvriers employés dans les fabriques textiles.

PARALLÈLE DU NOMBRE D'OUVRIERS DES FABRIQUES TEXTILES, EN 1839.

	GRANDE-BRETAGNE	IRLANDE.
Fabriques de lin	34,480	9,011
——— de laine	85,181	1,230
——— de coton	254,714	4,622
——— de soie	34,318	»
TOTAUX	408,693	14,863

Les innombrables industries pour fabriquer les mécaniques, pour transporter les métiers et beaucoup de matières premières, enfin pour vivifier une foule d'arts auxiliaires, suivent dans les deux contrées la même proportion que le nombre des travailleurs. Mais il y a pour la pauvre Irlande un désavantage de plus.

La majeure partie des mécanismes nécessaires aux filatures ainsi qu'aux métiers à force inanimée provient de la Grande-Bretagne : Birmingham et Manchester les fabriquent; Liverpool les expédie. Les outils tranchants, la coutellerie, viennent de Sheffield et de Birmingham.

Ainsi le peu de manufactures dont l'Irlande n'a pas encore été privée contribue à faire vivre les Anglais en place des Irlandais pour la plupart des industries secondaires qu'elles mettent en action.

Les résultats que nous venons d'exposer feront comprendre un fait qui nous a nous-même surpris : c'est le petit nombre d'exposants irlandais au concours universel de 1851.

PARALLÈLE DES EXPOSANTS ET DES RÉCOMPENSES, ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE, À L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1851.

	GRANDE-BRETAGNE	IRLANDE.
Nombre des exposants.................	9,734	135
Récompenses du premier ordre.........	73	1
Récompenses du second ordre..........	1,265	28

La récompense du premier ordre est accordée à la Société royale de Belfast, instituée pour propager et pour

améliorer la culture et la préparation du lin. Le tiers des récompenses du deuxième ordre est accordé à la filature, au tissage du lin, et Belfast en obtient plus qu'aucune autre ville d'Irlande. Le Jury international s'est montré plein de justice et de bienveillance en accordant aux exposants de ce pays une médaille pour cinq exposants, tandis que les Anglais n'en obtenaient pas une sur sept, Mais, abstraction faite de ce rapprochement, l'infériorité d'ensemble n'en est pas moins accablante pour l'industrie de la verte Érin.

Un simulacre d'exposition universelle à Dublin.

Les Irlandais, qui joignent aux plus brillantes qualités la tache légère de ne jamais douter de rien, les Irlandais s'imaginèrent que, immédiatement après Londres, c'était eux qui devaient être le centre d'un grand concours industriel, eux qui n'avaient figuré qu'au dixième rang parmi les nations concurrentes. Celles-ci, détournées de longue main par le commerce absorbant de l'Angleterre, n'ont pas jugé qu'elles dussent apprendre les voies qui conduisent à l'Irlande. Vainement, en 1853, Dublin a présenté, comme Londres en 1851, son élégant Palais de cristal; vainement l'hospitalité proverbiale des habitants a redoublé de zèle et de grâces. A l'Exposition universelle de Dublin, il a manqué... l'univers.

Intercourse de l'Irlande et de la Grande-Bretagne.

L'industrie, insuffisante, incomplète, de l'Irlande exige d'énormes envois de produits manufacturés, que l'Angleterre fournit et qui sont payés par de grands envois en produits d'agriculture.

Le défaut même d'équilibre entre ces deux genres de production explique la grandeur du commerce que nous avons signalé comme exemple pour l'année 1821.

A la vue d'un trafic où les envois, par l'Irlande, de bétail vivant, de salaisons, de beurre, de fromage et d'autres produits animaux occupent une si grande place, on conçoit l'énergique influence de ces peuplades britanniques dont les essaims, depuis trois siècles, ont par degrés envahi le littoral irlandais qui fait face à l'Angleterre. Ce sont elles qui propagent les méthodes les plus avancées de l'agriculture moderne et fournissent les capitaux, ce grand désidératum d'un pays épuisé par l'*absentéisme*. Depuis longtemps la verte Érin leur doit la perfection même de ses prés naturels et l'amélioration de ses animaux domestiques.

Elle leur doit aussi l'activité, le progrès et la magnificence de ses villes maritimes, telles que Belfast, Cork, et surtout Dublin, qui pourrait avec plus de raison peut-être que la fière Philadelphie s'appeler *la cité des monuments;* Dublin, cette capitale qui fleurit sans trône, deux fois aussi peuplée que ne le fut jamais Athènes, et qui s'élève la plus avancée des grandes cités européennes du côté de l'Amérique.

En contemplant la mer d'Irlande que sillonnent à l'envi d'innombrables navires entre cette île et la côte britannique, en parcourant ces immenses baies qui rivalisent avec celles de Naples et de Constantinople pour la grandeur et la beauté, on se rappelle involontairement une éloquente et gracieuse imagination de l'orateur romain. Dans le littoral embelli, peuplé, fécondé, de l'Hellespont oriental, Cicéron croyait voir une ceinture que la fortune avait détachée de la Grèce, et qui, flottante au milieu des mers était allée décorer les rivages enchantés de l'Asie

Mineure et des Cyclades helléniques. Ainsi la rive orientale de l'Irlande, avec ses cités pour joyaux, semble s'être détachée de la terre où resplendissent Bristol, Bath et Liverpool, Manchester, Gloucester et Glasgow.

Sans nous laisser éblouir par la magie d'un semblable spectacle, pénétrons dans les entrailles du pays, afin d'en connaître la vie et les calamités.

Facultés productives des Irlandais.

On a beaucoup répété que l'Irlandais était un peuple paresseux, qu'il présentait dans les cités, à côté d'artisans infatigables, des masses oisives et couvertes de haillons comme des lazzaroni; on a pareillement accusé d'apathie ses paysans. Il faut examiner une telle accusation.

J'ai déjà rapporté la valeur réelle des exportations de l'Irlande en 1821, dernière année pour laquelle on l'eût officiellement constatée. En comparant ces exportations avec celles de France, nous avons été surpris de les trouver supérieures, proportion gardée avec la population.

Produits nationaux exportés par million d'habitants.

En 1821, d'Irlande..	36,040,827f	De France....	13,358,000f
En 1851..........		....	32,224,700

Comment se fait-il que la nation française soit une de celles où le peuple a le plus de bien-être et d'aisance, tandis que le paysan de l'Irlande, poussé par le désespoir, fuit aujourd'hui sa patrie? il fuit par masses dont s'effrayent les amis d'un peuple recommandable pour tant de qualités solides et brillantes.

Afin de répondre à cette question, on doit comparer l'état de l'agriculture avec les progrès de la population.

Agriculture de l'Irlande.

Relativement à l'étendue des territoires, il faut considérer les territoires cultivés et compter le reste pour presque rien. G. Porter (*Progress of the nation*) cite un travail plein d'intérêt d'où j'ai déduit les rapprochements qui suivent :

TERRITOIRES CULTIVÉS DANS LES TROIS ROYAUMES, EN 1827.

	ANGLETERRE.	ÉCOSSE.	IRLANDE.
Superficie totale cultivée : hectares...	11,635,883	2,130,764	4,906,749
Superficie cultivée pour nourrir chaque habitant...	73ares $\frac{10}{100}$	84ares $\frac{71}{100}$	60ares $\frac{2}{100}$

Voilà certainement des résultats faits pour surprendre les esprits observateurs : c'est l'Irlande qui, depuis la fin du siècle dernier, nourrissait la population la plus nombreuse, pour une même étendue de territoire *cultivé*.

L'Angleterre, malgré la perfection si vantée de son agriculture et l'abondance préconisée de ses récoltes de tout genre; l'Angleterre en 1841, et même en 1845, ne nourrissait pas autant d'hommes que l'Irlande, proportion gardée avec la superficie de ses cultures.

Pour arriver à ce résultat, l'Irlande doit nécessairement beaucoup tirer de la terre. Le savant M. Macculloch, par des calculs qui n'ont rien que de modéré, évaluait, de 1841 à 1845, le revenu brut de l'Irlande à 48,200,834 liv. sterling : c'est plus de 1,205,021,000 francs.

Cela donnait par hectare 143 fr. 10 cent., y compris

les terres incultes. Au même compte, le sol français aurait produit 7,551,700,000 francs; or, personne, même aujourd'hui, n'oserait porter si haut notre produit territorial. Ainsi, proportion gardée avec l'étendue du territoire, de 1841 à 1845, l'Irlande offrait un produit agricole annuel supérieur en valeur totale à celui de la France.

Une autre étude importante est celle du *revenu net*, celui qui passe de l'exploitant ou fermier au propriétaire.

M. Macculloch l'évalue à 13,562,646 liv. sterl. ou 339,066,150 francs. Cela donne 69 francs par hectare cultivé; c'est plus que n'obtiennent nos propriétaires.

Il était important de savoir si les prix moyens attribués aux céréales ainsi qu'aux autres produits de l'Irlande n'étaient pas calculés sur une base beaucoup plus chère que les mêmes produits en France : le tableau suivant répond à cette question.

Prix moyens des céréales en Irlande, pris pour base par M. Macculloch, avant la réforme de Sir Robert Peel.

Par hectolitre : froment, 19 fr. 77 c.; orge, 11 fr. 18 c.; avoine, 8 fr. 60 cent.

Quant au prix du bétail, il suffit de faire observer qu'en Angleterre la viande de boucherie est d'un prix moins élevé qu'en France, et que l'Irlande envoie d'énormes quantités de bétail sur pied ou salé pour les marchés d'Angleterre; ce qu'elle ne pourrait faire si, dans le lieu de la production, son bétail n'était pas à plus bas prix qu'en Angleterre.

Par conséquent, cette Irlande, que nous avons crue si fort arriérée et que nous savons si malheureuse, son agriculture était pourtant plus productive que celle de la France dans les années qui précédaient la réforme de Sir

Robert Peel, et cela sans que les prix eussent rien d'exagéré.

En comparant les territoires avec les populations, je trouve que l'Irlande avant 1846 nourrissait 1,000 habitants par 1,000 hectares, lorsque la France n'en nourrissait que 649.

Non-seulement l'Irlande suffisait à cette immense nutrition; mais ce qu'elle exportait en produits de la terre est prodigieux. Voici pour l'année 1845, qui précédait immédiatement la réforme des lois sur les céréales, quels ont été les envois de l'Irlande dans la Grande-Bretagne :

IMPORTATIONS DE L'IRLANDE DANS LA GRANDE-BRETAGNE, EN 1845.

DENRÉES.	QUARTERS.	HECTOLITRES.
Froment	779,113	1,925,290
Orge	93,095	230,050
Avoine	2,353,985	5,817,300
Pois, fèves, etc.	14,389	35,557
Malt	11,154	27,570
Totaux	3,251,736	8,035,767

Ainsi, dans le cours de l'année qui précédait la réforme de Sir Robert Peel, l'Irlande envoyait en Angleterre l'équivalent de 4 ½ millions d'hectolitres de froment : assez pour nourrir 1,500,000 habitants. Donc, le sol de l'Irlande produisait en réalité ce qu'il fallait pour nourrir près de 10 millions d'hommes.

Est-il vrai maintenant que l'agriculteur irlandais, qui, dans les petites exploitations, faisait tout par la force de

ses bras, sans le secours de la charrue? est-il vrai que ce fût un *agriculteur paresseux* et peu travailleur, lorsqu'avec cinq personnes il en nourrissait dix? Le paysan russe, le paysan polonais, le paysan maggyare, et dans une portion de la Germanie, le paysan allemand, sont loin d'offrir les résultats obtenus par le paysan irlandais. Qu'on cesse donc, sous ce point de vue, d'outrager son infortune.

Le malheur du cultivateur irlandais, c'est qu'il n'avait pas la ressource, à mesure que ses enfants croissaient en nombre, de trouver dans les arts industriels l'emploi des bras surabondants; il y avait donc une oisiveté forcée et toujours croissante, qui se traduisait en misère au milieu des exportations les plus copieuses. Ces exportations servaient surtout à payer en fermage d'opulents propriétaires qui vivaient hors du pays et n'y répandaient pas l'aisance.

Consommations alcooliques : le père Mathieu.

Le peuple irlandais, si pauvre, ajoutait à sa misère par un usage de l'eau-de-vie qui s'était accru rapidement de 1831 à 1838. En ne comptant comme consommateurs que les adultes mâles, *un quart* de la population, voici quelle était *par homme* la quantité de boissons alcooliques consommées dans les Trois Royaumes en 1838 :

En Angleterre........................	14 litres	$\frac{6}{10}$
En Écosse............................	45	$\frac{8}{10}$
En Irlande...........................	27	$\frac{8}{10}$

On sera certainement effrayé de la consommation de liqueurs spiritueuses faite par les Écossais, ces puritains si fiers de leurs mœurs [1].

[1] On concevra peut-être quelque doute au sujet de l'Écosse. Voici, d'après

Leur consommation mise de côté, celle des Irlandais doit encore paraître excessive : elle ne représente pas moins d'un litre d'eau-de-vie tous les treize jours. Certainement, pareille dose de liqueur, si l'on pouvait la supposer partagée en vingt-six portions égales pour deux repas en chacun de ces treize jours, ne paraîtrait pas susceptible d'altérer la santé d'un homme de constitution ordinaire. Mais ce n'est pas ainsi que les consommations s'organisent. Une foule de travailleurs s'abstiennent de l'usage régulier, constant, et par là même modéré, de la boisson. Ils la réservent pour les dimanches, pour les fêtes, pour les jours de foire et de marché; ils accumulent les petites quantités, qui pouvaient suffire au maintien de la force, jusqu'à l'excès, qui produit la pire des ivresses.

En présence de l'abus croissant des spiritueux, au milieu de la misère irlandaise, voici ce qu'a fait un pauvre et simple prêtre catholique, un membre de ce clergé sans dotation, regardé de si haut par les sectes protestantes qui l'accusent de préjugés et d'ignorance. Le révérend M. Théobald Mathieu s'est mis à prêcher le peuple, de ville en ville et de village en village, comme un apôtre des premiers jours. Il a montré sans exagération, sans emphase, les maux qu'entraîne l'ivresse, et surtout l'ivresse produite par les liqueurs fortes; celle qui paralyse si vite la force

les états officiels de l'excise et de la douane, les quantités de spiritueux consommés dans ce royaume en 1838 :

Eau-de-vie de grain indigène............	6,259,711 gallons.
Eau-de-vie de vin importée..............	38,084
Rhum..............................	86,460
Total......................	6,384,255 gallons,

ou 11 litres $\frac{48}{100}$ par tête, la population de l'Écosse étant de 2,548,670 habitants en 1838.

des hommes, qui les rend incapables de gagner leur vie et la vie de leur famille, qui les fait vieillir prématurément et mourir longtemps avant le terme ordinaire. Chez un peuple fervent, énergique et sincère dans sa foi, le prêtre a pensé qu'il pouvait beaucoup obtenir en demandant à ses coréligionnaires de lui promettre sous serment, au nom de Dieu, qu'ils s'interdiraient complétement l'usage de l'eau-de-vie. Il n'a point réclamé cet engagement comme un vœu perpétuel, mais pour le temps limité pendant lequel ils sentiraient pouvoir persévérer, et jusqu'au jour où chacun d'eux viendrait déclarer à lui, l'apôtre, qu'il renonce à cette abstinence.

A mesure que l'homme de Dieu a parcouru les diverses parties de l'Irlande, la consommation de la liqueur pernicieuse a diminué dans une étonnante progression :

En 1838, elle était de................	12,296,342 litres.
En 1841, elle n'était plus que de.......	6,485,443

N'est-ce pas un exemple admirable de ce que peut l'influence religieuse auprès du peuple irlandais? Que ne devrait-on pas espérer de sa régénération, si les ministres de sa foi, suivant l'exemple de l'infatigable père Mathieu, se proposaient chacun de lui rendre quelque vertu, et de le relever jusqu'au premier rang dans l'échelle des nations. Voilà les vrais tribuns du peuple, les tribuns salutaires, qui ne l'excitent pas à détester les gouvernements pour en finir, par des insurrections, avec l'autorité des lois.

Alimentation.

Après avoir expliqué les changements apportés dans la boisson du peuple irlandais, tournons nos regards vers son alimentation. En considérant ce que l'Irlande exportait de

céréales, on reste convaincu qu'elle n'en consommait pas, à beaucoup près, pour la nourriture de 2 millions d'hommes. Environ 6,800,000 habitants vivaient d'un autre aliment : c'était la *pomme de terre*. Lors du recensement qui précéda la réforme de la loi des céréales, l'Irlande cultivait 810,000 hectares en pommes de terre; chaque hectare suffisait à la nourriture de plus de 8 individus, et 100 hectares en nourrissaient 840.

Jusqu'à ce jour, on n'a pas fait remarquer une différence infinie entre les blés et la pomme de terre. Les blés ont suffi sans impossibilité depuis au moins cinq mille ans à la nourriture des nations occidentales; tandis que la pomme de terre, comme nourriture d'un peuple, ne compte encore qu'un siècle et demi d'expérience. On ne peut donc pas s'étonner qu'au bout d'un aussi court laps de temps, ce tubercule ait été frappé par une maladie jusqu'alors inobservée ou du moins assez peu répandue pour n'avoir pas été plus tôt signalée. C'est une espèce de pourriture sèche qui flétrit d'abord les feuilles, la tige, et gagne enfin le tubercule. Ce fléau surprenant a fait éprouver au consommateur des calamités qui surpassent toute imagination.

Quoique la récolte des céréales ne fût pas atteinte, l'Irlande vit manquer sa récolte de pommes de terre, sensiblement en 1845, extrêmement en 1846, et trop encore en 1847 : toujours par suite d'une épidémie insolite répandue sur ce tubercule. On va voir quels malheurs s'en sont suivis pour la race irlandaise.

En attendant, la culture des céréales par les Anglo-Saxons continuait dans la verte Érin. Les envois à l'Angleterre, considérables en 1845 et 1846, ne cessaient pas même en 1847 et croissaient en 1848. Le croira-t-on? Quand une énorme partie des aborigènes mourait de faim,

on exportait de leur sol, en quatre années consécutives, 23,195,000 hectolitres de grains de toute nature : quantité plus que double de l'importation de blés étrangers qui suffit, lors de notre famine de 1847, pour écarter tout danger de mortalité parmi 35 millions de Français!

Secours venus d'Angleterre lors de la famine d'Irlande.

Nous avons suivi dans leurs diverses phases les moyens employés pour secourir un peuple mourant de faim, et pour chercher du remède à des souffrances, à des désordres sans exemple. Nous ne craignons pas de le dire, c'est la plus imposante, la plus fructueuse étude que les temps modernes aient pu présenter aux méditations des amis de l'humanité; elle offre des leçons à tout le monde, aux populations, aux gouvernants, aux législateurs.

L'Irlande est un pays où la population, au commencement des mauvaises années, c'est-à-dire vers la fin de 1845, se trouvait d'un tiers plus condensée que la population française. Le seul aliment des petits cultivateurs, nous l'avons dit, était la pomme de terre; ils vivaient couverts de haillons, sous une chaumière de paille et de boue, sans linge et sans mobilier. Tel était leur sort, même au temps de l'abondance! Ils se vengeaient de leur malheur par la haine du peuple dominateur, qu'on leur faisait nommer *le Saxon*. Quand l'occasion s'en offrait, ils se livraient à des attentats barbares, sans réfléchir à la punition qui s'ensuivait inévitablement.

La disette arrivait au moment où les harangues les plus hardies, les plus inflammatoires, de l'orateur populaire, appelé par excellence *le grand agitateur*, achevaient l'œuvre de détestation dont il avait fait le programme de sa vie. On pouvait, on devait craindre les plus grandes commotions

sur un sol où les passions étaient chauffées jusqu'à l'incandescence.

Dès l'automne de 1845 le premier ministre, Sir Robert Peel, avait fait acheter aux États-Unis pour 2,500,000 fr. de maïs; c'était un essai qu'il destinait aux Irlandais. Il fallut des efforts infinis pour leur faire accepter cet aliment aux grains dorés; ils en repoussaient la farine avec une malveillance haineuse qui les portait à la surnommer odieusement *le soufre de Peel.* Force leur fut à la fin d'accepter ce prétendu soufre, d'origine abhorrée, pour ne pas mourir de faim en repoussant la main secourable du Saxon.

Le Gouvernement anglais ne prétendait pas nourrir *gratis* les Irlandais : il leur offrit de l'emploi sur des travaux publics suffisamment rétribués, une moitié payée par le Trésor, l'autre par les Baronnies. Dans le premier semestre de 1846, on fit travailler à la fois jusqu'à 100,000 hommes, qui pouvaient soutenir 100,000 familles. Sous toutes les formes de travaux ou de charités officielles, l'Angleterre dépensa 36 millions de francs, moitié comme avance et moitié comme don bénévole.

La récolte de 1846 fut incomparablement plus mauvaise que celle de 1845, déjà médiocre. Ce qu'il y eut de déplorable pour l'Irlande, le manque absolu de pommes de terre fut accompagné d'une récolte faible pour le froment et plus faible pour les autres céréales dans toute l'Europe occidentale et centrale. Néanmoins l'Irlande, pendant l'année 1847, envoya plus de 2,600,000 hectolitres de grains en Angleterre.

Alors il fallut de bien plus grands efforts et de tout autres sacrifices pour faire face aux besoins publics.

On reprit, sur une échelle incomparablement plus vaste, le système des travaux publics destinés à faire subsister

une partie considérable de la population irlandaise. La dépense cette fois ne fut faite par la trésorerie d'Angleterre qu'à titre d'avances remboursables *en entier* par les contribuables. Sur 5,000 points des comtés occidentaux les plus malheureux, on institua 5,000 entreprises de travaux publics, dans lesquelles on occupa jusqu'à 740,000 ouvriers. Cette opération colossale fut dirigée par une administration spéciale, improvisée avec autant de zèle que de supériorité. On avait besoin d'une activité dont on donnera l'idée en disant que cette administration a dû chercher, installer et diriger 12,000 agents secondaires, conducteurs ou piqueurs de travaux, et tenir au courant une correspondance dont le maximum a fini par surpasser 6,000 lettres par jour. Tel est le système qu'il fallait conduire à travers l'ignorance, les passions violentes, la paresse, l'apathie et par intervalles le soulèvement des travailleurs; ils se révoltaient contre tout travail à la tâche, et *n'eussent rien fait s'ils avaient été payés à la journée*, comme l'ont été les ouvriers de nos déplorables Ateliers Nationaux, improvisés dans l'année qui suivit 1847.

Voilà le beau côté de ce grand déploiement de secours destinés à répandre sur 5,000 cantons de l'Irlande les distributions d'argent et de vivres qui devaient empêcher un peuple de mourir; voici le côté funeste et hideux.

La régularité, la ponctualité du payement des journées sur les travaux publics, faisaient abandonner successivement tout autre genre d'occupations; les pêcheurs quittaient leurs filets, les paysans leurs charrues, les artisans leurs ateliers. Tous accouraient aux entreprises.

La tâche qu'on imposait aux travailleurs, ils finissaient par ne plus l'accomplir; par humanité, les surveillants connivaient avec les malheureux journaliers. En premier lieu, la souffrance servait à ceux-ci de prétexte à l'in-

dolence; elle devint promptement une justification trop véritable. « Quand je vois le dépérissement de mes ouvriers, disait un des directeurs de travaux, j'ai beau rougir, comme ingénieur, de ne leur imposer qu'une tâche presque nulle; je rougis encore plus, comme homme, d'exiger d'eux un faible ouvrage que leurs forces anéanties ne permettent plus d'accomplir. »

On était au mois de mars 1847, et déjà 734,000 ouvriers n'accomplissaient plus qu'un labeur insignifiant sur les travaux publics; les paysans, détournés de la culture, ne reprenaient ni les labours ni les semailles du printemps. Il fallut restreindre inexorablement le nombre des travailleurs payés par l'État, *et les refouler,* c'est le mot, *vers l'agriculture.*

Telle est, dans son effrayante étendue, avec ses avantages primitifs et ses inconvénients définitifs, la plus grande expérience tentée par le gouvernement d'un empire opulent pour secourir un peuple qui mourait d'inanition.

De son côté, le commerce a rempli sa mission lucrative avec une infatigable activité. Suivant sa prévoyance accoutumée, il avait calculé d'avance tout ce qu'on trouverait à gagner par l'importation des subsistances en Irlande. On y fit même baisser les prix au-dessous du taux des ports d'Angleterre : ce qui ne les empêchait pas d'être encore excessifs. Il suffit de dire que, dans les six premiers mois de 1847, la totalité des grains importés pour un peuple de 8,300,000 âmes surpassa nos importations d'une année de grande disette pour 36 millions d'habitants.

Malgré cette excessive activité du commerce britannique, le Gouvernement agissait comme s'il eût été seul à secourir le peuple irlandais. Il acquérait au dehors, pour ses propres dépôts, près d'un million d'hectolitres de grains. Les immenses réserves de biscuits et de salai-

sons qu'il avait emmagasinés dans ses centres de défense, lorsque *l'agitation du rappel* marchait vers la guerre civile, ces réserves devinrent tout à coup disponibles pour une œuvre de bienfaisance et de concorde : minoteries et moulins de la guerre et de la marine, bâtiments de transport et bâtiments de guerre, soit à voiles, soit à vapeur, tout fut mis en œuvre pour préparer et pour amener en Irlande les approvisionnements que l'État prenait à son compte, afin de subvenir à des besoins sans exemple.

Voilà comment l'autorité supérieure a fait arriver en temps utile, dans les localités les plus misérables, les approvisionnements qui ne pouvaient être donnés qu'aux individus incapables de travailler et ne possédant aucun moyen de subsistance. Même en faveur de ces individus, les secours n'étaient pas toujours suffisants pour sauver la vie. Le moindre nombre, j'aime à le croire, est mort de faim ; le plus grand a péri par les maladies contagieuses qui suivent les grandes disettes. Le typhus *a décimé* le peuple nécessiteux, et ce mot doit être redoublé pour approcher des proportions de la mort.

En 1846, l'Irlande surpassait 8,300,000 habitants : en 1851, elle n'en avait plus que 6,515,794 : près de 2 millions avaient disparu. L'émigration ne comptait pas pour la moitié de cette perte.

Dans l'opération que je viens de rappeler, et qui fait tant d'honneur au Gouvernement britannique, on a sagement combiné les secours gratuits de l'autorité centrale avec les contributions locales fondées sur une loi des pauvres améliorée depuis quelque temps. Les comités de secours, obligés de dépenser par portions égales l'argent de l'État et celui de leur localité, se voyaient forcés de n'en pas être prodigues ; il leur fallait raisonner, modérer leur bienfaisance, et n'accorder qu'aux vrais nécessiteux

ces distributions d'aliments, qu'on délivrait *tout apprêtés*, pour en empêcher la revente et le trafic.

Rien n'est plus digne d'étude que l'organisation donnée, dès les premiers jours de 1847, à l'administration spéciale de ce genre de secours destinés surtout à sauver la vie des indigents; elle offre une distinction judicieuse entre les comités d'action et les comités de contrôle ou d'inspection. C'est un modèle que nous pourrions imiter si jamais nous avions à conjurer d'aussi grandes calamités.

En 1847, l'administration des secours, telle que nous venons de la caractériser, est parvenue à distribuer, avec ordre, des rations journalières pour 2,265,534 adultes et 755,178 enfants, c'est-à-dire *pour les deux cinquièmes de la population totale de l'Irlande*. Elle atteignait ce maximum au mois de juillet, lorsqu'on touchait à la récolte heureusement meilleure de 1847.

En présence des grands résultats obtenus pour soulager une misère sans exemple chez un peuple réduit à changer à la fois, au milieu de la famine, et de culture et d'aliments; à la vue de ces prodiges d'ordre et d'activité chez les administrateurs; en contemplant la véritable économie dans les bienfaits répandus, celle qui double, au moyen du bon ordre, les ressources les plus amples, et dont chaque progrès épargne la vie de plusieurs milliers d'êtres humains, ne craignons pas de le dire, notre admiration est profonde.

Il n'a pas fallu moins de 80 millions de francs pour accomplir les secours officiels distribués à l'Irlande en 1847. La commission chargée de cette distribution, avec ses dix-huit cents comités locaux et ses dix-huit cents comités d'inspection, a pu secourir jour par jour et pourvoir d'aliments tout préparés, répétons-le, plus de trois millions de personnes, c'est-à-dire bien au delà du nombre

que jamais aucun gouvernement ait pu secourir avec une telle grandeur.

Il y a trois hommes dont l'Europe doit apprendre et conserver, avec la mémoire du cœur, le nom révéré : *Sir R. Roath*, le chef du commissariat qui dirigea tous les mouvements de transports et la distribution des aliments et des vêtements donnés par l'État; *le colonel James*, qui régla, qui disciplina, et, chose plus difficile, qui fit rentrer sans trouble dans le sein de la société sa grande armée de 740,000 travailleurs; enfin *Sir J. Burgoyne*, le président de la commission des secours, l'organisateur du service le plus efficace et le plus étendu.

Lors des expositions universelles de Londres et de Paris, en 1851 et 1855, nous avons été fiers à double titre de présider le Jury de la guerre et de la marine, où l'on comptait pour vice-président un homme tel que le général Sir J. Burgoyne, illustre dans les deux carrières de la guerre et de la paix.

Ce que nous voulons surtout faire observer à nos lecteurs, c'est la situation des esprits en Irlande pendant deux années de souffrances incomparables et de secours inespérés. Qu'il y a loin du premier cri d'ingratitude et d'exécration qui flétrissait du nom de *soufre de Peel* le maïs envoyé par la bienfaisante prévision de cet homme d'État, aux sentiments dont à la fin la multitude était saisie à l'égard de ses bienfaiteurs, quand le pavillon de l'*Union*, celui de la marine impériale, apportait la vie aux malheureux dans les nombreux navires de l'État, et quand les administrateurs répartissaient sous forme de subsistances les millions votés par le parlement du *Royaume-Uni!*

Lorsque les prêtres catholiques et les ministres protestants suspendaient leurs discords pour siéger dans les mêmes comités, prendre part à la même œuvre, et

sauver la vie des enfants, des femmes et des vieillards, sans exception de croyances, c'était la trêve de Dieu dans sa plus vraie et sa plus sublime acception.

Nouvelle période de pénurie : l'abondance.

La disette finie, une autre impossibilité de vivre allait commencer au sein de l'abondance; la cause en était *le bas prix* des produits de l'agriculture irlandaise, mise en concurrence avec les agricultures de toute l'Europe et de toute l'Amérique.

L'émigration progressive.

C'est alors que l'émigration s'est propagée comme une épidémie, avec une intensité toujours croissante.

En 1847, les Anglais, les Écossais, les Irlandais réunis, ne présentaient que 258,000 émigrés. En 1849, le nombre s'en élève à 299,000; en 1850, le chiffre total semble s'abaisser, mais celui de l'Irlande augmente toujours. En 1851, cette île, qui n'avait plus que le quart d'habitants du Royaume-Uni, fournissait les *six septièmes* de l'émigration..... et le fléau continuait.

Aussi longtemps qu'a duré la disette en Irlande, les lois sur les céréales étaient sans aucune influence à l'égard de cette île; elles se trouvaient supprimées, sans qu'on pût en apercevoir l'action sur les classes agricoles.

Mais la disette ayant cessé, mais l'épidémie qui s'en est suivie ayant accompli ses ravages, il n'y avait plus en Irlande surabondance d'êtres humains. Les agriculteurs se trouvaient plus au large. La diminution effrayante de la population s'était toute accomplie aux dépens des campagnes. Par un contraste étonnant, la population avait

au contraire augmenté dans les villes, où s'étaient réfugiés beaucoup d'habitants des villages et des hameaux[1].

Une irrécusable et triste lumière fut répandue sur ces misères, dans l'année même de l'Exposition universelle, par le recensement décennal de 1851.

Celui de 1841 avait constaté qu'en Irlande existaient 8,175,124 âmes; le mouvement naturel de la population l'avait portée, à la fin de 1845, à plus de 8,300,000; or le recensement fait au printemps de 1851 n'a plus donné de vivants que 6,515,794. La diminution en cinq années, dont seulement deux et demie de disette, s'est élevée à 1,800,000 habitants.

Ce n'était pas uniquement la mort qui produisait cette effrayante diminution, c'était par-dessus tout *l'émigration.*

Fait bien digne de remarque, l'émigration s'est trouvée plus faible en 1846, en 1847, années des plus grandes souffrances, qu'en 1849, en 1850, en 1851, années où le prix des blés s'est abaissé de plus en plus.

L'émigration a surtout augmenté parmi les agriculteurs, non-seulement de l'Irlande, mais des deux autres

[1] *Recensements.*

VILLES.	ANNÉE 1841.	ANNÉE 1851.
Dublin	232,726	254,850
Cork	80,728	86,485
Kilkenny	19,071	20,283
Limerick	48,391	55,260
Waterford	23,216	26,667
Belfast	75,308	99,960
Progrès total de six villes	479,440	543,505
Décadence du reste de l'Irlande	7,695,692	5,072,281

royaumes-unis : ces deux derniers y sont compris à peu près *pour un sixième.*

ÉMIGRATION PROGRESSIVE.

AVANT LA RÉFORME.		APRÈS LA RÉFORME DE SIR ROBERT PEEL.			
ANNÉES.	ÉMIGRANTS.	ANNÉES.	ÉMIGRANTS.	ANNÉES.	ÉMIGRANTS.
1841.......	118,592	1846.......	129,851	1851.......	335,966
1842.......	128,344	1847.......	258,270	1852.......	368,764
1843.......	57,212	1848.......	248,189	1853.......	329,937
1844.......	70,686	1849.......	299,498	1854.......	323,429
1845.......	93,501	1850.......	280,849	1855.......	176,807
TOTAUX. ..	468,335	....	1,216,657	....	1,534,903

Chose inexplicable pour nous : lorsque nous étions à Londres, en 1851, c'était en présence de cette immense émigration qu'une acclamation générale sur la prospérité *de toutes les classes* retentissait par la voix des chefs de tous les partis. Les anciens torys attendaient seulement, pour avoir un avis définitif sur la souffrance ou la non-souffrance des agriculteurs, que les élections nouvelles du parlement eussent constaté, sur ce point, *la vérité dite légale :* celle qui donne le pouvoir !

Pour nous former, au sujet de l'émigration, une opinion qui ne change pas du jour au lendemain, c'est au principal agitateur de la ligue, à M. Cobden, qu'il faudra nous adresser. Voici ce qu'il disait avec son âpre énergie, lorsqu'il frappait de sa réprobation tribunitienne les auteurs de pétitions réclamant pour faciliter l'émigration des individus sans moyens d'existence :

« L'homme est de tous les êtres créés le plus difficile à déplacer du lieu de sa naissance. L'arracher à son pays est une tâche plus pénible que celle de déraciner un chêne ! Oh ! les signataires de la pétition (pour favoriser l'émigration) se sont-ils jamais trouvés aux docks de Sainte-Catherine, alors qu'un des navires de l'émigration s'apprêtait à entreprendre son funèbre voyage ? Ont-ils vu les pauvres émigrants s'asseoir pour la dernière fois sur les dalles du quai, comme pour s'attacher jusqu'au moment suprême à cette terre où ils ont reçu le jour ? Avez-vous considéré leurs traits ? Les avez-vous vus prendre congé de leurs amis ? Pour moi, j'ai bien des fois été témoin de ces scènes déchirantes : j'ai vu la mère et l'aïeule se disputer la dernière étreinte de leur fils ! J'ai vu ces navires de l'émigration abandonner la Mersey pour les États-Unis ; les yeux de tous les proscrits se tourner du tillac vers le rivage aimé, et perdu pour toujours ! Les derniers objets qui frappaient leurs avides regards, lorsque leur terre natale disparaissait à jamais, c'étaient les vastes greniers, orgueilleux entrepôts où, sous la garde, j'allais dire de notre reine, mais non, sous la garde *de l'aristocratie*, étaient entassées comme des montagnes de subsistances venues d'Amérique : *seuls objets que ces tristes exilés allassent chercher au delà des mers.* »

Par quel renversement d'idées, à partir de 1846, l'émigration par masses, triple de ce qu'elle était quand le tribun prononçait ces paroles véhémentes, comment cette émigration, au lieu de représenter trois fois plus d'angoisses et de souffrances, est-elle ensuite célébrée comme une espèce de marche triomphale, où le cosmopolite, ami du commerce universel, ne saurait voir qu'un mouvement fortuné ?

L'exode préconisée.

En décernant le nom d'*exode* à cette expatriation désespérée, dispersion sans honneur des vaincus de la famine, on l'ose assimiler avec la sortie nationale et sublime, avec l'*exitus* du peuple d'Israël, marchant à travers une mer complice de sa gloire et sur un sol qui bondissait d'enthousiasme. Ah! lorsque les enfants d'Israël, pour se soustraire à l'esclavage et recouvrer l'indépendance de leur race, ont traversé les flots ayant à leur tête Moïse, le premier des héros législateurs, c'était par tribus, c'était en corps de nation qu'ils marchaient; c'était les armes à la main qu'ils franchissaient la mer, qu'ils s'en allaient à la terre promise, et recevaient chemin faisant les lois, les Commandements donnés par la voix de Dieu, du haut du Sinaï.

Mais une émigration par cargaisons de fugitifs, passagers plus ou moins misérables sur des navires marchands qui les emportent par pitié, non, ce n'est pas là l'exode et cette gloire immortelle qu'après cinq mille ans chantent chaque dimanche les peuples chrétiens de toute la terre; c'est la malédiction, c'est la fuite de peuplades désagrégées. Les deux tiers de ces peuplades ne vont pas même fonder par delà les mers une province, un district qui perpétue la mémoire de la terre natale, un faible Connaught, un petit Munster, une Irlande microscopique; elles disparaissent, pulvérisées, confondues avec le *caput mortuum* des émigrés européens, et perdues à jamais dans l'immensité des trente États de l'Union américaine. Là, je le répète, comme peuple, les Irlandais disparaissent plus complétement que n'ont disparu, dans leur infortune finale, les Juifs dispersés chez les Gentils par le châtiment sans limites du maître irrité des cieux. C'est l'éloignement, c'est l'aversion que les nouveaux venus inspirent aux des-

cendants des premiers émigrés, de ceux qu'avait conduits le triple génie de l'indépendance et morale, et civile, et religieuse. Aux États-Unis, un triste parti politique se constitue : il entend retirer tout droit public à chacun des nouveaux venus ; il ne veut rien connaître d'eux, et prend pour devise expressive : *ne connais rien*, « *know-nothing*. »

Aucun Anglais, en 1846, pas même Sir Robert Peel, n'aurait pu prévoir cet enchaînement de conséquences; et nous, habitants du Continent européen, nous le pouvions moins encore. Il me semblait seulement que quelque chose de grave et de calamiteux se préparait en ce qui concernait le peuple de cette Irlande où j'avais reçu l'hospitalité quelques années auparavant. Un intérêt dont je n'ai pas pu me défendre m'a dicté la lettre suivante, où je ne trouve, aujourd'hui même, pas une idée que je voulusse retrancher. C'est la dette que j'ai payée à d'anciens et malheureux amis.

Lettre à M. Daniel O'Connell
sur les conditions d'existence du peuple irlandais.

« Paris, le 1er février 1846.

« Monsieur, permettez-moi d'invoquer les lumières du « citoyen le plus illustre et le plus éclairé de l'Irlande sur « un projet qui tient l'Europe attentive, *et qu'ont fait naître*, « dit-on, *les souffrances du peuple irlandais*.

« Ce n'est pas l'Angleterre qui souffre en ce moment du « côté des subsistances, dont les prix, attestés par la Gazette « de Londres, n'ont rien d'extraordinaire; c'est l'Irlande. « La maladie des pommes de terre est le fléau de la contrée dont vous êtes le célèbre représentant.

« Je voudrais savoir si le projet de loi sur la liberté « commerciale vient au secours de votre patrie ; s'il sera « pour elle un bienfait certain, évident, immédiat.

« Les apparences, trop souvent trompeuses, ne me « semblent pas précisément répondre par l'affirmative à « ces conditions d'équité : le peu de faits positifs, officiel- « lement constatés, dont j'ai pu me saisir, laisse dans mon « esprit à ce sujet les plus grands doutes.

« C'est à vous, Monsieur, l'ami le plus sincère de l'Ir- « lande et de la vérité, que je prends la liberté de m'a- « dresser pour m'apprendre si je me trompe ou si j'en- « trevois la réalité de vos intérêts nationaux.

« Je m'occupe de poursuivre mes travaux *sur les forces « de l'empire britannique;* il me reste à traiter du commerce « extérieur. Animé comme je le suis par l'amour de la « justice, je désire tenir une balance équitable entre toutes « les nations ; je le désire surtout entre l'Angleterre et l'Ir- « lande. Apprenez-moi si je possède, sur cette immense « question, les éléments d'un jugement impartial.

« Ne paraît-il pas que l'Angleterre ne suffit plus et qu'elle « veut de moins en moins suffire à sa propre subsistance ?

« Jusqu'à ce jour, n'est-ce pas l'Irlande qui, parmi « toutes les nations, supplée pour la plus grande part à « ce déficit ? Je vois que l'Irlande exporte, terme moyen « d'après les Tables de Porter, 1,800,000 quarters de cé- « réales, 5,300,000 hectolitres : est-ce vrai ?...

« Je crois savoir aussi qu'il se fait d'Irlande en Angle- « terre d'immenses envois de légumes, de bétail, de salai- « sons, de beurre, tous produits de l'agriculture : vos sa- « laisons sont célèbres.

« Enfin je crois évaluer trop bas ces grands envois an- « nuels de l'Irlande lorsque je les porte seulement à « 200,000,000 de francs : suis-je exagéré ?

« L'Irlande me paraît un pays principalement agricole « et très-peu manufacturier.

« D'après les rapports de vos inspecteurs des manufac-

« tures, le nombre total d'ouvriers employés dans les fa-
« briques textiles de toute nature est celui-ci :

« Grande-Bretagne	388,608
« Irlande	14,863

« Cela donne par million d'habitants :

« Grande-Bretagne	19,430
« Irlande	1,651

« Ainsi vous avez *onze fois* moins d'industrie que le « peuple anglais. Ne semble-t-il pas, d'après cela, que l'Irlande aurait onze fois moins d'intérêt à sacrifier l'agriculture à l'industrie que n'en a la Grande-Bretagne ?

« Au sujet du commerce extérieur, voici ce que je trouve « dans vos *Finance accounts for 1844*.

« *Valeur officielle des exportations finissant le 5 janvier 1845.*

« Grande-Bretagne	73,547,788 liv. st.
« Irlande	267,977

« Des valeurs si disproportionnées ne semblent-elles « pas indiquer que l'Irlande est incomparablement moins « intéressée au commerce avec les autres nations qu'à son « commerce direct avec la Grande-Bretagne, qui de longue « main s'est ménagé le monopole du commerce à l'étranger ?

« Dans la Grande-Bretagne, il y a 5 millions d'agriculteurs et 15 millions d'autres personnes.

« En Irlande n'y a-t-il pas beaucoup plus de 5 millions « d'agriculteurs et moins de 3 millions d'autres personnes ?

« Si les chiffres et les faits que je viens de rapporter « sont vrais, et je les croirais tels si vous pensiez qu'ils le « sont, quelle opinion devrai-je me former sur les grandes « mesures qui viennent d'être proposées par le très-célèbre « Sir Robert Peel ?

« Je trouve extrêmement louable d'admettre en fran-

« chise de droits le beurre, le fromage, les œufs et toutes « les salaisons, tous les animaux vivants importés en Angle- « terre; celle-ci les recevra, pour ainsi dire, de la main à la « main, de France, de Belgique, de Hollande, du Hanovre, « du Danemark et de l'Espagne, ainsi que du Portugal.

« Je voudrais savoir si l'agriculture irlandaise, si le « paysan irlandais, si le fermier irlandais, si le propriétaire « irlandais vont éprouver un soulagement immédiat par « l'effet de ces mesures.

« Les Anglais pourraient-ils, par la loi nouvelle, payer « moins cher les salaisons de Hambourg ou d'Amérique, « et plus cher celles de Cork? Si le prix des envois en An- « gleterre s'abaisse à la fois, quant aux produits de l'étranger « et quant aux produits de l'Irlande, où sera le soulagement « pour l'Irlande à ses souffrances passées, présentes et fu- « tures? J'ai besoin de le savoir.

« On annonce au Royaume-Uni, comme une rare dé- « couverte, que l'on pourra faire venir franc de droits le « maïs des pays méridionaux pour engraisser le bétail.

« J'ai consulté d'habiles agriculteurs; ils m'ont affirmé « qu'avec les frais de transport du maïs, ce moyen serait « impossible. Si l'on voulait engraisser *à bon marché* le « bétail, selon ces personnes expertes, au lieu d'importer « 8 à 10 quintaux de maïs comme équivalent producteur « d'un quintal de viande, il vaudrait beaucoup mieux en- « graisser le bétail sur place en Amérique, ensuite le « saler et l'envoyer en Angleterre. Cela réduirait dans la « même proportion le prix des transports.

« Si l'Angleterre, avec ses immenses capitaux, est en « état d'acheter à prix d'or d'énormes quantités de maïs « pour engraisser son bétail, pourrait-on proposer au paysan « irlandais, au petit *middleman* irlandais, d'avancer à grands frais des capitaux qu'ils n'ont pas, de les avancer afin de

« se procurer, par une navigation que fait l'Angleterre, du « maïs américain, dans le dessein d'engraisser à perte leur « bœuf, leur vache ou leur porc?.....

« Ne vaudrait-il pas un peu mieux dire : *envoyons d'abord, « franc de droits et sans conditions, au paysan irlandais autant « de maïs qu'il en a besoin pour lui-même, afin qu'il ne meure « pas de faim par défaut de pommes de terre! Sacrifions, s'il le « faut, des millions à cette œuvre sacrée. Mais quand l'Irlandais « n'a pas, lui, de quoi manger, ne lui parlons pas d'un moyen « dispendieux, illusoire, d'ajouter au manger de son pauvre « bétail, dont on avilit le prix.* Je voudrais sur ce point con- « naître l'avis de votre sagesse et de votre patriotisme.

« J'aborde la question des céréales. C'est surtout avec « ses grains que l'Irlande paye les bonnes marchandises « anglaises pour ses classes aisées, et qu'elle paye pour ses « pauvres gens les haillons, les *rags* envoyés de Londres « à pleins navires, afin d'habiller en nombre immense les « indigents de votre pays.

« Quelle sera la transition de l'agriculture irlandaise « lorsqu'au lieu d'un prix moyen de 50 à 56 schellings le « quarter qu'elle obtient habituellement sur les marchés « d'Angleterre, elle va se trouver en présence d'un blé « qu'on achète en Crimée, en Égypte, en Barbarie, « 20 schellings le quarter? en Prusse, en Pologne, 22 à « 24 schellings? en Amérique, 24 à 30 schellings?

« En principe, je suis partisan d'une grande modéra- « tion dans les droits protecteurs; je veux que la nécessité « les commande avant que je les accepte. Cependant, je « n'aime pas les sophismes, même appliqués à l'agriculture « et pour repousser toute idée de protection. Pareille idée, « j'aimerais mieux qu'on la repoussât par des vérités. Cela « me semblerait plus clair et peut-être plus convaincant.

« L'agriculture d'Angleterre et celle d'Irlande, affirme-

« t-on, n'ont pas besoin d'être protégées; la concurrence « avec l'univers ne saurait les appauvrir, et moins encore « les ruiner. Mais, en même temps, on proclame que l'a- « griculture des Antilles et de Maurice doit indispensa- « blement être protégée, pour ne pas périr.

« Le sucre colonial de la Jamaïque, de la Trinité, de « la Dominique, ne peut pas, dit-on, soutenir la libre con- « currence avec le sucre de Cuba, du Brésil, de la Loui- « siane et de la Virginie; on veut l'emploi respectable d'une « protection énorme. Soit encore.

« Quelle est donc ici la différence? Le cultivateur de la « Jamaïque est NOIR, celui de l'Irlande est BLANC. Il faut que « le premier soit protégé pour qu'il ne tombe pas dans la « misère. A l'égard de l'Irlandais, il ne peut pas y tomber; « il y est..... : un peu plus, un peu moins, qu'importe!.... « Si c'est là ce qu'on pense, il faudrait le dire.

« Voilà, Monsieur, quelques-uns de mes doutes à l'égard « des destinées *qui semblent se préparer pour votre pays.*

« Le projet de Sir Robert Peel fait un appel magnifique « au commerce des autres nations; il les défie dans une « lutte à conditions égales. Ajoutez seulement qu'aucun « peuple ne fabrique à plus bas prix que l'Anglais les « tissus et les fils communs de coton, de chanvre, de laine « et de lin... Où sera la concurrence réelle? J'en juge par « l'immense supériorité qu'a l'Angleterre sur les marchés « neutres, pour ces fils et ces tissus, dans toutes les con- « trées du monde.

« Les soieries belges, prussiennes et françaises, compa- « rées aux soieries anglaises, sont à moins bon marché « compativement que les blés de Dantzick, de Riga, d'Ar- « khangel et d'Odessa ne le sont en présence des blés « d'Irlande et d'Angleterre. Néanmoins quelle différence! « Déclare-t-on la suppression universelle des droits d'en-

« trée dans le Royaume-Uni?..... Pour les blés? oui.....
« Pour les soieries? non.

« Et quelle limite est imposée pour les soieries?.....
« celle que prescrit impérieusement la contrebande, con-
« seillère du Trésor.

« Découvre-t-on là les principes généraux, immuables,
« éternels, d'une économie politique, éclairée, dit-on,
« comme la Providence, équitable comme la sagesse su-
« prême? Je n'ose en être certain.

« Je crains infiniment, Monsieur, de vous avoir impor-
« tuné trop longtemps par mes observations et mes
« doutes. Je me garde bien d'aborder aucune question
« qui ne soit pas strictement relative à l'économie poli-
« tique, restreinte au point de vue des intérêts matériels.

« Je vous prie, cependant, de croire que mon cœur
« n'est pas insensible à toutes les considérations d'un ordre
« supérieur, sur le droit que possède une grande classe de
« citoyens, propriétaires, fermiers ou simples laboureurs,
« à tenir leur place dans la prospérité d'un empire floris-
« sant, et sur l'influence salutaire de ces classes hono-
« rables, paisibles, laborieuses, pour la conservation de
« l'équilibre social dans un puissant État constitutionnel.

« Ici la question s'agrandit; car il s'agit d'opérer avec
« égalité, non pas seulement sur deux classes d'un même
« peuple, mais sur deux peuples nombreux: l'un presque
« tout agricole et l'autre avant tout manufacturier. Je ne
« voudrais dans aucun cas qu'on sacrifiât l'un à l'autre, et
« surtout le plus faible au plus fort.

« Ce n'est pas à vous, placé par l'Europe au rang des
« hommes d'État éminents, ce n'est pas à vous que j'au-
« rais besoin d'offrir fastidieusement des considérations
« morales et politiques aussi familières à votre cœur géné-
« reux qu'à votre esprit supérieur.

« Veuillez accueillir avec bienveillance quelques vues, « quelques doutes inspirés par le besoin de connaître la « vérité, et par l'intérêt qu'inspire à tous les catholiques « la prospérité de votre belle patrie.

M. Daniel O'Connell n'a pas eu la complaisance de m'éclairer sur mes doutes; cependant il ne semble pas qu'il les ait partagés. Peu de jours après la réception de ma lettre, il votait avec Sir Robert Peel, et la dépopulation de son pays s'établissait avec la rapidité fatale dont nous avons rapporté les résultats officiels.

Avenir de l'Irlande.

Au milieu des calamités sans exemple qui depuis dix années ont accablé le peuple irlandais, l'ami de l'humanité se demande avec inquiétude quel sera l'avenir des débris de cette nation sur sa terre natale.

Obligée, par la loi du Royaume-Uni, de soutenir la concurrence soit avec les agriculteurs les plus expérimentés, tels que ceux d'Angleterre ou des États-Unis, soit avec les moins rétribués et les plus nécessiteux, tels que les serfs de Prusse, de Pologne et de Russie, et les rajahs des bords du Danube, l'agriculteur irlandais diminuera-t-il de nombre jusqu'à ce qu'il arrive à la proportion d'Angleterre, où l'on ne trouve pas un cultivateur de tout âge et de tout sexe par trois hectares?

A ce compte, la classe agricole irlandaise descendrait jusqu'à 2,600,000 âmes. Combien d'individus d'autres professions pourront-ils en même temps subsister sur le sol irlandais?

Au loin, le commerce avec l'étranger est absorbé par la Grande-Bretagne. Dans la mer d'Irlande, tout cède à la prépondérance infinie de Liverpool; Bristol même, autre-

fois si florissante, ne peut pas soutenir cette concurrence, et son importance relative s'affaisse de plus en plus.

La construction des navires est à tel point envahie par l'Angleterre et par l'Écosse, que les Irlandais ne mettent pas même à l'eau le quart des navires nécessaires à l'entretien de leur flotte de cabotage.

La population que n'occuperont pas l'agriculture, le commerce et la navigation, pourrait-elle trouver à vivre dans le travail des manufactures? Mais, nous le savons, pour les fabriques les plus importantes, lorsque celles de la Grande-Bretagne emploient 100,000 individus, celles de l'Irlande n'en emploient pas 2,370!

Au lieu de fabriquer elle-même les lainages qui conviennent à son climat, l'Irlande continuera d'importer pour les classes les plus heureuses les draps substantiels de l'Yorkshire, filés à la vapeur et tissés à la mécanique. Pour ses classes les plus misérables, on continuera d'expédier de Londres ces cargaisons de vieux habits dont les immenses ramas sont vendus à la verte Érin, et sont portés, même les jours fériés, sans que la main du consommateur daigne, par la moindre couture, en raccommoder les lambeaux.

Quant à la construction des machines de toute nature, quant aux forts ustensiles métalliques (*hardwares*), aux outils tranchants, aux instruments aratoires, l'Irlande, nous l'avons fait connaître, est pareillement inférieure; elle se pourvoit en Angleterre. A l'Exposition universelle de 1851, au milieu de l'infinie variété des machines britanniques, l'Irlande ne présentait pas une seule invention, pas un seul perfectionnement de premier ordre.

L'industrie du lin exceptée, toute autre profession que l'agriculture sera, par la suprématie de la concurrence britannique, privée des occupations les plus nombreuses et

les plus productives; il ne lui restera de choix qu'entre l'abjection, la misère et l'émigration.

Il faut déjà qu'une nation soit très-avancée dans les arts et très-protégée contre l'invasion des produits industriels des pays placés au premier rang, pour faire subsister un peuple dont la classe agricole ne forme que les deux tiers,

C'est tout ce que la France pouvait faire au XVIIIe siècle, lorsqu'elle brillait déjà par tant d'industries remarquables; c'est tout ce que peut faire aujourd'hui l'Espagne, et ce que ne peuvent faire encore avec distinction, ni les Portugais, ni les Polonais, ni les Russes, et bien d'autres peuples européens.

En définitive, tandis que les cultivateurs de l'Irlande tendront à diminuer jusqu'à se trouver au-dessous de 2,600,000 âmes, les autres classes tendront à se réduire au-dessous de la moitié de ce chiffre; le pays, qui nourrissait en 1841 plus de 8,100,000 individus, ne fera plus même vivre 3,800,000 Irlandais aborigènes, et d'une existence qui, pour le plus grand nombre, n'aura rien de commun avec l'aisance. Telle est, suivant moi, la conséquence nécessaire de l'égalité des lois entre la supériorité de la Grande-Bretagne et l'infériorité de l'Irlande.

Tandis que la race irlandaise disparaîtra de plus en plus du pays de ses pères, peut-être des colonies d'Anglais et d'Écossais, à l'exemple de Belfast, établiront en Irlande de grands centres d'industrie et des manufactures essentiellement britanniques? Alors se peuplera d'une race différente cette île où la nature est si prodigue de ses dons. Quand le moment sera venu, l'Angleterre y poussera sa propre colonisation avec autant d'énergie qu'elle en déploie maintenant en Australie et dans le Canada supérieur.

DEUXIÈME PARTIE.

AMÉRIQUE BORÉALE.

L'Amérique boréale, quand nous partons du nord de l'Europe, nous présente d'abord l'île d'Iceland, puis la côte du *Groënland :* possessions du Danemark.

Le Groënland, où vivent misérablement quelques rares Esquimaux, est un pays presque perdu pour le genre humain : çà et là sur la côte sont quelques petits bourgs de pêcheurs européens. A l'oûest, le Groënland est limité par la baie de Baffin.

I. LA NOUVELLE-BRETAGNE.

Aujourd'hui l'Angleterre possède toute la partie de l'Amérique du Nord depuis l'île Louis-Napoléon, découverte récemment au delà du 79° degré de latitude boréale, jusqu'au 42°, sur les bords du lac Érié; c'est une étendue supérieure à 4,000 kilomètres ou mille lieues, mesurée du nord au midi.

De l'orient à l'occident cet immense pays, qui prend le nom général de *Nouvelle-Bretagne,* s'étend depuis le banc de Terre-Neuve, possession sous-marine au 50° degré de longitude occidentale, jusqu'à l'Océan Pacifique, au 142° : ce qui présente une étendue transversale supérieure à 6,000 kilomètres ou 1,500 lieues.

En ne comptant que les terres au sud du cercle polaire, on trouve plus de 800 millions d'hectares de terre, c'est-à-dire 15 fois la surface de la France.

Les seules parties habitables, où la colonisation se propage, ne comprennent guère que la huitième partie de cet immense territoire.

I. DÉCOUVERTES BRITANNIQUES AU NORD DU CERCLE POLAIRE.

Au nord du cercle polaire, depuis quarante ans, la marine militaire de la Grande-Bretagne a fait des efforts admirables, soit pour reculer les limites de l'empire, soit pour accroître les connaissances humaines en des régions où le climat repousse et presque interdit le séjour de la race européenne.

Le motif des entreprises a longtemps été la recherche d'un passage des mers d'Europe aux mers d'Asie, par une voie qui semblait être la plus abrégée de toutes.

L'expédition célèbre commandée par le capitaine Franklin, partie en 1846, inspira dès 1848 les plus sérieuses inquiétudes.

Depuis ce moment, avec une générosité inépuisable, le Gouvernement britannique a, chaque année, fait de nouveaux efforts pour retrouver l'infortuné navigateur. En 1854, on a fini par acquérir la triste conviction qu'il est mort victime du climat, ainsi que ses compagnons.

Je regrette que les bornes de cette introduction m'empêchent de présenter le tableau des tentatives héroïques dont l'honneur appartient aux marins anglais. Ils ont successivement découvert les îles, les détroits, les passages de la Bretagne hyperborée, en multipliant leurs efforts pour retrouver les navires de l'expédition dont on n'avait plus de nouvelles. Tout en eux respire le désintéressement, la chaleur d'âme et la fortitude qui font supporter des souffrances surhumaines; et l'on admire l'esprit de ressources qui leur a suggéré les moyens d'en triompher.

Les États-Unis ont joint leurs tentatives à celles des Anglais dans ces recherches inspirées par un sentiment d'humanité. La France, en donnant un de ses officiers, le lieutenant Bellot, a fait voir que ses marins, pour de telles expéditions, ont toutes les qualités. Les navigateurs anglais ont déploré la mort d'un jeune compagnon, de si rare mérite et signalé leurs regrets par un monument qui s'élève, à Greenwich, sur les bords de la Tamise.

II. COMPAGNIE BRITANNIQUE DE LA BAIE D'HUDSON.

Entre le pôle et les terres habitables au midi de la baie d'Hudson, l'immense pays qui s'étend de l'Atlantique à la mer Glaciale et de la mer Glaciale à l'Océan Pacifique, ce pays est soumis, depuis le règne de Charles II, à la compagnie anglaise dite *de la Baie d'Hudson*.

Cette compagnie exerce des droits de souveraineté sur tout le territoire concédé; elle entretient des forts pour la défense du pays et la protection de ses agents. Elle soudoie de nombreux chasseurs, qui parcourent les solitudes pour y chercher des fourrures, objet d'un commerce très-important.

La compagnie de la Baie d'Hudson ne figurait pas comme exposant au concours universel de Londres; mais les maisons de commerce qui donnent à la dépouille des animaux un nouveau prix par des préparations habiles, ces maisons présentaient un magnifique ensemble de produits. Elles méritaient les récompenses qui leur ont été décernées.

Voici quelle était, dans l'année même de l'Exposition universelle, l'importation des principales fourrures provenant de la Nouvelle-Bretagne :

Fourrures apportées de la Nouvelle-Bretagne, en 1851.

	Nombres.		Nombres.
Ours...........	7,725	Martres.........	86,249
Castors.........	59,692	Rats musqués.....	322,321
Daims..........	2,107	Loutres.........	9,888

III. LES COLONIES BRITANNIQUES DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Dans le nord de l'Amérique, la confédération qui depuis trois quarts de siècle brille d'un si grand éclat produit sur la vue des hommes la même illusion que le lever du soleil au milieu du firmament; les autres astres disparaissent, et le vulgaire, aussi longtemps que dure le jour, se plaît à penser qu'un seul corps dans les cieux mérite son admiration superstitieuse et constitue à lui seul la splendeur de l'univers.

Cependant, à côté des États-Unis, sous un ciel âpre, mais favorable encore à l'espèce humaine, il s'est produit depuis les premiers jours du siècle, et surtout depuis la paix générale, un progrès social immense. Ce progrès s'accomplit dans une contrée plus grande que deux fois la France; dans une contrée où les solitudes se peuplent avec une rapidité magique, où la civilisation étend son empire sans vaine jactance, et par là peut-être ne porte ses fruits qu'avec plus de bonheur réel.

La prospérité matérielle frappe tous les voyageurs aux Etats-Unis; on l'a jugée le fruit de l'organisation politique; elle est devenue la prétention et l'orgueil de la démocratie. On a fini par offrir aux deux mondes comme le dernier mot de la perfection sur la terre, comme le terme inévitable et le desidératum des sociétés déjà formées, *la démocratie en Amérique*. Le croit-on toujours?

Nous allons voir six États, au nord des États-Unis, puisant les trésors de la paix et de la sécurité dans les sources de l'autorité monarchique; ils présentent des résultats qu'on peut mettre en parallèle avec ceux qui nous frappent le plus chez leurs illustres voisins. Ce spectacle mérite l'attention de l'ancien monde.

Exposition de 1851.

L'Exposition universelle étalait dans tout son luxe les productions naturelles des colonies anglaises de l'Amérique du Nord: les minerais de fer, de cuivre, d'argent et d'or; la houille, plus riche que les métaux monétaires; les fourrures, que la nature crée plus abondantes, plus délicates et plus belles à mesure qu'on avance vers le pôle. L'agriculture, ensuite, exposait ses produits: des blés d'espèces variées, des farines apprêtées sur les puissants cours d'eau qui descendent au Saint-Laurent, etc. Enfin, quelques objets d'industrie suffisaient pour montrer ce que pourraient les colonies du nord de l'Amérique si des efforts sérieux et protégés se dirigeaient de ce côté. Rien n'était plus admirable que les échantillons des nombreuses essences de bois tirées des forêts de cette partie du monde, forêts exploitées par des travaux qui sont aujourd'hui d'un développement immense.

Vingt-deux médailles de prix ont récompensé les diverses branches de travail où les colons du nord de l'Amérique ont montré le plus d'aptitude.

Topographie générale des colonies britanniques de l'Amérique du Nord.

La première possession qui s'offre à nous en venant d'Europe, c'est le banc et l'île de Terre-Neuve.

L'île et le banc protégent du côté de l'orient l'immense golfe du Saint-Laurent, ainsi nommé par le Français Jacques Cartier, qui découvrit le Canada.

Au nord de l'île est le pays improprement nommé par les Portugais terre de *Labrador* (*terra di Lavoro*), terre de labour, pays qui jusqu'ici n'est fréquenté que par des pêcheurs sur la côte ou par des chasseurs à l'intérieur.

Dès les premiers temps où les Français fréquentèrent ces parages, ils donnèrent deux noms qui sont restés, l'un au *détroit de Belle-Ile*, l'autre à l'îlot qu'ils avaient rencontré au nord de Terre-Neuve : c'était en mémoire de la Belle-Ile française, qu'on perd de vue la dernière lorsqu'on s'éloigne de l'embouchure de la Loire pour naviguer vers l'occident.

Au midi de Terre-Neuve, deux modestes îles et le banc qui les avoisine sont tout ce qui reste aux Français de leurs vastes possessions dans l'Amérique boréale.

Saint-Pierre et *Miquelon*, restitués à la France lors de la paix de 1815, sont pour nous le lieu d'une pêche importante qui produit par an près de 16 millions de francs. C'est tirer un heureux parti des débris de notre fortune en ces parages.

L'entrée principale du golfe du Saint-Laurent est entre Terre-Neuve et le cap Breton.

Le nom de Cap-Breton s'étend à toute une île plus grande que la Corse, et séparée par un étroit passage du continent américain.

Au delà de cette passe commence la Nouvelle-Écosse, adjacente elle-même au Nouveau-Brunswick, frontière du Canada vers l'occident et des États-Unis vers le midi.

Du côté du golfe, les trois colonies que je viens d'indiquer bornent au sud le golfe du Saint-Laurent par un demi-cercle dont le diamètre a près de 80 lieues. L'île

importante du Prince-Édouard se développe comme un croissant étroit et long, enchâssé dans ce contour.

Nous ferons comprendre à nos concitoyens combien est vaste le golfe du Saint-Laurent en leur disant que sa largeur surpasse la distance de Paris à Bordeaux, et sa profondeur, la distance de Paris à Lyon.

La rive méridionale du golfe est à la même latitude que notre Provence. Elle offre des étés presque aussi chauds; mais les hivers, incomparablement plus froids, ne permettent pas la culture de nos plantes du Midi.

1. LA COLONIE ET LA PÊCHERIE DE TERRE-NEUVE.

L'île de Terre-Neuve est une île plus vaste que la Normandie et la Bretagne prises ensemble.

A l'est, au midi de cette île s'étendent *le grand et le petit banc de Terre-Neuve*, plateaux sous-marins situés à des profondeurs éminemment propres au séjour de deux espèces de poissons dont la pêche est précieuse : la morue et le maquereau.

Le banc de Terre-Neuve n'a pas moins de 360 kilomètres de largeur sur 500 de longueur, avec une profondeur d'eau d'environ 45 mètres; il est terminé par des bords abruptes au delà desquels la profondeur de la mer quadruple tout à coup.

C'est à la grande et victorieuse lutte de l'Angleterre contre Philippe II, roi d'Espagne et de Portugal, qu'il faut rapporter la conquête de Terre-Neuve. En 1585, l'illustre Drake y poursuit, y capture des pêcheurs portugais; il proclame sur ces parages la domination de sa souveraine, la grande Élisabeth.

En 1610 est fondée la société des *Aventuriers planteurs de Londres et de Bristol*, pour cultiver l'île de Terre-

Neuve : le chancelier Bacon figure parmi les fondateurs. Malgré des protecteurs de cet ordre, les progrès de l'établissement ont été lents et pénibles.

Ne croyons pas que l'Angleterre n'ait jamais dirigé ses colonies qu'avec un génie supérieur. A l'époque où ses actes arbitraires, oppressifs, révoltaient celles qui se confédéraient et bientôt allaient constituer les États-Unis, l'Angleterre voulait former à tout prix des marins, afin de soutenir une lutte qui devenait si menaçante. Sur la proposition du Conseil des plantations et du commerce, les chefs de la station navale de Terre-Neuve reçoivent un ordre pour détruire les cultures de cette île, brûler les fermes, et chasser les planteurs anglais des champs qu'ils avaient déjà fertilisés : c'était le moyen qu'on imaginait *pour leur faire aimer la marine.*

En 1775, le Parlement britannique veut se venger de ce que les Anglo-Américains s'étaient coalisés afin de ne plus commercer avec la métropole et de n'en plus consommer les produits. Il interdit la pêche de Terre-Neuve aux marins jusqu'alors paisibles des colonies insurgées; ceux-ci, privés d'une innocente occupation, passent aussitôt au service militaire contre la marine britannique. Ce fut pour la flotte américaine et pour ses corsaires une recrue formidable.

L'établissement anglais de Terre-Neuve avait joui d'une grande prospérité pendant la guerre contre la République et l'Empire français; mais après la paix générale de 1814, il éprouva de profondes souffrances par la rivalité des pêcheurs étrangers.

On le voit néanmoins se relever au point que, de 1830 à 1832, les pêches britanniques de Terre-Neuve et du Labrador présentent, année moyenne, une valeur de 20,460,000 francs; à la même époque, les produits

de la métropole exportés dans ces parages s'élevaient à 10,500,000 francs.

Saint-Jean, chef-lieu de Terre-Neuve, est le rendez-vous des pêcheurs britanniques et leur marché principal. La baie de Saint-Jean est une des plus sûres et des plus belles du globe; l'entrée en est étroite à ce point qu'une chaîne suffit pour la fermer contre l'ennemi. De fortes batteries la protégent.

C'est seulement en 1822 que M. Cormack entreprit d'explorer l'intérieur de l'île, jusqu'alors imparfaitement connue de ses possesseurs. Il la traversa de l'ouest à l'est dans sa plus grande largeur. Il reconnut partout la base granitique du sol; il trouva *des mines de houille*, des tourbières abondantes, des minerais de fer, etc. Les vallons seraient propres à nourrir de nombreux troupeaux; les arbres sont petits, mais le climat est favorable pour cultiver les céréales. Ce pays, dans sa physionomie générale, offre une analogie frappante avec les montagnes et les vallons de la haute Écosse, soit pour la nature du sol et des productions, soit pour la température.

Jusqu'à ce jour les Anglais ont très-peu profité des ressources de l'île, puisqu'ils n'y comptent pas encore *un habitant par 70 hectares de terre*. Cependant, nous venons de le dire, elle est comparable, pour le climat et la nature de la terre, aux bonnes parties de la haute Écosse. Mais les émigrants sont, en général, plus occupés de la pêche que des défrichements.

J'ai sous les yeux l'état officiel de leur marine marchande pour l'année 1853; elle présente 958 bâtiments à voiles, jaugeant 63,494 tonneaux, et seulement 2 navires à vapeur, jaugeant ensemble 136 tonneaux.

Deux autres documents officiels donnent pour évaluation des produits de la pêche à Terre-Neuve:

Celui de la France...............	15,764,582 francs.
Celui de la Grande-Bretagne.......	19,952,650

J'ose dire qu'en comparant l'exiguïté des établissements français et la vaste étendue des établissements anglais à Terre-Neuve ainsi qu'au Labrador, les produits français sont de beaucoup les plus remarquables.

2. ÎLE DU CAP-BRETON.

Après la paix d'Utrecht, en 1715, la France conserva les deux îles du Cap-Breton et de Saint-Jean.

Le Cap-Breton était alors sans cultures et presque sans habitants. Dès 1720, les Français voulurent protéger l'entrée du golfe du Saint-Laurent, et par conséquent la possession du Canada; ils bâtirent et fortifièrent *Louisbourg*, dans une baie excellente et très-voisine du cap le plus avancé vers l'Europe.

En 1745, tandis que nos troupes de terre triomphaient des Anglais à Fontenoy, une énorme flotte anglaise assaillait Louisbourg, qu'elle prenait après quatre-vingt-dix jours de siége. Restituée aux Français par la paix d'Aix-la-Chapelle, cette place importante fut attaquée de nouveau en 1758 par une armée de 23 vaisseaux de ligne, 18 frégates et 16,000 hommes de troupes : c'était l'armée qui commençait ainsi la conquête du Canada... Depuis un siècle, les fortifications et les habitations de Louisbourg ne présentent plus que des ruines.

Les Anglais ont transféré la capitale de l'île à Sidney, de l'autre côté du Cap-Breton; ils l'ont bâtie au fond d'une baie spacieuse et dans le voisinage de riches mines de *houille*.

Depuis le commencement du XIX[e] siècle, les cultivateurs des Highlands de l'Écosse privés d'emploi dans la

métropole sont arrivés en assez grand nombre au Cap-Breton; ils y trouvaient un climat semblable à celui de la patrie qui les rejetait durement de son sein.

Outre les Highlanders, le Cap-Breton contient des colons venus des îles occidentales de l'Écosse, ainsi que des Irlandais. Ils se partagent entre l'agriculture et la pêche du maquereau, du hareng et de la morue.

Dans la colonie du Cap-Breton, dès 1830, on évaluait à 30,000 le nombre des habitants. Il faut y joindre 300 Indiens, les seuls que les Anglais n'aient pas exterminés pendant la guerre ou la chasse.

Les richesses minérales sont variées et donneraient d'abondants produits si la concurrence était possible avec les produits similaires de la Grande-Bretagne. On pourrait du moins exporter beaucoup de plâtre, comme engrais, non-seulement aux terres coloniales, mais aux États-Unis.

Franchissons l'isthme qui sépare le Cap-Breton de l'Acadie ou Nouvelle-Écosse.

3. ACADIE OU NOUVELLE-ÉCOSSE.

Les premiers émigrants français qui s'adonnèrent à cultiver les rives méridionales du golfe du Saint-Laurent appelèrent *Acadie* les terres qu'ils défrichèrent. Ils y pratiquèrent des vertus douces et paisibles; l'amour du travail et la modération leur donnèrent l'aisance et le bonheur. Ils vécurent inoffensifs autant qu'heureux jusqu'à l'époque où les habitants des colonies qui devinrent plus tard les États-Unis les expatrièrent de vive force en leur faisant souffrir des maux infinis. Tous ne succombèrent pas sous cet acte d'une tyrannie qui semblerait n'appartenir qu'aux plus mauvais temps de l'antiquité. Quel-

ques victimes échappèrent; elles revinrent aux lieux que leurs sueurs avaient fécondés. Les rares débris des populations françaises de l'Acadie se trouvent encore dans les vallons les plus retirés du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse; ils n'ont conservé de leur fortune passée que leurs vertus et la bienveillance inaltérable de leurs mœurs.

M. Bancroft, dans son *Histoire de la Révolution d'Amérique*, fait connaître, par un saisissant tableau : les mœurs innocentes et paisibles des Français établis dans l'Acadie et les persécutions exercées sur eux par l'Angleterre; la tyrannie ombrageuse de cette puissance; la spoliation des familles qui les premières avaient défriché ou conquis sur la mer les guérets et les prairies du pays qu'on voulait appeler la Nouvelle-Écosse; l'enlèvement des hommes, des femmes et des enfants, et leur dispersion dans les colonies les plus lointaines de l'Amérique du Nord. Ce tableau tracé par l'historien de l'Union américaine est admirable de vérité. S'il appartenait au pinceau d'un Français, les lecteurs les moins prévenus refuseraient de croire à tant de perfidies et de cruautés. L'humanité se trouve ici vengée par un juge que la postérité ne peut soupçonner ni de partialité ni d'exagération.

L'abbé Raynal a fait une peinture éloquente et vraie du caractère digne et simple des Français, premiers colons de l'Acadie, dont ils changèrent l'aspect et qu'ils rendirent fertiles par d'infatigables travaux. Lorsqu'à la suite des malheurs dont Louis XIV fut accablé dans sa vieillesse, cette contrée fut conquise par l'Angleterre, elle perdit son nom pour prendre celui de Nouvelle-Écosse. Les colons français jurèrent alors de ne jamais porter les armes contre la mère patrie. Après être restés pendant un demi-siècle paisibles et soumis à leur nouveau souve-

rain, lorsqu'éclata la guerre de Sept ans, ils furent enlevés à leur terre natale et transportés d'un climat froid et salubre sur les côtes les plus malsaines des colonies britanniques, près de la zone torride. Quelques-uns, exilés seulement dans la Pennsylvanie, n'y périrent que de misère; là, les descendants, les disciples de William Penn, les quakers, oublièrent à leur égard l'humanité de leur premier législateur : de celui qui voulait que les hommes, à titre de frères, fussent au moins des amis.

Plus tard, lorsque la guerre eut cessé, les débris du peuple acadien revinrent dans leurs colonies primitives, chercher quelques nouveaux coins de terre autres que ceux dont la violence et le vol les avaient privés pour jamais. Ils formèrent des bourgades, qu'on trouve éparses depuis le Cap-Breton jusqu'au Nouveau-Brunswick; ils ont les vertus aimables de leurs pères, dont ils parlent toujours la langue, fidèles comme eux à la foi catholique, et ne mêlant jamais leur sang à celui de la race conquérante.

Rapprochement singulier : notre premier établissement avait eu lieu dans une baie magnifique, à Port-Royal-d'Acadie, ainsi nommé peut-être pour rappeler Port-Royal-des-Champs; il fut détruit en pleine paix par un bâtiment virginien, que conduisait un jésuite français, pour expulser probablement des jansénistes qui n'avaient pas voulu subir le joug de leurs antagonistes,... même aux confins du Nouveau-Monde.

Par le traité de Ryswick, en 1697, la possession de l'Acadie était maintenue à la France. Mais, en 1713, le funeste traité d'Utrecht transmit aux Anglais ce pays, qu'ils nommèrent *Nouvelle-Écosse*. Port-Royal, alors, reçut le nom d'*Annapolis*, en l'honneur de la reine épouse de Guillaume III.

Ce fut seulement après la paix d'Aix-la-Chapelle que les Anglais bâtirent *Halifax*, dans une admirable position maritime, sur les bords de l'Atlantique. Cette ville reçut le nom du Lord président du Conseil des plantations et du commerce, qui sut en faire le choix si judicieux.

Dès la guerre de Sept ans, Halifax devint le centre de la station navale anglaise. Ce port rendit des services immenses, qui, par un juste retour, firent sa prospérité.

En 1830, le port d'Halifax ne comptait pas moins de 30,000 habitants; ce nombre, aujourd'hui, doit être doublé. A la même époque, les paquebots à voiles mettaient dix-huit jours pour aller d'Halifax à Liverpool, en parcourant 1,175 lieues : les paquebots à vapeur font maintenant ce voyage en huit jours.

Le Gouvernement britannique entretient dans Halifax l'établissement des vivres et l'arsenal pour la réparation des navires de la station qui pendant la paix protége la pêche et la navigation, en attendant des services plus importants en cas de guerre. C'est un des établissements extérieurs les plus considérables que possède l'Angleterre.

On compte mille lieues du port d'Halifax à *Valentia*, la ville d'Irlande la plus avancée vers l'occident.

Afin de réduire à la moindre durée le trajet d'Europe en Amérique, les Anglais ont agité dans ces derniers temps une grave question : Convient-il d'assigner Valentia pour point de départ et d'arrivée aux navires à vapeur qui communiquent entre le nord de l'Amérique et les royaumes britanniques? Un tel choix aurait eu l'inconvénient d'exiger deux lignes de navires à vapeur : la première pour aller d'Angleterre en Irlande, et la seconde d'Irlande en Amérique. Ce seul motif a suffi pour faire préférer Liverpool, dont la distance par mer au port d'Halifax est plus grande de près de 200 lieues.

Une compagnie travaille aujourd'hui pour établir une communication *électro-magnétique* prolongée de New-York, le long du littoral de l'Atlantique, jusqu'au port d'Halifax, de là jusqu'en Irlande, et d'Irlande à Liverpool. C'est la plus grande entreprise de ce genre qu'on ait encore formée.

Halifax est aussi le point où convergent la ligne télégraphique et le chemin de fer qui conduisent aux deux capitales des Canadas, et de là vers le nord des lacs.

Les exportations de la Nouvelle-Écosse ont de l'importance; en voici les articles principaux pour 1851 :

	Francs.
Houille, 94,583 tonneaux	1,297,050
Beurre et salaisons	216,050
Poisson de mer	3,270,525
Harengs	620,475
Huile	293,250
Bois	3,346,125

4. ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD.

Lorsqu'on pénètre dans le golfe du Saint-Laurent, on trouve une île à l'est du cap Breton : c'est celle que les Français appelaient *Saint-Jean*, et que les Anglais appellent l'*île du Prince-Édouard;* elle n'a pas moins d'un million d'hectares.

L'île du Prince-Édouard est le siége d'une chambre représentative et la résidence d'un gouverneur.

Charlottetown, la capitale, est située sur la côte septentrionale; elle s'élève à l'angle formé par le confluent de deux rivières, dans une vaste baie intérieure.

L'île est infiniment favorable à l'agriculture; dépourvue de hautes montagnes, elle présente les vallées les plus fertiles. Son climat est beaucoup plus doux et les hivers

sont moins longs que ceux même du bas Canada. Les montagnes élevées de la Nouvelle-Écosse la préservent des brouillards qui pèsent si longtemps sur cette terre ferme.

Les meilleurs bancs pour la pêche, dans le golfe du Saint-Laurent, se trouvent au voisinage de l'île du Prince-Édouard.

On construit dans cette île les schooners et les bateaux nécessaires à la pêche de Terre-Neuve pour la morue et le maquereau; on y fournit les vivres frais nécessaires aux pêcheurs.

La grande industrie des habitants de la côte est la construction des navires dont a besoin la Grande-Bretagne. Vers 1830, on mettait annuellement à l'eau plus de 100 bâtiments, qui jaugeaient de 100 à 600 tonneaux.

Nous donnerons d'un seul mot la mesure des prospérités d'une île dont l'attention publique s'est bien peu préoccupée : de 1814 à 1851, sa population a plus que *quintuplé*.

Cette colonie contient encore à peu près un quinzième d'habitants acadiens, en grande partie expulsés de l'île après la conquête de 1758.

5. NOUVEAU-BRUNSWICK.

Le territoire du Nouveau-Brunswick n'a pas moins de cinq millions d'hectares, presque deux fois la Normandie. D'immenses forêts couvrent la plus grande partie du sol. Ces forêts seront un jour défrichées par une population qui s'accroît depuis trente années avec une rapidité merveilleuse. Cette province, qui ne comptait pas en 1783 8,000 habitants, en compte aujourd'hui plus de 200,000.

Combien de progrès ne reste-t-il pas à faire, en conti-

nuant cette étonnante progression? Le Nouveau-Brunswick ne possède encore qu'un habitant par 36 hectares : trente fois moins que le Languedoc ou la Picardie.

Au sud-ouest, le Nouveau-Brunswick est borné par celui des États-Unis qui se trouve le plus avancé vers le nord, c'est l'État du Maine; puis par l'isthme qui réunit le continent avec la Nouvelle-Écosse. Au nord-ouest, il est limité par le golfe du Saint-Laurent; au nord, il l'est par la grande baie de Chaleur, et par une frontière de terre qui le sépare du bas Canada.

Des cours d'eau magnifiques ajoutent beaucoup à la fertilité naturelle du Nouveau-Brunswick.

La rivière de Saint-Jean, qui prend sa source dans un vaste lac, au pied des Alleghanys, après un parcours de plus de cent cinquante lieues, se jette à la mer en face de la ville de Saint-Jean (Saint-John), la plus peuplée de la province.

Le général Sir Howard Douglas a gouverné le Nouveau-Brunswick, de 1824 à 1831, avec une activité infatigable et l'esprit le plus éclairé; l'agriculture, le commerce et les travaux publics ont fait, sous son impulsion, des progrès considérables. Il a publié, en 1831, un écrit remarquable sur l'importance des colonies anglaises du nord de l'Amérique.

Les législateurs de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Canada s'occupent activement du chemin de fer qui partirait d'Halifax, passerait par Truro et Frederick-Town, chef-lieu de la Nouvelle-Écosse, passerait par l'isthme pour traverser le Nouveau-Brunswick et se prolonger jusqu'à Québec.

Une autre direction était proposée par Sir H. Douglas : 1° Halifax; 2° Truro; 3° en se dirigeant plus au nord dans le Nouveau-Brunswick, traverser la rivière Miramichi et

gagner en ligne droite la rive du Saint-Laurent, à deux cents lieues au-dessous de Québec.... Cette route est plus militaire, mais un peu plus longue que l'autre.

Dans le golfe du Saint-Laurent, remarquons la baie de *Miramichi*, devenue célèbre pour l'extraction des produits qu'offrent les parties centrales du Nouveau-Brunswick.

C'est sur les bords du Miramichi, au sommet de la baie, dans un lieu nommé Chatham, qu'on trouve les beaux établissements de la compagnie Cunard pour le commerce des bois.

Dès 1830, ces établissements brillaient de toute leur splendeur. Depuis, cette compagnie a fait l'entreprise de la ligne des paquebots transatlantiques; elle dispute la palme aux États-Unis.

L'année 1825 est l'époque d'un immense incendie qui ravage les forêts du Nouveau-Brunswick. Sur une longueur de quarante lieues, dans la vallée de Miramichi, cet incendie dévore les bois, les hommes et les animaux sauvages ou domestiques; il asphyxie jusqu'aux oiseaux, qui ne peuvent fuir assez vite un océan embrasé. Les flammes s'élèvent à soixante-dix mètres au-dessus des arbres les plus élevés; enfin, la dilatation de l'atmosphère, sur une immense surface incandescente, produit un courant d'air égal à celui des ouragans les plus puissants. Heureusement l'incendie ne descend pas jusqu'à Chatham, ce qui sauve l'établissement Cunard.

Dans la seule année 1824, qui précédait cet incendie, 141,384 stères de bois équarri étaient sortis de la baie de Miramichi pour les ports de la métropole.

Baie de Chaleur.

Un golfe intérieur est appelé *la baie de Chaleur*. Cette baie

fut ainsi nommée pour la haute température qu'éprouva notre navigateur Jacques Cartier, qui la visita le premier, en 1534, avant d'entrer dans le fleuve de Saint-Laurent.

La baie de Chaleur, large de 36 à 40 kilomètres dans une grande partie de son développement, a 200 kilomètres d'étendue longitudinale. La rivière Ritchigauke a son embouchure au sommet de cette baie. C'est à ce point important pour le commerce que Sir H. Douglas faisait passer sa grande voie militaire, qui remontait, à travers le bas Canada du sud-est, la vallée du Matapedia, pour gagner les bords d'un lac dont les eaux franchissent l'Alleghany, puis descendent vers le nord et vont se jeter, à *Métis*, dans le fleuve de Saint-Laurent.

6. LES DEUX CANADAS.

Il faut remonter au règne de François Ier, à l'année 1534, pour fixer l'époque où Cartier, navigateur de Saint-Malo, pénétra dans le golfe du Saint-Laurent et découvrit le fleuve magnifique auquel les Français ont donné ce même nom. Cartier le remonta jusqu'aux lieux où devaient un jour s'élever deux grandes cités.

Au commencement du siècle suivant, Champlain, navigateur illustre, explora de nouveau les côtes du golfe et les rivages du fleuve. Il choisit avec une admirable perspicacité la position de Québec; il y fonda la capitale d'un grand État, à la fois continental et maritime, qui reçut et qui méritait le beau nom de *Nouvelle-France*.

Le cardinal de Richelieu, premier ministre à cette époque, prit le titre de *Surintendant du commerce et de la navigation de la Nouvelle-France*. En 1627, il fixa lui-même les conditions remarquables d'une colonisation fondée à la fois sur le négoce et sur l'agriculture. Les

limites qu'il assignait à cette immense possession comprenaient toutes les terres de l'Amérique septentrionale dont les eaux tombent dans le golfe du Saint-Laurent et celles qui s'étendent au midi des lacs. Champlain devint le gouverneur du naissant empire.

L'établissement n'eut pas des progrès très-rapides jusqu'en 1660, époque où Colbert prit en main la prospérité de la France. Dès l'année 1661, une force suffisante est envoyée au Canada pour le mettre à l'abri de tout danger. La colonisation se développe avec activité. L'établissement religieux et l'instruction publique, fondés et dotés généreusement par Richelieu, portent leurs fruits. Les plus grands noms de la France y répandent l'éclat, et nous voyons un Salignac de Fénelon illustrer comme supérieur le séminaire sulpicien de Montréal. Les limites effectives de la colonie sont portées aux distances les plus grandes qu'elles aient atteintes, même de nos jours, en des mains plus heureuses.

Dès 1672, le père Marquette, missionnaire, avec un habile négociant de Québec, part pour explorer la contrée qui s'étend au midi des grands lacs. Ils découvrent le roi des fleuves américains, le Mississipi, qu'ils descendent d'abord jusqu'à son confluent avec le Missouri. Ils naviguent dans un canot de sauvages jusqu'à l'embouchure de l'Arkansas.

En 1678, on construit un premier navire qui fait voile sur le lac Érié. En 1682, De Lasalle ne se borne pas à descendre le Mississipi jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique; il remonte ce fleuve, dont nos concitoyens ont découvert l'origine et l'importance.

Jusqu'alors, les Français avaient été les amis des tribus indiennes, dont nos missionnaires, affables et conciliants, gagnaient les cœurs. Ces liens d'amitié se resserraient par

le progrès d'un grand commerce de pelleteries, dans les immenses forêts qui s'étendent à l'ouest du Canada..

Après la mort de Colbert, lorsque la prudence et l'habileté ne rayonnèrent plus du centre de la France aux extrémités de ses possessions, la discorde se mit entre les Canadiens français et les sauvages. Des cruautés inexprimables furent exercées par ceux-ci contre nos colons. La guerre avec l'Angleterre, qui suivit la révolution de 1688 et qui dura jusqu'en 1698, rendit encore plus précaire la position des Français. Cependant Québec, menacé par une expédition formidable, fut sauvé grâce à l'héroïsme de Frontenac; or Québec était la clef du Canada.

Je veux faire ici remarquer un fait capital: c'est l'extrême inégalité des populations dans les deux groupes de colonies anglaises et françaises qui se partageaient l'Amérique du Nord. Vers la fin du règne de Louis XIV, les Français, maîtres d'une conquête grande comme dix fois la France et colonisée depuis cent quatre-vingts ans, n'y comptaient encore que 4,500 hommes de 14 à 60 ans, capables de porter les armes. A la même époque, les Anglais, resserrés entre l'Atlantique et les monts Alleghanys, les Anglais, arrivés les derniers de tous dans le nouveau monde, les Anglais comptaient déjà 60,000 colons en âge de faire la guerre. Dans cette extrême inégalité, qui s'est maintenue pendant le siècle suivant, il faut, selon moi, chercher la cause inévitable de la perte du Canada. Une possession de si grande importance ne nous a pas été ravie parce que les Français, comme on l'a si souvent affirmé, ne savent pas coloniser, mais parce qu'ils ne veulent pas s'expatrier en nombre suffisant pour bien coloniser et se défendre au moyen du nombre.

C'est au milieu de la guerre de Sept ans, en 1758,

que la France a perdu le Canada, dont Louis XV et même Louis XVI n'ont jamais paru concevoir l'importance. Franklin a fait connaître à ses concitoyens que, avant l'époque où la France prit les armes pour soutenir les colonies révoltées, Lord North, premier ministre de Georges III, offrit au Gouvernement français de nous rendre le Canada; et l'offre ne fut pas acceptée!

Nous eussions pu, nous eussions dû reconquérir cette admirable colonie en 1781, si nous avions envoyé notre flotte aux rives du Saint-Laurent, au lieu de la compromettre misérablement au pied de Gibraltar, qui n'était rien pour la France et pour l'équilibre du monde!

En vertu d'un traité solennel, les Canadiens ont conservé le culte et les lois civiles de la mère patrie. La coutume de Paris les régit encore; les biens de leur clergé sont intacts comme leurs mœurs; la langue française continue d'être parlée dans les tribunaux comme sous le toit domestique.

Ces garanties que, dans l'origine, on a tenté de violer, bientôt on a jugé plus sage de les respecter; conservées aux colons d'origine française, elles ont empêché le Canada de se joindre aux colons de la Nouvelle-Angleterre, lorsque ceux-ci prirent les armes : c'était en 1775, et le Canada n'était conquis que depuis dix-sept ans.

En 1791, un Acte du Parlement institue deux gouvernements constitutionnels : l'un pour le bas Canada, résidence principale des anciens colons français; l'autre pour le haut Canada, peuplé surtout par les colons britanniques. Cette différence de races existe encore de nos jours, ainsi que le prouve le tableau suivant :

ORIGINE DES POPULATIONS DANS LES DEUX CANADAS, D'APRÈS UN RECENSEMENT DE 1851.

ORIGINES.	BAS CANADA.	HAUT CANADA.
Canadiens d'origine française	669,528	26,417
Canadiens de toute autre origine	125,500	526,098
Natifs d'Irlande	51,499	176,267
—— d'Angleterre et de Galles	11,230	82,699
—— d'Écosse	14,565	75,811
—— des États-Unis	12,682	43,732
—— d'autres pays	5,377	21,081
	890,381	952,105
	1,842,486	
Catholiques	768,866	167,095
Autres cultes	121,515	785,005

Le progrès de la population française, même après la conquête des Anglais, a continué. Son accélération mérite d'être constatée.

Années.	Population.	Années.	Population.
1676	8,500	1784	113,000
1700	15,000	1814	335,000
1759	65,000	1851	695,945

Ce progrès est d'autant plus remarquable, qu'il s'opère pour ainsi dire sur place. Les Canadiens français ne peuvent pas se décider à quitter leurs familles pour aller, loin de leurs parents et de leurs paroisses, créer une culture dans les parties lointaines et désertes : ils aiment mieux défri-

cher et cultiver de proche en proche, au risque d'aller moins vite, de moins s'enrichir et de moins peupler. Ce dernier inconvénient n'a pas même existé pour eux.

L'accroissement des populations non françaises est devenu singulièrement rapide dans le haut Canada, par la grandeur des émigrations, à partir de 1841.

Depuis la paix de 1814, l'Angleterre avait cessé d'agir avec les mêmes égards envers la race française. Une insurrection s'ensuivit, qui ne fut apaisée qu'en 1838 [1]. Alors, on confondit ensemble les deux Canadas, qui n'eurent plus qu'une chambre de représentants et qu'un conseil sénatorial. Un tel acte paraît avoir eu pour objet d'étouffer par degrés rapides ce qui reste de prépondérace politique à la race française. Il nous suffit d'indiquer en passant ces transformations gouvernementales.

Ce qui doit attirer notre attention, ce sont les changements économiques introduits depuis le commencement du siècle dans les colonies du nord de l'Amérique restées sous l'empire de la Grande-Bretagne.

Bas Canada.

Le bas Canada comprend la portion du territoire britannique au midi du Saint-Laurent. Il s'étend : sur la rive du sud, jusqu'au 45e degré de latitude, où commencent les États-Unis; sur la rive du nord, jusqu'à l'Ottawa.

Le fleuve et la vallée du Saint-Laurent.

Il faut donner une idée de la grandeur du fleuve Saint-Laurent. Depuis son embouchure jusqu'au lac

[1] Dès 1825, l'état du bas Canada est troublé par le refus que fait le Gouvernement de reconnaître M. Papineau pour président de l'assemblée législative, qui ne voulait pas en nommer d'autre.

Supérieur, auquel il sert d'exutoire, sa longueur est de 850 lieues.

Au cap du Rosier, sa largeur est de 32 lieues. La quantité des eaux qu'il décharge annuellement dans la mer effraye l'imagination : sans compter ses deux principaux tributaires, elle s'élève à 413,429,300,000 mètres cubes.

Le fleuve des Amazones est moins long de 20 lieues, et son embouchure est moins large des deux tiers.

Les rives du Saint-Laurent, à partir du golfe, sont loin d'annoncer la richesse qu'elles déploient dans leur partie supérieure. Le littoral du nord offre surtout l'aspect de la désolation.

En avant du fleuve est l'île d'Anti-Coste, qui n'a pas moins de 50 lieues de longueur sur 10 à 11 de largeur; même après l'avoir dépassée, les deux rives qui se rapprochent sont encore à 30 lieues l'une de l'autre. En remontant de 60 lieues, on arrive à la partie la plus resserrée de l'embouchure, et cette partie n'a pas moins de 11 lieues de largeur.

On se trouve alors par le travers des *monts Pelés* : un tel nom suffit à peindre la désolation de cette partie de la rive septentrionale. En remontant plus haut, la scène change par degrés. Sur la côte du sud, on arrive à la vallée du Métis, où les cultures et les établissements des Canadiens français déploient leurs richesses pour ne plus les interrompre.

C'est à la vallée du Métis que devait aboutir la voie militaire si bien tracée par Sir H. Douglas pour unir les capitales de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du bas Canada. Il y a déjà vingt ans que la législature du Canada a voté la dépense nécessaire à l'exécution de cette voie, par Miramichi, pour aboutir à Saint-John.

Lorsqu'on suit la rive nord du Saint-Laurent, pour

arriver à la partie fertile, il faut remonter beaucoup plus haut, jusqu'au confluent du fleuve avec le *Saguenay*, Cette rivière n'a pas moins de *cent* lieues de parcours; on la peut remonter pendant 20 lieues avec les plus grands navires.

Le lac Saint-Jean, d'une vaste étendue, reçoit en tributs de nombreuses rivières qui, réunies, forment le Saguenay.

Pour se faire quelque idée de la masse des eaux qui descendent par cette voie, il nous suffira de dire qu'à l'embouchure du Saguenay, sa profondeur est brusquement réduite par une barre de rochers à 36 mètres sous les eaux, ce qui serait pour la plupart des grands fleuves connus un maximum rarement atteint. Au-dessous de cette barre, le Saint-Laurent a 72 mètres de profondeur; au-dessus, le Saguenay n'a pas moins de 250 mètres, profondeur énorme qu'il conserve dans une longue partie de son parcours. Par le tableau qui suit, nous donnerons une idée de ces dimensions cachées sous les eaux, que l'imagination se représente à peine, en les comparant à des hauteurs qui nous soient familières :

HAUTEURS SUR LE SOL.	Mètres.	PROFONDEURS SOUS L'EAU.	Mètres.
La colonne de la place Vendôme.....	43	La barre du Saguenay............	37
La balustrade des tours Notre-Dame..	66	Le lit du Saint-Laurent, vis-à-vis de cette barre....................	73
L'église des Invalides, posée sur la plus haute des Pyramides d'Égypte; hauteur de la flèche au-dessus du sol de la Pyramide	251	Le lit du Saguenay, en amont de la barre et dans un long parcours....	256

Au-dessus de l'importante adjonction du Saguenay, le Saint-Laurent réduit successivement sa largeur à 8 lieues, à 6 lieues, à 3 lieues, jusqu'à l'île d'Orléans, surnommée

la belle. C'est la plus considérable de celles qu'on admire au sein de ce fleuve; elle a 10 lieues de longueur.

Lorsqu'on a doublé cette île, en remontant, on découvre un des spectacles les plus imposants que puissent offrir les plus grandes scènes maritimes. Quoiqu'on ait déjà parcouru 150 lieues sur le fleuve, l'eau conserve assez de profondeur pour les plus forts bâtiments de guerre; et les marées des équinoxes se soulèvent de 7 mètres. On pénètre dans un havre dont la largeur est d'une lieue et dont la longueur est double. Sur les deux rives, les prairies, les cultures et les forêts séculaires, étagées en amphithéâtre, déploient une magnificence incomparable. Au fond du bassin si richement encadré, en face du navigateur qui remonte le fleuve, s'élève et semble s'avancer une montagne isolée qu'on appelle pour sa beauté le *pic du Diamant*. Ce promontoire commande militairement et nautiquement la terre circonvoisine, et les ports et le havre, rendez-vous des vaisseaux de guerre et des navires du commerce qui viennent de l'Océan et des deux Canadas. A droite de ce promontoire, qui porte sur ses flancs une capitale, serpente la rivière de Saint-Charles, et plus bas celle de Montmorency, qui tombe du haut de ses cataractes. A gauche, le Saint-Laurent supérieur trouve ses flots resserrés tout à coup entre le pic du Diamant et la pointe de Lévis; pour s'ouvrir un passage qui suffise au débouché des eaux des quatre mers intérieures, il compense une largeur tout à coup réduite au quart d'une lieue par une profondeur de 50 mètres : dix fois le tirant d'eau d'un vaisseau de 100 canons!... A travers ce passage exigu pour sa grandeur, il accélère ses flots et pousse à la mer les alluvions qui pourraient obstruer le vaste havre de Québec.

Au sommet du mont dominateur, par l'ordre de Ri-

chelieu, du grand cardinal, les Français ont bâti la citadelle; c'est la protectrice du fleuve et la clef militaire des immenses régions découvertes par nos aïeux.

Québec est à la fois une forteresse, un port de guerre, un port de commerce, et pour les navires marchands le plus grand chantier de constructions qu'ait l'Angleterre dans ses possessions extérieures. Les navires construits à Québec, en 1853, réunissaient 49,541 tonneaux. Dans la métropole, aucun port ne présente un pareil résultat.

Les voyageurs européens veulent-ils se former en miniature une idée des effets si grandioses du Saint-Laurent, cent lieues au-dessous et soixante au-dessus de Québec? ils n'ont qu'à se rappeler les scènes imposantes et si variées qu'offrent les deux rives du Rhin entre Mayence et Coblentz. S'ils pouvaient faire avancer Ehrenbreitstein et sa montagne de deux kilomètres dans le lit du fleuve quadruplé de largeur, et remplacer par des vaisseaux à trois ponts les simples bateaux de la rivière européenne, ils auraient alors quelque idée de la majesté de la nature et des conquêtes de l'homme aux approches de Québec.

Sur les rives fortunées du Saint-Laurent habite le plus paisible, le plus simple, le plus doux et le plus sage des peuples; il conserve les mœurs, la politesse et la civilisation des Français au siècle de Louis XIII et de Louis XIV. Il a gardé le code, les lois civiles et l'organisation municipale qui, tracée par Richelieu, ne pouvait pas être menaçante pour l'autorité souveraine; il a gardé plus précieusement encore l'autorité patriarcale d'un clergé qui prêche la vertu par ses exemples plus éloquemment que par ses paroles. Je le répète, c'est à Richelieu que ce beau pays doit son organisation civile et religieuse si puissante et si durable. Son œuvre, plus ancienne que celle de W. Penn, est digne de l'admiration la plus profonde; debout en-

core, elle s'est pieusement conservée. A *Philadelphie*, qui devait être la cité *de l'amitié fraternelle*, l'aimable secte *des Amis* y devient de plus en plus rare. Au Canada, le catholicisme multiplie avec fécondité le nombre de ses enfants : ils étaient seulement 70,000 quand ils passaient sous le joug d'une métropole anglicane, en 1763; ils sont aujourd'hui 700,000.

C'est encore à Richelieu qu'on doit la fondation de ces missions intrépides dont les simples récits, sous le titre de *Lettres édifiantes*, nous ont révélé les découvertes d'un monde vraiment nouveau et les conquêtes de la foi chez les peuplades indiennes.

Les Anglais n'ont pas cru pouvoir porter atteinte à l'état social du Canada : ils l'ont prudemment respecté, suivant la foi des traités. Les propriétés, seigneuriales ou non, sont restées inviolables; l'Église a conservé ses biens. La croix catholique, arborée sur la cathédrale de Québec, n'a pas cessé d'être le signe patriarcal d'un peuple resté fidèle à la croyance de ses pères.

Dans ces derniers temps, on a construit à Montréal une autre grande basilique pour un second évêché; elle est assez spacieuse pour que douze mille fidèles puissent y célébrer à la fois le culte de leurs ancêtres.

A Montréal, à Québec, sont les principaux établissements d'instruction publique pour la partie française du Canada. Les anglicans n'ont pas voulu que l'on conservât les communautés d'hommes, si précieuses pour l'enseignement des colons. Ils n'ont pas eu les mêmes terreurs au sujet du sexe le plus faible; ils ont fait grâce aux sœurs de la charité pour le traitement des malades, et même aux couvents consacrés à l'éducation des filles. Peut-être faut-il attribuer à ces motifs qu'au Canada l'éducation des femmes surpasse de beaucoup celle des

hommes : aussi, dans l'intérieur de la famille, l'influence de l'épouse s'est-elle conservée dans sa plus douce et plus solide autorité, celle qui naît d'une confiance sentie et d'une juste vénération.

Continuons de remonter le Saint-Laurent : à partir de Québec, un nouvel ordre de merveilles se révèle à nos regards. Quoique le fleuve se resserre, il est comparable encore aux plus belles parties du Danube et du Rhin.

A trente lieues au-dessus de Québec, on rencontre la vallée de la Chaudière, par où descend la rivière de Saint-Maurice; avant que celle-ci confonde ses eaux avec les eaux du Saint-Laurent, elle se précipite d'une hauteur de 30 mètres sur 80 de largeur. Un simple ruisseau, dérivé de sa partie supérieure, donne la force motrice à la plus puissante des scieries construites au Canada.

Depuis Québec jusqu'à Montréal, les deux côtés du Saint-Laurent sont occupés par les paroisses françaises; elles sont si serrées les unes contre les autres, que le val du fleuve présente aujourd'hui plus de 200,000 habitants entre Québec et Montréal : deux cités dont la distance à vol d'oiseau surpasse un peu 50 lieues.

La navigation du fleuve entre ces deux villes est considérablement facilitée par les remorqueurs à vapeur; souvent, en deux jours, ils font remonter aux navires à voiles tout ce parcours sinueux. Rien n'égale en magnificence d'autres bateaux à vapeur destinés au même voyage pour le transport des voyageurs : on en construit dont le jaugeage n'est pas moindre de 1,500 tonneaux.

Au milieu de cette navigation, il faut se figurer les embarcations des pêcheurs et les canots hardis des Indiens; il faut y joindre des radeaux monstres, beaucoup plus grands que ceux du Rhin, radeaux habités par des peuplades de mariniers, avec leurs enfants et leurs femmes,

en assez grand nombre pour conduire à Québec les énormes masses de charpente que la Grande-Bretagne tire annuellement du Canada.

Ne passons pas sans les saluer, comme des souvenirs chers à la gloire nationale, *la rivière de Jacques Cartier* et les *Rapides de Richelieu*, les premiers qu'on rencontre en remontant le Saint-Laurent. Ils nous avertissent que nous atteignons à la partie du grand fleuve où des pentes plus prononcées produisent les intermittences de cours modéré et de cours impétueux; là se précipite le courant sur les rochers inclinés que le temps n'a pas pu creuser.

Du côté de la rive droite, la rivière Maurice verse ses eaux dans le grand fleuve par une *triple* embouchure, auprès de laquelle s'élève la *ville des Trois-Rivières*. Un peu plus haut, sur ce puissant cours d'eau, sont les forges d'où sortent les fers les plus estimés du Canada : estime que l'amour-propre des habitants traduit en disant que ces fers *sont égaux à ceux de la Suède*. Les Canadiens préfèrent à toute autre la fonte qui provient de cet établissement, pour l'appliquer à la confection des ustensiles nécessaires aux besoins de leurs ménages.

Le lac de Saint-Pierre est un immense étang traversé par le Saint-Laurent. Depuis peu d'années on a dépensé près de deux millions pour y pratiquer un chenal approfondi dans une longueur de dix lieues. C'est dans ce lac que débouchent la rivière de Saint-François et la grande *rivière de Richelieu*, qui décharge les eaux du *lac Champlain* : lac découvert par le navigateur illustre dont il perpétue la mémoire. Il présente une des lignes de communication les plus riches et les plus directes qui puissent être perfectionnées entre le Canada, la Nouvelle-Angleterre et la cité de New-York.

Les navires des États-Unis débouchent dans le Saint-

Laurent par la rivière de Richelieu. Jusqu'à ces derniers temps, ils n'avaient fait qu'un commerce intérieur avec le Canada, les Anglais s'étant réservé l'intercourse du Saint-Laurent avec la mer : cette restriction n'existe plus.

La ville de *Montréal* est au pied de la *Montagne* appelée *Royale*, et digne de ce nom : elle forme le sommet méridional d'une île triangulaire en amont de laquelle la grande rivière de l'Ottawa se jette dans le Saint-Laurent.

Montréal est la seconde cité du Canada pour l'importance politique; elle est plus peuplée que Québec. Sa position est comparable à celle de Lyon entre le Rhône et la Saône. Elle est le centre d'un commerce qui chaque année croît en richesse.

Signalons à Montréal la Société savante, dont les travaux continuent à faire connaître les richesses d'un sol immense, richesses qui sont encore en grande partie inexplorées. Les trois quarts du peuple de Montréal et de Québec sont de race française et parlent français.

En hiver, Montréal est le centre d'innombrables arrivages de traîneaux qui transportent, de tous les points du territoire, les produits de l'agriculture : ces traîneaux figuraient à l'Exposition universelle.

Autrefois les Canadiens avaient formé, pour le commerce des fourrures, la *Compagnie* dite *du Nord-Ouest*. Cette rivale de la *Compagnie de la baie d'Hudson* a fini par confondre ses intérêts et ses capitaux avec celle-ci. Depuis lors Montréal a cessé d'être l'entrepôt général des fourrures recueillies à l'ouest du Canada : tout se dirige maintenant vers les dépôts appartenant à la compagnie plus septentrionale de la baie d'Hudson.

A Montréal, nous trouvons des ateliers pour mouler la fonte de fer et construire des machines à vapeur, des chantiers pour la construction des navires, etc.

Ici finit la grande navigation maritime du Saint-Laurent, à 200 lieues de l'Océan, à 50 lieues au-dessus du point où le flux cesse de soulever les eaux du fleuve.

En face de Montréal, le Saint-Laurent est plus large qu'à la hauteur de Québec; mais sa profondeur, à beaucoup près, n'est plus la même.

Immédiatement au-dessus de la ville, un canal de trois lieues permet d'éviter les bas-fonds du fleuve et le saut de Saint-Louis, qu'on rencontre à la pointe la plus méridionale de l'île de Saint-Réal : voilà la première fois qu'en venant de la mer il devient nécessaire de faire un pareil détour à côté du Saint-Laurent.

Ce canal avait été construit pour des bateaux de faibles dimensions; des écluses nouvelles permettent aujourd'hui d'en admettre de beaucoup plus considérables.

Rien ne fait plus d'honneur au parlement des deux Canadas, réunis depuis 1840, que la grandeur des travaux publics votés et la plupart exécutés. Les canaux nécessaires pour éviter les rapides du haut Saint-Laurent ont coûté 35 millions et demi, et les autres ouvrages de navigation artificielle jusqu'au lac Érié, 66 millions. Les phares, pour éclairer les abords du fleuve depuis le golfe jusqu'à sa partie supérieure, ont exigé 3 millions.

Afin de faciliter la descente des radeaux, on a construit pour 3 millions de glissoires en bois sur les rapides qu'offrent les grands affluents du Saint-Maurice, de l'Ottawa et de la Trente. On a dépensé 3 autres millions afin d'améliorer la partie tranquille et navigable de ces rivières.

Tels sont les secours qu'empruntait à l'art une colonie qui ne comptait pas 1,500,000 âmes lorsqu'elle abordait des entreprises destinées à perfectionner, à compléter un si grand ensemble de navigation fluviale.

L'Ottawa, qui débouche au nord de l'île de Saint-Réal et la sépare de l'île de Jésus, est un des grands fleuves d'Amérique. Il a plus de 200 lieues de parcours.

Autrefois, la Compagnie des fourrures du Nord-Ouest envoyait annuellement quarante à cinquante embarcations légères qui partaient de Montréal et remontaient l'Ottawa dans une longueur de 125 lieues. Elles étaient portées par les mariniers dans les endroits appelés *portages*, puis remises à l'eau et dirigées avec l'aviron. La *Rivière Française* les conduisait au lac Huron; ensuite on gagnait le lac Supérieur, au delà duquel on atteignait le *Grand-Portage*. En cet endroit on recevait les fourrures que les agents de la Compagnie de Montréal avaient achetées des Indiens. On les emportait en recommençant un parcours de plusieurs mille kilomètres.

La rivière d'Ottawa sépare le bas et le haut Canada. Ses bords se peuplent avec rapidité, et les cultures croissantes embellissent ses rivages.

On achève de creuser des canaux parallèles à l'Ottawa vis-à-vis des rapides qui rendent la navigation presque toujours périlleuse et souvent impossible.

Ici nous commençons à trouver l'Angleterre qui mêle sa population à celle des Français; Chatham s'élève à côté d'Argenteuil, et la propriété d'Argenteuil est passée dans les mains d'un Johnston. Un peu plus haut, la seigneurie dite *de la Petite Nation* appartient au notable M. Papineau, que la province renommait toujours son président à l'assemblée législative et que le gouverneur anglais repoussait sans cesse : d'où naquit la guerre civile.

Une énorme quantité de bois est flottée sur l'Ottawa depuis les lieux les plus élevés de son bassin. Les Canadiens manœuvrent leurs radeaux avec une extrême dextérité dans les passages périlleux qu'ils ont à franchir : l'un

des plus redoutables est celui des chutes de la Grande Chaudière, qui présentent une forte différence de niveau depuis le commencement jusqu'à la fin de ce rapide. Telle est la puissance de l'eau qu'elle a creusé, par cette chute, un bassin profond de 100 mètres !

Canada supérieur.

Lors de la guerre de l'indépendance américaine, les habitants des colonies anglaises restés fidèles à la mère patrie, les *loyalistes*, émigrèrent la plupart dans le haut Canada. Des terres leur furent accordées avec une extrême libéralité. La même politique fut suivie pour les bataillons d'Allemands congédiés après la paix [1].

Les limites du Canada supérieur s'étendent jusqu'à l'Océan Pacifique; mais les cultures ne vont pas encore au delà du littoral des grands lacs situés au centre de ces magnifiques réservoirs qu'offre le nord de l'Amérique.

Dès le commencement du XIX[e] siècle, la haute Écosse est venue planter ses colonies dans le vaste pays compris entre le Saint-Laurent et le bas Ottawa, en fondant les nouveaux comtés de Lanark et de Glengarry; puis, au nord du lac Ontario, ceux de Perth, d'Elgin et de Bruce, au milieu des comtés anglais.

Entre les lacs Érié et Ontario, on a creusé le canal Welland, pour éviter la chute si célèbre du Niagara, qui ne permettait pas la navigation naturelle.

Sur les bords des lacs Ontario, Érié, Huron, la fécondité de la terre est admirable. Le froment et même le maïs, la vigne et les arbres fruitiers du centre de la France prospèrent sur cette terre promise.

[1] On donnait aux colonels 2,000 hectares de terres; aux capitaines, 1,200; aux officiers d'un grade inférieur, 800 ; aux soldats, 80.

Les richesses minérales ne le cèdent pas aux richesses végétales ; les eaux des lacs, les torrents et les rivières abondent en poissons d'espèces les plus variées.

Pour obéir à des considérations à la fois politiques et militaires, les Anglais, en s'éloignant de la frontière des États-Unis, ont établi la communication de Montréal au lac Ontario : 1° par le cours supérieur de l'Ottawa jusqu'à Bytown ; 2° par le canal de Rideau, qui vient aboutir à Kingstown. En 1815, presque tout le territoire que traverse cette ligne un peu détournée de navigation était désert ; il est aujourd'hui peuplé et cultivé.

Le Gouvernement britannique a subventionné de 30 millions la colonie pour concourir à de tels travaux ; il a de la sorte porté remède au danger qui résulte de ce que l'État puissant de New-York est riverain du Saint-Laurent, depuis le lac Ontario jusqu'au voisinage de l'île de Saint-François, dans une longueur qui surpasse 60 lieues. Cela permettrait aux États-Unis, en temps de guerre, d'intercepter la navigation britannique de cette partie du fleuve.

Nous arrivons au plus bas des grands lacs dont les rives septentrionales font partie du haut Canada : c'est le lac Ontario. Kingstown s'élève au point d'où le Saint-Laurent en sort, comme le Rhône sort du lac de Genève.

Kingstown est l'arsenal naval des Anglais pour la défense du lac Ontario. Des vaisseaux de ligne peuvent mouiller à toucher le rivage. Dans l'arsenal, on a construit jusqu'à des vaisseaux de 80 canons. Plusieurs bâtiments de guerre, vaisseaux et frégates, reposent sur cale, aux trois quarts construits ; ils pourraient être achevés, lancés, armés en un mois. Sans répondre aux récentes bravades des États-Unis, les Anglais envoient à Kingstown les canonnières à vapeur qui devaient assaillir Cronstadt : c'est un en cas !

Le lac Ontario n'a pas moins de 80 lieues de long sur 20 à 22 lieues de large, et sa profondeur moyenne n'est pas moindre de 30 mètres. Des bateaux à vapeur très-grands et richement installés établissent la communication la plus rapide entre les cités qui s'élèvent sur les bords de cette mer intérieure.

Les Anglais ont construit une grande route qui joint les cités de Québec, de Montréal et de Kingstown; elle se prolonge sur la côte septentrionale : 1° du lac Ontario; 2° du lac Érié; 3° du détroit qui conduit au lac Saint-Clair.

Entre les deux premiers lacs, le Saint-Laurent supérieur se précipite par la célèbre chute du Niagara.

Le canal Welland ouvre une voie navigable pour tourner cette chute; par ce canal peuvent passer les bâtiments américains à voiles carrées qui naviguent depuis les lacs supérieurs jusqu'aux côtes de l'Atlantique américain et même jusqu'aux Antilles.

Au commencement de ce siècle, les rives septentrionales des lacs n'étaient, pour ainsi dire, habitées par aucun colon européen. A présent, la colonisation s'est propagée sur ces immenses rivages dans une étendue de 300 lieues; chaque jour les Anglais avancent du côté de l'ouest leurs défrichements.

On a construit des forges considérables sur la Marmora, l'un des affluents de la Trente, rivière par laquelle plusieurs lacs secondaires déversent leurs eaux dans le lac Ontario. Les produits de ces forges figuraient à l'Exposition universelle.

York, la capitale du haut Canada, s'élève à l'extrémité occidentale du lac Ontario, au fond d'une belle baie.

A vingt lieues au nord d'York se trouve le lac Simcoé, dont les eaux peuvent établir une communication très-

abrégée entre le lac Huron et la partie orientale du lac Ontario, sans passer par le lac Saint-Clair ni par le lac Érié; cela serait avantageux lors de la guerre.

En ne comptant que le territoire compris au midi de la rivière Ottawa, entre les trois lacs Ontario, Érié, Huron, la superficie éminemment fertile appartenant au Canada supérieur surpasse 15 millions d'hectares, et pourrait, dans un temps assez voisin, suffire à l'alimentation d'autant de millions d'habitants.

Exploitation des forêts.

L'exploitation des forêts figure au premier rang parmi les éléments de l'industrie canadienne; il faut y comprendre le commerce des fourrures.

Des branchages abattus et des arbres qu'on n'exporte pas, on retire un produit important : c'est la potasse obtenue par incinération.

Les cendres des bois durs, de l'érable, du chêne, de l'orme, du bouleau, du hêtre, versées dans de larges cuves, y sont lessivées avec de l'eau qui s'échappe par des trous nombreux et petits, percés au fond du vaisseau; elle tombe dans un pot en fonte de fer. Le feu fait ensuite évaporer cette eau, qui contient les sels solubles et les alcalis fournis par les cendres. On obtient ainsi la *potasse* du commerce, dénomination dérivée de deux mots qui signifient *pot* et *cendre* (pot-ashe). Quand on épure la potasse par la calcination, le produit blanc qu'on obtient prend le nom de pearlashe : *potasse perlée* ou *perlasse*.

Le commerce capital est celui des bois de charpente. Les bûcherons et les flotteurs qui servent à l'exploitation des forêts du Nouveau-Brunswick sont, en grand nombre, fournis par les *États-Unis*. Les Canadiens qui se

livrent aux mêmes industries s'empressent de faire assez d'économies, sur leurs profits, pour acheter quelques terres encore incultes et poursuivre à leur tour l'œuvre capitale de la colonisation. Ce placement fait par l'ouvrier, qui veut à tout prix acquérir de la terre, est le sentiment universel de nos paysans, même éloignés du sol français depuis plusieurs générations.

Outre les bois équarris, on fabrique aussi de grandes quantités de merrains pour la tonnellerie et du bardeau pour les couvertures. Enfin l'on exporte un nombre considérable de mâts et de mâtereaux, des bois d'aviron, des manches de gaffe, etc.

En 1854, les bois exportés du Canada pour l'Angleterre sont évalués à 88,857,125 francs. C'est presque les *neuf dixièmes* des exportations totales : 100,176,300 fr.

On donne le nom général de *lumber* au bois débité sous toutes les formes et préparé pour le livrer au commerce; les *lumberers* sont les bûcherons qui le débitent.

Les scieries, mues par la force de l'eau, constituent les usines les plus nombreuses et les plus importantes que possèdent jusqu'à ce jour les colonies britanniques de l'Amérique du Nord. Il faut un personnel considérable pour chaque moulin; il faut des équipages de bœufs pour transporter les bois, les tirer des radeaux, enfin les conduire auprès des navires, lorsqu'ils sont débités.

Les bâtiments qui portent les bois des Canadas dans la Grande-Bretagne prennent les émigrants en retour, à des prix très-modérés; cela favorise la colonisation.

Les Anglais s'étaient réservé la navigation exclusive de la partie inférieure du Saint-Laurent. Par un traité conclu très-récemment, les navires des États-Unis ont désormais la libre navigation du fleuve. Elle assure un

débouché magnifique aux abondants produits de la vallée du Champlain.

TERRITOIRE ET POPULATION DE LA NOUVELLE-BRETAGNE, D'APRÈS LE RECENSEMENT DE 1851.

COLONIES.	HECTARES.	POPULATION.	HECTARES par MILLE HABITANTS
Canada inférieur (1851)..........	67,702,700	890,261	76,049
Canada supérieur (1851)..........	38,203,000	953,689	40,058
Nouveau-Brunswick (1851)........	7,157,700	193,900	36,814
Nouvelle-Écosse (1851)...........	4,035,890	276,117	17,545
Cap-Breton (1851)..............	807,580		
Ile du Prince-Édouard (1848).....	551,430	62,678	8,148
Terre-Neuve (1851).............	8,000,000	101,600	78,740
Totaux...........	126,458,300	2,478,245	53,753

Cette superficie, plus que double de la France, est indépendante des territoires immenses réservés à la compagnie de la baie d'Hudson; elle ne comprend pas non plus la partie de la région définitivement conservée à l'Angleterre par sa délimitation avec l'Union américaine, du côté de l'océan Pacifique.

L'accroissement de la population est encore plus rapide dans la Nouvelle-Bretagne que dans les États-Unis; elle a quintuplé depuis le commencement jusqu'au milieu du XIXe siècle. Dans cet accroissement, il faut compter pour beaucoup les émigrants venus de la mère patrie.

Nous appelons toute l'attention du lecteur sur les rapprochements qui suivent :

ÉMIGRATIONS DE LA MÈRE PATRIE DANS LA NOUVELLE-BRETAGNE, COMPARÉES AUX ÉMIGRATIONS TOTALES DE 1840 À 1854.

ÉPOQUES.	ÉMIGRANTS		PROPORTIONS.	
	dans la Nouvelle-Bretagne.	dans tous les pays.	Nouvelle-Bretagne.	L'Univers.
1840 à 1845 (6 ans).........	206,825	559,078	37	100
1846 à 1851	301,117	1,552,523	19	100
1852.....................	32,873	368,764	9	100
1853.....................	34,522	329,937	$10\frac{1}{2}$	100
1854.....................	43,621	323,112	$13\frac{1}{2}$	100
TOTAUX............	618,958	3,133,414	20	100

Les émigrations énumérées dans ce tableau ne comprennent que les départs directs de la métropole. Il est juste d'ajouter qu'un certain nombre d'émigrants au Canada passent par les États-Unis.

L'Angleterre a dû vivement regretter que, dans l'immense flot d'émigration si fort accru depuis 1846, la proportion obtenue par la Nouvelle-Bretagne se réduise successivement de moitié, des trois quarts, tombe au plus bas en 1852, et qu'elle ne se relève, en 1854, qu'au huitième seulement de l'émigration totale.

Le Gouvernement britannique se préoccupe de plus en plus d'un sujet si plein d'intérêt. De leur côté, les États-Unis se montrent moins favorables aux émigrants européens, qui portent avec eux la turbulence et trop souvent la misère. Ce sont surtout les Irlandais, peu désirés dans les pays de l'Union américaine, que la Nouvelle Bretagne doit avoir un juste espoir d'attirer. Il faudrait les établir en des colonies si voisines de leur pays et si

semblables à leur terre natale pour le climat, l'aspect et les productions : telles sont Terre-Neuve, le Cap-Breton, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Édouard.

Statistique commerciale officielle de la Nouvelle-Bretagne.

Le Gouvernement britannique a fait paraître, pour l'année 1851, un document plus complet qu'il n'en publie d'habitude sur le commerce de ses possessions extérieures. Il a donné, dans ses *Tables de revenu, de population et de commerce*, l'état détaillé des objets d'importation et d'exportation, avec leur valeur réelle, distinguée :

1° Par colonies;

2° Par nature d'objets;

3° Par puissances pour chaque genre de commerce.

En faisant une étude approfondie de ces documents, j'en ai déduit des conséquences dont la connaissance me semble d'une haute utilité.

COMMERCE DE LA NOUVELLE-BRETAGNE EN 1851.

COLONIES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	Francs.	Francs.
Terre-Neuve	19,244,325	22,678,925
Cap-Breton	373,900	713,850
Ile du Prince-Édouard	1,960,100	867,575
Nouvelle-Écosse	24,923,650	12,118,725
Nouveau-Brunswick	20,768,775	17,449,050
Canada	67,947,800	35,869,050
TOTAUX	135,218,550	89,697,175

J'arrêterai principalement l'attention du lecteur sur les *importations* faites dans les colonies de la Nouvelle-Bretagne ; en voici les origines :

ORIGINE DES PRODUITS IMPORTÉS.	IMPORTATIONS.	
	VALEURS.	PROPORTIONS.
	Francs.	
L'Empire britannique....................	99,570,625	736 p. 1,000
Les États-Unis..........................	22,404,350	166
Toutes les autres nations.................	13,243,515	98
TOTAL.....................	135,218,490	1,000

Quelque remarquable que soit ce parallèle, relatif aux colonies, il le devient beaucoup plus quand on prend les produits de l'industrie séparés des produits simplement agricoles.

VALEUR DES PRODUITS D'INDUSTRIE FOURNIS À LA NOUVELLE-BRETAGNE EN 1851.

ORIGINES.	IMPORTATIONS.	
	VALEURS.	PROPORTIONS.
	Francs.	
L'Empire britannique....................	97,542,075	937 p. 1,000
Les États-Unis..........................	5,529,925	53
Toutes les autres nations.................	987,900	10
TOTAL.....................	104,059,900	1,000

On ne sera nullement surpris de voir combien, pour

les produits d'industrie, la part des étrangers est exiguë : là réside l'habileté de l'Angleterre.

Depuis la rédaction des derniers états de commerce par le Gouvernement britannique, ceux de 1853, imprimés en 1855, un grand fait s'est accompli : c'est le traité de réciprocité conclu par l'Angleterre entre la Nouvelle-Bretagne et les États-Unis. Ce traité réduit un certain nombre de droits d'entrée.

Voici les résultats commerciaux obtenus dans la dernière année complète de l'heureuse et très-habile administration de lord Elgin, pour les deux Canadas :

IMPORTATIONS.		DROITS D'ENTRÉE.	EXPORTATIONS.
Valeurs totales.........	164,288,200 francs.	21,187,175 fr.	122,266,950 fr.
Part des États-Unis.......................................			55,142,650
Part des autres nations.......................................			67,124,300

Sans nous préoccuper davantage d'un traité dont les effets ne font que commencer à se faire sentir et deviendront immenses, poursuivons notre examen des résultats manifestés, pour l'année 1851, par les comptes du Gouvernement britannique.

Au premier rang des produits où l'Angleterre éclipse naturellement tous ses rivaux, il faut placer les cotons. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, les Anglais suffisent à fournir la presque totalité des étoffes de coton consommées dans leurs colonies américaines.

TISSUS DE COTON IMPORTÉS DANS LA NOUVELLE-BRETAGNE EN 1851.

PROVENANCES.	VALEURS.	PROPORTIONS.
La Grande-Bretagne........................	16,033,250 fr.	97 $\frac{6}{10}$ p. 100
Les États-Unis............................	425,325	2 $\frac{3}{10}$
Toutes les autres nations...................	15,700	$\frac{1}{10}$

Rien n'est plus remarquable que la quantité de tissus de coton consommés par les habitants de la Nouvelle-Bretagne. En 1851, elle n'était pas moindre de 38 $\frac{1}{4}$ millions de mètres. Cela donnait, en y comprenant les femmes et les enfants, 15 mètres 4/10 par habitant.

Nous ne trouverons que le Portugal qui fasse un aussi grand emploi de cotons anglais. Il faut ajouter que dans figure pas à l'état brut dans les importations. Aucune la Nouvelle-Bretagne, où la matière est exotique, elle ne filature, aucune fabrique de tissus en coton ne pourrait s'établir, même dans les Canadas, en présence des produits métropolitains affranchis de tout droit d'entrée.

Lord Elgin laisse connaître un fait important; il présente ainsi l'importation des cotons ouvrés, pour 1852, dans les Canadas :

Cotons importés	par l'Angleterre......	15,232,018 fr.
	par les États-Unis.....	3,822,140

Il faudrait savoir si les cotons ouvrés qui viennent des États-Unis sont ou ne sont pas d'origine anglaise? S'ils ne sont pas donnés par le transit, la conséquence en est immense. On la concevra quand nous expliquerons les efforts industriels de la Nouvelle-Angleterre.

Les fers, et les ouvrages dont ils sont la matière pre-

mière, viennent ensuite parmi les produits dont la prédominance résulte naturellement du bon marché britannique. La valeur des produits s'offre ainsi qu'il suit :

FERS BRUTS, OUVRÉS, ETC.

PRODUITS.	VALEURS.	PROPORTIONS.
Britanniques	15,516,525 fr.	964 p. 1,000
Des États-Unis	486,100	30
Des autres nations	85,925	6
TOTAL	16,088,550	1,000

Le poids total du fer envoyé sous toutes les formes s'élève à 59,877,907 kilogrammes; ce qui donne, par habitant, 24 kilogrammes. C'est, à coup sûr, une très-forte consommation; elle démontre l'activité des colons.

Avec une aussi grande quantité de fer métropolitain, les fers de la Nouvelle-Bretagne ne peuvent être produits qu'en faibles quantités et dans des localités très-restreintes.

Sur les marchés de la Nouvelle-Bretagne, les fabricants métropolitains figurent à peu près seuls pour les industries où l'Angleterre est vraiment supérieure; mais, de longue main, les habitudes ou les lois ont été combinées de telle sorte que l'Angleterre conserve une énorme préférence à l'égard des marchandises où les avantages se balancent partout ailleurs, et même à l'égard des marchandises où, chez l'étranger, la vente britannique est décidément inférieure. Je n'en offrirai que deux exemples; ils sont frappants et d'une haute conséquence. Le premier se rapporte aux lainages, le second aux soieries.

Lainages. La France, la Belgique et le Zollverein réunis

vendent à l'univers pour une plus grande valeur de lainages que les trois royaumes britanniques : de là résulte nécessairement que, sur l'ensemble des marchés étrangers où les conditions sont égales entre toutes ces nations, l'Angleterre n'obtient pas la moitié dans la vente des lainages. Voyons ce qui se passe pour ce genre de commerce dans la Nouvelle-Bretagne :

LAINAGES VENDUS À LA NOUVELLE-BRETAGNE EN 1851.

PROVENANCES.	VALEURS.	PROPORTIONS.
L'Empire britannique....................	15,088,400 fr.	982 p. 1,000
Toutes les autres nations..................	272,400	18

Nous ne blâmons nullement l'Angleterre en la voyant réserver à ce degré, pour ses fabriques, le riche marché de la Nouvelle-Bretagne; nous affirmons seulement que ce n'est point là l'égalité qu'annonce le libre échange.

Soieries. Les produits de ce genre exportés de France dans l'univers, en 1851, égalent dix fois la valeur de ceux qu'exporte le Royaume-Uni : il en sort de France pour 334 millions, et d'Angleterre pour 33. Le contraste est immense avec le résultat qui suit :

SOIERIES VENDUES AUX COLONIES DE LA NOUVELLE-BRETAGNE EN 1851.

PRODUITS.	VALEURS.
Britanniques..	2,556,475 fr.
De toutes les autres nations (l'Inde anglaise comprise)...........	63,200

Il résulte de là qu'en 1851, cent habitants de la Nou-

velle-Bretagne consommaient pour 111 francs de soieries britanniques et pour 2 fr. 50 cent. de soieries demandées à toutes les parties du monde.

A la porte de ces colonies, cent habitants des États-Unis consommaient, dès 1850 :

Soieries britanniques, pour....................	48 fr.
Soieries de toutes les autres nations, pour.........	390

Ces résultats doivent rassurer pleinement l'Angleterre, et lui démontrer que le degré de protection auquel elle a pu s'arrêter dans ses colonies lui conserve une infinie supériorité, même pour les fabrications à l'égard desquelles elle est le plus inférieure sur les marchés étrangers.

Le traité de réciprocité nouvellement conclu va permettre aux États-Unis de vendre à la Nouvelle-Bretagne un peu de leurs produits d'industrie; mais l'Angleterre a sur ces États une telle avance, qu'elle ne doit pas s'effrayer de les admettre à des termes approchant d'une fictive égalité.

Derniers progrès du Canada : Lord Elgin.

Lord Elgin, en quittant le gouvernement des deux Canadas (en 1855), a fait connaître les progrès principaux accomplis sous son habile administration.

En 1847, les canaux ne rapportaient que 1,030,100f; en 1854, ils ont rapporté 2,070,750 francs.

En 1847, les navires britanniques chargés, admis à Québec, jaugeaient 131,795 tonneaux; en 1851, ils jaugeaient 265,078 tonneaux.

Les navires étrangers, qui ne fréquentaient pas Québec en 1847, arrivaient, en 1854, de manière à donner, chargés ou sur lest, un jaugeage additionnel de 79,855 tonneaux.

Les chemins de fer présentent les résultats d'efforts dignes des plus grands éloges. Déjà les Canadiens ont

dépensé 250,075,000 francs, à l'aide desquels 300 lieues de 4 kilomètres sont ouvertes à la circulation; les travaux se poursuivent pour obtenir quatorze lignes sur un parcours total de 850 lieues, qui coûteront 800 millions.

Le principal de ces chemins, le Grand-Tronc, pour arriver à Montréal, traverse le Saint-Laurent dans un endroit où, *resserré par deux calées*, il offre encore 2,438 mètres, *plus d'une demi-lieue de largeur*. Un pont-tube, porté par vingt-six piles, le traversera; il sera le plus long qu'on ait encore construit. L'ingénieur du pont et du chemin est M. Stephenson, celui qui construit aussi le chemin de fer d'Égypte.

Le pont avec ses abords coûtera 30 millions. Le poids du fer employé pour les tubes sera de 10,565,000 kilogrammes. L'arche principale, où passeront les plus larges radeaux et les plus forts bateaux à vapeur, aura, de hauteur, 18 mètres 1/4 au-dessus de l'étiage; et sa largeur ne sera pas moindre de *cent mètres*.

Aussitôt que les Canadiens ont appris que les États-Unis et l'Angleterre allaient ouvrir des lignes électro-télégraphiques, l'émulation les a saisis. Dès 1847, ils communiquaient par ce moyen scientifique entre Toronto, Montréal et Québec. Ils possèdent aujourd'hui 600 lieues de semblables communications. Ils correspondent des chutes du Niagara jusqu'à Buffalo, Saint-Louis, Cincinnati et la Nouvelle-Orléans, sur le golfe du Mexique; une autre ligne traverse les Canadas, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, pour aboutir dans l'Atlantique aux ports d'Halifax et de Saint-John.

Le commerce canadien s'empare de cet instrument avec une activité merveilleuse. En 1848, il ne dictait encore que 60,000 dépêches télégraphiques; en 1853, il en dictait 242,876.

Ces moyens nouveaux n'empêchaient pas le progrès des anciennes voies de communication. En 1854, le Canada possédait déjà 4,000 lieues de routes à malles-postes, sur lesquelles les malles avaient parcouru, dans la même année, 16 millions de lieues.

Avant tous ces progrès physiques, plaçons, avec un noble plaisir, les progrès de l'instruction publique. Les Canadiens, en 1854, ont souscrit personnellement pour 2,700,000 francs applicables à l'enseignement populaire, indépendamment des sommes votées par la législature. Le nombre des élèves est si grand qu'il ne comprend pas seulement toute l'adolescence et toute l'enfance depuis un très-jeune âge, mais une partie de l'âge mûr. Le Canada, j'ose le prédire pour un très-prochain avenir, le Canada retirera les plus heureux fruits de semblables sacrifices. Son peuple appartient au petit nombre des races que la nature a douées du génie qui fait les découvertes dans les sciences et dans les arts, des races qui produisent les Descartes et les Newton, les Cuvier et les Franklin. Ses enfants prendront rang parmi ceux qui donneront des héritiers à ces bienfaiteurs du genre humain.

Aujourd'hui, de nobles sentiments unissent les nations britanniques et françaises des deux côtés de l'Atlantique : en Europe, elles luttent d'héroïsme et de dévouement pour défendre la vie des faibles États et l'indépendance des nations; dans la Nouvelle-Bretagne, un million de francs est offert pour être partagé entre les deux armées de France et d'Angleterre : ce sont les contributions volontaires des Anglo-Français du Nouveau-Monde. Ces inspirations si généreuses, puissent-elles se conserver dans nos cœurs avec une fidélité religieuse et se transmettre à nos enfants pour l'honneur et la félicité du genre humain!

II. ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

Si l'on voulait classer les États-Unis au milieu des nations d'après le nombre et l'apparence de leurs produits exposés dans le Palais de cristal, on commettrait une immense erreur; cette collection trop exiguë était au-dessous de leur génie, de leur richesse et de leur puissance.

Pour se former une idée juste de la grande confédération américaine, il faut mesurer ses progrès depuis qu'elle a conquis l'indépendance : un tel passé révélera son avenir.

Accroissements de la population.

Lors du premier recensement décennal, en 1790, les États comptaient seulement 3,924,544 habitants; lors du dernier recensement décennal, en 1850, ils en comptaient 23,351,207. Dans cet espace de soixante années, la population totale avait sextuplé.

Les Canadas exceptés, l'histoire du monde n'offre à notre étonnement aucune augmentation prolongée qui se puisse comparer, même de loin, avec une progression aussi rapide.

Plus grande encore est la surprise lorsqu'on apprécie la constance et la régularité, presque géométriques, avec lesquelles a lieu cette marche prospère.

Dans l'intervalle d'une année à la suivante :

	Habitants.
Entre 1790 et 1800, un million d'habitants devient	1,030,420
Entre 1800 et 1810	1,031,336
Entre 1810 et 1820	1,029,309
Entre 1820 et 1830	1,029,261
Entre 1830 et 1840	1,028,635
Entre 1840 et 1850	1,031,861

Pendant les dix premières années du siècle, la guerre gigantesque de la France et de l'Angleterre livre presque en totalité aux États-Unis le commerce neutre de l'ancien monde avec le nouveau. Aussi l'accroissement de la population devient-il encore plus considérable qu'il ne l'était dans les dix années précédentes.

De 1810 à 1820, les circonstances sont changées; l'Angleterre, maîtresse des mers, veut faire sentir sa puissance aux États-Unis, que Napoléon convie à faire respecter le droit des neutres. L'Angleterre, alors, prétend exercer le droit de visite et même la presse sur les navires commerçants de l'Union américaine; celle-ci résiste. Elle ne craint pas d'affronter une guerre qui va porter à son commerce un préjudice énorme, mais moins grand et surtout moins honteux que la perte de la liberté des mers.

Après une suite de combats isolés, l'Angleterre se fatigue de n'être pas le plus souvent victorieuse. La paix entre les deux puissances est rétablie en décembre 1814.

A partir de ce moment, la pacification universelle permet à tous les peuples maritimes d'entrer dans la plus libre concurrence; il en résulte, pour le progrès de la population aux États-Unis, un faible ralentissement qui se prolonge jusqu'en 1840.

Durant la dernière période décennale, les disettes éprouvées par l'Europe, les dissensions sociales et les révolutions de l'ancien monde, enfin les perturbations suscitées dans les lois commerciales de la Grande-Bretagne, occasionnent une émigration prodigieuse d'Européens et surtout d'habitants des trois Royaumes; les États-Unis en profitent. Cela produit un accroissement décennal de population plus grand même que celui de 1800 à 1810.

En admettant, pour le demi-siècle qui va suivre, le moindre accroissement décennal qu'on ait observé depuis

soixante ans, on trouve qu'avant la fin de l'année 1902 les États-Unis compteront cent millions d'habitants.

En 1902, ils n'auront pas trois siècles d'existence, et par le progrès de leur population, même en défalquant les tributs de l'émigration, ils compteront plus de quatre-vingts millions d'habitants, parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs et tous animés *des mêmes ambitions.*

Pour suffire au progrès extraordinaire de la population des États-Unis, il faut supposer six enfants par ménage, en admettant qu'il n'y ait aucun célibataire, et que la mortalité jusqu'à 24 ans ne soit pas plus considérable qu'en France. Dans notre pays, d'après les résultats présentés de 1840 à 1849 inclusivement, on ne compte que sept enfants par deux mariages.

Accroissements de territoire.

En 1783, les États-Unis, depuis le Canada jusqu'à la Floride et depuis l'Atlantique jusqu'à la rive gauche du Mississipi, contenaient 212,547,400 hectares : quatre fois l'étendue de la France.

En 1790, quand sa population approchait de 4 millions d'individus, elle possédait 54 $\frac{9}{100}$ hectares par tête; c'était *trente fois* autant qu'en aurait aujourd'hui chaque Français si les terres étaient divisées en parties égales.

Ce territoire, déjà si vaste, a reçu quatre grandes acquisitions depuis le commencement du XIX[e] siècle :

La première, en 1803, par la cession que fit la France du pays connu sous le nom de Louisiane. Cette immense contrée que les Français avaient les premiers occupée avec le Canada, vendue pour 80,000,000 de francs, offrait une superficie de 232,981,500 hectares, supérieure à quatre fois celle de la France. La vente équivalait à 34 centimes par hectare.

A ce prix misérable, on rendait pour jamais l'Europe inférieure en territoire, en puissance, dans le nord de l'Amérique; et le négociateur européen s'en félicitait avec une incroyable béatitude!

Seize ans après, les États-Unis contraignent les Espagnols à leur céder la Floride : pays de 15,349,430 hectares.

Plus tard, les Anglo-Américains envoient leurs pionniers cultivateurs dans un coin du Texas. Le nombre finit par en être assez grand pour devenir la majorité; majorité factieuse, qui s'empresse de voter la réunion du pays entier aux États-Unis.

Les Mexicains, pour s'opposer à cette spoliation, tentent la voie des armes. A moins de quatre siècles d'intervalle, les rôles sont intervertis. Fernand Cortès, avec une poignée d'Espagnols, avait triomphé des forces nombreuses de l'antique empire du Mexique. En 1847, un Fernand Cortès des États-Unis triomphe du nouvel empire mexicain; il contraint les vaincus à céder un territoire, y compris le Texas, de 217,748,000 hectares, pour 75 millions de francs : 30 centimes l'hectare!

Enfin, après d'âpres discussions, les limites fixées entre la Nouvelle-Bretagne et les États-Unis, au nord-ouest, ont ajouté 79,782,200 hectares à leur territoire reconnu.

Par les acquisitions que nous venons d'énumérer, les Etats-Unis ont fini par posséder une surface égale à quinze fois la France. Lors du dernier recensement (1850), ils présentaient les résultats suivants :

Superficie..................	760,435,100 hectares.
Population..................	23,191,876 habitants.
Territoire par 1,000 habitants..	32,789 hectares.

Si l'on retranchait de l'Europe les terres circompo-

laires, que le froid rend presque inhabitables, il resterait une surface peu supérieure à celle des États-Unis.

Pour se faire une idée juste de l'Union américaine, il faut la considérer comme une autre Europe, encore au berceau. Formée maintenant par la confédération de trente et un États, le nombre en aura probablement doublé lorsque le territoire entier sera peuplé par la race européenne.

Ce système fédéral, qu'il faut bien distinguer de la constitution particulière à chaque état, cette alliance politique et sociale n'est pas moins avantageusement imitable par des monarchies que par des républiques; elle offre un modèle qui ferait le bonheur de l'Europe, si les gouvernements de l'ancien monde en adoptaient le principe. Jamais il n'y a de guerre entre les États confédérés, dignes ainsi du beau nom d'États-*Unis;* leurs intérêts, leurs différends de peuple à peuple, sont réglés pacifiquement, par voie souveraine de congrès.

Il y a déjà quatre-vingts ans que la confédération des États-Unis conserve sa paix intérieure, en s'adjoignant à peu près tous les quatre ans un nouvel État, valeur moyenne. Des discussions irritantes ont successivement eu lieu, sur la balance des intérêts agricoles, manufacturiers ou commerciaux; sur l'abolition ou le maintien de l'esclavage; mais jusqu'ici la sagesse des hommes d'État et des populations a conjuré les orages que ces questions faisaient naître.

Le plus grand danger viendra de l'excès des passions et des richesses. Il faudra voir si les mœurs, en s'altérant par l'oubli du droit des gens et par la démagogie, ne porteront pas atteinte à des progrès sans exemple dans l'histoire.

Un autre danger peut provenir de l'accroissement énorme des émigrations d'Européens depuis 1840, et surtout depuis 1846.

De 1810 à 1820	114,000 émigrants.	
De 1820 à 1830	135,000	
De 1830 à 1840	579,370	
De 1840 à 1845	436,792	1,542,850
De 1846[1] à 1850	1,106,058	
	2,371,220	

Émigration de 1851 à 1855, en moyenne au plus 300,000 par an.

Depuis 1851, l'accroissement annuel est d'environ 30 étrangers pour 100 nationaux; les Américains finissent par s'inquiéter de cette progression.

Après ces données générales, parcourons les différents États, en allant du nord au sud et du levant à l'occident.

PARTIE DU NORD : LA NOUVELLE-ANGLETERRE.

La Nouvelle-Angleterre est composée de six États, qui sont : le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, le Massachusetts, le Rhode-Island et le Connecticut.

I. ÉTAT DU MAINE.

Superficie	8,227,058 hectares.
Population en 1850	583,169 habitants.
Territoire par mille habitants	14,107 hectares.

Les Anglais commençaient à peupler cette partie de l'Amérique lorsque la fille héroïque de notre Henri IV montait sur le trône d'Angleterre, en épousant Charles I[er]. Comme souvenir de cette alliance, la colonie, qui commençait à cette époque, reçut le nom de la province française où la princesse possédait un héritage féodal.

Le Maine forme un immense triangle dont la base mé-

[1] 1846, l'année même où s'accomplit la réforme de Robert Peel.

ridionale est baignée par l'Atlantique, et dont la sommité s'avance au nord entre le Nouveau-Brunswick et le bas Canada, non loin du fleuve Saint-Laurent.

Si l'on traçait la ligne la plus courte du Havre à Mulhouse, et si l'on prenait les quinze départements qui sont, au nord de cette ligne, la force et la splendeur de la France industrielle, on n'aurait pas tout à fait le territoire que couvre le seul État du Maine.

Mais, tandis que la partie de la France que nous venons de prendre pour terme de comparaison compte près de 7 1/2 millions d'habitants, l'État américain n'en comptait pas un 12e de ce nombre lors du dernier recensement.

Loin d'être surpris en voyant une aussi faible population, nous serons frappés par la pensée qu'en soixante années elle ait plus que sextuplé.

La vingtième partie du territoire suffit au labourage qu'exige la nourriture des habitants; le reste, quelques prairies exceptées, est couvert d'immenses forêts.

L'exploitation de ces forêts constitue la grande industrie nationale. C'est par la rivière de Sainte-Croix, limite orientale de l'État, et surtout par le Pénobscot, que les bois descendent à la mer. Chaque année, plus de soixante millions de mètres courants, pièces de charpente ou planches débitées, sont amenés dans les ports.

Au milieu de l'Exposition universelle figurait un modeste outil, digne pourtant d'une attention sérieuse, et qui rappelait la principale industrie du Maine : c'était la *hache*. Il faut citer avec un juste éloge la hache des États-Unis, pour sa forme judicieuse et la qualité de sa trempe, pour les proportions et la légère courbure de son manche. Entre les mains du bûcheron américain, cet instrument produit un travail qui n'est égalé dans aucune forêt de l'ancien monde, et pas même en Norwége.

Pour abattre les arbres séculaires dans les gorges profondes des Montagnes Bleues et des Alleghanies, pour les amener à travers tous les obstacles d'un sol dépourvu de routes où le roulage soit praticable, pour les livrer aux torrents qui doivent les entraîner par grandes masses au printemps, il faut des hommes d'une force et d'un courage à toute épreuve. Souvent les arbres mis à flot sont arrêtés par des tournants trop courts, au fond de gorges étroites; poussés en désordre par les eaux et par les glaces des torrents, ils s'amoncellent à des hauteurs prodigieuses. On n'imagine pas ce qu'il faut d'efforts ingénieux, tentés au péril de la vie des flotteurs, pour opérer la débâcle de ces masses accumulées. De pareils travaux sont d'autant plus pénibles que les ouvriers, pour les accomplir, doivent travailler à demi plongés dans une eau dont la température est presque celle de la glace fondante. Le rapide courant de cette eau glaciale produit sur les membres de l'homme une impression dont le vent le plus froid du nord ne donne qu'une faible idée. Souvent cette action frappe de paralysie le travailleur au milieu de ses efforts les plus énergiques; à moins que ses compagnons ne se précipitent à l'instant pour le tirer de l'abîme, il est perdu.

La population, peu nombreuse encore, du Maine et des deux États limitrophes ne suffit pas seulement à l'exploitation de plusieurs millions d'hectares des forêts du sol natal; chaque année, elle détache des essaims nombreux de bûcherons qui franchissent les monts Alleghanies. Ils vont aux avant-postes des États qui se forment à l'ouest, afin d'abattre les forêts primitives et faire place à la culture dans les contrées que ce moyen prépare à l'œuvre de la civilisation.

Le littoral du Maine est admirablement découpé par des baies, plus ou moins profondes, où l'homme a trouvé de

nombreux ports naturels. Là, tout appelle au dur métier de la mer; là, tout facilite la construction des navires, et le bas prix, et l'abondance, et les belles dimensions des bois dont l'exploitation vient d'être décrite.

Le Maine, qui compte au plus pour un *quarantième* dans la population totale des États-Unis, construit à lui seul le *quart* des bâtiments à voiles nécessaires au commerce de cette grande puissance maritime.

Indépendamment des marins de profession qui peuplent la côte, au retour de chaque printemps et lorsque la semaille est finie, des laboureurs s'embarquent sur leurs bateaux de pêche : ils vont, les uns au banc de Terre-Neuve, les autres sur les côtes du Labrador, faire une première récolte arrachée à la mer; ils reviennent ensuite pour la fauchaison et la moisson de leur terre natale. Voilà comment il est possible d'expliquer qu'une population de 583,169 âmes possède une marine marchande aujourd'hui plus considérable que celle de la France sur l'Océan.

FORCE COMPARÉE DE PLUSIEURS MARINES MARCHANDES, CALCULÉE *POUR CENT MILLE HABITANTS* : DERNIÈRE ANNÉE DE PAIX UNIVERSELLE.

ÉTATS MIS EN PARALLÈLE.	NAVIRES EXISTANT EN 1853.	CONSTRUCTIONS NEUVES EN 1853.
	Tonneaux.	Tonneaux.
L'Empire britannique	12,990	715
Tous les États-Unis	16,136	1,488
L'État du Maine	100,386	18,875

Rien ne fait plus d'honneur à l'État du Maine que sa supériorité marquée par un semblable parallèle.

Un fait frappera tout esprit observateur : c'est de voir

ce peuple de flotteurs, de bûcherons et de laboureurs-matelots attacher un noble prix à la culture des intelligences; c'est de le voir doter généreusement, avec des hectares de bois, ses écoles de village et les colléges de ses villes naissantes.

En un demi-siècle à partir de 1800, la capitale du Maine passe de 3,677 habitants à 20,815; c'est la ville de *Portland*, qui s'est développée par les progrès simultanés de la navigation et des fabriques.

Depuis quelques années l'État du Maine s'est mis à pratiquer l'industrie perfectionnée qui file à la mécanique et qui tisse le coton. On a constaté qu'il a produit dès 1850 la quantité de 30,040,000 mètres de tissus, au prix moyen de 46 centimes le mètre. A la même époque, le prix moyen des tissus blancs ou écrus exportés par l'Angleterre était de 38 centimes; si l'on y joint 30 pour cent de droits protecteurs imposés par les États-Unis, on a 49 centimes et demi, sans compter les frais de transport d'Angleterre aux États-Unis. A la rigueur, les tissus du Maine, quoique d'une finesse inférieure, peuvent être défendus contre les rivaux les plus redoutables de la terre.

A l'égard des quantités, nous présenterons encore un rapprochement qui fera pressentir les formidables luttes que les États-Unis préparent à la Grande-Bretagne.

En 1850, un des États les moins avancés de la Nouvelle-Angleterre, le Maine, produit, par cent mille habitants, 5,151,900 mètres de tissus en coton. Dans la même année, les Anglais, par cent mille habitants, ne vendent à l'univers que 5,931,700 mètres de pareils tissus.

Voilà l'une des grandes choses accomplies déjà par le petit peuple du Maine.

En 1850, cet État possédait 80 kilomètres de canaux; il avait en activité 671 kilomètres de chemins de fer,

lesquels avaient coûté 67,618,000 francs. Il en possède aujourd'hui 800 kilomètres.

Portland est le centre des voies ferrées. A partir de ce point, elles communiquent: au nord-est, avec le Nouveau-Brunswick et la côte méridionale du golfe du Saint-Laurent; au nord-ouest, par Richmond, avec Québec et Montréal, les deux grandes cités du Canada; au sud-est, avec les points les plus importants de la Nouvelle-Angleterre.

II. ÉTAT DU NEW-HAMPSHIRE.

Au couchant, cet État borde le Maine. Il a la figure d'un triangle dont le sommet, du côté du nord, touche au Canada, et dont la base, du côté du midi, s'étend depuis la mer jusqu'au fleuve appelé Connecticut.

Superficie......................	2,403,422 hectares.
Population en 1850..............	317,976 habitants.
Territoire par mille habitants......	7,586 hectares.

La population du New-Hampshire est, comme on le voit, encore assez peu nombreuse pour l'étendue de son territoire, couvert de vastes forêts.

Au commencement du siècle, cette population comptait 183,762 âmes; elle n'a pas doublé dans un demi-siècle. Ses progrès les plus marqués sont très-récents.

Signalons un port si beau, que les premiers colons crurent pouvoir l'appeler *Portsmouth*, la perle de l'ancien comté de Hampshire, en Angleterre. Ce souvenir a motivé le nom de *New-Hampshire* qu'a reçu la colonie dont il est le débouché presque unique.

Portsmouth est bâti sur la rive orientale de la *Pascataqua*, dont l'autre rive appartient à l'État du Maine. Au centre du New-Hampshire coule le *Merrimack*, autre

fleuve important pour la navigation et l'industrie. La frontière occidentale est à la fois circonscrite et fécondée, du nord au midi, par le fleuve *Connecticut.*

Ne soyons pas surpris des noms indiens que les rivières et beaucoup de baies ont conservés. Leurs bords étaient habités par des sauvages, guerriers et marins, sur lesquels il a fallu conquérir la terre et les eaux. L'honneur des expéditions a popularisé des noms barbares.

La ville de Portsmouth, lors du recensement de 1850, ne comptait que 9,739 habitants. Faisons remarquer dans cette ville une manufacture presque unique dans l'État : c'est une filature de coton, mue *par la vapeur* et connue sous le nom de *steam-mill;* elle n'a pas moins de 26,000 broches et file des numéros fins.

Malgré la beauté de son port, la marine du New-Hampshire a bien peu d'importance en comparaison de celle du Maine. Elle n'offrait, en 1853, qu'un effectif de 27,071 tonneaux; mais elle construit des navires pour les autres parties de l'Union.

Le New-Hampshire, ainsi que le Maine, a de vastes forêts, dont les pins blancs, fort estimés, ont servi pendant un siècle pour les mâtures de la marine britannique. Les bois, y compris le chêne, d'une qualité remarquable, descendent par les fleuves que nous avons indiqués.

Depuis quelques années, l'industrie manufacturière a pris un développement remarquable dans le New-Hampshire et dans tout le nord de l'Union.

Forces hydrauliques. Il y a déjà plus de cent ans, Franklin, portant ses vues prophétiques sur l'avenir de son pays, avait annoncé qu'il devrait sa prospérité future *à la force motrice de l'eau.*

La longue chaîne des Alleghanies forme la limite occidentale et septentrionale de la Nouvelle-Angleterre. De

cette chaîne, dans la direction du nord au midi, descendent des cours d'eau puissants par leur masse et par leurs chutes. Ils forment des *rapides*, s'ils coulent sur des rochers inclinés; ils forment des *cataractes*, s'ils tombent en franchissant des murailles abruptes. Dans ces descentes, dans ces chutes, on n'a vu d'abord que des obstacles au flottage, à la navigation. Les premiers travaux des Européens ont eu pour objet d'adoucir et de régulariser les glissoires offertes par les rapides; les cataractes ont été tournées par des canaux éclusés.

Applications industrielles. Un autre progrès restait à faire pour justifier les prévisions de Franklin. On l'a réalisé sur les trois fleuves qui baignent le New-Hampshire.

Sur la Pascataqua, qui débouche à Portsmouth, la première chute d'eau qu'on trouve en remontant a donné naissance aux fabriques de *Somersworth*. Dès l'année 1840, ces fabriques, animées par la force hydraulique, surpassaient en valeur cinq millions de francs.

A cinq lieues au-dessus du Nouveau-Portsmouth, sur un affluent de la Pascataqua, s'élève le *Nouveau-Douvres*. C'est une ville de manufactures, érigée autour d'une chute d'eau de dix mètres. Entre 1820 et 1840, sa population s'est élevée de 2,871 habitants à 6,458; ses fabriques de cotons et de lainages, ses scieries, ses foulons, procurent un si rapide accroissement. Le produit de ces usines, dès 1840, atteignait six millions de francs.

Les plus grandes créations ont eu lieu sur le Merrimack. En descendant ce fleuve important, nous trouvons en premier lieu la ville de *Concorde*. Là, le Merrimack est rendu navigable par un canal latéral, afin de tourner la chute d'eau dont l'industrie s'est emparée depuis un temps assez court. Dans ce lieu, les fabriques sont diversifiées. Elles ne représentaient qu'un capital d'un mil-

lion, en 1840; mais, dans les dix années subséquentes, la population a presque doublé. L'accroissement continue, et le produit des manufactures a *décuplé*.

Le Jury international a récompensé la ville de Concorde par une médaille de prix, pour un mécanisme ingénieux avec lequel M. Eastman remplace le travail si pénible et si long du tailleur de pierre. Cette invention a de l'importance dans un État où l'exploitation des granites est un objet considérable d'exportation. Autrefois, on appelait le New-Hampshire l'*État du granite*.

Effectivement le New-Hampshire abonde en carrières du plus beau granite rouge; elles ont fourni les énormes masses d'où sont sorties les colonnes monolithes de la douane de Boston. On a détaché des blocs de 138 mètres cubes, et les Américains manœuvrent ces poids énormes avec une dextérité singulière.

Création de la Nouvelle-Manchester et de Nashua.

Au-dessous de Concorde, à huit lieues en ligne directe, nous trouvons l'emploi très-important d'une chute du Merrimack connue sous le nom d'*Amoskeagh*. L'application de cette force hydraulique a fait naître une ville, aujourd'hui la plus riche et la plus peuplée du New-Hampshire; ses créateurs n'ont pas craint de la nommer *Manchester*. La Nouvelle-Manchester, qui naissait en 1830, ne comptait alors que 887 habitants; dès 1840, elle en comptait 3,235; en 1850, le recensement officiel en constatait 18,933. Elle sextuplait en dix années, et son développement ne se ralentit pas !....

La compagnie manufacturière dite d'*Amoskeagh* a reçu la médaille de prix, à l'Exposition universelle, pour des tissus de coton très-variés. Elle possède plus de 60,000 broches de filature, 1,645 métiers à tisser, et n'occupe

pas moins de 2,500 ouvriers. Enfin, elle fait travailler une fabrique de machines, où sont employés 500 artisans; on y construit les mécanismes et les métiers des manufactures qu'on établit incessamment pour mettre à profit toute la force hydraulique.

Au-dessous de Manchester, une belle chute d'eau se présente vers le confluent du Merrimack et de la *Nashua*. La dénivellation, depuis le point où commence la chute jusqu'à la fin du rapide, n'est pas moindre de 20 mètres. On a profité de cette chute puissante pour ériger un grand ensemble de manufactures. Dès 1840, les nouveaux établissements représentaient un capital supérieur à six millions de francs; les seules filatures de coton faisaient travailler 34,000 broches. La population, pour commencer, comptait déjà 3,600 habitants; à présent, elle est doublée, ainsi que les manufactures.

Je n'épuiserai pas l'énumération des autres créations du New-Hampshire; il me suffit d'en avoir offert les exemples les plus frappants.

Ce qu'il est essentiel de remarquer dans les fabriques établies aux États-Unis, c'est l'attention perpétuelle apportée à rendre la force de l'homme plus efficace et par là moins dispendieuse. On y parvient en choisissant les meilleures machines et les meilleurs métiers connus; les ingénieurs du pays s'efforcent de les perfectionner, et souvent ils les remplacent par des inventions nouvelles.

Je puis citer comme exemple les moyens employés dans la Nouvelle-Manchester pour fabriquer sans coutures, ni sur les côtés, ni même au fond, les sacs à farine : objet capital pour le commerce des céréales. Le travail est fait par 126 métiers automatiques; une seule personne en surveille quatre, et dans sa journée 188 sacs sont confectionnés. Afin de coudre ou d'ourler le bord ou-

vert des sacs, il suffit d'une femme par *vingt* métiers à tisser; elle dirige une machine à coudre active et puissante, inventée par un chef de la fabrique.

Le même établissement présente une machine à carder dont le principe est nouveau. Au lieu des cardes à pointes implantées sur des cylindres de cuir, le cardage est produit par un mouvement de scies circulaires à dents très-fines, en relief sur un cylindre. La quantité de malpropretés expulsées du coton est énorme; une grande partie aurait échappé au cardage ordinaire.

On le voit, le génie de la mécanique se révèle à chaque pas dans les contrées que nous commençons à décrire.

Les Américains-Unis ont-ils bien fait d'entrer hardiment en concurrence avec la Grande-Bretagne pour les industries mêmes qui sont pratiquées avec excellence dans leur ci-devant métropole? Adam Smith leur conseillait de s'en abstenir, et J.-B. Say poussait à l'excès la même opinion. Selon ces maîtres célèbres, avec l'immensité des terres à défricher que possédaient les États-Unis, il était insensé de partager entre l'agriculture et les fabriques une population insuffisante et de s'adonner aux manufactures pour n'y végéter qu'au second rang.

Les Anglo-Américains ont peu goûté ces conseils; ils ont voulu se placer parmi les peuples à la fois agricoles, navigateurs, commerçants et manufacturiers. L'État de Massachusetts va bientôt nous montrer avec quel succès ils ont marché dans cette quadruple carrière.

III. ÉTAT DE VERMONT.

L'État de Vermont est séparé du New-Hampshire, à l'est, par le haut Connecticut, qui coule du nord au sud. Ses autres limites sont : au nord, le bas Canada; à

l'ouest, le lac Champlain; au midi, l'État de Massachusetts, dont il est séparé par le parallèle du 42° degré.

Superficie	2,644,436 hectares.
Population en 1850	314,322 habitants.
Territoire pour mille habitants	8,154 hectares.

L'État de Vermont, isolé de la mer, est essentiellement agricole. A l'Exposition universelle, les céréales et le *sucre d'érable* représentaient les produits de ses champs et de ses forêts.

Cet État, à peine égal au tiers du Maine, offre pourtant une plus grande étendue de territoire amélioré par la main de l'homme. Dès 1850, il présentait près de 3 hectares effectivement cultivés par habitant, et nous ne trouverons un aussi grand résultat obtenu dans aucun autre État de la Nouvelle-Angleterre. Il est juste de dire qu'une portion considérable des terres se compose de pâturages, qui demandent peu de labeur.

Une longue chaîne de monts, couverts d'une riche verdure, a fait donner au pays le nom français de *Vermont* par les premiers colons, qui venaient du Canada.

On conçoit aisément que la contrée des vertes montagnes, la verte Érin de l'Atlantique occidental, est abondante en troupeaux. Avec un septième de territoire, ce pays produit autant de laine que tout le reste de la Nouvelle-Angleterre. Dans un État qui n'égale pas en population les trois quarts de notre département moyen, il ne faut donc être étonné ni de compter 95 fabriques de lainages et 235 moulins à foulon, ni d'apprendre que les produits de ces ateliers surpassent la moitié de toutes les autres industries. Un second genre de fabrications très-pratiqué dans le Vermont est encore la conséquence d'une agriculture éminemment favorable à la nourriture des animaux domestiques : ce sont les tanneries.

La vaste étendue des forêts, le combustible qu'elles offrent et l'abondance des eaux à chutes puissantes favorisaient la création des hauts fourneaux, des forges, des verreries, des papeteries, des poteries, etc.

Signalons aussi, dans l'État de Vermont, l'extraction des marbres et le sciage qu'on en fait avec des mécaniques, pour économiser la main-d'œuvre.

Il est très-remarquable qu'entre 1830 et 1850, tandis que le progrès de la richesse était rapide, le progrès de la population était très-faible en ce pays.

Dans ces vingt ans l'augmentation moyenne de la population n'est par année que de 5 et demi pour mille; l'accroissement en Angleterre est plus que double.

Pendant ces vingt années une grande partie des habitants du Vermont doit avoir émigré dans les autres États, surtout vers le midi de la Nouvelle-Angleterre.

Proportion gardée avec sa population, cet État a fait de plus grands efforts que le Maine pour créer des chemins de fer. Dès 1850, il en avait terminé 671 kilomètres, au prix de 75,381,000 francs; depuis, il en a construit un tiers de plus..... Portons nos regards sur un genre de progrès, source de tous les autres.

Dans un pays aussi limité, qui ne possède pas une ville ayant 6,000 habitants, on trouve une école supérieure, 3 colléges et 2,400 écoles primaires. Dès 1840, parmi les personnes âgées de 20 ans, on constatait qu'il ne s'en trouvait pas 2,300 ne sachant ni lire ni écrire. A l'usage des autres personnes, il y avait 29 imprimeries et 30 journaux, soit quotidiens, soit hebdomadaires.

Tel est le mouvement intellectuel dans un État, le moins avancé de la Nouvelle-Angleterre, isolé de la mer, et dont rien n'annonce au dehors la vitalité féconde.

IV. ÉTAT DE MASSACHUSETTS.

Nous n'avons parcouru que trois États des moins renommés parmi ceux de la Confédération américaine, et déjà nous avons reconnu les caractères principaux d'une race entre toutes si puissante par la vigueur du travail, par le génie tourné vers les arts utiles, et par l'amour des progrès qui contribuent à la civilisation.

Le quatrième État, moins étendu que les précédents, les surpasse tous par l'éminence de ces qualités dont nous venons avec bonheur de signaler les traces lumineuses, et nous d'rions presque d'annoncer l'aurore : c'est l'État de Massachusetts.

Superficie.	2,020,118 hectares.
Population, en 1850............	994.514 habitants.
Territoire pour mille habitants....	2,032 hectares.

En 1790, la France offrait précisément cette superficie pour mille habitants. Nous voilà déjà dans les conditions de l'Europe, et de l'Europe avancée.

Le Massachusetts a suivi, dans les progrès décennaux de sa population, une marche qui nous paraît mériter d'être soigneusement étudiée.

PÉRIODES À PROGRÈS LENTS.			PÉRIODES À PROGRÈS RAPIDES.		
Années.	Population.	Progrès pour mille.	Années.	Population.	Progrès pour mille.
1790........	378,517		1820........	523,287	
1800........	423,247	118	1830........	610,408	166
1810........	472,040	114	1840.	737,699	208
1820........	523,287	108	1850........	994,665	349

Un fait nous frappe chez un peuple maritime et commerçant. Pendant les trente ans qui comprennent les longues guerres générales, quoique les États-Unis en profitent si largement, la population du Massachusetts n'offre qu'une progression faible et de plus en plus ralentie.

Dès 1820, à l'époque même où l'Empire britannique sort de la détresse et prend son essor pacifique, le Massachusetts éprouve un accroissement toujours plus considérable dans les progrès de sa population.

Si nous représentons par 100 l'accroissement décennal de 1810 à 1820, nous trouverons qu'il faut représenter:

L'accroissement	de 1820 à 1830, par.............	154
———	de 1830 à 1840, par.............	193
———	de 1840 à 1850, par.............	323

Voilà donc en trente ans l'accroissement décennal de la population qui fait plus que *doubler* au Massachusetts.

Nous essayerons de signaler les causes d'un développement si remarquable. Mais il faut auparavant chercher à connaître la situation et les caractères essentiels d'un pays digne du plus profond intérêt.

Trop souvent les limites des États qui composent l'Union américaine semblent avoir été conçues par des arpenteurs, au lieu de l'avoir été par des intelligences politiques. Le Massachusetts a la forme d'un long trapèze dont trois côtés, rigoureusement rectilignes, traversent les monts et les vallées, coupent d'équerre les principaux fleuves, et s'avancent au milieu des terres, sans traces apercevables. Un seul petit côté très-sinueux a des limites naturelles, qui sont les bords de l'Atlantique.

Dans toute autre partie du globe, ces bizarres limites auraient rempli d'inquiétude et d'ambition un État si mal enclavé, sans défenses naturelles, au milieu de nombreux

voisins. Il eût fallu des fortifications dispendieuses à l'entrée comme à la sortie de chaque rivière et dans les défilés de chaque groupe de montagnes; on aurait saisi les moindres prétextes pour reculer de telles frontières jusqu'aux points d'appui les plus avantageux : la conséquence aurait été la mauvaise foi, l'intrigue et la guerre.

Aucun des peuples de l'Union américaine, pas même celui du Massachusetts, ne s'est laissé troubler par de telles craintes ni corrompre par de telles ambitions. Chacun d'eux a ses lois, son gouvernement, et chacun possède la parfaite indépendance de sa vie intérieure; mais tous se considèrent comme les enfants obéissants d'une confédération suzeraine. C'est à leurs yeux la patrie des patries qui sanctifie et rend inviolables leurs limites, quelles qu'en soient la forme et la nature. Ils ne conçoivent entre eux d'autre condition possible que celle de la paix. C'est pourquoi le Massachusetts n'a de fortifications que du côté de la mer : côté qui fait face à la vieille Angleterre.

Toutes les ressources du pays sont dirigées vers l'accroissement de la richesse nationale, vers le progrès de l'agriculture, vers le développement d'une industrie admirable dans sa jeunesse et sa vitalité. L'Exposition universelle, à Londres, en a présenté quelque idée.

Un État qui pour l'étendue n'est qu'un 376[e] et pour la population qu'un 24[e] de la confédération fournissait au Palais de cristal plus du septième des exposants américains; il présentait des produits remarquables en agriculture, en manufactures, en arts maritimes. Ses exposants ont, à juste titre, obtenu 17 médailles de prix et l'une des médailles de premier ordre.

Un seul Etat de la Nouvelle-Angleterre contient une proportion de terres améliorées plus grande, comparativement à la superficie totale, que n'en offre l'État de

Massachusetts; celui-ci n'a donc pas négligé l'agriculture, quoiqu'il n'en fasse pas son occupation principale. Il a même eu d'autant plus de mérite que sa terre n'était pas naturellement féconde, et qu'il a su rendre fertile à force d'art un sol en général médiocre.

Le Massachusetts, par ses industries diverses, a bien dépassé la richesse tirée de l'agriculture. On constatait ainsi, lors du recensement de 1850, les revenus annuels :

De l'agriculture........................	96,480,000 fr.
Des diverses industries..................	807,072,200
De ces industries moins les matières premières.	348,597,300

La Grande-Bretagne, prise dans son ensemble, ne présente pas une aussi grande supériorité des revenus de l'industrie sur ceux de l'agriculture. Il faut se restreindre à des parties justement admirées, telles que l'orbe de Liverpool ou celui de Glasgow, pour y trouver des résultats comparables.

Tout en suffisant à des cultures de plus en plus étendues et perfectionnées, le Massachusetts réunit dans ses villes et dans ses ports une aussi grande proportion d'habitants qu'aucun des États les plus avancés. Ses dix villes les plus peuplées surpassent en somme le *tiers* de sa population. L'Angleterre même, si célèbre pour le nombre et la grandeur de ses cités, n'atteint pas à cette proportion.

Importance nautique du Massachusetts.

Au centre de l'immense golfe qui comprend les côtes occidentales de trois États de la Nouvelle-Angleterre, on trouve la vaste baie de Massachusetts; elle est défendue par un rideau d'îles contre les tempêtes de l'Atlantique, et néanmoins est accessible aux plus grands navires.

Boston s'élève dans la partie de la baie où peuvent aborder à quai ces grands navires. Elle est à la fois le port le plus riche et la cité la plus populeuse de la Nouvelle-Angleterre. Réunie à ses faubourgs, à sa banlieue, elle a près de 200,000 âmes : c'est plus que n'en comptent séparément Cadix, Gênes, Venise et presque Marseille. Faisons apprécier son importance nautique.

Les navires du quartier maritime de Marseille n'offrent qu'un jaugeage total de 62,597 tonneaux; les navires appartenant au district de Boston jaugent en somme.................... 328,077 ton.

Les navires de la France entière, avec ses 36 millions d'habitants, ses 600 lieues de côtes et ses deux mers, ne jaugeaient, en 1850, que.................... 674,205

Les navires du Massachusetts, pour un seul million d'habitants, et malgré le littoral le plus exigu, jaugeaient dans la même année.................... 703,850

Les marins du Massachusetts l'emportent sur ceux de tous les autres États pour la pêche du maquereau; ils se livrent à la pêche de la baleine avec une audace, une activité, qui ne sont égalées dans aucun pays du monde; ils l'entreprennent dans l'Atlantique et dans l'océan Pacifique, vers le pôle austral et vers le pôle boréal. Le simple tableau qui suit est suffisant pour caractériser un peuple :

Tonnage des navires affectés à la pêche de la baleine.

Les trois royaumes britanniques.............	14,777 ton.
Tous les États-Unis, excepté le Massachusetts...	13,648
Le seul État de Massachusetts...............	125,503

La pêche de la baleine est plus qu'une habitude; c'est une ardente passion pour les marins du Massachusetts.

Les enfants qui commencent à mettre le pied sur un frêle canot sont saisis d'une ambition : ils rêvent le jour où le patron d'un baleinier mettra dans leur main le harpon qui sert à frapper les redoutables cétacés !

Il y a déjà quatre-vingts ans, un profond observateur des nations, Burke, essayait de montrer aux ministres de son pays combien était insensé l'espoir de courber sous le joug des colons tels que les Anglais de l'Amérique septentrionale; son génie signalait déjà l'indomptable énergie de leurs marins, qui poursuivaient dans les mers les plus périlleuses la pêche de la baleine. Cependant ces navigateurs étaient loin d'avoir atteint le degré, vraiment admirable, de résolution intrépide que déploient aujourd'hui les pêcheurs de Boston et de tout le Massachusetts. Pour affronter les mers hyperborées, ils cessent d'attendre que des îles de glaces, plus grandes souvent que la Suisse entière, charrient vers le midi leurs Alpes détachées du pôle par l'action du soleil. Ils devancent le moment; ils vont s'embusquer avec leurs navires au fond des golfes de glace les plus avancés vers le nord, afin d'être à portée de poursuivre les léviathans dès leur première apparition. La voile pour marcher, le harpon pour frapper, ne suffisent plus à leur impatience. La vapeur vient à leur aide, et les fusées à la Congrève sont leurs armes de jet, afin d'atteindre plus vite et de plus loin l'ennemi qu'au besoin ils affrontent corps à corps.

C'est la patrie de ces lutteurs de l'Océan qui commença de braver l'Angleterre, au faîte de la puissance. C'est elle qui refusa la première de payer toute taxe arbitraire, et qui, pour comble de vengeance, prohiba les produits *tissés* et *vendus* par les oppresseurs, puis commença l'instant d'après un combat sans trêve et sans merci.

Aujourd'hui le Massachusetts exerce une autre influence.

La grande pêche que je viens de signaler, et dont cet État possède les cinq sixièmes, expédie surtout ses navires baleiniers à travers l'Océanie, depuis l'Australie et la Nouvelle-Zélande jusque dans les mers boréales, au nord du détroit de Béring.

La construction des navires à voiles est activement poursuivie dans l'État de Massachusetts : en 1851, la médaille de prix récompense un constructeur de Boston.

Le tableau suivant donnera l'idée des ressources navales de l'État que nous cherchons à faire connaître.

TONNAGE ET CONSTRUCTIONS PAR DISTRICTS EN 1853.

PORTS DE MER, CHEFS-LIEUX DE DISTRICTS.	TONNAGE EXISTANT. — 1853.	CONSTRUCTIONS NAVALES. — 1853.	POPULATION. — 1850.
Newbury-Port	32,277½	7,911^{1}	9,572
Gloucester, Joswich	31,412	4,270	11,135
Salem	30,949	144	20,264
Beverly	4,114	99	5,376
Marblehead	7,185	636	6,172
Boston	457,700	60,880	136,881
Plymouth	11,641	1,339	6,024
Barnstable	80,008	2,848	4,901
Nantucket	26,660	800	8,452
Edgar-Town	7,894	177	1,990
New-Bedford	158,120	3,857	16,443
Fall-River	15,547	1,394	11,524
TOTAUX	863,507^{1}	84,355^{1}	238,734

Les 84,355 tonneaux égalent presque le dixième du tonnage existant; c'est trois fois plus que n'exige le renouvellement annuel des navires déjà construits.

Les huit premiers districts bordent le superbe golfe au fond duquel est Boston. Les quatre derniers, qui sont au sud, occupent la côte avancée d'un second golfe, au fond duquel est New-York.

Les industries qui naissent de la mer ne sont pas les seules qui prospèrent dans le Massachusetts; un grand nombre d'autres industries, et surtout d'*industries savantes*, y sont très-développées : l'Exposition universelle en offrait une preuve éclatante.

Produits du Massachusetts à l'Exposition universelle.

Parmi les objets récompensés, on a remarqué des instruments d'agriculture puissants et simples; des faucilles d'une forme habilement étudiée, et différente de la forme des faucilles européennes; une carrosserie et des harnais légers et néanmoins solides, des instruments de musique, des mécanismes nouveaux pour le tissage, etc.

La capitale de l'État possédait les trois quarts des exposants et recevait les trois quarts des récompenses.

Richesse commerciale de Boston.

On appréciera la grandeur de l'industrie et du négoce de Boston par les faits suivants, établis lors du recensement de 1840. Dans cette opulente cité, le capital réuni du commerce et des manufactures surpassait 80 millions de francs; vingt-cinq maisons de banque possédaient un autre capital de 90 millions, et trente-huit compagnies d'assurances présentaient pour garantie un troisième capital de 35 millions : en tout, 205 millions.

De tels capitaux font mouvoir la puissante marine marchande dont nous avons relaté le tonnage total, non-seu-

lement pour le commerce direct du Massachusetts, mais encore pour le commerce de toute la Nouvelle-Angleterre et pour celui de New-York.

Les produits américains exportés du Massachusetts et principalement de Boston s'élevaient, en 1812, à 30 millions de francs; en 1853, à 90 millions. Dans cette dernière année, les importations de produits étrangers atteignaient le chiffre de 207 millions; enfin ces mouvements étaient doublés par un cabotage qui s'étend de Boston jusqu'aux ports les plus distants de l'Union.

On concevra maintenant quels travaux publics et particuliers de telles richesses ont fait naître dans la capitale du Massachusetts. L'hôtel de ville, la bourse, les marchés, sont bâtis avec une somptuosité grandiose. On cite la construction très-moderne de la douane; sa façade est décorée de hautes colonnes monolithes d'un granite aussi beau que celui des monuments de Memphis et de Thèbes, au temps où Sésostris en ordonnait l'érection.

A ces magnificences de l'ordre physique opposons une richesse morale acquise à Boston dès les premiers temps du siècle dont nous étudions la marche progressive.

Richesse morale. Un premier évêque : Chévérus.

Au milieu de cette ville si superbe et si luxueuse, arrêtons-nous devant la plus modeste maison, pour y contempler la fenêtre d'une chambre qu'aurait pu louer un simple ouvrier. Là, pendant des années, un *vicaire apostolique*, sans être plus autorisé dans la Nouvelle-Angleterre que saint Paul au sein d'Athènes, indigent comme cet apôtre, a vécu plus révéré qu'aucun haut dignitaire ecclésiastique entouré de grandeurs telles que la vanité les peut imaginer. Chaque année, après avoir visité, éclairé,

consolé jusqu'au fond de leurs déserts, les pauvres débris des tribus indiennes converties par nos ancêtres, il revenait sonder d'autres misères et consoler d'autres douleurs dans la grande cité commerçante. Il se trouvait en présence des descendants de ces niveleurs presbytériens qui détestaient, dans l'Écosse et l'Angleterre, les mitres dorées et les palais épiscopaux. Son humilité leur a fait endurer sans résistance *l'institution d'un premier évêque de la Nouvelle-Angleterre*, qui n'apportait pas d'autre luxe que celui d'un frère de la charité. Au sortir de notre sanglante révolution ils apprenaient qu'un Français pouvait avoir de telles vertus, dont il ornait le Nouveau-Monde.

Après la paix de 1814, Monseigneur de Chévérus, ramené par le souvenir de sa patrie d'ici-bas, exerça le même empire au sein de la France. Il fit pardonner jusqu'à la pourpre romaine aux représentants des idées révolutionnaires. A la pensée de ses vertus, un suffrage de tolérance échappa de leurs mains; le cardinalat fut réhabilité dans la personne du plus modeste des prélats, et l'Amérique du Nord applaudit à cet hommage.

L'instruction publique et les sciences au Massachusetts.

Afin d'expliquer les développements rapides du savoir et de l'industrie dans l'État de Massachusetts, il faut jeter un coup d'œil sur les moyens d'instruction : pour un peuple qui ne compte pas un million d'âmes, leur grandeur est merveilleuse.

Tout hameau de cinquante maisons est obligé d'avoir une école ouverte aux enfants des deux sexes. Dès l'instant qu'un bourg compte plus de deux cents familles, on y fonde une école plus relevée, pour enseigner l'anglais, le latin et le grec. D'après une loi de 1789, la négligence

dans l'exécution de ces mesures est châtiée par une amende proportionnelle au nombre des familles.

Dès l'année 1638, quand des forêts primitives couvraient encore les neuf dixièmes du Massachusetts, dix-huit années seulement après l'arrivée des premiers colons, il est admirable de voir ces colons instituer, sous le nom de collége d'Harward, l'université du *Noaveau-Cambridge*, université que je ne crains pas de compter parmi les plus puissants moteurs de la civilisation américaine.

Cet établissement, à quelques kilomètres de Boston, est devenu le noyau d'une ville à la fois paisible et studieuse. Là, sont réunis trente professeurs, dont les plus éminents sont trois fois aussi rétribués que ceux de nos plus célèbres écoles. Ils professent dans les quatre facultés de théologie, des lettres, des sciences et de la médecine.

En 1816, le célèbre Rumford a donné 180,000 francs pour établir dans cette université l'enseignement des sciences physiques et mathématiques appliquées aux arts.

Des professeurs du Cambridge américain sont aujourd'hui membres correspondants de l'Académie des sciences de Paris. Au milieu d'eux est venu prendre rang M. Agassiz, l'auteur d'une magnifique *histoire naturelle des poissons fossiles.* Il est le premier à qui l'Institut de France ait décerné le prix fondé par l'illustre Cuvier, et l'ait décerné pour l'ouvrage même que l'Aristote moderne avait invité son digne élève à donner au monde savant.

Dans ces derniers temps, on voulut exciter une grande émulation parmi les élèves d'une école normale ouverte aux jeunes maîtres de l'enseignement élémentaire; le Gouvernement désira que M. Agassiz donnât quelques leçons à cet auditoire intelligent. Un rapport au Sénat du Massachusetts fait connaître l'intérêt extraordinaire et l'enthousiasme de ces apprentis-maîtres écoutant l'illustre natura-

liste qui leur parlait avec la simplicité lumineuse d'un talent supérieur. Il leur révélait quelques-unes de ces lois générales d'organisation qui régissent non pas seulement les êtres aujourd'hui vivants sur le globe, mais d'autres êtres disparus depuis des siècles, retrouvés en débris dans les entrailles de la terre, reconstitués à l'aide de ces lois, et ranimés en quelque sorte par le souffle du génie.

Les républicains du Nouveau-Monde sont restés plus sages que les nôtres. Ils n'ont pas dit aux maîtres d'école du Massachusetts, même enseignés de la sorte, qu'ils étaient nés pour devenir *les représentants du peuple ;* ils les ont laissés à la modestie de leurs utiles fonctions. Revenons aux études supérieures du Nouveau-Cambridge.

Lorsque François Arago soumit au Corps Législatif le rapport sur les constructions indispensables à l'observatoire de Paris, il fit la revue des observatoires placés par la perfection de leurs instruments à la hauteur de l'astronomie moderne : il cita celui du Nouveau-Cambridge. Là, ne se font pas seulement des observations vulgaires sur l'état connu du ciel; là, le génie des découvertes fixe l'attention de l'Europe savante; là, des modifications singulières de l'anneau de Saturne ont été pour la première fois aperçues et signalées; là, dans la constellation du Cygne, on a suivi, calculé les mouvements merveilleux d'un de ces astres qui parcourent des orbes en spirales; orbes qu'on explique par l'attraction d'un astre invisible et corrélatif : ce dernier, qui se tient au bord opposé de la route suivie par l'étoile aperçue, marche en sens contraire, exerçant et subissant à la fois la grande loi newtonienne. Il suffit d'énoncer le sujet de telles recherches pour caractériser l'avancement des sciences cultivées dans la Nouvelle-Angleterre.

Le Jury international de 1851 a décerné la récom-

pense du premier ordre à M. Bond, le célèbre astronome du Nouveau-Cambridge, pour l'ensemble de ses travaux et pour la méthode au moyen de laquelle il a produit sa belle photographie de la lune.

Dans la revue des nations que nous poursuivons, il faudra qu'après avoir épuisé l'Amérique et l'Asie, nous revenions à l'Europe, pour que nous trouvions, hors des États-Unis, un observatoire où les secrets du ciel soient ainsi cherchés par le génie de la science. Mais quand nous en trouverons un, aux portes de la capitale du grand empire de Russie, l'interrogateur de la nature ne sera pas un naturel du pays slave; il sera comme Euler, le président immortel de l'Académie des sciences de Pétersbourg : il sera de race allemande.

Le Massachusetts a la gloire d'avoir donné le jour à l'un de ces hommes de génie dont les découvertes sont, dans les sciences, une révolution. Franklin a trouvé la première identité de ces grandes attractions, si diverses dans leurs effets, qui régissent la nature; il en a fait l'application la plus utile à l'humanité, par l'invention du paratonnerre.

A Philadelphie, cet homme illustre apparaîtra dans toute sa gloire; il n'a guère été dans Boston qu'un apprenti compositeur d'imprimerie. Cet art était alors bien éloigné des développements qu'il a pris de nos jours aux États-Unis. Le Massachusetts, dès 1850, possédait 209 journaux, qui publiaient dans une année 64,820,564 numéros; les lettres, les sciences et les arts offraient de nombreuses publications non périodiques; il y avait 1,462 bibliothèques plus ou moins publiques. On peut juger par là du mouvement intellectuel dont est animée la plus active et la plus laborieuse des populations.

Révolution industrielle.

Examinons maintenant la puissance développée par le Massachusetts dans la pratique des arts industriels, qui nulle part ne font des progrès rapides, à moins de trouver un sol ameubli, fécondé par les sciences.

Dans les ci-devant colonies britanniques, l'essor de l'industrie remonte à la guerre de l'indépendance. Parmi les hommes d'État de l'Angleterre, c'était une maxime invétérée qu'on ne devait tolérer chez les colons l'exercice d'aucun genre de manufactures. Chatham, le célèbre lord Chatham, déclarait en plein parlement, vers le milieu du siècle dernier, qu'il fallait empêcher qu'on manufacturât *même un clou* dans les colonies d'Amérique.

Pour un observateur du progrès des arts, il est piquant de voir que cette humble fabrication citée par lord Chatham comme le dernier terme des interdictions nécessaires soit aujourd'hui l'objet perfectionné d'une grande industrie coloniale. Les États-Unis en vendent par année aux autres nations pour un million de francs; ils font concurrence à la Grande-Bretagne, sur cet objet même, dans ce qu'elle a conservé de possessions américaines[1].

Quand, pour se venger de la Grande-Bretagne, les colons de la Nouvelle-Angleterre prirent la résolution de

[1] Dès 1810, le seul État de Massachusetts produisait :

Clous fabriqués à la main, pour..........	366,945 francs.
Clous fabriqués à la mécanique, pour......	3,418,467
Clous fabriqués, en 1837, pour...........	13,393,200

Voici ce que M. Morse disait, il y a plus de trente-cinq ans : « Une des plus importantes découvertes est celle de la machine à faire les clous, inventée par M. Parkins, de Newbury-Port; en l'employant on peut fabriquer en un jour 200,000 clous. On les préfère aux clous anglais, qui se vendent 20 p. 100 plus cher. »

s'interdire l'usage des produits de la despotique métropole, il fallut bien fabriquer soi-même les objets indispensables dont se privait le patriotisme. Ainsi firent des hommes chez qui la nature conservait les rares aptitudes qu'avait la mère patrie pour cultiver avec succès les arts utiles.

Figurons-nous un peuple de puritains, graves et laborieux, économes, façonnés au calcul serré du ménage et de la ferme, tel que le vieux Caton le pratiquait, au bon sens pour mentor ajoutant le génie d'invention, qui se chargeait d'ouvrir les voies. De tels hommes possédaient, dès le milieu du siècle dernier, tout ce que le plus illustre d'entre eux a fait briller de prud'homie et de rare sagacité dans sa *Science du Bonhomme Richard :* on aurait dit le portrait d'après nature de l'homme du Massachusetts.

Tandis qu'au fond de l'Écosse Adam Smith, l'investigateur de *la richesse des nations*, préparait des doctrines appropriées de longue main à la dominante industrie de l'Angleterre, Benjamin Franklin écrivait, en quelque sorte, *la richesse du coin du feu*, l'économie de la famille et l'éducation des peuples qui commencent.

Le Massachusetts marcha vite dans les voies si vivement éclairées par son immortel précepteur. Aussi, quand l'indépendance eut été conquise, et que le retour de la paix fit connaître à ce pays le péril de la concurrence, il avait déjà pris assez de force pour aspirer à la lutte dans la pratique, même inférieure, de plusieurs arts essentiels à son existence.

Cependant l'Angleterre s'élançait chaque jour à plus grands pas en avant des autres peuples. Depuis un quart de siècle Arkwright, et depuis quinze ans James Watt, découvraient pour leur pays d'inépuisables sources de fortune et de supériorité. Le Lancastre et l'Yorkshire, à l'égard des tissus; le Staffordshire, à l'égard des poteries et

presque des porcelaines; le Cornouailles, et le Warwickshire, et l'Écosse, et le pays de Galles, pour la production des métaux, ouvraient des routes nouvelles. Birmingham et Sheffield devenaient plus habiles que jamais à confectionner les ouvrages en fonte, en fer, en acier, en cuivre, en bronze, en étain.

Protection des produits américains, depuis 1790.

La paix rétablie, les États-Unis ne tardèrent pas à ressentir les effets formidables d'une telle concurrence. Ce fut alors que le plus sage et le plus éminent des Américains voulut sauver *l'indépendance du travail,* comme il avait déjà sauvé l'indépendance politique. Le président Washington réclama des législateurs l'établissement de droits *protecteurs* qui permissent aux industries créées pendant la guerre de ne pas périr pendant la paix.

L'Union américaine fit plus. Elle voulut que les dépenses collectives de la Confédération fussent défrayées avec le revenu des droits établis à l'entrée des produits étrangers; elle voulut que ces droits, invariablement les mêmes pour l'Union tout entière, ne pussent être institués ou supprimés, accrus ou réduits, que par *des lois générales;* elle interdit formellement des taxes particulières au passage d'un État dans un autre État.

Il y aura bientôt trois quarts de siècle que cette législation *protectrice* a pris rang parmi les bases fondamentales de l'édifice national des États-Unis. Sans doute, dans le règlement des droits pour favoriser, à mesure du besoin, le travail des fabriques ou celui de l'agriculture, tous les États de l'Union n'obtinrent pas à la fois un même avantage. Les États qui florissaient par la vente des produits du sol éprouvaient une tendance naturelle à la réduction,

à l'anéantissement des droits sur les produits des manufactures étrangères. Les États septentrionaux, adonnés à l'industrie, se trouvaient en opposition avec les États du midi, qui fournissaient de plus en plus à l'Europe le coton brut, le tabac et d'autres produits de la terre. La victoire, passant d'un intérêt à l'autre, tantôt élevait, tantôt abaissait les tarifs; mais chaque fois que l'on descendait au-dessous d'un certain terme, les ruines se multipliaient, les réclamations acquéraient une force nouvelle, et l'on relevait les droits protecteurs. Quand le remède outrepassait de justes bornes, les états agricoles se plaignaient plus ardemment; on faisait droit à leurs plaintes, et l'équilibre renaissait.

En 1846, M. Cobden et Sir Robert Peel avaient espéré qu'en faisant retentir aux oreilles républicaines des États-Unis le grand nom de *liberté*, pour l'appliquer au trafic, au lucre, à la monnaie, ce nom *briserait* tous les obstacles. Ils oubliaient un fait capital : avant le triomphe du *libre* échange, l'Angleterre ne consommait, pour ainsi dire, aucun produit des manufactures américaines, et depuis ce triomphe elle n'en consomme pas davantage. On espérait donc fasciner les regards du peuple le plus clairvoyant sur le fond de ses intérêts, en déployant à ses regards la fantasmagorie d'une générosité gratuite et l'appât supposé de ce présent imaginaire : la suppression des droits d'entrée sur les innombrables objets manufacturés que les États-Unis *ne vendent pas* à l'Angleterre !

Quant à ses propres besoins, l'Union américaine discerne à merveille entre les produits étrangers qu'il est de son intérêt d'admettre en franchise et ceux qu'elle croit, au contraire, utile de taxer.

Dès 1837, le Massachusetts résumait ainsi les efforts accomplis pour donner un grand essor à son industrie.

Valeur des produits annuels du Massachusetts.

Tissus organiques.	Les peaux, sellerie	19,111,752[f]
	Bottes, souliers, etc.	77,446,356
Tissus industriels.	La laine	55,118,977
	Toiles, chapellerie	4,086,300
	Le coton	92,267,705
	Chanvre : les câbles	2,551,637
Tissus combinés.	Effets à usage, ameublements, etc.	10,084,856
	Tissus en paille	11,811,485
Tissus recomposés	Les papiers : coloration, imprimerie, livres	14,269,561
Arts de précision.	Musique, optique, etc.	2,783,560
Arts économiques.	Raffineries, distillation, etc.	19,477,860
	Huiles	20,204,940
	La pêche	40,239,137
Ouvrages en bois.	Les navires	7,264,445
	Carrosserie	3,600,221
	Ameublement, ustensiles	7,955,189
	Bois débités, merrains, tonnellerie	1,075,010
Terre	Verreries	4,284,703
Fer	Fonte de fer, barres, ancres, outils	27,009,203
	Machines, armes	8,326,686
Cuivre	Les cuivres, les bronzes	7,787,576
Le plomb, l'étain.	Simples ou combinés	5,628,794
Métaux précieux.	Argenterie, orfévrerie, etc.	1,953,050
Industries secondaires et diverses		10,098,159
	Total pour 1837	454,437,500

Lors du recensement de 1850, l'industrie du Massachusetts avait fait d'immenses progrès : ses produits étaient évalués à 807,072,200 francs, presque le double de l'évaluation précédente. Ils donnaient par habitant 649 fr. 52 cent. Sur ce pied, il aurait fallu qu'à la même époque les 21 millions d'habitants de la Grande-Bretagne (l'Irlande mise de côté) eussent donné pour valeur de leurs produits manufacturiers 17 milliards et 42 millions de

francs, pour être simplement en proportion avec le Massachusetts.....

Je ne puis m'arrêter que sur les fabrications où le peuple de cet État a remporté les succès les plus remarquables. J'ai déjà parlé des pêcheries.

Je commencerai par le travail des cuirs; c'est surtout la confection des souliers qui mérite de fixer notre attention. Le Massachusetts fabrique *par millions* les chaussures nécessaires aux populations nouvelles qui se développent avec tant de rapidité dans l'immense bassin du Mississipi. En 1837, ce simple article de fabrication valait à lui seul, on vient de le voir, 77 $\frac{1}{2}$ millions de francs. A cette industrie se consacrent des villes entières : Lynn au premier rang, Danvers, Haverhill, Randolphe, Reading, Woburn, etc. Pour arriver à l'économie, la division du travail est extrême. L'ouvrage est commandé par des Associations de capitalistes. En 60 jours un approvisionnement complet de matières est mis en œuvre, et les chaussures, confectionnées, assorties, emballées, sont en état d'être expédiées. Dans un édifice central sont les magasins de matières, les ateliers pour découper, pour parachever, pour recevoir les chaussures et pour emballer. Tout s'exécute à la façon. Des femmes bordent les souliers et posent les ornements; les ouvriers travaillent chez eux, et beaucoup à la campagne.

En douze mois, de 1852 à 1853, la seule ville de Lynn a confectionné 4,952,300 paires de bottes et de souliers, pour une valeur de 19,610,000 francs; ce qui donne pour prix moyen 3 fr. 98 cent. Personnel employé : chefs, 167; ouvriers découpeurs et cambreurs, 321; cordonniers, 4,132; ouvrières qui mettent ensemble et qui bordent, 7,170. On remarquera l'heureuse proportion des femmes, auxquelles il importe partout de procurer du travail.

Je veux citer ici le témoignage honorable de M. Georges Wallis, Commissaire anglais à l'Exposition de New-York. « Le caractère des ouvriers mérite une haute estime pour l'intelligence et la probité. Si grande est la confiance des manufacturiers, qu'ils ne réclament jamais ni témoignages ni garanties quand un nouveau travailleur demande qu'on lui confie de l'ouvrage; et rien n'est plus rare qu'une perte de matières par l'infidélité d'un ouvrier. » Des colporteurs spéciaux remettent à domicile les matières aux cordonniers de la campagne, reprennent l'ouvrage fait, payent la façon, et n'exigent pas du travailleur un déplacement qui lui ferait perdre un temps précieux.

Le génie commercial de la Nouvelle-Angleterre se fait remarquer dans la commande et l'envoi des chaussures. On les emballe en nombres égaux pour les hommes, les femmes et les enfants; chaque groupe est subdivisé par numéros de plusieurs grandeurs. Le tout forme un assortiment qui compose une caisse de 60 paires communes et de 24 de luxe; c'est l'unité de la vente et de l'expédition. La caisse est vendue moyennant un prix unique pour l'assortiment complet.

Aux Expositions de Londres et de New-York, les produits de cette industrie démontraient un haut degré d'avancement. On remarquait la forme appropriée des chaussures pour les femmes et l'excellence du travail des bottes : heureux résultats de la division du travail.

Laines et lainages. — Le Massachusetts ne produit pas 300,000 kilogrammes de laine; néanmoins il fabriquait, dès 1850, pour près de 68 millions de francs en tissus de cette matière. Les autres parties de l'Union et de l'étranger fournissent les neuf dixièmes des laines que cet État met en œuvre. En 1812 seulement fut établie à Waltham la première fabrique importante de lainages. C'est après

1823 qu'on a multiplié les grandes manufactures organisées à l'imitation de celles qui confectionnent *les cotons* et qui méritent de fixer notre attention la plus profonde.

Concurrence élevée par les Américains contre les Anglais pour le travail des cotons en grande manufacture.

En un tiers de siècle, l'une des moindres fabrications du Massachusetts est devenue la plus considérable; c'est le résultat des établissements formés sur les principaux fleuves du Massachusetts et sur leurs affluents.

Établissements formés sur le Merrimack.

Création de Lowell.

En 1821, les habitants de Boston méditaient une entreprise qui, pour être sédentaire, n'exigeait pas moins d'audace que leur pêche de la baleine dans les mers les plus dangereuses: ils voulaient commencer une lutte contre la formidable Angleterre, non plus avec les armes de la guerre, mais avec celles de la paix. Excités par les exhortations vives et les projets d'un citoyen énergique, infatigable, M. Lowell, ils résolurent de s'attaquer à l'industrie la plus renommée pour ses progrès chez leurs antagonistes, à la fabrication qui fit l'honneur et la fortune d'Arkwright. Ils ne pouvaient se faire à la pensée que les Anglais vinssent acheter à l'Amérique ses cotons en laine, les transporter à deux mille lieues, les manufacturer, les rapporter à pareille distance, et les vendre aux Américains, sans que les États-Unis osassent entrer en concurrence sur leurs propres marchés.

Le Gouvernement de l'Union, afin de favoriser l'industrie nationale, prélevait un droit de 30 pour cent sur les tissus étrangers. Les habitants du Massachusetts osèrent espérer qu'en réunissant toutes les protections, les unes

dues à la grandeur des distances, les autres à la sagesse du législateur, ils pourraient n'être pas vaincus.

Ils imitèrent Arkwright à Cromford; ils cherchèrent un cours d'eau puissant. Celui qu'ils choisirent était magnifique : c'était la rivière de Merrimack. Un de ses rapides, appelé *Pawtucket*, qui faisait obstacle à la navigation, avait été tourné par un canal latéral. Cette navigation laissait disponible une chute d'eau d'un volume énorme et de 9 mètres de hauteur ; on en profita.

En 1820, dans cette localité, qui bientôt reçut le nom de Lowell, il n'y avait pas 200 habitants et le total des propriétés foncières valait seulement 500,000 francs. Vingt ans après, ces propriétés étaient estimées par les assesseurs des taxes à 66 millions.

Les eaux motrices sont conduites par un canal large de 18 mètres et profond de 2 mètres 1/2 ; elles sont distribuées aux fabriques par de petits canaux de dérivation. Dans la saison la moins favorable, la force hydraulique disponible équivaut à celle de 13,000 chevaux.

Il est nécessaire de faire connaître le système suivi par l'association légalement autorisée, en 1822, sous le titre de *Corporation du canal et des écluses du Merrimack*. Voici comment elle procède à l'établissement des usines. Elle a commencé par faire un véritable arsenal de machines et de métiers, dont le principal édifice, haut de cinq étages, n'a pas moins de 75 mètres en longueur; une fonderie et de nombreux fourneaux y sont adjoints, ainsi qu'une machine puissante destinée à planer les bois. Non-seulement cet arsenal industriel suffit pour les mécanismes et les manufactures à créer, il construit en outre des locomotives et des waggons pour les chemins de fer.

Aussitôt qu'une association de capitalistes veut ériger à Lowell une fabrique, elle contracte un marché général

avec la Corporation du Merrimack. Moyennant des prix réguliers, la Corporation octroie le terrain, construit le canal de dérivation et réserve la quantité convenue d'eau motrice; elle bâtit les ateliers, les comptoirs et les logements affectés à l'usine; enfin, elle confectionne et pose les machines et les métiers. Elle ne demande que quatre mois pour accomplir tous ces travaux et livrer 5,000 broches travaillantes, avec les métiers automatiques nécessaires au tissage du fil produit.

Grâce à ce système, une compagnie industrielle, quelle que soit au début son inexpérience, est mise en possession d'une manufacture établie d'après les meilleurs principes, avec les innovations les plus estimées, et conformément au savoir le plus consommé. C'est à des capitalistes de Boston que sont dues ces combinaisons éminemment intelligentes.

Dès 1844, on comptait onze manufactures ainsi créées, au capital de 55 millions de francs. Elles possédaient 32 moteurs, 166,044 broches et 5,183 métiers; elles employaient 2,077 ouvriers et 6,430 ouvrières, y compris à peine 200 travailleurs au-dessous de quinze ans. Elles consommaient, par année, 17 millions de kilogrammes de coton : c'était la septième partie de ce qu'alors les États-Unis pouvaient mettre en œuvre.

Deux associations pratiquaient en grand la teinture et l'impression; elles filaient, tissaient et coloriaient par année près de 12 millions de mètres de tissus.

En 1830, il s'établit à Lowell une Compagnie *Lawrence*, au capital de 2,650,000 francs : nous la retrouverons dans une entreprise infiniment plus importante.

Nous l'avons dit, lorsqu'en 1822 Lowell posa la première pierre de la première filature, dans un endroit qui devint si vite célèbre, tout était à créer.

Pour attirer des ouvriers et des ouvrières, il fallait leur offrir un sort plus heureux que celui dont ils jouissaient dans les villes ou dans les fermes. Il ne suffisait pas de les capter par l'appât des salaires, dans un pays où l'austérité des mœurs n'a pas cessé d'être l'honneur de la race puritaine. Il fallait rassurer tous les pères de famille, et c'est à quoi l'on est parvenu.

Salaire des ouvrières, par semaine..........	16 fr.	70 cent.
A déduire : Nourriture et logement..........	6	12
Bénéfice net par semaine.........	10	58

L'heureuse situation des ouvrières est expliquée par un tel salaire, qui les plaçait bien au-dessus du besoin; leur nombre s'élevait au triple de celui des ouvriers attachés aux fabriques de coton.

Dans le principe, les jeunes personnes employées par les ateliers étaient surtout des filles de petits fermiers, attirées des pays circonvoisins. Après avoir passé quelques années à ce travail lucratif, elles retournaient dans leur pays et s'établissaient : voyez avec combien de fruit!... Dès 1841, huit années seulement après le commencement de Lowell, 978 ouvrières y possédaient *à la caisse d'épargne* 530,000 francs. Voilà pour leur esprit d'économie.

Le célèbre Dickens, qui sait être à la fois moraliste, romancier et journaliste, Dickens a visité Lowell. Il en a fait une peinture qui plaît surtout parce qu'elle est simple et fidèle : redisons ce qu'il a vu.

Les ouvrières étaient jeunes et bien vêtues, pas plus élégamment que ne le comportait leur situation, et d'une extrême propreté. Toutes avaient des chapeaux de paille et de bonnes mantes ou des châles, qu'elles déposaient avec ordre dans un vestiaire bien préparé pour que rien

n'y pût être ni sali ni dérobé; des dispositions commodes leur permettaient de se laver les mains et le visage, soit à l'entrée, soit à la sortie du travail. On leur trouvait dans l'atelier une tenue décente et sans affectation. Les salles de travail étaient confortables, d'une propreté parfaite; et c'était plaisir de les visiter, quand les modestes fileuses les animaient de leur élégante industrie.

A peu de distance des fabriques, dans le plus beau site et le plus salubre, est l'hospice des ouvrières, ou plutôt *le pensionnat des malades*. C'est la plus belle maison du pays. Au lieu de longs dortoirs peu salubres, elle est divisée en chambrettes commodes, renfermant chacune tout ce qu'on peut désirer de bien-être pour une personne dans l'aisance et soignée chez soi. Le médecin principal est logé dans l'établissement, et les malades seraient de sa propre famille qu'ils ne pourraient pas être traités avec plus de douceur et d'égards. La pension par semaine est de 16 francs : somme, on le voit, parfaitement employée.

En état de santé, les jeunes ouvrières sont logées et nourries en commun, dans des maisons autorisées à cet effet. Les hôtes et les hôtesses, surveillés de près par les manufacturiers, doivent jouir d'une renommée à l'abri de tout soupçon. Une plainte des pensionnaires contre la maîtresse de la maison entraîne une investigation scrupuleuse. S'il y a lieu de la punir, on lui retire son autorisation; alors une personne plus digne est mise à sa place.

La moralité des jeunes filles est irréprochable; éloignées de leurs familles, elles se contrôlent et s'appuient mutuellement. Leurs plaisirs, à l'honnêteté, joignent l'élégance. Dans presque chacun de leurs pensionnats, elles possèdent un piano qu'elles acquièrent à frais communs. La plupart sont abonnées à des bibliothèques circulantes recommandées pour le choix des bons livres. Sous la di-

rection d'un ecclésiastique respectable autant qu'éclairé, elles ont fondé le journal périodique intitulé l'*Offrande de Lowell*, dont elles rédigent les articles originaux.

Un travail de douze heures par jour leur laisse encore ces loisirs choisis de l'intelligence, et quelques moments pour le charme de la musique.

A l'égard des ouvriers, plus payés que les ouvrières, on veut aussi qu'ils aient une conduite exemplaire; les règlements exigent qu'ils s'abstiennent du jeu, de la boisson et de tout désordre, sous peine d'être chassés.

Quelques jeunes adolescents sont employés dans les fabriques de Lowell. La loi défend de les tenir au travail plus de neuf mois de l'année; *les trois autres mois sont réservés pour leur enseignement primaire.*

En 1844, Lowell ne comptait pas encore 25,000 habitants, et déjà 3,000 enfants suivaient les écoles; ils recevaient une excellente instruction élémentaire. Indiquons le progrès décennal du nombre des habitants.

	Population.		Population.
Année 1820.......	200	Année 1840.......	20,796
—— 1830.......	6,474	—— 1850.......	32,964

Lowell n'a pas l'ambition de fabriquer pour le luxe et de filer ni de tisser du superfin; elle a préféré les numéros les plus communs, du 13 au 14 et jusqu'au 20. Les métiers sont plus aisés à fabriquer, et le fil à surveiller, ainsi que le tissu. En s'arrêtant à ce degré, l'on s'empare du bon marché; on travaille pour les masses, aux États-Unis comme ailleurs; on travaille surtout pour les innombrables et rudes consommateurs de l'Ouest, de la région où s'implantent à l'envi les populations nouvelles.

Étudions les résultats de cet excellent esprit. En 1854, Lowell voyait prospérer 35 fabriques très-diverses, dirigées

par autant d'associations, depuis les plus modestes jusqu'aux plus opulentes. Les manufactures particulièrement consacrées à la mise en œuvre du coton produisaient par an *cent millions courants de mètres de calicot.*

La filature employait 17,600,000 kilogrammes de coton et 320,732 broches; le tissage, 9,954 métiers desservis par 2,000 ouvriers et 7,000 ouvrières; tissus fabriqués dans un an, 100,050,000 mètres courants.

Nous pouvons citer une irrécusable autorité dans le jugement des produits : c'est M. G. Wallis, rendant compte au Gouvernement anglais, qui l'avait chargé d'étudier l'industrie des États-Unis à l'Exposition de New-York, en 1853. « Pour les tissus de Lowell, il suffit de dire qu'ils sont, en général, excellents dans leur espèce; ils sont *parfaitement égaux* et *quelquefois supérieurs* aux tissus similaires de la Grande-Bretagne. Ceux de Lowell peuvent être pris pour de bons spécimens, *fair examples,* des autres fabriques de l'Union américaine, pourvu que ces dernières soient douées des mêmes avantages de force motrice et possèdent aussi des mécanismes perfectionnés, mis en action par des ouvriers intelligents. »

Pour suffire à la création des ateliers, on a dû s'occuper activement de confectionner les mécanismes. Citons avant tout la grande fabrique de métiers et de machines à Lowell; elle n'occupe pas moins de 700 ouvriers. Ce nombre serait remarquable même en Angleterre.

Revenons au canal conducteur des eaux motrices : ses revêtements sont en blocs de granite. Les portes d'écluse sont mises en jeu par de fortes vis, manœuvrées elles-mêmes par de petites *turbines,* que fait jouer ou qu'arrête un tour de main de l'éclusier.

Les eaux du canal, arrivées dans la ville, sont réparties entre les manufactures, et transmettent leur force par le

moyen d'autres turbines puissantes. Tous ces ouvrages hydrauliques sont parfaitement exécutés.

En 1823, commence le premier établissement; de là jusqu'à 1830, quatre compagnies s'établissent. A présent il y en a douze qui travaillent avec 70 millions de capitaux; quatre banques les aident.

Fabriques et cité de Lawrence.

Les capitalistes de Boston, après le succès de Lowell sur le Merrimack, remontant leur fleuve de prédilection, avaient fondé successivement les villes manufacturières de Manchester et de Nashua, pour la fabrique des cotons. Toujours dans le même dessein, ils redescendent le fleuve et font un quatrième établissement plus étonnant que tous les autres par la rapidité de ses progrès.

Lawrence, à 14 kilomètres au-dessous de Lowell, sur les bords du Merrimack et d'un canal latéral, était sans habitations avant 1845. A cette époque, MM. Lawrence, dont le nom nous a déjà frappé parmi les manufacturiers de Lowell, MM. Lawrence[1] jettent les premiers fondements de la cité qui porte aujourd'hui leur nom.

L'une des créations de MM. Lawrence est la manufacture des cotons, dite des *Moulins atlantiques;* les ateliers occupent un bâtiment qui n'a pas moins de 180 mètres en longueur, 30 de largeur et six étages. Tout est disposé pour 42,500 broches, 950 ouvrières et 250 ouvriers. La force hydraulique est transmise par trois turbines, ayant la puissance de 300 chevaux. Dans cet établissement déjà si vaste, tout doit être *doublé*. On a construit

[1] Un de leurs frères, en 1851, était, à Londres, ministre plénipotentiaire des États-Unis; je mentionne avec bonheur et regret sa mémoire. C'est alors qu'il a proposé de faire garantir par l'Angleterre et les États-Unis la franchise des voies de communication entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique.

des édifices distincts, afin de loger et de nourrir séparément les ouvriers et les ouvrières, avec les soins les plus dignes d'éloges : soins que nous expliquerons au sujet d'un établissement encore plus grandiose. Six autres fabriques de coton sont venues, en huit ans, s'ajouter à la première.

La seconde manufacture, dite *de la Baie de l'État, Bay-State,* établie par MM. Lawrence, est encore plus importante pour les lainages que la précédente ne l'est pour les cotons. Les Anglais ont reconnu que cette manufacture offrait l'ensemble le plus parfait pour les constructions et les mécanismes, pour l'ordre et l'économie du travail. La manufacture forme un quadrangle large de 120 mètres et long de 300, entre le canal et la rivière; une cour spacieuse est au milieu. Les magasins, les comptoirs, bordent le canal; du côté de la rivière se trouvent les ateliers, ils ont neuf étages. Des échelles extérieures en fer sont fixées aux murailles, afin que l'on trouve à tous les étages une voie de salut si l'on est surpris par un soudain incendie. Contre ce désastre on a préparé des réservoirs d'eau, avec des conduits à chaque étage. Les salles de travail ont de 3^{m},30 à 3^{m},50 de hauteur; elles sont bien ventilées, éclairées au gaz et chauffées à la vapeur; dans chaque grande salle une personne est exclusivement employée à tenir le local et les mécanismes en état de parfaite propreté. Toutes ces dispositions sont excellentes.

Sept grandes roues hydrauliques transmettent chacune la force de 125 chevaux. A cette force correspond celle de 951 ouvriers et 912 ouvrières. Lorsque l'établissement sera complet, il occupera 2,500 personnes des deux sexes. Voici quels sont les salaires par semaine :

	Salaires.	Nourriture.
Ouvriers................	30^{f} 74^{c}	8^{f} à 10^{f} 60^{c}
Ouvrières................	14 58	7 60

D'autres constructions établies au delà du canal, régulières, confortables et distribuées avec intelligence, ont été préparées pour l'habitation des ouvriers, avec d'excellents réfectoires. On a placé les cuisines, les lavoirs et les lieux d'aisances en dehors des habitations. Les immondices de toute nature sont amenées sous terre, et par des conduits, dans un égout que forment des tuyaux de fonte. Cet égout, sans cesse nettoyé par une eau courante, passe sous le canal latéral pour se décharger, à distance, dans la rivière; tout est disposé pour qu'aucune odeur ne soit sensible auprès des habitations, et moins encore à l'intérieur. Cette partie des travaux a coûté 160,000 francs.

Les généreux propriétaires ont borné l'intérêt sur les frais de nourriture à 4 pour 100, et sur les frais de logement à 3 pour 100 seulement du capital employé; en Europe, ce serait au moins à 8 pour 100.

La partie éclairée d'un peuple est digne de sa fortune industrielle lorsqu'elle fait ainsi descendre les soins du bien-être, du confort et de la santé jusqu'aux plus modestes rangs de la classe ouvrière.

En 1850, Lawrence, à la neuvième année de sa création, comptait déjà 18,341 habitants. En 1852, un acte législatif l'élevait au rang de cité.

Établissements au-dessous de Lawrence.

Si nous continuons à descendre le Merrimack, nous arrivons au dernier pont jeté sur cette rivière, entre les deux villes de Bradford et de Haverhill; ces villes sont toutes deux fort industrieuses, et la dernière possède une fabrique de lainages.

Au-dessous du pont commence la navigation maritime, jusqu'à l'embouchure du fleuve; là se trouve *Newbury-Port.* Ce port, en 1810, n'avait que 1,610 habitants; dès

1850, il en comptait 9,534. Après Boston, c'est le chantier le plus actif pour les constructions navales. C'est en même temps une ville manufacturière qui possède quatre fabriques de coton; elles sont modernes.

Voilà donc le fleuve de Merrimack qui, dans les deux états de New-Hampshire et de Massachusetts, fournit la force motrice à des fabriques de laine et surtout de coton, qui sont l'origine des prospérités de Concorde, de Manchester, de Nashua, de Lowell, de Lawrence, de Haverhill, de Newbury-Port et de beaucoup d'autres groupes d'habitations : un tiers de siècle a suffi pour ces créations!

Établissements formés sur les bords du Connecticut.

Holyoke.

Fondé par la compagnie des chutes de Hadley, *Hadley falls*, sur le Connecticut, l'établissement de Holyoke promet des résultats encore plus étonnants que tous ceux dont la Nouvelle-Angleterre offre le spectacle.

En 1847, une compagnie est autorisée, avec un capital de 21,360,000 francs. Elle acquiert le droit de faire travailler l'eau du Connecticut; elle achète les terres du voisinage, 3,000 hectares, afin d'y commencer *la ville manufacturière*. On y trace des rues larges de 20 mètres, c'est la largeur de notre rue de Rivoli; on y suit un plan qui pourra suffire à 200,000 habitants!... Telle est la population qu'avait le Manchester anglais quand il dominait déjà le monde industriel, il y a vingt-cinq ans.

L'admirable chute d'eau de Hadley a 18 mètres de hauteur, dans un parcours de 3 kilomètres; elle suffirait à des filatures qui feraient mouvoir *un million de broches*. Les deux premières établies emploient chacune 1,100 ouvriers,

qui supposent une population de 4,400 hommes, femmes, enfants et vieillards.

Un premier atelier pour la construction des machines occupe 350 ouvriers; il va grandir, et ses travaux serviront à l'établissement des manufactures subséquentes.

Chose rare en Amérique, au lieu de se borner à filer le coton des numéros les plus communs, l'une des fabriques de Holyoke produit depuis le n° 70 jusqu'au n° 90. De ce fil, elle fait de la percale qu'un rapporteur anglais, M. Withworth, déclare excellente.

La turbine est ici, comme à Lowell, à Lawrence, le moyen préféré pour transmettre la force hydraulique. La distribution de cette force aux métiers à tisser s'opère par le moyen de courroies dont la vitesse est de 450 mètres à la minute : environ *sept lieues par heure.*

Une jeune fille surveille quatre métiers automatiques, lesquels tissent plus de cent mètres courants par jour : gagnât-elle 3 francs dans sa journée, comme à Lawrence, le tissage du mètre courant de percale ne reviendrait qu'à 3 centimes de travail humain.

Pour un des établissements de Holyoke, soixante-dix jeunes personnes avaient été tirées *d'Écosse* peu de temps avant 1854.

J'affaiblirais l'impression que la vérité peut produire, si je fatiguais le lecteur par l'énumération de toutes les localités où, depuis un tiers de siècle, on a créé des usines pour la laine et pour le coton, en profitant des chutes d'eau si nombreuses qu'offrent les fleuves et les rivières du Massachusetts. Je préfère, d'un coup d'œil général, mesurer l'espace parcouru par l'industrie de cet État, rapprochée de l'industrie britannique.

Coton mis en œuvre par million d'habitants en 1850.

1° Au Massachusetts.................. 40,708.400 kilogr.
2° Dans la Grande-Bretagne........... 12,295,300

Tissus de coton fabriqués dans l'année par million d'habitants.

1° Au Massachusetts.................. 274,103,300 mètr.
2° Dans la Grande-Bretagne, pour l'exportation......................... 50,995,100

Autre fait que j'ai constaté. — *Dès 1850, moins d'un million d'habitants qui peuplent le Massachusetts filent et tissent, dans leurs manufactures, un peu plus de coton que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies n'en filaient dans l'année 1816; et les trois royaumes alors comptaient dix-neuf fois autant d'habitants que le Massachusetts en 1850.*

Telle est la grandeur des résultats auxquels s'est élevé ce petit État depuis 1822 jusqu'en 1850....

Considérations générales.

Les progrès qui viennent d'être signalés avaient leur moteur dans Boston, cité dont les capitaux servaient de levier général. Les banques de cette ville et celles qu'elle a fait naître sont d'une grande importance : leur développement surpasse toute idée.

PROGRÈS DU CAPITAL DES BANQUES DU MASSACHUSETTS.

ANNÉES.	PROGRÈS		
	DANS BOSTON.	HORS BOSTON.	DANS TOUT LE MASSACHUSETTS.
1803....................	8,480,000 fr.	3,312,500 fr.	11,792,500 fr.
1810....................	20,140 000	11,050,000	31,190,000
1820....................	38,955,000	17,225,000	66,180,000
1830....................	65,455,000	36,808,500	102,263,500
1839....................	98,705,000	85,065,000	183,770,000

Nous pouvons maintenant nous former une idée des facilités trouvées pour créer dans le Massachusetts les grandes industries nouvelles, de 1820 à 1840. En 1820, les banques disposaient d'un capital de 56 millions de francs; dès 1839, ce capital s'était accru jusqu'à la somme de 183,770,000 francs : en vingt années, il avait plus que triplé.

Les banques tenaient à la disposition de la plus active des populations, par cent mille habitants :

En 1820	10,715,000 fr.
En 1830	16,752,000
En 1840	24,911,000

Dans le progrès que nous signalons, faisons observer que, de 1820 à 1840, le capital de la banque de Boston n'a pas tout à fait *triplé;* tandis que celui des banques établies hors de Boston a *quintuplé*. Cette différence même est un bienfait de la capitale, dont le crédit incessant servait à créer des manufactures sur tous les points du territoire, à fonder des cités nouvelles, à multiplier les sous-centres de commerce; et, sur tous ces points, à faire naître de nouvelles institutions de crédit.

Les banques d'épargne.

A côté de ces puissants moyens de créer la richesse, ne craignons pas de placer les banques d'épargne. Dans le pays natal de Franklin, les sages principes du *Bonhomme Richard* ont porté leurs fruits chez le peuple prévoyant par excellence.

C'est après la création des fabriques pour la filature et le tissage, c'est de 1838 à 1843 que se produit un résultat extraordinaire dans le placement aux caisses d'épargne. En 1838, les placements ne s'élèvent, dans trente villes,

qu'à 4,607,800 francs. Cinq ans après, les mêmes villes ont en dépôt 36,601,000 francs, qui se partagent entre 42,587 déposants, sur une population totale de 284,086 habitants.

Si l'on se demandait, d'après cette proportion, combien Paris, qui comptait, lors du dernier recensement, avec ses deux succursales de Sceaux et de Saint-Denis, 1,422,065 habitants, combien, dis-je, Paris aurait en dépôt à la caisse d'épargne, on trouverait 187,071,500f. Paris aurait pu s'élever à ce grand résultat si les administrateurs mêmes de sa caisse d'épargne n'avaient pas agi sans cesse pour empêcher, par les sévérités de la loi, les dépôts de s'accroître suivant leur pente naturelle. Il en est résulté que dans les villes du Massachusetts la valeur moyenne des dépôts s'élève à 839 fr. 22 c., tandis qu'à Paris elle est aujourd'hui deux fois moindre.

Si Franklin pouvait revivre, il applaudirait son pays de cette supériorité; il applaudirait moins Paris.

Chemins de fer.

La grande impulsion donnée par la création des chemins de fer coïncide avec le progrès des caisses d'épargne, symptôme certain du bien-être croissant du peuple.

De 1835 à 1843, le petit État de Massachusetts a construit et mis en activité 665 kilomètres de chemins de fer, pour lesquels il a dépensé 98,495,000 francs. Dès lors Boston, Lowell, Worcester et plus de dix autres villes manufacturières sont en communication avec les États circonvoisins : c'est le commencement.

Au 1er janvier 1855, l'État avait en activité 2,092 kilomètres de chemins de fer, sans compter 110 kilomètres en construction.

Par conséquent, en douze années, de 1843 à 1855, le Massachusetts avait exactement triplé ses chemins de fer. Pour que la Grande-Bretagne, proportion gardée avec sa population, fût aussi bien pourvue de chemins de fer, il faudrait que l'étendue de ces chemins s'élevât sur son territoire à 40,000 kilomètres; elle n'en a que 11,200. Il est juste de dire qu'en Angleterre, ainsi qu'en France, les chemins de fer sont incomparablement plus coûteux qu'aux États-Unis; cela diminue beaucoup la disproportion des sacrifices.

C'est précisément là que j'aperçois le bon sens des Américains. Aujourd'hui même ils n'ont pas encore atteint la très-grande opulence, et lorsqu'ils commençaient à construire des chemins de fer, leur richesse était beaucoup moindre. Ils ont appliqué tous leurs efforts à faire avec économie des chemins si naturellement dispendieux. Ils n'ont pas prétendu, par d'énormes travaux d'art, raccourcir à tout prix leurs lignes; ils ont suivi les contours du sol. Hors quelques parcours privilégiés, leurs chemins sont à simple voie, et leurs terrains, pour la plus grande partie, sont à bon marché. Les waggons qui transportent les voyageurs, au lieu d'être de somptueuses berlines, sont plutôt d'énormes omnibus; mais on va vite, on arrive, et cela suffit.

Avec des chemins économiques, on peut transporter hommes et choses à bon marché, ce qui multiplie les voyages : autre source, et la plus certaine, de revenus toujours croissants.

Parmi les nations les plus avancées, on en trouve une seule, l'Angleterre, et, chez cette nation, les parties les plus industrieuses, comme l'orbe de Liverpool, où le réseau des chemins de fer ait les mailles plus serrées, plus multipliées que celles du Massachusetts.

V. ÉTAT DE RHODE-ISLAND.

Voici le plus petit État de l'Union américaine; c'est à la fois le plus heureux, le plus paisible et l'un des plus avancés dans l'instruction et dans les arts. Il fournit au Sénat de l'Union autant de membres que l'État de New-York, vingt fois plus populeux, et le poids qu'il apporte dans l'Assemblée conservatrice n'a pas moins de mérite et d'utilité que celui des États qui l'emportent le plus par la richesse et par le nombre des hommes.

Superficie de l'État..................	338,241 hectares.
Population en 1850................	147,545 habitants.
Territoire par 100 habitants.........	2,291 hectares.

Le Rhode-Island est enclavé, au nord et au levant, par le Massachusetts; au couchant, par le Connecticut. La mer, qui le baigne au midi, le pénètre par une grande et double baie, celle de Narragansett, à l'embouchure de laquelle est Rhode-Island. Cette île charmante, à laquelle l'État doit son nom, les Américains l'appellent avec prédilection le jardin, *le paradis de la Nouvelle-Angleterre.*

La partie continentale de l'État est loin de mériter le même éloge; le sol en est peu fertile, et c'est seulement à force de patience et d'intelligence que le laboureur en tire parti : il y a pourtant d'assez bons pâturages.

Si l'agriculture est peu favorisée par la nature, l'homme s'en dédommage en portant ses soins vers la navigation, le commerce et l'industrie.

En 1840, il existait déjà cette grande disproportion entre les produits annuels de l'agriculture et ceux des autres industries :

Produits de l'agriculture............	11,656,343 francs.
Produit des autres industries........	56,689,520

Le Massachusetts, malgré l'état si prospère et si développé de ses arts, ne présentait pas, à cette époque, une aussi grande supériorité comparativement à l'agriculture.

Valeur des principaux genres de fabrications dans l'État de Rhode-Island, il y a dix années :

209 fabriques de coton, 91 fabriques de laine et 65 foulons produisant pour une valeur de.......	39,972,600 francs.
Construction des machines..............	3,496,000
Travail des métaux précieux............	1,429,500

Un des plus beaux ports du monde, à la partie sud-ouest de Rhode-Island, a reçu le nom de Newport : la ville a près de 10,000 habitants. Elle possède une importante fabrique de machines à vapeur, ainsi qu'une belle manufacture pour la filature et le tissage du coton.

Dans la baie principale, un autre port est entouré d'une cité bien plus importante : c'est *Providence*, qui dans le court intervalle de dix années, entre 1840 et 1850, s'est élevée de 23,171 à 41,513 habitants : les arts textiles ont la majeure part à cette prospérité.

Providence est bâtie sur la rivière du même nom, qui présente immédiatement en amont une chute de seize mètres. On s'est servi de cette grande force hydraulique pour établir beaucoup de fabriques de filature et de tissage; elles nous expliquent les récentes prospérités et la croissante population de cette cité.

Dans le voisinage, on trouve une des plus grandes teintureries de la Nouvelle-Angleterre; elle met en couleur par an jusqu'à quinze millions de mètres de tissus de coton. Les dispositions relatives à l'emploi des ouvriers, ainsi qu'à la partie scientifique, sont excellentes. Dans cette fabrique, on imprime aussi la mousseline de laine. Les impressions à la vapeur, quelque temps abandonnées aux États-Unis, ont repris faveur. Dans l'établissement que

nous citons, on a poussé l'impression *jusqu'à dix couleurs pour le même dessin :* habituellement, les producteurs américains se contentent de quatre.

Dans cet établissement de teinture et d'impression, comme dans ceux de filature et de tissage, les machines sont mues avec beaucoup plus de vitesse qu'en Angleterre; c'est afin de compenser, autant qu'on puisse le faire, la main-d'œuvre plus payée aux États-Unis.

Toujours afin d'économiser la main-d'œuvre, la pièce qui sort de l'atelier de teinture est déployée par un mécanisme au moyen duquel un enfant fait l'ouvrage de six hommes.

Les Américains sont aussi très-économes de vapeur. Ils la font d'abord agir sous une pression assez forte; ensuite ils en opèrent la détente, afin d'arriver au minimum d'action, quand ils n'ont plus à l'employer qu'à chauffer l'eau pour les décoctions de teinture. On a calculé que ce moyen économise un tiers de la vapeur dépensée dans les teintureries d'Angleterre.

Dans la Nouvelle-Angleterre, à chaque fabrique d'impression sur tissus on ajoute un atelier pour graver les cylindres de cuivre qui doivent produire les empreintes : ce travail est exécuté surtout par des artistes anglais.

VI. ÉTAT DU CONNECTICUT.

L'État du *Connecticut* est circonscrit au nord par le Massachusetts, au couchant par le New-York, au levant par le Rhode-Island, au midi par la mer. Il doit son nom, ainsi qu'une partie de sa richesse, au fleuve qui descend en ligne droite du nord au midi et qui le coupe presque par le milieu; il traverse deux villes importantes, Hartford et Middletown.

Superficie................................ 1,210,517 hect.
Population en 1850........................ 371,947 hab.
Territoire pour mille habitants............... 3,264 hect.
France (dép[t] des Landes) : Sup. pour mille habitants. 3,085 hect.

Ainsi la population du Connecticut est aussi clair-semée que celle des habitants d'un de nos plus pauvres départements. On verra bientôt quelle énergie morale et physique est déployée par cette population exiguë d'un pays si limité. Ajoutons que le territoire, sans être ingrat au même degré que nos Landes, ne peut pas être cité comme un des pays fertiles de l'Union américaine.

Le Connecticut a beaucoup fait pour l'instruction publique. Il a doté ses écoles d'un fonds de 6,365,300 francs; et chaque année, à l'intérêt de ce capital il ajoute 63,500 francs prélevés sur les revenus publics. Presque tous les habitants savent lire et écrire.

En 1701, Yeale, alors directeur de la compagnie des Indes orientales, a fondé l'établissement universitaire qui porte son nom. La théologie, les lois, les sciences physiques et mathématiques, y sont professées; là sont préparés les pasteurs calvinistes des divers États de l'Union.

La population du petit état de Connecticut mérite une étude particulière pour ses progrès.

RECENSEMENT.	POPULATION.	ACCROISSEMENT PAR MILLE.
En 1790	238,141	
En 1800	251,002	54
En 1810	262,042	44
En 1820	275,202	49
En 1830	297,665	81
En 1840	309,993	143
En 1850	371,947	222

Ici nous voyons, comme pour l'état de Massachusetts, le progrès de la population, fort lent jusqu'à 1820, s'accélérer de plus en plus dans les trois périodes décennales subséquentes. Les mêmes effets sont produits par la même cause : par le vaste développement d'industries considérables. Il faut placer au premier rang la filature, le tissage et la teinture du coton.

Dès le commencement du siècle, un habitant du Connecticut, Whitney, invente une combinaison de cylindres armés de dents pour séparer la graine et les filaments du coton. Chaque machine prépare 450 kilogrammes par jour. Cette opération indispensable était si lente, quand on la faisait à la main, qu'un ouvrier ne pouvait préparer dans sa journée qu'un demi-kilogramme de ce filament. Tant d'économies d'argent et de temps ont été procurées par la mécanique dont nous parlons, qu'un seul des États-Unis, pour s'en approprier l'usage, a payé 267,000 francs à son auteur. Les Américains sont les premiers à déclarer que, sans le secours d'une machine aussi puissante, leur population n'aurait pas pu suffire à l'apprêt annuel d'un milliard de kilogrammes de coton en laine, lesquels eussent exigé deux milliards de journées pour un travail qui doit avant tout être rapide. Il faut l'accomplir en peu de semaines après la récolte, si l'on veut éviter que les filaments du coton deviennent sujets à l'excroissance de l'espèce de champignon qui produit sur les bois la pourriture sèche : *dry rot.*

A l'Exposition universelle, un fabricant de Bridgewater, ville du Connecticut, présentait une machine nouvelle pour épurer le coton : *coton-gin.* Un autre présentait un mécanisme qui produit des fils de coton d'un poids précisément déterminé pour leur longueur.

Sous l'impulsion vigoureuse de Boston, le Connecticut

a beaucoup développé le travail du coton peu de temps après la création de Lowell : dès 1850, cet État en fabriquait pour plus de 20 millions de francs.

La filature de la laine est au rang des industries qui prospèrent le plus dans le Connecticut et qui montrent le génie de ses habitants pour la mécanique.

Il y a près de cinquante ans, M. Humphrey faisait mouvoir par la force hydraulique sa machine à filer la laine. On lui payait, par broche ou bobine, 1 dollar (5 fr. 34 cent.) pour avoir le droit de construire le même mécanisme. On avait reconnu que douze bobines faisaient le travail de quarante fuseaux mus par la main de la fileuse.

Aujourd'hui, le Connecticut, dont la population n'est qu'un 63[e] de toute l'Union, confectionne le 7[e] des laines filées et tissées dans les ateliers de tous les autres États.

Lors du recensement de 1850, on a constaté que le Connecticut produisait pour 34 millions $\frac{1}{4}$ de francs en fils et tissus de laine dans ses ateliers mécaniques. On obtenait ces produits par l'emploi de 2,907 ouvriers et de 2,581 ouvrières, qui gagnaient en moyenne, par mois, les ouvriers 110 francs et les ouvrières 80 francs. Le lecteur sera certainement frappé de l'élévation de tels salaires : ils n'empêchaient pas que le prix du mètre courant de tissus en laine ne dépassât point 4 francs.

Il est encore une industrie considérable que le Connecticut partage avec les autres États de la Nouvelle-Angleterre : c'est la confection en grand des chaussures. Mais il réclame en propre l'application capitale que nous devons faire apprécier.

Dès l'année 1842, M. Charles Goodyear, de Newhaven, Connecticut, appliquait ses inventions à la confection des chaussures que le caoutchouc, *india rubber,* rend imperméables. Il a propagé son industrie, dont il a multiplié

les usages, avec une activité infatigable; l'ensemble des fabriques établies d'après ses brevets d'invention représente un capital de 50 millions de francs. Dès 1850, on évaluait à plus de 4 millions le nombre des paires de bottes et de souliers confectionnés, suivant ces nouveaux moyens, dans les seuls États de la Nouvelle-Angleterre.

Il y a deux genres de chaussures : 1° celles où le caoutchouc se combine avec un tissu privé d'élasticité : ce sont les plus employées aux États-Unis; 2° celles où le caoutchouc se combine avec un tissu tricoté, ce qui permet de reproduire les formes mêmes de la nature et de parvenir au dernier degré de perfection.

Des gants fabriqués d'après ce principe laissent à la main toute la facilité de ses mouvements; leur emploi permet, dans les familles bourgeoises, que la maîtresse et les filles de la maison se livrent à des travaux de ménage, tels que les lavages de lessive, le récurage des cuivres, etc., sans porter atteinte à la blancheur des mains, à la douceur de la peau. On peut ainsi concilier l'humble utilité des travaux domestiques avec ce degré d'élégance qui répand son charme sur la distinction des classes polies.

M. Goodyear fait confectionner une troisième espèce de tissus qui présente un nouvel avantage. Le caoutchouc qu'il emploie est formé de feuilles percées d'une infinité de trous assez petits pour que l'eau du dehors, repoussée par la substance imperméable, ne puisse pas y pénétrer, mais qui laissent une libre sortie à l'air, ainsi qu'aux autres gaz; cela permet que les moiteurs de la perspiration se dissipent par les mêmes ouvertures. On évite ainsi le très-grave inconvénient de la perspiration concentrée sous les tissus imprégnés de caoutchouc, tels que les mackintosh.

L'exposition de M. Goodyear à Londres présentait

une infinie variété d'applications pour tous les âges et tous les besoins de la vie civile, nautique ou militaire, depuis les jouets d'enfants jusqu'aux bateaux insubmersibles et jusqu'aux pontons d'une extrême légèreté. Ces pontons avaient rendu les services les plus récents et les plus précieux dans la guerre des États-Unis contre le Mexique. Leur peu de poids et la facilité de les réduire au moindre volume avaient été très-utiles dans une contrée où les routes et les ponts sont aussi rares qu'imparfaits.

L'application du sulfure et du carbonate de plomb produit ce qu'on appelle le *caoutchouc vulcanisé*, qui prend par cet apprêt une incroyable élasticité. Une autre combinaison de M. Goodyear donne au caoutchouc une dureté comparable à celle de la corne. Cette corne artificielle rend, dans les arts, tous les services de la corne véritable.

Une série d'arts nouveaux et des perfectionnements variés sont résultés, pour d'anciennes industries, de ces créations de substances auxquelles le génie de l'homme a donné des qualités auparavant inconnues. Tels sont les services rendus aux nations et constatés par la *médaille du premier ordre* à l'Exposition de 1851.

Le génie des habitants du Connecticut pour la mécanique s'est signalé dans les genres les plus variés. Dès 1810, ce petit État confectionnait dans une année 14,565 horloges en bois, dont la valeur était de 656,625 francs. Aujourd'hui, dans un seul atelier, 250 ouvriers fabriquent par jour 600 horloges, ce qui fait par an 16,200. C'est plus qu'il y a quarante ans le Connecticut tout entier n'en fabriquait. Le prix moyen actuel est de 16 francs par horloge; il était de 45 francs en 1810. Comment s'est produit ce bon marché?

Par la division du travail : elle est telle que chaque

horloge passe par soixante mains différentes, et 60 horlogers produisent 900 horloges par semaine. La plupart des opérations sont faites par des machines-outils qui débitent le bois et le transforment en roues dentées. Les mouvements sont si rapides que l'instrument qui tourne, en taillant les dents, fait 7,000 révolutions par minute; tandis qu'un ouvrier n'a d'autre soin que de conduire à la main, vers l'outil, le morceau de bois ainsi travaillé. Les parties métalliques sont embossées par pression et taillées par mouvements continus, suivant les mêmes principes.

De semblables horloges, quoique fabriquées par des ouvriers bien plus payés qu'en Europe, se vendent avec avantage dans la Grande-Bretagne. Suivant M. Witworth, le plus compétent de tous les juges, qui décrit toutes ces opérations, plus de la moitié des horloges fabriquées de la sorte est achetée par l'Angleterre.

En 1853, dans la dernière année de la paix générale, les Américains vendent à la Grande-Bretagne plus de 110,000 horloges de bois; ils les vendent à si bon marché, que le libre échange les a frappées d'un droit d'entrée de 70,650 francs. La perception s'est faite par la douane d'Angleterre en vertu de deux lois. La première établit un droit de 10 p. 0/0 *ad valorem;* elle est datée de la célèbre année 1846, qui proclame, comme imprescriptible vérité, la suppression des droits sur les produits d'agriculture. La seconde loi, qui n'est pas moins productive et plus récente, date de 1853; elle est l'œuvre d'un ministère où siégeaient tous les anciens collègues de sir Robert Peel.

En définitive, dans l'année 1853, les Anglais ont reçu des Etats-Unis, principalement du Connecticut, pour 8 à 900,000 francs d'horloges en bois. Il est curieux de voir, dans la même année, l'Angleterre leur vendre seu-

lement pour 72,500 francs de machines à vapeur et pour 1,594,075 francs d'autres mécanismes ou métiers.

Si les Anglais appliquaient leur immuable, leur éternelle vérité du libre échange, c'est-à-dire l'exemption absolue des droits d'entrée, aux simples horloges de bois, les États-Unis pourraient, avec cette humble monnaie, payer la totalité des machines et des métiers qu'ils veulent bien acheter encore à la Grande-Bretagne sur le pied de fer non brut.

L'art de mettre en œuvre les métaux les plus utiles est très-développé dans le Connecticut; il fait la prospérité de la ville de *Waterbury*. Là, vingt-huit compagnies industrielles rivalisent d'activité : les unes étirent et laminent le cuivre et le laiton, soit en fils, soit en feuilles, et fabriquent des épingles, des aiguilles, des boutons de métal, et les objets de coutellerie; d'autres fabriquent des draps, d'autres apprêtent les cuirs, etc. Les moindres de ces compagnies commencent avec un capital qui ne dépasse pas trente mille francs; les plus riches possèdent jusqu'à douze cent mille francs.

Ce que les Américains comprennent avant tout, c'est qu'avec les prix élevés de leur main-d'œuvre il faut animer leurs mécanismes de la plus grande vitesse, afin que la quantité d'ouvrage fasse compensation. Ainsi, dans leur fabrique de boutons en métal, l'axe du tour à polir tourne sur lui-même en faisant 10,000 révolutions par minute.

Dans la fabrique d'épingles, 80 ouvriers fabriquent par jour 4 millions d'épingles, c'est-à-dire 50,000 par ouvrier. L'ouvrier gagnât-il 4 francs dans la journée, cette main-d'œuvre représenterait seulement 1 centime pour 125 épingles. Les épingles d'une fabrique où les ouvriers ne gagneraient que 2 francs, et qui ferait autant d'ou-

vrage, épargnerait par conséquent un demi-centime sur 125 épingles.

Fabrication des révolveurs.

Cette industrie a pris naissance dans l'État du Connecticut. A l'Exposition de 1851, M. Samuel Colt avait envoyé de la ville de Hartford ses célèbres pistolets. Imaginons un court cylindre de métal autour duquel seraient forées cinq ou six chambres parallèles pour recevoir chacune sa cartouche. Le cylindre est ajusté de manière qu'en le faisant tourner d'un cran il présente à chaque fois une nouvelle chambre qui s'ajuste exactement avec l'âme du pistolet. Un seul mouvement suffit pour apprêter ainsi l'arme qui vient de tirer et faire feu sur-le-champ. Tels sont les pistolets dits *révolveurs* : pistolets à *révolution*. Ces pistolets, qu'on donne aux troupes légères des États-Unis, ont rendu de grands services dans les deux invasions du Texas et du Mexique Les Américains confectionnent aussi des carabines d'après le même principe. Comme on abuse de tout, les flibustiers, les voyageurs et les amis de la violence portent avec eux des révolveurs, même dans les villes paisibles; sous le plus léger prétexte, ils s'entretuent avec un acharnement incroyable. Les nouveaux États, le Texas, la Louisiane et surtout la Californie, se signalent par la fréquence et la férocité de ces attentats.

Le Connecticut, à la fois commerçant et manufacturier, ne pouvait manquer de s'approprier les meilleurs moyens de communication. Le premier il a possédé des routes empierrées d'après le meilleur système. L'un des premiers il a construit des chemins de fer; il est traversé diagonalement dans sa plus grande étendue par la ligne de Boston à New-York. Sa superficie est subdivisée en 21 polygones par les nombreux chemins de ce genre.

Longueur totale des chemins de fer du Connecticut :

En activité. . . . . 1,062 kilom.
En progrès. 160

ÉTATS DU CENTRE ORIENTAL.

VII. ÉTAT DE NEW-YORK.

Parmi les anciens États de l'Union américaine, le plus grand par le territoire, par la population, par le commerce et par l'esprit d'entreprise est celui de New-York.

Superficie. . . . . 12,172,510 hectares.
Population en 1850. . . . . 3,097,394 habitants.
Territoire pour mille habitants. . 3,930 hectares.

Pour que l'État de New-York offrît une population aussi condensée qu'en France, il faudrait qu'au lieu d'avoir 3 millions d'habitants, comme en 1850, il en possédât plus de 8 millions. Il reste donc un vaste champ à parcourir avant que le peuple de cet État, à force d'accroissements, se trouve à l'étroit.

PROGRÈS DÉCENNAUX DE LA POPULATION, DE 1790 À 1850.

ANNÉES.	POPULATION.	ACCROISSEMENT pour 1000.	ANNÉES.	POPULATION.	ACCROISSEMENT pour 1000.
1790	340,120		1820	1,373,812	
		725			398
1800	586,050		1830	1,918,508	
		637			266
1810	959,040		1840	2,428,921	
		430			275
1820	1,373,812		1850	3,097,394	
					229
			1855	3,466,128	

Ici le progrès de la population suit une marche décroissante. L'époque décennale entre 1840 et 1850 offre une seule direction contraire; elle devient faiblement ascendante, mais plutôt par l'excès des immigrations que par l'action naturelle de la race indigène.

En définitive, l'État de New-York présente un contraste digne d'attention. Pendant les trente années qui comprennent les grandes guerres de l'ancien monde, depuis 1790 jusqu'en 1820, sa population s'accroît dans le rapport énorme de 1,000 à 4,042.

Pendant les trente années suivantes, malgré les bienfaits de la paix générale, sa population s'accroît seulement dans le rapport de 1,000 à 2,250.

Afin d'empêcher les idées de s'égarer sur cette voie, ajoutons que pour le même intervalle de trente années, dans le pays de l'ancien monde où la population augmente avec le plus de rapidité, en Angleterre, elle ne s'est pourtant accrue que dans le rapport de 1,000 à 1,476: c'est un tiers de moins que le moindre progrès du New-York.

Une des causes les plus puissantes pour ralentir le progrès du peuplement est la diminution du territoire qui correspond à chaque personne.

De l'état qui va suivre, nous tirerons cette conséquence: même dans l'état le plus prospère, favorisé par tous les moyens de l'industrie et de la science, du commerce et de la navigation, la densité de la population fait sentir son effet ralentissant longtemps avant l'époque où le territoire ne serait plus surabondant pour l'alimentation des habitants.

Nous rendrons parfaitement sensible pour l'État de New-York cette corrélation, en offrant le tableau: 1° de la terre qui correspond à chaque habitant; 2° du temps que la population mettrait à doubler, d'après le progrès

décennal, entre les recensements consécutifs 1790 à 1800, 1800 à 1810, etc.

Époque des recensements..	1790.	1800.	1810.	1820.	1830.	1840.	1850.
Hectares par habitant......	$35\frac{79}{100}$	$20\frac{77}{100}$	$12\frac{69}{100}$	$8\frac{56}{100}$	$6\frac{86}{100}$	$5\frac{1}{100}$	$3\frac{93}{100}$
Temps pour doubler la population........	12 ans 5 mois.	16 ans 4 m.	19 ans 2 m.	20 ans 11 m.	29 ans 7 m.	28 ans 6 mois.	

Dans les pays d'Europe où la population n'offre en quelques lieux qu'un hectare et rarement plus de deux par habitant, l'émigration vient au secours et desserre les rangs. En Amérique, dans les États tels que le New-York, où l'habitant a près de quatre hectares, l'émigration fournit le même secours, que pourtant ici ne réclame aucune pénurie de subsistance. Nous reviendrons sur cet objet pour l'approfondir lorsque nous traiterons des nouveaux États colonisés par les anciens.

Ces rapprochements nous semblent d'une haute importance; ils répandent la lumière sur les changements si rapides qui s'opèrent dans les forces relatives des nations.

Nous n'aurions qu'une idée très-imparfaite des efforts tentés par les habitants du New-York, si nous nous arrêtions aux considérations qui viennent d'être présentées. Ce qui redoublera la surprise du lecteur, c'est que l'époque même où s'est ralenti le progrès de la population dans cet État est celle d'un développement extraordinaire dans tous ses moyens de prospérité. Nous allons expliquer en premier lieu le bel ensemble de travaux publics ac-

complis pour seconder la nature et tirer parti des bienfaits dont elle avait préparé les germes.

Parti qu'on a tiré des eaux dans l'État de New-York.

Pour nous former une juste idée du rôle important que remplit dans l'univers l'État de New-York, il faut considérer attentivement l'hydrographie de cet État.

Les frontières continentales n'ont de régulier, au midi, qu'une limite commune avec la Pennsylvanie : limite marquée par le parallèle du 42ᵉ degré, dans une longueur de 100 lieues (400 kilom.), avec un retour perpendiculaire formé par un petit arc de méridien qui finit au lac Érié. A partir de ce terme, dans un développement d'au moins 600 kilomètres, l'État de New-York a pour limites septentrionales les eaux intérieures et magnifiques : 1° du lac Érié; 2° de la rivière Niagara; 3° du lac Ontario; 4° du fleuve Saint-Laurent, jusqu'à la hauteur du 45ᵉ degré de latitude. Ici la géométrie recommence à régler les frontières; elle marche à travers les terres, de l'occident à l'orient, jusqu'au sommet septentrional du lac Champlain. Depuis ce lac jusqu'à la mer Atlantique, et dans la direction du nord au midi, le New-York est borné par la Nouvelle-Angleterre dans une longueur de cent lieues; la moitié de cette longueur appartient à la vallée magnifique où coule l'*Hudson*, la seule voie fluviale qu'ait l'État de New-York pour arriver à l'Atlantique.

Au commencement du XVIIᵉ siècle, Hudson, navigateur anglais, entre au service des États de Hollande. Il découvre le fleuve auquel il donne son nom et le pays arrosé par ce fleuve : ce pays devient la *Nouvelle-Nétherlande*.

Hudson, qui venait de l'est, avait suivi d'abord la côte méridionale d'une île étroite et très-étendue appelée,

d'après sa configuration, *Long-Island*. Il avait franchi la barre appelée *Sandy-Hook*, les sables de Hook, qui règnent entre le sud-ouest de l'île Longue et le continent américain. En tournant vers le nord, ce navigateur avait laissé sur sa gauche une île plus petite à laquelle il donna le nom de *Staaten-Island*, l'île des États-Généraux.

Dès que cette passe, large seulement de 600 mètres, est franchie, on se trouve en plein Hudson, dans l'un des havres les plus spacieux, où peuvent mouiller en tout temps les plus grands navires. Ici les eaux sont garanties contre les agitations de la mer par les obstacles naturels que nous venons de décrire.

Immédiatement au nord de l'île Longue, on voit une autre île incomparablement plus importante, et qui garde encore son nom indien de *Manhattan*. Sur cette île les Hollandais avaient fondé leur *Nouvelle-Amsterdam* : entre leurs mains elle restait sans importance.

Dès le règne de Charles II, les Anglais conquièrent la Nouvelle-Nétherlande. Une charte la donne au frère du roi, duc d'York. Aussitôt la Nouvelle-Amsterdam devient *la Nouvelle-York*, et la Nouvelle-Nétherlande est appelée colonie de *New-York*. Cent ans plus tard, elle a formé l'État souverain qui nous occupe maintenant.

Si l'on a bien compris les frontières aquatiques précédemment indiquées, on reconnaîtra que la nature avait *beaucoup préparé* pour l'État de New-York et n'avait *rien terminé*. Jusqu'au XIXe siècle, le fleuve vital de cet État, l'Hudson, n'était pas navigable au-dessus d'Albany et de Troy; les navires, les bateaux, ne pouvaient pas aller plus loin dans la direction du nord. De là jusqu'au lac Champlain, il fallait ouvrir un canal à point de partage. En vain la rivière de Richelieu conduisait de ce lac au fleuve Saint-Laurent; depuis la frontière des États-Unis pour aller à la

mer, la navigation inférieure de ce grand fleuve était interdite aux bâtiments de ces États. Cet obstacle déplorable est heureusement aplani par un traité récent.

Aucune voie navigable sans interruption ne conduisait de New-York aux grands lacs Ontario, Érié, Huron, Michigan et Supérieur, au nord desquels l'Angleterre commençait à peine la colonisation du haut Canada.

Tandis que New-York, capitale excentrique, érigée au sommet d'un triangle immense, pouvait communiquer par mer avec toutes les nations, elle ne possédait pas une seule ligne aquatique continue pour arriver au centre de l'État dont elle est l'incomparable débouché.

Dès les premières années du siècle, des hommes doués d'un esprit étendu, d'un patriotisme courageux et d'une prévision je dirais presque audacieuse, s'élevèrent à la pensée de créer une voie navigable qui rattacherait les eaux fluviales aux grands lacs Ontario et Érié, et qui profiterait du Mohawk, le plus bel affluent de l'Hudson, pour descendre à New-York; tandis que, du sud au nord, une autre voie artificielle unirait le lac Champlain à l'Hudson.

On peut voir dans le bel ouvrage de M. Michel Chevalier la description technique de ces travaux, dont il me suffit de signaler ici le génie, la hardiesse et le succès.

Le canal du lac Érié, entre les villes d'Albany et de Buffalo, qui ne fut commencé qu'en 1817, était ouvert dès 1825 à la navigation; son parcours est de 581 kilomètres, et la dépense primitive s'est élevée seulement à 38 millions de francs. Le canal de l'Hudson au lac Champlain, exécuté dans le même laps de temps, a coûté 6,700,000 francs.

La ligne principale du canal Érié se complète par un

grand nombre de canaux secondaires; en voici le tableau :

	KILOMÈTRES de CANAUX.	DÉPENSE PREMIÈRE.
Canal Érié, d'Albany à Buffalo..................	581	37,863,000
Canal de l'Hudson au lac Champlain	127	6,662,000
Canal de Syracuse à Oswégo..................	61	3,560,000
Canal de Sénéca à Cayuga.....................	34	1,266,000
Canal du lac de Sénéca à Émira................	63	1,758,000
Canal entre les lacs de Sénéca et Crooked	13	830,000
Canal Chénango, de Binghamtown à Utica.......	155	12,041,000
Black-River, de Rome au pied des hautes chutes de Leyden sur cette rivière, avec d'autres travaux...	56	5,662,000
Canal de l'Alléghany et de la Genessée...........	196	10,612,000
Canal de l'Hudson à la Delaware...............	175	11,824,000
TOTAUX.............	1,461	92,078,000

A peine l'État de New-York arrivait-il à compléter ce premier ensemble de travaux, sa navigation intérieure avait fait de si grands progrès que le canal principal, celui de l'Hudson au lac Érié, économiquement *ouvert en petite section* (1^m,20 de profondeur d'eau), devenait insuffisant. Aussitôt, avec un nouveau courage, on entreprend de l'établir en grande section (2^m,10 de profondeur d'eau). On ne recule pas devant des sacrifices nouveaux qui font *plus que doubler* la dépense primitive.

En définitive, les citoyens du New-York, en moins de

quarante années, ont commencé et terminé, entre trois grands lacs, deux fleuves du premier ordre et la mer, 1,500 kilomètres de canaux, au prix de 240 millions de francs. Voilà ce qu'a fait une population qui n'était pas le *douzième* des habitants de la France.

On avait mené de front des travaux si considérables avec un système étendu de chemins empierrés, lorsqu'a commencé l'ère de 1830, où les Anglais ont fait voir quel essor le commerce pouvait espérer par l'entreprise des chemins de fer propres aux rapides transports.

Quand le New-York commençait d'ouvrir ses communications avec les pays de l'Ouest, il ne pouvait pas prévoir l'incroyable progrès des populations occidentales; il ne pouvait pas prévoir que, dans le laps de temps où les États de l'Est *doubleraient* le nombre de leurs habitants, ceux de l'Ouest le *décupleraient*. Soyons heureux de le dire, les vastes travaux de communication dont l'État de New-York a donné l'exemple ont contribué puissamment à cet admirable peuplement de l'Ouest, pour lequel les habitants venus de l'Est et les émigrants étrangers ont trouvé des routes, des rivières, des canaux, et finalement des chemins de fer de plus en plus nombreux, directs, économiques et faciles.

Agriculture.

Adultes de 15 ans et au-dessus : recensement de 1850.

Agriculteurs	313,980
Toutes les professions	888,294

La proportion des agriculteurs au total de la population est à peu près la même qu'elle était en Angleterre vers le commencement du siècle : 35 pour cent.

L'agriculture de l'État de New-York n'est favorisée par aucune production extraordinaire; elle n'a point ce qu'on

appelle en Europe de *produits coloniaux*. Sa récolte en tabac ne mérite pas qu'on en parle, et les hivers sont trop froids pour la culture du coton.

Malgré ces désavantages, les produits de la terre n'en sont pas moins d'une grande richesse, surtout en les comparant avec le nombre des bras auxquels ils sont dus.

J'ai calculé les revenus bruts de la terre pour 1850, année de récolte médiocre : d'après les prix assignés par les Américains, j'ai trouvé pour total 560,000,000 de francs. Chaque cultivateur de quinze ans et plus est représenté par 1,800 francs de produits agricoles.

Ce résultat est d'autant plus considérable, qu'il correspond à des prix de subsistances inférieurs aux prix moyens de France et d'Angleterre.

La valeur des animaux élevés par l'agriculture, aux États-Unis, est de 35 pour cent meilleur marché qu'en France. On explique aisément une pareille différence, dans un pays où tant de terres que la charrue ne met pas à contribution sont disponibles comme pâturages, et d'autant plus avantageux que le sol est à plus bas prix.

Dans l'État de New-York, la valeur moyenne des terres, en ne parlant que des fonds améliorés par la culture, s'élève à 580 francs par hectare. Ce prix des terres est d'autant plus remarquable que, pour l'ensemble des autres États-Unis, il atteint à peine 380 francs par hectare. Par conséquent, dans le New-York, la richesse et l'activité répandues par le commerce et l'industrie font acquérir à la terre une plus-value de 53 1/4 pour cent.

On voit par là que les habitants du New-York n'ont pas tiré de la terre moins de parti qu'ils n'en ont tiré des eaux.

Chemins de fer du New-York.

La Nouvelle-Angleterre s'est chargée d'accomplir, ainsi

que nous l'avons expliqué, le magnifique réseau dirigé du nord-est; il restait à construire, dans l'État de New-York, les lignes dirigées vers le nord et l'ouest.

Signalons d'abord la voie directe entre Montréal et New-York, tracée aux 19/20 dans l'État de ce nom.

Un autre chemin de fer du premier ordre part de New-York, à l'est de la ligne directe aboutissant à Montréal. Ce chemin s'unit, à Chatham, aux voies de fer du Massachusetts et les continue sur Albany.

A mi-voie d'Albany au lac Érié, nous trouvons *Rome*, ville naissante et déjà prospère; de là part le grand chemin de fer occidental, qui va droit d'orient en occident, jusqu'au saut du Niagara, que franchissent les eaux du lac Érié pour descendre au lac Ontario. De l'autre côté de la chute, les Anglais continuent la voie directe par un chemin de fer jusqu'au détroit qui sépare du lac Ontario le lac Huron. Ici, les États-Unis reprennent et prolongent leur ligne ferrée jusqu'au midi du lac Michigan, à Chicago. Là, l'État d'Illinois continue la voie qu'a terminée l'État du Michigan; il a déjà traversé son propre territoire. C'est à l'Iowa d'aller plus loin vers l'occident septentrional.

Depuis New-York, la grande artère transversale des chemins de fer a déjà parcouru 17 degrés de longitude. Le pays des lacs et des forêts est franchi; ensuite la prairie s'étend jusqu'aux montagnes Rocheuses. Enfin, il faudra franchir ces Alpes, puis le désert, avant de descendre au pays de l'or.

Il reste encore à continuer une ligne qui traversera 28 à 30 nouveaux degrés de longitude avant d'avoir atteint la mer Pacifique; on est au tiers de l'entreprise pour communiquer entre les deux Océans.

Le chemin par où voyage la pensée a pris l'avance. Une ligne électro-télégraphique est en construction de New-

York à la Californie. Cette simple ligne embrassera 45 degrés de longitude, le huitième du tour de la terre, mesuré sur le parallèle moyen.

Quand les travaux des chemins de fer seront complets, New-York sera le port, le débouché naturel de la communication directe de l'ancien monde avec tout le centre de l'Amérique du Nord : centre qui décuple en population dans un espace de quarante ans.

Revenons à la partie occidentale du New-York, d'où l'impulsion est donnée pour de si vastes travaux.

La grande ligne centrale que nous venons de parcourir est la base d'un réseau qui s'étend jusqu'à la Pennsylvanie, du côté des lacs. Des villes nouvelles deviennent des centres pour 6, 5 et 4 rayons de voies de fer. Ces rayons se dirigent du côté du sud pour joindre Philadelphie, Baltimore, Washington, etc.

Une grande et belle ligne qui reste encore à compléter, dans l'intérêt surtout de la Nouvelle-Angleterre et de Boston, c'est la ligne qui d'Albany est dirigée, comme le peuplement, en ligne directe vers l'ouest. Cette ligne, prolongée jusqu'à la ville de *Presqu'île*, sur le lac Érié, sera la communication la plus directe avec le magnifique réseau de l'Ohio et de l'Indiana. Nous ferons apprécier la richesse et l'importance de ce réseau lorsque nous décrirons ces deux États, d'un si grand avenir.

Pour accomplir sa part dans le système des chemins de fer, le New-York a déjà dépensé plus d'un demi-milliard; 3,851 kilomètres sont ouverts à la circulation, et bientôt s'y joindront 900 nouveaux kilomètres.

Ce que je veux faire comprendre, c'est la proportion de telles entreprises avec la population de ces États à peine sortis du berceau.

Au 1er janvier 1855, les États-Unis avaient terminé

et livré à la circulation une étendue de chemins de fer supérieure aux trois quarts d'un grand cercle du globe terrestre; avant trois ans, le cercle entier sera dépassé.

Voilà ce qu'aura fait une confédération qui compte seulement pour un 40ᵉ dans la masse du genre humain.

Montesquieu, cherchant à donner l'idée de la grandeur des Romains, parle d'un égout de 2 à 3 kilomètres achevé sous les Tarquins, et dont il admire le travail : « Déjà, dit-il, on commençait à bâtir la ville éternelle. » Je voudrais pouvoir ajouter, pour des entreprises cent fois plus grandes : Déjà l'on commence à bâtir l'Union éternelle.

De Witt-Clinton.

Je ne terminerai pas la rapide indication des travaux publics du New-York sans payer mon juste tribut à l'un des plus illustres bienfaiteurs de cet État. C'est d'après les études demandées, dirigées par De Witt-Clinton [1], qu'ont été préparés les grands projets pour les travaux publics du New-York; c'est d'après ses rapports qu'ils ont conquis le suffrage de l'opinion publique; c'est sur sa proposition qu'on a créé d'abord la commission spéciale des canaux, puis la commission plus générale des travaux publics; c'est grâce à ses efforts auprès des pouvoirs exécutifs et législatifs qu'on a fini par obtenir la sanction des entreprises proposées. Comme tous ceux qui veulent réaliser de grands projets, il a dû soutenir des luttes incessantes; jamais il ne s'est découragé. Il était à la fois l'un des esprits les plus hardis et les plus positifs;

[1] Il descendait de la famille du grand pensionnaire De Witt, l'une des gloires les plus pures de la Hollande.

il soumettait tout au calcul, même l'avenir. De son vivant, il a vu s'accomplir la moitié des promesses qu'il avait osé faire; l'autre moitié, la plus incroyable, s'est depuis réalisée, en ajoutant à la vénération pour sa mémoire.

Il a pu voir, dès 1824, dix mille bateaux franchissant le seuil d'entrée des canaux, à l'endroit où s'arrête le flux de la mer, dans la rivière d'Hudson; il a pu compter, dans une même année, trois mille maisons bâties dans la cité de New-York.

De Witt-Clinton ne craint pas de prédire qu'en quinze ans la population de cette ville sera doublée, *et qu'en trente ans elle sera devenue la troisième cité du monde civilisé, sinon la seconde, pour la grandeur de son commerce.* Si l'on n'abaisse pas le taux des perceptions, il affirme que le revenu du péage des canaux atteindra deux millions de dollars en 1846[1] et quatre millions en 1856. Le temps a justifié toutes les prévisions du hardi calculateur; prévisions fondées sur la juste appréciation des progrès dont ses efforts développaient les germes féconds.

Le 26 octobre 1825, le grand canal est complétement ouvert à la circulation. Une fête commémorative consacre ce beau succès. Au signal du télégraphe, des salves presque simultanées de bouches à feu se font entendre sur toute l'étendue de l'immense parcours; elles annoncent au port de New-York que le premier bateau parti du lac septentrional pénètre dans le canal, pour ne s'arrêter qu'au sein des eaux de l'Atlantique. De Witt, embarqué sur ce bateau, traverse les bourgs et les cités qui naissent et qui vont prendre un accroissement prodigieux; les populations enthousiastes saluent au passage et bénissent l'homme d'État qui, par tant de persévérance, d'efforts

[1] Dès 1841, le revenu dépassait 2 millions 100,000 dollars.

courageux et de persuasions éloquentes, en huit ans et malgré tous les obstacles, a pu conduire à terme une aussi vaste entreprise.

Pendant les quinze années qui suivent, pour correspondre aux grands travaux dont New-York offre l'exemple, les citoyens d'Albany et de Boston prolongent les communications, à travers les États de l'Est, par 250 kilomètres de canaux et par des chemins de fer. Ils font de la sorte arriver au centre commun, à peu de frais, avec rapidité, les produits manufacturés ou dus à la pêche, ou transportés de l'étranger par la Nouvelle-Angleterre.

« Cette union, dit un savant orateur de New-York à qui j'emprunte les paroles qui suivent, cette union des deux grands systèmes de communication, le premier au nord et le second au nord-ouest, cette union a paru comme une ère nouvelle, un point de départ des améliorations et des progrès ultérieurs. Deux républiques dont les entreprises combinées ont procuré de si grands résultats, le New-York et le Massachusetts, ont réuni leurs gouverneurs et leurs corps législatifs dans la ville de Springfield, à mi-chemin des deux capitales. On a contemplé ce spectacle sublime et nouveau : les gouvernants des deux États les plus illustres de l'Union, joints aux représentants des deux peuples, rapprochés par le plus noble sentiment, par le besoin d'échanger leurs félicitations et leurs espérances sur l'achèvement des travaux qui garantissent la paix et la félicité domestiques, qui doublent les moyens de secours et de salut contre toute agression extérieure. Ces travaux rattachent plus étroitement les citoyens des deux nations, alliées déjà par l'unité du sang et du langage, et plus étroitement rapprochées par des voies publiques aussi nouvelles que puissantes. »

Progrès des villes favorisées par les canaux et les routes.

Je veux renouveler, au point de vue des forces productives, le voyage d'inauguration qui fit le bonheur et la récompense du grand promoteur des travaux publics dans l'État de New-York. En l'accomplissant par la pensée, après un tiers de siècle, je veux montrer les heureux effets de ces belles voies hydrauliques, longées ou croisées par des chemins de fer, et qui furent créées sous la direction supérieure de l'illustre De Witt-Clinton.

Si nous partons du lac Érié, nous trouvons, au point le plus avancé vers l'orient, la ville et le port de *Buffalo*, dans lequel prend naissance *le canal Érié*, surnommé par excellence *le grand canal*. Il a produit le merveilleux développement de cette cité.

Buffalo....	Années.....	1820	1830	1840	1850
	Population.	2,095	8,563	18,213	42,261

Le savant M. de Bow, chargé de publier le Compendium du recensement de 1850, porte à 60,000 le nombre des habitants, à la fin de l'année 1853; ce serait trente fois la population recensée trente ans plus tôt. Bien peu de cités, même aux États-Unis, ont un plus rapide progrès.

Outre le canal Érié, cinq chemins de fer rayonnent à partir de Buffalo. Grâce à cet ensemble de voies, la ville voit prospérer son industrie et son commerce; sur ses chantiers on construit de nombreux navires à vapeur dont tous les mécanismes sont exécutés dans ses ateliers.

A l'Exposition universelle de 1851, Buffalo, dans la personne de M. S. John, recevait la médaille de prix pour des boussoles ingénieuses qui font connaître la déclinaison de l'aiguille aimantée et pour des vélocimètres aquatiques. Pareille récompense constatait le mérite des savons superfins fabriqués dans la même cité.

Pénétrons dans le grand canal : la première ville notable que nous rencontrons est *Lockport*, le port des écluses. Les eaux qui viennent du lac Érié par le canal descendent ici de 18 mètres, au moyen de cinq doubles écluses. L'industrie peut disposer d'une masse d'eau illimitée, que le bief supérieur reçoit directement du lac; elle s'en est servie pour établir, à Lockport même, beaucoup de filatures et d'usines. Une population industrielle s'agglomère avec rapidité: dès 1850, Lockport, si récemment établi, comptait 12,323 habitants.

Une ville incomparablement plus importante, *Rochester*, est également vivifiée par le canal. Elle est bâtie sur la Genessée, qui débouche à peu de distance dans le lac Ontario; elle est le centre des moulins qui mettent à profit la force des eaux pour confectionner les farines si connues, même en Europe, et produites en abondance dans la vallée très-fertile qu'arrose la Genessée.

Les farines envoyées de Rochester par le grand canal Érié figuraient dans le Palais de cristal, à l'Exposition de 1851; elles recevaient à juste titre la médaille de prix, parmi les plus beaux produits des deux mondes.

La prospérité de Rochester n'est pas seulement assurée par le commerce des produits agricoles; elle doit son opulence à des chutes d'eau magnifiques, lesquelles servent de moteurs soit aux minoteries, soit à des usines nombreuses et variées, à des scieries, à des papeteries, à des filatures, à des foulons, etc. Veut-on connaître l'effet de toutes ces créations? En 1812, aux lieux où s'élève la ville, il n'existait que deux cabanes en bois; ces cabanes sont remplacées par les constructions nécessaires aux populations suivantes :

Années......	1820	1830	1840	1850
Population..	1,502	9,269	20,191	36,403

Un canal latéral à la rivière Genessée unit le grand canal Érié à la rivière Alléghany, qui mène à Pittsbourg.

A l'orient de la rivière Genessée nous trouvons, sur le grand canal, la ville de *Lyons;* elle comptait 4,925 habitants en 1850. L'année d'après, elle recevait à Londres une médaille de prix pour son huile de menthe.

En longeant le grand canal au delà de Lyons, on franchit la rivière Sénéca. Un canal latéral à cette rivière amène les produits des plus riches salines du New-York.

En 1797, la quantité de sel exploité ne s'élevait qu'à 12,860 hectolitres. En 1840, grâce aux communications nouvelles, hydrauliques ou ferrées, l'exploitation annuelle passait 900,000 hectolitres; elle atteint aujourd'hui le chiffre énorme de 2,200,000 hectolitres.

Lecanal de Sénéca et le lac Cayuga ouvrent une communication entre le canal Érié et les eaux centrales. Celles-ci présentent, pour les travaux des manufactures, d'admirables chutes. Arrêtons-nous à *Fall-Creek*, qui, dans une étendue d'un kilomètre et demi, offre trois chutes en cascade, sur une descente totale de 132 mètres : précisément la hauteur du dôme de Saint-Pierre à Rome!....

La ville de *Sénéca*, à l'issue du canal du même nom, et celle d'*Itaca*, au sommet du lac Cayuga, sont les centres de fabriques multipliées de plus en plus par le bienfait de ces puissantes forces motrices.

Nous reprenons le grand canal, et nous arrivons à *Syracuse*. Cette ville, en 1830, ne figurait pas même entre les bourgades qui méritaient d'être nommées. Dès 1840, elle avait 6,500 habitants; dix ans après, elle en avait 22,971, et trois ans plus tard, 27,000. L'industrie produit ces miracles.

Le canal qui descend de Syracuse au lac Ontario forme

la communication principale de ce lac avec New-York; il débouche dans le lac au port d'*Oswégo.*

La prospérité d'Oswégo représente les progrès les plus récents de la navigation et du commerce des États-Unis sur le lac Ontario, dont la rive septentrionale est occupée par les Anglais du Canada supérieur.

En 1840, la cité d'Oswégo ne comptait que 4,051 habitants; dès 1850, elle en possédait 12,205, grâce aux progrès de son industrie et de sa navigation. A l'Exposition universelle de 1851, elle obtenait la médaille de prix pour l'amidon que ses fabriques extraient du maïs.

Résumons, à présent, la navigation qui s'opère entre l'État de New-York et les lacs septentrionaux.

ANNÉE 1853.		NAVIRES DE L'UNION.	NAVIRES ÉTRANGERS.	TOTAUX.
Saint-Laurent	Champlain	11,727[1]	20,620[1]	32,347[1]
	Oswégatchie	525,925	186,880	712,805
Lac Ontario	Cap Saint-Vincent	431,447	27,366	458,813
	Sackett-Harbour	88,339	823	89,162
	Oswégo	157,089	121,466	278,555
	Genessée	10,551	43,967	54,518
	Niagara	54,450	158,138	212,588
Lac Érié	Buffalo	52,139	99,606	151,745
Tonnages totaux		1,331,667	658,866	1,990,533

Voilà, certes, un admirable développement de navigation. Nous sommes frappés de voir que *douze treizièmes* appartiennent soit au fleuve Saint-Laurent, soit au lac Ontario; *un treizième* seul appartient au lac Érié.

Quand les Anglais auront davantage peuplé, cultivé le haut Canada, surtout vers l'occident, et quand leur littoral sur le vaste lac Érié présentera des villes opulentes,

leur commerce avec New-York se déploiera dans une vaste proportion sur cette mer intérieure.

Nons reprenons le grand canal au delà de Syracuse et nous arrivons à *Rome*, petite ville de 4,000 âmes. Ici commence le canal qui débouche, dans le lac Ontario, *au havre de Sackett*, près de l'entrée du Saint-Laurent : un chemin de fer est parallèle à ce canal.

Le Gouvernement fédéral possède à Rome un arsenal pour concourir à défendre les frontières du nord. Dans la même ville on crée des manufactures.

A peu de distance, en suivant le grand canal, on atteint la ville d'*Utica;* là s'embranche un autre canal dirigé vers le midi jusqu'à la rivière Susquéhannah, qui descend en Pennsylvanie. En remontant un peu cette rivière on trouve un nouveau canal qui conduit au fleuve Delaware ; par ce moyen, les eaux intérieures du New-York sont en communication avec Philadelphie.

Utica.....	Années......	1820	1830	1840	1850
	Population..	2,972	8,325	12,782	19,782

A partir de Rome, le grand canal est latéral à la rivière Mohawk jusqu'au confluent de cette rivière avec l'Hudson.

A dix kilomètres seulement au-dessus d'Albany, sur la rive gauche de l'Hudson, s'élève une ville, *Troy*, digne à tous égards de fixer notre attention. Elle n'est pas moins riche en institutions scientifiques et d'instruction publique ou privée qu'en établissements industriels : elle possède un musée, une société d'histoire naturelle et des écoles nombreuses. Voici, pour les quarante dernières années, quels ont été les progrès de sa population :

Années.....	1810	1820	1830	1840	1850
Population.	3,895	5,264	11,405	16,334	28,785

Les rues de Troy, très-spacieuses et bordées d'arbres

avec des maisons en briques, rappellent certaines villes de Hollande; le nom même du comté de *Rensselaer*, dont elle est la capitale, atteste cette origine.

Ce n'est qu'au-dessus de Troy qu'on trouve un premier pont et le barrage de l'Hudson qui mettent un terme à la navigation fluviale et maritime dont New-York est le port.

A Troy sont établies : de nombreuses fabriques pour la filature, le tissage et les autres préparations de la laine et du coton; des fonderies de fer et de cuivre; des ateliers pour construire les machines. A l'Exposition universelle, Troy présentait des modèles intéressants de mécaniques et d'instruments aratoires. Cette ville possède la principale fonderie de cloches des États-Unis.

Le beau comté de Rensselaer n'est pas seulement riche par l'excellence du sol et l'avancement des cultures : dès l'année 1850, ses produits manufacturés étaient évalués à 55 millions de francs. Un des principaux habitants de la famille hollandaise à laquelle est dû le nom du comté figurait au nombre des plus dignes collègues de M. De Witt-Clinton pour les travaux publics du New-York.

Albany reste chef-lieu de l'État, quoique la troisième cité dans l'ordre de la population : les Hollandais l'ont fondée. Elle a quintuplé depuis quarante ans, grâce aux voies de communication dont elle est devenue l'un des centres principaux.

Années......	1800	1810	1820	1830	1840	1850
Population..	5,289	9,356	12,630	24,238	33,721	50,763

Les Américains se complaisent à donner le nom de *Capitole* à leurs palais législatifs; celui d'Albany, construit de 1809 à 1810, n'a pas coûté moins de sept millions et demi de francs. En montant une grande rue régulière, plus large que notre rue de la Paix, on a pour point de

vue le Capitole. Ce bel édifice forme le côté principal d'une vaste place quadrangulaire, dont les côtés adjacents sont décorés symétriquement par l'hôtel de ville et par l'hôtel du Gouvernement, *State-Hall*.

La capitale du New-York n'est pas seulement à citer pour ses constructions civiles; il faut placer avant tout ses établissements scientifiques, ses écoles et ses institutions de bienfaisance. Chose rare aux États-Unis, des sœurs de la charité dirigent l'asile des orphelines.

Albany va posséder un puissant observatoire muni d'instruments les plus parfaits que l'Europe puisse produire; il portera le nom d'une femme généreuse, madame Dudley, la principale donatrice.

L'État dont nous expliquons la force productive a compris que l'étude sérieuse de son territoire était au premier rang parmi ses moyens de progrès et de puissance. Il a fait largement les frais de cette étude; il a publié l'*Histoire naturelle du New-York*, collection de 14 volumes in 4°, imprimée de 1842 à 1852 dans la cité d'Albany : cet ouvrage a pour auteurs les savants les plus distingués.

Le grand canal Érié, mis en communication avec le canal Champlain, aboutit au nord d'Albany dans un vaste bassin qu'une levée de 2 kilomètres sépare du fleuve Hudson. Dans ce port sont mis à l'abri les bateaux et les navires, quand viennent les énormes débâcles des glaces que l'Hudson charrie au printemps.

Une cité d'où rayonnent tant de voies hydrauliques et de chemins de fer est le centre d'un grand commerce de l'intérieur et de l'extérieur. Dès 1840, on y comptait 47 maisons de commission. Il y avait déjà 20 bateaux à vapeur pour les voyageurs, et 51 remorqueurs servaient sur l'Hudson, entre Albany et New-York, pour des transports aujourd'hui doublés.

A l'Exposition de Londres figuraient neuf exposants du comté d'Albany; dès 1850, les produits manufacturés de ce comté surpassaient 38 millions de francs.

Si nous descendons le beau fleuve qui fait la prospérité d'Albany, nous trouvons successivement :

I. Sur la rive gauche, le port et la ville d'Hudson; c'est là que s'arrêtent les plus forts navires qui remontent au-dessus de New-York. Cette ville, qui n'avait en 1820 que 2,900 habitants, en compte aujourd'hui 6,286. Trois rayons de chemins de fer, dont un dirigé sur Boston, aboutissent au port d'Hudson. Les navigateurs de ce port faisaient jadis un commerce actif avec les Indes occidentales; ils s'adonnent aujourd'hui de préférence à la pêche de la baleine. Dans le voisinage d'Hudson, des chutes d'eau nombreuses procurent des forces motrices dont l'industrie tire le parti le plus avantageux.

II. Un peu plus bas, sur la rive droite de l'Hudson, débouche le canal qui communique à la Delaware dans un endroit appelé Port-Jarvis.

III. Plus bas encore, en face de New-York, un second canal, plus court et plus important, met en communication les deux fleuves.

IV. A 50 kilomètres au-dessous d'Hudson, nous trouvons, sur la rive droite, le centre manufacturier de *Paugh-Kepsie*, où s'élèvent des filatures de coton, des fonderies de fer, des poteries, etc. La ville compte plus de 10,000 habitants.

V. A mi-chemin d'Hudson à New-York, sur la rive gauche, est un cap avancé vers l'occident, et pour cette raison nommé *West-Point*.

C'est là qu'est établie l'excellente école militaire pour les armes savantes de la Confédération. C'est là que le

général Bernard, l'un des anciens aides de camp de Napoléon, a réglé savamment et sagement les études de cette institution; en même temps il donnait les plans de plusieurs fortifications importantes sur les côtes et les frontières des États-Unis. Bernard, dont j'eus un moment le bonheur d'être le collègue, en 1834, était un de ces généraux aux mœurs simples et modestes, au cœur affable, au mérite éminent : tout en lui rappelait les Carnot, les Drouot, les Desaix et les Caffarelli.

Le port et la cité de New-York.

En descendant toujours l'Hudson, nous arrivons à New-York. Il serait trop long d'en détailler la topographie et d'en décrire les édifices, même en se bornant aux plus importants. On s'imagine aisément la grandeur et la beauté de la bourse et de la douane d'une cité qui, seule, concentre la moitié du commerce des trente et une républiques avec toutes les nations.

En 1853, le port de New-York recevait pour 963 millions de produits, qui payaient en droits d'entrée 214 millions : c'était l'année du plus grand commerce.

La douane de New-York, avec ses portiques et ses colonnes de marbre blanc, couvre le site où s'élevait la maison modeste dans laquelle on inaugura la noble magistrature de Washington, lorsqu'on l'eut nommé pour la première fois président des États-Unis. Souhaitons, pour l'avenir et pour l'honneur de l'Union américaine, de ne pas trouver dans ce contraste l'emblème de l'esprit nouveau, tout à l'or, qui succède à la vertu modeste, simple et désintéressée, de l'époque immortelle où fut conquise et proclamée l'indépendance américaine.

Derrière le splendide hôtel de ville, allons chercher la

salle sans faste de l'*Institut américain*, et sa bibliothèque, et ses modèles de machines.

Plusieurs autres sociétés savantes ont déjà mérité l'estime des nations éclairées. La Société historique est connue pour ses publications, pour sa bibliothèque et son cabinet de médailles. Citons l'Association de Clinton pour l'avancement des lettres, des sciences et des arts. Citons des bibliothèques spéciales fondées et maintenues par voie de souscriptions; la Société bibliophile de New-York, qui doit avoir maintenant plus de 40,000 volumes; la bibliothèque des marchands, plus de 23,000; et la *Bibliothèque pour les apprentis*, riche déjà de 12,000 ouvrages consacrés à l'usage d'au moins 1,200 apprentis.

Il y a bien d'autres institutions à New-York pour tous les genres d'instruction, et qui peuvent être citées avec de justes éloges. Cette ville assure à l'instruction publique un revenu total de trois millions de francs : 75,000 élèves fréquentaient ses écoles, quand elle avait seulement 515,000 habitants.

Ses fondations de bienfaisance, pour leur nombre, leur variété, leur dotation vraiment digne de la générosité des citoyens, ne méritent pas moins notre sincère hommage.

Parmi les monuments d'utilité nationale il faut citer l'aqueduc par lequel sont amenées d'une distance de 15 lieues (60 kilomètres) les eaux de la rivière Croton, affluent de l'Hudson; ces eaux arrivent jusqu'aux points les plus élevés de la ville. Le réservoir pour leur distribution contient 360 millions de litres. On a dépensé 60 millions de francs à cette belle entreprise; en Europe, la seule ville de Marseille présente un aussi magnifique ouvrage.

Brooklyn, qui n'était qu'un village lorsque Fulton remportait le prix de la navigation à vapeur, Brooklyn a pour voie principale *la vaste rue Fulton*, embellie par des

constructions superbes; les rues secondaires ont 18 mètres de largeur. Quatre passages de bateaux à vapeur servent au va-et-vient entre New-York et Brooklyn.

La grande verrerie fondée dans ce faubourg méritait à Londres, en 1851, la médaille de prix.

A l'est de Brooklyn, dans la baie Wallabout, est l'*Arsenal de la marine militaire*. Tout auprès se trouve le *Lycée naval des États-Unis*, et, sur le haut d'une éminence rapprochée, l'*Hospice de la marine*.

Une compagnie, celle des docks de l'Atlantique, s'est formée pour construire un large bassin à la pointe dite de Hook; il ne couvre pas moins de 17 hectares, avec un quai long d'un kilomètre: là peuvent être reçus les navires commerçants du plus grand tirant d'eau. De tels bassins sont nécessaires pour empêcher que les quais de New-York soient encombrés par le nombre toujours croissant des navires.

Industrie de New-York.

Produits de la ville de New-York en 1850......	483,030,000 fr.
Idem des faubourgs Brooklyn et Williamsbourg.	78,397,000

La première industrie qui se présente à la pensée quand il s'agit de New-York, c'est la grande industrie de la navigation et les arts qu'elle met en œuvre.

Tonnage des navires possédés en 1853 par l'État de New-York.

	Voiles.	Vapeur.
Navigation océanique..........	620,719ᵗ	76,852ᵗ
Navigation intérieure et cabotage.	588,361	136,590

Pour faire apprécier les causes de supériorité des navigateurs américains, il importe d'ajouter aux indications qui précèdent le mouvement des navires dans les ports de l'État de New-York, du 20 juin 1852 au 20 juin 1853.

	ÉTAT DE NEW-YORK.			ÉTRANGER.		
	NAVIRES.	TONNAGES.	ÉQUIPAGES	NAVIRES.	TONNAGES.	ÉQUIPAGES
Entrées......	5,261	2,606,159ᵗ	88.197	5,601	1,119,176ᵗ	70,071
Sorties.......	4,525	1,959,902	79,070	5,425	1,084,742	68,428
Totaux..	9,786	4,566,061	167,267	11,026	2,203,918	138,499
Navire moyen.	1	462	17	1	200	13

Poids transporté par marin (adulte) américain, 27 ton. 299 kilogrammes; étranger, 16 ton. 914 kilogrammes.

On voit maintenant à quoi tient l'immense avantage de la navigation américaine. *Ses bâtiments ont deux fois le tonnage des bâtiments étrangers, et n'exigent qu'un tiers de plus d'équipage;* ses marins produisent un travail utile supérieur de 71 pour cent à celui des marins étrangers.

Dans l'état actuel des deux navigations, le marin des États-Unis transporte un poids de 25 pour cent supérieur à celui que transporte le marin d'Angleterre.

La comparaison avec les navires français fournit des enseignements de même ordre. Je les crois trop utiles à mon pays pour ne pas les consigner ici.

	AMÉRICAINS.			FRANÇAIS.		
	NAVIRES.	TONNAGES.	ÉQUIPAGES	NAVIRES,	TONNAGES.	ÉQUIPAGES
Entrées...........	302	191,064	6,214	32	9,725	410
Sorties...........	274	181,815	5,921	76	20,663	956
Sommes...........	576	372,879	12,135	108	30,388	1,366
Navire moyen.......	1	647ᵗ		1	281ᵗ	13
Poids par marin.....	....	30ᵗ 3/4	....	....	23ᵗ 1/3	

Grâce à la capacité supérieure de leurs navires, les

marins des États-Unis transportent un tiers de plus que les Français par homme d'équipage. Le seul moyen de faire disparaître cette affligeante infériorité, *qui ne nous laisse pas même à transporter la dixième partie des marchandises que transportent les États-Unis entre nos ports et les leurs*, ce moyen, dis-je, est évident : il consiste à construire des navires aussi grands que les leurs, avec un égal équipage. C'est une question vitale pour les commerçants français. Je désire vivement qu'ils se pénètrent d'une vérité dont l'application leur permettrait de quintupler leurs opérations et leurs bénéfices.

Marine à vapeur : Fulton.

New-York a la gloire d'avoir donné la navigation par la vapeur aux nations commerçantes. Ce n'a point été l'effet du hasard, mais de recherches persévérantes.

Dès l'année 1798, l'État de New-York accordait à M. Livingston un privilége de vingt ans, à condition qu'il produirait, avant 1800, un bateau parcourant par heure quatre milles : 7 kilomètres $\frac{1}{2}$. Fulton, après de longs et vains efforts en Amérique, en Europe, en Amérique de nouveau, échouant partout et jamais rebuté; Fulton aidé, protégé par le généreux Livingston, satisfait le premier à ces conditions. En 1807, son bateau parcourt en 30 heures 120 milles sur l'Hudson, entre Albany et New-York.

Alors les États-Unis accordent à Livingston et à Fulton un brevet spécial qui leur permet de tirer la juste récompense d'un si grand progrès introduit dans la navigation.

Le premier navire de Fulton portait une machine qu'il avait fallu demander en Angleterre aux ateliers de James Watt. Actuellement, les États-Unis construisent par année,

dans leurs propres ateliers, des mécanismes et des machines à vapeur pour près de *trois cents* navires.

New-York est le port où l'on construit ces magnifiques paquebots à vapeur qui font le service périodique des malles et des voyageurs entre cette ville et Liverpool.

Entre New-York et Liverpool, les navires à vapeur américains font une digne concurrence aux navires de l'Angleterre (voyez le rapport pour le VIII[e] Jury, *sur l'historique des arts de la marine et de la guerre*, t. III).

COMMERCE DES ÉTATS-UNIS AVEC LES TROIS ROYAUMES BRITANNIQUES EN 1853.

NAVIRES CHARGÉS.		VAPEUR.		VAPEUR ET VOILES.	
		NOMBRE.	TONNAGES.	NOMBRE.	TONNAGES.
Américains...	Entrés.......	35	47,417[t]	752	685,510[t]
	Sortis........	37	54,799	1,067	932,916
	TOTAUX....	72	102,216	1,819	1,618,426
Britanniques.	Entrés.......	79	87,746	520	358,406
	Sortis........	81	89,167	854	512,560
	TOTAUX....	160	176,913	1,374	870,966

Dans l'intercourse des États-Unis et de la Grande-Bretagne, pour 1,000 tonneaux transportés par la vapeur :

Les navires à voiles américains transportent 16,556 t.,

Les navires à voiles britanniques transportent 4,808 t.

Ne l'oublions pas : jusqu'à ce jour, c'est la voile qui conserve le grand avantage pour l'économie du transport des marchandises. Les voyageurs, pressés d'arriver, sacrifient tout à la vitesse et préfèrent la vapeur; mais, dès qu'il s'agit du transport sans urgence des marchandises ordinaires, le commerce préfère la force gratuite du vent.

On trouvera beaucoup d'autres développements sur l'histoire des deux navigations par la voile et par la vapeur, dans notre rapport du VIII[e] Jury, *sur les arts de la marine et de la guerre.*

Industries qui figuraient à l'Exposition universelle, à Londres.

A Londres, le seul État de New-York a réuni près de deux cents exposants dans le Palais de cristal, c'est-à-dire le tiers des représentants de l'Union américaine.

Sur les 195 exposants du New-York, la seule cité de ce nom en comprend 136; mais elle est, après Londres, la plus grande ville à la fois maritime et manufacturière de l'Europe et de l'Amérique.

M. Dick, de New-York, a reçu la médaille de *premier ordre* pour le puissant mécanisme avec lequel il emboutit des feuilles métalliques, par un mouvement successif épicycloïdal et rectiligne. Le même système, où la force est très-économisée, sert à comprimer le coton, le foin, etc.; il sert pour percer à froid les feuilles métalliques, marteler les rivets avec lesquels on assemble ces feuilles, etc.

Nous n'offrirons pas ici l'énumération de vingt autres récompenses obtenues par New-York. Citons seulement quelques industries caractéristiques.

C'est entre New-York et Washington que le savant professeur Morse a, dès 1845, commencé la première ligne de télégraphie électrique. On voyait avec un vif intérêt dans le Palais de cristal les registres et les clefs qui servent à la correspondance *électro-graphique*, suivant son système.

Après cette grande innovation de la télégraphie électrique et magnétique, on peut encore citer pour l'utilité domestique *l'Annonciateur*, de M. Jackson. Ce télégraphe d'intérieur, dans tous les hôtels publics et sur les paque-

bots américains, remplace une foule de sonnettes par des mouvements qui correspondent à tous les appartements; cela s'opère en signalant sur un cadran les appartements auxquels on envoie le signal, jusqu'à l'instant où la réponse est faite.

L'imprimerie, la lithographie, la photographie, la gravure, la géographie et la reliure forment une portion remarquable de l'industrie de New-York. On jugera du développement des publications dont cette ville est le foyer principal d'après ce seul fait : en 1850, le nombre des feuilles périodiques s'élevait à 115,385,473. Ce nombre continue de s'accroître avec rapidité.

On a récompensé M. Brady pour les portraits des hommes illustres des États-Unis, obtenus par la photographie avec une perfection remarquable.

New-York pourra quelque jour prendre un rang élevé dans la culture des beaux-arts; il y a déjà de la grâce et du charme dans ses dessins, ses tableaux et ses sculptures.

M. J. Erickson, originaire de Suède et devenu citoyen de New-York, a fait honneur à sa ville adoptive par la fécondité de son génie pour la mécanique. Ses inventions ont obtenu la médaille de prix : VIII[e] et X[e] Jurys.

Le talent des Américains pour les inventions mécaniques éclatait dans l'exposition des produits de New-York et luttait avec succès contre l'étranger.

La Compagnie des ponts en fer établie dans cette ville exploite le brevet de M. Rider, qui tire un habile parti de la résistance du fer à l'allongement : un modèle de ces ponts figurait à l'Exposition de Londres.

La serrurerie à combinaisons est fabriquée avec succès par les Américains. MM. Day et Newell, de New-York, ont été récompensés pour leurs serrures *parautoptiques;*

la clef même pèut changer de combinaisons, au gré de son possesseur, sans qu'elle cesse de s'adapter à la serrure.

M. Blodget a mérité la médaille de prix pour sa machine à coudre. Ici, je l'avouerai, malgré mon admiration pour les conquêtes de la mécanique, il m'est impossible de ne pas déplorer une application qui ravira le seul moyen d'existence que possèdent un si grand nombre de filles et de femmes dans nos cités. Combien de misère et d'immoralité peuvent être la conséquence de cette innovation qui déjà passe en Europe, où les femmes ont tant de peine à subsister dans les cités populeuses!

Une autre industrie dont la prospérité ne laisse après elle aucun regret est la fabrication des outils. New-York exposait, en 1851, les spécimens d'une des plus grandes fabriques de haches et d'autres outils tranchants. Cette fabrique en confectionne par an plus de 500,000, aussi remarquables pour la forme que pour la matière.

En 1850, les Anglais, contenus par un droit d'entrée de 30 pour cent, n'introduisaient des outils aux États-Unis que pour 13,227 francs.

Les Américains ne s'adonnent pas seulement à la confection des machines et des outils; ils obtiennent des succès dans la fabrication des instruments de musique les plus compliqués.

New-York exposait, en 1851, des pianos *à sept octaves;* ils sont d'un usage très-répandu dans l'Amérique.

Enfin, l'excentricité de la race britannique, transplantée dans le Nouveau-Monde, était révélée par l'invention d'un *cercueil hermétique*, dans lequel on maintient *le vide*, afin d'empêcher la putréfaction des corps morts. Le même principe est employé plus sagement à conserver les fruits frais, le gibier, le poisson, etc.

La plus grande industrie de New-York, qui ne pouvait

guère figurer à l'Exposition universelle, est la construction des navires et des machines à vapeur, protégée contre la concurrence britannique par un droit général de 30 pour cent sur tous les mécanismes étrangers dont le fer et l'acier font partie. Nous reviendrons sur les effets généraux d'une telle protection dans l'État de New-York.

En 1853, New-York construisait et lançait 58 navires à vapeur et 186 à voiles; le tout jaugeant 68,414 ton.

Industries comparées de New-York et de l'Europe.

Lorsque l'on compare, sous un point de vue général, l'industrie manufacturière de New-York avec celle de la France et de l'Angleterre, on la trouve inférieure; elle ne peut s'élever à l'égalité que pour un petit nombre d'arts. Pour tous les autres, elle ne soutiendrait pas à termes égaux la concurrence. Il ne s'agit pas ici d'une énorme distance : dans son ensemble, l'industrie américaine est peut-être de vingt ans, de vingt-cinq ans en arrière de ses rivales d'Europe. Mais les habitants du New-York travaillent avec une ardeur infinie à raccourcir cet intervalle, et, par conséquent, à conquérir l'égalité.

J'ai signalé le progrès extraordinaire des populations agglomérées sur les points favorisés par les voies de communication. Ce qu'il faut se représenter, c'est l'activité de tous les arts nécessaires à la création de ces villes remplaçant d'humbles villages et doublant, en quinze ans, en douze ans, parfois en dix ans, le nombre de leurs maisons. Dans ces habitations, si rapidement multipliées, s'établissent de nouvelles industries, et pour le besoin des nouveaux habitants, et pour le commerce avec les lieux circonvoisins, et pour le commerce plus difficile à de vastes distances.

Parmi ces Anglais, ces Écossais, ces Allemands, ces Hollandais, qui débarquent en si grand nombre à New-York, tous ne sont pas agriculteurs; il en est qui savent travailler le bois, la pierre, le fer, le cuivre. Voilà ceux qu'appellent les villes en formation, Buffalo, Rochester, Syracuse, Utica, etc. Là, chacun peut devenir chef d'atelier, prospérer s'il a la moindre intelligence, et s'enrichir s'il unit l'ordre à l'activité.

Dans nos cités européennes, si l'on ajoute par année deux ou trois maisons à cent qui sont déjà bâties, cela suffit pour exercer tous les arts et leur donner la prospérité. Que doit-ce donc être en des cités animées d'une telle impulsion qu'elles érigent jusqu'à dix maisons pour cent déjà construites. Il faut chercher tous les moyens de suppléer aux bras qui manquent; il faut appeler la mécanique au secours, afin de travailler à moindre prix la pierre, les métaux et le bois. Pour l'apport des matériaux, la mer, les fleuves, les canaux, les chemins de fer, répondent aux besoins combinés de vitesse et d'économie. On élargit toutes les veines de ce vaste corps social; du sang nouveau s'ajoute sans cesse au sang vigoureux qui suffisait à la vie primitive; et le mélange est entraîné par une circulation à chaque instant plus rapide et plus féconde.

Ces phénomènes, déjà si remarquables, disséminés en vingt endroits de l'État de New-York, si l'on veut en connaître le plus vaste effet, il faut les contempler dans la grande cité commerciale et maritime.

Les vieillards de New-York peuvent se rappeler qu'il y a soixante années, leur ville natale ne comptait que 33,000 habitants; Philadelphie l'emportait de beaucoup sur elle, et l'on eût aisément compté trente ports d'Europe plus riches et plus populeux.

Londres, Liverpool, Bristol et Dublin; Marseille, Bordeaux, Nantes et Rouen; Lisbonne, Cadix et Barcelone; Gênes, Naples et Venise; Pétersbourg, Stockholm, Hambourg et Dantzick; Copenhague, Amsterdam, Rotterdam, Anvers : tous ces foyers de commerce étaient plus peuplés et plus opulents que New-York.

Mais ce dernier port avait une puissance de création, une ardeur, un génie d'entreprise, une félicité de position qui devaient le faire dépasser la plupart de ses rivaux avec une rapidité magique.

De tous les États de l'Union, les hommes actifs, èntreprenants et poussés par la passion du négoce affluent à New-York; c'est là que débarquent, au nombre de 200 à 300 mille par an, les émigrants européens, avant de se disperser dans les profondeurs de l'Ouest. La fleur des arrivants, industrieux ou savants, est retenue par la cité la plus opulente, par celle où des talents hors ligne peuvent espérer les plus hautes récompenses.

Le tableau suivant mérite une attention spéciale : il met au grand jour la puissance progressive que nous voulons faire apprécier,

PROGRÈS DÉCENNAUX DE NEW-YORK, MONTRANT L'INFLUENCE DE LA PAIX ET DE LA GUERRE SUR LA PROSPÉRITÉ DE CETTE VILLE.

ANNÉES.	POPULATION.	PROGRÈS DÉCENNAUX.	
1800......	60,489		
		59 pour cent.	10 ans de paix avec l'Europe.
1810......	96,373		
		28 pour cent.	3 ans de guerre contre l'Angleterre.
1820......	123,706		
		64 pour cent.	30 ans de paix avec l'Europe.
1830......	202,589		
		54 pour cent.	
1840......	312,710		
		65 pour cent.	
1850......	515,547		

Contraste éminemment remarquable offert par le demi-siècle qui vient de finir! La population de New-York, dans les vingt premières années, augmente seulement de 104 pour cent, et dans les vingt dernières de 150 pour cent. Ce surcroît de vitesse a lieu lorsque dans les campagnes le progrès, sans cesser, *est ralenti*. La surabondance de la vie se concentre auprès de la mer, dans le grand port du Nouveau-Monde, pour rayonner de là vers tous les points où l'Océan peut la transmettre.

Afin de faire bien comprendre aux habitants de l'ancien monde l'effet intérieur des accroissements que nous étudions, prenons pour terme de comparaison la cité la plus grande et la plus avancée du continent européen.

Populations comparées de Paris et de New-York.

	Paris.		New-York.
1817	713,966	1820	123,706
1851	996,262	1850	515,547
Progrès en 34 ans..	39 ½ p. 0/0		411 p. 0/0.

Divisons New-York, comme Paris, en douze arrondissements supposés égaux. Pour les 34 ans écoulés de 1817 à 1851, l'accroissement de la population serait :

Dans Paris, égal à....... 4 ¾ arrondissements.
Dans New-York, égal à.... 49 ¼ arrondissements.

A Paris, l'importance des constructions est dissimulée, parce qu'une grande partie s'opère en remplissant des espaces intérieurs, des cours, des jardins, etc. Une autre partie s'obtient en exhaussant des étages, en subdivisant les pièces, les appartements.

A New-York on s'étend sur l'île de Manhattan, qui se couvre de maisons. On avance à grands pas pour occuper ce qui reste de terrains disponibles encore ; la marine suit les travaux faits à terre.

Les usines, les magasins, les ateliers du commerce maritime, se déploient sur le littoral urbain. A l'ouest, les bateaux à vapeur, en nombre toujours croissant, sont rangés sur la rive de l'Hudson, dont les quais s'allongent suivant cette progression. Les navires à voiles bordent les quais de la rivière de l'Est et s'avancent vers *la baie du Sond*. Tout au nord de la cité, les maisons de luxe ont pris leur poste d'élite, comme à Londres dans le quartier de Westminster. La ville marchande, devancée sur ce point, reflue vers le midi. Elle passe la rivière du sud-est; elle fonde à la fois deux faubourgs ou plutôt deux nouvelles cités maritimes : c'est *Brooklyn*, qui touche à l'Hudson; c'est *Williamsbourg*, plus rapproché de la mer intérieure ou Sond qui sépare l'île Longue et la Nouvelle-Angleterre.

Brooklyn et Williamsbourg ne présentaient pas 4,000 habitants en 1810; maintenant, elles en réunissent plus de 125,000, et la terre circonvoisine permet des accroissements illimités.

Vers 1850, les constructions urbaines qui s'effectuaient chaque année pour New-York équivalaient à l'édification complète d'une cité de 40,000 habitants.

Ces travaux gigantesques sont accomplis sans intervention de l'État, sans encouragements publics, par le seul effet de l'énergie des citoyens, que favorise le flot montant de la fortune américaine.

Parallèle des trois ports les plus fréquentés de l'univers.

Nous pouvons maintenant apprécier les prévisions que De Witt-Clinton osait exprimer, il y a près de trente années, lorsqu'il entrevoyait l'époque où New-York serait la 3e, sinon la 2e ville maritime du monde civilisé.

TONNAGE DES NAVIRES ARRIVÉS DE L'ÉTRANGER À DES ÉPOQUES SÉPARÉES PAR INTERVALLES DE TRENTE ANS.

ANNÉES.	A LONDRES.	A LIVERPOOL.	A NEW-YORK.
	ton.	ton.	ton.
1823.........	785,529	504,520	173,075
1853.........	2,635,619	2,038,026	1,763,290
1883.........	8,847,146 ?	8,232,680 ?	17,964,422 ?

Que dit ce tableau, qui mérite une attention profonde? 1° jusqu'en 1823, Londres à lui seul faisait plus de commerce extérieur que Liverpool et New-York pris ensemble; 2° en 1853, Londres n'a plus cette absolue supériorité; cependant il reste encore le port le plus fréquenté par les navires qui viennent de tous les points du globe, et Liverpool continue d'occuper le second rang; 3° de 1853 à 1883, en admettant que le tonnage total des navires arrivés dans chacun des trois ports suive la progression des trente années précédentes, on aura les chiffres indiqués par ce signe hypothétique? Alors ce sera New-York auquel appartiendra la suprématie. Le tonnage des navires attirés par le commerce étranger y surpassera celui qu'en 1883 pourront réunir ensemble Londres et Liverpool.

Il ne faut, je le sais, hasarder de telles inductions qu'avec une extrême réserve, parce que l'avenir, même le moins éloigné, renferme souvent des causes nouvelles, ou le développement nouveau de causes précédemment inaperçues, qui portent le trouble dans les prévisions les plus plausibles. Mais il ne faut pas non plus que la pensée de perturbations inconnues empêche de faire usage des seuls moyens que nous ayons de préjuger un peu l'avenir, et surtout un avenir assez prochain.

Il y aurait folie à supposer que l'Angleterre ne cherchera pas tous les moyens de conserver la suprématie de ses ports et de son commerce. Elle emploiera, dans ce noble dessein, les ressources sans bornes de son génie, de sa constance et de son activité. Jamais le commerce du monde n'aura présenté de lutte comparable; aussi longtemps qu'elle restera pacifique, ses progrès, ses vicissitudes, seront favorables au genre humain et mériteront l'applaudissement des nations civilisées.

Pour revenir à New-York, une cause surtout pourrait ralentir ses progrès et l'empêcher d'atteindre à la suprématie commerciale : ce serait une guerre suscitée par les États-Unis contre l'Europe occidentale, cette guerre entre les nations les plus faites pour s'estimer, cette guerre que repoussent des deux côtés de l'Atlantique les amis éclairés de la civilisation.

C'est aux grandes cités commerciales, c'est à New-York, à Boston, à Philadelphie, à Baltimore, d'élever la voix; il leur appartient d'éclairer leurs aventureux compatriotes, pour conserver la paix entre des nations dont les citoyens, unis d'origine, rapprochés par les liens de la religion, du langage et de la civilisation, identifiés par tant d'intérêts communs de travail et d'échanges, devraient se considérer comme des amis indispensables à l'existence, à la prospérité les uns des autres.

Protection de l'industrie dans l'État de New-York.

Un savant écrivain, dans la *Revue d'Édimbourg*, a rendu compte des beaux travaux de M. Mac-Gregor sur la statistique et les progrès de l'Amérique. Il examine, au point de vue britannique, la protection accordée aux manufactures des États-Unis : il la blâme et s'efforce de la flétrir.

Il pose en fait que cette protection, par un contraste bizarre, eut contre elle la grande majorité des représentants de la Nouvelle-Angleterre, qui devaient en profiter énormément, et qu'au contraire elle eut pour elle la grande majorité des États du centre, qui devaient en supporter *le fardeau*. Une protection toujours croissante fut décidée dans le Congrès, en 1816, en 1824, en 1828, par les États de *New-York*, de New-Jersey, de Pennsylvanie, de Kentucky et d'Ohio : «la mesure, dit l'écrivain britannique, fut littéralement emportée par les votes des fermiers et des planteurs des États centraux : fermiers dont la prédilection pour le système américain était tout simplement *un suicide.*» C'est en 1847 que l'auteur s'exprimait ainsi.

Nos lecteurs verront par le pur exposé des faits ce qu'est devenu ce prétendu suicide.

Le savant écrivain reconnaît que la Nouvelle-Angleterre et surtout le Massachusetts ont largement profité de la facilité que donnent les lois protectrices, pour développer une industrie dont pourtant ils ne prévoyaient pas encore la grandeur. «Le reste des 18 millions de la nation la plus orgueilleuse et la plus irritable de la terre, des gens, dit-il, aux yeux desquels un dollar exigé pour le traitement d'un prêtre ou la liste civile d'un roi paraîtrait une oppression à repousser, en versant jusqu'à la dernière goutte de leur sang, ces gens-là sont contents de débourser pour le profit de leurs frères les Yankies[1] un tribut qui défrayerait la liste civile d'une douzaine de petits États d'Europe! Bien plus, ils ont forcé les mêmes Yankies à recevoir ce présent que la modestie de ceux-ci refusait.»

On essayera de faire connaître au lecteur un état de

[1] Ce nom s'entend partout des habitants de la Nouvelle-Angleterre.

choses que le savant d'Angleterre voit sous un jour si peu favorable. Il faut avant tout expliquer comment l'industrie des États-Unis peut lui paraître exiguë, et resserrée dans les mains de quelques rusés (*cunning*) *Yankies*.

Proportions pour mille des produits agricoles et des produits non agricoles exportés des États-Unis et des royaumes britanniques.

Exportations :	Des États-Unis dans l'univers.	Des États-Unis dans les royaumes britanniques.	Des royaumes britanniques aux États-Unis.
Produits agricoles..	833	970	14
Autres produits....	162	30	986
	1,000	1,000	1,000

Il est, à coup sûr, difficile de trouver deux nations dont les produits agricoles et manufacturiers soient dans des proportions plus opposées.

Les Anglais, en voyant arriver dans leurs ports une si faible partie des produits industriels que fabriquent les États-Unis, ont pris naturellement l'idée la plus restreinte des manufactures américaines; ils ont cependant reconnu les efforts de la Nouvelle-Angleterre et surtout du Massachusetts. Mais ils paraissent avoir supposé qu'en dehors de cette petite partie de l'Union américaine l'industrie était encore faible, pauvre et dans l'enfance.

De cette manière, les États du centre et de l'ouest se sont offerts aux économistes britanniques comme des contrées uniquement agricoles et qui consentaient sans compensation à consommer les produits industriels des *monopoleurs* de la Nouvelle-Angleterre. « *Le fardeau*, c'est la consommation des produits américains par les Américains, que le savant anglais appelle ainsi: le fardeau s'est trouvé, dit-il, porté par les États tributaires, avec cette stupide patience, ou plutôt avec cette complaisance qui s'applaudit elle-

même du désintéressement par lequel de vastes portions du monde ont l'habitude d'offrir leurs contributions au petit nombre des avisés et des fripons (*the canning few*). »

Il est vrai que, dès 1850, les six États de la Nouvelle-Angleterre fabriquaient ensemble pour *un milliard six cent quatre-vingt-un millions de francs* de produits d'industrie : c'est le fardeau dont il est parlé.

Mais ce dont les Européens n'avaient d'avance aucun soupçon, c'est que les cinq États du centre soi-disant exploités par l'industrie de la Nouvelle-Angleterre, loin d'être extrêmement au-dessous des producteurs *Yankies*, ces États, en 1850, allaient donner pour *deux milliards sept cent soixante et quinze millions* de produits manufacturés! En considérant leur réunion comme un peuple à part, qui comptait alors entre 8 à 9 millions d'habitants, ce peuple avait droit d'être classé parmi les nations industrielles les plus avancées après la France et l'Angleterre.

Ces vérités apparaîtront dans leur jour complet lorsque nous aurons expliqué la force productive des États du centre et de l'ouest. Nous sommes au New-York, commençons par exposer sa situation économique.

L'univers entier connaît la grandeur du commerce auquel s'est élevé cet État. Mais l'Europe ne connaît pas les progrès récents et rapides de son agriculture et de son industrie; il faut en indiquer la source.

Est-il vrai que l'agriculture des États du centre se soit volontairement et réellement *suicidée* pour protéger, non pas l'industrie des États du centre, mais celle du petit pays de Massachusetts? Jugeons-en par le New-York.

Son territoire surpasse en fertilité celui de la Nouvelle-Angleterre; ses procédés de culture tendent par degrés à tirer un plus grand parti de cet avantage, à ne plus appauvrir le sol, à multiplier les engrais, surtout les en-

grais minéraux. Une même superficie devient par là susceptible de nourrir un nombre croissant d'habitants.

En 1850, les fermes et les plantations du New-York mesuraient : 1° en terres améliorées par la culture, 5,021,542 hectares; 2° en terres laissées à leur fécondité primitive, pacages, bois, etc., 2,715,796 hectares.

Ces vastes contenances permettaient de nourrir une énorme quantité d'animaux domestiques. En voici la proportion par million d'habitants :

Chevaux.	Bêtes à cornes.	Bêtes à laine.	Race porcine.
144,965	602,971	1,114,885	328,449

L'agriculteur du New-York tire parti du riche marché que lui présentent les grands ports, les villes opulentes et les actives manufactures qui se multiplient à vue d'œil. Cette situation privilégiée nous explique le résultat suivant, que je fais sortir des faits observés en 1850 :

Valeur du bétail par million d'hectares des fermes et plantations.

Dans l'état de New-York........	50,775,400 francs.
Dans toute l'Union............	24,461,000

L'agriculteur du New-York possède un grand avantage sur celui des États de l'ouest, quand il faut approvisionner les côtes de l'Atlantique et fournir à l'exportation. Le dernier a contre lui le haut prix des transports, tandis que le premier se trouve, pour ainsi dire, à la porte du consommateur ou de l'armateur. Cette considération explique la grande plus-value des terres du New-York.

Valeur comparée d'un million d'hectares, améliorés ou non, compris dans les fermes et les plantations.

État de New-York.............	382,745,000 francs.
Les six États du nord-ouest......	171,116,400

Afin qu'on juge de la progression du prix de la terre dans le New-York, je citerai M.Warden, *Description des États-Unis*, t. II, p. 175, État de New-York : « *Valeur des terres et des maisons, telle qu'elle a été fixée par les assesseurs de la taxe directe.* En 1814, le prix moyen des terres, y compris les bâtiments, était de 14 dollars et demi par acre, 191 francs par hectare. » Augmentation depuis cette époque, cent pour cent.

Aux États-Unis, les propriétaires sont pour la plupart leurs propres fermiers. La ferme, d'étendue moyenne, n'est évaluée qu'à 16,300 francs en capital; c'est trop peu pour nourrir un maître oisif.

En Angleterre, on compte *un* propriétaire pour *douze* fermes beaucoup plus grandes que la ferme moyenne des États-Unis. De là l'opulence des possesseurs de la terre et des principaux fermiers dans la Grande-Bretagne.

Pour arriver à cultiver beaucoup de terres avec peu de bras, il faut que l'agriculteur américain appelle à son secours les moyens mécaniques les plus puissants et les instruments aratoires les plus perfectionnés. Le génie industriel de la nation est sollicité et récompensé par l'agriculture. L'Exposition universelle en a présenté des exemples, et nous avons soin de les mettre en lumière.

Passons à l'industrie manufacturière. Le recensement de 1840 constatait, comme produit des manufactures et des mines du New-York, une valeur de 292,963,000 fr., pour une population de 2,428,921 âmes.

Le recensement de 1850 offre un résultat infiniment plus remarquable. Dans le court espace de dix années, avec ou malgré l'influence de ces lois protectrices qui, selon la théorie de l'Angleterre, devaient être *le suicide* des Etats du centre et nommément du New-York, ce dernier État s'élève à produire, en objets manufacturés, une va-

leur de 1,258,769,000 francs!... Ce n'est pas tout : un tel progrès donne aux terres une énorme plus-value, à leurs produits un marché sans bornes, et l'agriculture prospère admirablement : voilà quel est le *suicide*.

Personne, en 1850, n'aurait osé porter à 10 milliards les produits manufacturés des trois royaumes britanniques; supposons-les de 11 milliards. Quelle serait, dans ce cas, la production manufacturière par million d'habitants?

Dans les trois royaumes britann.. 400 millions de fr.;
Dans l'État de New-York....... 410

On peut contester ces nombres; je serais heureux qu'on trouvât trop faible mon évaluation, réellement hypothétique, des produits industriels britanniques. Mais, quel que soit l'accroissement imaginé de ce côté, la production constatée pour l'État de New-York n'en reste pas moins une des plus importantes qu'offrent aujourd'hui les nations les plus avancées.

VIII. ÉTAT DE NEW-JERSEY.

Je serai bref sur ce petit État. L'Océan Atlantique le borne au sud-est, l'Hudson à l'est, le fleuve Delaware à l'ouest; enfin, au nord, il comprend une courte section des montagnes Bleues et leur versant occidental.

Superficie....................	2,154,790 hectares.
Population en 1850............	489,319 habitants.
Territoire pour mille habitants....	4,408 hectares.

Progrès de la population depuis le premier recensement décennal.

	Population.		Population.
Année 1790........	184,139	Année 1830........	320,823
—— 1800........	219,949	—— 1840........	373,306
—— 1810........	245,555	—— 1850........	489,319
—— 1820........	277,575		

Il a fallu quarante ans pour que New-Jersey doublât sa population. C'est un progrès un peu supérieur à celui de l'Angleterre : 15 pour cent tous les dix ans.

De 1840 à 1850, la population prend tout à coup un autre essor et s'accroît de 31 pour cent. L'immigration entre pour quelque chose dans cette accélération.

Origine comparée des populations en 1850.

Habitants nés aux États-Unis......	430,441	489,319
Étrangers.....................	58,364	
Individus d'origine non constatée...	514	
Proportion... Natifs des États-Unis.	88,615	100,000
Étrangers..........	11,385	

On sera frappé de voir qu'à la porte de New-York, où débarque l'immense majorité des étrangers, une aussi faible proportion soit attirée par le New-Jersey.

Nous en trouvons un premier motif dans la valeur considérable acquise par les terres assez médiocres de cet État; elle surpasse de beaucoup la valeur moyenne des terres dans les deux grands États limitrophes.

	NEW-JERSEY.	NEW-YORK.	PENNSYLVANIE.
Hectares améliorés.......	715,455	5,021,550	3,489,730
Valeur en francs........	640,580,000	2,961,279,500	2,178,023,400
Valeur moyenne par hectare	895 francs.	590 francs.	610 francs.

Il faut attribuer cette supériorité de prix à l'heureuse position des terres du New-Jersey, entourées par la mer et par deux fleuves, au voisinage des deux plus grandes cités de la Confédération : New-York et Philadelphie.

Les étrangers peu riches, qui trouvent dans l'Ouest des terres fécondes à 17 francs l'hectare, aiment mieux aller

au loin les défricher, plutôt que d'acheter des terres assez ingrates qu'il faut payer cinquante fois plus cher.

En 1850, sur 128,740 adultes, on n'en trouvait que 32,834 employés par l'agriculture du New-Jersey.

Le travail des champs, on le voit, n'entre que pour *un quart* dans la population totale. Concluons-en que le grand essor pris par cette population entre 1840 et 1850 appartient avant tout à l'industrie.

Produit des mines et des manufactures.

En 1840....................	62,852,400 francs.
En 1850....................	212,081,000 francs.

Même en admettant beaucoup d'omissions en 1840, la différence est si grande qu'il reste un progrès énorme et qu'on ne peut contester pour les années suivantes.

Deux canaux ont été construits, afin d'ajouter à l'avantage naturel de la ceinture aquatique formée par la mer, la Delaware et l'Hudson.

Le premier, le canal Morris, complète cette ceinture pour la frontière de terre. Il part de l'Hudson, près de Jersey, en face de New-York; passe à Newark, la principale cité manufacturière, puis à Patterson, la plus importante après Newark. Par ce canal, la houille de Pennsylvanie est apportée très-économiquement aux villes qui viennent d'être citées, ainsi qu'à New-York.

C'est de 1824 à 1836 qu'on a construit le canal Morris, dans un parcours de 163 kilomètres. On l'avait ouvert en petite section; les accroissements du commerce ont obligé d'adopter les grandes dimensions du canal Érié.

Lorsqu'on veut communiquer par mer de New-York à Philadelphie, il faut faire un long détour; il faut longer toute la côte sud-est du New-Jersey, entrer dans la Dela-

ware, subir les sinuosités de ce fleuve et parcourir une distance totale de 400 kilomètres; tandis que la voie directe entre ces deux ports n'égale pas 140 kilomètres.

Un canal ayant seulement 36 kilomètres d'étendue coupe par le milieu le territoire de l'État, en sa partie la plus étroite. Il débouche au nord dans les eaux de New-York, près de l'île des États; au midi, dans la Delaware, au point où, dans ce grand fleuve, s'arrête le flux de la mer. En suivant ce canal, on navigue en ligne droite de New-York à Philadelphie, et la route aquatique est raccourcie des deux tiers.

Pour ajouter à ces moyens de prospérité, onze chemins de fer sillonnent en tous sens le petit État de New-Jersey; à la fin de l'année 1854, ces chemins présentaient un parcours de 657 kilomètres. La dépense occasionnée par ces voies ferrées s'élève à 61,600,000 francs.

Ce qui doit doubler, aux yeux des hommes sages, la valeur des sacrifices faits en si peu d'années pour créer de telles voies de communication, c'est que le New-Jersey les a supportés *sans s'obérer par aucune dette.*

Voilà, suivant moi, l'immense supériorité de ce petit État, mis en parallèle avec la grande république de Pennsylvanie; mais n'anticipons pas sur l'ordre des faits.

Quelques mots, maintenant, sur la population et sur l'industrie des villes déjà mentionnées.

La *Cité* de *Jersey*, Jersey-City, serait au rang des villes les plus considérables si elle ne faisait partie d'un autre État que New-York. Bâtie sur une langue de terre avancée dans l'Hudson, entre deux baies, on l'aurait rendue, comme Birkenhead en face de Liverpool, susceptible de recevoir en grand nombre les navires qui surabondent le long des quais de New-York et de Brooklyn. Malgré la beauté de sa position, Jersey, vivifiée par un

canal et des chemins de fer, ne comptait, en 1850, que 6,836 habitants; ajoutons toutefois qu'en 1840 elle en avait moins de moitié.

Bien plus remarquable à tous égards est la cité de *Newark*, à 12 kilomètres de Jersey, et par conséquent de l'Hudson; elle communique avec ce fleuve et par le canal Morris et par la rivière Passaïque, laquelle débouche au sud-ouest dans la baie de New-York.

Il n'y a pas encore deux siècles, une compagnie de marchands britanniques acheta des sauvages, pour 3,250 fr., 12 couvertures et 12 fusils, le territoire qui forme à présent le comté de Newark. En 1850, la seule valeur des terres améliorées par la culture surpassait 35 millions de francs. Ce n'est pas tout : dans la même année, le produit des manufactures du comté, j'ai presque dit de Newark seul, s'élevait à 87 millions : ces deux valeurs démontrent les prospérités simultanées et fraternelles de l'agriculture et de l'industrie dans l'État de New-Jersey.

Nous comprendrons maintenant les progrès de la ville même de Newark, exprimés par les nombres qui suivent :

Années.....	1830	1840	1850	1853
Population.	10,950	17,290	38,894	45,500

Newark reçoit par le canal Morris la houille, le fer et le minerai de zinc; cela lui permet d'accroître avec rapidité ses usines pour le travail des métaux et la construction des machines.

A l'Exposition universelle de 1851, l'attention était vivement frappée par une masse d'oxyde rouge de zinc dont le poids s'élevait à 7,500 kilogrammes. Cette masse était présentée par la compagnie formée pour l'exportation et l'extraction des mines de Newark; elle provenait de la montagne de Sterling. Cette montagne, dont la

base est de formation granitique, fait partie de la grande ceinture minérale (*mineral belt*) vers la côte atlantique du nord de l'Amérique. D'énormes masses de minerai de zinc se présentent à l'extraction au-dessus du niveau des eaux voisines.

A 23 kilomètres de Newark s'élève la ville de *Patterson*, favorisée par le canal Morris et la rivière Passaïque. Elle est au pied d'une chute d'eau de 22 mètres que présente cette rivière appréciée, il y a plus de soixante ans, par un grand ministre américain. Hamilton, le promoteur du système protecteur de l'industrie aux États-Unis, avait indiqué cette situation comme la plus propre à commencer la création de vastes usines qui pussent rivaliser avec l'Angleterre : c'était trop tôt..... Une première compagnie l'entreprit avec un capital de 5 millions de francs; mais, traversée par mille obstacles, elle n'aboutit qu'à la ruine. Plus tard, à l'époque où le Massachusetts donna l'exemple du succès, on reprit la pensée d'Hamilton : la prise d'eau fut systématisée; de grandes usines furent établies, et maintenant elles prospèrent. Dès 1850, le comté de Passaïque, dont Patterson est le chef-lieu, a donné pour 22,500,000 francs de produits.

Cette ville, qui ne comptait en 1840 que 7,596 habitants, en possédait, dix ans plus tard, 11,344. Ce nombre s'accroît avec rapidité.

La compagnie établie à Trenton, sur la Delaware, à l'extrémité du canal le plus direct entre Philadelphie et New-York, a reçu la médaille de prix pour l'excellence de sa tréfilerie et de quelques autres produits en fer.

L'État de New-Jersey, si digne d'être cité pour ses produits matériels, est encore plus estimable pour la culture des intelligences. Un des premiers établissements d'instruction publique, le collége de Nassau, fondé dès 1738,

a répandu les connaissances littéraires dans cette classe éminente de citoyens, fondateurs de l'indépendance américaine. L'instruction populaire a marché plus tard.

Parallèle des adultes de 20 ans et plus : 1850.

	Blancs.	Affranchis.	Étrangers.
Qui ne savent pas lire et écrire......	14,248	4,417	5,878
Qui savent lire et écrire............	451,261	23,810	58,364
Proportion pour cent ne sachant rien.	3	19	10

IX. ÉTAT DE PENNSYLVANIE.

Guillaume Penn a fondé la colonie qui, sous le nom de *Pennsylvanie,* rappelle en premier lieu cet illustre ami de l'humanité, puis les forêts, *sylvæ,* dont était couvert le pays lorsqu'il en obtint la concession.

La constitution coloniale rédigée par Guillaume Penn, en 1682, était la plus éclairée, la plus humaine et la plus tolérante qu'on eût accordée dans le Nouveau-Monde, après celle du Maryland. Afin de favoriser le peuplement, à quiconque n'était pas assez riche pour payer même au plus bas prix une propriété foncière, Penn accordait 20 hectares de terre, moyennant la rente minime de 5 francs par année. La tolérance était garantie *à tous les cultes;* l'éligibilité des citoyens assurée pour tous les emplois; l'institution des juges de paix était fondée, pour prévenir les procès; deux fois par an, *une cour des orphelins* était tenue, dans chaque comté, pour veiller aux droits, aux intérêts des orphelins et des veuves! A côté de ces bienfaits remarquons une autre disposition née du désir de favoriser l'industrie et de bannir l'oisiveté : à douze ans, tout enfant était obligé d'apprendre un métier ou de choisir une profession commerciale. L'auteur de l'*Émile* a cru devoir adopter cette prescription pour son élève.

Topographie et Population.

La Pennsylvanie a la forme d'un long rectangle orienté; déjà nous avons remarqué sa frontière du nord, frontière commune avec le New-York. Au midi, l'arc parallèle de la terre qui marque le 39ᵉ degré la sépare de trois États : la Delaware, le Maryland et la Virginie. A l'ouest, l'arc méridien marqué par 80 degrés de longitude la sépare de l'État d'Ohio et de la Virginie, dans une longueur de 230 kilomètres. La Pennsylvanie est baignée par le grand lac Érié suivant une frontière oblique longue seulement de 50 kilomètres. Enfin du côté de l'est, elle est principalement limitée par le fleuve Delaware

Superficie....................	11,913,486 hectares.
Population en 1850...........	2,311,786 habitants.
Territoire pour mille habitants..	5,156 hectares.

La Pennsylvanie n'a pas 20 habitants par 100 hectares, et notre pauvre département des Landes en a 32.

PROGRÈS DE LA POPULATION PENNSYLVANIENNE, DEPUIS 1790.

ANNÉES.	POPULATION.	ACCROISSEMENT pour 1000.	ANNÉES.	POPULATION.	ACCROISSEMENT pour 1000.
1790....	434,373	387	1820....	1,049,458	284
1800....	602,361	345	1830....	1,348,233	279
1810....	810,091	296	1840....	1,724,033	347
1820....	1,049,458		1850....	2,311,786	

De 1790 à 1820, l'accroissement décennal se ralentit par degrés; il se relève de 1820 à 1830 par l'essor que prend l'industrie. De 1830 à 1840, les embarras financiers de l'État concourent avec la diminution qu'éprouve le pro-

grès numérique de la population; enfin de 1840 à 1850, ce progrès devient plus rapide qu'il ne l'avait été depuis l'origine du siècle. L'immigration contribue pour quelque chose à ce dernier résultat; cependant, il faut remarquer qu'elle est bien moindre en Pennsylvanie qu'en New-York: lors du dernier recensement, par 100,000 habitants, il y avait seulement 12,756 étrangers.

Dans la Pennsylvanie l'on a trouvé, lors du même recensement, que l'agriculture occupe en tout 30 adultes sur cent. Le reste est employé par les travaux d'industrie de navigation et de commerce.

Cette proportion révèle un état déjà très-avancé des professions autres que l'agriculture. Aussi voyons-nous qu'à la même époque l'ensemble des objets manufacturés dans les ateliers vaut 827,782,400 francs. Produits d'industrie *par million d'habitants :* 358 millions de francs.

Si l'on compare ce résultat à celui du même ordre qu'offre l'État de New-York, on le trouve inférieur d'un huitième. Telle est la rapidité des progrès aux États-Unis, que cette infériorité ne représente pas *trois années;* c'est-à-dire qu'à nombre égal d'habitants, la valeur des produits manufacturés dans la Pennsylvanie en 1850 était supérieure à celle que présentait le New-York en 1847.

On voit par là combien ces deux États se suivent de près dans la vive et féconde émulation qui les anime.

La Pennsylvanie n'a que deux grandes cités industrielles : à l'est, Philadelphie; à l'ouest, Pittsbourg.

Philadelphie.

Philadelphie, *Φιλαδελφια*, la cité de l'*amitié fraternelle*, fondée par l'illustre chef de la *Société des Amis*, n'est pas, comme New-York, riveraine de l'Atlantique. Il faut

remonter la Delaware à 200 kilomètres pour arriver à cette capitale de la Pennsylvanie.

Parmi les beaux monuments de Philadelphie, on distingue d'abord l'hôtel de la monnaie, établissement fédéral, dont l'importance est infiniment augmentée depuis la découverte de l'or en Californie; ensuite le palais de la bourse, l'hôtel de la banque de Pennsylvanie et l'hôtel qu'occupait la banque des États-Unis.

Après ces grands édifices, construits en marbre et décorés de colonnes monolithes, on peut citer encore l'hôtel du banquier Girard, un des plus grands capitalistes que l'Amérique du Nord ait enrichis. Pour donner une idée de sa fortune et de sa bienfaisance, nous citerons le collége qu'il a fondé pour élever et pour instruire *les orphelins*, au moyen d'une dotation de 10,600,000 francs!

Citons avec un vif intérêt l'*Asile naval* de la confédération; il peut contenir 400 serviteurs de la patrie.

Arrêtons-nous devant la maison de l'État (State-house), construite en 1725. La simplicité de son architecture est digne du berceau d'un peuple affranchi non par la richesse, mais par la vertu. Là siégeait l'assemblée qui proclamait, le 4 juillet 1776, l'indépendance américaine; là fut rédigée, en 1787, la constitution qui régit encore aujourd'hui la confédération des États; là siégea le congrès de l'Union jusqu'à l'année 1800.

On a conservé sans la moindre altération la salle à jamais consacrée par ces glorieux souvenirs.

Benjamin Franklin.

Rien ne serait plus intéressant que le tableau raisonné des institutions de bienfaisance et d'instruction publique qui placent Philadelphie parmi les cités éminentes du

monde civilisé; à chaque instant elles rappellent l'homme illustre dont le talent a classé son pays parmi les rares nations où se produisent les découvertes du génie. Lorsqu'il faisait la première expérience par laquelle la science moderne a constaté l'identité de ces fluides merveilleux, l'électricité de la terre et l'électricité céleste manifestée par la foudre, Franklin habitait Philadelphie. C'est là qu'il imaginait le système de ses paratonnerres pour préserver contre le feu du ciel les habitations de l'homme; enfin, c'est là que, ramenant son cœur et sa pensée vers les intérêts de la vie commune, il faisait naître l'esprit d'association pour créer chez un peuple pauvre encore les établissements les plus chers à l'humanité.

Dès 1750 il aidait à la fondation du grand hôpital de Pennsylvanie, construit en 1755; dans cette dernière année, il concourait à la création d'une université. Quinze ans plus tôt, son zèle éclairé avait fait établir a *Société philosophique américaine*, pour la culture et le perfectionnement des sciences physiques. Franklin encore, l'imprimeur et le libraire, avait fait naître l'association bibliophile de Philadelphie : *Philadelphia library company*. Cette association, sans exemple pour sa grandeur et sa durée, ne possède aujourd'hui pas moins de 60,000 volumes.

Voilà quelques-unes des créations auxquelles le zèle fécond de Franklin a donné naissance. Quatre-vingts ans plus tard, 3,000 manufacturiers, commerçants et chefs d'ouvriers se sont réunis pour former une association consacrée à l'application des sciences aux arts. L'esprit du maître les animait : aussi, pour témoigner leur gratitude, ils se sont formés sous le titre d'*Institut de Franklin*.

Cet imprimeur infatigable, ce moraliste qui faisait servir la presse périodique à l'enseignement des vertus publiques et privées, aussitôt que la guerre éclata contre

la France, en 1757, dans l'année même où l'on suivait ses plans pour le collége et pour l'hospice, il élevait sa pensée jusqu'à la conception d'un gouvernement fédéral : il en proposait le plan raisonné, conçu pour grouper des colonies alors fidèles, alors dévouées à l'Angleterre. Le président, le congrès, l'unité suprême et la puissance d'action, tout s'y trouvait heureusement combiné. Vingt ans plus tard, cette belle conception devait recevoir la vie pour la conserver à l'indépendance américaine : la métropole rejette un secours qui lui fait ombrage!... Après la paix de 1763, on voit commencer la longue dissidence entre les colonies du nord et le Gouvernement britannique. Qui représentera les opprimés? Quel esprit positif, actif, souple, éloquent, pourra suffire à les défendre devant la mère patrie?... Ce sera Franklin! Franklin devancé déjà dans l'Europe par la gloire d'une grande découverte, répandue d'un monde à l'autre on dirait presque avec la rapidité du fluide qu'a maîtrisé le savant américain!

Un seul homme d'État, à Londres, appréciera la portée politique de l'illustre chargé d'affaires. Le grand lord Chatham rendra de lui témoignage pour repousser, en plein parlement, le dédain que des ministres médiocres témoignaient à ce futur homme d'État qui devait un jour rallier à son génie les volontés, les lois, les sacrifices de treize peuples déjà mûrs pour la conquête du plus précieux trésor des nations : la possession d'elles-mêmes...

A la veille de sa grande révolution, la France a vu Benjamin Franklin exercer sur Paris l'influence inexprimable d'un mélange de qualités qui se complètent d'autant mieux qu'on les croit moins conciliables dans un même caractère. Une rondeur sans apprêt, exempte de façons vulgaires, montrait à la cour la simplicité du *Bonhomme*

Richard; à l'Académie, le génie d'un inventeur; à la ville, à Paris, la finesse de Socrate et sa morale supéricure: mieux que le sage d'Athènes, il évitait d'offenser des amours-propres qui se vengent, même par la ciguë, dès qu'ils le peuvent. Voilà comment l'envoyé de Philadelphie réunissait tous les suffrages.

Depuis la mort d'un si grand citoyen, sur tous les points de l'Union s'est manifestée la gratitude nationale pour le bienfaiteur de la patrie américaine.

Dans neuf États souverains, autant de comtés ont reçu le nom de cet homme illustre; et quatre-vingt-dix villes à territoires (townships), depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique, ont voulu porter ce nom révéré.

Commerce et navigation.

Les États-Unis procédaient à leur premier dénombrement lorsque Franklin terminait à Philadelphie sa bienfaisante carrière, en 1790. Cette ville accusait alors 42,520 habitants; aucune cité des États-Unis, et pas même New-York, ne l'égalait en population; Philadelphie était en réalité la capitale de l'Union américaine.

Le commerce de la Pennsylvanie, qui se réduisait à celui de sa principale cité, occupait le premier rang. On en jugera par le tableau des *exportations*, faites en 1791, pour les six États les plus importants :

	francs.		francs.
Pennsylvanie......	18,348,737	Massachusetts....	13,454,886
Virginie.........	16,718,819	New-York.......	13,379,183
Caroline du Sud..	14,382,051	Maryland.......	11,989,950

Après soixante-quatre ans de progrès considérables, les rangs sont changés; *une révolution commerciale est accomplie.* Le tableau suivant en donne la mesure :

Exportations des neuf États les plus commerçants, en 1855.

	francs.		francs.
New-York.	607,324,700	Maryland.	55,513,800
Louisiane.	188,649,600	Californie.	43,916,700
Massachusetts. . .	150,539,600	Georgie.	40,286,400
Alabama.	76,204,800	*Pennsylvanie*. . . .	33,504,970
Caroline du Sud.	67,819,400		

Ainsi, la Pennsylvanie, en deux tiers de siècle, s'est vu devancée par huit États pour l'étendue des exportations. Il est juste de remarquer que les importations ne présentent pas un renversement aussi défavorable.

IMPORTATIONS LES PLUS CONSIDÉRABLES.

	1821.	1851.	1855.
New-York.	126,180,173	655,958,512	879,886,600
Massachusetts.	79,134,749	174,699,846	240,907,500
Pennsylvanie.	43,668,643	75,661,184	81,755,800

Le lecteur prendrait une idée trop inférieure de la prospérité présente de Philadelphie, s'il s'en rapportait aux seuls indices du commerce extérieur. Nous jugerons mieux de sa puissance navale par le tonnage des navires dont ce grand port avait la possession dès 1853 :

Long cours. . . .	74,387[t]	Total.	258,278 tonneaux.
Cabotage.	183,891		

Sur ce total, 26,134 tonneaux appartiennent aux navires à vapeur. Trois ports seulement, New-York, Boston et la Nouvelle-Orléans possèdent un plus grand tonnage.

On ne prendrait pas non plus une idée juste de l'importance qu'a le commerce extérieur de la Pennsylvanie si l'on ne consultait que les sorties pour l'étranger. Le grand

effet d'un port prépondérant tel que New-York aux États-Unis, tel que Liverpool dans la mer d'Irlande, a pour effet d'attirer à lui les produits des autres ports. Ils sont choisis là par les étrangers, qui portent leurs marchandises au marché principal d'où le cabotage les dissémine.

On ne doit pas croire que Philadelphie n'ait point fait de grands efforts afin de rivaliser avec New-York et de n'être pas écrasée dans la concurrence. Nous en offrirons la preuve éclatante lorsque nous expliquerons les voies de communications ouvertes en Pennsylvanie. Donnons avant tout une idée de l'industrie.

Industrie. Force productive de Philadelphie et d'autres cités.

A l'exception de New-York, la cité de Philadelphie l'emporte sur toutes les autres pour la valeur générale de ses produits manufacturés : recensement de 1850.

New-York	90,382,015 fr.
Philadelphie	61,869,871
Boston	32,013,869
Baltimore	24,540,014
Cincinnati	20,790,243

Par mille habitants...	Philadelphie.....	971,592
	New-York.......	935,802

L'ingénieur Olivier Evans.

Si le New-York est fier de présenter Fulton parmi les hommes qui sont l'honneur de son industrie, la Pennsylvanie peut présenter le précurseur de Fulton, et son égal pour le génie de la mécanique.

Dès 1790, Olivier Evans, établi d'abord dans le Delaware et finalement à Philadelphie, avait inventé et mis en

pratique son système complet de *minoterie automatique*. Par le mécanisme de cet éminent ingénieur, il suffisait que le blé fût versé dans une première trémie, pour qu'il reçût, sans intervention d'une main quelconque, le nettoyage, le criblage, la mouture, le blutage, etc.[1]. Après les travaux d'Arkwright, c'était le premier exemple de ces enchaînements d'opérations que les Anglais et les Français ont rendus si célèbres pour des opérations manufacturières dont nous avons signalé les principales en parlant du Royaume-Uni. Afin d'être complétement équitable, faisons remarquer qu'un autre Américain, Thomas Ellicot, partage avec Olivier Evans l'honneur de cet avancement des arts mécaniques. (Voyez le savant rapport du général Poncelet; VI[e] jury, tome III, pages 311 à 345.)

Evans est, après James Watt, l'auteur de la plus grande innovation dans l'usage de la vapeur. On lui doit l'invention des machines à *haute pression*, si précieuses pour la force développée avec un appareil de peu de poids et de volume. Cet avantage les a rendues précieuses à bord des navires : aussi sont-elles d'un grand usage, surtout dans la navigation du Mississipi et de ses affluents.

Olivier Evans, il y a plus de cinquante ans, avait construit une locomotive à vapeur qu'il faisait marcher sur des chemins ordinaires. Il a conçu et mis en pratique les appareils générateurs composés d'un grand nombre de tuyaux d'un faible diamètre; tuyaux qui présentent une surface considérable à la chaleur et favorisent d'autant la vaporisation de l'eau qui les traverse. Il est remarquable qu'on ait fait ces découvertes dans la ville américaine qui

[1] Antérieurement, un autre Américain, dont le nom reste inconnu, avait découvert le système si remarquable de la taille oblique des meules, suivant des règles à la fois savantes et pratiques. C'était un heureux exemple du génie américain pour l'application de la mécanique aux arts.

devait surtout prospérer par le développement des industries où le feu sert d'agent principal.

Filatures et tissages.

Dans la Nouvelle-Angleterre, la filature et le tissage du coton doivent leurs progrès et leurs succès à l'application de la force hydraulique. Dans la Pennsylvanie, cette force est moins employée, et la force du feu l'est davantage pour le même genre d'industrie.

Le poids total des cotons en laine ouvrés dans la Pennsylvanie s'élève à 8,012,550 kilogrammes. Ce chiffre nous permet un rapprochement digne d'attention.

Coton mis en œuvre par million d'habitants, année 1850.

Dans la Pennsylvanie.......	3,465,955 kilogrammes.
En France...............	1,670,593

La grande différence entre les deux contrées, c'est que la France se distingue dans la production des tissus de qualité moyenne et superfine, tandis que la Pennsylvanie borne encore son ambition à produire des fils de coton communs, destinés à des tissus d'un prix modéré.

Cet État serait vaincu par l'Angleterre, et ses nombreuses usines où l'on met en œuvre le coton seraient immédiatement renversées par la supériorité de la Grande-Bretagne, sans le droit de 30 p. o/o que supportent les fils et les tissus d'une rivale redoutable.

Mais la Pennsylvanie ne peut obtenir de travailleurs pour ses filatures qu'en payant 96 francs par mois chaque ouvrier pour vingt-cinq jours de travail, lorsque les Anglais ne les payent en moyenne pas plus de 60 francs. *Aux États-Unis la classe ouvrière est beaucoup plus à son*

aise, et la faible dépense qui naît des droits sur les cotons étrangers est largement compensée par ce bonheur populaire.

La Pennsylvanie s'adonne également à la mise en œuvre de la laine; le produit total de cette industrie est à fort peu près égal au produit des cotons ouvrés.

Les grandes fabrications de la Pennsylvanie en général sont celles où le combustible entre comme agent considérable : la construction des machines et les autres arts métallurgiques, la verrerie, la céramique, etc.

Port et cité de Pittsbourg.

Sur les bords de l'Ohio, le grand affluent oriental du Mississipi, au centre d'un immense gîte de houille, à proximité d'abondants minerais de fer, Pittsbourg a toutes les conditions que peut souhaiter une cité manufacturière. Voici le progrès du nombre de ses habitants :

Années..........	1800	1820	1840	1850
Population.....	1,565	7,248	21,115	46,601

En 1860, Pittsbourg aura cent mille habitants, qui rivaliseront avec Birmingham.

Dès 1850, le comté dont Pittsbourg est le grand foyer d'industrie fabriquait pour 89,094,000 francs de produits; ils étaient obtenus en grande partie par l'action du combustible et la mise en œuvre des métaux.

Pittsbourg est le centre de la navigation pennsylvanienne sur l'Ohio. En 1853 elle occupait *une flotte à vapeur* de 71,985 tonneaux : aucun port du vaste bassin du Mississipi n'approche d'un pareil tonnage. Dans la même année l'on avait construit à Pittsbourg 34 navires à vapeur!... Voilà de très-grands résultats.

Combustibles minéraux de la Pennsylvanie.

Il est un fait digne de remarque. Depuis le premier établissement de Guillaume Penn, il s'est écoulé cent vingt-cinq années avant que les habitants reconnussent la plus précieuse richesse de leur territoire et l'usage qui la devait rendre d'un prix inestimable : je veux parler du genre particulier de charbon minéral, dépourvu de bitume, qui brûle sans fumée et qu'on appelle *anthracite.*

La partie orientale des montagnes Alleghanies, celle qui se rapproche de la Delaware, offre les gîtes les plus abondants de ce combustible; c'est surtout la Pennsylvanie qui les possède. Au delà, vers l'ouest, s'étend un immense bassin de houille bitumineuse, qui se prolonge à travers la vallée du Mississipi.

En 1768, la famille de Guillaume Penn a concédé presque en entier les terrains sous lesquels gît l'anthracite, sans que le soupçon des richesses minérales qu'ils recélaient ait motivé la moindre plus-value. Cette concession fut faite pour la misérable somme de 53,400 fr. Vers la même époque, on commençait à reconnaître en quelques points la présence de l'anthracite; mais on était loin de soupçonner qu'il en pût résulter un jour la fortune de Philadelphie.

Dès 1789 on connaissait dans le comté de Schuylkill l'existence de ce genre de combustible. La difficulté qu'on éprouvait à le faire brûler avait empêché qu'on l'employât dans les ménages avant l'année 1806, époque où l'on a connu la manière de s'en servir; bientôt on a distingué ses précieuses qualités. Le grand avantage de l'anthracite, dans l'enceinte des cités, est de brûler sans exhaler une fumée qui soit chargée de particules de charbon.

C'est surtout à Philadelphie qu'on jouit de cet avantage. Au lieu d'être noircie par une insupportable fumée, comme Londres, Manchester, Birmingham et tant d'autres villes britanniques, la capitale de la Pennsylvanie offre des maisons d'un aspect aussi charmant pour la vue que les cités d'Italie. On jouit de cette propreté, de cette beauté, malgré l'immense consommation d'anthracite que les habitants font aujourd'hui pour la vie commune, pour les ateliers et pour les manufactures.

L'usage de l'anthracite est extrêmement précieux en temps de guerre; il ne trahit pas les navires à vapeur par ces colonnes de fumée qu'on aperçoit à des distances énormes quand on fait emploi d'un autre charbon minéral.

Il y a déjà huit années, Philadelphie recevait annuellement au moins 750 millions de kilogrammes de houille. Une grande partie servait à l'industrie pour laquelle on a surnommé cette cité le *Birmingham américain.*

Le sol qui recèle un si précieux combustible, dans le pays montueux des Alleghanies, est stérile, rocheux, abrupte; quand on ignorait sa richesse souterraine, on l'appelait *le désert de saint Antoine.* Ce désert surpasse en étendue 100,000 hectares.

Grâce aux voies de communication dont nous allons parler, on tirait de ce territoire, dès l'année 1847, trois millions de tonnes d'anthracite; huit ans après on en tirait six millions. Il faut une flotte marchande pour transporter ce combustible dans tous les États du littoral atlantique.

Voies de communication en faveur de la houille.

Aussitôt après la fin de la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre, en mai 1815, la législature de Pennsylvanie autorisa deux associations à reprendre : 1° la cana-

lisation de la rivière Schuylkill; 2° l'union de cette rivière à la Susquéhannah, par un canal à point de partage.

A cette époque, on ignorait ce qui devait faire la fortune de la navigation perfectionnée du Schuylkill : c'était l'existence de vastes gisements d'anthracite cachés au sommet de cette navigation. Plus tard on a donné le nom significatif de *Port-Carbon*, au port supérieur qui la termine, à 173 kilomètres de Philadelphie.

Cette importante canalisation n'a pas moins de 119 écluses pour racheter une pente totale de 186 mètres[1].

Les premières constructions ont été très-économiques C'est seulement en 1817 que les travaux ont commencé ils n'ont été terminés qu'en 1827.

L'anthracite, sur laquelle on ne comptait pas dans l'origine, a fait promptement la fortune de ce canal.

	Anthracite transportée.	Revenu du canal.
1827..............	31,682[t]	256,047
1837..............	533,003	3,089,718

Deux autres canaux servent au transport de la houille tirée des montagnes Bleues. Le premier est latéral à la rivière Lehigh, affluent de la Delaware; il atteint ce fleuve en face d'Easton, ville où finit le canal Morris, qui commence en face de New-York : si l'on descend la Delaware, on arrive à Philadelphie. Un autre canal, au nord des deux précédents, part de la région centrale de *Lackwannah*, se termine à la Delaware supérieure, et se rattache au canal qui conduit de la Delaware à l'Hudson.

L'industrie particulière, toujours si bien avisée sur les entreprises vraiment profitables, s'est chargée de construire ces trois canaux. L'État, à simple titre d'encourage-

[1] Dimensions des parties du canal qui longent le Schuylkill : largeurs, à la ligne d'eau, 12^{m},20; au plat fond, 8^{m},54; profondeur d'eau, 1^{m},22.

ment, s'est contenté de souscrire pour une si faible part qu'elle mérite à peine d'être mentionnée. Il n'a pas eu tant de réserve pour des entreprises *ruineuses*.

Nous donnerons une idée du transport de la houille par les trois voies navigables, en citant les chiffres suivants, relatifs à l'année 1851 :

	tonnes.
Pour 298 machines à vapeur employées dans les mines.	415,000
Consommations du peuple dans le pays houiller......	250,000
Tonnes de houille transportées sur les marchés......	4,383,295
Quantité totale d'anthracite extraite en 1851..	5,048,295

En 1820, la houille apportée sur les marchés ne s'élevait qu'à 500 tonnes : ce progrès est admirable. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les compagnies dont l'active industrie a produit un tel résultat ont fait fortune.

Canaux entrepris par l'État de Pennsylvanie.

Aux entreprises prospères de l'industrie privée opposons les entreprises onéreuses que l'État a prises à sa charge. Aussitôt que New-York eut résolu de communiquer avec les lacs du Nord, Philadelphie ne voulut pas céder à sa rivale un si grand moyen de concurrence; mais elle avait à surmonter de bien autres difficultés.

Pour communiquer par eau de Philadelphie avec le lac le moins éloigné de tous, le lac Érié, il faut d'abord descendre la Delaware et parcourir le canal qui joint ce fleuve à la baie de Chesapeake. On se trouve alors en face de l'embouchure d'un autre fleuve, le plus important de la Pennsylvanie; c'est le *Susquéhannah*. Son cours est extraordinaire : il traverse perpendiculairement deux rangées des montagnes Bleues, à Harrisbourg, à Pétersbourg; ensuite il tourne au nord, puis au nord-ouest, et tra-

verse la chaîne la plus occidentale des Alleghanies, pour quitter la Pennsylvanie encore très-loin du lac Érié. Tel est le fleuve, au parcours si contourné, dont toute la partie intermédiaire est encaissée par une quadruple chaîne de montagnes peu peuplées et d'une médiocre fertilité.

Il a fallu des travaux et des dépenses énormes pour établir un long canal parallèle à ce fleuve, sans espoir raisonnable d'en tirer, avant de longues années, un revenu considérable. Pour en accroître le produit, un embranchement capital part du point où le Susquéhannah sort des montagnes Alleghanies, suit un des affluents du fleuve Alleghany, avance vers l'ouest, traverse trois faîtes, et tourne vers le midi pour descendre à la rivière si célèbre de l'Ohio, le plus bel affluent oriental du Mississipi. Le canal atteint cette rivière à Pittsbourg.

Si l'on s'était borné strictement à cette longue et dispendieuse canalisation, l'on aurait obtenu le plus grand avantage que l'on pût désirer, la communication continue des riches plaines et des villes orientales de cet État avec l'immense bassin du Mississipi.

Mais, comme on exécutait cette grande entreprise aux frais du trésor, messieurs les députés d'un grand nombre de comtés pennsylvaniens ne voulurent accorder des fonds qu'à la condition qu'on exécuterait aussi des canaux passant *dans leurs localités*. Ils l'exigeaient, sans s'inquiéter à quel point ces canaux seraient ou ne seraient pas productifs : chose que personne en particulier ne voulait plus calculer, *lorsque l'État entier payait.* Telle est l'explication de ces voies sans système et sans utilité prochaine, entreprises à travers et par-delà les Alleghanies, en des contrées où la population était clair-semée, où les terres n'avaient qu'une médiocre valeur, où le commerce était restreint.

Au milieu de ces entreprises hydrauliques, la fièvre

des chemins de fer saisit les imaginations. New-York, si prospère par ses canaux, y joint des chemins de fer! Il faut que Philadelphie ne reste pas en arrière de sa rivale. L'émulation, l'envie, surexcitent les esprits; et toute prudence est interdite.

Voilà comment pour créer entre les mêmes points de départ et d'arrivée des voies de communication doubles et triples, qui se ruineront mutuellement, la Pennsylvanie a recours à l'emprunt. Elle porte sa dette publique, presque nulle en 1830, à plus de 200 millions dès l'an 1840.

C'est comme si la France en dix ans de paix ajoutait à sa dette un excès de 4 milliards et 400 millions de francs pour des travaux dont la moitié ne donnerait qu'un revenu misérable. Songeons à la Pennsylvanie, pour rester sages!

Ajoutons que cet État n'a pas choisi, comme le New-York, des commissaires d'un esprit supérieur. Ses ingénieurs, mesquinement payés, ont été médiocres. Les uns ont fait des fautes de prévision; les autres, d'exécution: de là les malfaçons, de là les doubles et les fausses dépenses. Tout concourait à la ruine.

Lorsque la Pennsylvanie arrive à l'excès du fardeau, le découragement sans transition succède à l'imprévoyance. Après vingt-cinq ans de pleine paix, avec une population, une agriculture, une industrie croissantes, l'État se trouve obéré; les gouvernants ne découvrent aucun moyen de payer les intérêts des emprunts ajoutés aux charges ordinaires. Ces tristes représentants, ces députés égoïstes, qui, pour plaire à leurs localités, avaient exigé tant d'entreprises et si peu profitables, ils refusent d'honorer le repentir par le courage. Au lieu de voter sans retard des impôts, seul remède à leurs fautes, ils permettent que l'État suspende le payement des intérêts de la dette : c'est ce qu'en termes de négoce on appelle *faire faillite*.

Le retentissement d'un pareil scandale dans une confédération d'États commerçants avant tout, ce retentissement franchit l'Atlantique; il se propage en premier lieu dans la Grande-Bretagne, dont les capitaux formaient une si large part de la dette ainsi méconnue.

Un jour arriva que les stigmates du génie furent empreints sur le nom de la Pennsylvanie, par la plume la plus acérée des collaborateurs de Jeffrey, dans la *Revue d'Édimbourg*. Le spirituel, l'éloquent, l'incisif et révérend Sydney Smith, un des créanciers déçus, fait paraître une brochure, un pamphlet, qui brûlait au vif les coupables débiteurs : il montre avec un tel éclat ce qu'avait d'irréfléchi, d'incalculé, d'odieux, un pareil oubli de la probité financière et commerciale; il entraîne à tel point l'opinion, en Europe, aux États-Unis, que l'État pennsylvanien ne croit plus pouvoir se refuser à prendre des mesures pour servir enfin la rente de ses créanciers. Mais hélas! cette réparation trop tardive n'a pas porté remède aux banques, aux associations, aux familles ruinées par la suspension primitive de payements qu'il eût fallu considérer dès l'origine comme obligations sacrées!

Des peuples, libres ou non, peuvent donc porter l'atteinte la plus funeste à leur fortune, et qui pis est, à leur honneur, par l'entreprise des travaux les plus spécieux, les plus recommandés au nom de l'utilité publique. Ils éprouvent cette infortune quand une sage et prévoyante économie ne calcule pas avant tout la limite des dépenses, et l'étendue des revenus espérés, et les ressources de l'État pour payer une triste gloire : celle d'avoir accompli trop de travaux peu productifs.

Afin de montrer au lecteur à quel point diffèrent les entreprises rivales de Philadelphie et de New-York, je prends les canaux qui conduisent de ces deux ports au

lac Érié : le premier aboutit à Buffalo; le second au port de *Presqu'Ile*, qui porte aussi le nom d'Érié.

La proportion de la richesse et de la prospérité qu'ont produites les deux lignes est parfaitement exprimée par le progrès de ces ports et par la flotte marchande qui leur appartient, puisque cette flotte est créée pour transporter et les produits de chaque canal au delà du lac et les produits des contrées riveraines dirigées vers les canaux.

	Presqu'Ile, Érié.	Buffalo.
Population en 1850	5,858	42,261
Tonnage possédé	7,870	39,679

ÉTATS DE NOUVELLE FORMATION

COLONISÉS AU NORD PAR LES NEUF ÉTATS PRIMITIFS.

Neuf États septentrionaux, les six de la Nouvelle-Angleterre, le New-York, le New-Jersey et la Pennsylvanie, comptaient en 1790 moins de *deux* millions d'habitants; maintenant ils en ont plus de *neuf* millions. Animés de la plus grande force vitale qu'on puisse admirer dans le nouveau monde, un progrès si considérable n'a pu borner leurs désirs. Ce n'est pas assez qu'ils forment une agglomération plus nombreuse que n'en présente aucune nation du continent américain, même le Mexique, même le Brésil, ces deux contrées plus vastes ensemble que toute l'Europe : ils ont peuplé des pays nouveaux.

Dans l'espace d'un demi-siècle s'est opérée l'étonnante colonisation que je vais décrire; elle comprend le vaste territoire entre les quatre mers intérieures et deux grands affluents du Mississipi, l'Ohio, qui coule à l'orient, et le haut Missouri, qui coule à l'occident.

X. ÉTAT D'OHIO.

Lors du recensement de 1790, à l'ouest des États primitifs, un pays égal au cinquième de la France se trouvait déjà contenir *cinq mille* de ces agriculteurs isolés, infatigables, intrépides, qui bravaient tous les dangers pour essayer quelques défrichements. La terre dont ils inauguraient la conquête agricole était bornée par la Pennsylvanie du côté de l'est, par le lac Érié du côté du nord, et du côté du midi, suivant un parcours de plus de cent lieues, par l'*Ohio*, qui, dans la langue des Indiens, veut dire *la belle rivière*, par allusion à ses eaux limpides.

Superficie...........................	10,350,250 hectares.
Population en 1850..................	1,981,930 habitants.
Territoire pour mille habitants........	5,222 hectares.

Afin qu'on apprécie mieux le développement graduel de la population, nous en donnons les chiffres officiels établis par intervalles décennaux :

Années..	1800	1810	1820	1830	1840	1850
Popul.	45,365	230,560	581,434	937,903	1,519,467	1,981,930

En 50 années, l'État d'Ohio passe de quarante-cinq mille à deux millions d'habitants.

L'étonnement redoublera lorsqu'on apprendra que cet accroissement avait lieu quoiqu'à leur tour les nouveaux colons envoyassent de nombreux essaims, à l'occident de leur frontière, pour fonder d'autres États. Lors du dernier recensement, on a constaté que l'État d'Ohio a fourni pour coloniser, en avançant toujours vers l'ouest, 295,453 âmes : plus du cinquième de ce qu'il a conservé. Pour ne rien exagérer, faisons remarquer que cette grande émi-

gration est aux deux tiers compensée par l'immigration des étrangers.

Les colons venus d'Europe sont très-attirés par le nouvel État, le moins éloigné de l'Atlantique et le mieux placé près des lacs : tout y retient les émigrants qui vont aux contrées de l'ouest. Aussi présentait-il, lors du dernier dénombrement, 218,519 étrangers, 11 pour cent du peuple entier. Cette proportion semble pourtant bien modérée si nous la comparons à celle du New-York, où l'excès de l'immigration, à la même époque, atteignait 27 pour cent!... Dans l'Ohio, l'immigration est beaucoup plus homogène qu'on ne pourrait le supposer. En voici la composition :

Habitants natifs d'Amérique			1,757,556
Colons de race anglo-saxonne	1° De la Grande-Bretagne	36,741	148,792
	2° D'Allemagne	112,051	
Total de la population *anglo-saxonne*			1,906,348
Total des autres races émigrées			69,720

On voit que le peuple de l'Ohio continue de former une société composée des mêmes éléments que le peuple britannique. La rivalité, l'antagonisme, n'en sont pas moins grands entre la colonie d'hier et l'antique métropole.

Dans cette colonisation de 69,720 émigrants étrangers aux Anglo-Saxons, je suis charmé de voir figurer 52,000 agriculteurs irlandais : puissent leurs prospérités, toujours croissantes, les consoler des douleurs de l'expatriation!

Suivons le peuple de l'Ohio dans ses travaux productifs.

Agriculture.

L'agriculture est la première, la grande industrie de cet État, celle à laquelle il doit sa naissance. En 1850,

elle présentait 143,807 fermes ou plantations, cultivées par 270,362 adultes âgés de 15 ans et plus.

L'agriculture de l'Ohio emploie 51 centièmes des habitants : c'est presque identiquement la proportion de la France ! j'insiste sur ce fait. On doit être surpris, en effet, qu'un demi-siècle d'existence ait suffi pour donner des occupations industrielles et commerciales, à la même proportion d'individus, et chez le nouveau peuple et chez l'un des peuples les plus avancés de l'ancien monde.

Dès l'année 1850, les agriculteurs avaient défriché 3,985,000 hectares de terre. Cette propriété foncière valait déjà presque deux milliards, 1,915,770,000 francs, et les instruments aratoires valaient 68,081,000 francs.

Dans l'espace d'un demi-siècle, des terres achetées 16 fr. 70 cent. l'hectare se trouvaient portées en moyenne à 481 francs, c'est-à-dire à *trente fois leur taux primitif.*

L'État d'Ohio est l'un des plus grands producteurs de céréales et, sous ce point de vue, rivalise avec celui de New-York. On en jugera par le tableau des récoltes de 1850, année médiocre :

Hectol. récoltés en 1850.	Froment.	Avoine.	Maïs.	Grains divers.
	5,265,800	4,850,187	21,268,330	511,777

Cette récolte, même en portant à 5 hectolitres la consommation correspondante à chaque personne, aurait suffi pour nourrir 6 millions d'habitants. Sans doute, une partie considérable des grains autres que le froment est consommée par les animaux domestiques; mais ces animaux servent à l'alimentation de l'homme en proportion très-supérieure aux besoins de la population. L'Ohio peut donc exporter une grande quantité de céréales, de viandes salées, de lard, de fromage, de beurre, etc. Nous verrons bientôt quelles routes suivent ces produits.

Pour arriver au degré d'avancement où se trouve aujourd'hui l'agriculture de cet État, il a fallu qu'elle fît de grands progrès. Elle avait commencé par des pratiques déplorables. Les premiers cultivateurs, ces hardis pionniers qui se jetaient en avant au milieu des forêts, après avoir détruit des bois par l'abatage et l'incendie, semaient sans interruption du maïs, et cela pendant un nombre d'années assez grand pour que le plus riche terrain végétal, engraissé par des couches séculaires de détritus accumulés, commençât à s'appauvrir. Alors le pionnier reprenait sa marche du côté de l'ouest; il recommençait plus loin sa culture immuable, jusqu'à nouvel épuisement.

Aujourd'hui, les bons cultivateurs américains connaissent et suivent le principe des assolements. Ils varient leurs semences, convenablement alternées; et la terre, loin de perdre, augmente en valeur dans leurs mains.

L'Ohio n'est pas moins remarquable pour l'élève des animaux domestiques. Il possède près de cinq cent mille chevaux, trois fois autant de bêtes à cornes, quatre millions de bêtes à laine et deux millions de race porcine. L'ensemble de ces races domestiques n'est évalué qu'à 235,610,000 francs, et vaudrait en France plus de 330 millions. Malgré ce bas prix, l'ensemble des animaux tués en 1850 était estimé 39,726,000 francs.

Quoique l'habitant consomme autant de viande qu'un Anglais, il exporte les salaisons les plus abondantes.

Le commerce auquel donne lieu la race porcine est énorme dans l'Ohio. Cet État n'exporte pas seulement le porc salé, mais le lard, objet d'un négoce considérable. Avec le secours de la presse hydraulique on extrait à froid du lard une huile très-estimée; le résidu sert à fabriquer du savon et de la chandelle. On retire également cette huile, à chaud, par l'action de la vapeur. Elle est aujour-

d'hui très-employée à graisser les machines. Pour la puissance et la beauté de l'éclairage, brûlée dans des lampes, elle surpasse les meilleures huiles de poisson, qui d'ailleurs coûtent le double; elle a de plus la propriété de brûler sans émettre aucune mauvaise odeur. Enfin, les habitants de l'Amérique la préfèrent au beurre, disent-ils, pour les apprêts de la cuisine, comme étant plus économique et non moins agréable au goût.

Industrie.

Le pays d'Ohio, qui repose en partie sur un immense banc de houille et qui possède en abondance le minerai de fer, permet tous les progrès d'une grande industrie.

Dans l'année du dernier recensement, la valeur des produits de mines et de manufactures, en se bornant aux ateliers qui produisent au minimum 2,670 francs chacun, n'a pas été moindre de 334,536,000 francs.

Dans cette somme, le coton mis en œuvre, filature et tissage, compte déjà pour 2 millions de francs; le lainage, pour 6 millions; les fers, pour 20 millions; les brasseries et les distilleries, pour 60 millions, etc.

Quelque éloigné que l'État d'Ohio soit de la mer, sa position n'en est pas moins admirable pour l'industrie et le commerce. Il partage avec le New-York et la Pennsylvanie le littoral du lac Érié : c'est sa limite septentrionale. Les versants du côté du nord ont une étendue médiocre; tout le reste du territoire, par une foule de rivières et de ruisseaux, décharge ses eaux dans l'Ohio. Le rendez-vous final de ces affluents est en un point qui se trouve presque à l'angle sud-ouest de la frontière : ici s'élève Cincinnati.

Cincinnati.

Cincinnati fut d'abord un village que bâtirent quelques émigrants de la Nouvelle-Angleterre et de la Nouvelle-Jersey. Voici quels ont été les progrès de la cité qui s'élève dans cette position merveilleusement choisie :

Années....	1800	1810	1820	1830	1840	1850	1853
Populat..	750	2,540	9,642	24,831	46,338	115,435	160,186

Lorsque, il y a vingt-deux ans, un astronome faisait à nos députés son rapport sur les instruments perfectionnés qui manquaient à l'Observatoire de Paris et que possédaient les observatoires de premier ordre chez les nations les plus éclairées, il citait déjà l'Observatoire de Cincinnati. Ce seul fait révèle l'avancement d'un pays.

Des établissements d'instruction publique, et primaire et supérieure, improvisés comme tout a dû l'être dans la cité grandie avec tant de rapidité, ces établissements honoreraient des villes célèbres de l'ancien monde. Pour résultat populaire de tant de moyens d'instruction, dès l'année 1850, sur cent adultes nés dans les États-Unis, les résidents de l'Ohio n'en contenaient que *trois* qui ne sussent pas lire et écrire. Tel est le savoir populaire dans un État si récemment conquis sur le désert.

On sera moins étonné, d'après ce fait, d'apprendre que l'État d'Ohio, lorsqu'il n'avait pas deux millions d'habitants, comptait déjà trois cent cinquante-deux bibliothèques publiques. La plupart commencent; elles grandiront. Aujourd'hui ce qu'il faut remarquer, c'est leur nombre.

C'est aussi le nombre des journaux littéraires, scienti-

fiques, industriels, commerciaux, religieux ou politiques, abondants surtout en documents instructifs, en connaissances applicables. Les numéros de ces publications quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles, etc., s'élèvent dans une année à *trente millions cinq cent mille.* Trois seulement des États-Unis, le New-York, la Pennsylvanie et le Massachusetts, offrent une circulation supérieure; les vingt-sept autres États sont devancés par l'Ohio, qui poursuit sa carrière avec une incroyable énergie.

Revenons à Cincinnati. Ce n'est pas seulement une ville remarquable pour ses institutions scientifiques et d'instruction populaire; dès à présent il faut la considérer comme une grande cité manufacturière.

C'est à l'emploi de la houille qu'il faut attribuer les produits manufacturiers et l'opulence de Cincinnati. Dans cette ville et dans sa banlieue, la force motrice de tous les établissements est fournie par le feu; là sont construits des mécanismes et des navires à vapeur pour desservir l'Ohio, le Mississipi et leurs affluents.

Dans l'année qui marque le milieu du siècle, le seul comté très-circonscrit de Hamilton, qui comprend Cincinnati, fournissait en produits de manufactures une valeur qui s'élevait à 111 millions de francs : produits donnés presque tous par la ville et son voisinage.

En 1810, le produit des manufactures dans l'État entier d'Ohio ne s'élevait qu'à 10,600,000 francs. Trente ans plus tard, ce produit atteignait 91 millions de francs; et dès 1850 le même État donnait, pour ce genre de production, la somme prodigieuse de 334,540,000 francs.

De tels résultats obtenus dans un pays qui ne compte pas deux millions d'habitants le placeraient, même en Europe, parmi les États les plus manufacturiers.

L'État d'Ohio à l'Exposition universelle.

L'Ohio présentait à l'Exposition universelle trente-deux exposants, dix pour l'agriculture et vingt-deux pour l'industrie. Les Anglais, qui n'admettaient pas à concourir les vins exquis de Champagne, de Bourgogne et de Bordeaux, admettaient et récompensaient le vin donné par la vigne appelée *Catawba* et recueilli surtout près de Cincinnati. Son goût rappelle sensiblement les petits vins du Rhin.

Un autre produit méritait mieux de fixer l'attention : c'était la farine de maïs, grande richesse du pays d'Ohio. Ce qui s'oppose à l'exportation, c'est la tendance de cette farine à fermenter pendant les longs voyages sur la mer. On voyait, à l'Exposition universelle, des farines de maïs préparées dans le port de *Cleveland* par le procédé suivant : on les fait passer entre deux cylindres creux en fer, suffisamment chauffés à la vapeur pour dégager l'humidité chargée d'un acide, source de fermentation.

L'Ohio présentait aussi des salaisons et l'huile de lard. Ses produits d'industrie, quoique dignes d'estime, n'étaient pas d'un degré de perfection ni d'invention qui pût encore mériter les plus hautes récompenses.

Richesses minérales.

Le territoire peu montueux de l'Ohio n'offre pas, comme on en trouve au milieu, comme on en trouve à l'est des montagnes Alleghanies, des chutes d'eau qui puissent servir de force motrice : la vapeur y supplée.

Le pays recèle un vaste gîte de houille; il abonde en excellent minerai de fer. Telle est sa double richesse sou-

terraine, plus précieuse à mon avis et qui deviendra plus productive que tout l'or de la Californie.

Cependant l'État d'Ohio le cède encore et de beaucoup à trois États qu'il peut égaler ou surpasser pour la production du fer. On en jugera par le tableau suivant :

FONTES ET FERS DES QUATRE PRINCIPAUX ÉTATS PRODUCTEURS.

ÉTATS COMPARÉS.	OHIO.	MASSACHUSETTS.	NEW-YORK.	PENNSYLVANIE.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Fer en gueuses......	6,706,240	5,641,400	3,292,893	32,421,900
Objets en fonte.....	19,597,650	11,938,300	31,523,373	28,595,100
Fers façonnés.......	,682,613	20,873,800	20,230,841	49,257,500
TOTAUX......	26,986,503	38,453,500	55,047,107	110,274,500

Cincinnati se distingue par le travail où le fer entre sous toutes les formes ; par la construction des machines de tous les genres ; par la carrosserie et la charronnerie. Ses usines de filature et de tissage mettent en œuvre la laine et le coton, à l'aide de la vapeur. Dans la ville s'établissent de nombreux ateliers pour confectionner la lingerie, les vêtements et les chaussures demandés par tous les nouveaux États de l'Ouest. En ce genre, la nouvelle et grande cité fait une concurrence croissante et redoutable à New-York, ainsi qu'à la Nouvelle-Angleterre.

Cincinnati, dans la seule année 1853, a construit 32 navires à vapeur avec tous leurs mécanismes. J'ai dit le nombre des journaux, d'où suit la puissance et la multiplicité des imprimeries. Je crains d'énumérer trop d'industries ; leur ensemble donne à la terre cette énorme plus-value que déjà nous avons signalée.

A présent j'ose le demander, étaient-ils imprévoyants et

stupides, comme on l'a cru dans la Grande-Bretagne, et commettaient-ils un suicide, les citoyens de l'Ohio qui votaient avec New-York et New-Jersey pour qu'on protégeât une industrie nationale aux premiers rangs de laquelle leur pays devait arriver dans un si court avenir?

Des voies de communication : voies hydrauliques.

Signalons maintenant, au point de vue des voies de communication, ce que la nature a préparé pour l'État d'Ohio et le parti qu'en a tiré cet État.

Du côté de l'est et du sud, le cours sinueux de l'Ohio forme la limite de l'État; il reçoit quatre affluents principaux qui coulent vers le midi.

Du côté du nord, la plus précieuse frontière est celle du lac Érié, sur une étendue qui surpasse 150 kilomètres. Dans le lac Érié débouchent la courte rivière Cuyahoga, du côté de l'est, et la rivière beaucoup plus importante de Maumée, à la limite occidentale.

Dès le premier moment où l'État de New-York demandait au Gouvernement fédéral de coopérer à la jonction par un canal de l'Atlantique au lac Érié, l'État d'Ohio, presque à sa naissance et déjà prévoyant l'avenir, appuyait avec énergie cette proposition. A peine est terminé le grand canal Érié, les habitants de l'Ohio, animés d'une vive émulation, se mettent à l'œuvre suivant deux directions.

Une première ligne importante unit le lac Érié à l'Ohio. Elle part de Tolède, le port le plus occidental de ce lac, pour aboutir à Cincinnati. On profite pour cela de deux rivières : 1° la Maumée, qui descend au lac; 2° la Miami, qui se jette dans l'Ohio un peu plus bas que Cincinnati : à Laurencebourg, dans l'État d'Indiana.

Une autre canalisation part de *Cleveland*, le principal

port de l'État d'Ohio sur le lac Érié; elle suit parallèlement la rivière Cuyahoya, et rejoint à gauche deux canaux transversaux qui vont à Pittsbourg, à Philadelphie, à Baltimore. La ligne principale franchit le point de partage où commence le bassin de l'Ohio, gagne *Colombus*, la capitale de l'État, puis descend à la Belle-Rivière, qu'elle atteint à Portsmouth. A gauche de cette ligne, deux embranchements rejoignent encore l'Ohio, à Troy, à Marietta.

Voilà donc les communications établies entre les lacs et l'Ohio par six ports différents, qui s'offrent dans l'ordre suivant lorsqu'on descend la Belle-Rivière : Pittsbourg, Marietta, Troy, Portsmouth, Cincinnati et Laurence bourg.

Le New-York, dont nous avons admiré les travaux hydrauliques, a construit 2,561 kilomètres de canaux, et dès aujourd'hui l'État si récent d'Ohio en possède 2,424. Nous allons parler d'efforts d'un autre ordre.

Chemins de fer.

L'État d'Ohio n'est pas moins important pour ses chemins de fer qu'il ne l'est pour ses canaux.

L'Ohio et les deux États qui le suivent à l'Ouest, l'Indiana et l'Illinois, possèdent un magnifique réseau de chemins de fer : cela devait être dans un pays où la nature offre en si grande abondance et le fer et la houille.

Cincinnati présente le plus remarquable des points vers lesquels convergent les lignes de ce réseau. Si, prenant pour centre cette grande cité, nous traçons un cercle ayant seulement 32 kilomètres ou 8 lieues de rayon, nous trouverons sa circonférence traversée *en treize points différents* par des chemins de fer, soit en activité, soit en construction; tous partent de Cincinnati :

	kilomètres.
Chemins de fer exécutés en Ohio, au 1er janvier 1854....	3,809
Chemins de fer en construction......................	2,544

Les lignes exécutées ont déjà coûté 240 millions de francs; la dépense totale atteindra 400 millions, et peu d'années auront suffi pour ce grand effort. L'exemple du New-York a servi de stimulant à cet État comme à la Pennsylvanie, mais plus heureusement, parce que les difficultés étaient incomparablement moins grandes.

Un autre centre important où se croisent les voies ferrées est *Colombus*, la capitale de l'État. Cette ville, en dix ans, a passé de 6,000 à 18,000 habitants; trois ans après le recensement, on portait sa population à 25,000 âmes. Colombus est bâti sur les bords du Scioto et, par un court embranchement, communique avec le canal d'Ohio.

Dayton, à la fois sur le canal occidental et sur trois chemins de fer, en treize ans, a passé de 6,000 à 17,000 habitants. C'est une ville de manufactures qui doit beaucoup à la houille ainsi qu'à la vapeur.

Malgré tant de vastes entreprises de canaux et de chemins, l'État d'Ohio ne compte qu'une dette de 80 millions. Il a pris de sages mesures pour prévenir l'accroissement du fardeau public; et nous formons le vœu qu'il en profite pour faire disparaître toute dette nationale de sa fortune si rapidement croissante.

Concurrence des transports par eau et par terre.

Une vive concurrence est établie entre les navigations et les transports sur chemins de fer; mais il y a place pour la coexistence des deux genres de communication.

Il est temps de montrer la prospérité de la navigation; elle est prouvée par le tonnage des navires dans l'état d'Ohio.

DISTRICTS PRINCIPAUX.		NAVIRES A VOILES. Années mises en parallèle.		NAVIRES A VAPEUR. Années mises en parallèle.	
		1850.	1855.	1850.	1855.
		Tonn.	Tonn.	Tonn.	Tonn.
Sur le lac Érié..	Cleveland....	25,277	36,643	10,154	15,252
	Sandusky.....	6,212	7,869	1,232	312
Sur l'Ohio....	Tolède......	2,062	"	344	117
	Cincinnati....	284	3,706	17,176	29,173
Totaux............		33,835	48,218	28,906	44,854

On le voit ici : le succès des chemins de fer n'a pas ralenti le progrès des navigations sur le lac et sur l'Ohio.

Cleveland est le port principal de l'État d'Ohio sur le lac Érié. Suivant l'appréciation donnée par M. de Bow (Compendium du 7e recensement), Cleveland, qui ne comptait en 1840 que 6,071 habitants et 17,034 en 1850, trois ans plus tard en a compté 41,196. Ce progrès paraîtrait à peine croyable, si nous ne savions pas que cinq chemins de fer rayonnent de ce port, favorisé de plus par un fleuve et la canalisation.

Marine de l'État d'Ohio (1850).	Voiles.	Vapeur.
Sur le lac Érié..............	31,939t	11,286t
Sur la rivière Ohio..........	2,411	17,724

Le tableau suivant fera comprendre l'énergie de l'Ohio pour obtenir de si grands résultats en si peu d'années :

Kilomètres.	Totaux.	Par million d'âmes.
Canaux..................	1,482	741
Chemins de fer concédés....	6,334	3,163

XI. ÉTAT D'INDIANA.

A peine le territoire d'Ohio est-il légalement organisé, l'on commence à coloniser le territoire qui le touche à l'ouest; celui-ci devient l'État d'Indiana, que limitent au midi la rivière d'Ohio, au nord le lac et le futur État de Michigan. Voici le progrès du nombre des habitants :

Années......	1800	1810	1820	1830	1840	1850
Population..	4,875	24,520	147,178	343,631	685,864	988,416

Malgré ce rapide accroissement, les habitants, comme on va le voir, sont encore très-clair-semés :

Superficie..........................	8,756,174 hectares.
Population (en 1850)................	988,416 habitants.
Territoire pour mille habitants.........	8,869 hectares.

A l'époque du dernier recensement, 5,177,200 hectares étaient occupés par les fermes et les plantations. Ils n'avaient pas coûté d'achat 88 millions de francs, et l'évaluation faite par les assesseurs les portait, en 1850, à 728,297,000 francs : c'était *neuf* fois le prix d'acquisition. Voilà certainement une plus-value considérable, vu l'origine si récente de la mise en culture pour la majeure partie des fermes et des plantations.

L'Indiana tire parti de ses abondantes prairies en élevant, comme l'Ohio, beaucoup de bétail. Dès 1850, cet État en possédait pour 120 millions de francs.

Chose remarquable! malgré sa colonisation de plus fraîche date, l'Indiana présente presque une aussi large proportion que l'Ohio de professions autres que l'agriculture[1]. Voici l'accroissement décennal des produits manufacturés :

[1] Agriculteurs par 100,000 adultes : Ohio, 72,915; Indiana, 65,634.

Années........................	1840	1850
Valeur des produits..........	22,076,000 fr.	101,047,000 fr.

Ainsi, dans les dix ans écoulés de 1840 à 1850, le produit des manufactures a *quintuplé*. Cet État n'offre pourtant jusqu'à ce jour que des villes d'une faible population : la plus considérable ne comptait pas encore 10,000 âmes lors du dernier recensement; mais toutes s'accroissaient avec une remarquable rapidité. Citons la population des quatre principales, à trois époques rapprochées.

VILLES.	ANNÉES		
	1840.	1850.	1853.
La Nouvelle-Albany..............	4,226	9,895	14,000
Madison.........................	3,798	8,012	12,000
Indianapolis....................	2,692	8,091	12,000
Terre-Haute.....................	2,000	4,051	7,000

La position de l'État d'Indiana est remarquable : l'Ohio borde au midi toute sa largeur; au nord-ouest, elle est riveraine de la partie la plus méridionale du lac Michigan. Afin de mettre à profit une position si favorable au commerce et du nord et du midi, cet État a fait des efforts héroïques. Pour tirer parti de la rivière Wabash, le principal affluent de l'Ohio, un premier canal va de la rivière au lac Érié : travail d'autant plus remarquable qu'il réclamait le concours de deux États, l'Ohio et l'Indiana. Un second canal unit la Wabash au lac Michigan.

Une grande entreprise est destinée à vivifier le centre et le midi de l'État, au moyen d'un canal qui part d'Évansville, point où l'Ohio va devenir frontière de l'Illinois. Ce canal est dirigé presque en ligne droite jusqu'à la capitale,

Indianapolis; de là, par une direction nouvelle, il redescend à l'Ohio, vers le point où ce fleuve commence à baigner la terre d'Indiana. La longueur des canaux exécutés à la fin de 1853 est de 589 kilomètres.

Les travaux accomplis pour créer un réseau de chemins de fer présentent un développement de 1,814 kilomètres ouverts à la circulation; 1,203 autres kilomètres sont en voie de construction. Sous peu le réseau sera complet.

En 1853, l'Indiana n'avait pas craint de dépenser déjà 119,500,000 francs pour les seuls chemins de fer.

Indianapolis, capitale de l'État, quoiqu'elle n'ait pas encore une forte population, avance à grands pas dans une voie de prospérité que favorisent une rivière, deux canaux et *douze chemins de fer*. De ces chemins, les uns sont achevés, les autres en construction, et tous rayonnent à partir de cette cité comme centre commercial.

L'industrie de l'Indiana, si heureusement devancée par les voies de communication, fait les progrès les plus remarquables : nous en avons donné la mesure en citant les valeurs totales des produits manufacturiers.

L'exploitation des houilles bitumineuses, la production du fer et sa mise en œuvre, se développent avec rapidité dans cet État. Les tanneries et la confection des objets en cuir, la chapellerie, la construction des navires et la navigation sur l'Ohio, sur les canaux, sont au nombre des industries qui prennent l'avance; et chaque année il s'en introduit de nouvelles.

En 1853, *la Nouvelle-Albany*, sur l'Ohio, construisait avec leurs mécanismes neuf navires à vapeur, de 350 à 400 tonneaux; c'est une ville pleine d'avenir.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un État dont la colonisation n'a commencé que depuis quarante ans. Il n'a mis qu'un si court laps de temps pour passer de 12,000 habitants

à plus d'un million, qu'il possède aujourd'hui. Il a déjà pris rang parmi les États avancés pour leur agriculture, leur industrie et leurs travaux publics.

Dès 1850, l'État d'Indiana possédait 107 journaux. Le fait suivant montre la différence des mœurs entre les natifs et les émigrés : sur 100 enfants américains, 77 suivent les écoles, et sur 100 étrangers, 35 seulement les fréquentent. Je cite encore un fait précieux de statistique :

	Nés en Amérique.	Étrangères.
Populations blanches................	919,278	55,587
Individus entre 5 et 15 ans...........	280,844	7,775

Par 1,000 habitants, les colons natifs d'Amérique en présentent 306 de 5 à 15 ans, et les étrangers 139 seulement : ces derniers contribuent donc beaucoup moins à la reproduction.

XII. ÉTAT D'ILLINOIS.

La formation de l'État d'Illinois est un peu postérieure à celle de l'Indiana. Il occupe le territoire à l'ouest de ce dernier État jusqu'à la rive orientale du grand fleuve Mississipi; la portion inférieure de l'Ohio jusqu'à ce fleuve encadre au midi l'Illinois. C'est la partie la plus avancée vers le sud qu'offrent les États sans esclaves; elle descend jusqu'au 37° de latitude. Ce point remarquable est indiqué par un humble bourg orgueilleusement appelé *le Caire* (Cairo); sa position au confluent de l'Ohio et du Mississipi est admirable.

Superficie............................	11,349,300 hect.
Population en 1850....................	851,470 hab.
Territoire pour mille habitants...........	16,852 hect.

L'Illinois, plus éloigné de l'Atlantique et d'une colonisation plus récente, offre, comme on le voit, une population encore plus clair-semée que celle de l'Indiana.

Population de l'Illinois.

Années.............	1810	1820	1830	1840	1850
Population.........	12,282	55,211	157,445	476,183	851,470

Agriculture.

En 1850, les colons avaient déjà par la culture amélioré 2,036,160 hectares, et ce travail occupait 141,999 adultes. Les fermes organisées valaient 513 millions et les animaux domestiques 129 millions; l'ombre de ces richesses n'existait pas il y a quarante ans!

Industrie.

Au grand profit de son agriculture, l'Illinois prend l'essor vers l'industrie. Dès 1850, ses produits manufacturés s'élevaient à 93,060,000 francs; très-probablement en 1860 ils auront triplé.

Les richesses minérales, le charbon de terre et les métaux sont la source de ce progrès. L'État d'Illinois abonde, comme l'Ohio et l'Indiana, en houille bitumineuse, ainsi qu'en minerai de fer; il est riche en mines de plomb.

De 1820 à 1830 a commencé l'exploitation du minerai de plomb; c'est seulement en 1830 que cette industrie s'est régularisée. Dès 1840, l'exploitation de ce métal donnait dix millions de kilogrammes. A *Galena*, centre de cette industrie, on avait aussi construit des fourneaux pour l'élaboration du cuivre provenant des mines du pays.

C'est seulement en 1824 que le colonel Johnson

commença dans l'Illinois l'exploitation du plomb, qui, par ses soins, s'est promptement développée. Mais combien ne reste-t-il pas à faire même pour suffire à la consommation toujours croissante des États-Unis!

Jusqu'à présent on ne peut pas dire que le plomb indigène soit un objet considérable de commerce extérieur : en 1853, les États-Unis n'en exportaient que pour une valeur de 29,220 francs, tandis qu'ils importaient des plombs étrangers pour plus de huit millions de francs.

Les eaux.

La rivière d'Illinois, affluent du Mississipi, donne son nom à l'État, dont elle arrose le centre. Si l'on y joint la rivière Wabash et le beau lac Michigan, on aura l'idée des ressources offertes à la navigation. Il a suffi de 160 kilomètres de canal pour faire communiquer la rivière d'Illinois et, par conséquent, le Mississipi avec ce lac, en communication lui-même avec les autres mers intérieures.

Afin de faire face aux dépenses du canal, le gouvernement de l'Illinois s'est servi d'un moyen ingénieux que la confédération met en usage pour les grandes entreprises de chemins de fer qui traversent des pays encore très-peu cultivés. De chaque côté de la voie qu'il s'agit d'ouvrir, le territoire est divisé par *Sections*[1] d'égale superficie; l'État concède à l'entreprise la propriété d'une Section sur deux : par exemple toutes les Sections des numéros pairs, réservant pour lui les Sections impaires. Dès que la voie est ouverte à la circulation, les terres acquièrent une plus-value soudaine et qui compense avec un immense

[1] La *Section* est une surface carrée ayant de côté 9 $\frac{2}{3}$ de kilomètre et de surface 9,324 hectares; la Section est le territoire d'une *township*, arrondissement mixte de ville et de campagne.

avantage le sacrifice que le trésor a fait d'une fraction des terres appartenant à l'État.

Le canal de l'Illinois débouche dans le lac Michigan à *Chicago*, dans une position qui suffit pour expliquer le progrès magique de cette ville. En 1840, elle n'avait que 4,853 âmes; quinze ans après elle en avait 60,000!

Chicago à l'Exposition universelle.

Cette cité figurait de la manière la plus éclatante à l'Exposition universelle de 1851. Elle présentait la machine ingénieuse inventée par M. Mac-Cormick pour moissonner avec une économie, une rapidité qui n'ont laissé rien à désirer, et qu'on a récompensée par la *médaille de premier ordre*. A coup sûr, dans un État où la population est vingt fois plus clair-semée qu'en Angleterre et qu'en Belgique, c'est là qu'il importe de trouver des machines qui suppléent à l'insuffisance des bras.

Avec deux chevaux et deux hommes une machine, qui coûte seulement 750 francs, moissonne par jour six hectares au moins; elle accomplit le travail de treize hommes et douze femmes. Par la transmission de la force des chevaux, une combinaison de faux mécaniques travaille avec une vélocité caractéristique, principe et secret du succès. Les Écossais avaient inventé les premiers une machine à moissonner, mais moins parfaite, et qui n'a pu, même améliorée depuis 1851, soutenir la concurrence. De 1831 à 1854, M. Mac-Cormick a construit 3,500 de ses admirables moissonneuses.

A partir du 80e degré de longitude occidentale, c'est celle de Chicago, nous avancerons vers l'occident en traversant le reste de l'Amérique, puis l'Océan Pacifique, puis la Chine, puis l'Inde et l'Asie entière : nous aurons ainsi

parcouru 212 degrés de longitude, c'est-à-dire les trois cinquièmes du tour de la terre; nous aurons visité des pays qui contiennent plus de la moitié du genre humain. Dans ce vaste parcours, nous ne trouverons plus une seule récompense *de premier ordre* conquise à l'Exposition universelle de 1851 par les inventions récentes dues aux peuples si divers qu'offre cette immense partie de l'ancien et du nouveau monde.

Ce n'est point le hasard qui donne à l'Illinois une palme illustre. A cette extrémité de la colonisation européenne, nous sommes toujours en pleine Europe, instruite et civilisée; tout y favorise le progrès des lumières. L'instruction publique a dans cet État un développement populaire digne d'admiration : sur 851,000 habitants, dès 1850, l'Illinois comptait dans ses écoles 182,292 élèves de tout sexe et de tout âge; là, cent étrangers émigrés ne fournissaient que huit étudiants, et cent Américains en fournissaient vingt-quatre. Pour moins d'un million d'habitants, l'État possédait déjà trente-trois bibliothèques publiques. Afin de satisfaire au besoin journalier des hommes qui savent lire, il y avait quatre-vingt-quinze écrits périodiques, revues ou journaux.

Tels sont les moyens d'enseignement et d'information qui préparent la grandeur et l'illustration du nouvel État.

Commerce de Chicago.

Suivons les prospérités de Chicago, centre à la fois de la civilisation et du commerce en Illinois.

La rivière Illinois, l'un des beaux affluents du Missisipi, est mise en communication avec le lac Michigan par un canal aboutissant au port de Chicago. C'est par cette voie que descendent les produits de la partie la plus sep-

tentrionale des États-Unis et du haut Canada, lorsqu'on veut les envoyer à la Nouvelle-Orléans.

La grande richesse de Chicago dépend du commerce des céréales; les États les plus avancés vers le nord-ouest, qui cultivent les plaines magnifiques appelées *la Prairie*, ces États envoient le produit de leurs moissons vers les États de l'est pour aller jusqu'en Europe. Le commerce de 1855 mérite une profonde attention.

Mouvement des céréales dans le port de Chicago.

	Froment.	Maïs.	Autres grains.	Total général.
Hectolitres.	2,200,000	2,730,000	702,000.	5,042,000

En présence d'un tel commerce, on comprendra l'extrême activité des communications dont le centre est à Chicago, activité démontrée par les comptes les plus récents de l'Administration des postes : en 1855, il a passé par le bureau de cette ville *quatorze millions six cent quatre-vingt mille lettres ou journaux*. Telle est la vie intellectuelle de ces pays extrêmes du nord et de l'ouest, colonisés à peine depuis quarante ans.

Le port de Chicago est le centre d'une navigation qui ne s'étend pas seulement à toutes les parties du lac Michigan, mais qui d'un côté remonte au lac Supérieur et de l'autre descend aux lacs inférieurs, Huron, Érié, Ontario. Le transport des bois et des produits de l'agriculture est le principal aliment de cette navigation.

La distance à vol d'oiseau de Chicago à la Nouvelle-Orléans est égale à 1,330 kilomètres. Cette voie, toute en descente, est plus courte que celle des lacs, même combinée avec les chemins de fer, par le Saint-Laurent ou par New-York, pour arriver jusqu'à la mer.

Chemins de fer.

Les chemins de fer de l'Illinois sont d'une étendue considérable : dès 1854, il y en avait 2,031 kilomètres d'achevés et 3,130 en construction. Déjà les habitants avaient pour cet objet dépensé 355 millions de francs.

A Springfield, capitale de l'Illinois, se croisent deux chemins de fer importants. L'un, terminé, conduit du port de Chicago à l'importante cité de Saint-Louis, dans l'État du Missouri; l'autre, en construction, est le *Grand occidental d'Illinois et d'Indiana.* Ce chemin, depuis New-York jusqu'à la rivière Missouri, n'aura pas moins de 1,700 kilomètres, mesurés à vol d'oiseau. Il rendra d'importants services pour les objets de valeur et pour le transport des hommes; mais si l'on excepte les temps de disette, combien peu de produits agricoles pourraient être conduits sans ruine avec une si vaste distance à parcourir!

Signalons ici le grand chemin de fer central dirigé du nord au midi, *de Chicago à Mobile.* En septembre 1851, le Congrès a voté la dotation magnifique de terrains divisés en Sections alternes accordées de chaque côté de la voie, sur une largeur de 10 kilomètres. Les Sections réservées pour le trésor fédéral ne doivent pas être vendues à moins du double de celles que l'on concède pour l'entreprise et l'exécution du chemin de fer. Ainsi le Gouvernement aura pu rendre aux États de l'intérieur un service immense avec un sacrifice apparent énorme; ce ne sera qu'une avance intelligente et largement productive.

L'État d'Illinois est au nombre de ceux auxquels on a reproché de ne pas faire honneur à leurs dettes contractées pour des travaux publics : voyez l'ouvrage de M. Mac-

gregor sur le commerce des États-Unis, t. III, p. 339. Il paraît que plus tard cet État a satisfait à ses obligations.

Malgré les plus grands sacrifices, le territoire est si vaste, que l'Illinois, ses chemins achevés, ne sera pas encore aussi bien percé que l'Indiana et surtout que l'Ohio. On en jugera par le tableau suivant :

Chemins de fer par million d'hectares dans les trois nouveaux États.

	Illinois.	Indiana.	Ohio.	Grande-Bretagne.
Kilomètres..	455	587	612	489

Apprécions l'énergie de ces trois nouveaux États, qui, si près de leur naissance, rivalisent dignement avec les grands progrès de l'Angleterre.

Nous terminerons l'examen de l'Illinois en jetant un coup d'œil sur la plus étrange aberration qu'aient encore offerte les États-Unis.

Les Mormons dans l'Illinois. — Joë Smith.

A côté de la colonisation régulière et morale des populations chrétiennes, il s'est développé la colonisation la plus scandaleuse. Un imposteur effronté, un banqueroutier, un personnage grossier, violent et perdu de luxure, Joë Smith, au milieu du XIX[e] siècle, s'érige en fondateur de secte, en novateur d'état social. Il prêche un infâme système de polygamie sans bornes, se dit thaumaturge et prétend en plein jour ressusciter des morts : il le fait accroire à ses fanatiques. Les esprits bornés, les caractères faibles et les cœurs corrompus, toujours trop nombreux, se groupent autour de lui. Insensibles au mépris, à l'indignation qu'ils soulèvent, les sectaires de Smith,

appelés *Mormons*, se concentrent sur la rive orientale du Mississipi, à *Nauvoo*, dans l'État d'Illinois.

L'outrageant et long défi contre les croyances et les mœurs révolte à la fin la population de cet État. De part et d'autre on prend les armes. Les Mormons vaincus passent le fleuve; ils s'enfoncent dans le désert, pour ne s'arrêter qu'auprès du lac Salé. C'est là qu'ils végètent au nombre scandaleux de 25,000, en attendant que la colonisation régulière et chrétienne les disperse à jamais.

Les chaumières et les maisons de Nauvoo délaissées par les Mormons, la perversité fait place à la niaiserie : le *phalanstère* de M. Cabet, après avoir échoué dans le midi de l'Union, transporte sa détresse dans la bourgade abandonnée; il y végète inoffensif.

XIII. ÉTAT DU MICHIGAN.

Cet État tire son nom du grand lac dont il occupe les bords. Deux presqu'îles le composent : 1° celle du septentrion, encore presque inhabitée : le lac Supérieur la baigne au nord, le lac Michigan au sud; 2° celle du midi, la plus vaste et la plus avancée : le lac Michigan la baigne à l'occident, le lac Huron à l'orient. Elle a pour frontière, à sa gorge, les territoires d'Indiana et d'Ohio.

L'État du Michigan est le plus étendu des quinze États septentrionaux de l'Union américaine.

Superficie	14,566,300	hectares.
Population en 1850	397,954	habitants.
Territoire pour mille habitants	36,603	hectares.

Ici la population est encore excessivement dispersée, et n'offre pas trois habitants par cent hectares; cela s'explique par l'origine toute récente de la colonisation.

Progrès de la population.

Années.........	1810	1820	1830	1840	1850
Habitants......	4,762	8,896	31,639	212,267	397,954

Dans cette première phase de la colonisation, l'agriculture absorbe les deux tiers de la population. Dès 1850, elle avait amélioré 780,660 hectares; elle avait acheté des terrains pour 22 millions et leur avait fait prendre une valeur de 277 millions : *treize fois le prix d'achat*. On admirera ce résultat si l'on réfléchit que les neuf dixièmes des terres cultivées ne le sont pas depuis vingt ans.

Les défrichements sont jusqu'ici trop limités pour diminuer sensiblement la vaste étendue des forêts. Le voisinage des lacs en permet l'exploitation ; elle est déjà digne d'être comparée à celle des forêts du Maine. Dans cette exploitation, n'oublions pas le sucre d'érable.

Dès 1850, on évaluait à 30 millions de mètres courants les bois débités et conduits à la grande baie de *Saginaw*, sur la rive occidentale du lac Huron. Il faut compter moitié en sus pour les autres exploitations forestières, dont les produits sont amenés des lacs Huron et Michigan.

Tandis que les colons du Michigan tirent un aussi grand parti des richesses du règne végétal, l'industrie manufacturière ne reste pas inactive. Dès 1850, les ateliers qui fabriquent chacun pour 500 dollars et davantage produisaient 58,347,310 francs; dix ans plus tôt, les mêmes ateliers ne produisaient que sept millions.

Les usines principales sont consacrées à la production du fer, au travail de la laine, aux tanneries, à la mise en œuvre des cuirs, aux verreries, aux poteries, etc.

Il faut citer pour leur richesse minérale les montagnes de fer qu'on trouve près du lac Supérieur. La compagnie

Jackson possède une de ces montagnes; une autre, propriété de la compagnie Cleveland, est aussi riche, mais plus éloignée du lac, et par là d'une exploitation plus difficile.

Pour faciliter ces travaux et l'exportation du métal, on ouvre un canal de décharge : il permet d'éviter le saut de la rivière Sainte-Marie, par laquelle les eaux descendent du lac Supérieur au lac Huron.

Dans le district des mines du lac Supérieur, la production de 1,000 kilogrammes de fer en gueuse ne coûte que 117 francs. Aujourd'hui, pour transporter le métal des hauts fourneaux à Pittsbourg, en Pennsylvanie, il faut payer 30 p. o/o en sus de ce prix. Ce transport deviendra moins dispendieux.

Quant aux usines où ce fer est produit près du lac Supérieur, tout les favorise, et les forêts abondantes, qui donnent à bas prix le combustible, et les chutes d'eau nombreuses, qui fournissent une grande force motrice.

Instruction publique.

L'instruction publique est aussi protégée par l'État, aussi cultivée par les citoyens, que dans les parties de l'Union les plus avancées. Le Gouvernement dote avec générosité son Université. Il a fait choix, pour diriger cet établissement, d'un savant assez distingué pour que l'Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, l'ait nommé membre correspondant; ce savant, M. Tapan, est chargé d'acquérir en Europe les instruments les plus parfaits pour *un grand observatoire*.

La population du Michigan ne forme encore, dans sa péninsule du nord, aucune ville qui mérite d'être citée.

La presqu'île du midi possède sur sa rive orientale le port du *Grand-Havre*, près du lac Michigan. Deux chemins de

fer importants vont le rallier : celui du sud, à la voie capitale qui traverse l'État d'Illinois pour aboutir au Missisipi près de la grande cité de Saint-Louis; celui de l'est, au port de Détroit, dont nous allons parler.

Chenal, port et cité de Détroit.

La cité de *Détroit* est la capitale de l'État; ses prospérités sont écrites dans l'accroissement de sa population.

Années	1820	1840	1850	1853
Population	2,222	9,102	21,019	34,436

Cette ville est alimentée d'eaux qu'on élève par la force de la vapeur. Dès 1815, lorsqu'elle n'était qu'un village, un acte législatif la classait parmi les *cités* : mieux que la loi, le commerce en a fait une ville importante. Avant dix ans, elle aura cent mille habitants; ce sera la Constantinople des mers méditerranées de l'Amérique du Nord. Elle s'élève sur la rive occidentale de la rivière Détroit, qui déverse les eaux du lac Huron dans le lac Érié, comme le Bosphore déverse les eaux de la mer Noire dans la Méditerranée. Afin que l'analogie soit plus complète, une autre mer de Marmara se trouve à mi-voie du chenal : c'est le beau lac Sainte-Claire.

Tous les noms français ici reproduits ont été donnés à des lieux conquis par nos ancêtres du Canada, sous Louis XIV, pour être perdus sous Louis XV : le roi par excellence de nos humiliations.

Le mouvement des navires à vapeur qui font escale à Détroit est d'une incroyable activité; d'une activité que partagent les Américains du Michigan, du Wisconsin, de l'Illinois, de l'Indiana, pour les lacs supérieurs, et les Anglais pour l'occident du haut Canada. Tout passe à Détroit avant de descendre aux lacs inférieurs.

Au point où les eaux du lac Huron versent leur trop-plein dans le chenal de Détroit par la rivière et le lac Sainte-Claire, on trouve le *port Huron*, qui comptait en 1850 deux mille habitants.

Tonnage du port de Détroit......	1850	1855
Navires à voiles.............	18,807 tonn.	32,878 tonn.
Navires à vapeur............	18,015	32,181

La position de l'État du Michigan, circonscrit par trois grands lacs, dispensait d'avoir recours à la création coûteuse de navigations artificielles : les efforts se sont tournés avec d'autant plus de fruit vers les chemins de fer.

Chemins de fer en activité au 1er janvier 1854.

Étendue, 567 kilomètres; dépense accomplie, 74 millions de francs. L'État n'a pas exécuté tous les chemins, mais il avait donné sa garantie, et cette garantie a fait défaut; il faut espérer qu'une tache pareille sera lavée. La prospérité du Michigan permettra que le Gouvernement remplisse des engagements dont le respect sauve à la fois le crédit et l'honneur des États.

XIV. ÉTAT DE WISCONSIN.

L'État de Wisconsin est baigné, du côté de l'est, par le lac Michigan; au midi, le parallèle du 42° 30′ le sépare de l'État d'Illinois; le Mississipi le borne à l'ouest; vers le nord, il a pour limites l'État du Michigan et l'extrémité la plus occidentale du lac Supérieur.

Superficie.....................	13,966,740 hectares.
Population en 1850.............	305,391 habitants.
Territoire pour mille habitants....	45,730 hectares.

Lors du recensement de 1840, le Wisconsin n'existait encore qu'à titre de territoire et ne comptait que 30,945 âmes; en dix années, sa population *quintuplait.*

En 1850, *Madison,* la capitale de l'État, comptait 1,525 habitants, et trois ans après 3,500. Les autres villes sont encore à l'état de villages, mais plusieurs seront remarquables dès le prochain recensement.

Il faut signaler *Milwaukie,* le principal port sur le lac Michigan. Ce port, commencé seulement en 1840 par 1,700 habitants, dix ans plus tard en avait 20,000 ; maintenant ce nombre doit être plus que doublé. En 1853, le tonnage de ses navires s'élevait à 10,170 tonneaux.

Lors du dernier recensement, les produits d'industrie du comté de Milwaukie s'élevaient à 10 millions de francs : le cinquième des produits manufacturés de tout l'État.

Ce qui doit bien plus nous intéresser, ce sont les établissements d'instruction publique et d'humanité placés, pour ainsi dire, dans le berceau de cet État presque au jour de sa naissance : tels sont l'asile des aliénés et l'école des sourds-muets. Les écoles ordinaires jouissent d'un capital qui passe 8 millions de francs et qui rapporte 7 p. 0/0 d'intérêt. La valeur des écoles bâties s'élève à deux millions. On a commencé d'instituer une école normale de maîtres d'école. On a fait un premier fonds qui surpasse 800,000 francs *pour une Université.*

Tels sont, au point de vue de l'instruction nationale, les fondements de la prospérité future et prochaine du Wisconsin.

Quant à la prospérité matérielle, mentionnons des cours d'eau du premier ordre, deux mers intérieures, et déjà 370 kilomètres de chemins de fer. *Cinq* de ces chemins partent de Milwaukie; trois sont dirigés vers le

Mississipi supérieur; un remonte au nord pour joindre un lac et la baie Verte, *Green-bay*, du lac Michigan. Un dernier descend au sud et passe à *Racine*, port du même lac; il rejoint à Chicago le magnifique réseau de l'Illinois.

Le port de Racine, dès 1850, possédait 5,107 habitants; trois ans après, sa population avait tiercé.

Les forêts, les mines et les produits en céréales, telles sont les richesses du Wisconsin. Cet État abonde en mines de cuivre. Pour les exploiter, de grandes compagnies se sont formées : il est remarquable qu'une de ces compagnies *ait son siége à Paris*.

En 1855, des mines de cuivre des bords du lac Supérieur, avec 5,000 tonneaux de minerai, ont produit 3,500 tonneaux de métal.

XV. ÉTAT D'IOWA.

L'État d'Iowa, le dernier colonisé dans le système d'États sans esclaves, est le seul qui s'étende sur la rive occidentale du Mississipi. Il est terminé par deux arcs de parallèles, celui du nord-est à 43° 50′ de latitude, celui du sud à 40° 40′; il a pour limite orientale le Mississipi et pour limite occidentale le haut Missouri.

Superficie de l'État....................	16,600,420	hect.
Population en 1850....................	192,214	hab.
Territoire pour mille habitants...........	68,603	hect.

L'Iowa, plus récent que les États déjà décrits, est celui dont la population a la moindre densité. Cela même explique le rapide progrès dont voici l'expression :

Années............	1840	1850	1853	1855
Population.......	43,112	192,214	325,262	500,000

L'agriculture est et sera longtemps encore la principale

richesse de l'Iowa; ses vastes plaines le rendront, pour le produit des céréales et pour l'élevage des bestiaux, le rival des grands États de New-York et d'Ohio.

Partout la terre peut être labourée sans travaux extraordinaires de défrichement. Elle offre une couche végétale noirâtre, épaisse et féconde (*rich black loam*), aisément pénétrable par les racines des végétaux.

Voici ce qu'un agronome de l'Iowa écrivait récemment et qui semble à peine croyable : la plus grande partie des terres peut donner de 68 à 72 hectolitres de maïs par hectare; il n'est pas rare de trouver des guérets si féconds, qu'ils donnent de 100 à 110 hectolitres de ce grain aussi par hectare; enfin, l'on récolte jusqu'à 50 hectolitres de froment dans la même étendue de terre.

Les pâturages, arrosés d'eaux excellentes, sont de première qualité pour l'élevage du bétail.

A ces richesses naturelles ajoutons 6,450,000 hectares souterrains qu'occupent des gîtes de houille en couches épaisses. Néanmoins, ne soyons pas étonnés qu'un État né d'hier ait encore peu d'ateliers et de manufactures: ils viendront à leur tour, et ce tour approche.

L'esprit d'entreprise est si grand que dans l'Iowa, malgré le petit nombre d'habitants, on a commencé d'exécuter 640 kilomètres de chemins de fer. On établit trois lignes qui traverseront cet État de l'est à l'ouest, et toutes trois sont dirigées du Mississipi au Missouri.

Nous ne pouvons signaler ici que la population naissante des villes; elle annonce déjà leur grandeur future.

Population des villes de l'Iowa, riveraines du Mississipi.

	Port-Dubuque.	Davenport.	Burlington.	Muscatine.
Année 1850..	3,108	1,848	4,042	2,540
Année 1853..	7,500	4,500	»	5,000

Iowa, la capitale de l'État, qui ne comptait en 1850 que 1,250 habitants, trois ans après en avait plus de 6,000 et maintenant doit dépasser 8,000.

Un chemin de fer est exécuté pour unir cette cité, du côté de l'est, avec Davenport, sur le Mississipi; du côté de l'ouest, avec Council-Bluffs, sur le Missouri.

Moyens d'enseignement public.

Parmi les États septentrionaux, ce qu'il faut remarquer dans l'État d'Iowa, le dernier colonisé et le plus reculé vers l'ouest, c'est l'enseignement public et les moyens d'instruction. Par un de ses premiers actes, l'Iowa donne 366,000 hectares de terre aux écoles populaires et 19,000 aux écoles supérieures.

Quand il ne comptait pas encore 200,000 âmes, ses écoles étaient fréquentées par 30,767 élèves, soit enfants, soit adultes. Dès lors à vingt ans, sur cent Américains d'Iowa, quatre seulement ne savaient ni lire ni écrire.

En faveur des personnes de toutes professions, 29 journaux ou publications périodiques font circuler, suivant l'esprit américain, des connaissances *positives* sur tous les sujets d'utilité générale ou spéciale.

Voilà comment les États naissants se rendent capables de marcher à pas de géants.

RÉSUMÉ DES QUINZE ÉTATS SEPTENTRIONAUX.

Les quinze États septentrionaux que nous venons de parcourir ont des conditions propres d'existence, de constitution sociale et de progrès industriel; conditions qu'il importe d'étudier et dont il faut montrer le caractère.

Les deux tiers de la race d'origine européenne, de celle qui

forme le nerf de la Confédération, appartiennent à ces États.

Total de la race européenne aux États-Unis......	19,553,056
Même race dans les *quinze* États septentrionaux...	13,146,829
Même race dans les territoires septentrionaux.....	30,453
Reste pour les *seize* États et territoires méridionaux.	6,375,774

Il m'a semblé qu'on jetterait une vive lumière sur la formation, le développement et l'avenir des États septentrionaux en les distinguant par groupes suivant leur degré d'avancement.

Je compose un *premier groupe* des quatre États primitifs de la Nouvelle-Angleterre, le Massachusetts, le Connecticut, le New-Hampshire et le Rhode-Island.

Je compose un *second groupe* des trois États intermédiaires, le New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie, en y joignant le Vermont, détaché du New-York, et le Maine, détaché du Massachusetts.

Je compose un *troisième groupe* des six États colonisés les derniers, et situés à l'ouest de tous les autres.

Subdivision des quinze États septentrionaux.

	1er GROUPE.	2e GROUPE.	3e GROUPE.
	Connecticut.	Maine.	Ohio.
	Massachusetts.	Vermont.	Indiana.
	New Hampshire.	New-York.	Illinois.
	Rhode-Island.	New-Jersey.	Iowa.
		Pennsylvanie.	Michigan.
			Wisconsin.
Territoires : hect.	5,962,253	37,109,771	75,181,800
Population.	1,830,827	6,726,024	4,715,474
Hab. par 10,000 hect..	3,072	1,831	627

France : Landes..... 3,242 ; Hes-Alpes, 2,191 ; *Suède et Norw.* 635

Par conséquent, en 1850, le premier des groupes dans le nord des États-Unis, le plus peuplé comparativement à l'étendue de son territoire, ce groupe l'est encore moins que notre pauvre département des Landes.

Le second groupe est d'un quart moins peuplé que notre département des Hautes-Alpes, le moins habité de toute la France et, dans une partie notable de son étendue, couvert de glaces éternelles.

Ce même département, au plus bas degré de l'échelle de la *popnlosité* française, offre trois fois et demie celle du troisième et dernier groupe des États-Unis du nord.

Pour trouver en Europe un pays où la population soit aussi rare que dans le troisième groupe, il faut réunir la Suède et la Norwége, ces deux États qui possèdent aussi leurs Hautes-Alpes, couvertes de glaces éternelles, et que le cercle polaire frappe de sa stérilité.

Mais les pays comparativement si peu peuplés ont l'avantage que leur population s'accroît, pour ainsi dire, en proportion de la rareté du nombre des habitants. On en jugera par le tableau suivant :

Population progressive des quinze États septentrionaux, de 1800 à 1850.

		1er GROUPE, le plus ancien.	2e GROUPE, intermédiaire.	3e GROUPE, le plus nouveau.
Population en 1800		927,128	1,707,043	50,240
Population en 1850		1,930,997	6,726,024	4,715,474
Accroisst par mille hab.	1° En 50 ans	976	2,982	93,838
	2° Par interv. de 10 ans.	146	318	1,480
	3° Par interv. d'un an.	14	28	95

L'accroissement du premier groupe n'a rien d'extraordinaire; il est presque identique avec celui de l'Angleterre et de l'Écosse dans le même demi-siècle.

L'accroissement du second groupe ne peut être comparé qu'à celui du Lancastre, dans la Grande-Bretagne : on sait à quelles causes extraordinaires est dû le triplement de la population dans cette grande province, qui fournit ses tissus au monde entier.

Enfin, l'accroissement du troisième groupe ne saurait être comparé, même de loin, à celui d'aucune autre contrée : *en un demi-siècle, il remplace un homme par quatre-vingt-quatorze !*

Sans doute, dans les derniers temps, l'émigration des Européens, singulièrement favorisée par les lois de Sir Robert Peel, entre pour une certaine part dans cet accroissement extraordinaire. Il ne faut pourtant rien exagérer; le tableau suivant ramènera, sur ce point, à la vérité.

Étrangers non Irlandais émigrés dans les États du nord (1850).

	1er GROUPE.	2e GROUPE.	3e GROUPE.
Nombres totaux........	63,603	504,149	294,817
Pour 100,000 habitants..	3,692	7,687	6,252

Les Irlandais, si malheureux dans leur pays, ont émigré surtout à partir de 1845; ils se sont principalement réfugiés dans les quinze États du nord : la plupart sont restés dans les deux premiers groupes, les plus voisins de l'Atlantique.

Irlandais émigrés dans les États du nord (1850).

	1er GROUPE.	2e GROUPE.	3e GROUPE.
Nombres totaux...........	167,361	555,174	81,493
Par 100,000 habitants......	9,141	8,135	1,726

Dans les cinq ans écoulés depuis 1850, le nombre des Irlandais émigrés s'est accru de plus des deux tiers. Mais

l'émigration, repoussée des premiers groupes par de vives passions, s'est aussi portée vers le troisième, pour y produire une proportion moins inférieure.

D'après les calculs auxquels je me suis livré, en tenant compte de l'accroissement des natifs Américains et des Irlandais décédés en Amérique de 1850 à 1855, j'ai trouvé que pour 100,000 Américains des trois groupes il se trouvait aujourd'hui 12,700 Irlandais. Cette proportion n'a rien d'inquiétant.

Les Irlandais, presque tous partis sans richesse, ont pu, grâce à leur travail énergique, donner un éclatant témoignage et de leur esprit d'économie et de leurs sentiments généreux. Il suffit de citer les sommes qu'ils ont fait passer à leurs parents, retenus dans la verte Érin, pour leur procurer le moyen de traverser la mer et de rejoindre les plus anciens émigrants.

Secours des Irlandais d'Amérique à leurs parents, pour qu'ils émigrent.

Ann..	1848	1850	1852	1853	1854
Fr...	11,500,000	23,425,000	35,200,000	37,975,000	43,250,000

Ces sommes si considérables représentent, suivant les années, de 12 à 20 francs par Irlandais émigré.

Si de tristes animosités soi-disant religieuses, et que je ne crains pas d'appeler impies, n'animaient pas des dissidents exaltés contre le catholicisme représenté par l'émigration irlandaise, on ne redouterait pas autant qu'on semble le faire une émigration *qui déjà diminue* et qui diminuera de plus en plus. C'est un effet inévitable, vu le petit nombre d'habitants catholiques restés dans la verte Érin; ce nombre est déjà réduit à moins de 4 millions.

Les émigrés envoyés par l'Irlande ne sont pas des ca-

pitalistes dangereux par leur opulence; malgré la grandeur des sacrifices qu'ils font pour attirer leurs parents d'Europe, ils n'ont pas en Amérique l'influence qui naît de l'opulence accumulée. Ils fournissent des hommes de peine dans les cités et des pionniers parmi les défricheurs de l'Ouest lointain; ils ne peuvent influer que par leur masse en certaines localités au sein desquelles ils affluent, comme à Boston. Mais dans le Massachusetts il leur faut, je crois, sept années de séjour avant d'y posséder un droit électoral. L'inégalité de leur répartition les laisse partout ailleurs dans une infériorité d'autant plus grande.

Les enfants amenés jeunes et ceux qui naissent après l'émigration des Irlandais s'assimilent par degrés avec les mœurs américaines, avec les intérêts de la patrie adoptive. L'intolérance est donc sans excuse de prendre un masque politique, afin de cacher sa haine et ses préventions. Détournons les yeux d'un si triste spectacle.

Production manufacturière en 1850.

Dans le tableau qui va suivre, je résume la production manufacturière des trois groupes d'États du nord.

	1er GROUPE.	2e GROUPE.	3e GROUPE.
	fr.	fr.	fr.
Ateliers produisant au moins 2,670 fr.	1,289,584,000	2,539,665,000	138,868,000
Produits par million d'adultes mâles de 15 ans et plus, adonnés aux professions manufacturières et commerciales	4,116,820,000	2,163,720,000	1,414,520,000

Ce tableau me semble éminemment propre à montrer suivant quelle progression, au point de vue des produits

d'industrie, le premier groupe, celui des États les plus anciens, l'emporte sur le second, celui des États de création intermédiaire, et combien le second l'emporte sur les États très-nouveaux qui forment le troisième groupe.

Loin que les trois groupes doivent se considérer comme des antagonistes qui se nuisent les uns aux autres, il est plus vrai de penser que la richesse industrielle de chaque groupe exerce une influence salutaire sur les deux autres. Je ne puis qu'indiquer ce point de vue; mais je le crois le plus utile à la concorde de ces contrées, qui ne doivent pas être simplement de nom les États-Unis. Je le crois aussi le plus généreux, le plus salutaire, en même temps qu'il est le plus conforme à la vérité.

Loin que le premier groupe absorbe ou, comme on le dit dans le langage de l'envie, *monopolise* la production industrielle, il ne représente que le *quart* de cette production pour tous les États-Unis.

Valeur des propriétés dans les États septentrionaux.

	1er GROUPE.	2e GROUPE.	3e GROUPE.
	fr.	fr.	fr.
Valeurs totales pour chaque groupe...	4,870,676,000	11,626,861,000	1,120,105,000
Valeur des propriétés par million d'habitants......................	2,660,120,000	1,710,334,000	1,120,105,000
Cités prépondérantes................	Boston.	New-York.	Cincinnati.
États prépondérants................	Massachusetts.	New-York.	Ohio.
	fr.	fr.	fr.
Richesse par État prépondérant......	3,061,648,000	5,768,851,000	2,695,374,000
Richesse par État prépondérant et par million d'habitants..............	3,078,536,000	1,862,481,000	1,361,007,000

A la vue de ce tableau, la première impression qu'on éprouve est un sentiment de plaisir en voyant l'État si récent d'Ohio, né pour ainsi dire avec le siècle, approcher si près de la richesse acquise par le New-York, fondé depuis deux siècles et demi; par cet État qui s'appelle fièrement lui-même *l'État-Empire;* par cet État qui concentre dans ses mains la moitié du commerce de trente autres États, et dont les villes contiguës qui composent sa capitale approchent aujourd'hui d'un million d'habitants.

J'éprouve un autre sentiment de bonheur à voir comment le Massachusetts, l'État de Franklin, l'État des sciences et des arts, s'élève si haut par ses inventions et son génie, par son esprit d'activité, d'ordre et d'économie. J'aime à faire voir, comment, pour un même nombre d'habitants, le Massachusetts, malgré sa terre infertile, surpasse en richesses fruit du travail les États du nord les plus renommés dans l'Union américaine. Il ouvre la route; il est en avant; il donne l'essor : c'est à tous les autres États de profiter d'un tel exemple et d'arriver à leur tour au même degré de prospérité.

Si j'étais représentant du Massachusetts au Congrès américain, et si j'entendais accuser mon pays d'avoir des usines, des banques et des associations *trop florissantes*, par l'effet, objecte-t-on, *des protections législatives*, égales cependant pour tous les États, je ne répondrais pas verbeusement à ce reproche de l'envie. Je tirerais de ma poche un bien modeste opuscule qui parut il y a près d'un siècle afin de servir de guide à la Nouvelle-Angleterre et de la mener par la sagesse à l'opulence; je déposerais sur le bureau du président le petit livret du *Bonhomme Richard;* j'imiterais ce paysan du Danube accusé d'être protégé par la magie, et qui montrait sans rien dire ses instruments de travail et de succès.

PARTIE DU MIDI : LES ÉTATS A ESCLAVES.

Ainsi que nous l'avons fait voir, les quinze États septentrionaux de l'Union américaine ont pour caractère général d'avoir été fondés et développés par les races européennes vraiment livrées à leur seule force.

C'est la raison de leur supériorité. La race indigène, à la fois sauvage et belliqueuse, a combattu deux cents ans pour défendre le sol natal. Vaincue sans cesse, elle a reculé; elle a péri en grande partie; elle n'a jamais ni voulu ni pu s'assimiler aux conquérants, encore moins travailler pour eux à titre de subordonnée.

Introduction et multiplication de la race noire. Esclavage.

Une autre race auxiliaire et d'importation britannique est venue prêter son labeur aux colons européens.

Dans le nord de l'Union, la race noire, tirée d'Afrique par la traite, n'a fourni qu'un secours insignifiant à la race blanche. En 1790, quand ce déplorable commerce était en pleine vigueur, les États-Unis septentrionaux comptaient seulement 40,280 nègres esclaves, sur une population totale de 1,968,454 habitants.

Il n'y avait, par conséquent, dans ces États qu'un esclave sur quarante-huit hommes libres. Cela n'offrait à la cupidité qu'un intérêt misérable à défendre.

Dans le nord de l'Union, le sentiment général s'étant prononcé contre le maintien d'un esclavage qui servait si peu, le nombre déjà très-petit des esclaves a sans cesse diminué; mais il a diminué par degrés infiniment moins rapides qu'on n'aurait pu le supposer.

Prouvons-le.

En 1820, au bout de trente ans, les 40,000 esclaves de 1790 n'étaient encore réduits qu'à 19,108.

A partir de 1820, précisément à l'époque où l'industrie prend un grand essor dans les États septentrionaux, l'esclavage disparaît avec moins de retards. En dix années les 19,108 esclaves sont réduits à 3,559; dix ans plus tard on n'en compte plus que 747; lors du dénombrement de 1850, on en compte encore 236, recensés dans un seul État, celui de New-Jersey. En 1860, ils auront probablement disparu.

Tandis que les États du nord employaient *deux tiers de siècle* à se débarrasser d'un esclave sur quarante-huit citoyens, ou par l'affranchissement, ou par l'envoi dans le midi, un invincible préjugé maintenait contre les noirs et contre les métis toute sa force répulsive. Les blancs tenaient à distance de mépris les nègres, les mulâtres et toute personne de sang mêlé, même au moindre degré.

Quand, par l'émancipation, les portes officielles de la cité s'ouvraient au pauvre esclave affranchi, des mœurs implacables lui fermaient les portes de la société. On voulait bien des nouveaux libérés pour cohabitants dépourvus d'influence; on ne les voulait ni pour parents, ni pour alliés, ni pour commensaux, ni pour citoyens. On eût rougi de partager avec eux une place à table, une loge au spectacle, un omnibus en chemin de fer ou sur la place publique. Ainsi ces républicains du nord, si fiers de posséder entre eux l'égalité, la refusent impitoyablement à la race noire. Leur vanité la dénie au sang mêlé, conservât-il seulement une ombre de nuance que des yeux européens ne pourraient pas apercevoir; mais cette nuance, un instinct studieux de mépris et d'aversion la fait saisir par l'Anglo-Américain avec une incroyable et désolante perspicacité.

Ce sentiment a donné la pensée d'établir sur la côte d'Afrique, à *Libéria*, un établissement colonial où l'on voulait former une colonie de noirs émancipés, j'ai presque dit de réprouvés : comme on jette au dehors des murs les immondices d'une ville. Ce projet n'a reçu qu'une faible exécution. Un rapport de 1852 constate qu'en trente-deux années un petit nombre de noirs émancipés, 7,592, ont été transportés à Libéria : c'est bien peu.

La question numérique des esclaves est d'une tout autre gravité pour les États du midi que pour ceux du nord. C'est ce que fait voir le tableau suivant, dont les chiffres se rapportent au premier recensement officiel.

LES LIBRES ET LES ESCLAVES DU MIDI, EN 1790.

ÉTATS.	POPULATION TOTALE.	ESCLAVES.
Delaware	59,096	8,887
Georgie	82,548	29,264
Kentucky	73,077	11,830
Maryland	319,728	103,036
Caroline du Nord	393,751	100,572
Caroline du Sud	249,073	107,094
Tennessee	35,791	3,417
Virginie	748,308	293,427
TOTAL	1,961,372	657,527

En résumé, dans la partie méridionale de l'Union américaine, il y avait, en 1790, un esclave sur trois habitants : un homme asservi pour deux hommes libres.

Les États ainsi composés se sont unanimement, opiniâtrément, refusés à supprimer l'esclavage. Ils ont,

d'ailleurs, accepté l'*abolition de la traite*, abolition décrétée dès 1788, mais ajournée jusqu'au 1er janvier 1808.

Deux ans après l'expiration de la traite, lors du recensement de 1810, le nombre des esclaves s'est trouvé :

États du nord...........	27,510	1,191,364
États du midi...........	1,163,854	

Pour les États du midi, l'accroissement si considérable dans le nombre des esclaves n'était dû qu'en moindre partie à la traite ; le reste appartenait au progrès naturel de cette population.

Dès 1808, la traite, châtiée comme piraterie, devenait impossible. Les recensements postérieurs à 1810 ne marquent plus que le progrès interne de la race esclave, défalcation faite des affranchissements et des évasions.

Lorsque le Parlement d'Angleterre eut fait le grand et noble sacrifice de 500 millions de francs pour émanciper les 600,000 esclaves que contenaient ses colonies, les partisans de l'émancipation redoublèrent d'ardeur dans le nord des États-Unis. Cette opinion devint chaque année plus agressive contre les États du midi. Les esprits s'enflammèrent; des discussions brûlantes furent excitées non-seulement dans les réunions particulières à chaque État, mais au Congrès général, à la Chambre des représentants et jusque dans le Sénat, ce dernier refuge du calme et de la sagesse.

Dès 1788, la Virginie avait fait la concession générale du vaste territoire qu'elle possédait au nord-ouest de l'Ohio. L'acte législatif par lequel cette cession était sanctionnée stipulait qu'on pourrait y fonder cinq États où l'on n'admettrait pas d'esclaves : ces cinq États sont l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Michigan et le Wisconsin. Nous en avons expliqué les progrès.

En retour, les États du midi réclamèrent pour la création d'États méridionaux qui posséderaient des esclaves. Le Kentucky, le Tennessee, démembrements de la Virginie, en formèrent deux nouveaux, auxquels on adjoignit successivement l'Alabama, la Louisiane, le Mississipi, l'Arkansas, la Floride et le Texas.

Après d'ardentes discussions on établit presque en même temps, au delà du Mississipi, l'Iowa sans esclaves, le Missouri avec des esclaves.

Depuis quelques années les États du midi qui possèdent des esclaves étaient au nombre de quinze, égal à celui des États du nord où l'esclavage est supprimé. En 1847, un seizième État, la Californie, vint s'ajouter à ces derniers.

Les États du sud veulent à toute force obtenir un seizième État qui maintiendrait l'équilibre avec le nord; ils redoublent d'activité pour peupler le territoire disponible appelé *Kansas*. De leur côté, les abolitionnistes des États septentrionaux, et surtout de l'Ohio, s'associent dans un but contraire; ils souscrivent pour envoyer dans le Kansas des colons abolitionnistes. C'est à qui formera la majorité! La lutte n'est point pacifique : le sang l'a souillée, et des rixes meurtrières ont pris l'aspect d'une guerre sociale. Ce territoire est au moment de formuler sa constitution, et prendra rang parmi les États ayant ou n'ayant pas d'esclaves, suivant le vote qu'émettra sa convention.

Une foule d'écrits sans talent et sans effet ont été publiés sur les questions brûlantes que fait naître l'esclavage. Une femme a l'honneur d'avoir produit l'impression la plus puissante : ingénieuse, et passionnée sans le paraître, elle a, sous forme de roman, rassemblé tous les traits de cruauté faciles à recueillir dans les tristes annales de la possession sans contrôle de l'homme par l'homme; en même temps elle a peint avec charme les vertus qui

peuvent rendre intéressants les opprimés. Elle a donné le cœur de Fénelon au nègre modèle, issu de l'esclavage; elle a mis, ce me semble, beaucoup de mal à la charge de quelques blancs et beaucoup de bien du côté de quelques noirs. Cette peinture à double effet n'a pu manquer d'exciter un vif intérêt pour les derniers et l'animadversion contre les premiers. Tel est l'esprit et le succès de *l'Oncle Tom.*

A la lecture de ce livre, un ami de la vertu serait tenté de prier Dieu qu'il rende les blancs esclaves, afin de leur donner les vertus d'un pareil oncle : vertus qu'on peut acquérir même en passant par l'esclavage.

Que devient donc la grande et noble pensée du chantre des dieux et des héros? Et ne doit-on plus croire le divin génie qui devançait de six siècles l'esprit de la Grèce libre, lorsqu'il nous dit, dans un des endroits qu'on cite à bon droit comme sublimes :

.... L'affreux instant qui met un homme aux fers
Lui ravit la moitié de sa vertu première.

Il faudrait avoir visité les quinze États du midi qui possèdent des esclaves, pour se former une juste idée du sort des hommes qui composent la classe asservie et du caractère des maîtres. Je me déclare incompétent à présenter ce tableau d'après moi-même, et ne veux pas le retracer d'après les passions d'autrui.

Je n'aurais pas offert l'exposé qui précède si les questions d'ordre moral qu'il soulève n'étaient venues se lier intimement aux questions économiques ainsi qu'aux progrès des arts.

Les États du midi, vilipendés sans modération par les États du nord, ont trouvé qu'ils se vengeraient puissamment de leurs détracteurs s'ils attaquaient avec âpreté la

législation protectrice de l'industrie américaine, législation dont les effets ont été si favorables à la Nouvelle-Angleterre, au New-York, à la Pennsylvanie, au New-Jersey, à l'Ohio, etc. Afin de conjurer les périls qui résultaient d'un tel esprit de discorde, les hommes d'Etat ont cherché des moyens de conciliation; ils ont proposé des mesures modérées où chacun ménageait son adversaire, afin d'en être ménagé. Telles ont été les mesures dites *de compromis*, qu'on doit surtout à l'un des plus illustres représentants du Kentucky, à M. Henry Clay.

Avec tous les cœurs honnêtes nous formons des vœux pour l'amélioration progressive du sort des noirs et pour la proclamation de leur liberté finale; mais nous ne croyons pas que l'on rende plus facile et plus prompte, ni cette amélioration, ni l'émancipation définitive, si l'on persiste dans les voies de la violence, de la menace et de l'outrage : jamais par de tels moyens on n'a produit de conversions.

Les amis de la grandeur américaine repoussent également le vœu des personnes qui voudraient que ces passions, ces excès, amenassent le déchirement du pacte fédéral et la séparation des États du nord et du midi.

Des souhaits, des préjugés, des opinions erronées, ne changent rien à la marche des grands événements : cette marche, qui pourrait dès à présent la prédire?

Si nous comparons l'état social des quinze États sans esclaves à celui des quinze États affligés par l'esclavage, nous trouverons celui des premiers très-préférable.

Mais veut-on mettre en parallèle ces quinze derniers États et diverses nations qui possèdent aussi des esclaves? ils présentent des signes de supériorité qu'il est juste de constater. Si les nations dont nous parlons ne suppriment pas l'esclavage, et nous voudrions qu'elles le suppri-

massent, ce sera pour elles un important sujet d'études que celui des États méridionaux de l'Union américaine.

Comparons le dénombrement officiel de 1810, peu de temps après la cessation de la traite, et celui de 1850, le dernier de tous. Voyons pour ces quarante années ce que sont devenues trois classes plus que jamais isolées aux États-Unis : les blancs, les libres de couleur et les esclaves.

Forces productives de l'espèce humaine dans les États méridionaux de la Confédération américaine.

Années.	Blancs.	Affranchis.	Esclaves.
1810	2,208,785	105,715	1,191,364
1850	6,221,000	238,854	3,204,313
Progrès moyen décennal de 1810 à 1850 par cent mille habitants.			
	29,628	22,608	28,064
Temps nécessaire au doublement des trois populations.			
	26 ans 9 mois.	34 ans.	28 ans.

Quels résultats étonnants ! Tout ce que peut faire la race blanche, qui possède l'opulence et la liberté, qui de plus est favorisée par l'immigration des étrangers, tout ce qu'elle peut faire en doublant de nombre, c'est qu'elle devance de quinze mois seulement le temps nécessaire au doublement de la race esclave.

A l'égard des affranchis, malgré les émancipations qui s'ajoutent chaque année au progrès naturel des familles déjà rendues libres, le temps nécessaire à leur doublement est d'un cinquième plus long que celui qui suffit pour doubler la race esclave.

Et ce progrès supérieur des esclaves a lieu depuis la cessation absolue de la traite des noirs ; il a lieu malgré la

diminution qui résulte des émancipations légales et malgré les évasions favorisées avec audace du côté du nord.

En parcourant le reste de la terre, nous ne trouverons nulle part la race noire, esclave ou devenue libre, offrir un progrès qui, même de loin, approche de celui des États-Unis méridionaux : le doublement en vingt-huit années.

En dehors des États-Unis, nous ne trouverons pas même un seul peuple de race blanche, heureux et libre, qui présente un accroissement aussi rapide.

Nous terminerons ces observations par une dernière considération qui se rattache aux plus graves questions de l'agriculture et de l'industrie.

Deux contrées surpassent le reste du monde par l'étendue et l'excellence des travaux qu'exige le plus précieux des filaments utiles à l'homme : le coton. La première excelle à le cultiver, à le récolter; la seconde, à le filer, à le tisser. Le cultivateur travaille sous un ciel rapproché de la zone torride, au grand soleil ; le filateur accomplit sa tâche en d'opulentes cités manufacturières, sous des abris spacieux et tempérés. L'un est l'esclave de l'homme, l'autre ne l'est que des machines. Ce dernier, dans la cité par excellence, à Manchester, perd autant d'enfants, de la naissance à trois ans d'âge, que le premier, de la naissance à quatorze ans; et la vie des hommes faits est en raison de cet indice. Enfin, pour achever le contraste, c'est le pays où l'enfance, atrophiée dès le berceau, hébétée par l'opium, périt plus vite, c'est le pays où l'âge mûr, énervé par sa lutte avec la vapeur, finit plus tôt, c'est celui-là qui fait à l'autre la leçon et l'accuse de barbarie!

Et quand on parle de race noire élevée sur les bords de l'Atlantique par myriades de familles, qui pullulent dans la force et dans la santé, qui sont nourries avec abondance, et qui grandissent pour suffire au peuplement des

nouveaux États du midi, tour à tour ouverts à la vie, on compare les maîtres de ces familles, non pas comme aux premiers âges du monde, à des patriarches, à des fondateurs de patries, mais à des *éleveurs de bétail*, à des *engraisseurs*, qui le gorgent de nourriture et qui travaillent comme s'il s'agissait d'approvisionner l'abattoir. On a prononcé ces mots : *les bouchers de la Virginie !*

Mettons de côté les injures et les déclamations. Comment décider les maîtres à libérer les esclaves dans le nouveau monde ? Comment libérer ceux-ci, sans que la paresse et l'oisiveté les jettent dans la débauche et dans ses mortalités ? Comment donner aux ouvriers de l'ancien monde, accumulés dans les fabriques, des mœurs plus austères, qui les rendraient à la santé, à la longévité ? Voilà des problèmes que l'homme d'État et les amis de l'humanité devraient méditer sans cesse, et dont ils devraient chercher à l'envi la solution.

Décrivons maintenant la situation des États méridionaux.

XVI. ÉTAT DE LA DELAWARE.

Ce petit État a la forme la plus bizarre. A partir de l'embouchure du fleuve Delaware, il en occupe la rive occidentale sur une longueur de 150 kilomètres; il touche par le nord à la Pennsylvanie, par le sud et par l'ouest à l'État de Maryland, qui l'enclave de deux côtés.

Superficie	549,058 hectares.
Population en 1850	91,532 habitants.
Territoire pour mille habitants	5,999 hectares.

L'État de la Delaware, compte à peine aujourd'hui parmi les pays où sont encore des esclaves.

ANNÉES.	LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1790...........	27,773	3,899	8,887
1810...........	55,361	13,136	4,177
1830...........	57,601	15,855	3,293
1850...........	71,169	18,073	2,290

Signalons avec une vive satisfaction les mouvements si divers : 1° de la population blanche, qui triple presque de 1790 à 1850; 2° de l'ensemble des affranchis, dont le nombre quintuple; 3° des esclaves, qui, par les affranchissements ou par les émigrations, *est réduit au quart.*

Pour compléter ces heureux changements, il est à désirer que l'État de la Delaware imite ceux qui l'avoisinent au nord et qu'il fasse disparaître l'esclavage de son territoire : ce ne sera qu'un sacrifice imperceptible. En effet, le climat et les cultures n'ont rien de spécial qui réclame les bras des noirs. En 1850, on n'a récolté que 150 kilogr. de coton; la canne à sucre n'est pas cultivée.

Dans sa partie méridionale, l'État offre des terres assez fertiles; mais, du côté de l'intérieur, on trouve certaines parties sableuses et d'autres marécageuses. En présence des grandes difficultés que présentait ce territoire, l'émigration, surtout avec les noirs, a semblé préférable pour cultiver les fécondes plaines voisines du Mississipi.

Le Delaware n'a qu'une ville un peu peuplée; c'est *Wilmington* :

Années..................	1830	1840	1850
Population.............	6,628	8,367	13,979

Le port de Wilmington n'avait, en 1850, qu'un tonnage de 6,946 tonneaux. *Newcastle*, autre port sur la Delaware, possédait en navires 7,259 tonneaux; cette petite ville n'a

de remarquable qu'un grand établissement : on y construit les locomotives et les waggons nécessaires aux chemins de fer qui traversent le comté.

En 1850, la valeur des produits manufacturés dans les établissements du Delaware s'élevait à 24,837,200 francs. Cette industrie est sensiblement moindre que celle des États primitifs de la Nouvelle-Angleterre; mais, proportion gardée avec la population, elle est plus considérable que celle de l'État si prospère d'Ohio.

Produits comparés des manufactures pour cent mille habitants.

Années	1840	1850
Delaware	10,897,000	27,124,000
Ohio	5,985,000	16,893,000

La filature et le tissage commencent à prospérer dans l'État de la Delaware.

XVII. ÉTAT DE MARYLAND.

Le Maryland, *terre de Marie*, rappelle Marie-Henriette de France, épouse de Charles Ier, et leur fille Marie. Ce pays, presque inhabité par les blancs jusqu'en 1632, était une annexe de la Virginie. Dans cette année, Georges Culvert, baron de Baltimore en Irlande, catholique estimé, chéri de Jacques Ier et de Charles Ier, reçut la concession de ce territoire; il en fit un asile pour ses coreligionnaires, persécutés alors dans les royaumes britanniques. La charte célèbre qu'il fit approuver le déclarait propriétaire et seigneur du pays : *c'est la première où l'Angleterre ait proclamé pour tous les cultes une égale tolérance*. En 1656, ce bienfait suprême est annulé par le parlement puritain de Cromwell; ce parlement dénie toute protection à qui-

conque professera le culte catholique. En 1667, Charles II restitue aux lords Baltimore le gouvernement, aux colons la tolérance.

Pendant longtemps, la cité de Baltimore, à laquelle la famille fondatrice de la colonie a donné son nom, fut le siége du seul archevêché catholique érigé dans les contrées qui forment aujourd'hui les États-Unis.

Superficie du Maryland................	2,881,000 hectares.
Population en 1850..................	583,034 habitants.
Territoire par mille habitants..........	49,413 hectares.

PROGRÈS DES TROIS CLASSES DE LA POPULATION AU XIXe SIÈCLE.

ANNÉES.	BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1800...........	216,326	19,587	105,635
1810...........	235,117	33,927	111,502
1820...........	260,223	39,730	107,397
1830...........	291,108	52,932	102,994
1840...........	318,204	62,078	89,737
1850...........	417,204	74,723	90,368

A la vue de ce tableau s'offrent à notre pensée plusieurs observations importantes. En 50 ans la race blanche double à peine; le progrès est un peu moindre que celui des peuples d'Angleterre et d'Écosse dans ce laps de temps.

Dans le même laps de temps le nombre des affranchis quadruple; rien ne ferait plus d'honneur au Maryland si les affranchis étaient traités en citoyens.

La population esclave, faiblement accrue de 1800 à 1810, diminue ensuite avec régularité. En 1810, le Maryland possède un esclave pour *deux* hommes libres; en 1850, un esclave seulement pour *cinq* hommes libres.

Il est d'un haut intérêt d'apprécier la part que les blancs prennent à la culture du sol; c'est cette part qui réhabilite, en quelque sorte, le travail des champs aux yeux des esclaves. Mais quelle est cette culture?

Lors du dernier recensement, l'État de Maryland est représenté comme n'ayant produit *aucun coton* et comme ayant donné seulement 16,450 kilogrammes de sucre; en fait, les noirs du Maryland pratiquent les mêmes cultures que les blancs des États septentrionaux. L'État se trouvant compris entre le 38ᵉ et le 40ᵉ degré de latitude, on n'y souffre pas des extrêmes chaleurs de la zone torride. Aussi voyons-nous qu'une part considérable du travail des champs est pratiquée par la race blanche.

En 1850, l'agriculture du Maryland occupe 28,588 adultes libres, de quinze ans et plus. Dans le même État, le nombre des adultes esclaves ne s'élève qu'à 23,067. Si l'on retranche de ce nombre les noirs employés au service des personnes ainsi qu'à l'exercice des métiers divers, on voit qu'il reste à peine pour le travail des champs trois noirs pour quatre blancs : résultat important. Cela suffit pour que l'agriculture ne soit pas regardée par les nègres comme un labeur de servitude.

Une portion considérable du Maryland est peu fertile. Après deux siècles de colonisation, moins des deux cinquièmes du territoire sont améliorés par la culture, et ce travail occupe la moindre partie des bras disponibles. C'est d'un autre côté que se portent les efforts des hommes industrieux : les deux tiers sont employés aux manufactures, au commerce, à la navigation.

Le produit des ateliers et des usines est d'une grande valeur, comparativement au nombre des habitants.

Années	1840	1850
Produits des ateliers	38,826,000 fr.	173,477,704 fr.

C'est un bel accroissement que celui qui fait plus que quadrupler en dix ans; il faudrait que l'estimation de 1840 eût été bien erronée pour ne pas laisser une ample carrière au progrès effectivement réalisé.

En 1850, les fabriques du Maryland employaient 4,534,640 kilogrammes de coton : c'est quatre fois ce que la France mettait en œuvre à cette époque, proportion gardée avec la population.

Il faut seulement remarquer la différence entre deux industries, l'une encore naissante et l'autre très-avancée. Un million de kilogrammes de coton, fils et tissus, tels que les Français les fabriquent sous mille formes pour l'exportation, est payé par l'étranger 7,760,000 francs; un million de kilogrammes mis en œuvre au Maryland ne vaut que 2,497,000 francs.

Tournons nos regards du côté de la navigation. La Chesapeake est une immense baie qui pénètre, du nord au midi, dans le cœur de l'État. En la remontant, sa rive occidentale offre d'abord l'embouchure du *Potomac*, rivière qui sépare le Maryland et la Virginie.

A cent kilomètres au-dessus du Potomac, on trouve une autre rivière appelée *Patapsco ;* sur ses bords, à 22 kilomètres de son embouchure, on a fondé *Baltimore*. Voici le progrès de cette grande cité depuis l'origine du siècle :

Années....	1800	1810	1820	1830	1840	1850
Population	26,114	35,583	62,738	80,625	102,313	169,054

Baltimore est bien bâtie. Elle montre avec orgueil deux beaux monuments érigés sur ses places publiques : le premier pour honorer la mémoire de Washington ; le second pour rappeler la noble défense de ce port contre les Anglais, en 1814.

Le port de Baltimore est spacieux et composé de trois

parties distinctes. Des navires de 5 à 600 tonneaux peuvent pénétrer dans la partie la plus profonde et la moins éloignée de la mer.

PARALLÈLE DES MARINES DE MARSEILLE ET DE BALTIMORE.

	BALTIMORE.		MARSEILLE.
	1850.	1854.	1854.
Population	169,054	»	195,257
Tonnage	90,670 tonn.	183,109	100,510

Ainsi Baltimore, beaucoup moins peuplé que Marseille, possède cependant un tonnage presque double. Mais la majeure partie de ce tonnage est absorbée par la navigation côtière, tandis qu'à Marseille la plus grande partie des navires est affectée au long cours.

PARALLÈLE DE LA NAVIGATION EXTÉRIEURE DE BALTIMORE ET DE MARSEILLE.

ANNÉE 1853.	BALTIMORE. — NAVIRES		MARSEILLE. — NAVIRES	
	américains.	étrangers.	français.	étrangers.
	tonneaux.	tonneaux.	tonneaux.	tonneaux.
Entrées	121,337	43,790	357,968	466,280
Sorties	111,096	47,494	306,002	490,484
TOTAUX	232,433	91,284	663,970	956,764

Telle est donc la grande différence du commerce extérieur accompli par ces deux ports : à Marseille, la navi-

gation nationale est presque *triple* et la navigation étrangère est plus que *décuple* de ce qu'elles sont à Baltimore.

Nous compléterons ces renseignements en faisant connaître la valeur des produits entrés et sortis que présente Baltimore à trois époques remarquables.

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAUX.
	fr.	fr.	fr.
1821	21,737,696	20,561,104	42,298,800
1850	37,703,233	37,205,665	74,908,898
1855	41,592,987	55,514,565	97,107,552

Pour tout autre pays que les États-Unis, voilà certainement un riche commerce; mais il est bien inférieur à celui de Philadelphie, de Boston et surtout de New-York. On n'en doit pas moins d'éloges aux efforts intelligents et courageux qu'ont dû faire les citoyens du Maryland pour n'être pas écrasés par des rivaux si redoutables.

A l'exemple de New-York et de Philadelphie, Baltimore a conçu l'idée d'ouvrir une voie de navigation continue avec l'Ohio et les grands lacs du Nord. Moins favorablement située que New-York, elle avait sur Philadelphie des avantages que nous devons faire connaître.

Presque au fond de la grande baie Chesapeake se jette le fleuve *Susquéhannah*, à l'embouchure duquel s'élève le nouveau *Havre-de-Grâce*, comme l'ancien s'élève au bord de la Seine.

C'est en canalisant une grande partie de la Susquéhannah, puis au moyen d'un canal à travers les terres, que Philadelphie a pu suivre cette voie, franchir les Alleghanies et communiquer par les eaux intérieures avec Pittsbourg-sur-l'Ohio, et plus au nord avec le lac Érié.

De Baltimore la navigation naturelle a lieu sans frais par la Chesapeake, et le parcours est moins long. Cette ligne est d'autant plus précieuse qu'elle apporte et donne à bas prix la houille et l'anthracite au Maryland. Mais, il faut en convenir, cet État, malgré ses progrès industriels depuis un tiers de siècle, est encore loin d'égaler ceux des beaux États du nord que nous avons déjà décrits.

Le Maryland possède aujourd'hui 300 kilomètres de canaux et trois fois autant de chemins de fer. Dès 1854, il avait dépensé pour ces chemins 138,981,000 francs : sacrifice énorme pour un peuple de 600,000 âmes.

Avenir du Maryland.

La vraie destinée du Maryland est de rester à la tête des États méridionaux, de leur ouvrir la carrière des grandes industries modernes, d'améliorer de plus en plus le sort des noirs, de transformer leur position sociale pour en faire des familles attachées à la culture de la terre, d'abord au nom de la loi, puis par la force des mœurs. Il faut que le Maryland obtienne l'honneur d'opérer ces transformations sociales sans empressement irréfléchi, mais sans négligence blâmable : telle est l'injonction, tel est le vœu des hommes qui concilient la prudence avec l'amour de l'humanité.

Si la lutte de plus en plus irritante et passionnée entre les abolitionnistes du nord et les États du midi conduisait à la scission de ces derniers, l'État de Maryland éprouverait des changements considérables,

Baltimore, au lieu d'être comme aujourd'hui sur l'Atlantique le quatrième port des États-Unis, Baltimore serait le premier port de l'Union des États méridionaux. Une partie du négoce et de la navigation, absorbée par

New-York, Boston et Philadelphie, reviendrait naturellement à Baltimore. Les grandes communications à la vapeur n'auraient plus lieu seulement entre ces derniers ports et l'Europe; Baltimore posséderait ses lignes principales, indépendantes et fructueuses.

Au lieu d'être éclipsé par la Nouvelle-Angleterre, le New-York et la Pennsylvanie, le Maryland serait le premier État manufacturier de l'Union méridionale.

Un désir passionné de ne plus enrichir les États industrieux du nord ferait probablement créer des lois protectrices, qui permissent au Maryland de soutenir la concurrence contre des rivaux devenus des étrangers, des antagonistes et, je le crains, des ennemis abhorrés.

Le Maryland, qui ne met en œuvre que *cinq millions* de kilogrammes de coton, en fabriquerait promptement *cent millions;* et l'Union du midi se vêtirait elle-même.

Pour arriver à ce résultat, l'Union méridionale conserverait certainement la législation qui fait face aux dépenses du pouvoir fédéral avec le revenu tiré des droits sur les produits étrangers. Les produits des États septentrionaux seraient alors considérés comme *extrêmement étrangers.* En supposant que des raisons théoriques luttassent contre un semblable système, les passions surexcitées et le désir de châtier l'intolérance abolitionniste accompliraient ce que l'esprit d'imitation, réduit aux plus simples lumières, eût conseillé d'opérer.

Il vaudrait mieux que cette révolution, à la fois sociale et manufacturière, fût évitée par une modération et des égards mutuels. Le peuple entier des États-Unis, s'il est sage, adoptera cette conduite et *sauvera son unité.*

DISTRICT FÉDÉRAL DE COLOMBIE : CITÉ DE WASHINGTON.

Les États américains avaient placé d'abord à Philadelphie le siége du gouvernement fédéral. Ils n'ont pas voulu maintenir cette résidence au sein d'une cité trop grande et trop populeuse; ils l'ont transférée à la limite commune du Maryland et de la Virginie, sur un petit territoire au bord du Potomac. Ce territoire est le *district de Colombie;* il ne contient que 15,480 hectares.

Si les Français en 1789 avaient imité la prudence des États-Unis, ils auraient exigé que le siége du gouvernement représentatif fût éloigné de leur cité la plus populeuse et la plus facile aux révoltes. On aurait alors respecté les libertés et des législateurs et du pouvoir exécutif, pour assurer les libertés du peuple même; mais un but si sage n'était pas celui que rêvait la tyrannie révolutionnaire.

La cité de *Washington* est la capitale de la Colombie et de l'Union fédérale; ses progrès sont admirables.

Années	1800	1810	1820	1830	1840	1850	1853
Population.	3,210	8,208	13,247	18,897	23,360	40,001	53,592

On explique la rapidité de ces progrès, surtout depuis treize ans, par ceux de l'industrie. Le produit des ateliers a presque triplé dans cette dernière période; il s'est élevé de cinq millions de francs à treize millions.

Le principal édifice qui décore Washington est le *Capitole*, digne par sa grandeur et sa belle architecture d'être le siége de l'autorité législative d'une Confédération puissante. Il domine le sommet du tertre le plus élevé sur la rive orientale du fleuve Potomac.

La bibliothèque, vaste, régulière, est toute construite en fer, ainsi que les étagères où les livres sont déposés. Elle

est ornée par de grands et beaux médaillons, *en fonte de fer*, offrant les portraits des hommes illustres de l'Union. Les livres qui composaient cette bibliothèque, et qu'a détruits l'incendie de 1814, ont été remplacés par ceux du président Jefferson; ces derniers sont précieux à la fois par le choix des ouvrages et par l'illustration de l'homme d'État qui les avait possédés.

Au sommet d'un tertre moins élevé que celui du Capitole est bâti l'hôtel, nous ne dirons pas le palais, du Président des États-Unis. Ce Président de trente et un peuples dont les revenus collectifs surpassent douze milliards, reçoit par an 25,000 dollars ou 133,500 francs.

N'oublions pas de citer le bureau des brevets d'invention (*patent office*), qui publie des comptes rendus annuels d'un grand intérêt et qui contient les archives des brevets.

Dans le même édifice ont lieu les séances de l'*Institut de Washington*, créé pour encourager le progrès des sciences et des arts. On admire la collection déjà réunie par cet Institut; chaque année en accroît la richesse.

Washington possède un bel observatoire. C'est là que le directeur, *M. Maury*, a construit son admirable carte des courants de l'Océan Atlantique, justement récompensée dans les Expositions universelles.

Un petit ruisseau qui coule au pied de la colline où s'élève le *Capitole* a reçu le nom pompeux de *Tibre*.

Une branche du Potomac est appelée branche de l'Est, et borne la cité de Washington du côté de l'est; sur ses bords s'élève l'*Arsenal de la marine fédérale*.

L'armée anglaise qui prit, en 1814, la cité de Washington brûla non-seulement cet arsenal, mais les édifices des administrations publiques, l'hôtel du Président et le Capitole. Une juste réprobation, même en Angleterre, a condamné ces actes de barbarie et de vandalisme.

George-Town, ville de 8,366 habitants, est le port marchand de Washington; il ne devrait faire avec cette capitale qu'une seule et même cité.

Au-dessus de Washington, sur le territoire du Maryland, commence le canal latéral au Potomac; un embranchement unit ce canal à Baltimore et fournit la communication la plus directe avec Pittsbourg.

XVIII. ÉTAT DE VIRGINIE : WASHINGTON.

L'état de la Virginie, sous tous les rapports, est digne de sa renommée : il a donné le jour à WASHINGTON, l'un des grands hommes que les temps modernes peuvent comparer aux plus grands de l'antiquité. Washington a conquis l'indépendance pour les États de l'Amérique du Nord, en déployant tour à tour la patience d'un Fabius et l'audace d'un Marcellus; vainqueur, il ne s'est servi de son influence que pour inspirer *l'amour de la paix* et l'ériger *en principe*. Deux fois élu Président, il a refusé de l'être une troisième fois. Il réunissait l'aménité, l'affabilité, l'égalité du caractère, à la dignité la plus imposante; dignité qui marquait autour de lui, comme à son insu, l'auréole de sa gloire. Il était à la fois gentilhomme accompli par la distinction de ses manières, tandis que, par l'absence de toute fausse vanité, le héros était en réalité le plus simple des citoyens. Telle est l'idole de la vaste république, dont il est et sera toujours le plus sublime ornement.

Rien n'est plus touchant que la vénération, je dirais presque la religion des États-Unis pour la mémoire de l'homme si rare qui réunit, comme Épaminondas, la vertu d'un sage au génie d'un grand capitaine. Dans presque tous les États, des monuments sont érigés en son honneur. La capitale de la Confédération porte le nom du héros ci-

toyen; 37 cités ou villes à territoires s'appellent aussi Washington; vingt-quatre des républiques ont voulu que le même nom fût celui d'une de leurs provinces ou comtés. Aucun empereur, aucun roi ne reçut, après sa mort, des hommages si nombreux, si touchants et si glorieux. Revenons à l'État où naquit le *Héros* de l'Amérique.

La Virginie a formé la colonie la plus vaste que l'Angleterre ait créée dans l'Amérique du Nord.

C'est en 1587 que le célèbre Walter Raleigh, fondé de pouvoirs d'une compagnie de marchands anglais, commença le premier établissement colonial de la Virginie.

En 1584, Raleigh, grand homme de mer et courtisan non moins consommé, avait obtenu de la reine Élisabeth la possession de *tous les pays éloignés et barbares qu'il découvrirait*, et dans lesquels il voudrait former des établissements. Le pays auquel il accorda la préférence est celui qui borde l'Atlantique et qui se prolonge à l'ouest de la Chésapeake. Pour éterniser sa reconnaissance, il appela cette contrée *la Virginie*. Ce nom flattait la souveraine que Shakespeare, autre adulateur immortel, appelait dans ses vers *la belle Vestale de l'Occident*.

Au XVIII[e] siècle, lorsque la guerre de l'indépendance éclata, la Virginie s'étendait nominalement par-delà l'Ohio jusqu'aux bords du Mississipi supérieur. C'est aux confins de cet État que le colonel Washington, en 1754, attaqua le fort Duquesne, à l'endroit où bientôt, sous le ministère de lord Chatham, le premier Pitt, on a bâti *Pittsbourg*.

En 1787, la Virginie fit abandon du territoire qu'elle possédait à l'ouest de la Belle-Rivière, pour y fonder, comme nous l'avons dit plus haut, cinq nouveaux États sans esclaves : l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Michigan et le Wisconsin. Plus tard furent détachés de la Virginie le Kentucky et le Tennessée, où l'esclavage est maintenu.

La Virginie, resserrée dans ses limites actuelles, est encore un des plus vastes États.

Superficie	15,889,520 hect.
Population en 1850	1,421,661 hab.
Territoire pour mille habitants	11,767 hect.

Pour une population aussi peu condensée, on va voir combien les accroissements ont eu de lenteur.

PROGRÈS DES CLASSES DE LA POPULATION.

ANNÉES.	BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1790	442,115	12,766	293,427
1800	514,380	20,124	345,795
1810	551,534	30,576	392,518
1820	603,087	36,889	425,153
1830	694,300	47,348	469,087
1840	740,858	49,852	449,087
1850	894,858	54,333	472,528

Lorsque les blancs doublent en nombre, les affranchis font plus que quadrupler; les esclaves ne doublent pas.

On a fait un crime aux Virginiens du grand nombre de noirs envoyés dans les nouveaux États du Sud. Il fallait dire aussi que les noirs étaient partis avec 208,000 blancs de la Virginie; la plupart de ceux-ci conduisaient leurs propres noirs dans les terres qu'ils se proposaient de défricher et de féconder. Mais, si l'on eût fait cette observation, que seraient devenues les accusations haineuses contre les *engraisseurs* et les *bouchers* virginiens?

Agriculture.

L'agriculture est la partie principale qu'il nous faut considérer.

Nombre de fermes ou plantations........	77,013
Terres modifiées par la culture........	4,192,146 hect.
Terres non améliorées et qui font partie des fermes ou plantations...........	6,390,634 hect.
Valeur des fermes et plantations en 1850.	1,155,695,300 fr.
Prix moyen de mille hectares..........	275,660 fr.

On sera certainement étonné du prix si bas d'une terre soi-disant améliorée : 276 francs l'hectare.

Les cultivateurs des États méridionaux ont épuisé la terre, non-seulement par la production du tabac et du coton, mais aussi par la culture des céréales et du maïs, opérée sans égard aux meilleurs assolements et sans engrais minéraux. Un système si fatal a commencé d'abord dans la Virginie orientale, parce que c'était la première que les Anglais eussent cultivée sur les bords de l'Atlantique. On a continué jusque vers l'année 1830, au moment où les propriétaires étaient presque ruinés et les terres devenues infiniment peu productives. Mais, depuis un quart de siècle, la Virginie renonce à ce système désastreux.

En ne tenant compte que du territoire riverain des cours d'eau jusqu'au point où remonte le flux de la mer (*tide water district*), on a pu constater entre les années 1838 et 1850 une plus-value des fermes égale à 92,115,000 fr. Cette plus-value est le résultat de la chaux et de la marne employées comme stimulants minéraux.

Un tel fait montre quel accroissement de valeur pourrait présenter l'État entier de Virginie, si l'on appliquait les connaissances modernes à régénérer les cultures.

Au lieu de s'occuper avec énergie du soin de rendre à la fertilité leur terre natale, beaucoup d'habitants ont préféré d'émigrer dans une étonnante proportion et d'aller épuiser d'autres territoires dans la vallée du Mississipi.

Il y aurait beaucoup d'autres améliorations à produire

pour dessécher les lagunes des basses terres et les marécages des parties supérieures, pour créer des canaux qui serviraient tour à tour au dessèchement, à l'irrigation, à la navigation, etc. Ces moyens donneraient une vie nouvelle à la Virginie.

Dans cet État, la récolte du coton est descendue au-dessous d'un million de kilogrammes. C'est le *tabac* qui forme le grand objet de la culture et des exportations ; sa célébrité s'est répandue dans les deux mondes. La production annuelle surpasse 25 millions de kilogrammes, le 8ᵉ environ de ce que récolte l'ensemble des États-Unis.

Industrie manufacturière.

Les habitants de la Virginie s'occupent aussi de manufactures. En 1850, la valeur des objets confectionnés dans leurs usines et leurs ateliers s'élevait à 158,926,500 fr.; ce résultat représente 111,570,800 francs par million d'habitants.

Dès 1850, la Virginie mettait en œuvre dans ses ateliers *cinq fois autant de coton que son territoire en produit* : quantité totale, 3,226,800 kilogrammes.

Coton mis en œuvre par million d'habitants, en 1850 :

Dans la Virginie.....................	2,269,800 kilogr.
En France........................	1,675,100

Ce rapprochement prouve que l'industrie de l'État virginien est dans une voie de progrès remarquable.

Le commerce direct de la Virginie avec l'étranger est bien peu de chose :

Exportations (1855) des produits indigènes...	22,900,000 fr.
Importations directes.....................	4,540,000

Voies de communication.

On a fait les plus grands efforts pour ouvrir des voies commerciales avec les grands lacs et le bassin du Missisipi. On pouvait suivre le canal latéral à la rivière Potomac, ligne principalement établie sur la terre du Maryland; on pouvait également suivre une ligne plus centrale.

La rivière James fut ainsi nommée pour faire honneur à Jacques Ier, le successeur d'Élisabeth; elle débouche à l'entrée de la baie Chésapeake. En la remontant de 5 à 600 kilomètres, on arrive à *Richmond*, cité principale de l'État. Cette cité comptait :

Années..........	1800.	1810.	1820.	1830.	1840.	1850.
Habitants........	5,737	9,735	12,067	16,060	20,153	27,570

A Richmond commence le canal latéral de la rivière James, qui traverse les montagnes Bleues; il s'arrête à *Lexington*. Au moyen d'un portage, on peut franchir la grande chaîne des Alléghanies et l'on gagne la Nouvelle-Rivière, New-River, qui se jette dans l'Ohio.

Pour les navigations intérieures et maritimes de la Virginie le tonnage est à peine le tiers de celui du Maryland; un dixième seulement appartient à la vapeur.

Vers le débouché de la rivière James dans la baie Chésapeake, on trouve en face l'un de l'autre *Portsmouth* et *Norfolk*, où se fait le principal commerce extérieur. Norfolk avait 14,326 âmes lors du dernier recensement.

La Virginie ne pouvait pas manquer de créer aussi son réseau de chemins de fer, bien supérieur en avenir à sa canalisation. En 1854, elle n'avait encore que 1,000 kilomètres ouverts à la circulation, moyennant 91 millions de francs; elle travaille à tripler cette étendue,

et n'aura pas dépensé moins de 300 millions en chemins de fer.

Les grandes lignes de la Virginie doivent conduire à Cleveland sur le lac Érié, à Pittsbourg, à Cincinnati, à Louisville et dans les principaux ports du midi dont nous parlerons incessamment.

Avenir de la Virginie.

Jetons un dernier regard sur les destinées d'un État que protége, aux yeux de quiconque chérit l'honneur du genre humain, la mémoire de Washington.

La Virginie présente en superficie près de 16 millions d'hectares, presque le tiers de la France, entre les mêmes parallèles que l'Italie, c'est-à-dire au plus beau milieu de la zone tempérée. Elle offre une admirable variété de vastes plaines et de haut pays modérément montueux; elle conserve encore des forêts magnifiques; elle est propre aux cultures les plus variées; elle abonde en richesses minérales; elle a des chutes d'eau puissantes, données par de nombreux cours d'eau; sa terre possède la houille, ce grand véhicule de toutes les industries modernes. Avec de tels éléments de prospérité que ne peut-on pas attendre d'un prochain avenir, si les Virginiens marchent avec constance et résolution dans la voie qu'ils se sont ouverte depuis 1840!

Si la Virginie, au lieu de songer sans cesse à l'émigration, concentrait sa population, appliquait ses capitaux et son énergie à tirer de son propre sol autant de parti, par exemple, que la France en a tiré du sien, elle arriverait un jour à posséder 10 millions d'habitants au lieu de 1,422,000; elle aurait une marine marchande florissante; elle ferait prospérer la pêche sur ses côtes, ses baies, ses rivières et ses lacs; elle décuplerait son industrie.

Pour réaliser ces merveilles, il faudrait qu'elle protégeât avec énergie les sciences, les arts et l'instruction nationale à tous les degrés.

Il ne suffit pas de porter envie aux États du nord les plus avancés, au Massachusetts par exemple, parce qu'on y fabrique mieux du calicot, des souliers, des machines; il faut admirer cent fois plus cet État parce qu'on y fait fleurir des institutions illustres d'où germent, dans tous les arts, le progrès et les découvertes; il faut envier, et ce qui vaut mieux, il faut imiter le Nouveau-Cambridge, l'Université de Harward et les leçons qu'on y donne. Voilà les créations et les succès que je souhaite du fond de mon cœur à la patrie de Washington.

XIX. ÉTAT DU KENTUCKY, DÉTACHÉ DE LA VIRGINIE.

Cet État a pour limites : au nord, la rivière d'Ohio; au sud, le parallèle du 36ᵉ degré. Il tire son nom de la rivière Kentucky, laquelle sort des monts Cumberland et se jette dans la Belle-Rivière.

Avant d'offrir sur cet État les résultats qui font connaître sa situation matérielle, je cède au besoin de rendre hommage à l'un des hommes qui font le plus d'honneur à la Confédération, et par le génie et par le caractère.

Henri Clay.

Dans l'année même de l'Exposition universelle, en 1851, le Kentucky perdait un de ses représentants les plus illustres; le congrès, un orateur du premier ordre; et l'Union américaine, un de ces hommes, si rares aujourd'hui, dont toute la vie politique fut une œuvre de conciliation entre les États du nord et du midi, entre la Confédéra-

tion américaine et les nations étrangères. M. Henri Clay eut à lutter surtout contre les violences de Jackson, ce flatteur emporté des passions populaires; il fut reconnaissant et juste envers la France, la première et généreuse amie des États-Unis. Sa voix éloquente flétrit et fit cesser à la fin les tentatives des flibustiers du nord pour envahir le Canada qui se révoltait contre l'Angleterre, il y aura bientôt vingt ans; il réprouva les premières et violentes tentatives des flibustiers du midi pour enlever le Texas au Mexique, et ne céda qu'après de longs efforts à cet envahissement que réprouvait son équité. Non moins favorable à la paix intérieure, au milieu des plus ardentes disputes entre les abolitionnistes septentrionaux et les séparatistes méridionaux, il proposa les mesures de conciliation devenues célèbres sous le nom de *compromis*.

Les factions opposées se réunirent pour rejeter avec colère le bill qui rétablissait trop complétement la concorde; bientôt la force des choses fit adopter en détail et successivement chacune des mesures combinées par le grand citoyen pour balancer des intérêts antagonistes.

Deux fois Henri Clay fut candidat à la présidence des États-Unis; ses services parlaient pour lui. Les partis jaloux trouvèrent qu'il avait trop de mérite; ils s'ennuyaient de l'entendre nommer *juste*. Sa modération, son éloquence et l'éclat de ses vertus aidèrent à le repousser; on préféra du premier coup le candidat violent, et du second le médiocre. O combien différait de cette aversion l'admirable amour de grandeur et de juste gloire qu'avait le peuple romain, éclairé par le Sénat! Tant qu'il fut libre et vertueux, il obéit au besoin sublime de nommer consuls ses citoyens les plus illustres : c'est le besoin opposé que semble éprouver trop souvent le peuple des États-Unis.

Le Kentucky ne mérite pas un pareil reproche, du

moins à l'égard de son représentant le plus célèbre, à qui il n'a jamais cessé d'être fidèle.

Population et territoire.

Superficie........................	9,758,722 hectares.
Population en 1850.................	982,405 habitants.
Territoire pour mille habitants........	9,983 hectares.

Le Kentucky présente les plus grands progrès dans toutes les classes de sa population :

ANNÉES.	LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1790...............	61,133	114	11,830
1800...............	179,871	741	40,843
1810...............	324,237	1,713	80,581
1820...............	434,644	2,759	126,732
1830...............	517,687	4,917	165,213
1840...............	590,253	7,317	182,258
1850...............	761,413	10,021	210,981

En soixante années, les hommes libres décuplent, les affranchis centuplent et les esclaves vingtuplent. C'est de la Virginie que provient un tel accroissement; mais la Virginie n'a fait que se développer sur son ancien territoire.

Par le dénombrement de 1850, on apprend que le Kentucky compte 54,684 habitants libres sortis de la Virginie. Un bien plus grand nombre, venus de ce même État depuis 1790, n'étaient plus représentés que par leurs enfants, nés dans le Kentucky même. Les émigrés blancs venus de l'étranger ne figurent qu'au nombre de 29,189 : trois pour cent de la population totale.

C'est le bonheur du Kentucky qu'il compte trois blancs pour un noir, employés de concert à l'agriculture.

Un quart seulement du territoire est amélioré plus ou moins par la culture; dans ce quart, il faut comprendre les superficies épuisées par un système imprévoyant qui ne restitue pas à la terre, par des engrais et des assolements variés, ce qu'elle perd à chaque récolte nouvelle.

Le Kentucky possède un grand nombre d'animaux domestiques; l'engrais qu'ils fournissent, habilement ménagé, peut donner les plus utiles résultats.

Espèces.....	Chevaline.	Bovine.	Ovine.	Porcine.
Nombres...	395,863	752,512	1,102,091	2,891,163

En 1850, on évaluait l'ensemble de ces animaux à 158 millions et demi de francs : prix très-modéré.

La production du maïs est énorme; elle passe 20 millions d'hectolitres, et sa culture sans intermittence appauvrit la terre. C'est un danger grave auquel il faut porter remède.

En dehors des céréales, la production la plus considérable est celle du tabac, *vrai tabac de Virginie;* elle surpasse 20 millions de kilogrammes. Ensuite vient le chanvre pour plus de 4 millions de kilogrammes, etc.

Les fermes et plantations du Kentucky étaient évaluées, en 1850, à la somme considérable de 827,809,000 francs : cela donnait pour prix moyen de l'hectare 343 francs.

Cet État s'enrichit vite. Lors du dernier recensement, la valeur contrôlée de ses propriétés était déjà d'*un milliard six cent dix millions.*

Industrie et cités du Kentucky.

L'État possède des mines d'anthracite et de houille

bitumineuse et du minerai de fer, sources de tous les progrès.

Il déploie son industrie avec une rapidité qu'attestent les chiffres suivants :

Années	1840.	1850.
Produits industriels	35,416,000 fr.	131,300,000 fr.

Un seul comté, celui de Jefferson, produit presque la moitié de cette valeur. Ce comté doit son opulence à *Louisville*, cité d'un accroissement très-remarquable.

Progrès de la population de Louisville.

Années	1800.	1820.	1840.	1850.	1853.
Population	359	4,012	21,210	43,194	51,726

Louisville est admirablement située sur la rive méridionale de l'Ohio, à mi-voie de Cincinnati et du confluent de cette rivière avec la Tennessée. Au delà de l'Ohio, le chemin de fer dirigé d'Alabama sur Chicago conduit, par la voie la plus courte, de Louisville au lac Michigan ; d'autres chemins de fer conduisent au lac Érié. C'est à Louisville qu'une grande portion des produits du Kentucky est embarquée pour la Nouvelle-Orléans.

Lexington, capitale du comté de Lafayette, est unie déjà par trois chemins de fer à Louisville, à Cincinnati, à Nashville sur l'Ohio. Quand on aura terminé les chemins qui partent de la Virginie et des Carolines, cette ville prendra l'essor. En 1853, elle comptait déjà 12,000 habitants. Dès 1850, ses produits manufacturiers approchaient de sept millions de francs.

De Lexington rayonnent, dans quatre directions, des chemins de fer en cours d'exécution. Cette ville fleurit par les manufactures et par la culture des sciences et des

arts. Son université, dite de *Transylvanie*, est renommée; elle possède une riche bibliothèque.

XX. ÉTAT DE TENNESSÉE, DÉTACHÉ DE LA VIRGINIE.

La grande rivière Tennessée donne son nom à cet État. Au sud, au nord, il est limité par deux parallèles de la terre, distants de 170 kilomètres; à l'orient les montagnes Alléghanies, à l'occident le Mississipi, complètent ses frontières.

Superficie............................	12,043,010 hectares.
Population en 1850.................	1,002,717 habitants.
Territoire pour mille habitants.......	12,010 hectares.

Dans cet État nous allons retrouver, par l'effet de l'émigration, les grands progrès qui nous ont frappés dans les États de l'ouest et du septentrion.

ANNÉES.	LIBRES BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.	POPULATION TOTALE.
1790.........	32,013	361	3,417	35,791
1800.........	91,702	309	13,684	105,695
1810.........	215,875	1,317	44,535	261,727
1820.........	329,927	2,727	80,107	422,813
1830.........	535,746	4,555	141,603	681,904
1840.........	640,627	5,594	183,059	829,210
1850.........	756,836	6,422	239,459	1,002,717

En 1790, les esclaves ne formaient pas *un dixième* de la population totale; ils en formaient près *du quart* en 1850 : ils provenaient principalement de la Virginie.

N'oublions pas que le Tennessée et le Kentucky sont des démembrements volontaires de cet État, qui n'a pas cessé de coloniser sur son propre territoire : en continuant à peupler ses deux anciennes provinces, il n'a rien usurpé.

Agriculture.

Le total des adultes de 15 ans et plus, dans la population libre du Tennessée, offre 118,979 agriculteurs; le total des adultes esclaves est seulement de 47,168. Par conséquent, dans cet État, les adultes libres adonnés à l'agriculture représenteraient au delà de deux fois le nombre des esclaves, quand même ceux-ci seraient tous attachés au travail des champs : en réalité, il y a plus de trois cultivateurs libres contre un esclave.

Le Tennessée se place au 5ᵉ rang pour la culture du coton par les États méridionaux. Il est aussi producteur de tabac, et garde en cela les traditions de la Virginie.

Le maïs est la grande récolte du Tennessée. Une agriculture plus perfectionnée variera mieux les cultures et donnera des assolements qui n'épuiseront pas la terre.

Dès 1850, l'État possédait par million d'habitants :

Chevaux.	Bêtes à cornes.	Bêtes à laine.	Race porcine.
341,409	750,762	811,591	3,104,800

De cette production résulte un grand commerce de salaisons embarquées : d'un côté, par l'Ohio et le Missisipi; de l'autre, par les chemins de fer jusqu'à l'Atlantique.

Parmi les richesses minérales l'on cite quelques métaux : le fer, le plomb, un peu d'argent, des sels de cuivre, de l'alun; puis des sources salines abondantes et nombreuses; enfin beaucoup de salpêtre pour l'exportation.

Des ressources importantes sont offertes par la chaux et le plâtre pour l'agriculture et les constructions.

Considéré dans sa géologie, l'État est séparé de la Caroline, à l'est, par la chaîne des montagnes Alléghanies; la chaîne parallèle du Cumberland en est éloignée de 100 à 120 kilomètres, dans la direction du nord-est au sud-ouest.

Entre ces deux chaînes descend la rivière Tennessée, dont le parcours n'a pas moins de deux mille kilomètres. Elle prend naissance en Virginie, traverse toute la longueur de l'État qui porte son nom, pénètre dans l'Alabama, et se dirige vers le nord-ouest, pour tourner les dernières et moins hautes montagnes de la chaîne du Cumberland; elle se redresse encore pour rentrer du sud au nord dans l'État de Tennessée, qu'elle traverse de nouveau, puis se jette dans l'Ohio.

Une seule ville importante, *Knoxville*, s'élève sur la haute Tennessée, entre les deux grandes chaînes de montagnes. Outre le flottage et la navigation, cinq rayonnements de chemins de fer, en circulation ou en construction, partent de cette ville : quatre pour aller soit à l'Atlantique, soit au golfe du Mexique; le cinquième conduit à Cincinnati, pour de là communiquer avec tous les États du nord et les lacs septentrionaux.

Nashville, la capitale de l'État, s'élève au milieu du vaste bassin compris entre les monts Cumberland, l'Ohio et le Mississipi, sur les bords de la grande rivière Cumberland. Celle-ci longe d'abord, en descendant, le cours de la Tennessée vers le sud-ouest, remonte pareillement vers le nord-ouest, et se jette aussi dans l'Ohio, près de l'embouchure de la Tennessée. Les bateaux à vapeur communiquent de Nashville avec la Belle-Rivière. A Nashville comme à Knoxville un rayonnement de cinq chemins de

fer, qui seront bientôt complétés et qui se prolongent aussi jusqu'aux ports de l'Atlantique, du golfe du Mexique, du Mississipi, de l'Ohio et des grands lacs, complétera les moyens de prospérité d'une ville dont l'avenir est magnifique. Voici le progrès de Nashville en vingt-trois ans :

Années.........	1830.	1840.	1850.	1853.
Population....	5,566	6,929	10,165	15,000

Après Nashville et Knoxville il faut encore citer *Memphis,* bâtie sur la rive orientale du Mississipi, à l'extrême frontière sud-ouest du Tennessée. Memphis aussi doit être un point de croisement des routes en fer destinées à traverser les États-Unis, suivant les directions principales les plus importantes au commerce.

Le peu de largeur qu'a l'État de Tennessée, comparativement à sa longueur, rend moins considérable la longueur totale des voies transversales que nous venons d'énumérer. En 1854 il n'y avait encore que 624 kilomètres de chemins de fer en circulation, et le double en construction. Dans un prochain avenir le Tennessée sentira l'importance de multiplier les mailles jusqu'ici trop larges du réseau qui représente, pour sa population, la mise en valeur de tous les genres de richesses.

XXI. ÉTAT DE LA CAROLINE DU NORD.

La Caroline du Nord, de forme très-irrégulière, s'avance dans l'océan Atlantique par un angle dont le sommet est le cap Hattéras; à l'ouest, elle est séparée par les montagnes Alléghanies de l'État de Tennessée. L'arc parallèle du 36ᵉ degré la sépare de la Virginie, au septentrion; tandis qu'au midi elle forme un vaste angle rentrant qu'occupe la Caroline du Sud.

Sous Charles II, ce territoire, détaché de la Virginie, prit le nom de *Caroline*. En 1669, le sage et célèbre Locke rédigea pour la nouvelle colonie le plan d'une constitution; les planteurs la trouvèrent trop libérale et ne l'exécutèrent qu'incomplétement.

Superficie........................	13,131,618 hectares.
Population en 1850................	869,039 habitants.
Territoire pour mille habitants.......	15,111 hectares.

Dans la Caroline du Nord la population est encore plus clair-semée que dans la Virginie. Cela tient en partie à la vaste étendue des marécages, qui rendent le pays malsain et, trop souvent, produisent la redoutable fièvre jaune.

CLASSES DU PEUPLE DE LA CAROLINE DU NORD, AU XIX[e] SIÈCLE.

ANNÉES.	LIBRES BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1800........................	337,764	7,043	133,296
1810........................	376,410	10,266	168,824
1820........................	419,209	14,612	205,017
1830........................	472,843	19,543	245,601
1840........................	484,870	22,732	245,817
1850........................	553,028	27,463	288,548

De 1800 à 1850, la population blanche est tiercée, c'est bien peu; la classe affranchie est quadruplée, et les esclaves sont plus que doublés.

Nous ne connaissons pas l'étendue des émigrations d'esclaves. A l'égard de la classe libre, voici ce qu'apprend le dernier dénombrement :

Natifs de la Caroline du Nord............	1° Restés dans la Caroline....	556,248
	2° Passés dans d'autres États..	273,077

Ainsi, les natifs restés dans la Caroline du Nord sont seulement le double des émigrés libres : le déplacement est énorme. A la même époque, les étrangers ne figurent qu'au nombre de 58,364.

Les États septentrionaux, qui comptent 13 millions d'habitants, n'ont envoyé que 1,684 émigrés dans la Caroline du Nord : le climat les repousse à l'égal des mœurs.

Comme la Virginie, la Caroline du Nord cultive beaucoup le tabac. Ses parties les plus aquatiques abondent en rizières. Le climat permet la culture étendue du cotonnier; en 1850, la récolte de ce filament précieux surpassait 20 millions de kilogrammes. A côté de ces récoltes il faut placer le maïs et les autres céréales.

Si nous ne considérions que les superficies, nous trouverions considérables les cultures de la Caroline du Nord :

	hectares.
Terres améliorées	2,207,060
Autres terres comprises dans les fermes et plantations	6,289,804

Cette grande étendue de terres n'était évaluée, par les assesseurs de 1850, qu'à 362,542,000 francs; même en comptant pour rien les terres sans amélioration, une telle somme ne porterait les terres améliorées qu'à 164 fr. l'hectare : c'est une valeur bien médiocre.

J'oppose toujours le prix des terres au progrès de l'industrie. Dans la Caroline du Nord, où ce prix est très-bas, l'industrie ne présente que de faibles résultats :

Produits (1850) des ateliers de 2,670 fr. et plus	48,653,000 fr.
Produits par cent mille habitants	5,597,900

Que la Caroline du Nord conduise de front son indus-

trie et son agriculture, ses marchés s'enrichiront; les fruits de la terre étant plus demandés se vendront mieux, et la valeur du sol augmentera par degrés rapides.

Les côtes de la Caroline du Nord ont leur point le plus avancé vers l'orient au cap Hattéras, par le 34° degré de latitude. Le littoral, à partir de ce point, ne s'étend plus directement du nord au sud; il oblique vers le sud-ouest pour former le troisième et grand arc concave que présente la côte atlantique des États-Unis.

En arrière du cap que nous venons de signaler, le sol est si bas qu'il présente de très-vastes lagunes; elles sont bordées par une suite de dunes peu proéminentes ou de bancs presqu'à fleur d'eau, comme en avant des lagunes de Venise. Cette mer intérieure abonde en crocodiles[1].

Des rivières nombreuses, qui portent dans ces marais leurs alluvions après un long parcours, prennent leurs sources au flanc des montagnes Bleues. On pourrait en tirer le parti le plus avantageux pour arroser, pour naviguer, et comme force motrice industrielle.

Les parties basses de la Caroline du Nord contiennent des plaines de sable très-vastes; elles offrent des analogies frappantes avec notre département des Landes.

Parmi les découvertes rares propres à la Caroline du Nord, signalons le remède regardé comme souverain contre les morsures du serpent à sonnettes, qui peuple aussi les marais de cette contrée méridionale. C'est un mélange du jus de marube et d'une espèce de plantain; on le boit tandis qu'on applique sur la plaie un cataplasme formé des mêmes plantes pilées.

Dans la partie orientale, un climat très-chaud et des

[1] On cite le *marais des Crocodiles* (*Alligator Swamp*), long de 80 kilomètres et large de 50; il reçoit les eaux de la rivière des Crocodiles (*River Alligator*).

eaux croupissantes produisent la fièvre jaune et d'autres maladies putrides. La partie occidentale est plus élevée, ses eaux sont courantes; ce qui la rend saine et favorable à l'accroissement de la population.

La Caroline du Nord faisait partie de la grande concession d'Élisabeth à Raleigh. Une cité petite encore, et qui porte le nom de l'illustre navigateur, est la capitale de l'État. Dans cette ville, en 1831, l'incendie du palais du sénat a détruit la statue de Washington qu'avait sculptée le célèbre Canova.

Il est honorable pour la Caroline du Nord d'avoir cherché, pour reproduire les traits du plus illustre citoyen de l'Union, l'un des plus grands artistes du XIXe siècle.

POPULATION DES VILLES.

ANNÉES.	L'ÉTAT ENTIER.	NEW-BERNE	FAYETTEVILLE.	WILMINGTON.	RALEIGH.
1810......	556,500	2,467	1,800	1,689	1,000
1840......	753,440	3,690	4,285	4,744	2,224
1850......	869,039	4,681	4,646	7,264	4,518

Parmi les cultures méridionales nous trouvons dans la Caroline du Nord le coton, le tabac, le riz. Dès 1840, cet État produisait plus de 60 millions de kilogrammes de coton et près de 8 millions de kilogrammes de tabac.

La marine française apprécie les bois résineux de la Caroline du Nord; elle a tourné de ce côté ses vues pour suppléer à l'insuffisance des forêts du nord de l'Europe.

Les voies de communication laissent encore infiniment à désirer. En 1854, il y avait seulement 400 kilomètres

de chemins de fer ouverts à la circulation, pour un pays égal en étendue au quart de la France. Il n'y a point de canaux. Enfin, le commerce extérieur et la navigation sont peu considérables, et le tonnage de l'État n'est pas le centième du tonnage de l'Union. Il faudrait un grand ensemble d'efforts pour améliorer les ports, désobstruer l'embouchure des rivières, dessécher, assainir les plaines marécageuses et développer la navigation intérieure. Sous ces nombreux points de vue, tout est à faire.

Lorsqu'il y a tant de difficultés à vaincre et tant de sacrifices à consommer, on conçoit qu'un tiers de la population ait préféré se transporter dans le bassin du Mississipi; elle y trouve des terres très-fécondes, des terres vendues seulement 16 à 17 francs l'hectare, loin de la contrée des marécages et des fièvres pestilentielles.

XXII. ÉTAT DE LA CAROLINE DU SUD.

Ainsi que l'indique son nom, la Caroline du Sud est au midi de la Caroline du Nord; au sud-est elle est bornée par l'Atlantique; au sud-ouest, le fleuve Savannah la sépare de la Georgie. Ces trois frontières sont les côtés d'un grand triangle qui nous offre les résultats suivants :

Superficie...........................	7,610,405 hectares.
Population en 1850..................	668,507 habitants.
Territoire pour mille habitants........	11,384 hectares.

Si l'on veut apprécier l'esprit dont les Caroliniens méridionaux sont animés, il faut étudier la proportion des classes dont ils se composent.

ANNÉES.	BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1790................	140,178	1,801	107,094
1800................	196,255	3,185	146,151
1810................	214,196	4,554	196,365
1820................	237,440	6,826	258,475
1830................	257,863	7,921	315,401
1840................	259,084	8,276	327,038
1850................	274,563	8,960	384,984

Le tableau suivant rendra très-sensible la marche si différente suivie, depuis 1820, dans le nombre croissant des affranchis et des esclaves, calculé pour mille blancs :

ANNÉES.	BLANCS.	AFFRANCHIS	ESCLAVES.
1790................	1,000	13	764
1800................	1,000	16	741
1810................	1,000	19	917
1820................	1,000	29	1,093
1830................	1,000	31	1,223
1840................	1,000	32	1,262
1850................	1,000	33	1,402

Avec le nombre infiniment petit des nouveaux affranchissements, *un pour mille individus libres tous les dix ans*, il ne faut pas espérer que jamais, dans la Caroline du Sud, l'esclavage disparaisse par la générosité des libérateurs.

Un danger menace les blancs : c'est l'accroissement

des nègres esclaves, beaucoup plus rapide que celui des habitants libres. En quarante ans, depuis que la traite est supprimée, voici les accroissements comparés de population par 100,000 habitants :

Les libres.................. 28,193 par 100,000 blancs;
Les esclaves................ 96,065 par 100,000 noirs.

A mesure que la majorité du nombre passe du côté des esclaves en proportion plus grande, la sécurité personnelle des hommes libres devient moins certaine. La possibilité de ce péril rend les blancs plus méfiants contre tout projet de relâcher ou de briser la subordination qui rend facile et sûre pour le maître la possession de ses esclaves.

Parmi tous les États méridionaux, la Caroline du Sud est le seul chez qui le nombre des esclaves est supérieur à celui des hommes libres. Ce fait nous apprend la raison pour laquelle ses mandataires au Sénat, à la Chambre des représentants et dans tout autre genre d'assemblées publiques, ont toujours été les plus absolus, les plus ardents à défendre l'esclavage. Quand la lutte est devenue passionnée par les agressions abolitionnistes, ce sont eux qui les premiers ont fait entendre la menace de *séparation*. Déjà le brisement de la confédération serait un fait accompli, si les autres États du midi n'avaient pas été plus modérés.

Dans la session de 1856, un fait caractéristique est venu mettre en lumière tout ce qu'il y a d'irritation et de violence au fond de ces tristes discordes. Un des deux membres du Massachusetts, un vieillard, a prononcé dans le Sénat, contre les possesseurs d'esclaves, quelques-unes de ces invectives que tout fanatisme, même inspiré par le zèle le plus pur, sait rendre si blessantes et si cruelles. Bientôt après, un jeune et robuste député de

l'autre chambre, représentant de l'État dont je signale l'esprit, abuse de son avantage; en plein palais législatif il brise sa canne sur la tête du sexagénaire à cheveux blancs.

Faut-il le croire ? Cet acte si révoltant fait éclater l'admiration et l'enthousiasme chez les habitants de la Caroline du Sud. Ils se disputent les moindres parcelles de la canne vengeresse; ils en font des reliques enchâssées dans des joyaux, et ces joyaux, les beautés les plus délicates de l'État irrité, et satisfait, les portent, dit-on, avec orgueil et délices.

La Caroline du Sud est remarquable pour le petit nombre d'habitants qui ne sont pas nés dans son sein. Lors du dernier recensement, elle n'a présenté que 2,417 colons nés dans les États sans esclaves et moins de trois étrangers sur cent natifs : cela nous explique l'unanimité des sentiments et des passions.

Les habitants de la Caroline du Sud répondent à la répugnance des États du nord en ne leur envoyant que 13,171 de leurs propres émigrants, tandis que dans quatorze États méridionaux possesseurs d'esclaves résident aujourd'hui 173,177 colons émigrés de la Caroline du Sud. S'ils étaient tous restés dans leur pays natal, la population libre aurait plus que *quadruplé* depuis soixante ans.

Agriculture.

Agriculteurs adultes	libres...........	41,309
	esclaves.........	76,000 au moins.

Cette population suffit à la possession, à la culture de 29,967 fermes et plantations, qui représentent : 1° 1,647,664 hectares de terres améliorées; 2° 4,914,748 hectares laissés à l'état naturel, pacages, bois, etc.

Dans les pays cultivés par des esclaves, le sol n'a qu'une

valeur secondaire; il ne faut donc pas être étonné que le prix moyen de l'hectare, plus ou moins amélioré par la culture, soit seulement de 220 francs.

Le coton, le tabac, le froment et surtout le maïs comptent parmi les récoltes principales. Signalons pour son importance le nombre des animaux domestiques; en voici l'indication lors du dernier recensement :

Races..........	Chevaline.	Bovine.	Ovine.	Porcine.
Nombre......	129,921	777,686	285,551	1,065,503

Il faut qu'une aussi grande masse d'animaux soit à bien bas prix pour n'être évaluée par les assesseurs qu'à 80 millions 1/2 de francs.

Par l'extrême abondance de la production, le prix du coton en laine a toujours baissé depuis soixante ans.

La richesse manufacturière de l'État est peu de chose: l'ensemble de ses produits ne s'élève qu'à 37,719,000 fr.

D'après les faits qui viennent d'être énumérés, on serait tenté de regarder la Caroline du Sud comme un État sans opulence; ce serait une grande erreur.

J'appelle l'attention du lecteur sur l'évaluation des propriétés réelles et personnelles de cinq États importants, évaluation faite par des assesseurs et revisée officiellement.

Parallèle de la richesse personnelle pour cinq États principaux.

	Francs.
La Caroline du Sud, avec son mauvais sol et ses esclaves..	6,694
Le Massachusetts, avec son sol médiocre, sa grande industrie, sa navigation et son commerce très-actif............	3,079
Le New-York, avec un sol meilleur, moins de manufactures et son vaste commerce..........................	1,863
La Pennsylvanie, avec sa houille, ses mines, son industrie et son commerce................................	1,684
L'Ohio, État récent, d'un sol admirable, avec ses manufactures en progrès et son commerce intérieur..........	1,604

Mettant à part la question sacrée d'humanité, voudra-t-on persuader aux Caroliniens du Sud que, s'ils n'avaient pas l'esclavage, leur richesse aujourd'hui serait aussi grande? Ils n'en croiront rien.

La Caroline, à son tour, en répétant ses plaintes égoïstes contre la protection des manufactures du Nord, continuera-t-elle à les représenter comme jouissant d'une richesse exagérée, abusive, et dont elle ait droit de se plaindre avec amertume? On n'en croira rien.

Ce n'est pas la question des intérêts actuels, mais celle de l'avenir, qu'il faudrait discuter au sujet de l'esclavage; il faudrait prendre le temps pour auxiliaire, en faveur à la fois des blancs et des noirs, afin d'écarter le péril croissant des uns et de travailler au bonheur des autres.

Un mot sur les cités. La capitale de l'État, *Columbia*, n'avait que 6,060 habitants en 1850. Une autre ville mérite mieux d'être citée : c'est *Charleston;* elle offre le seul port ayant de l'importance. Voici ses progrès :

Années. .	1790.	1800.	1810.	1820.	1830.	1840.	1850.
Populat.	16,359	20,473	24,711	24,780	30,189	29,261	42,285

Le commerce extérieur de la Caroline du Sud ne le cède qu'à celui des États du premier ordre. Dans la dernière année de paix générale (1853), nous trouvons :

Importations......................	9,657,500 francs.
Exportations......................	82,238,000

L'extrême infériorité des importations, comparées aux exportations, tient à ce que les habitans de la Caroline du Sud ne reçoivent directement de l'étranger qu'une faible partie des marchandises dont ils ont besoin; le cabotage de New-York et des autres grands ports du centre et du nord les leur apporte de seconde main.

Exportations par cent mille habitants libres ou non :

1° De la Caroline du Sud...........	12,301,800 francs.
2° De tous les États-Unis...........	6,790,356

On sera certainement frappé de voir que la Caroline du Sud, même en comptant ses esclaves comme des hommes libres, vende à l'étranger, pour un égal nombre d'habitants, *le double* en valeur de tous les autres États. Au simple point de vue du commerce, *elle a donc plus que la part commune, et n'a pas droit de se plaindre.*

Cet État pourrait et devrait améliorer beaucoup ses ports, ses côtes et sa navigation intérieure; il n'a que vingt lieues de canaux. Il est plus riche en chemins de fer : au 1er janvier 1854, il en possédait 920 kilomètres, ayant coûté 60,273,000 francs.

Je finirai par un éloge de la Caroline du Sud : pour accomplir ses divers travaux, elle ne s'est pas grevée d'une dette (année 1852) supérieure à 16,794,000 francs, et jamais elle n'a cessé de faire honneur à ses engagements.

XXIII. ÉTAT DE GEORGIE.

La Georgie est maritime par un littoral de peu d'étendue, 160 kilomètres. Elle a pour frontières : au nord-est, la Caroline du Sud; au nord, la Caroline du Nord et le Tennessée; à l'ouest, l'État d'Alabama; au midi, la Floride.

Superficie...........................	15,090,720 hectares.
Population en 1850................	906,185 habitants.
Territoire pour mille habitants.........	16,653 hectares.

Par la faible densité de sa population, la Georgie est

comparable au dernier groupe des États septentrionaux; elle l'est aussi par le progrès de la population.

CLASSES.	BLANCS LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1800................	101,678	1,019	59,404
1810................	145,414	1,801	105,218
1820................	189,566	1,763	149,654
1830................	296,806	1,637	217,531
1840................	407,695	3,598	280,944
1850................	521,572	5,435	381,682

Voilà le premier État méridional où nous trouvions à la fois un accroissement considérable, plus du quintuple, pour les deux classes de natifs libres et d'affranchis; il est encore plus grand pour les esclaves.

Le recensement de 1850 donne ces résultats :

Nés en Georgie..............................	402,666
Nés dans les autres États......................	115,413
Étrangers fournis par l'immigration.............	5,097
Étrangers d'origine inconnue...................	517

Par conséquent, la Georgie ne s'est pas accrue, comme les États septentrionaux, par un grand secours de l'émigration étrangère; l'accroissement des blancs appartient, pour ainsi dire, exclusivement aux Américains.

Adultes adonnés à l'agriculture...	Libres........	83,362
	Esclaves.......	82,871

Des 82,871 esclaves, il faudrait exclure tous les artisans adonnés à divers métiers et ceux qu'emploie la domesticité. Il y a donc sensiblement moins d'esclaves que

d'hommes libres adonnés à l'agriculture; or, dans l'intérêt du travail agricole, ce résultat est important.

Cotons de Georgie.

Les cotons de Georgie sont célèbres. En 1850, on comptait 14,578 plantations, donnant chacune au moins 900 kilogrammes de coton. L'espèce la plus estimée pour sa finesse est la *longue laine* des basses îles de mer, dite *cotton Sea-Island.* Mais pour un kilogramme de cette espèce, les États-Unis en vendent cent de l'espèce commune à courte laine, dite *up-land*, coton des terres élevées.

La Georgie ne figurait pas à Londres en 1851, et la Caroline du Nord avait les honneurs de l'Exposition.

En 1850, les fermes et plantations de toute nature valaient 511 millions pour 21,581,187 hectares : prix moyen de l'hectare amélioré, 199 francs.

Ainsi, même dans l'État méridional le plus prospère entre ceux qui bordent l'Atlantique et qui cultivent le produit le plus renommé pour sa richesse, l'hectare amélioré par la culture ne se vend pas plus de 200 francs, valeur moyenne. Pour ces États, c'est le travailleur qui vaut beaucoup, et la terre n'a de prix que par lui.

La description des États-Unis faite par Warden il y a plus d'un tiers de siècle nous apprend que des plants de thé, apportés d'Orient vers 1770, ont fini par croître sans culture auprès de Savannah. Si les Georgiens en tiraient parti, ce serait pour eux la source d'une tout autre richesse que la culture du coton.

L'industrie se développe : en 1850, les ateliers donnant au moins 2,670 francs produisaient 177,163,125 francs.

Les villes de la Georgie.

Peu de villes méritent d'être citées dans cet Etat; une

seule a de l'importance : c'est *Savannah*, cité qui s'élève à l'embouchure du fleuve dont elle a pris le nom. Au commencement du siècle, elle ne comptait que 5,000 habitants, et maintenant elle en a plus de 20,000; c'est le principal port de mer de la Georgie.

TONNAGE DES NAVIRES POSSÉDÉS PAR LA GEORGIE.

	ANNÉES		
	1816.	1850.	1855.
Navires enregistrés pour le long cours........	10,727 t.	10,929 t.	18,295 t.
Navires enregistrés pour le cabotage........	3,835	10,761	9,780

On remarquera que depuis cinq ans le tonnage des navires affectés au commerce extérieur a presque doublé : c'est un très-heureux résultat. Les produits exportés directement s'élèvent presque à 40 millions de francs.

Les cotons et les autres produits du nord-ouest de la Georgie ainsi que du nord-est de la Caroline du Sud sont embarqués sur la Savannah, dans le port d'*Auguste*, à 200 kilomètres de la mer ; ils descendent au port de Savannah. La vapeur est active dans ce parcours fluvial.

Il faudrait des travaux considérables afin d'améliorer les navigations naturelles dans toute l'étendue de l'État.

La Georgie a fait de grands efforts pour suppléer par les chemins de fer à ce qui lui manque du côté des voies hydrauliques. Dès 1851, elle possédait 1,425 kilomètres de chemins de fer en circulation. Pour les construire, elle avait dépensé 86 millions de francs; elle continue avec ardeur et veut, dans l'avenir le plus prochain, tiercer ces communications rapides et puissantes.

Les grandes lignes ferrées partent du port de Savannah. La plus étendue, complète aujourd'hui, forme un arc immense; elle traverse la Georgie dans toute sa longueur, pénètre dans le Tennessée et s'y bifurque : 1° la branche du nord-est pénètre en Virginie après avoir franchi deux fois les grandes chaînes de montagnes, ensuite elle descend vers l'Atlantique, en face de Norfolk et près de l'entrée de la Chesapeake; 2° la branche du nord-ouest traverse le Tennessée pour mettre le Mississipi, Cincinnati et les lacs en communication directe avec la Georgie jusqu'à Savannah.

Ces magnifiques entreprises influeront puissamment sur les progrès de la richesse et des arts dans cet État, qui mérite d'inspirer un vif intérêt.

XXIV. ÉTAT DE FLORIDE.

La Floride est bornée au nord, presque en ligne droite, par la Georgie et l'Alabama; elle a la forme d'une équerre, dont le plus long côté représente le littoral atlantique et dont la partie rentrante borde le golfe du Mexique.

C'est en 1819 que les Espagnols ont cédé, plutôt de force que de gré, ce vaste pays, dont ils n'avaient su tirer qu'un parti misérable. Les États-Unis ont payé 10,680,000 fr. cette belle acquisition.

Montesquieu, parlant du peuple ottoman, dit qu'il existe pour montrer le peu de parti qu'on peut tirer d'un grand empire; on en doit dire autant des Espagnols sur le continent d'Amérique. En 1819, la Floride ne comptait certainement pas 25,000 habitants; à chacun d'eux correspondait un territoire de 600 hectares. Eussent-ils été des sauvages, nourris par la chasse et la pêche, ils n'auraient pas été plus clair-semés.

A cet état stationnaire un état progressif a succédé dès que les États-Unis ont pris possession du pays.

Superficie........................	15,249,800 hectares.
Population en 1850................	87,445 habitants.
Territoire pour mille habitants........	175,445 hectares.

Les États-Unis ont trouvé le pays presque dépourvu d'habitants; au bout de dix ans, la colonisation commençait à se développer. En voici les progrès :

ANNÉES.	LIBRES BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.	TOTAUX.
1830.........	18,385	844	15,501	34,730
1840.........	27,943	817	25,717	54,477
1850.........	47,203	932	39,310	87,445

Il est intéressant de voir, en un tiers de siècle, ce qu'a donné de valeur à la Floride la colonisation américaine.

Dans l'évaluation des propriétés faite en 1850, cet État est porté pour 123,881,300 francs. Voilà donc un pays que les États-Unis ont payé moins de 11 millions et qui, trente ans après, offre déjà 124 millions en propriétés de toute nature; et les trois quarts ne donnaient pas de revenus en 1819 !

De tels résultats sont d'autant plus remarquables que la quantité des terres améliorées par la culture, en 1850, n'avait pas atteint *la quarantième partie du territoire.*

Cet État est encore à peu près sans industrie. Il n'a pas de ville importante. Les navigateurs, pour doubler le cap le plus avancé vers le sud, en tournant vers l'ouest, doivent passer entre les îles qu'on appelle les *clefs de l'Ouest* (Key-West); cette navigation est dangereuse et ne présente que trop de désastres. On n'évalue pas à moins de cin-

quante le nombre des navires naufragés, chaque année, sur les côtes de la Floride.

J'emprunte au consciencieux M. Mac-Gregor le récit des tristes faits qu'il cite en témoin oculaire :

Le courant du golfe du Mexique entre la pointe de la Floride et les îles Bahama, comme entre Charybde et Scylla, est extrêmement dangereux. Pour obvier au péril, le port *Key-West* possède 20 à 30 navires, appelés *Wreekers*, *Naufragistes;* on ferait mieux de les appeler *Naufrageurs.*

Toute la côte entre le cap Carnaveral et la Tortuga abonde en petits Naufrageurs, qui se tiennent en dedans des récifs (*reefs*) et qui se soustraient à la vue des navires en mer. En effet, si ceux-ci les apercevaient, ils reconnaîtraient le péril et s'éloigneraient; la victime alors serait soustraite au sacrifice. Aussitôt qu'un navire est échoué sur les écueils et qu'il se trouve en danger de perdition, les Naufrageurs accourent, non pas pour le *sauver*, mais pour le *sauveter;* ce sauvetage leur procure des bénéfices énormes. Ils y travaillent avec zèle, avec dévouement, pour tirer du péril les passagers, pour préserver la cargaison, qu'ils laissent *avarier jusqu'à certain point*, mais pour perdre tout à fait le corps du navire, *s'il est assuré.* Les règlements leur accordent une plus grande part des objets de la cargaison plus ou moins mouillés que pour ceux qui n'ont rien souffert; ils agissent en conséquence. Il faut voir le récit des intelligences scandaleuses entre les Naufrageurs, le capitaine naufragé, auquel ils promettent une indemnité qui sera réglée aux dépens du navire, et les faiseurs d'affaires de Key-West, qui sont en même temps les armateurs des Naufrageurs, etc., etc. C'est un ensemble effrayant d'outrages au malheur et de fraude impunie. Voyez-en la description dans le grand ouvrage de M. Mac-Gregor (*Commercial statistics*, tom. III, p. 248 à 286).

Afin de perfectionner la communication entre les ports atlantiques des États-Unis et les ports de l'Océan Pacifique, un projet qui s'exécute aura les conséquences les plus heureuses pour la Floride. La ligne de chemins de fer parallèle au littoral atlantique, et qui passe par Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore, qui traverse ensuite la Virginie et les deux Carolines, cette ligne est en cours de prolongation dans le sud-est de la Georgie. Elle aboutit au port de la Floride le plus avancé vers le midi, dans le golfe du Mexique. Par ce moyen, on raccourcira beaucoup le trajet par mer, afin de gagner la côte de Honduras; le parcours entier sera plus rapide et préféré par les voyageurs.

A ce chemin, qui longera la plus grande partie de la côte occidentale de la Floride, se rattacheront des embranchements dirigés sur les ports de la côte atlantique; et le pays sera vivifié.

XXV. ÉTAT D'ALABAMA.

Cet État a pour voisins le Tennessée au nord, la Georgie à l'est, la Floride et le golfe du Mexique au sud; enfin, l'État du Mississipi à l'ouest.

Superficie...........................	13,136,430 hectares.
Population en 1850.................	771,623 habitants.
Territoire pour mille habitants.......	17,024 hectares.

La chaîne des Alléghanies finit dans la partie sud-est de l'État d'Alabama. De là, jusqu'au golfe du Mexique, il n'y a plus que des terrains plus ou moins onduleux, mais sans montagnes considérables.

Les eaux du versant méridional des Alléghanies descendent par des rivières nombreuses, dont la principale est celle d'Alabama; elle reçoit en tribut toutes les autres

pour les décharger dans la grande baie triangulaire de Mobile, que des îlots séparent du golfe de Mexique. Le nom de *Mobile* est aussi celui d'un des bras du fleuve dont nous venons de suivre les progrès, et d'un port, le seul que possède l'État d'Alabama.

PROGRÈS DE LA POPULATION DANS L'ÉTAT D'ALABAMA.

ANNÉES.	BLANCS.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.	TOTAL.
1810.........	"	"	"	10,000
1820.........	85,451	571	41,879	127,901
1830.........	190,406	1,529	117,549	309,527
1840.........	335,185	2,039	253,532	590,756
1850.........	426,514	2,265	342,844	771,623

Nous sommes frappés ici du grand nombre des esclaves, comparativement à celui des hommes libres.

L'agriculture est l'occupation majeure du peuple en Alabama : elle emploie 68,635 adultes libres âgés de 15 ans et plus et 93,427 esclaves. Si nous déduisions le nombre des noirs adonnés, soit à des métiers, soit à la domesticité, nous trouverions probablement qu'il resterait au plus pour l'agriculture 4 nègres contre 3 blancs.

Fermes et plantations.

Superficie améliorée par la culture...........	1,794,964 hect.
Superficie pas encore améliorée.............	3,116,840
Valeur des fermes et des plantations..........	183,606,000 fr.
Valeur de mille hectares améliorés par la culture	102,290

En réunissant toutes les valeurs foncières et mobilières d'après les assesseurs de 1850, on a trouvé pour valeur revisée 1,218,612,000 francs.

Le bétail vivant est une des richesses principales de l'Alabama; sa valeur en 1850 est de 115,830,500 francs.

Races..........	Chevaline.	Bovine.	Ovine.	Porcine.
Nombre.......	143,147	728,015	371,880	1,904,540

L'industrie proprement dite entre jusqu'ici pour une bien faible part dans les forces productives de l'Alabama. En 1850, la valeur des objets manufacturés dans les ateliers donnant plus de 2,670 francs par année ne s'élevait qu'à 24,184,000 francs; en 1840, la valeur correspondante n'atteignait pas 6 millions. Ce progrès nous donne l'idée de la grandeur où peut atteindre l'industrie de l'Alabama dans un prochain avenir.

Port de Mobile.

Cette industrie sera puissamment favorisée par les eaux intérieures et par le port de *Mobile*, qui mérite de fixer toute notre attention : après la Nouvelle-Orléans, c'est le plus important possédé par les États-Unis sur le golfe du Mexique. Signalons à la fois les progrès de la population et ceux des exportations pour la ville et le port de Mobile :

ANNÉES.	POPULATION.	EXPORTATIONS.
1820..................................	1,500	515,046
1830..................................	3,194	12,253,031
1840..................................	12,672	68,643,510
1850..................................	20,515	56,309,541
1855..................................	»	76,204,816

Le tonnage des navires appartenant au district de Mobile s'accroît avec rapidité :

En 1850, il est de......................	24,158 tonneaux.
En 1855, il est de......................	36,278

Faisons remarquer que sur le tonnage de 1855, plus de la moitié, 20,516 tonneaux, appartiennent aux navires à vapeur; ils servent au cabotage maritime ainsi qu'à la navigation des fleuves.

Pour qu'on apprécie l'importance du cabotage, je ferai cette simple remarque : les objets étrangers importés directement ne comptent que pour un vingtième des exportations. Par conséquent, *plus des dix-neuf vingtièmes sont transportés par le cabotage.*

L'Alabama produit aujourd'hui plus de 120 millions de kilogrammes de coton : la majeure partie sort de l'État par le port de Mobile.

Après ce port, on ose à peine citer *Pensacola*, port voisin situé dans la Floride; Pensacola ne comptait, en 1850, que 2,000 habitants.

De Mobile doivent partir trois chemins de fer, dirigés à l'ouest sur la Nouvelle-Orléans, au nord sur Memphis, à l'est vers la Georgie. En 1854, l'État n'en possédait encore que 354 kilomètres en circulation; mais on travaillait à quadrupler ce parcours. Tel est le génie d'entreprise dont est animé cet État, si voisin de son berceau.

XXVI. ÉTAT DU MISSISSIPI.

Du côté de l'occident, cet État est bordé par le grand fleuve dont il porte le nom; il l'est au nord par l'État de Tennessée, à l'est par celui d'Alabama, au midi par le golfe du Mexique et la Louisiane.

Superficie........................ 12,212,910 hectares.
Population en 1850................ 606,526 habitants.
Territoire pour mille habitants....... 20,142 hectares.

PROGRÈS DE LA POPULATION DANS L'ÉTAT DU MISSISSIPI.

ANNÉES.	LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1800...........................	5,179	182	3,487
1810...........................	23,024	240	17,038
1820...........................	42,176	458	32,814
1830...........................	70,443	519	65,659
1840...........................	179,074	1,366	195,211
1850...........................	295,718	930	309,878

Après la Caroline du Sud et l'Alabama, voilà, de tous les États que nous ayons encore étudiés, celui qui présente la plus grande proportion d'esclaves; ils surpassent en nombre les personnes libres.

L'agriculture, principale ressource de cet État, donne pour plus riches produits le maïs, le froment, le riz, le coton avant tout. Les blancs fournissent au travail des champs 50,284 adultes, et les esclaves, 68,131. Si l'on retranche les noirs qui pratiquent différents arts et métiers, ainsi que ceux de la domesticité, on verra qu'il ne doit rester guère plus d'esclaves que d'hommes libres attachés à l'agriculture :

Terres améliorées................... 1,393,830 hectares.
Terres non améliorées............... 2,851,356
Valeur des fermes et plantations...... 292,304,000 francs.
Valeur moyenne de l'hectare des terres
améliorées......................... 210

L'État du Mississipi n'a pas de cités importantes. Sur la longue rive du fleuve qui le côtoie du nord au midi, on ne trouve que deux villes, *Natchez* et *Vicksbourg*, dont la plus peuplée n'avait pas 4,000 habitants lors du dernier dénombrement. Natchez est un port d'embarquement pour les cotons récoltés dans l'État. Dès 1850, ce genre de production s'élevait à 90 millions de kilogrammes.

L'industrie est encore dans l'enfance. Ses produits ne dépassaient pas 15 millions de francs lors du dernier recensement.

La valeur des propriétés du Mississipi s'élevait alors à 1,222,600,000 francs. Telle est la richesse créée en cinquante années par une population qui, pendant ce temps, s'est accrue de 8,000 à 600,000 habitants.

Le Mississipi commence à créer ses chemins de fer. En 1854 il n'en avait que 250 kilomètres de terminés; il en comptait trois fois autant en cours d'exécution.

Un prochain avenir développera les prospérités de l'État du Mississipi.

XXVII. ÉTAT DU MISSOURI.

Les quatre États où subsiste l'esclavage, et qui nous restent à décrire, sont établis à l'orient du Mississipi.

Le Missouri, le plus avancé vers le nord, a pour limite septentrionale l'État d'Iowa, déjà décrit. Il tire son nom d'une magnifique rivière qu'il faudrait regarder plutôt comme la branche principale que comme un affluent du Mississipi; elle traverse l'État dans toute sa largeur, et tourne au nord-ouest, non loin de son embouchure.

Superficie........................	17,450,700 hectares.
Population en 1850................	682,044 habitants.
Territoire pour mille habitants........	25,586 hectares.

Voilà donc un pays égal en grandeur au tiers de la France, et qui contient cinquante fois moins d'habitants.

A la dissémination du peuple on reconnaît combien est récente sa colonisation; le progrès en est remarquable.

PROGRÈS DE LA COLONISATION DU MISSOURI.

ANNÉES.	BLANCS LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.	POPULATION TOTALE.
1810	17,277	607	3,011	20,845
1820	55,988	347	10,222	66,586
1830	114,795	567	25,091	140,455
1840	323,888	1,574	58,240	383,702
1850	592,004	2,618	87,422	682,044

Occupations du peuple : Agriculture.

La classe libre présentait, en 1850, la répartition suivante des adultes mâles :

Classes agricoles 65,651
Autres classes 62,612

C'est à très-peu près la répartition des Français entre le travail des champs et tous les autres travaux; nous reviendrons sur ce rapprochement.

Remarquons dans le Missouri la faible population esclave : elle ne contient, pour 1850, que 22,098 adultes de quinze ans et plus, c'est-à-dire le tiers des agriculteurs libres.

Les cultures du Missouri ne diffèrent en rien, quant à leur nature, de celles des États sans esclaves; elles semblent ne produire le coton qu'à titre de curiosité. En 1840, elles donnent seulement 55,000 kilogrammes; dix ans plus

tard, ce genre de production n'est plus même indiqué dans les tableaux de production, tant il devient insignifiant. A plus forte raison, le Missouri ne cultive pas la canne à sucre; le climat s'y refuse à cause du trop grand froid des hivers. Cet État n'a pas de rizières.

Les cultures importantes du Missouri sont celles des céréales et surtout du maïs.

Il faut signaler spécialement l'élève des animaux domestiques. Voici leur dénombrement pour l'année 1850 :

Races..........	Chevaline.	Bovine.	Ovine.	Porcine.
Nombre.......	196,032	791,510	762,511	1,702,625

L'ensemble de ces animaux présente une valeur de 106 millions de francs. La somme serait incomparablement plus élevée si les animaux étaient évalués d'après les prix de France ou d'Angleterre.

Le Missouri contient déjà 54,458 fermes et plantations, où se trouvent 1,189,000 hectares de terres améliorées, avec un peu plus du double de terres à l'état primitif. Ces biens ont reçu par la culture une valeur de 337,600,000 fr., ce qui donnerait presque 300 fr. pour l'hectare moyen des terres améliorées. Ici nous trouvons l'influence avantageuse du travail des ouvriers libres et de l'industrie.

Industrie.

Le Missouri prend une place honorable parmi les États méridionaux les plus manufacturiers. Voici la production annuelle des ateliers et des fabriques donnant chacun au moins 2,670 francs :

Années.	1840.	1850.	Par 100,000 habitants.
Produc.	13,611,000 fr.	124,150,000 fr.	18,203,000 fr.

Je suis le premier à signaler comme presque incroyable un progrès décennal des établissements industriels aussi grand que celui de 13 millions à 124 millions de francs; et cela pour une population simplement doublée! On pourrait abaisser beaucoup le rapport entre ces nombres sans qu'il cessât d'être considérable.

En examinant avec soin l'industrie des cent comtés qu'offre le vaste État de Missouri, je n'en ai trouvé qu'un dont les produits ne fussent pas au-dessous de 4 millions et demi de francs; mais ce comté figure à lui seul pour 85,688,000 francs : c'est le comté de *Saint-Louis;* il doit toute son importance industrielle à la cité qui s'est élevée comme par enchantement sur la rive occidentale du Mississipi, dans la position la plus favorable, au-dessous du confluent de ce fleuve et du Missouri. Cette position est magnifique, et l'on va voir le parti qu'en sait tirer l'infatigable race américaine.

Progrès de la population dans la ville de Saint-Louis.

Années......	1810.	1820.	1830.	1840.	1850.
Population...	1,600	4,598	5,852	16,429	77,860

Quel progrès étonnant! Un bourg de 1,600 habitants en 1810 s'élève dès 1830 à 6,000 âmes; vingt ans après, la ville est douze fois plus populeuse. Enfin, dans le moment où je parle elle dénombre 140,000 âmes, et est la septième des grandes cités de l'Union; dans dix années, elle sera la quatrième, et peut-être la troisième.

Saint-Louis, cette position qu'avait choisie, au XVIIe siècle, le discernement des Français pour entrepôt de leurs grandes chasses, Saint-Louis devient la vraie capitale des États à l'ouest du Mississipi; c'est l'entrepôt naturel et le lieu du transit pour ces États et ceux de l'est. C'est

là que la Compagnie des fourrures a placé son dépôt; ce qui conduit à Saint-Louis le produit des chasses occidentales des États-Unis. Parmi les grands édifices, une cathédrale annonce la religion catholique : religion qui, dans Saint-Louis, compte déjà 50,000 fidèles. Ici réside l'académie des sciences pour les États de l'ouest; ici l'on trouve un musée d'histoire naturelle, et d'autres collections scientifiques honorent la cité. Des sœurs de la charité conduisent l'asile des orphelins; celles du Sacré-Cœur, comme à Paris, dirigent l'éducation des filles de familles opulentes ou du moins aisées.

Au milieu de ce mouvement intellectuel, la presse du Missouri ne reste pas inactive, et surtout la presse périodique : en 1850, pour 600,000 blancs, la circulation annuelle de 61 revues ou journaux scientifiques, artistiques, industriels et littéraires, surpassait déjà 6 millions de numéros. Les bibliothèques contenaient 75,000 volumes; 5,018 écoles primaires recevaient les enfants et les adolescents; et parmi les adultes 6 sur cent, pas davantage, ne savaient ni lire ni écrire. Tel est l'état d'instruction d'un peuple formé depuis quarante années dans l'ouest lointain, le *Far-West*, par-delà le Mississipi!

Considérons la navigation de l'État du Missouri. Le district nautique de Saint-Louis présente, en 1855, un total de 60,692 tonneaux, le double de ce qu'il offrait en 1850. Sur ce nombre, 52,477 appartiennent aux navires à vapeur; c'est plus que la France n'en possède dans tous ses ports maritimes. Si l'on réfléchit sur la rapidité des navigations à la vapeur et sur la multiplicité des voyages qu'elle rend possibles à chaque bâtiment, on se formera l'idée de la grandeur et de la vie du commerce déployé par l'État du Missouri sur les plus grands fleuves du nord de l'Amérique.

Il est intéressant de connaître quelle était la richesse totale, propriétés foncières et mobilières, au dernier dénombrement; elle s'élevait à 733 millions de francs.

Les travaux publics commencent. Le chemin de fer qui doit longer la rive méridionale du Missouri, jusqu'aux limites du territoire, atteint déjà Jefferson; la route du Nord est en construction, et les projets décrétés embrassent plus de 1,600 kilomètres. Le sort futur de l'État, pour un de ses principaux éléments de prospérité, compte à juste titre la direction habile et l'exécution persévérante de ces grandes et courageuses entreprises.

Terminons par l'indication d'une dernière source de fortune. Un grand avenir appartient aux richesses minérales du Missouri : il possède la houille, qui transmet la force à tant d'industries; il possède une admirable variété de pierres, de sels, de métaux : citons surtout le fer et le plomb. Deux montagnes de fer, proéminentes de 100 mètres et l'une d'elles longue de deux kilomètres, donnent un minerai ferrugineux qui contient 80 p. 0/0 de métal; un chemin de fer est entrepris pour aller de ces montagnes à Saint-Louis. Des gîtes de plomb sont disséminés sous une superficie de 800,000 hectares. Voilà des richesses qui seront prochainement exploitées.

XXVIII. ÉTAT D'ARKANSAS.

L'État d'Arkansas occupe l'espace compris à l'ouest du Mississipi, entre la Louisiane et le Missouri : il tire son nom de la grande rivière Arkansas, qui s'avance dans l'ouest le plus lointain jusqu'aux montagnes Rocheuses. Des bateaux à vapeur peuvent remonter cette rivière depuis le Mississipi, dont elle est tributaire, jusqu'aux limites occidentales de l'État.

Superficie........................ 13,517,703 hectares.
Population en 1850................. 209,897 habitants.
Territoire pour mille habitants....... 64,549 hectares.

La population n'est si clair-semée qu'à raison de la très-récente colonisation de l'Arkansas.

PROGRÈS DE LA POPULATION DANS L'ÉTAT D'ARKANSAS.

ANNÉES.	LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.
1820.........................	12,579	59	1,617
1830.........................	25,671	141	4,576
1840.........................	77,174	465	19,935
1850.........................	162,189	608	47,100

Je fais remarquer une extrême différence entre les États colonisateurs à l'orient et les États colonisés à l'occident du Mississipi : chez les premiers, proportion gardée, les esclaves sont plus nombreux; chez les seconds, c'est le contraire.

	Adultes mâles de 15 ans et plus.	Tout le reste des adultes.	Totaux.
Libres.............	28,942	11,813	40,785
Esclaves : sans division.	»	»	12,814

Il y a dans l'Arkansas trois hommes libres contre un esclave qui travaillent à l'agriculture.

Disons, avec un sentiment de plaisir, qu'ici les esclaves ont la garantie précieuse du *jugement par jury; les peines ne sont pas plus graves pour eux que pour les hommes libres.*

L'Arkansas en est encore à l'époque de sa première formation. Il n'a pas, comme la Louisiane et le Missouri,

de grandes cités qui lui donnent l'impulsion; ses villes sont des bourgades et méritent à peine d'être citées.

Jusqu'à ce jour, il n'a d'importance que par son agriculture.

Dès l'année 1850, l'Arkansas produisait près de 1,600,000 kilogrammes de coton. Cette culture, que favorise le climat, doit recevoir un accroissement rapide.

Lors du dernier recensement, le total des produits, dans les ateliers de l'Arkansas, approchait de 16 millions de francs; dix ans plus tôt, ce genre de produit était de très-peu supérieur à 5 millions. Dans ce court laps de temps, le travail des établissements industriels a, par conséquent, triplé.

Ce qu'il y a de remarquable dans la population de l'Arkansas, c'est que les étrangers n'y figurent presque pas; ils sont seulement au nombre de 8 personnes sur mille. En réalité, les progrès de cet État appartiennent exclusivement à la race américaine.

L'Arkansas n'a pas de ville proprement dite et sa population est tout à fait disséminée.

Little-Rock, la capitale, sur les bords de l'Arkansas, n'a que 2,167 habitants.

Fort-Smith, sur la même rivière, à la frontière occidentale de l'État, ne comptait que 964 habitants en 1850; trois ans plus tard, il en avait 1,500.

Au point où la rivière d'Arkansas s'unit au Mississipi s'élève le village *Napoléon*, qui deviendra dans peu d'années l'une des cités importantes des États-Unis, par l'effet nécessaire de son admirable position.

Les travaux de navigation artificielle n'ont rien d'urgent dans un État qui possède de nombreuses et belles navigations naturelles. L'attention publique s'est portée vers un autre genre d'entreprises.

On a formé de grands projets pour ouvrir des chemins de fer traversant tout le pays d'Arkansas.

De Little-Rock, capitale de l'État, partiront quatre voies ferrées allant : celle de l'est à *Memphis* et celle du nord-est au *Caire*, deux ports du Mississipi; celle de l'ouest au point où la rivière Arkansas sort du territoire indien; enfin, celle du sud-ouest à *Fulton*, ville naissante érigée sur la rive nord de la rivière Rouge, affluent du Mississipi.

XXIX. ÉTAT DE LA LOUISIANE.

La Louisiane est limitée par les trois États du Mississipi, d'Arkansas et de Texas. Elle tire son importance de sa situation à l'embouchure du Père-des-Eaux, le Mississipi, qui s'y jette dans le golfe du Mexique : elle concentre ainsi tout le commerce maritime nécessaire aux nombreux États échelonnés sur les deux rives de ce fleuve.

Superficie........................	10,684,610 hectares.
Population en 1850................	517,762 habitants.
Territoire pour mille habitants........	20,636 hectares.

La Louisiane, que nos ancêtres ont les premiers colonisée, après avoir été l'objet de folles espérances lors du ministère de Law, fut négligée par les Français, qui la cédèrent aux Espagnols. Le Premier Consul s'était empressé d'en obtenir la rétrocession, et l'on doit penser qu'en ses mains puissantes elle aurait bientôt pris un grand essor. L'Angleterre ne permit pas que la France eût cette heureuse fortune : dès 1803, elle se hâtait de recommencer la guerre, et l'on ne doute pas qu'un de ses premiers efforts n'eût été de nous ravir la Louisiane. Aussitôt le Premier Consul cède aux États-Unis cette possession magnifique; il la vend, je l'ai déjà dit, pour la somme de 80 millions

de francs. C'était alors presque un désert, sauf la Nouvelle-Orléans.

A ces valeurs d'acquisition opposons la valeur donnée à la vingtième partie de cet immense territoire pendant la première moitié du XIXe siècle.

Valeur fixée par les assesseurs de la Louisiane et revisée, en 1850, pour l'ensemble des propriétés foncières et mobilières : 1,249,553,000 francs.

Sachons comment s'est opérée cette grande création de richesses.

En 1803, la population était beaucoup moindre qu'à l'époque du premier des recensements dont on va voir les résultats. On en jugera par ce seul fait : la Nouvelle-Orléans, qui dès 1810 comptait plus de 17,000 habitants, en 1797 n'en possédait que 8,000.

PROGRÈS DE LA POPULATION DANS L'ÉTAT DE LA LOUISIANE.

ANNÉES.	BLANCS LIBRES.	AFFRANCHIS.	ESCLAVES.	POPULATION TOTALE.
1810...........	34,311	7,585	34,680	76,556
1820...........	73,383	10,476	69,064	153,407
1830...........	89,441	16,710	109,588	215,739
1840...........	158,457	25,502	168,452	352,411
1850...........	255,491	17,462	244,809	517,762

On peut affirmer que, depuis 1800 jusqu'à 1850, la population a plus que décuplé.

On remarquera que dans l'État de la Louisiane le nombre des esclaves est presque égal à celui des blancs, qui sont tous libres; il y a seulement un affranchi par 14 esclaves.

Il faut voir comment sont proportionnées les races libres de la Louisiane, d'après le dénombrement de 1850.

Races libres de la Louisiane.

Habitants nés dans la Louisiane..................	145,474
Américains devenus colons de cet État............	60,447
Étrangers..................................	66,413

Parmi ces étrangers, la France en a donné 11,552; dans la Louisiane, elle fournit 1 émigré sur 6 étrangers, et dans le reste des États-Unis elle en fournit seulement 1 sur 44. Les familles françaises anciennement établies et le commerce avec l'Europe attirent nos concitoyens dans cette antique possession qui porta notre drapeau.

A la Louisiane, les blancs agriculteurs sont en faible minorité, ce qui peut s'expliquer en partie par le voisinage de la zone torride.

Professions.......................	agricoles.	non agricoles.
Adultes libres de 15 ans et plus.....	18,639	58,529
Esclaves de 15 ans et plus de toutes les professions.		80,516

On peut, d'après ce chiffre, affirmer qu'à la Louisiane il y a, pour un travailleur libre, plus de trois esclaves adonnés au travail des champs. Dès 1850, la valeur des fermes et des plantations surpassait 400 millions de francs, et le bétail vivant était estimé près de 60 millions.

Espèces.......	Chevaline.	Bovine.	Ovine.	Porcine.
Nombre.......	99,888	381,248	98,072	597,401

Le maïs, le coton, le sucre, les mélasses, sont les produits principaux; la récolte du coton surpasse aujourd'hui 100 millions de kilogrammes et le sucre 50.

Le Mississipi, semblable au Nil et plus puissant par la masse de ses eaux, dépose à son embouchure le limon qu'il tenait en suspension quand sa vitesse n'était pas amortie par la résistance de la mer. Ces alluvions forment un immense delta qui s'accroît sans cesse.

Après avoir franchi la barre lorsqu'on remonte le fleuve, on parcourt un espace d'environ 300 kilomètres sans trouver aucune ville. La première qu'on aborde est *la Nouvelle-Orléans*.

Tous les produits exportables de la Louisiane et la majeure partie de ceux des États colonisés dans l'immense bassin du Mississipi descendent à la Nouvelle-Orléans. Le progrès de ces États est mesuré par le nombre des habitants de leur marché commun, de la cité qui maintenant est un grand port de commerce :

Population de la Nouvelle-Orléans.

Années....	1787.	1810.	1820.	1830.	1840.	1850.
Populat..	8,056	17,242	27,176	46,310	90,000	116,375

Malgré cette population si nombreuse à laquelle est parvenue la Nouvelle-Orléans, le total des produits manufacturés dans son sein ne s'élevait pourtant en 1850 qu'à 38,900,000 francs. Dix ans plus tôt, cette source de revenus industriels était seulement de 22,700,000 francs; ce qui n'est pas doubler en dix ans. Pour les États-Unis, c'est peu.

Des distilleries, des tanneries, des poteries, des raffineries de sucre, des fonderies de fer, telles sont les principales fabriques d'un État dont l'industrie laisse beaucoup à désirer.

L'instruction publique s'est développée tardivement à la Louisiane; les principaux colléges ne datent que de 1825, 1831 et 1839.

La population de la Louisiane est très-mélangée, turbulente et très-amie des flibustiers.

Considérons actuellement le commerce de la Louisiane depuis l'époque où les États-Unis l'ont acquise.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

ANNÉES.	EXPORTATIONS.	ANNÉES.	IMPORTATIONS.
1804...............	8,459,933 fr.		
1820...............	40,583,478	1821...............	18,047,762 fr.
1850...............	203,482,569	1850...............	57,461,064
1855...............	293,998,541	1855...............	68,890,384

Il ne faut pas croire que les États du bassin du Missisipi, lorsqu'ils exportent ainsi pour 294 millions de leurs produits, ne reçoivent que pour 69 millions de produits étrangers. Les grands ports de l'Atlantique et surtout New-York, par un immense cabotage, rétablissent l'équilibre.

Marine commerçante de la Louisiane.

Nature de la navigation.	A voiles.	A vapeur.
Long cours..................	113,399[t]	6,625[t]
Cabotage et Missisipi.........	17,681	62,131

La vapeur joue, comme on voit, un très-faible rôle dans les navigations de long cours, un très-puissant dans le cabotage. C'est le Missisipi qui réclame ce grand emploi de la force fournie par la chaleur.

Les constructions navales sont presque nulles à la Nouvelle-Orléans; elles ne représentent pas la deux-cen-

tième partie des navires existants. C'est dans la Nouvelle-Angleterre ou dans les États riverains de l'Ohio que sont construits la plupart des navires possédés par cette ville.

Jusqu'à ce jour, les travaux publics sont bien au-dessous de ce que peut, de ce que doit entreprendre un État tel que la Louisiane.

La confédération tout entière devrait exécuter à ses frais les grands ouvrages qui peuvent rendre plus facile et plus sûre la navigation du Mississipi. Il faut faire disparaître ces arbres immergés comme des pieux offensifs, sous un angle approchant de 45° : tels sont les *snags*, contre lesquels viennent s'éventrer les navires avec d'autant plus de danger que leur vitesse est plus grande.

Un acte législatif affectait une somme importante pour entreprendre ce travail dans la partie basse du Mississipi. A cet acte, chose étrange, le Président de l'Union avait apposé son veto. Le congrès, par un second vote, a surmonté cet obstacle incroyable.

La Louisiane, qui se trouve au nombre des États les moins pourvus de chemins de fer, a l'espoir d'établir de grandes lignes qui puissent faire arriver des États du nord-est les produits de leurs terres destinés à l'exportation par la Nouvelle-Orléans. C'est ainsi qu'elle pourra contre-balancer l'effet, par exemple, des chemins de fer qui conduisent du Mississipi et de l'Ohio à Savannah et à Charleston.

XXX. ÉTAT DE TEXAS.

Le trentième État, un de ceux dont les eaux descendent dans le golfe du Mexique, est le Texas, usurpé sur la République mexicaine.

Cet État s'étend à l'ouest de la Louisiane, dans une longueur de cent lieues, sur les bords du golfe.

Superficie	61,510,000 hectares.
Population en 1850	212,592 habitants.
Territoire pour mille habitants	289,330 hectares.

Voilà, par conséquent, un pays plus grand que la France, et qui ne possède qu'un cent-quatre-vingtième de notre population. Depuis qu'il fait partie des États-Unis, un seul recensement s'est accompli; les 212,592 habitants qu'il énumère se subdivisent ainsi :

Habitants libres	154,034
Affranchis	397
Esclaves	58,161

En 1850, il y avait 49,160 habitants libres nés au Texas et 87,893 émigrés venus des États-Unis.

La supériorité de ces derniers ne doit pas étonner. Depuis un certain nombre d'années, les planteurs des États-Unis se précipitaient dans le Texas : les uns pour acquérir des terres, d'autres pour les envahir suivant l'usage des pionniers qui, sans attendre la permission des pouvoirs réguliers ni la légalité des concessions, vont les premiers en avant, *go head*, à travers l'Ouest lointain.

Lorsqu'ils ont formé la majorité numérique, ils ont prétendu parler au nom de la souveraineté du peuple; ils ont voulu séparer le Texas du Mexique et l'adjoindre à la grande confédération des États-Unis.

Les naturels du pays ont défendu les armes à la main leur droit de patrie; les intrus américains les ont terrassés. Bientôt l'armée du Mexique arrive au secours, dirigée par le général Santa-Anna. Les envahisseurs rem-

portent de nouveau la victoire et font prisonnier Santa-Anna même, le président de l'Union mexicaine.

Le cabinet de Washington a prétendu que le Texas ne faisait point partie intégrante du Mexique, et qu'à ce titre il pouvait disposer de lui-même : allégation singulière et que démentait la constitution textuelle de la République mexicaine.

Les États-Unis doivent-ils beaucoup se féliciter de leur vaste acquisition? Au point de vue de l'intérêt matériel, oui! A tout autre, non!

Sans doute, 62 millions d'hectares, deux fois la superficie des trois royaumes britanniques, sont une capture plantureuse. Les propriétés y valent déjà 300 millions de francs, et l'on n'a pas mis en valeur un trois-centième du pays. Voilà le lucre; et l'infatigable activité des conquérants l'accroît sans cesse en présence de l'apathie des conquis.

Mais ce mélange de la race anglo-saxonne avec la race hispano-mexicaine qu'a-t-il produit jusqu'ici? un État où l'anarchie, la violence et le meurtre sont la situation naturelle d'une société sans principes et sans frein. Dans la misérable et triste contrée du Texas, l'arme qui peut donner cinq fois la mort sans être rechargée, *le révolveur*, ne quitte pas la poche ou la main du colon.

Le succès déplorable obtenu par l'envahissement d'un si vaste pays n'a plus laissé de bornes à la convoitise des États-Unis; elle s'est dirigée vers tous les abords du golfe du Mexique. On rêve déjà la conquête du golfe entier et des îles si belles qui s'élèvent à l'entrée dans l'Atlantique.

Les flibustiers, les boucaniers du XVe, du XVIe et du XVIIe siècle, revivent aujourd'hui. Puissent-ils ne pas entraîner les États-Unis contre l'ancien monde et la justice

dans une de ces luttes où d'avance l'honneur est sacrifié, où plus tard la victoire, même en la supposant favorable à l'iniquité, se réserverait des vengeances dont la seule Providence a le secret! La République romaine ne soupçonnait pas cette vindicte suprême, quand elle détruisait un peuple sous les ruines de Carthage; les trésors de la mer affluèrent chez le vainqueur, et la République y périt: la corruption fit sa perte.

J'ai fait connaître avec bonheur la rapidité, la grandeur des progrès physiques au sein des États-Unis. Ce peuple, devenu si nombreux et si puissant, est-il en droit de célébrer au même degré ses progrès d'ordre moral? Je voudrais pouvoir le dire. Mais le puis-je en conscience lorsque je compare des époques séparées par moins de deux siècles? Au XVII[e] siècle, lord Baltimore, pour conserver la paix et la charité dans sa colonie chrétienne, sème de sa main la tolérance sur le sol américain, sol généreux qui va la propager partout. William Penn, en bâtissant la ville des frères-amis, place la paix entre les hommes au rang des dogmes de son culte. Le Congrès américain, pour décorer dignement son capitole, y fait peindre cette immortelle entrevue où le législateur de Philadelphie traite équitablement, paisiblement, d'un transfert de territoire avec des sauvages qui, s'ils n'étaient pas chrétiens, ne cessaient pas, à ses yeux, d'être des amis et des frères.

Qu'on mesure la distance entre ces deux origines, qui seront à jamais pour les États-Unis un titre de gloire, et l'absorption ensanglantée du Texas, et les conspirations à main armée sans cesse renaissantes sur le littoral de l'Union américaine pour envahir des voisins inoffensifs, coupables seulement de leur richesse, de leur beau ciel et d'un million de travailleurs africains convoités par les adorateurs de l'esclavage.

Tel est le chemin parcouru par la démocratie en Amérique depuis le XVIIe siècle jusqu'au milieu du XIXe siècle.

XXXI. ÉTAT DE CALIFORNIE.

En 1847, après les succès militaires obtenus au Mexique, les États-Unis ont exigé des vaincus la cession de la *haute Californie.* Cette province contient 40,300,000 hectares, les quatre cinquièmes de la France. En trois siècles de colonisation, la race espagnole ne comptait pas dans ce vaste pays 12,000 habitants d'origine plus ou moins européenne ; il fallait y joindre des tribus d'Indiens en grande partie sauvages et d'une faible population.

Si l'on ajoute à la Californie les 47,915,000 hectares de l'Orégon, l'on a pour territoire total, entre l'océan Pacifique et les montagnes Rocheuses, un magnifique pays baigné par la mer depuis le 50° de latitude jusqu'au 38°. Sur cette mer nous remarquons le port Victoria, en Orégon, et ceux de San-Francisco et de Monterey, en Californie. Les deux premiers, et surtout San-Francisco, ont un immense avenir. Il faut en indiquer la cause immédiate.

Découverte de l'or en Californie.

Dès le mois de mai 1848, un colon reconnaît l'or natif dans les alluvions déposées en aval du moulin de Sutter, situé dans le bassin du Saint-Sacrement : c'est le fleuve qui verse ses eaux au fond de la baie de San-Francisco. Bientôt on découvre une foule d'emplacements, de *placers*, où presque partout à la surface on recueille des terres ou des sables aurifères d'une incomparable richesse.

Le bruit de cette découverte se répand de proche en proche, au Mexique, sur les rives méridionales de l'océan Pacifique, et d'un bout à l'autre des États-Unis. Il en ré-

sulte une impulsion prodigieuse pour la colonisation, formée d'émigrés accourus de tous les pays de la terre.

Sur une terre où la recherche du plus précieux des métaux allait devenir en deux ans la principale richesse, l'agriculture se présentait sous un aspect misérable. En 1850, dans un pays plus grand que soixante départements français, on ne comptait que 2,000 laboureurs, disséminés sur 872 fermes ou plantations. Les fermes présentaient cette excessive disproportion :

Terres améliorées par la culture	13,133 hectares.
Terres annexes sans culture	1,562,600

La valeur moyenne des terres comprises dans les fermes et plantations, en 1850, était seulement de 13 fr. par hectare; dans le pays de l'or, elles ne valaient pas le centième du prix qu'ont les terres en France.

Dès 1850, les aliments du nouveau peuple étaient presque entièrement tirés du dehors; le Mexique, l'Amérique centrale, le Pérou, le Chili, les fournissaient.

La seule richesse agricole ayant déjà quelque importance était celle des animaux domestiques. Il y avait 262,659 bêtes à cornes, dont seulement 4,280 concouraient au labourage; ajoutons-y 23,000 chevaux, la plupart employés au transport des mines et de l'industrie.

Malgré la vaste étendue des gîtes où l'on trouvait l'or, tous les arrivants ne pouvaient pas y travailler. Il fallait suffire à d'autres besoins, à des industries indispensables. Le reste des travailleurs refluait vers l'agriculture, et l'agriculture devait, dans un court laps de temps, prospérer au delà de toute espérance. En cinq années, non-seulement elle a produit les céréales nécessaires à la nourriture d'une population merveilleusement accrue, mais elle peut en exporter. Ce résultat est plein d'avenir.

Exploitation de l'or.

Indiquons dès à présent les conditions et les résultats de l'exploitation de l'or. On comprendra mieux l'explication qui suivra, des phénomènes présentés par le peuplement extraordinaire et récent de la Californie.

Quelle que fût la richesse des premiers gîtes découverts, la spéculation et la renommée trouvaient le moyen de l'exagérer. La foule accourait, mais il arrivait plus d'émigrants que de capitaux; on venait chercher beaucoup d'or, et par cela même on en apportait fort peu.

Dès le principe, on supposait que les mineurs faisaient des bénéfices fabuleux. On citait ce qu'à tel moment certains d'entre eux avaient tiré de la terre; on ne disait pas que des semaines de travail ingrat et pénible avaient précédé les jours de bonheur extraordinaire.

De 1848 à 1849, on n'aurait pas exploité de placers qui donnassent moins de 50 francs d'or par journée de mineur; mais alors celui-ci dépensait 25 francs par journée pour sa nourriture et ses autres besoins.

Un habile appréciateur, M. Werth, calculait qu'en 1852 le gain des ouvriers employés à l'exploitation des terrains ou sables aurifères était de 4,000 francs par année : 13 francs 1/3 par jour. On n'obtenait cette rémunération que par un travail opiniâtre et dur, en bravant les intempéries du climat, avec des logements inconfortables et des moyens de subsistance très-irréguliers.

Dès 1852, le mineur pouvait vivre à 5 $\frac{1}{3}$ francs par jour, et travailler avec avantage en des placers qui rendaient seulement 16 francs par journée.

Les premiers travaux étaient très-imparfaits : on se contentait d'un grossier lavage. On perdait souvent plus de la moitié de l'or, qu'on laissait échapper en pulvérin.

Les mineurs ont aujourd'hui des moyens de lavage plus intelligents, ainsi que des outils meilleurs.

On ne s'est pas contenté d'explorer les terrains d'alluvion, d'où l'or est tiré par le lavage; on a cherché, dans les parties plus élevées, les gîtes du quartz qui recèle des veines d'or. Il a fallu des moyens mécaniques pour concasser et broyer les blocs. Le génie des Américains s'est mis à l'œuvre; il a profité de l'expérience acquise et cherché des moyens nouveaux à la fois plus puissants et plus économiques. Il est loin, cependant, d'avoir atteint le dernier terme de la perfection.

Ajoutons que les mineurs ont dû braver d'extrêmes dangers toutes les fois que leurs exploitations se sont éloignées des centres de population civilisée : les Indiens les attaquaient avec audace. Il a fallu que le Gouvernement fédéral fît agir ses forces pour éloigner ces barbares.

La Trésorerie des États-Unis nous offre jusqu'à l'époque la plus récente le parallèle de l'or monnayé et de l'or exporté depuis sa découverte en Californie.

PARALLÈLE ENTRE L'OR MONNAYÉ ET L'OR EXPORTÉ.

ANNÉES FINISSANT LE 30 JUIN.	OR MONNAYÉ aux États-Unis.	OR EXPORTÉ des États-Unis.
1849	48,101,500 fr.	5,109,707 fr.
1850	170,782,500	109,239,000
1851	334,361,300	96,491,640
1852	303,558,600	199,918,020
1853	294,842,300	125,749,130
1854	278,191,600	204,172,600
1855[1]	212,879,520	288,132,600
TOTAUX	1,642,717,320	1,028,812,607

[1] En 1856, l'or exporté des États-Unis ne s'élève plus qu'à 235,752,000 fr. Il y faut ajouter une exportation d'espèces étrangères égale à 8,829,100 fr.,

Les hôtels des monnaies reçoivent des dépôts en lingots d'or, ainsi que le bureau des essais à New-York. Les exportations se font soit en lingots, soit en espèces.

Voici le mouvement total officiel de l'*or déposé*, du 30 juin 1854 au 30 juin 1855 :

		Francs.	Francs.
A l'hôtel des monnaies	de San-Francisco........	86,271,000	212,879,520
	de Philadelphie..........	121,423,200	
	de la Nouvelle-Orléans...	2,786,270	
	de Dahlourga et Charlotte..	2,399,050	
Au bureau des essais de New-York............			130,055,700
		Total.......	342,935,220

Si l'on ajoutait aux 1,642,717,320 francs d'or monnayé depuis l'exploitation de la Californie la quantité d'or exportée sous forme de lingots à déduire de l'exportation, 1,028,812,697 francs, on serait frappé de la grande quantité d'or monnayé resté dans les États-Unis. Cette quantité correspond à l'accroissement simultané de la population et de la richesse pendant le même laps de temps.

La production soudaine de l'or a donné l'impulsion la plus puissante au commerce des États-Unis.

Il résulte du tableau suivant qu'à la différence de un pour cent les exportations des huit années, en y joignant l'or exporté, sont équivalentes aux importations. Cette différence est plus que couverte par l'ample part de bénéfices que les Américains obtiennent sur les exportations, ainsi que sur les importations : part beaucoup plus considérable que celle de tous les étrangers réunis.

prise sur une importation de 29,468,100 francs, dans la même année 1856.

COMMERCE DES ÉTATS-UNIS DEPUIS L'EXPLOITATION DE L'OR EN CALIFORNIE.

30 JUIN.	EXPORTATION.	IMPORTATION.	RÉEXPORTATION.
1849.................	687,322,000 fr.	789,559,000 fr.	69,893,900 f.
1850.................	720,377,000	951,258,500	79,842,700
1851.................	954,534,600	1,154,668,000	115,879,100
1852.................	827,332,200	1,137,126,000	92,325,300
1853.................	1,013,910,600	1,431,006,660	93,762,200
1854.................	1,148,908,500	1,626,363,000	132,700,100
1855.................	1,029,290,200	1,395,706,000	151,913,900
1856.................	1,422,284,700	1,578,775,400	78,933,600
TOTAUX.......	7,803,959,800	10,064,464,500	815,250,800
Or exporté.............	1,204,564,697	815,250,800	Moins réexp.
SOMME........	9,068,464,497	9,149,213,700	DIFFÉRENCE.

Exploitation du mercure : New-Almaden.

On trouve dans la Californie des mines de plomb, de cuivre et de fer, qui seront bientôt exploitées.

Comme si la fortune avait voulu réunir tous les éléments de richesse minérale, ce pays est riche en mercure. L'exploitation de *New-Almaden* non-seulement fournit tout le mercure qu'exige le traitement des quartz aurifères; mais on peut en exporter des quantités qui déjà s'élèvent à 900,000 kilogrammes dans une année. Le prix de ce métal est réduit de moitié.

La Californie, grâce aux progrès de son agriculture, importe aujourd'hui moins de produits qu'elle n'en exporte.

Mouvement du commerce en 1855, l'or excepté.

Importations	31,780,370 francs.
Réexportations	5,525,037
Exportations	38,391,470

Ce mouvement commercial s'opère presque en entier par *San-Francisco*, qui devient aujourd'hui le port le plus important de l'océan Pacifique[1].

Navigation extérieure de la Californie en 1855.

Par navires des États-Unis	Entrées	128,713 tonn.
	Sorties	266,703
Par navires de l'étranger	Entrées	52,220
	Sorties	61,414

La Californie devient elle-même un État maritime important. Elle possédait, en 1855, un ensemble de bâtiments qui jaugeaient : navires à voiles, 67,373 tonneaux; navires à vapeur, 25,889 tonneaux.

Le parallèle qui va suivre intéresse la France : il permet d'offrir d'utiles conseils à notre industrie. Nous devrions fournir à la Californie pour plusieurs millions d'effets à usage; mais il ne suffit pas que les formes en soient élégantes : garantissons avant tout la solidité des tissus et de la couture. Pour ces effets, pour les chaussures, les gants, etc., offrons, suivant l'usage américain, des nombres d'objets similaires *assortis* à des tailles, à des grosseurs, grandes, moyennes et petites; ce dernier point est essentiel.

[1] En 1851, les États-Unis, maîtres de la Californie depuis quatre années seulement, pouvaient présenter à l'Exposition universelle une série de cartes hydrographiques de la baie de San-Francisco et de San-Pablo, des rivières du Saint-Sacrement et San-Joaquin.

EXPORTATIONS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE EN CALIFORNIE, 1854.

	FRANCE.	GRANDE-BRETAGNE
	Francs.	Francs.
Boissons	4,193,363	1,234,175
Cotons (tissus)	183,076	2,077,250
Toiles	49,148	1,005,175
Lainages	622,372	502,850
Soieries	459,342	23,550
Fers, aciers bruts et ouvrés	264,461	617,950
Verreries et poteries	252,652	349,825
Effets à usage	579,203	156,050
Objets divers	2,267,444	1,101,635
Totaux	8,871,061	7,068,460

Paris devrait faire bien d'autres envois. Ses ateliers devraient offrir à la Californie des meubles à la fois solides, élégants et confortables; fournir une foule d'ustensiles de ménage économiques et commodes; enfin, lorsqu'on s'adresse au pays de l'or, nous devrions satisfaire tous les degrés d'aisance et de recherche, par les produits si variés qui sont le charme de notre industrie.

Intérêt des capitaux en Californie.

Il semble aux esprits superficiels que l'or devrait être la marchandise la plus commune en Californie; dire que tous les objets y sont très-chers équivaut à dire qu'en ce pays l'or est à très-bas prix.

Quel ne devra pas être l'étonnement de ces personnes, lorsque nous leur dirons qu'en Californie on ne peut pas emprunter d'or sans payer un intérêt qui n'est jamais moindre de 3, et qui s'élève souvent jusqu'à 5 p. o/o *par mois;* ce qui représente un intérêt annuel, et composé, qui s'élève de 42 1/2 à 80 pour cent.

Nous ferons comprendre ce phénomène économique en analysant une constatation opérée lors du recensement de 1850. A cette époque, les divers ateliers industriels déjà formés en Californie offraient les résultats suivants :

Produits des capitaux dans l'industrie californienne.

Capital employé, 5,374,790 fr.; vente des produits..	68,685,890 fr.
A déduire : matières premières, 6,414,163 fr.; main-d'œuvre, 18,614,280 fr. Total..............	25,028,443
Reste pour bénéfice net *annuel*.......	43,657,447

Proportion du capital aux bénéfices annuels : 10 à 812.

Par conséquent, lorsqu'un industriel intelligent aurait emprunté 100 francs à 5 p. 0/0 par mois, au bout de l'année, en remboursant 180 francs, il lui resterait 632 francs de profit. S'il avait opéré seulement sur un modeste emprunt de 10,000 francs, il se trouverait posséder au bout de douze mois 63,200 francs. de bénéfice.

Formation et développement de la population.

Un phénomène bien plus complexe et plus étonnant que le progrès de la richesse en Californie, c'est la formation et le développement de la population.

Deux ans après la découverte de l'or en ce pays, eut lieu le dénombrement officiel; il va nous révéler des faits importants.

En 1850, le nombre total des habitants, autres que les Indiens, s'élevait à....................................	92,597
Dans ce nombre, on ne trouve de nés en Californie que..	6,602
Quant aux personnes de races espagnole ou mexicaine, on trouve : 1° nés en Californie, 6,602; 2° au Mexique, 6,454; 3° en Espagne, 220. Total..................	13,276

En résumant tout ce que trois siècles de conquêtes avaient conduit d'individus de la race conquérante, on en comptait... 12,000

En trois ans de conquêtes, les seuls émigrants des États-Unis s'élevaient à.................................... 69,616

Sans compter ce que ceux-ci peuvent avoir eu d'enfants depuis leur séjour en Californie.

Les quinze États septentrionaux et sans esclaves ont envoyé deux fois autant d'émigrés que les États méridionaux. Lorsque fut rédigée et votée la constitution de la Californie, il y eut par conséquent deux voix contre une pour décider qu'on n'admettrait pas d'esclaves. La même condition fera certainement partie des lois de l'Orégon. Tout le littoral des États-Unis sur l'océan Pacifique n'admettra que des hommes libres.

Le retentissement rapide et prodigieux de l'or découvert en Californie attira des émigrants de toutes les parties du monde; dès 1850, ils étaient au nombre de 16,313. Comparés aux 69,616 émigrants des États-Unis, c'est une proportion beaucoup plus forte que celle des émigrants étrangers dans l'ensemble des nouveaux États que nous avons précédemment décrits.

Immigration des étrangers.

Dès 1850, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande ont envoyé	6,567
L'Allemagne, la Suisse, la Belgique et le Nord.......	3,849
La France....................................	1,546
L'Italie, le Portugal et la Grèce....................	347
Les colonies européennes.........................	898
Émigrants des contrées étrangères à l'Europe........	2,477
Émigrants d'origine inconnue......................	629
Total des émigrants de 1848 à 1850.......	16,313

Parmi ces émigrants, on remarquait déjà 660 Chinois

arrivés d'eux-mêmes; leur accroissement prodigieux sera bientôt pour nous l'objet d'une autre surprise.

Après avoir considéré les origines, il importe de considérer les âges. Ici nous trouvons une extrême différence avec les autres États de nouvelle formation. Je prends pour terme de comparaison le dernier colonisé, l'*Iowa*.

	Parallèle des âges.	Californie.	Iowa.
Enfance........	0 à 15 ans....	6,202	96,706
Adolescence.....	15 à 20........	5,446	20,095
Age mûr.......	20 à 60........	79,013	77,295
Vieillesse.......	60 à 100........	593	3,885

Quel contraste frappant entre les deux populations! Nous trouvons en Californie seize fois moins d'enfants, quatre fois moins d'adolescents, un peu plus d'hommes d'âge mûr et sept fois moins de vieillards qu'en Iowa.

En Iowa, comme dans le reste de l'Union, les individus des deux sexes sont à très-peu près égaux en nombre.

En Californie, si l'on avait retranché 6,000 personnes du sexe féminin pour la race espagnole ou mexicaine établie avant la découverte de l'or, on aurait vu combien était petit le nombre de femmes émigrantes.

Deux ans après 1850, on juge nécessaire d'opérer un nouveau dénombrement : on trouve 255,122 habitants, en y comprenant 31,266 Indiens plus ou moins civilisés. A la fin de 1856, la population surpasse un demi-million d'âmes.

Proportion des sexes en 1850 : race blanche.

Sexe féminin..................	20,643.........	1
Sexe masculin................	148,590........	7

Si l'on avait retranché les enfants des deux sexes, qui

sont en nombres égaux, il ne serait pas resté parmi les natifs des États-Unis *une femme pour neuf hommes.*

Parmi les étrangers, sur 42,119 émigrés, il y avait seulement 4,955 femmes et filles de tout âge. Les mêmes observations se présentaient à leur égard qu'à celui des natifs de l'Amérique.

Certainement, la population de Rome, au temps de Romulus, ne pouvait guère présenter en plus faible proportion le sexe féminin; mais, à moins d'aller aux îles Sandwich et dans la Polynésie, on ne voit guère où les Californiens pourraient chercher à ravir des Sabines.

Il existe pourtant à leur porte l'abominable colonie des Mormons, où les hommes s'arrogent le droit despotique d'avoir un nombre indéfini de femmes : c'est à la Californie de faire cesser à son profit cet infâme abus.

État moral de la Californie.

Ce qu'il faut se représenter, c'est la situation funeste dans laquelle doivent se trouver les mœurs d'une colonie naissante où règne l'absence presque absolue d'un des deux sexes. En définitive, le premier besoin moral de la Californie, c'est la formation des familles. On ne l'obtiendra qu'en favorisant, par tous les moyens honnêtes, l'immigration des femmes.

Avec un aussi petit nombre de ménages régulièrement constitués qu'il s'en trouve en Californie, la population ne peut pas même suffire à sa reproduction. Sans immigrations nouvelles elle diminuerait promptement, au lieu de s'accroître par elle-même avec cette puissance que nous avons admirée en parlant de tous les nouveaux États colonisés dans l'immense bassin du Mississipi.

Si nous voulons nous former une idée du peuple de la Californie, il faut nous représenter cette foule d'individus

accourus de toutes les parties du monde, attirés par une immense soif de l'or. Il faut voir le plus grand nombre cherchant les *placers*, qui renferment des graviers inégalement aurifères; il faut les voir exerçant un métier chanceux, dont les trouvailles irrégulières donnent des profits énormes en définitive, mais inégaux, mais inconstants. De là leurs habitudes de dépense extrême lors des extrêmes profits; et cette dépense, ils la réalisent par des débauches excessives. Dans les bourgs, dans les cités, et surtout à San-Francisco, surabondent les tavernes, les maisons de jeu, les lieux infâmes de toute nature, multipliés en raison du penchant à tous les désordres. Des chevaliers d'industrie, des femmes de mauvaise vie, sont jetés à travers ce pandémonium; et le crime sert de conséquence à tous les vices.

Voilà la population appelée, dès 1849, à se donner une constitution. Fidèle à la coutume des États récents, elle adopte des principes ultra-démocratiques; elle se rit de la prudence; elle affaiblit sur tous les points les moyens de réprimer les délits et les crimes; elle énerve la justice en faisant nommer, et nommer *à court terme* les juges par les justiciables

Les citoyens honnêtes, rebutés par l'abus extrême des élections, surtout quand tout le monde est électeur, se dispensent de voter. Alors, et c'est le propre de la Californie, des coalitions d'intrigants et de malfaiteurs redoublent d'activité pour faire nommer magistrats leurs complices, ou du moins leurs complaisants serviles, Quand les fauteurs du désordre éprouvent une résistance à de telles élections, ils la brisent en expulsant les bons citoyens par des menaces, par des coups; ils poussent au besoin leurs excès jusqu'à l'assassinat.

Remarquons, toutefois, un caractère favorable à cette

société, comparativement aux Espagnols qui, les premiers, exploitèrent les mines de l'Amérique. Ceux-ci s'emparèrent des Indiens, qu'ils firent travailler comme autant de bêtes de somme, avec des fatigues si grandes, que ces malheureux mouraient en nombre excessif.

Ici les conquérants n'ont le droit d'employer les Indiens, civilisés ou non, qu'en les payant *à prix librement débattu;* ils ne peuvent leur imposer de labeur au-dessus de leurs forces, puisque les travailleurs ont toujours la liberté de cesser leur travail. Aussi, dès 1852, voyons-nous 31,266 Indiens régulièrement acquis à l'industrie et dénombrés parmi les citoyens.

Un autre élément extraordinaire de population est celui des Chinois. En 1850, ils n'étaient que 660. Dès 1852, ils sont au nombre de 9,809; et, trois ans plus tard, le gouverneur de la Californie fait entendre une singulière doléance : il affirme que les émigrants chinois ne sont pas moins de 60,000, et s'en afflige. Il n'élève aucune objection contre les émigrants d'autres pays; mais il veut qu'on frappe d'un impôt l'entrée des fils du Céleste Empire : il demande qu'on les grève d'une *taxe prohibitive.*

A cette attaque extraordinaire, les Chinois ont répondu par une défense que les Américains mêmes ont regardée comme un chef-d'œuvre de logique et de bon sens. Dans un État libre, ils ont plaidé leur cause en repoussant une loi d'exception contraire au droit des gens; car ce droit veut que les étrangers de toutes les nations amies soient traités sur le pied de l'égalité. Le gouverneur, réduit au silence, n'a pas insisté pour obtenir une mesure odieuse que réprouvaient tous les principes.

Mais les mineurs américains, jaloux des Chinois habiles, économes, expérimentés, les ont plus d'une fois assaillis. Des meurtres s'en sont suivis, des meurtres impunis,

comme le sont en trop grand nombre les assassinats d'Indiens, d'Européens et même de natifs américains.

Bien d'autres crimes ont été commis contre les étrangers de toute origine et contre les Américains; or, ces crimes, une magistrature faible, corrompue et parfois complice, les tolérait sans pudeur.

Action suprême d'un Comité de Vigilance.

L'excès du mal a fini par inspirer le désir d'y trouver un remède souverain. Alors s'est formée l'association devenue célèbre sous le nom de *Comité de Vigilance.* Des citoyens considérables, honorés et dignes de l'être, ont été choisis par la partie encore honnête de la population pour assurer le châtiment des crimes qu'une magistrature ou lâche ou coupable laissait sans répression. En même temps, un citoyen de grand courage a su faire servir la presse périodique pour signaler le crime et le vice qui levaient insolemment la tête. Un des coupables, furieux de se voir démasqué, aborde en plein jour l'écrivain dans une rue de San-Francisco, le tue d'un coup de révolver et se sauve en prison. Il s'y réfugie, non pour commencer à subir sa peine, mais pour profiter de l'asile officiel honteusement offert aux malfaiteurs impunis.

Alors le Comité de Vigilance fait un appel à tous les citoyens honnêtes et leur donne des armes; il occupe en bon ordre les lieux publics; il se fait livrer d'autorité le prisonnier réfugié, le juge avec solennité, le condamne à mort; enfin, il lui fait subir le dernier supplice, en présence d'un peuple immense, rassuré par un tel acte.

Le gouverneur de la Californie se plaint au président de l'Union; réponse est faite que les forces fédérales ne seront pas employées contre le Comité de Vigilance.

Voilà, par conséquent, une république régie temporai-

rement, non point par un dictateur, mais par une dictature collective. Rien n'est plus grave que la proclamation de cette magistrature improvisée dans le dessein de rendre aux lois leur force sacrée. Ce but une fois atteint, le crime rendu moins fort que la justice, le Comité s'est dissous de lui-même. Ses membres, alors, n'ont pas craint individuellement la responsabilité d'un pouvoir extrême, assumé du consentement général et salutairement exercé : car c'était le vœu des vrais citoyens, qui voulaient que la justice fût autre chose qu'un vain nom sur la terre.

Nous allons parcourir l'immense Amérique du centre et du sud : nous y verrons d'autres républiques souillées aussi par l'impunité du crime ; nous n'y trouverons nulle part un Comité de Vigilance pour ramener les citoyens à la vertu, quand elle est oubliée par la magistrature.

CONSIDÉRATIONS FINALES SUR LES ÉTATS-UNIS.

Nous avons fait remarquer, dès le principe, l'accroissement régulier et considérable qu'a présenté la population des États-Unis depuis son premier dénombrement authentique. Cette population double en 23 ans et demi ; elle quadruple en 47 ans ; elle octuple en 74 ans ; au bout d'un siècle elle s'accroît dans le rapport miraculeux de 1 à 19. En suivant la loi de cette progression, nous trouvons aux deux extrémités du XIXe siècle :

Pour l'année 1800..............	5,305,925 habitants.
Pour l'année 1900..............	101,370,240

A cette dernière époque, voici quel sera le rapport entre le territoire et la population :

Superficie actuelle.................	757,500,098 hectares.
Population en 1900..................	101,370,240 habitants.
Territoire pour mille habitants.......	7,473 hectares.

Même après l'accroissement prodigieux qu'aura produit le XIX[e] siècle, la population des États-Unis restera cinq fois moins condensée qu'en France. Elle sera très-éloignée de pouvoir cultiver tout le territoire qu'elle possède aujourd'hui ; elle n'aura pas atteint le terme où l'on peut supposer que la moindre difficulté de subsister commence à ralentir le peuplement. Il ne faut pas nous arrêter à ce premier progrès.

Avant d'étendre plus loin nos considérations sur l'avenir, montrons la progression actuelle des habitants, progression continuée pour le XIX[e] siècle et pour le XX[e].

TABLE DE PEUPLEMENT DES ÉTATS-UNIS AU XIX[e] ET AU XX[e] SIÈCLE.

ANNÉES.	XIX[e] SIÈCLE.	ANNÉES.	XX[e] SIÈCLE.
1800	5,305,925	1900	101,370,240
1810	7,126,498	1910	136,152,500
1820	9,571,744	1920	182,859,100
1830	12,856,003	1930	245,615,250
1840	17,267,504	1940	329,908,000
1850	23,191,876	1950	443,083,300
1860	31,151,481	1960	595,114,000
1870	41,838,508	1970	799,309,500
1880	56,192,802	1980	1,073,560,100
1890	75,473,697	1990	1,441,933,000
1900	101,370,240	2000	1,936,893,000

Un simple coup d'œil jeté sur la progression du XX[e] siècle suffit pour montrer que les États-Unis arriveraient bien vite à se trouver à l'étroit, s'ils n'agrandissaient

pas leur territoire. C'est ce qu'ils ont fait, *à cinq reprises diverses*, dans la première moitié du XIXe siècle.

L'extrême embarras sera de trouver des territoires assez vastes pour permettre un peuplement si prodigieux, et le permettre en si peu d'années. Voici peut-être un moyen qu'on entrevoit.

Avec l'approbation au moins tacite de leur Gouvernement, les ministres plénipotentiaires des États-Unis auprès de trois grandes nations ont fait paraître il y a quatre ans un délibéré collectif qui transforme, ou plutôt qui supprime un point important du droit des gens. Cet acte établit que la puissante république, vu la rare convenance, a droit de prendre un grand pays d'Amérique moyennant indemnité, soit volontaire, soit *forcée :* c'est la théorie d'une application déjà faite pour le Texas, pour la Floride, pour la Californie, pour le Nouveau-Mexique, pour les territoires des Indiens, etc., etc. Cette expropriation de pays indépendants, *pour cause d'utilité conquérante*, audacieusement préconisée, a si peu reçu l'improbation du peuple des États-Unis, que ce peuple a nommé président de l'Union le plus estimé, le plus renommé des trois plénipotentiaires.

Nous supposerons, comme une fiction, que les États-Unis, poussés par le désir ardent de ne pas ralentir la vitesse de leur peuplement, mettront en pratique cette théorie des expropriations territoriales et l'appliqueront au continent américain. Nous admettrons toutefois qu'ils n'essayeront pas d'exproprier l'Angleterre, et surtout par force, dans l'Amérique du Nord; le midi leur suffira.

Malgré toute l'énergie de leurs agriculteurs, les États-Unis n'ont pas défriché 2 hectares par habitant.

Nous pensons qu'à 4 hectares par personne, la terre fournissant au delà des besoins avec une grande abon-

dance, la progression du peuplement représentée dans la table, page 695, ne sera pas diminuée.

A ce compte, le territoire actuel de l'Union, sans ralentir cette progression, nourrira 190,160,000 habitants. La table citée fait voir que les États-Unis atteindront ce nombre d'habitants dès l'année 1922.

Afin de suffire aux progrès immédiatement consécutifs, nous prendrons, ensemble ou successivement, ce qui n'a pas encore été pris du Mexique et de l'Amérique centrale, pour l'exproprier, l'annexer, l'absorber. Nous obtiendrons un nouveau territoire de 257,770,000 hectares. Ce sera le moyen d'ajouter à la population 64,425,750 âmes; toujours à quatre hectares par personne. Avec cette addition territoriale le peuplement continuera, sans se ralentir, jusqu'à 254,585,750 habitants.

La table de population nous fait voir que les États-Unis atteindront ce terme dans l'année 1932. De 1922 à 1932, en dix ans, le flot progressif et continu du peuplement aura suffi pour couvrir le Mexique et l'Amérique centrale, et pour y faire monter la population au même niveau que dans le vaste ensemble des États-Unis.

L'Amérique centrale et le Mexique absorbés, il ne restera plus à prendre que l'Amérique du Sud : continent immense qui donnera 1,934,271,000 hectares. Cet accroissement, à quatre hectares par personne, pourra suffire à 483,568,000 consommateurs. En le joignant aux 254,585,750 hectares obtenus par l'annexion du Mexique et de l'Amérique centrale, il pourra suffire à l'accroissement total représenté par 738,153,750 habitants.

Notre table de peuplement fait voir qu'en 1967 les États-Unis présenteront cette population, égale aux trois quarts du nombre qu'atteint aujourd'hui l'universalité du

genre humain. Cent dix années, à partir de 1857, suffiraient à cet incomparable envahissement.

Quelques personnes, peut-être, auront le désir de connaître de quelles sommes fabuleuses il faudrait payer les territoires de tout un monde exproprié, de force ou de gré, suivant les idées américaines.

Supposons que l'abnégation des peuples prenne pour base d'estimation les 15 millions de dollars ou 80 millions de francs payés de gré à gré pour la Louisiane à Napoléon Ier; nous trouvons alors qu'il faudrait solder :

Pour le Mexique et l'Amérique centrale..	92,773,100 francs.
Pour l'Amérique du Sud..............	588,337,650
Total............	681,110,750

Huit à dix années de surplus disponible des droits protecteurs aujourd'hui perçus par la douane fédérale suffiraient à parfaire cette somme. L'ex-président des États-Unis déclarait itérativement ne savoir que faire de ce surplus, qui semblait à la fois l'embarrasser et l'affliger.

Si l'on trouvait l'estimation par trop modeste, on pourrait la doubler, la tripler, la quadrupler même; trente à quarante ans de revenu surabondant, donné par les droits protecteurs, payeraient l'annexation.

Et si les races occupantes, sous prétexte de propriété, se refusaient à de pareils arrangements, la force, comme l'ont exprimé si bien trois Citoyens Plénipotentiaires, la force alors saurait y pourvoir.

Le XIXe et le XXe siècle pourraient, de la sorte, offrir le spectacle d'une seconde invasion de l'Amérique, accomplie, non plus sur des idolâtres plus ou moins sauvages, mais sur des chrétiens redescendus, par l'anarchie, vers l'enfance des peuples faibles..... et dévorés.

J'ai voulu montrer, par cet exposé, comment la puissance productive d'une nation pourrait passer, en cent soixante et sept années, de 5 millions d'âmes à 738 millions. On remarquera que je fais, ai-je besoin de le dire, abstraction du droit et de la justice, ainsi que des obstacles que le genre humain tout entier pourrait opposer au plus extraordinaire et, si l'on veut, au plus chimérique de tous les envahissements.

Les obstacles seront l'histoire de l'avenir. Notre devoir, à présent, est seulement de mesurer le progrès possible de la plus grande force productive dont l'ambition des hommes ait jamais offert le spectacle.

DE LA NAVIGATION PENDANT LA PAIX ET PENDANT LA GUERRE.

Les nations maritimes doivent aux États-Unis des services de premier ordre. Ils ont offert les exemples les plus remarquables de navires à voiles, construits pour remplir les conditions de la plus grande vitesse et du plus grand chargement, proportion gardée avec la force des équipages. Leurs bâtiments légers et de plaisance ont remporté le prix en luttant contre les yachts anglais dans le concours ouvert, en 1851, sur la rade de Portsmouth.

Les États-Unis, dans le demi-siècle dont nous écrivons l'histoire, ont fait présent aux nations de la marine à vapeur[1]. Cette innovation, si précieuse pour l'univers, l'était pour eux plus que pour tout autre pays. Par elle ils ont pu suppléer à l'absence des routes sur un immense territoire; par elle est devenue presque aussi facile la remonte que la descente de ces vastes fleuves, le Mississipi, le Missouri, l'Ohio, l'Hudson, le Saint-Laurent, etc. et la navigation de quatre mers intérieures.

[1] Voir, pour l'histoire de cette marine, le rapport du VIII[e] Jury.

TONNAGES COMPARÉS, VOILES ET VAPEUR, DE 1823 À 1855.

ANNÉES.	NAVIRES	
	À VOILES.	À VAPEUR.
	Tonn.	Tonn.
1823	1,311,637	24,879
1828	1,701,934	39,418
1833	1,504,300	101,850
1838	1,802,216	193,424
1843	1,921,735	236,867
1848	2,723,151	427,891
1853	3,892,912	604,618
1855	4,656,761	655,240

Les États-Unis ont proclamé très-haut ce résultat vraiment extraordinaire que, dès 1853, le tonnage total de leur navigation commerciale surpassait celui du Royaume-Uni. J'ai pensé qu'il était utile de distinguer entre la navigation extérieure ou de long cours et la navigation intérieure ou côtière. Dans cette vue, j'ai dressé le tableau suivant, sur lequel j'appelle toute l'attention du lecteur :

PARALLÈLE DES MARINES COMMERÇANTES, ÉTATS-UNIS ET ROYAUME-UNI : 1855.

PUISSANCES COMPARÉES.	MARINE INTÉRIEURE.		MARINE EXTÉRIEURE.	
	VOILES.	VAPEUR.	VOILES.	VAPEUR.
	Tonn.	Tonn.	Tonn.	Tonn.
États-Unis	1,865,212	665,724	2,647,642	116,886
Royaume-Uni	808,925	64,695	2,951,509	228,364
Idem. Possessions extérieures			252,597	17,937

Il faut, avant tout, remarquer que les Anglais, dans leur commerce intérieur, n'enregistrent que le cabotage; ils n'inscrivent pas la navigation des rivières et des lacs.

En vain dira-t-on qu'en cas de guerre, du côté des États-Unis, les navires à vapeur des rivières et des fleuves pourraient prendre la mer et servir de corsaires: c'est une erreur. Des hôtelleries flottantes, construites avec une extrême légèreté, ne résisteraient pas aux rudes tempêtes de l'Océan. A l'égard des navires à vapeur que les États-Unis emploient sur les grands lacs, la sortie par le Saint-Laurent leur serait interdite en cas de guerre contre le Royaume-Uni. C'est sur ces lacs mêmes qu'ils pourraient disputer la prépondérance avec le plus d'avantages.

Resteraient donc les navires actuellement employés sur les deux Océans. Pour ceux-ci, la supériorité demeure encore à la Grande-Bretagne; mais, du côté des États-Unis, l'accroissement est beaucoup plus rapide. Avant dix ans les deux marines extérieures seront égales.

LA LIBERTÉ DES MERS ET LES CORSAIRES.

L'indépendance conquise, les États-Unis étaient maîtres chez eux; mais les Anglais restaient maîtres sur la mer, et maîtres despotiques.

Les guerres de notre première révolution n'avaient fait qu'augmenter la supériorité maritime de l'Angleterre. Cette puissance ayant poussé jusqu'à l'excès contre les neutres l'exercice de ce qu'elle osait appeler *son droit de visite*, les États-Unis préférèrent la guerre. Ils souffrirent, proportion gardée, plus de mal qu'ils n'en firent; mais ils en firent assez pour fatiguer leurs antagonistes. On signa la paix, et cette paix, pour les États-Unis, c'était la liberté des mers. Une telle liberté n'obtint d'abord de garantie qu'à leur égard;

mais elle se trouvait inaugurée comme un principe, objet des vœux de tous les peuples : la force des choses en fit jouir l'univers.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 consacre authentiquement le droit général des neutres; il abolit, entre les États européens, l'odieuse guerre de corsaires.

L'Angleterre ayant invité les États-Unis à renoncer également, en cas de guerre, à l'usage de la course, ceux-ci répondirent par une contre-proposition qui ne laisserait rien à désirer aux amis de la civilisation : ils demandèrent que les navires de commerce ne pussent être capturés, ni par des corsaires privés, ni par les navires de l'État, agissant comme des corsaires. Déjà la Russie s'empresse d'accéder à cette proposition. Dès qu'il s'agit d'une idée civilisatrice et généreuse, qui pourrait douter de la France?

Mais voici qu'en Angleterre s'élèvent déjà des regrets sur le premier pas; et les États-Unis, craignant que leur proposition ne fût acceptée, ont annoncé qu'ils la retiraient! Nous nous en affligeons profondément.

INFLUENCE DU COTON SUR LA GUERRE ET LA PAIX.

Un des phénomènes les plus étonnants opérés par le commerce des cotons, c'est d'avoir rendu l'Angleterre craintive et presque pusillanime vis-à-vis des États-Unis; c'est en même temps d'inspirer à ces derniers une confiance qui dépasse toutes les bornes quand il s'agit d'affronter l'Angleterre. Il importe au repos du monde d'examiner si les deux puissances voient juste ou se trompent en même temps. Je prends pour point de départ 1853, la dernière année de paix universelle.

Commerce d'exportation :

États-Unis.	Cotons en laine..........	585,030,200	francs.
	Exportations totales.......	1,014,836,000	
Roy.-Uni..	Cotons ouvrés............	817,822,550	
	Exportations totales.......	2,473,344,525	

Proportions pour un million d'exportations totales :

États-Unis :	Cotons en laine..............	576,480	francs.
Roy.-Uni :	Cotons ouvrés................	330,655	

Donc une guerre entre les États-Unis et l'Angleterre compromettrait 58 p. o/o des exportations de la première puissance et 33 p. o/o seulement de la seconde. Eh bien ! la première, celle qui risquerait le double, semble inaccessible à la crainte, et c'est la seconde à qui l'appréhension semble ravir le sangfroid! Pourquoi ce contraste?

Parmi les États-Unis, ceux du midi sont les possesseurs des esclaves qui produisent le coton nécessaire aux Anglais; ils feraient volontiers la guerre à l'inconséquente métropole, qui les accable d'injures pour un esclavage dont elle est la première à faire son profit. En même temps, les États du nord, devenus grands manufacturiers, songent que les combats éloigneraient de leur marché national le concurrent aujourd'hui le plus redoutable.

Supposez, d'un autre côté, que la guerre fasse souffrir les cités cotonnières de l'Angleterre et de l'Écosse; supposez seulement que la guerre leur donne la simple *peur de souffrir!* Cela suffira pour que leurs représentants à la Chambre des communes attaquent à tout instant, à tout propos, le ministère; ils l'attaqueront avec une loquacité de commis voyageurs, avec des sophismes de marchand, qui lui rendront l'existence insupportable.

Voyez ce qui vient de se passer pendant deux années

de la guerre la plus populaire dans la Grande-Bretagne : certains représentants du négoce n'ont pas laissé passer une occasion, un prétexte, sans prendre le parti de la Russie. La sombre Cassandre, de prophétique mémoire, annonçait à Troie moins de malheurs ! et pourtant la victoire, au lieu de la défaite, démentait ces prédictions malveillantes; mais, démenties à tout instant, elles ne cessaient jamais. Qu'aurait-ce été si les députés de trente villes manufacturières avaient parlé pour attester des maux réels ou des souffrances *probables?* C'est ce torrent de cupidités effarées que redoute le ministère, et qui parfois le rend timide vis-à-vis des États-Unis.

Les Américains sont informés parfaitement de l'appréhension qu'ils inspirent; cela redouble leur assurance et les pousserait au besoin jusqu'à la témérité. Montrons ce que les Anglais devraient ne pas appréhender dans une guerre avec leurs fiers antagonistes.

Leur principale terreur est, suivant moi, la moins fondée. Ils craignent que cette guerre les prive du coton indispensable à la vie de leurs fabriques, à la prospérité de leur commerce. Ils oublient qu'à l'instant même où l'Américain des États-Unis ne pourrait plus aborder en Angleterre, il enverrait ses cotons au Havre, à Anvers, à Rotterdam et dans tous les ports du Nord. Il se servirait des navires neutres pour faire arriver directement dans les ports du Royaume-Uni ces mêmes cotons en laine, et livrer en retour à l'Amérique les cotons ouvrés de l'Angleterre.

Sans doute cette intervention des tiers ferait payer un peu plus cher à la Grande-Bretagne la matière première; aux États-Unis, les produits du tissage. Mais de tels renchérissements n'étouffent pas le commerce entre des nations opulentes; il suffit que les unes aient aussi besoin de vendre que les autres d'acheter.

La grande, la très-grande perte des États-Unis serait la suppression soudaine des *six septièmes de leur navigation*, perte que l'Angleterre n'éprouverait pas à beaucoup près au même degré.

Lors de la guerre de 1812, 1813 et 1814, ce sont les États-Unis dont le commerce d'exportation a souffert incomparablement davantage; en voici la preuve :

Exportations comparées des produits nationaux.

	États-Unis.	Grande-Bretagne.	
1811	327,422,000 fr.	810,241,775 fr.	Paix.
1812	204,269,000	1,081,793,935	Guerre.
1813	148,751,000	»	Guerre.
1814	37,259,500	1,415,605,725	Guerre.
1815	280,765,000	1,524,576,575	Paix.

Dans ce parallèle remarquable, on voit jusqu'à quel point une guerre entre l'Angleterre et les États-Unis fait tomber les exportations américaines, tandis qu'elle permet un grand accroissement des exportations anglaises. Le souvenir du passé ne devrait donc pas effrayer si fort les fabricants britanniques.

Ce qui les préoccupe aujourd'hui, vu l'énorme quantité de leurs produits qu'ils vendent à l'Union américaine, c'est que l'Union pourrait, comme pendant la guerre de l'indépendance, *s'abstenir de les consommer!* Cet héroïsme serait rare; mais il n'est pas impossible, et ferait frémir la passion des échanges.

Le maximum des produits anglais vendus aux États-Unis s'est élevé, en 1853, à 591,460,675 francs.

Ce qu'il faut dire, c'est qu'une lutte maritime entre la Grande-Bretagne et les États-Unis occasionnerait des deux côtés des pertes graves, qui doivent rendre circonspectes

les deux nations. Mais, je le répète, proportion gardée avec l'étendue des commerces respectifs, les pertes seraient plus grandes encore du côté des plus confiants.

INFLUENCE DES ÉTATS-UNIS SUR LES AUTRES NATIONS.

Combien est petit le nombre des peuples dont les travaux, le caractère et les institutions exercent sur le genre humain une action sympathique et dominante! L'imitation qu'ils commandent fait le bonheur de la terre, si leurs exemples sont utiles à l'humanité; elle se change en fléau lorsqu'elle est viciée par de mauvaises passions.

Les États-Unis, dès l'origine, ont pris leur place entre les nations qui portent au loin l'influence de leurs intérêts, de leurs sentiments et de leurs idées. Arrêtons nos regards sur les phases déjà si diverses de cette influence.

Après que les Anglais eurent conquis le Canada dans le nouveau monde et le Bengale dans l'Inde, vainqueurs sur toutes les mers, on les crut arrivés au faîte d'une puissance irrésistible. Quel ne fut pas l'étonnement des nations, quand elles virent les colons de l'Angleterre, peu nombreux, peu riches encore et disséminés sur les bords de l'Atlantique, résister à la métropole ainsi triomphante et, d'une main hardie, assigner des limites à l'autorité suzeraine, qui n'en voulait pas reconnaître! L'étonnement redoubla quand on vit ces colons réclamer pour eux la loi de la terre, *the law of the land*, sur le sol américain, comme ils l'auraient réclamée sur le sol britannique; demander, redemander leurs droits de citoyens, de communes, d'États mêmes; prendre les armes pour resserrer dans les bornes légales un gouvernement octroyé d'outre-mer; ce gouvernement, le juger en quelque sorte sur le champ de bataille, et le déposer pour usurpation incorrigible de pouvoirs; proclamer, avec une solennité calme

et réfléchie, leur indépendance de peuple, à la face des hommes, en présence de Dieu; rester maîtres de leurs âmes, malgré les emportements et les tumultes d'une immense guerre civile; conserver entre eux le respect de tous les droits et cet empire de la loi pour lequel ils combattaient; s'organiser aussi paisiblement en républiques autonomes qu'ils s'étaient formés en municipes (*townships*), en cités, en comtés; enfin, pour acte suprême, constituer leur unité nationale par une Confédération qui, dès sa naissance, a mérité l'admiration du monde.

L'alliance internationale avait d'abord été conçue par treize États, moins populeux ensemble que ne le sont aujourd'hui les cantons de la modeste Helvétie. Par degrés, elle a reçu dans la commune association dix-huit nouveaux États, qui couvriraient six fois la France. Elle en a réglé l'accession, sans éprouver plus d'obstacle que d'ajouter pour chaque fois une étoile égalitaire au champ d'azur de sa bannière fédérale. Agrandie, fortifiée de la sorte avec un même succès pour les temps, pour les lieux et pour les hommes, en deux tiers de siècle elle a passé de trois millions à vingt-sept millions de confédérés, soumis par leur volonté propre à trente et un gouvernements indépendants, libres et toujours États-Unis.

Le spectacle sublime du droit invoqué, défendu contre la force oppressive, de l'héroïsme déployé pour rendre ce droit vainqueur, et de la sagesse conservée même après la victoire, ce spectacle devint pour l'univers l'objet d'un enthousiasme saisissant et contagieux. On s'arrêtait aux résultats : on adorait le triomphe, on dédaignait d'en approfondir la cause à la fois première et finale. Cette cause est le respect sacré des lois; respect qui les fait exécuter et qui leur donne la durée, quelle que soit la forme du gouvernement; respect qui tient avant

tout au caractère national. Voilà ce qu'on n'aperçut pas. On prit pour le succès de la démocratie, si mobile en elle-même, le succès personnel d'une race persévérante par nature, d'une race qui sait donner une stabilité pareille, en Europe à la monarchie aristocratique et constitutionnelle, en Amérique à la république populaire. On ne voulut pas se demander comment la même race qui s'était efforcée, sans pouvoir y réussir, d'organiser la démocratie sur le vieux sol britannique au XVII[e] siècle[1], l'organisait paisiblement au XVIII[e] et la déroulait sans efforts sur la table rase d'un monde nouveau. On s'imagina qu'au sein d'antiques nations où, depuis tant de générations, l'égalité de l'âge d'or n'existait plus dans les rangs ni dans les services, il suffisait de proclamer tout à coup, par contrat, par Déclaration des droits, la félicité politique et morale empruntée des niveleurs, disons mieux, des nivelés d'Amérique. On oublia, surtout en France, que les États-Unis, quand ils voulurent organiser un système aujourd'hui séculaire, n'avaient pas débuté par l'incendie des châteaux au nom de la paix des chaumières, pour terminer par le supplice des grands de la terre, puis des hommes les plus illustres, puis des moindres notables, jusqu'à ceux dont la tête apparaissait de quelque chose au-dessus du plus bas niveau. Pour comble d'inconsé-

[1] Il faut voir dans Montesquieu l'admirable passage où sa vue d'aigle pénètre les profondeurs de cette difficulté : « Ce fut un assez beau spectacle, « dans le siècle passé, de voir les efforts *impuissants* des Anglais pour éta-« blir parmi eux la démocratie. Comme ceux qui avaient part aux affaires « n'avaient point de vertu, que leur ambition était irritée par l'ambition de « celui qui avait le plus osé (Cromwell), que l'esprit d'une faction n'était « réprimé que par l'esprit d'une autre, que le gouvernement changeait sans « cesse, le peuple étonné cherchait la démocratie et ne la trouvait nulle « part. Enfin, après bien des mouvements, du choc et des secousses, il fallut « se reposer dans le gouvernement même qu'on avait proscrit. » (Liv. III, chap. III, *Du Principe de la Démocratie.*)

quence, parmi les proscrits d'une telle époque on rangea tous les partisans des idées honnêtement et purement américaines.

Lorsque l'Europe, repue de sang, commence à respirer, Washington descend au tombeau, laissant après lui, sans atteinte et sans tache, la gloire et les institutions de sa patrie. L'ancien monde se joint au nouveau pour illustrer ses funérailles. De notre côté de l'Atlantique, elles sont célébrées par cette monarchie du Consulat qui s'appelait république; et le Consulat, dédaigneux de lui-même, aspirait à disparaître, quoiqu'il méritât de vivre à jamais.

Une dernière fois chez nous, en 1848, les représentants les mieux avisés du nouveau renversement des lois font un appel au système américain. Ils y puisent l'unité du Président et la durée de ses fonctions; mais ils écartent une condition qu'exigeait avant tout le succès de leur entreprise, c'est la balance de deux Conseils : l'un de sa nature plus ardent et plus populaire; l'autre plus sage, moins transitoire et plus fait pour commander le respect. Quelques amis de la vérité démontrèrent à la tribune la nécessité de cet équilibre, en invoquant la grande expérience de trente États transatlantiques. Il me parut naturel que pareille opinion fût étouffée par les clameurs de ces amis étranges de la liberté qui ne chérissent que la liberté d'opprimer; mais rien n'égala ma surprise quand je vis jusqu'au fils de Lafayette, le pupille de Washington, repousser, par amour de la république, un sénat imité des États-Unis ! . . . . Dès cet instant, je compris que le prosélytisme, auparavant si redouté, des mœurs et des lois américaines était pour toujours impuissant en Europe.

Lorsque le Prométhée de Sainte-Hélène, enchaîné sur son rocher, interrogeait l'avenir des nations, d'un côté de

l'Atlantique il voyait les monarchies qui s'étaient faites ses geôliers, et qui le redoutaient presque autant qu'elles redoutaient leurs propres peuples; de l'autre, il voyait les États-Unis dont les institutions se propageaient dans le nouveau monde par la voie sans appel des insurrections. Alors il faisait entendre cette sentence menaçante contre les royautés de l'ancien monde : « Avant un siècle, l'Europe sera République ou Cosaque»... Près de la moitié de ce siècle est écoulée, et déjà, pour réaliser la célèbre prédiction, la République et le Cosaque ont fait tour à tour un immense essai de leurs forces: tous les deux ont échoué. Le Slave du Nord a perdu l'espoir d'asservir même l'Orient, même l'Islam; et la république insurrectionnelle, avortée du Tibre au Danube, cette république, afin de se rendre moins possible que jamais, ne proclame plus d'autres conditions d'existence que le renversement de l'état social : c'est la civilisation qu'elle menace, en désespoir de cause! Elle n'a plus rien de commun avec les États-Unis et leur sagesse primitive : sagesse dont il faut signaler les bienfaits incomparables.

Pendant soixante ans, après le traité de 1783, si nous exceptons quelques mois d'une lutte navale que les États-Unis soutinrent pour la plus noble des causes, ils recueillirent tous les fruits de leur modération et de leur amour de la paix. Aucun de leurs hommes éminents ne périssait dans les émeutes ni dans les supplices; pas de proscrits, pas d'exilés; toutes les forces humaines étaient tournées vers le développement d'une industrie infatigable, et nous avons mesuré la grandeur de cet admirable développement; pas une propriété n'était menacée; pas le moindre labeur n'était perdu pour la richesse nationale. Pendant ce temps, l'ancien monde dilapidait en sacrifices militaires plus de quatre-vingts milliards; versait

le sang d'environ quatre millions de combattants ou de victimes; enfin, se dévastait lui-même par ses guerres extérieures ou civiles et par des révolutions fondées sur un parfait mépris des lois.

Au milieu de ces infinies divergences et de ces imitations dérisoires, au milieu d'un si grand nombre d'expériences manquées, puis réprouvées, on peut voir combien est rare ici-bas la qualité qui distingue le plus les citoyens des États-Unis : *la constance*. On s'explique ainsi leur confiance à prédire la durée sans terme des institutions qu'ils se sont données une fois, pour les défendre toujours.

La vertu présente.

Cependant une imperfection, légère en apparence, a déjà porté des atteintes profondes à la stabilité de l'édifice américain. Dans un système où l'on a voulu que la loi fût tout, nous avons vu qu'un grand fonctionnaire, le Président, est créé pour conserver l'unité dans la force collective. On se rassura contre la peur de trop favoriser l'autorité en n'élisant que pour quatre ans ce magistrat suprême; on n'eut pourtant pas le soupçon qu'il fût prudent de mettre obstacle à toute réélection. Celle de Washington n'avait pu paraître qu'un avantage, et presque un devoir; elle s'opéra d'elle-même, par la candidature indivise de la gloire et de la vertu. Mais les élections qui suivirent devinrent le but de l'intrigue, et qui pis est de la corruption.

Le croira-t-on? c'est au célèbre Jefferson, qui s'efforça de rendre plus démocratique encore une absolue démocratie, c'est à ce politique si puritain qu'il faut rapporter, dès l'origine du siècle, le plus déplorable système. Intègre, austère, et n'ayant jamais pratiqué la moindre malversation, il pensa que le Président pouvait devenir le dispensateur sans scrupule de tous les emplois fédé-

raux, et qu'il devait rendre ces emplois le prix des votes donnés pour lui : tant son orgueil envahissait sa conscience ! et tant il faisait du choix de sa personne le grand intérêt de l'État, qui passe avant tous les autres !

Ce fut le venin public injecté dans les veines du corps social ; il s'y propagea tel qu'une épidémie universelle, et qui devint permanente. Aujourd'hui cette corruption s'exerce comme une habitude invétérée, comme un droit acquis de l'ambition, en plein soleil de liberté, à la face d'un grand pays. Aujourd'hui la suprême présidence, le fleuron le plus précieux de la couronne fédérale, est vendue pour un emploi minime par l'électeur minime aussi ; elle est vendue pour les emplois importants par les directeurs des combinaisons électorales. On ne s'excuse pas en prétextant qu'il s'agit d'un grand homme à porter, à continuer au pouvoir ; on a la même impudeur quand il s'agit de promouvoir ou de conserver la médiocrité vulgaire.

Arrêtons-nous à ce spectacle qu'aucun État libre n'a jamais présenté : tous les quatre ans est jeté sur le tapis franc de la fédération l'enjeu sans bornes de toutes les positions officielles, depuis celles des ministres et des ambassadeurs jusqu'aux dernières agences de la douane, de la poste et de la finance.

Les personnages publics les plus éminents et les plus ambitieux n'attendent pas l'expiration des quatre ans qui bornent le cycle de leur carrière officielle. Les uns quittent leurs ambassades, les autres leurs portefeuilles, au moins une année d'avance : les voilà candidats. Ils viennent veiller à la mêlée des partis, afin d'en faire sortir leur triomphe personnel.

Au milieu de ces agitations, un Président, s'il n'est pas un ange, et l'ange à présent ne serait pas éligible, un Président médite avant tout sa réélection ; il administre, il

gouverne dans cet esprit. Il étudie les instincts populaires et les emportements du jour, surtout dans la dernière année. Une question d'esclavage a-t-elle la majorité? il s'en fera le défenseur. Pour plaire aux passions qui surgissent, fallût-il mettre en péril la paix entre les nations, il serait prêt, et son ambition n'y faudrait pas. Il peut devenir ainsi l'agitateur, le corrupteur de son pays, au lieu d'en être le modérateur et le mentor.

Le premier et le plus sage entre tous les Présidents avait posé, comme un principe tutélaire, que les États-Unis ne devaient point prendre part aux guerres des autres nations. Il trouvait assez vaste un ensemble de territoires qui représentaient déjà quatre fois autant de pays que la France entière. Général et victorieux, il repoussait comme un danger, qui souvent mène au crime, la passion des conquêtes.

Ses successeurs n'ont pas imité sa sagesse. La convoitise des possessions voisines est descendue dans les cœurs. Flatter cette ambition, et la rendre insatiable, devient un moyen de rallier des suffrages divisés sur tant d'autres points. On rougit des flibustiers; mais à peine leur succès au dehors est-il à demi décidé, on redouble pour eux de ménagements, de faveurs, et cela séduit les flibustiers de l'intérieur : ils ont des voix.

Tous les quatre ans, de semblables moyens peuvent être reproduits, plus attrayants, plus dangereux pour la confédération. Peut-être y trouvera-t-on des sources d'agrandissement; mais de ces sources jailliront des eaux empoisonnées, pleines de périls pour les libertés, l'existence et la gloire de cette grande Union. Dès qu'on la croira décidément cupide, usurpatrice et violente, elle cessera d'être un exemple révéré par le genre humain.

En assignant des conditions d'existence aux diverses

formes de gouvernement, l'immortel auteur de l'*Esprit des lois* établit que le principe de l'institution républicaine est *la vertu*. Suivant ses préceptes, pour maintenir la durée des démocraties, il faut, dès qu'elles s'en écartent, les ramener à leur principe.

Que dirait Montesquieu sur l'avenir illimité d'un faisceau de républiques où la vertu des citoyens fait place, pour le premier des choix, à la corruption universelle?

Il est beau d'avoir le culte des institutions politiques; mais quand cette corruption en fait un culte de faux dieux, la foi devient un fétichisme, et l'idole finit par crouler sur ses pieds d'argile.

Terminons en disant aux États-Unis : Désirez-vous la perpétuité de vos démocraties? Employez votre expérience et votre énergie pour les rappeler sans cesse à la vertu. Ce conseil est celui d'un ami sincère.

ÉTATS AMÉRICAINS D'ORIGINE ESPAGNOLE.

Après avoir suivi le progrès des États-Unis anglo-américains, étudions une autre partie du continent d'Amérique, partie qu'occupaient, au commencement du siècle, l'Espagne et le Portugal.

Dans les premières années du XIX[e] siècle, les seules possessions de l'Espagne en Amérique surpassaient en superficie les plus vastes États de la chrétienté. Elles s'étendaient depuis le cap Horn, à l'extrémité de l'Amérique du Sud, jusqu'aux confins septentrionaux de l'Orégon, dans une longueur approchant de 9,000 kilomètres : c'était presque la distance qui sépare les pôles de l'équateur.

Les trois règnes de la nature unissaient leurs trésors pour composer l'opulence de ces magnifiques contrées.

Le Mexique et le Pérou fournissaient par leurs mines un tribut d'or et d'argent neuf fois plus considérable que la totalité des mines de l'ancien monde. Ces métaux précieux attirés en Europe étaient ensuite envoyés en Asie; ils y payaient les produits naturels que le climat donne à l'Orient, et les produits élaborés que faisaient alors rechercher avec empressement les délicates industries de la Perse, de l'Hindoustan, de la Chine et du Japon.

Les riches possessions des Espagnols, situées au nord, au centre, au sud de l'Amérique, les unes à l'occident et les autres à l'orient de la chaîne des Cordilières, ne pouvaient être administrées qu'en divisant les contrées et les populations par gouvernements distincts; ceux du premier ordre formaient des vice-royautés, ceux du second ordre formaient des capitaineries générales. Voici le tableau de ces grandes divisions, en allant du nord au midi :

Vice-royautés.	Capitaineries générales.	
Le Mexique.	Guatemala.	La Havane, avec les Florides et la Louisiane.
La Nouvelle-Grenade.	Caracas.	
Le Pérou.	Le Chili.	
Buénos-Ayres.		

Tel était encore l'état politique du pays lorsque le baron Alexandre de Humboldt, à l'aurore du XIX[e] siècle, accomplissait ses célèbres voyages d'Amérique.

Les travaux de ce grand observateur sont pour nous le point de départ le plus précieux; ils fournissent les premiers termes de nos comparaisons avec les résultats obtenus après un demi-siècle de révolutions incessantes.

Commençons par l'État fédératif élevé sur les ruines de la première vice-royauté du côté du nord.

CONFÉDÉRATION DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS.

Les États-Unis mexicains sont bornés : au nord par les États-Unis Yankies, à l'orient par le golfe du Mexique, à l'occident par l'Océan Pacifique, au midi par les petites puissances de l'Amérique centrale.

Cette Confédération remontait naguère jusqu'au 42° 50' de latitude boréale et descendait dans la zone torride jusqu'au 14°, comprenant ainsi presque le tiers de la distance du pôle à l'équateur.

Il n'y a pas soixante années, l'Espagne était maîtresse de ce beau pays, et de la Floride, et de la Louisiane, qu'elle avait obtenue bénévolement de la France. Ces immenses possessions et l'Amérique centrale, jusqu'à l'isthme de Panama, étaient comprises sous le nom de *Nouvelle-Espagne ;* et, depuis les conquêtes de Cortès, Ferdinand le Catholique et ses héritiers prenaient le titre de rois *des Espagnes*. Nous dirons bientôt à quoi sont réduites, dans l'Amérique septentrionale, les immenses possessions dont nous venons d'assigner les limites.

A l'origine du XIXe siècle, le Mexique présentait une agriculture moins arriérée que la plupart des autres possessions hispano-américaines. Cette agriculture, par le rapprochement des climats les plus divers, aurait pu joindre à l'abondance une extrême variété.

La longue chaîne de montagnes qui, depuis le cap Horn jusqu'à la mer Boréale, s'élève à l'occident comme un rempart contre l'invasion du Grand Océan, cette chaîne, après s'être fort rétrécie et fort abaissée dans l'isthme qui sépare les deux Amériques du Nord et du Sud, cette chaîne s'élargit dans notre hémisphère; elle couvre la majeure partie du Mexique par des sommités

obtuses qui forment des plateaux d'une immense étendue. Le caractère de ces plateaux est d'offrir des plaines d'une pente très-peu sensible; elles sont aussi supérieures à nos plaines d'Europe par le vaste espace qu'elles occupent que par la grande élévation du sol. En effet, les plaines les plus élevées de la France, de l'Allemagne et de la Suisse varient de 400 à 800 mètres au-dessus de l'Océan; au Mexique, la plus grande partie des plaines se trouve comprise entre 2,000 et 4,000 mètres de hauteur au-dessus du niveau des mers.

Au Mexique, le seul effet des différences d'élévation nous présente trois grandes divisions climatériques. Les plaines basses voisines de la mer fournissent en abondance les produits tropicaux, tels qu'on les trouve aux Antilles : ce sont les produits des *tierras calientes*, les terres brûlantes; mais ces territoires, surtout du côté de l'Océan Pacifique, ne forment qu'une zone de largeur bornée, comparativement à la grandeur des autres territoires.

Bientôt, en s'éloignant de la côte, on s'élève par des pentes de plus en plus prononcées; on quitte les terres chaudes (*calientes*); on arrive à des climats comparables aux plus délicieux de l'Asie Mineure : là sont les terres tempérées (*tierras templadas*).

On monte encore et l'on atteint le niveau des grandes plaines dont Mexico, par sa splendeur, atteste la fécondité; c'est un pays où l'olivier prospère sur un sol qui se trouve à 200 mètres plus haut que l'hospice du Saint-Gothard. Cette région des oliviers, qui dans notre Europe appartient aux contrées du midi, se déploie au commencement des sites tropicaux que les Mexicains appellent leurs terres froides (*tierras frias*).

Voilà donc un État que la nature a doté de territoires propres aux cultures les plus variées et les plus abondantes,

un État dont le sol recèle des mines inépuisables d'or et d'argent, un État baigné par deux Océans, ce qui permet un commerce facile avec l'Occident et l'Orient. Voyons ce que l'homme a fait pour ne tirer qu'un faible parti de ces immenses ressources.

Quand les conquérants espagnols arrivèrent au Mexique, partout ils virent briller les métaux précieux dont la valeur était ignorée des indigènes. Aussitôt ils rêvèrent la spoliation et plus tard l'exploitation des trésors métalliques.

La modeste agriculture a des trésors aussi; mais pour les conquérir il faut réunir l'amour du travail, la patience et l'économie, trois vertus qui manquaient aux envahisseurs: l'agriculture aurait su donner à ceux-ci des trésors incomparablement supérieurs, dans une vaste partie de la Nouvelle-Espagne. Ce que la terre mexicaine pourrait alimenter d'habitants surprend l'imagination. Le seul bananier, mis en culture régulière, donne par ses fruits de quoi nourrir cinquante fois autant de personnes que le produit en froment d'une terre d'égale superficie; or, la partie du Mexique où la température permet au bananier de porter ses fruits se compte par mille et mille hectares.

Après trois siècles de conquête, les Espagnols ont fait le dénombrement des populations de la Nouvelle Espagne: il faut voir la médiocrité des résultats obtenus.

Population de la vice-royauté du Mexique en 1799.

Européens.........	7,904	Indiens aborigènes..	2,319,741
Créoles de sang espagn.	677,458	Castes de sang mêlé.	1,478,426
	685,362		3,798,167

En ajoutant à ces nombres, pour les intendances de la Vera-Cruz et de Guadalaxara, 786,500 personnes, il en résultait un total de 5,270,029 habitants.

Parallèle du territoire et de la population.

Superficie..................	424,372,400 hectares.
Population en 1799.........	5,270,029 habitants.
Territoire par mille habitants..	80,525 hectares.

On le voit, en trois cents années, les Espagnols, ces implacables destructeurs des Indiens, qu'ils avaient voulu remplacer, ne présentaient, toutes les races réunies, qu'un habitant par 80 hectares. C'était, proportionnellement à l'étendue des territoires, 54 fois moins que la population offerte aujourd'hui par la France...

Une autre considération plus importante que celle du nombre absolu des habitants appartient à la proportion des races pures et mêlées.

Proportion des races humaines au Mexique.

Natifs espagnols..............	1,763	1,000,000
Créoles de pur sang espagnol...	151,100	
Indiens aborigènes...........	517,392	
Castes de sang mêlé..........	329,745	

Au commencement du XIX[e] siècle, les natifs d'Espagne ne formaient qu'un six-centième de la population; la race blanche ne s'élevait pas au sixième du nombre des habitants; les aborigènes comptaient encore pour un peu plus de moitié, et les castes de sang mêlé pour moins du tiers.

Le peuple entier était courbé sous le joug d'un gouvernement despote et jaloux; les lois avaient bâti comme un mur de la Chine autour du Mexique. Les natifs de ce royaume n'avaient pas la faculté d'en sortir; ils n'avaient pas même sur leur propre sol la liberté du travail : il leur était interdit de cultiver l'olivier, la vigne, et d'obtenir aucun produit qui pût faire un peu concurrence à ceux

de l'Espagne. Un faible commerce avec l'étranger n'était permis que par étroite exception.

La plus extrême inégalité régnait entre les hommes des diverses classes : les uns possédaient la terre, qui ne payait aucun impôt entre les mains de la race espagnole ; les autres ne possédaient que leurs bras, et des impôts humiliants les frappaient à la fois par caste et par tête.

Dès 1798, une vive et triste lumière était jetée sur tous ces fléaux par un prélat qui fut, comme Las-Casas, évêque au Mexique ; son amour s'étendit à toutes les classes des chrétiens dont il était le généreux, l'illustre pasteur.

Situation attestée par un nouveau Las-Casas.

Dans le siècle dernier, un simple moine, le frère Antonio de San-Miguel, fut nommé pour ses vertus évêque du Michoacan. De ses revenus il fit deux parts, l'une pour soulager les malheurs privés, l'autre pour concourir au bien public. Dans une seule disette il consacra 230,000 fr. de ses épargnes pour venir au secours des Indiens affamés ; en d'autres temps, afin de conduire une eau salubre et gratuite au chef-lieu de son évêché, la Nouvelle-Valladolid, il construisit à ses frais un aqueduc qui n'a guère coûté moins d'un demi-million de francs, malgré le bas prix du travail indien.

A présent, il faut voir le saint prélat prendre la défense des castes opprimées dans une requête qu'il fait signer à son chapitre et qu'il adresse au roi d'Espagne : c'est l'attestation authentique des malheurs d'un peuple, deux ans avant la fin du siècle dernier. On va voir avec quelle urgence et quelle énergie le remède était invoqué par un vieillard de soixante et quinze ans qui jetait sur l'avenir un sombre et prophétique regard.

« Qu'on ne dise point à Votre Majesté que la crainte seule du châtiment peut suffire à conserver la tranquillité dans notre pays; il faut des ressorts d'une nature plus puissante. Si la législation que la Nouvelle-Espagne attend avec impatience ne vient pas au secours des Indiens et des castes de sang mêlé, l'influence du clergé, quelque grande qu'elle soit sur le cœur de ces infortunés, ne sera pas assez forte pour les tenir dans la soumission et dans le respect dus à leur souverain.

« Qu'on abolisse l'impôt odieux et *personnel* du tribut; qu'on fasse disparaître cette flétrissure légale (*infamia de derecho*), par laquelle des lois injustes stigmatisent les gens de couleur; qu'on déclare ceux-ci capables d'occuper tous les emplois civils qui ne requièrent pas un titre spécial de noblesse; qu'on répartisse une partie des terres de la couronne, qui *sont en général sans culture*, entre les Indiens et les gens *des castes* mêlées; qu'on accorde au Mexique une loi semblable à celle des Asturies et de la Galice, d'après laquelle il est permis au pauvre cultivateur de défricher, sous certaines conditions, les terres que les grands propriétaires laissent incultes depuis des siècles, au détriment de la subsistance publique et de l'industrie nationale; pour faire cesser un isolement funeste, au lieu de l'ériger en loi, qu'on donne aux Indiens, aux gens des castes, liberté complète de s'établir dans les villages dont chacun aujourd'hui n'est habité que par une de ces classes; qu'on assigne des appointements fixes à tous les juges, à tous les magistrats de districts : voilà les points principaux d'où dépend la félicité du peuple mexicain. »

Quel admirable parti de vrais hommes d'État n'auraient-ils pas su tirer d'un clergé chez lequel étaient professés des sentiments si généreux! Mais après comme avant 1798 le gouvernement d'Espagne dormait sur le

bord de l'abîme. Dans ses possessions d'Amérique, l'anarchie s'apprêtait à tenir lieu de progrès.

Lorsque le baron de Humboldt dédiait à Charles IV son *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, il datait sa dédicace des premiers jours de 1808 : année fatale! Depuis dix ans rien n'avait été fait pour guérir les maux et parer aux dangers qu'avait signalés le patriotique clergé du Michoacan. Quelques mois plus tard il n'était plus temps : Charles IV avait perdu ces dix années, pendant lesquelles il aurait pu faire à jamais bénir sa mémoire; l'exil attendait la fin de sa vie, et les révolutions s'apprêtaient à déchirer les deux Espagnes.

Quand les événements de Bayonne, en 1808, eurent fait de Charles IV un réfugié et de son fils un prisonnier, la Nouvelle-Espagne, à l'exemple de l'ancienne, résolut de rester fidèle à la maison qu'atteignaient tant d'infortunes. Les dissensions intestines portèrent bientôt de rudes atteintes à cette fidélité. La grande colonie espagnole, fatiguée d'obéir à l'anarchie métropolitaine, finit par briser le joug. Au sortir d'une première révolution militaire, elle essaye l'Empire, qui ne dure pas deux années. Passant au système le plus complétement opposé, elle espère imiter la république anglo-américaine. Elle s'agglomère, disons-mieux, elle se *décompose* en 23 États qui s'osent appeler *les États-Unis mexicains*. Les imitateurs se promettaient un succès comparable à celui des républiques du Nord; mais la nature des mœurs et de la société ne permettait pas cette issue glorieuse. Le Mexique avec ses plagiats n'atteint que l'infortune de l'Espagne, grâce à la funeste et criminelle passion des généraux pour la rébellion et des citoyens pour l'anarchie.

Il n'a pas suffi de la versatilité dans les institutions, dans l'exercice du pouvoir et le maniement des affaires; le

désordre, la spoliation et la ruine ont accablé la fortune publique. Pour alléger un peu le fardeau de la dette, ou plutôt pour permettre des dilapidations nouvelles, à deux reprises les gouvernants ont vendu la Californie et le Nouveau-Mexique; ils n'avaient pas eu la force d'empêcher l'extorsion du Texas.

Le tableau suivant montre les immenses changements arrivés depuis l'origine du siècle à la Nouvelle-Espagne en décadence, aux États-Unis grandissants :

Territoires comparés, évalués en hectares.

Année 1800.	Nouvelle-Espagne et Louisiane.	738,105,370
	États-Unis anglo-saxons	215,008,800
Année 1855.	République mexicaine	217,281,800
	États-Unis anglo-saxons	760,428,300

En faveur des personnes aux yeux de qui les trop grands nombres ne présentent pas des rapports faciles à saisir, prenons pour terme de comparaison l'étendue territoriale de la France; nous trouverons les résultats suivants, assez simples pour se graver aisément dans la mémoire :

Équivalents en territoires égaux à celui de la France.

En 1800.	Nouvelle-Espagne	14 Frances.
	États-Unis anglo-saxons	4 Frances.
En 1855.	République mexicaine	4 Frances.
	États-Unis anglo-saxons	14 Frances.

A travers tant d'infortunes la population du Mexique, si largement favorisée par la nature, n'a pas pu s'empêcher de s'accroître un peu : mesurons cet accroissement.

J'extrais d'une statistique officielle la population du Mexique pour l'année 1855, et j'en conclus ces résultats :

Superficie..................	217,281,800 hectares.
Population.................	7,859,564 habitants.
Territoire pour mille habitants.	27,645 hectares.

Comparons maintenant les populations de 1799 et de 1855. Il faut retrancher du premier terme les habitants de la haute Californie, du Nouveau-Mexique et du Texas.

Dans un intervalle de 56 ans, 5,200,000 Mexicains s'accroissent et présentent 7,859,564 habitants.

Si l'on suppose que l'accroissement se soit effectué avec une régularité complète, un million d'hommes sera chaque année augmenté de 7,390. Certainement c'est beaucoup moins qu'en Angleterre, en Écosse, en Russie; c'est beaucoup moins encore qu'aux Canadas et qu'aux États-Unis.

Force productive comparée des États-Unis et du Mexique.

Comparons, dans leur puissance productive, les deux plus grandes confédérations américaines : la république anglo-saxonne des États-Unis et la république hispano-indienne du Mexique.

Ce qui fait la force des États-Unis, c'est de présenter 23 millions de race européenne et seulement 4 millions de races inférieures; ce qui fait la faiblesse du Mexique, c'est de ne présenter qu'un million de race européenne contre plus de 6 millions et demi de races inférieures. Ajoutons que les Indiens sont moins robustes que les nègres; enfin les métis, issus des Espagnols et des Indiens, ont à la fois moins de vigueur physique et de facultés intellectuelles que les mulâtres, issus des blancs et des noirs.

Aux États-Unis, les 23 millions de blancs labourent les

sept huitièmes de la terre en culture; et dans les dix-neuf vingtièmes des fabriques, leurs bras sont seuls employés.

Au Mexique, les blancs rougiraient d'être laboureurs, et le nombre des artisans qu'ils fournissent aux ateliers, aux mines, aux fabriques, est beaucoup trop limité. Ainsi le travail, qui féconde tout ici-bas, ne féconde pas la race blanche originaire de l'Espagne.

L'inégalité des fortunes est dans un rapport inverse avec l'inégalité des populations. Presque toute la terre, la totalité des mines et des manufactures appartiennent à la race conquérante; les autres races végètent dans la misère et l'abjection. Celles dont le travail est la ressource unique sont apathiques et paresseuses; la nudité, la pauvreté, sont leur état habituel. Dans les villes, on croit voir des lazzaroni; dans les campagnes, on voit pis que les parias irlandais avant leur grande émigration. L'ombre du luxe ne peut cacher la réalité de l'indigence : ainsi l'éperon d'argent s'attache au pied nu du créole. Parmi les blancs et les métis, la classe moyenne, cet élément du bon état social, existe à peine au Mexique; les fortunes sont immenses ou presque nulles.

La même inégalité se rencontre parmi les villes, dont une seule fixera notre attention.

Mexico.

Mexico figurerait avec honneur parmi les cités les plus somptueuses de l'Europe. Sa population surpasse aujourd'hui 200,000 habitants. Ses rues, ses places, ses canaux, sont grandioses, comme son architecture; ses églises, monumentales et sans nombre, ont des trésors séculaires; ses immenses couvents sanctifient la divinité du pays, l'oisiveté; ses palais, ses jardins, ses musées, son ciel même,

rappellent les capitales d'Italie; son hôtel des monnaies, où l'on frappe des pièces d'un argent si pur que l'Asie n'en veut pas d'autres, et sa savante école des mines honoreraient l'Allemagne, le pays des habiles métallurgistes. L'amour éclairé des beaux-arts caractérise la classe opulente, et des artistes mexicains répondent à cet amour par la distinction de leurs œuvres. Avec moins de goût, mais avec goût encore, les beautés mexicaines ajoutent à leur élégance personnelle la parure traditionnelle et pittoresque des femmes de l'Andalousie, ou ces parures de Protée qui changent aussi vite qu'elles voyagent, et que la vapeur apporte de Paris à la Véra-Cruz. Mais dans les faubourgs de Mexico, la ville de l'or et de l'argent, la misère, éprise d'elle-même, s'étale en haillons comme aux portes de Dublin; là, comme sur le port de Naples, on voit par milliers des lazzaroni du tropique, des *leperos*, couchés au soleil la majeure partie du jour, vivant de rien, presque nus, dormant à la belle étoile, et, parmi beaucoup d'industries sans travail, comptant l'industrie du poignard : du poignard impuni et presque honoré.

Le peu d'instruction du peuple est digne de sa misère. Un cinquième seulement de la race blanche n'ignore pas la lecture et l'écriture; chez les autres races, une personne sur cinquante a ce modeste avantage. Le reste des habitants croupit dans une ignorance absolue.

Telle est donc la situation des 23 provinces qui croient être des républiques, et qui forment sur le papier des États soi-disant Unis; comparées les unes aux autres, elles ne sont pas moins inégales que le sont leurs citoyens, en civilisation, en lumières, en richesses. Voilà le chaos constitué d'où sortent à chaque instant des *pronunciamientos*, des guerres civiles ou sociales, et des révolutions qui ne substituent au désordre que le désordre empiré.

Force publique.

Le Mexique a trouvé le secret d'unir à l'état-major d'une grande armée un effectif de Lilliput; j'ai besoin d'affirmer que les chiffres suivants sont extraits d'un état officiel de 1856.

Personnel de l'armée mexicaine.

Généraux.	Colonels.	Autres officiers.	L'armée.
62	189	1,767	11,714

Par conséquent, il y a dans l'armée mexicaine :

Pour...............	1 général.	1 colonel.	1 officier.
Soldats et sous-officiers	169	62	5

Á présent, on comprendra comment une troupe si faible contribue à ruiner le budget d'un État vaste, riche, et dilapidé. Lorsqu'est arrivée la lutte avec les États-Unis, une petite armée d'Anglo-Saxons a renouvelé les victoires de Fernand Cortès : elle a dompté le Mexique; et la race espagnole, malgré ses fusils et ses canons, a paru plus facile à vaincre que ne l'était, il y a trois siècles, le peuple de Montézuma, dépourvu d'armes à feu.

Quoiqu'à deux reprises la confédération mexicaine ait vendu d'immenses territoires, le prix donné pour la Californie et pour le Nouveau-Mexique n'a pas suffi pour alléger sensiblement une dette accablante. Dans le pays des métaux précieux, le trésor ne peut faire face aux charges publiques.

Exploitation des métaux précieux.

Il est temps de jeter un regard sur la grande et princi-

pale industrie du Mexique, l'exploitation des mines; elle est encore extrêmement imparfaite. Sous le Gouvernement espagnol, pour assurer la subsistance d'un plus grand nombre d'Indiens appelés au travail des mines, l'Administration défendait de suppléer à la force de l'homme par celle des animaux et des moteurs inanimés.

Cette mesure, qui nous semble l'immobilité même, était pourtant un progrès. Les premiers travaux des mines dévoraient la race aborigène; quand on eut modéré l'excès du labeur, on voulut que la richesse des exploitations fit vivre un grand nombre de familles. Aujourd'hui, quoique l'on paye fort cher les Indiens, on tire d'eux un travail que la mécanique soulage très-peu. Une foule de transports sont opérés à dos d'homme; des manéges grossiers sont encore employés pour élever dans des outres l'eau de filtration des mines et pour monter le minerai.

Pendant les dix dernières années du gouvernement européen, l'exploitation des mines d'or et d'argent donnait, par année moyenne, 103 millions de francs. Deux ans après la déclaration d'indépendance, la production de l'argent diminue des quatre cinquièmes; elle se relève quelque peu dans les dix années suivantes, puis retombe à moins d'un tiers pour se relever encore. Un Français, l'ouvrier Laborde, découvre une mine d'argent de la plus grande richesse; les Anglais aussi font des efforts. Enfin en 1847, après un tiers de siècle de vicissitudes, les mines d'argent du Mexique n'atteignent pas encore au chiffre annuel qui précède 1810.

Dans le tableau qui va suivre, l'année 1847 doit attirer toute notre attention; elle précède immédiatement celle où les Anglo-Américains découvrent l'or en Californie.

XIX[e] SIÈCLE. PRODUCTION ANNUELLE DE L'OR ET DE L'ARGENT AU MEXIQUE.

	OR.	ARGENT.
	fr.	fr.
1800 à 1806 (moyenne)	7,065,600	106,000,000
1812	2,020,770	21,346,400
1821	1,608,571	29,680,117
1847 (ou peu avant)	12,731,000	102,454,000
1850	21,650,400	139,956,600
Valeur des pièces monétisées en 1855	17,619,900	90,340,200

Même aujourd'hui la production de l'or, bien que triplée en un tiers de siècle, n'est pas encore un sixième de la quantité d'argent tirée des mines du Mexique.

Il existe cependant des provinces, telles que la Sonora, qui, dans les mains infatigables des Anglo-Saxons, pourraient donner autant d'or que la Californie : aussi les flibustiers des États-Unis se tournent-ils de ce côté. Trois fois les aventuriers de la Californie et certains Français, leurs élèves, ont fait irruption dans cet autre Eldorado; mais leurs attentats n'ont pas réussi. Deux fois ils ont reçu le châtiment qui devrait toujours atteindre les pirates.

Industrie et commerce du Mexique.

J'ai dit que les Mexicains ont une industrie dans l'enfance. Ils ont la double prétention de filer, de tisser les cotons nécessaires à leurs vêtements, et de cultiver le cotonnier qui doit donner la matière première. Ils n'en cultivent pas la moitié de ce qui serait nécessaire au peu de tissus qu'ils confectionnent. La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis leur vendent pour à peu près 17 millions de tissus de coton.

Offrons le tableau résumé du commerce mexicain avec les puissances qui l'absorbent en grande partie :.

COMMERCE DU MEXIQUE AVEC TROIS PUISSANCES PRINCIPALES (1854–1855).

PUISSANCES PRINCIPALES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	SOMMES.
La Grande-Bretagne..........	11,597,925f	5,515,125f	17,113,050f
Les États-Unis..............	15,606,860	15,394,150	31,001,010
La France...................	23,336,587	4,281,246	27,617,833
Totaux.............	50,541,372	25,190,521	75,731,893
Espagne (approximativement)...	3,700,000	"	"
Cuba (approximativement).....	3,200,000	"	"

Ainsi l'Espagne, la mère patrie du Mexique, ne lui vend plus que 7 pour cent des produits apportés par trois puissances, et n'en retire presque rien.

La totalité des importations des produits étrangers au Mexique ne paraît pas s'élever à plus de 100 millions de francs et les exportations n'atteignent pas 40 millions : la différence est soldée par l'or et l'argent des mines. De là je conclus :

Commerce annuel par habitant du Mexique :

En 1802 : importations...	18f 79c	Exportations......	7f 45c
En 1854 : importations...	12 50	Exportations......	5 00

On le voit, quoique, à l'origine du siècle, l'Espagne repoussât le commerce du Mexique avec l'étranger, ce commerce devenant libre a trouvé le secret de s'appauvrir ! Voilà les fruits de l'anarchie.

Le Mexique à l'Exposition universelle de 1851.

Un observateur attentif était douloureusement surpris en voyant l'exposition misérable qui, dans le Palais de cristal, représentait les industries du Mexique. On avait réuni : 1° quelques échantillons de bois ; 2° un petit flacon d'huile de coquillo ; 3° trois gâteaux de *chittle*, plante du pays ; 4° des représentations de fleurs et de fruits en cire. Telle était l'expression des richesses d'un État aussi grand que quatre fois la France, et qui bientôt comptera 8 millions d'habitants.

Rien ne peint mieux l'apathie des Mexicains et de leur gouvernement que la pauvreté d'une telle exposition. Tripoli, Tunis, étaient dix fois mieux représentés.

Avenir du Mexique.

Une grave alternative se présente au sujet de l'avenir du peuple mexicain. S'il s'abandonne à l'inertie, s'il continue de permettre que l'anarchie l'affaiblisse, il deviendra l'inévitable proie d'un voisin qui croît sans cesse en population, en richesse, en ambition..... Ne peut-on pas indiquer les moyens d'éloigner du Mexique un si déplorable avenir, celui d'être envahi par le peuple dont il diffère le plus par la langue, par les mœurs et la religion?

Je me suis fait une loi de considérer chaque nation au point de vue de ses propres enfants, avec leurs justes intérêts et leurs sympathies honnêtes, qu'il faut distinguer de leurs passions et plus encore de leurs vices. Essayons d'être Mexicain.

Pour élever le Mexique dans l'échelle des nations, il faut que la génération présente se rattache par les souvenirs, les sentiments et la conduite avec les grandes générations qui sont l'honneur de la race espagnole. Pendant six siècles, ce peuple indomptable a disputé ses vallons

les plus reculés, ses rochers les moins accessibles, à des conquérants qui possédaient tout le bon pays. Les chrétiens n'avaient pour eux ni la civilisation, ni les arts qui donnent la richesse; mais ils avaient l'amour de la patrie, et le lien si puissant d'un culte que détestaient leurs ennemis: cela leur a suffi pour sauver leur indépendance et pour chasser à la fin les usurpateurs.

C'est aux Mexicains qu'il appartient de suivre ces exemples; il faut se préparer à défendre leurs Cordilières, comme en Europe leurs aïeux ont défendu leurs Sierras, depuis les Pyrénées jusqu'aux Colonnes d'Hercule.

Les ancêtres des Pizarre et des Cortès n'étaient pas d'une race unique. Aux aborigènes qui montrèrent tant de valeur sous Annibal se sont mêlés des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains, des Goths et des Vandales. Loin d'affaiblir la nation, ce mélange a produit la race héroïque dont le Cid est le type immortel.

Il ne faut donc pas regarder la fusion des races au Mexique comme une source irremédiable de dégénération; il faut élever la race aborigène au niveau de la race espagnole, et joindre à l'égalité devant la loi l'égalité par les mœurs, les lumières et la bravoure.

Même avec les soustractions de territoire qu'il a subies depuis quinze ans, le Mexique est encore plus étendu que la réunion de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Italie et de l'Autriche. Il possède aujourd'hui plus d'habitants qu'aucune confédération hispano-américaine et plus que n'en a le Brésil; il est trois fois aussi peuplé que ne l'étaient les États-Unis lorsqu'ils résistaient à l'énorme puissance de l'empire britannique.

Néanmoins, son territoire est si vaste, qu'il semble un pays dépeuplé. C'est à cette première cause de faiblesse qu'il importe par-dessus tout de porter remède.

Il faut imiter l'exemple offert par les treize provinces qui formèrent le noyau des États-Unis. Elles ont favorisé le développement merveilleux de leur population en fondant au Nord les six nouveaux États, barrière infranchissable aux Anglais du Canada.

PROVINCES MEXICAINES FRONTIÈRES DES ÉTATS-UNIS.

PROVINCES FRONTIÈRES.	TERRITOIRES. — HECTARES.	POPULATION (1855). — HABITANTS.	SUPERFICIE par 1000 habitants. — HECTARES.
Basse Californie.................	16,665,600	12,000	138,881
Sonora..........................	27,535,800	147,133	187,149
Chihuahua.......................	22,944,200	147,600	155,448
Cohahuila.......................	15,541,800	66,228	234,670
Nouveau-Léon....................	4,584,700	111,846	40,991
Total du Mexique du Nord....	87,272,100	484,807	180,014
Total du Mexique du Sud....	129,788,400	7,374,757	17,558

Telle est donc l'excessive différence entre les deux parties du Mexique : les frontières du nord, que nous pourrions appeler les *marches du Mexique*, comptent seulement un habitant par 306 hectares; le Mexique méridional compte un habitant par 11 hectares 1/2.

Dans les provinces du nord, je voudrais qu'on mît en pratique les règles de colonisation données par le modèle excellent qu'offrent les États-Unis.

Il faudrait adopter le principe revendiqué dès 1798 par l'évêque du Michoacan : aux familles qui ne possèdent pas de terre, en distribuer assez pour les faire vivre; les assujettir à payer une très-faible redevance, et je voudrais qu'on les en affranchît pendant les dix premières années; commencer par les arrondissements qui bordent les deux grandes rivières, limites actuelles des États-Unis. On s'étendrait graduellement vers l'intérieur; on aurait soin

de mélanger autant qu'il se pourrait les créoles, les Indiens et les castes diverses, pour les rapprocher par le lien si puissant que les besoins mutuels resserrent dans les pays de colonisation nouvelle. Il ne faudrait pas craindre de faire appel aux familles européennes, d'Espagne avant tout, de Portugal, de France et d'Italie. On conserverait l'unité de la croyance catholique, si propre à maintenir l'esprit de nationalité : esprit qu'il faut soigneusement entretenir, si l'on veut empêcher une invasion toujours menaçante.

L'État réserverait invariablement une part du territoire pour suffire aux besoins de l'instruction publique et du culte. Il devrait appeler sur les frontières un ordre religieux, plus ou moins redoutable en Europe, mais qui produisit au Paraguay des résultats admirables; on lui confierait la conversion et la civilisation des Indiens aborigènes, encore dispersés et nuisibles dans les provinces du nord.

Aujourd'hui l'armée des États-Unis fait la guerre à ceux de ces Indiens qui se montrent turbulents dans les provinces prises sur le Mexique. Il faut recueillir les fugitifs, les civiliser par l'attrait, par la puissance du sentiment religieux, et leur donner des magistrats choisis parmi les habitants déjà civilisés.

Dans la province frontière appelée la *Sonora*, la nature offre l'or en abondance. Il faut l'exploiter comme en Californie, et faire servir les trésors de l'exploitation à toutes les dépenses publiques de la colonisation : à construire des églises, des écoles, des hospices, des chemins, etc.

Passons à la partie la plus avancée du Mexique, laquelle cependant ne possède pas, pour un même territoire, le cinquième des habitants qu'offre la partie la plus misérable de la France.

Au Mexique, où les terres excellentes surabondent, sous un climat tout-puissant, si la masse des hommes

ne participe pas à la possession de tous les biens de la terre, c'est la faute de l'État. Avec quelques bonnes lois, aucune classe de la société ne serait plus déshéritée. Le bien-être universel ferait disparaître le venin du socialisme, qui depuis 1848 a pénétré jusqu'au Mexique.

C'est dans les pays où la population est infiniment clair-semée, c'est là qu'il faut se hâter de mettre en œuvre tous les procédés d'une agriculture perfectionnée : l'art des assolements et celui des engrais; l'élevage des meilleures races animales; l'aménagement et la culture éclairée des forêts; la plantation de grands espaces qui, déboisés, ont produit une aridité fatale aux biens de la terre.

Afin de porter remède à la rareté des bras, comparativement à l'étendue du sol, il faut recourir aux instruments perfectionnés pour labourer, semer, moissonner, etc. Par de tels moyens on obtiendra des produits dont l'abondance permettra d'élever par degrés le prix du travail de l'homme et par conséquent l'aisance du peuple.

Les anciennes provinces du Mexique ont cet avantage, actuellement plus précieux que jamais, qu'elles possèdent de nombreuses et riches mines d'argent. Il faut en doubler, en tripler les produits par des exploitations moins imparfaites. Il le faut surtout aujourd'hui que la valeur de l'argent augmente si vite comparativement à la valeur de l'or. Le progrès de cette métallurgie accélérera le progrès d'autres arts et stimulera l'agriculture.

N'imitons pas ces matérialistes de la société qui ne voient chez les peuples que de la pécune, et du trafic, et de l'échange; élevons nos âmes à de plus hautes considérations. Sans repousser personne pour sa croyance, il faut laisser les innombrables sectes protestantes surabonder aux États-Unis, et tout faire pour attirer au Mexique les émigrants catholiques des nations les plus éclairées et les plus braves.

Dans les deux mondes, les républicains, dès qu'ils deviennent anarchiques, frappent la religion et portent la main sur le temple; ils ont l'instinct que le respect de Dieu pourrait les conduire au respect de quelque chose ici-bas. Au Mexique, un tel sentiment conduit la patrie à la ruine, et le vengeur est à la porte! c'est l'Yankie.

Au lieu d'outrager le clergé, au lieu de l'exproprier, je voudrais qu'on l'honorât profondément ; je voudrais qu'on respectât jusqu'à ses biens, en le chargeant des dépenses qu'exigent l'instruction nationale, la fondation et l'entretien des hôpitaux, des hospices et de tous les établissements de bienfaisance, dont il aurait la direction morale et religieuse. Plus le Mexique s'élèvera parmi les peuples catholiques, éclairés et ramenés par le culte à la vertu, moins il deviendra la proie facile d'envahisseurs non catholiques.

Il faudrait perfectionner avant tout les écoles ecclésiastiques, pour avoir un clergé d'une instruction plus étendue et plus profonde, qui donnât à la fois l'exemple des bonnes mœurs et d'une civilisation toujours croissante.

Après la discipline de l'âme vient la discipline de la force matérielle. Ce qu'il faut à l'armée du Mexique, c'est l'inflexible sévérité d'un service intelligent, sévérité qui crée l'esprit militaire et fait les soldats invincibles.

Au lieu de maintenir le fardeau d'une armée que dévore un nombre excessif d'officiers de tout genre, je préférerais peu de chefs, mais excellents. J'enverrais en Europe de jeunes sujets d'espérance pour faire leur apprentissage dans les meilleures écoles militaires des puissances catholiques les plus fortement organisées, le Piémont, l'Autriche et surtout la France. Je les enverrais deux années en Afrique pour apprendre, ensuite de la théorie, la pratique d'une vie militaire, périlleuse, active, infatigable. Tel serait le noyau qui bientôt aurait régénéré l'armée.

Les Mexicains n'ont pas pu résister aux Yankies parce qu'ils tirent mal, tandis que ceux-ci sont excellents tireurs. S'ils faisaient de leurs régiments *des corps de zouaves*, armés de bons fusils à tige, s'ils les exerçaient infatigablement au service admirable de ce genre d'infanterie, alors les descendants de ces Espagnols qui formèrent il y a trois siècles la plus vaillante infanterie de la terre, les Mexicains n'auraient rien à redouter.

Il faudrait former l'esprit national, hors de l'armée comme dans l'armée, à mépriser, à détester ces misérables généraux qui ne composent leur avancement et leur carrière qu'avec des *pronunciamientos* contre la paix intérieure, contre la fortune et les lois de leur patrie.

Le plus imparfait des gouvernements vaut mieux que des changements perpétuels arrachés par la violence. Les mauvais citoyens qui l'emportent par la force sont à leur tour renversés par la force; la richesse nationale s'épuise, et la ruine est aggravée par le déshonneur.

Ce qu'il faudrait maintenant à la république mexicaine, ce serait un gouvernement imité du Consulat français, avec une centralisation vigoureuse, une administration éclairée, probe avant tout : celle-ci rétablirait les finances dilapidées et tirerait un sage parti des ressources admirables du pays. Enfin, de la capitale, comme d'un foyer lumineux, on propagerait partout les idées utiles et les perfectionnements dans les sciences, les lettres et les arts.

Par ces moyens réunis, la population, devenue prospère, doublerait tous les vingt-cinq ans. Au bout d'un demi-siècle, elle présenterait 32 millions d'habitants; ils puiseraient dans leur félicité ce dévouement à la patrie qui rend les hommes invincibles. Ainsi l'on résoudrait le plus sublime des problèmes : empêcher une nation de disparaître de la terre.

AMÉRIQUE CENTRALE.

Entre deux continents immenses, l'Amérique du Nord, comprise en entier dans notre hémisphère, et l'Amérique du Sud, la nature a découpé, suivant les formes les plus irrégulières, un pays intermédiaire auquel on a donné le nom d'*Amérique centrale*.

Superficie..................	52,717,500 hectares.
Population en 1851...........	2,203,450 habitants.
Territoire pour mille habitants..	23,926 hectares.

L'Amérique centrale est cinq fois moins peuplée que le plus pauvre département de la France : le département des Hautes-Alpes, en partie couvert de neiges éternelles et de rochers dépouillés de terre végétale.

Ce seul rapprochement suffit pour nous montrer combien, dans l'Amérique centrale, l'homme a peu fait pour seconder la nature. Tout favoriserait cependant le progrès de la population.

Il faut signaler l'extrême fécondité des plaines arrosées par les eaux qui descendent des Cordilières ; et cette chaîne de montagnes traverse la contrée, du nord au midi, dans une longueur de cinq cents lieues. Les Cordilières étant très-rapprochées de l'Océan Pacifique, les pentes sont abruptes vers cette mer et les cours d'eau ne sont que des torrents. Les vastes plaines au contraire, ainsi que les rivières d'un long parcours, se développent du côté de l'orient, qui regarde l'Atlantique.

Ce beau pays, si riche par ses forêts et par ses terres cultivables, aurait besoin surtout de la paix et de la concorde pour favoriser le prompt accroissement de la race humaine : c'est le besoin le moins satisfait de tous.

Au commencement du siècle, il jouissait d'un calme

profond; il formait un seul corps administratif et politique, sous le nom de capitainerie générale de Guatemala.

Cependant on se tromperait si l'on croyait que les habitants de cette grande capitainerie offrissent une société bien constituée, instruite, et d'une félicité générale. A la seule exception du petit territoire de Costa-Rica, tout peuplé de race espagnole, cette race était en très-faible minorité, ne représentant guère qu'un sixième de la population; or ce sixième opprimait tout le reste.

La race espagnole possédait la terre et ne payait aucun impôt foncier; elle vivait dans l'oisiveté. La race indigène travaillait sans posséder et supportait le fardeau des charges publiques. L'inégalité ne pesait pas moins sur les personnes. Les gens de couleur, comme autrefois les raïas en Turquie, n'avaient pas même le droit de monter un cheval: le conquérant s'était arrogé ce privilége.

Le gouvernement pesait à la fois sur tous les habitants pour leur interdire le commerce avec les autres nations. Les créoles ne pouvaient pas sortir du pays, et l'étranger ne pouvait pas pénétrer au milieu d'eux.

On peut, d'après cela, se figurer quel immense changement se produisit dans les idées lorsque l'invasion de l'Espagne, entre 1808 et 1813, délivra de fait, pendant cinq années, l'Amérique centrale du joug qui pesait sur sa tête. La liberté se montra sous toutes ses faces à toutes les classes qui peuplaient cette contrée. L'exemple du Mexique finit par entraîner la grande capitainerie qu'il embrassait dans son orbite.

En 1821, après une lutte vive et courte, la ville de Guatemala proclame l'indépendance de l'Amérique centrale. Dès le premier jour les divisions commencent: d'un côté, la masse du peuple et le clergé; de l'autre, les professions industrielles et commerçantes, unies aux posses-

seurs du sol pour mépriser non-seulement les Indiens et les races mélangées, mais toute la classe inférieure des créoles : étrange aristocratie de propriétaires, de marchands, d'avocats, de médecins, d'apothicaires, etc.

Le premier parti, celui du menu peuple et du clergé, tourna ses regards vers le Mexique, alors gouverné par Yturbide. L'annexion fut proclamée le 5 janvier 1822.

Une fois la résolution prise de briser le joug espagnol, cette annexion était excellente, quelle que fût la forme du gouvernement mexicain. Une confédération durable aurait garanti l'intégrité des vastes territoires de l'Amérique centrale, territoires d'une trop faible population pour se défendre seuls contre les États-Unis.

Mais, lorsqu'eut lieu la chute d'Yturbide, l'ancienne capitainerie de Guatemala se sépara du Mexique ; dès le 5 juillet 1823, elle proclama son indépendance.

Afin d'imiter dans leur système les confédérés anglo-américains, les provinces de la capitainerie se constituèrent sous le titre de *république fédérale de l'Amérique centrale*. Voici la liste des États ainsi rapprochés :

États confédérés.	Population.	Total actuel.
Guatemala	970,450	2,203,450
San-Salvador	400,000	
Honduras	358,000	
Nicaragua	260,000	
Costa-Rica	215,000	

Certainement un territoire presque aussi vaste que la France, habité par des populations accoutumées depuis trois siècles à vivre ensemble et qui n'ont qu'une même religion, ce territoire pouvait encore offrir le spectacle d'une confédération que le temps aurait rendue puissante et respectable. Dès le principe, elle comptait presque autant d'habitants que les États-Unis quand ils se préparaient à

conquérir leur indépendance; elle pouvait déjà défendre la sienne contre tout l'effort de l'Espagne.

Hélas! les petits États de l'Amérique centrale, au lieu de rester en bonne harmonie, n'ont cessé d'être divisés. La jalousie les a toujours aveuglés, et leurs efforts n'ont tendu qu'à s'affaiblir les uns les autres. Comme les États du Mexique, ils ont flotté sans cesse entre les idées contraires de l'union fédérale et d'un isolement décoré du nom trompeur d'indépendance; les armes à la main, ils se sont disputé des parcelles de territoire qu'ils ne savaient pas féconder, et qui n'étaient pas même habitées.

Une position sans pareille entre les deux Océans, avec au moins mille lieues de côtes, offrait au commerce des facilités admirables; elle réunissait toutes les variétés de climat, depuis la température de la zone torride jusqu'à celle des glaces éternelles. Une habile industrie aurait trouvé là les moyens de varier les cultures pour obtenir les produits les plus divers et les plus précieux. Tous ces trésors de la nature, des passions insensées ont empêché l'homme d'en tirer parti.

ÉTAT DE GUATEMALA.

Cet État, le premier du côté du nord et le plus grand de tous, est celui dont la prépondérance aurait dû faire triompher le parti de la concorde. Le Guatemala n'a songé qu'à briser le lien fédéral; il a paru cependant se rapprocher des deux petits États de San-Salvador et de Nicaragua par des traités spéciaux. Cependant il ne s'est point empressé de prendre les armes pour chasser du dernier de ces États le plus dangereux des flibustiers; il a laissé l'initiative de ce devoir à Costa-Rica.

Le Guatemala n'a mis un terme à ses troubles intérieurs qu'en créant un président à vie : cet exemple sera suivi.

Le nom même du *Guatemala*, qui signifie en langue aborigène un pays couvert d'arbres, indique une de ses principales richesses naturelles. Parmi ces arbres il faut citer le cacaotier, le bois de rose, l'acajou, le bois de teinture, et celui d'où l'on fait découler le *baume du Pérou.*

Les habitants élèvent la cochenille et cultivent l'indigo. Ils plantent le caféier dans les parties basses du pays : c'est la ressource la plus précieuse du commerce, parce qu'elle demande peu de travail à la population nonchalante.

En vain nous énumérons tant de ressources qu'offrent aussi les quatre autres États. Nous ne faisons qu'accroître les regrets quand nous comparons au peu qui s'effectue tout ce qu'on pourrait obtenir.

Si l'habitant appliquait à l'industrie les chutes d'eau si puissantes qu'offre le versant occidental des Cordilières, s'il profitait des eaux du versant oriental pour arroser les vastes plaines en assainissant la terre, on serait émerveillé du parti qu'on pourrait tirer de productions variées et précieuses, depuis les plateaux élevés d'un climat européen jusqu'aux terres les plus basses et d'un climat tropical. Ces productions s'offriraient en abondance au commerce des deux mondes; tandis qu'aujourd'hui les échanges d'un pays aussi grand que la France n'égalent pas la cinquantième partie de nos échanges avec l'univers.

ÉTATS DE SAN-SALVADOR, DE NICARAGUA ET DE HONDURAS.

Ces trois petites républiques, au point de vue des intérêts économiques et commerciaux, méritent à peine d'être mentionnées. Leur position seule est importante.

Au sud du Guatemala sont situés San-Salvador sur l'Océan Pacifique, Honduras sur l'Atlantique; entre ces deux États on prépare un chemin de fer. Au sud de ces États, les deux Océans bordent le Nicaragua. Ce dernier État

est traversé par une ligne navigable suivie d'un court chemin de terre. Nous traiterons spécialement des voies de communication propres à traverser l'Amérique centrale.

ÉTAT DE COSTA-RICA.

Arrêtons avec un regard consolé notre vue sur le cinquième et dernier État, celui de *Costa-Rica* : la côte riche. Il justifie ce nom par son opulence végétale, ses beaux bois de construction, ses abondants pâturages et l'aspect magnifique de son littoral.

Un autre grand avantage, c'est que les habitants sont presque tous de race européenne; le sang espagnol y reste sans mélange avec celui des Peaux-Rouges.

Cet État, si favorisé de la nature, homogène dans sa population, s'est montré le plus sage entre tous les États qui l'entourent, et maintenant il se montre le plus courageux. Il s'est préservé des guerres que se faisaient entre eux les autres membres de la confédération de l'Amérique centrale; il s'est préservé des convulsions intestines en apprenant aux citoyens le respect des lois.

Nous sommes heureux de pouvoir montrer, d'après les résultats récents du commerce extérieur, l'inégalité des échanges opérés par les populations anarchiques et par une population fidèle à l'ordre, aux lois, à la civilisation.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

ÉTATS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
Guatemala	4,735,900f	3,246,360f
San-Salvador	8,115,000	8,304,435
Nicaragua	5,410,000	5,165,485
Honduras	5,410,000	4,020,450
Costa-Rica	6,762,500	7,303,500
TOTAUX	30,433,400	28,040,230

COMMERCE CALCULÉ PAR MILLION D'HABITANTS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

ÉTATS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
Pour Costa-Rica	30,989,370f	33,969,760f
Pour les quatre autres États pris ensemble	11,844,630	10,376,540

Dans ces résultats, l'énorme supériorité de Costa-Rica est frappante. Elle fait voir aux quatre autres États l'avantage qu'ils trouveraient à bannir de leur sein les troubles, les combats et les révolutions, pour ne songer qu'aux moyens mis en usage par l'État modèle afin d'accroître incessamment ses prospérités.

POSSESSIONS ANGLAISES ET PROTECTORAT ANGLAIS
DANS L'AMÉRIQUE CENTRALE.

Si nous partons du promontoire qui termine au midi l'entrée du golfe du Mexique et si nous suivons le rivage de l'Atlantique, en avançant vers l'équateur, nous parcourons une côte longue de cent lieues, sur laquelle est situé le territoire de *Bélize*, appartenant aux Anglais. Ici commence le littoral habité par les Mosquitos.

Les *Mosquitos* ou *Sambos*, mélange de race indienne et noire, étaient recrutés par une foule de nègres marrons échappés des Antilles anglaises, à l'époque de l'esclavage. Au XVIIIe siècle, les Anglais les protégeaient pour désoler les Espagnols et faciliter la contrebande.

Jusqu'à l'abolition de la traite, les Mosquitos faisaient avec la Jamaïque la traite des esclaves indiens. Ils se battaient dans leurs montagnes, comme les nègres dans l'Afrique, pour faire et vendre des captifs. La traite interdite, ils ont cessé de combattre et sont tombés dans l'apathie; l'abus des liqueurs fortes a fini par les abrutir.

Les Mosquitos sont répandus dans tout le pays qui borde la mer à l'orient des États de Honduras et de Nicaragua jusqu'à celui de Costa-Rica.

Depuis longtemps les Anglais se sont fait donner un droit de protectorat sur certaines parties de cette côte, par suite d'arrangements avec un chef de sauvages indiens complaisamment décoré du titre de *roi des Mosquitos*.

L'État de Nicaragua se regarde comme ayant des droits sur certaines parties du littoral, et notamment sur la rivière Saint-Jean-de-Nicaragua. A l'embouchure de cette rivière s'élève la ville de Saint-Jean-de-Nicaragua.

Communication des deux Océans à travers l'Amérique centrale.

Lorsque les États-Unis eurent forcé les Mexicains à leur céder la Californie, les parties du littoral atlantique par où l'on pouvait communiquer avec l'Océan Pacifique acquirent tout à coup une importance nouvelle.

Les Anglais, avec ces yeux de lynx qui caractérisent leur prévoyance maritime et commerciale, les Anglais aperçurent de prime abord la valeur de la rivière et du port de Saint-Jean-de-Nicaragua. Ils envoyèrent deux bâtiments de guerre qui capturèrent ce port au nom de leur protectorat de la Mosquitie. Ils donnèrent à la ville enlevée de vive force non pas un nom tiré de la langue mosquitienne, mais celui de leur propre ministre des colonies, lord Grey : ce fut *Grey-Town*.

Plus tard, les États-Unis, abusant de leur force navale, ont bombardé *Grey-Town* sans déclaration de guerre, pour une demande d'argent qu'on n'avait pas satisfaite à l'instant même.

Les deux vastes continents qui constituent l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud sont séparés par un territoire profondément découpé du côté de l'Atlantique.

Il en résulte une succession d'isthmes singulièrement propres à des voies de communication entre les deux Océans.

Le tableau suivant des plus grandes et des moindres largeurs du territoire intermédiaire laissera des idées plus nettes dans l'esprit d'un lecteur attentif que ne pourrait le faire une longue description.

TABLEAU DES PLUS GRANDES ET DES MOINDRES LARGEURS DE LA TERRE CENTRALE ENTRE LES DEUX AMÉRIQUES.

OCÉAN PACIFIQUE.	OCÉAN ATLANTIQUE.	DISTANCES EN LIGNE DROITE.	
		Minimum.	Maximum.
Golfe de Téhuantépec......	Golfe du Mexique.........	222k	
Port de Guatemala........	Cap Catoche............	....	944k
Baie de Fonséca..........	Golfe de Honduras........	180	
Pointe San-Juan..........	Cap Gracias a Dios........	....	555
Golfe Dulce..............	Baie des Mosquitos........	122	
Pointe de Mariato.........	....	....	220
Panama................	Chagrès................	65	

Ainsi qu'on le voit par le tableau précédent, les deux continents dont se compose l'Amérique sont réunis par un isthme ou plutôt par une série d'isthmes extrêmement irréguliers.

Le premier étranglement de terrain, du côté de notre pôle, est au fond du golfe du Mexique; il correspond sur l'Océan Pacifique au golfe de *Téhuantépec*.

C'est par cet isthme que les États-Unis trouveraient plus d'avantages directs à communiquer des bouches de leur grand fleuve, le Mississipi, avec l'Océan Pacifique. Cette direction est devenue le sujet d'une association formée pour établir un chemin de fer entre les deux mers,

et d'un traité par lequel les États-Unis et le Mexique auraient placé l'entreprise sous leur mutuelle protection.

Mais ce chemin de fer, qui devrait avoir au moins 60 lieues de parcours, a paru présenter des difficultés d'exécution et nécessiter des dépenses devant lesquelles la confiance des spéculateurs a reculé jusqu'à ce jour. En attendant, on achève une route empierrée qui rendra d'importants services aux riverains du grand golfe.

En cheminant vers l'équateur, on franchit le vaste territoire qui s'avance dans l'Atlantique pour contourner au midi le golfe du Mexique jusqu'au cap *Catoche*, le plus avancé vers l'orient; au midi de ce promontoire, la côte atlantique rentre vers le sud-ouest jusqu'au fond du golfe de Honduras.

La seconde voie de communication vers l'Océan Pacifique devra partir du port Caballos, au fond de ce golfe, pour déboucher dans la baie de Fonséca. La troisième, en remontant la rivière de Saint-Jean-de-Nicaragua, pénètre dans le lac de Nicaragua, et de là passe dans l'Océan Pacifique; elle est exploitée par des spéculateurs des États-Unis, sous le nom de *Compagnie du transit*. La quatrième voie débouche à Panama, dans la Nouvelle-Grenade; nous en parlerons plus tard.

Lorsque le troisième projet devint sérieux, les États-Unis proposèrent à la Grande-Bretagne de proclamer comme ouverte à toutes les nations, sans préférence et sans privilége, les voies qui seraient pratiquées à travers l'Amérique centrale : l'offre fut acceptée. Un traité célèbre, conclu dans l'année 1850 entre les plénipotentiaires Clayton et Bulwer, consacra le protectorat en commun de la voie projetée et l'indépendance des pays traversés.

Le traité de 1850 établit qu'aucune des parties contractantes ne peut occuper, coloniser, ni fortifier, ni

même exercer une domination quelconque dans les États de Nicaragua, de Costa-Rica, sur la côte des Mosquitos ou dans toute autre partie de l'Amérique centrale.

Ensuite une difficulté très-grave fut soulevée par les États-Unis. Ils demandèrent hautement que les Anglais abandonnassent toute possession des îles qu'ils ont assez récemment occupées vers la côte mosquitienne, par exemple l'île de *Ruattan*, et qu'ils renonçassent à tout protectorat sur cette côte. Les Anglais s'y refusèrent; ils prétendirent qu'ils n'avaient pas fait abandon d'un droit de protectorat antérieur au traité. Les États-Unis récriminèrent en disant que jamais ils n'auraient renoncé pour eux-mêmes à tout protectorat sur l'Amérique centrale, s'ils avaient pu concevoir que les Anglais ne leur faisaient pas une égale concession.

Dans l'impossibilité de se convaincre mutuellement, les Anglais ont offert aux États-Unis de recourir à l'arbitrage d'un ami commun; les États-Unis n'ont pas accepté.

Pour triompher de ces difficultés, les Anglais ont fait à l'État de Honduras la rétrocession des îles contestées. D'accord avec M. Dallas, représentant des États-Unis à Londres, ils ont modifié le traité Clayton-Bulwer, pour le rendre plus acceptable. Le sénat des États-Unis n'a pas admis ces modifications.

Les amis des deux nations et de la paix dans l'univers font des vœux pour un arrangement amiable. Mais par combien de passions cet arrangement n'est-il pas rendu difficile?

Tandis que les États-Unis stigmatisaient les procédés du Gouvernement de l'Angleterre, leurs plus indignes flibustiers se permettaient, du côté de l'Océan Pacifique, des crimes publics qui portaient une atteinte autrement grave à l'indépendance, aux justes droits de l'Amérique centrale.

Les États-Unis étendent avec activité leur influence parmi les peuples de cette contrée. Ils y procèdent par des volontaires pleins d'audace, par des compagnies financières qui procurent des concessions, des immunités, des privilèges; enfin par des agents politiques non désavoués dans leurs plus grands écarts.

En 1853, le représentant des États-Unis au Nicaragua jetait en avant la pensée d'une espèce de protectorat que la grande république exercerait sur l'Amérique centrale; en même temps, il repoussait toute idée de protection européenne, au nom de la doctrine empirique imaginée en 1829 par le président Monroë. Les trois États de San-Salvador, de Nicaragua et de Costa-Rica, effrayés au lieu d'être attirés par ce langage, y répondaient en essayant de renouer les liens d'une alliance défensive, afin de parer au danger d'un trop prochain avenir.

Dans la même année 1853, une compagnie des États-Unis forme le projet d'un chemin de fer partant du port Caballos, dans le fond du golfe de Honduras, pour aboutir à la baie de Fonséca, dans l'Océan Pacifique, baie qui sépare les deux États de San-Salvador et de Nicaragua. Des concessions de territoire devaient être accordées à cette compagnie; mais l'un de ces territoires faisait précisément partie du pays que l'Angleterre revendique au nom de son protégé le roi des Mosquitos : source de difficultés nouvelles. La voie tout entière s'est placée sous la garantie des États-Unis. Il paraît même qu'on aurait eu la pensée d'arriver à l'annexion de l'État de Honduras avec la puissante république, en suivant l'exemple du Texas, absorbé par la grande confédération. Si de telles idées étaient sérieuses, que devenait alors le traité Clayton-Bulwer, réclamé depuis la guerre d'Orient avec tant d'énergie par le Gouvernement des États-Unis?

Sans nous arrêter sur ces difficultés, occupons-nous du mérite intrinsèque d'une voie de communication qui promet aux États-Unis les plus grands avantages.

COMPAGNIE INTEROCÉANIQUE D'UN CHEMIN DE FER PAR L'ÉTAT DE HONDURAS.

TRAJETS.	CHEMIN DE FER.	VOIE DE MER.
De New-York à Port-Charlotte (Floride)............	1,641[k]	
Sur l'Océan Atlantique...........................	....	1,158[k]
A travers l'État de Honduras.....................	259	
Sur l'Océan Pacifique............................	....	3,572
Totaux.......... 6,630...	1,900	4,730

Voici le parcours qu'on se propose de suivre pour communiquer entre les deux principaux ports de l'est et de l'ouest des États-Unis : New-York et San-Francisco.

Pour les grosses marchandises et pour les voyageurs de peu d'opulence, on ira par mer de New-York au golfe de Honduras : c'est le parcours le plus difficile, le plus périlleux, le plus long, mais le moins coûteux.

Les riches voyageurs, les métaux précieux et les produits de grande valeur iront par chemin de fer de New-York à Port-Charlotte, vers la pointe de la Floride : on achève la construction de cette belle voie. Il ne reste plus à parfaire que des lacunes assez peu considérables sur cette ligne de 1,641 kilomètres. Elle passe à Philadelphie, à Baltimore, et se rattache au chemin de Boston. Ainsi les quatre grands ports de l'Atlantique seront en communication accélérée avec Port-Charlotte, sur le golfe du Mexique : on parcourra de la sorte 408 lieues en 51 heures.

Les auteurs du projet réduisent, disent-ils, à 4 heures le temps d'embarquer les voyageurs et les produits précieux sur un navire à vapeur qui, dans 60 heures, parcourra 1,158 kilomètres entre Port-Charlotte et le port Caballos. Il ne leur faut que 4 heures, disent-ils encore, pour décharger le navire et passer au chemin de fer traversant l'isthme. Ce chemin aura 259 kilomètres, parcourus en 8 heures. Un dernier embarquement de 4 heures servira pour passer du chemin de fer au navire allant sur l'Océan Pacifique à San-Francisco : route de 3,572 kilomètres; temps : 185 heures. La durée du voyage ainsi supputée ne s'élèverait qu'à 13 jours et 4 heures. Il en faudra probablement 15 ou 16.

D'après les calculs de la compagnie du Honduras, voici la durée du voyage entre New-York et San-Francisco :

1° Par le Honduras.	2° Par le Nicaragua.	3° Par Panama.
13 jours 4 heures.	22 jours 22 heures.	24 jours 9 heures.

La dépense du chemin de fer qui traversera le Honduras, y compris le matériel circulant, sera de 34,126,450 francs. Tous ces calculs sont donnés par le rapport de l'habile M. Squier sur le chemin de fer du Honduras.

On doit former des vœux pour que cette belle voie de communication soit promptement entreprise, et qu'elle ne soit pas troublée par quelque fatale révolution politique.

Voie de communication à travers l'État de Nicaragua.

On avait conçu l'espérance d'ouvrir une voie complétement navigable entre les deux Océans. On avait remonté la rivière Saint-Jean-de-Nicaragua, qui déverse dans

l'Atlantique le trop-plein des eaux du beau lac de Nicaragua, ensuite on aurait ouvert un canal jusqu'à l'Océan Pacifique, soit directement, soit en profitant du lac de Léon.

L'étude des lieux a démontré que, pour obtenir un canal à grande section, où pourraient passer des bâtiments d'un fort tonnage capables de naviguer dans les deux mers, il faudrait des sacrifices bien supérieurs à ceux que pourraient aventurer les nations les plus opulentes.

On a trouvé plus sage et plus simple de combiner de légers navires à vapeur avec un transport par chemin de fer. Ce système est en pleine activité.

Pendant ce temps le Nicaragua se débat dans une lutte mortelle. Les deux villes de Léon, chef-lieu du Nord, et de Grenade, chef-lieu du Midi, se font une guerre implacable. C'est pour Léon que le flibustier Walker ravage la province de Grenade, cité qu'il n'a pas craint de brûler, après en avoir expulsé de sang-froid les habitants. Il agissait d'abord sous les ordres d'un Président nicaraguais; il a bientôt après agi pour lui-même, et sa tyrannie n'a plus gardé ni masque ni mesure.

Au récit des premiers succès de Walker et des terrains qu'il offrait aux futurs flibustiers, un immense cri d'enthousiasme retentit dans les ports de New-York et de la Nouvelle-Orléans. Parmi tant d'hommes sans ressources et rongés de cupidité, ce fut à qui s'offrirait pour prendre part aux violences, aux spoliations, au sang lucratif à verser.

Walker s'empare des bateaux à vapeur de la compagnie américaine Vanderbilt, sur le Nicaragua. Ces bateaux volés, il en gratifie une association rivale, qui lui fournit en retour argent, recrues, armes et vivres. Vanderbilt, exaspéré, soudoie des agents adroits, hardis, qui reprennent les vapeurs, interceptent les secours et bloquent à

leur tour Walker dans le lac de Nicaragua. Voilà quelques-unes des péripéties qui sont, dans l'Amérique centrale, si peu glorieuses pour les États-Unis et si désolantes pour l'humanité.

Le meurtrier d'un ministre et d'un général vaincu, Walker, contraint d'abandonner sa proie, est reconduit à la Nouvelle-Orléans; là, ce prisonnier relaxé n'en reçoit pas moins l'ovation la plus enthousiaste : son pardon, je le crains, coûtera cher quelque jour à l'Amérique centrale.

ÉTAT PRIMITIF DE LA COLOMBIE.

Lorsque les colonies espagnoles s'insurgèrent contre le gouvernement de Ferdinand VII, l'homme le plus éminent et le plus digne d'estime parmi les créoles, Bolivar, après des victoires décisives, déclara le premier l'indépendance d'une grande partie de l'Amérique du Sud. Le 25 décembre 1819, il fit proclamer la république Colombienne, qui comprit d'abord le pays de Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade, enfin la contrée de Quito ou de l'Équateur. Cette confédération, formée par annexions successives de 1819 à 1823, vécut autant que Bolivar, surnommé *le Libérateur* par la reconnaissance américaine. Ce chef illustre, dont les vertus désintéressées sont restées sans imitateurs, termina ses jours en 1830, et le lien fédéral, conservé seulement par l'autorité d'un grand nom, fut brisé dès 1831. Alors s'élevèrent trois États indépendants : la république de Vénézuéla, la république de la Nouvelle-Grenade, la république de l'Équateur.

RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA.

Lorsque les Espagnols abordèrent la grande côte du continent méridional qui fait face aux Antilles, ils pénétrèrent

au fond d'un golfe et d'un lac considérable dont les côtes étaient habitées; ils trouvèrent que les Indiens avaient construit leurs demeures sur les bancs de sable dont est parsemée la rive de ce lac. Ces habitations, qui paraissaient sortir du sein de la mer, rappelèrent Venise à des navigateurs italiens, comme l'étaient les Colomb et les Améric : ils donnèrent aux parages qu'ils visitaient le nom gracieux de *Vénézuéla*, la petite Venise. Ce nom devint celui de la grande capitainerie générale qui forme aujourd'hui la république indépendante de Vénézuéla.

Superficie...................	108,115,300 hectares.
Population en 1851..........	1,356,000 habitants.
Territoire pour mille habitants..	79,760 hectares.

La Vénézuéla, double de la France en étendue, a 25 fois moins d'habitants; et pourtant la nature s'est montrée prodigue de ses dons envers ce pays magnifique.

Le développement des côtes est considérable. Le littoral commence par une langue de terre qui s'avance dans la mer des Antilles; elle borde du côté de l'occident le golfe de Maracaïbo, large de 30 lieues et profond de 40. Le lac du même nom, d'une superficie non moins considérable, communique par un étroit passage avec ce golfe.

La côte orientale du golfe de Maracaïbo a pour limite une presqu'île, la *Paraguana*, qui se rattache au continent par l'isthme très-étroit de *Medanos*. Au point où cet isthme joint le continent, on trouve le port de *Coro*. Dans les premiers temps de l'indépendance, la petite ville de Coro fut la capitale de la République.

En avançant vers le sud-est, on atteint, dans la partie la plus rentrante de la côte, la ville et le port très-estimé de *Puerto-Cabello*.

A 120 kilomètres de Puerto-Cabello, du côté de l'orient, on trouve la ville et le port principal de *la Gaayra;* puis on arrive au cap Coadera. A partir de ce cap, la côte rentre et forme un grand arc concave, à l'extrémité duquel s'élève la ville maritime de *Camana.*

En avant de cette ville et de son port règne, dans la direction de l'ouest à l'est, une longue côte abrupte qui s'étend jusqu'au voisinage de l'île de la Trinité.

Au midi de ce rempart érigé par la nature contre les efforts de l'Océan, la côte rentre et gagne la bouche la plus occidentale d'un grand fleuve : c'est l'*Orénoque.*

L'Orénoque.

Un fait suffit pour donner l'idée des effets produits par ce fleuve : entre les bouches extrêmes de l'Orénoque, le delta que forment ses alluvions offre un littoral maritime de cent lieues d'étendue. Le delta même, qui grandit sans cesse, montre au-dessus des eaux une superficie de quatre millions d'hectares.

Les eaux de l'Orénoque ont une telle puissance, que non-seulement elles remplissent le vaste golfe couvert par l'île de la Trinité, mais qu'elles repoussent l'eau salée de la mer et se projettent au large très-loin de la terre. Lorsque Christophe Colomb visita pour la première fois cette contrée, il pressentit avec une admirable sagacité qu'une telle projection des eaux fluviales à travers l'Océan ne pouvait provenir que d'un bassin de la plus vaste étendue : il en conclut la découverte, non plus d'une île pareille aux plus grandes Antilles, mais d'un immense continent.

On sait aujourd'hui que le bassin de l'Orénoque, dont la partie supérieure appartient à la Nouvelle-Grenade, surpasse deux fois la superficie de la France. Ce fleuve a le

cours le plus extraordinaire; il décrit une immense volute, comparable à celle d'une crosse épiscopale. A partir de sa source, il dévie par degrés insensibles vers le nord, puis vers l'orient, vers le sud, vers l'occident et de nouveau vers le nord, puis enfin vers l'orient, direction que sa branche principale suit jusqu'à l'Atlantique.

Sur un parcours d'environ 3,000 kilomètres, l'Orénoque reçoit les eaux d'innombrables rivières, dont la majeure partie descend des hautes Cordilières.

Dans un pays si puissamment arrosé, la magnificence des forêts et la fécondité des prairies naturelles permettent d'apprécier le parti qu'un agriculteur intelligent et laborieux pourrait tirer du territoire. Sous un ciel où la végétation tient du miracle, partout où le soleil trouve un filet d'eau, il suffit de vouloir pour fertiliser la terre.

Croira-t-on que l'Orénoque ne présente sur ses bords qu'une seule ville de quelque importance? C'est *Angostura* ou *Ciudad-Bolivar,* qui compte à peine 8,000 habitants. Il faut quinze jours pour remonter de la mer à cette ville; il suffit de quatre à cinq jours pour redescendre.

Nous trouverons bien d'autres preuves du peu de parti que les Hispano-Américains ont tiré du beau pays de Vénézuéla. M. le baron de Humboldt estimait qu'au commencement du siècle la population était de 900,000 habitants; par conséquent, en un demi-siècle elle n'aurait augmenté que de moitié : c'est à peu près 8 millièmes par année. Ici nous sommes, on le voit, bien au-dessous du progrès des États-Unis et des Canadas.

Les trois quarts de la population sont concentrés dans neuf provinces qui ne couvrent pas le tiers du pays. C'est surtout vers le septentrion et l'orient que la population s'est ainsi condensée.

Caracas.

La seule ville qui mérite de fixer notre attention est *Caracas*, aujourd'hui capitale de la République ; elle s'élève sur le penchant d'une très-haute montagne, et se trouve à 900 mètres au-dessus du niveau de l'Océan. Au-dessous de la cité coule la rivière Guayra, qui débouche dans le port de même nom. Caracas, presque ruinée par un tremblement de terre en 1810, comptait alors 50,000 habitants. On pense qu'elle a réparé ses pertes matérielles et qu'elle a recouvré sa population ; mais son industrie est restée dans l'imperfection.

Il faut citer l'île de la Marguerite, aux abords de laquelle existait une riche pêcherie de perles. Devenue pour les Hollandais un objet d'envie, ils en ont détruit la ville principale, *Pompatar*, dont le port est vaste et sûr.

Le soi-disant étrangérisme.

Dans la Vénézuéla tous les arts sont encore dans l'enfance. C'est l'étranger qui peut élever le niveau de l'industrie, c'est lui qui peut apporter des capitaux et les féconder par un travail intelligent ; mais de tels succès excitent, au lieu de la reconnaissance, une jalousie insensée dans le cœur des indigènes.

Aussi longtemps qu'a duré le gouvernement généreux de Bolivar, et, plus tard, sous l'administration éclairée de Paëz, cette hostilité contre l'étranger n'a pas été favorisée par l'autorité ; elle n'existait qu'en germe, avec ses prédispositions pernicieuses.

Depuis 1848, la république Vénézuélienne a subi les subversions les plus violentes ; elle a multiplié les pronunciamientos, les émeutes et les insurrections, comme

en Espagne. Un parti se soulevait pour le système fédéral, un autre pour conserver l'unité. À la fin, Cumana restait seule aux fédéralistes; le 15 juillet 1853, un tremblement de terre la renversa de fond en comble.

C'est alors que se firent jour avec le plus de violence les mauvais sentiments contre les étrangers. La force arbitraire et dominante trouvait tout simple de dilapider à son gré la fortune publique et celle des citoyens; de suspendre le payement des dettes publiques; de recourir aux emprunts forcés, aux saisies de capitaux, aux confiscations d'immeubles, à la banqueroute. Les indigènes subissaient sans recours possible tous ces actes de tyrannie.

Mais lorsque les mêmes violences, les mêmes spoliations, frappaient les étrangers, les opprimés invoquaient leurs patries respectives; ils osaient revendiquer des droits pour leurs personnes et pour leurs propriétés.

Voilà ce que les représentants de l'arbitraire, dans l'administration et dans le Congrès, regardaient comme une monstruosité dont il fallait à tout prix guérir l'État. L'obligation, si triste à leurs yeux, de respecter le droit des gens, ils l'appelaient le *cancer de la République;* c'était la plaie de l'état social, tel qu'ils l'avaient constitué. Tout désir d'appeler, de protéger les étrangers, ils le stigmatisaient par un terme barbare digne d'être retenu : ils le nommaient *l'étrangérisme!* l'étrangérisme, qui permettait aux émigrants étrangers d'invoquer le droit imprescriptible des nations civilisées contre les spoliations devenues le droit intérieur d'une contrée que l'anarchie et l'oppression s'entre-disputaient...

Le gouvernement démagogique aurait voulu, par une loi, priver arbitrairement les créanciers étrangers de recevoir l'intérêt de leurs capitaux pendant un certain

nombre d'années. Dès 1851, la France et l'Angleterre ont fait savoir qu'elles repousseraient, s'il le fallait, par les armes ces prétentions banqueroutières : on ne pouvait fouler aux pieds les déclarations de telles puissances.

Les propriétés ecclésiastiques n'ont pas été plus respectées que celles de l'ordre civil.

Décadence de la fortune publique.

Est-il nécessaire d'annoncer, comme conséquence de l'anarchie, que les finances de l'État sont tombées dans le désordre? Tout atténue les recettes, et l'énormité des dilapidations ajoute au déficit.

Je crois devoir rapporter un compte financier présenté pour l'exercice 1852-53 :

	francs.
Recettes	14,634,330
Dépenses	44,621,860
DÉFICIT	29,987,530

Il faut ajouter à ce déficit 17,744,000 francs qui manquaient dans les caisses au 1er juillet 1853.

Sait-on maintenant les moyens employés pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses? 1° séquestre des biens appartenant aux citoyens compromis dans les troubles publics; 2° établissement d'un emprunt forcé; 3° main basse faite sur les fonds de l'Université, sur les caisses municipales, etc. Dans leurs jours les plus mauvais, la Convention nationale et le Directoire exécutif n'avaient pas mieux fait en France.

Les actes mêmes qui pourraient honorer un gouvernement, l'exécution par sa violence les transforme en injus-

tice. En 1854, on a voté l'émancipation immédiate et définitive des noirs encore esclaves dans la Vénézuéla. Mais les moyens d'indemniser les propriétaires ont à très-peu près été l'équivalent d'une banqueroute.

Il fallait donner ces tristes détails pour faire comprendre comment, après un tiers de siècle d'indépendance, un des pays les plus féconds, dans une position admirable pour le négoce, ne fait encore qu'un commerce incomparablement au-dessous du degré qu'il peut atteindre.

Commerce avec les trois principales puissances, en 1855.

	Importations.	Exportations.
France	7,356,831	6,480,444
Grande-Bretagne	9,662,875	1,175,300
États-Unis	6,533,210	19,314,080
TOTAUX	23,552,916	26,969,824

Ce tableau présente les contrastes les plus remarquables. Tandis que la France balance à peu près ses importations et ses exportations, la Grande-Bretagne, par une exception rare en Amérique, ne tire pas de la Vénézuéla des produits égaux au *huitième* de ceux qu'elle envoie; les États-Unis, au contraire, achètent le triple de ce qu'ils vendent. Ces grandes inégalités sont un sujet digne d'étude.

Nous pouvons offrir au lecteur un terme de comparaison plus important à nos yeux. Les Anglais ont pris aux Espagnols la colonie de la Trinité, à l'embouchure de l'Orénoque, comme ils ont pris la Guyane à la Hollande. Ces deux pays n'ont rien de plus avantageux pour la production que l'ensemble de la Vénézuéla; mais ils ont le bonheur de vivre sous un gouvernement qui fait respecter la paix publique, les propriétés et tous les droits des personnes. Qu'on juge maintenant des résultats:

Commerce, par habitant, avec les trois grandes puissances.

	Importations.	Exportations.
Vénézuéla.................	17f 37c	19f 89c
La Trinité, plus de.........	100 00	70 00
La Guyane britannique......	206 19	372 19

NOUVELLE-GRENADE.

Lorsqu'on passe en revue les nouveaux États hispano-américains, il faut sans cesse montrer comment la nature a tout fait en leur faveur et comment l'homme a tout fait pour n'en tirer qu'un misérable parti.

Au midi de l'Amérique centrale, à partir de Costa-Rica, un long abaissement des Cordilières présente, dans la direction de l'occident à l'orient, une vaste langue de terre; elle forme un arc sinueux d'au moins 120 lieues de développement. Du côté de l'Océan Pacifique, elle environne le vaste golfe de *Panama.*

La ville qui porte ce nom se trouve au point le plus étroit de l'isthme. Dès les premiers temps où les Espagnols se rendirent maîtres du Pérou, Panama fut le point qu'ils choisirent pour communiquer avec cette riche conquête; les voyageurs, la troupe et les trésors allant d'une mer à l'autre prenaient Panama pour point de départ ou d'arrivée. Nous reviendrons sur ce sujet.

Du côté de l'Atlantique, l'arc convexe du littoral se termine vers le midi dans le golfe de *Darien.*

A l'orient de ce golfe, la côte remonte vers le nord-est et conduit à la *Nouvelle-Carthagène,* ainsi nommée pour la beauté de son port. Les immenses citernes que les Espagnols ont bâties pour cette ville sont dignes d'être comparées avec les constructions du même genre, seuls restes de la première et grande Carthage.

Plus loin, vers l'orient, débouche la rivière de la Madeleine, sur laquelle sont situés la ville et le port de *Sainte-Marthe*.

Transportons-nous sur la côte de l'Océan Pacifique; la chaîne des Cordilières, à partir du golfe de Panama, s'avance droit vers le sud, très-près de la mer; elle s'élève de plus en plus jusqu'à la république de l'Équateur.

En arrière de la chaîne occidentale, une longue vallée descend vers le nord jusqu'au golfe de Darien, qui reçoit les eaux de la rivière Atrato.

Une autre rivière déjà citée, la Madeleine, descend vers le nord en obliquant un peu vers l'orient; son parcours, très-sinueux, doit approcher de 400 lieues.

A quelque distance de la rive orientale de la Madeleine, sur le penchant d'une très-haute montagne, s'élève *Santa-Fé-de-Bogota*. C'était la capitale de la vice-royauté; c'est encore la capitale de l'État républicain : elle a 40,000 habitants.

La plaine de Bogota, fertile et bien cultivée, est à 2,578 mètres au-dessus de la mer; elle offre un climat de terres froides, analogue à celui du cœur de la France à l'époque du printemps. Le froment d'Europe y prospère.

Dans la plaine de Bogota coule une rivière qui conduit à l'admirable cascade de Tequendama; en deux sauts elle descend de 270 mètres. Au sommet des chutes, on est encore dans le climat des terres froides; au-dessous, dans le vallon qui s'élargit, commence le climat des terres chaudes, signalées par des palmiers.

De magnifiques forêts ceignent les flancs des plus hautes montagnes; de riches prairies se déploient sur les plateaux élevés au milieu des monts, et plus encore dans les plaines basses du sud et de l'orient.

Deux chaînes secondaires s'étendent : la première,

entre les rivières de Cauca et de Madeleine; la seconde, au midi de ce dernier fleuve. Du flanc oriental de cette dernière chaîne coule une innombrable quantité de rivières. Les plus voisines de l'Équatèur descendent vers l'Amazone; les autres descendent à l'Orénoque.

Avant la conquête des Espagnols, un peuple habile en agriculture habitait les autres vallées, et son centre était la plaine de Bogota.

Population.

Superficie	98,315,610 hectares.
Population en 1853	2,318,654 habitants.
Territoire pour mille habitants	42,817 hectares.

Si la France avait l'étendue de la Nouvelle-Grenade, elle compterait 70 millions d'habitants, c'est-à-dire trente fois autant que cette république.

Dans un pays si vaste ayant si peu d'habitants, ce qui manque surtout, ce sont les voies de communication. Croira-t-on que le Gouvernement, dans ses budgets, n'affecte pas même à ce genre de travaux 1,500,000 francs?

Considérons les diverses races dont se compose le peuple grenadin. Un recensement approximatif, tel qu'on peut l'opérer au milieu d'une population très-disséminée, a donné, pour 1853, les résultats suivants :

Race blanche, d'origine européenne	405,003
Race indigène civilisée	301,600
Métis	998,997
Samoyes	120,000
Nègres	80,000
Mulâtres	283,000
Quarterons	30,054
Zambas	100,000

Les blancs, les métis et les mulâtres devraient être les

promoteurs de la civilisation; ils devraient employer leur instruction et leur zèle pour élever de plus en plus la condition intellectuelle des Indiens. Mais qui songe à ce devoir? Les ecclésiastiques, autrefois, s'en occupaient; ils allaient dans les parties les moins accessibles du pays convertir les anciens adorateurs du soleil ou des fétiches. Aujourd'hui personne ne prend plus ce soin.

Exploitation des métaux précieux.

La Nouvelle-Grenade eut jadis une exploitation considérable de mines d'or, d'argent et même de platine. La décadence des produits est considérable.

1800 : Or, 17,064,000 francs; argent, 1,086,000 francs.
1850 : Or, 6,562,600 francs; argent, 1,116,000 francs.

A cet appauvrissement correspond le triste état des arts utiles. Voici tout ce que l'agriculture et l'industrie de la Nouvelle-Grenade avaient offert de produits au Palais de cristal, en 1851 :

La Nouvelle-Grenade à l'Exposition universelle.

1° Un sac de cacao; 2° un sac de cacao de Caracas; 3° des émeraudes trouvées dans la mine de Muso.

Telle était l'Exposition d'un État dont l'étendue est triple de l'Angleterre et de l'Écosse réunies.

Obstacles au progrès de la richesse.

Tandis que la Nouvelle-Grenade jouait un si pauvre rôle dans le concours des nations, elle était en proie à des déchirements intérieurs que nous sommes forcés de signaler comme obstacles à tout progrès industriel.

La révolution française de 1848 eut chez les répu-

bliques hispano-américaines un retentissement plus funeste encore que chez les nations du continent européen. Elle ne pouvait pas les rendre plus démocratiques; ses échos, mal transmis, les ont poussées à la démagogie et même au socialisme. A la Nouvelle-Grenade, cette dernière tendance a fini par passer dans les lois, et le Gouvernement de ce pays si malheureux s'en est glorifié: les années 1849, 1850, 1851, 1852 et 1853 sont l'époque où triomphaient ces déplorables idées.

En 1849, les formes légales de l'élection présidentielle, audacieusement violées, conduisent dans cette nouvelle et fatale voie. On a commencé par renverser les lois conservatrices de tout ordre au milieu des hommes.

Chez un peuple où les mœurs s'adoucissent, où les crimes deviennent de plus en plus rares, et surtout l'assassinat, les amis de l'humanité voient avec bonheur supprimer la peine de mort. Ainsi la Toscane s'est trouvée mûre pour un tel bienfait sous l'administration du vertueux Léopold. Mais à la Nouvelle-Grenade, en 1851, on a supprimé ce châtiment, pour quelque crime que ce fût, lorsque les grands crimes, l'assassinat, le viol, le parricide, étaient plus fréquents que jamais. A la même époque où la presse était sans frein comme les passions, les mots *délits de la presse* étaient effacés de la législation. En même temps, le pouvoir se propose, citons ses termes, de déraciner la théocratie, et par ce mot théocratie, il entend l'autorité de la religion catholique. Il chasse la congrégation religieuse rendue si célèbre en Amérique par la civilisation des populations indigènes et par son habileté dans l'enseignement de toutes les classes hispano-américaines. L'église est atteinte dans ses propriétés, dans ses revenus; elle est froissée dans ses actes, non-seulement temporels, mais spirituels. Après avoir prononcé l'exil

du primat de la Nouvelle-Grenade, le Gouvernement déclare que la société *n'a pas besoin de religion.* La guerre civile, sur une foule de points du territoire, a suivi tant d'innovations saluées du nom dérisoire de progrès.

A l'époque de ces innovations déplorables, voici de quelle manière le président de la Nouvelle-Grenade peignait l'état du pays : « Notre développement industriel est forcément *lent*, par suite de la rareté de la population, par l'ignorance presque absolue des perfectionnements qu'a reçus l'industrie dans les autres pays, par la pénurie des capitaux, enfin par la grandeur des difficultés amoncelées sur notre immense territoire. »

Toujours dans le même esprit, on détruisait les autres garanties de la société. On ne se contentait pas d'affaiblir ou de supprimer les châtiments et les mesures répressives des forfaits; on portait atteinte à la justice dans le choix même des magistrats. Tous les emplois du Gouvernement, de l'administration et de la *justice* étaient abandonnés au suffrage universel, et ce suffrage était soumis à l'anarchie des clubs. Ces mêmes clubs, on les employait pour porter atteinte *aux intérêts du commerce.*

En 1853, le pouvoir législatif voulait abaisser certains droits d'entrée sur des produits dits de luxe. Deux fois il fallut, pour cette cause, repousser l'attaque des clubs contre le Congrès, que défendait la jeunesse universitaire; des représentants furent assassinés au sein même de l'assemblée législative : et les victimes étaient des *progressistes* exaltés! Voilà comment, *en matière de commerce*, est entendue la liberté dans la Nouvelle-Grenade.

En 1854 s'opère une nouvelle révolution, qui défait en partie l'œuvre de la précédente par la coalition singulière des clubs et des soldats que conduit un dictateur. Les finances faisant défaut, on emprisonne les riches; on

les prive d'aliments, de lumière et presque d'air, afin qu'ils payent la contribution forcée sous peine, dit-on, de *mort volontaire!* L'un d'eux s'évade afin d'échapper à la torture; aussitôt on s'empare de sa femme pour la soumettre à ce supplice que devait subir son mari : elle expire dans les tourments... Tout cela se passait à Bogota, chef-lieu de la république.

Une autre guerre civile a suivi ces derniers excès.

Faisons connaître, pour l'année 1855, le commerce de la Nouvelle-Grenade avec les trois plus grandes puissances commerçantes.

Commerce avec les trois grandes puissances.

	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	francs.	francs.
France	6,901,388	405,557
Grande-Bretagne	15,215,925	11,012,300
États-Unis	5,671,320	9,610,250
	27,788,633	21,028,100

Commerce opéré par million d'habitants de la Nouvelle-Grenade avec les trois grandes puissances.

Importations, 11,659,200 fr.; exportations, 8,895,660 fr.

A ces valeurs il faudrait ajouter moitié pour avoir le commerce universel de la Nouvelle-Grenade.

Mouvement commercial des États-Unis par million d'habitants.

Importations, 53,701,600 fr.; exportations, 56,604,400 fr.

Telle est l'immense différence qui se trouve entre la république anarchique de la Nouvelle-Grenade et celle des États-Unis, où la fortune et les droits des citoyens

sont à l'abri contre toute atteinte arbitraire de l'autorité publique.

Lorsqu'on étudie la nature des produits que ce pays de zone torride vend aux grands États du Nord, on est surpris de leur peu de variété, de leur faible valeur.

L'Angleterre ne tire de la Nouvelle-Grenade que cinq produits agricoles importants :

L'écorce de quinquina, pour.......	5,267,125 francs.
Le tabac en feuilles, pour.........	3,474,675
Le divi-divi, pour................	745,250
Le fustet, pour..................	494,775
Le bois de teinture, pour.........	283,900

Les États-Unis dépassent de moitié les achats de l'Angleterre dans la Nouvelle-Grenade; mais ils ne peuvent en échange faire accepter qu'une quantité beaucoup plus faible de leurs productions.

C'est sous un autre point de vue que la contrée qui nous occupe mérite l'attention des grands États commerçants : elle comprend l'isthme célèbre par lequel on communique surtout entre l'Atlantique et l'Océan Pacifique.

Communications par l'isthme de Panama.

Depuis longtemps s'offrait à la pensée des hommes le percement de cette étroite langue de terre, pour éviter l'immense détour qu'il faut faire en doublant le cap Horn, lorsqu'on veut communiquer entre les deux océans.

Cette pensée a pris une force nouvelle lors de la découverte de l'or dans la Californie et l'Australie, ces deux pays dont les rivages sont baignés par l'Océan Pacifique.

Les citoyens des États-Unis se sont précipités dans l'isthme de Panama comme ils avaient fait au Texas. Ils sont entrepreneurs du chemin de fer, le seul genre de

voie avantageusement praticable; ils bâtissent des villages et des bourgs qui bientôt seront des cités. D'après une convention d'avril 1850, ils avaient six ans pour construire ce chemin : l'œuvre est accomplie. Comme encouragement, ils ont reçu les terrains publics traversés par la voie, et de plus 80,000 hectares de terres cultivables. L'État grenadin pourra racheter le chemin de fer, dans vingt ans pour 26,700,000 francs, et dans trente ans pour 10,680,000 francs. Mais, avant trente ans, avant vingt ans, cette république existera-t-elle encore? Et les États-Unis ne l'auront-ils pas envahie? Dès à présent, ils veulent acquérir le territoire traversé par la voie ferrée.

Il a fallu surmonter les plus grandes difficultés pour construire le chemin de fer de Panama. Du côté de l'Atlantique il part de la rivière de Chagrès, dont il remonte la vallée. La ville d'*Aspinwall*, construite au point de départ, a reçu le nom du directeur de la compagnie du chemin. La longueur totale de la voie est de 79 kilomètres. Il a fallu dans les dix premiers kilomètres, à force de dépense, établir les rails sur un sol marécageux. Au point de partage on a dû faire d'énormes déblais. On a remplacé les ponts en bois par des ponts en fer. Les traverses des rails, qui d'abord étaient en sapin, sont à présent en gaïac; ce qui les rend presque inaltérables.

Les travaux exécutés en traversant les marécages ont été très-meurtriers. Dans le principe, on avait employé 2,000 ouvriers *chinois;* en quelque semaines de travail ils ont péri presque tous!

Dans la Nouvelle-Grenade on a conçu la pensée d'un canal des deux mers dont la concession date de 1851; il est douteux que l'entreprise s'accomplisse, quoiqu'elle soit à l'étude. Il faudrait des déblais immenses.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.

Cet État a pour territoire l'ancien royaume de Quito, gouverné sous les Espagnols par le vice-roi de la Nouvelle-Grenade. Il fit partie de la Colombie jusqu'en 1831; depuis cette époque il forme une république indépendante.

Superficie..................	82,539,940 hectares.
Population approximative.......	800,000 habitants.
Territoire pour mille habitants...	103,175 hectares.

Quito.

Le nouvel État a pris le nom de l'Équateur, parce que *Quito*, sa capitale, est presque située sous la ligne équinoxiale. En 1736, l'Académie des sciences de Paris voulut déterminer avec précision la courbure méridienne de la terre à l'équateur. C'est à Quito qu'elle envoya deux savants illustres, La Condamine et Bouguer, pour mesurer le premier degré du méridien dont les hommes aient déterminé la grandeur sur la ligne équatoriale : position où la courbure, prise du nord au sud, atteint sa limite supérieure. Afin de perpétuer sur les lieux un souvenir à jamais honorable pour la France, une inscription fut gravée dans le plus imposant des édifices de Quito : c'était l'église érigée par les Jésuites auprès de leur vaste collége.

Lorsque les pères de cette société furent bannis par les dernières révolutions de la Nouvelle-Grenade, ils trouvèrent un refuge à Quito. Cette hospitalité, de trop courte durée, a compté parmi les griefs de la Nouvelle-Grenade contre la modération que manifestait l'État de l'Équateur, quand il était modéré.

Tout est remarquable dans la capitale : sa position au

centre des plus hautes Andes, ses beaux édifices et sa population de 70,000 âmes. Les grands monuments de Quito sont presque tous des monuments religieux : on cite les églises, les couvents, ainsi qu'un magnifique hôpital. Il faut y joindre une superbe fontaine en bronze, admirée pour l'abondance de ses eaux.

Quito se trouve à 2,908 mètres au-dessus du niveau de la mer : à 31 mètres plus haut que notre pic du Midi, dont le sommet est toujours couvert de neige. Aucune ville aussi peuplée n'est érigée à pareille hauteur. Mais telle est la puissance du soleil à l'équateur, qu'une élévation du sol qui, dans la zone tempérée, appartiendrait à la région des neiges éternelles, offre à Quito le climat d'un printemps perpétuel.

A la hauteur où cette capitale est bâtie, on voit des guérets qui produisent d'abondantes céréales; des vergers dont les fruits sont comparables à ceux de nos climats; des pâturages où l'on nourrit les bêtes à laine d'Europe, avec les lamas, les alpagas, etc. Tel est le caractère général des biens de la terre sur les plateaux qui se trouvent entre les Cordilières à l'occident et les Andes à l'orient.

En descendant vers le Pérou, suivant la haute et longue vallée dont Quito forme la limite du côté de l'équateur, on arrive à *Cuença*. Cette ville, à laquelle on donne plus de 20,000 habitants, est élevée de 2,633 mètres au-dessus de la mer. Elle est bâtie près d'une rivière qui se fait jour à travers les Andes et descend au Maragnon, l'un des principaux affluents de l'Amazone supérieur.

Le département de Cuença conserve encore de magnifiques débris des constructions que les Incas ont érigées : leur chaussée des géants, leur forteresse de *Cagnar*, revêtue de grandes pierres de taille, et les restes des monuments qu'elle renfermait. Dans ces édifices, l'habile taille des

pierres et la juxtaposition parfaite des assises peuvent se comparer à l'exécution des plus beaux monuments d'Athènes. Les Péruviens travaillaient avec une rare perfection non-seulement le calcaire et les grès, mais jusqu'au porphyre : Bouguer, La Condamine au XVIII[e] siècle, et le baron de Humboldt au XIX[e], en ont cité des exemples étonnants. Sous de tels rapports, les arts manuels, au lieu d'avancer depuis la chute des Incas, auraient plutôt rétrogradé.

De la chaîne des Andes coulent, à l'est, une foule de torrents et de rivières; tous descendent au fleuve des Amazones. Le territoire arrosé par ces cours d'eau n'offre qu'une population extrêmement clair-semée.

En 1853, la république de l'Équateur ouvrit aux nations la navigation de ses rivières. Aussitôt les États-Unis conçurent la pensée d'une expédition chargée d'explorer le cours supérieur de l'Amazone et ses principaux affluents. Pour tirer parti de la liberté concédée par l'État de l'Équateur, il faudra que le Brésil, possesseur de l'Amazone inférieur, concède aussi la liberté de la navigation.

Les aborigènes forment encore les trois quarts de la population de l'Équateur; ils habitent en grande partie le territoire entre les chaînes de montagnes. C'est un peuple d'agriculteurs et de pasteurs inoffensifs et bienveillants; mais, dès les premiers temps, ce peuple opprimé, sacrifié par les Espagnols, a conservé contre la race dominatrice un amer ressentiment.

Autrefois, dans la partie orientale, la religion avait érigé beaucoup de villages, œuvre précieuse des missionnaires civilisateurs; un grand nombre est détruit, et l'état sauvage a repris son empire dans le bassin du haut Amazone.

La partie occidentale du territoire, et surtout le littoral, est en plus grande proportion peuplée par la race blanche

et par le peu qui reste de la race noire. Cette région présente toutes les cultures tropicales.

Près de la frontière du Pérou se trouve la profonde baie de *Guayaquil*, au fond de laquelle on a construit la ville et le port du même nom. C'est le centre du commerce maritime de la république.

A l'embouchure du fleuve Guayaquil, le golfe, le port et la ville du même nom pourraient suffire au commerce le plus opulent. Les forêts circonvoisines, où les arbres ont des proportions gigantesques, fourniraient les meilleurs matériaux pour construire les navires d'une marine importante; tout est prodigué par la nature, et tout est exploité sur une misérable échelle.

Depuis 1851, l'année de l'Exposition universelle, la république de l'Équateur a subi des commotions violentes et des révolutions. Le désordre s'est mis dans ses finances : inséparable conséquence de l'anarchie.

Lorsqu'en 1853 la république a déclaré la liberté de la navigation pour l'Amazone et ses affluents, au milieu d'un pays presque désert, elle a fait appel aux étrangers en promettant de leur donner des terres sur le littoral de ces grands cours d'eau. La mesure est excellente; mais il faudrait qu'elle fût accompagnée d'un respect inviolable pour la personne et les propriétés des immigrants.

En 1853, dans l'année même où l'Équateur s'efforçait d'attirer à lui les étrangers, il a fallu que la marine française exigeât, par la présence d'une escadre, que cet État apprît à respecter le caractère de nos consuls et les droits de nos compatriotes établis dans la république.

Après nos explications, on ne sera pas surpris du faible développement qu'a pris jusqu'ici le commerce extérieur de ce pays.

COMMERCE DE L'ÉQUATEUR AVEC LES TROIS PRINCIPALES PUISSANCES, EN 1855.

	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
France	822,506f	392,158f
Grande-Bretagne	240,400	1,436,425
États-Unis	352,931	67,033
	1,415,837	1,895,616
Commerce par habitant de l'Équateur	1f 78c	2f 38c

Il est inutile d'entrer dans aucun détail sur un commerce aussi misérable. Son exiguïté nous fera comprendre que la république de l'Équateur n'ait pas envoyé le moindre produit à l'Exposition universelle.

Cette contrée aurait pu présenter le seul produit d'industrie qu'elle exporte : ce sont les chapeaux de paille de Jipijapa, qu'achètent le Chili, le Pérou et toute la côte de l'Océan Pacifique. Elle vend 10 francs ceux de qualité moyenne et jusqu'à 160 francs ceux de qualité superfine.

RÉPUBLIQUE DU PÉROU.

Nous arrivons à l'un des États les plus étendus et les plus célèbres que contienne l'Amérique méridionale.

Superficie	150,356,340 hectares.
Population en 1851	2,106,492 habitants.
Territoire pour mille habitants	71,378 hectares.

Avec le territoire qu'il faut au Pérou pour mille habitants, la France en nourrit 48,445. Il est vrai qu'une grande partie du Pérou n'est pas propre à la culture; mais l'autre

partie, d'une admirable fécondité, suffirait à la subsistance facile de 50 millions d'habitants.

Dans l'hémisphère austral, le Pérou borde l'Océan Pacifique depuis le 3° jusqu'au 22° degré de latitude, et l'étendue de ses côtes surpasse 500 lieues. Il a pour limites continentales, d'un côté, l'État de l'Équateur; de l'autre, celui du Chili. Le Brésil et la Bolivie forment ses frontières orientales.

Le versant occidental des Cordilières vers l'Océan Pacifique est généralement aride et dans peu d'endroits couvert de terre végétale; presque partout le sol n'offre que des pierres et des sables. Par un phénomène singulier, sur la côte du Pérou il ne pleut jamais : aussi la sécheresse est la désolation du territoire.

Quoique les Cordilières, situées à l'ouest, soient moins élevées que les grandes Andes, situées à l'est, toutes les rivières qui descendent du flanc oriental des Cordilières trouvent passage à travers les hautes vallées des Andes et coulent à l'orient vers l'Atlantique.

Entre les deux chaînes règnent de vastes plateaux dont l'élévation moyenne est de 3,700 à 4,000 mètres au-dessus de la mer. A raison du petit nombre des habitants, ces plateaux sont appelés *los Despoblados*, les dépeuplés. Ils sont habités par quelques agriculteurs, et surtout par les pasteurs de troupeaux innombrables de brebis, de vigognes, de lamas, d'alpagas, etc.

Les pentes des montagnes, au-dessous des régions trop élevées pour permettre aucune végétation, sont occupées par des forêts qui couvrent un espace immense. Le sol que ces forêts ombragent renferme les richesses minérales les plus précieuses, richesses dont à peine, sur quelques points, on a commencé d'effleurer l'exploitation.

Une partie considérable du Pérou s'étend à l'est des

grandes Andes. Du côté de l'Équateur, les rivières se jettent dans le fleuve des Amazones; du côté qui se rapproche du pôle austral, les eaux convergent vers le *lac Titicaca*, qui couvre plus d'un million d'hectares. Le territoire arrosé par ces dernières eaux, huit fois aussi grand que notre Normandie, est à la fois le plus fécond, le mieux cultivé, le plus peuplé, qu'offre le Pérou.

Cusco.

Au centre de ce vaste et beau territoire s'élève la cité de *Cusco*, jadis la capitale du florissant empire des Incas.

Les Incas, il y a quatre siècles, régnaient sur des peuples d'une civilisation très-différente de la nôtre, et néanmoins fort avancée. Le gouvernement était doux comme les mœurs; le respect pour le souverain s'unissait au respect de la religion. Les principaux astres étaient les divinités invoquées. À Cusco, deux temples réunissaient tout ce qui pouvait commander la vénération et l'amour des peuples.

Dans le temple du Soleil, aux deux côtés du dieu, que représentait une imposante figure entourée de rayons d'or, on avait assis sur des trônes et revêtu de leurs ornements royaux les reliques sacrées des souverains qui tour à tour avaient été les bienfaiteurs de la patrie: on aurait cru voir, dans une Héliopolis antique, les restes des Pharaons conservés par l'art qu'inventa la piété des Égyptiens.

Dans le temple de la Lune, les reines, conservées par le même art, étaient rangées dans le même ordre, aux deux côtés de l'emblème du satellite de la terre.

Tous les ornements, les bas-reliefs et jusqu'aux statues massives étaient d'or dans le temple du Soleil; ils étaient d'argent dans le temple de la Lune.

Sans respect pour la mémoire de ces souverains révérés

de tout un peuple, les Espagnols en ont outragé, détruit la dépouille mortelle : comme ont fait à Saint-Denis, en 1793, les profanateurs de la tombe des rois.

Pour ajouter à la solennité de leur religion, les Incas maintenaient auprès du sanctuaire quinze cents vierges consacrées au culte du Soleil. Le jour où les prêtres de ce culte tombèrent sous le fer des conquérants européens, les vierges, traitées avec moins de pitié, devinrent la proie des vainqueurs.

Tout l'argent, tout l'or qui décoraient au Pérou les monuments religieux ou profanes, les Espagnols l'ont volé; l'ensemble de ces pillages, d'un bout à l'autre de l'empire, a produit 84 millions (Humboldt).

Le gouvernement des Incas avait accompli des travaux dignes d'admiration, témoin les fortifications de Cusco. Leur triple enceinte était bâtie suivant un art qui rappelait les constructions cyclopéennes des Pélasges, pour l'énormité des blocs mis en œuvre, leur forme polyédrique et la précision extrême avec laquelle ces masses étaient enchâssées et jointes. Il faut citer des ouvrages plus étonnants et plus admirables encore. Deux routes militaires et commerciales conduisaient de Cusco jusqu'à Quito, dans un parcours de 500 lieues : l'une gagnait le littoral de l'Océan Pacifique, l'autre suivait les plateaux supérieurs entre les Cordilières et les grandes Andes. Un juge illustre, M. le baron de Humboldt, a visité les débris de ces routes monumentales; il les a comparées, pour la grandeur et l'excellence du travail, aux plus belles voies qui perpétuent le souvenir et la gloire du peuple romain.

Sur les lignes que suivaient les routes péruviennes, les Incas avaient bâti des villes et des forteresses, des fontaines, des temples et des hospices pour les voyageurs.

En trois siècles de possession, les Espagnols n'ont pas

construit une seule route ayant quelque étendue, et qu'on puisse, même de loin, comparer avec celles du peuple qu'ils ont traité sans respect et sans merci.

Occupons-nous de la société transformée par des vainqueurs si peu dignes de fonder un nouvel empire.

Il y a déjà quelques années, on a donné le recensement par races des habitants du Pérou : les proportions qu'elles présentent méritent l'attention la plus profonde.

Proportion des races qui peuplent le Pérou.

Race blanche espagnole	153,886
Race aborigène	565,913
Nègres	21,086
Métis : Hispano-Péruviens	215,862
Mulâtres	43,253
	1,000,000

Ainsi, malgré tant d'exterminations, malgré tant de travaux forcés et meurtriers imposés au peuple conquis, ce pauvre peuple forme encore la majorité des habitants. Parmi la race conquérante, la partie pure de mélange ne s'élève pas au sixième de la population; les races mêlées ne figurent que pour un quart.

Les professions dites libérales, l'opulence oisive et le commerce des villes absorbent les blancs ainsi qu'une partie des métis. Le reste de la population accomplit les travaux de l'agriculture, de la petite pêche maritime, des ateliers d'industrie commune et des mines.

Le dernier constitué des 31 États qui composent la confédération anglo-saxonne dans l'Amérique du Nord, en huit années de colonisation, réunit déjà plus d'habitants de race blanche que le grand État du Pérou n'en possède après quatre siècles de conquête européenne!

Le port principal et la capitale moderne.

Callao. C'est le port principal, et le seul important sur un littoral de 5 à 600 lieues; il concentre presque tout le commerce extérieur d'un peuple opulent. La ville nouvelle est pourtant peu considérable. Par suite d'un tremblement de terre, l'ancienne cité s'est enfoncée sous la mer; on l'y voit encore.

Pour ajouter à la commodité du port, on a construit un grand môle couronné d'un chemin de fer; pareil chemin conduit à l'un des anciens forts, transformé maintenant en hôtel et magasin de la douane.

Ce qui nuit à l'accroissement de Callao, séjour où la chaleur est accablante, c'est la proximité de la capitale, dont l'habitation plus attrayante réunit tous les avantages. Une route empierrée superbe et un chemin de fer conduisent du port à la grande cité.

Lima s'élève à 600 mètres au-dessus de la mer, dans une plaine délicieuse, rafraîchie par des eaux abondantes qui produisent la plus riche végétation.

Cette ville peut aujourd'hui contenir 80,000 habitants. Elle est remarquable par quelques-uns de ses monuments religieux. Sa place principale est vaste et de forme carrée : l'ancien palais des vice-rois occupe le côté du nord; à l'orient, s'élèvent la cathédrale et le palais archiépiscopal; à l'occident, au midi, règnent deux rangées de portiques réguliers, embellis par des boutiques variées, comme les galeries du Palais-Royal à Paris. Ces arcades somptueuses servent de rendez-vous à la partie la plus brillante de la population.

Au centre de la place magnifique décorée par les édifices du gouvernement, de la religion et du commerce, est érigée la fontaine monumentale au sujet de laquelle

est né le proverbe péruvien : « Quiconque a bu les eaux de *la fontaine* ne voudra jamais quitter Lima. »

Suivant les mœurs de l'Espagne, aux portes de la ville, on a construit un cirque où peuvent siéger 20,000 spectateurs passionnés pour les combats de taureaux.

Les voyageurs et les historiens ont à l'envi célébré les magnificences et les plaisirs d'une capitale où tout semble réuni pour parler aux sens et les enivrer[1]. Un climat de zone torride est assez tempéré pour laisser aux forces de l'homme leur plus puissante énergie ; la beauté des femmes est rendue plus attrayante par un costume où le mystère ajoute à l'abandon des mœurs. Dans la Sybaris du nouveau monde, on apporte l'argent et l'or de mines inépuisables, et ces métaux font affluer tout ce que le commerce des deux hémisphères offre d'objets d'un luxe corrupteur. A la richesse métallique et proverbiale du Pérou il faut ajouter un objet d'échange plus précieux encore au jugement de l'avarice, parce que le chiffre vénal en est plus grand : c'est l'excrément des oiseaux, le *guano*, qui solde sa part prépondérante des voluptés de Lima. Avec des ressources pareilles sont assouvies les passions les plus ruineuses, l'amour sans bornes du jeu, l'intempérance, enfin toutes les débauches que peut inventer la dépravation des sens. Voilà comment la cité qui devrait faire la principale force du Pérou en fait, suivant moi, la faiblesse.

Après Lima, on peut encore citer, pour l'industrie, cette ville de Cusco dont nous avons déjà parlé. Quoique déchue et dévastée, elle conserve plus de 40,000 habitants,

[1] L'orateur romain signale avec éloquence la tendance à la corruption qui caractérise les riches cités bâties au voisinage de la mer : « Multa etiam ad luxuriam invitamenta perniciosa civitatibus suppeditantur mari, quæ vel capiuntur, vel importantur ; atque habet etiam amenitas ipsa vel sumptuosas vel desidiosas illecebras multas cupiditatum. » (Cic. *de Republica*, lib. II, § IV.)

en majeure partie de race indigène. Ils fabriquent avec succès des tissus pour lesquels les toisons du pays fournissent des filaments d'espèces variées, dont plusieurs sont d'une beauté justement appréciée des Européens. Quelques artistes de l'antique cité mettent en œuvre les métaux précieux, et on cite leurs ouvrages en filigrane.

Mines d'or et d'argent du Pérou et de la Bolivie.

Les aborigènes excellaient peu dans l'exploitation des mines : l'or qu'ils amassaient, à l'état natif, provenait de sables plus ou moins chargés de parcelles de ce métal. Ce furent les Espagnols qui s'adonnèrent, avec toute la puissance de leur avarice, à l'exploitation des trésors souterrains.

Jusqu'à ce jour, les mines d'or qu'on a trouvées n'ont donné que des produits d'une valeur fort limitée; mais il n'en est pas ainsi des mines d'argent.

Au Pérou, les plus célèbres mines argentifères, celles de Chota, de Pasco, et celle du Potose, en Bolivie, se trouvent à de grandes hauteurs au-dessus de la mer. Elles gisent à peu de distance des glaces éternelles, loin de toute végétation, en des lieux où l'eau se congèle toutes les nuits.

Ce n'est pas à faux titre que la mine du Potose est devenue pour les peuples et les poëtes l'emblème de la richesse : on évalue l'argent tiré de cette mine, depuis que les Espagnols en ont commencé l'exploitation, entre *six et sept milliards de francs*. La mine argentifère de Pasco rend par siècle un milliard.

Les Espagnols n'ont pas le mérite d'avoir trouvé les plus riches mines du Pérou : ce furent des bergers indiens qui découvrirent celles du Potose et de Pasco.

Le froid perpétuel des galeries et des puits d'exploi-

tation rend extrêmement pénible aux Européens d'y soutenir un labeur continu. A l'époque où l'on employait tant d'esclaves africains en Amérique, ils auraient péri dans ces froids souterrains par l'effet d'une si basse température. Dans les mines glaciales des Andes péruviennes, on ne pouvait faire travailler avec succès que les aborigènes accoutumés au climat des *tierras frias*, des terres froides.

La loi *Mita*, dictée par la tyrannie du conquérant, attribuait à chaque mine les Indiens des pays circonvoisins, et c'étaient les dominateurs qui fixaient le prix d'un travail obligatoire. Cette loi disparut quand le nouveau monde espagnol eut proclamé son indépendance. Aujourd'hui les Indiens travaillent encore aux mines, mais librement, à prix débattus et *fort élevés :* ces prix sont d'ordinaire triples de ceux que gagnent les agriculteurs.

PRODUCTION DE L'OR ET DE L'ARGENT EN 1800 ET EN 1848.

		PÉROU.		BOLIVIE.	
		KILOG.	VALEUR.	KILOG.	VALEUR.
1800.	Or.	2,807	9,669,000	506	1,743,000
	Argent.	140,478	31,217,000	100,764	24,614,000
	TOTAUX.		40,886,000		26,357,000
1848.	Or.	750	2,583,000	444	1,529,000
	Argent.	150,000	33,333,000	52,044	11,565,000
	TOTAUX.		35,916,000		13,094,000

S'il fallait en croire un article remarquable du *Times*, année 1851, la production de l'argent, en 1850, serait inférieure au dernier résultat que nous venons de relater :

la diminution serait égale à 28 centièmes pour le Pérou, à 22 pour la Bolivie.

Mines de mercure.

C'est surtout dans ces deux contrées que l'exploitation de l'argent par l'amalgame avec le mercure a produit le plus grand bienfait, parce que les mines d'argent y sont situées en des lieux arides, éloignés de tout combustible, et ne peuvent pas être exploitées par l'emploi du feu et la fusion. Dès l'année 1557, Bartholomé de Médina, mineur espagnol, faisait la belle découverte du traitement de l'argent par le mercure : ce fut une grande fortune pour l'Amérique espagnole.

L'art d'extraire l'argent des roches qui le contiennent est resté beaucoup plus imparfait au Pérou qu'au Mexique. On affirme que, pour obtenir une même quantité de ce métal, les Péruviens consomment du quart à la moitié plus de mercure que les Mexicains, et beaucoup au delà de ce qui suffit en Allemagne à l'habileté des Saxons.

La nature, prodigue de ses dons, a placé les plus riches mines de mercure à proximité des grandes mines d'argent du Pérou.

M. le baron de Humboldt a donné l'histoire des mines de mercure de Huancavélica dans son *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*. Les anciennes mines exploitées au Pérou par les Espagnols produisaient des quantités de mercure qui variaient entre 180,000 et 336,000 kilogrammes par année. En 1789, l'impéritie d'un commissaire officiel occasionna l'éboulement des galeries de Huancavélica; l'État n'en a point repris l'exploitation.

On a permis aux Indiens d'extraire ce qu'ils pourraient de mercure dans les lieux abandonnés; leur industrie a

prospéré. Dès la fin du siècle dernier, ils en retiraient 147,000 kilogrammes; aujourd'hui l'extraction annuelle n'est pas moindre de 294,000 kilogrammes.

On a fait connaître, en 1852, qu'on venait de découvrir des mines de mercure admirablement situées auprès des mines d'argent du Potose en Bolivie : on doit former des vœux pour qu'elles soient habilement exploitées.

En consultant les états officiels du commerce britannique, je trouve que l'Angleterre vendait au Pérou, sur le mercure tiré des mines espagnoles d'Almaden :

Années.......	1849	1851	1852	1853	1854
Kilogrammes.	92,262	13,296	"	"	"

Ces chiffres démontrent-ils que, depuis 1852, le Pérou suffit à sa consommation de mercure? Souhaitons qu'il faille attribuer ce changement à la production croissante du mercure d'Amérique, et non pas à la diminution des métaux précieux qui sont en exploitation[1].

Mines de salpêtre.

Parmi les principales richesses minérales du Pérou, il faut compter le salpêtre, nitrate de potasse en cristaux cubiques. La quantité qu'on en exporte annuellement surpasse 200,000 tonneaux de 1,000 kilogrammes : la seule Angleterre achète des deux tiers à la moitié de ce nitrate.

[1] Variation des prix du mercure en Amérique, par kilogramme :

Années...	1590	1750	1800 à 1810	1852	1854
Prix.....	22f 13	9f 74	2f 20	5f 28 à 7f 44	2f 93 à 4f 60

Exploitation du guano.

Les anciens habitants du Pérou connaissaient cet engrais si précieux et si puissant; ils l'appliquaient à leur agriculture. L'Espagnol aurait dû s'en emparer pour accroître avec énergie les productions du sol américain; mais son apathie laisse les Anglais et les Français parcourir 10,000 lieues d'aller et de retour, afin d'ajouter chez eux à la fécondité d'un sol devenu trop étroit pour le nombre des habitants que multiplie le progrès de tous les arts.

Les dépôts les plus abondants de guano se trouvent sur des rochers en plein Océan Pacifique.

Le *groupe des Chinchas* présente trois îles chargées d'une incroyable quantité de guano, déposé là depuis des siècles. Des myriades d'oiseaux de mer continuent d'y chercher un refuge; à la surface des dépôts séculaires, ils creusent des galeries pour cacher et couver leurs œufs. Leur séjour périodique ajoute sans cesse à l'épaisseur des couches d'excréments accumulés en quantités qui surpassent toute imagination; cependant ils ne viennent plus en nombre aussi prodigieux qu'aux temps où la présence des hommes ne troublait jamais la tranquillité de ces îles.

En aucun temps il ne pleut sur l'archipel des Chinchas. Là, le guano ne perd aucun sel par la dissolution et conserve toute sa puissance: aussi celui qui provient d'une telle origine est-il supérieur en énergie fécondante à celui qu'on exploite dans toute autre partie du monde.

Des Indiens, chèrement payés, travaillent jour et nuit pour enlever le guano qu'on trouve sur les trois îles rocheuses. Deux d'entre elles seulement sont en exploitation; la troisième, celle du sud, reste encore inabordée, bien qu'elle soit supposée plus riche que les deux autres.

Voici comment on procède à l'extraction : le navire en

charge s'étant débarrassé de son lest, ses embarcations portent à bord assez de guano pour le remplacer; on amène alors le bâtiment dans un mouillage profond, au pied des roches à pic et très-élevées au-dessus desquelles sont les grands amas naturels qu'on met à contribution. Au sommet des rochers, sur une arête en saillie, se trouve un énorme entonnoir incliné par où doit glisser le guano; il descend de là, dans une large manche en toile, jusqu'aux écoutilles des navires. L'entonnoir est assez spacieux pour contenir plusieurs centaines de tonneaux de guano, poussé de plus haut par les ouvriers indiens. Dès qu'on détache une corde qui serre l'ouverture supérieure de la manche en toile, le guano se précipite et tombe dans la cale du navire. Tant que dure le chargement, il s'élève une poussière tellement âcre et qui prend si fort à la gorge, que les matelots placés dans la cale pour arrimer le guano ne peuvent pas y rester plus de vingt minutes; ils se succèdent par escouades jusqu'à la fin du travail.

Les Anglais surpassent tous les autres peuples par la quantité de guano qu'ils enlèvent et que peut payer leur opulente agriculture. Ils chargent par an 200 à 300 millions de kilogrammes : c'est l'équivalent de 400 à 600 navires portant chacun 500 tonneaux.

On a signalé aussi les îles *Lobos*, propriété du Pérou; elles contiennent des couches abondantes d'un guano moins estimé que celui des Chinchas. Ces îles ont commencé par tenter la cupidité de quelques Anglais : ils ont prétendu que leur pays avait sur elles un droit de souveraineté; mais le droit parut si peu fondé, que le Gouvernement britannique n'a pas cru pouvoir le soutenir.

Les Anglo-Américains des États-Unis s'empressèrent de reprendre les prétentions que répudiait l'Angleterre, mais sous un autre aspect : ils prétendirent que les îles Lobos

n'appartenaient à personne et que le premier occupant pouvait s'en saisir. Déjà s'apprêtaient en foule, pour cette prise de possession, les aventuriers de la grande union américaine; le ministre Webster, afin de se rendre populaire, prêtait une oreille complaisante à de telles prétentions. La résistance éclairée et ferme du Pérou, à Washington par la diplomatie, et dans l'Océan Pacifique par des apprêts de défense, a conjuré l'orage flibustier.

Des guerres extérieures et surtout des guerres civiles, ajoutées à la dilapidation des deniers publics, ont obligé le pays de l'or, le Pérou, à chercher les capitaux de l'Angleterre pour subvenir à son propre déficit. Les Anglais veulent que l'intérêt et le remboursement graduel des sommes prêtées soient hypothéqués sur le revenu des îles Chinchas. Il ne faut pas moins que les oiseaux de la mer du Sud pour solder avec leurs excréments la folie et la prodigalité de tout un peuple qui ne peut pas se libérer avec un sol immense et des mines d'argent inépuisables !...

Progrès des importations du guano péruvien dans la Grande-Bretagne.

1851.	1852.	1853.	1854.	1855.
119,482^{t}	87,674^{t}	108,013^{t}	225,292^{t}	259,624^{t}

Quelque énorme que soit en Angleterre l'importation directe du guano, il faut y joindre pour la dernière année 50,000 tonneaux, c'est-à-dire 50 millions de kilogrammes, arrivés des États-Unis, du Chili, de la Vénézuéla; les réexportations absorbent presque ce supplément d'importation.

En 1855, il est resté, par conséquent, dans les trois royaumes britanniques au moins 260 millions de kilogrammes de guano, évalués à 70 millions de francs. Nous sommes bien au-dessous de la vérité en portant à

140 millions la valeur des produits agricoles ajoutés aux revenus de la terre par l'habile emploi du plus puissant des engrais.

Le Gouvernement péruvien a fait calculer par ses ingénieurs la quantité de guano que peuvent contenir encore les trois îles Chinchas : le poids total, évalué largement, s'élèverait à 11,251,000 tonneaux de 1,000 kilogrammes. En admettant une exportation moyenne de 400,000 tonneaux par année, cette grande richesse naturelle du Pérou serait épuisée vers l'an 1885. Si d'autres découvertes ne procuraient pas un équivalent, l'agriculteur britannique, principal consommateur, éprouverait à cette époque un grand appauvrissement. L'Angleterre entrevoit ce danger et cherche déjà les moyens de le prévenir.

Citons encore un fait digne d'attention : dès 1851, les *Chinois* tiraient du Pérou 2,450 tonneaux de guano. Cette exportation, dans un grand Empire dont l'agriculture est si perfectionnée, pourrait prendre un rapide essor.

Commerce du Pérou et de la Bolivie.

Nous n'avons pas séparé les mines des deux États, nous n'en séparons pas le commerce extérieur. Nous allons faire connaître les importations et les exportations pour les trois principales puissances commerçantes, en 1855 :

Pérou et Bolivie.	Importations.	Exportations.
France	32,593,784f	7,368,639f
Grande-Bretagne	33,635,750	87,186,650
États-Unis	4,648,716	3,191,281
TOTAUX	70,878,250	97,746,570

Ce commerce de deux contrées qui comptent ensemble 3,606,492 habitants est plus considérable que celui de la Nouvelle-Grenade et de la Vénézuela; mais il donne-

rait une idée exagérée du travail péruvien, si l'on ne faisait sur les exportations une déduction indispensable : c'est la valeur du guano, production très-étrangère à l'industrie de l'homme.

Si nous réunissions l'achat de guano fait par les trois grandes puissances commerçantes, nous trouverions un total qui surpasserait 76 millions de francs.

En définitive, les trois quarts des exportations du Pérou sont donnés par l'excrément des oiseaux de mer, et c'est l'étranger qui vient le charger sur ses navires.

Commerce des toisons du lama et de l'alpaga.

Après l'engrais extraordinaire dont nous venons d'indiquer l'exportation toujours croissante, et qui surpasse à présent 300 millions de kilogrammes par année, c'est la laine longue, fine et brillante du lama et de l'alpaga qui mérite le plus de fixer notre attention. Dès 1855, la Grande-Bretagne en achète au Pérou 600,000 kilogrammes par année, au prix élevé de 4 millions de francs. Cette matière précieuse est filée, puis tissée, dans les vastes ateliers du comté d'York, avec des procédés d'une récente et rare perfection.

Pourquoi la France, si distinguée par son art de travailler la laine et de créer des procédés nouveaux pour le travail des tissus ras, n'entreprend-elle pas d'employer les longues et fines toisons du lama et de l'alpaga dans la confection des tissus, que le goût et l'imagination de nos industriels embelliraient à l'envi ? Alors cesserait l'exiguïté regrettable de nos achats dans un pays qui montre pour les produits de nos manufactures un penchant aussi prononcé que judicieux.

Il est encore un autre progrès que nous demandons à

la France : c'est d'acclimater dans nos montagnes des Alpes et des Pyrénées, du grand et du petit Atlas, les précieux animaux qui donnent de si belles toisons, qui servent eux-mêmes de bêtes de somme, et dont la chair est estimée à l'égal de la chair de nos moutons. Il y a près d'un siècle, Buffon exprimait ce vœu. Vingt ans plus tard, il revenait sur cette naturalisation; il se plaisait à penser qu'un emprunt de cette nature produirait plus de biens réels que tout l'or du nouveau monde : « Le ministre, « disait-il, qui aurait contribué à enrichir le royaume « d'un animal aussi utile pourrait s'en applaudir comme « de la conquête la plus importante. »

Pour réaliser de tels vœux, au lieu d'attendre les miracles d'une impulsion administrative, l'illustre naturaliste aurait dû suivre, disons mieux, devancer l'exemple qu'a donné Daubenton, le plus savant de ses collaborateurs. Daubenton, par ses soins personnels, par ses directions à la fois pratiques et savantes, a principalement influé sur la naturalisation et la multiplication des mérinos, que nous avons empruntés à l'Espagne.

Progrès modernes du Pérou.

Les habitants peuvent trouver les moyens d'accroître avec rapidité leur commerce déjà considérable; mais il faut pour cela que leur gouvernement s'améliore à beaucoup d'égards et se fortifie.

Je ne veux rien changer aux considérations suivantes, que j'écrivais avec bonheur en voyant la route où le Pérou s'avançait jusqu'à ces derniers temps :

« Après avoir parcouru tant d'États dévorés par l'anarchie, et presque tous affaiblis par une organisation vicieuse, depuis le Mexique jusqu'à l'Équateur, il est consolant

pour un ami de l'humanité de reposer enfin ses regards sur un tout autre spectacle, en contemplant la république du Pérou. Pendant plus de dix ans, elle s'est affranchie des agitations et des troubles intestins qui semblent être devenus le choléra politique incurable des ci-devant colonies espagnoles.

« A l'époque même de l'Exposition universelle, le Pérou, corrigeant pour les améliorer les anciennes lois qu'il tenait de sa métropole, achevait son code civil; un code de commerce s'élaborait d'après les sages principes admis entre les nations aujourd'hui les plus avancées.

« Dans l'année 1851, cet État et le Brésil concluent un traité de délimitation, de commerce et de navigation qui met les deux nations sur le pied d'égalité pour la circulation sur les eaux intérieures. Elles s'engagent à subvenir en commun pour établir la navigation à vapeur, depuis la rivière Maragnon jusqu'au débouché de l'Amazone dans l'Atlantique, sur un parcours de mille lieues. Cette mesure importante intéresse tous les États maritimes; dès qu'ils pourront y prendre part, elle leur permettra de circuler dans la vaste largeur de l'Amérique méridionale, à travers des contrées qui ne demandent que d'être peuplées pour devenir les plus riches de la terre.

« Afin d'ajouter à ces mesures, une prime est offerte aux étrangers qui viendront coloniser au Pérou dans le bassin supérieur du fleuve des Amazones (155 francs par tête). L'État les transporte à ses frais depuis leur arrivée par le fleuve et depuis la frontière intérieure jusqu'aux lieux à coloniser. Des terres, entre 20 et 80 hectares, sont concédées par famille, à titre gratuit. Ces terres sont exemptes d'impôt; et la personne des colons est affranchie pour vingt ans de contribution personnelle.

« Au chemin de fer en activité depuis Lima, la capitale,

jusqu'au port de Callao, va s'en ajouter un autre long de 16 lieues; celui-ci réunira la ville de Tacna au port d'Arica, par lequel s'effectue presque tout le commerce maritime de la Bolivie. Le Gouvernement du Pérou montre son esprit libéral en garantissant aux concessionnaires un intérêt de 6 p. o/o : intérêt nécessaire pour que des capitalistes d'Europe, ce sont des Anglais, s'aventurent par-delà les mers, au milieu de nations dont l'état politique laisse encore planer tant de nuages sur l'avenir.

«Lorsque le Gouvernement du Pérou s'efforce ainsi d'ajouter aux prospérités de l'intérieur, il jette au dehors un regard prévoyant : il s'unit avec le Chili dans l'intention d'aviser aux moyens de repousser par un commun effort les flibustiers qui tenteraient de dévaster les États de l'Amérique méridionale comme ils désolent aujourd'hui l'Amérique centrale.

«Formons des vœux pour que tous les Gouvernements de l'Amérique du Sud se réunissent à ce noyau de résistance fédérale : c'est le moyen de repousser le fléau qui menace de dévorer cette opulente partie du monde.»

Puis-je le dire sans douleur! Aujourd'hui le Pérou cesse d'échapper à l'épidémie hispano-américaine. La guerre civile dévore ses côtes; et le Gouvernement, auteur de tous les bienfaits que nous venons d'énumérer, court le danger de périr sous l'effort des factions.

RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE.

La Bolivie, c'est l'ancien haut Pérou, faisait autrefois partie de la vice-royauté de Buénos-Ayres.

Superficie.	122,963,000 hectares.
Population.	2,326,126 habitants.
Territoire pour mille habitants.	52,862 hectares.

Avec un territoire de 52,862 hectares, la France ne nourrit pas seulement mille habitants comme la Bolivie, elle en nourrit 35,887.

Le peu d'accueil fait par les Hispano-Américains aux émigrants en explique le petit nombre, malgré les services immenses que ceux-ci pourraient rendre. De 1850 à 1853, un pays aussi vaste que la Bolivie n'a reçu que 3,922 colons étrangers, comprenant 320 Irlandais, 1,096 Allemands et 2,516 Chinois : ce dernier chiffre mérite toute notre attention. Au XIX[e] siècle, la *Chine* contribue à peupler l'intérieur de l'Amérique !

La Bolivie est située entre le Pérou et le Brésil. Sur une côte de cent lieues au plus, elle borde l'Océan Pacifique et n'a pas un seul bon port; de cette côte jusqu'au sommet des Andes s'étend le désert stérile d'*Atacama*. Nous comprenons ainsi comment la Bolivie ne fait directement aucun commerce avec les grandes puissances maritimes : ses importations et ses exportations passent par le Pérou, le Chili, le Brésil ou Buénos-Ayres.

A l'orient, la Bolivie est limitée par la rivière Guaporé, l'un des grands affluents du fleuve des Amazones, puis par la partie supérieure de la rivière du Paraguay.

A l'occident des Cordilières, presque tous les cours d'eau devraient s'appeler, comme le *Rio Desaguadero*, la rivière *qui perd son eau;* ce qu'elles font en effet, à cause du sol perméable qu'elle traversent.

A peine, en Bolivie, la race européenne est comptée pour un quart de la population.

Parmi les Indiens, ceux qu'on appelle Moxos ont été civilisés il y a déjà deux siècles; en cessant d'être nomades, ils sont devenus agriculteurs.

Chaquisaca, la capitale de l'État, compte, dit-on, 25,000 habitants; une seule autre ville doit être citée.

Ville et mines du Potose.

Le district le plus célèbre de la Bolivie est le pays du Potose. La ville de ce nom est située à près de 4,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. On prétend qu'elle eut autrefois une population dont le chiffre est fabuleux; elle compte encore 30,000 âmes. Le pays circonvoisin est aride et sans culture; à 1,000 mètres au-dessus de la ville, sont les célèbres mines d'argent du Potose, citées par nous en parlant des richesses minérales du Pérou.

Si nous exceptons l'exploitation des mines, tout est imparfait dans la Bolivie; tout est retardé par le triste état de l'ordre, ou plutôt du désordre public. Le pays est déchiré par des factions militaires qui se disputent sans relâche le pouvoir.

En 1824, la Bolivie déclare son indépendance. Un an plus tard, elle prend le nom de l'illustre Libérateur, sans suivre ses préceptes et sans pratiquer ses vertus publiques.

Il faut citer pourtant avec éloge le concordat de 1851, entre la république et le Saint-Siége; il est bienfaisant et modéré. Le Gouvernement bolivien s'engage à fournir aux missions les moyens d'amener au christianisme les Indiens qui sont encore païens; il défrayera les dépenses nécessaires pour les instruire et les civiliser. Mais jusqu'à quel point ces généreuses mesures sont-elles exécutées?

La Bolivie, riveraine de l'Océan Pacifique, exploite aussi le guano, mais infiniment moins que ne le fait le Pérou. C'est par le port de Cobija qu'elle exporte cet engrais.

Une des exploitations importantes de la Bolivie est celle de l'écorce de *quinquina;* la récolte s'en fait dans les districts de la Paz et de Cochabamba.

L'État prélève de lourds droits fiscaux sur les deux exploitations du quinquina et du guano.

Communications des Républiques péruviennes par les eaux de l'Amazone.

Depuis 1850, le Brésil et la Bolivie se sont mutuellement accordé la libre navigation de l'Amazone et de ses affluents. Si la Bolivie est clairvoyante, elle resserrera de plus en plus ses liens d'amitié avec le Brésil; elle se mettra, par cet intermédiaire, en relation avec tous les États qui bordent les côtes de l'Atlantique.

En terminant ce qui concerne les deux républiques péruviennes, je prends plaisir à mentionner un mémoire de M. Émile Carrey. Ce jeune, habile et courageux voyageur a rendu compte, en 1855, de ses observations sur les transports et les échanges qui se font dans la partie de ces États appartenant au grand bassin de l'Amazone.

C'est en octobre 1851 qu'un traité rendit libres la navigation et le commerce entre le Brésil et le bas Pérou sur l'Amazone et ses affluents; cependant, jusqu'à ce jour, la moindre partie des produits européens consommés dans le haut Pérou prend la route de l'Amazone; le reste est exporté soit par l'isthme de Panama, soit en doublant le cap Horn. Il faudrait qu'on perfectionnât beaucoup et qu'on rendît moins dispendieux le parcours des voies intérieures, pour que le mouvement par l'Amazone devînt plus considérable. M. Carrey se plaint surtout des droits prélevés par les douanes du Brésil, même *au transit;* lequel transit devrait être gratuit, dans l'intérêt bien entendu de cet empire.

Mayobamba, ville voisine des limites qui séparent les États de l'Équateur et du Pérou, est le centre commercial intérieur où se rencontrent les marchandises appor-

tées par les voies de l'Atlantique et de l'Océan Pacifique. Ce centre mérite de fixer notre attention, parce qu'il est celui de la seule industrie remarquable exercée dans ces hautes régions.

Chapeaux de paille du haut Pérou.

Ces chapeaux, faits avec la paille dite *bombonaxa*, sont recherchés dans toute l'Amérique et même en Europe. L'humidité ne peut les détériorer qu'au bout d'un temps considérable; les insectes, qui dévorent tout sous la zone torride, respectent les chapeaux que nous signalons. Ils sont connus au loin sous le nom de *chapeaux de Panama,* parce que ceux qu'on fabrique dans le pays de Guayaquil suivent la voie de Panama pour être apportés sur les marchés de l'Occident. Ils durent huit à neuf fois plus que ceux de paille ordinaire; ils ont la blancheur d'un tissu de coton, et peuvent se laver de même. Pour les transporter, on les plie en deux, puis on les roule par douzaines, afin d'en former des ballots.

La ville entière de Mayobamba s'adonne à les fabriquer; elle est le centre de leur exportation, qui s'élève de 50 à 60,000 par année. On exporte aussi 6 à 7,000 kilogrammes de la paille bombonaxa dont ils sont faits. Cette paille est envoyée dans le bas Pérou; il en parvient jusqu'en France.

Sur le lieu de la fabrication, les chapeaux sont vendus de 2 fr. 50 à 85 francs, suivant leur degré de finesse. Le tableau suivant donnera l'idée du renchérissement incroyable des transports opérés à travers des contrées où tous les moyens de communication sont encore dans l'enfance:

Prix d'un même chapeau, dit Panama.	Commun.	Fin.
A Mayobamba	7f 50c à 10f	75 à 85f
A Lima	21 60 à 27	162 à 189
Au Brésil	30 » à 36	225 à 500
Aux États-Unis, aux Antilles, à Paris	50 » à 60	315 à 472

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

Moins vaste que tous les États jusqu'ici parcourus dans l'Amérique du Sud, le Chili prend le premier rang par sa sagesse, par son industrie et par son commerce. Il s'étend de l'Océan Pacifique aux points culminants de la chaîne des Cordilières. A l'orient, il est borné par la république Argentine; il l'est par la Bolivie du côté de l'équateur, et par la Patagonie du côté du pôle austral.

Superficie	33,698,430 hectares.
Population	1,439,120 habitants.
Territoire pour mille habitants	23,416 hectares.

Les royaumes britanniques, pris ensemble, ont un peu moins d'étendue que le Chili, qui n'excède pas le vingtième de la population de ces royaumes; il est donc encore extrêmement éloigné du terme où le progrès de l'agriculture et des autres arts pourra porter le nombre de ses habitants.

Mais comparativement à la Bolivie, au Pérou, à l'Équateur, à la Vénézuéla, à la Nouvelle-Grenade, le Chili se trouve incomparablement plus peuplé.

Chose infiniment plus importante que le chiffre absolu de la population, dans la principale partie du territoire, la seule race espagnole occupe les rangs productifs de la société : les bras laborieux sont presque tous européens.

La situation du Chili, entre le 25e et le 44e degré de

latitude, appartient à la zone tempérée, la plus favorable à la race blanche et qui permet le mieux que l'homme déploie son activité laborieuse.

L'agriculture est plus avancée au Chili que dans les autres États hispano-américains; elle est remarquable par l'habileté des irrigations. On met de la sorte à profit les eaux qui, des Cordilières, descendent vers l'Océan Pacifique.

Les régions du Chili les moins éloignées de l'équateur se trouvent situées sous une latitude analogue à celle de l'Égypte; mais le climat, pour la douceur et la beauté, semble plutôt comparable à celui de l'Italie et de la Grèce.

Fixons notre attention sur la partie où se concentrent le commerce et la puissance nationale du Chili.

Valparaiso.

Sous la même latitude, mais dans un autre hémisphère, que Gibraltar et Syracuse, Valparaiso, dont le nom signifie *la vallée, le val du Paradis*, s'est développée depuis quelques années avec une rapidité qui rappelle les progrès de l'Amérique du Nord. En un demi-siècle, elle a plus que quintuplé sa population; elle compte aujourd'hui plus de 30,000 âmes.

Valparaiso possède le port principal de la république, et l'une de ses grandes industries est la construction des navires.

Il faut espérer que les Chiliens entreprendront des ouvrages d'art afin d'abriter les navires contre les vents qui viennent du nord et qui parfois poussent à la côte les bâtiments qui sont à l'ancre.

En 1854, les entrées et les sorties du port de Valparaiso présentaient, pour le commerce extérieur, un total

de 379,157 tonneaux. Aujourd'hui de très-grands navires à marche rapide, ce sont les clippers, viennent en bon nombre à Valparaiso; ils mettent de soixante à soixante et dix jours pour franchir la distance entre ce port et l'Europe.

Pour faire apprécier l'importance acquise par le commerce de Valparaiso, la comparaison qui suit nous suffira. Au point de vue de la navigation de long cours avec l'étranger, ce port ne le cède qu'à trois ports français : à Marseille, au Havre, à Bordeaux; il l'emporte sur Nantes. Le Chili n'a pourtant qu'une population vingt-cinq fois moins nombreuse que celle de la France!

A l'époque où le capitaine Wilkes, des États-Unis, fit son célèbre voyage dans les mers du Sud, il vint deux fois à Valparaiso. Lors de sa première visite, en 1821, il la trouva médiocrement peuplée, grossière, en proie à tous les désordres, et souillée par de fréquents assassinats. Seize ans plus tard, il eut le bonheur de reconnaître qu'un bon gouvernement avait fait disparaître le désordre avec les crimes; la ville, agrandie, assainie, était décorée par de beaux monuments d'utilité publique.

Les habitants du Chili, dit le même observateur, se plaisent aux travaux de l'agriculture; ils aiment mieux leur terre natale que les autres habitants de l'Amérique du Sud. En même temps, les classes inférieures témoignent plus de bienveillance à l'égard des étrangers.

Santiago.

A trente lieues de Valparaiso s'élève la grande cité de Santiago. Elle était autrefois la capitale de la capitainerie générale du Chili; elle est aujourd'hui celle de la république. Le recensement fait en 1830 portait la popula-

tion de cette ville à 65,675 habitants ; on admet qu'elle en possède actuellement 80,000.

Santiago réunit des institutions scientifiques et d'instruction publique propres à répandre les lumières chez une population de plus en plus instruite et civilisée. Citons son école d'arts et métiers, dirigée par un chef tiré de notre école dé Châlons.

L'eau des montagnes, habilement dirigée, arrose le territoire circonvoisin, et la végétation qu'elle favorise ajoute aux délices du climat.

La rivière Biobbio termine le Chili proprement dit, dont la population est presque toute d'origine espagnole. Il faut, par conséquent, qu'elle travaille à tous ses arts, à tous ses métiers, et cultive sa propre terre. C'est, à mon avis, une des grandes causes de sa supériorité. Depuis les États-Unis, nous n'avions pas retrouvé de race européenne qui se trouvât aussi complétement placée dans l'heureuse nécessité de pratiquer tous les arts utiles.

La navigation à vapeur est établie sur le Biobbio, l'un des fleuves les plus importants du Chili.

Près de l'embouchure du Biobbio s'élève la ville de *la Conception*, chef-lieu de la province à laquelle elle a donné son nom. Dans cette province, les navires baleiniers viennent au port de *Zalcahuano* prendre des vivres frais ; ils en achètent pour des sommes importantes.

Araucanie.

Au delà de la rivière Biobbio, du côté du pôle austral, commence l'Araucanie. Cette province est exclusivement habitée par les aborigènes, excepté pourtant la ville et le port de Valdivia.

Valdivia peut encore être citée après Valparaiso : la ville

est beaucoup moins peuplée, mais le port est meilleur; il se trouve au fond d'une vaste baie qui contribue à sa sécurité.

Les Araucaniens ne négligent pas tout à fait l'agriculture; ils cultivent le maïs, les patates, les plantes légumineuses. Ils s'occupent surtout à nourrir de grands troupeaux de bêtes à cornes et de chevaux. Comme chez eux la vie pastorale prédomine, leur population est peu nombreuse et très-disséminée.

L'île de Chiloé se trouve au nord austral de l'Araucanie. Le port de *San-Carlos* en fait partie et se présente au débouché du détroit qui la sépare de cette province. L'île a plus d'un million d'hectares en superficie; elle est renommée pour sa fécondité. Les aborigènes presque seuls y cultivent et sont très-peu nombreux. C'est aux Hispano-Chiliens qu'il appartient de les civiliser et de leur apprendre à tirer tout le parti désirable d'un des territoires les plus fertiles que possède la république.

Iles de Juan-Fernandez.

Jetons un regard d'intérêt sur les deux îles de Juan-Fernandez, placées à peu près sur le même parallèle que Santiago, à 200 lieues du port de Valparaiso. Le matelot Selkirk y fut abandonné, quand elles étaient désertes, avec quelques armes et quelques provisions; la tradition de sa détresse et de son esprit de ressource, de sa constance et de son courage a fait naître l'admirable livre de *Robinson Crusoë :* c'est le chef-d'œuvre d'un autre Écossais, le sage et patriotique Daniel de Foë, l'ami désintéressé de Guillaume III.

Si les populations les moins avancées de l'Amérique méridionale avaient la constance héroïque du naufragé

Robinson et s'appliquaient à tirer parti des admirables ressources de leur patrie, cette belle partie du monde serait bientôt transformée. Offrons maintenant quelques détails sur la principale industrie du Chili : celle des mines.

Les mines du Chili.

Parmi les produits les plus remarquables, on voyait au Palais de cristal un bloc de minerai d'or qui pesait 150 kilogrammes ; on y voyait aussi des minerais de cuivre qui contenaient jusqu'à 62 p. o/o de métal.

Les minerais de ce dernier métal, dont les produits se concentrent à *Coquimbo*, proviennent des Cordilières et des collines moins élevées qui se rapprochent de l'Océan Pacifique. Les mines d'argent concentrent leurs produits à *Copiapo;* de ce dernier port, l'argent, après avoir été réduit en lingots, est conduit par mer à Valparaiso.

Aujourd'hui (1855), la Grande-Bretagne et la France tirent deux fois autant de cuivre du Chili que cet État en produisait il y a vingt ans : elles en achètent pour 30 millions de francs.

L'Angleterre transporte le minerai de cuivre du Chili dans le pays de Galles, afin d'en extraire le métal dans ses usines de Swansea. La France importe le métal à l'état de première fusion.

Un Français, M. Lambert, ancien élève de l'École polytechnique, a construit les meilleurs fourneaux à réverbère qu'on emploie pour la fusion du cuivre dans les usines de Coquimbo.

Il y a peu d'années, l'exploitation des mines était encore très-arriérée dans ses moyens mécaniques. Une classe d'hommes, appelés *apires*, n'avait pas d'autres fonctions que de monter le minerai jusqu'à la surface de la

terre; chaque apire porte ainsi sur ses épaules près de 90 kilogrammes. Le massif de minerai d'or, pesant 150 kilogrammes, qu'on voyait au Palais de cristal, un ouvrier *apire* l'avait monté sur ses épaules depuis le fond de la mine et par un rude escalier taillé dans le roc.

A moins que la mine n'ait 180 mètres de profondeur, l'apire doit monter chargé sans s'arrêter! Il est tenu de faire douze voyages par jour, en s'élevant à chaque fois d'une hauteur moyenne de 72 mètres : ce travail est volontaire et ne se paye qu'*un franc par jour.*

Nous allons présenter quelques résultats statistiques importants sur les divers genres de mines que nous venons de signaler.

Or. Entre les diverses mines du Chili, les mines d'or ont le moins de valeur; elles ne donnent pas un demi-million par année.

Argent. Les mines d'argent sont incomparablement plus riches. Elles sont situées dans la province d'Atacama; leur centre est à Copiapo, chef-lieu de la province. Dans l'année 1854, elles ont produit 36,853,700 francs.

A partir de Copiapo, deux chemins de fer conduisent l'un à la Caldera, l'autre aux mines célèbres de Charnacillo. Une ville s'élève au point d'aboutissement de cette dernière voie. On exploite aussi quelques mines d'argent dans la province centrale de Santiago.

Cuivre. La troisième exploitation métallurgique est celle du cuivre; ses produits égalent presque en valeur ceux des mines d'argent.

Pour suffire aux progrès des extractions de minerais cuivreux, des fonderies considérables ont été créées dans les ports de Coquimbo, de Congoy, de Herradura et de Totoratillo. Depuis huit à dix ans, l'élévation progressive du prix des cuivres a produit une révolution au Chili.

On ne pouvait, avant cette époque, exploiter avec fruit que des minerais donnant au moins en métal un quart de leur poids; aujourd'hui, les ports que nous venons de citer, et qui sont à proximité de mines considérables, permettent d'exploiter jusqu'aux minerais qui ne contiennent que 7 p. 0/0 de cuivre. Situées au bord de la mer, ces mines reçoivent au plus bas prix possible la houille apportée d'Angleterre[1], et qui sert de lest ou de complément aux cargaisons britanniques.

On doit citer, comme un exemple pour la grandeur et l'excellence des travaux, l'établissement d'un Anglais, M. Robert Alison. Dans la petite ville de Herradura, distante seulement d'une demi-lieue du port principal de Coquimbo, il a construit 14 fourneaux qui suffisent à traiter 4 millions de kilogrammes de minerai.

Voici quelles étaient, en 1854, les exportations de cuivre exprimées en quintaux :

	En Angleterre.	Aux États-Unis.	En France.
Cuivre............	17,405	40,159	3,013
Minerai de cuivre....	200,576	44,219	0

Il est pénible de voir la France prendre une part si misérable à de telles exportations. Pourquoi sur les bords de la Méditerranée, à proximité des riches houillères de la Grand'Combe, n'exploiterions-nous pas le minerai du Chili? Mais à peine avons-nous commencé de traiter en France le minerai de l'Algérie.

Nous résumerons ce qui concerne l'industrie métallurgique du Chili en disant que, dans l'année 1854, on évaluait à 75 millions de francs la totalité de ses produits annuels.

[1] En 1854, l'Angleterre transporte au Chili 8,188 tonneaux de houille.

Salpêtre. Une dernière richesse minéralogique est celle du salpêtre. Ses progrès, depuis un quart de siècle, sont extraordinaires; on en jugera d'après le résultat moyen des exportations par année :

	kilogrammes.	francs.
De 1830 à 1834	3,261,900	900,000
De 1840 à 1844	15,923,000	3,980.000
De 1850 à 1854	32,870,000	8,500,000

Voies de communication.

Le premier chemin de fer que les Chiliens aient ouvert est celui de Copiapo, centre des mines d'argent; il conduit au port de Caldero, dans une étendue de 72 kilomètres. Pour le construire, on s'est servi des ouvriers actifs, expérimentés, des États-Unis, et la ligne était ouverte dès 1852.

Dans la même année 1852, on a canalisé l'une des rivières principales de la province de Valdivia; l'exemple sera sans doute imité dans d'autres parties du Chili.

Signalons avec plaisir la ligne de télégraphie électrique et rappelons le chemin de fer parallèle entre le port de Valparaiso et Santiago, la capitale de l'État. Le Gouvernement a soldé la moitié de ces deux entreprises, lesquelles ont exigé 21,040,000 francs.

Il serait digne du Chili de continuer le chemin de fer au delà de la capitale, et de traverser les Cordilières, pour descendre dans le bassin des eaux atlantiques. On obtiendrait ainsi la communication la plus avantageuse et la plus rapide entre le Chili et la république Argentine.

En 1853, le Chili passe un contrat avec l'Anglais Griffin pour correspondre avec Liverpool. On emploiera six clippers à hélice, chacun de 1,500 tonneaux; ils

feront en tout, par année, huit voyages d'aller et huit de retour : ce qui représente un transport total de 24,000 tonneaux. La durée de chaque voyage est fixée à soixante-deux jours. L'État accorde au contractant la faculté d'exploiter des mines de houille au voisinage du détroit de Magellan.

Organisation et sagesse du Chili.

Le Chili, dont l'indépendance finale date de 1826, n'a pas changé de constitution depuis 1833. Cette constance d'un quart de siècle est un phénomène incroyable dans l'Amérique du Sud. Le pacte fondamental confère au pouvoir exécutif de grandes attributions, nécessaires à la forte impulsion d'un gouvernement civilisateur.

Le président est élu pour quatre ans, le sénat pour six et les députés pour huit. C'est peut-être avec raison que le corps dont l'inexpérience favorise les révolutions soudaines reçoit une plus longue durée; on diminue par là les chances de subversion. Le Chili jouit de l'absence du suffrage universel : pour être électeur, il faut posséder 1,000 francs d'immeubles ou 2,500 francs en ateliers. On acquiert aussi le droit électoral si l'on dote la patrie d'une invention nationale ou d'une industrie importée dont l'État ait reconnu l'utilité. Cette mesure est vraiment digne qu'on l'offre en exemple; dans aucun pays, elle n'aurait pour effet de trop rapidement accroître le nombre des électeurs.

Depuis longues années, le Chili n'a changé qu'une fois son président, et les deux hommes qui l'ont gouverné tour à tour se sont fait remarquer par leurs lumières, leur modération et leur fermeté.

On doit la sagesse et la constance du Gouvernement chilien à l'influence efficace de la classe, à la fois, la

plus opulente et la plus instruite; c'est une aristocratie de fait, sans titres, sans priviléges, et sans autre caractère que celui de ses bienfaits envers la patrie.

Il ne faut pas croire qu'au Chili les mauvaises passions n'aient point agi pour troubler la paix publique et renverser les lois. Des tentatives révolutionnaires ont eu lieu surtout depuis 1849, par contre-coup des déchirements de la France. En 1850, le socialisme chilien a cru devoir passer, des déclamations de la presse et des clubs, aux voies de fait poussées jusqu'à la guerre civile; il a succombé dans cette tentative.

L'année d'après, l'insurrection a recommencé, pour tirer parti des approches de l'élection présidentielle : crise périodique qui menace et qui menacera de plus en plus l'existence des républiques américaines. Ce nouvel essai d'anarchie n'a pas été plus heureux que le premier.

Le président actuel, M. Montt, formé par vingt ans d'expérience administrative et par six ans de ministère, a joint ses efforts à ceux de son prédécesseur, le général Balnes; leur concert a déjoué la troisième tentative de guerre sociale. Cette tentative était d'autant plus redoutable que les révoltés, de race espagnole, appelaient au secours de leurs passions les Indiens de l'Araucanie : semi-sauvages dont les agressions procèdent par le pillage et le massacre.

En définitive, le triomphe des hommes sages et conservateurs, qui dure depuis vingt-quatre ans, ce triomphe a maintenu dans la prospérité la fortune de l'État et celle des citoyens : puisse-t-il durer à jamais !

Les recettes du trésor sont restées supérieures aux dépenses, quoique les dépenses comprennent des créations de travaux publics, sources de richesses nouvelles pour le pays.

Moins qu'aucun autre État de l'Amérique espagnole, le Chili ne témoigne d'aversion contre les étrangers; il fait plus, il les favorise en leur donnant des terres, et n'exige en retour qu'une très-faible redevance.

Une association formée à Stuttgart, dans le Wurtemberg, cherche à diriger vers le Chili des Allemands, qui porteront dans cette contrée le goût des produits de leur terre natale.

De telles associations, pour produire des résultats vraiment utiles, ont besoin d'être sévèrement surveillées.

Commerce extérieur du Chili.

La nature a tout fait pour donner au Chili un grand commerce et surtout un grand commerce maritime, nécessité par la vaste étendue de ses côtes. On en jugera par les résultats généraux de sa navigation :

Années.	Navires.	Tonneaux.
1850	5,006	1,442,425
1851	4,556	1,233,978

Dans cette grande navigation, la marine marchande nationale n'entre encore que pour une proportion peu considérable, mais qui fait des progrès rapides. En 1848, les navires chiliens ne figuraient, dans le total des entrées et des sorties, que pour 12,628 tonneaux; quatre ans plus tard, ils y figuraient pour 41,509 tonneaux : un tel accroissement est très-remarquable.

VALEUR RÉUNIE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS, AVEC LES DROITS DE DOUANE CORRESPONDANTS.

ANNÉES.	IMPORTATIONS et EXPORTATIONS.	PRODUIT DES DOUANES.
	fr.	fr.
1844	73,438,485	......
1849	113,832,350	12,408,750
1850	129,305,500	14,030,540
1851	149,677,450	......
1852	157,182,280	18,183,019
1853	......	18,555,893

Jusqu'en 1851, les exportations du Chili ne figuraient que pour un tiers du mouvement total; en 1852, elles s'élèvent presque à la moitié :

1852. Importations, 81,953,680 fr.; exportations, 75,228,600 fr.
1854. ——— 87,141,495 fr.; ——— 73,135,785 fr.

Après avoir présenté ces résultats généraux, considérons le commerce avec les trois grandes puissances, d'après leurs états officiels.

Commerce du Chili avec les trois principales puissances, en 1855.

	Importations.	Exportations.
France	29,387,812f	6,213,104f
Grande-Bretagne	34,676,825	48,181,775
États-Unis	18,790,920	18,296,220
	82,855,557	72,691,099 [1]
Commerce par habitant	57f 58c	50f 51c

[1] Ce chiffre ne comprend ni l'or ni l'argent exportés.

Ici nous trouvons de grands résultats, dignes d'être cités; leur coïncidence est heureuse avec le Gouvernement paisible, régulier et sage du Chili.

Nous sommes frappés de l'énorme supériorité d'un commerce où le Chili, bien qu'il n'ait à vendre que peu de produits tropicaux et presque pas de guano, surpasse de si loin le commerce des autres États de l'Amérique du Sud. Considérons seulement les achats des deux puissances européennes.

Les principaux objets d'exportation du Chili sont le nitrate de soude en cristaux et le cuivre à divers degrés de transformation, les minerais de cuivre et d'argent achetés par la Grande-Bretagne, pour un million et demi; viennent ensuite le guano, l'écorce de quinquina, les bois de teinture, la cochenille, la nacre de perle, etc.

La France fait au Chili des envois quintuples de ses achats. Elle vend pour 15 millions de tissus, pour 3 millions de vins, pour 500,000 francs de verres et de cristaux; chez un peuple qui s'instruit de plus en plus, elle place pour 1,100,000 francs de livres, de gravures et de papier. Les articles charmants de Paris s'ajoutent à ces produits sous mille formes variées, etc.

En mai 1853, la France et le Chili ont échangé les ratifications d'un traité de commerce très-libéral. On vient de voir, pour 1855, quels en ont été les bons résultats.

Les relations commerciales croissent en importance avec le Pérou, la Californie et même avec la Chine.

Le Gouvernement du Chili, l'un des plus éloignés de l'Amérique centrale, est celui qui le premier a jeté de ce côté le coup d'œil pénétrant d'une prévision sagace. Il s'est adjoint celui du Pérou pour faire appel aux autres États hispano-américains, afin de repousser les invasions des nouveaux flibustiers, s'ils osent, à l'exemple de Walker,

faire invasion dans l'Amérique du Sud. Honneur au Gouvernement qui court de la sorte au-devant du danger!

Malgré les progrès nombreux que nous avons signalés, combien n'en reste-t-il pas à produire pour élever au niveau des États les plus avancés celui qui se fait tant d'honneur sur les rives australes de l'Océan Pacifique? A proximité des riches dépôts de guano, que ne rivalise-t-il avec l'Angleterre pour tirer parti de cet engrais si puissant et donner un nouvel essor à son agriculture? Combien d'emprunts n'a-t-il pas à faire aux instruments aratoires les plus perfectionnés de l'Europe et des États-Unis? Que d'industries simples, faciles et convenables à sa population ne pourrait-il pas introduire et s'approprier?... Que les Chiliens éclairés qui connaissent notre langue veuillent lire les rapports où notre Commission française explique avec ordre le progrès de tous les arts depuis l'origine du siècle, ils verront là clairement indiqués les emprunts sans nombre qu'il leur est possible d'opérer et qui feront prendre un nouvel essor à leurs prospérités.

Pour réunir tous les biens qui concourent à la félicité des hommes, continuez, nobles enfants du Chili! Continuez à chérir, à servir dignement votre patrie; vous l'honorez par votre sagesse, vous la servez par votre prudence et par vos lumières. Prouvez à l'univers qu'un peuple, fût-il de race espagnole, peut être constamment capable de concilier l'ordre avec la liberté; qu'il sait respecter ses propres lois en ajoutant à ses lumières; comprimer, étouffer les factions, et marcher d'un pas assuré vers tous les progrès des arts utiles à l'humanité. Il n'est pas un cœur généreux qui ne soit heureux de votre bonheur.

PATAGONIE.

Au nord austral du Chili s'étend la Patagonie, pays d'environ 80 millions d'hectares.

La Patagonie n'est peuplée que par un petit nombre d'aborigènes, remarquables pour leur très-haute stature; ils vivent dans un état presque sauvage et n'ont, pour ainsi dire, aucun commerce extérieur.

Sur le littoral de la Patagonie, les Anglais ont exploité de faibles quantités d'un guano qui paraît être de la qualité la plus inférieure.

Nous croyons devoir rapporter ici la comparaison donnée par *l'Économiste*, journal anglais, entre la valeur intrinsèque des guanos de quatre origines différentes, d'après les quantités d'ammoniaque et de phosphates qu'ils contiennent :

Valeur comparée des guanos américains, par 1,000 kilogrammes.

Guanos : du Pérou,	de Bolivie, le meilleur,	du Chili,	de Patagonie,
Valeur: 272 fr.	181 fr.	101 fr. 50 c.	57 fr.

Entre la Patagonie proprement dite et la grande île appelée *Terre de Feu* se trouve le long et sinueux détroit qui fut découvert par le Portugais *Magellan* : il conduit de l'Atlantique à l'Océan Pacifique.

Au nord austral de la Terre de Feu s'élève la petite île dont un promontoire porte le nom célèbre de *cap Horn*. C'est le point le plus avancé vers le pôle austral; il est marqué par le 56ᵉ degré de latitude et par le 70ᵉ degré de longitude occidentale.

ILES FALKLAND.

Dans la mer Atlantique, à cent lieues du détroit de

Magellan, sont situées les *îles Falkland*, qu'on appelait primitivement les *îles Malouines*. Elles peuvent offrir aux navigateurs des ports de refuge et sont très-susceptibles de culture; mais jusqu'à ce jour les Anglais, qui s'en sont rendus maîtres, en ont peu tiré parti. La superficie totale de ces îles n'est pas moindre d'un million d'hectares.

Le Gouvernement britannique songe à les transformer en *colonies pénitentiaires*, qui deviendraient son nouveau Botany-bay. Il se débarrasserait ainsi des condamnés aux travaux forcés, que ses colonies australes ne veulent plus recevoir et qui sont un fléau dans la mère patrie.

En 1854, on a tiré des îles Falkland pour 63,850 francs d'un guano qui n'égale point en qualité celui du Pérou. En 1855, cet engrais a cessé de figurer dans les états de commerce, dont les mouvements se sont réduits ainsi :

Importations.............	18,025 fr.
Exportations.............	49,950

ÉTATS COMPRIS DANS LE BASSIN DE LA PLATA.

L'exutoire commun de deux grandes rivières a reçu des Espagnols le nom de *la Rivière d'Argent*, *el Rio de la Plata;* ce fleuve a donné son nom à la *Confédération argentine*, composée au moins nominalement de tous les pays dont les eaux arrivent à l'Atlantique par la voie de la Plata.

Le nom de la rivière d'Argent, la Plata, ne lui fut pas donné pour la limpidité métallique et la beauté de ses eaux, mais parce que les premiers Espagnols qui la remontaient trouvèrent les riverains en possession de lingots d'argent. Ces lingots provenaient des contrées supérieures.

Le nom de *Rio de la Plata* n'appartient, nous l'avons

dit, qu'à la partie inférieure du fleuve. Cette partie se termine à la mer par le golfe magnifique de la Plata, dont la largeur surpasse 50 lieues. Lorsqu'on vient de l'Atlantique et qu'on pénètre de 20 lieues dans ce golfe, il se resserre tout à coup et conserve pourtant 20 lieues de largeur. A droite est *Montévidéo*, position très-favorable au commerce de la rive orientale.

Nous franchissons l'embouchure du fleuve; après l'avoir remonté dans un parcours de 70 lieues, nous trouvons sur sa rive gauche le port et la ville de *Buénos-Ayres.* A 8 lieues au-dessus, les eaux se divisent et prennent de nouveaux noms.

L'Uruguay remonte en partant de la rive orientale du fleuve : entre cette rivière et la mer est située la *république de l'Uruguay,* dont la capitale est Montévidéo.

La Parana remonte d'abord en suivant la direction même de la Plata, puis à son tour elle incline vers l'orient et prend une direction parallèle à l'Uruguay.

A partir de leur confluent, l'entre-deux de ces rivières, l'*Entre-Rios*, forme une province, au delà de laquelle sont celles de *Corrientès* et des *Missions*. Ces trois provinces sont limitées à l'occident par la rivière Parana, qui se prolonge beaucoup plus loin dans l'intérieur du Brésil.

Si l'on considère sur la carte l'ensemble de la Parana, on est tenté d'appeler du même nom l'immense cours d'eau qui la continue dans une même direction, vers l'équateur, depuis le 34ᵉ degré jusqu'au 13ᵉ degré de latitude australe. Mais lorsqu'on dépasse le 28ᵉ degré, le cours supérieur de la rivière prend le nom de *Paraguay*. A ce même point, au-dessus de la ville de Corrientès, une autre rivière, d'équerre avec la première, remonte brusquement du côté de l'est : telle est *la haute Parana;* il faut la

remonter à plus de 600 lieues pour en trouver la source, au cœur du Brésil, en se rapprochant de Rio-Janéiro.

A l'occident de la Plata, de la basse Parana et de la rivière Paraguay, s'étend un pays immense occupé par des pasteurs jusqu'à la chaîne des Andes.

La Confédération argentine comprenait dans l'origine, dès 1816, l'ensemble des régions dont nous venons d'indiquer la situation par rapport aux grands cours d'eau qui les sillonnent.

Jusqu'à ces derniers temps, les nations étrangères ne pouvaient pas remonter au delà de Buénos-Ayres. Par des traités conclus avec la Confédération argentine, elles ont obtenu de naviguer sur l'Uruguay, la Parana et le Paraguay; mais on tire encore bien peu de parti de ces concessions, quoiqu'on les ait célébrées comme devant produire les plus heureuses conséquences.

Des dissensions déplorables ont isolé d'abord Montévidéo, puis Buénos-Ayres; l'État du Paraguay ne s'est jamais joint à la confédération générale.

Nous allons offrir le tableau suivant, qu'on ne peut considérer que comme donnant des résultats approximatifs et beaucoup trop incertains :

SUPERFICIE ET POPULATION.

	SUPERFICIE. HECTARES.	POPULATION.	HECTARES pour 1000 HABITANTS.
Confédération argentine..........	155,116,800	806,600	192,309
Buénos-Ayres..................	28,697,000	350,000	81,991
Montévidéo. — Uruguay..........	26,899,000	150,000	179,322
Paraguay.....................	19,754,000	600,000	32,922
	230,466,800	1,906,600	120,878

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Les provinces de la Confédération présentent des terres d'une admirable fécondité, surtout entre les grandes rivières de la Parana, de l'Uruguay et du Paraguay. Cependant leur population est extrêmement peu nombreuse. Des contrées dont la superficie surpasse deux fois la France ont soixante et dix fois moins d'habitants.

Si l'on excepte un nombre fort limité de petites villes érigées sur le bord des principales rivières et quelques agglomérations d'agriculteurs qui suffisent à les nourrir, tous les autres habitants, disséminés sur un immense territoire, mènent la vie pastorale. Ils habitent des prairies appelées *pampas* et portent le nom de *gauchos*.

Il est intéressant de connaître l'organisation industrielle de ce peuple de pasteurs.

Estancias : exploitations destinées à l'élevage du bétail.

Les estancias sont des espèces de haras pour les chevaux, les bœufs et les moutons; les meilleures sont situées entre le 28° et le 40° degré de latitude.

Plus près de la zone torride, les insectes dévorent les animaux; ils en sucent le sang au point de les faire mourir. Plus près du pôle austral, la neige, pendant l'hiver, empêche qu'on tienne le bétail aux pâturages en plein air.

Au centre de l'estancia, on établit deux enclos circulaires : un plus grand, dont le diamètre varie de 150 à 200 mètres, pour le bétail réformé; un moindre, dont le diamètre va de 30 à 40 mètres, pour recevoir les juments, les chevaux de selle, et même, au besoin, le troupeau de bétail qu'on va mener au marché. Le dernier enclos est entouré de poteaux très-forts et très-rapprochés, qu'on

attache les uns aux autres avec de solides lanières de bœuf.

Tel est le *corral*, qu'au Cap de Bonne-Espérance les Hollandais nomment *kraal*.

Chaque jour, les pâtres, avec leurs chiens, mènent le bétail en des pâturages classés avec intelligence, afin d'obtenir du sol la plus grande quantité de nourriture et la plus favorable à la multiplication des animaux.

Le personnel de l'estancia doit être nombreux pour garder 4,000 élèves de race chevaline, 40,000 de race bovine et 15,000 de race ovine. Au travail de surveillance des animaux il faut ajouter le travail de culture; il est accompli par des laboureurs distincts, pour suffire aux besoins en maïs, en pastèques, en citrouilles : seuls végétaux qu'on ajoute à la nourriture animale.

Une estancia dont l'importance est telle que nous venons de l'indiquer couvre une superficie de 45 à 50 mille hectares.

Les pasteurs boivent chaque matin le *maté :* c'est le thé qu'on prépare avec l'*herbe du Paraguay*.

Dans une contrée dépourvue de forêts, le feu se fait avec un mélange de suif et de bouse de vache desséchée.

Une partie du bétail commence par l'état sauvage. Les bœufs et les vaches de trois ans sont arrêtés au *lazzo*, très-long cordeau de nerf de bœuf, et livrés aux conducteurs. Donnons l'idée d'une chasse de bœufs au *lazzo :*

« Aussitôt qu'un bœuf a les cornes prises dans le lacs, il essaye de se dégager à force de secousses qui ne font que resserrer le nœud coulant dont il est étreint. Dès qu'il reconnaît l'impuissance de ses efforts, il pousse droit au cheval du chasseur; à l'instant même le cheval est lancé dans la direction contraire. Le cavalier laisse entre lui et l'animal qu'il attaque tout l'espace que peut permettre un

lazzo long de 25 mètres; il a grand soin que le lazzo, dans ses brusques mouvements, n'embarrasse pas les jambes de son cheval. Si tout à coup le bœuf s'arrête, il faut que le cavalier s'arrête au même instant, pour empêcher qu'une secousse trop soudaine ne brise le lazzo ou ne fasse rompre les sangles et tourner la selle du coursier. S'il arrivait un tel accident, le gaucho serait victime des fureurs de l'animal poursuivi : entre la bête et lui c'est une lutte de vie et de mort. »

Dans le tableau que j'analyse, le propriétaire qui rend compte du régime de sa ferme ajoute :

« Il faut signaler une amélioration qui ne date que d'un petit nombre d'années. Autrefois les *gauchos*, pasteurs à cheval, étaient nomades. Ces bédouins des pampas n'avaient ni travail régulier ni habitation, et, comme on dit, ni feu ni lieu. Ils ne travaillaient guère qu'afin de pouvoir acheter des vêtements et des cigares. Quelques-uns vivaient inoffensifs, mais le plus grand nombre ne reculait pas devant des crimes atroces. De bons règlements d'administration publique ont atteint les malfaiteurs les plus dangereux. Tous ceux qu'on trouve sans emploi sont envoyés dans un campement auprès de Buénos-Ayres; ils y sont soumis aux corrections qu'ils peuvent avoir méritées et contraints à changer de vie. »

Revenons à la ferme pastorale. Cinq mille têtes de bétail exigent un chef ou capataz, secondé par trois pâtres à cheval.

C'est un Écossais qui possède et dirige lui-même l'estancia que nous décrivons et dans laquelle il réside toute l'année. Pour toute bibliothèque il a sa bible, un livre élémentaire de géométrie, *Don Quichotte* et la *Richesse des nations*, afin d'honorer son compatriote Adam Smith. Il s'est fait une basse-cour, une laiterie, un petit potager;

seul, sans femme, sans enfants, il dit être l'homme le plus libre, le plus indépendant et le plus heureux de la terre.

Grâce à la discipline établie autour de lui, 3,000 bœufs triés, de trois ans au moins, paissent dans la plaine; 2,000 autres se rassemblent chaque jour au *rodeo*, rendez-vous des bergers et des chiens de garde. Les animaux s'y réunissent avec la même docilité que le ferait en Angleterre un troupeau de vaches laitières.

Au printemps, sur 35,000 bêtes à cornes, on marque environ 8,000 des veaux nés dans l'année. En mai, on marque les poulains. En automne, on taille, on récolte les poils de la crinière et de la queue des juments : pour y procéder on abat l'animal avec le lazzo, puis on entrave ses jambes de devant. Les crins, coupés soigneusement et liés en paquets, sont envoyés à Buénos-Ayres, où l'Angleterre les achète.

Voici comment on s'y prend pour réunir et conduire un grand envoi de bêtes à cornes, élèves de l'estancia :

Les gauchos, tous à cheval, tiennent en réserve douze grands bœufs apprivoisés, destinés à servir de guides et de gardes à ceux qu'on va capturer. Les cavaliers sont classés par groupes de dix, et chaque groupe est placé sous les ordres d'un contre-maître expérimenté. On fait partir au petit galop un premier contre-maître; puis un second, à 50 mètres du premier; puis un troisième, à 50 mètres du second, et toujours ainsi jusqu'au dernier. Dans cette course échelonnée, les gauchos se déploient autour du troupeau; ils le resserrent par degrés, et finissent par l'envelopper complétement.

Les cavaliers de chaque contre-maître le suivent régulièrement, à 5 mètres l'un de l'autre, afin de remplir les grands intervalles de 50 mètres; on approche ainsi le plus qu'il se peut des bêtes à cornes. Chaque gaucho choisit

de l'œil un bœuf ayant l'âge requis, deux ans et demi à trois ans et demi, et l'attaque va commencer.

Les bœufs qui se voient entourés cherchent à s'échapper en masse; mais on s'oppose à leurs efforts, on les repousse. Ils cherchent ensuite à s'échapper isolément; alors les cavaliers leur jettent le lazzo, s'ils ne peuvent pas les diriger librement vers le *sennelo*, réserve des bœufs apprivoisés. A mesure que les bœufs enlacés sont conduits au sennelo, les cavaliers dégagent leur nœud coulant et deviennent disponibles pour attaquer un autre troupeau.

L'art d'organiser des troupeaux de juments, chacun placé sous la garde, la police et, si je puis ainsi parler, le commandement de l'étalon chef, cet art est ingénieux; il permet de mettre un ordre parfait dans l'aménagement des plus nombreuses quantités de bêtes chevalines.

J'ai cru devoir rapporter ces faits sur l'industrie pastorale, parce qu'elle constitue la plus grande richesse de l'Amérique du Sud dans les plaines immenses qui s'étendent de l'Atlantique au pied des Andes.

ÉTAT DE BUÉNOS-AYRES.

Pour une même superficie, dans la république de Buénos-Ayres, le nombre des habitants est double de celui qu'il atteint dans la Confédération argentine; néanmoins il est bien faible encore. Cela tient à l'existence pastorale de la majorité des habitants.

La population est presque entièrement issue de race espagnole; elle offre peu de mulâtres, et moins encore de nègres. Sa vie dure et périlleuse la rend très-vaillante.

Le territoire comprend la partie inférieure de la rive occidentale de la Plata. Son étendue est considérable; une grande partie n'offre qu'un désert sableux, mais elle

présente aussi de vastes pampas éminemment favorables à la nourriture des troupeaux. Il serait superflu d'offrir de nouvelles explications sur l'industrie pastorale.

La cité de Buénos-Ayres.

Ce qu'il faut surtout considérer, c'est la grande cité de Buénos-Ayres, la capitale de l'État. Elle s'élève sur la rive droite de la Plata, dans une position dont l'air très-salubre justifie le nom qu'elle a reçu : *Bon-Air.*

Après l'invasion de l'Espagne, en 1808, les Anglais attaquèrent Buénos-Ayres. Alors un Français, l'intrépide Linières, se mit à la tête des assiégés; aidé par les gauchos, il battit les assiégeants et les força de se rembarquer.

Vers 1816, la ville n'avait pas plus de 60,000 habitants; elle en compte aujourd'hui 122,000 : sa population a doublé dans un espace de quarante ans. Dès le commencement de cette période, elle possédait une bibliothèque de 20,000 volumes en bons ouvrages et même en ouvrages rares, qui provenaient de la bibliothèque des jésuites. La collection s'est accrue d'un grand nombre de livres enlevés à divers monastères. Enfin, il faut y joindre plusieurs milliers de volumes apportés par Bonpland, le digne compagnon des travaux et des voyages de Humboldt.

Par sa population, par sa richesse, ses lumières et son esprit d'entreprise, Buénos-Ayres exerce une influence qui suscite la jalousie des autres États argentins. Ces avantages ont fait prendre aux habitants de Buénos-Ayres un ton de supériorité qui n'a fait qu'accroître la répulsion des villes moins peuplées et moins opulentes.

Dès 1816 était déjà commencée la triste rivalité de Buénos-Ayres et de Montévidéo, rivalité qui s'est étendue aux populations des deux rives de la Plata. Les intérêts personnels des chefs ont envenimé la querelle et multi-

plié des combats auxquels la France et l'Angleterre auraient dû rester complétement étrangers.

En mai 1851, le général Urquiza, gouverneur de la république Argentine, la coalise contre Rosas avec l'Uruguay et le Brésil, contre Rosas, depuis vingt années tyran cruel de Buénos-Ayres, et qui tenait en état de blocus tous les grands affluents de la Plata. Cet oppresseur succombe; il se réfugie sur un navire britannique et passe en Angleterre.

En juin 1852, Buénos-Ayres jette à bas le gouvernement modéré que les vainqueurs avaient établi depuis quatre mois. Urquiza ne rétablit l'ordre qu'en assumant à son tour la dictature. Par d'habiles mesures, il prépare la libre navigation des immenses affluents de la Plata. Il fait disparaître des droits de transit qui, pour les citoyens mêmes des diverses provinçes, rendaient le négoce onéreux. Après ces actes bienfaisants, il retourne dans la Confédération argentine.

Dès le 11 septembre, un pronunciamiento renverse le gouvernement que le sage vainqueur avait laissé dans Buénos-Ayres. Aussitôt une assemblée législative vote d'emblée 5 millions de piastres aux soi-disant libérateurs, lesquels n'avaient rendu pour tout service à l'État que le soulèvement et les dégâts d'une nuit d'émeutes.

Voilà donc, au sein de Buénos-Ayres, quatre gouvernements fondés tour à tour sur la dictature et la démagogie, renversés les uns par les autres, et cela dans l'espace de dix-huit mois!

A partir de 1853, Buénos-Ayres reste complétement séparée de la Confédération argentine, qui n'a plus que treize gouvernements républicains.

Au récit des désordres qui viennent d'être signalés, l'exilé Rosas disait : « Les États de la Plata me justifient. »

Non; ces États prouvent seulement qu'un joug de fer imposé longtemps, sans limite et sans merci, conduit les peuples de l'excès de la servitude à l'excès des désordres démagogiques.

Détournons nos regards des scènes déplorables par lesquelles ont été ralenties toutes les prospérités.

En 1855, le Brésil, les États-Unis, la France, etc., reconnaissent l'indépendance isolée de Buénos-Ayres.

Dans la même année, la liberté de la navigation pour tous les affluents de la Plata est concédée par les États argentins à la France, à l'Angleterre, au Brésil, aux États-Unis; cette concession permet au négoce de prendre un essor dont nous indiquerons le point de départ pour les trois principales puissances commerçantes.

Commerce des États argentins par Buénos-Ayres.

Buénos-Ayres, si voisine du confluent de deux rivières magnifiques, est admirablement située pour le commerce: c'est l'entrepôt naturel des produits du grand territoire argentin; c'est le marché nécessaire de tous les produits que les puissances étrangères fournissent aux consommations de l'intérieur.

La lutte déplorable et longtemps soutenue contre Montévidéo nuisait beaucoup aux affaires maritimes; mais aujourd'hui que la paix est rétablie, les échanges ont pris un nouvel essor.

En 1854, le commerce général de Buénos-Ayres, d'après les évaluations locales, s'élevait : importations, à 75 millions; exportations, à 51,287,075 francs[1].

[1] Il ne faut pas oublier que les exportations sont toujours au-dessous de leur véritable valeur.

Commerce avec les trois principales puissances, en 1855.

	Importations.	Exportations.
France................	19,583,984f	15,865,984f
Grande-Bretagne........	13,238,450	26,300,825
États-Unis.............	4,176,741	13,590,765
	36,999,175	55,757,574

Les États argentins sont dans la situation qui comporte le plus un grand commerce. Ils n'ont aucune habileté manufacturière; ils ont besoin des produits d'une foule d'industries étrangères, pour leurs vêtements, leurs ameublements, leurs logements, leurs outils, leurs machines, etc.

En retour, ils peuvent offrir les toisons, les crins, les peaux, le suif, la graisse, les viandes séchées, les os, les cornes et les sabots de leur innombrable bétail.

Si l'on examine avec attention la liste des produits vendus à l'étranger, on trouve qu'elle est en presque totalité remplie par ces dépouilles d'animaux et par un peu de guano.

Il est remarquable que la France, différente en cela des États-Unis et de l'Angleterre, vend aux États de la Plata pour une somme supérieure à la valeur des achats qu'elle leur fait. Nous regrettons que nos tanneries, si perfectionnées et si laborieuses, n'achètent pas en plus grande proportion les peaux brutes de Buénos-Ayres, afin de les réexporter après les avoir travaillées.

Voici, pour 1855, la valeur de quelques objets les plus remarquables parmi les produits que la France apporte au marché de Buénos-Ayres :

COMMERCE.	GÉNÉRAL.	SPÉCIAL.
Vins et eaux-de-vie	1,812,386f	1,760,855f
Tissus de soie	4,041,240	1,729,126
Tissus de laine	3,542,196	2,025,867
Effets à usage	698,377	656,299
Mercerie et boutons	1,113,074	1,030,190
Peaux tannées, préparées, ouvrées	1,275,716	1,045,585
Papier, livres, gravures, encre	614,634	597,709
Outils et ouvrages en métaux	1,139,737	1,106,078
Totaux	14,237,360	9,951,709

Ces huit articles comprennent les trois quarts des produits transportés de France à Buénos-Ayres. On remarquera la valeur des peaux préparées dans nos ateliers, peaux dont plusieurs ont parcouru près de 8,000 lieues d'aller et retour : telle est la puissance de l'industrie.

Si les États argentins peuvent vivre quelques années encore sans nouveaux désordres politiques et sans guerres intestines, leur commerce extérieur prendra de rapides accroissements.

J'appellerai l'attention sérieuse de l'industrie lyonnaise sur les soieries exportées dans la Plata. Je ne m'occupe ici que des quantités exprimées en kilogrammes.

QUANTITÉS EXPRIMÉES EN KILOGRAMMES.	PRODUITS FRANÇAIS.	PRODUITS ÉTRANGERS.
Foulards imprimés	526	229
Étoffes unies	10,310	8,271
Étoffes façonnées	190	641
Étoffes de soie mêlée de matières communes	986	8,444
Rubans	1,072	2,801

A combien de graves réflexions ce bref rapprochement ne peut-il pas donner naissance! Pourquoi notre extrême infériorité d'exportation quant aux soieries mêlées de matières communes, et ce qui paraît plus extraordinaire, quant aux étoffes façonnées? Pourquoi les étrangers qui traversent la France l'emportent-ils ainsi sur nous à Buénos-Ayres? Comment peuvent-ils vendre trois fois autant que nous en étoffes façonnées? Cette dernière disproportion surpasse de peu celle des rubans, objet d'une tout autre importance.

Nous indiquerons ici le mémoire que nous avons rédigé pour concilier des sentiments, très-contradictoires, exprimés par deux honorables membres de la Commission française : nous appelons sur un tel sujet toute l'attention de Lyon et de Saint-Étienne[1].

Au lieu de disputer misérablement sur des théories de taxation, protectrice ou non, les Chambres de commerce et des manufactures, dans ces deux cités, devraient porter ailleurs un regard investigateur. Elles devraient s'enquérir des causes, soit de main-d'œuvre, soit industrielles, soit artistiques, qui, pour certains genres de soieries, nous font perdre la supériorité. Il faudrait approfondir cette enquête, sans se laisser arrêter par les sophismes de commanditaires et d'expéditeurs intéressés dans les fabriques de Suisse et d'Allemagne.

ÉTAT DE L'URUGUAY.

L'État de l'Uruguay s'étend au midi de la rivière de ce nom, sur la rive orientale de la Plata, jusqu'à l'Atlantique et jusqu'aux frontières du Brésil.

Je dirai peu de chose d'un État dont la superficie équi-

[1] Tome IV.

vaut au tiers de la France, mais qui n'a pas la population de notre moindre département! Une si faible population, si libre de s'étendre en paix et de prospérer, s'est infligé tous les malheurs de l'anarchie.

Des charges énormes pèsent sur ce petit État : au premier rang, il faut compter une dette publique supérieure, dit-on, à 400 millions de francs, en face d'un déficit dans le budget ordinaire.

Des pasteurs, les gauchos, occupent la plus grande partie du territoire; ils donnent en produits animaux les seuls objets d'échange qu'offre cette population, à laquelle le bétail fournit une alimentation presque totale. Jusqu'ici l'agriculture ne féconde qu'un territoire exigu.

Les Français du Béarn, séduits par des embaucheurs, émigrent en nombre toujours trop grand et vont, les uns dans Montévidéo, pour y pratiquer le petit commerce, les autres dans la campagne d'alentour. Ceux-ci font de l'agriculture, du jardinage, et de l'émeute au besoin.

Au lieu de s'expatrier à trois mille lieues des terres françaises, pourquoi les Béarnais ne vont-ils pas en Algérie, à quarante heures de nos Pyrénées, dans un pays qui s'identifie de plus en plus avec la mère patrie? Espérons qu'on éclairera nos populations du Midi pour leur faire adopter le parti le plus utile à la France ainsi qu'à leur propre intérêt.

La multiplicité des Européens, et surtout des Français, établis dans l'Uruguay avait créé chez le Gouvernement et dans les Chambres de France une sympathie trop peu justifiée pour les plus turbulents des hommes : de là des dépenses de protection longtemps prodiguées pour un misérable État qui ne savait ni se défendre au dehors ni garder la paix à l'intérieur.

La ville de Montévidéo.

La capitale, Montévidéo, doit peu surpasser le nombre de 20,000 habitants; elle est située à l'extrémité d'une petite péninsule. Son port, d'un assez bon mouillage quant à la nature du fond, est mal abrité.

En face de la ville, de l'autre côté de la baie, est un mont élevé, surmonté d'un phare : c'est à cette éminence que les Espagnols ont emprunté le nom de Montévidéo.

Commerce de l'Uruguay avec les principales puissances, en 1855.

	Importations.	Exportations.
France...............	10,930,444f	9,517,766f
Grande-Bretagne........	7,565,825	10,757,300
États-Unis.............	2,254,400	1,135,770
	20,750,669	21,410,836

Le commerce général, d'après les évaluations officielles de Montévidéo, s'élèverait pour 1855 : importations, à 22,525,000 francs; exportations, à 43,956,000 francs.

Observation essentielle : pour connaître l'équilibre complet du commerce de la Plata, il faudrait réunir les chiffres donnés par les deux ports de Buénos-Ayres et de Montévidéo. Cet équilibre s'établit, suivant la nature des choses, par de petits caboteurs qui conduisent les importations dans toutes les parties du fleuve et de ses affluents et qui reviennent chargés des produits destinés à l'exportation.

Montévidéo fait le même commerce que Buénos-Ayres. Ses exportations sont toutes composées de dépouilles d'animaux, et ses importations comprennent les divers produits d'industrie fournis par les arts dont elle est dépour-

vue. Il serait superflu de répéter ici les observations que nous avons présentées au sujet de Buénos-Ayres.

ÉTAT DU PARAGUAY.

Le Paraguay, pays de 19 millions d'hectares, s'étend des confins de la zone torride à ceux de la zone tempérée. Il a pour limites deux magnifiques rivières : à l'occident, celle dont il prend le nom; à l'orient, la Parana.

C'est un pays très-fertile. Son éloignement des deux mers l'a préservé des conquérants dévastateurs, jusqu'au moment où la célèbre congrégation des Jésuites en a fait le théâtre de la plus étonnante création.

Voltaire, peu favorable aux institutions cléricales, Voltaire ne peut s'empêcher de rendre hommage à cette entreprise, qu'il décrit avec un art admirable. Il met en contraste, au milieu des horreurs commises dans les deux Amériques par les Espagnols et par les Anglais, l'œuvre bienfaisante des Quakers, des Amis, dans celle du Nord, et des Jésuites dans celle du Midi. Il semble donner aux premiers la préférence, parce qu'ils ont respecté la liberté des sauvages! Ajoutons qu'en leur sauvant la liberté ils n'ont pas même sauvé l'existence de leur race, aujourd'hui presque anéantie; tandis que le peuple rassemblé, converti, civilisé par les habiles Pères, a survécu même aux civilisateurs, et forme un État qui possède à la fin l'indépendance et la liberté.

Écoutons à présent l'auteur de l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, t. V, chap. XLIV : « Les Jésuites se sont à la vérité servis de la religion pour *ôter la liberté* aux peuplades du Paraguay, mais ils les ont policées; ils les ont rendues industrielles, et sont venus à bout de gouverner un vaste pays comme en Europe on gouverne un

vaste couvent. Il paraît que les Primitifs ont été plus justes, et les Jésuites plus politiques. Les premiers ont regardé comme un attentat l'idée de soumettre leurs voisins; les autres se sont fait une vertu de soumettre les sauvages par l'instruction et la persuasion.

« Les missionnaires pénétrèrent de proche en proche dans l'intérieur du pays, au commencement du XVIIe siècle. Quelques sauvages pris dans leur enfance et élevés à Buénos-Ayres leur servirent de guides et d'interprètes. Leurs fatigues, leurs peines, égalèrent celles des conquérants du nouveau monde : le courage de la religion est aussi grand pour le moins que le courage guerrier. Ils ne se rebutèrent jamais, et voici comment ils réussirent.

« Les bœufs, les vaches, les moutons, amenés d'Europe à Buénos-Ayres, s'étaient multipliés à un excès prodigieux; ils en menèrent une grande quantité avec eux; ils firent charger des chariots de tous les instruments du labourage et de l'architecture, semèrent quelques plaines de tous les grains d'Europe, et donnèrent tout aux sauvages, qui furent apprivoisés comme les animaux qu'on prend avec un appât. Ces peuples n'étaient composés que de familles séparées les unes des autres, sans société, sans aucune religion. On les accoutuma *aisément*[1] à la société, en leur donnant les nouveaux besoins des productions qu'on leur apportait. Il fallut que les missionnaires, aidés de quelques habitants de Buénos-Ayres, leur apprissent à semer, à labourer, à cuire la brique, à façonner le bois, à construire des maisons; bientôt ces hommes furent transformés, et devinrent sujets de leurs bienfaiteurs. S'ils n'adoptèrent pas d'abord le christianisme, qu'ils ne purent comprendre, leurs enfants, élevés dans cette religion, devinrent entièrement chrétiens. »

[1] Ce mot renferme à la fois une erreur et une injustice énormes.

Suivant Voltaire, le Paraguay contenait, au milieu du XVIII[e] siècle, 300,000 habitants, répartis en 30 missions; il en possède aujourd'hui plus de 600,000, et je vois qu'une évaluation récente les porte même à 1,200,000.

Voici la manière dont ce gouvernement, unique sur la terre, était administré : « Le Provincial Jésuite, assisté de son conseil, rédigeait les lois; et chaque recteur, aidé d'un autre conseil, les faisait observer, etc. *Toute la peuplade travaillait;* et les ouvriers de chaque profession, rassemblés, faisaient leur ouvrage en commun, sous les yeux de leurs surveillants. Les Jésuites fournissaient le chanvre, le coton, la laine, que les habitants mettaient en œuvre; ils fournissaient de même les grains pour la semence, et l'on recueillait en commun. Toute la récolte était déposée dans les magasins publics. On distribuait à chaque famille ce qui suffisait à ses besoins; le reste était vendu à Buénos-Ayres et dans le Pérou.

« Ces peuples ont des troupeaux; ils cultivent les blés, les légumes, l'indigo, le coton, le chanvre, les cannes à sucre, le jalap, l'ipécacuanha, et surtout la plante qu'on nomme *herbe du Paraguay,* espèce de thé très-recherché dans l'Amérique méridionale et dont on fait un trafic considérable..... Les Portugais et les Espagnols n'avaient pas la permission de résider au Paraguay.

« Les mêmes principes qui ont fait de ces peuples les sujets les plus soumis en ont fait de très-bons soldats. On a plus d'une fois eu besoin de leur secours contre les Portugais du Brésil, contre des brigands auxquels on a donné le nom de Mamelus, et contre les sauvages nommés Mosquites, qui étaient anthropophages. Les Jésuites les ont toujours conduits dans ces expéditions; et toujours ils ont combattu avec ordre, avec courage, avec succès.

« Un empire d'une constitution si étrange, dans un autre

hémisphère, est l'effet le plus éloigné de sa cause qui ait jamais paru dans le monde..... Dans le Paraguay, on n'a rien donné aux Jésuites; ils se sont faits souverains, sans se dire seulement propriétaires d'une lieue de terrain; la dextérité de leur esprit a tout accompli. »

En 1758, les Jésuites furent chassés de l'Espagne et du Portugal. Dix ans après, ils perdirent le Paraguay. On les remplaça par des religieux d'un autre ordre et des commandants séculiers.

L'Assomption, la capitale, est supposée contenir 10,000 habitants; elle est bâtie sur la rive gauche du Paraguay, dans une position favorable au commerce.

Une autre ville, *la Conception*, peuplée seulement de 4,000 âmes, aussi sur le bord de cette rivière, mais beaucoup plus haut, était l'entrepôt de l'herbe maté[1], qu'on recueillait dans les forêts circonvoisines et qu'on destinait à l'exportation.

En 1814, après l'expulsion des Espagnols, un certain docteur Francia s'empara du pouvoir et se fit dictateur. Il prit possession des forêts, des savanes, des pâturages publics et des propriétés que les Jésuites avaient créées; il y joignit une foule de confiscations. Il nourrit sa cavalerie avec les prairies communes; il favorisa les progrès de l'agriculture; il obligea les cultivateurs à produire deux récoltes par an; il propagea despotiquement les améliorations agricoles. Un tel régime était censé républicain; c'était au moins le régime de la paix. On fermait la porte aux anarchistes des États argentins et des autres États hispano-américains; et le pays conservait sa prospérité physique, à l'abri des pronunciamientos et des révolutions.

Francia meurt en 1840; Vibal le remplace comme dic-

[1] On évaluait à 4 millions de kilogrammes l'exportation annuelle de l'herbe du Paraguay.

tateur. En 1844, Lopez est élu président de la république et conserve encore aujourd'hui cette position suprême.

L'Europe entière s'était affligée de l'infortune de Bonpland le naturaliste, digne compagnon de Humboldt, retenu par force au Paraguay. Après la mort de Francia, Bonpland pouvait revenir en France; il a mieux aimé rester dans un pays qu'il a doté de savantes et belles cultures.

En 1852, les États argentins ont reconnu l'indépendance de l'État du Paraguay; les puissances européennes l'ont pareillement reconnue en 1853. Les Français et les Anglais ont fait un traité de commerce avec cet État.

L'administration de Lopez s'est efforcée de remédier aux ruines qu'avait aggravées l'incurie de son prédécesseur. Elle s'est occupée à créer des écoles, à relever les églises, etc.

On peut citer comme un modèle de sagesse le message de ce président, en 1853. C'est une leçon remarquable donnée, chez des Indiens et dans un État presque inconnu mais paisible, aux républiques espagnoles, si turbulentes, disséminées dans les deux Amériques.

«Il n'est point, dit le sage Lopez, une seule des nouvelles républiques de l'Amérique espagnole, à l'exception du Paraguay, que n'ait entraînée le désir immodéré et mal compris de la liberté; il n'en est pas une qui n'ait essayé d'établir des lois dites fondamentales, et de s'organiser en se donnant une constitution. Ces lois, plus ou moins parfaites en théorie, reposent sur les principes les plus lumineux; elles renferment les idées les plus élevées, les plus justes, les plus libérales. Toutes accordent aux citoyens les plus amples droits politiques et garantissent les droits primordiaux de l'homme, la liberté, l'égalité, la propriété, la sécurité. Toutes ont affaibli l'autorité! Dans la pensée de rendre impossible le joug d'un seul homme,

elles n'ont fait qu'ouvrir la porte à l'anarchie, sans pouvoir la fermer au despotisme brutal ou sanglant de la multitude, à des révolutions, à des perturbations trop fréquentes : preuve incontestable que pour conserver la paix, l'ordre public et la liberté, il faut quelque chose de plus puissant que des constitutions écrites.

« La cause de cette instabilité, de ces désordres, est profonde; elle est impossible à conjurer, si l'on ne cherche avec prudence et de longue main les moyens d'en prévenir les effets. Tous les hommes sensés, quelle que soit leur couleur politique, conviennent aujourd'hui que les peuples de l'Amérique méridionale n'étaient pas préparés, qu'ils n'avaient ni l'éducation ni les qualités nécessaires pour jouir de cette liberté sans bornes et de ces droits sans limite dont les flattèrent quelques imaginations exaltées et dépourvues d'expérience. Des républicains sages reconnaissent qu'un système représentatif complet est impossible dans notre Amérique, parce que les masses ne le comprennent point. Elles ne savent pas se servir des ressorts indispensables au jeu de ce beau mais difficile mécanisme politique : or quiconque ne sait point user d'un trésor en abuse. Entre le despotisme et la liberté raisonnable, qui civilise et fait prospérer les peuples, il existe un abîme. Tous les peuples qui ont voulu le franchir d'un saut et passer subitement d'un extrême à l'autre, tous y sont tombés. L'abîme, au contraire, on le franchit de pied ferme et sans risque lorsqu'on a la précaution de le combler par degrés.

« Nos sœurs les nouvelles républiques sont très-excusables des erreurs où elles sont tombées et qui leur ont fait éprouver tant de disgrâces. Des événements imprévus, supérieurs à toute prudence humaine, les ont entraînées. Elles n'avaient pas d'exemples pour les avertir,

et quand elles ont pu recevoir la lumière, il n'était déjà plus temps de revenir en arrière afin de s'ouvrir un chemin plus salutaire.

« Au contraire, le Paraguay, par une faveur de la Providence assez chèrement achetée, a toute liberté pour choisir la route la plus sûre. Ayant sous ses yeux tant d'exemples si voisins et si récents, propres à l'avertir des dangers qu'il trouverait dans la voie signalée, le Paraguay, s'il s'y précipitait, serait sans excuse. Il ne mériterait pas même, en ses malheurs, la compassion de la postérité.

« C'est pourquoi continuons la marche lente et mesurée, mais en même temps progressive, que nous avons suivie jusqu'à ce jour. Améliorons par degrés nos institutions et nos lois. Reconnaissons les principes qui devront couronner l'organisation finale de la République; mais retardons-en l'application jusqu'à ce qu'ils puissent être pratiqués avec discernement. Étudions et respectons en réalité les droits civils essentiels, la liberté personnelle, la propriété, l'égalité devant la loi; mais dispensons-nous de proclamer des libertés abstraites et des droits théoriques, jusqu'à ce que nous sachions ce que veulent dire ces mots..... En attendant, maintenons un pouvoir fort; car sans un tel pouvoir il n'y a pas de justice, pas d'ordre et pas de liberté, ni civile ni politique. »

Arrêtons-nous à cet étrange spectacle. Dans l'immense continent de l'Amérique, dont l'étendue surpasse quatre fois celle de l'Europe, pas un des peuples aborigènes, pas un n'a conservé l'autonomie. Sans parler des Anglo-Saxons, les Espagnols les ont asservis, épuisés, décimés. Par une seule exception, des missionnaires vont chercher et rallier des familles de sauvages éparses dans les forêts primitives; une congrégation politique autant que religieuse en fait un corps de nation, qu'elle forme à l'ordre, au travail, à

la foi; elle gouverne cette nation pendant un siècle, sans perturbations, sans révoltes. A l'ombre de la puissance morale, la population nouvelle, en passant par l'obéissance, arrive aux portes de la liberté, laisse autour d'elle gronder l'anarchie et sévir les guerres civiles. Enfin, en 1853, c'est du sein d'un peuple composé de purs Indiens, petits-fils de sauvages, c'est de là que sortent les leçons d'une raison supérieure données aux États agités, bouleversés, de l'orgueilleuse Amérique espagnole!

Des deux parts, chaque œuvre a porté ses fruits. La religion simplement persuasive, le respect pour la vie des hommes et l'enseignement du travail ont répandu le bonheur sur un peuple ramassé dans le fond des déserts, amené par degrés de l'état primitif à la liberté civilisée. Au contraire, les spoliations, l'immoralité de conquérants implacables, ont gangrené la race des vainqueurs, en épuisant, en abrutissant les vaincus. La coexistence des deux races a nourri chez les oppresseurs le mépris et chez les opprimés la haine. Tour à tour ont pesé sur une société sans justice et sans humanité la tyrannie de la royauté métropolitaine et la tyrannie des populaces créoles à la fin déchaînées. Dans les nouveaux États soi-disant émancipés, on parle à tout propos des droits de l'homme et du citoyen; on exalte à l'envi les libertés théoriques, pour les fouler aux pieds à chaque insurrection : rien ne prospère et rien ne survit que des passions effrénées et des haines inextinguibles. Voilà, si j'en excepte la société plus homogène du Chili et celle du petit pays de Costa-Rica, le sombre et désolant spectacle qu'offrent aujourd'hui les trop nombreuses républiques hispano-américaines.

Et voilà les péripéties affligeantes de la démocratie en Amérique!

Résumé des États hispano-américains.

Nous avons parcouru les États indépendants qu'ont formés les débris de l'Espagne américaine. Résumons les principaux faits que nous avons étudiés.

Une seule puissance avait sous ses lois un milliard d'hectares, surface plus grande que celle de toute l'Europe.

A présent elle est remplacée par cinquante États, qui, non satisfaits de ce morcellement excessif, tendent chaque jour à se morceler davantage.

Égarés par des ambitions insensées, les Hispano-Américains ferment les yeux sur les présents que leur a prodigués la Providence; présents qui devraient leur inspirer l'amour de la paix et le besoin de la concorde.

Commençons par remarquer tout ce qu'a fait la nature en faveur des contrées que les Espagnols ont acquises en Amérique. La partie la plus éloignée de l'équateur ne s'étend qu'au 33° degré de latitude boréale et qu'au 39° degré dans l'hémisphère austral. C'est par conséquent entre le plus beau milieu des deux zones tempérées qu'est compris ce pays immense. La grandeur des fleuves correspond à l'étendue des territoires; les plus puissants parmi ces fleuves, semblables au Nil, charrient un limon fécondant à travers des plaines d'une admirable fertilité. La terre déploie la végétation la plus luxuriante, dans ses pampas, pour l'industrie pastorale. Sur les plateaux, étagés depuis la hauteur des glaces éternelles jusqu'aux basses plaines de la zone torride, la nature se prête à tous les genres de culture.

Les forêts offrent aux constructions navales et civiles des bois excellents par la force et la durée; elles en ont d'autres que recherche l'ébénisterie la plus somptueuse, et qui charment le goût par l'éclat du poli dont ils sont

susceptibles, par la richesse des reflets et par la beauté des couleurs : tels sont les bois de rose, de palissandre, d'ébène et d'acajou. Grâce à la puissance du soleil, dans les zones tropicales, le tissu ligneux de certains arbres jouit d'une intensité tinctoriale avidement recherchée par les industries européennes. D'autres bois donnent des sucs précieux : tel est le baume du Pérou; telle est la gomme élastique, l'*India rubber*, appelée caoutchouc, dont l'usage a fait naître des arts nouveaux et fournit un agent admirable pour beaucoup d'arts préexistants.

Une écorce précieuse entre toutes pour secourir l'humanité, l'écorce du quinquina, procure aux peuples modernes le plus puissant des fébrifuges que les hommes aient jamais possédés. D'autres arbres fournissent des aliments aussi sains que recherchés : tels sont le fruit du bananier et celui du cacaotier. Qu'on ajoute à tant de présents tous ceux qui sont particuliers à la zone torride, et qui sont nommés spécialement *produits coloniaux* : le sucre, le café, le piment, le girofle, etc.

La toison des troupeaux, la peau des animaux domestiques et tous leurs débris utiles sont un autre sujet de riche commerce. Nous avons signalé, parmi les produits du Pérou non moins lucratifs que les mines d'argent et d'or, les excréments que les oiseaux accumulent sur des rochers et que l'Europe enlève par masses énormes pour fertiliser un sol où les hommes entassés ne pourraient vivre s'ils n'inventaient pas des moyens d'accroître, je dirais presque d'exagérer les facultés naturelles de leur terre natale.

Les richesses souterraines sont dignes d'être comparées à l'exubérance du sol. Jusque vers la fin du demi-siècle dont nous écrivons l'histoire productive, aucune autre partie du monde n'approchait de la richesse proverbiale attribuée justement aux mines du Mexique et du Pérou;

le Potose en faisait partie, et l'imagination y plaçait un Eldorado. Les produits en étaient riches au point de faire oublier aux Espagnols, dans la mère patrie, qu'ils pouvaient y trouver une richesse encore plus inépuisable : c'était la vigueur de leurs bras arrachés à l'indolence. Chaque année, les galions de Cadix apportaient en Europe d'énormes quantités d'argent et d'or, sans compter d'autres métaux. Telles étaient, en faveur de l'Amérique espagnole, les prodigalités de la nature.

Il y aura bientôt quatre siècles, avant l'arrivée des Européens, cette belle partie du monde possédait des peuplades sans nombre et deux empires florissants, un dans chaque hémisphère; la population, prise dans son ensemble, était bien plus nombreuse alors qu'elle ne l'est aujourd'hui. A partir des premiers temps de la conquête, le dépeuplement a commencé, tantôt par les exterminations, tantôt par l'excès du travail et surtout du travail des mines.

Le commencement du XIX[e] siècle appartient à la période plus heureuse où des mœurs moins barbares, des travaux mieux entendus et des lois plus humaines ont permis, même aux peuples aborigènes, de réparer insensiblement leurs pertes.

Cependant, à l'origine de ce siècle, le total des populations de toutes les races répandues sur un territoire presque égal à vingt fois la France ne surpassait pas douze millions d'habitants : le tiers du peuple français. Cela veut dire, en d'autres termes, que dans l'année 1800, pour une même étendue de territoire, l'Amérique espagnole était soixante fois moins peuplée que ne l'est aujourd'hui la France.

Depuis 1800 jusqu'à 1850, malgré les vicissitudes infinies des guerres civiles et malgré les obstacles que l'anar-

chie, sous toutes les formes, oppose à la propagation de l'espèce humaine, l'ensemble des habitants s'est accru, valeur moyenne, de 1 $\frac{2}{10}$ pour cent par année : un peu moins que les habitants de la Grande-Bretagne.

Si les mêmes populations savaient enfin jouir de la paix sociale, tourner l'intelligence et l'énergie de leurs gouvernements respectifs vers les moyens de produire et non vers ceux de détruire, ces populations qui ne doublent pas en un demi-siècle, elles quadrupleraient dans le même laps de temps, comme le font les peuples anglo-américains des États-Unis.

Le commerce alors prendrait un essor beaucoup plus rapide. Nous pouvons en offrir la démonstration.

Au milieu des nombreuses républiques hispano-américaines, une seule ayant quelque importance, le Chili, a rendu plus rares dans son sein les commotions sociales, et depuis quelques années elle a fait succéder l'ordre au désordre. Montrons à quel point sa fortune commerciale s'en est heureusement ressentie.

PARALLÈLE DE TOUS LES ÉTATS HISPANO-AMÉRICAINS AVEC CELUI QUI RESPECTE LE PLUS LES PRINCIPES DE L'ORDRE SOCIAL ET LES LOIS.

ANNÉE 1835.	POPULATION.	COMMERCE avec les trois principales puissances. Importations.	Exportations.
49 républiques	20,270,371	258,748,713f	255,340,753f
Le Chili	1,439,120	82,360,848	73,134,779

Au moyen du tableau suivant, nous ramènerons ces résultats à des termes facilement comparables :

COMMERCE AVEC LES TROIS PRINCIPALES PUISSANCES, PAR MILLION D'HABITANTS.

•	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
Des 49 républiques	12,764,570f	12,596,740f
Du Chili	57,190,490	50,819,100

Même en supposant que certaines personnes comptent pour peu les bienfaits d'un ordre social où la loi règne au lieu du caprice et surtout de la violence, où la fortune publique est aussi respectée que celle des particuliers, où la vertu peut vivre en paix et le travail prospérer en toute sécurité, aux yeux de ces personnes qui font leur dieu de l'argent et du trafic, n'est-ce donc pas un résultat frappant que celui dont nous venons d'offrir le tableau?

La vente, l'échange, le veau d'or des temps modernes, donnent des produits *quintuples* chez le peuple le moins ami des révolutions incessantes et des renversements perpétuels!

Avec la forme actuelle des institutions dans les États hispano-américains, est-il possible d'arriver partout à la situation régulière et calme d'où peut naître la plus grande prospérité? C'est une conviction qu'il m'est impossible de partager... Attendons que les peuples se fatiguent, enfin, de subir les dures leçons d'une expérience qu'ils renouvellent sans cesse avec le même insuccès.

Pour donner une faible idée des illusions avec lesquelles des esprits très-éminents ont accueilli ces changements de l'Amérique depuis près d'un demi-siècle, il nous sera permis de citer un des tableaux qui faisaient battre tant de cœurs il y a seulement trente années :

« Du détroit de Davis à celui de Magellan, l'ordre nouveau remplacera dorénavant et le sceptre des Incas et

celui de l'Espagne : devant lui vont disparaître également et les bizarres institutions des peuples éclairés à peine d'une lueur de raison, et les barbares institutions transplantées de l'Europe en Amérique. En place de ces ébauches grossières, de ces établissements désordonnés, régneront désormais des codes réguliers, produits des lumières des siècles et d'hommes plus éclairés, fruits de la réflexion et de l'expérience, etc., etc.; là, le sol est vierge, comme les esprits *sont purs*, le premier exempt d'entraves, et le second, de préjugés..... Le mélange des sangs est une grande difficulté dans quelques parties de l'Amérique, je le sais; mais quelle que soit l'intensité de cette difficulté, elle n'a rien de comparable avec celles qu'ont entassées dans nos climats les établissements sociaux et *religieux* formés dépuis quatorze cents ans..... Les Américains du Sud ont donné un grand exemple : guerriers et législateurs tout à la fois, dans une de leurs mains le glaive repoussait l'ennemi, de l'autre se traçaient les codes qui doivent régir *ces nouveaux domaines de la raison*. Dans cet immense espace et ces climats où la nature a travaillé à si grands traits, où elle a semé tant de colosses et tant de richesses, mais dans laquelle elle avait négligé de placer une race humaine correspondante à la grandeur du reste de son ouvrage, désormais *tout s'ordonnera d'après l'ordre dicté par la raison* : ce trésor était le seul qui manquât à l'Amérique. Elle l'a acquis par sa liaison avec l'ordre constitutionnel; on verra ce qu'elle deviendra remaniée, pour ainsi dire, par ce nouvel agent, et la distance qui séparera l'Amérique des constitutions d'avec l'Amérique du despotisme.» (*L'Europe et l'Amérique depuis le congrès d'Aix-la-Chapelle*, par M. de Pradt, ancien archevêque de Malines. Paris, 1821.)

Arrêtons-nous à ce spectacle d'un ancien archevêque

qui félicite froidement la jeune Amérique espagnole, catholique seulement depuis trois cents ans, de n'être pas entravée, comme la vieille Europe, par quatorze siècles d'établissements religieux. La dive Raison, après 1794, avait été destituée de son rang de déesse, au centre de l'ancien monde. Elle va régner sur le nouveau; elle vient y dicter ses codes futurs, y soumettre tout à l'ordre de ses lois, et l'Amérique du Sud sera son domaine paisible et progressif. Voilà la promesse!

Pendant dix ans, à chaque démembrement du vaste empire hispano-américain, c'étaient les mêmes cantiques de victoire et d'actions de grâces chantés par le même pontife; c'étaient les mêmes prédictions enthousiastes redites aux nations par la même voix prophétique. Cette voix annonçait la prospérité, la grandeur et la gloire, au lieu des revers et des maux dont la Providence réservait, selon sa justice, la distribution et le mystère.

Voilà pourtant par quels tableaux on enflammait les imaginations. Dans les deux mondes, on égarait le sens commun d'une population généreuse, mais dépourvue d'expérience, pour la précipiter plus vite dans une voie qui pouvait donner le bonheur si l'on avait su s'arrêter à de justes bornes; elle a conduit aux abîmes dès qu'on a poussé le simulacre du progrès jusqu'aux révolutions.

En signalant des illusions dont l'excès est si regrettable, loin de nous d'exciter aucun mépris, aucun dédain pour l'ordre constitutionnel considéré dans sa sagesse et dans sa liberté modérée par les lois. Il a produit la grandeur et la puissance de l'Angleterre, de la Hollande et des États-Unis : c'est là sa gloire immortelle. Mais, dans l'Amérique espagnole, cet ordre a trouvé des mœurs qui le rendaient presque partout impossible. Là, près d'un demi-siècle de parodies constitutives et d'anarchie ensanglantée ont appau-

vri les éléments les plus précieux de la fortune publique. Les passions les plus ennemies de la vertu civique ont fomenté, perpétué les discordes intestines; elles ont produit des guerres plus que civiles, ralenti les progrès, ruiné le trésor de chaque État, détruit la force militaire, ouvert aux conquérants du Nord la voie des envahissements, après la honte des défaites; elles ont, enfin, présenté le spectacle de contrées en faveur desquelles la nature a prodigué tous ses dons, tandis que la légèreté, la perversité, la corruption des hommes qui jouaient avec le nom de la liberté, ont remplacé la grandeur par la décadence.

EMPIRE DU BRÉSIL.

Le Brésil est entouré par l'Atlantique à l'orient, par la Guyane du côté de l'équateur, et dans tout le reste de sa circonférence par les États hispano-américains.

C'est un vaste triangle, dont la base atteint le 5e degré de latitude dans l'hémisphère boréal et dont le sommet s'élève au 33e de l'autre hémisphère; ce qui lui donne, du nord au sud, une longueur d'environ 4,200 kilomètres, sur une largeur de 3,500 kilomètres.

On va voir combien peu d'habitants compte encore cette immense contrée :

Superficie..................	715,458,000 hectares.
Population en 1856..........	7,677,800 habitants.
Territoire pour mille habitants..	93,185 hectares.

Avec un territoire en général éminemment fertile, arrosé par d'innombrables cours d'eau, dont les tributs forment des fleuves comparables aux plus grands de l'Amérique du Nord, le Brésil est compris tout entier dans les deux zones torrides et tempérées, les plus favorables à

la végétation; il offre à l'homme tout ce qui peut favoriser la propagation rapide des cultures et celle de l'espèce humaine. Cependant les progrès de la population n'offrent pas cette rapidité que nous avons admirée dans les États-Unis. On peut en juger par le recensement de 1816, qui donnait un total de 3,617,900 habitants.

De là jusqu'en 1856, si le progrès annuel était supposé constant, il s'élèverait à 18,989 par million d'âmes.

A ce compte, la population du Brésil doublerait en 37 ans; aux États-Unis, elle double en 24 ans.

Une étude encore plus importante que celle des progrès du nombre des hommes est celle des races diverses dont se compose la population :

Population par races, en 1816.

Blancs	843,000
Indigènes	259,400
Métis et gens de couleur libres	426,000
Métis esclaves	202,000
Noirs libres	159,500
Noirs esclaves	1,728,000
	3,617,900

On est surpris, à la vue de ce tableau, de reconnaître combien la population blanche est peu nombreuse.

On est surpris plus douloureusement du petit nombre d'indigènes qui vivent encore, surtout quand on le compare à l'étendue du territoire : ils ne sont pas 15 habitants par 20 lieues carrées!... Voilà ce qui reste après quatre siècles, en premier lieu d'exterminations, puis de sévices détestables et finalement d'oppressions inintelligentes.

Dans l'origine, le plus grand nombre des émigrants européens arrivaient célibataires et se mêlaient forcément avec les vaincus : de là les rejetons métis, qui finissent par être plus nombreux que les indigènes.

Il est désolant de voir en 1816, au nombre des esclaves, 202,000 indigènes ou métis; c'est par eux qu'aurait dû commencer, et sur-le-champ, toute émancipation.

La dernière classe qui nous reste à considérer est celle des noirs d'origine africaine; ils forment plus de la moitié de la population. Un seul sur douze est émancipé.

Les Anglais, autrefois pourvoyeurs acharnés d'esclaves pour les États des deux Amériques, sont aujourd'hui les antagonistes non moins passionnés de cet odieux commerce. Malgré toute leur vigilance, malgré le droit de visite qu'ils se sont fait concéder, et qu'ils ont poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, la contrebande a continué jusqu'à ces derniers temps. Les Brésiliens affirment qu'elle a cessé par l'effet de leurs propres lois, et non par l'âpreté des répressions britanniques. Ils protestent, ils se révoltent contre un Acte du Parlement, daté de 1845, ordonnant que tout navire soupçonné de faire la traite soit poursuivi, capturé jusque dans les eaux de leur territoire et sous le canon de leurs forts. Pour moyen d'arrêter la violation de leur indépendance nationale, ils n'ont découvert qu'une menace possible: ce sera de placer, en désespoir de cause, leur faible pavillon et leur littoral trop peu défendu sous le protectorat des États-Unis.

Depuis 1850 les Anglais sont convenus de laisser dormir la loi de 1845, mais sans l'abroger! Sa seule existence est un attentat contre la souveraineté de l'empire brésilien, et les relations officielles en portent l'empreinte[1].

L'habile président des États-Unis, spectateur de ce conflit, veut, à ce qu'on assure, en tirer parti par une

[1] Voici dans quels termes un orateur britannique s'est exprimé dans la séance du 28 mai 1857, au sein de la Chambre des communes : « All that our Act of Parliament has done was to insult Brazilian government. Had any one written to the noble lord (L. Palmerston) such a letter as Mr. Jer-

alliance offensive et défensive entre les deux plus grands États de l'Amérique. Ce traité placerait sous la même protection inviolable quatre mille lieues de littoral océanique, et sa portée serait immense.

Revenons à la traite. En l'abolissant, les maîtres brésiliens auront un bien plus grand intérêt à ménager la vie de leurs nègres, à faciliter la multiplication d'une race essentiellement propre aux travaux de la zone torride. Or, cette zone comprend les onze douzièmes de l'empire.

La découverte et l'appellation du Brésil.

Ce n'est pas le génie des Portugais qui leur fit découvrir le Brésil, c'est le hasard, alors qu'ils ne songeaient qu'à naviguer vers l'orient. Pour éviter les calmes prolongés des côtes d'Afrique, Alvarez Cabral cherche la haute mer; il est entraîné par la force des vents et conduit, sans s'en douter, vers la côte brésilienne, à l'endroit où se trouve *Porto-Seguro*, le port *sûr*.

Sur un littoral couvert de magnifiques forêts, le premier objet digne d'attention qui s'offrit aux Européens fut un bois précieux que sa couleur d'un rose de braises, *brazzie*, fit appeler *bois de brésil :* de là le nom même de la contrée que nous appelons le Brésil.

Parcourons avec rapidité le beau littoral de ce pays sur la mer Atlantique, en partant des États argentins, pour avancer graduellement vers l'équateur.

PROVINCE DU RIO GRANDE DO SUL.

Les Européens, en parcourant et décrivant l'Amérique, ont placé l'Europe au centre du monde. Aussi longtemps

ningham wrote to the Brazilian minister, how he would have declaimed in that house, on the insulted honour and dignity of England! (Hear, hear.) »

qu'ils sont restés sur notre hémisphère, ils ont eu raison d'appeler méridionales les provinces les plus rapprochées de l'équateur : ainsi la Caroline du Sud est plus près de l'équateur que la Caroline du Nord.

Mais quand les navigateurs européens ont franchi le grand cercle de l'équateur et s'en sont éloignés pour se rapprocher du pôle austral, ils ont continué de dire qu'ils avançaient vers le sud et qu'ils s'éloignaient du nord.

Ainsi, dans toute l'Amérique australe, lorsqu'il est midi et que l'habitant regarde le soleil, il doit dire : *Voilà le nord!* Seulement il doit ajouter : « Voilà le nord d'un hémisphère qui n'est pas le mien. » Un jour l'hémisphère austral secouera ces vestiges de dépendance et rendra raisonnable son orientation. Dès à présent dans notre description, à mesure que nous avancerons vers l'équateur, nous dirons simplement que nous marchons vers le midi.

Les Portugais se sont conformés au mode vicieux que je viens de signaler : ils ont appelé *Rio Grande do Norte* (du Nord) la rivière la plus rapprochée de l'équateur, et *Rio Grande do Sul* (du Sud) la plus éloignée; celle du nord est dans la zone torride, tandis que celle du sud est dans la zone tempérée. Enfin, la *province du Rio Grande do Sul*, au lieu d'être la plus méridionale de l'empire, en est au contraire la plus septentrionale.

Signalons une autre erreur de nomenclature. A proprement parler, le Rio Grande do Sul n'est pas une rivière; c'est un bosphore. C'est l'exutoire du golfe assez étroit qui s'étend, parallèlement à la côte atlantique, dans une longueur de 250 kilomètres.

Ce golfe reçoit les eaux de presque toute la province, c'est-à-dire d'un territoire qui surpasse en étendue la Grande-Bretagne; il a 24 millions d'hectares.

Toutes les eaux, je le répète, débouchent dans l'Atlantique par le Rio Grande do Sul, qu'on appelle aussi rivière de *Saint-Pierre :* c'est le nom de la ville maritime qui s'élève sur la rive droite, et qui présente le seul port important de cette vaste province.

Avant d'entrer dans le grand lac de los Patos, les eaux d'une foule de rivières se déversent dans un lac préparatoire, à l'orient duquel s'élève *Porto-Alegro*. Les navires de l'Océan remontent jusqu'à ce port, très-bien situé pour le commerce intérieur.

La province a des frontières mal définies du côté de la Plata. Près de l'Atlantique, le lac Mirim, à droite du Rio Grande, enrichi de quelques eaux qui viennent du pays de Montévidéo, se déverse dans le grand lac brésilien. Le Brésil a toujours combattu cet État voisin pour rester possesseur du lac Mirim et du pays circonvoisin.

La rivière Uruguay limite, en décrivant un immense quart de cercle, l'est et le sud vrai de la province.

La population du Rio Grande do Sul est principalement pastorale; il faut y joindre un assez petit nombre de citadins, de caboteurs et de pêcheurs.

Dans une province où l'on ne compte guère qu'un habitant par 90 hectares, les propriétés sont si peu divisées, que jusqu'en 1816 on ne dénombrait pas plus de 540 propriétaires. Quelques-unes des *fazendas*, exploitations rurales, contiennent jusqu'à 240,000 hectares : quatre fois l'étendue du département de la Seine.

L'élevage des chevaux, et surtout des bêtes à cornes, est ici la grande industrie. La peau de l'espèce bovine a plus de valeur que tout le reste de l'animal. A l'abattoir, on découpe en longues lanières la viande, qu'on fait sécher, qu'on sale et qu'on vend soit pour les esclaves du Brésil, soit pour les habitants des États argentins. Les

peaux, nettoyées et tendues à terre au moyen de piquets, sont un peu salées, puis séchées, comme la viande, par l'action du soleil. N'oublions pas que la province est comprise entre les 25° et 35° degrés de latitude australe, qui correspondent, dans un autre hémisphère, aux latitudes de l'Égypte.

Après les explications que nous avons données sur les *haciendas* argentines, nous ne ferions que nous répéter en expliquant ici les exploitations des *fazendas* brésiliennes; les noms mêmes sont identiques, ainsi que les industries.

PROVINCE DE SAINTE-CATHERINE.

En suivant les bords de l'Atlantique, immédiatement au midi vrai de la province de Rio Grande, nous abordons la province étroite et longue de Sainte-Catherine.

Sur la côte de Sainte-Catherine on trouve une espèce de *marex*, coquillage qui fournit la splendide couleur de la pourpre.

La province de Sainte-Catherine offre de grandes forêts et de nombreux pâturages dans les plaines élargies de son bassin oriental, baigné par l'Atlantique sur une étendue de 80 lieues.

En avant de la côte est l'île Sainte-Catherine, d'où la province a tiré son nom. Le chef-lieu de cette province s'élève à l'extrémité de l'île, et l'on n'a pas craint de comparer son port à celui de Rio-Janeiro; mais la ville a peu d'habitants, peu de commerce et peu de navigation. Ce qu'il y faut admirer, c'est la beauté de la nature et la salubrité du climat; les valétudinaires s'y réfugient pour recouvrer la santé. Aux environs, l'oranger croît en pleine terre; on trouve rapprochés les plus beaux fruits du centre et du midi de l'Europe, et la fraîcheur des prairies le dispute à la beauté des ombrages.

PROVINCE DE SAINT-PAUL.

Du nord au midi, cette province n'a pas moins de 1,000 kilomètres de longueur sur 600 de largeur; elle est presque aussi grande que la France, et ne contient que 500,000 habitants! la plupart sont pasteurs.

Quelques provinces du Brésil éloignées de l'équateur ont été les premières colonisées par les Portugais : telle fut celle de Saint-Paul. Les émigrants portugais, mariés aux Indiennes, engendrèrent une race, les Paulistes, hardis, robustes, infatigables; ils exploitèrent l'intérieur, dont ils découvrirent les parties les plus importantes. Ils réunissaient le sang-froid, l'audace et trop souvent la cruauté de véritables flibustiers; ils exploraient d'immenses forêts vierges, comme les squatteurs des États-Unis. Ils attaquaient les Indiens et vendaient ceux qui ne mouraient pas sous leurs coups.

Les Paulistes ont découvert les célèbres mines de *Jaragua*, qui se trouvent dans leur province. En 1670, ils parviennent jusqu'au pays des Minas-Géraes : on y trouvait l'or à la surface de la terre et disséminé dans les sables, comme on le trouve de nos jours en Californie. Les Paulistes fondent en ces lieux *Villa-Rica*, la ville riche, dont le nom marque assez la situation. Brenno, célèbre Pauliste, découvre le pays de Goyaz, si riche en sables aurifères, et qui forme la province centrale du Brésil.

La province de Saint-Paul, à moitié située dans la zone torride, à moitié dans la zone tempérée, présente trois bassins distincts. Le premier occupe l'occident et le midi vrai; ses eaux abondantes descendent par un grand nombre de rivières dans la Parana, qui sert de limite à la province. Le second bassin occupe l'occident et le nord austral; ses

eaux affluent à la rivière d'Uruguay. Ces deux premiers bassins, après un immense détour, versent leurs eaux dans la Plata. Le troisième, et de beaucoup le moins vaste, verse les siennes, en descendant vers l'orient, droit à l'Atlantique; il est séparé des deux autres par une chaîne de montagnes très-rapprochées de la mer et décrit un arc rentrant qui n'a pas moins de cent vingt lieues de contour.

Au bas du bassin maritime se déploient déjà les cultures tropicales, tandis que les grandes plaines des deux autres bassins présentent les belles prairies propres à l'élevage des troupeaux. En s'éloignant un peu de la mer, on cultive les céréales et le maïs; on cultive aussi la vigne avec plus de succès qu'en aucune autre partie de l'empire.

La cité de *Saint-Paul* est bâtie sur le continent, à peu de distance de l'île Saint-Vincent, très-rapprochée de la côte : c'est le chef-lieu de la province, c'est le rendez-vous des planteurs durant la saison des plaisirs. Ses habitations sont embellies par de beaux jardins et des ombrages précieux dans un site que traverse le cercle du tropique austral. Les maisons, à l'extérieur, sont blanchies à la chaux, ou parées d'une couleur très-peu foncée, comme aux environs si gracieux de Gênes. Au premier étage, de vastes balcons à jalousies rappellent le midi de la péninsule Ibérique.

Citons, parmi les institutions fondées à Saint-Paul, l'académie des lois ou faculté de droit : c'est la plus estimée que possède l'empire brésilien. Le docteur Brottero, chargé de la diriger, a publié deux ouvrages, l'un sur les prises maritimes, l'autre sur les principes du droit naturel : ce dernier est fort estimé.

La ville possède un jardin de botanique; il est moins prospère, à ce qu'il paraît, que la faculté de droit.

Sur le bord de la mer, à l'embouchure d'un cours d'eau qui remonte presque jusqu'à Saint-Paul, on trouve la ville et le port de *Santos*, couvert par l'île Saint-Vincent; en avançant toujours vers l'équateur, on aborde à l'île Saint-Sébastien, qui contient le dernier port de la province.

La province de Saint-Paul n'est séparée de l'état du Paraguay que par la Parana. Dans ces derniers temps, des difficultés malheureuses se sont élevées sur la navigation de cette rivière entre le Gouvernement du Brésil et le président Lopez, celui dont nous avons cité les éloquentes et sages leçons données à ses concitoyens.

PROVINCE DE MATTO-GROSSO.

A l'occident de la Parana supérieure, au midi vrai du Paraguay, s'étend une province du Brésil encore presque inhabitée : c'est celle de *Matto-Grosso*, qui finit vers l'ouest aux frontières de la Bolivie et du Pérou; elle offre la figure d'un triangle irrégulier, dont la base n'a pas moins de 500 lieues de longueur et la hauteur plus de 300. Cette province, égale en territoire à trois fois la France, ne comprend guère plus de 85,000 habitants, c'est-à-dire une famille de cinq personnes par soixante lieues carrées : c'est le désert.

Le chef-lieu, situé sur la rivière Paraguay, était la bourgade de *Cuyaba*; quoique érigée pour exploiter un terrain aurifère, elle n'avait que peu d'habitants.

La première flottille qui partit de Cuyaba et descendit la rivière portait, assure-t-on, la valeur de 12,500,000 francs en poudre d'or, obtenue par un grossier lavage. Aujourd'hui cette source de richesses paraît épuisée; mais on n'a pas exploré tous les lieux qui pourraient en donner de comparables.

Depuis 1818 on a choisi pour chef-lieu de la province une ville ayant plus d'importance, et qu'on a nommée *Boa-Villa*, la belle ville; elle est bâtie sur un des cours d'eau qui se rendent, après d'immenses détours, au grand fleuve des Amazones, en servant tour à tour de limite à la Bolivie et au Pérou.

Matto-Grosso signifie l'épaisse, la vaste forêt. C'est qu'en effet la province de Matto-Grosso est couverte en très-grande partie de forêts immenses. Dans leurs solitudes sont errants les Indiens à l'état sauvage, et les dangers qu'ils font courir aux Brésiliens civilisés rappellent ceux que les Peaux-Rouges du nord faisaient courir, il y a deux siècles, aux colons des États-Unis.

Un peu d'ipécacuanha, un peu d'or tiré du milieu des sables et quelques diamants trouvés par les chercheurs, forment à peu près les seuls objets d'échange de cette province; ils sont portés à Rio-Janeiro.

Lorsque des aventuriers s'enfoncèrent dans les contrées sauvages de Matto-Grosso et de Goyaz, afin d'y trouver de l'or, chaque chercheur en ramassait par jour heureux jusqu'à 120 grammes, qui valent plus de 400 francs. Au milieu de cette richesse, leur imprévoyance les réduisit à la famine. Le pain leur manquait, et, malgré le trésor dont ils pouvaient disposer, plusieurs moururent de faim.

Il est étonnant que le Gouvernement brésilien n'ait pas fait choix d'une compagnie riche et prévoyante, qui n'aurait pas reculé devant les dépenses préliminaires qu'auraient exigées des approvisionnements; elle seule aurait pu conduire heureusement une colonisation de mineurs et d'agriculteurs travaillant de concert pour le succès de l'œuvre commune.

PROVINCE DE GOYAZ.

A l'orient de la province que nous venons de décrire est située celle de *Goyaz*, qui la touche du nord au midi dans une étendue de 450 lieues; mais sa largeur est beaucoup moins considérable. Elle a reçu son nom du peuple indien qui l'habitait avant sa conquête par les Portugais.

Ainsi que celle de Matto-Grosso, la province de Goyaz présente de magnifiques forêts; cependant plus de la moitié du territoire est couverte de buissons rabougris.

Les cultures de Goyaz sont moins rares que dans la déserte Matto-Grosso. La population est plus que double sur un territoire moitié moins grand et les villes sont moins insignifiantes; cependant combien n'est-elle pas arriérée! Ici la vie pastorale prédomine encore, comme dans les provinces de Saint-Paul et de Rio-Grande; ici, comme en Matto-Grosso, les tribus d'Indiens sauvages sont toujours prêtes à piller et, trop souvent, à massacrer les Brésiliens : il faut des troupes maintenues constamment sur pied pour conjurer ces périls.

M. Auguste Saint-Hilaire, si connu par ses belles études d'histoire naturelle du Brésil, présente une observation singulière au sujet des Indiens qu'on apprivoise dans les solitudes centrales de l'empire; ils semblent perdre les rudiments mêmes de la civilisation. Par degrés leurs idées de religion s'effacent et leur respect du mariage disparaît; ils apprennent à se servir de l'argent comme monnaie, et désapprennent l'usage du sel pour leurs aliments. Un abrutissement inexplicable menace de faire descendre ces hommes au-dessous même des Indiens à l'état primitif du sauvage.

Ici nous ferons remarquer l'immense supériorité de l'œuvre accomplie par les Jésuites au Paraguay, et l'erreur de Voltaire qui considérait comme si peu de chose les efforts nécessaires pour transformer des sauvages en populations morales, religieuses et par là civilisées.

PROVINCE DES MINAS-GÉRAES.

La province des Minas-Géraes, *des mines générales*, est ainsi nommée parce qu'elle contient à la fois des mines d'or, d'argent, de platine, de cuivre, de plomb, de fer et d'autres métaux, avec une étonnante variété de pierres précieuses; elle contient aussi d'abondantes mines de salpêtre.

Elle est traversée par la plus large et la plus haute partie des Cordilières brésiliennes; de là, le terrain descend par collines de moins en moins élevées et par des vallons onduleux jusqu'au fleuve San-Francisco, qui coule du nord au midi vrai, dans la partie supérieure de son bassin.

La grande rivière de Parana sert de limite à la province dans une étendue de 150 lieues; la partie supérieure de ce puissant cours d'eau remonte à la ligne de faîte qui sépare la province des Mines générales et celle de Rio-Janeiro. Peut-être serait-il possible d'ouvrir un canal à point de partage pour joindre à la Parana la baie de Rio-Janeiro. Si les difficultés étaient trop grandes, il faudrait atteindre le même but au moyen d'un chemin de fer.

Villa-Rica s'élève sur le penchant de la Cordilière qui sépare les provinces des Minas-Géraes et de Rio-Janeiro.

Dans la première province, on trouve réunis tous les contrastes : en certaines parties désertes de l'ouest et du

midi vrai, sont disséminés quelques Indiens sauvages; vers le nord et l'est, on trouve les parties les plus avancées qu'offrent les cultures brésiliennes. On y cultive la canne à sucre, le cotonnier, le caféier, l'indigotier, le manioc et le maïs en abondance, sans compter la vanille, la réglisse, l'arbre du quinquina, l'ipécacuanha, le jalap, etc.

Certaines parties de la province abondent en pâturages. Parmi leurs produits dont la sortie mérite d'être remarquée, il faut citer les larges fromages qu'on transporte à dos de mulet comme tous les autres objets; la capitale en fait une énorme consommation. On les transporte enveloppés avec des feuilles de bananier et soigneusement arrimés dans des paniers.

Par un contraste singulier, en présence d'une aussi grande production de fromages, le Brésil est obligé d'importer une énorme quantité de beurre, qu'il reçoit de France, de Hollande et d'Irlande.

L'industrie des Portugais ne parvint à tirer le plus grand parti des mines que vers le milieu du XVIII[e] siècle. Dès 1730, le *quint*, droit du cinquième, rendait douze millions au trésor, quoique Raynal ne l'ait évalué plus tard qu'à neuf millions.

L'or du Brésil servait au payement des marchandises britanniques exportées en Portugal. Cet or enrichissait l'Angleterre aux dépens d'une industrie portugaise qui ne pouvait pas se développer; elle était écrasée dans son berceau par les produits d'Albion, grâce au célèbre traité de Methuen.

Des capitalistes anglais ont entrepris d'exploiter quelques-uns des plus riches minerais d'or. Ils se sont constitués sous don Pèdre I[er], avec un capital de cinq millions de francs; ils ont attiré de nombreux mineurs britanniques, ils ont introduit les procédés d'exploitation les plus per-

fectionnés. Suivant la règle générale, ils doivent rendre au trésor public le *cinquième* des métaux produits.

Une autre exploitation, plus anciennement célèbre, est celle des diamants qu'on trouve dans la province des Mines générales.

Mines de diamants.

En 1729, Fonseca Lobo découvrit, sans le savoir, le plus précieux des cristaux, mais caché dans sa gangue. Les Hollandais furent les premiers qui surent en reconnaître la nature; ils passèrent avec le Portugal un traité pour acquérir tous les diamants bruts qu'on trouverait dans les mines de sa grande colonie d'Amérique; cet arrangement leur procura des bénéfices énormes.

Peu de mois après qu'on eut trouvé les diamants au Brésil, le Gouvernement, par une ordonnance du 8 février 1730, les déclara propriété de l'État.

C'est seulement après la guerre de 1778 que l'exploitation des *minas novas*, diamants, émeraudes et topazes, prend une véritable importance.

Dans les vingt premières années, cette industrie officielle produisait en poids de diamants bruts plus de 1,000 onces ou 144,000 karats, équivalents à 28,350 grammes.

Le gisement de ces pierres précieuses est le territoire réservé qu'on appelle Perro-do-Fio; il a 60 à 70 kilomètres de longueur sur 30 à 35 de largeur, et est entouré de montagnes escarpées qui longtemps cachèrent ce pays aux investigations des Européens.

C'est dans le district de Tijuco qu'a lieu l'extraction des diamants. La tentation des mineurs pour voler un produit si précieux ne pouvait être combattue que par des peines excessives : tel était, par exemple, l'exil à la

côte d'Afrique, sur un rivage où les coupables périssaient la plupart victimes du climat.

Une administration impériale préside aux opérations, loue les nègres nécessaires à la recherche des diamants, achète le fer et le salpêtre dont on a besoin et solde les surveillants; ces dépenses se sont élevées jusqu'à 900;000 francs par année. La ville de *Tijuco* prospère par le commerce qu'exige l'approvisionnement du personnel et du matériel nécessaires pour accomplir la plus précieuse des exploitations.

Le diamant si célèbre qui décora la couronne de Portugal fut trouvé dans le ruisseau d'Abayté par trois malfaiteurs qu'on avait condamnés au bannissement, et qui reçurent leur grâce. Chose étrange! les explorations subséquentes dans le lit et sur les bords de ce cours d'eau n'ont plus rien produit qui méritât l'attention.

Aujourd'hui Londres et Paris font le principal commerce des diamants du Brésil; ils sont expédiés de ces deux capitales pour être taillés dans les ateliers d'Amsterdam. D'ordinaire la taille fait perdre au diamant brut la moitié de son poids; on part de cette proportion pour évaluer les diamants tels qu'ils sortent de la mine. A Paris, le prix des diamants bruts assortis, de petites grosseurs, varie entre 40 et 100 francs le carat.

Dans ces derniers temps on a fondé les ateliers les plus intéressants pour opérer à Paris la taille des diamants et rivaliser avec la Hollande[1].

[1] La taillerie de Paris est dirigée par MM. Goensly et Bernard. Le polissage des facettes est produit par des meules qui font 2,500 tours à la minute et qui sont mues par une machine à vapeur.

On attribue au monopole si longtemps possédé par les Hollandais l'infériorité de la taille moderne, qui ne donne plus le jeu, l'éclat que le diamant devrait avoir; ce qui présente au joaillier de grandes difficultés. Pour conserver plus de poids, on a fini par laisser les défauts choquants de par-

Autrefois on recherchait beaucoup plus qu'on ne le fait aujourd'hui les cristaux colorés. On estime toujours la topaze fine tirée du Brésil; l'horlogerie fait usage de la chrysolithe, comme support de ses axes.

Nous finirons ce qui concerne la province des Minas-Géraes en rendant un juste hommage à ses autorités.

On loue l'administration provinciale de faire plus qu'aucune autre des sacrifices pour l'enseignement du peuple. Elle a défrayé de jeunes Brésiliens pour les envoyer dans les meilleures écoles normales de l'Europe, afin qu'ils deviennent d'excellents maîtres. De tels sacrifices porteront leurs fruits dans un prochain avenir.

En nous rapprochant toujours de l'équateur, nous abordons successivement les petites capitaineries : 1° de *Parahyba*, qui porte le nom de sa principale ville maritime; 2° de *Rio Grande do Norte*, dont *Natal* est à la fois le chef-lieu et le port le plus fréquenté; 3° de *Ciara*, qui porte le nom de son meilleur port; 4° de *Piauhy*. Cette dernière capitainerie est séparée de la précédente par la chaîne de montagnes ou sierra *Ibiapaba*, qui sert aussi de limite à la province de Pernambouc.

PROVINCE, GOLFE ET CITÉ DE RIO-JANEIRO.

Il est temps de revenir au littoral de l'Atlantique et de décrire la plus importante de toutes les provinces, contiguë vers la mer à celle de Saint-Paul et bordée dans sa plus grande longueur par la province des Minas-Géraes :

ties qu'il eût fallu faire disparaître. Il résulte de là qu'on paye plus cher les diamants dont la taille est ancienne que ceux dont la taille est moderne.

Amsterdam possède quarante marchands ou entrepreneurs de taillerie qui tiennent en activité plus de dix mille ouvriers; et l'on porte à 50 millions de florins, 107 millions de francs, le chiffre annuel des affaires de cette opulente industrie des Hollandais.

c'est celle de Rio-de-Janeiro, qu'on appelle, pour abréger, Rio-Janeiro. Cette province commence à très-peu de distance de l'île Saint-Sébastien, et se dirige presque de l'occident à l'orient, sur une ligne un peu rentrante.

Si nous considérons maintenant le territoire, nous trouvons qu'il présente 4,614,500 hectares. Pour une des vingt provinces du même État, ce serait beaucoup en Europe; au Brésil, ce n'est guère plus d'un deux centième de l'empire.

La population, il y a vingt ans, comptait 616,000 habitants; elle en compte aujourd'hui 1,200,000. Ce progrès est magnifique. En Angleterre, un même territoire en contiendrait cinq millions; voilà le terme qu'il faut atteindre.

La province est un pays de montagnes et de collines; elle ne présente aucune rivière sur laquelle existe un parcours navigable de quelque étendue.

Après avoir quitté la côte de Saint-Paul, nous passons devant une baie spacieuse que couvre l'*ilha Grande*, l'île Grande: c'est la baie du Roi, qui contient de bons ports; mais ils ne sont vivifiés que par le cabotage. Ces ports servent aussi de relâche aux navigateurs qui vont dans les mers du Pôle austral pour y pratiquer la pêche de la baleine; ils trouvent dans l'île Grande des eaux pures et des vivres frais en abondance.

Il faut avancer un peu plus vers l'équateur pour découvrir une baie d'une tout autre importance, et qui donne à la fois son nom à la province, à la capitale, au premier port de l'empire.

L'entrée de cette vaste baie n'a pas plus de 1,500 mètres d'ouverture. Le premier navigateur portugais qui l'aperçut la prit pour l'embouchure d'un fleuve, qu'il appela *Rio-de-Janeiro*, la rivière de Janvier. Ce nom, quoique

impropre, a continué de désigner le chenal et toutes les eaux de la plus belle baie qu'offrent les rivages des mers du Sud.

Rien n'est plus facile que l'entrée et la sortie de cette baie : il suffit de profiter, le jour, du vent qui souffle du large, la nuit, du vent qui souffle de la côte.

La passe est à ce point exempte de dangers que les navires n'ont pas besoin d'un pilote en arrivant de la mer. On pénètre dans la baie entre deux montagnes de granite; alors on est frappé d'un des plus grands spectacles qu'on puisse contempler, même en parallèle avec les abords de Naples et de Constantinople : la vue saisit d'un coup d'œil un golfe dont la profondeur égale presque la distance de Douvres à Calais, et la largeur principale du golfe surpasse encore cette profondeur.

Des îles nombreuses, heureusement espacées, permettent à l'œil de prendre une idée de ces vastes distances. Sous la latitude où finit la zone torride, où commence la zone tempérée, ces îles décorent d'une verdure éternelle un paysage incomparable, avec un ciel dont l'azur n'est pas moins éclatant que celui d'Alexandrie.

Sur la côte occidentale, immédiatement après avoir franchi l'entrée du golfe, s'élève la grande et populeuse cité de Rio-Janeiro. Elle contourne la base de plusieurs collines à pente abrupte du côté de la mer. Cette configuration sinueuse donne à la ville, à ses faubourgs, un aspect irrégulier, mais pittoresque; sur un littoral maritime qui n'a pas moins de 10 kilomètres se déploient des habitations, des magasins et des chantiers maritimes.

On distingue la ville ancienne et la ville neuve, érigée depuis 1808; on remarque dans celle-ci de belles et larges rues, bien pavées, avec des trottoirs commodes et beaucoup de maisons bâties en granite. Parmi les monu-

ments qui la décorent, on cite avec complaisance le palais impérial et le palais des beaux-arts, la bourse et les édifices affectés à diverses parties de l'administration. On remarque plutôt la richesse intérieure des églises que la majesté de leur architecture.

Le Gouvernement protége les sciences et les arts. En 1838 il a créé l'Institut historique et géographique, *souvent présidé par l'empereur*. Dès 1824, le législateur avait fondé l'académie impériale des beaux-arts. Le cabinet de minéralogie, le muséum, la bibliothèque nationale, et même la promenade plantée aux abords de la ville, sont des créations dignes d'une grande capitale. Il faut citer aussi les écoles de la guerre et de la marine et celles d'enseignement populaire.

Lorsque le roi Jean VI quitta le Portugal, en 1807, pour se réfugier en Amérique, il emporta sa bibliothèque royale, qu'il ouvrit au public de Rio-Janeiro : c'est aujourd'hui la bibliothèque impériale.

Au Brésil, la langue française a pris la place du latin; presque toutes les personnes des classes élevées et de la classe moyenne la comprennent à la lecture. La connaissance du français est exigée pour l'admission aux grades supérieurs dans presque tous les services publics. Nous comprenons par là comment les Brésiliens tirent, par année, de la France pour plus de 1,600,000 francs de livres, de cartes, etc.

Inspirée par l'amour de l'humanité, l'administration publique a rendu pour les citoyens la vaccine obligatoire. L'enseignement de l'art de guérir a ses établissements spéciaux.

A deux lieues de la ville est le jardin de botanique, aujourd'hui l'un des plus riches du nouveau monde; il est déjà recommandable pour les naturalisations qu'il a ren-

dues praticables, et parmi lesquelles on cite l'arbre à thé, le cannellier, le giroflier, le muscadier, etc.

La culture du café, qui n'existait pas il y a soixante ans dans la province de Rio-Janeiro, compte à présent parmi ses principales sources de richesses.

Il y a quelques années, on comptait à Rio-Janeiro 160,000 habitants; cette ville en a probablement aujourd'hui plus de 200,000.

Orbe commercial de Rio-Janeiro.

Plus que le nombre des habitants, ce qui doit fixer notre attention, c'est l'influence que la capitale du Brésil exerce sur la civilisation, sur l'activité, sur la richesse et le commerce de ce grand empire.

Le port de Rio-Janeiro se présente comme le meilleur des refuges aux navigateurs qui parcourent la vaste partie de l'Atlantique comprise entre l'équateur et les deux limites extrêmes du cap Horn et du cap de Bonne-Espérance; c'est en même temps le point intermédiaire des longues navigations qui fournit avec le plus d'abondance et de facilité mille objets de rechange, et les vivres frais et l'eau nécessaires aux équipages. Quand il s'agit d'aller ou de venir entre les Grandes Indes et l'Europe ou les États-Unis, les vents qui font défaut vers la côte d'Afrique portent à la côte du Brésil et y conduisent des navires anglais, yankies, français, hollandais; ils y trouvent d'autres bâtiments qui font échelle au milieu de la navigation occidentale pour communiquer avec le Chili, le Pérou, la Californie, la Polynésie et surtout l'Australie.

Rio-Janeiro, comme Londres, comme Liverpool et New-York, est le centre d'un orbe commercial qui s'étend sur l'Atlantique à de vastes distances, depuis les bords de la Plata jusqu'à l'Équateur. Cet orbe, dans l'intérieur du

Brésil, comprend les produits minéralogiques de trois vastes provinces; il fait prospérer cinq provinces maritimes qui livrent à l'exportation : les unes, les produits de leurs cultures tropicales; les autres, la dépouille des animaux élevés par l'industrie pastorale.

Des chemins, aujourd'hui très-praticables pour les bêtes de somme, suffisent aux transports par terre qui rayonnent à partir de Rio-Janeiro; les autres transports sont opérés par des caboteurs.

Le cabotage de Rio-Janeiro entre pour une part considérable dans la navigation de ce port : la totalité des entrées et des sorties excède aujourd'hui 800,000 tonneaux. Aux États-Unis mêmes, un seul port, celui de New-York, surpasse en grandeur ce mouvement magnifique.

Jusqu'à ce jour, les bâtiments brésiliens ne prennent qu'une part presque nulle aux transports à l'étranger; ces transports sont partagés entre les États-Unis, l'Angleterre, la France et les autres États maritimes de l'Europe.

Le port de Rio-Janeiro n'a pas seulement l'importance que lui donne l'avantage de desservir immédiatement la capitale d'un vaste empire; il est le débouché nécessaire des métaux et des produits agricoles des provinces intérieures, et surtout des Minas-Géraes. Pour toutes les contrées qui s'étendent jusqu'à la Plata, il est un entrepôt général, un marché de vente et d'approvisionnement, un centre d'action des capitaux; c'est le lieu naturel de relâche pour les navigateurs de l'Europe et de l'Amérique du Nord entre l'Atlantique et l'Océan Pacifique. C'est un point de l'Amérique du Sud très-avancé vers l'orient : aussi présente-t-il des relations, qui croissent en importance, avec le Cap de Bonne-Espérance, avec les mers de l'Inde et de l'Australie.

Le tableau suivant fera connaître les mouvements ma-

ritimes et commerciaux du port de Rio-Janeiro en 1851, l'année de l'Exposition universelle :

COMMERCE DE RIO-JANEIRO EN 1851.

NATIONS MARITIMES.	ENTRÉES ET SORTIES. Tonnage.	IMPORTATIONS. Francs.	EXPORTATIONS. Francs.
États-Unis	154,000	27,680,000	67,640,000
Grande-Bretagne et ses colonies	124,000	60,610,000	22,690,000
France	39,000	29,330,000	10,540,000
Portugal	39,600	10,800,000	5,390,000
Uruguay (Montévidéo)	31,200	2,020,000	2,690,000
République Argentine	26,150	3,240,000	3,520,000
Danemark	25,500	1,020,000	4,320,000
Autriche	20,740	2,900,000	5,590,000
Villes hanséatiques	20,200	7,440,000	12,100,000
Espagne	19,400	3,980,000	200,000
Prusse	19,100	970,000	1,160,000
Belgique	16,400	5,910,000	7,180,000
Pays divers	157,130	9,600,000	23,930,000
TOTAUX	692,420	165,500,000	166,950,000

Ce commerce est d'autant plus remarquable qu'il n'est le produit d'aucun puissant fleuve qui débouche dans la baie de Rio-Janeiro. Les eaux qui sillonnent la province de ce nom sont d'un parcours de peu d'étendue, limité par une chaîne de montagnes qui sépare les provinces de Rio-Janeiro et des Minas-Géraes.

Mais ce territoire est admirable de fécondité; ses collines sont couvertes des caféiers que cultivent les habitants : c'est l'objet principal des exportations locales, et

dès l'année 1852 les cafés récoltés étaient évalués à 140 millions de francs. Notre étonnement redoublera lorsque nous apprendrons que cette vaste production naissait à peine quand le siècle commençait.

Exportations approximatives de Rio-Janeiro, vers 1800.

	Francs.
Diamants et perles....................	15,000,000
Sucre..............................	5,000,000
Tabac en feuilles et cigares............	3,500,000
Peaux..............................	2,550,000
Bois d'ébénisterie....................	1,800,000
	27,850,000

Depuis les ports les plus prospères des États-Unis, l'Amérique ne nous a pas présenté d'exemple d'un commerce qui sextuplât en un demi-siècle.

En partant de Rio-Janeiro pour continuer notre navigation vers l'équateur, nous trouvons, dans la même capitainerie, les deux ports de *Parahyba do Sul* et de *Victoria*.

Parahyba do Sul est à l'embouchure d'un fleuve qui traverse dans toute sa longueur, de l'est à l'ouest, la province de Rio-Janeiro, pénètre dans celle de Saint-Paul, fait un demi-cercle et rentre dans la première province pour y prendre sa source à quinze lieues de l'Ilha-Grande. Des villes nombreuses, *Camposio, Saint-Sébastien, Parahyba*, etc. s'élèvent sur les rives de ce fleuve.

DISTRICTS DE L'ESPIRITÙ-SANTO ET DE PORTO-SÉGURO.

Ces deux districts, d'une grande longueur comparativement à leur largeur, sont limités à l'ouest par la province

des Minas-Géraes, à l'est par l'Atlantique, dans une étendue d'environ deux cents lieues.

De magnifiques forêts couvrent presque tout le district de l'Espiritù-Santo. Les bois de ces forêts sont à peine exploités, et jusqu'ici les défrichements sont presque nuls avec un sol et sous un ciel qui permettraient de récolter les produits les plus précieux.

Croira-t-on qu'entre les riches provinces de Rio-Janeiro et de Bahia, dans une longueur de deux cents lieues, une immense masse de forêts vierges occupe tout le versant oriental des Cordilières brésiliennes! Lorsqu'il y a peu d'années, le prince Maximilien a visité ce pays si favorisé de la nature, il a dû surmonter des difficultés inexprimables en parcourant la contrée au centre des provinces les plus fertiles et les plus avancées du Brésil. Au fond de ces forêts sont encore cachés des Indiens à l'état sauvage.

Dans l'humble ville de *Santa-Cruz*, les Jésuites possédaient un collége qu'ils avaient fondé, dès 1553, pour servir de centre à leurs travaux apostoliques. Quand le marquis de Pombal les expulsa, ils dirigeaient de là deux aldées où résidaient les Indiens convertis et civilisés.

Le district de Porto-Séguro est encore d'une moindre industrie que le précédent. Et pourtant il doit à la nature le Porto-Séguro, le *port sûr*, dont il a reçu le nom! La tranquillité de ses eaux est produite par un long récif à fleur d'eau, qui forme un môle ou brise-lame naturel.

On cite pour la rapidité de leur marche les bateaux caboteurs de Porto-Séguro, appelés *dorchas;* leur grand mât porte une voile carrée, et leur mât de misaine une voile triangulaire.

A vingt lieues de Victoria débouche dans la mer le *Rio-Doce*, qui sépare les deux capitaineries de l'Espiritù-Santo et de Porto-Séguro.

Le dernier port du district de Porto-Séguro est celui de *Belmonte*, voisin de la province de Bahia.

PROVINCE DE BAHIA.

Après la province de Saint-Paul, la plus étendue de toutes celles qui bordent l'Atlantique et que nous ayons déjà parcourues, citons la province de Bahia. Elle compte 11,100,000 hectares et possède 1,100,000 habitants : proportion gardée avec la grandeur du territoire, elle est dix fois moins peuplée que l'Angleterre.

Son importance maritime et son nom même sont empruntés au vaste golfe qu'on appelle par excellence la Baie, *Bahia :* c'est la baie *de Todos los Santos*, de Tous-les-Saints. Depuis son entrée occidentale jusqu'au point le plus reculé dans les terres, elle n'a pas moins de huit lieues et demie de profondeur; et sa plus grande largeur n'est pas moindre de quatre lieues.

Dans cette vaste baie, la pêche occupe de nombreux marins; assez souvent ils ont l'occasion d'y harponner la baleine.

La grande et féconde île d'*Itaripa* protége les eaux intérieures, quoiqu'elle laisse entre elle et la côte orientale une entrée dont la largeur est d'une lieue.

En face de l'île, et du côté de l'orient, s'élève la ville appelée *San-Salvador de Bahia;* le plus souvent on la désigne sous le simple nom de Bahia.

Le quartier bas ou maritime a plus de six kilomètres de développement sur le littoral. Dans la partie de la ville la plus éloignée se trouve l'arsenal de la marine impériale; au delà sont les chantiers du commerce.

On a porté la population de San-Salvador de Bahia jusqu'à cent quatre-vingt mille âmes; c'est une évidente exagération.

Le port de Belmonte, déjà cité, se trouve à l'embouchure du Rio-Grande intermédiaire, qui prend sa source dans la capitainerie des Minas-Géraes; vers le commencement du siècle dernier, on a reconnu cette source et découvert les nouvelles mines, *minas novas.*

Sous le célèbre ministère de Pombal à Lisbonne, vers le milieu du même siècle, San-Salvador de Bahia cessa d'être la capitale du Brésil. Pombal préféra Rio-Janeiro, ville plus voisine des capitaineries où sont exploitées les richesses minérales.

Lorsque nous citons les actes de Pombal, n'oublions pas de lui faire honneur des généreux décrets publiés sous son ministère pour protéger les aborigènes, les garantir enfin d'une oppression odieuse et leur donner quelque sécurité.

Vers la fin du XVIe siècle, le Portugal était absorbé par l'Espagne, qui dominait ainsi sans partage toute l'Amérique du Sud.

Pendant la lutte acharnée entre Philippe II et les Pays-Bas, les Hollandais attaquent le Brésil, alors possédé par l'Espagne.

San-Salvador en était la capitale; les Hollandais s'en emparent. Un évêque fait appel aux habitants de la province et, se mettant à leur tête, il expulse du chef-lieu de son diocèse les audacieux conquérants.

De leur côté, les Hollandais font des efforts infinis pour défendre et compléter leur conquête. De 1623 à 1653, c'est une guerre de 30 ans. On doit rappeler avec honneur l'héroïsme du Brésilien Vieira, qui finit par être le libérateur de sa patrie.

Au milieu de cette période, en 1640, la maison de Bragance remonte sur le trône de Portugal; la lutte continue avec une énergie nouvelle, grâce aux efforts de

cette maison pour récupérer les provinces envahies par les Hollandais.

Ces conquérants, pendant leur séjour de près d'un siècle dans les fertiles provinces qu'ils avaient envahies, ont avancé l'agriculture; ils ont accompli d'utiles travaux dans les villes et dans les ports. Ce sont autant de bienfaits qu'ils ont laissés, comme traces de leur passage, avant d'être refoulés par-delà le fleuve des Amazones.

La situation tropicale de la province de Bahia permet d'y cultiver les produits les plus précieux de l'Amérique méridionale.

Dès 1815, les Anglais ont introduit sur les rivages de cette province le premier moulin à vapeur qu'on ait érigé dans le Brésil, pour l'exploitation du sucre.

La ville de Bahia doit aux riches cultures de la province l'importance de son commerce, qui l'emporte aujourd'hui sur celui de Pernambouc et le cède seulement à celui de Rio-Janeiro.

Son cabotage, très-actif, présente un tonnage presque égal à celui de la navigation extérieure, dont le tableau suivant donnera l'idée :

Commerce extérieur de Bahia en 1850.

	Entrées.	Sorties.	Totaux.
Navires..........	314	272	586
Tonnage.........	72,921t	96,882t	169,803t
Valeur des produits transportés.....	27,535,000f	25,010,000f	52,545,000f

PROVINCES D'ALAGOAS ET DE PERNAMBOUC.

Immédiatement après la province de Bahia se présente celle d'*Alagoas*, l'une des moins étendues qu'offre l'empire; elle a pourtant près de trois millions d'hectares.

On l'a détachée du Pernambouc afin d'affaiblir cette dernière contrée, lorsqu'elle cherchait à détruire l'unité de l'empire par une révolte insensée.

Alagoas, le pays du lac, tire son nom du lac au bord duquel s'élevait son ancienne capitale. La nouvelle est aujourd'hui la ville de *Maceyo*, jusqu'à laquelle peuvent remonter des navires de faible tonnage. Par ce port, la province exporte pour environ trois millions de produits, sucre, bois de Brésil, etc.

La province de *Pernambouc* est d'une forme très-irrégulière. Du côté de la terre, elle contourne, suivant un grand arc concave, la province de Bahia. La rivière San-Francisco la sépare de celle-ci dans une très-grande étendue.

Son territoire est resserré du côté de l'ouest par une longue chaîne de montagnes. Ce territoire s'élargit en descendant vers la mer; il a pour littoral un grand arc convexe dont le développement a plus de 120 lieues.

La superficie de la province est de 15,952,000 hectares, et le nombre des habitants n'est encore que de 950,000. Le pays semble admirablement arrosé, soit par la grande rivière de San-Francisco et ses affluents, soit par les nombreux et moindres cours d'eau qui se jettent dans l'Atlantique; la plupart, cependant, tarissent lors de la saison des sécheresses.

La grande renommée de Pernambouc a pour origine la beauté de ses cotons; mais sa richesse actuelle est fournie surtout par l'abondance des matières saccharines.

Après la paix générale de 1815, la population et les cultures du Pernambouc se sont accrues avec rapidité.

Depuis plusieurs années, l'administration provinciale s'est occupée avec persévérance de créer des routes, afin de communiquer de l'intérieur avec la mer. C'est sur l'une

dont ait joui le Brésil.

La même administration aurait dû mettre tous ses soins à compléter la viabilité de la belle rivière San-Francisco.

Depuis le confluent du Rio das Velhas jusqu'aux chutes de Paulo Alfonso, dans une étendue de 350 lieues, la partie supérieure de ce fleuve est navigable. Dans cette partie, le cours des eaux se trouvant de 1,200 à 1,000 mètres au-dessus de la mer, cette élévation tempère un climat de zone torride et permet des cultures comparables à celles du midi de l'Europe.

Mais à partir des chutes de Paulo Alfonso, sur une longueur de 25 lieues, on trouve une succession continuelle de cataractes et de rapides; le fleuve se précipite et glisse à travers les masses de rochers qu'il a plus ou moins entraînées dans sa course. La navigation est de la sorte interrompue dans une étendue d'environ 60 lieues et presque jusqu'à la mer.

La première chute commence à la hauteur d'un site qu'on appelle *Itaparica*. La grande cataracte est celle de Paulo Alfonso; elle se compose de quatre cascades rapprochées dans le court espace d'un demi-kilomètre. Les eaux remplissent un lit dont la largeur est double de la Seine au Pont-Royal de Paris; elles se précipitent en totalité de 274 mètres, ce qui représente quatre fois la hauteur des tours de Notre-Dame de Paris!

Si l'Angleterre ou les États-Unis possédaient un tel ensemble de chutes au milieu de leurs pays les plus industrieux, quel admirable parti n'en sauraient-ils pas tirer? Quelle puissance n'auraient-ils pas à distribuer pour l'industrie, comme à Lowell, à Lawrence, à Merrimack, ou pour la navigation, comme au Niagara?



Il faudrait creuser un canal latéral jusqu'au-dessous des premiers rapides et perfectionner le cours du fleuve jusqu'à l'Atlantique. On aurait alors une navigation continue de 400 lieues, depuis la province des Mines générales jusqu'à l'Océan.

Formons des vœux pour que le progrès accéléré de la population, de l'industrie et de la richesse, au Brésil, rapproche de plus en plus le moment où cette magnifique entreprise ne sera plus au-dessus des moyens et de l'énergie du jeune empire.

Avec des différences d'élévation telles que nous venons de les indiquer entre le haut et le bas Pernambouc, on peut aisément se figurer quelle variété de cultures doit présenter cette vaste province.

On doit à M. A. de Mornay, ingénieur français, des notions intéressantes sur les cultures et sur l'état des mœurs de ce pays, dans lequel il a résidé.

Le long de la côte, une zone d'environ 50 kilomètres de largeur offre d'abord, le long du rivage, une continuité remarquable de plantations de cannes à sucre; puis des ramifications, également continues, poussées au milieu des forêts vierges et magnifiques dont cette zone est couverte.

Par-delà ces forêts s'étend le pays où l'on plante le coton, où l'on élève et les chevaux et les bêtes à cornes nécessaires aux sucreries, ainsi qu'au service, à la nourriture des habitants du littoral.

Les cultures tropicales et les forêts sont le produit d'un sol argileux éminemment fécond. Le territoire intérieur, celui du *Sertão*, est couvert de sables; les sécheresses y prédominent une grande partie de l'année, et les arbres y sont rabougris et rares. Mais après les pluies d'hiver, la puissance du soleil des tropiques rend ce territoire émi-

nemment productif; les habitants en profitent pour y semer du maïs et des fèves, base de leur nourriture. Cette fertilité cesse lorsque l'hiver est affligé par la sécheresse; les pauvres habitants alors éprouvent les horreurs de la famine : ils cherchent dans les bois les misérables aliments qui ne suffisent qu'à peu de sauvages disséminés sur de grands espaces, et la mortalité répand au milieu d'eux ses ravages.

Comme les petites rivières assèchent en été, les habitants ne trouvent alors que l'eau qu'ils ont accumulée dans des réservoirs artificiels; s'ils sont voisins de quelque rivière considérable, ils creusent des puits dans la partie desséchée de son lit.

La population libre de cantons où l'on cultive la canne à sucre se divise en trois classes : les seigneurs des exploitations dites *engenhos*, les *lavradores* et les *moradores*.

Le seigneur d'engenhos possède la terre et l'*engin*, c'est-à-dire le moulin pour la fabrication du sucre. Il est lui-même le planteur principal des cannes à sucre nécessaires à son exploitation. Il attire des laboureurs, *lavradores*, qui possèdent quelques esclaves; il leur loue des terres pour y cultiver la canne et la lui fournir, en recevant la moitié du sucre fabriqué dans l'engin du seigneur.

On voit aussi des seigneurs d'engenhos qui n'ont pas de terre, mais qui possèdent en propre les édifices et les moulins nécessaires à la fabrication du sucre; ils prennent à loyer la terre pour huit à douze ans, ils y bâtissent. Lorsque le temps du fermage est expiré, les constructions appartiennent toutes au seigneur du sol, qui devient alors un seigneur au complet d'engenhos.

Le lavrador est donc le planteur de cannes qui vit sur la terre du seigneur d'engenhos, sans rien payer pour la

terre ni pour l'habitation; il peut planter non-seulement la canne, mais le manioc et tout autre végétal nécessaire à sa subsistance. Il est simplement le *métayer* de la canne à sucre.

La condition du lavrador, du cultivateur fermier, est honorée; des hommes de bonne famille s'en contentent, lorsqu'ils n'ont pas les moyens de bâtir ou d'acheter un moulin. Il est tel lavrador qui produit jusqu'à 50,000 kilogrammes de sucre par année; d'autres en produisent seulement 1,000 ou 2,000 kilogrammes.

La troisième et dernière classe est celle des *moradores*, qu'on peut comparer à ce qu'était il y a vingt ans le pauvre petit fermier irlandais, à qui l'on concédait un peu de terre et la permission de s'y bâtir une cabane, mais en se réservant la faculté de le chasser à volonté.

On trouve encore dans la province certains seigneurs d'engenhos qui protégent des malfaiteurs, et même des assassins, à titre de moradores; ils disposent en maîtres souverains de ces *bravi*.

Au temps où M. de Mornay faisait ses observations, il y avait seulement dans tout le Pernambouc 600 seigneurs d'engenhos, et leurs fermes pouvaient suffire à quatre fois le nombre des engins à sucre en activité. On aurait pu doubler ce dernier nombre en appliquant à la production de la canne un territoire supplémentaire, très-susceptible du même genre de plantations. En définitive, par des moyens moins imparfaits de culture et de fabrication, il était possible d'obtenir seize fois plus de sucre. M. de Mornay calculait ainsi que la seule province de Pernambouc est susceptible de produire 400 millions de kilogrammes de sucre blanc ou terré et 50 millions de moscouade.

Ce n'est pas d'être stationnaires, quant à la masse des

produits, qu'on peut reprocher aux seigneurs d'engenhos du Pernambouc. Ils récoltaient :

En 1828........	16,800,000	kilogrammes de sucre.
En 1844........	34,000,000	————

Comme conséquence de ce progrès, les éleveurs de bétail pouvaient fournir à l'exportation :

Vers 1830...	60,000	peaux de cheval ou d'espèces bovines.
Vers 1842...	120,000	————

Un produit intéressant et qui mérite d'être cité, c'est la cire *végétale*, qui provient de l'espèce de palmier qu'on appelle *carnauba*. Pendant la saison des sécheresses, les habitants font tomber de dessus les feuilles de cet arbre une poudre blanche qu'ils recueillent avec soin; en la faisant bouillir dans l'eau, elle prend la consistance de la cire. Lorsqu'on l'introduit dans la fabrication des chandelles ou des bougies, elle produit en brûlant une odeur aromatique pleine d'agrément.

Le port et la ville de Pernambouc.

On peut maintenant apprécier l'importance à laquelle est parvenu le seul grand port que possède la province de Pernambouc.

Par le nombre de ses habitants, la ville de ce nom est la troisième de l'empire; par l'étendue de son commerce, elle dispute presque à Bahia le second rang.

A droite de l'embouchure du Bibiribi, les Portugais commencèrent par ériger une cité sur le penchant d'une colline qui surgissait hardiment au voisinage de la mer. Le premier marin que frappa la beauté d'un pareil site s'écria dans sa langue portugaise : *O linda situação para se fondar*

una villa!... « Ô la gracieuse situation pour fonder une ville ! » Cette qualification, « ô gracieuse ! » *o linda!* devint le nom même de la cité naissante.

Malheureusement Olinda, qui pouvait, comme séjour de délices, convenir à la capitale d'un pays luxueux, ne convenait pas au commerce naval, ce complément indispensable à la richesse, aux prospérités de tout établissement colonial.

Le bas de la rivière Bibiribi s'élargit tout à coup pour présenter un beau port intérieur, et se resserre à l'embouchure ; ce qui ménage une entrée plus sûre. C'est là que les besoins du commerce appelaient Pernambouc, la cité maritime. Semblable à Venise, elle se divise en quartiers séparés par les eaux. Du côté de l'orient, à droite en venant de la mer, s'élève le quartier appelé le *Récif;* il est en effet bâti sur un récif, lequel se rattache, par une berge étroite et continue, à la ville d'Olinda. A gauche de l'entrée du port, surgit un second quartier qui couvre l'île de Saint-Antoine. Enfin, à l'occident de cette île, sur la rive droite de la rivière, domine le quartier surnommé *Boa Vista,* la belle vue. C'est comme le quartier somptueux de l'ouest, le Westminster, par rapport aux deux autres cités de Londres (voyez page 15).

Telle est la remarquable ville de Pernambouc, qui joint aux avantages de sa disposition intérieure sa magnifique situation sur l'Atlantique ; elle est plus avancée vers l'orient qu'aucun autre port de l'Amérique du Sud : elle se trouve seulement à 800 lieues de la côte d'Afrique.

Pour ajouter à la sécurité de Pernambouc, la fortune a ménagé tout autour de la côte brésilienne un briselame érigé sous la mer par la main de la nature. C'est une chaîne étroite de rochers à pente abrupte, tantôt s'élevant au-dessus des plus hautes eaux, tantôt se décou-

vrant un peu de mer basse; en d'autres endroits, restant toujours invisible, mais non pas sans action protectrice.

Cet immense brise-lame s'ouvre au nord de Pernambouc; il présente à gauche, avant d'arriver par mer au *Récif*, un magnifique mouillage. A droite, du côté d'Olinda, se trouve l'ancien mouillage; il est moins bien protégé que le précédent, ce qui l'a fait abandonner.

Dès 1845, Olinda et les trois quartiers de Pernambouc réunissaient une population de 92,000 habitants.

Voici quelle était, dans la même année, le mouvement maritime de ce port :

Navigation et commerce extérieur de Pernambouc en 1845.

	Entrées.	Sorties.
Navires.............	242	226
Tonnage.............	49,796^{t}	48,539^{t}
Valeur des transports...	20,680,375^{f}	22,839,350^{f}

Lorsque l'activité de Pernambouc atteignait ce développement, elle comptait déjà parmi ses établissements trois grandes fabriques de machines à vapeur et de toute autre espèce de machines.

A l'honneur de cette active et noble cité, corrigée maintenant par l'expérience, ajoutons qu'elle préfère, depuis un assez bon nombre d'années, les arts utiles et le bien-être qu'ils procurent aux pronunciamientos de l'anarchie espagnole ou portugaise.

PROVINCES DE PARAHYBA, RIO GRANDE DO NORTE, CIARA ET PIAUHY.

Nous indiquons ces quatre provinces dans la position qu'elles occupent, en avançant vers l'équateur à partir de Pernambouc.

Arriérées à tous égards, bien qu'ayant un vaste territoire, elles sont d'une faible population; réunies, elles possèdent 44,355,000 hectares, les quatre cinquièmes de la France. Elles comptent seulement 950,000 habitants : un par 47 hectares!

Il suffit de nommer leurs ports, dont le commerce extérieur est peu considérable; ce sont : 1° *Parahyba do Norte*, disons du sud, car ce port n'est qu'à sept degrés de l'équateur; 2° *Natal*, port de la province appelée Rio Grande do Norte (disons du sud) : il n'est pas à 6° de l'équateur; 3° *Ciara*, le port qui donne son nom à sa province; 4° *Paranahyba*, port qui se trouve à l'embouchure et sur la rive droite du fleuve de ce nom : il sépare les deux provinces de Piauhy et de Maranham.

PROVINCE DE MARANHAM.

La côte de cette province est dangereuse et remplie de bas-fonds. La ville qui porte le nom de Maranham fut fondée en 1612 par un navigateur parti de France. Plus tard, les Portugais expulsèrent les Français. Ce furent ensuite les Hollandais qui chassèrent les Portugais et qui donnèrent à la cité le nom qu'elle a conservé, lorsqu'à leur tour ils ont été repoussés par les Brésiliens.

Le pays, très-bas, très-marécageux au voisinage de la mer, convenait à l'industrie hollandaise; il se prêtait à la double culture du riz et du coton.

La ville actuelle est considérable, et compte plus de 30,000 habitants : c'est la quatrième du Brésil. La solidité des constructions, la propreté des rues et des édifices, rappellent les colons venus des Provinces-Unies.

Dans ce port, la navigation de long cours surpasse 50,000 tonneaux, entrées et sorties prises ensemble.

La province de Maranham, d'une étendue considérable, est importante surtout par la ville et le port de *Saint-Louis*, dans une île qui se trouve à l'embouchure d'une baie profonde.

Depuis la capitainerie de Maranham jusqu'aux frontières de la Guyane s'étend l'immense province du Para, baignée par la rivière de Para et traversée dans une très-grande étendue par le fleuve des Amazones.

On pourrait tirer un admirable parti des provinces de Maranham et du Para; le coton en est excellent, et sa culture pourrait prendre les plus vastes développements.

Dans cette partie du Brésil, les bords de plusieurs rivières sont couverts de cacaotiers. C'est dans les mêmes provinces qu'on trouve cet élégant bois de citrin réservé pour l'ébénisterie la plus recherchée.

PROVINCE DU PARA.

La dernière et la plus vaste des provinces est celle du *Para*, qui compte trois cents millions d'hectares, ou près de six fois l'étendue de la France. Dans la majeure partie de ce territoire sont disséminées de rares et faibles tribus d'Indiens à l'état sauvage; le littoral et les rives de quelques fleuves sont faiblement occupés par environ 207,000 habitants, plus ou moins civilisés.

Le zèle des missionnaires s'était occupé de convertir les sauvages et de les réunir par aldées ou communes. En 1720, dans soixante et treize Missions, on avait dénombré 34,216 Indiens. En 1830, on n'en comptait que 32,751 qui vécussent dans les villages : les bienfaisants missionnaires n'étaient plus au milieu d'eux.

Belem ou *Para*, le chef-lieu d'un pays presque aussi grand que la moitié de l'Europe, ne comptait, au commencement

du siècle, que 11,500 habitants, et trente ans après, 12,500 : le progrès est presque nul.

Le commerce extérieur du Para tient seulement le cinquième rang parmi les ports du Brésil.

Le fleuve des Amazones.

Ce qu'il faut remarquer avant toutes choses dans cette province, c'est l'immense fleuve des Amazones. Rien n'est plus curieux que l'expédition de laquelle est résultée sa découverte.

D'après les récits de quelques Indiens, on croyait au XVIe siècle qu'il existait à l'orient des Andes, au milieu des solitudes immenses que cache le centre de l'Amérique du Sud, un royaume fortuné. Chaque matin, le monarque de ce pays fabuleux était parfumé d'une huile embaumée sur laquelle on soufflait, au lieu de fard, une poudre d'or qui le couvrait de la tête aux pieds : c'était *le roi doré*, le vivant *El-dorado*. Dans sa capitale superbe, les colonnes de son palais étaient d'albâtre et de porphyre ; les murailles, de marbre blanc, étaient décorées avec des soleils d'or, avec des lunes d'argent ; les escaliers étaient aussi d'or, et les portes étaient gardées par des lions attachés avec de fortes chaînes d'or ; enfin, pour suffire au travail de tant de métaux précieux mis en œuvre au centre du royaume, trois mille orfèvres avaient leurs ateliers dans la principale rue de la capitale.

En mettant de côté toute exagération fantastique, il me semble que les Indiens voulaient parler des merveilles dont la renommée s'était répandue dans les lieux les plus reculés de l'Amérique du Sud, telles qu'on les admirait dans la capitale de l'empire des Incas ; dans cette capitale dont les faubourgs étaient peuplés d'habitants appelés des provinces les plus lointaines ; dans cette

ville où l'on voyait briller sur les autels les symboles d'or et d'argent du soleil et de la lune, avec les restes mortels des rois et des reines couverts de vêtements somptueux, qui faisaient d'eux autant d'El-dorados. On n'inventait qu'en partie, et si l'on se trompait, c'était d'attribuer aux pays inconnus du bassin des Amazones les magnificences d'une véritable capitale, où l'or depuis longtemps éblouissait tous les regards.

En 1541, Gonzalve Pizarre, le frère du conquérant qui s'empara du Pérou, veut envahir pour sa part le prétendu royaume d'Eldorado. Il part de Quito, conduisant 300 Espagnols avec 4,000 Indiens pour bêtes de somme. Il franchit les Andes orientales; il descend les pentes dont le terme se trouvera, mais à des distances énormes, sur la rive de l'Océan Atlantique. L'Eldorado, comme un mirage du désert, semble fuir devant eux; il est remplacé par la réalité des contrées les plus sauvages, où la misère et les souffrances accablent les voyageurs. On arrive à la partie navigable d'une rivière appelée Napo; là, Gonzalve Pizarre fait construire un grand canot que cinquante Indiens vont monter, conduits par Orillana. Celui-ci navigue avec rapidité; il gagne un fleuve sur les bords duquel combattent des guerriers commandés par des femmes: cela suffit pour qu'il le nomme le *fleuve des Amazones*. Il le parcourt jusqu'à la mer, et s'empresse de porter à la cour d'Espagne le récit de sa découverte admirable.

C'était à coup sûr une découverte capitale que celle d'un des plus grands fleuves du monde, enrichi par les eaux de puissantes et nombreuses rivières. Mais cette conquête resterait perdue pour le genre humain aussi longtemps que l'Espagne ou le Portugal n'essayeraient pas de peupler un bassin égal en superficie à huit fois les trois royaumes britanniques.

Jusqu'à ce jour les efforts qu'on a faits n'ont eu que des résultats misérables. On en jugera par la province qui nous occupe en ce moment.

Superficie et population de la province du Para.

Superficie..................	298,940,000 hectares.
Population en 1856..........	207,400 habitants.
Territoire pour mille habitants.	1,442,000 hectares.

Si l'on veut se former l'idée de l'état arriéré des mœurs, de l'industrie et du commerce dans la province du Para, on peut consulter une série d'articles publiés par un jeune voyageur doué d'un vrai talent d'observation, M. Carrey. On doit seulement regretter qu'en vue de captiver des lecteurs frivoles, il ait entremêlé d'aventures plus ou moins romanesques ses tableaux des hommes et des choses esquissés d'après nature, avec le rare talent de saisir la ressemblance.

Outre la grande province du Para, le Brésil possède encore un vaste district de l'Amazone peuplé seulement par 47,000 habitants; il comprend le Rio-Négro. Au confluent de cette grande rivière avec le fleuve principal se trouve la ville de *Rio-Négro*, dont les progrès sont rapides, et qui compte déjà 15,000 habitants. Cette ville et son commerce sont pleins d'avenir.

Une seule industrie mérite, au Para, de fixer notre attention : c'est l'emploi de la gomme élastique, dû primitivement aux Indiens des rives de l'Amazone. Longtemps avant les habitants des États-Unis, ceux du Para confectionnaient les chaussures de caoutchouc, en faisant couler, sur des formes, des couches successives de cette gomme élastique, encore à l'état laiteux.

Changements de domination depuis l'origine du siècle.

Après avoir présenté le tableau des diverses provinces, disons quelques mots des changements arrivés dans le sort du Brésil depuis la fin du siècle dernier. En 1800, ce vaste pays n'était encore qu'une colonie subordonnée au petit et faible royaume de Portugal.

Après la rupture de la paix d'Amiens, le Portugal s'efforça de rester neutre entre la France et l'Angleterre; Napoléon finit par rendre impossible cette neutralité.

En 1807, le régent de Portugal passe au Brésil. Aussitôt la rivalité la plus ardente s'enflamme entre les réfugiés du Portugal et les créoles brésiliens. Déjà la population du Brésil était plus considérable que celle de la mère patrie, et la richesse intérieure était plus grande que celle qui s'écoulait annuellement depuis trois siècles de l'Amérique dans la métropole européenne.

Lorsque les Français quittèrent la péninsule Ibérique, la cour du Brésil revint en Portugal; mais elle ne put pas ramener à l'état inférieur de colonie la vaste contrée qui pendant plusieurs années avait été la métropole réelle des possessions portugaises. Dès 1815, le Brésil obtint le titre de *royaume*.

En 1816, des troubles désolent la cité de Pernambouc, où quelques novateurs essayent de créer une république; celle-ci n'eut pas une année d'existence. L'essai malheureux resta sans imitation dans les autres provinces.

En 1822, l'infant dom Pedro prend le titre d'empereur constitutionnel du Brésil, qui se déclare indépendant du Portugal. Une charte est rédigée, puis est votée par toutes les provinces. Le pouvoir législatif se partage entre le Sénat et la Chambre des députés; les députés sont électifs et les sénateurs à vie.

Non content d'avoir garanti ces libertés constitution-



nelles, l'empereur don Pedro fait disparaître en 1832, de ce côté de l'Atlantique, un pouvoir sans contrôle qui pesait sur le Portugal; il place sur le trône de l'ancienne métropole sa propre fille, qui perpétuera la dynastie de l'État constitutionnel européen.

Formons des vœux pour que les nobles institutions du Brésil continuent l'alliance de la monarchie avec des libertés vraies, modérées, et par cela même durables.

Commerce extérieur du Brésil.

Commençons par le commerce de l'empire du Brésil avec les trois principales puissances.

Si l'on veut juger avec impartialité la puissance productive du Brésil, il ne faut pas oublier que la race blanche s'y trouve malheureusement en très-faible minorité. La garde des troupeaux et le travail des mines sont confiés à la race aborigène; les travaux de l'agriculture appartiennent principalement à la race noire, dont l'esclavage est maintenu.

Cette explication donnée, on trouvera certainement considérable le commerce fait par l'empire du Brésil avec les trois principales puissances.

Mouvement commercial extérieur en 1855.

	Importations.	Exportations.
France...............	49,975,641f	46,090,318f
Grande-Bretagne	86,046,100	56,845,475
États-Unis............	22,758,940	81,269,113
TOTAUX.....	158,780,681	184,204,906
Commerce par habitant..	20f 68c	23f 99c

Les objets qui frappent le plus l'attention du vulgaire,

l'or et l'argent, les diamants et les pierres précieuses du Brésil, ne présentent pas de valeurs suffisantes pour figurer dans les achats des puissances principales.

Le commerce de la France avec le Brésil mérite notre plus sérieuse attention.

EXPORTATIONS DE LA FRANCE AU BRÉSIL.

PRODUITS ENVOYÉS DE FRANCE AU BRÉSIL EN 1855.	COMMERCE GÉNÉRAL.	COMMERCE SPÉCIAL.
Tissus de coton	6,319,510f	1,830,622f
Tissus de soie	9,688,409	5,690,060
Tissus de laine	5,176,006	3,454,736
Effets à usage	2,109,405	1,954,956
Mercerie et boutons	2,798,957	2,355,447
Peaux ouvrées	1,955,706	1,944,636
Peaux préparées	1,372,259	1,089,645
Papiers, livres, gravures	1,678,560	1,641,690
Vins	3,035,861	3,003,578
Outils et ouvrages en métaux	1,291,997	1,190,631
Objets divers	1,049,058	1,008,219
Poteries, verres et cristaux	1,468,600	1,468,600
Médicaments composés	1,620,647	1,619,277
Beurre	10,449,666	7,172,594
TOTAUX	50,014,641	35,424,691

Les nations du centre de l'Europe expédient par nos ports presque un tiers des produits que nous envoyons au Brésil : c'est beaucoup, et la France devrait redoubler d'efforts pour ne pas laisser une part trop considérable à ses concurrents de Suisse et d'Allemagne.

Nos importations tirées du Brésil sont peu variées; voici l'énumération des genres principaux des produits que cet empire nous livre :

ENVOIS DU BRÉSIL EN FRANCE : COMMERCE GÉNÉRAL.

PRODUITS VÉGÉTAUX.		
Café	20,397,679f	38,761,753f
Sucre	12,813,160	
Cacao	3,074,541	
Bois d'ébénisterie	1,039,958	
Tabac en feuilles ou en côtes	826,677	
Coton en laine	356,368	
Caoutchouc brut	222,201	
Bois de teinture	31,169	
PRODUITS ANIMAUX.		
Peaux brutes et sèches	5,266,304	6,236,442
Crins bruts	663,740	
Laines en masse	183,360	
Cornes de bétail brutes	123,038	
Articles divers	....	1,101,123

Nous ferons remarquer la différence infinie de ce commerce avec celui des États argentins : ceux-ci n'exportent, pour ainsi dire, que des produits du règne animal; au contraire, le Brésil nous vend six fois plus de produits végétaux que de produits animaux.

Faisons observer en passant combien est aujourd'hui peu de chose l'exportation du bois de teinture qui, dans l'origine, a suffi pour donner son nom au Brésil.

Je commencerai par faire la même observation sur les produits vendus à l'Angleterre que sur les produits vendus à la France : les produits animaux figurent pour *un* lorsque les produits végétaux figurent pour *sept*.

Les Anglais tirent du Brésil pour plus de quatre millions de francs de caoutchouc; rien ne montre mieux le vaste développement qu'ont pris chez eux les applications de cette matière si précieuse aujourd'hui pour un grand nombre d'arts. Nous ne sommes pas excusables de rester ici très en arrière de nos ingénieux rivaux.

Malgré le désir qu'ont les Anglais de chercher partout du coton en laine, afin d'être moins dépendants des États-Unis, ils peuvent à peine tirer du Brésil onze millions de kilogrammes : un quarantième environ de leur consommation. Que ne feraient pas les laborieux Yankies dans les vastes plaines de l'Amérique du Sud avec les trois millions et demi d'esclaves que possède le Brésil, eux qui n'en possèdent guère un plus grand nombre et qui, chaque année, tirent de leur sol près d'un milliard de kilogrammes de coton !...

Les produits anglais exportés au Brésil sont principalement les tissus et les métaux. Il est prodigieux de voir que dans une seule année les Anglais fournissent à cet empire :

Mètres de coton.	114,250,000
Mètres de toiles, lin et chanvre.	7,600,000
Mètres de lainages.	4,000,000

Cette immense consommation représente par personne 18 mètres de tissus, sans compter ce que l'Angleterre livre sous forme d'effets à usage : effets dont la valeur surpasse un million de francs.



Les États-Unis fournissent au Brésil moins que la France et surtout moins que l'Angleterre; mais ce qu'ils tirent de ce pays est énorme et mérite surtout de fixer notre attention.

Exportations du Brésil aux États-Unis en 1853.

Café........................	11,844,414f sans droits.
Sucre brut....................	880,287
Bois d'ébénisterie..............	118,930
Peaux brutes..................	888,753
Articles divers.................	1,085,577

Quatre articles seulement représentent les treize quatorzièmes des achats que font au Brésil les États-Unis; le dernier quatorzième appartient au règne animal.

Même en restant bien au-dessous des facultés productives des États-Unis, le Brésil, avec ce qu'il possède de travailleurs nègres, devrait produire autant de coton que l'Angleterre en consomme dans ses fabriques. Ce qu'on en récolte aujourd'hui dans cet empire mérite à peine d'être cité.

Plus le Brésil produit de sucre et de café, plus il excite la haine et l'envie des îles anglaises, qui s'en prennent à ses esclaves. S'il s'adonnait à la culture du cotonnier, les Antilles anglaises n'y trouveraient rien à redire; et Manchester, Glasgow, Paisley, Preston, etc. se féliciteraient de ce produit, qu'il sortît ou non de mains esclaves.

Avenir des forces productives du Brésil.

Le Brésil est mis à l'abri des révolutions et des démembrements grâce au bienfait d'un pouvoir héréditaire, d'un pouvoir modéré par des institutions et par des lois. Le Brésil a, de ce côté, tous les éléments de la durée et de la prospérité.

Sa position est i
monde. Il surpasse c
les plus considérable
passe davantage en ri
encore plus par l'imn

Le seul empire du
totalité des États his
côtes de l'Atlantique
croît d'avantages, ce
l'Europe, est parfaiten
claves.

Sous ce point de vu
accomplir ses destin
d'une des grandes pa
doit être de rassurer le
et si vulnérables, dissé
de les convaincre, à fo
loir, que le plus loin d
de s'agrandir, et surto
ces États à voir en lu
désintéressé, un consei
péril, un défenseur in
la fois le plus honnête, l
et par conséquent la co
suivre le Brésil.

La grandeur de cette
deux Amériques, disons
mondes, a droit d'obte
main.

Combien de motifs r
que tout autre peuple,
empire! Il aime nos mœ
ductions matérielles lui

nos productions intellectuelles charment ses esprits cultivés. Il va chercher dans nos cités des professeurs, des artistes et des ingénieurs pour aider au progrès de ses sciences, de ses lettres et de ses arts. Le goût brésilien chez les deux sexes emprunte jusqu'à nos modes, et dans Rio-Jañeiro la beauté même croit plus à ses grâces lorsqu'elles sont parées d'atours français. Chez ce peuple, notre langue fait partie de l'éducation libérale, non-seulement pour les classes supérieures, mais pour les classes moyennes. Il faut prouver qu'on en est maître pour être admis dans les fonctions gouvernementales d'un ordre élevé : par là, dès l'adolescence, l'élite des habitants se lie avec nous par le langage et la pensée, d'où naissent les affections nationales. Lorsque les riches brésiliens veulent goûter en Europe les plaisirs les plus élégants et qui leur soient offerts avec le plus de charme, c'est au sein de notre patrie qu'ils viennent pour les savourer. Ils y viendront bien davantage lorsque nos grands paquebots à vapeur iront les prendre chez eux et, dès la sortie de leurs ports, les feront jouir de l'urbanité française.

Terminons en rappelant un noble souvenir. Le premier empereur du Brésil a fait monter sur son trône la petite-fille de la première impératrice française; et lorsque ce prince magnanime préféra l'abdication à l'abaissement, ne réservant pour lui que les périls, c'est en France qu'il vint combiner les moyens de reconquérir pour sa propre fille le trône de ses ancêtres.

Tant de motifs de sympathie nous font un devoir de veiller sur les destinées du Brésil, et d'y veiller avec le même élan du cœur qui nous entraîne à veiller sur la destinée du pays qui nous a vus naître.

Nous voudrions inspirer à cet empire le besoin d'apercevoir dans un trop prochain avenir non-seulement sa

prospérité, chose en tout temps si facile à l'amour-propre, mais ses dangers et la menace de sa perte.

La source de sa faiblesse est dans le peu de rapport du nombre de ses habitants avec l'immensité de son territoire. Proportion gardée à la grandeur du pays, l'Afrique malgré ses déserts est plus peuplée que le Brésil; seulement le Brésil fait plus de progrès à l'égard du peuplement. Mais ces progrès sont-ils ce qu'ils pourraient, ce qu'ils devraient être? Question vitale et qu'il faut examiner.

Sans aucun doute, si nous comparions cet empire aux États européens, loin de trouver que son peuple se multiplie avec lenteur, nous le placerions parmi ceux qui s'accroissent avec le plus de rapidité; il prendrait rang avant l'Angleterre et l'Écosse, qui doublent en cinquante années.

Mais la Grande-Bretagne, où le territoire fait défaut, est obligée, pour prévenir la pénurie des subsistances, d'expatrier un nombre considérable de ses enfants; il faut le prodige de ses arts, la prodigieuse étendue de sa navigation et l'universalité de son commerce, il faut tout cela pour compléter la nourriture nécessaire au peuple qui s'accroît le plus vite de tous en Europe.

Il y a, par conséquent, autant de mérite aux Anglais à doubler en cinquante ans sur leur terre exiguë qu'il y en a peu chez les Brésiliens à doubler en trente-sept ans, au milieu d'un pays immense, dont la fécondité surabondante aplanit tout obstacle du côté des subsistances.

Voyez ce que font au Canada les Français et les Anglais, aux États-Unis les Yankies anglo-saxons : mettant à profit la générosité du territoire, ils ne doublent pas seulement, ils triplent en trente-sept ans.

La multiplication prodigieuse qui s'opère ainsi dans tout le nord de l'Amérique ne doit pas être pour le sud un simple spectacle de curiosité; elle doit être l'indice

d'un avenir plein de périls. La réalité du danger qu'elle révèle à l'observateur attentif peut sembler chimérique aujourd'hui; mais ce danger sera frappant, imminent, avant la fin d'un demi-siècle. Faisons en sorte que d'ici là le mal ne soit pas irréparable.

Suivant la marche actuelle de la population, dans un demi-siècle le Brésil pourra compter dix-huit millions d'habitants : cela peut sembler beaucoup. Mais alors les États-Unis en auront cent millions; et les États-Unis veulent absolument en avoir *quatre cents* au bout d'un autre demi-siècle. Deux longueurs de vie moyenne auront suffi pour cet accroissement sans exemple dans l'histoire. Tel que nous l'annonçons, il paraît tenir du prodige; et pourtant il se présente avec la certitude expérimentale et calculée d'un résultat mathématique.

Les États-Unis n'échappent pas à la loi des grands empires; comme la Chine en Orient depuis cinquante siècles, comme la Russie en Europe, en Asie, comme l'Angleterre partout et toujours, ils sont ambitieux. En même temps, fidèles aux misères de l'ambition d'ici-bas, plus leur domaine devient vaste, plus ils s'y trouvent à l'étroit. Ils souffrent d'être étendus, je n'ose dire resserrés, sur un lit de Procuste quatorze fois plus vaste que l'empire Français.

Le pays qui pourrait les empêcher de sentir cette gêne incroyable et bientôt trop évidente, sachez-le bien, vous et vos cohabitants de l'Amérique du Sud, vous le possédez. C'en est assez pour que vous et le reste de l'Amérique méridionale vous deveniez l'objet incessant d'une convoitise sans-remède.

La grande Union du nord est dans la position où le peuple romain, aussitôt qu'il devenait maître de l'Occident, ne croyait plus pouvoir exister avec aisance à moins d'y joindre l'Orient. L'Asie, à l'égard de la république

antique, jouait le rôle que l'Amérique du Sud joue maintenant à l'égard de la république moderne. La glorieuse Union penserait-elle que je lui fisse injure en la comparant aux maîtres tout-puissants du monde antique?

Un moment l'Angleterre, émule de la France, s'est posée comme le modérateur héroïque des ambitions extrêmes qui pourraient détruire l'équilibre des nations : elle s'est couverte de gloire.

Soit lassitude soudaine, soit qu'il n'appartienne pas même à des natures d'élite de rester longtemps sublimes, la majesté d'un pareil rôle semble peser à la puissance qui se l'était si noblement arrogé. D'autres soucis la préoccupent. L'Orient s'ébranle à son détriment; on dirait qu'enchaînée aux rochers du Caucase himalaïen, elle se sente condamnée à perdre de vue le reste de l'univers.

Au même instant, un instinct profond, rapide, éveille les États-Unis! Ils s'indignaient contre l'Angleterre quand celle-ci défendait l'équilibre de l'Europe et combattait dans la mer Noire sans trop perdre de vue les intérêts de l'Atlantique. Mais leur physionomie marque la bienveillance et la sérénité dès l'instant que la Grande-Bretagne transporte ses efforts dans une région plus reculée, sur la route des antipodes, et n'a plus à combattre qu'un objet d'horreur aux États-Unis, des peaux colorées et des civilisations inférieures. Le succès final qu'obtiendront à coup sûr les courageux descendants des Clive et des Wellesley nécessitera des efforts incessants et prodigieux pour courber derechef et maintenir sous le joug deux cents millions d'hommes; il faudra réunir la coercition physique et morale confiée à plus de cent mille Européens, soit combattants, soit dirigeants. Nous admettons d'ailleurs que l'Angleterre pourra maintenir et recruter sans cesse, en paix comme en guerre, un si grand nombre de soldats

et d'agents à cinq mille lieues de la mère patrie et sous un climat qui détruit avec rapidité les tempéraments.

Écoutons la Presse de la Ville-Empire, l'*imperiosa civitas*, la dominante New-York; écho du penser populaire, elle s'adresse à l'Angleterre : « Nous vous laissons sans envie, dit-elle, le soin de reconquérir, de reconstituer et de maintenir sous vos lois la grande Asie orientale. Nos vœux sont à vous! pourvu, toutefois, que vous nous laissiez soumettre à nos lois les races inférieures du continent américain... » Dans la pensée qu'on reproduit ici, ces races inférieures comprennent tous les chrétiens sortis de la péninsule Ibérique. La Presse d'Angleterre accepte en souriant cette pensée d'émulation envahissante et de complaisante harmonie.

N'est-il pas merveilleux de voir, au XIXe siècle, la Presse des deux grands États où l'on professe pour elle un culte superstitieux aventurer au grand jour ce partage amiable de l'Occident et de l'Orient? Ainsi l'on voyait au XVe siècle une autorité révérée partager entre les deux races ibériques l'occident et l'orient des nouveaux mondes.

Sachez-le donc, habitants du Brésil! quand arrivera le grand jour, le grand siècle si vous voulez, de l'expansion des États-Unis par-delà les détroits qui séparent les deux Amériques, sachez-le bien, vous n'aurez à compter que sur vous-mêmes pour éviter d'être annexés, absorbés, et rayés du nombre des nations autonomes. Si vous attendez que l'Angleterre, maîtresse des mers, les fasse servir à votre salut, quand elle aura ses Grandes-Indes à maintenir dans la perpétuité du tremblement et du joug, vous attendrez un secours que vous n'obtiendrez jamais.

Placez-vous hardiment dans la catégorie des peuples qui ne comptent que sur eux-mêmes pour la défense et pour la gloire. Ainsi firent les Grecs en face du roi des

rois, les Suisses en face de l'Autriche et de la Bourgogne, et les Hollandais en face d'un dominateur de deux mondes.

Tout en comptant sur l'héroïsme, il ne faut rien ôter des moyens que peut ménager la prudence.

Votre soin le plus attentif doit être de grandir à l'exemple de vos prodigieux voisins, les peuples des États-Unis; il faut grandir par les progrès naturels de votre population.

Vous possédez près de huit cents millions d'hectares de terre, et dans le monde entier quatre États seulement en possèdent davantage. Eh bien! après trois siècles d'efforts, de ces huit cents millions vous n'en avez pas défriché huit millions! Vous êtes à peine au centième de votre tâche; vous marchez à pas de tortue, et vous devez marcher à pas de géant.

Les États-Unis vous devancent, ils vous débordent. Votre territoire les tente déjà dans le bassin de l'Amazone; il les tentera de plus en plus à raison de sa grandeur. Ils n'ont pas besoin de parler, leur silence même vous menacerait; et déjà se fait entendre chez eux cet axiome, qu'en Amérique la terre doit appartenir à qui peut la peupler, à qui sait la fertiliser. Fertilisez donc celle que Dieu vous a donnée; afin d'y parvenir, fécondez d'abord le peuple, qui féconde tout sur la terre.

On vous conseille beaucoup d'appeler des colons étrangers à votre secours, et vous essayez de le faire: vos efforts sont dignes d'éloges. Mais voyez de ce côté si vous pouvez espérer de puissants auxiliaires. Après huit ou dix ans d'efforts, qu'avez-vous, au total, attiré dans les trente et un établissements épars que vous appelez *colonies?* Vingt et un mille colons! Triplez, quadruplez, quintuplez ce nombre, vous aurez cent mille émigrants : ce ne sera pas un soixantième de plus sur l'ensemble de votre population.

Si vous pouviez rassembler ainsi des hommes de choix et des familles d'élite, unissant à l'intelligence développée l'expérience de l'agriculture et la perfection des industries, vous auriez fait à coup sûr une acquisition du plus haut prix pour l'avancement de vos arts utiles; cependant vous auriez peu fait pour accroître le nombre des travailleurs, qui donne, en définitive, la puissance et l'opulence. Or, c'est un accroissement que jamais votre prudence ne doit perdre de vue.

En portant au plus haut votre population, vous ne possédez pas aujourd'hui huit millions d'habitants de toutes races et de toutes nuances : quatre millions et demi d'hommes libres, trois millions et demi d'esclaves.

N'oubliez pas que ces derniers, les noirs, sont presque les seuls dont le tempérament puisse résister aux plus pénibles travaux de l'agriculture, sous le soleil accablant de l'équateur et des tropiques.

N'oubliez pas un autre fait corrélatif. Dans l'immense territoire brésilien, sur près de huit cents millions d'hectares dont il se compose, soixante et dix millions seulement appartiennent à la zone tempérée, *et plus de sept cents millions appartiennent à la zone torride.*

Des noirs, des métis, des mulâtres, voilà les cultivateurs *irremplaçables* des dix onzièmes de votre pays.

Cherchons donc les moyens de rendre ces travailleurs nombreux, vigoureux et prospères.

Dans l'intérêt le plus pressant du Brésil, il faut reproduire ici des observations, pénibles sans doute, mais éminemment salutaires et toutes favorables à l'humanité; elles ont été faites sur les lieux par un ingénieur français, M. A. de Mornay, qui ne s'est montré ni malveillant ni déclamateur. Ce qu'il a vu de ses yeux et décrit au sujet d'une des provinces les plus grandes et les plus avancées

ne trouve, je le crains, que trop d'applications dans les autres parties de l'empire.

Pour la meilleure culture et pour les exploitations opérées par les moyens les plus perfectionnés, les seigneurs d'engenhos, d'exploitations sucrières, possèdent trop peu d'esclaves : c'est pourquoi sur leurs terres on néglige les travaux qui ne sont pas d'absolue nécessité, pour reporter tout à la production de la canne à sucre. Une émulation redoutable est excitée entre ces seigneurs d'engenhos et leurs tenanciers, leurs lavradores : *c'est à qui produira le plus de sucre avec un même nombre d'esclaves.*

La supériorité des résultats serait louable, à coup sûr, si on savait l'obtenir par le progrès des méthodes, par la simplification des cultures et l'économie du labeur. Mais, sauf quelques exceptions, les conducteurs d'exploitations ne savent se surpasser les uns les autres qu'en accablant de travail les esclaves, qu'ils épuisent. Ils les traitent comme en certains lieux de l'Europe sont traités les chevaux de poste ou de roulage accéléré : on parvient à les faire courir et traîner ou porter avec une vitesse excédant leurs facultés, sauf à les rendre incapables de service en quatre ans, en trois ans, en deux ans de travail forcé. C'est simplement un calcul à faire entre le prix de la bête exploitée et son produit jusqu'à l'épuisement du pauvre coursier.

Cet abus des forces de la nature nous révolte déjà lorsqu'on l'applique impitoyablement à des animaux serviteurs et bienfaiteurs de l'homme.

L'humanité se révolte avec cent fois plus d'énergie quand elle voit appliquer, même de loin, semblables calculs à l'épuisement, à l'extinction de l'homme.

« Lorsqu'on dépasse les justes bornes du travail exigé des nègres, dit M. A. de Mornay, avant qu'ils périssent de

fatigue, ils deviennent maigres et languissants, leur peau se flétrit, le scorbut les atteint. On en voit, triste symptôme, qui sont saisis d'un besoin étrange : ils finissent par manger de la terre, d'où naissent d'autres maladies qui les mènent à la mort.

« Le travail ordinaire s'étend de six heures du matin à six heures du soir. Mais, dans beaucoup de plantations, on ajoute à cette journée régulière un travail supplémentaire qui varie suivant la cupidité du seigneur d'engenhos ou du lavrador subalterne. Ce travail dure *très-communément*, le matin, depuis quatre jusqu'à six heures; le soir, depuis six heures jusqu'à dix : enfin, dans certains cas extrêmes, il dure *jusqu'à minuit!!!...* »

Qu'est-il besoin de plus amples détails? et j'en pourrais citer bien d'autres. N'est-ce pas abuser d'un pouvoir déjà si difficile à tolérer entre les mains de l'homme le plus doux, le moins exigeant, que de porter à cet excès le travail auquel l'esclave est condamné?

Faut-il à présent s'étonner que les nègres du Brésil, malgré l'énorme et triste recrutement que la traite a produit jusqu'à ces derniers temps, s'accroissent en nombre moins vite qu'aux États-Unis, pays où la traite est impossible?

Avant d'aller plus loin, je veux montrer comment les États-Unis, par le parti plus heureux, et certainement plus humain, qu'ils tirent de leurs esclaves, font un calcul mieux entendu, plus profitable que celui des seigneurs d'engenhos. Je veux saisir par l'intérêt monétaire ceux dont le cœur ne serait pas saisi par un plus généreux motif. Je prends l'année 1851, la première du demi-siècle qu'il faut parcourir en suivant des voies améliorées.

Je réunis seulement quatre produits particuliers aux États de l'Union qui possèdent des esclaves; je trouve

que l'exportation s'élève, par million d'habitants, à 68,352,400 francs.

J'ajoute un quart en sus à l'estimation que le Gouvernement du Brésil fait de son commerce, pour ne pas rester trop bas. Malgré cette addition, dans la même année 1851, ses exportations ne s'élèvent, par million d'habitants, qu'à 41,000,000 francs.

Lorsqu'on calcule la valeur des exportations par million d'esclaves, la disproportion devient beaucoup plus considérable.

Exportations calculées par million d'esclaves.

Ceux des États-Unis qui possèdent des esclaves.	206,163,000f
Le Brésil.	89,940,000

Si les États-Unis ont des moyens de culture plus intelligents et plus puissants, que le Brésil les adopte. S'ils entendent mieux l'art de tirer grand parti des nègres, sans les accabler, sans les épuiser; loin de là, s'ils obtiennent des résultats merveilleux avec une population noire qui se multiplie à ravir et qui pullule à vue d'œil, tirons toujours la même conséquence : s'ils produisent un tel miracle, que le Brésil les imite.

S'approprier de pareils résultats, c'est résoudre le plus grand, le plus noble problème qu'on puisse proposer dans l'intérêt de la puissance où doit aspirer cet empire, et pour tout dire, en un mot, dans l'intérêt moral qui doit dominer tous les autres.

Il faudrait que l'opinion publique et la presse, et les deux Chambres, et le Gouvernement tout entier, s'emparassent avec une infatigable énergie de cette question vitale.

On peut obtenir une quantité supérieure de récoltes en tout genre, même en diminuant l'excès du travail des hommes. Aujourd'hui, dans les cultures du Brésil, la pioche et la bêche sont presque les seuls instruments aratoires. Appelez au secours de l'homme la charrue, la herse, les machines à sarcler, à faucher, à moissonner; appelez-y les animaux pour la partie la plus pénible et des labours et des transports.

Mais, surtout, soyez inflexibles à limiter la durée du travail de l'homme. Limitez-la de telle façon que la force du laboureur ne puisse pas être excédée; sévissez contre le maître sans pitié qui fait dépérir et puis périr ses pauvres noirs par l'intensité, par la durée des fatigues.

Ces inspecteurs des manufactures que j'ai tant demandés pour les enfants des ateliers français, ces inspecteurs gouvernementaux dont la vigilance éclairée, infatigable, a fait le salut de l'adolescence et de l'enfance au sein des ateliers de la Grande-Bretagne, instituez-les au Brésil pour le salut des adolescents et des adultes esclaves. Que leurs rapports, assimilés à ceux des officiers judiciaires, fassent foi suffisante aux yeux des magistrats supérieurs; qu'ils soient eux-mêmes les magistrats de première instance; qu'en tout temps, en tous lieux, la culpabilité du maître pâlisse et cède devant la puissance irrésistible du protecteur légal des travailleurs sans défense. Voilà ce qu'exigent la conservation du faible et l'intérêt suprême de l'État.

Telle est la route qu'il faut suivre pour arriver à l'époque fortunée où le travail des noirs, devenu facile et comparativement léger, où ce travail, réhabilité par leur intelligence développée et par leurs mœurs améliorées, deviendra vraiment volontaire. De là naîtra leur liberté; liberté, dès lors, sans désastre pour le Brésil.

Au lieu du système aujourd'hui trop communément

pratiqué, il faut qu'on devienne au Brésil, je ne dis pas seulement économe, mais avare de la vie des hommes. Ainsi le veut l'abolition de la traite, sérieusement votée en 1850, et depuis cette époque sérieusement observée, il faut le dire, *au grand honneur du Brésil.*

On en jugera par les nombres qui suivent; je suis heureux de pouvoir les citer :

Extinction de la traite au Brésil.

Années.	Immigration d'esclaves.	Années.	Immigration d'esclaves.
1847.......	56,100	(*Loi brésilienne en vigueur.*)	
1848.......	60,000	1851.........	3,287
1849.......	54,000	1853.........	700
1850.......	54,000	1853 à 1856..	23

Supposons qu'on parvienne à ménager habilement la force des travailleurs, à les soigner dans leurs maladies, à surveiller avec un intérêt particulier la conservation des enfants. Par l'ensemble de ces moyens, il sera facile d'obtenir les mêmes résultats qu'aux États-Unis : on doublera le nombre des noirs en 26 ou 27 ans. Si l'on met à profit le vrai perfectionnement des arts, qui donne des produits plus abondants et meilleurs avec un moindre sacrifice de labeur humain, les progrès de l'agriculture et du commerce marcheront encore plus vite : les exportations et les importations pourront doubler en moins de vingt-cinq ans.

J'ai souvent arrêté ma pensée sur le rapide accroissement de certains genres d'animaux, dès qu'ils étaient un peu demandés. Je n'ai pu voir sans surprise combien, avec un nombre limité de mères, des éleveurs souvent très-bornés et d'un esprit très-vulgaire parvenaient à faire naître de petits, qu'ils élevaient très-passablement.

Et quand il s'agit de l'espèce humaine, quand il faut multiplier une race intelligente et qui peut s'aider elle-même, ne viendrons-nous pas à bout plus aisément de semblables difficultés? Mettons les mères de notre côté, du côté d'un divin précepte : *Croissez et multipliez.* Ces mères, honorons-les, récompensons-les; préparons-les dès le jeune âge à la plus sainte de leurs destinées; soignons et leur adolescence, et leur âge nubile, et leur vieillesse; montrons-leur en perspective le sort amélioré de leurs enfants et le bien-être ménagé pour l'homme fait. Le cœur de la mère, négresse ou non, le cœur de la mère sera plus éloquent que vous, il guidera sa tendresse; et vous obtiendrez pour succès la multiplication accélérée, merveilleuse, de tout un peuple soulagé.

Employez ces moyens pour toutes les races, pour toutes les conditions, et dans un demi-siècle le Brésil comptera plus de 28 millions d'âmes, et le chiffre total de son commerce avec l'étranger approchera de deux milliards. Il surpassera de beaucoup celui de la Chine, cet empire qui possède 400 millions d'habitants; il sera deux fois aussi grand que l'est aujourd'hui le commerce de l'Inde, avec ses 200 millions de sujets ou de tributaires, stimulés, éclairés, et, dans certains cas, savamment exploités par la puissante Angleterre.

Alors le Brésil, fort de son Gouvernement unitaire, fort d'un patriotisme fondé sur le bien-être de tous les habitants et sur la prospérité de toutes les classes, le Brésil sera capable de braver l'ambition de cent millions d'hommes, les plus ambitieux du monde, et non-seulement de défendre son territoire, mais de prêter l'appui de sa force à tous les États de l'Amérique du Sud dont l'indépendance pourrait être menacée.

LES GUYANES.

En sortant de l'hémisphère boréal pour achever de parcourir le littoral de l'Amérique, nous avons franchi l'équateur à l'embouchure du fleuve des Amazones. Jusqu'aux rives de l'Oyapoque, nous sommes restés dans la Guyane brésilienne. De l'Oyapoque à la rivière de Cayenne, et de là jusqu'à celle de Maroni, nous allons parcourir la Guyane française. Plus loin, jusqu'à la frontière de la république Vénézuélienne, nous serons dans la Guyane peuplée d'abord par les Hollandais, et retirée par eux du sein des eaux avec la même industrie dont nous apprécierons les plus grandes merveilles dans les Pays-Bas de l'Europe et de l'Océanie.

Le caractère physique de la vaste contrée dont nous venons d'indiquer les limites nous est offert, en traits admirables, dans l'un des plus profonds écrits du peintre éloquent de la nature.

A peine Buffon a-t-il achevé le tableau des êtres aujourd'hui vivants, il imagine une autre histoire naturelle : il remonte au delà des temps où la vie est descendue sur la terre; il refait, à force de génie, les degrés de la création du globe, en prenant pour mesure des siècles de siècles; il en compose la durée de ces phases, à peine commensurables, qu'il a nommées *les époques de la nature*. Lorsque déjà trois périodes ont autant de fois transformé la face et les entrailles du globe, Buffon arrive aux temps où s'est opérée la séparation des continents, et décrit l'envahissement des eaux entraînées des pôles vers l'équateur pour combler les vides où seront les mers. Dans l'époque subséquente, il passe en revue les conquêtes opposées, et, si j'ose ainsi parler, les représailles de la terre contre

les mers graduellement repoussées par des alluvions sans fin : de là ces vastes appendices de certaines côtes progressives, et ces deltas qui grandissent à l'embouchure des fleuves du premier ordre. Parmi les empiétements sur la mer, pour offrir le plus grand exemple qu'il croie pouvoir présenter, et parmi tous peut-être celui qui nous offre la formation la plus récente, Buffon décrit en traits admirables l'extension incessante des terres de la Guyane : « leur aspect, dit-il, rappellera l'idée de la matière brute et présentera le tableau nuancé de la formation successive d'une terre nouvelle. »

Il se place, du côté de l'Atlantique, aux abords de l'Amérique méridionale ; il embrasse d'un coup d'œil les cent vingt lieues de littoral qui s'étendent du fleuve des Amazones à la rivière de Cayenne. Douze lieues avant d'arriver à la côte, on rencontre déjà sous les eaux les alluvions vaseuses descendues du continent, suivant une pente insensible. Cette pente se manifeste et devient un peu plus prononcée lorsqu'on s'élève au-dessus des eaux : elle présente une plaine sans bornes dans aucun sens. Pour embellir le théâtre ainsi préparé par la main du temps, la végétation tropicale commence, à proprement parler, dès l'Océan. Le tronc élancé des lataniers et des palétuviers surgit du fond des eaux et révèle déjà l'approche du littoral ; les oiseaux seuls et les animaux amphibies peuplent ces forêts aquatiques. Par-delà ce premier et large rideau, la terre à demi délayée commence à paraître : elle ne produit encore que des bois dont le tissu spongieux atteste l'origine aqueuse. Ici nous trouvons les premiers pâturages abandonnés comme à regret par les eaux, et découverts pendant une partie de l'année. Plus haut, le sol s'est affermi par degrés ; il se relève en plateaux asséchés, en collines, qui jusqu'au sommet offrent une épaisse

couche de terre enrichie par l'alluvion; cette couche est couverte, dit Buffon, d'arbres de tous âges, d'arbres si pressés, si serrés les uns contre les autres, que leurs cimes entrelacées laissent à peine passer les rayons du soleil.

En résumant son imposant tableau, cette vaste terre, des côtes et de l'intérieur de la Guyane, ajoute-t-il, n'est donc qu'une forêt tout aussi vaste, dans laquelle des sauvages, en petit nombre, ont fait quelques clairières et de petits abatis, pour pouvoir s'y domicilier sans perdre la chaleur de la terre et la lumière du jour.

Chaque année, pendant plusieurs mois, des pluies incessantes produisent l'inondation de la Guyane inférieure. La zone des eaux terrestres, déployée sur toute la côte et dans une grande largeur, ne forme qu'une nappe avec les eaux de la mer. Les bas terrains sont inondés, et les prairies disparues justifient alors le nom de *savanes noyées*, qui ne saurait appartenir aux savanes des hautes terres.

Les eaux arrivent des parties supérieures, saturées d'un humus impalpable et des détritus de forêts perpétuelles. A mesure qu'elles descendent, trouvant des pentes plus douces, leur cours se ralentit, le dépôt du limon commence, le sol s'exhausse; et l'océan recule suivant des degrés dont les siècles composent la grandeur.

Si l'on imaginait qu'une des rives du Nil, détachée tout à coup du fleuve et transportée au bord de la mer en devînt le littoral, si l'on supposait que la crue des eaux fluviales descendît transversalement à cette rive, en la couvrant de son limon, même fertilité serait produite, mais sur des largeurs proportionnées aux cent lieues de profondeur de la Guyane, substituées à l'*étroitesse* de la longue vallée du Nil.

Voilà la vaste contrée au fond de laquelle étaient perdus les quelques sauvages observés par Buffon, lorsque les

Européens la découvrirent. Il fallut que cent ans s'écoulassent avant que ces derniers eussent l'idée de tourner au profit de l'homme une fécondité prodigieuse.

En 1635 seulement, quelques Français prennent pied à l'embouchure de la rivière de Cayenne; plus tard, les Hollandais s'établissent au nord des Français; et plus tard encore, les Anglais, qui s'approprient aux deux tiers les conquêtes des Hollandais sur la nature.

GUYANE FRANÇAISE.

Pendant plus d'un siècle, les Français semblèrent n'attacher aucune importance au territoire considérable dont ils étaient possesseurs; ils cultivaient seulement une île assez circonscrite, à l'embouchure de la Cayenne, et possédaient quelques habitations éparses sur les rives des autres fleuves principaux, le Maroni, le Sinnamary, etc.

Tout à coup nos malheurs, portés au comble sous le règne de Louis XV, donnèrent à ces possessions une importance imprévue. Indiquons ici les efforts qu'on a faits, et les causes caractéristiques d'une époque et d'un gouvernement qui les ont rendus infructueux.

La France avait eu quatre-vingts ans pour oublier, à force d'incurie, l'administration savante, patriotique et féconde qui seule avait rendu possibles les succès immenses du grand siècle et du grand roi. Au dernier degré de l'abaissement, on regardait comme une espèce de renaissance qu'on eût enfin remplacé Colbert et Seignelay par le duc de Choiseul pour la direction supérieure et par le duc de Choiseul-Praslin pour le ministère de notre marine et de nos colonies. La funeste année 1763 commençait; on n'avait pas encore accepté la paix qui nous faisait perdre la plus admirable de nos possessions exté-

rieures, la Nouvelle-France, constituée par Richelieu, fécondée par Colbert. Mais cette perte, on était prêt à la signer; on s'y résignait d'avance. Pour se consoler, on acceptait de confiance, avec une légèreté qu'eût enviée Maurepas même, un projet qui, prétendait-on, devait changer la face de la Guyane française et nous consoler de n'avoir plus le Canada.

Au milieu du grand pays équatorial dont nous venons de rappeler la nature inépuisable, on créait un feude immense, avec tous les droits renouvelés du moyen âge, en faveur du premier ministre Choiseul et de son frère Praslin, le ministre des colonies. La concession s'étendait à toutes les terres comprises depuis la mer jusqu'aux montagnes extrêmes, entre les deux rivières du Kourou et du Maroni; ces terres étaient dévolues à la puissante famille, en propriété perpétuelle, avec seigneurie, justice et droits régaliens. On prétendait ériger aux frontières de la Guyane hollandaise une barrière militaire, comparable à ces Marches de l'Europe à moitié barbare qui constituèrent les marquisats primitifs; à raison de quoi les deux ducs apanagés assumeraient la défense du pays.

On ne devait défricher et cultiver qu'avec des Européens. On allait transporter une peuplade de Français qui grandirait, qui bientôt serait capable de prendre les armes et de secourir, à tout instant de besoin, nos colonies des Antilles. On ne voulait que douze mille immigrants pour former un premier noyau. Le trésor, dont on disposait, serait chargé des sacrifices; la marine militaire opérerait les transports et fournirait les approvisionnements pour la colonie des ministres. Rien ne semblait devoir manquer, en combinant un intérêt si personnel à l'autorité d'une monarchie absolue.

Pour gouverneur général, on choisit un frère de l'il-

lustre Turgot, mais qui n'avait ni les talents, ni le cœur ardent, ni l'infatigable activité de cet homme d'État. Ce personnage, afin de mieux diriger la Guyane, prend siége à Paris, comme pour y trôner en paix. Bien différent des monarques d'une époque postérieure, peu jaloux d'administrer, il se contente de régner; il nomme aux emplois qu'il imagine, reçoit les solliciteurs, voit quelquefois les ministres et se repose avec quiétude dans le sentiment de sa future grandeur. Un intendant, M. de Chanvallon, est choisi, par hasard, actif et capable; il cherchera pour son chef à triompher sur les lieux des difficultés, mais sans avoir la puissance et le titre nécessaires au succès. Pour commandant militaire, on désigne un petit lieutenant réformé d'une compagnie d'infanterie de la marine, à la fois roide et borné comme son grade antérieur; il va susciter contre lui dans les ports de France, ainsi qu'à Cayenne, les susceptibilités, l'envie et le ridicule, excités par sa fortune imméritée. Entravé par les lenteurs de l'autorité centrale, ce commandant, M. de la Fontaine, est retardé par les lenteurs du ministère et par les mauvais vouloir dus aux bureaux de Rochefort. Il est contraint de partir trois mois trop tard pour arriver au seul moment qui permettrait d'accomplir les travaux de premier établissement, avant la saison des pluies diluviennes. En abordant à Cayenne, il excite contre lui les susceptibilités du gouverneur de la partie déjà colonisée et qui restait étranger à la concession nouvelle. Les autorités de cette partie deviennent autant d'obstacles. Le peu de colons installés déjà sur la rive gauche du Kourou sont assez aveugles pour refuser leur concours à la colonisation qui doit verser l'or autour d'eux, et par conséquent sur eux. On trouve seulement une Mission religieuse qui possédait 80 noirs, et qui les prête pour commencer les travaux

d'un premier campement; mais le père supérieur se lasse si vite, qu'il retire ses travailleurs avant qu'ils aient accompli ce premier labeur.

Telles étaient, dès le début, les difficultés croissantes. Le personnel des nouveaux colons en présentait de bien plus graves. Pour avoir des laboureurs que les chaleurs tropicales éprouvassent moins, on demanda des cultivateurs nés à Malte, qui sont presque des Africains; le grand-maître, gouverneur de l'île, refusa de les accorder. Pour avoir des gens, du Nord il est vrai, mais patients et laborieux, on avait cherché des Alsaciens : on en trouva peu des meilleurs.

On vient de voir que le commandant militaire était parti trois mois trop tard pour faire utilement les préparatifs indispensables à toute arrivée de colons. L'administrateur en chef, encore plus contrarié, perd cinq autres mois en France. Enfin, le 14 novembre 1763, il part avec un convoi qui complète les 2,000 premiers immigrants. On jette l'ancre à Cayenne. Ce port avait reçu l'ordre de préparer des alléges qui pourraient franchir la barre à l'entrée du Kourou, et remonter avec les approvisionnements, les outils et les colons. L'intendance envieuse de Cayenne avait dédaigné cet ordre. Elle avait reçu, toutes préparées, les pièces nécessaires pour construire promptement les remorqueurs; on les demande, on les cherche : elles ont disparu.

Au milieu de ces mécomptes, l'intendant de la colonie nouvelle, M. de Chanvallon, se multiplie avec une énergie infatigable. Il supplée courageusement aux alléges par de frêles canots. Il débarque; il agrandit le campement, et fait ériger suivant un ordre régulier des cases pour les colons autour de l'humble église que possédait la Mission; il érige, quoique avec peine, quelques magasins

indispensables. Ces immigrants européens, sur qui l'on fondait tant d'espérances, ne veulent pas même travailler à l'établissement qui les doit mettre à l'abri, sans être payés avec les deniers du roi, eux! qui recevaient gratis le passage, les vivres, le couvert, les outils et bientôt la terre.

Un nouveau renfort de colons survient, avant qu'aucun préparatif ait été fait pour les recevoir. On les dépose à l'embouchure du Kourou, sur trois îlots inhabités qui deviendront des ossuaires, et qu'on ose appeler les *îles du Salut*. En même temps, on apprend l'arrivage imminent de 2,000 nouveaux colons.

Au lieu d'avoir choisi dans l'est de la France l'élite des travailleurs, on en avait ramassé la lie; des gens sans amour du travail, sans énergie, et de santés délabrées par l'intempérance et la débauche. La contagion les avait frappés dès la traversée; elle sévissait au débarquement, que les marins précipitaient pour débarquer aussi la contagion. Tels étaient les moribonds dont on encombrait les îles du Salut. Elles pouvaient admettre à l'aise les 300 premiers débarqués; on les entasse au nombre de 2,300. La mort, par degrés, procurera plus d'espace.

En remontant le Kourou, l'intendant cherche à multiplier des cases qui puissent abriter d'autres arrivants. Quatre pieux fichés en terre et rattachés par des branchages, avec un toit en feuilles de palmier, voilà l'asile. Les grands bois à défricher, les marais à dessécher et le désert en perspective : tel est le programme des concessions accordées.

Ces informes préparatifs à peine achevés et les lieux indiqués, on y jetait les colons munis de quelques outils; puis l'abandon commençait. Les concessions remontaient sur les deux rives du Kourou à partir de la 6e lieue, point

où les palétuviers cessaient de surgir aux abords de la rivière.

Le service naval était si mal fait, que le ministre des colonies avait ignoré l'urgence de suspendre les départs. L'indigne intendant de Cayenne, par jalousie contre l'intendant Chanvallon, n'avait pas permis qu'un paquebot unique attendît *un seul jour,* afin de porter la prière instante de celui-ci pour qu'on ralentît les envois : tant était enracinée la perversité jalouse qui comptait pour rien la vie des infortunés colons.

C'est ainsi qu'avant la fin de 1764 près de 9,000 immigrants étaient arrivés, un grand nombre malades avant d'avoir quitté le bord, et débarqués sans matériel nécessaire. Le camp ne suffisait pas pour en recevoir 1,500, et les envois n'avaient pas cessé.

La confusion arrive au comble. Tout manque à la fois : l'ordre et la surveillance, les registres et les revues, l'argent et presque la subsistance; l'épidémie seule fonctionne avec sa régularité funeste.

La contagion avait atteint jusqu'à l'intendant, plus infortuné que coupable, léger quelquefois au milieu de son activité, mais à qui il n'était pas donné de vaincre des difficultés surhumaines.

Enfin, après dix-huit mois de retards, le soi-disant gouverneur, le chevalier, disons plutôt le sieur Turgot, arrive, pressé par les ordres des ministres, qui finissent par être informés de quelque chose! Au lieu d'apporter secours à l'intendant, qu'à son tour lui-même jalouse, il apporte la haine et débute par la discorde. Il jette en prison cet administrateur, dont il aurait dû, quinze mois plus tôt, partager la fatigue et la responsabilité. Pour achever l'œuvre de haine, il donne les fonctions de celui qu'il disgracie à l'intendant envieux qui, de Cayenne, avait tout

mis en œuvre pour faire avorter l'entreprise et déshonorer le collègue auquel il aurait dû prêter assistance.

Le gouverneur, resté maître absolu, fait ce qu'on devait attendre de sa médiocrité; il échoue sans rien tenter pour réussir, et fait repasser en France tous les survivants qui veulent fuir le tombeau commun. Il juge son œuvre accomplie, et, trente jours après son arrivée, il s'apprête au retour. Ces trente jours d'un service négatif revenaient au ministère, en appointements, en suppléments, en gratifications, depuis l'origine, à 225,000 francs : presque le quart d'un million.

A son retour, une commission d'enquête a déclaré qu'il pouvait être regardé comme un criminel d'État; et déjà le malheureux Chanvallon languissait dans les cachots du Mont-Saint-Michel. Des procès eussent trouvé trop de coupables; ils eussent fait remonter trop haut la première et vraie responsabilité. Le chevalier Turgot est resté sans châtiment, et l'on n'a plus parlé de l'intendant.

Au milieu de ce grand nombre de fonctionnaires, d'ordre militaire et civil, qui viennent de passer sous nos yeux, à Versailles, à Paris, dans les ports, en mer, à Cayenne, nous n'en trouvons pas un qui mette avant sa personne mesquine l'amour de l'humanité, l'intérêt général et l'honneur de la patrie. On dirait d'un peuple gangrené jusqu'au dernier. C'est à qui fera le mal, les uns par ineptie, les autres par envie. Aucune médiocrité qui sache se rendre justice, et nul souci, chez la plus haute autorité, de chercher le vrai mérite ni de lui donner les moyens d'agir. Un ensemble de dépenses qu'on finira par évaluer à près de trente millions; des milliers de Français morts de faim, d'épidémie ou de misère, et qui n'émeuvent personne; des bureaux où Méphistophélès semble tenir son poison d'une main, sa plume de l'autre, et rire des maux qu'il

administre : voilà le spectacle infâme qui vient de s'offrir à nos yeux.

L'auteur si brillant du *Siècle de Louis XIV* s'abaisse à rédiger ce qu'il ose appeler le siècle de Louis XV; il concentre tous les éloges sur les actes de Choiseul, et garde le silence sur le tableau que je viens de retracer d'après un récit authentique; récit rédigé, publié par ordre du ministre de la marine, en 1851. Il aurait fallu pour un tel récit le burin de Tacite ou le fer chaud de Juvénal.

A la vue d'un immense insuccès, qu'on ne nous dise point, «les Français ne savent pas coloniser;» disons plutôt qu'en faisant tout déchoir on peut faire oublier aux Français le grand art de coloniser. Reconnaissons simplement la hideuse abjection où finissent par tomber les organes d'un peuple, après cinquante ans d'une corruption descendue du trône aux sujets, sous toutes les formes du vice égoïste, et la patrie comptée pour rien.

Si la France avait vécu sous un gouvernement justicier, inexorable par humanité même, les auteurs des plus effroyables désastres auraient subi des châtiments dont jamais malfaiteur officiel n'aurait perdu la mémoire. Chacun trouva l'impunité dans le mystère de ses opérations; les dilapidations, les délits, se cachèrent à qui mieux mieux dans le dédale des ports et dans l'ombre des ministères. Quand tous ont mal fait, nul n'est plus malfaiteur. Pour en finir, même avec le soupçon, il ne resta plus qu'un seul coupable chargé de tous les malheurs et de malédictions : *ce fut le climat de la Guyane.*

La renommée pestilentielle des rivages de ce pays, accréditée dans la métropole, les a peut-être fait préférer, en l'an VI, par les proscripteurs de fructidor. Les exilés, qu'on appelait les *fructidorisés*, furent relégués non loin des îles du Salut, aux bords du Sinnamary. Ceux des pros-

crits qui s'enfuirent de ce lieu d'exil, dans le désir d'augmenter l'intérêt pour leurs souffrances, prétendirent que ce rivage était inévitablement mortel; et l'intérêt qu'on portait aux victimes redoubla l'horreur éprouvée contre un territoire que maudissait l'humanité.

Ne doit-il pas paraître miraculeux qu'en présence de semblables catastrophes et de semblables passions, une colonie plus humble, formée par des tentatives individuelles, avec les efforts combinés des blancs et des nègres, ait pu s'accroître à Cayenne ? Les créoles ont opéré dans un cadre restreint sans doute, mais qui néanmoins s'est agrandi par les bienfaits du travail et du temps. Arrêtons-nous à ce modeste spectacle et demandons-lui la vérité.

Dans l'ouvrage que M. Necker a publié sur *l'administration des finances*, on voit qu'en 1780 notre colonie de la Guyane comptait :

Blancs, 1,358; nègres, 10,339 : total, 11,697.

Soixante ans plus tard, en 1840, la même colonie possédait 21,156 âmes. Elle avait presque doublé.

En 1848 eut lieu l'émancipation définitive des esclaves: cinq ans plus tard, la population ne présentait plus que 19,848 habitants.

Je suis heureux de pouvoir démontrer que la Guyane française, dans sa partie actuellement cultivée, ne peut pas être déclarée plus malsaine que nos colonies estimées, au contraire, pour leur salubrité.

Le Gouvernement français fait tenir avec soin les états de population de ses colonies. J'ai réuni les résultats, déjà publiés, de quatorze années consécutives qui finissent en 1853; pour ces quatorze années, j'ai supputé le nombre moyen de la population et des décès. Voici les résultats que j'ai trouvés en comparant la Guyane, où l'on s'imagine

le règne d'une mortalité effrayante, et l'île de la Réunion, célebre pour la salubrité de son climat :

ANNÉE MOYENNE DE 1840 À 1853.

	GUYANE FRANÇAISE.	ÎLE DE LA RÉUNION.
Population moyenne.................	19,003	103,810 habitants.
Décès moyens annuels................	610	3,303 décès.
Longueur de la vie estimée d'après le rapport de la population aux décès annuels.	31 ans 2 mois.	31 ans 4 mois.

Voilà donc jusqu'où s'étend la différence de salubrité entre la Guyane française et l'île de la Réunion : deux mois de moins sur la longueur de toute la vie.

L'Académie des sciences de Paris a publié, d'après les registres officiels des diverses intendances, le mouvement annuel de la population française dans la période décennale écoulée de 1771 à 1780, époque où la vie était déjà plus longue qu'au XVIIe siècle. Si, pour ces dix années, nous divisons le chiffre de la population par le nombre des décès, pour comparer le résultat à ceux que nous venons d'obtenir, nous en concluons le parallèle suivant :

Longueur comparée de la vie, conclue des mortalités.

En France.	A la Guyane française.	A la Réunion.
De 1771 à 1780.	De 1840 à 1853.	De 1840 à 1853.
29 ans 7 mois.	31 ans 2 mois.	31 ans 4 mois.

Certainement, la Guyane française au XIXe siècle, où la vie surpasse d'un an et sept mois celle des Français dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, cette Guyane ne peut

pas être considérée comme un pays dont le climat mérite d'inspirer un extrême effroi.

Nous avons aussi voulu savoir, dans les temps les plus récents dont les résultats nous soient officiellement connus, pour la production la plus importante, celle du sucre, les quantités obtenues par hectare à Cayenne et dans l'île de la Réunion, dont les cultures ont pris une extension si remarquable.

COMPARAISON DES PRODUITS EN SUCRE ENTRE LA GUYANE ET LA RÉUNION.

	GUYANE FRANÇAISE.	ÎLE DE LA RÉUNION.
Récolte de sucre (de 1844 à 1848).....	1,965,493 kil.	27,583,679 kil.
Hectares plantés en cannes à sucre......	1,318 hect.	23,628 hect.
Récolte moyenne par hectare planté en cannes..........................	1,491 kil.	1,167 kil.

Ainsi, dans les cinq années qui finissent celle où l'émancipation peut faire sentir ses effets, les récoltes de la Guyane l'emportent de plus d'un quart sur celles de la Réunion. Pour cette époque, à l'égard de la fécondité, rien qui ne soit à l'avantage de la Guyane française.

Dans les années subséquentes, la Guyane française est abandonnée à sa faiblesse et l'étendue de ses cultures diminue, tandis qu'on essaye de fortifier la Réunion par l'immigration : ce qui fait augmenter l'étendue de ses plantations. Alors la supériorité des récoltes, pour un égal territoire, s'accroît encore en faveur de la Guyane.

ANNÉE MOYENNE (5 ANS) DE 1849 À 1853.

	GUYANE FRANÇAISE.	ÎLE DE LA RÉUNION.
Récolte de sucre....................	781,517 kil.	30,455,729 kil.
Hectares plantés en cannes à sucre......	402 hect.	26,296 hect.
Récolte moyenne par hectare planté en cannes pendant les cinq premières années après l'émancipation...............	1,944 kil.	1,158 kil.

Pour expliquer cette énorme différence en faveur de la Guyane dans l'espace de cinq ans, on peut admettre que les colons, qui réduisent leurs plantations des deux tiers et plus, auront conservé les terres les plus éminemment fertiles. Mais il faut chercher ces explications pour se rendre raison de la supériorité considérable en faveur de la fécondité dans cette colonie.

En définitive, pour expliquer la déplorable diminution des cultures, ce n'est ni la salubrité du climat ni la fécondité du sol qui font défaut à la Guyane, c'est l'énergie du créole, c'est la puissance des capitaux dans la colonie; c'est aussi la quantité comme la qualité du travail qui diminuent chez le nègre émancipé.

Au Gouvernement appartient de chercher les moyens d'exploiter les richesses naturelles de cette vaste possession, qui surpasse en étendue quatre fois nos cinq départements de Normandie, et dont la terre est admirable de fécondité.

Nous voudrions qu'une compagnie puissante se constituât pour tirer parti des richesses végétales de cette grande possession, non pas avec des Européens, dont la force s'affaiblit sur ces terres basses, humides et d'une chaleur tropicale, mais avec des Africains librement en-

gagés, traités avec humanité, organisés en famille, façonnés à nos mœurs, attirés à notre culte et conduits dans les voies de notre civilisation.

Exportation des richesses minérales; gisements aurifères.

Dès à présent, une compagnie s'est organisée pour exploiter les richesses minérales : c'est la compagnie de l'Approuage, constituée par décret du 15 mai 1857 pour exploiter les *gisements aurifères* de la Guyane française. On l'autorise à choisir 200,000 hectares de terre dans les vallées de l'Arataye et de l'Approuage. Elle devra commencer avec cinq cents travailleurs, soit pour la recherche de l'or, soit pour les travaux agricoles nécessaires à la subsistance des mineurs. Les cinq premières années seront considérées comme un temps de recherche et d'essais. Ce sera seulement à l'expiration de ce premier terme qu'un nouveau décret rendra la concession définitive.

Citons une précaution très-honorable et qui, si l'on eût pu la mettre en pratique sous le financier Law, nous aurait épargné bien des ruines, quand l'agiotage exploitait avec tant d'impudence les chimères du Mississipi.

La compagnie consacrée à la recherche, à l'exploitation de l'or dans la Guyane française, pendant les cinq premières années de son existence et tant qu'elle n'aura pas la consécration d'un décret définitif, cette compagnie ne pourra faire coter ni négocier ses actions à la Bourse.

Régime intérieur.

De 1833 à 1848, la Guyane a joui d'un gouvernement représentatif, ainsi que les autres colonies sucrières. En 1848, ces institutions disparurent de fait devant la révolution qui, par un décret arbitraire, émancipa les noirs.

Aujourd'hui, le sénat a dans ses attributions de régler le régime des colonies par voie de Sénatus-consulte. La Guyane française n'a pas reconquis de conseil représentatif : elle est classée parmi les établissements, tels que le Sénégal et Pondichéry, qui sont régis par des décrets.

« Une disposition qui ne peut qu'affecter péniblement les Français de la Guyane, c'est de perdre ainsi, pour un temps dont le terme est illimité, le rang qu'ils ont possédé parmi les populations constituées des autres colonies et le droit d'avoir un Conseil général, organe de leurs vœux, surveillant de leurs intérêts. La gravité de cette disposition s'est accrue par sa coïncidence avec l'introduction d'un *système pénitentiaire* qui réunit sur le territoire de la Guyane les malfaiteurs les plus pervers et les plus grands criminels dont naguère nos bagnes étaient infestés.

« Lorsqu'on avait, par les lois organiques de 1833, placé la Guyane parmi les colonies appelées à jouir du bienfait d'une Constitution, nous concevions l'espoir d'un meilleur avenir. Cet avenir, qui semblait probable alors, ne s'est pas réalisé. L'étendue des cultures a par degrés diminué; la population et le commerce se sont réduits dans la même proportion.

« A la Guyane, les groupes de population ne sont pas constitués *en communes;* excepté Cayenne, ce pays n'a pas de conseils municipaux. Il est urgent qu'on s'en occupe. La colonie compte quinze paroisses; partout où se trouve une paroisse desservie par un ecclésiastique, c'est un centre naturel, et son territoire, jusqu'à nouvel ordre, doit composer une commune.

« Quand la population noire était possédée par un petit nombre de maîtres, tout grand propriétaire remplissait les fonctions de magistrat municipal pour une agglomération dont il était bien plus que le maire.

« Mais aujourd'hui que les noirs sont indépendants et citoyens, si l'on veut qu'ils entrent dans les voies de la civilisation, si l'on veut qu'ils acquièrent les idées d'ordre civil, il faut sans retard leur donner au moins la vie municipale.

« Nous insistons sur des considérations de cet ordre, afin de signaler au Gouvernement le besoin organique le plus pressant, le plus indispensable, pour une colonie qu'on peut et qu'on doit acheminer vers un sort plus prospère. » (Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de Sénatus-consulte organique du régime des colonies : baron Charles Dupin, rapporteur.)

Si, comme quelques personnes le voudraient, on retirait à la Guyane les établissements pénitentiaires, il faudrait lui donner l'organisation que nous ferons connaître en parlant des Antilles françaises.

GUYANE HOLLANDAISE.

La Guyane hollandaise est séparée de la Guyane française par la rivière de Maroni et de la Guyane britannique par le Courentyn. Le fleuve le plus important, qui coule du sud au nord, est celui de Surinam; il donne son nom à la colonie et traverse par le milieu le territoire.

Territoire et population.

Superficie....................	15,300,000 hectares.
Population....................	52,523 habitants.
Territoire pour mille habitants. .	291,345 hectares.

La population de la Guyane hollandaise est trois cents fois moins condensée que n'est en Europe la population de la mère patrie.

Les Hollandais, fidèles au génie de leur métropole, ont élevé des digues contre la mer et creusé des canaux pour dessécher les terrains bas du littoral et pour réunir d'importants cours d'eau par des navigations artificielles : tel est le canal qui joint les deux fleuves du Surinam et du Sarameca.

Non loin de l'embouchure du Surinam et sur sa rive gauche, s'élève la capitale, *Paramaribo*, cité d'environ 20,000 âmes; un grand nombre de navires mouillent dans le fleuve, en face de la ville, qui se fait remarquer par sa propreté, par sa régularité. De l'autre côté du fleuve, en face de Paramaribo, arrêtons nos regards sur la petite ville de *Savana*, peuplée par des juifs; ils ne s'adonnent pas seulement au commerce, ils cultivent la terre d'alentour : la tolérance batave a fait leur prospérité.

La salubrité de Paramaribo s'est considérablement améliorée par le creusement de plusieurs canaux, dont les uns entourent et les autres traversent la ville pour opérer l'écoulement des eaux.

On doit ces travaux à M. Baders, gouverneur de la colonie, ainsi que l'adoption d'un système de canalisation souterraine agricole opérant comme un *drainage* des terres basses et défendues contre la mer par des digues : il en résultera les plus heureuses conséquences pour la santé publique, la facilité des cultures et l'accroissement des produits. Rapportons ici la description du procédé.

La manière dont se pratique la canalisation souterraine est de la plus grande simplicité. Après qu'on a fait un nombre suffisant de saignées parallèles pour l'écoulement des eaux principales, il reste encore à dessécher les terres intermédiaires. On creuse alors de petits canaux à la profondeur d'un mètre, perpendiculairement aux saignées ou grandes coupures; on pose sur le fond des cy-

lindres, soit en fonte, soit en grès, percés de trous, ou des tuiles très-convexes reposant sur des ardoises; on les recouvre ensuite de terre, de manière à ce que le sol n'offre plus qu'une surface unie : tel est le moyen qu'on emploie à Démérary. M. le gouverneur de Surinam a conçu l'idée de remplacer avec économie les tuyaux par des bambous. Le succès semble répondre à son attente; les eaux pénètrent par filtration dans les cylindres de métal ou par le creux des bambous et s'écoulent dans les canaux principaux. Il en résulte de très-grands avantages: premièrement, de pouvoir travailler la terre avec la charrue et la herse; secondement, de n'avoir plus à redouter les éboulements; troisièmement, de ne plus laisser exposés au contact de l'air une multitude de canaux secondaires, plus ou moins obstrués par des matières végétales et des détritus d'animaux en putréfaction, d'où s'exhalaient des miasmes délétères.

Productions agricoles.

Voici, pour les produits tropicaux exportables, quelle est aujourd'hui la valeur moyenne de la production annuelle :

Sucres........................	12,706,000 kilogr.
Mélasses......................	5,499,700 litres.
Esprits, rhum et autres.........	646,800
Café..........................	613,370 kilogr.
Cacao.........................	68,610
Coton.........................	646,800

Le commerce de la Guyane hollandaise a cela de remarquable que la majeure partie est faite par la métropole; c'est ce qu'on devait attendre d'un peuple très-navi-

gateur, laborieux, actif, et ne permettant pas que l'étranger profite plus que lui de ses propres établissements.

COMMERCE DU ROYAUME DES PAYS-BAS ET DES TROIS PRINCIPALES PUISSANCES AVEC LA GUYANE HOLLANDAISE.

PAYS.	PRODUITS ENVOYÉS À SURINAM.	PRODUITS ENVOYÉS DE SURINAM.
Pays-Bas	2,767,715	9,048,233
France	32,188	264,144
Grande-Bretagne	269,450	1,434,425
États-Unis	1,101,820	1,327,586
Totaux	4,171,173	12,074,388

PETITES ÎLES POSSÉDÉES PAR LES HOLLANDAIS.

Nous ne ferons pas, en parlant des Antilles, un chapitre à part des colonies bien peu considérables que les Hollandais y possèdent. La seule île de *Curaçaq*, d'une étendue médiocre et peuplée comme une de nos justices de paix, pourrait mériter une mention spéciale.

ÎLES HOLLANDAISES.	POPULATION.
Saint-Eustache	1,852
Saba	1,677
Saint-Martin	2,752
Curaçao	16,692
Aruba	3,201
Bon-Air	2,223
Totaux	28,397

De colonies aussi faiblement peuplées, on ne peut attendre que les productions les plus limitées, malgré l'activité patiente et l'intelligence des enfants de la Hollande.

GUYANE BRITANNIQUE.

Les Anglais avaient mis à profit les premières guerres de la révolution française pour s'emparer de toute la Guyane hollandaise; ils la rendirent en 1802, lors de la paix d'Amiens. En 1808, ils l'envahirent encore, et ils ne restituèrent par les traités de 1814 que la partie de Surinam.

La Guyane britannique se divise en trois districts, dont les noms, empruntés à trois fleuves, sont rangés dans l'ordre qui suit, de l'orient à l'occident : Berbice, Démémary, Esséquibo. Ces trois fleuves coulent du sud au nord.

Celui de Berbice prend sa source aux limites mêmes de la colonie, du côté du Brésil. A l'embouchure et sur la rive droite, les Hollandais avaient érigé *la Nouvelle-Amsterdam*. Agrandie par les Anglais depuis un demi-siècle, la cité qui porte un si beau nom ne comptait pourtant que 4,633 habitants en 1851. Lorsqu'on visite cette ville, à la différence près de la chaleur et de la lumière, on se croit transporté dans un faubourg maritime de la grande capitale hollandaise : chaque maison est entourée de son jardin et d'un fossé, que le flux emplit d'eau et que le reflux nettoie de toutes les immondices.

Un établissement plus beau, plus peuplé que Berbice, est le district qui se déploie sur les deux rives du Démérary. Sa capitale, que les Hollandais avaient appelée *Stabrook*, fut nommée *Georgetown* : c'était en l'honneur de Georges III, sous qui s'opérait la spoliation des pauvres

Hollandais, qui jamais n'avaient cessé de vouloir commercer avec leurs amis les Anglais, même en bravant la toute-puissance de Napoléon. Stabrook ou Georgetown comptait environ 10,000 âmes lors de l'envahissement; elle en compte aujourd'hui plus de 25,000.

Le troisième district, celui d'Esséquibo, le moins peuplé des trois, n'a pour chef-lieu qu'un village. Les colons sont disséminés sur les bords du fleuve de ce nom; leurs cultures ne sont pas moins soignées qu'au voisinage des autres fleuves.

Les Anglais n'ont eu qu'à suivre les intelligentes et belles traditions laissées par les Hollandais pour maîtriser les eaux et pour cultiver la terre dans les terrains qui bordent la mer et dont ils sont défendus par des digues vraiment bataves. Ils n'ont eu qu'à joindre leur activité puissante à la méthode froide, laborieuse et toujours calculée des Hollandais. C'est à leurs devanciers, qui sont restés leurs collaborateurs, qu'il faut attribuer une grande et juste part des riches résultats auxquels est parvenue la Guyane aujourd'hui britannique.

RECENSEMENTS COMPARÉS.

	1817.	1851.	
Population blanche	4,700	11,558	
Nègres, esclaves en 1817	96,300	91,710	Libres.
Indiens et mulâtres	15,000	16,754	Indiens.
Asiatiques	»	7,760	
Totaux	116,000	127,782	

Le fait capital qui frappe dans ce parallèle est la diminution de la race noire. Celle-ci devrait, au contraire,

présenter un accroissement, vu l'importation des libérés africains. Depuis l'émancipation, cette diminution du nombre des noirs a marché de pair avec leur aversion pour le travail et l'irrégularité de leur vie.

Voici ce qu'on lit dans les lettres publiées par le comte Grey pour faire l'apologie de la politique coloniale qu'il a fait prévaloir sous l'administration de lord John Russell; lettre du 13 juillet 1852 :

«En 1846, les gages des nègres à la Guyane étaient de 2 sh. 1/2, c'est-à-dire 3 fr. 12 cent. 1/2, *pour six heures de travail*. Rarement les nègres daignaient travailler plus de quatre jours par semaine, et souvent pas plus de deux ou trois jours sur sept!... Dans cette colonie infortunée les affranchis perdaient leur temps à la chasse, à la pêche, à la maraude; l'ignorance et la superstition continuaient à prédominer. La génération nouvelle est devenue moins docile et plus inclinée au mal, à la paresse, au désordre, que celle qui la précédait.» Voilà ce qu'on observait après l'acte primitif d'émancipation et dix ans après l'affranchissement absolu.

Lord Grey regarde comme un remède à ces maux la suppression des droits protecteurs sur le sucre, laquelle, assure-t-il, a fait cesser les prix *extravagants* payés aux noirs. Cependant voici ce que je trouve dans les tables officielles publiées en 1856, part. I, p. 287 : pour l'année 1853, le prix de la main-d'œuvre, sur les plantations, est précisément de 2 sh. 1/2, comme en 1846.

Le remède invoqué par lord Grey n'a donc pas produit un effet durable sur la réduction du salaire à des termes plus raisonnables; il en est de même des mesures, d'ailleurs excellentes, adoptées pour favoriser l'introduction des nouveaux travailleurs libres.

Depuis 1851, la colonie a compris dans ses dépenses

publiques, pour être employées par les commissaires de l'immigration, les sommes qui suivent :

Années..	1851	1852	1853	1854
Francs..	756,921	1,137,875	1,503,875	1,652,875

Cette dotation toujours croissante a dû beaucoup augmenter le nombre des travailleurs asiatiques, soit *coulies* de l'Inde, soit Chinois. Je ne possède pas le résultat des encouragements ainsi donnés à l'immigration depuis 1851 ; mais nous pouvons en juger par l'accroissement des produits de la colonie et de son commerce.

Le Ministère du commerce britannique (*Board of trade*) a publié pour cinq années, 1851 à 1854, les résultats du commerce extérieur de la Guyane.

Il se contente de mettre en regard la première et la dernière année, qui présentent de très-grandes différences quant aux exportations. Cela tient en partie à l'inégalité des récoltes, en partie aux prix plus élevés de 1854.

COMMERCE DE LA GUYANE BRITANNIQUE EN 1851 ET EN 1854.

COMMERCE AVEC	1851.		1854.	
	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Le Royaume-Uni..	12,149,575	20,357,200	12,772,750	32,551,725
Les Antilles britanniques........	3,337,575	530,350	973,975	1,368,375
Les autres colonies britanniques...	1,468,175	152,825	2,825,960	296,925
Les États-Unis....	3,623,375	45,550	5,349,075	193,100
Les autres nations.	806,775	539,950	993,700	723,175
TOTAUX.....	21,385,475	21,625,875	22,915,460	35,133,300

A l'exception des États-Unis, le commerce de la Guyane britannique avec les nations étrangères mérite à peine d'être mentionné. Les belles espérances de lord Grey du côté de ce commerce, en abolissant toute inégalité dans les droits d'entrée, n'ont pas été réalisées. La Guyane britannique compose encore près de la moitié de ses revenus avec les taxes qui frappent la navigation et les produits étrangers.

Droits perçus en 1854	2,434,325f	Rapport,
Importations	22,912,450	10 $\frac{6}{11}$ p. 100.

En 1854, l'ensemble de ces droits est presque de 11 p. o/o des importations. En 1851, l'ensemble des mêmes droits n'était pas tout à fait de 12 p. o/o. Ce n'est pas d'aussi légères différences qui peuvent exercer la moindre influence sur le bien-être des travailleurs de la Guyane et sur leur ardeur au travail.

Sans s'arrêter à d'aussi pauvres explications, en définitive, il faut considérer la Guyane britannique comme un établissement colonial qui présente aujourd'hui d'heureux symptômes de prospérité. Nous formons des vœux pour qu'ils soient durables.

Exploitation des matières textiles.

Dans les colonies anglaises, on doit surtout se préoccuper des produits végétaux qui peuvent fournir aux manufactures de la métropole des matières premières : tels sont au premier rang les filaments textiles..

Depuis douze années les colons de la Guyane britannique, comme ceux de la Jamaïque, exploitent le bananier pour en extraire et diviser les fibres; ils cherchent le

mécanisme le plus propice à cette opération, dont les conséquences peuvent être fort importantes.

D'autres végétaux donnent des produits dont l'industrie européenne doit à juste titre se préoccuper, pour les filasses, les étoupes et les fils qu'on en retire. Tel est le *silk-grass*, herbe-soie, dont les fils servent à faire les cordes d'arc et les filets des aborigènes; tel est le duvet doux et soyeux du comara (*bombax Ceila*), les Anglais l'appellent *silk-cotton*, coton-soie; telle est aussi l'*asclepias carassavica*, qui présente autour de ses graines un duvet, comme le coton autour des siennes : on l'appelle *cotton-down*, duvet, édredon de coton.

L'industrie française ne doit négliger aucune de ces matières empruntées au règne végétal; il faut les étudier pareillement dans la Guyane française.

En 1851, la Guyane britannique avait exposé dans le Palais de cristal 44 échantillons dont les espèces étaient dénommées et classées scientifiquement; en 1855, une collection pareille s'élevait à 210 échantillons. C'est qu'en effet, sous l'habile direction de M. Woodhouse, gouverneur de la Guyane britannique, une collection magnifique des produits végétaux de cette colonie fut envoyée en Europe avec une explication remarquable pour les sentiments qu'elle exprimait. « Nous attendons, disait-elle, de grands avantages d'une exposition parisienne : d'abord parce que les produits de notre colonie, étant à peu près identiques avec ceux de sa sœur la colonie française de Cayenne, devront d'autant plus fixer l'attention; ensuite, à raison du haut degré de perfectionnement où sont parvenues en France les écoles scientifiques et industrielles : là, les diverses productions de notre colonie trouveront les meilleurs débouchés, lorsqu'un examen dirigé par les maîtres de l'art et de la science aura constaté leur mérite et démontré leur valeur acceptable dans le commerce. »

Mus par le même sentiment, nous signalerons quinze espèces des bois plus particulièrement dignes de fixer l'attention; on peut les exploiter presque toutes dans les forêts de la Guyane française. Ce sont :

Le bois d'*amarunthe*, Banya, dont le cœur seul est employé : propre à la décoration, à l'ébénisterie;

Le *caraburi*, grand arbre propre aux mâtures : il est durable et ne se fend pas;

Le *cèdre rouge* (icica altissima), qui s'élève à plus de 30 mètres, ne se fend pas, est d'un facile travail et préféré des Indiens pour leurs canots : son odeur aromatique le défend contre les insectes;

Le *bois crabe*, crab-wood (xylocarpus carapa), bois léger, qui sert pour la mâture, les vergues, etc. : l'écorce a l'action du tannin; l'huile tirée de ses fruits est recherchée pour la parfumerie et l'éclairage;

Le *cucurrit palme* (maximiliana regia), dont la graine fournit une huile limpide et fort estimée;

Le *dali* (virola sebifera), l'*arbre à cire*, très-grand, propre aux travaux hydrauliques et pour la charpente des maisons;

Le *ducabaly*, bel acajou de la Guyane;

Le *ducali*, bois d'où l'on fait découler le caoutchouc;

L'*ita palmier* (mauritia flexuosa), qui parvient jusqu'à 30 mètres de hauteur et donne des fibres textiles : de son fruit les indigènes tirent la liqueur enivrante nommée *belterie;*

Le *kuraki*, l'un des plus grands arbres et des plus abondants; d'un bois odoriférant, précieux pour les bordages de navires et de canots : il est exempt de la pourriture sèche (dry rot);

Le *laurier à huile* (oleodaphne opifera) : cette huile est le meilleur dissolvant pour le rouge indien;

L'arbre *marmelade* (lucuma mummosa), dont le bois, très-dur, sert à faire des pilons et dont le fruit a la saveur d'une excellente confiture;

Le *souari* (caryocar tomentosum), bois dur et très-fort pour la marine;

Le *surabadani*, bois couleur de pourpre foncé, très-dur, et que l'on recherche pour la plus belle ébénisterie;

Le *waranana* (oranger sauvage), grand arbre propre à la charpente.

ARCHIPEL COLOMBIEN.

Le grand archipel Colombien, plus considérable qu'aucun de ceux de l'ancien monde, s'étend des côtes de la Floride aux bouches de l'Orénoque. La zone insulaire qui l'entoure forme l'enceinte extérieure du golfe Mexicain et de la mer des Antilles, deux vastes bassins dont la superficie couvrirait dix fois celle de la France.

Des quatre cents îles dont l'archipel se compose, une seule, Haïti, est indépendante; les autres appartiennent à l'Angleterre, au Danemark, à l'Espagne, à la France, à la Suède.

Toutes ces îles font partie de notre hémisphère; elles s'étendent depuis le 10ᵉ degré de latitude jusqu'au 27ᵉ. A très-peu d'exceptions près, on doit les considérer comme appartenant à la zone torride. Pendant longtemps leurs produits, sous le nom de *produits coloniaux*, ont représenté pour l'Europe colonisatrice les richesses végétales propres à cette zone; ils sont devenus pour les Européens un besoin impérieux. Ce besoin, dans la grande guerre de l'Empire français contre l'Angleterre, a figuré parmi les causes principales de popularité ou d'impopularité pour les puissances qui les procuraient ou qui les interdisaient aux nations de l'Occident.

Depuis la fin du XVIIIᵉ siècle, les îles de l'archipel Colombien, généralement appelées *les Antilles*, ont été le théâtre de révolutions singulièrement diverses, les unes atroces et sanguinaires, d'autres avant tout économiques et financières. Ces révolutions, rarement heureuses, mais infortunées à des degrés fort inégaux, sont fécondes en graves leçons pour les gouvernements et pour les peuples. C'est au point de vue de la puissance productive qu'il nous

appartient de les considérer, mais sans négliger pourtant le point de vue supérieur de l'humanité et de la justice.

ANTILLES BRITANNIQUES.

Voici déjà le troisième siècle que l'Angleterre, avec une infatigable constance, poursuit la conquête des îles que comprend l'archipel Colombien.

Dans cette mer, elle est aujourd'hui la puissance prépondérante, et par le nombre et par la position de ses colonies; elle domine les passes essentielles pour communiquer entre le golfe du Mexique, la mer des Antilles et l'Océan Atlantique. Sa marine imposante lui permet de posséder en pleine sécurité une multitude d'îles peu considérables et sans défenses militaires; elle réserve ses fortifications et ses garnisons pour un petit nombre de points centraux que nous aurons soin d'indiquer.

Dès le commencement du XVIIIe siècle, en 1705, les Anglais formaient à la Barbade leur premier établissement colonial dans l'archipel Colombien. C'est, de toutes les Antilles, la plus avancée vers l'orient, la plus au vent de toutes les îles du Vent, la plus peuplée de toutes les îles anglaises, après la Jamaïque; et le siége du Gouvernement général des petites Antilles britanniques.

Quatre ans plus tard, et sur la route de l'Angleterre aux Antilles, cette puissance prenait possession des Bermudes. Ces rochers, presque de nulle valeur au point de vue de leur territoire exigu, sont d'une importance capitale pour le beau port qu'elles présentent et qui se trouve aujourd'hui dans l'état de défense le plus respectable : il sert de relâche sur les routes du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Bretagne à l'archipel Colombien.

L'Angleterre occupe ensuite, au milieu des petites

Antilles, un groupe d'îles peu considérables, Saint-Christophe en 1623, Nevis en 1628, Antigua et Montserrat en 1632.

En 1629, elle prend possession d'un autre groupe, pauvre sous le point de vue du territoire, mais d'une importance capitale au point de vue militaire et commercial : c'est le groupe des îles Bahamas. Parmi les 300 et quelques îlots dont il se compose, un grand nombre ne présentent que de stériles rochers. Mais il commande : à l'occident, le détroit de la Floride, qui mène au golfe du Mexique; à l'orient, la passe du Vent, entre Haïti et la Havane, passe qui conduit par la mer des Antilles à l'isthme de Panama.

Aux îles Bahamas, comme à la Barbade, les Anglais possèdent un établissement pour leur marine militaire, puissamment fortifié; ce qui les rend ainsi redoutables pour l'attaque et pour la défense.

Une conquête plus riche et plus brillante est faite sous le règne formidable de Cromwell : en 1655, il prend aux Espagnols la Jamaïque, une des grandes Antilles; elle est au midi de la passe du Vent, passe dont nous venons de signaler l'importance. Le port de Kingston, à la Jamaïque, est le centre de la station navale qui surveille les deux mers intérieures, le golfe du Mexique et la mer des Antilles.

Les petits établissements d'Anguilla et de Tortola, commencés en 1666, complètent les accroissements de la puissance britannique obtenus au XVII[e] siècle dans l'archipel Colombien.

Au milieu du XVIII[e] siècle, la guerre, infortunée pour nous, que termine le traité de 1763, transfère aux Anglais nos îles de la Dominique, de Saint-Vincent et de la Grenade. Par là se trouve brisée la chaîne continue des colonies françaises dans la mer des Antilles.

La révolte des treize colonies de l'Amérique du Nord, cette révolte qui fit perdre à l'Angleterre une si grande partie de ses possessions continentales, ne lui fit perdre aucune de ses îles; elles étaient protégées par la supériorité de ses forces navales.

La paix de 1783 ne rétablit pas le commerce actif et naturel que faisaient avec les Antilles britanniques les treize colonies à jamais émancipées. Trop de passions ardentes animaient la mère patrie, blessée dans ses intérêts et surtout dans sa fierté. Il faut arriver au ministère de l'illustre Huskisson pour voir rétablir des relations non moins avantageuses aux îles qu'aux États-Unis.

Au XIXe siècle, la guerre contre la France et ses alliés procure à l'Angleterre : 1° Sainte-Lucie, petite île qu'elle nous enlève; 2° la Trinité, vaste et fertile colonie qu'elle prend aux Espagnols; 3° la plus belle partie de la Guyane, qu'elle ravit à la Hollande. Ces deux dernières acquisitions étaient les plus importantes qu'eût faites la Grande-Bretagne depuis la conquête de la Jamaïque.

Le tableau suivant fera connaître la population des Antilles britanniques telle que la constatent les dénombrements les plus récents que nous ayons pu nous procurer. On y verra l'extrême inégalité des habitants pour un même territoire : on y remarquera surtout les îles Bahamas, qui n'ont qu'un habitant pour 41 hectares; la Trinité, qu'un pour 9; la Jamaïque, un pour 4; et la Barbade, où sont condensés plus de trois habitants par hectare. Nous trouverons peu d'exemples comparables à cette dernière accumulation d'individus sur un étroit territoire.

TABLEAU DES ANTILLES BRITANNIQUES.

ÎLES.	POPULATION.	SUPERFICIE.	HECTARES pour 1,000 habitants.
Bermudes (1851)................	11,092	5,652[h]	510
Bahamas (1854)................	27,619	1,137,060	41,169
Jamaïque (1855)................	381,423	1,653,770	4,336
Tortola, îles Vierges (1841)........	6,689	5,377	797
Saint-Christophe (1854)...........	20,741	17,733	854
Nevis (1844)...................	9,571	5,168	539
Antigua (1851)..................	37,136	27,874	751
Montserrat (1851)................	7,053	12,154	1,723
Dominique (1854)................	29,220	71,056	2,432
Sainte-Lucie (1854).............	24,123	14,979	621
Saint-Vincent (1851)..............	30,128	33,580	1,115
Barbade (1851)..................	135,939	38,738	285
Grenade (1851)..................	35,632	32,263	905
Tabago (1853)..................	14,353	48,285	3,364
Trinité (1851)..................	68,600	647,680	9,441
TOTAUX.........	839,319	3,751,369	68,842

Révolution progressive des Antilles britanniques, au XIXe siècle.

Au commencement du XVe siècle, tous les travaux agricoles des Antilles britanniques étaient accomplis par des noirs d'origine africaine.

La *traite*, l'achat des nègres en Afrique et leur revente en Amérique étaient pour toutes les puissances européennes un commerce légal. Les Anglais l'emportaient alors sur les autres peuples par le plus grand nombre de noirs qu'ils transportaient, et dont ils trafiquaient dans tous les lieux où les Européens possédaient des esclaves.

Abolition de la traite des noirs.

Les grandes cités commerçantes et maritimes, surtout Bristol et Liverpool, trouvaient admirable un tel commerce, parce qu'il était très-lucratif et concourait à leur prospérité.

Mais dans l'intérieur de la Grande-Bretagne les esprits moraux et religieux, ennemis d'un pareil trafic, eux qui s'effrayaient peu de rendre de moins en moins profitables les cultures tropicales, eux qui n'admettaient pas que des hommes pussent être vendus par d'autres hommes comme un misérable bétail, ceux-là déclaraient anathème à la traite des noirs; ils l'attaquaient par d'éloquents mandataires, en plein Parlement. Pour donner plus de puissance à leurs principes, ils s'adressaient au cœur humain: ils frappaient les imaginations par le tableau des atrocités commises dans le transport des nègres, entassés sur des navires insuffisants à tous égards, n'ayant pas même assez d'air pour respirer dans des entreponts surbaissés, y subissant des chaleurs de zone torride, enchaînés à côté les uns des autres, et périssant en nombre effrayant dans les pénibles traversées d'Afrique en Amérique.

Il a fallu vingt ans d'efforts déployés par les plus persévérants des hommes, il a fallu l'éloquence infatigable, il a fallu l'estime et l'admiration conquises par Wilberforce pour obtenir du Parlement qu'il votât ce grand et dernier bienfait du ministère de Fox expirant : l'abolition légale de la traite. En 1808, elle devient un Acte du royaume.

Rendons pleine justice aux hommes d'état de l'Angleterre. Quelles qu'aient été leurs dissidences sur les grands intérêts de la métropole, à partir du moment où la traite s'est trouvée proscrite par la loi, ils ont fait servir toutes les forces du Gouvernement à la rendre impossible dans

les possessions britanniques, et surtout dans les Indes occidentales.

Mais, à partir de cette époque, les plantations anglaises éprouvaient un énorme désavantage lorsque leurs produits entraient en concurrence avec ceux de l'étranger qui continuait d'avoir recours à la traite.

Cette concurrence, il est vrai, n'était pas possible en Angleterre, en Écosse, en Irlande, parce que des mesures prohibitives, remplacées ensuite par des droits excessifs, écartaient du marché métropolitain les produits de l'étranger.

Le grand bénéfice donné par le travail des esclaves résultait de la culture de la canne à sucre. Cette nature de produits était reconnue comme éminemment imposable, et le Gouvernement anglais en retirait un revenu qui lui rendait précieuse l'exploitation de ce roseau tropical.

Pour faire comprendre cette situation, consultons d'abord les résultats relatifs à l'année 1820, treize ans après l'abolition de la traite dans les possessions britanniques.

Revenu tiré des produits saccharins en 1820.... 102,200,050 francs.

Ce genre de revenus a d'autant plus de prix aux yeux de la Trésorerie que, sans rien changer à la proportion des droits, le simple progrès des consommations, chez un peuple qui croît en nombre comme en aisance, procure à l'échiquier des revenus chaque année plus considérables. Montrons seulement l'augmentation naturelle obtenue dans le court espace de dix années :

Revenu tiré des produits saccharins en 1830.... 159,191,625 francs.

Faisons maintenant connaître le mouvement du com-

merce des sucres, dans le Royaume-Uni. à chacune des époques ainsi rapprochées.

ACCROISSEMENT DÉCENNAL DES QUANTITÉS DE SUCRE IMPORTÉES DANS LE ROYAUME-UNI.

	EN 1820.	EN 1830.
	kilogr.	kilogr.
Sucre colonial consommé dans le Royaume-Uni.......	137,156,810	183,456,880
Sucre tiré de l'étranger........................	8,244,330	11,341,400
Sucre réexporté................................	76,151,120	68,292,880

Ce parallèle est frappant. Il nous montre : 1° le progrès total de la production des sucres dans les Antilles britanniques, entre 1820 et 1830; 2° la quantité très-insignifiante de sucres étrangers qui se hasardaient à paraître sur les marchés des trois royaumes; 3° la quantité bien plus considérable de produits réexportés. En réalité, les colonies britanniques, jusqu'en 1830, étaient plus que suffisantes pour satisfaire aux besoins de la métropole, quel que fût le progrès de ces besoins : l'accroissement de leurs produits prouvait leur supériorité.

Premières améliorations du sort des esclaves britanniques.

Sollicité par les sentiments d'humanité que le peuple entier manifestait, le Gouvernement anglais s'occupait avec zèle du soin d'améliorer le sort des noirs dans ses colonies; il y procédait avec une sage et ferme constance. On peut voir dans un des discours les plus éloquents de Georges Canning, session de 1826, l'exposé des mesures qu'il avait mises en pratique et de celles qu'il se proposait de réaliser dans un prochain avenir.

Déjà quelques voix impatientes se faisaient entendre; elles réclamaient l'abolition de l'esclavage, sinon décrétée sur-le-champ et pour être accomplie sans aucun délai, décrétée du moins à titre de principe et comme devant s'exécuter dans un très-prochain avenir. Au sein des deux chambres, une immense majorité, plus circonspecte, différait l'adoption de cette mesure. Elle lui paraissait trop prématurée; elle voulait qu'on appelât le temps au secours des difficultés à surmonter, et surtout qu'on attendît, sur un si grand intérêt public, l'initiative du pouvoir exécutif.

On aurait suivi cette voie prudente et salutaire, compatible avec les intérêts du trésor, avec ceux des colons, avec ceux même de la classe noire, s'il ne s'était pas produit en Europe un de ces événements qui saisissent les imaginations de tous les peuples, ébranlent les cœurs, et produisent au loin des conséquences que la prévoyance humaine n'a pas le don de deviner.

En 1830, un combat livré dans Paris pour la conservation des lois devient en trois jours une révolution. Pour la troisième fois, une dynastie de huit siècles disparaît du trône. Les esprits les plus confiants célèbrent à l'envi des libertés agrandies; l'émeute anarchique, saisie d'émulation, s'essaye à d'autres conquêtes, et les accomplira dix-huit ans plus tard.

L'Angleterre se montre charmée d'un changement qui lui semble répéter sa propre révolution de 1688. Une agitation contagieuse remue les esprits du peuple britannique; elle se propage jusqu'au sein du Parlement. Depuis cent quarante-deux ans, les bases de la représentation dans la Chambre des communes étaient restées immuables; elles sont altérées en faveur des grandes cités manufacturières et commerciales. Du même coup, l'aristocratie

perd les bourgs à rares habitants dont elle nommait les mandataires.

Lorsqu'on modifie les bases et la corrélation des pouvoirs, aussitôt surgissent les logiciens de l'innovation, qui demandent ce qu'ils appellent *les conséquences* de la réforme obtenue. Sur le continent, les conséquences d'une révolution sont, à leurs yeux, de rendre impossible le Gouvernement même qu'elle a fait surgir; dans la Grande-Bretagne on détourne au dehors les innovations périlleuses.

Ainsi la réforme du Parlement au sein des trois royaumes en amène une autre qui modifie profondément le sort des colonies. Le cri des saints de toutes les sectes, d'accord cette fois avec la voix des philosophes, retentit contre l'esclavage avec une force nouvelle; il faut sans délai décréter l'affranchissement des noirs dans les possessions anglaises. La prudence des hommes d'état réclame en vain pour qu'un changement si profond appelle à son aide le bienfait du temps : c'est le seul moyen de préparer à la liberté des hommes élevés dans l'ignorance, étrangers encore aux mœurs de la famille, et nourris dans l'horreur du travail agricole, symbole pour eux de la servitude. Malgré de si sages conseils, le pouvoir est contraint de céder; il imagine un moyen terme. On capitulera d'une part avec les consciences, sans trop grever le trésor, en déguisant avec art la spoliation des propriétaires. On capitulera, de l'autre part, avec la sagesse, en imaginant des actes immédiats et pourtant dilatoires; actes bien intentionnés, mais encore insuffisants contre les désastres trop soudains d'une mesure que les empressés brûlent d'exécuter. Les esclaves sont dénombrés; on en trouve près de sept cent mille, dont la valeur surpasse de beaucoup un milliard de francs. On vote cinq cents millions de première indemnité pour les possesseurs qu'on veut exproprier.

De l'apprentissage imaginé pour compléter l'indemnité des maîtres.

Relativement aux centaines de millions de perte évidente infligée aux créoles, on se plaît à penser qu'en assujettissant les affranchis à *sept années de travail obligatoire* au profit de leurs anciens maîtres, le bénéfice qu'en obtiendront ceux-ci compensera la suppression de la moitié de leur fortune. Aux yeux des exaltés, on justifie, on pallie du moins sept ans de plus concédés à l'esclavage, en décorant du nom gracieux d'*apprentissage* cette situation des noirs affranchis. Ils n'auront pas un sort plus rude que celui des enfants libres de la métropole, avec les douces conditions de tutelle et d'obéissance imaginées pour le bien des arts et métiers par la sage Élisabeth. Tels vont devenir les apprentis de la liberté, condamnés, pour délivrance immédiate, à sept ans de travaux forcés.

On révèle aux noirs que la loi les déclare libres, et qu'en même temps on veut prolonger pendant sept années leur condition servile. Dès cet instant, loin d'éprouver la reconnaissance que commande un bienfait immense, ils se figurent qu'on leur vole une large part de leur existence. A leur tour, ils ne songent plus qu'à voler aux maîtres le travail dit obligatoire. On n'ose pas recourir à des châtiments corporels pour les forcer au labeur; et quels autres moyens employer? Pour eux, subir la prison c'est recevoir le bienfait du repos et ravir du travail aux détenteurs qu'ils brûlent de quitter. Voilà comment l'ère de l'apprentissage, qui devait parfaire la juste indemnité des maîtres, est au contraire le complément de leur ruine. La situation devient intolérable pour tous : aussi, dès la troisième année, il faut recourir à ce même Parlement si peu sage et si peu prévoyant dans ses premières mesures. On le supplie de supprimer la moitié de l'apprentissage, ce qu'il

fait à l'instant, mais cette fois sans rien donner pour l'indemnité retranchée.

Dans les premiers temps du travail complétement libre, les nègres, encore ignorants des conditions dont ils pourront désormais abuser, acceptaient des salaires modérés et très-suffisants. A la Jamaïque, les prédicants exaltés sont les premiers qui les excitent afin qu'ils exigent de leurs anciens maîtres un salaire exorbitant. Ailleurs l'exigence est moins empressée, mais elle finit par être non moins excessive.

Aussi longtemps qu'ont duré les cinq cents millions payés aux colons pour valeur de leurs affranchis, ils ont pu faire servir cet argent à continuer des travaux qui n'étaient plus pour eux que l'objet de pertes croissantes. Ils avaient l'espoir qu'à force de persévérance et de sacrifices, en construisant des appareils plus parfaits, en appelant de tous côtés des moyens subsidiaires, ils finiraient par rétablir leur fortune.

Immigration de travailleurs supplémentaires et concurrents.

On eut alors la pensée d'attirer dans les colonies britanniques d'autres travailleurs que les noirs, pour leur faire concurrence et les obliger à ne plus dicter des conditions extravagantes. On emprunta par tous les moyens des agriculteurs au midi de l'Europe, à la France[1], à

[1] Pour faire apprécier comme ils doivent l'être les moyens employés et les effets produits par cette immigration, nous allons donner l'extrait qui suit d'un rapport sur l'île de la Trinité, adressé par M. le commandant Layrle au ministre de la marine et des colonies françaises :

« Si je n'avais à parler que de cette foule d'étrangers sans profession, sans aptitude aucune au travail, qui ont abandonné leur patrie par amour du changement, dans l'espoir de satisfaire plus facilement des penchants vicieux, plutôt qu'avec la ferme résolution de se rendre utiles, de se créer

Malte, aux îles Baléares; on en tira des Açores. Mais les besoins étaient sans bornes, et ces ressources étaient limitées. Trop souvent les choix étaient faits avec une légèreté coupable, et l'on ne parvenait guère à trouver des ouvriers européens qui résistassent au climat énervant, à la chaleur accablante de la zone torride, pour des travaux agricoles accomplis au grand soleil.

des moyens d'existence et d'assurer leur avenir, j'aurais fort peu de chose à dire; car la plupart de ces hommes ont payé tribut au climat. Ils ont succombé victimes de leurs débauches, malgré les conseils des habitants et les soins hygiéniques qui leur ont été prodigués à leur arrivée dans la colonie. Mais une classe plus intéressante de nos compatriotes a fixé mon attention : ce sont ces familles entières venues des départements les plus reculés de la France, et qui, après avoir vendu leurs terres et les meubles qu'elles possédaient, *se sont aperçues trop tard qu'elles étaient victimes de la supercherie de quelques spéculateurs et des piéges tendus à leur crédulité.* Ce sont des prospectus mensongers, des invitations trompeuses adressées à domicile par les agents de l'immigration, qui ont égaré ces malheureuses et honnêtes familles, qui croyaient trouver à la Trinité beaucoup mieux que ce qu'elles laissaient derrière elles.

« Mais les ressources qu'offre la colonie, et qui sont réellement immenses pour les travailleurs qui ne redoutent pas le soleil dévorant des Antilles, ne peuvent balancer, pour les Européens, les inconvénients du climat et les maux que font naître les travaux agricoles. Aussi des pères ont perdu leurs enfants, des familles ont perdu leurs chefs; la mort enfin a moissonné en très-peu de temps les deux tiers de nos compatriotes. Aujourd'hui ceux qui restent de cette malheureuse immigration sont dans un état de chagrin *et de démoralisation qui ne leur permet d'entreprendre aucun travail et les laisse en proie à la plus profonde misère.* Tous jettent un œil de regret vers leur patrie; tous voudraient y rentrer; tous ils ne forment qu'un vœu, celui de quitter une colonie qui devait être une seconde terre promise, mais où ils ne voient désormais qu'un tombeau assuré.

« S. Exc. sir Henry Mac-Leod, gouverneur de la Trinité, a mis sous les yeux de lord John Russell l'état affligeant de l'émigration française; il lui a fait connaître en même temps les moyens coupables qu'ont employés les agents appelés à diriger cette mesure, avec prière d'en informer le Gouvernement français, *afin que les préfets des départements tinssent leurs administrés en garde contre les fallacieuses promesses de spéculateurs qui n'ont en vue ni la réussite de l'immigration ni le bien-être de ceux qu'ils lancent dans cette voie, mais seulement la prime qui leur est accordée par chaque individu qu'ils réussissent à diriger sur le Havre.* »

On eut la pensée plus heureuse de demander des travailleurs aux Grandes Indes, dans la basse classe dite des *coulies*, et d'en emprunter même à la Chine. Dans l'Hindoustan, les manouvriers appelés coulies gagnent de 5 à 7 francs par mois et sont obligés de se nourrir sur ce modique salaire. Il devait être facile, même en les nourrissant, de leur donner beaucoup plus. On leur faisait espérer qu'en peu d'années d'expatriation ils auraient acquis un pécule qui serait à leurs yeux une fortune.

Ces nouveaux moyens ont empêché la ruine absolue des colonies tropicales de la Grande-Bretagne.

On doit regretter que le Parlement n'ait pas senti l'importance de se faire présenter chaque année *le tableau numérique des immigrations colonie par colonie*, et le nombre d'émigrants en activité lors de chaque dénombrement périodique. En comparant le sort progressif, favorable ou défavorable, de ces diverses possessions avec l'accroissement ou la diminution des travailleurs, on aurait tiré les conséquences les plus précieuses sur les effets progressifs de l'émancipation.

A ces premiers moyens de venir au secours des colonies nous ajouterons dans un moment leurs conceptions financières et commerciales, et nous montrerons l'effet qu'elles ont produit.

Absence de moyens moraux.

Ici nous ne pouvons nous abstenir de faire remarquer l'absence des moyens moraux auxquels auraient dû recourir des législateurs et des hommes d'état d'un ordre supérieur. Nous sommes heureux d'avoir à citer les réflexions nobles et courageuses présentées sur ce point au ministère des colonies par lord Harris, gouverneur de la Trinité : sa lettre est du 19 juin 1848.

« Parmi les nombreuses erreurs commises depuis l'Acte d'émancipation, il faut signaler le peu d'attention qu'on a mis à voter des lois ayant pour but la formation d'une société fondée sur des principes vrais, sains et durables. On ne pouvait pas de prime abord espérer d'atteindre un tel objet; mais, si des mesures convenables avaient été prises, on aurait fait de bien plus grands progrès. Dans l'état actuel des choses, on a rendu libre une classe d'hommes; *on n'a pas formé de société*. Le Parlement a voté la liberté d'une masse hétérogène d'individus *qui ne pouvaient comprendre que la licence!* La loi les a fait participer aux droits, aux priviléges, aux devoirs d'une société civilisée; *ils ne sont capables que de jouir de ses vices.* Pour changer cet ordre de choses, on devrait adopter des mesures promptes et vigoureuses. Si l'on désire que l'autorité du législateur soit enfin sentie, il faut donner plus de poids au pouvoir exécutif. Pour humaniser le peuple, il faut adopter un système étendu et général d'éducation. Veut-on aider à la civilisation... il faut donner tout encouragement à l'établissement ainsi qu'à l'aisance d'une classe supérieure, et surtout d'une classe européenne, au milieu de la population coloniale : tout cela nécessite des dépenses. Mais quels moyens sont disponibles? Jusqu'à ces derniers temps, on a brisé l'énergie des autorités inférieures par la partialité qu'on a montrée invariablement lorsque les lois étaient violées *et lorsque le violateur était nègre ou mulâtre!* »

En réfléchissant sur ces plaintes amères, inspirées par un sentiment généreux, il ne faut pas croire que la Trinité fût la plus infortunée des Antilles britanniques; elle semblerait vraiment fortunée en la comparant au sort de l'île principale, au sort de la Jamaïque.

Effet des lois économiques sur les colonies sucrières.

Dans l'ancien système colonial de la Grande-Bretagne, les Indes occidentales britanniques envoyaient leurs produits à la métropole, dont elles étaient les fournisseurs privilégiés; elles recevaient les produits manufacturés des trois royaumes, qui les approvisionnaient aussi par privilége.

Le changement de ce système pour celui qui réduit presque à néant de part et d'autre toute protection fiscale, ce changement a produit sur les Antilles anglaises des effets d'autant plus douloureux qu'il s'est accompli postérieurement à l'émancipation, et sur des productions placées dans les circonstances les plus désastreuses.

Animés par un juste désir de venir en aide aux malheureux créoles, les promoteurs de l'émancipation, dans le Parlement, ont mis la plus louable persévérance à défendre une différence de droits qui protégeât les produits coloniaux de la Grande-Bretagne contre ceux de l'étranger. Depuis que les noirs étaient libres dans les colonies anglaises, depuis que leur travail était devenu, sans comparaison, plus dispendieux, moins considérable et plus imparfait, le désavantage était marqué comparativement avec les planteurs du Brésil et des îles espagnoles. Ceux-ci pouvaient, en produisant à des prix fort inférieurs, écraser sur tout marché libre les planteurs britanniques.

Mais les financiers de l'Angleterre n'acceptaient qu'avec répugnance le maintien d'une protection qui, d'un côté, ralentissait l'enrichissement du trésor, de l'autre, mettait obstacle aux accroissements de la consommation.

Lorsque la ligue des céréales eut fait abolir tout droit d'entrée sur les blés étrangers, l'Administration résolut d'en profiter pour détruire les droits protecteurs des pro-

duits coloniaux britanniques. Le ministère de lord John Russell, qui le premier saisit le pouvoir après la chute de sir Robert Peel, entra résolûment dans cette voie.

Le fils de l'homme d'état illustre auteur de la grande réforme, le comte Grey, fut ministre des colonies dans la nouvelle administration. Après avoir quitté le pouvoir, il a fait paraître un ouvrage, digne d'être étudié, pour expliquer et louer ce qu'il appelle la politique coloniale de l'Administration présidée par lord John Russell[1].

Il établit d'abord les principes généraux que le ministère dont il était membre s'était proposé de faire triompher : 1° compléter et mettre en pratique dans les colonies les applications du *franc commerce, free trade;* 2° faire disparaître dans la métropole les droits différentiels qui favorisaient les produits coloniaux, tels que les sucres, les cafés, les bois, etc.

Lord Grey prend à tâche de faire apprécier les conséquences de ces innovations.

L'inégalité des droits entre les produits des colonies britanniques et ceux des autres pays avait été maintenue jusqu'en 1846, époque où le nouveau cabinet arrive au pouvoir. Le projet primitif de 1842, œuvre de sir Robert Peel, n'avait pas seulement conservé pour les colonies d'anciens droits protecteurs; il en avait créé de nouveaux. La mère patrie, dit lord Grey, avait ainsi perdu des revenus considérables qu'on eût en réalité payés aux colonies. (Les colonies prétendent le contraire.)

Il y a plus, on aurait voulu que le tabac et le thé des colonies payassent seulement la moitié du droit d'entrée du tabac et du thé tirés de l'étranger; l'Administration naissante ne l'a pas permis.

[1] *The colonial policy of lord John Russell's administration,* by earl Grey. London, 1853.

Le nouveau système compensait les avantages financiers qu'il promettait à la métropole par de graves inconvénients; il relâchait et tendait à briser les liens, naguère étroits et puissants, qui rattachaient les colonies à la métropole.

L'abandon des colonies mis en problème.

Si les colonies, disaient de froids utilitaires, si les colonies ne donnent plus au commerce métropolitain des avantages spéciaux, mieux vaut les abandonner. Il faut jeter bas la lourde charge qu'elles font peser sur la mère patrie, surtout en ce qui concerne la dépense des forces militaires et navales.

Les colonies, de leur côté, se demandaient quels avantages elles trouveraient à rester sujettes d'une métropole qui n'offrirait plus aucune faveur à leurs produits?

Motifs de conservation.

Lord Grey, quoiqu'il soit l'ennemi de toute protection financière, pense avec raison qu'il faut conserver précieusement l'empire colonial, même dépourvu de ce lien commercial. Cette conservation, dit-il, procure à la fois à l'Angleterre le plus grand pouvoir et la plus grande influence. Nos colonies sont nos plus constants, nos plus intimes et nos plus sûrs alliés, sur tous les points de la terre. De leur vaste ensemble résultent à la fois puissance réelle et puissance d'opinion considérables.

La moindre colonie serait en elle-même un État faible, sujet à l'injustice, aux passe-droits, aux insultes; mais par cela seul qu'elle fait partie d'un grand empire, elle acquiert l'inviolabilité, le droit aux égards et la certitude de n'être traitée par l'étranger que suivant les lois de l'équité. Le

colon qui voyage et qui trafique au dehors obtient en tous lieux le respect qu'on accorde aux plus puissants citoyens de la métropole.

Lord Grey disait en 1853 : « La couronne britannique est aujourd'hui l'instrument le plus puissant de la Providence pour maintenir l'ordre et la paix en beaucoup de vastes contrées et, par ce moyen, répandre chez des millions d'humains les bienfaits du christianisme et de la civilisation ; cela ne vaut-il pas quelques dépenses ? »

Si le Royaume-Uni renonçait à son empire colonial, voici, *d'après l'ancien ministre*, quelques-unes des conséquences qui s'ensuivraient :

1° *En Amérique.* Dans les Indes occidentales, avec les passions que couvent au fond de leurs âmes les libres d'origine et les affranchis, les blancs, les mulâtres et les noirs, une effroyable guerre de couleur et de race éclaterait ; la civilisation serait reculée pour des siècles.

2° *En Asie.* Dans les Indes orientales, à Ceylan, même perspective d'une guerre entre les races. Les prévisions de l'ex-ministre d'Angleterre doivent aujourd'hui plus que jamais frapper le lecteur. Dans Ceylan, prétend-il, les populations indigènes sont incapables de se diriger elles-mêmes ; sans l'action de la métropole, *elles repousseraient la poignée d'Européens établis au milieu d'elles, et n'en voudraient plus pour les gouverner !* Alors la richesse considérable créée depuis peu dans cette île serait anéantie ; une anarchie désespérée prendrait la place de la sécurité présente : sécurité qui favorise de nombreux progrès.

3° *En Afrique.* La côte occidentale présente un aspect beaucoup moins décourageant que par le passé. Les efforts tentés pour améliorer la race noire semblent enfin commencer à produire des résultats importants, qui promettent des succès plus grands encore. Si les Anglais

abandonnaient leur position aux abords de la côte occidentale, la traite revivrait sur un immense littoral; elle prendrait la place du commerce considérable que l'Angleterre y fait aujourd'hui. L'Angleterre y perdrait.

Partout, suivant l'auteur officiel, l'abandon des colonies occasionnerait une grave destruction de propriétés britanniques et l'anéantissement de plusieurs rameaux opulents de son commerce. Ces pertes auraient lieu si l'on permettait que l'anarchie et l'effusion du sang arrêtassent de paisibles industries, celles qui, dans les colonies, servent à payer les marchandises anglaises consommées par des populations enrichies à mesure qu'elles sortent de la barbarie, sous la protection britannique.

Après l'exposé copieux des avantages matériels que l'Angleterre trouve à posséder, même aujourd'hui, toutes ses colonies, lord Grey ne la présente pas moins comme animée du désir de les conserver par un intérêt exclusivement moral, et pour ainsi dire *par un pur amour platonique*.

L'*unique intérêt* de l'Angleterre, assure Mylord en se résumant, est d'exercer dans ses colonies assez d'influence pour les empêcher de se nuire entre elles et de se nuire à elles-mêmes; il suffit qu'elle conserve assez d'influence pour procurer l'administration la meilleure à des populations que leur ignorance rend impropres à bien diriger elles-mêmes leurs propres affaires.

La prétention de rendre service aux nations en les gouvernant, pour empêcher qu'elles se gouvernent mal *elles-mêmes*, cette prétention s'étend bien au delà des colonies britanniques. Le peuple anglais aspire à s'appliquer, du moins à l'égard de la force, ce rôle suprême que le poëte d'Auguste attribue au peuple romain, dans un langage vraiment digne des dominateurs de la terre:

« Que d'autres fassent respirer l'airain avec plus de mollesse, qu'ils donnent au marbre la vie, je le veux croire. Mais toi! rappelle à ta pensée que le propre de Rome est de diriger les peuples par l'Empire; imposer les lois de la paix, terrasser les superbes, épargner les vaincus, voilà tes arts[1]! »

Après avoir examiné s'il importe à l'Angleterre de conserver l'empire de ses possessions extérieures, lord Grey continue : « La mère patrie, dit-il, ne voulant désormais réclamer aucune préférence en faveur de ses produits[2], elle n'a plus besoin de se mêler en rien des intérêts commerciaux particuliers aux colonies, ni d'entrer dans le débat de leurs lois économiques. Mais si la mère patrie, sous ce point de vue, consent à ne recueillir aucun bénéfice, elle a droit d'exiger que les colonies supportent enfin leurs propres dépenses. »

Ce que doit être le régime des colonies britanniques.

A quoi faut-il réduire, à quoi se réduit aujourd'hui l'action du Gouvernement métropolitain sur ses colonies?

1° A nommer des gouverneurs; 2° à sanctionner, à rejeter, suivant les cas, les mesures adoptées par les administrations coloniales.

Les gouverneurs n'étant nommés et révoqués que par la métropole, ils sont indépendants des partis qui divisent

[1] Excudent alii spirantia mollius æra,
Credo equidem; vivos ducent de marmore vultus.
Tu regere imperio populos, Romane, memento,
Hæ tibi erunt artes, pacisque imponere morem,
Parcere subjectis, et debellare superbos.
(Æneidos liber VI.)

[2] En expliquant l'Orient, nous verrons que cela n'est pas exact à l'égard de l'Inde britannique.

les colonies; c'est là leur grand avantage. Leurs pouvoirs et leur action ne sauraient partout être les mêmes.

Dans les colonies avancées, des partis invétérés et pleins de passion veulent souvent recourir à des mesures violentes. En pareil cas, la modération, la sagesse et la temporisation du gouverneur et de la métropole qu'il représente, sans attenter aux droits coloniaux, peuvent rendre des services de la plus haute importance.

Afin de rendre impossibles les Verrès et les Hastings, dans toutes les possessions britanniques la presse exerce une censure qui ne connaît aucune entrave; là, les journaux commentent les actes du Gouvernement avec une liberté complète, c'est-à-dire avec une absolue licence. Autre moyen de contrôle : le gouverneur est tenu de transmettre au ministre toute observation, toute plainte formulées par un colon sur tout objet d'administration, et contre le gouverneur lui-même. Celui-ci n'a qu'un droit, c'est de joindre ses propres observations à celles de l'accusateur, du réclamant, ou simplement du critique.

Pour montrer la puissance d'une formalité dictée par l'équité, nous citerons un fait qui vient de frapper l'attention publique. Au milieu de l'insurrection du Bengale, un mécontent se rend l'organe de l'irritation des Anglais de Calcutta contre le gouverneur général; frappé de l'imminence des périls de la race britannique, il fait parvenir directement à Londres un mémoire qui demande la destitution du grand fonctionnaire, dont *la modération* est incriminée. Un noble pair, instruit par le bruit public, réclame pour la Chambre des lords communication de ce mémoire; le ministère refuse cette communication, quelle qu'en puisse être l'importance. L'écrit sera renvoyé sans réponse à Calcutta, parce qu'il n'a pas été remis au gouverneur général, privé par là du moyen de se dé-

fendre lui-même. Il y a loin de cette noble conduite à celle de quelques gouvernements de l'Orient et du Nord, qui suppléent au grand jour par la délation mystérieuse. Poursuivons l'examen des formes britanniques.

Plusieurs colonies ont des Conseils supérieurs nommés par la couronne. Ils représentent la haute classe coloniale; ils offrent l'avantage d'une Pairie, par leur indépendance et par leur contre-poids dans les affaires.

Les petites colonies se prêteraient mal aux formes compliquées du système représentatif. Dans ces États en miniature, les assemblées ne pourraient pas être assez nombreuses, assez éclairées, ni composées d'hommes assez indépendants par la situation et la fortune.

A la Trinité, à Sainte-Lucie, à Natal, à Maurice, les colons d'origine européenne sont infiniment moins nombreux que le reste de la population. Si l'on y fondait des gouvernements représentatifs, il en résulterait des désavantages infinis.

Après avoir amplement développé les considérations que je viens de résumer, lord Grey demande qu'on prépare les colonies à l'adoption d'un système gouvernemental de plus en plus parti du peuple. Il faut commencer par un régime municipal très-large, qui soit comme un apprentissage des colons, afin qu'ils fassent par la suite un plus habile usage du pouvoir politique. Lord Grey, sans peut-être se rendre compte d'un avenir éloigné, ne semble-t-il pas acheminer insensiblement les colonies britanniques vers un régime antipathique à toute monarchie, même constitutionnelle? Nous verrons qu'on y marchait rapidement en Australie.

Le noble comte, si fier de son titre et si superbe de sa race, et son ministre suprême, lord John Russell, dont il explique et justifie la direction coloniale, ces deux grands

amis de la Réforme incessante, l'un en deçà, l'autre au delà des mers, ces deux hommes d'état entrevoient-ils en réalité le terme final de la pente qu'ils descendent avec tant de conviction, de béatitude et de confiance? J'exprime un simple doute à cet égard.

J'ai cru devoir présenter l'ensemble des mesures et des idées d'une administration considérable, idées aujourd'hui plus ou moins suivies à l'égard des possessions britanniques. Signalons avec la même impartialité les objections dirigées par lord Grey contre des dispositions antérieures, sans dissimuler les erreurs où lui-même paraît être tombé quelquefois.

Examen des faits subséquents à l'émancipation, et conséquences effectives des mesures économiques.

Malgré les nombreuses immigrations, malgré l'accroissement naturel d'une population rendue libre, malgré le stimulant énergique d'un demi-milliard d'indemnité, somme en partie consacrée à la construction d'usines coloniales, à l'achat de machines perfectionnées afin de fabriquer le sucre avec plus d'avantages, malgré tous ces moyens accumulés, la production, loin de s'accroître, a diminué dans les Antilles britanniques. Cependant, après être tombée au plus bas degré quelque temps avant 1850, elle s'est relevée vers 1854, soit à raison des ouvriers nouveaux ajoutés à ces colonies par l'immigration, soit par l'effet de saisons très-favorables et par un renchérissement sensible pour quelques produits.

Lord Grey célèbre ce premier retour à la prospérité comme étant le résultat des mesures économiques exposées dans son livre apologétique. Il blâme sir Robert Peel d'avoir, en 1842, conservé pour les colonies un reste de

droits protecteurs, et s'honore de les avoir fait rapidement disparaître. Il me paraît impossible d'accepter ce blâme pour l'administration de sir Robert.

Lord Grey nous assure que par ses mesures économiques, empruntées à la suppression des droits protecteurs, il a fait tomber lui, lord Grey, la journée moyenne des noirs de 3 fr. 75 cent. à 1 fr. 25 à 40 cent. Acceptons le fait et notons-le bien; car on nous affirme qu'en Europe la suppression de pareils droits ne peut diminuer en rien le salaire des ouvriers.

Affaiblissement de la force productive depuis l'émancipation.

Avant d'aller plus loin, rapprochons les quantités des produits coloniaux les plus importants livrés à la métropole dans les deux années 1833 et 1855. L'intervalle de vingt-deux années paraît assez considérable pour manifester les effets du temps depuis la loi de 1833, qui résolut en principe, et bientôt après en fait absolu, l'émancipation des noirs. Il ne s'agit pas ici d'un simple mouvement commercial, ni d'un calcul purement pécuniaire; il s'agit d'un intérêt qui touche à l'une des questions les plus importantes pour la civilisation des pays tropicaux et pour l'avenir d'une des races humaines.

DIMINUTION DES PRODUITS ENVOYÉS ANNUELLEMENT AU ROYAUME-UNI PAR LES ANTILLES BRITANNIQUES.

		1833.	1855.	VALEURS DE 1855.
		kilogrammes.	kilogrammes.	francs.
Bois	Acajou	11,431,870	398,144	87,350
	Fustet	3,413,760	1,171,450	170,500
	de teinture	14,407,900	8,661,400	1,390,200
Cacao		968,320	2,174,748	2,331,450
Café		8,662,190	1,397,713	2,166,650
Coton en laine		945,667	212,854	298,850
Gingembre		308,000	173,075	234,175
Indigo		48,734	»	»
Mélasses		34,889,090	11,704,320	4,200,025
Piment		2,163,705	1,806,550	2,230,150
Rhum		23,217,030	32,631,630	25,094,150
Sucre		185,227,100	148,101,202	94,551,800
TOTAUX		285,683,366	208,433,086	132,755,300
		Articles omis		4,000,000
		VALEUR TOTALE des envois		136,755,300

Ce tableau fait voir quelles diminutions considérables ont eu lieu depuis l'année 1833, qui précède immédiatement le soi-disant apprentissage des noirs, jusqu'en 1855, la dernière année dont nous ayons les résultats officiels.

J'ai cru devoir ajouter à ce tableau les valeurs réelles de 1855, afin qu'on appréciât l'insignifiance des articles omis : l'omission ne s'élève qu'à trois centièmes de l'importation totale.

La population depuis 1833 jusqu'en 1855, grâce à

de nombreuses immigrations, s'est accrue d'un cinquième. Le tableau suivant présente la quantité des produits envoyés des Antilles au Royaume-Uni, en 1833 et en 1855, pour une population coloniale qui serait restée la même entre ces deux époques.

IMPORTATIONS COMPARÉES POUR UNE POPULATION DES ANTILLES BRITANNIQUES SUPPOSÉE LA MÊME EN 1833 ET EN 1855.

		1833.	1855.
		kilogrammes.	kilogrammes.
Bois	Acajou	11,431,870	331,787
	Fustet	3,413,760	976,208
	de teinture	14,407,900	7,217,633
Cacao		968,320	1,812,290
Café		8,662,190	1,164,761
Gingembre		308,000	177,378
Coton en laine		945,117	144,220
Indigo		88,734	»
Mélasses		34,889,090	9,753,600
Piment		2,163,705	1,505,458
Rhum		23,217,030	27,193,025
Sucre		185,227,100	123,417,668
	Poids totaux	285,722,816	173,694,228

Lord Grey fait voir que les produits des Indes occidentales britanniques envoyés en Angleterre ont sensiblement augmenté de 1850 à 1855. Cela tient à deux causes : d'abord à de meilleures saisons, ensuite aux progrès de l'immigration.

Mais lorsqu'on met en parallèle 1833 et 1855 on reconnaît que, malgré la recrudescence des produits, les

envois n'atteignent pas même, dans cette dernière année, les deux tiers de ce qu'ils étaient à la première époque. Tels ont été les effets combinés qu'ont produits l'émancipation des noirs et la suppression des droits protecteurs.

Effets d'une protection conservée.

Un seul droit différentiel ayant une grande importance n'a pas été supprimé : c'est celui qui fait payer, dans la métropole, au rhum étranger deux fois le droit exigé du rhum qui provient des colonies britanniques.

Qu'en est-il résulté? Quand toutes les espèces de produits coloniaux, spécialement le sucre, ont beaucoup diminué, le rhum, par exception, se fabrique *en quantités toujours croissantes*. Ces résultats deviennent frappants dans le parallèle suivant :

Changements arrivés par million produit en 1833.

	1833.	1855.
Sucre, kilogrammes	1,000,000	799,574
Rhum, litres	1,000,000	1,405,502

Le Gouvernement accablerait d'un nouveau coup ses mêmes colonies des Indes occidentales si, pour faire à ses nouvelles doctrines économiques un sacrifice de plus, il supprimait la puissante protection qu'il a conservée sur les spiritueux qu'il tire de ses colonies.

En présence des graves diminutions de produits que nous venons de signaler, on doit se demander avec inquiétude si la liberté brusquement donnée à la race nègre ne continuera pas de plus en plus à diminuer les produits de son travail?...

Il faut louer sans réserve, chez le Gouvernement bri-

tannique et chez les administrations coloniales, les efforts qu'on a faits pour empêcher, ou du moins diminuer dans ses effets, une si triste conséquence.

Aujourd'hui le travail des affranchis n'a pas seulement une moindre durée; il est moins régulier, moins vigilant, moins attentif, et par là moins productif. Sur une pente si funeste arrêtera-t-on l'amour instinctif des noirs pour l'indolence et l'oisiveté? Voilà l'une des questions dont la solution décidera l'avenir des Antilles britanniques.

Les 500 millions accordés aux colons pour indemnité sont aujourd'hui dépensés. Le prix des produits coloniaux, d'un côté par la suppression de presque tous les droits protecteurs, de l'autre par la suppression des surtaxes qui frappaient les produits similaires étrangers, ce prix s'est fort abaissé. Qu'en est-il résulté? les colonies britanniques sont endettées énormément envers la métropole. Cela seul me paraît pouvoir expliquer l'excessive différence que j'ai remarquée entre les valeurs réelles des importations et des exportations.

Valeurs réelles en 1854.

	francs.
Envois des Indes occidentales britanniques à la métropole	151,520,400
Produits britanniques envoyés de la métropole aux Indes occidentales britanniques.	50,209,500

Valeur des objets envoyés de la métropole et consommés par le même nombre d'habitants des colonies.

	francs.
En 1834	67,000,600 [1]
En 1854	41,841,250

[1] Afin de présenter des résultats comparables, les tables de 1834 confondant sous un même chiffre les Antilles, la Guyane et Honduras, j'ai dû comprendre les mêmes établissements dans la valeur des exportations et des importations pour 1854.

N'est-il pas évident que l'industrie métropolitaine, au lieu d'être alimentée par le progrès du commerce colonial, trouve ici ses envois aux Antilles britanniques *extrêmement diminués?* Dans l'intérêt des manufactures britanniques, il eût mieux valu, comme le voulait sir Robert Peel en 1842, chercher le moyen de ne pas appauvrir les colonies par l'avilissement forcé de leurs produits : tout n'est donc pas ici bénéfice pour la mère patrie.

Loin de décourager les colonies, nous voudrions, au contraire, que ces rapprochements montrassent à leurs habitants, quelle que soit la race de chacun, la nécessité de redoubler d'efforts pour appeler sur eux un intérêt mieux entendu de la part de la métropole. Il faut arrêter la décadence, et, s'il se peut, la remplacer par une ère de progrès.

Les Indes occidentales sont le seul groupe de possessions anglaises qui, depuis l'origine du siècle, n'aient pas offert d'accroissement considérable sous tous les rapports d'échanges et de navigation. Leur importance relative a diminué de plus en plus. En voici la preuve :

MOUVEMENT BRITANNIQUE DES NAVIRES DEPUIS L'ORIGINE DU SIÈCLE, POUR LES INDES OCCIDENTALES ET POUR L'UNIVERS.

ANNÉES.	ENTRÉES ET SORTIES PRISES ENSEMBLE.		TONNAGE pour les INDES OCCIDENTALES, par million de tonneaux pour l'univers.
	Indes occidentales. Tonneaux.	L'univers. Tonneaux.	
1800	420,275	4,273,765	98,338[1]
1833	455,222	5,706,411	79,774
1850	419,919	9,574,584	43,783
1854	454,723	15,770,278	28,834
1855	401,205	15,367,672	26,107

Ainsi, dans l'espace de cinquante-cinq ans, l'importance proportionnelle du commerce avec les Indes occidentales britanniques est devenue, par rapport au commerce avec l'univers, *quatre fois moins considérable!* C'est peut-être pour cela que l'Angleterre, aujourd'hui, sacrifie si facilement la prospérité particulière de ses Indes occidentales au système général de ses lois économiques.

Avec quelle inégalité les taxes douanières conservées dans le Royaume-Uni frappent les différents groupes de colonies.

En témoignant la ferme intention de n'agir que d'après des principes généraux, appliqués à tous les lieux sans exception, l'Administration fiscale semble n'avoir pas considéré combien est grande l'inégalité des droits qu'elle fait peser en réalité sur les différents groupes de colonies. C'est cette inégalité que je veux mettre en lumière, afin d'en observer les conséquences.

Les tables officielles de commerce du Royaume-Uni, pour l'an 1855, donnent, avec la valeur des importations, le droit d'entrée prélevé sur chaque genre de produits ou de marchandises provenant : 1° de l'étranger; 2° des possessions britanniques. J'ai fait le relevé distinct de ces droits pour quatre principaux groupes de ces possessions. Je n'ai pas obtenu complétement les droits prélevés, parce qu'on n'a pas indiqué la partie qui se rapporte à des articles d'une importance trop minime pour être donnés à part. Il est évident que cette partie est infiniment peu considérable par rapport à l'ensemble, et qu'elle peut être négligée.

Je vais maintenant mettre en parallèle la somme des droits perçus et la valeur totale des importations pour l'année 1855.

TAXATION DES PRODUITS DANS QUATRE GROUPES DE POSSESSIONS BRITANNIQUES.

GROUPES DE POSSESSIONS.	DROITS D'IMPORTATION.	VALEUR des IMPORTATIONS.	
Australie	274,850f	392,000,000f	En comptant l'or.
		111,804,950	Sans compter l'or.
Nouvelle-Bretagne (Canada, etc.).	2,065,325	112,361,275	
Indes orientales	33,022,200	368,969,075	
Colonies des Indes occidentales...	53,830,050	99,456,950	

Afin que le lecteur puisse aisément apercevoir l'excessive inégalité que nous voulons lui faire toucher du doigt, calculons, d'après ce tableau, le montant des droits perçus par le Gouvernement métropolitain sur chaque million de produits envoyés des possessions extérieures.

DROITS DE DOUANE PAR MILLION DE PRODUITS IMPORTÉS.

	DROITS.		COMPARAISON.
1° De l'Australie	701f	En comptant l'or.....	100
	2,458	En omettant l'or.....	351
2° De la Nouvelle-Bretagne	18,381		2,621
3° Des Indes orientales britanniques..	89,440		12,764
4° Des Indes occidentales britanniques.	541,240		77,194

Par conséquent, même en comptant pour rien près de 280 millions d'or tirés dans un an des mines d'Australie, 280 millions qui certes sont aussi bien des produits d'industrie que la houille, le fer, le cuivre et l'étain tirés des mines d'Angleterre, les autres produits de l'Australie

payent à la métropole 120 fois moins de droits d'entrée que les produits des colonies sucrières. Et, comme il est juste de le faire, si l'on tient compte de l'or tiré des mines ou *placers*, puis importé dans la Grande-Bretagne, l'Australie paye 772 fois moins de droits que les Antilles britanniques!

Je le demande : Que dirait la mère patrie si la taxation totale de ses quatre grandes divisions territoriales était établie avec la même inégalité que sur quatre groupes de ses possessions extérieures? Que dirait-elle si l'on percevait par million de produits métropolitains de toute nature :

	francs.
En Angleterre	701
En Galles	18,381
En Écosse	89,440
En Irlande	541,240

Que penseraient les habitants des trois royaumes au sujet d'une telle disparité? Le chancelier de l'échiquier croirait-il la justifier s'il disait : « Mais lorsque je perçois 541,240 francs sur un million, c'est pour faire du revenu; et lorsque j'en perçois seulement 701, c'est pour faire du franc commerce. » On répondrait simplement : « C'est pour faire de la franche inégalité, commerciale ou non. »

Pareille inégalité semblerait déjà monstrueuse entre quatre contrées qui jouiraient d'un même état social et d'une égale opulence. Mais si la partie écrasée sous le poids de l'impôt était, comme les pauvres Antilles britanniques, déjà frappée de détresse par une émancipation peu préparée, peu prévoyante; si cette partie, à demiruinée par une insuffisante indemnité, était en outre accablée par une égale concurrence avec des étrangers placés en des circonstances infiniment plus favorables,

je le demande, l'inégalité ne semblerait-elle pas cent fois plus pesante et moins justifiable? Par courtoisie, j'emploie ce mot d'une indifférence mathématique, inégalité; les colons, je le crains, emploieraient celui d'iniquité.

Les successeurs de Wilberforce au Parlement, les promoteurs de l'émancipation, dans leurs efforts généreux pour maintenir la protection nécessaire aux produits coloniaux, ont fait entendre des représentations d'une tout autre énergie. Pour des auditeurs avant tout sensibles à des arguments matériels, les représentations empruntées à l'éloquence étaient peut-être moins frappantes que n'eût été le parallèle uniquement monétaire qui vient d'être présenté.

Comment un grand peuple a-t-il pu se laisser conduire à des mesures qui semblent à tel point renverser les idées qu'on aime à se former de son amour pour la justice, et de l'intérêt si bien entendu qu'il porte en général à ses possessions?...

Après la pacification générale de 1815, lorsque le Parlement d'Angleterre, avec une constance infatigable, s'occupa de réduire les impôts que la guerre avait contraint d'exagérer, ce fut un véritable combat entre les classes de la société qui vivaient de propriétés et d'industries différentes. Chacune d'elles s'efforça de reporter sur les autres le fardeau des contributions.

Plus persévérant, plus adroit et plus audacieux, le commerce manufacturier imagina de couvrir ses intérêts du manteau chéri de la liberté. La liberté du commerce, ce fut l'existence d'un commerce qui ne paye *rien* à l'État. Certain commerce, si je puis parler ainsi, se fit *gentilhomme*, affranchi du servile impôt; le reste de la société devint *le vilain*, corvéable et taillable à la merci des compositeurs de revenu.

Cependant le trésor ne pouvait pas conserver l'équilibre des finances en supprimant l'impôt, sans exception, sur tous les genres de commerce. Voici le détour ingénieux qu'on imagina pour ne point sembler enfreindre le nouveau principe et profiter des anciens errements.

On conserva des impôts commerciaux, des impôts établis sur certains objets d'importation, d'achat, d'*échange;* on en conserva pour *un demi-milliard* par an, comme un *minimum!* Seulement; on affirma que ce n'étaient plus des taxes attentatoires à la liberté sacrée du commerce, attendu qu'on les appellerait des *revenus.*

On arriva donc à cette conclusion : 10 p. 0/0, 5 p. 0/0, 3 p. 0/0 même, prélevés sur un produit de manufactures ou sur des produits nécessaires aux manufactures détruiraient la liberté du commerce, et ce commerce deviendrait esclave. Mais 50 et plus pour cent prélevés sur l'agriculture et le négoce des tropiques, sur la vente ou l'échange du café, du sucre, de la mélasse, etc. cet impôt n'enfreint pas le libre commerce : c'est simplement pour le Trésor la faculté, la liberté du revenu. Pareillement, 140 pour cent sur les thés ou coloniaux ou chinois, ce n'est pas une atteinte à la liberté du commerce; c'est la faculté, c'est la liberté de la trésorerie. Au même titre, 220 pour cent sur un faible vin colonial du Cap de Bonne-Espérance n'a rien d'offensant pour la liberté du commerce; 300 pour cent sur le rhum britannique et 600 pour cent sur le rhum étranger ne sont pas plus offensants pour la franchise, la liberté du commerce : revenu, revenu, et toujours du revenu!

Je traduis en simple français, en français dépourvu de phraséologie, les circonlocutions, les métaphores et les sophismes de la taxation britannique.

Aux yeux de ceux qui raisonnent de la sorte, il faut

donc que l'achat et la vente du sucre, du café, du thé, du rhum, des vins et de trente autres produits *n'appartiennent pas au commerce;* il le faut, puisque ces grands trafics, en subissant une énorme taxation, n'empêchent pas l'Angleterre de proclamer que la loi générale de son commerce est celle du *commerce libre?* Est-il possible de jouer à ce point sur les mots!

Jetons un regard sur la question d'équité. Vous ne pesez qu'insensiblement sur l'Australie, lorsque vous ne percevez sur l'ensemble de ses produits qu'un revenu de 701 fr. par million, par million des produits dans un pays qui regorge d'opulence et qui nage dans des flots d'or. Je m'en réjouis pour l'Australie.

Vous pesez sur les Canadas et sur tout le reste de la Nouvelle-Bretagne vingt-six fois plus fort que sur l'Australie. C'est déjà quelque chose: aussi le Canada tourne-t-il une part énorme de son commerce vers le côté plus souriant des États-Unis. Une profonde politique, à ce qu'on croit, dicte cet ordre de concessions; nous n'y faisons pas l'objection la plus légère.

Sur l'Inde orientale, vous pesez *cent vingt-sept fois plus fort que sur l'Australie :* c'est peut-être beaucoup. Cependant le fardeau ne vous semble pas encore excessif; et les amis de l'Hindoustan vous savent gré de ne pas le taxer davantage.

Enfin, vous pesez sur vos colonies tropicales d'Amérique six fois et demi plus fort que sur l'Inde orientale, trente fois plus fort que sur la Nouvelle-Bretagne, et *sept cent soixante et douze fois plus fort que sur l'Australie, qui nage dans l'or!* Que répondrait la métropole à ses colons des Antilles, s'ils lui disaient dans leur douleur et du milieu de leurs souffrances: « Vous pesez ainsi sur d'infortunés créoles démolis par votre loi d'émancipation, ruinés par votre

œuvre d'apprentissage, écrasés par l'égalité des droits en concurrence avec les cafés, les sucres, les moscouades étrangers; et vous vous permettez de croire que vos lois économiques sont fondées sur un principe universel, rationnel, scientifique, économique et politique? Nous affirmons, nous colons, que ces lois sont fondées sur le renversement des principes, sur l'oubli de l'équité, sur la dérision de la science, ou la science elle-même mériterait le mépris du genre humain.»

C'est de ce point de vue qui semble aux victimes infortunées le seul élevé, le seul généreux, et s'ils ont tort d'employer de tels mots, c'est d'un point de vue simplement affranchi d'injustice et d'inhumanité, qu'il aurait fallu considérer l'intérêt, le droit, le salut des colons. Alors on aurait réglé sur des bases sensiblement différentes les réformes qui concernent la taxation corrélative des sucres britanniques et des sucres étrangers; alors on n'aurait point placé sur le pied d'égalité des productions obtenues avec des conditions d'existence si profondément différentes, égalité dont s'enorgueillit M. le comte Grey dans son livre, que nous avons attentivement médité.

Étrange système de lord Grey pour taxer les colonies.

On peut maintenant apprécier à sa juste valeur la partie économique et financière, dans la *Politique coloniale*, industrieusement exposée par l'ancien ministre. Il ne peut lui-même se refuser à constater l'état déplorable où sont tombées les colonies tropicales.

« Dans ces colonies, dit-il, la génération nouvelle, grandie depuis la loi d'apprentissage, est devenue moins docile et plus inclinée au mal, à la paresse, au désordre, que la génération des anciens esclaves.» Voilà, suivant l'auteur,

ce qu'on observait depuis l'acte d'émancipation, et dix ans seulement après l'affranchissement absolu.

Afin d'obvier à de tels inconvénients, il faut faire connaître un dernier et suprême remède emprunté, prétend Mylord, aux saines lois de l'art d'administrer la richesse des possessions extérieures. Donnons la traduction textuelle d'une de ses dépêches coloniales, publiée dans son ouvrage apologétique. J'appelle ici l'attention de mes lecteurs; ils vont voir comment l'homme d'état s'est efforcé d'appliquer ses idées, quand il était au pouvoir, afin de répartir sa justice distributive entre les riches et les pauvres.

« Afin de créer et de favoriser un goût pour les habitudes de la *civilisation* chez un peuple grossier, on doit mettre sous ses yeux l'exemple des hommes *civilisés;* il faut que la satisfaction des besoins de la vie *civilisée* soit rendue aussi facile qu'on le puisse faire. A ce point de vue, il faut réduire à bas prix *les articles importés.* Il faut encourager les branches de travail et les genres d'industrie qui réclament la direction d'hommes éclairés et bien élevés; par exemple, la production du *sucre* et celle du *café.* De là l'importance particulière de se garder d'établir aucune taxe qui puisse peser sur le commerce, et de plus l'utilité, la convenance (*expediency*), d'adopter une politique économique directement opposée à celle qui conviendrait à l'Europe, *en s'efforçant d'établir les taxes de manière qu'elles pressent, qu'elles pèsent,* AUTANT QUE LE PERMETTRA LA PRUDENCE, *sur les personnes* QUI SE CONTENTENT DE LA SIMPLE SUBSISTANCE, *plutôt que sur les possesseurs de la propriété et les consommateurs d'*OBJETS DE LUXE. » Puis Mylord ajoute : « Je ne puis pas omettre ici de faire observer ce qui se passe aujourd'hui dans nos colonies des *Indes occidentales;* les difficultés qui résultent du défaut de

notions suffisantes sur l'industrie offrent une *illustration frappante* des vues que je viens de vous expliquer, etc.[1] »

Malgré tous les efforts de lord Grey pour faire adopter un pareil système, les Antilles anglaises s'y sont refusées avec constance: et c'est un honneur pour elles[2].

Revenons sur les paroles mêmes que nous venons de citer, comme complément des mesures coloniales qu'on s'efforçait de mettre en pratique. Voilà donc le dernier mot de la théorie appliquée au Nouveau Monde! faire peser le poids de l'impôt sur l'être le moins riche, sur l'individu qui se borne à la simple subsistance; agir ainsi dans le dessein de le contraindre à travailler plus fort, pour gagner, quoi? quelque chose de plus que la simple subsistance grevée systématiquement; pousser ce système aussi loin

[1] «To create and to favour a taste for the habits of *civilised life* in a rude population, it is requisite that they should have before them the example of *civilised* men, and that the gratification of the wants of *civilised* life should be rendered as easy to them as possible; but with this view imported articles should be rendered cheap, and those branches of trade and industry which require the direction of civilised and educated men such, as the production of sugar and coffee should be encouraged. Hence the peculiar importance of avoiding the imposition of any taxes which can interfere with trade, and the expediency of adopting the very opposite policy to that which would be proper in Europe, by *endeavouring in the imposition of taxes, to make them press,* SO FAR AS PRUDENCE WILL ADMIT, *rather upon those who are content with a mere subsistence, than upon the possessors of property and the purchasers of luxuries.* I can not forbear remarking that what is now taking place in the West Indian colonies, and the difficulties which are experienced from the deficiency of adequate motives for industry, afford a striking illustration of the views which I have thus explained to you.»

Lettre à lord Torrington, 24 octobre 1848, sur les mesures financières qu'il importait d'adopter à Ceylan. (Voyez Papiers relatifs à l'affaire de Ceylan, présentés au Parlement; février 1849, p. 344.)

[2] «Les Antilles anglaises repoussent ce système, malgré tous les efforts imaginés pour le leur faire accepter. On s'est contenté de réduire beaucoup de taxes et de dépenses.» (Lettre de lord Harris, gouverneur de la Trinité, 19 juin 1848.)

que le permettra *la prudence!* lisez, aussi loin que le permettra *la peur du soulèvement;* enfin, réserver l'absence de taxation, le franc commerce, le pur, le vrai libre échange, pour les propriétaires et les consommateurs *des objets de luxe.*

Comment l'habile ministre britannique n'a-t-il pas aperçu que le système de taxation préconisé par lui pour les colonies est la condamnation directe du système adopté pour la métropole? A ses yeux, le progrès consiste à n'imposer dans les colonies ni le sucre ni le café, parce qu'ils sont des consommations de luxe. Pourquoi donc les taxez-vous dans la métropole? « Ici, direz-vous, la société n'est plus la même, et cela nous convient. » Sans doute; mais quelle est votre logique en disant aux colons : « Tandis que nous percevons, nous, 50 et 60 pour 100 sur vos cafés et sur vos sucres, nous vous conseillons, par amour de votre propre civilisation, de ne pas même prélever 6 ou 5 pour 100 sur ces produits? » Dans l'ordre de vos idées, la métropole pèse donc dix fois plus fort pour écraser ce que vous appelez la civilisation coloniale. Ajoutons qu'en présence de la charge énorme que vous imposez dans la métropole sur les denrées tropicales, un faible surcroît dans les colonies, arraché par les besoins du pays producteur et par la pression des dépenses d'indispensable utilité, ce faible surcroît ne peut avoir ni bonne ni mauvaise influence; il est sans portée sur la civilisation.

Pour terminer, faisons voir suivant quelles gradations le commerce des trois royaumes avec leurs colonies des Indes occidentales est par degrés descendu, comparativement au commerce avec l'univers.

Je me borne à comparer ici la partie la plus britannique de ce commerce, l'exportation des produits du Royaume-Uni, c'est-à-dire presque uniquement le résultat de ses mines et de ses manufactures.

PRODUITS MANUFACTURÉS BRITANNIQUES EXPORTÉS, 1° DANS LES COLONIES DES INDES OCCIDENTALES; 2° DANS L'UNIVERS.

ANNÉES.	INDES OCCIDENTALES.	UNIVERS.
1817	145,155,000f	1,065,458,200f
1820	104,944,025	910,599,675
1833	64,939,725	984,183,675
1850	55,025,800	1,861,218,050
1855	45,284,750	2,392,202,255

Suivons toujours notre méthode. Afin que le lecteur puisse d'un coup d'œil saisir la loi de la décadence, déduisons du tableau précédent celui qui va suivre :

EXPORTATIONS DE PRODUITS BRITANNIQUES AUX COLONIES TROPICALES D'AMÉRIQUE, PAR CENT MILLIONS DE CES PRODUITS EXPORTÉS DANS TOUT L'UNIVERS.

ANNÉES.	UNIVERS.	INDES OCCIDENTALES britanniques.
1817	100,000,000f	148,759f
1820	100,000,000	115,247
1833	100,000,000	65,984
1850	100,000,000	29,564
1855	100,000,000	18,930

Tels sont les tristes succès obtenus, en définitive, par les mesures que l'auteur de la *Politique coloniale* se complaît à présenter comme le dernier degré des progrès économiques.

COLONIES FRANÇAISES DES ANTILLES.

Pour faire comprendre au lecteur la situation de ces colonies, il est nécessaire de tracer rapidement le tableau des vicissitudes qu'a subies leur organisation à partir de 1789. Nous le ferons d'après le rapport au Sénat sur l'acte organique auquel elles sont maintenant soumises.

Régime intérieur.

La première Assemblée constituante a consacré le principe d'une législation spéciale pour des sociétés et des pays si différents de la métropole par le climat, les productions, les besoins et surtout la diversité des races. En conséquence, une partie des lois propres à la colonie devait émaner de la France; l'autre devait être locale. La répartition entre les deux catégories avait été faite dans un esprit de libéralité, de sagesse et d'équité.

Cet édifice de prudence est renversé par la Convention nationale. Dès 1794, elle proclame, sans indemnité, l'affranchissement des esclaves. En 1795, la Constitution dite de l'an III, sans faire de distinction ni d'exception, place les colonies sous le même régime que la métropole.

A cette époque, on était au fort de la guerre. Nos possessions d'outre-mer, tour à tour prises et reprises, ne permirent pas à l'expérience de montrer l'impossibilité d'une assimilation, facile à des théoriciens, mais qui ne pouvait satisfaire aux conditions impérieuses de l'existence et de la prospérité coloniales.

La Constitution de l'an VIII a sagement rétabli le principe posé par la première Assemblée Constituante, en statuant, article 91 : *Le régime des colonies est déterminé par des lois spéciales.*

Lorsqu'au printemps de 1802, la paix d'Amiens nous eut rendu nos colonies d'Amérique, le Gouvernement consulaire prit une mesure extrême et soudaine. La loi de 1794, qui décrétait, sans indemnité, l'émancipation des noirs, n'avait reçu qu'une exécution incomplète, essayée seulement dans quelques colonies. Celles dont l'ennemi s'était plus tard emparé nous étaient rendues possédant encore lé'tat social de l'ancien régime. Sans faire aucune distinction parmi ces divers établissements et pour ceux qui se trouvaient au delà du cap de Bonne-Espérance, la race noire fut replacée ou maintenue sous la domination des blancs.

Afin de ne pas livrer aux débats publics du Corps législatif et du Tribunat des questions brûlantes, des questions que pouvait entraîner ce retour absolu vers le régime du passé, la loi du 20 mai 1802 abroge sans distinction toutes les lois édictées depuis 1789. Elle soumet pour dix ans les colonies au simple régime des règlements.

Trois mois plus tard, en août 1802, est publié le célèbre Sénatus-consulte qui conférait le Consulat à vie, en signe de reconnaissance pour la paix donnée à l'univers.

A ce Sénatus-consulte, la Constitution qui régit aujourd'hui la France a demandé la disposition suivante : *Titre V, du Sénat, article 56 : Le Sénat règle par un Sénatus-consulte organique, 1° la constitution des colonies; 2° tout ce qui n'est pas prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche; 3° il explique les différents articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes applications.*

La reproduction de cet article dans la Constitution du nouvel Empire, à cinquante ans d'intervalle, fait sentir l'utilité d'une semblable attribution.

L'acte transitoire de 1802, qui soustrayait pour dix ans

les colonies au régime des lois, devait cesser au printemps de 1812; mais, à cette dernière époque, nous avions de nouveau perdu nos colonies.

La Charte de 1814, proclamée comme loi fondamentale, combina deux systèmes, la Constitution de l'an VIII et la loi de l'an X. Elle décida, dans le titre des droits particuliers garantis par l'État, article 73 : « Les colonies seront régies par des lois et des règlements particuliers. »

Nos possessions d'outre-mer continuant d'être placées sous le régime de la liberté retirée aux noirs par un acte de l'an X, la même règle de prudence fit suivre, dans la pratique, le système des règlements ou des ordonnances pour suffire au gouvernement, à la législation de ces contrées.

En 1830, on se plaignit que les colonies fussent ainsi mises de fait hors du régime des lois. Afin d'ôter tout moyen de continuer un semblable système, la Charte revisée supprima, dans le même titre des droits particuliers garantis par l'État, l'option facultative des règlements particuliers. Elle dit expressément, article 64 : « Les colonies seront régies par des lois particulières. » C'était revenir à la Constitution rédigée sous les auspices du Premier Consul.

Pour triompher des difficultés très-graves où le Gouvernement se serait vu placé sur les questions relatives à l'état des noirs non libres, on prépara, dans un esprit de prudence et de modération, les lois organiques votées définitivement en 1833[1] : lois qu'avaient successivement préparées les amis les plus éclairés et les plus célèbres d'une race infortunée, les de Broglie, les de La Fayette, les de Tracy, etc.

L'autorité législative se trouva dès lors partagée entre

[1] Ces lois ont été rendues sur le rapport fait à la Chambre des députés par le baron Charles Dupin.

les deux Chambres de la métropole et les Conseils coloniaux, pour quatre de nos colonies dont la condition sociale était la même.

D'inévitables froissements devaient résulter de ce système intermédiaire. On ne pouvait s'en étonner, puisqu'on l'avait combiné dans la vue d'empêcher des innovations brusques, et trop précipitées, vers un but désirable certainement aux yeux des amis de l'humanité. Mais de telles innovations, pour devenir fructueuses, avaient besoin d'être préparées de longue main et ménagées avec prudence.

Le désir de faire un pas dans ce système de transition fit présenter la loi de 1845, loi dont la durée fut trop courte pour que ses principes aient eu le temps de réaliser les progrès qu'on s'en promettait, en y joignant les secours d'un enseignement progressif et d'une civilisation graduellement développée. Cette loi n'avait pas trois ans d'existence lorsque la révolution de 1848 éclata.

Au moment même où va s'ouvrir la session de la nouvelle Assemblée constituante, paraissent les derniers décrets du Gouvernement provisoire. Ils renversent l'édifice de la loi fondamentale en vigueur dans les colonies; ils suppriment la représentation locale, émancipent les noirs avant toute indemnité; enfin, pour parer à la misère imminente, ils accordent aux colonies le remède si bien jugé des *ateliers nationaux*.

La même Assemblée constituante, il faut le dire à son honneur, en ratifiant l'émancipation proclamée par voie révolutionnaire a sans hésiter indemnisé les propriétaires. Elle a d'ailleurs reconnu, par l'article 109 de sa Constitution, que les colonies ont droit à des lois particulières ou spéciales, comme l'avaient reconnu tous les gouvernements depuis soixante ans, excepté la Convention.

Tel est l'historique des phases si variées par lesquelles a passé la constitution des colonies pendant ce laps de temps. La paix intérieure est maintenant leur état habituel. Ces colons français qu'on avait tant calomniés, eux qu'on avait représentés comme des barbares voués à la juste vengeance de leurs victimes, ils ont recueilli les fruits du traitement modéré et des soins bienveillants qu'ils avaient eus pour les noirs. Depuis que le besoin de créer des candidatures à l'Assemblée nationale n'a plus fait recourir aux agitations démagogiques, la concorde s'est introduite; elle se fortifie entre les diverses classes de la société coloniale.

Sous le régime du nouvel Empire français, nos colonies des Antilles et de la Réunion sont régies par le Sénatus-consulte organique de 1854. Cette loi fondamentale maintient le Sénat dans la plénitude de ses attributions organisatrices; il a fallu lutter pour que ces attributions ne fussent pas déléguées au Conseil d'État, qui serait devenu pouvoir législatif. L'amour du bien public a présidé dans ce conflit, et c'est l'honneur des préparateurs de ce beau succès [1]. Un partage équitable d'attributions est fait entre le Sénat et le Corps législatif, pour les intérêts d'ordre supérieur, et le Conseil d'État, pour les autres intérêts. L'autorité la plus ample est accordée aux gouverneurs des colonies; les Conseils coloniaux remplissent une mission comparable à celle des Conseils généraux de la métropole. On a pris tous les moyens pour prévenir les rivalités et les oppressions de castes; ce qu'on a voulu

[1] Nous croyons devoir citer les noms des dix commissaires du Sénat dont les efforts *unanimes* ont produit ce résultat : amiral baron de Mackau, président; baron Charles Dupin, rapporteur; Drouyn de Lhuys, marquis de Belbeuf, comte de Beaumont, cardinal Mathieu, Mimerel de Roubaix, vice-amiral Casy, Amédée Thayer, duc de Saint-Simon.

par-dessus tout, c est la paix sociale, qui seule permet les perfectionnements réels et les prospérités durables.

Au premier moment où fut réalisée l'émancipation si brusquement décrétée, les passions étaient enflammées; un seul moment d'incertitude à la Martinique, a suffi, pour faire verser le sang des blancs par les nègres égarés.

Beau rôle d'un homme de couleur.

Au milieu de l'effervescence générale, signalons la noble conduite de M. Bissette, homme de couleur, condamné sous la Restauration à l'emprisonnement et mis aux fers, puis devenu représentant en 1848. M. Bissette, de 1830 à 1848, s'était posé comme un mandataire officieux de sa classe à Paris. Depuis la dernière époque il n'a pas voulu jouer d'autre rôle que celui de conciliateur. Ses efforts ont eu part au succès dont ils étaient dignes; ils ont été récompensés par un témoignage public et généreux qu'ont décerné toutes les classes du peuple de la Martinique.

Sort commercial de la Martinique et de la Guadeloupe.

Au commencement du siècle, les deux îles étaient dans un état assez florissant. Le Consulat leur avait rendu le bien-être et la sécurité; la paix d'Amiens leur promettait la fortune. Malheureusement, quand vint la guerre de l'Empire, l'Angleterre les envahit. Traitées en pays conquis, leurs produits subirent dès lors dans les trois royaumes, soit les prohibitions, soit les surtaxes infligées aux similaires des pays étrangers. De telles rigueurs avaient lieu dans le temps même où le blocus continental fermait à ces produits les ports du continent européen; la misère des conquis était extrême.

Après la paix générale, les deux îles furent restituées à la France et par là rendues à la vie. La population et les revenus s'accrurent de concert.

La grande richesse de ces colonies était la culture de la canne à sucre. Leurs produits furent loin d'être exempts d'impôt; lors de la mise en consommation, ils payèrent un droit qui s'éleva, pour les importations des Antilles, à 49 francs 50 centimes par 100 kilogrammes.

Par une injustice flagrante, le sucre extrait de la betterave fut longtemps exempt de tous droits. Il n'avait pas, comme celui des colonies, à payer les frais d'un transport de deux et de trois mille lieues, puisqu'on le créait sur le lieu même de la consommation; il prospérait avec une rapidité extraordinaire, grâce à tant de faveur.

Le ministère des finances finit par s'alarmer du danger que cette partialité faisait courir à l'une des sources importantes du revenu national. On taxa les sucres de betterave, mais par degrés lents et peu sensibles, par degrés que compensaient aisément les progrès d'une chimie merveilleuse appliquée aux fabrications métropolitaines.

Passant d'un extrême à l'autre, le Gouvernement imagina de racheter pour le compte de l'État toutes les sucreries betteravières et de ne plus autoriser que la production du sucre de canne; le projet fut repoussé par la Chambre des députés. Alors on imposa le même droit sur les sucres français, quelle que fût leur origine.

C'était encore une extrême inégalité; car les sucres des Antilles avaient deux mille lieues à faire avant d'arriver sur le marché français, où les sucres de betterave étaient tout portés. On n'a qu'imparfaitement porté remède à cette différence fâcheuse de position.

La Martinique et la Guadeloupe, par des efforts merveilleux de culture, produisent énormément sur un terri-

toire exigu; mais les deux colonies, pour obtenir ce résultat, n'ont pas le choix des terrains.

Au contraire, à Cuba et dans les plus belles Antilles britanniques, où le territoire est très-étendu, on peut se borner à cultiver la canne à sucre dans les terrains les plus féconds et les mieux arrosés.

Malgré ces désavantages, il est curieux d'étudier, comparativement à la population, ce que fournissent de sucre à leurs métropoles respectives les Antilles de France et celles de l'Angleterre.

COLONIE DE LA MARTINIQUE.

En 1776, la Martinique possédait 85,779 habitants. De là jusqu'en 1854, la population a précisément tiercé : c'est le progrès du nombre des habitants au sein de la France. Mais, en France, 1,000 habitants occupent près de 1,500 hectares; à la Martinique, ils n'occupent pas la moitié de cet espace, ainsi qu'on va le voir :

Superficie....................	98,783 hectares.
Population en 1854............	134,095 habitants.
Territoire pour mille habitants....	747 hectares.

Aux accroissements naturels, mais très-lents, de leur population, les habitants de la Martinique ont ajouté les secours de l'immigration. C'est ainsi qu'ils ont pu, de 121,000 habitants en 1847, passer à 134,095 en 1854.

Occupons-nous de comparer les cultures en 1847, année qui précède l'émancipation, et en 1854, dernière année pour laquelle nous possédons des résultats officiels.

ÉTENDUE DES CULTURES DE LA MARTINIQUE.

NATURE DES PRODUITS.	ANNÉES.	
	1847.	1854.
	hectares.	hectares.
Sucre	19,785	16,406
Café	1,612	743
Coton	86	14
Cacao	477	423
Tabac	23	24
Produits dits coloniaux	21,983	17,610
Vivres	11,979	12,383
Savanes	»	26,521
Bois et forêts	»	20,512
Terrains non cultivés	»	21,757
Superficie totale	»	98,783

Effets de l'émancipation sur les cultures.

Si l'on compare avec ces nombres l'étendue des plantations qui donnent les denrées coloniales proprement dites, on trouve de mis en culture par 1,000 habitants :

En 1847, avant l'émancipation........ 182 hectares.
En 1854.......................... 121

Dans ce court intervalle de sept ans, la diminution du travail, pour un même nombre d'habitants, s'élève à 39 pour 100; cette décadence est déplorable.

Il faut que tous les hommes éclairés redoublent de

zèle; il faut qu'ils s'unissent avec les fonctionnaires et les ecclésiastiques pour agir sur l'esprit, sur les mœurs des affranchis, et réhabiliter à leurs yeux le travail agricole.

Progrès sociaux de la classe émancipée.

Déjà des résultats heureux sont obtenus pour donner aux noirs l'amour de la famille. En voici l'un des effets :

PAR MILLE INDIVIDUS DU SEXE MASCULIN.	1849.	1854.
Hommes mariés ou veufs existants................	142	198
NOMBRE DE NAISSANCES PAR DIX MILLE HABITANTS.		
Enfants légitimes............................	89	124
Enfants illégitimes..........................	227	209
NAISSANCES TOTALES............	316	333

Nous nous empressons de faire observer avec la plus vive satisfaction de tels changements, opérés en si peu d'années : c'est un gage heureux de l'état social amélioré vers lequel la population affranchie dirige ses pas.

Mesures à prendre.

Il faut que la métropole applaudisse à de tels efforts; il faut que ses récompenses donnent un nouveau prix à celles que peut décerner l'autorité locale aux promoteurs de ces progrès.

Je le répète : il faut réhabiliter le travail agricole, et rappeler les affranchis aux cultures si riches des denrées coloniales. Ces cultures doivent toutes être étendues, afin de reprendre le développement qu'elles avaient il y a quinze

à vingt ans, et, s'il se peut, le dépasser considérablement. Il est facile de diversifier et les grandes et les petites cultures appropriées aux variétés du sol; il importe de perfectionner et d'accroître le simple jardinage, et de mettre à profit la production de beaucoup de fruits délicieux : ils trouveront un placement lucratif en Europe.

Est-il vrai qu'à la Martinique le Jardin de botanique n'est guère estimé que pour la beauté des fleurs et l'élégance des allées? j'en rougirais pour mes anciens amis.

Il y avait d'employés à la production des denrées dites coloniales :

	Travailleurs.	Hectares cultivés.
En 1848, année de l'émancipation.	30,883	16,145
En 1854.	35,856	17,609

Malheureusement, si l'on ôtait de 1854 le nombre des immigrants, on trouverait que bien peu d'affranchis sont retournés au travail depuis l'abandon subit éprouvé dans la première année de l'émancipation.

Dans l'intérêt des affranchis, on devrait rendre le travail obligatoire, en leur laissant le choix des cultures ou des professions diverses. C'est le travail qui leur donnera l'aisance pour eux, leurs femmes et leurs enfants. Il faudrait surtout être sévère pour contraindre à l'activité les célibataires; les maris, les pères, y seront stimulés par le besoin naturel de soutenir leur famille.

On devrait créer des *syndics du travail*, choisis parmi les plus anciens et les plus estimés des noirs. On récompenserait, en la rétribuant, cette surveillance, que je voudrais officieuse bien plus que coercitive. Je n'offre qu'en hésitant mes idées; mais j'appelle de ce côté toute l'attention que peuvent apporter les gouverneurs, les administrateurs et le clergé de nos colonies : *l'avenir est là*.

Idée de l'ensemble du commerce des colonies françaises.

Commençons par indiquer les résultats commerciaux relatifs à la Martinique.

Commerce général de la Martinique en 1854.

	Totaux.	Par mille habitants.
Importations.............	27,622,487f	206,141f
Exportations.............	21,914,919	163,429
	49,537,406	369,570

Dans les dernières années dont nous ayons les comptes complets, nos colonies, non compris l'Algérie, ont exporté pour 101,445,362 francs de leurs produits. Ce beau résultat est donné par une population de 633,936 habitants: ce qui fait d'exportation 160 francs par habitant.

En retour de ces envois, la France échange les produits de son sol, de ses manufactures et de ses pêcheries pour 77,488,315 francs; et l'étranger entre en concurrence pour 33,465,341 francs.

Tels sont les grands intérêts mis en mouvement par la force productive de nos colonies, malgré nos pertes énormes depuis 1763 jusqu'à 1814.

Il s'agissait de faire apprécier aux Français *de visu*, par la vue, ces magnifiques résultats et les espérances qu'y puise un patriotisme éclairé.

Musée des colonies françaises; sa richesse et son utilité.

A l'imitation du ministère de la guerre, le ministère de la marine a voulu qu'un Musée des produits coloniaux fût ouvert au public de Paris, comme l'est celui des produits de l'Algérie.

Au rez-de-chaussée du grand hôtel Talleyrand, sur la rue de Rivoli, n° 244, près du ministère de la marine, sept salons spacieux sont occupés par les richesses minérales, animales et végétales dont on a pu recueillir les échantillons dans nos Antilles, à la Guyane, à la Réunion, au Sénégal, dans nos établissements de l'Inde, et dans les îles que nous possédons en Océanie.

On y voit les pépites et les sables aurifères de l'Arataye et de l'Approuage; on y voit l'admirable vanille dont tout à coup la culture a pris l'essor entre les mains intelligentes de quelques créoles à la Réunion; on y voit des cotons longue soie *de la Martinique*, payés à Paris 10 francs le kilogramme, à l'égal des plus beaux produits de Georgie; on y voit des bois de teinture et d'ébénisterie, précieux pour les arts : le ministère en distribue des échantillons aux artistes de Paris qui croient pouvoir en tirer un heureux parti pour leur industrie si progressive et toujours à la recherche du nouveau. On fournit aussi gratis des échantillons choisis dans tous les genres de produits dont les arts français peuvent faire un habile usage. Je ne puis pas, sans entrer en de trop amples détails, donner même une faible idée, et des richesses naturelles et des produits de culture qu'offre ce panorama des trésors de nos diverses colonies. Mais je veux appeler de toutes mes forces l'attention de nos commerçants, de nos manufacturiers et de nos artistes sur un Musée qui nous révèle tant de ressources peu connues et tant de trésors pour les industries métropolitaines.

Les vœux de l'auteur pour la Martinique.

La Martinique s'est placée au premier rang de nos possessions d'outre-mer; c'est elle qui fait vivre le plus

grand nombre d'habitants pour une même étendue de territoire; c'est elle dont les arts sont le plus avancés. Pour la seule production du sucre, elle seule a déjà plus de soixante appareils à vapeur. Puisse-t-elle agrandir ses exploitations, si malheureusement restreintes depuis dix ans; reprendre sa marche progressive; continuer à perfectionner ses arts; et s'occuper avec le véritable amour de l'humanité de ses travailleurs africains, que les étrangers négligent dès qu'ils les ont affranchis! Je ne puis plus servir que de mes conseils cette noble colonie et ses généreux habitants, dont j'ai défendu quinze ans les droits avec bonheur, et pour lesquels j'ai pu contribuer à perfectionner des lois appropriées à leur état social depuis 1833 jusqu'en 1855.

COLONIE DE LA GUADELOUPE.

La Guadeloupe, en y joignant les petites îles qui forment ses dépendances, est presque de moitié moins habitée que la Martinique proportionnellement à l'étendue du territoire. Elle offre par là beaucoup plus d'espoir d'accroissement pour la population et les produits.

Le recensement de la Guadeloupe et de ses dépendances donnait déjà 99,970 habitants en 1770; cette population ne s'est pas même accrue d'un tiers en 75 ans.

Superficie et population.

Superficie......................	164,513 hectares.
Population en 1854.............	129,220 habitants.
Territoire pour mille habitants.....	1,273 hectares.

Pour la Guadeloupe nous présentons, comme nous l'avons fait pour la Martinique, le tableau comparé des

cultures en 1847 et en 1854. D'après le tableau qui suit, comme on va le voir, la Guadeloupe a moins réparé ses pertes de culture, causées par l'émancipation, que ne l'a fait la Martinique; de là, les efforts prochains et nécessaires que nous devrons signaler.

ÉTENDUE DES CULTURES DE LA GUADELOUPE.

NATURE DES PRODUITS.	ANNÉES	
	1847.	1854.
	hectares.	hectares.
Sucre	22,270	19,767
Café	4,768	2,374
Coton	1,136	644
Cacao	122	44
Tabac	31	12
Rocou	10	57
Girofle et nopal	8	12
Culture des produits coloniaux	28,345	22,910
Vivres	11,979	8,974
Toute espèce de cultures	40,324	31,884
Savanes	»	23,080
Bois et forêts	»	68,542
Terrains non cultivés	»	41,007
SUPERFICIE TOTALE	»	164,513

Malgré les pertes occasionnées par le ralentissement du travail depuis l'émancipation, le commerce de la Guadeloupe a conservé de l'importance. Voici les résultats de la dernière année officiellement connue :

	Totaux.	Par mille habitants.
Importations.............	19,909,842f	154,087f
Exportations.............	20,795,813	160,933
SOMMES........	40,705,655	315,020

Par un contraste singulier, celle de nos Antilles où la population possédait le plus de territoire est, nous l'avons vu, celle où le nombre des habitants s'est accru le plus lentement. Elle a, par conséquent, encore plus d'intérêt à favoriser l'immigration que n'en a la Martinique.

Nous trouvons ici l'explication des mesures dignes d'éloge qu'a prises le Conseil général de la Guadeloupe, dans sa session de 1857, pour imprimer une activité nouvelle à l'immigration, sollicitée d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Il a cherché surtout les améliorations qu'on peut apporter au traité de la maison Régis, afin qu'elle parvienne à vaincre les obstacles qu'elle rencontre à la côte d'Afrique par la jalousie des commerçants étrangers.

Il n'y a pas seulement jalousie de commerçants à commerçants, mais de nation à nation; cette jalousie, nous l'expliquerons un peu plus tard.

Question générale de l'immigration dans les Antilles françaises.

Après l'émancipation arbitraire décrétée en 1848, la diminution effrayante du travail des affranchis fit sentir dans nos colonies le besoin de recourir à l'immigration. Pour nos plantations, comme pour celles de l'Angleterre, les immigrants venus du midi de l'Europe et des Açores n'ont offert qu'un secours à peu près nul.

Trois autres sources se sont présentées. La première

est offerte par ces manouvriers de l'Inde appelés *coulies*, si dénués de toutes choses et si peu payés dans leur pays natal. Lorsque l'on songe à l'immense population de l'Hindoustan, on conçoit que cette contrée puisse fournir des ressources inépuisables. Comme une portion considérable du pays appartient à la zone torride, ses travailleurs ne changent pas de climat quand ils sont transportés dans nos colonies sucrières : c'est un immense avantage.

Immigration des Indiens.

Lorsque nous parlerons de l'île de France et de la Réunion, nous montrerons, pour l'une et pour l'autre contrée, l'étendue de l'immigration tirée de l'Asie orientale. Les transports étaient plus dispendieux, plus longs et plus pénibles pour les colonies des Indes occidentales.

Nous avons éprouvé des difficultés sans nombre quand nous avons tenté d'obtenir des coulies. Nos petits établissements de l'Inde sont trop circonscrits, ils ont une trop faible population pour suffire à cet emprunt d'hommes; enveloppés de tous côtés par le territoire britannique, ils ne pouvaient pas communiquer avec la population des États indigènes qui sont encore supposés indépendants.

Humanité des mesures françaises.

Commençons par indiquer les soins inspirés par l'humanité de la France, dans le cercle restreint de nos opérations. Pour que des Indiens appartenant aux territoires de la Compagnie des Indes ou des princes natifs puissent être engagés par nous, il faut qu'ils atteignent les limites de nos petits territoires. Arrivés soit à Pondichéry, soit à Karikal, c'est de leur plein gré qu'ils contractent l'en-

gagement de travailler dans une colonie française moyennant un prix stable, authentiquement établi, et fixé sur des bases qui doivent être approuvées par l'Administration française. Un chirurgien de la marine impériale constate la bonne santé des émigrants. D'un autre côté, l'Administration vérifie : 1° si le navire frété pour le transport remplit les conditions hygiéniques d'espace, de salubrité, de commodité, jugées nécessaires; 2° s'il est pourvu d'un officier de santé pour la traversée; 3° si les vivres embarqués sont en quantité suffisante. Voilà pour le départ. A l'arrivée du navire dans une colonie française, nouvelle enquête sur tous les faits de la traversée pour garantir que les soins réclamés de l'humanité ont été réunis en faveur des travailleurs transportés.

Des précautions si dignes d'éloges ont eu les résultats les plus heureux. Sur l'ensemble des immigrants transportés de l'Inde aux Antilles, voici quels ont été les résultats obtenus :

Mortalité comparée lors du passage de l'Inde aux Antilles.

	Par 10,000 immigrants.
Sur les bâtiments anglais	419
Sur les bâtiments français	236

Dans la colonie française, un commissaire spécial est le tuteur légal des immigrants. Il les visite; il les éclaire sur leurs droits ainsi que sur leurs devoirs; il leur fait rendre justice, conformément à la teneur du contrat d'engagement.

Témoignage honorable des créoles anglais.

Ces mesures si vigilantes, si judicieuses et si bienfai-

santes sont devenues un noble sujet d'envie pour les colons britanniques. Un créole anglais, après les avoir étudiées à la Martinique, en a rendu compte au gouverneur de sa propre colonie, la Trinité, en attestant ce qu'elles offrent d'excellent. Citons les termes de son rapport : « J'ai reconnu, non sans regret, que, sur tous les points relatifs à l'immigration, les mesures imaginées par les Français sont infiniment supérieures à celles qu'on pratique à la Trinité. Pour tous les points sur lesquels nos dispositions sont d'une infériorité que peut corriger la législation locale, je prie Votre Excellence de les proposer au Conseil de la colonie; pour ceux qui dépendent de la métropole, veuillez les signaler au ministère, à Londres. » Le rapport que nous citons, d'accord avec bien d'autres témoignages, atteste le sort heureux des Indiens dans les colonies françaises, leur travail efficace, et l'harmonie qui règne entre eux et les maîtres.

Obstacles opposés à l'émigration des coulies pour le service français.

Ici, comme on le voit, l'Administration britannique ne pouvait pas alléguer l'amour de l'humanité, ni prétexter son intérêt infini pour le bonheur des Indiens d'une classe misérable, en s'opposant à l'heureux sort qui leur est assuré dans nos établissements. Cependant, malgré les témoignages éclatants de l'expérience, le Gouvernement anglais s'est refusé jusqu'à ce jour à reconnaître légalement le départ des Indiens de ses territoires pour les possessions françaises. Les collecteurs de taxes dans les districts de la Compagnie, ceux qui soumettent ou laissent soumettre à la torture les pauvres Hindous qui ne peuvent suffire à payer les taxes, les exacteurs ne permettent pas qu'ils aillent chercher quelque part à ne pas mourir de

faim. Ils poursuivent, ils traquent, ils emprisonnent et soumettent à des amendes arbitraires les agents français qui viennent librement contracter avec des Indiens maîtres d'eux-mêmes. Le croira-t-on? Ce système inquisitorial et persécuteur n'a pas même été ralenti lorsqu'en Crimée les Français versaient leur sang pour assurer à l'Angleterre la sécurité présente et future de son empire d'Orient.

Ces tristes difficultés ont réussi parfaitement à rendre presque dérisoire la faible immigration d'Indiens pour nos deux colonies.

Immigrants indiens.	A la Martinique.	A la Guadeloupe.
En 1855	381	437
En 1856	1,531	1,070
En 1857	1,234	782
	3,146	2,289

Immigration chinoise.

Jusqu'à ce jour, nos colons n'ont obtenu qu'un nombre presque nul de Chinois. Il faudrait que nous possédassions une île, un port, sur la côte du Céleste Empire, à proximité d'une des provinces qui souffrent aujourd'hui par l'excès de leur population : là, nous trouverions toute facilité d'opérer des emprunts nombreux de travailleurs intelligents, actifs et laborieux.

Immigration africaine.

Les Anglais nous ont devancés pour tirer parti des travailleurs libres d'Afrique. Dès le 30 septembre 1839, un Ordre royal en Conseil autorisait à lever des Africains libres dans les établissements anglais de la côte africaine occidentale. Cette ressource, il est vrai, parut bientôt

insuffisante. Dix ans plus tard, on a tiré parti d'environ quatre mille noirs capturés sur des bâtiments négriers et provisoirement déposés à Sierra-Léone, à Sainte-Hélène. On les a transportés, sans demander, dit-on, s'ils y consentaient, dans les colonies des Indes occidentales; et cette opération s'est continuée pendant onze ans. On y joignait des engagés libres, levés surtout à la côte d'Afrique. Par de tels moyens, l'Angleterre a recruté pour ses colonies le nombre total de 27,200 immigrants africains.

C'est en 1853 seulement que les Français conçurent l'idée d'imiter ce genre de recrutement pour la Guyane et les Antilles. Mais nous n'avions pas, comme les croiseurs britanniques, des nègres capturés par nous, et dont nous pussions disposer en leur disant qu'ils sont libres.

Une ressource nous restait : c'était de racheter des esclaves au sein de l'Afrique, de leur donner la liberté, de les enrôler à titre d'affranchis et de les conduire dans nos colonies; là, de leur procurer le même bonheur qu'aux Indiens immigrés chez nous et la même liberté civile qu'aux noirs nés Français. Nos essais jusqu'à ce jour ont été bien modérés et resserrés dans un cadre très-étroit.

Autorités favorables au sein du Parlement.

Dans le Parlement d'Angleterre, l'opinion des hommes d'état s'est prononcée hautement en faveur de ce moyen de peupler les colonies tropicales. Il y a déjà onze années, un des orateurs les plus libéraux, je dirais presque un radical, Joseph Hume, parlait ainsi dans la Chambre des communes et parlait avec toute l'autorité d'un long séjour dans les Indes : « Il faut acheter des esclaves africains, les affranchir et les envoyer dans nos colonies; ce sera servir l'humanité. Des 12,500,000 francs que coûte chaque

année notre croisière contre la traite, prenez-en la moitié pour acheter des nègres africains dont vous ferez des immigrants. Cette marche aura pour infaillible résultat l'abolition générale de l'esclavage.» Après des paroles si peu dubitatives, dans la même seance, une autorité plus haute, plus prudente et tout autrement révérée, celle de sir Robert Peel, faisait entendre ces paroles : «Donnez tous les encouragements en votre pouvoir à l'immigration des travailleurs libres, et n'ayez nul souci d'imputations que vous savez mal fondées.»

Dans le même ordre d'idées, nous voyons en juin 1857 une députation de marchands anglais se présenter chez leur premier ministre, alléguer l'insuffisance des mesures préventives contre la traite sur les côtes de Cuba et chercher un remède souverain au centre même de la difficulté. «Demandons, disent-ils, des bras libres à l'Afrique; c'est la combinaison la plus efficace pour opérer l'abolition de l'esclavage. L'esclavage sera, disent-ils encore, aboli de fait, lorsqu'avec l'autorisation supérieure et sous la surveillance d'un gouvernement qui, dans ses possessions, proclame et maintient la liberté des noirs, nous viendrons enrôler des travailleurs préalablement libérés sur les marchés mêmes qui fournissent les esclaves.» Les journaux les plus influents de Londres appuyèrent la proposition d'une expérience pareille sérieusement essayée.

Le *Times*, en faisant entendre son avis approbateur, annonçait qu'une pareille expérience allait être tentée par la France, *avec l'autorisation de l'Empereur*, et qu'il ne fallait pas que les Anglais restassent *en arrière*.

C'est alors que le club d'*Exeter-Hall* a fait entendre d'ardentes réclamations qu'il a portées jusqu'au Parlement. Le ministère, pressé vivement, a presque répondu comme s'il faisait partie des puritains réclamants; il a promis

d'*éclairer la France*, afin qu'elle n'augmentât pas en Afrique, a-t-il dit, les horreurs de l'esclavage. La France attend cette lumière, sans abandonner son droit sacré de racheter des esclaves et de leur donner, non pas la servitude, mais la liberté, le bien-être et la civilisation.

COLONIES DANOISES.

Le Danemark est possesseur de trois îles, Saint-Thomas, Saint-Jean et Sainte-Croix; réunies, elles ne couvrent pas vingt lieues carrées.

TERRITOIRE ET POPULATION.

	SAINTE-CROIX.	SAINT-THOMAS.	SAINT-JEAN.
Superficie : hectares	19,250	6,200	5,487
Population : habitants	23,720	13,666	2,228
Hectares pour mille habitants	812	453	2,462

Création du port franc de Saint-Thomas.

Jusqu'en 1832, ces trois îles, perdues au milieu de l'archipel Colombien, ne faisaient qu'un commerce sans aucune importance. Alors le Gouvernement danois eut l'heureuse pensée de mettre à profit la position qu'elles occupent entre les Grandes et les Petites Antilles, sur une des routes les plus fréquentées de l'Atlantique. On déclara port franc le principal port de Saint-Thomas, afin d'offrir un marché libre où les expéditeurs d'Amérique et d'Europe viendraient échanger leurs produits.

COMMERCE AVEC LES PRINCIPALES PUISSANCES EN 1855.

PUISSANCES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TONNAGE.
	francs.	francs.	tonneaux.
France	6,474,659	490,055	6,743
Grande-Bretagne	15,231,750	2,603,675	»
États-Unis	47,448,800	1,203,141	»
Totaux	69,155,209	4,296,871	»

Extrême inégalité des importations et des exportations.

On sera certainement frappé d'un même fait manifesté dans le commerce des trois principales puissances avec Saint-Thomas. Elles tirent parti de ce port franc pour y conduire des quantités considérables de leurs productions; mais elles ne prennent en échange que des chargements d'une valeur incomparablement inférieure. Sur l'ensemble, les retours n'équivalent pas *à la seizième partie* des apports.

Les trois puissances préfèrent aller directement dans les ports des divers États américains; elles y chargent les produits du pays même, au lieu de les payer plus chèrement ailleurs et de les prendre en main tierce dans un port franc.

Le tableau suivant, relatif à la navigation, donnera l'idée du commerce fait à Saint-Thomas avec les puissances secondaires, comparativement au commerce des puissances principales :

TABLEAU DE LA NAVIGATION DE SAINT-THOMAS POUR 1852.

ENTRÉES PLUS SORTIES.	NAVIRES.	TONNAGE.
France	213	45,579
Grande-Bretagne	398	92,264
États-Unis	729	137,941
Totaux des principales puissances	1,340	275,784
Danemark et Saint-Thomas	142	31,240
Hambourg et Brême	99	27,572
Gênes	25	5,135
Hollande	17	4,258
Suède	12	3,316
Espagne	12	2,312
Totaux	1,647	349,617

ILE DE SAINT-DOMINGUE.

En 1851, le Palais de cristal présentait dans sa grande nef une montre de joaillerie parisienne qui fixait beaucoup de regards. Lorsque Sa Majesté la reine Victoria et S. A. R. le prince Albert visitèrent l'exposition des Français, ils s'arrêtèrent devant cette montre, qui contenait tous les symboles du pouvoir, confectionnés pour un monarque surgi tout à coup dans le nouveau monde. C'était une couronne fermée que surmontait la croix, emblème de toute puissance; au-dessous, un écusson resplendissant que traversait en sautoir l'épée d'État et même une main de justice: tels étaient les insignes de Faustin I[er], récent empereur d'Haïti, nègre lui-même et dominateur

d'un demi-million d'autres nègres. À cette vue, le Prince-consort et la reine Victoria s'arrêtèrent un moment, échangèrent un regard, puis un sourire, et passèrent.

Hélas! ces insignes, fabriqués à Paris par la main d'un Français, étaient la seule richesse qui représentât à l'Exposition universelle cette grande île autrefois surnommée *le Paradis du nouveau monde*. La contrée dont les produits, il y a soixante ans, faisaient l'admiration de l'archipel Colombien, Saint-Domingue, n'avait rien transmis à l'Exposition qui rappelât ses arts disparus et sa richesse anéantie.

Au centre de cet archipel s'étend de l'orient à l'occident, sur une longueur de 150 lieues, l'île dont nous devons rappeler les malheurs et mesurer la décadence. La région de l'ouest, qui porte aujourd'hui le nom d'*Haïti*, formait autrefois la partie française; la région de l'est formait la partie espagnole, connue maintenant sous le nom de *république Dominicaine* ou *de Santo-Domingo*.

Superficie et population approximative actuelle.

Il ne faut pas espérer pour Saint-Domingue autre chose que des appréciations approximatives de la population.

	Haïti.	Santo-Domingo.
Superficie.................	2,743,500	4,389,600 hect.
Population.................	560,000	200,000 hab.
Territoire pour mille habitants.	4,899	21,948 hect.

ANCIENNE COLONIE FRANÇAISE.

Il y a soixante ans, la colonie française de Saint-Domingue offrait trois grandes divisions établies par la nature et suivies par le Gouvernement.

La *province du Nord* bordait la côte septentrionale. Elle

avait pour chef-lieu la cité du *Cap-Français*, qui possédait une bonne rade et qui faisait un grand commerce. Vers 1790, cette cité comptait plus de vingt mille âmes. En temps de guerre, le gouverneur général y transportait sa résidence pour se placer au point le plus rapproché de la France.

Le Cap-Français devait son opulence au voisinage d'une large plaine dont la longueur n'était pas moindre de vingt lieues; elle était consacrée à la culture de la canne à sucre, et l'on ne citait aucune autre contrée tropicale qui, pour la même étendue de territoire, donnât d'aussi grands produits.

A l'extrémité occidentale de la province du Nord, on trouve l'excellente rade et la ville du Cap-Saint-Nicolas, forte à la fois par la nature et par l'art. Cette position, directement en face de Cuba, commande la *passe du Vent*, sur la route la plus directe pour communiquer entre l'Europe et Panama.

En doublant le cap Saint-Nicolas on voit se développer un immense golfe de quarante lieues d'ouverture sur une profondeur encore plus grande. Le territoire ayant pour littoral le contour de ce golfe formait la *province de l'Ouest*.

Au fond du golfe s'élève la ville du *Port-au-Prince*, où le gouverneur général résidait pendant la paix : c'est le port par excellence. A l'orient de cette ville commence une plaine longue de seize lieues, plus large encore que celle du Cap-Français, presque aussi fertile et cultivée avec non moins d'habileté. En avant du Port-au-Prince est située l'île des Gonaïves, spacieuse et féconde.

Enfin, la troisième province était formée du territoire dont les eaux descendaient vers le sud, ce qui la faisait nommer *province du Sud*. *Jacmel* était son port principal.

Destructions de Saint-Domingue.

Le seul nom de Saint-Domingue rappelle les souvenirs des plus terribles destructions, commencées dès les premiers temps de la révolution française et continuées à travers d'étranges vicissitudes.

La race blanche, exterminée à trois reprises, de 1791 à 1803, a complétement disparu. Les mulâtres, qui dans le principe croyaient hériter du pouvoir des blancs et devenir à leur tour la puissance dominatrice, haïs, jalousés par les noirs, ont fini par émigrer dans la partie espagnole. Sur notre ancien territoire, il n'est plus resté qu'un peuple nègre, qui n'a cessé d'être esclave que pour devenir serf, sous quelque forme que la puissance, républicaine ou monarchique, ait pesé sur les têtes africaines.

Pour l'instruction des blancs, des noirs et des mulâtres, dans les pays d'Amérique où l'esclavage n'est pas encore aboli, nous croyons devoir tracer le rapide tableau de l'imprévoyance et des passions qui, sur le sol de Saint-Domingue, ont produit des calamités heureusement sans exemple dans le passé d'aucun peuple. Puissent-elles n'avoir jamais d'imitation dans l'avenir!

En 1789, à l'origine de la révolution métropolitaine, les gens de couleur affranchis étaient, par le seul effet du sang africain mêlé dans leurs veines, exclus de tous les emplois civils et militaires; ils n'étaient pas moins exclus de la société privée des blancs, qui ne leur épargnaient ni les dédains, ni parfois les outrages. Ils pouvaient cependant posséder des biens-fonds, faire le commerce, exercer des industries et parvenir à la richesse. Mais l'opulence, aussitôt qu'ils en jouissaient, rendait plus insupportable l'état dégradé de leur caste.

Dès les premiers temps de nos troubles civils, on orga-

nise à Paris la *Société, le Club des amis des noirs*, à l'exemple du Club de Londres, mais avec une différence profonde qu'il importe de remarquer. L'association anglaise avait pour unique objet d'obtenir l'abolition de la traite, sans prétendre changer l'état social des colonies et leurs conditions de propriété; elle avait déclaré que, vu l'état d'ignorance et de barbarie où se trouvaient alors les esclaves, un affranchissement actuel ne produirait que le malheur et la ruine. L'association française méprise une telle réserve et réclame à grands cris l'émancipation la plus prochaine, quelles qu'en soient les conséquences.

A cette époque, au lieu d'établir successivement et de consolider par des lois enchaînées aux mœurs chacune de nos libertés, il paraissait plus philosophique aux théoriciens de la liberté sans limites qu'on proclamât *les droits de l'homme et du citoyen*, et qu'on les proclamât avec une généralité d'acception qui ne laisserait aucune place aux restrictions, aux atermoiements, aux concessions que pourraient exiger la stabilité de l'État et le bonheur de la société.

Le 20 août 1789, lorsqu'on votait à Versailles la déclaration des droits et des devoirs, personne n'aurait osé prétendre qu'elle embrassât à l'instant les hommes d'un autre monde et d'un autre état social.

L'Assemblée constituante ne supposait pas qu'elle eût le droit de régler à sa volonté l'état des personnes et le régime social dans nos possessions d'outre-mer. Il y a plus; son décret du 8 mars 1790 reconnaît, à cet égard, le droit formel des législatures coloniales.

Mais les hommes qui dans la mère patrie élevaient l'insurrection au rang *du plus saint des devoirs*, ceux-là ne pouvaient pas reconnaître une autre sainteté pour leur culte des colonies.

A peine le décret si sage de l'Assemblée constituante est-il rendu, la Société des amis des noirs combine ses plans d'attaque. Elle choisit un mulâtre pour passer à l'exécution; lui procure en Allemagne un grade de colonel, afin d'en faire un personnage; l'envoie clandestinement, par les États-Unis, avec des armes qu'elle paye, et jette la guerre sociale dans le nord de Saint-Domingue. Le colonel établit son camp près des montagnes septentrionales, et de là demande impérieusement l'égalité complète, avec tous les droits politiques, pour les gens de sa couleur. Il attire à grand'peine une poignée de partisans, qu'il essaye de discipliner et de former au maniement des armes. Il finit par s'adresser aux esclaves, qu'on n'a pas préparés encore à l'insurrection; il est mis en déroute et se sauve avec ses complices dans la partie espagnole.

Une lutte sans portée, sur laquelle il eût fallu jeter un voile à la fois généreux et sage, rend imprudents les vainqueurs. Ceux des mulâtres qui n'avaient pas pris part au soulèvement, devenus l'objet d'une haine injuste et de suspicions aveugles, s'arment en plus grand nombre, sont vaincus à leur tour, et s'enfuient vers le même refuge que les premiers révoltés. Il fallait se féliciter que les principaux coupables eussent fui de la colonie; mais on en réclame avec acharnement l'extradition, et l'on finit par en mettre vingt à mort, après un long jugement. Cela se passait en mars 1791.

A cette époque où Mirabeau, qui se mourait, laissait à Barnave les angoisses du premier rôle et le supplice des retours à la modération, quand les excès seuls étaient populaires, Barnave présidait le *Comité des colonies* à l'Assemblée constituante. Il déclarait avec sagesse que toute intervention de la métropole dans les discussions entre les blancs et les gens de couleur aurait des résultats

funestes. Hélas! c'était son tour de ne plus être écouté quand il faisait parler la raison pour arrêter les ruines.

Sous prétexte de réglementer l'exécution du décret sur les colonies en date du 24 mars, l'Assemblée constituante veut imposer les conditions d'électorat à Saint-Domingue, sans consulter la législature coloniale. Une discussion ardente s'élève ensuite à ce sujet; les défenseurs de nos colonies représentent qu'avec de tels actes on en précipite la perte sanglante. Robespierre, alors le lauréat d'un prix pour supprimer à jamais la peine de mort, le philanthrope zélé de la Société des amis des noirs, Robespierre, de sa voix stridente, fait frémir ses partisans mêmes avec ces mots inflexibles comme le destin du mal : *Périssent les colonies plutôt que de sacrifier un iota de nos principes!* Barnave, au nom du Comité des colonies, s'efforce en vain de montrer à l'Assemblée constituante les conséquences fatales qui doivent arriver et donne sa démission d'une présidence où le bien est désormais impossible à produire.

Le 30 juin seulement, Saint-Domingue reçoit le nouveau décret du 15 mai. Pendant près de deux mois, les passions toujours croissantes enflamment les deux classes des blancs et des affranchis.

En présence de ce conflit, la race esclave, hors de tout débat, semble rester immobile; mais, poussée mystérieusement par ses implacables amis, elle prépare en secret ses arguments africains.

Dans la nuit du 22 au 23 août, la veille de la Saint-Barthélemy 1791, les noirs des habitations voisines de la capitale procèdent froidement au massacre des blancs. Toutes les horreurs dont les récits viennent de nous épouvanter dans l'Hindoustan sont commises à Saint-Domingue contre les hommes, les femmes et les enfants; l'extermination s'étend même aux familles les plus bienfaisantes

et jusque-là les plus chéries, les plus révérées par les noirs. Cependant les assassinats, les viols et les incendies ne sont pas l'œuvre d'une seule nuit; de proche en proche la barbarie les propage, pendant deux semaines, dans la vaste étendue de la province du Nord.

Le 24 septembre 1791, trente-deux jours après le premier massacre de Saint-Domingue, l'Assemblée constituante, par un sentiment qui l'honore, annule le décret imprudent dont la conséquence avait été si lamentable; elle l'annule au moment où les blancs à Saint-Domingue l'acceptaient pour se concilier les libres de couleur et travailler de concert à faire cesser l'effusion du sang.

A l'instant où le retrait d'une telle concession est connu de la colonie, le soupçon se réveille avec la haine dans le cœur aigri des gens de couleur affranchis, qui croient que les blancs sont des traîtres. Ils leur déclarent une guerre à mort; ils se mettent ostensiblement à la tête de ceux des nègres qu'ils parviennent à révolter, pour combattre à la fois et les blancs et les troupes du Gouvernement. Ainsi sont traversés les derniers mois de 1791.

Six jours avant le 10 août 1792, sur le bord du volcan dont l'éruption allait ensevelir la monarchie, un décret de l'Assemblée législative abolit les restrictions du 24 septembre 1791 et va plus loin que tous les actes précédents. Il donne plein droit d'élection et d'éligibilité non-seulement aux mulâtres, mais à tous les nègres libres : c'est un suffrage universel. Afin d'en accélérer le ravage, elle prescrit qu'on procédera sans retard aux élections. Elle invente un autre fléau dont lui sera redevable la Convention qui va naître. Elle institue la mission de trois représentants du peuple à Saint-Domingue; ils vont y porter la terreur et l'anarchie, au nom du pouvoir législatif. Les triumvirs débarquent en septembre 1792. huit jours

après que les massacres des prisons ont cessé dans Paris, faute de victimes; Saint-Domingue aura de plus nombreux supplices.

En 1793, les triumvirs ne trouvent pas les blancs assez courbés sous la terreur; ils finissent par appeler dans la cité du Cap-Français, épargnée jusqu'alors, une masse d'esclaves révoltés à leur instigation. Ces nègres égorgent les blancs, sans exception ni d'âge ni de sexe; non satisfaits du pillage, ils détruisent par le feu cette capitale naguère si florissante, la plus civilisée, la plus magnifique et l'une des plus peuplées qui fussent alors dans les Antilles.

Je ne pousserai pas plus loin le récit de ces horreurs insensées. A Paris, la Convention nationale, enhardie dans ses actes, finit par décréter, *sans indemnité*, l'émancipation des noirs. L'affranchissement s'achève à Saint-Domingue ainsi qu'il avait commencé, dans des flots de sang.

Pour profiter de l'anarchie, en 1794, les Anglais essayent de conquérir la colonie; leurs efforts échouent. Une armée de noirs, avec des gens de couleur pour officiers, s'organise par degrés; le nègre Toussaint-Louverture en devient le chef, et prend vis-à-vis de la France une attitude beaucoup trop semblable à l'indépendance.

La mer rendue libre par la courte paix d'Amiens, le Premier Consul, au lieu d'envoyer à Saint-Domingue un de ses lieutenants les plus illustres et les plus faits pour dominer les esprits, envoie le moins éminent de ses beaux-frères; l'infortuné, joué par les noirs, périt victime du climat, comme la fleur de son armée. La guerre maritime empêche qu'on fasse partir des renforts indispensables, et l'île est à jamais perdue pour la France.

Les nègres, restés les maîtres, unis à ceux des mulâtres qui n'ont point péri dans une guerre sociale de quatorze

moment Empire et redevient République jusqu'en 1849. Alors, comme nous l'avons dit plus haut, commence la faible et misérable monarchie de Faustin Ier.

Agriculture et commerce.

Si la nature avait beaucoup fait pour Saint-Domingue, les Français avaient dignement secondé la nature. Ils avaient tiré le meilleur parti de la fécondité du sol par l'irrigation des plaines; irrigation si bien entendue, qu'elle ne cessait pas même à l'époque des sécheresses. Aussi la récolte de la canne à sucre était presque double de celle que les Anglais obtenaient à la Jamaïque. Un certain nombre de planteurs se bornaient à produire le sucre brut appelé moscouade; mais les plus riches, les plus intelligents, fabriquaient le sucre terré.

La culture ensuite la plus productive était celle du caféier. On plantait cet arbrisseau sur les collines et sur le versant des montagnes qui bordent les riches plaines et leur procurent le bienfait des eaux d'irrigation.

Une autre culture, introduite avec un rare succès, était celle de la plante d'où l'on extrait l'indigo. Les grandes Indes et toutes les autres contrées tropicales livraient à l'Angleterre *un tiers seulement* d'indigo de plus que la production du Saint-Domingue français!...

On ne négligeait pas la récolte du cacao, quoiqu'elle eût peu d'étendue.

Sans pousser plus loin cette énumération, nous allons présenter le tableau des principaux objets exportés en 1789, avec les valeurs totales pour 1789 et pour 1792, la dernière année de paix et d'un commerce prospère.



EXPORTATIONS DE SAINT-DOMINGUE EN 1789.

OBJETS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	PRIX DU KILOGRAMME en 1789.	PRIX DU KILOGRAMME en 1855.
	kilogrammes.	francs.	fr. c.	fr. c.
Sucre................	69,064,900	122,670,781	1 78	0 65
Café................	37,611,600	51,890,748	1 38	1 13
Coton...............	3,428,660	17,572,252	5 13	1 65
Indigo...............	371,356	10,875,120	29 28	12 18
Cacao...............	73,427	120,000	1 63	1 50
Produits divers........		2,231,166		
Total (1789)..		205,360,067		
Total (1792)..		239,434,000		

On remarquera, dans ce tableau, que la valeur des produits divers qui ne sont pas énumérés entre seulement pour *un centième* dans le total des exportations. Ce fait démontre le peu d'importance des cultures commerciales que nous n'avons pas énumérées.

Exportations évaluées par habitant.

La valeur des exportations, en 1789, s'élève par habitant à 382 francs.

En 1792, même en admettant que trois années d'immigration aient accru sensiblement la population de race africaine, le montant des exportations peut être évaluée en nombre rond à *quatre cents francs par habitant.*

Actuellement, présentons les résultats du commerce de l'année 1801, lorsque la colonie française était courbée sous l'autorité du sabre de Toussaint-Louverture.

EXPORTATIONS EN 1801.

OBJETS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	PRIX du KILOGRAMME.
	kilogrammes.	francs.	fr. c.
Sucre	12,988,600	31,091,772	2 39
Café	14,446,660	19,929,914	1 38
Coton	1,062,450	5,445,175	5 13
Cacao	264,353	432,038	1 63
Bois divers		6,773,951	
Autres articles		1,195,329	
VALEUR TOTALE		64,868,179	

La valeur totale des objets exportés était diminuée de près des trois quarts dans le court laps de temps écoulé de 1792 à 1801. La diminution aurait été beaucoup plus grande si le prix des sucres, en 1801, n'avait pas à peu près doublé par l'effet des guerres maritimes.

Après l'expulsion complète des Français, l'État d'*Haïti*, c'est le nom que choisissent les insurgés, cet État continue d'offrir un commerce de plus en plus faible.

En 1819, sous le gouvernement de Henry Christophe, l'exportation s'élève seulement à 12,038,600 francs.

Une ère moins défavorable semble commencer sous l'administration du président Boyer; les exportations remontent, en 1824, au chiffre de 22,410,000 francs. Elles tombent ensuite à des degrés qui semblent presque incroyables, et qu'on porte seulement, pour 1828, à 5,133,650 francs.

Sans nous arrêter davantage à contempler cette décadence graduelle, transportons-nous au milieu du siècle et

donnons les quantités ainsi que la valeur des principales denrées exportées des deux États de Saint-Domingue.

EXPORTATIONS DE SAINT-DOMINGUE EN 1849.

OBJETS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	PRIX du KILOGRAMME.
	kilogrammes.	francs.	fr. c.
Sucre	"	"	"
Indigo	"	"	"
Café	14,983,100	16,959,200	1 13
Coton	266,355	129,443	0 86
Cacao	4,043,770	3,283,390	0 81
Campêche et autres	42,371,370	5,577,920	0 13 16/100
Acajou	1,051,610	2,884,945	0 27 44/100
Gaïac	198,447	23,815	0 13 16/100
TOTAL		28,858,711	

Nous résumerons par deux chiffres déplorablement significatifs l'appauvrissement de Saint-Domingue après l'extermination de la race blanche :

Exportations par habitant à deux époques.

En 1792 .... 400 francs.
En 1849 .... 40 francs.

Loin de souhaiter aucun mauvais succès à l'empire d'Haïti, nous formons le vœu que son commerce n'éprouve plus aucune diminution, et, s'il se peut, qu'il prenne une marche progressive obtenue par un travail moins indolent de sa population.

A l'exception des États-Unis, les principales puissances ne distinguent pas dans leurs tableaux de commerce les deux États d'Haïti et de Santo-Domingo.

COMMERCE DES PRINCIPALES PUISSANCES AVEC LES DEUX ÉTATS DE L'ÎLE DE SAINT-DOMINGUE EN 1855.

	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
France	7,101,722f	13,303,670f
Grande-Bretagne	4,003,200	1,815,500
États-Unis	11,997,228	13,966,193
TOTAUX	23,102,150	29,085,363

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Avant 1790, la partie espagnole de Saint-Domingue était incomparablement la moins avancée; pour une même étendue du territoire, elle était de beaucoup la moins peuplée.

Mais, quand la colonie française fut déchirée par les révolutions, la colonie espagnole continua de rester en paix; ce fut chez elle que tour à tour les gens de couleur et les blancs cherchèrent un refuge.

L'indépendance des nègres d'Haïti pleinement consommée, ils ont réagi sur les nègres espagnols et les ont poussés au soulèvement. Les deux contrées, en 1820, ont fini par ne plus former qu'un seul État. En 1822, un grand nombre de blancs revenus dans la partie occidentale ont émigré dans la partie orientale et s'y sont fixés, au grand avantage de celle-ci. Un quart de siècle plus tard, en 1844, l'ancienne colonie espagnole a proclamé son indépendance en prenant le titre de *République*

Dominicaine. Elle a pour capitale la ville maritime de *Santo-Domingo*, sur les côtes du sud.

Quoique la population d'Haïti soit presque triple de celle des Dominicains, ces derniers, attaqués injustement, ont su se défendre et battre leurs ennemis. L'empereur Faustin Ier s'est vengé de sa défaite en mettant à mort un grand nombre de ses sujets, pour leur ôter la pensée d'exprimer le plus léger mécontentement.

Vœu relatif au commerce de Santo-Domingo.

Nous aurions voulu pouvoir présenter le tableau comparatif de la population et du commerce opéré d'un côté par l'empire d'Haïti, de l'autre par la république Dominicaine. Mais, jusqu'à ce jour, la plupart des puissances ne distinguent pas dans leurs états officiels les importations et les exportations particulières à ces deux groupes de populations.

Terminons en exprimant le vœu qu'à l'exemple des États-Unis la France et l'Angleterre, dans leurs états officiels, présentent à part les résultats commerciaux de la république Dominicaine : elle a plus d'avenir que l'empire ignare et sanguinaire d'Haïti.

Produits de l'État dominicain.

Les Espagnols avaient autrefois exploité des mines d'or, d'argent et de mercure qui pourraient être reprises; on pourrait également exploiter le cuivre et le fer.

La plus grande et plus belle partie des bois si précieux pour l'ébénisterie, dont nous avons signalé l'exportation sous le titre de Saint-Domingue, sont coupés dans les forêts de la partie espagnole. Ces mêmes forêts offri-

navales.

Dès le XVIIe siècle, les Espagnols avaient beaucoup multiplié le gros bétail; c'est encore une richesse importante, au point de vue pastoral, pour un État de faible population.

La république Dominicaine n'a pas complétement abandonné, comme l'État d'Haïti, la culture du sucre.

Le tabac dominicain.

La culture principale, au point de vue du commerce, est celle du tabac. On le produit surtout dans le département du Cibao.

Aujourd'hui les fabricants de la Havane recherchent le tabac dominicain de l'espèce appelée *capa*, quoiqu'il ne puisse entrer qu'en contrebande.

Dans la plupart des Antilles, le créole est censé consommer des cigares de la Havane : ceux qu'on destine à son usage sont pour la plupart faits avec des rognures des feuilles enveloppes, qu'on recouvre d'une feuille brillante de capa; de tels cigares, sans être d'un goût très-relevé, sont néanmoins fort agréables au consommateur.

On exporte le tabac dominicain par suron, qui pèse un demi-quintal métrique et contient 8 à 10 *manojos*. La quantité totale exportée va de 20 à 25 mille quintaux. Lors du transport en Europe, le tabac perd quelquefois jusqu'à seize centièmes de son poids.

Exploitation de l'acajou dominicain.

Le plus bel acajou mis en œuvre par l'Europe est tiré de Saint-Domingue et surtout de l'État dominicain, côtes

de l'est et du sud. Malheureusement l'exploitation se fait sans système régulier et suivant le caprice des bûcherons, d'où résulte beaucoup d'irrégularité dans les quantités offertes à l'exportation. Afin d'y remédier, d'habiles négociants ont entrepris la coupe de ce bois précieux, qu'alors ils achètent sur pied.

Une manœuvre difficile est celle d'embarquer d'énormes billes d'acajou, sur une côte si dangereuse qu'on l'a surnommée *la Côte de fer*. A l'embouchure des rivières où le bois est descendu, les marins forment des radeaux de cinquante à soixante pièces; ils les remorquent en rade jusqu'à leur navire. Presque toujours la mer agitée rend pénible et dangereux de hisser les billes à bord.

Le Havre est le port principal où sont envoyés les acajous pour la France et le continent. En expliquant les docks de Londres j'ai décrit le bel établissement des hangars où ces bois sont mis en réserve et manœuvrés avec un art infini [1].

Les bois les plus pesants et les plus forts sont transportés en France; les plus volumineux le sont en Angleterre. En ce dernier pays on les emploie sous forme massive, pour ces larges et belles tables à manger qu'on découvre au dessert, pour les grands dressoirs et les meubles somptueux. La France, avec sa précieuse ébénisterie, fait principalement servir l'acajou pour le *placage*. Elle a perfectionné le sciage de ce bois, à la mécanique, au point d'obtenir des feuilles de la largeur la plus considérable, parfaitement régulières, et n'ayant d'épaisseur que *les deux tiers d'un millimètre*.

Il fallait obtenir des feuilles aussi minces, pour qu'on pût produire des meubles dont les prix ne fussent pas

[1] J'ai donné le premier la description du système des mécanismes indiqués ici, dans la *Force commerciale de la Grande-Bretagne*; 2 vol. in-4°.

exorbitants, quoique le bois débité pour le placage dont on les recouvre, s'il est d'une beauté parfaite, soit payé jusqu'à 400 francs le kilogramme : deux fois le prix d'un kilogramme d'argent!

L'ébénisterie française attache surtout du prix à l'acajou *ronceux*, qu'on croit à tort débité vers la racine de l'arbre. C'est à la fourche des branches principales sur le tronc que se trouvent les plus belles variétés de formes et de nuances, et ces bizarres dessins naturels que les ébénistes ont nommés *la fleur*. L'irrégularité même de la direction des fibres rendrait cette précieuse partie de l'acajou trop cassante, si l'on s'en servait pour certains ouvrages massifs, si l'on en faisait des pieds ou des bras contournés, des dossiers de fauteuils, de canapés, etc. Aussi la réserve-t-on pour le placage, et c'est en France qu'on peut la payer tout son prix, parce qu'on sait lui donner toute sa valeur.

Les ébénistes estiment ensuite les acajous *mouchetés* ou *moirés*, précieux pour les surfaces apparentes des meubles de dimensions considérables.

Le commerce distingue l'acajou le plus estimé, qu'il appelle acajou de Saint-Domingue, ce qui veut dire ici de Santo-Domingo, et l'acajou des Gonaïves, tiré de l'occident d'Haïti.

INDES OCCIDENTALES ESPAGNOLES.

Les Espagnols, au commencement du XIXe siècle, possédaient les plus belles et les plus vastes parties des deux Amériques. A présent leur empire est réduit à deux îles, Cuba et Porto-Rico, qui ne contiennent pas la centième partie du territoire perdu.

Par une compensation singulière, les malheurs des

deux mondes se sont réunis pour ajouter à la fortune de ces îles.

Lorsque, de 1808 à 1814, l'Espagne luttait afin de conserver son indépendance nationale, ses provinces et ses ports tombaient tour à tour entre les mains des envahisseurs. Une cité restait imprenable : c'était Cadix, le principal et presque le seul port au moyen duquel les deux îles américaines entretinssent des relations commerciales avec l'ancien monde. Cadix sauvé, rien n'était changé dans ces relations avec la métropole. A la même époque, les Espagnols qui désertaient la terre natale afin de fuir les calamités de la guerre et les persécutions, ceux-là se réfugiaient de préférence dans l'une ou l'autre de ces grandes Antilles; de là, le retour à la mère patrie leur semblait plus prompt et plus facile.

Après la paix générale, qui devint pour le continent de l'Amérique espagnole l'occasion d'une révolte universelle et de maux infinis, les adhérents de l'Espagne repoussés du continent, depuis le Mexique et le Chili jusqu'à Buénos-Ayres, trouvaient dans les deux îles, dont la fidélité restait inaltérable, la paix, l'abondance et la sécurité.

Nous allons expliquer les faits qui constatent cette prospérité toujours croissante. Nous commencerons par l'île la plus étendue, la plus opulente et la plus peuplée.

ÎLE DE CUBA.

Aucune des îles qui forment l'archipel des Antilles n'est comparable à Cuba pour la grandeur du territoire. Si l'on réunissait la Sardaigne, la Corse, la Sicile et Candie, les quatre îles les plus grandes de la Méditerranée, l'ensemble n'égalerait pas en superficie la seule île de Cuba. Du côté du nord-ouest, son littoral se présente à

l'issue du golfe du Mexique. Sur la circonférence de cette mer intérieure, ce littoral occupe un espace d'au moins 80 lieues, depuis le promontoire de Saint-Antoine jusqu'à celui de la Havane.

Entre le cap Saint-Antoine et la côte mexicaine d'Yucatan, le détroit d'occident, qui conduit au golfe, n'a pas moins de 40 lieues de largeur; entre la Havane et la Floride, l'ouverture orientale du golfe du Mexique est de 50 lieues. Je cite avec intention ces distances, afin qu'on apprécie les doléances de certains voisins, tels que ceux, par exemple, de la Louisiane. Malgré ces passages ouverts sur des largeurs de 40 à 50 lieues, ils se disent emprisonnés par l'île de Cuba dans le golfe qu'ils considèrent déjà comme leur proie inévitable, quoiqu'ils n'aient pas encore envahi la moitié du littoral.

A l'orient de ce golfe, l'île de Cuba s'avance au milieu des Antilles; elle figure un grand arc dont la convexité, qui regarde le nord-est, fait face à l'Europe. Cet arc présente un développement d'environ 300 lieues.

Au point de la côte de Cuba le plus avancé vers le nord, s'élève la cité de *la Havane*. Cette ville est presque située sur le cercle tropical de notre hémisphère, qui termine une zone torride et qui commence une zone tempérée.

Du côté du midi, le cap Santa-Cruz, le plus rapproché de l'équateur, en est pourtant à 20 degrés. *Cuba*, si je puis ainsi m'exprimer, *est la moins torride et la plus tempérée des Antilles*, les petits îlots des Bahamas exceptés.

Rapprochons maintenant la population et la superficie de l'île de Cuba. Le dernier recensement officiel dont les détails nous soient connus mérite une attention particulière.

Recensement de Cuba en 1850.

Natifs d'Espagne............	35,000	
Troupes et marins..........	23,000	
Créoles blancs..............	520,000	605,560
Étrangers blancs...........	10,560	
Population flottante.........	17,000	
Mulâtres libres..............	118,200	205,570
Noirs libres................	87,370	
Mulâtres esclaves...........	11,100	436,100
Noirs esclaves..............	425,000	
Population totale...........	1,247,230	1,247,230

Le recensement de 1856 offre un résultat très-supérieur; on en jugera par le tableau suivant :

Territoire et population en 1856.

Superficie....................	9,772,200 hectares.
Population....................	1,449,462 habitants.
Territoire pour mille habitants...	6,742 hectares.

Vu la fertilité de son territoire, Cuba pourrait aisément nourrir six fois le nombre actuel de ses habitants, c'est-à-dire la moitié du peuple de l'Espagne. Elle a donc un grand avenir ouvert à tous les progrès et des hommes et des choses. C'est précisément ce qui la rend un objet de convoitise pour des voisins ambitieux.

L'étude comparée des trois classes de la population cubanaise, libres, esclaves, affranchis, mérite une étude approfondie. Je la commencerai par les esclaves et la terminerai par les personnes libres de fait ou d'origine.

Les esclaves.

Ce sont les esclaves qui par leur grand nombre, par l'énorme produit de leur travail et par le bas prix de leur entretien, font de Cuba la proie la plus désirable chez certains peuples, la plus haïssable chez certains autres. Ces derniers ont tout essayé pour empêcher l'accroissement du nombre des noirs, en se faisant les grands prévôts et les gendarmes de la traite déclarée piraterie. Jusqu'à ce jour ils n'ont réussi que très-imparfaitement.

Trois recensements importants font connaître le nombre des esclaves pour le demi-siècle dont nous poursuivons l'examen :

Époques.......	1791	1817	1850
Esclaves.......	84,590	199,145	436,100

Si nous calculons une seule et même progression, de 1791 à 1817, et prolongée jusqu'à 1820, époque où le commerce de la traite est interdit par le roi d'Espagne, nous offrirons les résultats qui suivent comme très-propres à représenter le véritable état des choses, quant au nombre des esclaves :

Époques.......	1800	1820	1850
Esclaves.......	105,057	214,061	436;100

Nous pouvons maintenant faire connaître le mouvement comparé du nombre des esclaves pendant les deux époques mises en parallèle.

MOUVEMENT DE LA POPULATION ESCLAVE, DE 1800 À 1820 ET DE 1820 À 1850.

ÉPOQUES DIFFÉRENTES.	ACCROISSEMENT ANNUEL par cent mille esclaves.	TEMPS NÉCESSAIRE POUR DOUBLER le nombre des esclaves.
1re. La traite permise......	2,437	28 ans 7 mois.
2e. La traite interdite......	2,400	29 2 1/2.

On voit par ces résultats que la suppression de la traite légale n'a produit qu'un ralentissement, pour ainsi dire, insensible sur le progrès du nombre des esclaves; ce qu'on peut expliquer de deux manières : d'abord, du côté le moins honorable, en admettant que la traite ait à très-peu près donné le même recrutement par la contrebande, de 1820 à 1850, qu'elle avait donné sous le régime légal, de 1791 à 1820; ensuite, du côté qui plairait le plus aux cœurs généreux, en admettant que des soins plus attentifs et plus humains ont ménagé la vie des noirs, ont favorisé leur reproduction, et qu'on est parvenu de la sorte à compenser la diminution d'un recrutement rendu plus difficile et plus dispendieux. La vérité se trouve entre ces deux hypothèses, et malheureusement plus voisine de la première, c'est-à-dire de la moins satisfaisante.

Il est intéressant de comparer les progrès annuels du nombre des esclaves aux États-Unis, où la traite n'existe plus depuis 1808, avec les résultats qui viennent d'être indiqués pour l'île de Cuba.

Accroissement comparé du nombre des esclaves,
1° à Cuba, 2° aux États-Unis.

1re PÉRIODE : LA TRAITE LÉGALEMENT AUTORISÉE.

PAYS.	ACCROISSEMENT ANNUEL par cent mille esclaves.	TEMPS NÉCESSAIRE POUR DOUBLER le nombre des esclaves.
Cuba....................	2,437	28 ans 7 mois.
États-Unis..............	2,699	26 ʻ 1

Nous n'apercevons rien qui doive ici nous étonner. Lorsque la traite était légalement autorisée dans tout le nouveau monde, le progrès de la population esclave était un peu plus grand aux États-Unis; là se montrait la supériorité des efforts de la race saxonne, plus commerçante, plus active et plus âpre au gain que ne l'est la race espagnole.

2e PÉRIODE : LA TRAITE LÉGALEMENT INTERDITE.

PAYS.	ACCROISSEMENT ANNUEL par cent mille esclaves.	TEMPS NÉCESSAIRE POUR DOUBLER le nombre des esclaves.
Cuba....................	2,400	29 ans 2 mois 1/2.
États-Unis..............	2,511	28

Cette seconde période mérite de fixer notre attention la plus sérieuse. Ici les États-Unis s'interdisent consciencieusement la traite. Ils n'en ont pas subi la suppression malgré eux; ils n'ont cédé ni aux obsessions ni aux me-

naces de l'Angleterre; ils ont eu la prudence et la dignité de ne la stipuler dans aucun traité diplomatique. Ils l'ont votée simplement, noblement, comme une loi de leur grande confédération. Malgré cette interdiction toute volontaire, et par là d'autant mieux observée, le progrès annuel du nombre de leurs esclaves continue d'être supérieur à celui des esclaves dans l'île de Cuba, bien que Cuba continue la traite en contrebande avec opiniâtreté.

Ici tout l'avantage et tout l'honneur sont du côté de la puissante République; il faut, sur ce point, la prendre pour modèle.

Un des malheurs de la traite, c'est qu'elle introduit beaucoup plus d'hommes que de femmes. Mac-Gregor rapporte un recensement de Cuba qui présenterait 275,382 nègres mâles esclaves et seulement 150,139 esclaves négresses. C'est une énorme disproportion, inséparable d'ailleurs de la démoralisation la plus déplorable. A Cuba, les femmes devraient être délivrées de tout travail pénible, réservées seulement pour produire beaucoup d'enfants et consacrées à l'unique soin de les élever. Dans le désespoir de faire comprendre, et surtout accepter, un autre langage aux gens qui ne voient qu'un bétail dans la race noire, considérez au moins, leur dirons-nous, les mères laitières africaines comme des animaux qui peuvent doubler, tripler votre capital bestial en peu d'années, si vous les ménagez avec des soins dont l'intelligence égale la cupidité.

Des faits qui précèdent nous croyons pouvoir tirer la conséquence qu'aux États-Unis la reproduction de la race noire est incomparablement plus favorisée qu'à Cuba. Nous tirons une autre conséquence tout à l'honneur des États-Unis. Pour que la race noire puisse multiplier

avec tant de rapidité dans cette Confédération, sans aucun secours de la traite, il faut que les esclaves y soient nourris avec abondance et qu'ils ne soient pas accablés de travail; car rien ne nuit plus au progrès de la population qu'un labeur excédant la force des travailleurs.

Il ne faut pas qu'on cherche à se faire illusion d'après la pensée que les noirs sont traités par les maîtres avec plus de familiarité, plus de douceur, à Cuba. Cela doit s'entendre surtout des esclaves employés au service des personnes. Mais le plus grand nombre, qui passe sa vie à la culture des terres, celui-là, conduit par des commandeurs avides et sans pitié, doit suffire à des travaux qui durant certaines saisons passent les justes bornes.

Dans l'intérêt même du possesseur d'esclaves, mais avant tout dans l'intérêt de l'humanité, il faudrait poursuivre à Cuba deux ordres de mesures : assurer aux noirs une nourriture dont l'abondance et la qualité ne laissassent rien à désirer; faire disparaître inflexiblement tout excès de travail. On obtiendrait ce dernier résultat au moyen d'*inspecteurs* créés par l'État, comme le sont en Angleterre les inspecteurs qui protégent la santé, la vie des femmes et des enfants employés aux manufactures.

Alors la traite pourrait, je ne dis pas seulement sans inconvénient, mais avec un véritable avantage, cesser dans la grande île espagnole. Alors des travailleurs non civilisés, non chrétiens, ne seraient plus chaque année mêlés à ceux que l'île a vus naître et dont les mœurs se sont adoucies par la coexistence avec la race européenne.

C'est au Gouvernement de l'Espagne à prendre ces observations en sérieuse considération, pour les faire servir au bien de l'humanité; elles rendraient plus honorables et plus pacifiques les relations de ses colonies d'Amérique avec la Grande-Bretagne.

Les Anglais éprouvent deux grandes sollicitudes à l'égard de ces îles : d'une part, ils redoutent que tôt ou tard les États-Unis ne les annexent à leur Confédération; de l'autre part, ils s'indignent qu'elles prospèrent à l'aide d'ouvriers non libres. Ils sont exaspérés par la pensée que la contrebande fait arriver à Cuba, à Porto-Rico, des Africains, source d'opulence et de supériorité pour ces îles. La vigilance la plus active des croiseurs anglais sur les côtes d'Afrique n'a pas réussi parfaitement à supprimer l'odieux trafic de la traite; cependant, chaque année, la fraude est plus difficile et par là plus onéreuse.

Dans l'intérêt de l'humanité, ne nous lassons pas de le redire : l'exemple des États-Unis suffit pour démontrer qu'avec un aussi vaste territoire que les Espagnols en possèdent dans l'Atlantique, s'ils élevaient, s'ils nourrissaient leurs esclaves avec autant d'abondance et de soin que le font les planteurs des États-Unis, leurs noirs peupleraient avec autant de rapidité.

Le Gouvernement espagnol aura moins à faire qu'aucun autre dans le dessein d'élever par degrés l'état civil des esclaves, et de les appeler à posséder la terre aussitôt qu'ils seront assez avancés en civilisation pour sentir la nécessité d'un travail spontané qui corresponde aux besoins de toute société perfectionnée.

Des affranchis.

Nous allons rapprocher, d'après le recensement déjà cité, les individus étrangers à la race blanche, chez les seules nations américaines qui possèdent encore des esclaves.

PARALLÈLE DES AFFRANCHIS ET DES ESCLAVES EN 1850.

		CUBA.	ÉTATS-UNIS.
Affranchis	Mulâtres	118,200	159,095
	Noirs	87,370	275,400
Esclaves	Mulâtres	11,100	246,656
	Noirs	425,000	2,957,657
	Totaux	641,670	3,638,808

Nous rendrons ces nombres facilement et fructueusement comparables, au moyen du tableau suivant.

PROPORTIONS POUR 100,000 PERSONNES DES RACES NOIRE ET MÊLÉES.

		CUBA.	ÉTATS-UNIS.
Affranchis	Mulâtres	18,420	4,372
	Noirs	13,616	7,568
Esclaves	Mulâtres	1,730	6,778
	Noirs	66,234	81,282
	Totaux	100,000	100,000

On le voit : sur cent mille personnes qui n'appartiennent pas à la race blanche, le total des mulâtres, libres ou non, s'élève à 20,150 dans Cuba, et seulement à 11,150 aux États-Unis. Par conséquent, dans ce dernier pays, le rapprochement illicite des races produit par le libertinage un effet moindre de moitié que dans l'île espagnole.

La disproportion est beaucoup plus considérable en faveur des mœurs des États-Unis, lorsque l'on compare le nombre des mulâtres avec celui des blancs qui vivent dans la même contrée que les esclaves.

Nombre de mulâtres pour cent mille blancs.

	A Cuba.	Aux États-Unis.
Mulâtres libres	19,519	2,640
Mulâtres esclaves	2,206	4,087
Totaux	21,725	6,727

S'il est honteux pour Cuba de compter un aussi grand nombre de mulâtres, fruits de plaisirs illégitimes, on aime du moins à reconnaître chez la race espagnole cette puissance de la voix du sang qui ne laisse à l'état d'esclave qu'un enfant naturel sur dix; tandis qu'aux États-Unis les blancs tiennent en esclavage les deux tiers de leurs bâtards de sang mêlé. C'est la honte des Anglo-Américains..... Mais comment avoueraient-ils pour enfants, pour frères et pour neveux, ces rejetons qu'ils ne regardent qu'avec horreur et mépris, parce que le sang du nègre est une fois entré dans leurs veines!

En faveur des îles espagnoles, il faut citer avec un juste éloge le droit qu'a tout esclave d'obtenir sa liberté dès le moment qu'il peut payer sa rançon, équitablement évaluée : droit précieux qui n'existe pas aux États-Unis. Des blancs, même en Russie, même en Pologne, lorsqu'ils sont serfs, n'ont pas ce droit précieux que la loi garantit aux nègres de Cuba et de Porto-Rico.

Il y a plus. Longtemps avant que l'esclave ait économisé le prix entier de sa liberté, s'il est laborieux, il convient avec le maître, pour son restant à payer, d'un rem-

boursement graduel que complétera l'affranchi. La bonne foi mutuelle sert de garant à ce pacte digne d'éloges.

Lorsque les Anglais et les Français s'occupaient d'améliorer le sort des esclaves dans leurs colonies, pour arriver prochainement à l'émancipation, c'est aux îles espagnoles qu'ils empruntaient des mesures qu'avait dictées le Gouvernement métropolitain, mesures qui s'accordaient avec les mœurs des créoles.

Je regrette vivement de n'avoir entre les mains aucun document, d'époque récente, sur le nombre des enfants et des mariages pour les diverses races à Cuba; ces documents jetteraient une vive lumière sur le sort des individus de chaque couleur et sur l'avenir de la colonie.

La race blanche.

A Cuba, les blancs sont plus nombreux que les noirs. Dans aucune des Antilles, françaises; anglaises, hollandaises, nous ne trouvons la race européenne en proportion aussi grande, lorsqu'on la compare avec la race africaine; c'est une garantie puissante pour le maintien de la paix intérieure.

Nous remarquons, en second lieu, la faible proportion des étrangers domiciliés; ils sont seulement *la cent-vingtième-partie* de la population. L'unité nationale se trouve ainsi conservée, et l'unité des croyances reste inviolable. Le peuple entier est catholique. Le langage, les mœurs et surtout la foi contribuent à repousser toute idée d'asservissement ou de simple annexion par des puissances protestantes. Il ne s'agit pas ici de tolérance idéale et de perfection philosophique. Pour la race espagnole, d'autres sentiments, au point de vue de l'indépendance nationale, sont un besoin de vie ou de mort, en face des États-Unis.

Depuis quelques années, les habitants de Cuba se sont

efforcés de remplacer la traite des noirs par des engagements libres d'Européens, empruntés surtout aux îles Açores; mais ils n'ont trouvé là que de faibles ressources.

Tournant ensuite leurs regards du côté de l'Asie, ils ont engagé des Chinois, race active, laborieuse et d'une rare intelligence, mais difficile à régir, et qui plus d'une fois s'est révoltée contre les blancs qui les transportaient en Amérique : ils ont une adresse singulière pour assassiner équipage, officiers et capitaine. Si l'on voulait être équitable, il faudrait mettre en parallèle, d'un côté le crime, exécrable sans doute, et de l'autre les sévices fréquents d'une avarice sans pitié. Des Chinois librement engagés avec des promesses trompeuses, des Chinois libres, qu'on n'enchaîne point quand on les embarque, ne peuvent pas se laisser impunément entasser à fond de cale ou dans des entre-ponts comme des nègres de traite, ni souffrir avec apathie qu'on les réduise à manquer d'air et presque de vivres, et qu'on leur fasse subir cette torture pendant une traversée quatre fois plus longue que celle de l'Afrique occidentale à la côte d'Amérique.

Revenons à la race blanche européenne, la seule indiquée dans le recensement de 1850. Nous sommes frappés du petit nombre de natifs espagnols : on en trouve à peine trois parmi cent habitants. Ils n'en jouent pas moins un rôle important au point de vue économique. Ils suppléent aux créoles, qui ne s'adonnent guère au commerce. Les magasins de produits secs sont, en général, tenus par des Asturiens. L'épicerie et les provisions de bouche sont vendues par les Catalans; ces derniers, avisés, retors, économes, sont surnommés dans la colonie les *Juifs espagnols*, et valent mieux que les Juifs[1].

[1] De Bow, *Industrial resources of South and West states;* New-Orleans 1853.

Ils ont entre leurs mains une grande partie du négoce, et de la richesse qu'il procure, dans l'intérieur de l'île; là, pas un trafic ne leur échappe, depuis la balle du colporteur jusqu'au magasin à tout vendre. Dans les ports, ils possèdent de grandes maisons de commerce; ils deviennent armateurs et leurs navires sont nombreux. Les Catalans font à Cuba ce que fait l'Anglais dans certaines parties de l'Inde; ils fournissent tout au planteur, pour l'habitation du maître, pour l'entretien des travailleurs, pour le matériel de l'exploitation agricole. Sur la récolte dont ils deviendront les vendeurs, ils prêtent au propriétaire, afin de bâtir les moulins où s'élabore le sucre et les magasins où l'on recueille les cafés. Partout ils sont en avance, et sans cesse ils font produire à leurs capitaux d'énormes intérêts.

Agriculture.

L'agriculture est la principale richesse de Cuba. On a calculé qu'en 1849 la totalité des produits agricoles s'est élevée à la valeur de 335,270,000 francs. Pour une population qui ne surpassait guère alors 1,200,000 habitants, c'était un produit considérable : surtout si l'on réfléchit au bas prix du produit principal, le sucre et ses dérivés, le rhum et la mélasse.

Prix proposés pour la culture par les blancs.

Au milieu des progrès obtenus par des cultures confiées surtout à la race noire, les autorités de l'île ont fait de grands efforts pour attirer des travailleurs de race blanche et les initier aux travaux de l'agriculture. C'était de préférence aux Européens méridionaux qu'elles adressaient leurs invitations et leurs offres.

La Juntè officielle organisée dans le louable dessein d'encourager l'agriculture et le commerce a proposé, le 30 août 1844, pour près d'un demi-million de prix à distribuer. J'indiquerai les principaux :

1° Trois primes de 64,800 francs chacune, aux trois propriétaires qui les premiers, de 1845 à 1847, auront établi des colonies agricoles entièrement nouvelles, d'au moins cinquante familles blanches, installées chacune dans la concession authentique d'un terrain contenant une *caballeria*, avec des cases convenables pour l'habitation et des animaux pour l'exploitation;

2° Une prime de 108,000 francs au colon qui le premier, de 1845 à 1847, sera créateur d'une sucrerie pour laquelle la canne sera cultivée par trente familles blanches, chacune d'un ménage au moins, et possédant par acte authentique une *caballeria;* la fabrication du sucre étant faite par des blancs, avec des appareils à concentrer dans le vide; aucun noir ne concourant aux autres travaux, qui devront donner 540,000 kilogrammes de sucre purgé.

Je m'abstiens de citer les autres récompenses annoncées pour accélérer le progrès des cultures et celui des usines où l'on exploite les produits, pour introduire des animaux et des instruments perfectionnés, etc. Je fais seulement remarquer combien cet ensemble de récompenses honore les sentiments et les lumières de Cuba.

La culture qui produit le revenu principal de la colonie est celle de la canne à sucre; depuis un quart de siècle elle a *quadruplé*.

Encouragement que l'Angleterre donne aux sucres espagnols.

Pendant les premières années après l'émancipation dans les îles Britanniques, l'Angleterre employait des

de ses plantations contre la redoutable concurrence des colonies espagnoles. Ensuite, elle a remplacé la prohibition par de forts droits protecteurs.

Depuis 1845, la Grande-Bretagne a changé de système à l'égard de cette taxation; et maintenant les droits d'entrée ne sont pas plus élevés sur les sucres espagnols que sur les sucres anglais.

En présence d'une telle innovation, les colonies espagnoles auraient dû profiter de l'avantage immense qui leur était fait, vu la paresse et le mauvais vouloir et les prétentions excessives des émancipés britanniques. Elles auraient pu, sans perdre la supériorité, diminuer la durée journalière du travail agricole accompli par leurs noirs soumis au labeur obligatoire. Elles pouvaient conserver cette supériorité même en ménageant la force des esclaves, en améliorant leur sort de toutes manières, en favorisant l'esprit de famille et le peuplement plus rapide de la race nègre initiée à de meilleurs destins. Ce peuplement naturel serait devenu la source d'une augmentation toujours plus grande d'ouvriers producteurs et par là même de produits. De là, pour Cuba, la source d'une richesse prochaine, sûre, et dont l'humanité n'aurait eu qu'à s'applaudir. Il est temps encore d'entrer dans cette voie généreuse.

Les rizières sont une des productions essentielles de l'île, et peut-être au nombre de celles dont il faut réserver la culture aux noirs, dans l'intérêt de la santé plus délicate des blancs. Le maïs, susceptible d'être produit en des terrains élevés et secs, serait très-bien cultivé par des Européens qui feraient usage de la charrue.

Les Européens peuvent, avec un grand avantage, s'emparer de la culture du caféier et, par leur intelligence, lutter sans trop d'infériorité contre ces plantations hol-

landaises qui seront l'objet de notre admiration lorsque nous aborderons aux îles de la Sonde.

Les blancs doivent se réserver aussi la culture de l'oranger, l'une des richesses de l'île. On a calculé qu'un hectare convenablement planté d'orangers donne par année plus de mille francs de revenu.

On trouverait encore un revenu précieux dans la culture de l'ananas, qu'il faudrait beaucoup développer. Les paquebots à vapeur porteraient avec rapidité des cargaisons de ce fruit délicieux dans les grands ports d'Europe.

En résumé, tous les travaux qu'on peut assimiler au jardinage, ceux où le travail des bras sur un terrain facile à remuer et très-ameubli n'exige qu'une fatigue médiocre et beaucoup d'intelligence, tous ces travaux peuvent être avec succès accomplis par des blancs; à plus forte raison, par des mulâtres.

Culture du tabac et ses fabrications.

Les habitants de Cuba mettent à profit la qualité de leur terroir merveilleusement favorable à la production d'un tabac dont le parfum flatte au plus haut degré le goût des consommateurs. Cette culture, par ses développements faciles, peut suppléer avec avantage à la diminution graduelle et déplorable du café dans les Antilles.

Les habitants de Cuba, surtout ceux de la Havane, excellent à préparer le tabac et particulièrement à confectionner les cigares.

Indigne abus de contrebande des tabacs dans les ports Hanséatiques.

C'est avec surprise et regret qu'on voit les villes Hanséatiques, dont le commerce est l'honneur et la vie, ou-

blier leur probité, en permettant une contrebande frauduleuse; j'en donnerai le récit d'après les Annales officielles du commerce extérieur.

C'est avec le tabac de Saint-Domingue que l'Allemagne fabrique les cigares vendus si souvent pour les produits de Cuba. Hambourg, et Brême surtout, qui reçoivent la majeure partie des exportations, ont perfectionné beaucoup cette menteuse industrie. Leurs ouvriers exercés recouvrent avec la belle capa de Saint-Domingue des tabacs médiocres d'Allemagne et des États-Unis, pour leur donner l'apparence des cigares parfaits de la Havane. Ils leur font prendre toutes les formes appréciées par le consommateur, regalias, impériales, trabacos, panatelas, etc. Pour mieux tromper le fumeur, on tire de la Havane les planches de cèdre avec lesquelles se fabriquent les boîtes, le papier qui les tapisse intérieurement, les rubans qui servent à lier les paquets et jusqu'aux petits clous qui fixent les ais de ces boîtes. On dispose les cigares de la même façon qu'à la Havane; on applique sur le couvert les noms, les gravures et les marques les plus renommés. Lorsqu'un bâtiment arrivé de Cuba paraît en rade de Brême ou de Hambourg, les négociants ont soin, avant qu'il entre au port, de faire passer à bord des milliers de boîtes préparées avec tant d'artifice; elles sont alors déclarées en douane et déposées à l'entrepôt sous le titre de cigares de la Havane. De ces entrepôts sortent la plupart des cigares désignés frauduleusement, et dont l'Europe est inondée.

Les tabacs de la Havane à l'Exposition universelle de 1851.

Les Anglais ont accordé des récompenses à la confection si parfaite des vrais cigares de la Havane, ainsi qu'aux cigares fabriqués en Angleterre avec des feuilles de Cuba.

Quatre médailles de prix ont été décernées. On a surtout remarqué, pour l'excellence de la fabrication, les cigares qu'on désignait sous ce titre : *Manufacture de fleurs de Cabanoz-Partagaz et Martinez.* Ces cigares, différents de volume, de forme et de couleur, réunis dans une même boîte exposée, provenaient cependant d'une seule et même récolte de tabac. Les diversités de couleur et de force. ainsi que le degré de puissance de l'arome, sont dues, soit à l'âge des feuilles mises en œuvre, soit à l'exposition de la plante au soleil. Les feuilles les plus basses et les plus âgées servent à confectionner les cigares appelés *bravas* : cigares huileux, plats, très-connus et souvent contrefaits.

Forêts.

Il serait d'une haute importance d'aménager les bois de la colonie, bois précieux pour les grandes constructions et pour l'ébénisterie. Si l'on dirigeait prudemment les exploitations, on empêcherait la destruction des forêts; en même temps on conserverait ces réservoirs naturels des eaux nécessaires au succès de l'agriculture, indispensables surtout dans les pays chauds. Il faut essayer, par ces soins conservateurs, de porter remède au mal qu'a déjà produit une avide ignorance.

Guano de Cuba.

Sur les rochers isolés ou *cayes*, appelés *jardinillos*, on a trouvé des quantités extrêmement considérables de guano. Une maison américaine établie à la Havane en a demandé l'exploitation par privilége et pour un certain nombre d'années. L'analyse de ce guano, bien qu'il ne soit pas aussi riche que celui du Pérou, démontre qu'il offre encore un puissant engrais. Si les habitants de Cuba com-

prenaient leurs intérêts, loin de vendre aux étrangers un pareil engrais, ils l'emploieraient tout entier pour donner une impulsion nouvelle à leur agriculture, et surtout à la production de la canne à sucre.

Richesses minérales.

Au second rang des richesses de Cuba plaçons les exploitations minéralurgiques entreprises depuis 1830.

On a découvert des mines de houille qui seront surtout précieuses pour le service des chemins de fer.

On a mis en exploitation de très-riches mines de cuivre. C'est aux Anglais que l'île a dû cette innovation; il fallait faire face à de grandes dépenses d'épuisement pour lesquelles leurs capitaux ont été précieux. Au lieu de convertir sur place en métal les minerais, ils ont trouvé plus profitable pour eux, mais à coup sûr beaucoup moins pour la colonie, de les transporter dans leurs usines du pays de Galles, où le combustible est à très-bas prix. C'est ici le lieu de citer les observations de M. Vasquez-Queipo, ministre des finances, avec le titre de procureur fiscal de Cuba. Il les a consignées dans son grand rapport de 1843 sur les moyens d'accroître dans la colonie le travail de la race blanche.

Cet administrateur signale avec énergie et presque avec passion le nombre trop grand, selon lui, des mines de cuivre devenues la propriété de sujets britanniques : rappelons qu'avant eux les mines n'étaient pas exploitées.

« Leur Gouvernement, prétend-il, se prévaut de la moindre condescendance pour élever des prétentions, s'approprier des terrains et s'ingérer officiellement dans les affaires administratives et judiciaires des peuples qui ont le malheur d'accorder à ses sujets l'hospitalité; cela

s'est vu plus d'une fois dans cette île à l'occasion des mines et de la police des ports.

« Qu'on maintienne ces étrangers dans la possession où ils sont aujourd'hui des différentes mines qu'on leur a concédées, mais à condition qu'ils se soumettront aux lois, aux ordonnances, aux jugements des tribunaux du pays, et qu'ils ne feront pas intervenir leurs agents diplomatiques et commerciaux dans des questions qui ne sont point de la compétence de ceux-ci. » En concluant, le procureur fiscal déclare indispensable d'appliquer complétement et strictement la disposition de l'Ordre royal du 18 mars 1842, qui suspend pour Cuba la faculté précédemment accordée aux étrangers d'acquérir des mines dans la Péninsule espagnole.

« On ne veut point par là, dit-il, défendre aux étrangers de se livrer dans l'île à leurs industries respectives. Mais la différence est énorme entre la faculté d'exercer librement un métier, quel qu'il soit, pour mettre en œuvre dans le pays les matières qu'il fournit, et cet abus infini de permettre que l'étranger s'approprie la production exclusive de ces mêmes matières, les conduise lui seul au port d'embarquement, sur des chariots à lui, par des chemins de fer à lui, pour les charger sur ses propres navires et les envoyer manufacturer au dehors, en payant seulement au Trésor une stérile redevance. »

Chemins de fer et télégraphes électriques.

Le voisinage des États-Unis semble avoir électrisé Cuba pour la création des chemins de fer. Dès 1856, on portait à 574 kilomètres l'étendue de ces chemins en activité dans l'île. De telles voies accélérées sont d'autant plus précieuses qu'il n'existe pour ainsi dire aucune bonne route

temps les voies en fer n'auront d'autre rivalité que celle des chemins vicinaux, qui sont des chemins de chèvres, sans travail de la main des hommes.

Les Cubanais ont emprunté de leurs industrieux voisins l'économie des nouvelles voies. Pour expliquer l'incroyable bon marché qu'ils ont atteint, on fait valoir le très-bas prix du travail des noirs; puis l'abondance des bois durs, propres à servir de supports aux rails; enfin le prix à peu près nul des terrains à concéder. Ces terrains sont presque donnés par les propriétaires, *sous la condition intelligente que les trains du chemin de fer prendront leurs denrées à la porte des magasins qu'eux-mêmes érigeront sur le bord de la voie.*

En 1852, on a créé le système d'un réseau de télégraphie électrique, afin de correspondre avec les principales villes et les ports du plus grand commerce. La télégraphie sera précieuse contre les flibustiers et les sympathiseurs qui pourront essayer encore leurs irruptions dans Cuba; par son secours, l'autorité supérieure, immédiatement avertie, pourra diriger à l'instant ses forces sur les points de débarquement; moyen excellent d'étouffer à leur naissance les invasions et les révoltes.

Revenus de l'île.

Nous venons d'indiquer les sources les plus importantes de la richesse cubanaise, considérable à la fois pour les citoyens et pour l'État.

Par le bienfait d'une administration régulière, Cuba, loin d'imiter ces États hispano-américains où les recettes sont insuffisantes à couvrir les dépenses publiques, Cuba satisfait à tous les besoins coloniaux et paye à sa métropole un tribut considérable.

Vers l'année 1850, la totalité des revenus de l'île approchait de 51 millions de francs; sur ce revenu, l'Espagne prélevait l'énorme tribut de *seize millions* par année.

Port et cité de la Havane.

Dans le principe, les gouverneurs de Cuba, établis sur la côte méridionale, habitaient la ville de Saint-Jacques, appelée par excellence *Santiago de Cuba*, ou simplement *Cuba*. A partir de 1538, ils ont transféré leur résidence à la Havane, devenue la capitale de l'île, en même temps que le centre du commerce et de la navigation.

La situation de la Havane est admirable. La cité s'élève au bord d'une vaste rade ayant l'avantage d'une étroite entrée, parfaitement fortifiée par l'art militaire, et qui peut offrir un sûr mouillage aux plus nombreux navires de guerre et de commerce. Ce magnifique havre est situé vers la partie la plus septentrionale de l'île, au débouché le plus important du golfe du Mexique, et fait face à la Floride.

Ainsi, la Havane est également bien placée pour commercer : à l'ouest, dans le golfe, avec la Vera-Cruz et la Nouvelle-Orléans; au nord, avec les grands ports des États-Unis, sur l'Atlantique; au nord-est, avec les nations européennes. Tant d'avantages nous expliquent les progrès de cette grande cité.

Années.......	1791	1810	1827	1845	1855
Population...	44,357	96,304	94,023	184,508	Plus de 200,000

La Havane, avec ses vastes maisons à fenêtres bordées d'énormes grillages en fer, avec ses grands hôtels massifs, qui ressemblent à des palais fortifiés, la Havane rappelle

la puissante Florence et ses constructions du moyen âge. Mais, ici, les habitations du menu peuple offrent le tableau d'une misère et d'une saleté qui contrastent avec la propreté, le confortable et l'élégance des moindres quartiers dans la splendide cité des Médicis. La Havane devrait prendre pour modèle complet cette ville où les arts utiles et les métiers perfectionnés, qui rendent l'aisance universelle, exposent les produits de leur labeur à côté des chefs-d'œuvre des beaux-arts.

Qu'on imagine une capitale du nouveau monde au bord de la mer, et sur la ligne idéale où finit la zone torride, où commence la zone tempérée. Avec ses deux cent mille habitants, elle a quatre fois l'étendue d'Alger et deux fois celle de Gênes. Qu'on ajoute à ses grands faubourgs maritimes son arsenal de constructions navales; qu'on se figure, étagées sur de frais coteaux, d'innombrables maisons de plaisance d'une architecture gracieuse, admirablement encadrée par la végétation splendide du plus riche pays qu'offre le nouveau monde. Pour faire contraste à ces beautés paisibles de l'art et de la nature, qu'on voie les batteries, les forts, en avant de la marine, sur les flancs de la ville et jusque sur les hauteurs qui la dominent; qu'on ajoute à ce tableau les navires de toutes grandeurs et de toutes nations, rapprochés des quais ou disséminés dans la vaste rade : tel est le spectacle plein de magnificence, de force et de vie qu'offre la capitale maritime des Antilles espagnoles.

Industries.

Deux industries seulement peuvent être signalées à la Havane : c'est la construction des navires et la fabrication des cigares.

Vers la fin du XVIII[e] siècle, on comptait déjà que l'arsenal de la Havane avait construit de 1724 à 1796, pour le Gouvernement d'Espagne, *vingt-deux* frégates et *cinquante et un* vaisseaux de ligne, tous remarquables par l'excellente qualité des bois qui sont tirés des forêts de Cuba. Aujourd'hui, pour la flotte si déplorablement amoindrie de la métropole, ces nombres doivent paraître fabuleux. Les Espagnols entretiennent en Amérique une médiocre station navale, dont le centre est la Havane. Cette station devrait être beaucoup plus nombreuse; elle devrait former une véritable escadre d'évolution et de combat, assez redoutable en tout temps pour ôter jusqu'à l'idée d'une surprise aux flibustiers les plus audacieux.

On remarque à la Havane l'immense édifice devenu maintenant l'hôpital militaire. Il fut construit par une compagnie qui possédait le monopole de la fabrication et du commerce des cigares. Afin d'éviter la contrebande, on obligeait les employés et les ouvriers à résider dans cette véritable forteresse, entièrement privée d'ouvertures extérieures par où la fraude aurait pu s'opérer. Le capital primitif de la compagnie s'élevait à 5,400,000 francs, et l'on affirme qu'en quatorze ans il s'était accru jusqu'à 75 millions! Un monopole qui produisait de si monstrueux bénéfices devait cesser d'exister. En 1854, le nombre des cigares exportés était de 250 millions, sans compter 2 millions et plus de boîtes remplies de cigarettes.

Institutions.

La Havane possède plusieurs institutions, qu'il faut citer avec éloges, pour l'instruction publique, pour les sciences, les lettres et les arts. Plaçons au premier rang la Société royale économique appliquée à l'agriculture, au commerce,

à l'industrie populaire, à l'éducation nationale; elle est établie dans l'ancien palais ou couvent de l'inquisition; elle a des subdivisions dans les neuf cités de l'île les plus importantes. Citons ensuite la double école de peinture et de sculpture; puis celle des arts et métiers, fondée par la Société économique. La Havane possède aussi des écoles de droit et de médecine; elle a son musée d'histoire naturelle et son jardin de botanique.

La Junte royale d'encouragement pour l'agriculture et le commerce de l'île siége à la Havane; elle est présidée par le gouverneur capitaine général.

Sous un climat qui parle aux sens avec encore plus de puissance que le climat de l'Italie, la Havane, cette Naples du nouveau monde, place la musique au rang de ses arts les plus chéris. Son théâtre de l'Opéra, construit sous la puissante administration du général Tacon, surpasse en grandeur le théâtre de Saint-Charles de Naples et celui de la Scala de Milan; elle a des sociétés philharmoniques, où les habitants font briller leurs talents personnels.

La société élégante, artistique et lettrée de Paris admirait encore, il y a peu d'années, la grande dame qui donnait la plus haute idée du peuple poli de la Havane : c'était la comtesse Merlin, dont la beauté grecque et le charme créole étaient les moindres mérites. Elle disputait aux virtuoses d'Italie le génie du chant expressif et puissant. Douée d'un esprit fin et délicat, elle a publié des mémoires écrits en français avec élégance; ils sont pleins des heureux souvenirs de sa terre natale.

Villes et ports secondaires.

Bien au-dessous de la Havane, sous tous les rapports, est *Santiago de Cuba*, que nous avons déjà cité. Cette ville,

située vers le midi de l'île, tient le second rang pour sa population, qui compte encore aujourd'hui 25,000 habitants. Elle ne fait pas la septième partie du commerce de la première cité.

Matanzas. A 50 kilomètres de la Havane, du côté de l'orient, se trouve le port secondaire qui mérite le plus d'être noté pour son commerce : c'est celui de Matanzas. Les navires n'en peuvent pas approcher à cause des obstacles que présentent deux cours d'eau, le Saint-Jean et le Cumuri, qui coulent entre la ville et ses faubourgs. Les riches cargaisons de denrées tropicales fournies par les terres voisines sont portées aux navires sur des embarcations. Il faudrait, par des travaux d'art, remédier aux inconvénients que présente ici la nature.

Matanzas paraît l'emporter sur nos cités les plus perfectionnées du Maine et de la basse Normandie. Dès 1840, elle comptait 11 notaires, 17 avoués et 34 avocats pour 20,000 habitants : n'est-ce pas un peu l'excès du bien?

La nature a gratifié Cuba de plusieurs autres ports; ils prendront plus d'importance à mesure qu'on exécutera des chemins de fer pour conduire à la côte les produits de l'intérieur. Nous avons signalé les efforts énergiques des habitants afin d'obtenir ce résultat.

Le tableau suivant donnera l'idée la plus précise de l'importance relative des onze ports les plus importants:

PORTS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAUX.
	francs.	francs.	francs.
La Havane	111,316,300	79,368,640	190,684,940
Matanzas	29,430,620	26,541,760	55,972,380
Santiago de Cuba	12,327,310	12,727,750	25,055,060
La Trinidad	3,204,240	12,686,471	15,890,711
Cienfuégos	2,965,840	9,593,740	12,559,580
Sagua-la-Grande	720,730	8,210,390	8,931,120
Nuevitas	1,504,420	2,596,700	4,101,120
Gibarra	1,311,370	1,739,830	3,051,200
Remedios	316,294	2,230,230	2,546,524
Manzanillo	540,705	1,495,810	2,036,515
Santo-Espirità	444,720	819,134	1,263,854
Totaux	164,082,549	158,010,455	322,093,004

ÎLE DE PORTO-RICO.

Le territoire de Porto-Rico excède à peine la neuvième partie du territoire de Cuba. Cette île pourtant, mise en parallèle avec celles des mers d'Europe, prendrait rang parmi les plus considérables. Elle surpasse la Corse en étendue; elle est de moitié plus peuplée.

Territoire et population de Porto-Rico.

Superficie .... 970,840 hectares.
Population en 1850 .... 380,000 habitants.
Territoire pour mille habitants .... 2,548 hectares.

On assure qu'à l'époque où Colomb découvrit Porto-

Rico l'île contenait 600,000 aborigènes. Dans un court laps de temps, ils furent exterminés ou réduits par les conquérants à mourir de misère. L'île aujourd'hui pourrait nourrir aisément un million d'hommes.

Au commencement du siècle, Porto-Rico ne comptait pas 100,000 habitants, soit blancs, soit gens de couleur. Cette faible population, qui n'avait droit de commercer qu'avec les Espagnols, faisait un misérable trafic soit avec Cuba, soit avec la mère patrie.

Dans chaque ville, un syndic est le protecteur officiel des esclaves; il veille à ce que, dans tous les cas, justice leur soit rendue. Si l'esclave est trop mal logé, mal nourri, mal traité, le syndic obtient qu'il change de maître; la seule possibilité d'une semblable réparation est un puissant moyen de contrôle et prévient les plus graves abus. A Porto-Rico, comme à Cuba, le nègre peut se racheter dès qu'il a réuni par ses épargnes la valeur de sa rançon, fixée le plus souvent à l'amiable. S'il y a différend, le maître choisit un arbitre; le syndic est celui du noir; l'alcade ou magistrat supérieur en nomme un troisième, qui décide le prix définitif entre les prétentions élevées des deux parts. On trouverait encore à citer d'autres mesures dignes d'éloges; elles ont servi d'exemples aux Français ainsi qu'aux Anglais, lorsqu'ils se sont occupés d'améliorer le sort de leurs esclaves avant de les émanciper.

Les cultures de Porto-Rico.

On admire la fertilité de Porto-Rico; c'est une des plus favorisées entre toutes les Antilles. Mais combien ne reste-t-il pas à faire pour tirer parti de sa fécondité!

A peine a-t-on commencé d'exploiter les magnifiques bois qui couvrent les régions élevées et centrales.

L'île est loin d'être généralement cultivée, et surtout de l'être avec perfection. Il faudrait opérer l'écoulement des eaux stagnantes qui transforment de superbes plaines en marais improductifs et pestilentiels; là pourraient s'établir d'admirables plantations de cannes à sucre.

Sur une population qui bientôt comptera 400,000 âmes, il n'y a guère plus de 50,000 esclaves, principalement adonnés à la culture de ce précieux roseau. Les blancs se sont réservé la culture du tabac et je crois aussi celle du caféier, qui d'ailleurs diminue au lieu de s'accroître.

La grande richesse de Porto-Rico repose sur la production du sucre. Cette richesse naissait à peine vers la fin des grandes guerres européennes. En 1814, l'île n'en récoltait que pour ses habitants, qui n'étaient pas alors au nombre de 200,000. Dès 1840, la production surpassait 40 millions de kilogrammes, plus 21 millions de litres de mélasse. A cette dernière époque, les colons récoltaient 6 millions de kilogrammes de café et 2 millions de kilogrammes de tabac. Aujourd'hui l'on doit admettre que la production du sucre a plus que compensé la diminution des autres cultures; en 1853, elle surpassait 50 millions de kilogrammes.

Combien ne reste-t-il pas à faire pour le bien-être de Porto-Rico ! Sa viabilité se trouve encore dans l'état d'imperfection le plus déplorable. Il ne suffirait pas de créer des routes ordinaires, soigneusement macadamisées; il faudrait, comme à Cuba, rapprocher des ports les riches vallées au moyen de chemins de fer, chemins qui porteraient la vie et l'activité dans les lieux les plus productifs.

Les villes et les ports.

Les villes les plus importantes sont situées sur les côtes. La principale est *Saint-Jean-de-Porto-Rico;* on estime qu'elle n'a pas moins de 30,000 habitants.

Les navigateurs se plaignent avec raison de l'incurie du Gouvernement et du commerce, qui laissent le port de Saint-Jean, le meilleur de l'île, s'envaser de plus en plus. Un curage intelligent rendrait à ce port la prééminence qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Mayaguas. C'est le port qui fait aujourd'hui le plus grand commerce. La contrée dont il est le débouché donne le sucre le meilleur, et surtout le meilleur café de toute l'île, café qui jouit à l'étranger d'une haute réputation. Dans cette partie remarquable du territoire, on multiplie rapidement l'emploi des machines à vapeur pour la fabrication du sucre.

Arecibo. Ce port mérite aussi d'être cité pour sa prospérité; son commerce augmente avec rapidité; de beaux hôtels, des magasins spacieux, s'y multiplient, et la ville accroît sa population. Le grand inconvénient d'Arecibo, c'est d'avoir une rade ouverte où l'on est obligé, pour charger et décharger les navires, d'aller assez loin du rivage.

Nous citerons encore deux ports intéressants : celui de *Ponce* et celui de *Guyama.*

Commerce extérieur des Antilles espagnoles.

Quelque méritées qu'aient été les infortunes de l'Espagne en Amérique, nous n'avons pu voir sans douleur les pertes immenses d'une monarchie qui, dans l'état régulier des affaires européennes, est l'alliée naturelle et je

dirai presque nécessaire de la France. Un autre sentiment de tristesse et de regret s'est emparé de nous à la vue de cette immense anarchie des États indépendants formés, en haine de la mère patrie, avec les débris du continent hispano-américain. Nous avons signalé presque partout le désordre de la fortune publique; et les fortunes privées, ralenties dans leurs progrès; et le commerce avec l'étranger, bien éloigné de prendre le beau développement qu'aurait dû procurer un demi-siècle de liberté commerciale succédant au monopole étroit et jaloux qui caractérisait la domination espagnole.

Voici maintenant un spectacle consolateur. Deux îles seulement, deux îles sont fidèles à leur mère patrie; et, pour récompense de cette vertu, paisibles, heureuses, opulentes, elles surprennent les deux mondes par le rapide accroissement du nombre de leurs habitants et par les développements admirables de leur commerce.

Commerce de Cuba.

Dans la grande île de Cuba, dont les habitants peuvent décupler avant d'être à l'étroit sur un territoire aussi vaste que fécond, les progrès de la richesse publique et du commerce extérieur suivent naturellement ceux de la population. Cette population comptait seulement 350,000 âmes à l'origine du siècle; elle en compte aujourd'hui près de 1,500,000.

De 1800 à 1826, les habitants doublaient en nombre; depuis cette époque, jusqu'en 1851, ils ont doublé de nouveau.

Le commerce extérieur a marché plus vite encore que cette progression. C'est ce que montrent les valeurs suivantes, que fournissent les comptes officiels de Cuba,

comptes où les produits de l'île sont plutôt portés *au-dessous* qu'au-dessus de leur valeur réelle :

Années.	Importations.	Exportations.
1826................	80,599,100f	74,573,130f
1851 (Exp. de Londres).	174,481,700	166,245,100

Il est intéressant de calculer, d'après les chiffres qui précèdent, la proportion des importations et des exportations avec le nombre des habitants.

Valeur des importations et des exportations pour cent mille habitants.

Années.	Importations.	Exportations.
1826................	11,514,200f	10,653,300f
1851................	13,989,530	11,329,140

Lorsqu'on examine avec attention de quels produits se composent les exportations, on est surpris de les trouver si peu variées. Trois ou quatre genres prédominent, et par-dessus tous les autres il en est un qui représente à lui seul presque tout le progrès commercial : nous voulons parler de l'exploitation du sucre. On en jugera par les valeurs suivantes :

Progrès du sucre exporté de Cuba depuis 1800.

Années......	1800	1830	1850	1854
Kilogrammes	15,000,000	136,315,000	235,900	316,062,000

1850 était une année de mauvaise récolte; 1854 exprime la plénitude des facultés productives atteintes à Cuba dans les derniers temps.

Les principaux acheteurs du sucre des îles espagnoles sont la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Jusqu'au moment où commence l'émancipation des noirs (1833) dans les Antilles britanniques, l'Angleterre n'éprouve aucun besoin d'acheter des sucres étrangers. Mais, à partir de cet instant, la production du sucre diminue dans les possessions anglaises, tandis que la mère patrie réclame des importations, toujours croissantes, qu'elle demande à l'étranger : c'est Cuba qui les fournit en majeure partie, et le progrès est prodigieux.

IMPORTATION DU SUCRE DES ANTILLES DANS LES ROYAUMES BRITANNIQUES.

PAYS.	1833.	1853.	1854.
	kilogr.	kilogr.	kilogr.
Antilles espagnoles................	358,089	58,798,678	113,276,069
Antilles britanniques..............	186,158,872	114,737,642	129,277,974

Effets des lois financières de l'Angleterre sur le commerce des Antilles espagnoles.

Les sucres des îles espagnoles supportent en Angleterre un droit d'entrée qui n'est pas moindre de 50 p. 0/0 de leur valeur actuelle. Ce droit, succédant à des taxes en réalité prohibitives, n'a pas empêché le progrès très-rapide des importations.

Aujourd'hui, l'Angleterre ne fait aucune différence de droits à l'entrée pour les sucres étrangers et pour les sucres produits dans ses colonies.

Mais il n'en est pas ainsi de la liqueur tirée du sucre par la distillation. Ici, le Gouvernement britannique protége avec une extrême énergie les distillations de spiritueux qui s'opèrent dans ses colonies et dans la métropole. Il faut en montrer l'effet sur le commerce des Antilles espagnoles.

Droit d'entrée par litre de rhum étranger, en 1855.

Dans les trois royaumes : 4 fr. 16 cent.

D'après les prix portés dans la statistique annuelle du commerce britannique pour 1855, les rhums des Antilles espagnoles payent un droit d'entrée égal à l'énorme taux de 643 pour cent de leur valeur. En parlant des colonies britanniques, j'ai signalé la grandeur *de la protection* qui leur est réservée sur le même produit.

Avec le droit excessif prélevé sur le rhum étranger, il est intéressant de savoir quel commerce en résulte.

Il nous suffira de citer les faits de l'année 1855, la dernière dont les résultats officiels soient complétement publiés.

Commerce d'importation du rhum des Antilles espagnoles dans le Royaume-Uni, 1855. Prohibitions réelles.

Quantités importées...............	1,950,045 litres.
Rhum admis à la consommation.....	159

Ainsi, l'Angleterre, dans son double désir de *protéger* la distillation des rhums sortis de ses colonies et des eaux-de-vie de grain dans la métropole, l'Angleterre frappe les produits étrangers par des *droits différentiels* qui, pour les Antilles espagnoles, sont des *droits prohibitifs*.

L'effet semble un peu moins absolu lorsqu'il s'agit des rhums du Brésil et des États-Unis, ainsi qu'on le voit par les chiffres suivants :

Rhum apporté des États-Unis et du Brésil (1855)..	546,676 litres.
Rhum admis à la consommation..............	2,413

Néanmoins, des droits qui ne permettent pas même d'admettre à la consommation *la deux-centième partie* de l'importation sont en réalité des *droits prohibitifs*. Ajoutons que, des lois qui règlent aujourd'hui la taxation des rhums, la plus ancienne remonte à 1846 et la plus récente à 1855. Elles expriment, par conséquent, l'esprit actuel des taxations britanniques.

L'Angleterre justifie la gravité de certaines taxes sur le commerce étranger par la nécessité de se procurer des revenus. Ici le motif ne peut pas même être allégué.

Montant des droits prélevés, en 1855, sur les importations de spiritueux ULTRA-TAXÉS.

Rhums	de Cuba;	des États-Unis.
Revenu perçu.....	650 francs;	4,475 francs.

Commerce des tabacs.

Après le commerce des produits saccharins, celui des tabacs mérite le plus de fixer notre attention. Les tabacs des Antilles espagnoles sont célèbres pour leur parfum. On les appelle *tabacs de la Havane*, parce que c'est presque uniquement de ce port qu'ils sont expédiés.

Les Espagnols ne se sont pas contentés de produire, par une culture éclairée, les meilleurs tabacs tirés d'un sol éminemment favorable; ils ont atteint la perfection dans l'art de confectionner les cigares, qui sont devenus un objet de recherche et de sensualité luxueuse chez les peuples européens. Nous avons vu que les Anglais ont reconnu dignement cette supériorité par les récompenses qu'ils ont décernées lors de l'Exposition universelle dans le Palais de cristal.

Effet prohibitif des lois d'Angleterre sur le commerce des tabacs manufacturés.

Nous appellerons encore l'attention sur le jeu des lois fiscales de l'Angleterre, en ce qui concerne les tabacs.

Les Anglais perçoivent, par kilogramme de tabac en feuille, un droit de 8 fr. 50 cent. : droit énorme sur des produits qui, dans l'année 1855, ont porté seulement à 2 fr. 85 cent. le prix du kilogramme. Ici le droit d'entrée s'élève à *trois cents* pour cent.

Ce peuple intelligent, animé par le désir de *protéger* les industries qui manufacturent le tabac en feuilles, a plus que doublé le droit par kilogramme de tabac *manufacturé. Ce doublement a produit l'effet de la prohibition.*

Tabac en feuilles importé dans le Roy.-Uni (1855).	13,500,000 k.
Tabac en poudre importé....................	98

Une taxation non moins énergique protége la fabrication des cigares en Angleterre, en Écosse, en Irlande : à l'égard des États-Unis leur effet est *prohibitif*. Démontrons ce dernier point :

Cigares des États-Unis importés dans le Royaume-Uni (1855).........................	1,000,660 kil.
Cigares admis à la consommation......	276

On ne sera pas surpris de cet effet *prohibitif* lorsqu'on connaîtra le résultat suivant : sur les cigares des États-Unis, en 1855, le droit d'entrée britannique représente *mille quatre-vingt-quinze pour cent;* c'est-à-dire près de *onze fois* la valeur du produit en réalité *prohibé!!!*

Heureusement pour Cuba, le droit britannique étant le même pour les cigares de tous les pays et de toutes les

qualités, il pèse avec moins d'énergie sur les cigares plus coûteux de la Havane. Ces cigares valent treize fois le prix de ceux des États-Unis; par là le droit se trouve réduit à 83 $\frac{6}{10}$ pour cent *ad valorem*. Avec ce droit, assez élevé pour mériter d'être cité, le commerce est encore possible dans les trois royaumes. En voici les résultats :

Cigares de la Havane entrés en 1855.........	94,155 kilogr.
Cigares admis à la consommation britannique..	78,198

Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on doive, par amour des beaux principes, censurer l'Angleterre lorsqu'elle *protége* ses grandes fabrications domestiques par des taxations qui s'élèvent, suivant ses desseins et ses convenances, à 300, à 400, à 643, et même, nous venons de le voir, à 1,095 pour cent. Le but qu'elle se propose est honorable à mes yeux. Qui voudrait, qui pourrait la blâmer de protéger ses distilleries, ses brasseries, ses raffineries et ses fabriques de tabac sous toutes les formes? On n'est pas même en droit de s'étonner qu'elle ait abandonné, car ce fut par force, toute protection pour le cultivateur de céréales, pour le laboureur honnête et tempérant, quand elle protége au plus haut degré les industries qui desservent l'oisiveté, les caprices et trop souvent les vices chez le priseur, le chiqueur, le fumeur, et chez l'intempérant buveur de spiritueux!

Ce qui pourrait ensuite surprendre un observateur superficiel, c'est qu'en Angleterre, et dans les pays qui pensent d'après elle, même à leur détriment, on aille jusqu'à regarder comme exagéré, monstrueux, injustifiable, un taux moyen de 20 à 25 pour cent de droits prélevés, comme à Cuba, comme à Porto-Rico, sur des produits étrangers. Nous déplorons cette inconséquence.

Ce qu'il faut admirer comme étude du cœur humain,

c'est l'habileté prodigieuse, c'est la fermeté intrépide, c'est l'assurance déployées pour établir, en plein univers, la pensée que la Grande-Bretagne a rejeté pour toujours et sur tous les points le préjugé, l'erreur, l'imbécillité de *protéger ses propres fabrications* par un droit d'entrée, quel qu'il soit!

Les observations générales que nous avons présentées sur les productions et sur le commerce de Cuba sont applicables à Porto-Rico. Pour l'une et l'autre île, les mêmes produits forment la base principale des opérations. Afin d'éviter des répétitions fastidieuses, qui n'apprendraient rien au lecteur, il suffira de rapporter les résultats les plus récents que j'aie en ma possession, d'après la *balance commerciale* tenue dans les deux îles par l'autorité publique.

COMMERCE TOTAL DES ANTILLES ESPAGNOLES, ÉVALUÉ SUR LES LIEUX.

PAYS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAUX.
	francs.	francs.	francs.
Cuba : 1854	167,467,100	174,531,120	341,998,220
Porto-Rico : 1853[1]	28,493,760	28,312,000	56,805,760
TOTAUX	195,960,860	202,843,120	398,803,980

N'oublions pas de considérer ces évaluations, et surtout celles des exportations, comme inférieures aux valeurs réelles. Mais ces résultats, pour être loin d'offrir une rigueur mathématique, n'en sont pas moins précieux. Ils

[1] En 1851, les produits de Porto-Rico étaient plus considérables qu'en 1853. Les voici : importations, 32,477,180 fr.; exportations, 30,769,460 francs; total, 63,246,640 francs.

serviront à mesurer les progrès du commerce, en les comparant aux évaluations qui seront produites, d'après les mêmes bases, à des époques subséquentes.

Nous terminerons nos considérations sur le commerce des Antilles espagnoles en présentant la valeur des importations et des exportations faites par les trois puissances qui savent le mieux les calculer, et qui les calculent d'après les prix de leurs ports.

COMMERCE DES TROIS PRINCIPALES PUISSANCES AVEC LES ANTILLES ESPAGNOLES EN 1855.

PUISSANCES.	1855.	
	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	francs.	francs.
France	20,635,264	40,531,805
Grande-Bretagne	27,516,950	58,318,825
États-Unis	49,064,440	114,122,910
Totaux	97,216,654	212,973,540

Favorisés par le voisinage des Antilles espagnoles, les États-Unis, comme on le voit par le tableau qui précède, ont une plus grande somme d'importations et d'exportations que la France et l'Angleterre prises ensemble.

On peut regarder les trois puissances réunies comme faisant avec les Antilles espagnoles un commerce de 310,000,000 de francs. Cette somme, pour 1,829,462 habitants, donne un total d'importations et d'exportations égal à 169 francs par habitant des deux îles entre elles et les trois principales puissances commerçantes. C'est un magnifique résultat. On le doit considérer comme le

point de départ d'un avenir plus prospère encore si les peuples de Cuba et de Porto-Rico sont assez patriotes pour rester fidèles à l'Espagne, et s'ils sont assez avisés, assez sages, pour se défendre avec énergie contre les révolutions et contre les invasions.

Nous terminerons ces observations par le tableau comparé du commerce que font avec les trois principales puissances les États hispano-américains du continent et les Antilles espagnoles.

PARALLÈLE ENTRE LE COMMERCE DES ÉTATS DÉMEMBRÉS DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE ET CELUI DES ANTILLES RESTÉES FIDÈLES À L'ESPAGNE.

ANNÉE 1855.	POPULATION.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	habitants.	francs.	francs.
États démembrés de l'Espagne......	21,709,491	341,109,553	328,475,532
Antilles restées espagnoles..........	1,829,462	97,216,654	212,973,540

De là nous déduisons le tableau suivant, qui mérite de fixer la sérieuse attention du lecteur :

COMMERCE PAR MILLION D'HABITANTS.

PAYS COMPARÉS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	francs.	francs.
États démembrés de l'Espagne....................	15,711,810	15,130,510
Antilles restées espagnoles......................	53,139,420	116,413,460

Nous laissons au lecteur le soin de tirer les conséquences nécessaires de ces grandes et frappantes différences.

Avenir de Cuba.

La population réunie de Cuba et de Porto-Rico compte déjà plus d'habitants que n'en contiennent, dans l'archipel des Antilles, toutes les autres colonies européennes. Cette population, qui s'accroît avec rapidité, met son bonheur dans le travail et dans la paix. Inoffensive à l'égard de ses voisins, elle n'est connue que par les bienfaits de son commerce et l'attrait de son beau pays. Entre elle et les habitants des États-Unis, l'intercourse est prodigieux; des deux côtés le progrès du travail et de la richesse en est tour à tour la cause et la conséquence. Les liens du bon voisinage et de l'amitié devraient se resserrer de plus en plus par des relations si fructueuses pour les deux parties. Mais, chez le peuple trop mêlé de la grande république, la partie la plus turbulente et la moins scrupuleuse est torturée par l'avidité des conquêtes; il lui faut surtout des conquêtes mal acquises. Elle jette autour d'elle ses regards déprédateurs, et le premier objet qui saisit sa vue, c'est Cuba : Cuba, la reine des Antilles, coupable d'opulent et paisible voisinage!... Cuba, qui déploie ses trésors à l'entrée du golfe Mexicain, pour les échanger, sans exclusion, sans préférence, avec ses amis de toutes les mers. Voilà la proie qu'on n'a pas jusqu'ici trouvé moyen d'acquérir par une guerre légitime, et qu'on a dix fois tenté de ravir par une guerre de conspirateurs et de pirates.

Les guet-apens se succédaient à de courts intervalles, en devenant chaque fois plus menaçants et plus pervers. Les invasions auraient fini par réussir sans la résolution audacieuse d'un gouverneur célèbre depuis lors : c'est M. le général comte O'Donnell.

Les sympathiseurs.

Une horde de flibustiers, sous le nom hypocrite et merveilleusement imaginé de *sympathiseurs*, avait débarqué clandestinement à Cuba pour y seconder à la fois la guerre civile, le socialisme de quelques blancs, une révolution chérie des mulâtres et le soulèvement offert aux esclaves : c'étaient là *les sympathies!* A la suite d'un combat, les détestables sympathiseurs, pris les armes à la main, furent soumis au jugement d'un tribunal militaire. Ces pirates s'imaginaient que le respect de l'univers pour le drapeau de Washington, même déshonoré par eux, les sauverait du châtiment qu'ils méritaient; l'espoir était vain. Par ordre exprès du sévère et juste O'Donnell, la sentence militaire fut exécutée sans hésitation et sans merci. Alors les organes les plus pervers de la presse flibustière, à New-York, à la Nouvelle-Orléans, ceux qui, poussant aux excès le rebut des populations, secouaient avec fureur les torches de l'incendie et les captures de la spoliation, ceux-là même remplacèrent promptement les clameurs par le silence. Nulle voix n'osa protester contre le droit sacré d'une défense légitime, qui faisait enfin trembler les rebelles au lieu d'avoir peur de la rébellion.

A partir de ce moment, *la sympathie* ne prit plus les armes ouvertement; elle chercha d'autres moyens d'invasion.

Justement frappés à la vue de tentatives si perverses, deux gouvernements de l'ancien monde, assez sages pour être modérés, assez puissants pour être modérateurs, ont fait une offre aux États-Unis, dans la pensée de conjurer le péril qu'une invasion de Cuba ferait courir à la paix universelle. Il s'agissait de garantir à trois, par un traité perpétuel, l'intégrité d'un territoire inoffensif entre les

mains du possesseur légitime. La troisième puissance, avec les formes d'une exquise urbanité, a refusé péremptoirement d'y consentir, mais en protestant d'un amour infini pour la justice et pour les droits des nations. Se lier les mains, même dans le dessein le plus louable, serait à ses yeux compromettre des destinées insaisissables encore, mais non pas inattendues.

Sans perdre de temps, la diplomatie qui venait de faire une pareille réserve a repris sous une autre forme l'œuvre échouée des flibustiers sympathiseurs. Guidés par le génie de l'initiative, trois ministres plénipotentiaires se sont assemblés dans un coin de l'Europe, hors des États près desquels le droit des gens les accréditait. Ils se sont demandé, sous forme officieuse, comment on pourrait acquérir la colonie la plus importante de l'Espagne. Comment?... Avec de l'or, si l'Espagne veut accepter de l'or; et si l'Espagne n'en veut pas, en recourant aux moyens de la force ouverte. Le motif serait simplement le grand désir et l'avantage des États-Unis. C'est l'*expropriation forcée* que l'on transporterait ainsi des particuliers aux nations, sans législateurs pour la voter, sans tribunal pour statuer, sans jury pour évaluer. Cela s'est résolu, proposé, publié, en plein XIXe siècle.

Essayons d'apprécier, en spectateur désintéressé, la dangereuse illusion qu'une aveugle avidité présente à quelques citoyens des États-Unis sous les couleurs les plus fausses. Il n'existe pas sur la terre de peuples moins propres à la fusion que les Anglo-Saxons de l'Amérique et les Espagnols des Antilles. Ceux-là sont républicains, ceux-ci royalistes; les uns protestants, les autres catholiques, et, des deux parts, méprisant, détestant au même degré les croyances qu'ils n'ont pas. Les premiers, enfants du Nord, ont des mœurs formalistes et des manières glaciales; les

seconds, enfants du Midi, se livrent joyeusement au laisser-aller du créole, du créole plein d'imagination et de chaleur d'âme. Les Saxons d'Amérique se croient aussi supérieurs à leurs ancêtres d'Angleterre que ceux-ci croient l'être au reste du genre humain. Comme les avantageux, lorsqu'ils font parade de la supériorité qu'ils professent, ils captivent peu les cœurs des nations dépréciées. De leur côté, les créoles de Cuba, de Porto-Rico, rejetons d'une race superbe entre toutes, d'une race qui fit de si grandes choses en Amérique et de si grandes en Europe, qui domina l'Occident au siècle de Charles V et de Philippe II, qui délivra son pays avec tant d'éclat, en combattant la première fois contre les successeurs de Mahomet et la seconde fois contre le plus grand conquérant des temps modernes; cette race, orgueilleuse à tant de titres, sent la force de résistance que peuvent lui donner sa situation insulaire et surtout ses mœurs. Elle ne veut pas être effacée de la liste des nations ibériques.

Par l'invasion de la grande île espagnole, la Jamaïque et les nombreuses Bahamas se trouveraient, à raison de leur voisinage immédiat, les premières en péril; ce qui nous fait comprendre ici le puissant intérêt de l'Angleterre. Le danger n'atteindrait pas seulement ces possessions les plus exposées. Les possessions des Européens dans les Antilles seraient toutes compromises si l'île à la fois la plus vaste et la plus avancée, si Cuba devenait la proie d'une usurpation. L'Europe résisterait, afin d'empêcher qu'à son détriment on violât le droit des nations, et qu'on détruisît ainsi l'équilibre de deux mondes. Trois puissances, pour affermir un pareil équilibre, viennent de repousser en Orient l'invasion que préparait depuis des siècles le grand empire de Russie. Ces mêmes puissances arrêteraient avec un égal succès en Occident

l'invasion que tenterait la république américaine. Voilà, du moins, ce qu'il semble permis de supposer aux hommes ignorant le secret des cabinets.

Sans trop compter sur les alliés les plus indiqués par leur propre intérêt, l'Espagne pour conserver ses magnifiques possessions de Cuba, de Porto-Rico, l'Espagne ne devrait pas se contenter d'une armée régulière et permanente, occupant les forteresses et les batteries des ports principaux. Il faudrait y joindre une milice générale, sérieusement organisée, munie des meilleurs fusils, non moins exercée au tir qu'on ne l'est dans les États-Unis, et pouvant présenter au besoin cinquante mille hommes sous les armes. Indépendamment des forces de terre, il faudrait maintenir en permanence une grande escadre à vapeur, composée de vaisseaux, de frégates et de canonnières bardées en fer. Il faudrait construire cette flotte dans l'arsenal de la Havane, avec des bois qui sont d'une durée et d'une force incomparables; maintenir à bord une discipline sévère; et mettre souvent en mer, pour s'exercer et pour révéler aux nations que l'Espagne peut encore arborer un pavillon qui commande le respect.

Afin de conjurer des événements où le bon droit, fût-il défendu par une guerre universelle, ne triompherait qu'avec de graves sacrifices, les habitants des îles espagnoles ont d'autres moyens, simples et faciles, qui sourient à l'humanité. Qu'ils adoucissent de plus en plus le sort des esclaves, pour les acheminer insensiblement vers un état social qui ne laisse rien à désirer aux amis de la civilisation, Qu'ils diminuent la durée des travaux trop pénibles; qu'ils portent des soins éclairés, attentifs à l'hygiène, à la nourriture de la race noire; qu'ils veillent avec sollicitude sur l'enfance des nègres, afin d'augmenter la reproduction naturelle, si préférable à la traite.

A l'égard des noirs affranchis et des mulâtres, qui sont en grand nombre dans la colonie, il faut les traiter comme de vrais concitoyens. Il faut favoriser les hommes honnêtes et laborieux, quelle que soit la nuance de leur couleur; il faut qu'on s'efforce de leur procurer une instruction fructueuse, et qu'on leur accorde, suivant leur mérite, une juste part des emplois et des honneurs. Ces hommes compareront l'équité, la générosité du sort qui leur sera fait avec l'aversion, avec le mépris implacables qui les attendent, si leur pays est jamais absorbé dans la république anglo-saxonne. Loin de songer alors à des changements de nationalité, dans la folle et fausse pensée d'élever par là leur condition, les mêmes hommes seront prêts à verser la dernière goutte de leur sang pour ne pas être à la fois libres et méprisés à l'égal des nègres affranchis : nègres déclarés, par *la Suprême Cour de justice*, affranchis, mais non pas *citoyens* de l'Union anglo-saxonne.

De leur côté, dans cette grande Union américaine, les esprits sages, et le nombre en est considérable, reconnaîtront de plus en plus l'importance de conserver à leur race prépondérante son caractère éminent d'énergie, d'activité, de *laboriosité* fructueuse. Ils savent que, pour maintenir ce précieux caractère, une haute politique doit empêcher qu'on ne l'altère et ne l'affaiblisse en mêlant à leur sang national trop de sang étranger, de sang nègre surtout. Ils sentiront que leur ambition la plus vaste sera justement satisfaite en peuplant d'Anglo-Saxons cet immense territoire dont ils se trouvent possesseurs, entre trois mers extérieures et quatre mers intérieures. Ces limites incomparables conviennent seules à l'unité de leur empire, à la perpétuité de leur institution fédérale et républicaine.

DERNIER COUP D'ŒIL SUR L'AMÉRIQUE.

Au moment où nous arrivions à la fin de ce volume, l'Europe recevait le message annuel du Président des États-Unis pour inaugurer, en décembre 1857, la nouvelle session du Congrès et du Sénat.

Pour la première fois, depuis un temps trop considérable, les partis qui divisent les États-Unis ont permis qu'un homme éminent représentât l'opinion triomphante. Une médiocrité haineuse, irritante, injurieuse à l'égard des nations étrangères, est remplacée par la haute intelligence des intérêts communs à l'univers et de leur bonne harmonie. Enfin, les amis de l'Union américaine peuvent sans restriction applaudir au langage du nouveau Président, le très-honorable M. Buchanan.

Crise financière, industrielle et commerciale.

Le Message présidentiel répand une vive lumière sur une crise dont le contre-coup s'est fait sentir dans les deux mondes.

Au milieu du tableau glorieux des prospérités nationales, une image funeste s'est élevée. Le crédit financier d'une confédération si riche que l'or de la Californie, malgré son abondance, n'est qu'un produit du second ordre, ce crédit s'est tout à coup affaissé sous les fardeaux imprudents dont la spéculation l'a surchargé. On trouve un nouvel exemple du retour fatalement périodique des crises croissantes de 1827, 1837 et 1847; elles sont aggravées, en 1857, de tout le poids d'un commerce agrandi sans mesure et par-delà les bornes qu'indiquait la réalité des besoins.

Les banques, si multipliées aux États-Unis, ces institu-

tions fondées sur le crédit, dont elles sont elles-mêmes le plus puissant véhicule, les banques, au lieu de croître en sagesse, ont préféré croître en audace.

Il y a dix ans, les États-Unis n'exploitaient pas encore les gîtes aurifères, mines incomparables d'où l'on tire par an près du tiers d'un milliard. Eh bien! il y a dix ans, les espèces tenues disponibles dans les banques s'élevaient au cinquième de l'émission des billets; et c'était déjà trop peu. En 1857, loin de s'accroître, elles sont descendues d'un tiers plus bas dans la proportion de la réserve en espèces avec le remboursement des effets exigibles. Voici, pour les *quatorze cents banques* de l'Union, le tableau résumé dans le message :

Situation générale des banques de l'Union, vers le 1er janvier 1857.

Valeurs métalliques réservées dans la banque.	311,488,140 fr.
Billets en circulation..................	1,146,919,000
Valeurs exigibles sur dépôts.............	1,230,073,000
TOTAL GÉNÉRAL.......	2,688,480,140

Par conséquent, dès les premiers jours de 1857, le montant des papiers émis par les banques, et qui pouvait être exigé dans un délai fort court, était presque égal à *huit fois* la valeur métallique en réserve dans les banques.

« Il est palpable, dit le Président de l'Union, que le premier besoin pressant devait occasionner la suspension des payements, avec toutes ses suites désastreuses. Ce qui doit vraiment étonner, c'est qu'elles aient pu conserver si longtemps leur crédit, lorsqu'une demande égale au *septième* de leurs charges obligatoires suffisait pour les précipiter dans l'insolvabilité : telle était leur condition d'existence. Elles ont poussé si loin l'extravagance de leurs

crédits, qu'elles tiennent à présent beaucoup moins d'espèces en caisse, proportion gardée avec leur papier, qu'avant l'exploitation des gîtes aurifères les plus riches de l'univers.

« Le désordre financier, ajoute le Président américain, dure depuis quarante ans, toujours reproduit par les mêmes causes : par l'expansion extravagante des entreprises téméraires, les avances irréfléchies que se permet un crédit sans prudence, des achats outrés de produits étrangers, et des transactions commerciales accompagnées de jeux de bourse ruineux à la fois pour la richesse et pour la morale. Aussitôt que la crise arrive, et son arrivée est inévitable, les banques sont dans l'impuissance de venir en aide à la détresse générale; c'est précisément à l'époque où le commerce a le plus grand besoin de leurs secours, qu'elles sont à bout de ressources et font banqueroute. »

Lorsque nous décrirons les forces de l'Europe, nous montrerons quelle atteinte elles reçoivent par ces énormes faillites qui se renouvellent par périodes décennales.

Influence des abus du crédit sur l'industrie des États-Unis.

Le Président signale un côté des désastres subis, lequel est vraiment digne d'attention. « Ce système illimité de billets de banque a fait renchérir le prix de chaque denrée bien au delà de la valeur naturelle, comparée avec le prix des mêmes articles dans les pays étrangers où la circulation du papier est plus sagement limitée. C'est là ce qui n'a pas permis que nous luttassions, sur nos propres marchés, contre les manufactures étrangères.

« Cette cause a produit des importations extravagantes; elle a contre-balancé l'effet de la *protection considérable* pro-

curée à nos fabriques nationales par le tarif auquel nous devons nos revenus fédéraux. Sans cela, les genres de nos manufactures dont les matières premières sont pour nous indigènes, les fabrications de cotons, de lainages, de fer, etc., non-seulement auraient conquis la possession à peu près exclusive de notre marché, mais se seraient ouvert des marchés extérieurs avantageux pour nous dans le monde entier. »

Ajoutons qu'après avoir envoyé sans mesure, et souvent *sur consignations*, des quantités excessives de produits, les puissances européennes, et surtout la Grande-Bretagne, voient revenir le trop-plein de leurs expéditions. Ce retour occasionne l'encombrement des États expéditeurs, au milieu même de la crise qui paralyse leurs propres manufactures. L'Angleterre surtout apprend qu'il ne suffit pas, comme on le lui recommandait, d'exporter, d'exporter, d'exporter, pour avoir le droit de crier prospérité! prospérité!! prospérité!!! sans compter sur les revers et les ruines du lendemain.

Après ces avertissements aussi graves qu'éclairés sur les crises commerciales et financières, le Président propose avec raison aux législateurs fédéraux d'exiger que les banques aient toujours un dépôt monétaire qui soit au moins *le tiers* de l'émission des billets. On préviendra tous les dangers en s'arrêtant à cette limite, ainsi que le prouvent l'expérience et la sagesse de l'Europe.

Une autre plaie publique imprime ses stigmates sur l'honneur américain.

Le flibustiérisme flétri par un Président des États-Unis.

Dans un État où les plus hauts fonctionnaires tremblent devant les préjugés et les passions populaires, il est beau

de voir le chef électif signaler son courage civil en flétrissant les flibustiers; en les flétrissant lorsqu'ils portent de nouveau la perturbation dans les États de l'Amérique centrale.

« Malheureusement pour ces États et pour nous, dit le Président, notre exemple et nos conseils *ont beaucoup perdu de leur autorité morale* depuis les expéditions contraires aux principes préparées sur notre territoire. Rien n'est plus propre à rabaisser notre caractère national que de *tolérer des entreprises qui violent le droit des gens.*

« L'un des plus sublimes devoirs d'une puissance indépendante et qui respecte ses rapports avec la grande famille des nations, c'est d'empêcher que ses populations commettent des agressions hostiles contre les autres États. Les écrivains les plus révérés, qui font autorité sur les lois internationales, déclarent sans hésiter que de tels actes sont des *crimes de vol et d'assassinat.*

« Si l'on dirigeait contre nous pareilles entreprises, pour brûler nos cités[1], égorger nos concitoyens, usurper notre gouvernement, nous rendrions responsable, au plus haut degré, le gouvernement étranger qui ne préviendrait point ces énormes attentats.

« Depuis l'administration du général Washington, toujours les Actes du Congrès sont restés en vigueur pour châtier avec sévérité *le crime* de préparer sur notre territoire une expédition militaire, quand elle est dirigée contre un peuple avec lequel nous sommes en paix. L'Acte de 1818 continue d'attribuer au Président le droit et le devoir d'employer les forces de terre et de mer pour s'opposer à de telles expéditions; les officiers de la douane sont requis de retenir au port tout navire présumé faire partie de ces illégales expéditions.

[1] Allusion à l'incendie de Grenade par les flibustiers de Walker.

« De tels ordres ont été donnés pour arrêter la nouvelle entreprise annoncée contre le Nicaragua. On a su rendre vaines toutes nos précautions. Le chef de cette entreprise[1], arrêté personnellement à la Nouvelle-Orléans, a recouvré sa liberté moyennant caution insuffisante : il est parti.

« Je recommande ce sujet à la plus sérieuse attention du Congrès. C'est à la fois notre devoir et notre intérêt d'adopter des mesures qui puissent empêcher nos concitoyens de commettre de tels outrages. »

Déplorons ici l'impuissance du Gouvernement fédéral. Deux des trente et un États confédérés peuvent braver les ordres les plus légitimes; les magistrats locaux font des lois préventives une application dérisoire; la douane ne veut voir et saisir ni les munitions ni les armes qu'on exporte; les soldats flibustiers déclarent qu'ils sont *des planteurs de café*, paisibles émigrants, qui vont *féconder* le Nicaragua! Cette explication suffit; un croiseur laisse passer les navires envahisseurs sans les visiter, et les flibustiers débarquent en paix!

Ou le Gouvernement fédéral n'a qu'un pouvoir méprisé par sa douane, par sa flotte et par son armée, ou lui-même court le danger d'être taxé de ne pas être sincère. Sa déconsidération serait plus grande s'il tolérait des expéditions qu'il qualifie de vols, d'incendies et de crimes publics; il nous en coûterait trop d'accepter de pareils soupçons. Nous aimons mieux espérer que l'Union américaine prêtera force à son propre honneur, afin qu'elle sorte victorieuse et pure de la plus infâme récidive contre le droit des nations.

Il faudra voir si le Congrès saura répondre à l'appel moral du Président. Plus d'un mois s'est écoulé sans que

[1] Le sieur Walker.

noncé pour satisfaire à cet appel.

Eh quoi ! la croisière sacrée de l'Éloquence laissera-t-elle aussi passer les corsaires envahisseurs, sans qu'une seule parole puissante fasse entendre au moins le cri de : Qui vive ! Si l'illustre et vertueux Henri Clay respirait encore, lui qui flétrissait avec tant d'énergie l'essor des flibustiers vers le Texas et le Canada, les vrais amis de l'Amérique ne seraient pas réduits à former ce vœu.

Un dernier acte fait honneur à l'énergie d'un marin. Le commodore de la croisière américaine a compris qu'il pouvait saisir le flibustier *récidiviste et réfractaire*, déjà signalé par sa récente capture de quatre navires à vapeur dans la rivière de Saint-Jean de Nicaragua ; il a capturé le corsaire même, à terre, en vue du rivage. C'était rendre un immense service au peuple ami du Nicaragua.

Pour avancer de surprise en surprise, le flibustier rebelle aux lois de son pays serait déjà de retour à New-York, et *gracieusement relaxé;* tandis qu'on répand la nouvelle, incroyable pour nous, que le commodore honnête et courageux serait menacé d'un jugement !...

Au simple bruit que le vaillant commodore avait saisi le flibustier Walker en flagrant délit d'invasion, les sympathiseurs des actions illégales font entendre un cri d'exécration contre leur propre marine militaire, employée à défendre l'honneur de l'Union américaine.

Si par impossible le commodore Paulding comparaissait devant des jurés choisis parmi ceux qui l'incriminent, il pourrait leur faire une réponse qui l'absoudrait sur-le-champ à leurs yeux :

« Vous m'accusez d'avoir débarqué sur un territoire ami pour y saisir un flibustier et préserver un allié de la spoliation, de l'incendie et du meurtre. Soyez plus consé-

quents avec vous-mêmes. Si j'étais venu répandre ces fléaux sur un peuple en paix avec nous, vous me porteriez en triomphe, comme un autre Walker. Contentez-vous de m'accorder l'ovation, le petit triomphe, et vos éloges pour l'infraction que peut-être j'ai commise au droit des gens, mais, il est vrai, sans brûler, sans piller et sans verser le sang des alliés. »

Second message.

Un second message de M. le Président Buchanan contient un passage qui justifie pleinement mes prévisions ou, si l'on veut, mes visions [1] sur l'occupation future des deux Amériques par un peuplement émané des États-Unis. Voici le passage que je veux signaler à l'attention du lecteur :

« Incontestablement la destinée de notre race est de se « répandre sur tout le continent de l'Amérique du Nord, « *et cela avant longtemps*, si on laisse les événements suivre « leur cours *naturel*. Le flot de l'émigration se dirigera « *vers le Sud, et rien ne saurait arrêter sa marche.* »

Voici donc la différence entre deux systèmes : La destinée des Amériques est qu'elles soient peuplées par les États-Unis : suivant M. Buchanan, ce sera par voie d'*infiltration;* suivant le citoyen Walker, ce sera par voie d'*effraction*.

[1] Voyez 1° pages 595 et suivantes, *Idée du peuplement des États-Unis aux XVIIIe et XIXe siècles ;* 2° pages 731 et suivantes, *Avenir du Mexique;* 3° pages 870 et suivantes, *Avenir des forces productives du Brésil;* 4° pages 1057 et suivantes, *Avenir de Cuba.*

FIN DU VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

I. La Grande-Bretagne.

CHAPITRE PREMIER.

BASSIN ORIENTAL.

CHAPITRE II.

BASSIN OCCIDENTAL DE LA GRANDE-BRETAGNE.

Pages.

LES GRANDS PROMOTEURS DES INDUSTRIES QUI RAYONNENT AUTOUR DE LIVERPOOL.

CHAPITRE III.

SECONDE PARTIE, ou Deuxième Section.

ÉPOQUES DU PROGRÈS BRITANNIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

CHAPITRE II.

SECONDE ÉPOQUE : LA GUERRE DU XIXe SIÈCLE (1803 À 1815).

CHAPITRE III.

TROISIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE IV.

QUATRIÈME ÉPOQUE : DE 1830 A 1841.

CHAPITRE V.

CINQUIÈME ÉPOQUE : DE 1845 À 1853.

II. Royaume d'Irlande.

DEUXIÈME PARTIE.

L'AMÉRIQUE.

ÉTATS DU CENTRE ORIENTAL.

Pages.

FIN.

